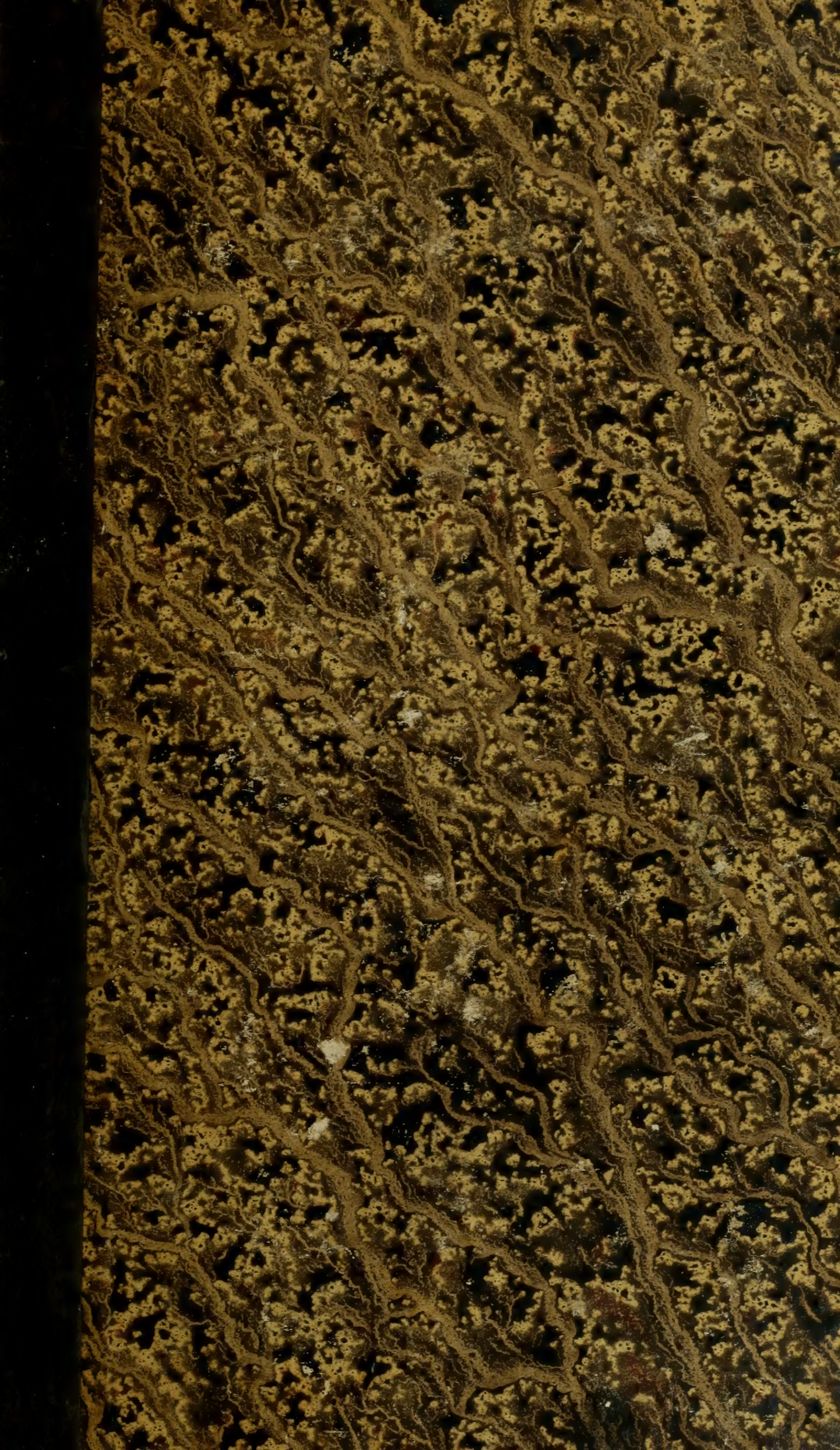
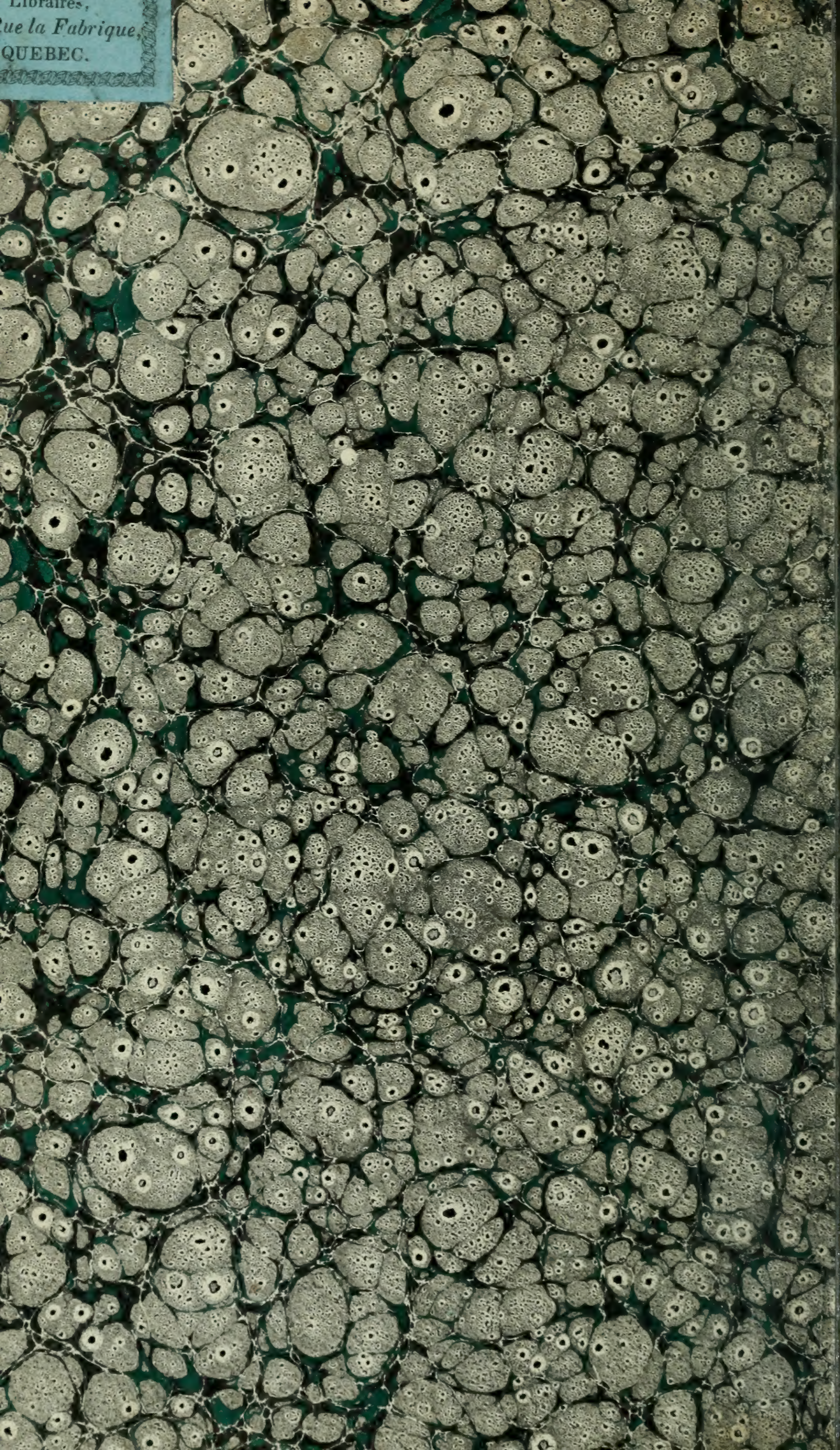
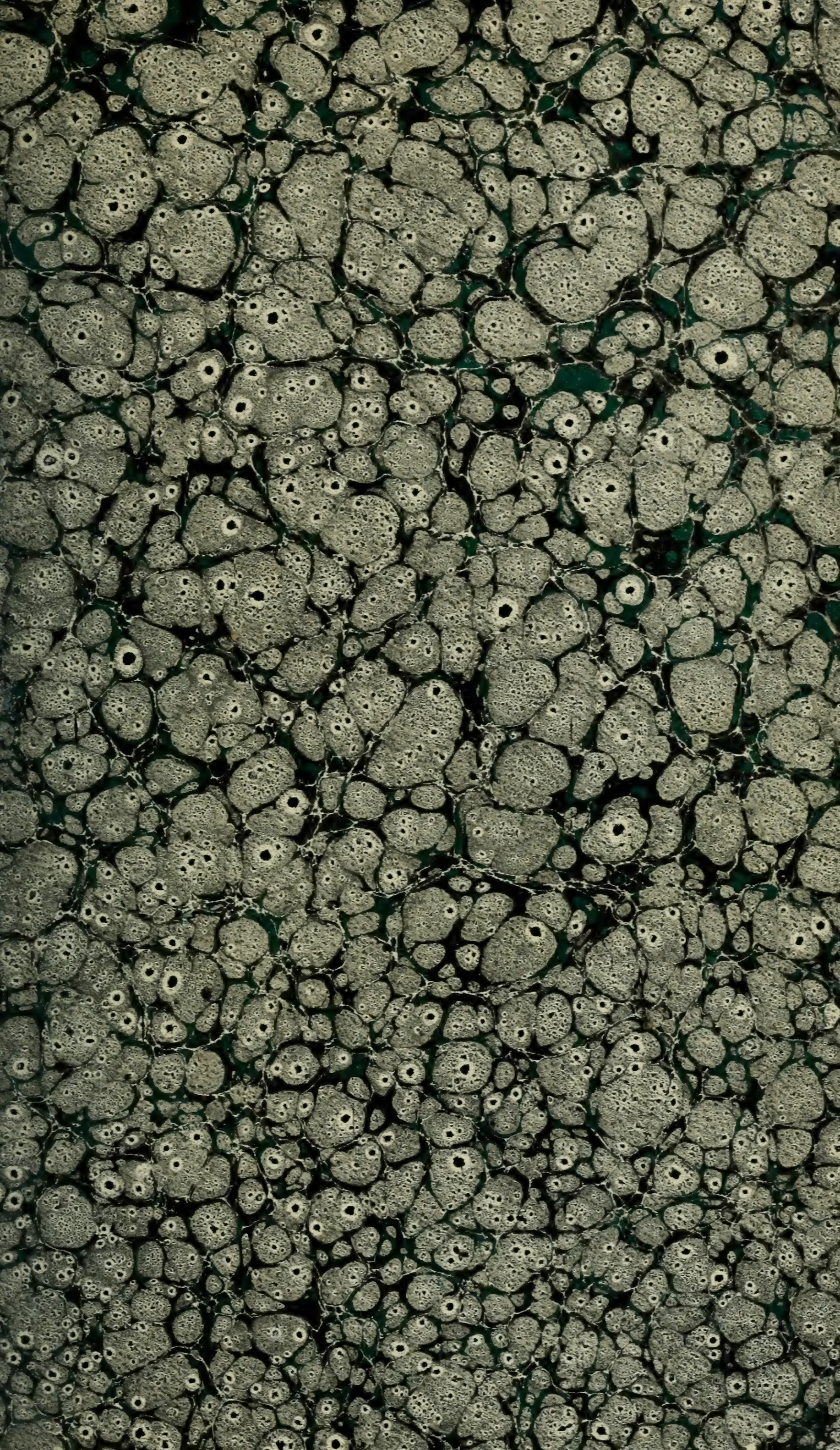



Libraires,
Rue la Fabrique,
QUEBEC.



REVUE

DES

DEUX MONDES.



IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,
AD. WAHLEN ET Cie.

REVUE

DES

DEUX MONDES,

AUGMENTÉE

D'ARTICLES CHOISIS DANS LES MEILLEURS RECUEILS ET REVUES PÉRIODIQUES.

TOME QUATRIÈME. — 1846.





Bruxelles,

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES,

RUE FOSSÉS-AUX-LOUPS, N° 74.

1846

LES ANCIENS
COUVENTS DE PARIS.

DEUXIÈME RÉCIT.

FÉLISE.

I.

Le dernier jour du mois de décembre, en l'année 1700, à l'heure où la foule commence à circuler dans les rues de Paris, une voiture de voyage entra dans la grande ville par la porte Saint-Antoine, et traîna bruyamment ses ferrailles sur la chaussée inondée de boue et de verglas. Les ressorts disloqués grinçaient à chaque tour de roue avec un aigre fracas, tandis que le postillon, enfoncé jusqu'à mi-corps dans ses bottes fortes, faisait claquer son fouet en proférant des imprécations contre les passants qui ne se hâtaient pas de gagner l'étroit espace exclusivement réservé aux piétons le long des maisons bordées de boutiques. Le carrosse, d'une forme déjà antique, était maculé d'une boue liquide à travers laquelle il n'était pas possible de distinguer la couleur de la caisse et les armoiries peintes sur les panneaux; pourtant l'on entrevoyait encore une couronne de comte tracée avec des clous d'argent sur les rideaux qui remplaçaient les glaces. L'un de ces rideaux entr'ouverts laissait apercevoir les voyageurs. Dans le fond du carrosse, une dame, enveloppée d'une pelisse noire et le visage caché dans ses coiffes, sommeillait, la tête renversée sur un carreau de velours. La banquette de devant était occupée par un homme âgé qui paraissait être quelque chose comme un valet de chambre, et

par une femme dont la mise était celle d'une suivante de bonne maison. Ces deux personnages, d'une physionomie peu avenante, ne proféraient pas une syllabe, et jetaient à peine un regard somnolent et fatigué sur la rue. Debout entre la suivante et la dame, une petite fille, de cinq ans environ, s'appuyait des deux mains à la portière, et considérait d'un œil ravi les maisons bariolées d'enseignes, les étalages, les marchands ambulants qui glapissaient à tous les carrefours, et la foule affairée qui, profitant d'un douteux rayon de soleil, courait les boutiques pour faire ses emplettes du jour de l'an. A chaque instant, la petite fille se retournait pour interpeller la femme de chambre et lui montrer, avec des cris d'admiration, quelque magnifique joujou appendu aux vitrières des magasins de bimbeloterie; mais celle-ci ne paraissait point du tout égayée par ce babil enfantin, et n'y répondait pas même d'un signe de tête. L'enfant, penchée à la portière, manifestait sa joie et sa curiosité avec une telle pétulance, qu'une fois la dame, réveillée en sursaut, la saisit par sa robe et la rejeta vivement sur les genoux de la suivante, laquelle, sortant de sa taciturne immobilité, s'écria :

— Qu'y a-t-il? qu'est-ce donc? mon Dieu !

— Rien, répondit la dame avec un étrange sang-froid et en se renfonçant dans le coin du carrosse; il m'avait semblé que la petite allait tomber.

Comme elle achevait ces mots, l'enfant, qui s'était rejetée en avant avec un petit geste volontaire et mutin, se pencha à la portière, toute transportée à la vue d'un nouvel étalage de joujoux; dans ce mouvement, un cahot lui fit perdre l'équilibre, elle fut lancée hors du carrosse et tomba la tête la première sur le pavé. Une lourde charrette de roulage venait par derrière : pendant quelques secondes, la petite fille disparut entre les roues et les pieds des chevaux. Tous les passants s'étaient arrêtés; il n'y eut qu'un cri parmi cette foule, dont les regards étaient fixés avec angoisse sur les roues pesantes qui broyaient le pavé. Lorsque la charrette eut passé, l'on aperçut la petite fille à demi soulevée déjà sur l'une de ses mains, et rajustant de l'autre sa capeline de taffetas noir. Le carrosse, lancé au grand trot, n'avait pu s'arrêter qu'à distance. La voyageuse descendit, suivie de ses gens, et traversa d'un pas mal assuré la foule qui s'ouvrait devant elle, en lui montrant une boutique où déjà l'on avait transporté l'enfant. Lorsqu'elle y entra, la maîtresse du logis se précipita à sa rencontre en s'écriant, les mains levées au ciel : — Madame, rendez grâce à Dieu,... la chère petite n'est pas blessée,... elle n'a pas une seule égratignure... C'est un miracle!

En effet, la petite fille, debout au milieu de la boutique, babillait déjà en regardant, avec une admiration mêlée de convoitise, les joujoux et les sucreries qui foisonnaient sur les étagères. La voyageuse la considéra un moment sans l'embrasser, sans la toucher seulement; puis elle tomba pâle et oppressée sur un siége, en disant d'une voix éteinte : — Oh ! mon Dieu ! mon Dieu ! j'ai cru qu'elle était morte !...

Elle passa la main sur son front mouillé d'une sueur froide, et parut lutter un instant contre cette violente et terrible émotion ; puis, y succombant, elle s'affaissa sur elle-même et tomba sans connaissance entre les bras de sa suivante.

L'on s'empressa autour d'elle : les bonnes femmes qui se trouvaient là l'inondèrent d'eau de mélisse. La marchande lui criait tout attendrie : — Madame, remettez-vous ; l'enfant n'a aucun mal, je vous le jure !.... Regardez-la donc, cette mignonne, et vous verrez qu'elle est sortie saine et sauve de dessous les pieds des

chevaux. Elle n'a pas eu peur seulement, la pauvre innocente. Venez donc ici, ma belle petite ; venez embrasser votre maman...

— Ma maîtresse n'est pas la mère de cette enfant, interrompit la suivante d'un ton sec; ma maîtresse n'est pas mariée.

— Pardon ; il n'y a pas de mal, répondit civilement la marchande ; la pauvre demoiselle s'est pourtant évanouie de saisissement.

— Elle est si affaiblie, si malade ; elle n'avait pas besoin de cette dernière secousse, murmura la suivante en jetant un regard presque irrité sur l'innocente créature, cause de cette scène.

Cependant la voyageuse avait repris ses sens, et, rouvrant les yeux, elle murmura :

— Je suis mieux, je suis bien à présent . Allons, Suzanne, il faut faire avancer la voiture. Où est Balin ?

— Ici, mademoiselle; je suis ici, répondit le vieux serviteur en s'avançant.

— C'est bien ; occupez-vous de la petite, reprit l'étrangère; menez-la par la main jusqu'au carrosse.

Elle fit ces recommandations avec l'accent d'une pénible sollicitude, mais sans jeter un regard sur l'enfant miraculeusement préservée. Les femmes qui l'entouraient la considéraient avec une curiosité mêlée d'étonnement. C'était une belle personne de vingt-cinq ou vingt-six ans, blonde, d'une taille élancée et d'un aspect imposant. Ses traits , un peu effilés, avaient une expression de tristesse sévère ; son regard était froid et distrait; elle avait le geste lent, le maintien accablé que laissent les longues souffrances morales ; pourtant l'étincelle d'une pensée active, véhémente, brillait encore dans ses grands yeux bruns. Elle se leva, rabattit ses coiffes sur son pâle visage, et, s'appuyant au bras de sa femme de chambre, elle adressa quelques mots de remercîment à la marchande, avec une politesse mêlée de dignité qui sentait fort sa grande dame. Au moment de sortir, elle fit signe au vieux domestique de prendre à l'étalage un joujou de deux sous, et, tirant sa bourse, elle mit un louis sur le comptoir.

La marchande la reconduisit jusqu'à la porte avec de grandes révérences, et, retenant un instant la petit fille d'un geste discret, elle lui baisa la main et lui dit avec un intérêt respectueux : — Comment vous appelle-t-on, mademoiselle?

— Félise, répondit l'enfant.

— C'est un beau nom ! s'écria la bonne femme. Félise ! cela veut dire heureuse, celle qui est née sous une heureuse étoile, n'est-ce pas ?

En entendant ces paroles, la voyageuse et sa suivante se retournèrent avec un mouvement involontaire, et, frappées sans doute de la même pensée, elles abaissèrent sur l'enfant un étrange regard.

— Votre nom n'a pas menti aujourd'hui, mademoiselle Félise, reprit la marchande; que Dieu vous protége ainsi tous les jours de votre vie !...

L'étrangère ordonna d'un geste impatient à son vieux serviteur de faire monter la petite fille dans la voiture, et se hâta de reprendre elle-même sa place. — Allez, postillon, cria la suivante en fermant le rideau de la portière au nez des curieux attroupés devant la boutique.

Le carrosse roula encore quelques moments dans la rue Saint-Antoine, puis, tournant au coin de la place de Birague, il alla s'arrêter devant le couvent des Annonciades, situé au fond de la rue Culture-Sainte-Catherine, à cent pas de l'hôtel habité naguère par M[me] de Sévigné.

Le vieux serviteur, faisant fonctions d'écuyer, présenta respectueusement l'avant-bras à sa maîtresse, et tandis qu'elle descendait, une main légèrement appuyée sur sa manche, il lui dit avec une expression de zèle embarrassé et inquiet :—Si mademoiselle voulait me donner ses ordres, je pourrais m'occuper sur-le-champ de lui chercher un logis. J'avoue que, ne connaissant point la ville, je me trouve un peu en peine.

— La première maison venue me conviendra, pourvu que j'y sois seule, tout à fait seule, répondit la voyageuse.

— Je vois d'ici plusieurs écriteaux, reprit le bonhomme en parcourant du regard les maisons de belle apparence qui faisaient face au couvent des Annonciades; si mademoiselle le trouve convenable, je vais voir... à moins qu'elle ne préfère un autre quartier...

— Mon Dieu! qu'est-ce que cela me fait? murmura la voyageuse d'un air de morne insouciance; que je demeure dans cette rue même, plus loin ou à l'autre bout de Paris, peu m'importe!

— Il faut aviser tout de suite, reprit Balin en se retournant de tous les côtés, comme un homme décidé à marcher au hasard. Puisque mademoiselle ne veut pas descendre, même pour une seule nuit, dans un hôtel garni, il faudra aussi que je voie sur l'heure un tapissier, que je me procure des meubles... Mademoiselle va manquer de tout aujourd'hui, et qui sait comment elle sera couchée ce soir!

— Qu'est-ce que cela me fait! répéta la voyageuse avec une sorte d'accablement mêlé d'impatience; allez, Balin, et faites comme il vous plaira : vous avez une heure.

— A la grâce de Dieu! Je ne vais pas plus loin, murmura le bonhomme en soupirant et en se dirigeant vers une maison du voisinage, à la porte de laquelle on lisait sur une planchette : Grand hôtel entre cour et jardin à louer présentement.

La porte du couvent s'ouvrit au premier coup de sonnette et se referma aussitôt sans bruit derrière les nouvelles venues, qui se trouvèrent alors dans un vestibule spacieux, humide et sombre. Des bancs de chêne scellés au mur régnaient alentour; au fond, l'on apercevait les premières marches d'un large escalier tournant. Personne ne se présentait, et l'étrangère dut s'arrêter un moment pour s'orienter dans ces lieux inconnus. Tandis qu'elle promenait autour d'elle un regard fatigué, la petite fille se retourna brusquement vers la porte en s'écriant : — Je ne veux pas monter dans cette maison, elle est trop laide; allons-nous-en.

— Non pas certes, répliqua la suivante en essayant de la rattraper; venez ici, mademoiselle!

— Je veux retourner dans la rue, s'écria l'enfant d'un air irrité et en se débattant, je veux m'en aller!... Je ne veux pas vous obéir, méchante!...

— Laisse-la, Suzanne, laisse-la; je ne peux pas l'entendre crier ainsi, dit l'étrangère en frissonnant et en se précipitant vers l'escalier, qu'elle se hâta de gravir.

— Mademoiselle Félise, criez toute seule tant qu'il vous plaira, dit aigrement Suzanne; restez, restez là, on ne viendra pas vous chercher. Vous ne méritez pas d'entrer dans la maison du bon Dieu!

L'escalier en spirale dont les premières marches tournaient au fond du vesti-

bule aboutissait à un palier sur lequel s'ouvrait une porte à deux battants ornée de délicates sculptures et surmontée d'un écusson qu'il n'était pas possible de blasonner à travers la couche de badigeon qui couvrait les armoiries. Au-dessus de cette pièce héraldique ainsi effacée, l'on avait peint à la fresque une croix d'azur entre deux branches de lis.

Au moment où l'étrangère posait la main sur le pommeau de cuivre ciselé en forme de rose épanouie, le battant tourna de lui-même sur ses gonds, et une sœur converse se présenta. Après avoir fait une espèce d'inclination qu'on aurait pu prendre également pour une génuflexion et une révérence, elle dit à demi voix, d'un ton de civilité béate : — Jésus, Marie soient avec vous, madame; prenez la peine d'entrer et de vous asseoir.

Le parloir des Annonciades était une vaste salle qu'une double grille recouverte d'un rideau noir divisait en deux parties égales, l'une communiquant avec l'intérieur du couvent et faisant partie de ce qu'on appelait la clôture, l'autre destinée à recevoir les personnes du monde qui obtenaient la permission de visiter les religieuses. Le goût dans lequel cette pièce était décorée indiquait qu'elle avait eu naguère une autre destination; en l'appropriant aux habitudes de la vie conventuelle, l'on y avait laissé subsister quelques traces de magnificence mondaine. Une tenture de cuir dont les gaufrures, dorées jadis, avaient pris un ton de bistre, cachait la nudité des murailles; la cheminée, sous le manteau de laquelle on pouvait commodément s'asseoir, était ornée de charmantes sculptures, et le haut chambranle qui abritait le foyer, comme un dais de pierre, était cantonné de petits amours riants et joufflus, que les bonnes religieuses prenaient pieusement pour des chérubins. Les miroirs de Venise qui complétaient autrefois l'ameublement de ce salon d'apparat avaient été remplacés par des tableaux; mais au lieu des austères figures de saints, des scènes lugubres du martyrologe dont les murs blanchis à la chaux de la plupart des monastères étaient tapissés, ces peintures représentaient deux femmes, deux grandes dames dans tout l'éclat de leur parure et de leur beauté : c'étaient les portraits des bienfaitrices de la maison, dont les recluses avaient orné leur parloir.

L'étrangère jeta à peine un regard autour d'elle, et, sans prendre garde à l'invitation de la sœur converse, qui l'engageait à se réchauffer devant la cheminée, où brûlait un bon feu, elle s'assit près de la grille en cachant machinalement dans les larges manches de sa pelisse ses mains rougies par le froid, et dit d'une voix faible : — Madame la supérieure doit avoir été avertie. Je viens, munie de la recommandation de monseigneur l'évêque d'Alais, visiter une de vos novices.

— Que Dieu conserve sa grandeur! répondit la sœur laie; notre révérende mère était prévenue de votre arrivée, et j'ai reçu ses ordres. Le parloir ne s'ouvre que deux fois l'année pour les parents au premier degré; mais à la sollicitation de monseigneur, et par faveur spéciale, notre sœur Geneviève a la permission d'y venir aujourd'hui. La voici.

En achevant ces mots, elle fléchit une seconde fois les genoux en inclinant la tête comme si elle allait se prosterner, et sortit par une petite porte qui communiquait avec l'intérieur du couvent. Aussitôt le rideau noir s'ouvrit lentement, et une femme voilée parut derrière la grille. Elle portait l'habit qui avait fait donner aux Annonciades le surnom de *célestes*. Un scapulaire bleu de ciel cachait le devant de sa robe de laine et descendait jusque sur ses souliers de cuir bleu; une espèce de chape pareille au scapulaire était attachée sur ses épaules ; son

voile blanc, baissé devant le visage, retombait jusqu'au genou et la cachait sous ses plis épais et raides. Il était impossible de distinguer sa taille ni ses traits, mais il y avait dans l'ensemble de cette figure voilée quelque chose de juvénile auquel on ne pouvait se méprendre. La ligne svelte que formait le pli de la chape, le contour de l'épaule, l'attitude du corps, annonçaient une jeune fille de seize ou dix-sept ans, grande, mince et de la plus noble tournure. A quelques pas derrière elle venait une autre religieuse couverte du même habit, avec cette seule différence qu'elle portait le voile noir. C'était une des *discrètes* qui accompagnaient les novices au parloir, et que, dans le langage monacal, on appelait une *sœur-écoute*. Celle-ci s'assit à l'écart, tira de sa poche son formulaire et ses lunettes, et commença une lecture.

A l'aspect de la novice, l'étrangère s'était levée.

— Est-ce vous, mademoiselle? est-ce vous, mon Dieu! dit-elle d'une voix altérée; je ne saurais vous reconnaître sous ce voile.

La novice fit un signe de tête et avança la main, une main blanche, frêle et mignonne, qui ne put passer cependant à travers les barreaux étroitement croisés. L'étrangère leva les yeux au ciel avec un geste de compassion douloureuse, et une larme mouilla sa paupière aride. La novice, debout de l'autre côté de la grille, pleurait sous son voile, et pendant quelques moments des soupirs étouffés, de faibles sanglots, troublèrent seuls le silence du parloir. Contenant enfin ce premier mouvement, la jeune religieuse s'assit contre la grille de manière à se rapprocher le plus possible de celle qui venait la visiter, et elle dit d'un ton pénétré : — Ah! mademoiselle, quelle charité de votre part d'avoir entrepris un si long voyage pour m'amener notre pauvre enfant! Que Dieu vous récompense de cette bonne œuvre!

— Ne m'en attribuez pas le mérite, répondit la voyageuse avec une amère expression; c'est Suzanne et mon vieux serviteur Balin qui m'ont mise en voiture presque malgré moi. Ils ont décidé que je passerais l'hiver à Paris, pensant que le changement de séjour me rendrait un peu de santé, comme si quelque chose pouvait m'être salutaire!

— La religion, le temps, pourront vous consoler, dit la novice avec un soupir; la religion surtout, croyez-le...

— Ah! vous êtes consolée, vous? interrompit l'étrangère.

— Non, je suis résignée, répondit la jeune religieuse avec une sérénité douloureuse. — Et après un silence elle ajouta : — Mais je ne vois point Félise. Où donc est-elle? notre mère m'a donné la permission de la recevoir. N'est-ce pas votre intention de me la remettre dès aujourd'hui?

— Oui, oui, à l'instant même, répondit vivement l'étrangère; tenez, la voilà.

La petite fille, lasse d'appeler en vain Suzanne, s'était décidée à monter toute seule; elle venait de pousser la porte qui était restée entr'ouverte et regardait furtivement dans le parloir. Suzanne la prit par la main et l'amena devant la grille, malgré sa résistance.

— Ma tante, s'écria-t-elle alors en saisissant la robe de l'étrangère et en jetant un regard effrayé sur le noir grillage; ma tante, est-ce que l'on va nous enfermer dans cette prison? Je ne veux pas. Venez, venez, il n'y a personne en bas, nous ouvrirons la porte et nous nous sauverons. — Puis, apercevant les deux religieuses à travers la grille, elle se prit à les considérer avec étonnement, et dit d'une voix plus basse : — Ah! voilà des dames! Regardez, ma tante, elles sont

habillées de bleu avec un voile comme la sainte Vierge; est-ce que c'est ici leur maison?

— Oui, ma chère enfant, dit alors la novice d'une voix émue; c'est ici notre maison; elle a une belle chapelle, un beau jardin; ne veux-tu pas y venir demeurer avec moi?

— Non; je ne vous connais pas, répliqua la petite fille. — Et, après l'avoir considérée un moment, elle ajouta d'un air de naïve résignation : — Non, j'aime encore mieux rester avec ma tante Philippine et sa méchante Suzanne.

— Mais si tu me connaissais, tu viendrais volontiers, n'est-ce pas? reprit la novice en relevant le coin de son voile.

— Ma tante Geneviève! s'écria l'enfant avec un geste d'étonnement et de joie.

— Tu me reconnais bien, ma Félise; tu es contente de me revoir, dit la jeune religieuse d'un air de satisfaction mélancolique et en rapprochant son visage de celui de la petite fille, qui s'était dressée contre la grille et tâchait de l'embrasser à travers les barreaux.

L'étrangère jeta un regard sur ces deux têtes inclinées et détourna aussitôt les yeux en frissonnant; l'on eût dit qu'à leur aspect un sentiment d'aversion et d'horreur s'éveillait dans son âme. Cette impression aurait, certes, paru fort étrange à quiconque eût aperçu les deux charmantes têtes penchées en ce moment l'une vers l'autre et se regardant à travers la grille. Les traits de la novice étaient d'une régularité qui donnait à sa physionomie un caractère particulier de noblesse et de fierté. Elle semblait sortir à peine de l'adolescence, tant les lignes de sa figure étaient mollement accusées, tant ses formes étaient frêles encore. L'ovale pur de son visage était encadré dans une guimpe de toile qui lui couvrait le front jusqu'à un doigt des sourcils et laissait apercevoir à peine le contour délicat de sa joue. Cette guimpe d'un blanc mat relevait le pâle incarnat et l'incomparable finesse de son teint. L'enfant avait une belle petite tête brune et naturellement frisée, une bouche vermeille comme une cerise, des joues fermes et rondes comme celles des amours de marbre qui soutenaient la cheminée. Ses traits rappelaient vaguement ceux de la novice; mais ce qui complétait la ressemblance et constituait véritablement chez l'une et chez l'autre un signe de race, c'était la couleur de leurs yeux. Toutes deux les avaient d'un bleu si pâle, que l'iris se détachait à peine sur le fond nacré de la cornée, à l'ombre de longs cils noirs relevés en pinceau. Cette singularité donnait au regard de la jeune religieuse un charme frappant, une expression indicible de langueur, de tendresse et de mélancolie. Les yeux de la petite Félise avaient au contraire quelque chose de terne; l'âme ne rayonnait pas encore à travers ses prunelles bleuâtres, et même lorsqu'un joyeux sourire épanouissait sa bouche, son regard s'éteignait, voilé sous sa délicate paupière.

L'étrangère s'était remise cependant de l'impression pénible qu'avait paru lui causer la vue de ces deux belles créatures. Elle se retourna vers la grille avec le geste d'une personne qui se dispose à prendre congé. Alors la novice rabaissa son voile et lui dit avec un soupir : — Accordez-moi encore quelques moments, mademoiselle; ceci est comme le dernier adieu que je fais au monde; vous êtes la dernière personne à laquelle j'aurai parlé à travers cette grille.

— Quoi! les obligations de votre état sont aussi rigoureuses! s'écria l'étrangère; la règle vous impose un aussi grand sacrifice?

— Non, mademoiselle, répondit la novice; elle l'autorise seulement. Outre les trois vœux ordinaires, il nous est permis d'en faire un quatrième, celui de

renoncer à la vue et à l'entretien des gens du monde, de ne plus avoir, même indirectement, aucune relation avec les personnes du siècle, de vivre enfin dans une retraite perpétuelle et absolue. Quelques-unes des saintes filles qui ont été l'exemple de cette maison avaient fait ce quatrième vœu : j'ai résolu de les imiter.

— Ne vous repentirez-vous jamais de cet excès de zèle? s'écria l'étrangère, dont le sombre visage s'attendrit; ne regretterez-vous pas un jour d'avoir ajouté cette obligation aux devoirs déjà si difficiles de votre état?

La novice secoua la tête et répondit d'un ton mélancolique : — Hélas! qui viendra jamais me demander à la grille? Depuis un an que je suis entrée ici, j'y parais pour la première fois. Il me semble d'ailleurs que je serai plus consolée, plus tranquille, lorsque je ne pourrai plus entendre même comme un écho des bruits de ce monde où j'entrais à peine quand j'ai dû le quitter, que je me rappelle trop souvent peut-être.

A ces mots, sa voix s'altéra; elle ne put achever et pencha sa tête sur ses mains jointes, comme pour se calmer et se recueillir. — Ainsi, reprit l'étrangère, touchée jusqu'aux larmes, si je revenais ici, je demanderais inutilement à vous voir?

— Si vous reveniez, répondit-elle avec un accent inexprimable de tristesse et de résignation, il me serait permis seulement de vous faire dire que je ne suis pas morte, et que je me recommande à vos prières.

L'étrangère éleva vers le ciel un regard qui semblait accuser la Providence divine, et demeura un moment comme abîmée dans de douloureuses réflexions; puis les larmes qui roulaient sous ses paupières se séchèrent, et ses traits reprirent leur morne immobilité. Elle se tourna silencieusement vers Suzanne, et lui fit signe de déposer contre la grille un coffret qu'elle portait sous son bras. La camériste obéit, et, tirant de sa poche une clef de vermeil, elle l'ajusta à la serrure de ce petit meuble, qui était comme un coffre-fort en miniature garni de feuilles de métal ouvragé et cloué avec des pointes dorées. — Voici les pierreries de la comtesse, dit l'étrangère en désignant le coffret; je ne sais ce qu'il y a là-dedans, je n'y ai pas jeté les yeux; mais tout a été scrupuleusement conservé, je crois. Ces bijoux appartiennent à cette enfant; j'ai dû vous les remettre...

— Hélas! pourquoi? interrompit la novice; le sort de Félise est fixé d'avance; élevée dans cette maison, elle y prendra le voile; à quoi lui serviront ces parures?

— Elle les donnera à votre église le jour où elle fera profession, répondit la voyageuse; jusque-là elles resteront en dépôt entre les mains de votre supérieure. A cette époque, les gens de loi rendront compte à Félise de sa fortune, et elle pourra en disposer également.

— Elle suivra mon exemple, dit la novice avec un sourire triste; à dix-sept ans, elle fera vœu de pauvreté et donnera sa dot aux pauvres.

Durant ces explications, Félise s'était emparée du coffret comme d'un joujou; elle essayait de le soulever par la poignée de vermeil ciselé et tourmentait la clef dans la serrure. Tout à coup elle releva la tête avec un petit cri de joie; le pêne avait joué, et le coffret venait de s'ouvrir. Avant que Suzanne s'en fût aperçue, la petite fille y plongea la main et retira une poignée de bijoux qu'elle éparpilla devant la grille. Il y avait un collier de perles grosses comme des avelines, des bagues, des girandoles de brillants, et au milieu de ces magnifiques joyaux un portrait en médaillon entouré de pierreries. L'enfant considéra un moment cette peinture, qui représentait une jeune femme blonde et souriante, et la vue de ce doux visage réveillant dans sa débile mémoire un souvenir confus, elle se retourna

vers la novice en disant : — Ma tante Geneviève, et maman, où est-elle? Ici, peut-être.

A cette question inattendue, la novice secoua la tête avec un faible gémissement, et l'étrangère s'écria en cachant son visage avec un geste de désespoir : — Voilà la première fois qu'elle parle de ma pauvre sœur... qu'elle se souvient...

— Maman, répéta la petite fille en regardant autour d'elle ; où est maman ? Elle est avec vous, ma tante Geneviève?

— Non ; elle est au ciel! murmura la novice en étouffant ses pleurs.

— Alors elle est avec mon père, reprit l'enfant; mon papa aussi est allé au ciel ; il est mort.

Ces paroles tristes et naïves produisirent sur celles qui les entendaient un effet terrible : la jeune religieuse éclata en sanglots; l'étrangère, pâle et tremblante, cacha son visage dans son mouchoir avec des gémissements convulsifs. Suzanne, consternée, lui dit à voix basse : — Au nom du ciel, mademoiselle, remettez-vous! Demandez qu'on ouvre la porte de clôture, que je puisse ôter enfin cette enfant de devant vos yeux... elle vous tue.

— Oui, je ne veux plus la voir... je ne veux plus l'entendre, s'écria l'étrangère avec une sorte d'égarement; qu'on l'éloigne... que je ne la revoie jamais !

— Viens, viens, Félise, dit la sœur Geneviève en pleurant. Pauvre innocente, le monde te repousse, tes proches te haïssent, réfugie-toi ici comme moi.

La sœur-écoute, qui depuis un moment ne lisait plus son formulaire et prêtait l'oreille à cette scène, intervint alors : — Jésus-Marie ! dit-elle tranquillement, c'est un grand péché de se laisser aller à de tels mouvements ; cette bonne dame paraît hors d'elle-même. Qu'est-ce qui a pu la transporter ainsi ! Retirons-nous, ma chère sœur; je vais faire ouvrir la porte de clôture, afin de recevoir notre nouvelle pensionnaire.

— Elle est si petite, qu'elle peut, je crois, passer par le tour, répondit la novice; voulez-vous le permettre, ma chère mère?

— Certainement ; je vais moi-même lever le crochet, répondit-elle en se dirigeant vers une petite pièce contiguë au parloir, et qu'on appelait la chambre du tour.

Le tour d'un couvent était une armoire en forme de cylindre pratiquée dans un double mur, et pivotant sur son axe de manière à présenter alternativement toutes ses faces; l'on y déposait les objets venant du dehors, et la tourière les recevait ainsi sans se laisser voir. C'était par cette voie qu'entraient les menues denrées et les petits présents que les personnes séculières envoyaient aux recluses. La sœur-écoute donna une légère impulsion à cet engin, qui tourna en grinçant sur son pivot. Suzanne se hâta de ramasser les bijoux et de les rejeter pêle-mêle dans le coffret ; puis elle prit Félise par le bras, la hissa dans le tour, lui mit le coffret sur les genoux, et, par une seconde impulsion donnée à la machine, l'envoya dans l'intérieur du monastère.

Alors la sœur Geneviève se rapprocha de la grille, et, faisant un signe d'adieu à l'étrangère, elle lui dit d'un ton doux et navré : — Nous ne nous reverrons jamais en ce monde... Que Dieu vous console... Que sa miséricorde nous prenne en pitié toutes deux !...

Le rideau noir se referma; la jeune religieuse se retira avec l'enfant, et le bruit de leurs pas se perdit dans le fond du parloir.

L'étrangère demeura encore un moment les yeux fixés sur la grille et comme

absorbée dans un silencieux désespoir; puis, sans proférer une parole, elle se laissa emmener par Suzanne.

Le vieux serviteur était déjà de retour, et attendait à la portière du carrosse.

— Eh bien ! lui dit Suzanne, où allons-nous maintenant ?

— A deux pas d'ici, répondit-il en désignant une porte cochère percée dans un mur sans fenêtres qui servait de clôture à une cour. J'ai loué cette maison; mademoiselle n'a qu'à traverser la rue pour se trouver chez elle.

II.

La cloche venait de sonner le dîner, et la communauté entrait au réfectoire lorsque la sœur Geneviève parut, tenant Félise par la main. A l'aspect de cette jolie petite fille qui s'avançait tout étonnée, relevant le coin de son tablier garni de dentelles et faisant la révérence avec une politesse enfantine, les bonnes sœurs firent des exclamations de joie. L'arrivée d'une nouvelle pensionnaire était un événement qui préoccupait toute la maison pendant huit jours; c'était, quel que fût son âge, un membre nouveau affilié à la famille spirituelle de l'Annonciation, car, sauf de rares exceptions, les jeunes filles élevées chez les Annonciades célestes y prenaient le voile, toute leur éducation ayant été dirigée à cette fin. C'était un établissement convenable pour les demoiselles de qualité qui n'avaient qu'une petite dot; la prévoyance des parents leur ménageait cet asile, où elles entraient avant d'avoir seulement entrevu le monde, et où leur vie s'écoulait facile, nulle et oubliée.

La supérieure prit Félise sur ses genoux et dit en la baisant au front : — Voici un agnelet de plus dans notre troupeau ; c'est encore un présent de monseigneur d'Alais, mes chères sœurs; nous lui devions déjà de posséder la sœur Geneviève, et, en vérité, nous ne saurions en avoir trop de reconnaissance envers sa grandeur.

— Oh ! ma chère mère, c'est moi qui dois être pénétrée de reconnaissance pour la protection que m'accorde ce saint prélat, balbutia la sœur Geneviève.

— Mes chères sœurs, à vos places et disons le *benedicite*, reprit gaiement la supérieure; pour la bienvenue de notre nouvelle fille, je demande à la sœur cellérière d'ajouter au dessert un plat de ce bon nougat que nous avons goûté aux dernières fêtes de Noël, et je prolonge d'une demi-heure la récréation.

— Merci, merci, notre chère mère, s'écrièrent toutes ensemble les religieuses en prenant place sur les bancs à dossier rangés devant les tables.

— Ma chère mère, dit la sœur Geneviève, vous plaît-il de désigner la place que doit occuper votre nouvelle fille ?

— Je veux qu'elle fasse tout de suite amitié avec vos favorites, mon enfant, répondit la supérieure avec bonté; mettez-la entre les deux Chameroy.

L'on ne connaissait pas chez les Annonciades ces maigres repas servis dans des écuelles de terre jaune et arrosés d'eau claire, que faisaient quotidiennement les Carmélites et les Capucines. La règle de Saint-Augustin et les revenus de la maison permettaient un meilleur ordinaire. Contre l'usage des congrégations religieuses, toute la communauté mangeait à la même table, les révérendes mères près de la supérieure, à leur côté les jeunes professes, plus loin les novices, et au

bas bout les pensionnaires. Les mets étaient simples, abondants et soignés, et les sœurs converses faisaient le service avec un ordre, une prestesse, une intelligence qui ne laissaient rien à commander : des valets galonnés n'eussent pas mieux fait.

Dans le réfectoire comme dans le reste de la maison, l'on retrouvait les vestiges d'une époque antérieure à l'établissement des religieuses. Des traces de peinture ressortaient çà et là sous le plâtre dont on avait badigeonné les murailles, et il était aisé de reconnaître sous cette couche transparente une chasse courant à travers champs, le cerf éperdu près de s'élancer à l'eau, les chiens à sa poursuite, les piqueurs sonnant la fanfare et les chasseurs intrépides franchissant au galop la longue plaine. Les dessus de portes étaient ornés de trophées bachiques et champêtres que les bonnes sœurs auraient été fort en peine d'expliquer ; enfin, au manteau de la cheminée, l'on retrouvait l'écusson effacé dont la croix d'azur des Annonciades avait remplacé les armoiries, mais autour duquel on pouvait lire encore la vieille devise : « Dieu ayde au premier baron chrestien. » Le silence n'était pas d'obligation pendant les repas, et un léger caquetage accompagnait incessamment le bruit des verres et des assiettes.

— Cette chère petite ne mange pas, dit une des révérendes mères en regardant Félise, elle a l'air tout effarouchée. Mesdemoiselles de Chameroy, entretenez-la donc ; Angèle, donne-lui la main.

Angèle de Chameroy était une enfant de l'âge de Félise, délicate, mignonne et belle comme un ange. Elle avança timidement sa joue rose pour embrasser sa nouvelle compagne, et lui dit ingénument : — Voulez-vous que nous soyons amies ? Je t'aime de tout mon cœur !

Au lieu de lui rendre son baiser, Félise la regarda d'un air étonné, et lui répondit en détournant la tête : — Je ne vous connais pas.

Ce mot fit rire toute la communauté.

— Voyez la petite sauvage ! s'écria une des religieuses ; certainement, elle a été élevée au fond d'un bois, parmi les loups...

— Oh ! non, non, madame ! interrompit Félise avec une naïve indignation ; je demeurais à Toulouse, dans une belle maison, avec maman, qui était une grande dame, et puis ma tante Philippine m'a emmenée...

— Je croyais qu'elle avait perdu sa mère au moment de sa naissance ? dit la supérieure en regardant la sœur Geneviève.

— La pauvre dame est morte bien jeune en effet, balbutia celle-ci ; pourtant Félise peut avoir gardé d'elle un souvenir confus.

— Et comment s'appelait-elle, votre maman, mon agnelet ? demanda une des révérendes mères pour dire à son tour quelque chose.

A cette question, la novice devint pâle, et regarda Félise avec angoisse. L'enfant hésita, chercha un moment, et répondit un peu honteuse :

— Je ne me souviens pas.

Alors la sœur Geneviève respira plus librement, et, revenue de son trouble, elle dit à la supérieure : — Ma chère mère, je vous supplie d'excuser toutes ces hardiesses ; Félise est une enfant gâtée.

— Bien, bien ; nous l'élèverons mieux, répondit la supérieure avec indulgence ; il n'est point de naturel si rebelle qui ne s'apprivoise chez nous. Le ciel nous a donné sur ce point des talents particuliers.

On se leva pour dire les *grâces*. C'était l'heure de la récréation, et, en sortant

du réfectoire, les religieuses descendirent au jardin. Un parterre assez vaste, et dont des bordures de buis dessinaient les compartiments, s'étendait le long de la façade; il était entouré de bosquets profonds, coupés de sentiers qui formaient une espèce de labyrinthe. Les grands arbres, maintenant dépouillés, dépassaient les murailles et bornaient la perspective. Pendant la belle saison, lorsque des masses de feuillage achevaient de cacher le faîte des habitations voisines, lorsque l'on n'apercevait au-dessus de ces cimes verdoyantes que le ciel inondé de lumière ou traversé par de légers nuages, l'on aurait pu se croire dans une étroite et solitaire vallée plutôt qu'au centre de la moderne Babylone.

En ce moment, le pâle soleil de décembre réchauffait faiblement l'atmosphère et fondait le givre qui pendait aux rameaux; le vent, moins âpre, avait séché le sable des allées; le rude hiver laissait souffler un moment la douce haleine du midi. Les religieuses se dispersèrent dans le parterre. La sœur Geneviève s'assit sur le perron, au milieu des pensionnaires, qui sautillaient autour d'elle comme une volée d'oiseaux babillards. Tandis que la petite Angèle tâchait de faire amitié avec Félise, son aînée prit place à côté de la novice, et lui dit à voix basse :

— Ah! ma chère sœur, quel air résolu! Notre chère mère a beau dire, il ne sera pas aisé de lui inspirer la vocation.

— La vocation! répéta la sœur Geneviève, est-ce qu'on ne l'a pas toujours lorsqu'on n'a jamais vu le monde, lorsque, comme vous, ma chère Cécile, comme ma petite Félise, l'on entre ici à l'âge de six ans?

La pensionnaire secoua la tête et ne répondit pas.

Cécile de Chameroy était une petite personne d'environ douze ans, blonde, fraîche et jolie. Elle portait, comme les autres pensionnaires, une robe d'étamine bleue, qui marquait sa taille déjà assez élevée et d'une grâce parfaite. Ses cheveux, légèrement crépelés et d'une nuance un peu vive, formaient un lourd chignon, qui lui descendait sur la nuque, et que recouvrait imparfaitement une coiffe de pomille ou gaze noire, à barbes rattachées sous le menton. Ses yeux d'un bleu changeant, son nez retroussé, sa bouche épanouie, lui composaient un visage le plus mutin et le plus spirituel du monde. Il était impossible de se figurer cette piquante physionomie sous le voile. La petite Angèle avait, au contraire, des traits calmes et doux, et une expression de sensibilité qui n'appartient pas communément à l'enfance. Les deux sœurs étaient orphelines et destinées au cloître. L'aînée se rappelait vaguement la maison paternelle; la plus jeune avait été amenée chez les Annonciades en quittant les bras de sa nourrice, et n'avait aucune idée de ce qui existait au delà des murs du couvent.

Félise, debout devant les genoux de la sœur Geneviève, refusait obstinément de se mêler aux pensionnaires, qui jouaient à colin-maillard sur la terrasse, et l'agaçaient en passant avec une familiarité amicale. Chaque fois que l'une d'entre elles lui prenait brusquement la main ou la saisissait en riant par le coin de son tablier, elle se retournait, toute fâchée et honteuse, vers la sœur Geneviève, et se cachait le visage d'un air boudeur.

— Voyons! il faut que je tâche de l'apprivoiser, cette petite sauvage! dit Cécile de Chameroy; avec votre permission, sœur Geneviève, je vais la mener à Bethléem voir le saint enfant Jésus.

— Oui, partons, partons tout de suite! s'écria naïvement Félise en remettant sa capeline et en prenant d'elle-même la main de la petite Angèle.

La sœur Geneviève passa son bras sous celui de Cécile, et murmura en soupi-

rant : — La pauvre enfant se figure que nous allons l'emmener bien loin.

Elles traversèrent le parterre et prirent un des sentiers qui s'égaraient entre les bosquets. Cette partie du jardin avait un certain air agreste. Les rameaux parasites du lierre rampaient au tronc des ormes séculaires, dont le pied était caché dans d'épais buissons de ronces et d'églantiers. Quand venait le beau mois de juin, l'on entendait le rossignol chanter toute la nuit sous ces ramées profondes, et la pervenche fleurissait à l'abri de ces tranquilles ombrages comme dans ses forêts natales. Le sentier qui coupait ce bocage s'égarait en tant de détours, que l'on pouvait, sans revenir sur ses pas, faire une assez longue promenade.

Félise courait en avant, impatiente et curieuse. L'aspect des gazons flétris, des arbres dépouillés, ne lui retraçait aucun souvenir ; elle ne se rappelait que la verdure et les fleurs de l'été précédent. Une fois, cependant, elle s'arrêta tout à coup, et dit, en regardant les grands arbres qui s'arrondissaient en berceau au-dessus de sa tête : — Ma tante Geneviève, il y a des allées comme cela autour de notre château, et puis il y a le parc. Nous allions jouer dans le parc ; vous en souvenez-vous ?

— Regarde, regarde donc ! interrompit la sœur Geneviève au lieu de lui répondre, voilà Bethléem !

— Cette maisonnette ! s'écria l'enfant.

— Entre vite, et tu verras, dit Cécile en l'entraînant.

C'était un pavillon rustique dans lequel les religieuses faisaient, chaque année, pour les fêtes de Noël, une représentation de la Nativité. Il eût été, certes, très-difficile d'imaginer un tableau plus naïf et plus original. Des rameaux d'arbres verts, entremêlés de mousse et de rocaille, composaient le paysage, dont le ciel était représenté par des feuilles de papier bleu parsemées d'étoiles d'argent. Un bocal de verre, caché dans la mousse, figurait un lac où nageaient des poissons rouges. L'étable dans laquelle naquit Notre-Seigneur avait un toit de chaume, soutenu par des bâtons dorés, et, pour rendre cette demeure plus décente, les bonnes sœurs avaient eu l'idée de mettre un miroir au fond de la crèche. Il avait fallu une adresse et une patience de nonne pour vêtir les personnages qui venaient, dans leurs plus beaux atours, adorer le nouveau-né. Il y avait des gens de tous les rangs, depuis la laitière en bavolet et l'Auvergnat porteur d'eau, jusqu'à la dame en habit de cour et au financier en grande perruque. Au milieu de cette multitude, l'on voyait un homme en longue robe noire, portant rabat et chapeau à larges bords, lequel faisait le geste de donner sa bénédiction à une religieuse annonciade, qui apportait des œufs de Pâques à l'enfant Jésus.

Félise, debout sur un marche-pied en face de la crèche, n'exprimait son admiration et son étonnement que par des exclamations sans suite. Cette vue l'avait tout à coup réconciliée avec le séjour du couvent ; elle n'imaginait pas qu'il y eût au monde rien de plus beau que cette nombreuse réunion de poupées couvertes de magnifiques habits, et tout ce qu'elle avait aperçu en passant dans la rue Saint-Antoine lui sembla, par comparaison, fort mesquin. Quand elle fut un peu revenue de cette extase, elle se prit à demander le nom de toutes ces belles figures de carton, qui lui semblaient des personnes naturelles. Cécile lui expliquait tout cela avec une complaisance infinie. Quand elle arriva au personnage vêtu de noir, elle dit gravement : — Celui-ci existe en chair et en os ; c'est le révérend père Boinet, confesseur de la communauté. L'an dernier, il y avait à sa

place le révérend père Pacaud, notre aumônier, un saint homme aussi ! C'est bien glorieux d'avoir comme cela son portrait dans la même niche que le saint enfant Jésus ! Il est très-ressemblant le portrait du père Boinet !

— Il est bien laid ! dit naïvement Félise.

Pendant ce dialogue, la sœur Geneviève, debout à la porte du pavillon, suivait du regard la petite Angèle, qui, au lieu de contempler la crèche qu'elle avait déjà visitée vingt fois, s'amusait à courir le long de l'allée en soulevant avec ses pieds les feuilles sèches amassées sur les bords. En dispersant cette couche qui préservait le sol de la gelée, Angèle découvrit une petite touffe verdoyante, et aussitôt un parfum subtil, ravissant, embauma l'air.

— Ah ! fit-elle avec un cri de joie, une violette !

Elle la cueillit délicatement, et l'apporta triomphante à la sœur Geneviève. La novice attacha cette fleurette à sa guimpe, et resta immobile, la tête appuyée sur sa main, les yeux fermés, comme si ce parfum l'eût enivrée. En effet, l'arome qui flottait dans l'air avait en quelque sorte inondé son âme ; ses souvenirs l'avaient tout à coup transportée dans d'autres lieux ; elle était retournée la durée d'un éclair vers les campagnes natales, sous les platanes au pied desquels la fleur printanière formait des tapis bleuâtres où elle s'était si souvent assise. Lorsque Cécile sortit du pavillon, emmenant à grand'peine Félise, qui serait volontiers restée en contemplation jusqu'au soir devant la crèche, elle trouva la novice absorbée encore dans sa rêverie.

— Ma sœur, ma chère sœur, s'écria-t-elle avec étonnement, vous pleurez, vous avez de la peine ?

— Non, répondit la sœur Geneviève en mettant une main sur son cœur ; non, mon enfant, c'est au contraire une impression très-douce que j'ai ressentie, c'est une sorte de joie que je ne saurais définir et qui m'a fait verser des larmes.

— Oh ! ma chère sœur, vous avez songé à des choses qui sont hors d'ici, dit la jeune fille en serrant la main de la novice d'un air de sympathie intelligente.

Le son de la cloche qui retentissait dans tout le monastère annonça la fin de la récréation : c'était l'heure du travail à l'aiguille. En entrant à l'ouvroir, la supérieure dit à ses religieuses : — Mes très-chères sœurs, il s'agit de vêtir la brebiette que le Seigneur nous a envoyée aujourd'hui ; nous allons travailler pour elle jusqu'à l'heure de l'office.

Elle distribua aussitôt l'ouvrage, et deux heures plus tard le trousseau de la nouvelle venue était presque achevé. On la fit avancer alors pour lui donner, à la place de son fourreau de soie et de son tablier de mousseline garni de gros point d'Argentan, l'uniforme des pensionnaires, ses compagnes. Ce changement de costume ne parut pas lui plaire infiniment ; elle se laissa vêtir sans proférer une parole, et en regardant d'un air courroucé la bonne supérieure, qui présentait elle-même une à une les pièces de l'habillement et ne cessait de répéter : — Voyez, mes sœurs, comme cela lui sied ! Jésus, qu'elle est charmante ainsi ! Je suis certaine que cet habit aura la vertu de la rendre sur-le-champ docile et sage comme toutes nos autres filles.

Lorsque la toilette de Félise fut terminée, toutes les sœurs l'embrassèrent l'une après l'autre en lui souhaitant le bonheur de faire quelques années plus tard une autre prise d'habit. Le même jour, après l'office, la supérieure fit dire à la sœur Geneviève de monter avec Félise au petit parloir. Un tel ordre était une faveur que recevaient rarement les novices. Le petit parloir était une salle meublée de

quelques siéges, d'une table et d'une bibliothèque dont les rayons contenaient une centaine de volumes. Il n'y avait point de grille, et la porte s'ouvrait sur la chambre du tour. C'était dans cette pièce que la supérieure des Annonciades recevait la visite du petit nombre de personnes qui avaient droit de pénétrer dans la clôture.

Le révérend père Boinet, confesseur de la communauté, était déjà dans le petit parloir avec la supérieure, lorsque la sœur Geneviève se présenta avec Félise. Il se leva, salua avec la politesse d'un homme du monde, et dit en attirant l'enfant entre ses genoux : — Bonjour, mademoiselle, soyez la bienvenue; il y a longtemps que monseigneur d'Alais promettait de nous envoyer une petite annonciade, et nous étions dans une grande impatience de la voir arriver.

Félise, peu sensible à cet accueil obligeant, regardait en dessous le père Boinet et demeurait muette.

— Excusez-la, mon père, dit la novice, elle est tout effarouchée encore; c'est comme un pauvre petit oiseau tombé du nid, il a peur et tremble dans la main qui l'a recueilli et lui donne la nourriture.

— Je suis certain cependant que le petit oiseau n'a pas envie de s'envoler, répondit gaiement le directeur; qu'irait-il faire dehors? le temps est sombre, il gèle à pierre fendre, et dans un moment il fera nuit.

La petite fille leva machinalement les yeux vers la fenêtre. En effet, le jour commençait à tomber, un brouillard glacé baignait les vitrières, la triste nuit s'avançait avec son manteau de ténèbres. Félise se serra contre la novice en frissonnant et en tournant son visage vers la cheminée où pétillait une flamme claire.

— Le petit oiseau est déjà apprivoisé, reprit le père Boinet en souriant; il se trouve mieux dans sa cage bien chaude et bien close qu'au milieu des champs, et, comme je suis content de lui, je vais lui donner la becquée.

A ces mots, il tira de sa poche un cornet de papier, et, le versant dans le tablier de Félise, il ajouta : — Allez grignoter ces pralines au coin du feu, ma gentille petite fille.

— Je prévois, mon père, qu'elle va devenir votre favorite, dit la supérieure en flattant la joue de Félise du bout des doigts; si elle est bien sage, bien obéissante, elle sera aussi mon enfant de prédilection. Voyez donc comme elle va être heureuse avec nous !

— C'est égal, je m'en irais bien volontiers quand il fera jour, murmura l'enfant avec un soupir et en tournant son grand œil clair vers le père Boinet.

— Ah ! mon père, dit la sœur Geneviève navrée, j'ai grand'peur qu'elle n'ait jamais la vocation.

— En ce cas, nous ne la retiendrions pas, mon enfant, répondit avec vivacité la supérieure; il vaudrait mieux qu'elle tâchât de faire son salut dans le monde que de se damner dans le cloître.

Le père Boinet hocha la tête et dit simplement : — Dieu disposera.

III.

Malgré les soins, les marques d'affection et les petites flatteries que l'on prodiguait ordinairement dans les couvents aux nouvelles pensionnaires, l'on ne réussit

pas complétement à apprivoiser Félise. C'était une nature tout à la fois opiniâtre et fantasque, qu'il était impossible de dominer soit par la douceur, soit par la sévérité ; elle ne craignait personne et n'avait d'amitié que pour la sœur Geneviève. Elle finit pourtant par se soumettre aux devoirs faciles qui lui étaient imposés ; au lieu de se révolter à chaque instant contre la maîtresse des pensionnaires, d'exprimer en termes fort peu mesurés ses petites volontés, de bouleverser la classe et le dortoir par sa pétulance, elle apprit à marcher posément et à employer les formules bienséantes et chrétiennes en usage dans la maison. Ce fut à peu près tout ce qu'on obtint d'elle pendant les premiers mois qu'elle passa au couvent.

Dans ce laps de temps, la sœur Geneviève prononça ses vœux. Cet engagement irrévocable n'était pas accompagné comme la prise d'habit de cérémonies solennelles et lugubres. Sans apparat, presque sans formalités, la novice promettait de garder fidèlement ses vœux religieux et recevait le voile noir des mains de la supérieure, ensuite elle signait l'acte authentique de sa profession.

La sœur Geneviève subit cette dernière épreuve avec une fermeté rare, sans paraître donner un regret ou un souvenir au monde dont elle se séparait sans retour. Ce fut un grand sujet de joie et d'édification pour la communauté et surtout pour la supérieure, qui d'abord avait douté de la vocation de cette jeune fille, laquelle, depuis son entrée dans la maison, avait plutôt manifesté le goût de la retraite et de la vie cachée qu'une piété fervente ; mais quand on la vit accomplir son sacrifice avec un visage si tranquille, une contenance si ferme, on jugea qu'elle était véritablement appelée.

Le jour même de sa profession, aussitôt après la cérémonie, la sœur Geneviève eut la permission de monter dans sa cellule pour se recueillir et se reposer un moment. En sortant du chœur, elle gagna seule le dortoir. Son pas était rapide et ferme ; elle marchait comme quelqu'un qui est sous l'influence d'une agitation intérieure, que la volonté contient et domine. Aussitôt qu'elle fut dans sa cellule, elle se jeta à genoux, les mains levées au ciel, le visage inondé de larmes, et dit à haute voix : — Seigneur, Seigneur ! ne repoussez pas celle qui dans sa détresse est venue vers vous. Prenez-moi, mon Dieu, puisque je suis à vous maintenant.

Elle voulait prier encore, mais sa force morale était épuisée ; elle sentait ses pensées se confondre et s'éteindre dans son cerveau. Pâle, le front baigné d'une sueur froide, elle demeura affaissée sur ses genoux, l'âme et le corps plongés dans une sorte de défaillance. Cécile de Chameroy la surprit dans cette situation. La jeune pensionnaire, poussée par une sollicitude instinctive, était venue sur les pas de la sœur Geneviève ; lorsqu'elle la vit ainsi prosternée, le visage couvert de larmes, les yeux fermés, elle se jeta à genoux à ses côtés et lui dit avec une douleur mêlée d'effroi : — Ma sœur, ma chère sœur, vous pleurez le jour de votre profession ! Oh ! Seigneur Dieu ! vous n'aviez donc pas la vocation véritable ?

La religieuse sortit par degrés de sa stupeur, et, passant la main sur ses yeux encore pleins de larmes, elle dit avec un accent inexprimable de résignation et de douceur : — Pourquoi donc ai-je pleuré, mon Dieu ! qu'ai-je laissé dans le monde qui puisse me causer un regret ? Ne suis-je pas trop heureuse d'avoir trouvé ici un refuge ! Ah ! je dois au contraire bénir le Seigneur qui m'a ouvert sa maison et m'a donné une place au milieu de cette famille chrétienne.

— Vous êtes orpheline, ma sœur ? dit Cécile de Chameroy en soupirant.

La religieuse fit un geste affirmatif.

— Et, vous trouvant sans appui dans le monde, vous avez pris le parti d'entrer en religion? reprit la jeune fille avec vivacité. Vous êtes venue ici de votre propre mouvement? Ah! ma chère sœur, si j'avais été comme vous en âge de me connaître moi-même quand j'ai perdu mes parents, je ne serais pas entrée aux Annonciades.

— Mais vous êtes libre encore d'en sortir, mon enfant, s'écria la religieuse.

— Où irais-je à présent? répondit Mlle de Chameroy.

— Hélas! chère enfant, reprit la religieuse, c'est une faute de se laisser aller à de telles réflexions. Soumettons-nous au sort que la Providence nous a fait, et tâchons d'aimer les devoirs qui nous sont imposés. D'ailleurs, que nous manque-t-il ici pour le bien-être de l'âme et du corps? Y a-t-il au monde un séjour plus agréable et plus tranquille?

Elle se releva à ces mots et fit le tour de la cellule après avoir entr'ouvert la fenêtre et jeté un coup d'œil sur le jardin. — Voyez, reprit-elle en passant la main sur le pied de son lit blanc et douillet, ce n'est pas ici comme chez les Capucines, où l'on dort sur une planche, à côté d'une tête de mort; cette chambrette est propre et jolie; l'on a la vue des beaux ombrages du jardin et l'on y respire un air si pur, si rempli de l'odeur du feuillage, qu'on pourrait se croire à la campagne.

— C'est vrai, ma sœur, répondit la jeune pensionnaire, ici tout a un aspect riant: l'hiver, les salles sont bien chauffées et bien closes; l'été, l'on a de longues récréations et l'on se promène au frais dans le jardin; pourtant au milieu de ce bien-être je songe toujours avec regret à un autre séjour.

— Le séjour qu'habitaient vos parents?

— C'était une vieille maison fort délabrée, répondit ingénument Cécile; elle donnait sur une ruelle obscure, et l'on n'y voyait pas clair en plein midi. Mon père y était descendu en arrivant à Paris, où il venait solliter; mon père, un bon gentilhomme, un brave officier ruiné au service du roi. Ma mère l'avait accompagné; il comptait retourner dans sa province avec une pension. Au bout de quatre ans, il n'avait encore rien obtenu, et en attendant quel dénûment, quelle misère! Mon pauvre père, je le vois encore écrivant ses suppliques devant la fenêtre, dans une grande chambre sans feu, et les lisant ensuite tout haut à ma mère, qui restait au lit avec moi presque tout le jour, faute d'une bûche à mettre dans la cheminée. Nous ne sortions guère que le dimanche pour aller à la messe; mais alors quelle joie! j'en rêvais toute la semaine. Nous traversions un endroit appelé la Place Royale; parfois il faisait soleil, et c'était pour moi un bonheur inexprimable de courir au grand air le long des allées. Souvent ma mère avait la condescendance de s'asseoir sur un banc et de me laisser jouer pendant une demi-heure; ensuite nous rentrions pour toute la semaine dans notre logis. Je ne saurais le retrouver maintenant, j'ai oublié jusqu'au nom de la rue; mais j'ai encore devant les yeux la maison, l'escalier humide et noir, la chambre propre, toujours rangée, et où il faisait toujours froid, les meubles délabrés, et le grand lit sans rideaux, et le buffet orné de quelques pièces d'argenterie qui disparurent l'une après l'autre. C'est dans cette maison qu'Angèle vint au monde, et le même jour ma pauvre mère mourut.

La voix de Cécile s'altéra en prononçant ces derniers mots. Ses yeux doux et riants se remplirent de larmes. — Et après, mon enfant, dit la sœur Geneviève d'un air touché, après ce malheur, qu'arriva-t-il?

— Hélas! après ce malheur, il en vint un autre, répondit la jeune fille; mon père tomba malade, et bientôt l'on reconnut qu'il n'en reviendrait pas. Aux derniers jours de sa vie, la Providence vint pourtant à son secours. Un de ses parents éloignés, ayant appris sa triste situation, courut à Versailles et sollicita pour lui. Il avait quelque crédit, il obtint tout ce qu'il demanda; mais les bienfaits du roi venaient trop tard. Avant de mourir, mon père nous recommanda à ce vieux parent et le pria d'être notre tuteur, notre bienfaiteur; puis il me tint un discours que je ne compris guère, et que j'écoutais en pleurant. Dès qu'il eut rendu son âme à Dieu, notre parent, le baron de Favras, m'amena ici. Notre chère mère, touchée de notre malheur, consentit à recevoir aussi Angèle, qui était une toute petite enfant encore au berceau.

— Et ce parent, ce tuteur, vous a-t-il depuis témoigné quelque intérêt? demanda la sœur Geneviève. Vient-il vous voir quelquefois?

— Jamais, répondit Cécile; jamais, quoiqu'il demeure très-près d'ici, car, je m'en souviens, il ne fit que traverser la rue pour nous y amener. Il nous connaît à peine; il ne peut pas nous aimer. Angèle et moi, nous n'avons véritablement d'autre père et d'autre protecteur que le bon Dieu.

— Pauvres enfants! murmura la sœur Geneviève, convaincue de la nécessité de leur vocation.

IV.

C'était une dévote italienne, une grande dame de Gênes, Victoria Fornari, qui avait fondé l'ordre des Annonciades Célestes, et un jésuite, le père Zannoni, en avait écrit sous sa dictée les constitutions. L'esprit de cet institut était d'offrir une retraite aux filles qui, ne se sentant pas attirées vers le monde, voulaient vivre à jamais inconnues et cachées, imitant ainsi la solitude de Marie, que l'ange trouva seule dans sa chambre. Leur vie devait être impénétrable au dehors, douce et facile au dedans. La maison de Paris pratiquait ces observances dans leur exactitude primitive. Dirigée par les pères jésuites de la rue Saint-Antoine, elle avait conservé intactes les traditions de l'ordre : il n'y avait peut-être point de monastère en France où la discipline fût aussi parfaite, et en même temps les devoirs de l'état religieux aussi faciles. L'on évitait d'ailleurs avec un soin extrême toutes les causes de trouble, d'agitations intérieures et de relâchement. La plupart des religieuses, entrées dans la maison dès leur enfance, ne franchissaient jamais par la pensée l'étroit horizon qui bornait leurs regards; pour elles, l'univers était renfermé dans cette enceinte. C'étaient des âmes simples, ignorantes et heureuses, qui descendaient le courant de la vie humaine sans secousses, sans bruit et à travers un éternel crépuscule. Quelques-unes, plus puissamment douées, avaient senti leurs facultés se développer dans les enseignements de la religion. Alors elles s'étaient naturellement tournées vers Dieu; tout ce qu'elles avaient d'intelligence et de sensibilité s'était absorbé dans la vie mystique; elles cherchaient avec ardeur les voies du salut, et trouvaient dans la pratique des devoirs religieux un aliment suffisant à leur activité.

La mère Madeleine, supérieure du couvent de l'Annonciation, était une religieuse vieillie dans les plus difficiles fonctions de la vie monastique. Capable et

prudente, d'une piété sincère, d'un caractère droit, d'une humeur sereine, facile et gaie, elle gouvernait son troupeau avec une autorité absolue, tempérée par l'indulgence et la douceur. Élue pour la première fois supérieure à l'âge de vingt-cinq ans, elle avait réuni de nouveau tous les suffrages à l'expiration de son priorat, et, chose inouïe dans l'histoire des communautés religieuses, elle continuait ainsi sans interruption, depuis vingt années, l'exercice de son autorité.

C'était toujours dans la maison des jésuites de la rue Saint-Antoine qu'étaient choisis le confesseur et l'aumônier des *Filles Bleues*. Le père Boinet, leur directeur actuel, joignait à une piété, à une sainteté de mœurs avérée, le talent de conduite qui distinguait les membres de la compagnie de Jésus. Ses supérieurs avaient compris, avec leur tact et leur pénétration ordinaires, que c'était un de ces hommes encore mieux défendus par leur propre naturel que par leurs principes, et ils n'avaient pas hésité à lui confier la direction d'une trentaine de femmes qui n'étaient pas toutes de révérendes sœurs, au teint blême, au nez barbouillé de tabac. Quoiqu'il ne manquât ni de savoir, ni d'habileté, ni de finesse, il ne manifestait dans ses discours qu'une médiocre capacité ; personne n'avait comme lui l'art de se mettre à la portée des esprits simples et d'entrer dans leurs minuties. Sa figure épaisse et bonasse inspirait de la confiance aux plus timides, et il était d'ailleurs d'une laideur si vulgaire, qu'il n'était pas à craindre que les plus exaltées le regardassent jamais avec une dangereuse admiration. Au lieu de pousser dans les rudes sentiers de la pénitence le docile troupeau commis à sa garde, il le guidait à travers les voies faciles qui mènent également au ciel.

Dès son entrée au couvent, la sœur Geneviève avait été l'objet de la sollicitude particulière du père Boinet. Confident et juge de sa vocation, il l'avait encouragée par des motifs qui étaient demeurés ensevelis dans le secret du confessionnal, et que la jeune novice n'avait révélés qu'à lui seul. Lorsque la supérieure lui avait témoigné ses scrupules relativement à l'admission de cette belle jeune fille, qu'une résolution subite jetait dans le cloître, il lui avait répondu simplement : — Soyez sans inquiétude, ma révérende mère ; c'est une âme innocente ; elle a quitté le monde avec sa robe baptismale, et n'a apporté ici ni un regret ni un souvenir qui puissent souiller sa pureté.

Aussitôt que la sœur Geneviève eut pris le voile noir, elle fut chargée de seconder la maîtresse des pensionnaires dans ses fonctions. La tâche n'était pas difficile ; on ne se piquait pas d'instruction chez les Annonciades, et plusieurs d'entre les religieuses n'avaient jamais ouvert d'autre livre que leur formulaire ; mais, en revanche, il n'y avait point de maison où l'on excellât si parfaitement à broder des images et à faire des bouquets d'autel avec du clinquant et du papier doré. La sœur Geneviève apprenait à lire aux petites pensionnaires, et travaillait avec les grandes aux ornements d'église, vrais chefs-d'œuvre qui demeuraient souvent une année entière sur le métier et à la confection desquels participait toute la communauté.

La jeune religieuse put s'occuper ainsi de l'éducation de Félise. D'abord elle essaya de dompter ce naturel indocile et fougueux, mais elle n'y réussit qu'imparfaitement. La petite fille, opiniâtre et mutine, résistait à ses exhortations, à ses ordres, puis tout à coup cédait à ses prières, car elle l'aimait avec toute la tendresse dont le cœur égoïste et léger des enfants est capable. De son côté, la sœur Geneviève avait pour Félise une affection inquiète et pour ainsi dire douloureuse. Souvent ses regards s'arrêtaient avec une amère expression de tristesse

sur cette jolie créature, et elle murmurait, en passant sa main dans les cheveux de la petite Angèle qui ordinairement se tenait tranquille à ses genoux, tandis que Félise bondissait autour d'elle avec la capricieuse vivacité d'une chevrette :

— Seigneur, mon Dieu ! quand lui ferez-vous la grâce de ressembler à ce petit ange ?

Cécile de Chameroy devint aussi la favorite et presque l'amie de la sœur Geneviève; bientôt cette enfant comprit ce que l'œil pénétrant de la mère Madeleine n'avait pas aperçu, ce que personne ne soupçonnait; elle comprit que l'âme de la jeune religieuse était accablée d'un sombre ennui, d'une douleur mystérieuse et incurable. Des souvenirs chers et tristes, de vagues regrets, la préoccupaient secrètement, et quoiqu'elle ne parlât jamais de sa famille, ni du temps qui avait précédé son entrée en religion, Cécile devinait que sa pensée revenait sans cesse vers tout ce qu'elle avait quitté. Souvent, le soir, debout à la fenêtre de sa cellule, Geneviève se recueillait longtemps dans une muette contemplation, et versait des armes en élevant ses regards vers le firmament semé d'étoiles. Alors, si sa jeune amie venait s'accouder aussi à l'étroit balcon, elle lui disait en soupirant :

— Oh ! ma chère Cécile, que la nuit est belle ! Tournez les yeux vers le fond du jardin; de ce côté, l'on n'aperçoit plus maintenant que le feuillage des arbres et la voûte du ciel. Il me semble que je suis au milieu des champs, que je respire la bonne odeur des bois, l'air vif et frais qui a passé sur les prairies. Oh ! si vous saviez comme il fait beau, les soirs d'été, dans les allées de platanes, au bord de l'eau !

Parfois elle se laissait aller à des réminiscences enfantines; assise au fond de sa cellule, elle prenait Angèle sur ses genoux, et lui chantait à demi voix des noëls languedociens que la petite fille écoutait d'un air curieux et naïf sans les comprendre. Souvent alors Félise prêtait l'oreille, se rapprochait et répétait ces gais refrains, les mêmes sans doute avec lesquels sa nourrice l'avait bercée. D'autres fois, à l'heure de la récréation, la sœur Geneviève quittait le jardin, et se dirigeait vers une galerie située dans une partie de la maison que n'habitaient pas les religieuses. Cette longue salle, pavée en marbre comme une église, était encore ornée de quelques tableaux dont les cadres, disjoints et voilés de toiles d'araignée, avaient dû être dorés jadis ; la poussière amassée depuis un siècle sur ces toiles vénérables avait effacé les figures et noirci toutes les teintes, à ce point qu'on ne distinguait plus que de vagues linéaments sur un fond couleur de suie. L'ameublement avait disparu, sauf quelques siéges délabrés qui gisaient renversés dans les coins. Cette pièce, qu'on appelait encore par tradition *la Salle des princes,* avait dû être jadis le théâtre de splendides fêtes. Sans doute, le pied léger des danseuses avait souvent frappé ces dalles humides, tandis que la musique faisait retentir jusque sous les ombrages du jardin ses vives ritournelles ; mais il ne restait pas même un souvenir de ces magnifiques divertissements : de tant de bruit et d'éclat, il n'y avait plus rien, pas d'autres traces qu'une traînée noirâtre dont la fumée des torchères avait obscurci en certains endroits les lambris.

Un jour, Cécile eut l'idée de rejoindre la sœur Geneviève pendant sa récréation solitaire. Elle la trouva assise à l'entrée de la galerie, le visage appuyé sur sa main, le regard perdu dans l'espace profond à demi éclairé par un rayon de soleil qui traversait les ais brisés d'une fenêtre, et frappait obliquement la muraille tapissée de tableaux :

— Eh ! ma chère sœur, s'écria la fillette en riant, que faites-vous ici, en com-

pagnie de tous ces vieux portraits qui ont l'air de vous regarder tristement du haut de leur cadre?

— Venez çà faire connaissance avec eux, follette, dit la religieuse en se rangeant pour faire place à Cécile sur le banc vermoulu où elle était assise; puis, reprenant son attitude pensive, elle ajouta : — Je me figure le temps où l'on donnait ici le bal...

— Le bal! répéta Cécile avec un profond étonnement; vous vous figurez, ma chère sœur, ce que c'est qu'un bal!...

— Certainement, car j'y ai assisté, répondit la sœur Geneviève avec un soupir.

— Vous avez dansé! fit Cécile à voix basse et en joignant les mains avec un geste de naïve stupeur; — et, après un moment de réflexion, elle ajouta plus bas encore : — C'est bien divertissant, n'est-ce pas?

— Ah! oui, répondit ingénument la jeune religieuse, et, comme Cécile l'interrogeait encore du regard, elle ajouta : — J'ai été au bal une fois, une seule fois, le beau jour où j'eus seize ans. Elle appuya son front sur sa main et parut revenir avec un plaisir mélancolique sur ce frivole souvenir; puis, se relevant tout à coup, elle prit le bras de Cécile, et l'emmena devant les tableaux.

— Je prends plaisir à voir tous ces personnages, lui dit-elle, car je les connais.

— Sainte Vierge! où donc les avez-vous vus, ma chère sœur? s'écria la jeune pensionnaire avec un étonnement où perçait quelque incrédulité.

— Dans les livres, répondit la religieuse en souriant. Nous sommes ici en illustre compagnie. Regardez les noms écrits au bas de ces toiles, et, à défaut du nom, ces écussons blasonnés.

— Vous connaissez les armoiries?

— Comme toutes les filles nobles qui ont passé leur enfance dans de vieux châteaux. Cette maison, dont on a fait un monastère, dut appartenir jadis aux Montmorency, car l'on y retrouve partout leur écusson, et ces portraits représentent la famille du grand connétable.

Cécile parcourut du regard la série de figures alignées sur les panneaux, et tâcha de démêler leurs traits sous la poussière séculaire dont elles étaient voilées; puis, revenant à l'idée qui la frappait surtout, elle dit en désignant un portrait de femme dont les yeux noirs et les blanches mains ressortaient seuls sur la toile:

— Vous croyez donc, ma chère sœur, que cette belle dame a donné ici le bal?

— Certainement, répondit la sœur Geneviève, elle doit y avoir dansé le branle et la pavane comme c'était la mode il y a cent ans et plus.

— Ah! s'écria Cécile en riant, si nos révérendes mères savaient cela, elles viendraient ici jeter de l'eau bénite.

La cloche annonça en ce moment la fin de la récréation.

— Jésus-Marie, déjà! reprit Cécile; la mère Perpétue a avancé l'horloge, j'en suis certaine. Allons! il faut prendre congé de cette belle compagnie.

L'espiègle à ces mots fit une grande révérence aux tableaux et s'en alla en dansant suivie de la sœur Geneviève.

Le temps marchait cependant au milieu de ces devoirs et de ces récréations monotones; quatre années s'écoulèrent pesantes, uniformes, sans intérêt, sans souvenirs. La sœur Geneviève en avait senti passer lentement toutes les heures, et il lui semblait que cette période de son existence était comme un seul jour d'une longueur infinie.

Angèle et Félise étaient encore deux enfants; mais Cécile allait avoir seize

ans; l'adolescente était devenue une belle jeune fille, fraîche et brillante comme un bouton de rose. Son teint pur et velouté avait un éclat incomparable, et ses cheveux d'un blond doré étaient les plus beaux du monde. A chaque mouvement de tête un peu trop vif, ces magnifiques tresses se dénouaient et retombaient jusqu'à ses talons. Alors la maîtresse des pensionnaires les relevait sous son béguin de gaze noire et grondait doucement l'étourdie, qui lui répondait en riant : — Pardonnez-moi, ma chère mère, bientôt je ne vous donnerai plus cette peine. Le jour où je prendrai le voile blanc, les grands ciseaux de la mère Perpétue abattront tout cela.

Le moment approchait en effet où la jeune pensionnaire devait prendre l'habit de novice, et elle semblait l'attendre sans effroi, sans inquiétude. Son humeur était toujours aussi enjouée; ses yeux vifs et riants n'accusaient ni larmes secrètes ni soucieuses insomnies, et son charmant visage conservait une inaltérable sérénité. A la vérité elle ne manifestait pas non plus l'impatiente ferveur d'une âme qui va au-devant de ses nœuds mystiques. La mère Madeleine affirmait qu'elle avait la vocation passive : dans l'opinion de la digne supérieure, c'était la meilleure. Elle jugea qu'il ne fallait pas différer de fermer à jamais sur cette blanche brebis les portes du bercail, et le jour fut fixé pour la cérémonie.

L'usage était qu'avant de prendre le voile, la postulante se préparât à cet acte solennel par quelques jours de solitude et de recueillement. Il y avait à cet effet, dans la maison, une chambre isolée dont l'ameublement était tout à fait conforme à la pauvreté monastique. La couchette sans rideaux était placée entre une chaise de paille et un prie-Dieu; l'étroite fenêtre qui s'ouvrait sur une cour intérieure répandait une lumière triste sur les murs entièrement nus et blanchis à la chaux. On appelait ce mélancolique séjour *la solitude,* et les religieuses d'une piété fervente sollicitaient parfois la permission de s'y enfermer pour quelques jours par esprit de mortification et de pénitence.

Mlle de Chameroy paraissait toujours dans les mêmes dispositions ; elle semblait toujours gaie, tranquille, insouciante; pourtant la veille du jour où elle devait entrer en retraite, comme elle se trouva seule un moment avec la sœur Geneviève après la prière du soir, elle lui dit précipitamment et d'une voix altérée : — Ah ! ma chère sœur, je ne sais ce qui se passe en moi... mon âme est accablée de tristesse... j'ai des mouvements de désespoir, quand je songe que dans huit jours je prendrai le voile. Oh ! que je voudrais être un petit oiseau pour m'envoler par delà ces murailles !

— Oh ! mon enfant, que dites-vous ! s'écria la sœur Geneviève consternée; quoi, vous voudriez quitter le couvent !

— Pour vivre seulement quelques jours hors d'ici, je crois que je donnerais volontiers le reste de ma vie.

— Eh ! que deviendriez-vous, grand Dieu ! dans ce monde dont vous n'avez aucune idée, où vous ne connaissez personne?

— Qu'importe? répliqua impétueusement Cécile; il me semble si beau d'ici ! — Puis elle ajouta en pleurant : — Mais je ne sortirai pas du couvent, je ne passerai jamais la porte de clôture, jamais, ni vivante ni morte !...

En ce moment, les religieuses entrèrent au dortoir; la sœur Geneviève n'eut que le temps de serrer la main de Cécile, et de lui dire encore :

— Mon enfant, demain sans doute le père Boinet viendra vous faire commencer vos exercices spirituels; il faut lui déclarer sincèrement la situation de votre

âme. Ne craignez rien, c'est un saint homme, plein de lumières et de miséricorde, il vous écoutera avec indulgence, il vous consolera !...

Le lendemain, Mlle de Chameroy entra en retraite, et la sœur Geneviève ne la vit plus que dans le chœur, entre la supérieure et la maîtresse des novices.

C'était un grand événement dans les maisons religieuses qu'une prise d'habit. Cette cérémonie attirait beaucoup de monde, et les bonnes sœurs mettaient une pieuse vanité dans l'exhibition de leurs ornements d'église. A l'approche de ce jour, une agitation inaccoutumée régnait dans le couvent. Les révérendes mères ne quittaient plus la sacristie; elles tiraient des armoires de cyprès les chasubles de drap d'or, les surplis de dentelle, et recommençaient avec orgueil l'inventaire des reliques et des pièces d'orfévrerie, tandis que les jeunes religieuses faisaient des bouquets artificiels, et que les petites pensionnaires découpaient des collerettes neuves pour les cierges. On veillait le soir, afin d'achever ces grands préparatifs, on faisait collation à l'ouvroir : c'était une activité, une jubilation universelle.

Au milieu de toute cette allégresse, la sœur Geneviève réfléchissait tristement aux dernières paroles de Cécile; elle tremblait que les exhortations du père Boinet eussent été sans effet sur cette âme révoltée, et elle voyait arriver avec une inexprimable inquiétude le jour de la cérémonie. L'avant-veille de ce jour, à la sortie du chœur, s'apercevant que Mlle de Chameroy regagnait seule sa cellule, elle demeura un moment en arrière, et lui dit précipitamment, tandis que les autres religieuses s'éloignaient :

— Eh bien! mon enfant, votre âme est-elle délivrée des mouvements qui la troublaient ? les paroles du père Boinet ont-elles raffermi votre vocation?

Mlle de Chameroy tourna vers la religieuse son visage pâli par les tourments intérieurs qu'elle avait soufferts, et répondit en versant des larmes : — Oh ! ma chère sœur, il n'y a rien de changé en moi ; j'éprouve toujours les mêmes frayeurs, les mêmes angoisses... le Seigneur m'a retiré sa grâce...

— Vous vous êtes confessée au père Boinet?

— Oui, ma sœur, je lui ai avoué les répugnances, les désirs coupables que j'ai conçus malgré moi ; mais il a vu sans indignation l'état de mon âme. Il a traité mes appréhensions de scrupules sans fondement; enfin il m'a assuré que j'avais une vocation suffisante.

— Et il n'a pas jugé à propos de différer la prise d'habit?

— Non, ma sœur ; il m'a recommandé seulement de me mettre entre les mains du Seigneur, qui connaît mieux que nous-mêmes les voies par lesquelles nous devons aller à lui. Alors, pressée par une douleur mortelle, je me suis jetée aux genoux de notre révérende mère, je lui ai déclaré que je ne me sentais pas appelée à la vie parfaite, et que je risquais mon salut éternel en prenant le voile. Elle m'a écoutée avec une bonté infinie, sans me blâmer, sans s'étonner, en m'appelant toujours sa chère fille, sa chère brebis. Ensuite elle m'a aidée à faire un nouvel examen de conscience, et, quoique je lui aie révélé sincèrement les pensées coupables qui s'élevaient dans mon esprit à mesure que j'approfondissais mes dispositions, elle a refusé de croire que le Seigneur m'eût ainsi abandonnée, elle a persisté à me rassurer sur ma vocation. Oh ! ma chère sœur, telle est mon ingratitude et mon iniquité, que tant de douceur et de miséricorde ne m'a pas touchée ; j'ai senti au contraire en moi des mouvements de révolte et de haine. Je prendrai le voile, mais je ne serai pas une bonne religieuse; dans le fond de mon cœur, je détesterai mes vœux...

— Oh! mon enfant, ne proférez pas de telles paroles! interrompit la sœur Geneviève avec effroi : vous êtes dans la maison du Seigneur, à quelques pas de son tabernacle...

— Il est vrai... ne me punissez pas, mon Dieu! je me soumets, que votre volonté soit faite! murmura Mlle de Chameroy en baissant la tête avec un geste d'abattement plutôt que de résignation.

L'arrivée de la mère Madeleine rompit cet entretien; à l'aspect de la sœur Geneviève, elle fronça légèrement le sourcil, et dit d'un air de sévérité indulgente : — N'avez-vous pas entendu la cloche, ma chère fille? la communauté est déjà à l'ouvroir. Allez, et, en faisant votre tâche, dites mentalement dix *Pater* et dix *Ave Maria*, pour avoir manqué à la sainte obéissance.

Puis, se tournant vers Mlle de Chameroy, elle ajouta : — Vous, ma chère enfant, préparez-vous à vous rendre au parloir. Vous avez à vous acquitter d'un dernier devoir envers le monde : il faut que vous demandiez à votre tuteur, M. le baron de Favras, son consentement pour prendre le voile, et que vous lui témoigniez votre désir qu'il assiste à la cérémonie. Je l'ai fait prier de venir aujourd'hui à cet effet, et tantôt vous le verrez à la grille.

— Oui, ma chère mère, répondit Mlle de Chameroy avec une passive soumission. Il y avait des années qu'elle n'avait aperçu le visage de ce vieux tuteur, qui, après avoir remis entre les mains de la supérieure la petite dot des deux sœurs, ne s'était plus occupé de leur avenir, et elle jugeait avec raison qu'il avait oublié à peu près leur existence.

La mère Madeleine reconduisit Mlle de Chameroy jusqu'à la cellule solitaire où elle était en retraite, ensuite elle se rendit au petit parloir. Le père Boinet y entrait en ce moment.

— Eh bien! mon révérend père, s'écria la mère Madeleine, quel est le résultat de la démarche que vous avez eu la charité de tenter?

— Elle a eu un plein succès, grâce au ciel, répondit le père Boinet de l'air satisfait d'un homme qui vient de triompher dans une entreprise difficile. M. le baron de Favras viendra tantôt signifier à sa pupille qu'il s'oppose à sa prise d'habit.

— Il fera cela! mon révérend père, s'écria la mère Madeleine avec joie; vous êtes certain qu'il le fera?

— Il y est très-résolu.

— Et c'est votre révérence qui, par ce don de persuasion qui lui est particulier, a tout à coup obtenu du baron de Favras qu'il se chargeât de ces orphelines?

— A Dieu ne plaise que je me fasse honneur de sa résolution! mon éloquence n'y est pour rien. M'étant enquis d'abord de ce qu'était le baron de Favras, j'abandonnai ma première idée, laquelle consistait à lui confier l'embarras où nous jetait l'éloignement subit de Mlle de Chameroy pour l'état religieux, le scandale qui pourrait s'ensuivre si l'on forçait sa vocation, et le danger d'un tel exemple pour la communauté. Le baron est un vieil officier des armées du roi, qui a toute la rudesse et l'esprit absolu des gens de guerre. Il est entiché de jansénisme et se pique d'austérité; pourtant il ne va guère à la messe que les jours où elle est d'obligation; il a en abomination les gens de notre robe et ne va au sermon que lorsqu'un père de l'Oratoire monte en chaire. Vous concevez, ma révérende mère, que je ne pouvais agir directement auprès d'un tel personnage. Le ciel m'inspira

alors de faire servir l'aversion même qu'il nous porte à l'accomplissement de notre dessein. Je lui dépêchai quelqu'un dont l'habileté, les bonnes intentions et la discrétion me sont connues. Cette personne lui toucha quelque chose de notre influence dans cette maison, et, satisfaisant ensuite à ses questions, elle acheva de lui faire connaître l'autorité spirituelle que nous y exerçons et l'affection particulière que nous portons à l'ordre des Annonciades. Le bonhomme prit feu à ce discours. Il s'indigna de l'approbation qu'on nous donnait, il s'étonna de n'avoir pas appris plus tôt en quelles mains étaient tombées ses pupilles; il dit enfin toutes les choses que la passion inspire à nos ennemis. C'est sur ces entrefaites que votre message est arrivé; je ne doute pas qu'il n'accoure bientôt au parloir. Ce n'est pas le salut de ces âmes innocentes qui le préoccupe, c'est la haine qu'il nous porte; mais, quel que soit le motif de cette action, elle atteint notre but. Aujourd'hui même il emmènera les deux sœurs, et le scandale de cette affaire retombera sur lui seul; vos filles ne sauront jamais qu'il y avait parmi elles une révoltée; nous aurons séparé à temps l'ivraie du bon grain.

— Oui, mon révérend père, je m'en réjouis avec vous, dit la mère Madeleine en soupirant; mais, je vous le confesse, ce n'est pas sans douleur que je verrai partir ces enfants. Il semblait que le Seigneur me les eût données pour toujours, et tout à coup je les perds. Si du moins j'étais assurée de leur bonheur en ce monde! si je ne tremblais pas pour leur salut éternel!

— C'est un attachement qu'il faut sacrifier au salut de vos autres filles spirituelles, répondit le père Boinet avec autorité; considérez, ma révérende mère, le changement subit de Mlle de Chameroy et les suites que pouvait avoir un tel exemple. Vous avez vu mieux qu'elle-même au fond de son âme; elle n'est pas atteinte d'un dégoût passager, d'une frayeur qu'on peut apaiser; c'est la vocation qui manque et que nous ne pouvons lui donner. Qu'elle s'éloigne donc... nous ne pouvons plus rien que prier pour elle.

— Mais sa sœur, cette chère créature que nous avons reçue au berceau, l'on nous la prend aussi! dit la bonne supérieure en essuyant une larme qui roulait malgré elle sous sa paupière.

— Le baron n'emmènera pas l'une sans l'autre, et, puisqu'il faut les perdre ou les garder toutes deux, l'alternative n'est pas douteuse.

— Je n'hésite pas, mon père, répondit la mère Madeleine avec résignation; notre vie ne doit-elle pas être toute d'abnégation et de sacrifices!

En ce moment, on sonna pour annoncer que quelqu'un se présentait au parloir; aussitôt la mère Madeleine fit avertir Cécile, et, allant au-devant de la jeune fille, elle lui dit avec une émotion qu'elle ne put entièrement réprimer: — Passez au parloir, ma chère enfant; vous savez ce que vous avez à demander à M. votre tuteur; écoutez avec respect ce qu'il lui plaira de vous répondre, et venez me trouver ensuite.

Moins d'un quart d'heure après, Cécile rentra dans le petit parloir pâle, défaite, mais les mains levées au ciel et le front radieux.

— Ma chère mère, dit-elle, M. le baron me refuse son consentement; il ne veut pas que je prenne l'habit.

— Il faut vous soumettre, ma chère fille, répondit la supérieure d'un ton calme; adorez les volontés de Dieu, et préparez-vous à obéir aux ordres de M. votre tuteur.

— Oh! j'y suis prête! s'écria Mlle de Chameroy avec transport; puis elle

ajouta avec une expression mêlée de tristesse et de joie : — Ma chère mère, qui l'eût pensé? M. le baron veut aussi nous faire sortir du couvent.

— Je ne m'y opposerai pas, répondit la mère Madeleine, toujours maîtresse d'elle-même, quoique son cœur fût pénétré d'une sensible affliction; votre père en mourant a légué tous ses droits à M. le baron de Favras; il a sur vous toute autorité, et je suis prête à vous remettre entre ses mains.

— Je vais quitter le couvent ! murmura Cécile en joignant les mains avec un geste d'étonnement, presque de doute. Est-ce possible, Seigneur, mon Dieu! je vais passer la porte de clôture ?...

— Oui, ma fille, dit la supérieure en la considérant d'un œil triste et attendri, vous allez nous quitter pour toujours...

A ce mot prononcé avec un accent qui ne renfermait cependant aucun reproche, Mlle de Chameroy sentit son ingratitude et les torts involontaires de son cœur. Elle se jeta à genoux devant la supérieure, et, baignant de pleurs ses mains vénérables, elle lui dit d'une voix entrecoupée: — Oh ! ma chère mère, pardonnez-moi... J'ai bien mal répondu aux bontés dont vous m'avez comblée... Je n'étais pas digne du nom de votre fille que vous m'avez donné si longtemps...

La bonne supérieure ne put retenir ses larmes; elle serra dans ses bras l'enfant qui était près de l'abandonner, et lui dit avec un accent plein de douleur, de tendresse et de pieuse fermeté : — Ma fille, ma chère fille, dans la vie nouvelle où vous allez rentrer, souvenez-vous des exemples que vous avez eus ici. Vous n'étiez pas appelée à devenir une sainte; renoncez à la vie religieuse, mais soyez toujours une fille chrétienne, une femme d'honneur.

Le même jour, Mlle de Chameroy et sa jeune sœur franchirent, en effet, cette terrible porte de clôture qui se rouvrait si rarement pour rendre au monde les filles élevées à l'Annonciation; mais ce grand événement ne fut connu que le soir. La supérieure l'annonça aux religieuses réunies dans l'ouvroir pour terminer les préparatifs de la cérémonie du surlendemain. Elle leur expliqua brièvement comment le baron de Favras avait interposé son autorité pour empêcher Mlle de Chameroy de prendre le voile, et recommanda les deux sœurs aux prières de la communauté.

Cette nouvelle inouïe jeta les bonnes religieuses dans un étonnement et une consternation inexprimables. On levait les mains au ciel, on parlait à haute voix dans l'ouvroir.

— Jésus, mon Sauveur ! s'écria la mère Perpétue, une telle violence presque au moment de la prise d'habit... Il faut que cet homme soit un idolâtre, un athée, un huguenot...

— Il ne réussira pas dans ses damnables projets, dit une autre religieuse; soyez assurées, mes très-chères sœurs, que ces enfants résisteront à la persécution, et qu'après l'avoir confondu par leur constance, elles l'obligeront à les ramener parmi nous.

— Que le Seigneur leur fasse cette grâce! ajouta une troisième; comme on se hâtera de leur rouvrir la porte du bercail à ces chers agneaux!

Une des anciennes qui était sortie de l'ouvroir sur les pas de la supérieure revint en ce moment.

— Ah! mes très-chères sœurs, dit-elle, prions pour ces colombes ravies par un cruel vautour. Je viens de parler à la sœur Ursule ; c'est elle qui a ouvert la porte du parloir à ce méchant homme; elle était présente lorsqu'il a emmené ses pupilles.

— Oh! ma chère mère, dites-nous... Quel visage a-t-il? comment s'est-il expliqué? s'écrièrent les religieuses.

— C'est un vieux gentilhomme, tout perclus de goutte et de rhumatismes. Il a fallu que son valet lui donnât le bras jusqu'au parloir. Sœur Ursule n'a pas entendu ce qu'il a dit d'abord à M[lle] de Chameroy, elle a seulement compris qu'il parlait d'un ton courroucé; apparemment il a fait de grandes menaces, et il était décidé à pousser jusqu'au bout le scandale, car notre révérende mère a sur-le-champ cédé. On lui a amené les deux sœurs; la porte de clôture s'est ouverte, et ces pauvres enfants sont sorties en versant des larmes. Angèle a eu peur quand elle a entendu le bruit de la rue; elle est revenue sur ses pas tout éplorée; il a fallu que sa sœur l'emportât dans ses bras.

— Pauvres enfants, que le Seigneur les délivre du joug de ce pervers! s'écria la mère Perpétue; mes chères sœurs, nous demanderons au révérend père Boinet de faire une neuvaine à cette intention.

Pendant ce colloque, la sœur Geneviève, assise à l'écart, pleurait silencieusement sous son voile et serrait dans ses mains la petite main de Félise, qui lui disait à voix basse d'un air triste et surpris : — Entendez-vous? les deux Chameroy sont sorties... elles sont parties sans vous le dire. Vous les aimiez bien pourtant!

La sœur Geneviève rendit grâce au ciel de cet événement, qui changeait le sort de sa jeune amie; mais dès lors une plus mortelle tristesse pesa sur son âme, un ennui plus profond la dévora secrètement. Cette séparation la privait d'une consolation puissante et continuelle. L'humeur enjouée de Cécile dissipait souvent sa tristesse; elle sentait en elle-même comme un reflet de cet esprit vif, de ce naturel charmant. Elle trouvait aussi de douces satisfactions dans les soins qu'elle prenait de sa sœur; Angèle lui était devenue à son insu plus chère que Félise, et elle s'était accoutumée à la considérer comme une enfant que le ciel lui avait à jamais donnée. D'abord elle espéra vaguement qu'elle lui serait rendue; mais le père Boinet, qui lui avait laissé dans le premier moment la consolation de cette vaine attente, l'en détourna graduellement et finit par lui faire comprendre qu'elle était pour toujours séparée des deux charmantes créatures qu'elle avait élevées avec tant d'amour. Le monde était véritablement fermé pour les filles de l'Annonciation; aucun bruit ne pénétrait à travers les sourdes murailles de la clôture, et quoique l'hôtel du baron de Favras fût situé dans le voisinage, quoique de la porte du couvent l'on pût presque apercevoir ce qui se passait chez lui, les religieuses n'entendirent plus jamais parler des demoiselles de Chameroy.

La sœur Geneviève tomba par degrés dans une sorte de langueur morale et de dépérissement physique dont elle ne paraissait pas souffrir. C'était comme une plante jeune et vivace qui, violemment transplantée dans un lieu sans air et sans soleil, s'étiole et périt lentement. Elle végéta ainsi quelques années sans se plaindre, sans s'effrayer, sans connaître même que sa vie consumée était près de s'éteindre. Presque jusqu'au dernier jour elle descendit au chœur et remplit sa tâche à l'ouvroir. Elle ne se dispensait pas non plus des devoirs que lui imposait sa charge de sous-maîtresse des pensionnaires; aux heures du travail, elle surveillait encore les petites mains paresseuses et distraites de ces enfants réunis en cercle autour d'elle, mais pendant la récréation, au lieu de les suivre, elle restait assise à l'entrée du jardin, la tête inclinée, le regard errant tantôt sur le ciel, tantôt sur les arbres dont les feuilles commençaient à tomber.

Un soir, elle se trouva si faible, qu'elle ne put remonter seule jusqu'à sa cellule,

et qu'elle tomba en défaillance entre les bras des religieuses qui l'accompagnaient. La mère Madeleine accourut aussitôt, et, jugeant que cette maladie de langueur était tout à coup arrivée à sa période extrême, elle fit appeler le père Boinet. La sœur Geneviève ne parlait plus ; sa respiration était haletante, inégale, et ses paupières entr'ouvertes ne laissaient apercevoir que la moitié de ses prunelles bleu pâle, dont le doux rayonnement était déjà éteint. La vie abandonnait rapidement ce corps débile, et l'âme errait sur les limites indécises qui séparent nos jours de l'éternité. Le père Boinet essaya de lui parler ; mais elle ne pouvait plus l'entendre, et, avant qu'on eût entièrement achevé les cérémonies dont l'église environne les mourants, elle expira. Elle expira sans souffrance, en balbutiant quelques paroles inintelligibles et en soupirant faiblement comme un enfant qui s'endort.

On avait éloigné Félise dès les premiers moments, et elle avait passé la nuit dans une cellule éloignée. Elle avait dormi sans inquiétude, car, dans l'inexpérience et l'insouciante légèreté de son âge, elle ne songeait pas à la mort : comme la sœur Geneviève était si jeune encore, l'idée qu'elle pouvait mourir bientôt ne s'était jamais présentée à son esprit, et la veille elle n'avait pas été effrayée en la voyant si faible et si malade. Le matin, lorsque la cloche sonna le premier *Angelus*, elle se leva, s'étonnant du silence qui régnait dans le dortoir, et, sans concevoir encore aucune inquiétude, elle sortit doucement pour aller trouver les autres pensionnaires. En ce moment, la supérieure venait elle-même lui annoncer le funeste événement. — Ma chère fille, lui dit-elle en la ramenant dans sa cellule, mettez-vous à genoux et offrez au Seigneur votre cœur et votre âme afin qu'il les console : vous êtes éprouvée bien jeune par une grande affliction.

Félise obéit en arrêtant sur la mère Madeleine ses grands yeux clairs, où se peignait l'étonnement plutôt que l'inquiétude. Tandis qu'elle interrogeait ainsi la supérieure du regard, n'osant lui adresser une question directe, les sons de la cloche qui commençait à sonner le glas funèbre retentirent jusqu'au fond du dortoir. Félise jeta un grand cri et devint tremblante : elle avait tout à coup pressenti le fatal événement, et son visage exprimait tout à la fois l'anxiété, le doute et un affreux désespoir. — Priez, mon enfant, reprit la supérieure navrée de douleur, priez et soumettez-vous ; Dieu nous a ôté la sœur Geneviève. Elle est allée au ciel, avec les anges...

— Elle est morte! non, non... je ne le crois pas !... s'écria Félise en se précipitant vers la porte. La mère Madeleine ne put la retenir, et les religieuses qui se trouvèrent sur son passage essayèrent inutilement de l'arrêter ; elle courut éperdue à la cellule de la sœur Geneviève, et demeura comme foudroyée sur le seuil. La pauvre trépassée était sur son lit, vêtue de ses habits religieux et le crucifix entre les mains. Sa figure était si blanche et si calme, qu'on eût dit la statue d'albâtre d'une des saintes de l'ordre, habillée de la tunique de laine blanche, du long scapulaire et du manteau bleu céleste.

Félise considéra d'un œil fixe et presque stupide ce triste tableau, ensuite elle alla se mettre à genoux dans un coin de la cellule, et y resta immobile, le corps ployé, le visage caché contre le mur. Les exhortations du père Boinet, les consolations qu'essayait de lui donner la supérieure, furent sans effet; on ne put ni la faire changer de place, ni lui arracher une parole. Sa douleur ne se manifestait que par de rares sanglots et d'involontaires tressaillements. Elle ne pleurait pas, et ses yeux, fermés à demi, étaient entourés d'un cercle livide, comme si les larmes qui ne pouvaient jaillir eussent meurtri ses blanches paupières.

Quelques heures plus tard, toute la communauté vint processionnellement chercher le corps de la sœur Geneviève pour le descendre, selon l'usage, au milieu du chœur, où il devait rester exposé jusqu'au lendemain. Lorsqu'on eut emporté le cercueil, Félise se releva d'elle-même et suivit le triste cortége. Pendant le reste de la journée et la nuit suivante, tandis que les religieuses priaient, elle demeura à l'écart, le corps affaissé sur ses genoux, la tête baissée sur sa poitrine. Ni les exhortations, ni les ordres de la supérieure, ne purent la tirer de cette immobilité : elle assista ainsi à la cérémonie des funérailles; mais lorsque tout fut fini, lorsqu'on eut descendu le corps dans les caveaux de l'église, cette douleur passive se changea en un désespoir effrayant. La malheureuse enfant repoussa les religieuses qui s'empressaient autour d'elle, et sortit du chœur d'un pas rapide; mais les forces lui manquèrent aussitôt, et elle s'arrêta au pied du grand escalier.

— Ma chère fille, lui dit la supérieure avec une douceur mêlée d'autorité, vous péchez grièvement contre Dieu et contre vous-même en vous abandonnant à ces transports. Ce n'est pas ainsi que doit se manifester la douleur d'une âme chrétienne...

— Ma chère mère, interrompit Félise d'une voix brève, j'ai une grâce à vous demander. Vous ne me la refuserez pas... vous ne pouvez rien me refuser après un si grand malheur...

— Parlez, ma chère fille, je suis disposée à vous accorder tout ce qui pourra contribuer à votre consolation. Que demandez-vous? que voulez-vous?

— Je veux sortir sur l'heure de cette maison, répondit Félise en jetant autour d'elle des regards égarés, je veux m'en aller loin d'ici...

A cette déclaration inattendue, un murmure d'étonnement et d'indignation s'éleva de tous côtés. Jamais aucune fille élevée à l'Annonciation n'avait proféré de semblables paroles: c'était comme un blasphème, un arrêt de réprobation prononcé par la bouche même de celle qui voulait abandonner l'asile saint où sa jeunesse avait trouvé les secours temporels et la nourriture spirituelle. La supérieure, un peu émue de cette espèce de scandale, s'écria en levant les mains au ciel : — Le malin esprit veut la perte de cette faible créature ! priez pour elle, mes chères sœurs... C'est une âme qu'il faut regagner à Dieu.

A ces mots, elle ordonna du geste aux religieuses de se retirer, et, s'approchant de Félise, elle lui dit avec son air habituel de patience et de mansuétude :

— Venez, ma chère fille, votre corps est aussi malade que votre âme; vous avez peine à vous soutenir. Appuyez-vous sur mon bras.

— Où voulez-vous m'emmener? s'écria Félise avec une expression de désespoir farouche; vous voulez que je retourne dans la cellule de ma tante Geneviève! que j'aille encore au chœur, à l'ouvroir, au jardin, partout où j'avais coutume de la rencontrer! Non, non... puisqu'elle n'y est plus, je n'y rentrerai jamais!

— Je veux vous emmener dans ma propre cellule, mon enfant, répondit la mère Madeleine, pénétrée de commisération; je veux moi-même vous soigner, vous consoler... Vous vous consolerez, ma chère Félise : Dieu éprouve parfois ses créatures; il leur envoie de grandes afflictions; mais sa miséricorde soulage bientôt les cœurs désolés. La douleur où vous êtes plongée est un état passager; il n'y a que les damnés qui souffrent éternellement. Bientôt vous vous apercevrez que le Seigneur ne vous a pas tout ôté. Vous avez, il est vrai, perdu une personne bien chère, mais il vous reste une nombreuse famille à laquelle vous êtes unie par les

liens de l'amour et de la charité chrétienne : je suis votre mère, ma chère Félise, et toutes les annonciades sont vos sœurs.

Après avoir attendu un moment l'effet de ces paroles, elle ajouta d'un air de décision affectueuse : — Allons, mon enfant, suivez-moi.

La pauvre désolée fit un pas en arrière en détournant la tête.

— Obéissez, ma fille, reprit la mère Madeleine avec un accent sévère et triste ; si je ne pouvais vous persuader, il faudrait me résoudre à vous contraindre.

Félise demeura immobile et ne répondit pas. Alors la supérieure, ayant appelé deux sœurs converses, leur ordonna de la conduire dans une cellule voisine de la sienne, et de ne pas la perdre de vue un seul moment.

Lorsque le père Boinet apprit ce qui s'était passé, il dit après réflexion à la mère Madeleine : — Ceci est grave, ma révérende mère; cette enfant ne peut pas sortir d'ici comme Mlle de Chameroy; quelle que soit sa vocation, il faut qu'elle soit religieuse.

— Oh ! mon père, que dites-vous? interrompit la supérieure. Je vous ai entendu souvent détester les vocations forcées et déplorer l'opiniâtreté des parents qui obligent leurs filles à entrer en religion.

— Il est vrai, répondit-il vivement; mais, croyez-moi sans que je m'explique davantage, la place de cette enfant n'est pas dans le monde, et la charité vous commande d'user de tous les moyens pour la garder ici et pour la décider à prendre le voile.

La cellule où l'on avait conduit Félise était séparée du grand dortoir par les deux pièces qu'on appelait l'appartement de la supérieure. Cette chambrette, propre et bien éclairée, avait vue sur le jardin, et le soleil d'automne l'égayait tout le jour de ses tièdes rayons. Une sœur converse prenait soin de la jeune pensionnaire et lui tenait silencieusement compagnie. Chaque matin la mère Madeleine passait une heure auprès d'elle, chaque soir elle revenait encore ; mais sa patience, son inépuisable charité, son habileté à gagner les âmes, échouaient contre cette douleur emportée et mêlée de résolutions extrêmes. Félise était inaccessible à toutes les consolations. Parfois morne, abattue, silencieuse, elle passait plusieurs heures assise dans le coin le plus obscur de la cellule, la tête penchée sur sa poitrine, dans l'attitude d'une sombre rêverie. D'autres fois elle avait des paroxysmes de désespoir dont la violence épuisait ses forces morales, et auxquels succédait une sorte d'anéantissement.

Un jour, la supérieure lui amena une de ses compagnes, et, se retirant presque aussitôt, elle les laissa ensemble.

Alors la jeune pensionnaire s'assit à côté de Félise, qui ne lui avait rien dit encore, et, l'embrassant les larmes aux yeux, elle s'écria : — Oh ! ma bonne amie, dans quelle affliction nous sommes toutes! Notre révérende mère a demandé que l'on fît des prières pour toi, et tous les jours, après la messe, toute la communauté fait une neuvaine à ton intention. Il est certain que tu en éprouveras de grandes consolations, et que, dès qu'elle sera finie, tu reviendras parmi nous...

Félise garda le silence, et fit seulement avec la tête un geste négatif.

— Nous nous jetterons aux pieds de notre mère, reprit la jeune pensionnaire, nous intercéderons pour toi. Quand tu seras pardonnée, nous viendrons te chercher, et, comme dit la mère Perpétue, nous te ramènerons en triomphe au bercail.

Ces marques naïves d'intérêt et d'amitié ne produisirent pas plus d'effet sur Félise que les admonestations de la mère Madeleine ; elle retira sa main des

mains de sa jeune amie, et lui répondit d'un ton bref : — Non, il faut me laisser seule ici ; je m'y trouve mieux que parmi vous.

— Seigneur ! mon Dieu ! tu ne nous aimes donc plus ?

— Je ne sais pas... Je n'ai plus qu'une pensée, à présent, je ne sens plus qu'une seule chose : c'est que ma tante Geneviève est morte,... que je ne la reverrai jamais, jamais.... Je voudrais mourir aussi.... Je l'aimais tant !....

Elle fondit en larmes à ces mots, et, se couvrant le visage avec le pan de son tablier, comme pour ne plus apercevoir la clarté du jour, elle fit signe à la jeune pensionnaire de s'éloigner. Celle-ci s'en allait toute contristée faire part à ses compagnes des sentiments où elle avait trouvé Félise ; mais la supérieure, qu'elle rencontra sur son chemin, ayant écouté le récit de ce qui venait de se passer, lui dit gravement : — C'est bien, ma chère fille ; vous avez parlé comme vous le deviez à cette pauvre enfant. A présent, la charité vous ordonne de taire les réponses que le malin esprit lui a inspirées. Lorsqu'on vous interrogera à ce sujet, vous répondrez simplement qu'elle a écouté vos discours sans rompre le silence : ceci n'est pas un mensonge, c'est une restriction permise, et que vous pouvez faire en conscience.

Le lendemain, la mère Madeleine dit à son directeur : — J'ai fidèlement suivi vos instructions, mon révérend père, mais jusqu'ici j'ai agi sans succès. Malgré votre pénétration et vos lumières, vous n'avez pas tout à fait apprécié peut-être le caractère de cette enfant ; avec son étourderie, son insouciance habituelle, il y a en elle un fonds d'opiniâtreté bien rare à son âge. Quoiqu'elle eût pour la pauvre sœur Geneviève une affection singulière, son cœur n'est guère capable d'attachement ; elle n'aime plus personne ici maintenant, et n'obéit qu'à l'autorité, à la force. C'est une sensible affliction pour moi de ne pouvoir remédier à ses dispositions, et je la quitte toujours pénétrée de douleur.

— Ainsi, ma révérende mère, dit le père Boinet, vous n'avez pas remarqué le moindre changement, le moindre progrès ?

— Pas le moindre ; sa situation est toujours la même ; mes exhortations l'importunent, les soins que lui donne la sœur Ursule l'aigrissent, elle se consume dans un mortel abattement ; si nous la gardons encore quelque temps ainsi, elle succombera.

— Vous désespérez de cette âme, ma révérende mère, dit le directeur avec l'accent d'un léger reproche ; vous êtes près d'abandonner votre tâche... Le bon pasteur ne laissait pas ainsi sa brebis égarée à moitié chemin. Il y a plus d'un moyen de la ramener, et nous allons aviser à prendre le meilleur.

Il réfléchit un moment et reprit : — Il faut que cette enfant quitte pour un temps le couvent.

— Elle est orpheline ; en quelles mains la remettre avec sécurité, Seigneur Dieu !

— Vous rappelez-vous, ma révérende mère, qu'elle fut amenée ici par une dame il y aura neuf ans le dernier jour de cette année. C'était sa proche parente, la propre sœur de sa mère, qui venait de bien loin pour la donner aux Annonciades. Depuis lors, cette personne a envoyé de temps en temps quelqu'un à la grille pour s'informer de la sœur Geneviève et se recommander à ses prières. Elle demeure près d'ici, et elle ne refusera pas de recevoir sa nièce dans sa maison.

— Mais, mon révérend père, observa la supérieure, c'est, contre votre première décision, rendre Félise au monde...

— Si ce que l'on m'a rapporté est vrai, c'est l'envoyer au contraire dans un si triste séjour, que bientôt elle demandera d'elle-même à revenir ici. Qu'elle ignore jusqu'au dernier moment notre dessein : je vais m'en occuper sur l'heure, et tâcher de mener la chose promptement.

— Que le ciel bénisse vos efforts et vos intentions ! s'écria la digne supérieure avec reconnaissance; il est certain, mon révérend père, que Dieu vous inspire toujours ce qui doit tourner à sa gloire, ainsi qu'au repos et à la prospérité de cette maison.

Le surlendemain, après vêpres, le père Boinet fit demander la supérieure au petit parloir. — Le ciel aidant, j'ai conduit à bien cette affaire, lui dit-il : la personne chez laquelle je me suis présenté a été sensiblement touchée en apprenant la mort de notre pauvre sœur Geneviève; mais elle se refusait à recevoir sa nièce. Il a fallu longtemps pour vaincre sa résolution. Maintenant, ma révérende mère, faites appeler ici votre enfant rebelle.

Félise entra dans le parloir avec un visage indifférent et morne ; elle s'attendait peut-être à une rigoureuse admonestation, et il était évident qu'elle était prête à la recevoir dans un silence passif; mais, au lieu de la regarder d'un œil sévère, le père Boinet lui dit avec bénignité : — Vous avez manifesté, mademoiselle, le désir de quitter cette maison ; persistez-vous dans cette résolution ?

— Oui, mon révérend père, balbutia Félise, troublée par cette question inattendue.

— En ce cas, reprit le père Boinet du même ton, vous allez en sortir dès aujourd'hui : votre tante, Mlle Philippine de Saulieu, vous recevra chez elle.

— Ma tante Philippine ! répéta Félise avec une vague frayeur, car ce nom lui avait rappelé tout à coup les tristes impressions de son enfance.

— On va vous conduire dans sa maison, ma chère fille, dit alors la mère Madeleine; fasse le ciel que vous trouviez auprès d'elle les consolations qui vous manquent ici !... Aimez-la, honorez-la, vivez dans la crainte de Dieu, et souvenez-vous que le couvent des Annonciades est toujours ouvert à celles qui, désabusées du monde, veulent y revenir pour le reste de leur vie.

Félise hésita un moment; d'un côté, elle voyait la sombre et imposante figure de sa tante accompagnée de sa vieille Suzanne, de l'autre ces lieux vides et désolés où avait vécu la sœur Geneviève, et d'où elle était sortie pour toujours. Le sentiment de cette perte cruelle l'emporta; elle fit instinctivement un pas vers la porte, et dit d'une voix étouffée, en se couvrant la figure de son mouchoir : — Je suis prête !...

V.

Il y avait, à cinquante pas du couvent des Annonciades, une assez grande maison dont la façade était masquée par un mur sans fenêtres, et percé seulement d'une porte cochère. La cour qui séparait cet édifice de la rue était plantée de tilleuls que la hachette de l'émondeur n'avait pas touchés depuis plusieurs années, et dont les branches touffues formaient un sombre couvert. Au delà s'ouvrait un vestibule auquel le voisinage des arbres ôtait le peu de clarté qu'aurait pu y jeter une fenêtre grillée avec des barreaux de fer. Un large escalier à rampe

de pierre occupait l'un des côtés; mais, au seul aspect des marches, couvertes d'une couche de poussière que le balai n'avait jamais soulevée, on comprenait que les étages supérieurs n'étaient pas habités. Après le vestibule, il y avait une antichambre si vaste, que toute la domesticité d'un grand d'Espagne y aurait tenu à l'aise, et où l'on ne voyait pas clair même en plein midi.

Félise arriva dans cette maison silencieuse et sombre, conduite par Suzanne, qui était allée la recevoir à la porte de clôture. La chagrine suivante avait toujours le même air rogue, les mêmes inflexions de voix cassantes, la même tournure de vieille fille soucieuse et desséchée. En ce moment, elle semblait sourdement irritée et marmottait des acclamations sans suite entremêlées de soupirs et de gestes saccadés. Félise marchait sur ses pas, presque tremblante et n'osant lui adresser la parole. Elle trouva dans l'antichambre le vieux Balin, lequel était vêtu de noir comme autrefois, muet, raide, et tout d'une pièce dans sa jaquette. Après avoir reconnu Félise d'un regard oblique, il lui ouvrit la porte d'une seconde pièce qui faisait suite à l'antichambre, et se rangea pour la laisser passer. Quoiqu'elle ne fût naturellement ni timide ni craintive, elle entra le cœur palpitant dans cette vaste pièce à peine éclairée par les derniers rayons du jour, et au fond de laquelle elle distinguait vaguement une personne debout et immobile. Au lieu d'avancer, elle s'arrêta, interdite et sans lever les yeux; puis, faisant un effort, elle balbutia : — Ma tante, vous ne me reconnaissez plus, peut-être...

— Si fait ! je vous reconnais, Félise, répondit Mlle Philippine de Saulieu, après avoir jeté sur elle un seul regard, et en se détournant avec un tressaillement qui trahissait le sentiment involontaire de répulsion et de douleur dont son âme était saisie; mais, dominant presque aussitôt cette impression, elle ajouta : — Vous étiez donc bien mal au couvent, que vous avez voulu en sortir?

— Oui, depuis que j'ai perdu ma bonne tante Geneviève, répondit-elle en pleurant. Tant qu'elle a vécu, je n'ai jamais songé à m'en aller du couvent. Est-ce que j'aurais pu la quitter ! Je l'aimais tant ! J'étais venue auprès d'elle toute petite, et je ne connaissais pas d'autre famille, car je ne vous voyais jamais, ma tante, et je vous avais presque oubliée.

A ces mots, elle leva les yeux pour reconnaître la noble et belle figure qui était vaguement restée dans son souvenir; mais il lui sembla qu'elle ne revoyait pas la même personne : ces beaux cheveux blonds qui s'allongeaient jadis en spirales dorées avaient entièrement blanchi, et leurs mèches argentées encadraient un front sillonné de rides ; ces traits délicats étaient hâves et flétris ; une vieillesse prématurée avait courbé cette taille de reine. Mlle de Saulieu gardait encore le deuil rigoureux qu'elle portait en arrivant à Paris; sa robe de raz de Saint-Maur traînait par derrière comme un manteau de veuve, et sa coiffe de crêpe noir était attachée avec des épingles d'acier bronzé. Félise la considéra un moment avec un étonnement plein de tristesse, et, frappée de son lugubre costume autant que de sa figure, elle lui dit avec un soupir : — Vous avez pris le grand deuil pour la mort de ma tante Geneviève?

— Je le porte depuis dix ans, et je le garderai toute ma vie, répondit Mlle de Saulieu.

Suzanne était entrée dans le salon en même temps que Félise, et elle paraissait observer avec inquiétude l'effet que produirait sur sa maîtresse cette première entrevue. Apparemment elle comprit que Mlle de Saulieu était déjà remise de la

pénible impression que lui avait causée l'aspect de sa nièce, car elle se rapprocha de Félise et lui dit d'un ton radouci : — Avec la permission de mademoiselle, ne voulez-vous point passer dans votre chambre ?

— Comme il vous plaira, Suzanne, répondit-elle, intérieurement satisfaite d'échapper à l'embarras de ce premier entretien, que sa tante soutenait d'une façon si laconique. Quand elle eut fait la révérence et tourné le dos, Mlle de Saulieu la suivit du regard, et murmura avec un soupir qui semblait sortir du fond de son cœur saignant et déchiré : — Mon Dieu ! quel sacrifice !...

Ensuite elle s'assit à sa place accoutumée, et, reprenant sa tapisserie, elle se mit à travailler machinalement.

L'appartement de Mlle de Saulieu, situé au rez-de-chaussée, se composait de trois grandes pièces qui occupaient toute la façade intérieure, laquelle formait ensuite deux ailes en retour sur le jardin. Chacune de ces constructions, peu profondes, ne contenait qu'une chambre à chaque étage. La chambre qui faisait suite à l'appartement de Mlle de Saulieu avait été arrangée à la hâte pour recevoir Félise. Ce séjour était loin d'offrir l'aspect riant et propret des cellules du couvent : les murs, revêtus de boiseries peintes en camaïeu, n'avaient point d'autre tapisserie. Chaque panneau formait un tableau représentant des personnages allégoriques, les Saisons, les Éléments, etc., lesquels faisaient une procession de figures blanches, sur un fond grisâtre, de l'effet le plus mélancolique. La cheminée, sous le chambranle de laquelle on pouvait se tenir debout, était décorée de pentes à double feston, et le lit à colonnes, placé sur une estrade, était d'une dimension capable d'étonner une petite personne accoutumée à l'étroite couchette garnie d'un tendelet blanc où dormaient d'un sommeil si tranquille les pensionnaires de l'Annonciation.

Le jour baissait, et les hautes croisées qui donnaient sur le jardin ne jetaient plus qu'un faible crépuscule qui s'épaississait de moment en moment. Le vent d'automne sifflait à travers les portes et faisait frôler les rideaux contre la boiserie. Félise s'assit toute transie sur un tabouret, et parcourut la chambre d'un regard attristé. Suzanne alluma deux bougies, ouvrit un de ces beaux meubles incrustés de nacre et d'écaille qu'on appelait autrefois des cabinets et qui servaient à la fois de secrétaire et de commode; puis elle se mit à ranger le modeste trousseau de la jeune pensionnaire. Parmi les robes et le linge soigneusement pliés se trouvait le coffret que Mlle de Saulieu avait remis à la sœur Geneviève le jour même où Félise était entrée à l'Annonciation. Comme il avait été immédiatement déposé entre les mains de la supérieure et qu'il était resté depuis cette époque au fond d'une armoire de la sacristie, Félise n'en avait aucun souvenir. En ce moment même, elle ne s'aperçut pas du mouvement qu'avait fait Suzanne en le trouvant sous sa main. La vieille suivante ne jeta qu'un regard sur ce riche écrin, et se hâta de le placer dans un tiroir à secret qu'elle referma sur-le-champ. Après tous ces arrangements, elle ouvrit les rideaux du lit, fit la couverture, et dit à Félise qui, les mains croisées sous son tablier et la tête penchée, la suivait du regard, sans proférer une parole : — A présent, mademoiselle, je vais vous faire souper; ensuite vous vous coucherez...

— Déjà ! observa Félise; au couvent l'on ne se couchait qu'à neuf heures. Je n'ai pas encore sommeil, et je vais faire compagnie à ma tante pendant la soirée, si elle le permet.

— Elle ne fait jamais la veillée, répondit Suzanne ; dès que la nuit est venue,

mademoiselle se met au lit, et personne ne bouge plus dans la maison.

— Jésus! que me dites-vous là! Notre révérende mère supérieure disait toujours que, pour ne pas avoir de mauvais rêves, il fallait, avant de s'endormir, égayer son esprit par la récréation et sanctifier son âme par l'oraison. Est-ce que ma tante ne se récrée pas un moment après souper?

— Elle ne soupe pas : tantôt je lui servirai dans son lit un biscuit et un verre d'eau; ce sera là tout son repas.

— Et elle fait ainsi collation toute l'année?

— Toute l'année; mais vous n'êtes pas obligée d'en faire autant. On va vous servir à souper.

— Je n'ai pas faim, répondit tristement Félise. Pourtant, lorsqu'elle vit que Suzanne prenait un flambeau et se disposait à sortir, elle aima mieux la suivre que de rester seule jusqu'au lendemain dans cette grande chambre, dont l'aspect lui semblait si triste. La salle à manger où Suzanne la conduisit était vaste et sombre, comme toutes les autres pièces de l'appartement, et le soir la lueur des bougies ne rayonnait pas jusqu'au plafond, arrondi en coupole et peint à la fresque dans le goût italien. Au milieu de la salle, il y avait une grande table servie en vaisselle plate, et où on avait mis un seul couvert; la crédence placée en face était garnie de plats d'argent d'une dimension colossale, et qui reluisaient dans la pénombre comme des boucliers.

Félise s'assit en considérant d'un œil étonné ce somptueux couvert et cette salle dont les lambris étaient éclairés pour ainsi dire par la profusion des pièces d'argenterie rangées sur les dressoirs. La pauvre enfant essaya de goûter à l'ambigu froid qu'on venait de lui servir, mais elle ne put prendre d'autre nourriture qu'un peu de fruit et une goutte de vin. Pendant qu'elle faisait ce léger repas, Balin, la serviette au bras, se tenait derrière sa chaise pour changer son assiette et lui verser à boire. La figure de ce vieux serviteur se mêlait dans son esprit aux vagues souvenirs de sa première enfance, et elle se prit à penser au temps déjà éloigné où, après un long voyage, elle était arrivée à la porte du couvent de l'Annonciation; elle se rappela le moment où Balin l'avait prise dans le carrosse et portée sur le seuil, tandis que le lourd battant s'ouvrait sans bruit devant elle.

— Il y a bien des années que je ne vous avais vu, dit-elle en se retournant tout à coup, pourtant j'ai remis tout de suite votre figure; mais vous, j'en suis certaine, vous ne m'auriez pas reconnue, si Suzanne ne m'eût annoncée?

— Pardonnez-moi, mademoiselle, répondit laconiquement Balin.

— Oh! fit-elle d'un ton incrédule et en étendant la main à la hauteur de la table, je n'étais pas plus grande que cela quand vous m'avez laissée à la porte de l'Annonciation, et mon visage n'est plus le même que celui d'une enfant de cinq ans.

— Ce n'est pas sur le souvenir que j'avais gardé des traits de mademoiselle que je l'aurais reconnue, répondit Balin, c'est sur une ressemblance de famille.

— Est-ce que je ressemble à ma pauvre mère? demanda vivement Félise.

Balin soupira et fit un geste négatif.

— Alors ma figure vous rappelle celle de mon père, reprit Félise; mon père, hélas! je le vois comme dans un songe, je me rappelle confusément ses traits.

— Vous vous trompez, ce n'est pas possible, murmura Balin.

Félise s'accouda sur la table, le regard fixe, une main appuyée sur son front, et reprit lentement en s'interrompant par intervalles, comme quelqu'un qui

cherche à ressaisir des choses confuses dans sa mémoire : — Nous demeurions dans un château. Il y avait une chambre tapissée de bleu et beaucoup de rosiers devant les fenêtres. C'était la chambre de ma mère, je crois.... mais je ne me la rappelle point, ma pauvre mère.... Le visage de mon père est au contraire tout présent à mes yeux. Il avait une belle figure, le front haut, le teint un peu pâle. Un jour, ce doit être la dernière fois que je l'ai vu, il était tout habillé de noir, et apparemment ce costume lugubre me fit peur, car, lorsqu'il vint à moi pour m'embrasser, je me détournai en jetant des cris. Il n'était plus au château, alors; il était dans un endroit que je ne me rappelle plus... Pourtant je vois, je vois encore....

Elle s'interrompit comme pour démêler des scènes, des tableaux dont les traits étaient épars dans sa mémoire; puis elle reprit tout à coup en se retournant vers Balin : — Mais vous étiez là alors ; je m'en souviens, c'est vous qui m'avez portée dans vos bras jusqu'à la chambre où était mon père... Ensuite vous m'avez ramenée à ma tante Philippine, et je n'ai fait que pleurer tout le long du chemin, je ne sais pas pourquoi. Vous voyez bien que je m'en souviens.

— Il est vrai! répondit Balin, qui l'avait écoutée en pâlissant, et dont les lèvres tremblantes ne purent articuler que ce seul mot; mais Félise, préoccupée de ses propres pensées, ne s'aperçut point de son trouble. Après un long silence, il reprit : — Souffrez que je vous donne un conseil. Ne répétez jamais à Suzanne ce que vous venez de me dire; gardez-vous surtout d'en parler devant mademoiselle, et ne lui adressez jamais aucune question sur votre famille.

A ces mots, il prit un flambeau et marcha devant Félise, qui rentra tristement dans sa chambre. Suzanne se hâta de la mettre au lit, ensuite elle fit le tour de la chambre, regarda si tout était clos, et se retira en emportant les lumières. Lorsque Félise se retrouva seule sous ses rideaux, au milieu du silence et des ténèbres, elle se prit à penser et à se recueillir. Depuis qu'elle avait franchi la porte du couvent, un triste étonnement l'avait distraite de sa douleur; mais lorsqu'elle eut perdu de vue cet intérieur si sombre, ces visages mélancoliques, lorsqu'elle n'entendit plus résonner à son oreille la voix aigre de Suzanne et le fausset enroué de Balin, elle songea derechef à sa pauvre tante Geneviève et recommença à la pleurer amèrement. Longtemps elle inonda de ses larmes l'oreiller de toile de Hollande où reposait sa tête; vers le matin, elle s'endormit enfin, ou plutôt elle s'assoupit, accablée de fatigue.

Le jour comme la nuit, un morne silence régnait dans l'hôtel habité par Mlle de Saulieu; l'on n'y entendait aucun des bruits du dehors, car la façade intérieure était séparée de la rue par la cour et par le profond vestibule, dont les portes étaient toujours fermées. Lorsque Félise s'éveilla, elle reconnut qu'il faisait jour à un faible rayon qui traversait une fente des volets et tombait sur son oreiller. Elle se hâta de se lever; en ce moment, une horloge voisine, celle du couvent peut-être, sonna neuf heures.

— Sainte Vierge! ma tante Philippine va me gronder, et sa mauvaise Suzanne dira que je suis une paresseuse, se dit naïvement Félise; à cette heure, toute la maison doit être levée depuis longtemps.

Elle prit à peine le temps de s'habiller, et, ouvrant sa porte avec une sorte de crainte, elle pénétra dans une salle qui séparait sa chambre de l'appartement de Mlle de Saulieu; les fenêtres étaient fermées encore, et la plus profonde tranquillité régnait dans la maison. Ce silence, ces demi-ténèbres, lui causèrent

quelque frayeur; elle avança avec hésitation, et, apercevant à l'autre extrémité de la salle une porte entre-bâillée à travers laquelle brillait un vif rayon de jour, elle se hasarda à la pousser tout à fait, et entra dans une vaste pièce qui s'ouvrait sur le jardin. C'est dans ce salon qu'elle avait été reçue la veille ; mais elle n'en avait remarqué alors ni la disposition ni l'ameublement.

Personne ne paraissait; aucun bruit ne se faisait entendre. Félise parcourut d'un œil curieux cette pièce, où Mlle de Saulieu se tenait habituellement. Ses regards s'arrêtèrent d'abord sur deux portraits placés des deux côtés de la cheminée. L'un, qu'elle reconnut aussitôt, était celui de sa tante Philippine, telle cependant qu'elle ne l'avait jamais vue, en riche parure, ses cheveux blonds entremêlés de perles, des fleurs sur le sein et le sourire aux lèvres. L'autre portrait représentait un homme à la fleur de l'âge; l'uniforme de mestre de camp serrait sa taille souple et vigoureuse ; il tenait d'une main son chapeau à plumes et caressait de l'autre un lévrier favori. Cette peinture était d'une vérité singulière ; la tête avait des tons animés; le regard surtout, clair, doux et profond, paraissait vivant. Ces deux figures, si belles, si brillantes, et au front desquelles resplendissaient l'heureux orgueil, les joies charmantes, les vives espérances de la jeunesse, semblaient déplacées dans cet immense salon tendu de noir comme l'appartement d'une veuve, et dont les glaces étaient couvertes par des rideaux de gaze. Le fauteuil de Mlle de Saulieu se trouvait en face des portraits. Il était environné à moitié d'un paravent dont les feuilles peintes en grisaille représentaient des attributs de deuil. A côté, sur un guéridon, il y avait un ouvrage de tapisserie commencé et un livre de prières. Un gros chat gris était couché en rond sur le fauteuil, et suivait de son œil jaunâtre, entr'ouvert à demi, tous les mouvements de Félise, laquelle fit lentement le tour du salon et revint ensuite vers les portraits, qu'elle considéra longtemps avec une curiosité rêveuse. La vue de ces fières et charmantes figures éveillait dans son âme des impressions confuses, et elle ne pouvait en détourner ses regards. Suzanne la surprit dans cette contemplation.

— C'est vous déjà, mademoiselle! dit la maussade suivante ; j'allais passer chez vous pour vous lever.

— Merci, Suzanne, répondit-elle en se retournant vivement ; je craignais d'avoir dormi trop longtemps, et je me suis dépêchée de m'habiller. J'ai fait bien vite mes prières, et ensuite je suis venue ici, pensant y trouver ma tante.

— Mademoiselle ne se lève qu'à midi.

— Jésus ! elle dort encore?

— Elle repose ; son corps est si affaibli !

— Oh ! oui, elle paraît bien vieille à présent, dit Félise en levant les yeux vers le portrait; son visage est tout blême et ridé. Quelle différence avec cette figure !

— C'était elle autrefois quand elle avait vingt ans, dit Suzanne avec un soupir ; qui pourrait la reconnaître aujourd'hui ?

— Et l'autre portrait, reprit Félise, c'est celui de quelque gentilhomme de notre famille ?

Suzanne ne répondit que par un signe de tête négatif.

— C'est le portrait d'une personne qui est morte ? continua Félise avec une pénétration instinctive.

A cette seconde question, Suzanne tressaillit et leva sur Félise un regard inquiet, étonné, plein d'une secrète horreur, comme si ce seul mot eût réveillé dans son

esprit de lamentables souvenirs. Lorsqu'elle fut un peu revenue de ce trouble pénible, elle dit d'un ton bref : — N'ayez jamais l'air de prendre garde à ces peintures; surtout ne questionnez jamais mademoiselle à ce sujet. Maintenant vous pouvez aller faire un tour au jardin, si cela vous plaît.

A ces mots, elle ouvrit une des portes vitrées et poussa doucement Félise sur le perron. Le jardin, qui s'étendait le long de la façade intérieure de l'hôtel et que bornait un grand mur crevassé, avait l'aspect d'un fossé sans eau dans lequel on aurait eu l'idée de tracer un parterre. Les hautes constructions qui le dominaient au midi empêchaient le soleil d'y plonger ses rayons, même au cœur de l'été; quelques lilas chétifs, quelques rosiers de Gueldre, allongeaient leurs rameaux dans cette ombre éternelle : mais aucune fleur ne s'épanouissait entre les maigres bordures de buis qui formaient des compartiments symétriques devant les fenêtres; la mousse seule diaprait le sol, les pierres et jusqu'au tronc des arbrisseaux de sa végétation tenace. A l'angle du jardin que formaient le mur de clôture et l'aile du bâtiment où se trouvait l'appartement de Félise, il y avait une espèce de cabinet de verdure, avec un toit en claire-voie où rampaient quelques brins de lierre. C'était Balin qui, dans ses moments de loisir, avait arrangé ce réduit, autour duquel il ne se lassait pas de semer des plantes grimpantes dont on n'avait jamais vu poindre la première feuille.

Félise s'assit sur la plus haute marche du perron; le jardin des Annonciades lui semblait un paradis terrestre en comparaison de ce petit enclos verdâtre qu'elle avait sous les yeux, et elle trouvait que l'appartement drapé de noir de sa tante avait un aspect beaucoup plus triste que les salles du couvent. Peut-être les prévisions du père Boinet furent-elles près de se vérifier en ce moment, peut-être Félise aurait-elle déjà, comme les Israélites, regretté la captivité, si un mot de Suzanne n'eût tout à coup changé ses dispositions.

La vieille servante entr'ouvrit la porte vitrée et lui dit d'un ton bourru :

— Puisque vous ne vous promenez pas, venez çà, que je vous habille. C'est aujourd'hui dimanche, il faut aller à la messe.

— Je vais sortir! je vais sortir dans la rue! s'écria Félise le cœur palpitant de surprise et de joie; Jésus! je n'y songeais pas, j'avais oublié qu'il n'y a point ici de porte de clôture!

La toilette ne fut pas longue; Suzanne lui passa sur sa robe de pensionnaire une jupe de fleuret noir à gros plis; elle lui mit sur les épaules une mante d'étoffe pareille et la coiffa d'un bonnet à barbes croisées sous le menton qui s'avançait comme une tuile sur les yeux et ne laissait apercevoir que le bas du visage.

Lorsque la vieille Suzanne eut attaché la dernière épingle, Félise alla vers la porte sans songer seulement à jeter un coup d'œil sur le miroir devant lequel elle s'était habillée, et dit avec une impatiente satisfaction :

— Me voilà prête, partons tout de suite. — Puis, se ravisant, elle ajouta : — Il faut attendre ma tante Philippine, peut-être?

— Mademoiselle ne sort jamais, répondit Suzanne; elle a une dispense pour suivre ici la messe dans son livre d'heures : c'est moi qui vais vous conduire.

Il faisait ce jour-là un de ces beaux soleils d'automne qui chassent du logis toute la population parisienne; les petits bourgeois et les artisans promenaient déjà dans les rues leurs habits du dimanche; les carrosses commençaient à rouler, et de tous côtés s'élevait ce bruit sourd, continuel, monotone et profond, comme celui des vagues qu'on entend nuit et jour dans la grande cité.

Félise marchait un pas en avant de sa duègne, vive et légère comme un oiseau. Elle avait été saisie d'une sorte de vertige en respirant le grand air ; l'instinct de la liberté s'était éveillé plus vif, plus impérieux dans son âme ; il lui semblait qu'elle n'avait pas assez de ses pieds pour franchir l'espace ; elle aurait voulu s'envoler à tire d'aile. Suzanne, contrariée de cette vive allure, grommelait entre ses dents et parfois la retenait par sa jupe en lui disant d'un air courroucé :

— Tout beau, mademoiselle ! vous courez comme un Basque. Marchez donc posément et tout droit devant vous sans regarder les gens et sans vous tourner et vous retourner à chaque instant comme une girouette.

Mais Félise ne pouvait s'empêcher de tourner souvent la tête au milieu de cette foule qui se coudoyait au ras des maisons, tandis que les carrosses tenaient fièrement le milieu du pavé, et elle suivait d'un regard d'envie les fillettes endimanchées qui s'en allaient seules à travers les rues. Suzanne la conduisait à l'église des jésuites de la rue Saint-Antoine ; quand elle aperçut les mendiants qui étalaient leurs plaies et leurs guenilles sur le parvis en sollicitant la charité d'une voix lamentable, elle s'arrêta saisie d'étonnement : dans les couvents où l'on faisait cependant vœu de pauvreté, l'on n'avait jamais sous les yeux le spectacle de la misère, et c'était la première fois que Félise voyait des pauvres. Sa générosité naturelle s'éveilla à leur aspect ; elle se tourna vers Suzanne, et lui dit en regardant la troupe famélique : — Je voudrais leur donner de l'argent.

— Vous le pouvez, répondit Suzanne en tirant de sa poche une poignée de grosse monnaie qu'elle lui mit dans la main ; vous pouvez donner cela et beaucoup plus encore : vous êtes riche.

Félise entendit la messe avec de grandes distractions ; l'église était pleine de beau monde, et, au lieu de lire son livre d'heures, elle regardait avec une imaginable curiosité tout ce qui l'environnait. La tristesse des femmes la frappait singulièrement ; elle aimait d'instinct l'élégance et la richesse. Au sortir de la messe, elle aperçut à travers la porte entr'ouverte d'une boutique des étoffes de soie et des dentelles.

— Je voudrais bien acheter cela, dit-elle en s'arrêtant.

— Cette robe de satin des Indes à ramages blancs sur un fond noir, et ces dentelles de soie ? demanda Suzanne d'un air indifférent.

— Oui, c'est cela même.

— Vous les aurez demain ; à présent, cela n'est pas possible ; les marchands ne trafiquent pas aujourd'hui dimanche.

Au retour de l'église, la jeune fille trouva M[lle] de Saulieu dans le salon. Elle était assise à sa place accoutumée, contre le paravent, dont les feuilles circulaires déployées formaient un petit retrait au milieu de cette immense pièce drapée en noir. Elle lisait la messe dans le livre d'heures placé devant elle sur le guéridon, à côté de son ouvrage ployé ; le chat gris sommeillait, couché au milieu du coussin où elle posait à peine le bout de ses pieds. Elle répondit par un mouvement de tête à la révérence de Félise, et, lui faisant signe de s'asseoir, elle continua sa lecture. Au premier coup de midi, elle referma son livre. Balin ouvrit les deux battants de la porte en disant à haute voix : — Mademoiselle est servie. — Et là-dessus l'on passa à table. Le lugubre festin auquel présidait la statue du commandeur n'était pas plus silencieux et plus triste que ce repas de famille, dont la somptuosité contrastait singulièrement avec le petit nombre et la contenance mélancolique des convives. La pauvre Félise mangeait du bout des lèvres, et levait à

peine les yeux ; le visage sévère, calme et immobile de sa tante lui imposait et la glaçait : il lui semblait que c'était une créature surnaturelle, vivante et morte tout à la fois. L'on eût dit en effet que Mlle de Saulieu ne pensait qu'à réduire l'existence aux moindres frais possible, et que son seul but était d'arriver à une vie purement passive. Elle parlait à peine et ne marchait que pour passer de sa chambre à coucher dans son salon; jamais elle ne s'était avancée jusqu'à la porte du vestibule ; jamais elle n'avait fait le tour du jardin marécageux dont elle apercevait de sa place les sentiers moussus.

Aucun visage étranger n'avait paru dans cette maison avant le jour où le père Boinet était venu rendre à Mlle de Saulieu la visite diplomatique dont le retour de Félise chez sa tante avait été le résultat. Après cet événement, il ne s'était plus présenté à la porte de l'hôtel : probablement il avait compris que l'austère demoiselle ne le verrait pas volontiers une seconde fois.

Suzanne, le vieux Balin et une grosse servante, appelée Cateau, formaient tout le personnel des gens de service. Cateau ne sortait jamais de sa cuisine, et, dans l'espace de neuf années, elle n'avait pas aperçu une seule fois le visage de Mlle de Saulieu, ni même entrevu à la dérobée sa taille de fantôme. Balin gardait les abords de l'appartement; le vieux bonhomme, toujours grave et taciturne, passait sa vie sur les banquettes de l'antichambre; son unique et puérile distraction était de cultiver ce triste jardin, où il n'avait jamais eu la satisfaction de voir éclore une fleur. Suzanne ne quittait guère la chambre de sa maîtresse; accoutumée depuis longtemps à la servir, elle n'avait plus besoin de ses ordres, et prévenait, sans qu'elle les eût exprimées, toutes ses volontés. Souvent ces deux personnes, qui ne se quittaient guère, passaient la journée entière sans se dire un seul mot.

La pauvre Félise vivait tout à fait abandonnée dans ce morne intérieur. On pourvoyait à ses besoins, même à ses fantaisies avec une sorte de prodigalité; elle avait des robes neuves, des coiffes de dentelle et même de l'argent pour les pauvres; mais tout se bornait à ces soins matériels, dont s'était chargée Suzanne. Jamais elle n'entendit sortir de la bouche de l'insociable suivante une parole d'affection ou de simple intérêt. Sa tante, qui d'abord l'avait vue avec une répulsion évidente, la regarda bientôt du même œil qu'elle regardait toutes choses, avec une sombre indifférence. Soit qu'une personne qui vivait ainsi concentrée en elle-même ne pût être longtemps sensible à une influence extérieure, soit qu'elle fût parvenue à vaincre par un effort de volonté sa première impression, Mlle de Saulieu souffrait, impassible, la présence de cette enfant, ou, pour mieux dire, elle ne la remarquait plus.

Félise avait compris dès le premier jour que le couvent était, en comparaison de la maison de sa tante, un séjour plein de dissipation et d'amusements. Pourtant, contre les prévisions du père Boinet, elle ne songea pas à y retourner. Une nature moins énergique n'aurait pas supporté cette existence; mais il y avait chez Félise un mélange de force et d'insouciance, une mobilité d'expression jointe à une raideur de caractère qui la soutenaient contre les plus pénibles influences. Elle supportait l'ennui et le désœuvrement de tous les jours de la semaine dans l'espoir de sortir une heure le dimanche; l'espèce de liberté dont elle jouissait, livrée absolument à elle-même, la consolait d'ailleurs de son isolement.

Le matin, elle se levait d'assez bonne heure, et, entraînée par le besoin de mouvement naturel à la première jeunesse, elle bouleversait sa chambre, prenait et abandonnait dix fois l'ouvrage commencé, allait se promener dans le jardin et

s'agitait ainsi jusqu'au moment où la longue main jaune de Suzanne ouvrait les portes vitrées du salon. Alors elle s'asseyait au fond de sa chambre et ne bougeait plus jusqu'au moment où le premier coup de midi et la voix de Balin, se faisant entendre simultanément, annonçaient que le dîner était servi. Après le dîner, qui ne durait guère qu'un quart d'heure, Mlle de Saulieu rentrait dans le salon et reprenait silencieusement son ouvrage. Alors Félise s'asseyait contre le paravent, et, n'osant adresser la parole à sa tante, elle jouait discrètement avec le gros chat gris et lui disait de petits mots à voix basse. Parfois Mlle de Saulieu relevait la tête, et, rappelant sa bête, Félise, qui tournait vers elle son œil hypocrite sans se déranger, lui parlait aussi. Alors Félise s'enhardissait à répondre pour le matou. C'était ainsi qu'elle faisait, à de grands intervalles, la conversation avec sa tante.

Un jour qu'elle s'était levée plus tôt que de coutume et qu'elle se promenait dans le jardin encore trempé par les brouillards nocturnes, elle s'aperçut que Balin n'était pas encore dans l'antichambre, dont la porte et les fenêtres grandes ouvertes laissaient apercevoir la profondeur du vestibule et au delà les tilleuls qui ombrageaient la cour. Félise s'avança jusqu'au vestibule; il n'y avait personne. Un moment, elle eut la tentation d'aller jusqu'à la rue; mais elle eut peur de rencontrer Balin dans la cour, et, avisant le grand escalier dont les marches poudreuses ne gardaient pas l'empreinte récente des gros souliers plats du bonhomme, elle se hasarda à monter. Toutes les pièces du premier étaient ouvertes. C'étaient, comme au rez-de-chaussée, de vastes salles prenant jour sur le jardin, des chambres dont les trumeaux et les plafonds étaient ornés de peintures; mais il n'y avait pas trace d'ameublement, et le seul aspect des lieux annonçait qu'ils n'avaient pas été habités depuis longtemps. Cependant un lé de tapisserie oublié pendait au mur de la chambre à coucher, et la plaque du foyer était cachée à moitié par un monceau de paperasses moisies et de livres déchirés. Sur le manteau même de la cheminée, il y avait deux petits livres auxquels le temps avait fait une reliure de poussière. Félise les prit machinalement du bout des doigts : c'étaient les contes de Perrault et un volume dépareillé de la princesse de Clèves. Un étroit escalier conduisait au second étage arrangé en mansardes, et qui avait dû servir jadis à coucher la livrée. Les laquais étaient, en vérité, plus agréablement logés que les maîtres; toutes ces petites chambres avaient vue sur un enclos que la muraille du jardin empêchait d'apercevoir par les fenêtres des étages inférieurs, et qui renfermait des parterres ornés de jets d'eau, un boulingrin, des charmilles, des allées, les jardins de Versailles en miniature enfin.

— Ah ! le joli séjour ! s'écria Félise toute transportée et en avançant la tête hors de la fenêtre en œil-de-bœuf; mais elle recula bien vite en apercevant en bas le vieux Balin, qui se promenait gravement entre les rosiers qu'il avait plantés et qu'il n'avait pas vu naître. Debout contre le volet qui la cachait, elle parcourut encore du regard la perspective qu'elle venait de découvrir; puis elle descendit sur la pointe du pied, passa comme une ombre derrière Balin, et courut s'enfermer dans sa chambre, d'où l'on pût croire qu'elle n'avait pas bougé. Sans attacher la moindre importance à cette trouvaille, elle avait emporté les deux livres oubliés sur le manteau de la cheminée. D'abord elle ne fit qu'y jeter les yeux, et elle les cacha au fond d'un tiroir; puis, un jour, plus désœuvrée encore que de coutume, elle en entreprit la lecture. Pour une fillette qui n'avait jamais ouvert que le formulaire des Annonciades, c'était un livre étonnant, merveilleux, que les contes de Perrault. Félise lut ces naïves féeries comme les jeunes filles lisent le premier

roman qui tombe entre leurs mains, avec une curiosité, une émotion, un plaisir inexprimables. Toutes ces fictions la transportaient dans un monde enchanté auquel elle était bien près de croire, et pendant plusieurs jours elle ne rêva que de Riquet à la houppe et de cette belle princesse Finette, réduite comme elle à une solitaire captivité. Le premier volume de *la Princesse de Clèves* l'intéressa d'abord beaucoup moins que ces fantastiques récits; mais, lorsqu'elle sut par cœur les contes de Perrault, elle se mit à relire le roman de Mme de La Fayette. C'était un nouveau langage qu'il lui fallut étudier, le langage poli, délicat et raffiné du beau monde, des grands sentiments d'honneur, de vertu et d'amour chevaleresque; mais ces cordes vibrèrent enfin dans son intelligence, elle prit goût à l'histoire romanesque dont elle ne pouvait suivre le fil interrompu, et repassa bien des fois ces longs entretiens où M. de Nemours analyse si délicatement sa passion pour la belle princesse de Clèves. Félise entrevit ainsi des choses que, dans l'ignorance et la simplicité de son esprit, elle n'avait jamais soupçonnées ; ce fut comme le premier rayon qui éclaira son imagination et vivifia son existence morale. Dès cette époque, d'aimables fantômes peuplèrent sa solitude ; elle vivait dans le royaume des fées et ne quittait leurs palais enchantés que pour se retrouver avec les grandes dames, les galants cavaliers de la cour de la reine-dauphine. Souvent elle était bien près de se considérer elle-même comme une jeune princesse dont quelque méchante fée avait été la marraine. Elle était tentée de voir dans ceux qui l'entouraient les mauvais génies commis à sa garde.

Un jour, en fouillant les meubles de sa chambre, elle trouva l'écrin que Suzanne avait caché dans un tiroir du cabinet. Elle reconnut aussitôt ces bijoux, et, se rappelant qu'elle les portait dans son tablier lorsque la sœur Geneviève la reçut dans la chambre du tour, elle demeura convaincue qu'ils lui appartenaient. Le portrait en médaillon la frappa d'abord ; il ressemblait au portrait qui était dans le salon : c'étaient les mêmes cheveux cendrés, le même air de tête fier et charmant. Félise leva instinctivement les yeux sur son miroir pour saisir quelque trait de ressemblance avec son propre visage, mais rien dans sa physionomie ne rappelait cette douce figure; elle était moins jolie et plus belle que le portrait.

Après avoir placé cette petite peinture à côté du crucifix attaché au chevet de son lit, elle revint vers le miroir et prit un plaisir enfantin à se parer de tous les joyaux que contenait l'écrin. Suzanne la surprit ainsi, un triple rang de perles au cou, ses longs cheveux noirs entremêlés de pierreries, et les mains chargées d'anneaux précieux.

— Grand Dieu du ciel, que faites-vous là ! s'écria la vieille suivante avec une sorte de courroux, à quoi bon mettre au jour toutes ces parures ? Elles ne doivent plus servir à personne.

— Pourquoi ? fit étourdiment Félise. — Puis elle ajouta en riant : — Elles siéraient bien avec une belle robe de mariée. Dites-moi, Suzanne, quand est-ce qu'on me mariera ?

A cette question, la camériste fit un pas en arrière en regardant Félise d'un air effaré, et répondit brusquement : — Vous ? jamais !

VI.

Félise approchait de sa quinzième année lorsqu'elle avait quitté le couvent; c'était alors une fille déjà grandelette, mais chez laquelle on ne voyait poindre

encore aucun des attraits de la jeunesse. Elle avait les formes grêles, le teint sans fraîcheur des adolescentes dont le tardif développement s'opère tout à coup. En effet, l'enfant maladive et pâle se métamorphosa comme la chrysalide, qui, dans l'espace d'une nuit, quitte sa robe grisâtre pour des ailes couleur de rose et d'azur. Personne cependant ne parut s'apercevoir de cette transformation ; on ne prenait pas garde que Félise avait seize ans, et que cette fleur de jeunesse s'épanouissait à vue d'œil. Suzanne continuait à la traiter comme une petite fille, et Mlle de Saulieu ne s'en occupa pas plus que par le passé. Une fois seulement, comme Félise sortait du salon, elle la suivit du regard et dit avec un soupir : — Cette enfant devient belle !

Un dimanche, Félise était à la messe avec Suzanne, placée, comme de coutume, à l'ombre d'un pilier, et séparée de la foule par sa terrible duègne. De temps en temps elle relevait imperceptiblement la tête et jetait autour d'elle un regard furtif, car elle prenait un singulier plaisir à voir tout le beau monde qui affluait dans l'église des jésuites. Au moment où le service divin commençait, deux jeunes dames attardées traversèrent la grande nef, suivies d'un laquais qui portait leurs heures dans un sac de velours. Tous les regards s'étaient tournés vers elles, et sans doute elles entendirent murmurer sur leur passage plus d'une exclamation flatteuse. L'une, en grand habit de damas, en écharpe noire, portait le deuil des veuves d'un an ; l'autre était vêtue d'une robe de taffetas recouverte d'une mante de mousseline blanche ; son bonnet de gaze, orné de rubans rose vif, était relevé sur le front en tuyaux droits, et le tour de son visage était accompagné de petites boucles qui donnaient une grâce non pareille à cette simple coiffure. Elles traversèrent l'église d'un pas mesuré, avec une contenance fière et modeste, sans paraître s'apercevoir de l'effet qu'elles produisaient, et allèrent se placer au premier rang, devant le maître autel. A l'aspect de ces deux belles personnes, Félise n'avait pu retenir une exclamation de surprise et de joie : elle venait de reconnaître ses compagnes, ses bonnes amies de couvent, Cécile de Chameroy et sa jeune sœur Angèle.

— Qu'est-ce donc ? qu'avez-vous ? dit Suzanne en la regardant d'un air étonné ; vous êtes toute troublée.

— Ah ! c'est que je suis bien contente, répondit-elle à voix basse ; savez-vous quelles sont ces deux dames si belles, si bien parées ? Les meilleures amies que j'eusse au couvent. Quel bonheur ! je pourrai refaire amitié avec elles ; vous me permettrez bien de leur parler en sortant de l'église ?

— Non pas, mademoiselle ! répliqua Suzanne de son ton le plus sec et le plus résolu.

Félise rougit et détourna la tête avec un mouvement de dépit amer, de colère concentrée ; elle avait compris qu'il était inutile d'insister. Elle espérait vaguement se rapprocher des deux sœurs en sortant de l'église et leur parler à la faveur du tumulte ; mais Suzanne la surveilla et la retint à sa place jusqu'à ce que la foule se fût écoulée. Dans ce mouvement, elle avait perdu de vue ses belles amies, et elle se retirait le cœur gonflé de tristesse et de ressentiment contre son inexorable duègne, lorsqu'elle les aperçut traversant à pied la place de Birague et s'engageant dans la rue Culture-Sainte-Catherine. Réglant alors son pas de manière à ne point les dépasser, elle les suivit des yeux, et son cœur battit de joie, lorsqu'elle les vit s'arrêter et entrer dans l'hôtel qui touchait à son propre logis.

Aussitôt Félise se prit à réfléchir, et elle devina d'instinct les ruses, les artifices, tous les moyens qu'une fille contrainte et captive peut mettre en œuvre pour tromper ses persécuteurs. Elle n'eut qu'à s'orienter pour comprendre que le jardin qu'on apercevait par les fenêtres des mansardes était celui de l'hôtel voisin, et qu'elle n'en était séparée que par cet horrible mur dont les crevasses faisaient perspective au salon de sa tante. Tout le reste de la journée elle se promena dans le parterre, mesurant de l'œil cet inexpugnable rempart et rêvant aux moyens de le franchir. Un moment, elle eut l'idée de s'échapper simplement par la porte de la rue et de se réfugier chez ses jeunes amies ; mais, malgré son inexpérience, elle jugeait assez bien les choses pour comprendre qu'elle ne pouvait se soustraire ainsi ouvertement à l'autorité de Mlle de Saulieu, et, sans se rendre compte de sa détermination, elle prit le meilleur parti : elle attendit les deux meilleurs auxiliaires des tentatives hasardeuses, l'occasion et l'inspiration. Ni l'un ni l'autre ne lui firent longtemps défaut.

On était alors au commencement de mai, la saison des longs crépuscules et des tièdes soirées. Balin faisait chaque jour le tour du parterre, épiant les frêles bourgeons et relevant d'une main soigneuse les brins de verdure qui rampaient éplorés sur ce sol ingrat. Le bonhomme avait conçu l'espoir de voir croître une fleur de la passion autour de l'espèce de cage qu'il avait construite dans un coin du jardin, et qu'il appelait un cabinet de verdure ; dans cette idée, il renforça d'un treillage la charpente primitive, et l'environna aussi d'une claire-voie qui s'appuyait contre la muraille. En le voyant travailler ainsi, Félise pensa qu'il ne serait point malaisé de gravir cette espèce d'échelle. Elle avait remarqué déjà qu'à la nuit close, une faible lueur jaillissait jusqu'à la crête du mur, comme si l'enceinte voisine eût été partiellement éclairée ; plusieurs fois aussi elle avait distingué un murmure de voix, et il lui avait semblé qu'on veillait dans les vertes allées du boulingrin.

Un soir, lorsque Suzanne eut fermé les fenêtres du salon et que Balin eut regagné le réduit où il dormait, après avoir éteint la lampe qui veillait dans l'antichambre, Félise sortit doucement de chez elle et regarda longtemps dans les ténèbres, en prêtant l'oreille aux faibles bruits qui s'élevaient autour d'elle. Un vent léger bourdonnait dans les arbres, dont la cime dépassait le mur, et à travers ce doux murmure l'on entendait par intervalles de petits éclats de voix, comme si l'on parlait dans un endroit voisin.

Félise revint vers le cabinet de verdure. Elle était forte et légère ; en un moment, elle eut atteint la couverture à jour du petit édifice, et, debout sur le treillis, elle appuya les deux mains sur la crête du mur en regardant en bas. Angèle et Cécile étaient assises sur des siéges de jardin, autour d'une table rustique où on leur avait servi la collation. Des bougies placées dans une verrine éclairaient ces gracieuses figures, derrière lesquelles la perspective du jardin formait un fond ténébreux. En apercevant cette figure droite sur le mur, à quelques pas d'elles seulement, les deux sœurs jetèrent un cri et se levèrent effrayées ; mais, Félise les ayant appelées par leur nom, elles la reconnurent aussitôt et s'approchèrent d'elle avec une joyeuse surprise. — C'est elle ! c'est Félise ! s'écria l'aînée en riant ; oh ! le joli voleur !...

— Je voudrais bien vous aller trouver, lui cria-t-elle tout bas ; mais comment faire ?

— Vite ! qu'on apporte une échelle de jardinier, dit Angèle en agitant la sonnette d'argent placée sur la table ; voilà ce qui s'appelle tomber des nues ! Oh ! ma chère Félise, venez vite, que je vous embrasse !

Un laquais arriva tout ébahi, plaça sa double échelle contre le mur et se retira discrètement à l'écart. Félise descendit légèrement cette espèce d'escalier, et fit une exclamation de joie en touchant le sol.

— Eh! ma pauvre enfant, d'où venez-vous ainsi? s'écria Cécile en l'embrassant; qui se serait attendu à vous recevoir ici ce soir, et surtout à vous y voir entrer par ce singulier chemin?

Comme vous voilà grande et belle! ajouta Angèle en la serrant dans ses bras avec effusion.

— Vous aussi vous êtes bien jolie, répondit Félise en la retenant par les deux mains et en la considérant d'un air joyeux.

— Voyons! reprit Cécile en la faisant asseoir entre elle et sa sœur, voyons, ma chère reine, dites-nous un peu pourquoi vous n'êtes plus au couvent, et comment il se fait que vous rendiez vos visites la nuit, en passant par-dessus les murailles?

— Vous allez le savoir, répondit Félise avec un soupir; j'ai eu bien des chagrins, mais l'histoire n'en sera pas longue.

Elle raconta alors comment elle était sortie du couvent après la mort de la sœur Geneviève, l'accueil qu'elle avait reçu chez sa tante, et la vie qu'elle menait dans cette maison, mille fois plus triste, plus solitaire, plus silencieuse et plus inaccessible qu'un couvent. Les deux sœurs l'écoutaient avec un vif intérêt et un étonnement singulier; à chaque détail, elles serraient les mains de Félise, elles l'embrassaient en lui disant avec une tendre commisération : — Pauvre enfant! quelle vie! Mais cela peut changer; cela changera, Dieu merci! Vous ne resterez pas toujours sous la loi de cette cruelle tante. Vous quitterez votre prison. Ayez bon courage. Vous le voyez, on se tire de partout, même du couvent.

— Sans doute, puisque nous voilà ici toutes trois! s'écria Félise en relevant la tête avec le mouvement d'un jeune cheval sauvage échappé du *herradero;* mais, à votre tour, racontez-moi ce que vous êtes devenues depuis le jour où votre tuteur vous emmena par force du couvent. Savez-vous que la mère Perpétue attend toujours votre retour, et qu'elle a prédit qu'Angèle viendrait un jour prendre le voile?

— Voilà un horoscope qui sera bien démenti! répliqua Cécile avec un gai sourire et en regardant sa sœur. Quant à moi, je n'ai jamais été une prédestinée; notre pauvre chère sœur Geneviève le savait, hélas!... Oh! combien j'ai pleuré dans cette cellule qu'on devrait appeler la *chambre des douleurs* et non la *solitude;* mais ne nous attristons pas avec ces souvenirs. Vous savez, ma toute belle, comment notre tuteur, le baron de Favras, vint d'autorité nous tirer du couvent. D'abord il nous relégua dans une chambre de cet hôtel, et nous menions une assez triste vie; il m'a appris depuis que, ne sachant que faire de nous, il était près de nous mettre dans un autre couvent, lorsqu'une personne en laquelle il avait toute confiance lui raconta l'histoire de ce pauvre poëte Scarron, lequel, infirme et perclus, épousa une demoiselle de seize ans belle comme un ange, celle-là même qui est aujourd'hui la plus grande dame de France. Le baron fut très-frappé de cet exemple, et, quelques jours plus tard, cette personne qui le lui avait cité vint me faire part de ses intentions : il m'offrait sa main et sa fortune. La belle Mlle d'Aubigné n'avait pas refusé le poëte Scarron; Mlle de Chameroy pouvait bien se décider en faveur du baron de Favras : j'épousai mon tuteur...

— Ce vieil homme tout perclus dont la mère Perpétue faisait un si horrible portrait? s'écria Félise, ah! mon Dieu!...

— C'était le plus honnête homme du monde, le meilleur esprit et le meilleur cœur qu'il y eût sous le ciel, répondit Cécile. Aussitôt après notre mariage, il m'emmena dans ses terres avec Angèle. Nous étions comme ses enfants; il m'appelait sa fille, et, en vérité, j'ai été fort heureuse de cette union, si heureuse que, lorsque je l'ai perdu, je l'ai pleuré comme le plus tendre des pères, et que j'ai formé la résolution de ne jamais me remarier.

— Et de rentrer au couvent peut-être? dit Félise avec naïveté.

— Non pas, répondit vivement Cécile ; je veux vivre dans le monde avec l'honnête liberté que comporte l'état de veuve. J'aime la société, le commerce des beaux esprits ; c'est pour cela qu'à la fin de mon année de deuil je suis revenue à Paris et j'ai songé à établir ma maison; mais comme une veuve de mon âge chargée d'une jeune sœur ne peut, sans que sa bonne renommée en souffre, recevoir la cour et la ville, j'ai résolu de tout concilier en établissant Angèle...

— Ah ! vous disposez ainsi de moi, ma sœur! s'écria la charmante jeune fille d'un air enjoué qui dissimulait mal sa secrète émotion.

— Oui, mademoiselle, je vous marie, répondit Cécile du même ton et en la regardant avec tendresse ; s'il le faut, je forcerai votre inclination...

— Est-ce que vous voulez qu'elle prenne aussi un vieux mari goutteux? demanda Félise presque courroucée.

— Non, non, répondit Cécile en riant. Celui que je voudrais lui donner pour époux est un jeune gentilhomme, beau, brave et galant, un cavalier accompli.

— Comme M. de Nemours ? dit gravement Félise.

— M. de Nemours? répéta la jeune veuve. Vous connaissez quelqu'un qui se nomme ainsi ?

— Non, mais j'ai lu une partie de son histoire; c'est un seigneur fort aimable, qui aime une grande dame mariée déjà par malheur, la princesse de Clèves. Ne pourriez-vous pas me dire si elle est devenue veuve enfin, et si elle a épousé M. de Nemours ?

— Eh! mon Dieu, c'est le roman de Mme de La Fayette que vous nous racontez là ! s'écria Cécile en riant et en la baisant au front; il n'y a rien de vrai dans tout cela, simplette !

— C'est un conte comme Peau d'Ane! murmura Félise un peu confuse; cela m'avait semblé vrai pourtant ! — Et, changeant de propos, elle ajouta en regardant autour d'elle : — Que je suis aise de me trouver ici ! Une fois j'ai aperçu ce beau jardin sans me douter que j'y viendrais, que j'y rencontrerais mes bonnes amies, les deux Chameroy, comme on vous appelait au couvent.

— A présent, mon cœur, il faudra y revenir souvent, lui dit Angèle avec une affectueuse vivacité; peut-être votre tante vous accorderait-elle la permission, si vous la demandiez, si nous-mêmes nous allions lui rendre une visite...

— Non, non, interrompit Félise; si elle savait ce que j'ai fait ce soir, tout serait perdu; elle m'empêcherait de vous revoir, j'en suis certaine.

— En ce cas, qu'elle l'ignore toujours! répliqua gaiement Cécile. Le chemin que vous avez pris aujourd'hui n'a ni porte ni serrure, et, quoique peu commode, il ne cessera pas d'être praticable.

— Et nous, ma chère Félise, nous vous attendrons souvent ici, ajouta Angèle. Dès que le soleil baisse, nous venons nous promener sous les allées, et le soir nous veillons longtemps sur la terrasse pour respirer le grand air comme à la campagne.

— Et vous êtes toujours seules? demanda Félise.

— Toujours jusqu'à présent, répondit-elle avec un sourire et en regardant sa sœur. Cécile vient de vous le dire : une jeune veuve ne peut recevoir les visites de tout le monde; on ne trouverait point mauvais qu'il lui prît un jour fantaisie d'avoir des violons et de donner le bal, mais elle ne saurait, sans qu'on en médît, tenir un petit cercle chez elle. En vérité, nous vivrions comme des ermites, si quelques personnes que voyait autrefois M. le baron ne nous eussent fait accueil, et si nous ne trouvions chez elles bonne compagnie.

— Que vous êtes heureuses de sortir quand cela vous plaît, d'aller aux assemblées et de faire des visites! dit Félise en soupirant; moi, je n'ai d'autre récréation que d'aller à la messe, et encore le dimanche seulement.

— Soyez tranquille, ma reine, nous aviserons, et, malgré votre tante, nous vous produirons dans le monde, nous vous amuserons, nous vous marierons.

— Quel bonheur ! s'écria Félise.—Puis, entendant l'heure qui sonnait à toutes les pendules de l'hôtel, elle ajouta : — Minuit! déjà minuit! Ah! si ma tante Philippine, qui ne dort jamais, mettait le nez à la fenêtre maintenant! si elle me voyait rentrer... Mais elle ne m'entendrait pas ; je vais redescendre tout doucement, sans faire plus de bruit que son chat Mitoufle, lorsqu'il rôde autour d'elle sur le tapis.

A ces mots elle embrassa les deux sœurs en leur recommandant de laisser l'échelle contre le mur pour qu'elle pût revenir bientôt. Quelques instants plus tard, elle rentrait sans lumière dans sa chambre et se blottissait, le cœur encore palpitant, dans son grand lit à quenouilles.

Ces entrevues se renouvelèrent plusieurs fois avec le même bonheur. Les amitiés enfantines se renouèrent plus vives; la douce Angèle, surtout, s'était reprise à aimer de tout son cœur sa compagne de couvent. C'était une de ces âmes affectueuses, de ces natures bienveillantes, qui comptent dans leur propre bonheur le bonheur d'autrui, et elle se préoccupait beaucoup de celui de Félise. La jeune veuve aussi aimait cette enfant ; elle lui trouvait une naïveté, un tour d'esprit romanesque, une vivacité d'imagination qui la charmaient. Leurs longs entretiens roulaient toujours sur le monde, que Félise n'avait pas même entrevu, et dont elle se faisait une si agréable idée. Bientôt il lui sembla qu'elle connaissait les personnages dont on lui parlait si souvent, et elle demandait d'elle-même des nouvelles de Mme la comtesse douairière de Manicamp, de M. le marquis de Gandale, etc., etc. La douairière était une grande dame, bel esprit et dévote, qui réunissait chez elle la meilleure société du Marais, et le marquis de Gandale, son neveu, passait pour un des plus aimables gentilshommes et des plus beaux partis de la jeune noblesse. Mme de Favras le citait comme un parfait modèle d'esprit, de bravoure et de galanterie chevaleresque.

— Nous lui avons parlé de vous, mon ange, disait-elle à Félise; vous ne sauriez croire combien le tableau de votre captivité l'a intéressé. Il affirme que vous lui semblez une petite princesse enchantée comme dans les contes de Mme d'Aulnoy, et il appelle votre tante la fée Dentue. Mme de Manicamp aussi me demande de vos nouvelles sans cesse; elle est dans la dernière impatience de vous voir, et il faut absolument que je lui donne quelque jour cette satisfaction. J'en ai pris l'engagement.

— En attendant, présentez-lui bien mes respects, répondait Félise d'un ton moitié sérieux, et assurez-la bien que je suis son humble servante.

Chaque fois que le nom de M. de Gandale revenait dans la conversation, un nuage rose passait sur le front d'Angèle : elle écoutait et se taisait en baissant la vue; mais Félise ne remarqua pas cette rougeur, ce silence plus significatif que les discours, et elle ne soupçonna pas que ce fût là l'époux que Mme de Favras espérait donner à sa sœur.

Un soir, la jeune veuve dit en souriant à Félise : — Ma toute belle, j'ai conçu un grand dessein : les six dernières semaines de mon deuil sont expirées; il ne serait point malséant que nous vissions un peu plus de monde. J'ai résolu d'avoir les violons un de ces jours. L'on dansera, l'on aura un petit concert, et nous ferons médianoche. Ne vous plairait-il point, ma reine, d'assister à ce gala ?

— Moi, je verrais le bal ! s'écria Félise en levant les mains au ciel, ah ! mon Dieu ! serait-il possible !

— Eh oui ! c'est possible, c'est facile même, dit Angèle en riant; nous avons combiné cela avec Cécile toute la journée; nous vous parerons de notre mieux, mon ange, avec une belle robe que nous ferons faire...

— Des robes, j'en ai par douzaines, interrompit Félise, et de fort belles, assurément; c'est la mauvaise Suzanne qui me les achète, et je lui en demande toujours de nouvelles, par désœuvrement; j'ai aussi des perles, des pierreries...

— Eh bien ! vous les mettrez, dit gaiement Cécile, il faut que vous soyez belle et parée à miracle...

— Oh ! ma chère Félise, ajouta Angèle, que je serai contente de vous conduire ainsi par la main jusqu'au milieu du salon, et de vous présenter à tout ce beau monde ! Que je serai glorieuse des éloges qu'on donnera à votre bonne grâce, à votre beauté !

— Je serai là comme Cendrillon au bal, dit naïvement Félise; il ne me manquera que la petite pantoufle de verre...

— Et le fils du roi pour vous faire la cour, dit avec un franc éclat de rire Mme de Favras; mon cher cœur, il faudra vous contenter de moins glorieuses conquêtes.

Pendant huit jours, Félise rêva à cette fête avec des transports de curiosité, d'impatience et de joie. Un soir enfin, un beau soir d'été, à l'heure où les rayons du crépuscule s'éteignent dans le ciel, elle s'échappa de chez sa tante, comme de coutume, et gagna le jardin de l'hôtel de Favras. L'on avait à dessein laissé dans l'ombre ce côté de la terrasse, que masquait d'ailleurs une légère charmille; Félise put entrer sans être aperçue dans un pavillon du rez-de-chaussée, où l'attendait Angèle.

— Oh ! la magnifique parure! vous êtes éblouissante, mignonne ! s'écria la jeune fille en la considérant d'un air ravi ; voilà des pierreries dignes d'une reine.

— Je me suis habillée et coiffée au hasard, presque sans lumière, dit Félise en s'approchant d'un grand miroir incliné où sa figure se réfléchit de la tête aux pieds. Elle avait mis une robe de taffetas gris d'argent avec le corps de jupe pareil, sans aucune espèce de broderie ni de passement; mais la simplicité de cet ajustement, que Suzanne avait fait faire pour les sorties du dimanche, était relevée par les précieux joyaux que Félise avait tirés de l'écrin ; les ondes noires de sa chevelure étaient entremêlées de longs rangs de perles rattachées avec des diamants, une chaîne de pierreries entourait son corsage et retombait jusqu'à la ceinture. Ce riche et sévère costume seyait admirablement à la taille de reine, à la beauté souveraine de Félise; elle le comprit, et, relevant la tête avec un mou-

vement d'orgueil et de joie inexprimable, elle dit à Mme de Favras, qui entrait :

— Me voici prête, allons !...

— Encore un moment, dit Angèle, il faut égayer avec des fleurs cette parure un peu sombre. — Et, de ses mains, l'aimable jeune fille attacha au corsage de Félise un bouquet de roses et de jasmin d'Espagne pareil à celui qu'elle portait sur sa robe de damas blanc.

Lorsque Félise parut dans le salon, conduite par Mme de Favras, un murmure d'admiration s'éleva de tous côtés ; les danseurs s'arrêtèrent, les joueurs de lansquenet oublièrent une minute les cartes : l'effet qu'elle produisait fut universel. Il y avait dans cette triomphante beauté quelque chose de saisissant et d'étrange ; elle faisait songer aux femmes des temps passés, aux héroïnes de l'Arioste, aux belles Florentines du Décameron. Cette noire chevelure, ces sourcils droits, ces yeux dont l'azur pâle et lumineux éclatait sous de longues paupières, ce regard tantôt froid comme un glaive, tantôt triste et brûlant, le plus souvent rêveur, toutes ces singularités, tous ces contrastes, faisaient de cette jeune fille une créature étrange et charmante que l'on ne pouvait regarder sans curiosité, sans intérêt, sans émotion. Elle comprit ce premier triomphe, et en fut enivrée ; il lui sembla qu'elle prenait en ce moment sa place véritable, et que sa beauté la faisait reine dans ce monde qui l'entourait de ses hommages et de ses admirations.

Cependant les joueurs de lansquenet avaient relevé leurs cartes, les danseurs achevaient le grave menuet, un moment interrompu, et les douairières continuaient leur conversation autour d'une table de bassette. Félise fit d'abord le tour du salon, conduite par Mme de Favras. Quand elle eut salué Mme de Manicamp, la vieille dame la regarda fixement, et s'écria : — Je ne m'étonne plus, mademoiselle, de ce qu'on m'a raconté ; votre beauté est un rare trésor qu'il faut cacher sous peine des plus grands malheurs ; partout où vous paraîtrez, vous ferez des infidèles, des jaloux et des malheureux ! — Après avoir débité ce compliment, elle baisa Félise au front, et, se tournant vers la dame qui se trouvait à son côté, elle lui dit à demi voix : — Elle m'a rappelé Mlle de Fontanges ; c'est la même taille, le même port, le même air de déesse, mais la physionomie est très-différente. La pauvre Fontanges avait le regard bête et tendre, celle-ci a de grands yeux clairs d'une expression sauvage. J'aime bien mieux cette jolie Angèle avec sa douce figure, son teint délicat comme une feuille de rose et ses cheveux de Madeleine.

Félise retournait à sa place, lorsque ses yeux rencontrèrent pour la seconde fois les yeux d'un homme qui, depuis qu'elle était entrée dans le salon, se tenait à l'écart sans avoir l'air de prendre part aux divertissements de la soirée. Il était jeune, il avait une grande tournure, et, quoique ses traits n'eussent rien de remarquablement beau, il avait des regards, des façons de sourire, des airs de tête si spirituels et si nobles, que sa figure frappait tout d'abord ; Félise pensa sur-le-champ qu'il devait ressembler à ce duc de Nemours, le tendre amant de Mme de Clèves, et elle éprouva une secrète émotion lorsque Mme de Favras, ayant appelé cet inconnu du geste, dit d'un air enjoué en le lui présentant : — Ma toute belle, voici M. le marquis de Gandale qui se mourait d'envie de vous voir, et qui depuis que vous êtes entrée semble si pétrifié d'admiration, qu'il n'a pu faire un pas pour venir vous saluer.

Il existe entre deux personnes qui ont beaucoup entendu parler l'une de l'autre sans s'être jamais vues une sorte d'intérêt réciproque qui tourne aisément à un

sentiment plus vif et plus dangereux : le premier regard que Félise jeta sur M. de Gandale ne fut pas le regard indifférent et curieux qu'elle promenait sur la belle compagnie qui remplissait le salon, et le marquis, de son côté, ne soutint pas sans trouble ce doux éclair. Les danseurs se présentaient en foule pour inviter Félise, et, afin de se délivrer de leurs instances, elle dut leur déclarer qu'elle ne savait pas le menuet ; à la manière dont elle s'expliqua, M. de Gandale put comprendre qu'elle était entièrement charmée d'avoir ce prétexte pour ne point rompre leur entretien, lequel se réduisait pourtant aux banalités d'usage. Toute la soirée ils se parlèrent ainsi.

La lune s'était levée, et sa blanche lumière commençait à poindre dans les feuillages du jardin, dont on apercevait par les fenêtres ouvertes toute la perspective, noyée dans le crépuscule d'une sereine nuit d'été. Félise se pencha sur la fenêtre près de laquelle elle était assise, et, montrant du doigt la sombre muraille qui séparait les deux hôtels, elle dit en soupirant au marquis : — Voilà ma prison ; dans un moment, il faudra que j'y rentre...

— Ah ! mademoiselle, répondit-il avec feu, songez plutôt à en sortir pour toujours !...

— Oh! oui, j'y songe! murmura-t-elle avec une expression concentrée.

Une jeune fille élevée dans le monde n'aurait pas retenu ainsi auprès d'elle pendant toute une soirée l'homme qu'elle distinguait; mais Félise s'abandonnait trop naïvement à la douceur ineffable de ces premières émotions pour rompre cette espèce de tête-à-tête. Lorsqu'on passa dans la salle à manger pour faire médianoche, elle laissa encore M. de Gandale lui offrir la main, et l'invita du regard à se mettre à table auprès d'elle.

Mme de Favras paraissait inquiète, et sa sœur dissimulait à peine sa mortelle tristesse. La douairière de Manicamp observait Félise et son neveu avec un étonnement mêlé de souci. — L'apparition de cette infante a produit beaucoup d'effet ici, dit-elle à l'oreille d'une de ses amies intimes. Voyez le marquis, il ne la quitte pas ;... on n'agirait pas autrement au cas d'une passion déclarée... Ceci me contrarie ; j'avais d'autres desseins pour mon neveu...

Au petit jour, la compagnie se sépara enfin. Déjà Félise avait disparu, et le marquis de Gandale s'était retiré quelques instants après elle. Dès que les deux sœurs furent seules, elles s'enfermèrent en renvoyant leurs femmes. — Ah! ma sœur, qu'avons-nous fait! s'écria Angèle en se jetant tout éplorée dans les bras de la jeune veuve, quelle fête, hélas ! quelle nuit fatale !... Le marquis n'a vu que Félise... il l'aime déjà... il l'aime !...

— Non, ma sœur, non, je ne le crois pas, répondit Cécile; il est ébloui seulement de sa beauté et flatté de la préférence qu'elle lui a si ouvertement témoignée, ne parlant qu'à lui seul, ne regardant que lui... Ces innocentes, ces Agnès, ont d'étranges priviléges !... Mais le cœur de M. de Gandale n'est pas véritablement touché, j'en suis sûre.

Angèle secoua tristement la tête, et, séchant les larmes brûlantes qui coulaient le long de ses joues, dont le doux incarnat s'était effacé, elle dit avec conviction : — Il l'aime !... elle est si belle !... Mais, ma sœur, ai je le droit de me plaindre ?... Dans votre sollicitude pour mon bonheur, vous aviez songé à ce mariage, Mme de Manicamp le désirait ; mais c'était à peine si l'on avait pressenti la volonté de M. de Gandale, et c'est à tort que l'on avait cru qu'il m'aimait. Me l'a-t-il jamais

dit? Est-il lié par la moindre promesse? Hélas! mon cœur seul avait fait tous les frais de cet engagement ..

— Il ne t'aimait pas encore peut-être, mais il t'aurait aimée, mon Angèle! s'écria Mme de Favras en pleurant et en serrant la jeune fille dans ses bras. C'est ton bonheur, c'est le mien, qui nous sont ravis!... Oh! qu'il est aveugle et malheureux celui qui te dédaigne ainsi!... Mais un autre que M. de Gandale comprendra mieux le prix du trésor que je voudrai lui donner...

— Il faut renoncer à ces idées, ma sœur, dit Angèle avec une douce fermeté; je sens que mon cœur ne se donnerait pas deux fois. Je souffre beaucoup maintenant, je souffre plus que je ne peux l'exprimer; mais cette affliction s'apaisera si je me tourne vers Dieu. La mère Madeleine nous le disait toujours: lui seul console!...

Le lendemain, Mme de Favras emmena sa sœur dans une terre aux environs de Paris; elles y passèrent quinze jours dans une complète solitude, sans aucune nouvelle de Félise, sans entendre prononcer le nom de M. de Gandale. Angèle était toujours fort triste, et Mme de Favras désirait et redoutait également de savoir ce qui s'était passé pendant son absence. En retournant à Paris, elle trouva chez elle ce billet de la comtesse de Manicamp:

« Ma chère baronne,

» Mon neveu est un fat que je déshériterai certainement. Il est tombé amoureux de cette petite qu'on garde dans une tour enchantée. Selon vos récits, elle est riche et de bonne maison; mais je ne me soucie point de l'alliance de cette belle-au-bois-dormant. J'avais d'autres visées. J'ai déclaré à M. le marquis de Gandale que je n'entrais point dans ses desseins; ainsi, c'est lui qui ira en personne faire sa demande à la fée *Dentue*.

» J'ai voulu vous annoncer ce beau mariage, afin de vous sauver la première surprise, vous priant de me tenir au surplus pour votre meilleure amie et très-humble servante.

» Comtesse de M... »

— Eh bien! ma sœur! dit Angèle après avoir lu ce billet.

— Nous allons repartir; nous n'assisterons pas du moins à ce mariage, s'écria impétueusement Mme de Favras.

— Oui, il faut partir, dit Angèle; mais, avant de m'éloigner, je veux écrire à Félise.

Elle prit la plume, et, la main tremblante, le cœur gonflé de larmes, elle écrivit la lettre suivante:

« Ma chère Félise,

» Le ciel, qui vous avait éprouvée bien jeune par de grandes peines, vous réservait un grand bonheur: le plus honnête homme du monde vous aime et va bientôt demander votre main. Soyez heureuse avec lui et faites son bonheur, ma chère Félise; c'est le vœu de ma sœur et le mien; nous vous l'adressons en vous quittant pour bien longtemps sans doute. Que vos prospérités ne vous fassent point oublier ceux qui souffrent; priez pour eux, pour vous, et, comblée des biens de ce monde, songez à des choses plus grandes et plus éloignées.

» Il me semble que la prédiction de la mère Perpétue ne sera pas vaine, et qu'un jour je prendrai le voile à l'Annonciation. Souvenez-vous de moi alors, et parlez quelquefois de la sœur ANGÈLE. »

Un adroit valet se chargea de faire tenir cette lettre à Félise, et une heure plus tard, en effet, elle la trouva roulée autour d'une pierre sur la porte de sa chambre. Félise ignorait tout ce qui se passait, et depuis quinze jours elle vivait dans d'inexprimables agitations. Le brusque départ des deux sœurs l'avait jetée dans un étonnement et un chagrin extrêmes; leur absence lui ôtait les moyens et l'espoir de revoir M. de Gandale. Elle passait ses jours et ses nuits dans les larmes comme une fille amoureuse et désespérée; vingt fois elle avait été sur le point de fuir, de s'en aller au hasard loin de cette maison maudite où elle se mourait de contrainte, de douleur et d'ennui.

La lettre d'Angèle la jeta dans des transports d'étonnement, de triomphe et de joie qu'elle ne put contenir. Pâle, l'œil animé, la tête haute, elle entra dans le salon où Mlle de Saulieu, assise à sa place accoutumée, travaillait à son éternel ouvrage de tapisserie. La jeune fille s'assit, car ses genoux tremblants ne la soutenaient plus; puis elle dit d'un accent bref et précipité : — Ma tante... il faut que je vous parle. Écoutez-moi... le moment est venu où je quitterai enfin cette maison... Bientôt, aujourd'hui peut-être, un homme riche et de qualité viendra me demander en mariage...

— Qu'avez-vous dit? je n'ai pas entendu, interrompit Mlle de Saulieu avec le geste et le vague regard de quelqu'un dont l'esprit revient de l'autre monde.

— Je dis que M. le marquis de Gandale veut m'épouser, et qu'il viendra vous demander ma main, répondit Félise; vous la lui accorderez, ma tante?

Mlle de Saulieu la regarda d'un air stupéfait et fit un geste négatif. A cette muette réponse, l'indignation de Félise et ses ressentiments, si longtemps contenus, éclatèrent enfin. — Ne croyez pas que je vous obéisse! s'écria-t elle; je n'ai que trop longtemps supporté l'esclavage où vous me réduisez!... Oui, vous m'avez fait souffrir, et je vous hais! Qu'avez-vous été pour moi toujours? une mauvaise parente. Enfant, vous m'avez jetée à la porte d'un cloître; maintenant vous me gardez comme une prisonnière. Pourtant ma place est dans le monde; je devrais y vivre comme toutes les filles de ma condition. Je suis riche et de bonne maison, je le sais; rendez-moi ma fortune, que je reprenne enfin mon rang... Vous ne répondez pas..... Mais il faudra bien répondre lorsque M. de Gandale vous demandera la raison de votre refus.....

— Oh! malheureuse enfant! s'écria Mlle de Saulieu en levant les mains au ciel; puis, avec un geste inexprimable de douleur et d'autorité, elle montra la porte à Félise en disant : — Rentrez dans votre chambre... Je recevrai M. de Gandale... et, s'il persiste après cette entrevue, je consens à votre mariage... Allez!

Subjuguée par cette autorité, frappée de ces dernières paroles, Félise se retira en frémissant et courut s'enfermer dans sa chambre, où elle passa le reste de la journée debout contre la fenêtre, épiant le moindre mouvement, le moindre bruit. Mlle de Saulieu avait donné ses ordres : Balin attendait dans l'antichambre, et Suzanne, effarée, avait sans cesse les yeux tournés vers la porte de la rue.

Le jour suivant, dans l'après-midi, le bruit d'une voiture qui pénétrait dans la cour annonça l'arrivée du marquis de Gandale. Le jeune gentilhomme franchit, avec une singulière émotion, le seuil défendu de ce sombre logis, et cette impres-

sion s'accrut lorsque le vieux serviteur en deuil, ayant ouvert toutes les portes, l'annonça à haute voix dans les salles vides et sonores. Mlle de Saulieu s'était levée pour le recevoir. A l'aspect de cette imposante figure vieillie par la douleur, et dont le regard triste et fier se baissait devant lui, le marquis tressaillit intérieurement, et il eut besoin d'un instant pour se remettre de cette espèce de trouble. Mlle de Saulieu attendait en silence qu'il fît sa demande.

— Mademoiselle, lui dit-il enfin, je m'appelle le marquis Hector de Gandale; il m'a semblé que ce nom me permettait d'aspirer à l'honneur de votre alliance. Je possède une fortune qui suffit à soutenir honorablement mon rang. J'ai eu l'occasion de voir mademoiselle votre nièce, et, frappé de sa rare beauté, de l'esprit que j'ai cru reconnaître en elle, j'en suis devenu passionnément épris. Elle est orpheline, m'a-t-on dit, vous êtes sa seule parente; je viens vous demander sa main.

— Je vous la refuse, monsieur le marquis, répondit Mlle de Saulieu d'une voix très-émue.

— Et les motifs de ce refus, mademoiselle, s'écria M. de Gandale, voudrez-vous me les dire?

— Si vous l'exigez absolument, monsieur, murmura péniblement la triste demoiselle ; mais, croyez-moi, sans explication, sans me forcer à vous faire un récit déplorable, renoncez à la main de ma nièce...

Le marquis ne lui répondit que par un geste; son orgueil et son amour semblaient lui porter un défi.

Mlle de Saulieu se recueillit comme pour trouver en elle-même la force de parler; puis elle dit d'une voix lente d'abord, mais dont l'accent devint ensuite bref et précipité :

— C'est une lamentable histoire qu'il faut vous raconter, monsieur... ce sont les affreux malheurs de deux familles... Orpheline dès mon enfance, je fus élevée, ainsi que ma jeune sœur, par un oncle qui nous avait adoptées. A seize ans, ma sœur épousa un homme de qualité, et je demeurai auprès de notre oncle, devenu infirme. J'avais différé mon établissement pour soigner sa vieillesse : jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, je vécus près de lui, persuadée qu'il partagerait sa fortune entre moi et ma sœur, qu'il avait déjà richement dotée; mais ces prévisions furent trompées, un testament dont il nous fit un secret m'institua son unique héritière... Comment rappeler, hélas! les suites de cette préférence!... Le mari de ma sœur avait depuis longtemps conçu pour moi une passion détestable ... sa cupidité égalait cet affreux amour.... J'allais me marier avec l'homme que mon cœur avait choisi depuis longtemps... Le misérable conçut la pensée de m'épouser lui-même en se délivrant de tous les obstacles qui s'opposaient à ses desseins.... Une dispense du saint-père peut autoriser un homme à se marier successivement avec les deux sœurs... La même nuit, sa femme fut assassinée dans son propre château, et celui auquel j'allais m'unir mourut frappé presque sous mes yeux d'une balle dans la tête... Le meurtrier avait calculé son double forfait avec une habileté infinie, mais la Providence divine voulut son châtiment immédiat. Ses crimes avaient eu des témoins invisibles.... ses victimes furent vengées.... Il mourut de la main du bourreau... Vous l'avez entendu raconter, monsieur, cette horrible histoire du comte de Chardavon, qui fut roué vif à Toulouse... C'était le père de Félise... Il avait une jeune sœur... On l'appelait la belle Geneviève... Déshonorée par le supplice de son frère, elle est morte dans un couvent, et moi, que ce monstre a privée de tous ces objets de mon affection, j'achève de m'éteindre ici, entre les

vieux serviteurs qui m'ont suivie et cette enfant qui m'accuse, et à laquelle je dois cacher éternellement nos malheurs...

Le marquis avait écouté ce récit avec une muette horreur; avant que Mlle de Saulieu eût cessé de parler, il se leva. Balin rouvrit les portes. M. de Gandale s'inclina profondément et presque un genou en terre, comme pour demander pardon à cette femme, qu'il venait de forcer à de si terribles aveux, puis il se retira lentement.

Comme il sortait, Mlle de Saulieu aperçut la tête pâle de Félise au fond du salon ; la malheureuse enfant écoutait, cachée entre les portières, et elle avait tout entendu. Elle était effrayante de désespoir calme et concentré.

— Ma tante, dit-elle en posant la lettre d'Angèle sur le guéridon, il faut me ramener aux Annonciades... C'est là qu'est ma place, à moi... J'ai réfléchi depuis hier et j'ai compris... Mlle de Chameroy aimait le marquis de Gandale... et, puisque je suis la fille d'un supplicié, il l'épousera... Oh! ma tante, ramenez-moi au couvent... car à cette idée je sens que j'ai du sang de mon père dans les veines!...

Le même jour, en effet, Félise rentra à l'Annonciation. Lorsqu'elle eut franchi pour la seconde fois ce passage redoutable, qu'on appelait la porte de clôture, elle fut reçue par la supérieure et par le père Boinet.

— Nous vous attendions toujours, ma fille, lui dit le bon père.

— Venez, mon enfant, s'écria la mère Madeleine avec un accent de tendresse et de joie; oh! ma pauvre brebis fatiguée et meurtrie, béni soit le bon pasteur qui vous ramène et le jour où vous rentrez au bercail!

Mme Charles Reybaud.

SOUVENIRS

D'UN NATURALISTE.

Les Côtes de Sicile.

III.

TRAPANI. — LES ILES FAVIGNANA.[1]

La pluie, le froid et le vent qui avaient accueilli à Santo Vito *la Sainte-Rosalie* et son équipage continuaient. Le travail nous était presque impossible dans ces chambres dépourvues de châssis vitrés. Les explorations le long de rochers sans cesse lavés par les vagues devenaient chaque jour plus difficiles et moins fructueuses. Il fallut songer à un nouveau déménagement. Cette fois, nous prîmes la voie de terre, et, tandis que notre embarcation, sous les ordres de Pérone, luttait contre les bourrasques de l'ouest, nous suivîmes un sentier qui, frayé par les pieds des mulets, serpente le long de la côte, sans cesse pressé entre les derniers talus de montagnes escarpées et la mer, dont il ne s'écarte que pour franchir, à travers des landes incultes, les pointes trop avancées. Quelques heures nous suffirent pour gagner la langue de terre sablonneuse à l'extrémité de laquelle s'élève Trapani ; mais l'allure heurtée de nos montures et la construction vicieuse de l'appareil informe qui leur tenait lieu de selle semblaient avoir allongé le trajet. Aussi, à notre arrivée, prîmes-nous possession des lits peu moelleux de l'*albergo*

(1) Voyez les livraisons du 15 décembre 1845 et du 15 février 1846.

di Napoli avec un sentiment de jouissance intime facile à comprendre pour quiconque aura, comme nous, trotté toute la journée sur le dos d'un mulet sicilien ou dormi pendant un mois entre une planche et une cape de matelot.

Placée à l'extrême pointe occidentale de la Sicile et possédant un assez bon port de mer, Trapani, avec sa population de trente mille âmes, jouit encore d'une certaine importance. Toutefois on voit sans peine que cette ville a connu des jours meilleurs. Ici, comme dans toutes les cités de l'ouest que nous avons visitées, se montrent les vestiges attristants d'une splendeur qu'a remplacée la misère, de grandes et larges rues où l'herbe croît en liberté, des palais en ruine qui abritent à peine quelques mendiants. Trapani est riche en contrastes de ce genre entre le passé et le présent. Nous avons remarqué surtout le palais élevé par Guillaume de Porcelets, gouverneur de Calatafimi, le seul Français qu'épargnèrent les assassins des vêpres siciliennes. Les murs en sont couverts de sculptures, du pavé jusqu'au faîte; partout les trophées et les statues se pressent autour des armoiries de cette fière famille, qui portait un porc en champ et un aigle en chef. Eh bien! de cette demeure princière, la seule partie aujourd'hui habitée est le rez-de-chaussée, qui sert d'étable.

Bâti sur l'emplacement de l'antique Drepanum, Trapani n'a pourtant conservé aucune ruine grecque, carthaginoise ou romaine. Le temple de Vénus, qui s'élevait, à une lieue de la ville, sur le sommet du mont Eryx, a été successivement remplacé par une forteresse sarrasine et par le couvent de San-Juliano; mais, si les œuvres de l'homme ont disparu de ce coin du globe où se heurtèrent les plus puissantes nations des temps passés, la nature est restée la même. En face du port s'élève toujours le rocher décrit par Virgile, et qui servit de but à la course de vaisseaux dans les jeux funèbres célébrés en l'honneur d'Anchise. Ce rocher est appelé *Colombara*, et, comme au temps de Vénus Erycine, il sert encore de rendez-vous aux colombes du voisinage, lors de leurs migrations annuelles. Ces oiseaux, que le zèle des néophytes chrétiens tenta vainement de proscrire, ont conservé leurs anciennes habitudes, et, bravant aujourd'hui le fusil des chasseurs comme ils avaient, au moyen âge, bravé les foudres de l'excommunication, ils viennent, tous les ans, nicher dans les grottes et parmi les rochers du rivage.

Au reste, on dirait qu'en dépit du saint qui a renversé ses autels, la déesse de la beauté répand encore ses faveurs sur cette terre qui lui fut consacrée. Les femmes du village de San-Juliano, bâti sur l'ancien mont Eryx, passent pour les plus belles de la Sicile. En admettant que ce fait soit vrai, on en trouverait peut-être une explication toute naturelle dans cette transmission des caractères de race à laquelle l'homme est soumis aussi bien que les animaux. Le temple de Vénus Erycine n'avait pour prêtresses que des jeunes filles choisies avec soin dans toute l'étendue de la Grèce, de la Sicile et de l'Italie. Ces prêtresses n'étaient pas des vestales. Pendant des siècles, les populations voisines ont dû se retremper à cette source d'élite. Il est impossible que cette circonstance soit restée sans influence sur leur développement physique, et peut-être est-il permis de penser que la supériorité des femmes de San-Juliano atteste encore de nos jours la puissance de cette action par une empreinte gracieuse que le temps n'a pu effacer.

Un désappointement pareil à celui que nous avions éprouvé à Castellammare nous attendait à Trapani. Un coup d'œil suffit pour reconnaître que nous n'avions rien à espérer des roches acores qu'on rencontre au nord de la ville, et moins encore peut-être des immenses marais salins en pleine exploitation qui s'étendent

au midi. Sans hésiter, nous résolûmes de pousser plus loin. Les anciennes îles Ægades, aujourd'hui îles Favignana, se montraient à trois lieues de nous, et, grâce à la transparence de l'atmosphère, nous apercevions à l'œil nu les rochers, les découpures profondes indiquées sur nos cartes. Ce petit archipel semblait devoir nous offrir toutes les conditions favorables à nos travaux. Une reconnaissance rapide confirma ces conjectures, et, *la Sainte-Rosalie* ayant enfin gagné Trapani, nous partîmes pleins d'espoir pour cette nouvelle station.

Placées tout à fait en dehors des routes ordinaires et presque entièrement dépourvues de commerce, les îles Favignana sont très-rarement visitées par les étrangers. A peine quelque Anglais marchand de vin s'y montre-t-il de loin en loin; de mémoire d'homme, on ne se rappelait pas d'y avoir vu un Français. On comprend dès lors la sensation qu'avaient dû produire les lettres du duc de Serra di Falco et du duc de Cacamo, annonçant l'arrivée de trois naturalistes de cette nation et les recommandant aux autorités. Aussi, lors de la courte excursion nécessaire pour reconnaître les localités, avais-je été accueilli avec un remarquable empressement. Il signor Gaspardo, chef de la santé, était venu me recevoir en grande cérémonie. Son père, il signor Bartholini, un des principaux notables, m'avait libéralement hébergé. Enfin le commandant du fort Sainte-Catherine, il signor di Georgio, avait mis à la disposition des *scienciati francese* sa maison de campagne, placée sur le bord de la mer, à une lieue environ du village.

Nous vînmes prendre terre dans une petite anse creusée en face de notre future résidence, et trouvâmes un monde d'ouvriers occupés à rendre celle-ci digne de nous recevoir. On crépissait les murs, on renouvelait les couches de chaux blanche servant de tapisserie aux trois chambres dont se composait l'appartement. La commandante, debout au milieu de trois ou quatre servantes, jetait elle-même l'eau à pleins seaux sur les briques assez mal jointes du parquet, que ses aides frottaient à tour de bras. Notre arrivée soudaine produisit l'effet d'une pierre jetée dans une fourmilière : des cris, des exclamations, des excuses sur ce qu'on n'était pas prêt, partirent de tous côtés. La signora s'élança sur un âne, et, deux heures après, sa monture nous revint chargée de matelas, de draps, de coussins. Une batterie de cuisine complète et un dîner tout préparé accompagnaient cet envoi, que nous accueillîmes avec un plaisir facile à comprendre. Dans l'intervalle, nous avions commencé à débarquer instruments et bocaux. Séparés du rivage par un grand enclos, nous avions un assez long détour à faire pour arriver à notre barque. Le commandant reconnut lui-même que ce pouvait être pour nous un véritable inconvénient, et fit aussitôt abattre un pan de mur pour nous ouvrir un passage direct à travers sa vigne. Ce n'était, il est vrai, qu'un mur en pierres sèches qu'on rétablissait tant bien que mal chaque soir; mais combien trouverait-on parmi nous de propriétaires disposés à agir ainsi pour éviter à un hôte la peine de faire quelques pas de plus ?

Il ne faut pourtant pas croire que cette façon d'agir si large, si seigneuriale en apparence, fût complétement désintéressée. Si les Siciliens à qui nous avions affaire se mettaient à notre disposition *per l'onore,* ils comptaient bien un peu sur un *complimento* de notre part, en d'autres termes, sur un cadeau. Dans ces contrées où sont encore loin d'avoir pénétré tous les usages de la civilisation moderne, où on ne rencontre pas même les *posadas* espagnoles, l'étranger reçoit, il est vrai, l'hospitalité antique, mais avec son échange de présents. Celui qui accueille compte sur du retour, et trouve fort mauvais que sous ce rapport on

manque aux usages reçus. Nous eûmes occasion de reconnaître ce fait à notre départ de Favignana. Croyant voyager en Sicile à peu près comme en France, nous n'avions pas emporté d'objets propres à être offerts en souvenir. A la Torre, à Castellammare, nous nous étions tirés d'affaire avec de l'argent, qui avait été parfaitement reçu du padre Antonino et de l'ami d'Artese ; mais nous n'aurions pas osé traiter de la même manière les *signori* de Favignana. Nous les quittâmes donc après des remercîments purement verbaux, et, au moment des adieux, le commandant di Georgio ne cacha nullement la mauvaise humeur qu'il éprouvait à voir notre reconnaissance s'exprimer par de simples paroles. Au reste, il a pu reconnaître depuis que nous n'étions ni oublieux ni ingrats.

Quoi qu'il en soit, grâce à l'hospitalité favignanaise, nous fûmes promptement en mesure de commencer nos recherches dans ce petit archipel des Ægades, qu'aucun zoologiste n'avait encore visité. Le champ ouvert à nos explorations se composait de quelques roches nues formant autant d'îlots, et de trois îles principales, Favignana, Levanzo et Maretimo. Nous crûmes inutile d'étendre nos excursions jusqu'à ces deux dernières. Maretimo était trop éloignée, et quant à Levanzo, entièrement formée d'un *calcaire crayeux* très-dur qui s'élève en montagnes abruptes, elle est complétement dépourvue de végétation et ne peut nourrir beaucoup d'espèces terrestres. Nous connaissions d'ailleurs trop bien la roche dont je viens de parler ; elle s'était toujours montrée à nous accompagnée de *caryophyllies*, polypes très-jolis semblables à des fleurs d'un jaune orangé, mais dont la présence annonce une grande pauvreté zoologique sous tous les autres rapports. Nous laissâmes donc de côté ces îles, dont l'une est tout à fait déserte, et dont l'autre n'a pour habitants que la garnison d'un petit fort et les employés de son télégraphe.

D'ailleurs, Favignana suffisait à elle seule pour employer tous nos instants. Bien plus grande que ses deux sœurs, car elle a près de sept lieues de tour, elle présente une certaine variété dans sa constitution géologique. Sa partie centrale est entièrement occupée par un massif de montagnes semblables à celles de Levanzo, hautes de mille à douze cents pieds, et dont le point culminant est occupé par le fort Sainte-Catherine, prison d'état qui, dans les diverses révolutions de Naples, a conquis une triste célébrité ; mais, à l'est et à l'ouest de l'île, le calcaire crayeux est recouvert par une roche très-différente, appelée par les géologues *calcaire de Palerme*. Tendre et friable, cette dernière est presque entièrement composée de fossiles d'animaux inférieurs. L'œil nu ou armé de la loupe y reconnaît une incroyable variété de zoophytes, un nombre infini d'éponges et de polypiers d'espèces différentes. Un pied cube de cette pierre donnerait parfois à lui seul toute une collection, et, si la mer avec ses populations vivantes n'eût appelé toute notre activité, nous eussions certainement recueilli bien des échantillons offrant un intérêt réel.

Au milieu de ces fossiles généralement fort petits, presque microscopiques, et appartenant tous aux derniers représentants de l'animalité, se trouvent disséminés des têts d'oursins ou d'étoiles de mer, quelques coquilles d'huîtres et de peignes, animaux à la fois plus élevés dans l'échelle des êtres et présentant des dimensions beaucoup plus considérables; mais ces rayonnés supérieurs ou ces mollusques n'entrent que pour une faible part dans la composition de la roche. Sous ce rapport, le calcaire de Favignana offre la répétition d'un fait général et des plus remarquables. En interrogeant les restes ensevelis dans les couches du globe

pour retrouver, au moyen de ces antiques archives, les traces du passé de notre planète, on ne tarde pas à reconnaître que l'importance du rôle géologique joué à sa surface par les animaux varie, pour ainsi dire, en raison inverse de leur taille et de leur degré d'organisation. Les animaux supérieurs, ceux chez lesquels la machine animale avait acquis son plus haut degré de perfection, n'ont laissé que de faibles traces. On n'a encore trouvé que trois ou quatre débris d'ossements appartenant à des singes ; les mastodontes, les éléphants, les reptiles gigantesques eux mêmes, n'ont laissé que de rares squelettes dont la science est heureuse de retrouver çà et là les fragments isolés. Au contraire, les animaux inférieurs ont contribué puissamment à former l'écorce solide que nous habitons; les coquilles entrent quelquefois pour plus de moitié dans la structure de certaines montagnes, et des couches entières sont composées uniquement d'infusoires, de ces infiniment petits dont les carapaces disparaissent par centaines sous la pointe d'une aiguille. On voit que l'étude de ces êtres inférieurs, si importante pour le physiologiste et le zoologiste, n'offre pas au géologue de moins graves sujets de méditation.

La structure lâche et peu serrée du calcaire de Palerme permet aux eaux fluviales de s'y accumuler comme dans une sorte d'éponge et de fournir à la mince couche de terre qui recouvre la roche l'humidité nécessaire pour combattre l'influence des longues sécheresses. Ces eaux, arrêtées en outre par le calcaire compacte dont les assises servent de base à toute l'île, se réunissent en nappes souterraines, et alimentent bon nombre de puits ou de sources intarissables; aussi toute la culture de l'île est-elle concentrée sur les points occupés par ce calcaire bienfaisant qui seul empêche Favignana de n'être, comme Levanzo, qu'un vaste écueil inhabitable.

La capitale de Favignana est placée à peu près au centre de l'île, au bord d'un petit havre qui pénètre profondément dans les terres; elle se compose de trois à quatre cents maisons presque toutes proprement bâties, et compte environ trois mille habitants, qui nous ont paru jouir d'une aisance générale, inconnue dans les villages de la côte; mais, si le bien-être règne parmi cette population isolée, elle nous a paru fort en arrière sous d'autres rapports, et nous avons retrouvé chez elle quelques habitudes qui rappellent singulièrement l'enfance de la civilisation. Je me contenterai d'en citer un exemple. Il n'y a point d'horloge publique à Favignana, et, pour y suppléer, on n'a rien imaginé de mieux que de charger un homme d'en remplir les fonctions. Placé dans le donjon d'une des forteresses qui défendent le village, cet employé, pour avertir ses concitoyens de la marche du temps, frappe les heures sur une cloche avec un marteau. Un sablier lui sert d'indicateur. On comprend que cette machine animée doit se déranger facilement, et nous avons pu constater en effet plus d'une fois que, sous le rapport de la régularité, l'homme-horloge de Favignana est loin de valoir un chronomètre de Bréguet.

Le chiffre de la population favignanaise est presque doublé par celui de la garnison de trois forts, par celui des employés de la douane et de la santé, et surtout par celui des condamnés qui habitent les fossés du fort San-Giovanni. Très-profonds et creusés entièrement dans le roc, aussi bien que les logements mêmes des prisonniers, ces fossés sont un véritable bagne, d'où toute évasion est presque impossible. La plupart des malheureux qu'ils renferment expient ou des meurtres ou des vols à main armée. Leur nombre, pendant notre séjour, était d'environ deux mille.

La culture de Favignana est peu variée, et les produits sont loin de suffire à l'entretien de ses habitants. Les terres voisines du bourg, qui en forment la partie la plus fertile, sont généralement occupées par des jardins où croissent de magnifiques orangers, des citronniers, des grenadiers, et où l'on récolte d'excellents légumes. Dans la portion orientale de l'île, on rencontre quelques champs de blé ; le reste est abandonné aux vignes et à quelques plantations de cactus, qui marquent, pour ainsi dire, les limites de la végétation. En troupeaux, l'île ne possède que quelques bêtes à cornes. Aussi, pour nourrir sa population indigène ou d'origine étrangère, Favignana fait-elle venir du dehors la viande, l'huile et les céréales, qu'elle paie avec son vin. Entièrement dépourvue d'industrie, elle emprunte à plus forte raison à l'étranger bien des objets de luxe ou de première nécessité. A en juger par les échantillons qui nous ont passé sous les yeux, la France et l'Angleterre se partagent l'approvisionnement de ce petit coin du globe, et toutes deux y sont en quelque sorte caractérisées par leurs produits. Tout ce qui a rapport aux besoins matériels de la vie est de fabrique anglaise : les couteaux, fourchettes et vaisselles de table portent presque toujours le mot *London*. Tout ce qui touche à l'élégance, tout ce qui réveille une idée, y vient de France et de Paris. Nous avons retrouvé sur les cheminées nos vases de porcelaine, sur les murs nos papiers peints, et partout nos gravures de la rue Saint-Jacques, partout Napoléon, ses maréchaux et ses batailles.

Les habitants de Favignana ne possèdent point les terres qu'ils cultivent ; ils n'en sont en quelque sorte que les fermiers. L'archipel entier appartient en propriété à une noble famille génoise, aux Palavicini, qui visitent rarement ce fief maritime, et le gouvernent par l'intermédiaire d'un intendant. J'ignore ce que peuvent être les rentes reposant sur l'exploitation du sol ; mais elles ne sauraient être bien considérables, et probablement la majeure partie du revenu est fournie par la mer. Les seigneurs de Favignana ont seuls droit de pêche dans un rayon assez étendu, à plus forte raison dans les eaux mêmes de l'archipel, et ces droits ont une grande valeur dans ces parages fréquentés par des bandes de thons. On sait que ces poissons se montrent chaque année en nombre immense dans le voisinage de Gibraltar, puis semblent se diviser en deux colonnes, dont l'une suivrait les rivages d'Afrique, tandis que l'autre longerait les côtes d'Europe. Leur apparition successive dans diverses localités, leur disparition inexplicable à l'approche du froid, ont longtemps fait croire à de véritables migrations semblables à celles des oiseaux. Sous ce rapport, on rapprochait les thons des harengs et des maquereaux, regardés aussi de tous temps comme des poissons voyageurs ; mais M. Valenciennes, confirmant par des observations personnelles les doutes émis déjà sur ce point par Lacépède et Noël de la Morinière, a démontré que ces prétendus voyages n'existent pas. Ni les thons, ni les harengs, n'abandonnent leur contrée natale. Seulement, pendant l'hiver, ils vont chercher un abri contre le froid à des profondeurs que le filet ne peut atteindre. Lorsque le soleil a réchauffé la surface des mers, lorsque arrive pour eux le moment de la reproduction, ils abandonnent ces abîmes et viennent le long des côtes voisines déposer leurs œufs dans des eaux chaudes et peu profondes.

Quoi qu'il en soit, le thon est pour les parages qu'il fréquente une source de richesse. Frais, salé ou mariné, il est l'objet d'un commerce considérable et qui chaque année remue des millions. Aussi l'homme lui a-t-il de tout temps fait une guerre des plus acharnées. Aristote, Pline, Athénée, Oppien, nous ont transmis

des détails sur les procédés de pêche employés de leur temps. Depuis lors, chaque siècle, chaque peuple semble avoir cherché à fournir son contingent d'inventions meurtrières. Le plus formidable moyen qu'ait imaginé l'esprit humain pour atteindre ce malheureux poisson est sans contredit la *madrague*, employée, dit-on, pour la première fois, par les habitants de Martigues. Ce n'est plus ici seulement le *libouret* des Bayonnais ou le *grand couple* des Basques, lignes gigantesques qui portent des centaines d'appâts et que traînent des barques manœuvrées par huit ou dix hommes; ce n'est pas non plus la *courantille* des Provençaux, espèce de seine de quinze cents à deux mille pieds de long, qu'on promène quelquefois sur un espace de deux ou trois lieues. La madrague est un véritable parc avec des allées de chasse aboutissant à un vaste labyrinthe composé de chambres qui s'ouvrent les unes dans les autres, et conduisent toutes à la *chambre de mort* ou *corpou* placée à l'extrémité de la construction. Pour enfermer cet enclos dont les murs ont quelquefois plus d'une lieue de développement, pour élever cet édifice, on emploie d'immenses filets lestés de pierres, soutenus par des bouées de liége et amarrés avec des ancres, de manière à résister pendant toute la belle saison aux plus violents coups de mer. On comprend que le matériel d'un pareil engin de pêche doit être énorme. Aussi emploie-t-on un bateau à vapeur pour le transporter chaque année de Palerme à Favignana. Le bras de mer placé entre cette île et Levanzo est très-propre à l'établissement d'une *tonnara*, comme l'appellent les Siciliens, et le droit de pêche, dans cette seule localité, est affermé 60,000 francs.

Dans les premiers temps de notre séjour à la Torre dell' Isola, nous avions vu passer le navire chargé de la madrague de Favignana. Depuis cette époque, on travaillait à l'établir, elle venait d'être achevée quand nous arrivâmes dans l'île, et déjà quelques thons avaient été vus dans les premières chambres. Nous désirions vivement assister à une de ces grandes pêches dont le tableau de Joseph Vernet peut donner une idée, et qui sont pour les habitants de ces contrées de véritables solennités. Les récits de nos marins, dont les yeux étincelaient au seul mot de *tonnara*, avaient encore accru ce désir, et le signor Bartholini se chargea de nous prévenir quand il serait temps. Nous reçûmes bientôt l'avis de nous tenir prêts. Des drapeaux avaient été arborés sur les points élevés de l'île. C'étaient autant de signaux qui appelaient les pêcheurs de la côte à se rendre à la *tonnara*. Pas un, je crois, ne manqua au rendez-vous. De Trapani à Mazara, toutes les barques se mirent en mouvement, et, au point du jour, la mer était couverte d'une nombreuse flottille dont les cent voiles latines, convergeant vers un même point, présentaient un coup d'œil des plus pittoresques. Bientôt *la Sainte-Rosalie* fut au milieu d'elles, et, grâce aux efforts de nos marins, dont la circonstance doublait les forces et l'activité, nous atteignîmes la madrague assez à temps pour suivre, dans toutes ses péripéties, le drame sanglant dont elle devait être le théâtre.

Si quelque lecteur trouve exagérées les expressions qui précèdent, qu'il vienne juger par lui-même, qu'il monte avec nous sur une de ces grandes barques dessinant au milieu de la mer une enceinte fermée, d'environ cent pieds carrés. — Cinq cent cinquante thons, poussés de chambre en chambre par des portes qui se refermaient derrière eux, sont arrivés dans la dernière, dans la *chambre de mort*. Celle-ci possède un plancher mobile formé par un filet que des cordages permettent de ramener du fond à la surface. Toute la nuit, on a travaillé à l'élever peu à peu, et maintenant chacun de ses bords repose sur un des côtés du carré

formé par les barques. En face de nous se tient le propriétaire de la *tonnara*, entouré de son état-major et d'un groupe gracieux de dames venues de Palerme pour assister au spectacle qui se prépare. A droite et à gauche, les deux barques principales portent l'armée des pêcheurs. Ces barques, entièrement vides et découvertes, attendent leur chargement. Seulement une longue poutre, allant d'une extrémité à l'autre, laisse entre elle et le plat-bord une sorte de couloir étroit où se pressent deux cents marins accourus de vingt lieues à la ronde. Demi-nus, montrant leurs membres athlétiques couleur de cuivre rouge, ces hommes attendent en frémissant d'impatience le moment d'agir. Leurs yeux brillent sous leurs bonnets phrygiens de couleur brune ou écarlate ; leurs mains agitent les instruments de mort, larges crochets aigus et tranchants, tantôt adaptés à de longues perches, tantôt placés au bout d'un manche court, massif, et muni de profondes entailles pour offrir plus de prise à la main. Au milieu de l'enceinte, une petite yole toute noire, manœuvrée par deux rameurs, porte le chef de pêche. C'est lui qui commande la manœuvre, qui stimule les travailleurs et transporte des hommes d'un côté à l'autre, là où il est besoin de renfort.

Cependant les cabestans placés aux extrémités du filet n'ont pas cessé de tourner, et le plancher mobile du *corpou* s'élève d'autant. De plus en plus refoulés vers le haut, les thons commencent à se montrer. Grâce à la transparence de l'eau, on les voit parcourir en tout sens, avec une irrégularité inquiète, la vaste poche qui les enserre. Déjà quelques-uns rasent la surface et s'élancent en bondissant. Malheur à celui qui se trouve en ce moment à portée ! des mains de fer s'allongent hors des barques et enfoncent dans ses flancs leurs griffes acérées. D'ordinaire les blessés échappent à ces premières attaques. Pleins de vie et de force, jouissant de toute la liberté de leurs mouvements dans ce bassin encore assez étendu, ils s'arrachent aux mains de leurs ennemis, laissant seulement au fer des crampons quelques lambeaux ensanglantés ; mais aux cris cadencés des matelots les cabestans tournent toujours, et le filet impitoyable monte de plus en plus. La yole du chef de pêche chasse les thons vers les bords. Les blessures se multiplient. Déjà quelque poisson, plus profondément atteint, a ralenti sa course, et de temps à autre montre son large ventre argenté, que raie un ruisseau de sang noirâtre. A chaque nouveau coup qu'il reçoit, sa résistance diminue. Bientôt il s'arrête un instant, et cet instant suffit : dix crampons s'enfoncent à la fois dans ses chairs, vingt bras se raidissent et le soulèvent au-dessus de l'eau. En vain la peau se déchire; le crampon qui vient de lâcher prise s'élève, retombe, s'enfonce de nouveau, et bientôt le malheureux animal est hissé jusque sur le plat-bord. Aussitôt deux hommes le saisissent par ses grandes nageoires pectorales, le font glisser sur la poutre placée derrière eux et le lancent dans la cale.

Mais le filet mobile monte sans cesse, et le troupeau des thons se découvre en entier. Pressés les uns contre les autres, on voit ces monstrueux poissons s'élancer avec désespoir contre les parois flexibles du *corpou*, montrer leur dos noir moucheté de larges tâches jaunes ou fendre la surface de l'eau avec leurs grandes nageoires en croissant. Au milieu d'eux bondissent quelques espadons au long nez terminé en lame d'épée. Enivrés par le spectacle de la proie qui s'offre à leurs coups, les marins frappent et plus vite et plus fort. La pêche devient alors une vraie boucherie. Dans cette foule serrée, on ne distingue plus les individus. Ce ne sont que têtes violemment agitées, que bras rougis qui s'élèvent et s'abaissent, que harpons qui se croisent et se heurtent. Tous les yeux étincellent, toutes les bouches

poussent des cris de triomphe, des clameurs d'encouragement. Les eaux du *corpou* se teignent de sang. A chaque instant de nouveaux thons tombent dans les cales; les morts, les mourants s'amoncellent, et les barques, bientôt insuffisantes, s'enfoncent sous leur charge demi-vivante.

Après deux heures de carnage, l'épuisement commence à se faire sentir; les thons deviennent rares, et leurs ennemis auraient trop à attendre. Aussitôt une barque se détache, s'écarte de chaque côté de l'enceinte, et les deux principales se trouvent plus rapprochées de moitié. Les cabestans se remettent à jouer, et les pêcheurs impatients leur viennent en aide. Les mains s'enfoncent dans les mailles, les crochets aident les mains. Ces efforts, d'abord désordonnés, ne produisent pas grand résultat ; mais le sifflet du chef se fait entendre. Des chants cadencés s'élèvent : sous l'influence du rhythme, les mouvements se coordonnent, s'harmonisent, et à chaque cri le filet monte de quelques lignes. Bientôt il est presque à fleur d'eau. Il est temps de se remettre à l'œuvre. La yole, jusque-là simple spectatrice, prend alors une part active à l'action. Montée par quelques pêcheurs d'élite, elle poursuit les thons dans l'espace étroit qui leur reste, les atteint avec de longs harpons et les pousse aux crochets des barques qui les enlèvent.

Je dois le dire, ce spectacle, que nous avions désiré, nous laissa tristes et mécontents. Cette tuerie nous avait péniblement affectés. Peut-être l'impression eût-elle été différente si les pêcheurs avaient eu l'ombre de danger à courir, si seulement les thons avaient pu rugir en se débattant ; mais ces luttes si complétement inégales, ces agonies muettes où des mouvements convulsifs accusent seuls les angoisses des victimes, nous avaient réellement impressionnés. Quant à nos matelots, ils étaient radieux. Pêcheurs, ils ne pouvaient sentir et voir qu'en hommes de leur profession, et la pêche avait été superbe. En trois heures, on avait harponné cinq cent cinquante-quatre poissons, pesant environ 80 kilogrammes en moyenne. On savait d'ailleurs que les chambres de la madrague renfermaient encore près de quatre cents prisonniers. Le propriétaire pouvait donc compter, dès le début de la campagne, sur environ 72.000 kilogrammes de chair de thon représentant une valeur d'au moins 45,000 francs. On voit que le loyer de la *tonnara* était bien près d'être payé.

Une petite île où une culture industrieuse dispute à la roche nue le moindre pouce de terre productive n'est guère propre à la multiplication des espèces animales indépendantes. Aussi Favignana possède-t-elle presque exclusivement celles que l'homme a su se soumettre, qui vivent à ses dépens, ou que leur insignifiance dérobe à ses poursuites. Ici comme partout, le chien, le chat, habitent sa demeure, où trouvent également un abri le rat et la souris. Le bœuf, le cheval et l'âne l'aident dans ses travaux. Il n'y a guère d'autres mammifères. Quelques becs-fins, quelques petits oiseaux mangeurs de graines, voltigent dans les champs et dans les bosquets d'orangers, tandis que de magnifiques faucons, autrefois très-recherchés pour la vénerie, planent sans cesse autour de rochers inaccessibles. Des lézards, des scinques, des couleuvres noires, représentent la classe des reptiles et se cachent sous les pierres du rivage. Des insectes bourdonnent dans les haies ou rampent au pied des buissons ; mais leurs espèces sont peu nombreuses, et M. Blanchard eût bientôt réuni dans ses boîtes de nombreux représentants de chacune d'elles.

Si l'air et la terre se montraient ainsi pauvres en animaux dignes d'intérêt, la

mer nous offrait d'amples compensations. Sous ce rapport, Favignana avait répondu à toutes nos espérances; mais aussi jamais côtes ne furent mieux disposées pour les zoologistes. Sur plusieurs points de l'île, les deux roches dont nous avons parlé se joignaient à quelques pouces au-dessous du niveau de la mer, et celle-ci, usant le calcaire de Palerme, mettait à nu la pierre compacte dont les inégalités formaient autant de chambres, de petits bassins qu'on eût dit creusés de main d'homme. Ailleurs, la vague, pénétrant entre deux massifs trop durs pour être entamés, s'ouvrait un passage dans les terres et creusait des espèces de grottes, tantôt protégées par une voûte, tantôt à découvert. Plusieurs de ces cavités nous présentèrent en petit le phénomène si connu de la grotte de Capri. Lorsque notre barque placée à l'ouverture interceptait les rayons directs, ceux-ci passaient sous sa quille, se brisaient dans le cristal liquide qui faisait l'effet d'un prisme et teignaient du plus bel azur les rochers et l'écume des vagues.

Nous retrouvions à Favignana presque tous les animaux que nous regrettions d'avoir perdus de vue depuis notre départ de la Torre. Seulement les méduses et genres voisins, entraînés sans doute ailleurs par les courants, étaient ici beaucoup plus rares, et nous ne rencontrâmes guère que quelques alcinoés, quelques grands béroïdes et un nombre infini de pélasgies. En revanche, les chambres, les bassins que je viens de décrire étaient riches en espèces côtières. Les annélides surtout présentaient de nombreuses variétés. C'est à Favignana que M. Edwards trouva sa myriane portant un chapelet de six individus réunis bout à bout, de telle sorte que le dernier de tous n'avait pour nourriture que des aliments digérés déjà par la mère et par ses cinq frères ou sœurs. Ce fut aussi dans cette station que ce naturaliste commença sur le développement des annélides un travail dont nous parlerons plus tard. M. Blanchard continuait ses recherches sur le système nerveux des mollusques, et découvrait chaque jour quelque complication inattendue. Pour ma part, j'avais à profusion des némertes et des mollusques phlébentérés. On voit que nous ne manquions pas de besogne; aussi mettions-nous le temps à profit, et du matin au soir nos travaux n'étaient guère interrompus que par les rares visites de quelque Favignanais curieux de vérifier par lui-même l'exactitude des bruits qui couraient sur la puissance merveilleuse de nos instruments.

Les études sur la circulation des mollusques commencées à Favignana par M. Milne Edwards et continuées pendant tout le reste du voyage, les observations que des recherches nouvelles sur les phlébentérés me conduisirent à faire relativement au même sujet, ont amené, on le sait, des discussions très-vives, et dont le retentissement s'est fait entendre parfois jusqu'au dehors des enceintes académiques. Dans un précédent article, j'ai cherché à donner aux lecteurs de la *Revue* une idée de cette discussion, considérée dans ce qu'elle avait de plus circonscrit (1); mais les faits dont il s'agit touchaient à des questions beaucoup plus générales. Dans une espèce d'avant-propos placé en tête de l'exposé de ses recherches, M. Milne Edwards montra combien certains résultats, inexplicables au premier abord, devenaient faciles à comprendre lorqu'on prenait pour guide le principe de *la division du travail* dont nous avons parlé ailleurs (2). De nombreuses recherches ne tardèrent pas à être entreprises et se poursuivent encore

(1) *Mélanges scientifiques* dans la *Revue des Deux Mondes* du 31 mai 1845.

(2) *Souvenirs d'un Naturaliste, l'Ile de Bréhat*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 28 février 1844.

dans cette direction par plusieurs savants français ou étrangers, et les résultats, en justifiant l'intérêt qui s'attachait à cet ensemble d'idées, n'ont pas tardé à confirmer chaque jour davantage les principes, ou, pour parler plus exactement, les *tendances* de cette école physiologique qu'avait accueillie une si violente opposition. Essayons d'en donner une idée.

On sait qu'une des principales différences qui séparent les corps bruts des êtres vivants consiste dans la nécessité où sont ces derniers de se nourrir. Une fois formé, le minéral, placé à l'abri d'actions extérieures, durera éternellement sans rien perdre, sans rien gagner. Dans le végétal, dans l'animal, une sorte de tourbillon incessant expulse continuellement de l'organisme quelques-uns des éléments qui en firent partie. Ces éléments doivent être remplacés par d'autres, et la nutrition n'a pas d'autre but. Quatre fonctions importantes s'accomplissant elles-mêmes à l'aide de plusieurs fonctions secondaires, concourent à l'accomplissement de cet acte fondamental : la digestion, qui prépare les aliments ; l'absorption, qui sépare les parties inutiles, isole les principes essentiels et les fait pénétrer dans l'organisme ; la circulation, qui transporte ceux-ci dans tous les points où leur présence est nécessaire ; la respiration enfin, qui rend aux liquides nourriciers, altérés par leur séjour dans les organes, la puissance vivifiante qui les caractérise.

Chez les animaux supérieurs, c'est-à-dire chez ceux où l'organisation atteint le degré le plus élevé de perfectionnement, chacune de ces fonctions s'accomplit à l'aide d'organes particuliers. Les premiers naturalistes qui cherchèrent à se rendre compte du mécanisme de la vie n'étudiaient que ces organismes compliqués, et, vivement frappés du fait que nous venons d'indiquer, ils proclamèrent que toujours et partout la fonction est *dépendante* de l'organe, en d'autres termes que là où il n'existe pas d'instrument spécial pour l'accomplissement d'une fonction, cette fonction ne peut exister. Quelque rationnel que puisse paraître ce principe, il n'en est pas moins une profonde erreur Les faits sont là pour le démontrer. Aux derniers degrés de l'échelle animale, on ne trouve plus d'organes distincts, et pourtant ces animaux *se nourrissent,* c'est-à-dire qu'ils *digèrent,* qu'ils *absorbent,* qu'ils *respirent,* et que des liquides réparateurs *circulent* dans tous leurs tissus.

Prenons pour exemple une de ces *hydres d'eau douce* si communes aux environs de Paris, que Trembley fit le premier connaître, et auxquelles M. Laurent vient de consacrer deux années entières de travaux assidus. Cet animal ressemble à un doigt de gant dont l'orifice serait entouré de longs prolongements flexibles et contractiles. Ce sont pour le polype autant de bras qui lui servent à saisir les larves et autres petits animaux aquatiques qui, introduits dans la cavité du corps, y sont promptement digérés. Choisissons le moment où il vient d'engloutir une de ces larves, et, agissant avec précaution, essayons de la lui arracher. Plutôt que de lâcher sa proie, le polype se laissera retourner comme le doigt de gant auquel nous le comparions tout à l'heure. Ce qui formait la peau extérieure deviendra une membrane tapissant la cavité digestive, et réciproquement. Cependant l'animal ne s'en portera pas plus mal ; il guettera, saisira et digérera sa proie tout comme auparavant. Allons plus loin : coupons cette hydre en vingt, trente morceaux. Chacun de ces fragments continuera à *se nourrir ;* il ne tardera pas à s'accroître, et, au bout de quelques jours, nous aurons vingt ou trente hydres complètes, obtenues par ce procédé en apparence si brutal.

En présence de ces faits incontestables, il faut bien admettre que chez ces êtres simples la fonction est *indépendante* de l'organe, c'est-à-dire que chaque partie

du corps est également propre à s'acquitter à la fois de tous les actes physiologiques; mais il est évident en même temps que ces actes divers, se passant tous sur le même point, ne peuvent être exécutés avec autant de perfection que lorsque chacun d'eux résulte de l'action d'un instrument approprié. On comprend dès lors toute la valeur du principe développé, il y a plus de vingt ans, par M. Milne Edwards, et qu'on peut résumer en ces termes : le perfectionnement successif des organismes, observé dans l'ensemble du règne animal, tient à la division de plus en plus complète du travail fonctionnel.

Une étude sérieuse de la circulation, envisagée dans son ensemble, est très-propre à démontrer tout ce que ce principe renferme de fécond, combien il se prête à la coordination de faits qui, au premier abord, peuvent paraître disparates, et quelquefois même opposés les uns aux autres. Cette fonction s'exécute, on le sait, chez les animaux supérieurs, à l'aide d'un appareil très-compliqué, dont les principales parties ont reçu le nom de *cœur,* d'*artères,* de *veines,* de *vaisseaux lymphatiques* et *chylifères.* Le cœur envoie par les artères, vers toutes les parties du corps, le sang, qui lui revient par les veines. Les vaisseaux lymphatiques amènent à ce centre circulatoire la *lymphe,* liquide transparent, qui exsude, pour ainsi dire, de tous les organes. Les vaisseaux chylifères transportent au même endroit le *chyle,* produit immédiat de l'absorption digestive. Ces liquides divers, emprisonnés dans de véritables tubes, suivent avec une admirable régularité, pendant toute la vie de l'animal, une voie invariablement déterminée. Il n'en est pas de même chez les êtres inférieurs. Ici, comme l'hydre vient de nous en montrer un exemple, la circulation est souvent confondue avec les autres fonctions de nutrition. Or, on comprend qu'entre ces deux extrêmes il doit exister de nombreux intermédiaires.

La classe des polypes elle-même nous offre déjà quelques perfectionnements. Ouvrons un de ces animaux qui, réunis par centaines sur une sorte de tige commune dont ils représentent les fleurs, produisent *le corail.* Chez eux, la bouche est suivie d'une sorte de manchon suspendu dans la cavité du corps, et constituant un véritable estomac où pénètrent les aliments. Lorsque ceux-ci ont été suffisamment digérés, l'animal rejette par la bouche les résidus les plus grossiers, et, ouvrant un orifice placé à l'autre extrémité du manchon, il ne laisse pénétrer dans l'intérieur que les parties propres à subvenir à son entretien. Puis de cette cavité, appartenant à chaque animal, partent des canaux qui se prolongent dans la partie commune du polypier, communiquent avec des canaux semblables venant de tous les autres polypes, et, grâce à cette disposition, la colonie entière profite de la nourriture prise séparément par chaque individu.

Quelque chose de semblable existe chez certaines méduses. Il en est d'autres où le travail fonctionnel commence à se caractériser davantage. Ces animaux ressemblent à une cloche renversée (1). A l'endroit qu'occuperait le battant est placée la bouche servant d'entrée à l'estomac. Dans les *lesueuria,* cette première cavité est suivie d'une seconde où ne pénètre jamais la partie grossière des aliments. Les liquides que reçoit celle-ci sont portés vers la circonférence par un système de canaux et reviennent au même point par d'autres conduits spéciaux. Ce mouvement rappelle un peu celui du sang chez les mammifères; mais ici c'est

(1) Voyez *Souvenirs d'un Naturaliste, Côtes de Sicile,* dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1846.

l'estomac qui remplit les fonctions du cœur, et les mêmes canaux jouent le rôle d'intestins, d'artères et de veines.

Ces conduits d'ailleurs ne charrient pas un liquide particulier méritant le nom de *sang*. Ce n'est pas même du *chyle* proprement dit. L'eau dans laquelle vit l'animal pénètre, on pourrait presque dire accidentellement, dans son intérieur. En passant, elle se charge des substances digérées par l'estomac, et les entraîne avec elle dans la cavité du corps qu'elles doivent nourrir. Puis, en sortant, cette même eau remporte pêle-mêle les restes de ces substances et les éléments dont l'organisme tend à se débarrasser. Chemin faisant, elle sert à la respiration tout autant qu'à la digestion et à la circulation. On le voit : tout ici est encore confondu, et cette confusion même explique l'imperfection évidente des animaux qu'on observe.

Il y a donc un très-grand progrès accompli par le fait seul de l'isolement de ces fonctions, par l'apparition d'organes spécialement destinés à chacune d'elles; mais la nature ne procède jamais par sauts et par bonds, et ce perfectionnement ne se fait pas d'une manière brusque. La cavité digestive se complète, il est vrai, et, à partir de ce moment, on peut dire qu'il existe chez l'animal un liquide spécialement consacré à l'entretien des organes. Dès lors aussi une absorption préalable est nécessaire pour que les matériaux fournis par la digestion aillent se mêler à cette espèce de sang; pourtant quelque temps encore la respiration s'effectuera à l'aide d'organes déjà existants ou de l'appareil digestif lui-même. Un très-grand nombre d'annélides respirent par la peau seulement; plusieurs crustacés n'ont d'autres branchies que leurs pattes. Dans les larves de ces grands insectes connus sous le nom de *demoiselles* ou *libellules*, on observe un phénomène encore plus curieux. Chez elles, l'intestin présente en arrière une dilatation considérable. L'eau pénètre dans cette cavité et en est chassée au gré de l'animal. C'est là qu'est l'appareil respiratoire. Il est facile de s'en assurer en tenant quelque temps une de ces larves hors de l'eau, puis la remettant dans l'élément pour lequel elle est faite. On la voit alors aspirer et repousser le liquide avec précipitation comme le fait un mammifère essoufflé. Seulement, tandis que celui-ci respire par la bouche, la larve de libellule respire par l'extrémité opposée du tube alimentaire, qui renferme dans son intérieur les organes nécessaires à l'accomplissement de cette fonction.

La circulation surtout présente dans son développement successif des variations presque infinies. Très-souvent on la voit manquer complétement. Chez les derniers annelés, chez les derniers mollusques, on n'aperçoit aucune trace de vaisseaux. Les mouvements généraux de l'animal agitent en sens divers le liquide renfermé entre les parois du corps et l'intestin, quelquefois des cils vibratiles disposés en écharpe ou en groupes déterminent des courants plus ou moins irréguliers; mais il n'existe ni cœur pour donner une impulsion déterminée, ni artères pour distribuer le fluide nourricier à la surface du corps, ni veines pour le ramener au centre de l'organisme. Dans ce cas, les distinctions de sang artériel ou veineux, de lymphe ou de chyle, ne peuvent exister, et le liquide qui remplit tous les interstices organiques reçoit immédiatement sans aucun intermédiaire les produits de la digestion.

Il arrive parfois que l'appareil intestinal supplée, par une disposition très-singulière, à cette absence d'organes circulatoires. C'est lui-même qui se charge de distribuer à toutes les parties du corps les principes alibiles dont la préparation lui est confiée. On le voit alors se compliquer de prolongements, d'appendices, qui atteignent les points les plus éloignés de l'économie. Chez les *nymphons*,

chez les *pycnogonons,* espèces de crustacés assez semblables à certaines araignées des champs, l'intestin pénètre jusqu'à l'extrémité des pattes et des pinces de la tête. C'est à peu près comme si chez l'homme l'estomac, se prolongeant à travers le cou, les bras et les jambes, arrivait jusqu'aux mâchoires, au poignet et au cou-de-pied.

La nature est beaucoup moins économe de forces qu'on n'est généralement tenté de le croire, et souvent, lorsque deux moyens se présentent pour atteindre le même but, elle les emploie tous deux à la fois. La disposition que nous venons de rappeler se retrouve chez certains mollusques dont au moins un certain nombre ont bien certainement un cœur. Ici, les veines manquent, il est vrai, mais un appareil artériel plus ou moins complet apporte successivement dans les diverses parties du corps le liquide renfermé dans la cavité générale. Cependant l'estomac envoie des prolongements dans tous les appendices, jusque dans les tentacules du front désignés par le mot impropre de *cornes* chez le colimaçon. En vertu des simples lois de la physique, il est impossible que les produits de la digestion contenus dans ces prolongements ne transsudent pas et ne se mêlent pas au liquide qui remplit le corps de l'animal. Ces prolongements jouent donc réellement le rôle des artères en portant de matériaux de nutrition là où ils doivent être employés.

Ces mêmes prolongements remplissent aussi les fonctions de vaisseaux chylifères. En effet, ces derniers ne versent jamais directement dans les artères le chyle puisé par eux à la surface de l'intestin. Avant d'être propre à l'entretien de l'organisme, ce liquide a besoin de subir l'action modificatrice de l'air dans les poumons ou les branchies, et il arrive dans ces organes mêlé au sang veineux. Or, chez les mollusques dont nous parlons, il n'existe pas de branchies comparables à celles des autres animaux de la même classe. Les petites baguettes si richement colorées qui couvrent leur dos sont destinées à en tenir lieu. C'est précisément dans l'intérieur de ces baguettes qu'arrivent les prolongements de l'estomac, et par conséquent le chyle, au sortir de l'intestin, se trouvant au milieu même de l'appareil respiratoire, ne peut manquer d'éprouver *immédiatement* l'influence vivifiante dont il a besoin. Tels sont les faits qui m'ont conduit à cette théorie du *phlébentérisme,* qui, violemment attaquée par quelques naturalistes français, n'en a pas moins reçu à l'étranger un accueil beaucoup plus cordial. Dans l'examen détaillé du groupe remarquable qui les présente, j'ai dû nécessairement commettre des erreurs; mais il m'est permis d'espérer que le temps et de nouvelles recherches confirmeront de plus en plus ce qu'il y a d'essentiel et de général dans les résultats que j'ai fait connaître.

Au point de vue qui nous occupe, la classe des mollusques est d'ailleurs extrêmement remarquable. Sans sortir de ses limites, nous voyons la circulation s'y montrer à des degrés de complication les plus divers, et cela dans des animaux souvent très-rapprochés l'un de l'autre, et dont *à priori* on aurait pu croire l'organisation presque identique. Toujours cependant le cercle circulatoire demeure *incomplet.* Entre les veines et les artères, il n'y a jamais continuité parfaite. Par conséquent, le sang chassé par le cœur ne peut revenir qu'après s'être épanché dans les espaces interorganiques ou *lacunes ;* par conséquent aussi, il remplit la cavité générale du corps. Là, il baigne directement la plupart des viscères, et reçoit sans intermédiaires les principes nutritifs élaborés par le canal alimentaire. Dès lors, on comprend que, si dans les mollusques les plus élevés on doit admettre l'existence d'un sang veineux et d'un sang artériel, on ne peut encore y distinguer ni lymphe ni chyle.

Les articulés se prêtent à des observations toutes pareilles. Plusieurs faits recueillis chez ces animaux étaient même depuis longtemps dans la science, et précisément, parce qu'on n'avait pas saisi les relations qui les rattachent à ce qui existe dans d'autres groupes, on y voyait autant d'exceptions étranges et caractéristiques. Ainsi, depuis les travaux de MM. Audouin et Milne Edwards couronnés par l'Institut en 1827, on regardait l'absence de veines coïncidant avec la présence d'un cœur et d'un système artériel comme exclusivement propre aux homards, aux crabes et aux autres animaux de la classe des crustacés. Le manque de tout organe circulatoire était, croyait-on, réservé aux insectes et à une portion des arachnides. On se rendait compte de ce fait si frappant dans son isolement apparent par la modification que présente ici l'appareil respiratoire. Chez les insectes, en effet, il n'y a ni poumons ni branchies. L'air arrive par un nombre variable d'ouvertures dans un ensemble de conduits appelés *trachées*, dont la structure singulière ressemble presque entièrement à celle d'un élastique de bretelle. Ces trachées se ramifient par tout le corps. Par conséquent, comme l'avait dit Cuvier, chez les insectes, l'air semble aller chercher le sang, tandis que le contraire arrive chez les autres animaux. L'explication était logique, et tout mouvement de ce liquide paraissait ici inutile, puisqu'il pouvait sans cesse être revivifié sur place. Néanmoins une observation plus attentive a fait depuis reconnaître chez les insectes une véritable circulation. Un long vaisseau contractile placé sur le dos joue le rôle de cœur. Le sang se meut ensuite en liberté dans l'interstice des organes; mais chacune de ses portions n'en est pas moins promenée successivement dans tout l'organisme; seulement la circulation est presque entièrement *lacunaire*. Rien n'est plus facile que de suivre sous le microscope tous ces courants dont les globules charriés par le liquide trahissent l'existence et la direction.

Ainsi, chez tous tous les invertébrés dont nous venons de parler, le cercle circulatoire est incomplet, et cette circonstance n'en rend que plus remarquable l'existence d'une circulation non interrompue dans la classe des annélides. Sans doute nous trouvons aux derniers rangs de ce groupe des animaux sans appareil de circulation, puis quelques espèces qui en offrent l'ébauche encore informe; mais le plus grand nombre possède un système de vaisseaux sanguins parfaitement clos. Jusque chez les némertes dont la machine animale présente un degré de simplification remarquable, le sang parcourt sa route sans sortir des tubes contractiles qui le renferment. Chez elles pourtant, il n'y a pas de cœur, pas plus que chez les annélides proprement dites, et de plus, les vaisseaux partout d'un calibre égal ne donnent naissance à aucune branche accessoire. Au point de vue de la circulation, les annélides ressemblent aux vertébrés bien plus que les insectes ou les premiers mollusques dont pourtant l'organisation est sans contredit bien supérieure à la leur.

Enfin les vertébrés eux-mêmes subissent la loi commune, et chez les derniers représentants de ce type, chez les poissons, nous trouvons encore des exemples de circulation lacunaire. Ce fait important, bien inattendu il y a deux ans à peine, a été découvert simultanément par deux anatomistes qui tous deux travaillaient à Paris, et à l'insu l'un de l'autre. MM. Natalis Guillot et Robin ont montré que, chez les raies, il existe des portions du corps où les vaisseaux sanguins manquent tout à coup, et où le sang s'épanche librement dans des cavités dont la disposition rappelle ce qui existe chez les animaux placés aux derniers degrés de l'échelle. M. Robin, poursuivant ses premières recherches, a étendu ces résultats

à diverses autres espèces de la famille des squales. Nous sommes bien convaincus qu'on ne s'arrêtera pas là, et que d'ici à quelques années on trouvera des faits sinon entièrement semblables, du moins très-analogues, jusque chez les mammifères les plus élevés, jusque chez l'homme lui-même. Les résultats fournis à MM. Dujardin et Natalis Guillot par l'étude de la structure intime du foie semblent être une garantie certaine de succès pour les travaux entrepris dans cette direction.

En résumé, la circulation d'abord purement *lacunaire*, et par conséquent réduite à une sorte d'agitation vague, se régularise et devient de plus en plus *vasculaire* à mesure qu'on s'élève davantage dans l'échelle animale. C'est là le fait général, la *tendance* qui domine dans le perfectionnement progressif de l'appareil circulatoire.

Eh bien ! cette même tendance se retrouve dans les organismes en voie de formation, soit qu'on examine le développement d'un germe normal, soit qu'on étudie la manière dont se constituent certains tissus accidentels. L'aire veineuse où l'embryon du poulet semble puiser les premiers éléments nécessaires à son évolution ne présente d'abord qu'une sorte de disque membraneux creusé de lacunes irrégulières. Ce sont, ainsi que l'a dit M. Milne Edwards (1), comme autant de petits lacs de diverses grandeurs communiquant ensemble par des goulets tortueux. A mesure que le travail d'organisation avance, les goulets s'élargissent, les lacs se changent en fleuves, et bientôt ces canaux, d'abord simplement creusés dans la substance même des tissus, s'encaissant et se revêtant d'une membrane tubuleuse, passent à l'état de vaisseaux proprement dits. Des phénomènes tout pareils se passent dans les fausses membranes, qui trop souvent succèdent par exemple aux accidents inflammatoires d'une fluxion de poitrine. Là aussi la matière plastique, s'organisant sous l'influence désordonnée d'un surcroît de vie, se creuse de lacunes qui se changent en vaisseaux et ne tardent pas à se mettre en communication avec quelqu'une des branches préexistantes de l'arbre circulatoire. En présence de cette masse de faits empruntés à des sources si diverses, n'est-il pas raisonnable de penser que les choses se passent toujours de la même manière, et que partout la *lacune* a précédé le *vaisseau* ?

Telle est en effet la conclusion à laquelle est arrivé M. Milne Edwards, et par cela seul il s'est mis en opposition avec la théorie *cellulaire* due à M. Schwan, un des élèves les plus distingués du célèbre Müller. Selon le physiologiste allemand, toutes les parties du corps animal seraient primitivement composées de simples cellules. Cet élément universel se développant, se modifiant, produirait, selon les circonstances, tantôt les fibres musculaires, tantôt le parenchyme des glandes ou la trame des os. Les vaisseaux ne seraient également que des cellules qui, d'abord sphériques, et, venant plus tard à s'allonger, à s'aboucher les unes aux autres, constitueraient, par leur réunion, les mille ramifications vasculaires du corps. Cette théorie compte, nous devons le dire, des partisans nombreux et distingués. Elle séduit par sa simplicité, par la manière dont elle permet d'embrasser tous les phénomènes de développement et par les rapports qu'elle établit entre les deux grandes divisions de la création organisée. Depuis longtemps, en effet, une théorie semblable est adoptée par les botanistes, qui la regardent comme l'expression de tous les faits observés chez les végétaux. Nous venons de voir qu'il n'en est pas de même pour les animaux. Chez ces derniers, la théorie cellulaire donnera, nous

(1) Observations sur la circulation. *Annales des sciences naturelles*, 1845.

le croyons, quelques résultats utiles. Elle peut être propre à nous diriger dans l'étude de certains tissus animaux qui ont des rapports éloignés avec ceux des plantes ; mais, appliquée au règne animal entier, elle ne saurait être acceptée comme vraie dans sa généralité.

Ajoutons encore un exemple à ceux que nous avons cités plus haut. Depuis longtemps, on savait que chez les *anodontes,* espèce de *moules d'eau douce* très-communes aux environs de Paris, le cœur est traversé par la dernière partie de l'intestin. D'autre part, M. Edwards, étudiant l'organisation des *patelles* et des *haliotides,* a reconnu que, chez ces mollusques, l'aorte, c'est-à-dire la grande artère qui part immédiatement du cœur, renferme une partie de l'appareil buccal. Ces faits curieux sont inexplicables par la théorie cellulaire. On ne comprend pas, en effet, comment une cellule, en se développant, pourrait enfermer dans son intérieur des organes d'abord placés au dehors ; elle devrait plutôt les refouler à mesure qu'elle-même augmenterait de volume. Au contraire, on conçoit sans peine que ces organes, formés au milieu d'un espace parfaitement libre, ont dû être entourés par les parois, qui, en se constituant plus tard, ont transformé la lacune en vaisseau ou en cœur.

L'ensemble d'idées que nous avons cherché à résumer a été, nous le répétons, repoussé d'abord avec une véritable violence. On lui a prodigué les épithètes d'incroyable, d'absurde, de ridicule, on a traité d'impossibles bon nombre des faits sur lesquels il s'appuie. C'est à Paris surtout, nous le disons à regret, que s'est manifestée cette opposition, qui eût été respectable sans doute, si elle avait toujours pris sa source dans des convictions scientifiques et consciencieuses. Malheureusement elle n'a eu trop souvent pour motifs que des rivalités personnelles. Plus désintéressés, les étrangers en ont compris toute la valeur, et lui ont rendu justice. Les hommes les plus distingués d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne, de Danemark, de Suède, ont examiné sérieusement les questions nouvellement soulevées, et la plupart d'entre eux ont déjà fait acte d'adhésion. Aujourd'hui, l'importance de ces idées ne saurait être niée, et déjà nous les voyons pénétrer dans la Faculté de Médecine de Paris, qu'on ne pourra pourtant pas accuser d'un amour inconsidéré pour les innovations scientifiques. Dans plusieurs leçons publiques, M. Andral a développé à ses auditeurs ces nouvelles théories, a exposé les faits qui leur servent de base, a montré quelles conséquences importantes en découlaient pour l'exacte appréciation de plusieurs phénomènes physiologiques et pathologiques observés tous les jours chez l'homme sain ou en état de maladie. On voit que les recherches approfondies sur les êtres inférieurs ne sont pas, comme bien des gens le croient encore, purement spéculatives.

Nous ne saurions trop le répéter : pour tous les êtres vivants, il n'y a qu'une seule et même source d'animation. Végétal ou animal, chêne ou éléphant, mousse ou infusoire, tous vivent de la même vie. Si l'homme intellectuel relève d'un principe plus haut, l'homme animal n'a pas d'autres raisons d'existence que le dernier mollusque. Pour apprendre à bien connaître les mille ressorts qui entrent dans l'organisation compliquée de ce roi de la terre, pour apprécier leur jeu, pour deviner leur but, le plus sûr moyen est souvent d'interroger ces êtres plus simples, ces animaux inférieurs si profondément dédaignés par ceux qui ne les connaissent pas.

A. DE QUATREFAGES.

CANTON

ET LE

COMMERCE EUROPÉEN EN CHINE.

I.

Depuis que la Chine s'est ouverte à l'Europe, ce ne sont plus seulement les mystères d'une civilisation presque ignorée qui nous attirent vers ce lointain pays : ce sont surtout les nouvelles richesses que promet au commerce de tous les peuples l'exploitation de ce marché immense. Désormais les relations publiées sur le Céleste Empire auront à satisfaire deux sortes d'exigences : celles du simple curieux qu'amuse le tableau d'une société bizarre, et celles de l'homme pratique qui veut connaître les résultats et la portée de cette précieuse conquête commerciale. Étudier, en visitant la Chine, des mœurs, des institutions peu connues, ce n'était là qu'une partie de ma tâche : je devais recueillir surtout les documents de nature à éclairer la question si importante, si mal jugée encore, de nos relations avec le Céleste Empire. Canton, première ville de ce pays où s'est arrêtée la mission française dont je faisais partie, unit le mouvement d'une grande cité chinoise à l'animation d'une des places commerciales les plus considérables du globe. C'était pour moi un double spectacle qui a dû se partager mon attention, et dont j'essaierai de retracer fidèlement ici les deux faces également curieuses.

Vers la fin d'août 1844, tous les membres de la mission placée sous les ordres de M. de Lagrené, envoyé extraordinaire de France en Chine, se trouvaient réunis à Macao. Les frégates *la Cléopâtre* et *la Sirène,* les corvettes *la Victorieuse, la Sabine* et *l'Archimède,* stationnaient dans le port de cette ville. Le commissaire impérial Ki-ing, chargé, depuis 1843, de toutes les négociations du gouvernement chinois avec les puissances maritimes étrangères, avait été informé officiellement

de l'arrivée du plénipotentiaire français. On n'attendait que sa présence pour ouvrir les négociations. Ceux qui désiraient utiliser leur séjour en Chine pour se livrer à des études sérieuses sur le vaste empire avec lequel la France allait entrer en relations appelaient de tous leurs vœux le moment où la signature du traité leur permettrait enfin de continuer et de compléter au sein même de la société chinoise des recherches depuis longtemps commencées. J'étais de ces derniers, et je n'appris pas sans un vif plaisir, vers le milieu de septembre, que le vice-roi avait enfin quitté Canton, sa résidence, pour venir traiter à Macao. Ki-ing élut domicile dans la pagode de Monga, située à peu de distance de la ville, près du mur chinois.

C'est à bord de *l'Archimède*, on le sait, que le traité de commerce conclu entre la France et la Chine fut signé le 24 octobre 1845, jour du *niaï-tsz*, que les Chinois regardent comme le plus propice de la lune à la célébration des mariages, et que l'on consacra pour ce motif à l'union solennelle de deux grands empires. De nombreuses relations me dispensent de revenir sur les visites et les dîners échangés à cette occasion. Ce qu'il importe de noter, c'est l'effet de la principale cérémonie. *L'Archimède* s'était paré de ses plus beaux atours. Une vaste tenture de pavillons de toute couleur partageait l'arrière du navire en deux salons : le premier, s'ouvrant sur l'avant, était destiné aux gardes et serviteurs tartares; l'autre, commençant à la claire-voie du commandant et finissant à l'extrémité du bâtiment, était réservé au vice-roi, à sa suite et à la légation. L'équipage avait pris sa grande tenue; partout le fer, le cuivre, les canons, reluisaient sous les feux d'un soleil éblouissant. Cet *Archimède* que nous avions vu si triste, si sombre et si délabré, pendant nos mauvais jours du golfe de Gascogne, était devenu méconnaissable.

Une salve d'artillerie avait été tirée à cinq heures et demie du matin, au moment où le vice-roi quittait Monga; une autre, à six heures, annonça son arrivée sur la Praïa-Grande, dont le débarcadère était décoré d'une espèce d'arc de triomphe. Le ministre plénipotentiaire et l'amiral ne tardèrent pas à monter à bord. Enfin, vers huit heures, on vit paraître le commissaire impérial, qui fut salué des trois coups de canon prescrits par l'étiquette chinoise. MM. de Lagrené et Cécille, offrant aussitôt la main à Ki-ing, le conduisirent à l'arrière, où ils lui firent prendre place entre eux sur un canapé, et l'ordre d'appareiller fut donné immédiatement. Le commissaire impérial, qui devait retourner par mer à Canton, avait consenti à faire une partie de la route à bord de *l'Archimède*.

Le vice-roi paraissait enchanté de ce bâtiment, qu'il préférait, disait-il, aux *steamers* anglais, compliment un peu chinois que l'on peut fort bien attribuer à la politesse exagérée du commissaire impérial. Vers midi, après avoir pris le thé, il sommeilla pendant quelques instants, puis il alla visiter la machine à vapeur, qu'il examina dans le plus grand détail, la faisant lui-même stopper et marcher, et demandant diverses explications. On lui donna ensuite le spectacle du tir des obusiers; le vice-roi voulut prendre part à cet exercice, et fit partir un boulet de sa propre main.

L'Archimède continuait cependant sa route au milieu de nombreuses jonques de guerre aux mâts pavoisés, qui, rangées sur le passage du vice-roi, nous saluaient à chaque instant de trois coups de canon. Les soldats qui montaient ces jonques étaient alignés sur le pont, en grande tenue, la pique et l'arquebuse à la main. Vers cinq heures du soir, nous arrivâmes au passage nommé Bocca-

tigris (1), distant d'environ quarante mille de Canton, et qui forme, aux yeux des Chinois, l'embouchure du Tcho-kiang (rivière des Perles). Ce passage est compris entre l'île Ti-kok-taou, d'une part, et les îles d'Anounghoï et de Chuenpi de l'autre; le chenal principal est formé par ces deux dernières et par celles d'Houang-toung nord et d'Houang-toung sud. Ces diverses îles sont défendues par des forts assez considérables, dont les murailles blanches dessinent des contours bizarres sur le versant des collines. Les forts d'Anounghoï comptent aujourd'hui dans leur armement une trentaine de pièces de 80, dont chacune est servie par trente hommes. Leurs murs, non bastionnés, sont garnis de plates-formes assez étroites, d'où les lourdes pièces d'artillerie chinoise ne pourraient, en cas de siége ou d'attaque, tirer que fort peu de coups, car leur recul épouvantable ne tarderait pas à les précipiter en bas. Ces canons présentent souvent d'énormes fissures à l'intérieur; ils ne sont point forés comme les nôtres; en les coulant, on place un morceau de bois cylindrique au milieu du moule; on comprend que la fonte versée autour de cette perche éprouve un refroidissement qui détermine des inégalités et empêche d'obtenir une bouche à feu parfaitement de calibre. Le fort d'Houang-toung nord a, dans son armement, un certain nombre de pièces de 30, provenant du naufrage de la frégate française *la Magicienne,* qui se perdit, il y a quelques années, aux îles Paracel. Somme toute, ces forts sont misérablement défendus, et encore plus misérablement construits. La guerre de 1841 est une preuve sans réplique de la faiblesse de Bocca-tigris et de l'état d'ignorance presque barbare dans lequel l'art militaire languit en Chine.

Le soir, le commandant de *l'Archimède* fit lancer des fusées pour répondre aux saluts et aux illuminations des forts. Les mille feux dont la traînée éclatante se prolongeait au loin sur les bords de la rivière de Canton produisaient un effet magique. Ce navire français portant un des plus puissants soutiens de la monarchie chinoise et salué par les vieux forts des Bogues, qui, deux ans auparavant, ne tiraient qu'à boulets à la vue des vaisseaux de guerre d'une autre nation, cette belle corvette pénétrant dans les eaux intérieures de l'empire au milieu de démonstrations d'allégresse avait réellement dans sa marche quelque chose de triomphal. L'ancienne méfiance, l'ancienne haine, que la nation chinoise avait toujours témoignées aux étrangers semblaient faire place à des sentiments nouveaux. La Chine tendait fraternellement la main à la France, au moment où leurs deux ministres allaient conclure un traité de paix et d'amitié éternelles.

Enfin le moment solennel arriva. Le traité fut signé dans le petit salon du commandant, en présence de plus de trente personnes pressées dans cet étroit espace. Quand les plénipotentiaires français et chinois eurent apposé leurs sceaux, M. de Lagrené embrassa Ki-ing, et tout le monde remonta sur le pont, où le contre-amiral Cécille porta un toast à l'amitié, à l'union, aux bons rapports de la France et de la Chine. Ki-ing répondit en formulant le vœu qu'à l'avenir les Français considérassent les Chinois comme leurs frères, qu'ils vinssent s'enrichir en Chine, et que l'amitié des deux nations se soutînt pendant deux fois dix mille ans. De toasts en toasts et de fusées en fusées, nous arrivâmes vers dix heures du soir à l'île de Whampou, où l'on tira de nouveaux coups de canon, et où le

(1) L'île et le passage du Tigre tirent leur nom d'une montagne à laquelle, avec un peu d'imagination et beaucoup de bonne volonté, on parvient à trouver la forme d'un tigre.

vice-roi et sa suite quittèrent *l'Archimède* pour retourner la même nuit à Canton, dans une jonque de guerre qui les attendait. Le lendemain, le ministre plénipotentiaire regagna Macao avec plusieurs membres de la légation. Quant à moi, je me réunis à quelques autres voyageurs impatients de visiter Canton, et nous prîmes passage à bord d'un bateau chinois qui se dirigeait vers cette ville.

La route de Whampou à Canton présente d'agréables aspects. Des groupes de bananiers aux longues feuilles pendantes, des bois d'orangers, des bambous, des plantations de riz, se succèdent sur les bords de la rivière. De temps en temps, on aperçoit des femmes enfoncées dans la vase jusqu'à mi-jambe et ramassant des coquillages. Sur la rive gauche se déploient les murailles blanches de quelques petits forts. Sur la rive droite, non loin de Whampou, on découvre plusieurs tours à neuf étages, élevées sur des éminences et semblables à des obélisques. Ces édifices se nomment *ta-tzeu.* Quelques personnes les considèrent comme des temples destinés à conserver des reliques boudhistes; mais j'ai recueilli à ce sujet une autre explication de la bouche d'un Chinois chrétien employé comme interprète par M. de Lagrené pendant son voyage dans le nord. Les Chinois voient dans la terre un être animé; selon eux, elle a, comme le corps humain, auquel ils la comparent, des artères par lesquelles circule l'esprit vital; les endroits où cet esprit afflue correspondent au pouls de l'homme. De même qu'on applique des ligatures à un membre pour y intercepter la circulation du sang, de même les Chinois construisent une tour aux endroits où ils veulent arrêter, fixer l'esprit de la terre. Ce sont alors des lieux propices qui répandent leur bénigne influence sur tout le voisinage, aussi longtemps que le courant électro-vital y est attiré par un puissant conducteur et maintenu par le poids d'un édifice élevé. On attribue souvent à un *ta-tzeu* le grand nombre de lettrés auxquels une petite localité donne le jour.

De distance en distance, nous rencontrions d'immenses pêcheries formées de rangées de pieux qu'on voit de loin s'élever à la surface de l'eau, et auxquels sont attachés des filets qui barrent le fleuve dans une assez grande partie de son cours. L'art de la pêche est un de ceux que les Chinois ont le plus perfectionnés. Bientôt cependant la rivière prit un nouvel aspect. Déjà nous étions à Canton, ou du moins au milieu des innombrables bateaux qui forment à l'entrée de la ville une sorte de faubourg du plus étrange aspect. On évalue le nombre de ces bateaux, depuis Canton jusqu'à Bocca-tigris, à quatre-vingt-quatre mille, et leur population à trois cent mille âmes. Rien ne saurait donner une idée du mouvement de cette immense ville aquatique. Ici ce sont des halles aux légumes, aux poissons et aux bestiaux; plus loin, de vastes chantiers flottants. Puis on rencontre des jonques de guerre aux pavillons bariolés, et des jonques marchandes du nord de la Chine, peintes en rouge, en noir et en blanc, armées à l'avant de deux espèces de cornes qui s'élèvent au-dessus de deux gros yeux de poisson, emblèmes de vigilance et d'adresse dont se parent tous les navires chinois. Les grandes embarcations sont extrêmement hautes de l'arrière, et sont chargées, à plusieurs endroits, de sculptures, de peintures et d'inscriptions. Les voiles de tous les bateaux cantonais sont des nattes triangulaires disposées en éventail à l'aide de longues perches. Les navigateurs du nord de la Chine ne se servent que de voiles carrées, en tissu de coton de couleur sombre.

Pour donner une idée complète de cet étrange quartier de Canton, dont les bateaux forment les rues, il faut décrire chaque rive du fleuve à part. La rive

gauche et septentrionale est bordée, à l'entrée des faubourgs, de maisonnettes en bambous, bâties sur pilotis et d'assez chétive apparence. En continuant à remonter le fleuve, on ne tarde pas à apercevoir deux îlots connus sous le nom de *Folie française* et de *Folie hollandaise.* Plus loin, au-dessus des factoreries, on voit flotter les pavillons de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Amérique. On avance encore, et on se trouve devant les bateaux de jeux, qui alignent en longue file leurs devantures sculptées. Aux bateaux de jeux succèdent les bateaux de fleurs, sanctuaires de toutes les voluptés asiatiques ; puis viennent les bateaux de mendiants et de lépreux, isolés de tous les autres. Le fort de Cha-min s'élève non loin de là, toujours sur la rive gauche, que nous n'avons pas encore quittée. Si l'on se rapproche de ce fort, on découvre d'abord quelques misérables cabanes à moitié démolies, construites sur pilotis, au milieu de l'eau, et formées de perches de bambou recouvertes çà et là de quelques nattes. Ces cabanes sont presque sans toit, et servent de prisons temporaires à des criminels qui y sont exposés à la pluie et au vent. En longeant la ville et le fort, on traverse le quartier Cha-min, construit sur la rivière, et habité par une population grossière et impertinente. Là les femmes et les enfants vous crient sans cesse : *Fan-kouaï* (diable étranger), en faisant signe qu'on devrait vous couper le cou, ce qui ne les empêche pas de tendre la main pour recevoir des *sapeks* (1). Ce triste quartier est, du côté du nord, le dernier empiétement de la ville sur la rivière. Au delà de ce faubourg, on se retrouve en pleine campagne. De nombreux bosquets, des allées de saules, de jolies maisons de campagne, varient agréablement le paysage. Les deux rives présentent une végétation également riche et pittoresque. L'aspect du fleuve est animé. De nombreuses embarcations apportent les produits de l'intérieur à la grande cité, où elles viennent, à leur tour, se pourvoir des précieux articles fournis par le commerce étranger. D'immenses trains de flottage descendent sans cesse la rivière avec leurs chargements de bambous et d'autres bois de construction.

Tel est l'aspect qu'offre la rive gauche du Tcho-kiang. Si on longe de préférence la rive d'Honan, c'est-à-dire la rive droite et méridionale, on rencontre d'abord une grande et belle pagode boudhiste. On ne tarde pas à passer devant un large canal perpendiculaire au fleuve, et dont l'entrée est défendue par un fort : c'est le canal intérieur qui mène à Macao. Les grandes embarcations prennent rarement cette route, où elles sont exposées à de fréquents échouages. Le canal traverse, dit-on, un pays très-peuplé, très-fertile et parfaitement cultivé. On rencontre, avant d'arriver à Macao, l'île de San-Chan, dont les Européens ont fait l'île Saint-Jean. Ce fut là que les Portugais fondèrent leur premier établissement; c'est là aussi qu'est enterré saint François-Xavier. Les étrangers étaient forcés, il y a peu de temps encore, de se munir d'une permission des autorités chinoises pour se rendre à Macao par ce canal. Aujourd'hui ils y circulent librement. — Un mille au delà de ce canal intérieur, on passe devant un autre canal plus petit, qui mène aux jardins nommés *Fa-ti,* consacrés non-seulement à la culture des fleurs, mais à celle des plantes rares et des arbres fruitiers. Les fleurs croissent dans des pots aux formes bizarres. Ce sont tantôt de petits éléphants, tantôt des buffles ou des rhinocéros en terre noire, dans le dos desquels on a pratiqué un ou deux trous par où l'on voit sortir la tige de la plante. Après ces deux canaux, la rive droite n'offre plus rien de remarquable.

(1) Monnaie de cuivre du pays.

On connaît maintenant les abords de Canton ; on a remonté les deux rives du Tcho-kiang. Il est temps de descendre à terre. L'Européen, à son arrivée à Canton, débarque dans le quartier des factoreries, où il est salué par les cris aigus d'une nuée de *tankas*, jeunes batelières chinoises qui viennent assaillir son embarcation mouillée à quelque distance des quais, en répétant : *My boat, my boat, captain* (mon bateau, mon bateau, capitaine). C'est à qui s'emparera des bagages de l'infortuné voyageur, qui voit, en quelques minutes, ses coffres dispersés entre une dizaine de *tankas*, dont chacune réclame son salaire, après avoir déposé sa charge sur le quai. Des bateaux longs de trois mètres au plus sont l'unique demeure de ces pauvres *tankas* dans toutes les saisons, la nuit comme le jour. Les ancêtres de ces batelières, émigrés de Formose, obtinrent jadis du gouvernement chinois la permission de venir habiter les côtes de la province du Kouang-toung, mais à la condition de ne point fixer leur domicile à terre. On trouve dans les bateaux des *tankas* deux ou trois siéges pliants, un petit fourneau, une espèce de grabat, des inscriptions, des gravures, de l'eau douce, du feu et quelques misérables aliments. Sur l'avant se tient une batelière armée de son aviron ; à l'arrière est placé un pilote féminin qui agite une sorte de rame-gouvernail, comme un poisson sa queue. La *tanka* a la tête enveloppée d'un mouchoir foncé qui ne permet d'apercevoir qu'une partie de son visage jaune et brûlé. Elle est vêtue d'une ample casaque bleue et de larges pantalons. Ses pieds sont toujours nus. Elle porte souvent, attaché sur son dos, un pauvre nourrisson, dont l'existence est un problème pour tout autre que pour sa mère, sans cesse obligée de soustraire ce précieux fardeau à mille chocs, à mille accidents, et opposant à ces dangers toujours renaissants une adresse, une sollicitude infatigables.

Déjà les *tankas* vous ont déposé au milieu d'un tumulte étourdissant. Vous êtes devant la factorerie anglaise, qui s'élève en tête et à l'est de toutes les autres. Cette factorerie se compose d'un long passage bordé de maisons ; un petit débarcadère, ombragé par une touffe d'arbres, mène à ce passage, dont une partie sert de hangar. Parmi les habitations remarquables que renferme la factorerie britannique, on compte celles du consul et de MM. Jardine, Matheson et compagnie, l'une des plus puissantes maisons anglaises de la Chine, puis le *hong* du riche Hou-koua, fils d'un ancien haniste. Cette factorerie n'est destinée qu'à remplacer provisoirement l'ancienne, pillée en 1841, et détruite en 1842 par un incendie. Sur l'emplacement des bâtiments dévorés par les flammes, on élève en ce moment une factorerie nouvelle ; mais les constructions, qui occupent quelques centaines de travailleurs chinois, sont encore peu avancées. Déjà plusieurs fois elles ont été interrompues : la lecture de placards menaçants affichés dans les rues de Canton avait frappé les ouvriers de terreur. Cependant on s'attend aujourd'hui à voir les travaux achevés dans un assez court délai. Ces nouvelles factoreries subsisteront-elles longtemps? Le sort de leurs aînées, brûlées ou pillées quatre fois en vingt ans, ne permet guère de l'espérer. On prédit qu'elles seront incendiées, à la première grande crise commerciale, par les mêmes ouvriers que les étrangers font vivre aujourd'hui. Le salaire est le seul lien qui existe entre ces ouvriers et les négociants anglais ; ce lien brisé, les étrangers deviendront des ennemis pour les travailleurs chinois.

Une rue étroite qui aboutit à un hôpital fondé par les missions protestantes sépare la factorerie anglaise projetée de celle des Américains. Celle-ci est en ce moment la seule belle et réellement convenable. C'est un assemblage de vastes

bâtiments qui, à l'extérieur, ne paraissent en former qu'un seul, dont la large et élégante façade contraste vivement avec tous les édifices chinois des alentours. Elle présente cinq grandes entrées qui conduisent dans autant de longs passages bordés de maisons d'habitation, de magasins et de bureaux. Ces passages se continuent dans toute la longueur de la factorerie, jusqu'à la rue qui la borne de l'autre côté. La plupart des locataires occupent des logements commodes, spacieux, élégamment meublés. Le haut des maisons forme terrasse du côté de la rivière : c'est là qu'on va respirer la fraîcheur du soir et contempler la scène animée que présente le voisinage. La maison du consul des États-Unis, M. Forbes, se distingue par sa façade ombragée de quelques grands arbres. Une belle esplanade règne en face de la factorerie et la sépare d'un parc appelé *Jardin américain,* au centre duquel s'élève un énorme mât de pavillon, jadis surmonté d'une girouette. Les Chinois attribuèrent la plus funeste influence à cette flèche inoffensive, dont la pointe se dirigeait alternativement vers les divers quartiers de la ville ; toutes les maladies, tous les malheurs, furent bientôt imputés à la pauvre girouette, contre laquelle une émeute en règle éclata en mai 1844. Il y eut des coups de fusil tirés, un Chinois tué et trois blessés. Enfin les Américains firent sagement descendre la girouette, et tout rentra dans l'ordre. Le *Jardin américain,* entouré de murs, traversé de plusieurs allées plantées de fleurs et d'arbres de toute espèce, est la seule promenade que les étrangers possèdent à Canton. Aussi y rencontre-t-on tous les soirs une nombreuse société.

Après la factorerie américaine, en remontant toujours à l'ouest, on traverse une rue ou plutôt une place où sont toujours réunis un grand nombre de badauds chinois, des marchands de comestibles, des diseurs de bonne aventure, des raccommodeuses d'habits et des barbiers. Les passants s'y arrêtent d'ordinaire pour lire les affiches rouges placardées contre les murs d'un vaste édifice, qui présente, dans ses longues fenêtres terminées en plein cintre comme dans son entablement orné de corniches élégantes, et surmonté de clochetons arqués, un curieux spécimen de l'architecture chinoise. Cette place aboutit d'un côté à un débarcadère, de l'autre à un grand passage appelé par les Anglais *Old-China-street,* et à l'entrée duquel on voit, dans une espèce de corps de garde, un petit autel consacré à quelque génie tutélaire. *Old-China-street* est pavé de dalles et bordé de belles boutiques où se trouvent réunis les divers objets de curiosité, laques, porcelaines, meubles, peintures, que les étrangers viennent acheter à Canton. Les boutiques d'*Old-China-street* sont presque exclusivement affectées aux voyageurs ; leurs propriétaires se tiennent ordinairement à la porte pour saluer les passants et les engager à venir faire des emplettes. Les maisons n'ont qu'un étage ; elles sont toutes construites et distribuées de la même manière. Les enseignes, écrites en anglais, se composent de petites plaques carrées, disposées obliquement à l'entrée de la maison. Le passage d'*Old-China-street* n'est recouvert d'aucune toiture. Seulement on remarque, de distance en distance, des planches jetées d'une habitation à l'autre, sur lesquelles se postent les gardes de nuit.

La factorerie française, assemblage d'édifices insignifiants, principalement habités par des Parsis, sépare *Old-China-street* d'un passage exactement semblable et parallèle, nommé *New-China-street.* Les boutiques de ce passage sont plus élégantes et paraissent mieux fournies que celles d'*Old-China-street.* Plus loin, se trouve le *Danish-hong* (factorerie danoise), qui ne diffère pas du *French-hong.* Comme dans cette dernière factorerie, on y remarque des balcons ornés de vases

de fleurs et joignant certaines maisons au mur qui leur fait face, car il n'y a qu'un côté du passage habité. En redescendant vers le *French-hong*, et en suivant un passage qui s'ouvre vis-à-vis de cet établissement, on arrive à l'hôtel Vincent, le seul hôtel où les étrangers puissent descendre à Canton. Cet hôtel s'élève près d'une cale où stationnent des embarcations de toute grandeur. C'est là que se termine le quartier des factoreries. Il est compris dans les faubourgs de Canton, qui couvrent une vaste étendue de terrain, à l'ouest de la cité chinoise, où nous allons enfin pénétrer.

II.

Canton, que les Chinois appellent communément *Sang-chien*, est le chef-lieu de la province du Kouang-toung, dont la superficie est à peu près égale à la moitié de celle de la France. La ville est située dans le département de Kouang-tchaou-fou, qui comprend quinze districts. La moitié occidentale de Canton appartient au district de Nanhaï, et la partie orientale au district de Pouan-yu. Cette division des grandes villes chinoises en plusieurs districts est un fait presque général.

Une enceinte à peu près carrée entoure la ville, divisée par un autre mur parallèle au fleuve en deux parties inégales. La plus grande, qui s'étend vers le nord, se nomme la vieille ville, la ville tartare; elle est restée jusqu'à ce jour fermée aux étrangers (1). L'autre forme la cité nouvelle, la ville chinoise; les étrangers y pénètrent sans difficulté, bien qu'ils n'y soient pas vus de très-bon œil. Les portes du grand mur d'enceinte sont au nombre de douze ; quatre autres, pratiquées dans le mur intérieur, mènent de la cité tartare dans la cité nouvelle.

Canton est traversé par plusieurs canaux (2) qui donnent une physionomie étrange à certains quartiers. On remarque celui qui traverse le quartier des Teinturiers. De longues pièces de tissus, teintes pour la plupart en bleu d'indigo, flottent au faîte des maisons qui le bordent. Les eaux du canal sont presque toujours troubles, et les rues qui l'avoisinent d'une saleté extrême. Les nombreuses tanneries que ce quartier renferme répandent les miasmes les plus fétides. L'apparition d'une figure étrangère y fait événement, et l'on ne tarde pas à être entouré d'une foule de malheureux qui vous examinent d'un air ébahi.

On compte, dit-on, près de six cents rues à Canton. Tortueuses et déplorablement pavées, ces rues ont rarement plus de deux mètres de large. De distance en distance, elles passent sous des portes de sûreté qu'on ferme chaque soir, afin de faciliter la surveillance de la police en interceptant les communications. En hiver, on jette d'un toit à l'autre quelques planches qui forment comme un pont au-dessus de la rue. Des tours, ou plutôt d'énormes échafaudages en bambou, élevés sur cette base fragile, servent de postes aériens aux gardes de nuit qu'on entend, à des intervalles très-rapprochés, exécuter de longs et sinistres roulements sur

(1) Il paraît qu'un édit récent de l'empereur en a enfin ordonné l'ouverture.

(2) Pendant les grandes marées, certaines rues deviennent elles-mêmes des canaux dans les quartiers de Canton qui avoisinent la rivière, et qui sont construits sur pilotis. La factorerie française est fort souvent inondée. On fut obligé, il y a douze ans, d'établir un service de bateaux dans les rues du quartier européen.

leurs *tamtams,* pour montrer qu'ils veillent et pour éloigner les malfaiteurs. En cas d'incendie, ce sont eux également qui donnent l'alarme par le son retentissant de leurs *gongs* de cuivre. Les gardes de nuit correspondent entre eux au moyen de signaux et d'un langage de convention. Ils se répondent de quartier en quartier pour échanger leur mot d'ordre. Ces roulements nocturnes, ces bruits sourds et prolongés, surprennent assez désagréablement le voyageur nouvellement débarqué en Chine.

Parmi les rues de Canton, il en est qui ont leur spécialité, comme la rue des *Charpentiers,* celles des *Pharmaciens,* des *Fabricants de lanternes;* il en est d'autres qui se partagent entre deux ou trois catégories distinctes de marchands. D'énormes enseignes blanches, rouges et noires, bien vernies, bien luisantes, sont placées verticalement à l'entrée des boutiques. Les passants y lisent de deux côtés, en grands et beaux caractères dorés, les noms en *tching,* en *tchang* et en *koua,* des propriétaires, ainsi que l'indication de leur genre de négoce (1). A l'intérieur des boutiques sont suspendues de grandes pancartes toutes bariolées de maximes commerciales très-édifiantes dans lesquelles on n'oublie jamais de glisser quelque éloge pour les marchandises du lieu. Celles-ci sont disposées dans des casiers fort propres. Une table formant un carré long s'étend devant le mur du fond. Les associés ou les commis de l'établissement se tiennent dans l'étroit espace compris entre la table et le mur. Ils semblent se plaire à rester isolés dans cette espèce de couloir où l'on ne peut pénétrer que par une porte latérale ou par les chambres pratiquées derrière la boutique. A huit ou dix pieds au-dessus de leurs têtes, une niche creusée dans le mur contient presque toujours un bel autel consacré à *Sing-kouan* ou à *Kouan-taï* (2). Cet autel est orné de feuilles de clinquant très-artistement découpées, et souvent de quelques peintures représentant des scènes fantastiques. A peu près de niveau avec l'autel s'étend, le long du mur, un balcon d'où le maître peut surveiller ses employés et voir ce qui se passe dans la boutique. Une lucarne qui s'ouvre dans le toit éclaire l'établissement. Dans une partie retirée du magasin se trouve ordinairement un autre petit autel consacré à *Toutheï,* le dieu des richesses, qui a toujours compté les négociants chinois parmi ses plus fervents adorateurs.

Les plus belles boutiques de Canton sont celles de *Physik street,* rue plus large, plus propre, plus aérée que toutes les autres. C'est là que sont les grands dépôts de curiosités et que se trouvent réunis, dans des musées toujours ouverts au public, les magnifiques vases de vieux-Chine, aux peintures admirables de verve et d'originalité; les bronzes antiques aux formes bizarres et variées; des boîtes rondes en laque rouge, vrais chefs-d'œuvre de ciselure, toutes couvertes de pagodes, de mandarins, d'arbres, de fleurs et de bateaux; de charmants petits vases en jade, aux contours élégants et délicats, précieux bijoux coquettement enchâssés dans de jolies montures en bois d'où on ne les tire qu'avec mille précautions; des statuettes de dieux et de sages; des armes et des monnaies remontant aux plus anciennes dynasties; enfin, mille petits trésors dont nous ne pouvons

(1) Voici la traduction d'un de ces avis au public : « Toutes les personnes honorables, quand elles veulent acheter, doivent regarder l'enseigne de cette boutique. Les marchandises y sont garanties, et les prix vrais. On n'y trompe ni les enfants ni les vieillards.

» Boutique de Chen-ki, près de la porte de Taï-ping, dans la rue de Tchan-chéou, vers l'orient. »

(2) Ces deux noms désignent également le grand chef Boudha.

apprécier ni la valeur, ni l'utilité, mais où se révèlent l'adresse et la patience inouïes de l'ouvrier chinois.

Une partie de la rue Ting-noung-kaï est habitée par des marchands de lanternes. Ces utiles luminaires s'y présentent sous les formes les plus bizarres et les plus variées, tantôt en boules, tantôt en cylindres, puis en corbeilles et en polyèdres. Les montures de ces lanternes consistent le plus souvent en baguettes de bambou, qui se plient ou s'allongent à volonté, de manière à produire alternativement un sphéroïde très-étendu ou un mince faisceau. Des papiers transparents, enduits d'une couche de colle desséchée, adhèrent aux arcs dont ils suivent, sans se déchirer, les mouvements divers. Souvent aussi la forme des lanternes est invariable; on en fabrique en verre, qui se démontent avec la plus grande facilité. Une autre partie de la rue Ting-noung-kaï est occupée par des marchands d'ornements religieux. Ce sont des fleurs, des maisonnettes en clinquant découpées et entremêlées de plumes de paon, de fruits artificiels et de figures grotesques. Les Chinois raffolent de ces oripeaux, dont ils décorent leurs temples et les autels de leurs dieux domestiques.

Dans *Sapsa-monkaï* (rue des treize factoreries), on vend des porcelaines tirées de la province du Kiangsi; on y rencontre aussi des fabricants de nattes, de chapeaux de paille et de vannerie, des marchands de pipes, de cannes, de tissus de Nankin et d'*hia-pou* (1) du Kouang-toung. A la sortie des passages d'*Old* et *New-China-street* se trouve une espèce de halle où l'on vend des poissons à grosse tête, des *pak-tsoé* ou choux de Nankin, des *keu*, racine du genre des scorsonères, dont les Chinois font une grande consommation à défaut d'autres légumes; d'énormes pamplemousses, des oranges, des fruits *sacrés*. Plus loin, on aperçoit d'affreux étaux de bouchers, où d'énormes rats aplatis et desséchés comme des jambons sont suspendus à côté de volailles rôties. L'odorat, dans les rues de Canton, a heureusement moins à souffrir que la vue; un parfum de bois résineux et d'encens y règne presque toujours.

La population qui circule dans ces rues étroites présente un singulier spectacle. A chaque pas, ce sont des surprises nouvelles. D'un côté, vous apercevez une quarantaine de têtes grotesques et immobiles, sur lesquelles des barbiers silencieux promènent gravement leur énorme rasoir; de l'autre, ce sont des diseurs de bonne aventure assis à leurs tables et entourés d'une foule de consultants qui les regardent la bouche béante et d'un air stupide. Rien de curieux comme l'appareil cabalistique d'un de ces astrologues : à sa droite s'élève une espèce de petite girouette ou de banderole noire et blanche, sillonnée de carreaux de foudre; à gauche sont des instruments de mathématiques et des figures bizarres de dieux ou de démons. Le devin, dont la figure est presque cachée par d'énormes lunettes, a devant lui du papier, des pinceaux pour faire ses calculs, et de poudreux volumes qu'il compulse de temps en temps d'un air mystérieux; il prononce de longs discours qui excitent l'admiration de tout l'auditoire, et ne tardent jamais à déterminer quelque croyant à présenter sa main, dont le prophète consulte attentivement les lignes. Celui-ci débite alors, d'une voix solennelle, une prédiction dont le sens reste presque toujours enveloppé de mystère, du moins à en juger par l'attitude du consultant, qui se retire d'un air rêveur et peu édifié, après avoir remis le prix convenu à l'habile devin. Plus loin, vous rencontrez des mar-

(1) Sorte de batiste chinoise fabriquée avec la fibre de l'*urtica nivea*, espèce d'ortie.

chands de bouillons économiques (c'est encore une découverte dont l'Europe doit laisser l'honneur aux Chinois, qui cette fois, comme d'habitude, l'ont devancée de plusieurs siècles). On voit des malades se faire appliquer très-philosophiquement de violents coups de poing sur le dos, car la médecine chinoise a aussi ses homœopathes. Des chaudronniers, des cordonniers, sont établis en plein vent, à côté de vieilles femmes qui raccommodent des habits. Des chasseurs rentrent au logis, portant sur l'épaule de vrais fusils de rempart, longs de trois ou quatre mètres, et à leur ceinture quelques chétifs oisillons pour tout butin. Des marchands d'animaux étalent les sacs, les cages étroites où sont entassés leurs malheureux prisonniers, des chats et des chiens d'abord, puis des cailles de combat, car les cailles se battent à Canton ; des oiseaux savants qui découvrent, entre cent grains, celui que leur maître vient de toucher ; des coqs auxquels on a coupé une patte pour y substituer celle d'un canard, qui paraît s'être parfaitement soudée et qui se meut sans effort. Continuez votre promenade : des charlatans haranguent la populace, ils pèsent et vendent des simples ou des racines dont ils vantent les mérites ; des mendiants couverts de misérables nattes trouées chantent de piteuses complaintes ou se heurtent le front contre terre ; des aveugles circulent dans les rues par files de quinze ou vingt individus, s'orientant à l'aide de longs bâtons, faisant claquer de petits morceaux de bois pour demander l'aumône, et envahissant les boutiques dans l'espoir d'arracher quelques sapeks aux marchands fatigués de leur horrible vacarme. Ici, des musiciens charment tout un cercle de nombreux auditeurs en leur faisant entendre le vieil air national que l'on répète dans tous les *singsong*. Plus loin, des flots de *coulis* presque nus hurlent et s'entre-choquent avec leurs doubles fardeaux suspendus à des leviers de bambou qu'ils s'efforcent de maintenir en équilibre sur leurs épaules ; des porteurs avertissent la foule par le cri de *la, la, la*, et heurtent brusquement les flegmatiques citadins qui ne se rangent pas assez vite devant la chaise balancée par leurs bras vigoureux. Cette chaise, espèce de caisse carrée soutenue verticalement par le milieu à l'aide de longs brancards, est tantôt fermée hermétiquement, tantôt ouverte sur le devant et sur les côtés, de manière à laisser voir le promeneur assis. Des cortéges de mariages, en tête desquels on porte des cochons rôtis, des cortéges de mandarins, accompagnés de joueurs de *gongs* et de porteurs de parasols, défilent à leur tour devant l'étranger surpris. Toute cette foule qui vocifère, qui tourbillonne, qui vous barre à chaque instant le passage, présente un coup d'œil qu'on chercherait en vain dans nos capitales européennes. Ne vous laissez pas trop distraire cependant par cette succession de scènes et de tableaux variés. Comme dans toutes les grandes et opulentes cités, il existe à Canton un nombre considérable d'aventuriers et de filous. On y *fait* le mouchoir et la montre avec autant d'adresse qu'à Paris. Il n'est, je le crois, personne d'entre nous qui n'ait eu quelque foulard escamoté sur la petite place située entre le jardin américain et la factorerie française. Vous êtes souvent suivi par un individu qui finit, si vous n'y prenez garde, par vous mettre très-lestement la main dans la poche.

Le mouvement, l'animation dont nous avons cherché à donner une idée, explique la prédilection des Chinois pour Canton, qu'ils appellent un séjour de délices. Il est, dit-on, peu de cités dans l'empire qui leur offrent des moyens aussi variés de satisfaire leurs passions. Les maisons de jeu y sont très-nombreuses, les représentations théâtrales extrêmement fréquentes ; la rivière, la ville flottante, offrent des fêtes et des plaisirs inconnus ailleurs. Le commerce étranger, si

considérable à Canton, procure à cette ville une grande quantité d'objets de luxe fort rares dans le reste de la Chine, et ouvre à ses marchands mille sources de richesses. Aussi y compte-t-on des fortunes immenses acquises dans les affaires. Je citerai en première ligne celle d'Hou-koua, le plus riche propriétaire de Canton, celles de Poun-ting-koua, de Poun-kaï-koua et de Ping-ti-ouang.

Mais c'est assez nous occuper de l'aspect des rues ; l'intérieur des maisons nous réserve de nouvelles surprises. La ville chinoise a ses beaux quartiers, où les maisons sont construites en briques ; elle a aussi ses quartiers misérables, où de chétives huttes de limon et de bambou servent d'abris aux pauvres. Ne nous arrêtons pas devant ces cabanes, ne soulevons pas la natte qui sert de porte : cette natte cache un réduit étroit, humide, infect, qui sert en même temps à une famille nombreuse de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher. C'est dans les grandes maisons de l'intérieur de la ville qu'il faut étudier l'architecture domestique des Chinois. Ces maisons arrêtent tout d'abord l'attention par la forme du toit recouvert de tuiles cintrées, qui dessine un arc très-gracieux. Cette forme dérive, dit-on, de celle de la tente, antique habitation des tribus nomades qui, de l'ouest de l'Asie, vinrent jadis s'établir en Chine. Le caractère dominant de l'architecture chinoise est une extrême légèreté. Les constructions sont élégantes, coquettes, souvent ornées de sculptures du travail le plus délicat, mais elles manquent entièrement de solidité. Aussi la Chine est-elle fort pauvre en monuments antiques. La plupart des maisons de Canton ne sont qu'à un étage. Les fenêtres sont à coulisses et non à pivots ; elles se touchent comme celles de nos édifices du moyen âge. Les vitres sont remplacées par un treillis de bois, le plus souvent à carreaux, mais quelquefois aussi découpé en arabesques du dessin le plus capricieux et le plus élégant. Des coquilles taillées et transparentes servent à fermer les interstices ; on les remplace par du papier dans les habitations où on ne se pique pas d'une extrême élégance.

Les habitations des riches sont entourées de hautes murailles qui en dérobent la vue aux passants. Quand on a franchi le seuil de la porte, ordinairement à deux battants, on se trouve vis-à-vis d'une cloison destinée à masquer l'intérieur du logis, car un des traits caractéristiques des habitants du royaume des fleurs, c'est d'aimer à jouir du bonheur sans témoins. Aucune précaution ne leur coûte quand il s'agit de cacher leurs trésors de tout genre aux regards curieux de leurs concitoyens, et surtout des mandarins, dont la jalousie est redoutable. Une loge de portier est assez souvent placée près de l'entrée. Deux passages qui s'ouvrent à droite et à gauche de la cloison mènent dans une avant-cour terminée par une antichambre ou salle de réception. Cette salle est entièrement ouverte sur le devant ; le mur du fond est décoré d'un autel consacré au culte des ancêtres ou de quelque génie tutélaire. Sur l'autel, paré de fleurs et de feuillages en clinquant, une lampe, toujours allumée, attend les fidèles qui viennent y brûler des parfums et des papiers dorés, après avoir chargé d'offrandes une table voisine. De longues bandes de papier rouge, couvertes de sentences en gros caractères noirs, sont suspendues aux murs. L'appartement est orné de quelques grandes lanternes de formes bizarres ; les unes, rondes, sont faites en papier enduit de glu d'*agar-agar* et chargées de figures grotesques ou d'inscriptions ; les autres, carrées, consistent en plaques de verre enchâssées dans des cadres à rainures et couvertes aussi de peintures.

A droite et à gauche de l'autel se présentent ordinairement deux issues qui

mènent dans une seconde cour, sur laquelle donne un assez vaste balcon carré qui règne tout le long du corps de logis. Souvent aussi il n'y a qu'une seule cour, et les deux portes de la salle de réception mènent directement dans l'intérieur de l'habitation. L'appartement des hommes se nomme, à Canton, *goun-ting*, et celui des femmes, qui en est entièrement séparé, *ka-kunting*. Des escaliers étroits font communiquer les différents étages. Les chambres, petites et nombreuses, sont garnies de guéridons, de fauteuils larges et carrés, à dossiers droits, très-incommodes et très-disgracieux. On ne voit de rideaux et de tissus qu'autour des lits. Les cloisons et les portes sont ornées de charmantes ciselures à jour, qui font honneur, par leur fini parfait comme par leur originalité, à la patience et au goût de l'ouvrier chinois. Les lampes, les lanternes, les peintures d'animaux, de plantes, de rochers et de paysages impossibles, se rencontrent à chaque pas. On remarque aussi une singulière profusion de pancartes rouges, sur lesquelles sont inscrites des maximes, des allégories, des comparaisons en vers, dont le sens est souvent très-obscur pour les Chinois eux-mêmes, qui ne trouvent beau et spirituel que ce que l'on a beaucoup de peine à comprendre. Ces pancartes se placent par couples, et l'inscription de l'une est le complément de celle de l'autre (1).

Enfin, outre les chambres que nous venons de décrire et qui sont réservées à la vie intérieure, la plupart des maisons des riches cantonais ont au sommet une délicieuse terrasse où l'heureux propriétaire va le soir respirer la brise et se livrer à de douces rêveries. Rien ne manque, on le voit, aux habitations chinoises sous le rapport du confortable et de l'agrément. Ne nous contentons pas cependant de ce premier aspect des rues et des maisons. Ces brillants dehors ne nous font connaître qu'à demi une population qui mérite d'être observée de plus près.

III.

On a hasardé bien des calculs, bien des opinions différentes sur le chiffre de la population de Canton. Les uns, se fondant sur le peu d'élévation des maisons et sur le temps assez court qu'ils ont mis à faire le tour de la ville, ne lui donnent que cinq cent mille habitants. Quelques voyageurs se sont arrêtés à un million. D'autres enfin, portant le nombre des artisans de diverses professions à deux cent cinquante mille, la population des bateaux au même chiffre, et celle du reste de la ville à un million, ont découvert que Canton renfermait quinze cent mille âmes. Sans prétendre me prononcer sur une question aussi épineuse, je me bornerai à faire observer que tous ces calculs reposent sur des éléments vagues et incertains, qu'en pareille matière et dans un pays comme la Chine les étrangers se trouvent réduits aux conjectures, et que ces derniers, mais particulièrement les Français, sont pour la plupart singulièrement portés à l'exagération, quand ils parlent du Céleste Empire.

Les Cantonais sont en général de taille assez haute. La race chinoise ne pré-

(1) Ainsi l'on écrira sur la première : « Clair comme l'intelligence d'un savant à son automne; » puis, sur la seconde : « Et comme la rosée que produit un nuage doré par le soleil. » Telle est la traduction que m'a donnée d'un de ces dystiques un interprète de Macao.

sente pas cette grande variété de types qu'on remarque dans les races européennes. Inférieure à celles-ci en énergie physique, elle est moins sujette aux difformités, qui chez elle sont presque toujours la suite d'accidents (1). Le teint des Chinois est jaunâtre : cependant il n'est pas rare de rencontrer des individus entièrement blancs, surtout dans le Nord. Le nez court et épaté, les narines très-développées et un peu relevées sur le devant, les pommettes saillantes, de grandes oreilles, les yeux petits, presque sans paupières et bridés, mais moins obliques qu'on ne se le figure en Europe, les mains fines et délicates, les doigts allongés, les pieds très-petits, tels sont à peu près les caractères physiques des Chinois. Les cheveux sont noirs; cependant il nous est arrivé de rencontrer quelques albinos qui excitaient une curiosité générale. On sait que les Chinois se rasent tout le devant de la tête, les tempes et la nuque, de manière à ne conserver qu'une calotte d'environ quatre ou cinq pouces de diamètre, d'où une longue queue, augmentée d'une partie postiche formée de cordons tressés, traîne presque sur les talons. La limite entre la partie tondue et la partie chevelue de la tête est marquée, chez quelques jeunes fashionables, par une auréole de poils droits et hérissés de la longueur d'un doigt. L'usage de se raser la tête ne date en Chine que des derniers princes de la dynastie ming, celle qui précéda la dynastie tartare, dont l'avénement remonte à 1644. Cet usage est aujourd'hui profondément invétéré. Il n'y a guère que les mendiants, les prisonniers et les tribus insoumises des montagnes qui n'aient point le devant de la tête rasé. Couper la queue d'un Chinois, c'est lui faire le plus sanglant outrage. Aussi les prisonniers de guerre que les Anglais dépouillèrent de ce bizarre ornement avant de les relâcher furent-ils contraints de cacher leur honte dans une profonde retraite, jusqu'à ce que le mal fût en partie réparé. J'ai vu de jeunes Chinois entrer dans d'incroyables transports de fureur quand on leur disait, en plaisantant, qu'on leur couperait la queue. La barbe, en revanche, n'est point regardée comme une parure. On ne la laisse croître que dans une vieillesse avancée, et on ne porte pas de moustaches avant l'âge de quarante ans. Un jeune homme se ferait montrer au doigt, s'il portait des favoris comme en Europe.

La mise des Chinois est généralement simple, propre et décente. Pour les hommes des classes riches, les fonctionnaires du gouvernement, elle se compose de deux robes de couleur foncée : l'une, descendant jusqu'au milieu du mollet, boutonnée et fendue sur les côtés, se nomme à Canton *choung-cham ;* l'autre, appelée *po*, descend beaucoup plus bas, elle est fendue par devant, parce qu'au-

(1) Il faut faire exception pour les habitants de la province du Kouang-toung, qui paraissent très-sujets aux maladies cutanées. La plupart des gens de la basse classe ont sur la peau du crâne des marques d'ulcères. Beaucoup d'entre eux sont affligés de loupes d'un volume énorme. J'ai vu quelques-uns de ces malheureux porter au cou des excroissances charnues deux fois grosses comme leur tête. Les lépreux sont aussi très-communs dans ce pays. C'est sans doute à l'horrible saleté des pauvres et à leur détestable alimentation qu'il faut attribuer ces tristes infirmités. Un rapport adressé il y a dix ans à l'empereur par un haut fonctionnaire de la province signalait un dépérissement physique très-marqué parmi les habitants, et l'attribuait particulièrement aux incendies et aux inondations qui avaient plongé beaucoup de familles dans la misère ; mais c'est surtout dans l'usage immodéré de l'opium que le gouvernement chinois a cru découvrir la cause du mal. L'action enivrante et abrutissante de ce narcotique est un fait constant pour quiconque a étudié de près les Cantonais et leur genre de vie.

trefois il était d'usage de la retrousser, et peut se serrer à la ceinture, tandis que le *choung-cham* est toujours bouffant. Dans les grandes cérémonies, les mandarins portent, au lieu de ces simples vêtements de soie foncée, des robes aux couleurs éclatantes, ornées de riches broderies. Parmi les pièces du costume des riches chinois, on compte encore le *ma-koua* et le *taï-koua*. Le *ma-koua* est une espèce de pèlerine tombant jusqu'à la ceinture et boutonnée sur le milieu de la poitrine; cette pèlerine est ordinairement brune ou noire, mais toujours d'une couleur plus foncée que celle de la robe. Le *taï-koua* est le surtout que les mandarins revêtent par-dessus leurs robes et qui descend jusqu'aux genoux. La toilette d'hiver est infiniment plus élégante que celle d'été. Les hommes riches ne sortent, par les temps froids, qu'avec de magnifiques pèlerines ou des robes de fourrures; on endosse souvent, dans cette saison, quatre ou cinq habits les uns par-dessus les autres. Des souliers en étoffe noire, quelquefois brodés, toujours à semelles blanches très-épaisses et relevées sur le devant, composent, avec des bas blancs plissés, la chaussure habituelle des Chinois; les mandarins se servent aussi quelquefois de lourdes bottes. Les personnages de haute condition ne portent jamais de pantalon.

Les Chinois des classes moyennes sont vêtus habituellement d'une robe bleue et quelquefois aussi d'une casaque ou *houng-cham* à larges manches, descendant jusqu'aux cuisses, avec des boutons ronds en alliage de cuivre, et deux entailles triangulaires le long des hanches. L'habit est serré autour du cou, qui est presque toujours entouré d'un ruban de satin bleu clair de deux pouces de large tenant lieu de cravate. Le complément de ce costume est une culotte courte et collante, ordinairement verte ou brune, descendant jusqu'au genou. Le reste de la jambe est recouvert d'un bas de coton ample et épais. Les personnes vêtues de robes ont, au lieu de pantalon, des espèces de caleçons. Les marchands de Canton ne sortent jamais en été sans avoir leur éventail et leur parasol en main.

Les domestiques et les artisans sont vêtus de casaques de coton bleues, blanches ou grises, nommées *cham;* ces casaques à manches très-amples ne descendent que jusqu'aux hanches, et ont deux entailles triangulaires sur les côtés. Le pantalon est large, bouffant et de la même étoffe que l'habit. Un sachet brodé servant de bourse est fixé sur le bas-ventre. La casaque est quelquefois remplacée par la robe aux jours de fête. Les *boys* ou jeunes domestiques des Européens ont adopté ce costume, seulement ils portent fréquemment la culotte courte au lieu du pantalon bouffant. Enfin les *coulis* ou hommes de peine ont tantôt le vêtement des domestiques, mais en étoffe plus grossière, tantôt ils n'ont qu'un misérable pantalon ou une pièce de toile serrée à la ceinture, qui laisse nus le haut du corps et le bas des jambes.

Les accessoires jouent un grand rôle dans le costume chinois. Ce sont autant d'emblèmes qui précisent la position qu'occupe un citoyen dans l'état. Les fonctionnaires du gouvernement portent, dans les grandes cérémonies, sur la poitrine et sur le dos, deux plastrons de soie ornés de figures allégoriques. Les ministres de l'empereur sont reconnaissables à l'image de l'animal fabuleux et couvert d'écailles, nommé *tchi-ning,* brodée sur le plastron de devant, et à celle du dragon, que seul l'empereur a le droit de porter sur la poitrine, brodée sur le plastron de derrière. Ces ministres se divisent en deux catégories, les lettrés et les militaires : ceux-ci prennent place à la droite de l'empereur, et les premiers à sa gauche, qui est la place d'honneur.

Les divers fonctionnaires de l'état ou *kouang*, que les Européens sont convenus d'appeler *mandarins* (dénomination vicieuse et inconnue des Chinois), sont classés en neuf divisions, dont chacune comprend les deux catégories des lettrés et des militaires. Le plastron des lettrés ne représente que des oiseaux, et celui des guerriers que des quadrupèdes. La grue à ailes déployées désigne la première et la seconde classe des lettrés (1). Des paons ou des oies sauvages également à ailes étendues caractérisent les troisième et quatrième classes. L'aigle et aussi, dit-on, le faisan argenté sont les signes des lettrés de la cinquième. Une espèce de canard sauvage, peut-être le canard mandarin, qui vit toujours accouplé, fait reconnaître les sixième et septième classes (2). Enfin, les huitième et neuvième classes sont décorées du perroquet. La première et la deuxième classe des mandarins de guerre ont un lion pour emblème; les troisième et quatrième, un tigre. La cinquième se pare d'une espèce de panthère, les sixième et septième, d'un léopard ou d'un chat sauvage. L'attribut de la huitième et de la neuvième classe est la licorne de mer.

Nous n'en avons pas fini avec ces détails du costume, qui ont en Chine une importance que les étrangers ne soupçonnent pas. Le bouton est un autre signe d'autorité, fixé par une virole au sommet du chapeau, et qui varie suivant la classe du fonctionnaire, abstraction faite de son caractère militaire ou civil. Le bouton de la première classe est rouge et un peu plus petit que les autres, qui ont généralement la grosseur d'une noix. C'est celui que porte le commissaire impérial Ki-ing. Les mandarins du second degré ont aussi un bouton rouge, mais orné de certains caractères. Ceux de troisième classe ont le bouton bleu foncé; le bouton du quatrième degré est bleu clair transparent; le bouton du cinquième est en cristal blanc. La sixième classe a le bouton blanc opaque; la septième, le bouton en cuivre (3). Les boutons du huitième et du neuvième degré sont aussi en cuivre, ils ne décorent que de très-petits personnages, et surtout des agents de police. Le bouton est de création tartare : il a un sens allégorique, et figure, dit-on, une pierre destinée à faire plier l'indépendance de la nation.

La coiffure du Chinois varie selon la saison. En été, c'est un cône bas et évasé en paille ou en soie; en hiver, c'est une coiffure hémisphérique en feutre noir, à bords relevés. Un panache rouge en crins ou en fils de soie descend toujours du haut du chapeau, et s'arrête à ses bords. Le chapeau est maintenu sur la tête par un cordon qui passe sous le menton. La plume de paon ne sert point à désigner une classe particulière de mandarins : ce n'est qu'une distinction honorifique. Longue d'un peu plus d'un pied, elle se place à l'arrière du bonnet, de manière à longer le dos d'assez près. Les mandarins en négligé et les Chinois de la classe moyenne portent, dans leur intérieur et quelquefois dans leurs courses en ville,

(1) Le déploiement des ailes est un signe de suprématie. Aussi les mandarins inférieurs ne peuvent-ils se permettre que des oiseaux à ailes ployées et levant une patte, comme pour indiquer l'intention de monter.

(2) Le canard mandarin est l'emblème de la tendresse et de la fidélité conjugales. Aussi, quand la discorde vient à éclater dans un ménage chinois, les deux époux se décident-ils souvent à manger un de ces canards, et la bonne harmonie, assure-t-on, tarde rarement à se rétablir à la suite du repas.

(3) Ce bouton n'est porté que par de petits mandarins. On achète le droit de s'en parer moyennant 300 piastres. On peut également acheter le droit de porter les boutons blancs.

une petite calotte noire surmontée d'une espèce de torsade rouge ou dorée, formant un nœud. La coiffure des *coulis*, ou gens de la basse classe, est, pendant les chaleurs, tantôt un large chapeau de paille ou d'osier. légèrement conique et imitant la forme d'un bouclier, tantôt un cône comme celui des mandarins, mais formé de branches tressées, peintes en jaune clair, et souvent bariolées de bandes bleues, rouges et noires. On leur voit aussi des chapeaux d'écorce ou de paille imitant une cuvette renversée. En hiver, ils portent un capuchon noir ou un bonnet de drap feutre brunâtre très-grossier.

Les mandarins sortent rarement sans avoir à leur côté un petit fourreau bigarré et luisant qui renferme leurs *faï-tsz*, baguettes d'ivoire dont ils se servent à leurs repas en guise de fourchettes. Une pipe, une blague à tabac, un joli petit flacon servant de tabatière, sont suspendus à leur ceinture par des cordons de couleurs variées. Le surtout nommé *taï-koua* recouvre ordinairement tous ces colifichets. Les mandarins portent aussi par-dessus leurs habits de cérémonie un collier à gros grains, ordinairement en corail, qui descend jusqu'à la ceinture.

Le deuil amène diverses modifications dans le costume des classes moyennes. Le deuil de père et de mère se porte blanc, au dire de tous les Chinois; je me souviens cependant d'avoir vu le mandarin Poun-ting-koua vêtu d'une robe grise peu de semaines après avoir perdu sa mère. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'immédiatement après la mort de leurs parents, les Chinois des classes moyennes endossent la robe blanche, et entrelacent leur queue de cordons blancs. Le panache rouge du chapeau est remplacé par un panache bleu clair, et le petit nœud rouge ou doré de la calotte, par un nœud blanc. Pour le deuil d'une belle-mère ou d'un beau-père, le gendre met des cordons bleus à sa queue pendant trois mois; la femme seule est tenue, dans cette occasion, de porter la robe blanche. Le deuil d'un père ou d'un grand-père dure trois ans.

Le costume des femmes en Chine se rapproche plus de celui des hommes que dans aucun autre pays. Dans les classes riches, elles ont une casaque de soie, ordinairement bleue, à larges manches relevées, ornée de broderies de couleur éclatante. Cette casaque est croisée et se boutonne près de l'épaule droite. Autour de la ceinture viennent s'ajuster deux jupes plissées, couvertes de riches dessins. La casaque, qui descend jusqu'au-dessous des hanches, ne permet de voir qu'une faible partie de la jupe. Celle-ci, s'arrêtant bien au-dessus de la cheville, laisse paraître l'extrémité de larges pantalons aussi brodés vers le bout. Les dames de Canton ont des coiffures très-variées; je me bornerai à décrire la plus ordinaire. Les cheveux sont rassemblés en forme d'aile sur le sommet de la tête : cette masse compacte, fixée et maintenue par un morceau de bois, se termine par derrière en une longue pointe qui suit la direction de la nuque. Plusieurs peignes et de grandes épingles d'or sont ajoutés dans les cheveux, que les personnes des classes élevées sèment de fleurs et de perles. Les dames chinoises portent des bracelets en jade, dans lesquels elles font entrer la main en l'arrondissant, et qui glissent par conséquent sur l'avant-bras. Non contentes de se farder ridiculement la figure, elles se peignent les lèvres et les sourcils. Telle est du moins l'habitude des femmes riches. Celles de la classe inférieure ne portent point de jupe; leur vêtement se compose d'une large casaque en toile de coton bleue et d'un pantalon bouffant. Les jeunes filles, jusqu'à l'âge de dix ou douze ans, ont la queue séparée en deux parties et les cheveux taillés droits un peu au-dessus de la naissance du nez, ce qui leur donne un air assez comique. Il a

été souvent question du pied des Chinoises, dont une compression exercée dès la plus tendre enfance réduit si étrangement les proportions naturelles. Aussi ne nous étendrons-nous pas sur ce triste sujet. Il n'y a guère que les femmes des classes riches qui parviennent à donner à leur pied le degré de petitesse considéré comme la perfection du genre. Les gens du peuple, qui sentent la nécessité du libre usage de leurs jambes, ont assez généralement le bon esprit de ne pas estropier leurs enfants. En Chine, d'ailleurs, les extrêmes se touchent. On ne trouve de grands pieds que chez les femmes de la basse classe et chez celles de l'empereur et des plus hauts dignitaires, qui ont conservé les usages tartares.

L'étiquette, qui règle jusqu'aux accessoires du costume, se retrouve dans les moindres détails de la vie chinoise. Tout y devient prétexte à fêtes et à cérémonies. La vie privée, la vie publique, ont chacune des solennités qui se disputent l'attention du voyageur. Si je ne vis pas célébrer de mariages pendant mon séjour à Canton, j'eus souvent occasion d'assister à des funérailles. Quand un malade paraît sur le point de rendre le dernier soupir, on lui met dans la bouche une pièce d'argent, et on lui ferme soigneusement les narines et les yeux. A peine a-t-il cessé de vivre que l'on pratique une ouverture au toit de la maison, afin de livrer à son âme une issue commode; puis, l'on se hâte de chercher des prêtres ou bonzes qui arrivent couverts de longs manteaux rouges et commencent leurs prières entremêlées d'une affreuse musique de gongs, de flûtes et de chants. On étend un drap rouge sur une couchette où l'on dépose le cadavre. A côté, l'on dresse une table qu'on couvre de mets, de cierges et de parfums. Une sorte de chapelle est élevée à l'entrée de la maison, et décorée de papiers dorés et de grandes lanternes. La famille, les amis du défunt, vêtus de blanc et le front entouré de mouchoirs de même couleur, forment cercle et se prosternent autour de la table en poussant par intervalles de légers gémissements. Toutes les connaissances du mort, qui viennent faire leurs compliments de condoléance, se couchent à terre, après avoir déposé quelque cadeau, un cierge ou des parfums. Plusieurs bonzes s'établissent à l'entrée, autour d'une petite table sur laquelle on leur sert du thé. Après avoir bu et fumé tranquillement leur pipe, ils recommencent à chanter, à agiter des sonnettes et à faire de la musique; puis ils livrent aux flammes une grande quantité de papiers dorés. A Canton, l'exposition dure un jour, après lequel on dépose le corps du défunt, revêtu de ses plus beaux habits, dans un grand et épais cercueil de forme arquée, qui est en bois de sandal odorant pour les riches et en bois grossier pour les pauvres. Ordinairement on laisse les vieillards de haut rang pendant trois semaines dans leur maison. Souvent même plusieurs mois, et quelquefois, dit-on, deux ou trois ans, précèdent l'inhumation. Cette dernière cérémonie n'a lieu qu'après qu'on a consulté les astres, et sous quelque conjonction propice. Les jeunes gens, même de bonne famille, sont enterrés tout de suite. Quant aux enfants de moins d'un an, on les jette tout simplement à l'eau, après leur avoir noirci la figure. Le cimetière de Canton occupe une grande étendue de terrain au pied des collines du nord. Les riches y reposent dans un emplacement séparé de celui des pauvres. Au moment où le cercueil est descendu en terre, on lâche plusieurs pétards. Au retour à la maison mortuaire, il y a grand dîner.

Parmi les cérémonies domestiques des Chinois, il en est une qui correspond au baptême. Outre les noms de famille ou *sing*, il y a ce qu'on pourrait appeler des *noms individuels*, et qui varient comme la destinée même du citoyen dont

ils servent en quelque sorte à indiquer les principales phases. Le premier de ces noms, le *ming*, correspond exactement à notre nom de baptême et distingue entre eux les membres d'une même famille. Il est le même pour les deux sexes. On le donne à l'enfant un peu avant qu'il ait atteint l'âge d'un mois; c'est alors aussi qu'on rase pour la première fois un garçon. La mère adresse des prières à Kouanin, déesse de la miséricorde, pour attirer sa bénédiction sur la tête de son jeune fils, et le père prononce son nom en présence de plusieurs témoins conviés aux fêtes qui suivent la cérémonie. Le *tcho-ming* (nom de livre ou nom d'écolier) se substitue au *ming* quand le jeune garçon vient pour la première fois prendre place sur les bancs de l'école. L'instituteur, s'agenouillant devant un pupitre sur lequel est inscrit le nom d'un des sages de l'antiquité, recommande l'élève à la protection de cet illustre patron. Il s'assied ensuite sur une espèce de trône, et l'enfant vient faire plusieurs génuflexions devant lui. — Quand, plus tard, heureux lauréat, le jeune homme, après avoir satisfait à de nombreuses et difficiles épreuves littéraires, entre dans la carrière des emplois publics, il prend son nom officiel ou *kouang-ming*. A l'époque du mariage, il change encore de nom, et c'est le beau-père qui alors joue le rôle de parrain. Le *haou* est une dénomination qui, s'il est devenu marchand, fera reconnaître le genre de son commerce ou son établissement. Enfin l'amitié même a ses noms d'affection que deux individus, pour célébrer une étroite liaison, se donnent réciproquement. Ces changements de noms continuels entraînent de fréquentes méprises. Faute de savoir qu'une personne a quitté son ancien nom pour en prendre un plus harmonieux, un plus honorable, on est souvent la cause innocente d'un dépit aussi injuste que mal dissimulé, assez pareil à celui que fait éprouver l'oubli de la particule à quelque duc ou marquis de fraîche date.

La Chine a, nous l'avons dit, ses fêtes de famille et ses fêtes publiques. Le nouvel an chinois, qui tombe vers le commencement de février, est une de ces dernières. Aux approches du jour impatiemment attendu, la plupart des ateliers se ferment, la foule devient de plus en plus compacte dans les rues, et les voleurs, qui veulent aussi prendre leur part de la fête, se livrent à leur industrie avec une effrayante activité. On voit circuler gravement des individus qui portent, en signe de réjouissance, des branches d'arbres dépouillées de feuilles et parées de fleurs blanches, que l'on nomme *téou-tchoung-fa*. On s'envoie pour étrennes de grosses pamplemousses et de petits cochons rôtis, comme chez nous on offre des dragées et des oranges. Les mendiants se barbouillent la figure de blanc et de noir; quelquefois même ils simulent sur leurs traits ensanglantés des plaies profondes. D'autres remontent par-dessus leur tête la misérable natte trouée qui les enveloppe. Une grande foire se tient alors dans le fond de la rue *ta-toung-kaï*. On y trouve de charmants objets de curiosité, des bronzes, des jades, des laques, des épées formées d'anciennes pièces de monnaie liées les unes aux autres, des peintures fantastiques, des tablettes de marbre, des meubles précieux. Tout cela se vend trois ou quatre fois moins cher que dans les boutiques. Il paraît que la plupart de ces objets sont mis à l'encan, soit par des personnes gênées pour le règlement de leurs comptes (ces règlements se font toujours au nouvel an), soit par de riches chinois, qui craindraient de passer pour gens de mauvais ton, s'ils gardaient pendant plus d'une année certains ornements dans leurs habitations.

La veille du nouvel an, on tire des pétards dans toutes les rues. La circulation y devient extrêmement difficile; mais, le jour même qui commence l'année, le

calme se rétablit, et la foule est moins épaisse. Chacun s'est revêtu de ses plus beaux habits ; les gens du peuple s'en font généralement faire de nouveaux pour cette époque. On rencontre beaucoup de hauts fonctionnaires en chaise à porteur et en grande tenue, qui vont visiter leurs amis. — C'est la vingt-cinquième année du règne de l'empereur Tao-kouang que nous vîmes commencer à Canton. La plupart des Chinois avec qui nous étions en relations nous envoyèrent de grandes cartes de visite rouges avec leurs noms écrits en noir. Quelques-uns vinrent en personne nous adresser leurs vœux et nous présenter leurs hommages.

Nous vîmes célébrer à Canton, au commencement de septembre 1845, une autre fête non moins intéressante : celle de *Taï-tséou* ou du dieu protecteur des maisons. Quelques rues avaient été tendues plusieurs jours à l'avance de draperies rouges, jaunes, bleues et blanches qui interceptaient complétement les rayons du soleil. On avait disposé d'une maison à l'autre, à environ trois mètres de terre, des planches transversales chargées de dieux, de déesses, de saints et de héros en carton. La plupart de ces groupes de statuettes figuraient des combats à coups de lance et à coups d'épée, ce qui nous parut une manière assez bizarre d'honorer un dieu essentiellement pacifique, le dieu protecteur des maisons et des familles. De distance en distance étaient suspendus de beaux lustres à girandoles. A l'entrée des rues et des passages, on avait élevé des autels en carton, ornés de fleurs, de peintures et de clinquant. La halle aux poissons et aux légumes, située entre *Old-China-street* et une petite pagode qui fait face à ce passage, était méconnaissable. Avec un très-grand nombre de panneaux de carton, chargés de peintures qui se rapportaient, on avait réussi à construire un temple provisoire. Ce frêle édifice était décoré de statuettes et de tableaux représentant des déesses que le peintre avait couronnées d'une auréole en s'inspirant sans doute de quelque image de saint catholique. De brillantes illuminations, de nombreux *sing-song* exécutés sur des théâtres improvisés à l'entrée des rues et des passages, tels furent les principaux divertissements de la fête. Ce qui ôtait à cette solennité un peu de sa gravité religieuse, c'étaient les statuettes de dieux et de héros mises en mouvement par les rats qui s'y trouvaient renfermés. C'était aussi l'infernal vacarme de la musique chinoise. La composition des orchestres varie à chaque solennité. Ainsi la fête de *Tai-tséou* comporte un horrible charivari de *gongs*, de timbales et d'autres instruments de cuivre, tandis que celle du feu, qui se célèbre aussi par des *sing-song* et de grandes illuminations, ne permet guère que des musiques d'instruments à cordes.

La foule des promeneurs était immense : elle se pressait sans aucun ordre dans toutes les rues illuminées, et semblait voir avec plaisir des *fan-kouaï* admirer aussi toutes ces belles choses. La fête dura trois jours dans notre quartier; nous apprîmes qu'elle devait se célébrer alternativement dans chacun des autres quartiers de Canton. Les ornements coûteux, les nombreux décors qu'elle nécessite ne permettent pas d'en faire jouir à la fois toute la ville. Les dépenses sont couvertes par une cotisation générale.

En regard de cette vie dans la rue qu'on apprend à connaître en quelques promenades, nous pûmes, grâce à nos relations avec le riche Poun-ting-koua, étudier d'autres scènes plus intimes de la vie chinoise. La maison ou plutôt les maisons de ce marchand millionnaire nous offrirent toute sorte d'agréments pendant notre séjour à Canton, et surtout pendant le temps qu'y passa M. de Lagrené avec sa famille. Poun-ting-koua est propriétaire de plusieurs quartiers des faubourgs.

Son domicile commercial est situé sur les bords de la rivière, un peu avant la factorerie où demeure le consul d'Angleterre. C'est une vaste habitation divisée en une infinité de chambres et de salles, meublées les unes presque à l'européenne, les autres complétement à la chinoise. Une des parties les plus remarquables de l'habitation est une belle terrasse qui domine le fleuve et d'où l'on découvre le soir les feux de milliers de bateaux. C'est dans cette maison que Poun-ting-koua nous donna plusieurs dîners vraiment cantonais, où nous aprîmes à manier les *faï-tsz*, en dégustant les ailerons de requin, les holothuries, les nids d'hirondelles et les mille hachis qui, servis dans des tasses, forment en quelque sorte le fond de la cuisine chinoise.

La grande maison de Poun-ting-koua, celle où demeurent presque toutes ses femmes, se trouve dans la rue *Ta-toung-kaï*. Elle a été considérablement embellie dans ces derniers temps, et passe aujourd'hui pour l'une des plus splendides habitations du pays. J'allai la visiter peu de semaines avant de quitter la Chine. Malheureusement le maître était absent. Un de ses agents le remplaça dans les fonctions de cicerone; il me fit d'abord traverser une petite cour au fond de laquelle s'ouvrait une immense porte à deux battants. De là, nous passâmes dans une seconde cour, entourée des principaux corps de logis. Sur les deux ailes et au fond, je remarquais des balcons ornés de belles sculptures et de longues files de fenêtres ouvertes. Le jour arrive par le haut dans cette cour et dans les appartements, à travers un toit vitré Nous montâmes un petit escalier et nous parcourûmes quelques belles salles séparées les unes des autres par des cloisons à jour d'un travail exquis. Dans le fond d'une de ces salles, mon attention fut attirée par de grandes rosaces en vitraux coloriés, bleus, jaunes et rouges. Les meubles sont raides, carrés et lourds, mais le bois en est magnifique. Les dossiers des fauteuils sont formés de grandes tablettes de marbre sur lesquelles on a ébauché quelques figures fantastiques. Les planchers de bois noir présentent des incrustations en ivoire d'un goût vraiment irréprochable. Dans des alcôves pratiquées au fond de quelques salons sont disposées des couchettes recouvertes de nattes ou de moelleux coussins. Ces ornements, ces constructions si variés présentent un caractère commun qui est le caractère même de l'esprit chinois : c'est la recherche, c'est le culte du détail. On retrouve là, sur une grande échelle, le même effort de patience dont on admire la trace sur les joujoux en jade, en ivoire ciselé, qui remplissent les boutiques de Canton. Ce qui manque, dans cette foule de petits chefs-d'œuvre, c'est l'harmonie, c'est l'unité de l'ensemble, en un mot l'art véritable. Tout est joli, coquet, mais rien de plus.

Après avoir visité le premier corps de logis, nous entrâmes dans un de ces immenses labyrinthes de corridors et d'allées où les propriétaires des maisons eux-mêmes risqueraient de s'égarer, s'ils s'abandonnaient à quelque distraction. Un charmant petit garçon de dix à douze ans vint tout à coup à passer devant nous et me salua d'un mouvement de tête plein de grâce et d'affabilité. Il ne tarda pas à s'approcher de moi pour me présenter la main. C'était le second fils de Poun-ting-koua et de sa femme légitime, qui venait me faire les honneurs de la maison. La figure de cet enfant était d'une rare douceur. En général, l'enfance ne se présente dans aucun pays sous des traits plus gracieux, plus délicats qu'en Chine. Mon jeune cicerone me conduisit d'abord dans un petit jardin compris entre quatre murs élevés, sur l'un desquels on lisait le nom de Ki-ing inscrit en caractères gigantesques. De là, nous montâmes dans un nouvel appartement plus

somptueux que tous ceux que je venais de parcourir. J'y admirai surtout des ciselures sur bois de toute beauté et plusieurs grands tableaux de fleurs. Je visitai ensuite un jardin dans lequel on avait amoncelé des roches de formes bizarres et pratiqué des ponts sur de petits étangs, selon la coutume chinoise. C'est près de là que se trouvent les maisons des femmes de Poun-ting-koua. J'aperçus pendant quelques instants à une fenêtre une assez jolie personne qu'on me dit être son épouse légitime, dont on vante les manières distinguées, la bonne éducation et l'aimable caractère. Le sérail est divisé en un certain nombre de compartiments dont chacun est habité par une des épouses de Poun-ting-koua. Quelques figures de femmes, que j'entrevis en passant, n'avaient de remarquable que l'épaisse couche de fard dont elles étaient recouvertes. Poun-ting-koua, dit-on, a acheté sa femme principale deux mille piastres, et chacune de ses concubines mille piastres, ce qui représente un capital d'environ 70,000 francs. Il fait loger huit de ces dames dans l'habitation de la rue Ta-toung-kaï ; les quatre autres sont réparties dans différents quartiers de Canton, sans doute afin d'éviter que la discorde n'éclate dans le ménage.

Poun-ting-koua possède, à quelques milles à l'ouest de Canton, une fort jolie maison de campagne, où l'on se rend, soit par un canal qui traverse les faubourgs, soit en remontant la rivière, qui forme un coude près de cette propriété. On peut se former une idée assez exacte de l'horticulture chinoise, en visitant, dans tous ses détails, le vaste et curieux jardin au milieu duquel s'élève la maison de plaisance. On y rencontre à chaque pas des monticules, des amas de rochers disposés en grottes, de petits ponts jetés sur des ruisseaux et sur des étangs, où le lotus, si recherché dans la cuisine chinoise, épanouit ses larges feuilles. De nombreuses allées s'entre-croisent dans tous les sens. De distance en distance, on rencontre de petits pavillons tapissés de plantes grimpantes. Ce qui manque dans ce jardin, ce sont les arbres, c'est la verdure. L'entrée la plus voisine du canal intérieur présente seule quelques riants massifs de feuillage.

La maison d'habitation, qui s'élève au milieu du jardin, se distingue par une architecture pleine de goût et d'originalité. Le péristyle forme un salon d'attente orné de fleurs. Le logement se divise en un grand nombre de chambres et de cabinets sans aucune tenture, meublés de fauteuils et de petites tables où l'on retrouve cette excessive raideur de formes qui semble plaire aux Chinois. Les murs de quelques pièces sont garnis de bibliothèques assez semblables à de petites armoires. A quelques pas de l'habitation s'élève au delà d'une pièce d'eau un gracieux édifice qui fait face au grand salon : c'est le théâtre où Poun-ting-koua donne quelquefois des représentations à ses amis. En général, le caractère hospitalier du maître se révèle dans tous les détails de son habitation. Tout y annonce des dispositions favorables aux étrangers. Une découverte que nous fîmes en parcourant les nombreux cabinets du premier étage nous prouva même que Poun-ting-koua n'a pas voué, comme plusieurs de ses compatriotes, une haine implacable à tout ce qui vient d'Europe. Dans un de ces cabinets, nous ne fûmes pas médiocrement surpris de rencontrer un mannequin représentant une dame européenne. Cette poupée, de grandeur naturelle, assez négligemment vêtue et étendue sur un fauteuil, fit un moment illusion au premier d'entre nous qui l'aperçut. Par quelle bizarrerie a-t-elle trouvé place dans une demeure où Poun-ting-koua pourrait réunir tant de beautés vivantes? On dit que le rêve caressé depuis longues années par cet heureux sybarite est d'introduire dans son sérail une fille

d'Europe. A défaut de la réalité, qui, déjà longtemps attendue, se fera, selon toute apparence, longtemps encore attendre, le pauvre Poun-ting-koua se console philosophiquement avec cette image, symbole inanimé de son espérance. Un modèle de bateau à vapeur, que nous trouvâmes dans une pièce voisine, nous prouva d'ailleurs que cet engouement du riche cantonais pour l'Europe ne se concentre pas exclusivement sur les femmes, mais qu'il s'étend aussi à nos mœurs, à notre industrie.

C'est dans cette jolie maison de campagne que Poun-ting-koua donna, le 15 novembre 1844, au ministre français, un brillant *sing-song* suivi d'un grand dîner. La légation de France et plusieurs officiers de la division navale avaient été invités. La représentation eut lieu dans le grand salon et non pas dans la salle de spectacle ordinaire. Elle s'annonça par une musique infernale de gongs, de *taï-tcha* (timbales), de *taï-kou,* sorte de tambour de basque, de *y-in,* petit violon à une corde, de flûtes, de clarinettes, et de *djad-ko* (trombonne). On commença par un vaudeville divisé en plusieurs actes. Un mari, cédant à un accès de mauvaise humeur, reproche à sa femme d'avoir vieilli. On imagine la fureur et le désespoir de l'épouse outragée. Cependant le mari ne tarde pas à se repentir de sa violence; il cherche à apaiser le courroux qu'il a provoqué, mais en vain. La femme reste inflexible, elle va même jusqu'à déchirer la face de son époux d'un coup bien appliqué de ses longs et redoutables ongles. L'infortuné mari se met à son tour à pleurer et s'essuie piteusement le visage. La situation se prolonge ainsi à travers les développements prévus d'une pareille donnée : d'une part, l'époux maladroit prend sa voix la plus tendre, il emploie les arguments les plus irrésistibles pour guérir la blessure faite par sa colère ; de l'autre, la femme s'essaie de son mieux à jouer la cruelle, et elle épuise complaisamment tout son répertoire de coquetteries conjugales. Est-il besoin d'ajouter que, l'amour reprenant bientôt le dessus, il vient un moment où l'épouse relève, avec un geste plein de bonté et de noblesse, son pauvre mari, devenu d'une galanterie chevaleresque? Désormais la paix est conclue, et, dans ce ménage un moment livré à la discorde, l'harmonie ne sera plus un instant troublée. La conclusion qu'on peut tirer de cette petite pièce est des plus morales : c'est que deux époux doivent savoir vieillir ensemble, sans s'apercevoir, ou du moins sans se plaindre des changements causés par les années.

La représentation n'offrit d'ailleurs rien de particulier, si ce n'est que le rôle de la dame était rempli par un Chinois passablement déguisé, car les femmes ne sont point admises à figurer dans les *sing-song*. L'acteur chargé de ce rôle tint pendant toute la pièce la main droite en l'air, dans une attitude démonstrative. Était-ce pour exprimer la menace, ou bien se conformait-il à une règle du théâtre chinois? C'est ce que nous ne pûmes savoir. La musique se faisait entendre à de courts intervalles, comme dans nos vaudevilles. Les acteurs chantaient leur rôle plutôt qu'ils ne le récitaient, et cela d'une voix aiguë et désagréable. On voyait paraître de temps en temps quelques personnages grotesques, portant sur la tête d'étranges ornements en forme d'oreilles de quadrupèdes. Plusieurs d'entre eux étaient coiffés d'énormes plumes de faisan qui allaient par moments se brûler aux lustres. Les gestes de tous ces comédiens étaient des plus grotesques ; on n'y trouvait aucune vérité, aucun naturel. Ce défaut n'en paraîtra que plus surprenant, si l'on songe que le goût des représentations théâtrales est un goût populaire en Chine. On joue la comédie dans les rues et sur les places publiques aussi bien que dans les temples et dans les palais. A la vérité, les spectateurs se contentent à

peu de frais. Il n'est pas rare de voir improviser en quelques heures un théâtre formé tout simplement d'une estrade recouverte de nattes, soutenue par des pieux et un échafaudage en bambou à trois ou quatre mètres au-dessus du sol. Avec une mise originale, des costumes éclatants et bariolés, des coiffures pyramidales et une longue barbe postiche, les acteurs, pour peu qu'ils sachent animer leur pantomime, sont sûrs de plaire à la foule. Un de leurs divertissements consiste à courir en rond les uns à la suite des autres armés de chasse-mouches en crin. La tolérance des Chinois en matière de récréations dramatiques éclate surtout quand il s'agit de suppléer par l'imagination à quelque lacune de la mise en scène. Ainsi un personnage qui devra monter à cheval simulera le mouvement qu'il ferait pour enjamber son coursier, et il sera censé être en selle. Les unités de temps, de lieu et d'action ne sont pas traitées moins cavalièrement, et la morale publique est quelquefois médiocrement respectée. Rien de plus comique que les efforts que font souvent les acteurs pour remplacer, au moyen de la voix humaine, l'accompagnement de l'orchestre; ils poussent alors en chœur, à certains intervalles, des cris aigus et traînants, destinés à imiter les aigres accords du *taï-kam* et du *y-in,* méchantes violes chinoises. Nous retrouvâmes toutes ces bizarreries dans la représentation donnée chez Poun-ting-koua.

Après le vaudeville, la scène fut envahie par une troupe de saltimbanques qui s'étaient peint très-artistement le visage, et qu'on aurait dit masqués. Une laide petite femme, déguisée en homme, se mit à pirouetter; puis, des hommes habillés en femmes, armés d'épées et de piques, coururent en cercle, se poursuivant les uns les autres. La musique devenait de plus en plus étourdissante. Les évolutions des sauteurs s'accomplissaient autour d'une pyramide de chaises, sur laquelle s'était juché un des personnages de la troupe, qui contemplait cette lutte bouffonne avec une gravité imperturbable. Un jeu d'épées et de lances fut surtout vivement applaudi; on eût dit que tous les combattants allaient s'entre-tuer.

Cependant, malgré la musique et les tours grotesques des saltimbanques, les spectateurs commençaient à donner quelques signes d'impatience. Des bruits fort inquiétants s'étaient répandus. La soirée s'avançait, et le bateau qui devait apporter le dîner de Canton n'était pas encore arrivé. On échangeait à ce sujet mille suppositions. Ce bateau avait-il chaviré? Était-il tombé entre les mains des pirates? Le malheureux Poun-ting-koua, habitué à faire si grandement les honneurs de sa maison, paraissait vraiment au désespoir. On put craindre un moment que le suicide de Vatel ne trouvât son pendant en Chine. Enfin les alarmes cessèrent. Le dîner était arrivé, et non pas un dîner chinois, comme l'annonçaient quelques alarmistes, mais un magnifique dîner européen, auquel on fit largement honneur. Ce ne fut que vers minuit que nous prîmes congé de l'aimable Poun-ting-koua pour retourner à Canton, les uns en *tankas,* les autres en bateaux de fleurs.

IV.

La vie privée des habitants du Céleste Empire nous a préparés suffisamment aux singularités de leur vie publique. Décrire les attributions des nombreux agents du pouvoir impérial à Canton, c'est faire connaître en même temps le système administratif qui régit les principales cités chinoises.

Le plus haut fonctionnaire de Canton est naturellement le vice-roi, au tribunal duquel se jugent en dernier ressort la plupart des affaires civiles et criminelles de la province. Dans les cas où l'on peut interjeter appel devant les tribunaux de Péking, ceux-ci ne décident ordinairement que sur informations. — Inférieur au vice-roi, le *soun-fou* ou lieutenant gouverneur n'est pas entièrement sous sa dépendance. Quand il est d'avis opposé au vice-roi sur certaines matières, il faut recourir à Péking. La pondération des pouvoirs est une des grandes règles du gouvernement chinois. Le vice-roi et le *soun-fou* traitent de concert toutes les affaires importantes.

La direction des finances est confiée à un trésorier général, celle de la justice à un lieutenant criminel. Un chancelier littéraire est à la tête de l'instruction publique. Un fonctionnaire nommé *ho pou* régit la douane. Si l'on ajoute à ces fonctionnaires supérieurs un certain nombre de chefs placés sous leur contrôle, on aura une idée complète du personnel de l'administration civile à Canton. Quant aux troupes, elles sont sous le commandement d'un général tartare ; mais, conformément au principe de la division des pouvoirs, le vice-roi et le sous-gouverneur ont chacun sous leurs ordres un corps de milice.

A côté de ces institutions toutes politiques, Canton ne compte qu'un petit nombre d'institutions de bienfaisance. On y trouve un hôpital pour les aveugles et pour les infirmes, un hospice pour les enfants trouvés et un autre pour les lépreux. Tout est prévu, en revanche, pour favoriser, du moins parmi les hommes, le développement de l'instruction. Il faut dire que l'impulsion est donnée par les particuliers plutôt que par le gouvernement. Ainsi toutes les écoles primaires de Canton et plusieurs de celles consacrées à l'enseignement supérieur sont de simples établissements privés. Souvent aussi quelques familles se cotisent pour donner un instituteur commun à leurs enfants. On compte trente colléges destinés à préparer les jeunes gens aux examens des divers degrés ; mais la plupart de ces colléges n'ont qu'un ou deux professeurs, presque toujours indépendants du gouvernement.

Il y a tous les trois ans à Canton de grands examens où l'on confère le grade de *keu-jin*, qui donne droit à concourir aux examens de Péking. Huit ou dix mille étudiants de la province se réunissent au chef-lieu pour cette solennité. Ils sont ordinairement suivis d'un grand nombre de parents et d'amis qui viennent assister à leur triomphe ou à leur défaite. Les examens ont lieu dans un grand édifice nommé *Hio-kien*. Les lettrés sont répartis un à un dans des cellules où ils se trouvent complétement isolés. On les soumet à une surveillance des plus rigoureuses, afin d'empêcher qu'il leur arrive le moindre secours du dehors. Un certain nombre d'épreuves leur est imposé. Leurs travaux durent plusieurs jours. Enfin le moment arrive. Ce sont les plus hauts fonctionnaires de la province qui, sous la présidence d'un commissaire de l'empereur envoyé de la capitale, forment le comité d'examen. Sur l'immense multitude de candidats présents, soixante ou quatre-vingts seulement sont élus. Les heureux licenciés deviennent immédiatement des personnages. Ils ne sortent plus qu'en palanquin ou à cheval, et peuvent faire promptement leur fortune, sans même prétendre au grade le plus élevé de la hiérarchie érudite, qui ne s'obtient qu'aux examens de Péking. — Outre ces concours triennaux, il y en a d'autres à Canton, qui ont lieu tous les dix-huit mois, et où l'on confère aux jeunes lettrés le titre de *siou-tsaé* (talent en fleur), qui est inférieur à celui de *keu-jin* (écolier promu).

Il n'appartient qu'aux jeunes gens de familles aisées de tenter des épreuves aussi chanceuses et aussi multipliées. Les gens du peuple se bornent à faire donner l'instruction élémentaire à leurs enfants. Nous devons reconnaître que, sur ce point, la civilisation chinoise est au moins égale, sinon supérieure à la nôtre. On rencontre à Canton très-peu de domestiques et même de *coulis* qui ne sachent lire et écrire, sinon plusieurs caractères, au moins les plus indispensables; car il faut être plus qu'un lettré ordinaire pour connaître seulement la cinquième partie des lettres chinoises. Les jeunes domestiques ou *boys* attachés au service des Européens semblent éprouver un vrai bonheur à tracer les noms chinois que leurs maîtres leur demandent de temps en temps. Pour cela, ils apportent une large pierre où l'on a pratiqué une échancrure : c'est dans cette cavité qu'ils délaient leur encre, après en avoir frotté un bâton sur la surface polie de l'encrier. Quand ils ont terminé ces préparatifs, ils trempent dans l'encre un grand pinceau qu'ils promènent verticalement sur le papier. Les caractères qu'ils peignent ainsi sont toujours d'une régularité et d'une netteté remarquables.

L'étude des langues étrangères, si elle était encouragée à Canton, semblerait devoir y faire de rapides progrès. Les habitants de cette ville montrent une très-grande aptitude à apprendre tous les idiomes. La langue chinoise présentant aux étrangers une extrême difficulté, il s'est formé à Canton une espèce de patois, dérivé de l'anglais et du chinois, qui suffit aux communications des Cantonais et des Européens. Les Chinois ont de mauvais maîtres qui leur enseignent les premiers éléments de cet anglais bâtard; puis ils complètent leur instruction en étudiant par cœur de petits livres dans lesquels les phrases anglaises les plus usuelles se trouvent traduites en chinois. C'est une chose réellement surprenante que la mémoire des Cantonais et la rapidité avec laquelle ils parviennent à se mettre à même de soutenir une conversation suivie avec un étranger. Il est vrai que ce dernier est obligé d'y mettre un peu du sien en étudiant le dialecte anglo-chinois, qu'une personne arrivant de Londres serait à coup sûr fort embarrassée de comprendre. Quiconque a entendu les intonations traînantes et lamentables d'une conversation chinoise sait quelles modifications bizarres les habitants du Céleste Empire peuvent introduire dans la prononciation des langues européennes, et particulièrement de la langue anglaise. Dans le dialecte anglo-chinois, par exemple, non-seulement les *r* sont changés en *l*, les *b* en *p*, certaines lettres complétement supprimées et d'autres ajoutées; mais la construction des phrase est souvent bouleversée, et des mots qui ne sont ni anglais ni chinois y ont pénétré en assez grand nombre. Ainsi une locution très-usitée est celle-ci : *can-see, can-sabe; no can-see, no can-sabe* (quand j'aurai vu, je saurai ; tant que je n'aurai pas vu, je ne saurai rien). *Sabe* est employé au lieu de *know*, et dérive du portugais, de même que l'expression si fréquemment employée de *mas-ki*, qu'on peut traduire par : *soit, j'y consens* (1).

L'instruction, si répandue en Chine parmi les hommes, est au contraire presque

(1) Au nombre de ce qu'on pourrait nommer les idiotismes du dialecte anglo-chinois, il faut compter aussi cette expression : *number one*, destinée à exprimer la bonté, la supériorité d'une personne ou d'une chose. Ainsi, pour dire que les Français sont bons, le Chinois s'écriera : « *Haïa, Falançaï number one* (les Français sont des numéros un); » charmante, mais mensongère politesse, car, aux yeux du Chinois, le *Chinaman*, comme il s'appelle, restera toujours le *number one*, et les Français ne peuvent être tout au plus que des *number two*.

nulle chez les femmes. Celles des basses classes ne savent ni lire ni écrire. Les femmes des mandarins étudient quelquefois les principes élémentaires de leur langue, mais leur occupation la plus ordinaire est de broder, de jouer, de faire de la musique. Il n'y a guère que les dames de la haute noblesse qui reçoivent une éducation littéraire un peu soignée. Ce sont aussi les seules qui soient traitées avec considération et respect par leurs maris.

Ce qui frappe surtout l'étranger à Canton, c'est de voir une ville aussi peuplée gouvernée si facilement. On a peine à y apercevoir quelque chose qui ressemble à de la police. Toute la garnison se compose de six ou huit mille misérables soldats. Nulle part, sauf à quelques-unes des portes de la cité, on ne remarque de sentinelles ou de corps de garde. Les Chinois paraissent avoir au plus haut degré l'habitude innée de la discipline et de l'ordre. C'est sans doute à la puissante organisation de la famille qu'il faut attribuer la régularité des mouvements de ce vaste ensemble. Le Chinois semble aussi fort peu porté de sa nature à ces terribles éclats de la force brutale, dont les gens du peuple donnent si fréquemment le triste spectacle en Europe. Il se contente d'épancher sa colère en cris et en injures, mais il en vient très-rarement aux voies de fait. Du reste, nulle part peut-être le bas peuple n'abuse plus grossièrement de la parole qu'à Canton, si l'on en juge par une horrible injure que les *coulis* s'adressent à chaque minute, et que la morale publique ne permettrait pas de prononcer dans les rues d'une de nos villes. Quant aux Chinois qui constituent ce qu'on pourrait appeler la bourgeoisie, ils sont généralement d'une grande civilité entre eux. Ils se saluent en inclinant profondement la tête avec un léger mouvement d'oscillation, et en joignant sur la poitrine leurs mains, qu'ils agitent aussi. Chacun répète avec une incroyable volubilité le mot *tchin-tchin*. Presque toujours les deux interlocuteurs ont le sourire sur les lèvres, et ils se traitent avec tous les dehors de la plus sincère affection. Cette extrême urbanité n'engendre point la contrainte ni la raideur. A peine un Chinois est-il entré chez une de ses connaissances, qu'il va se munir d'une des pipes placées près de l'autel, se verse du thé, dont on a soin de tenir toujours un petit réservoir rempli, et se met tout à fait à son aise. Ces franches allures sont, bien entendu, le partage de la moyenne classe. Les mandarins observent une étiquette plus sévère, mais qui n'exclut pas cependant une singulière familiarité entre les maîtres et les serviteurs. Ainsi j'ai vu les plus hauts fonctionnaires de la province du Kouang-toung rire et plaisanter avec leurs domestiques, qui leur répondaient sans la moindre apparence de gêne.

Si la police cantonaise a rarement à réprimer des rixes brutales, elle n'est cependant pas aussi inactive qu'on pourrait le croire. Il est une calamité qui réclame souvent son intervention : je veux parler des incendies. C'est surtout après la récolte du riz que ce fléau sévit avec une violence extrême. J'eus occasion de voir avec quelle présence d'esprit et quel ensemble parfait les habitants de Canton agissent en pareil cas. Le 24 décembre 1844, un incendie terrible éclata à peu de distance de la factorerie française. Nous fûmes éveillés au consulat par des coups de gongs frappés en signe d'alarme. Un fanal qui tournait comme un phare était placé au haut d'un des échafaudages de surveillance d'*Old-China-street*. Nous fûmes promptement habillés. En sortant de la factorerie, nous rencontrâmes des soldats tenant un sabre dans chaque main, escortés d'un nombre considérable de porte-lanternes et suivis de pompes traînées par des hommes. Tout ce monde poussait des cris assourdissants. Il est bon de se tenir à distance respectueuse des

soldats, qui font sans cesse le moulinet avec leurs armes ; je vis un Parsi recevoir à mes côtés un coup de pointe à la joue. Nous arrivâmes, avec beaucoup de peine, à une trentaine de pas du foyer de l'incendie. Les pompiers chinois grimpaient avec une dextérité remarquable sur les toits pour combattre les progrès du feu. A chaque instant arrivaient de nouvelles pompes escortées d'agents de police qui portaient de longues massues sur l'épaule, en signe d'autorité. C'étaient eux qui dirigeaient les manœuvres des pompiers. On démolit avec une extrême rapidité quelques pans de murailles, et au bout de deux heures on fut maître du feu, qui avait dévoré plusieurs maisons. Je dois rendre justice à la discipline, au bon ordre, à l'adresse et au dévouement dont les Cantonais firent preuve en cette circonstance.

Ces calamités accidentelles ne sont pas les seules occasions offertes à la police d'exercer sa surveillance. Il est pour elle une cause permanente d'inquiétude : c'est l'esprit d'opposition sourde qui anime les habitants de Canton. La population de cette cité s'est toujours fait remarquer en Chine par une certaine turbulence. La province du Kouang-tong est une de celles dont la pacification a coûté le plus d'efforts aux conquérants tartares. Dans aucune, les sociétés secrètes ne comptent plus d'adeptes. La société des *trois pouvoirs réunis* (1) s'y est rendue très-redoutable au gouvernement. C'est une espèce de franc-maçonnerie qui a ses épreuves, ses chefs, ses statuts, ses signes de reconnaissance, et dont les ramifications s'étendent non-seulement dans tout l'empire, mais jusque dans l'archipel malais. Le but principal que cette société semble avoir toujours poursuivi est un but politique. Elle travaille au renversement de la dynastie tartare. Les membres de la société des *trois pouvoirs* s'engagent à se prêter aide et protection dans toutes les circonstances critiques de la vie. Ils poussent, dit-on, l'esprit de fraternité et de camaraderie jusqu'à soustraire quelquefois des criminels au châtiment des lois. Le gouvernement chinois les a même accusés de se livrer à la piraterie ; mais un semblable reproche pourrait bien n'être qu'une calomnie inspirée par la haine ou par la crainte. Le vice-roi Ki-ing punit avec la plus grande sévérité les crimes politiques. En 1845, il fit décapiter en un seul jour plus de vingt conspirateurs, au nombre desquels se trouvaient plusieurs femmes. Aucune ville de l'empire n'est plus souvent affligée que Canton par l'effusion du sang ; aucune aussi ne renferme autant de scélérats. Les Cantonais se plaignent de l'extrême rigueur du chef de la province. A les entendre, il ne laisserait point passer de jour sans faire tomber quelques têtes sous la hache du bourreau, ce qui est fort exagéré, car les vice-rois ne peuvent condamner à mort de leur seule autorité, et sans en référer à Péking, que des individus coupables de haute trahison ou d'un crime qui a compromis la sécurité publique. La cause principale de l'impopularité de Ki-ing, c'est probablement son origine tartare, son admiration pour les idées et la civilisation de l'Europe, sa modération pour les étrangers, les vues si larges et si avancées de sa noble intelligence. Les Cantonais semblent en effet regretter beaucoup un de ses prédécesseurs, le célèbre Lin, Chinois de la vieille roche, qui dut l'affection de ses concitoyens à ce qu'avait d'étroit son patriotisme, uni d'ailleurs à un remarquable désintéressement. On sait quelle haine Lin portait aux Anglais, et quelles mesures violentes il adopta contre eux. La cause de cette popularité dont Lin jouit encore aujourd'hui à Canton nous amène à l'une des questions les plus inté-

(1) Du ciel, de la terre et de l'homme.

ressantes qui s'offre à l'Européen visitant la Chine : nous voulons parler des relations du Céleste Empire avec les pays étrangers. C'est une nouvelle face de la société chinoise qu'il nous faut examiner.

V.

Les habitants de Canton se distinguent entre tous ceux du Céleste Empire par le mépris et la haine qu'ils témoignent aux étrangers. Dans cette population avec laquelle ils sont en relation depuis des siècles, les Européens trouvent des dispositions plus hostiles que dans celle des ports chinois où ils ne sont reçus que depuis peu. La conclusion qu'on pourrait tirer de ce fait ne nous serait guère favorable, si l'on ne se rappelait que le caractère des Chinois du sud est beaucoup moins doux, beaucoup moins bienveillant que celui des Chinois du nord.

Le nom de *fan-kouaï,* que les Cantonais ont donné à l'étranger, est déjà une injure. Quelques personnes sont, il est vrai, tentées de croire qu'ils n'y attachent plus aujourd'hui aucun sens blessant. Chaque jour encore, cependant, les faits viennent confirmer les paroles, et, pour peu qu'un étranger séjournant à Canton se donne la peine d'observer, il ne tardera pas à acquérir la conviction du cordial et profond mépris que les habitants de cette ville vouent à quiconque n'a pas l'honneur d'être citoyen chinois. Ce mépris se montre dans les plus petites choses. Tel individu qui, en particulier, sera fort poli pour vous, n'aura souvent plus l'air de vous connaître, s'il vous rencontre dans la rue. Quand vous le prierez de vous accompagner, de vous servir de guide, il aura grand soin de vous précéder de quelques pas, de ne vous adresser la parole que le plus rarement possible, de ne paraître faire aucune attention à vous. Un domestique chinois évitera, toutes les fois qu'il le pourra, de servir un étranger en présence de ses concitoyens. Si vous entrez dans une boutique, le marchand cherche à vous soustraire aux regards de la foule, quoiqu'il y ait moins de honte, dans les idées du peuple, à recevoir l'argent d'un Européen qu'à avoir des rapports de politesse avec lui. Le *fan-kouaï* n'est bon qu'à une seule chose, à payer, et à payer le plus cher possible. Si le marchand néglige cette précaution, un rassemblement se forme aussitôt devant la boutique. Tous vos gestes, tous vos mouvements, sont épiés. Il vous semblerait d'abord que jamais Européen n'a pénétré dans ce quartier, si vous ne voyiez à chaque instant quelque Anglais traverser la rue. Au moment où vous sortez, la foule se dissipe en riant, et quelques enfants seulement poussent la curiosité jusqu'à vous suivre près des factoreries. Gardez-vous de toucher, même amicalement, un de ces petits drôles : il poussera aussitôt des cris terribles, car ses parents lui répètent chaque jour que les étrangers sont de vrais démons, auxquels on le livrera, s'il n'est pas sage.

Il y a sans doute à Canton quelques hommes éclairés qui rendent justice aux Européens et leur témoignent, en public comme en particulier, une sympathie, une estime sincères. De tels exemples, bien que nombreux, restent malheureusement sans influence sur la population. La communauté étrangère de Canton se souviendra longtemps du vieux Hou-Koua et de tous les services qu'il lui a rendus. C'était lui qui, dans les crises commerciales et politiques, se posait en médiateur entre le gouvernement chinois et les étrangers. C'était à lui que les

autorités de Canton s'adressaient, pendant la guerre de l'opium, quand il fallait des millions pour faire taire les canons anglais, et cet homme respectable est mort, on le sait, miné par le chagrin que lui causaient les extorsions continuelles des mandarins. On l'a sans cesse vu prêter le concours le plus loyal à toutes les démarches, à toutes les entreprises, à toutes les institutions qui avaient pour but le bonheur de ses concitoyens et la tranquillité des étrangers.

On n'a pas oublié non plus un beau trait d'un négociant chinois, nommé Tching-koua. Un Anglais, qui avait fait de mauvaises affaires et qui se trouvait dans la position la plus critique, alla lui exposer sa situation. Tching-koua, à qui cette personne avait rendu anciennement de grands services, lui proposa, pour toute réponse, un crédit de 10,000 piastres. L'Anglais accepta avec empressement, et offrit un reçu au négociant, qui le jeta au feu. « Je vous dois ma fortune, dit le Chinois, votre parole me suffit. Je suis heureux de pouvoir vous obliger et vous témoigner ma reconnaissance en cette occasion. Je n'accepterai pour le moment qu'une seule chose, votre montre, comme souvenir d'un ami. » Et l'Anglais ayant aussitôt donné sa montre, Tching-koua le pria d'accepter son cachet d'or, ajoutant qu'il ferait honneur à toutes les traites marquées de ce sceau.

Il y a au reste à Canton, comme dans tout l'empire, deux manières de traiter les étrangers, selon le point de vue auquel se placent les Chinois. Le même homme qui méprise et hait les étrangers en masse sera obligeant et poli pour chaque étranger en particulier. Entrez chez un Chinois de la classe aisée que vous n'aurez jamais vu, il s'empressera de vous saluer avec toutes les démonstrations de la politesse chinoise, en joignant les mains, en inclinant plusieurs fois la tête, et en répétant le mot *tchin-tchin,* qui est la formule de salutation ordinaire. On ne tardera pas à vous servir sur un guéridon l'inévitable tasse de thé renfermant encore la feuille en infusion et surmontée d'un petit couvercle concave en métal dentelé, qu'on maintient avec le doigt en buvant, de manière à ne laisser qu'un étroit passage à la liqueur et à ne point avaler de feuilles. Puis le maître vous présentera une pipe à eau, en cuivre blanc, munie d'un large réservoir et pleine d'un tabac jaunâtre qui ressemble assez à de la mousse desséchée. On vous apportera, pour l'allumer, une de ces baguettes formées de poudre de bois odorant réduite en pâte, puis durcie, qui brûlent toujours près de l'autel des ancêtres et répandent un parfum des plus agréables. Le Chinois prendra plaisir, en vrai propriétaire, à vous montrer ses appartements et ses jardins. Quant aux femmes, il faut renoncer à les voir; mais, à part cette concession faite aux mœurs de l'Orient, on n'oubliera aucune attention, aucune prévenance. Recevrait-on mieux un citoyen du Céleste Empire dans une maison européenne où il serait tout à fait inconnu?

Parmi les nations qui se trouvent en contact avec la Chine, toutes ne sont pas traitées sur le même pied par les habitants de Canton. Il y a dans leur attitude vis-à-vis des étrangers de nuances bien légères, mais qu'il importe de ne pas laisser échapper. Les Anglais sont à Canton l'objet d'une antipathie très-prononcée. Les institutions charitables qu'ils ont élevées dans ces dernières années n'ont pas encore effacé dans l'esprit du peuple les souvenirs de la guerre de 1841 et 1842. Cependant ces institutions devraient inspirer aux Cantonais quelque estime pour la nation à laquelle ils en sont redevables. Au premier rang il faut citer la *Société médicale des missions protestantes anglaises et américaines.*

Cette société a doté d'hôpitaux les divers ports ouverts par le traité de Nankin. L'hôpital de Canton est connu sous le nom d'*Ophtalmic Hospital,* parce qu'on y reçoit un grand nombre d'individus attaqués de maladies des yeux. Cet hospice est dirigé par un Américain, par le révérend pasteur et docteur Parker, homme d'un mérite peu ordinaire, et qui joint au caractère le plus aimable de très-grandes connaissances en médecine et surtout en chirurgie. Les belles cures du docteur Parker ont inspiré une immense confiance aux Chinois, qui se pressent chaque jour dans la salle de réception, et viennent se faire guérir par lui, sans dépenser un sapek, de maladies réputées mortelles par tous les médecins du pays. M. Parker a opéré, avec un plein succès, un très-grand nombre de cataractes; il a guéri non moins heureusement plusieurs de ces loupes ou tumeurs si communes et si effrayantes chez les Chinois. Le vice-roi Ki-ing lui-même eut recours, il y a quelques années, au savant docteur pour une maladie de peau dont il souffrait depuis longtemps. Promptement guéri grâce aux soins de M. Parker, il lui exprima sa reconnaissance par une lettre des plus gracieuses.

La création de la *Medical missionary society* remonte à 1838. Les hôpitaux sont entretenus d'abord par la bienfaisance et la libéralité des Anglais et des Américains résidant en Chine, puis aussi par les dons provenant de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Les hommes qui eurent la première idée de cette belle et charitable institution voulurent faire acte de politique autant que de philanthropie. Ils savaient que la meilleure manière d'établir la prééminence de leur pays dans une société peu avancée, c'était de la doter des bienfaits de l'humanité et de la science. Le but de ces fondations n'est pas seulement d'ailleurs politique et philanthropique, il est aussi religieux. La plupart des agents de la *Medical society* sont en même temps médecins et pasteurs. On comprend tout l'ascendant que leur donne ce double caractère, et combien un malheureux à qui ils viennent de sauver la vie doit être disposé à écouter leurs exhortations. Aussi compte-t-on, dans le nord de la Chine comme à Canton, beaucoup de conversions opérées par ces médecins missionnaires, qui trouvent souvent dans le même homme un néophyte ardent pour soutenir leur propagande, un élève habile et actif pour les seconder dans les hôpitaux. Quoi qu'on puisse dire de ce concours prêté par la religion et la philanthropie à la politique, il faut reconnaître qu'on serait moins fondé à s'élever contre les empiétements de l'Angleterre, si elle n'avait suivi, pour étendre sa puissance, que de pareilles voies.

Il nous reste à parler de la position des Français en Chine. Ce n'est pas toutefois la question commerciale que nous entendons soulever encore. Ce que nous voudrions indiquer, c'est l'avantage purement moral que nous assurent les dispositions des Chinois pour la France. On semble, en Chine, accorder aux Français la préférence sur les autres nations. Peut-être quelque vague notion de nos longues guerres avec les Anglais milite-t-elle en notre faveur. Peut-être espère-t-on trouver en nous d'utiles médiateurs dans le cas où de nouvelles difficultés viendraient à surgir entre la Chine et la Grande-Bretagne. Le souvenir de l'immense influence que nos missionnaires ont jadis exercée à la cour de l'empereur Kang-hi et la continuité de relations pacifiques, quoique peu actives, entre la France et le Céleste Empire, doivent aussi avoir contribué à inspirer aux Chinois quelque sentiment de bienveillance pour notre pays. A Canton même, dans cette ville si hostile aux étrangers, quand un voyageur est reconnu pour appartenir à la nation française, il voit les mauvais traitements de la populace faire place

à des démonstrations toutes pacifiques (1). Il ne faut pas s'exagérer sans doute la portée de ces symptômes, ni se figurer que nous échappions à cette loi de mépris général dans laquelle le Chinois enveloppe tous les étrangers. Seulement la nation française est placée moins bas dans son estime que les autres nations; cet avantage, ainsi restreint, peut encore nous satisfaire. Il y a là une garantie de succès pour nos relations futures avec la Chine. D'un autre côté, il importe que la France se rende compte des difficultés qui l'attendent et des règles qui doivent la diriger dans la voie nouvelle ouverte à ses efforts par le traité de 1844. Quel est l'état de ce marché inconnu qui sollicite l'activité de notre commerce? Nous réserve-t-il des avantages ou des mécomptes? Ce sont là deux questions dont la dernière surtout ne veut pas être traitée légèrement.

VI.

L'ouverture de cinq ports chinois, stipulée en 1842 dans le traité de Nankin, fut considérée par toute l'Europe comme un événement d'une immense portée et fit naître les plus grandes espérances. Partout on éprouva le besoin de connaître ce curieux pays, qui se décidait enfin à recevoir les étrangers. La plupart des gouvernements chargèrent des agents spéciaux d'aller explorer ce nouveau terrain d'opérations commerciales: on vit successivement des missions hollandaise, prussienne, autrichienne, espagnole et française se diriger vers le Céleste Empire. Bien des opinions furent émises sur les chances plus ou moins favorables des relations qui allaient s'ouvrir.

Nous avons toujours pensé qu'il ne fallait pas envisager uniquement le présent dans une matière aussi grave, et que la Chine commerciale devait être étudiée lentement, mûrement, dans ses grands entrepôts du nord aussi bien qu'à Canton. Deux choses sont à examiner surtout, le caractère de la nation avec laquelle on entre en rapports, puis les ressources variées qu'offre le pays au commerce européen. Faire connaître les affaires commerciales de la Chine, puis donner sur son mouvement d'exportation et d'importation les indications tirées des documents les plus récents, ce sera éclairer suffisamment les deux côtés de la question.

Parmi les nombreuses entraves qui paralysaient les relations d'affaires avec la Chine, et sur lesquelles nous croyons inutile de revenir, il faut compter au premier rang ces droits de douane si multiples, si embrouillés, et souvent si vexatoires, qui pesaient sur le commerce étranger à Canton. Aujourd'hui un nou-

(1) C'est ce qui arriva du moins aux membres de la mission française. Au commencement de notre séjour à Canton, nous étions confondus avec les autres étrangers, et accueillis par des murmures dans les quartiers où ne pénètrent pas souvent les Européens. Au bout de quelques mois, quand on fut habitué à nous voir et qu'on sut que nous étions Français, on ne nous jeta plus de cailloux, et, au lieu de nous accueillir par l'injure ordinaire, *fan-kouaï*, on nous appela *Fa-lansaï* ou *Flan-saï* (Français). Quand nous entrions quelque part accompagnés d'un Chinois, il s'empressait de faire connaître notre nation, et aussitôt les physionomies devenaient riantes, on nous examinait, on nous questionnait sur la France, sur sa marine, sur sa grandeur, et les exclamations de surprise se multipliaient avec nos réponses.

veau tarif, établi par le traité de 1842, a supprimé ces droits. Le *ho-pou* (surintendant des douanes) est chargé de recueillir le produit des droits actuels, qui sont généralement modérés. Il a la haute direction du commerce cantonais, et exerce sa surveillance sur tout ce qui se rattache à la navigation. Nous devons noter que bon nombre de petits navires étrangers, de bateaux et de *lorchas* portugaises esquivent aujourd'hui la visite de la douane, en s'arrangeant avec certains mandarins qui reçoivent, pour prix de leur tolérance, une somme assez légère. Le fait est bien connu de tous les négociants de Canton.

Il existe une classe d'agents semi-officiels qui servent d'intermédiaires à la douane et aux marchands étrangers : ce sont les linguistes, hommes actifs et intelligents, employés comme interprètes par le *ho-pou*. Ce sont eux qui procurent les permis de débarquement, qui prennent note des droits à acquitter pour les diverses marchandises, qui surveillent le déchargement et qui paient les menus frais de toute espèce, dont les capitaines leur tiennent compte ensuite. Ce sont eux encore qui fournissent les bateaux employés pour le transport des colis, de Whampou au débarcadère de Canton. Ils ont droit, pour tous ces services, à un salaire déterminé, indépendamment du bénéfice qu'ils réalisent sur les exportations : dans ce dernier cas, leur commission leur est payée par le vendeur chinois.

Les *hanistes,* qui étaient jadis les courtiers de tout le commerce extérieur et les cautions du paiement des droits de douane aussi bien que des dettes contractées par les Chinois envers les étrangers; les *hanistes* ont vu leur monopole aboli par le traité de Nankin. A l'époque où fut conclu ce traité, ils étaient au nombre de dix. Leur doyen était le respectable Hou-koua, qui paya, à lui seul, quatre millions et demi pour la rançon de Canton. Cinq de ces anciens hanistes se livrent encore aujourd'hui au commerce. Ils ont conservé, grâce à leur haute expérience et à leur grande fortune, une influence considérable, et sont toujours employés comme intermédiaires dans beaucoup d'opérations. Cependant les *outside merchants* (marchands qui, n'étant point patentés avant le traité de Nankin, jouissent maintenant de l'abolition du privilége) voient chaque jour s'étendre leurs relations. On peut dire qu'aujourd'hui les deux tiers des affaires des étrangers se traitent à Canton directement avec eux. Presque toutes les grandes transactions commerciales se soldent en échanges de marchandises.

On assure que le gouvernement chinois exerce encore aujourd'hui une action secrète sur le commerce de Canton par le moyen des anciens hanistes. On ajoute que, lors du premier paiement de l'indemnité stipulée par le traité de Nankin, les hanistes, ayant été convoqués par un haut fonctionnaire et informés de la forte contribution dont leur corps était frappé, firent immédiatement baisser les prix des marchandises importées par les étrangers et hausser ceux des articles d'exportation chinois, en annonçant aux marchands cantonais qu'il leur était défendu, sous peine de mort, de dépasser les limites des prix établis. Il en résulta que ce furent en définitive les commerçants anglais, et non pas les Chinois, qui payèrent les frais de la guerre et l'indemnité pour l'opium. Un tel expédient serait parfaitement conforme à l'esprit chinois. Ce peuple sait en apparence admirablement se plier à la volonté, aux exigences de l'étranger, mais il a des ressources infinies pour faire tourner à son avantage ce qui semble devoir énormément profiter à ses adversaires. La diplomatie pratique est portée en Chine à un point que les Européens sont encore loin d'avoir pu atteindre.

On est étonné de trouver chez presque tous les négociants cantonais une tendance très-marquée aux associations et des idées parfaitement justes, probablement fort anciennes dans leur pays, sur certains principes d'économie politique qui n'ont été admis en Europe qu'à une époque comparativement récente. Un grand nombre de marchands de curiosités, établis dans les passages voisins des factoreries, ont formé une sorte d'*assurance mutuelle* contre l'incendie. Presque tous les commis, employés, ouvriers, et même les *coulis* ou hommes de peine, ont une part proportionnelle, toujours très-petite, dans les gains de leur patron. On comprend quel puissant mobile doit être l'appât du plus léger profit dans un pays à la fois très-pauvre et très-peuplé; car le paupérisme règne en Chine plus encore qu'en Europe, et on applique à ce fléau tous les palliatifs usités parmi nous. Ainsi on compte dans le Céleste Empire un grand nombre de monts-de-piété qui paient au gouvernement une forte patente. Ces monts-de-piété font des avances considérables, mais ils perçoivent 3 pour 100 d'intérêt par mois, en raison des risques auxquels ils sont exposés. Un autre fait qui rappelle notre civilisation, c'est l'usage connu à Canton des promesses de paiement écrites ou billets à ordre. On voit circuler un certain nombre de ces lettres de change parmi les négociants chinois.

La plupart des petits marchands de Canton sont excessivement rusés et trompeurs, surtout quand ils ont affaire à des étrangers. Leur premier prix est généralement le double ou le triple de celui auquel ils finissent par céder leurs articles. Ce n'est jamais sans de profonds soupirs qu'ils se rendent aux arguments très-justes de leurs pratiques (1). A Macao, il est de notoriété publique que les Chinois ont trois prix bien distincts : l'un pour leurs compatriotes, qui est très-modéré ; le second, pour les Macaïstes, qui l'est un peu moins, et un autre enfin pour les étrangers, qui est très-élevé. C'est une règle admise et à laquelle tout le monde est obligé de se soumettre.

Tels sont les hommes auxquels nos commerçants vont avoir affaire. Voyons maintenant quelle direction il conviendrait de donner à leurs efforts. Nous ne parlerons pas d'une première difficulté très-grave, et pour le moment insurmontable : celle qui naît de la concurrence, nécessairement victorieuse, du commerce anglais et américain. L'ouverture des nouveaux ports chinois a imprimé à ce commerce une activité prodigieuse. L'importation anglaise a même, depuis 1842, constamment dépassé les limites de la consommation chinoise. Une telle exagération du mouvement commercial, jointe à la redoutable concurrence que les États-Unis viennent faire sur ces côtes lointaines aux manufactures de la Grande-Bretagne, a déjà provoqué, et amènera encore des crises fréquentes. Ces marchés, qui, pour une grande partie de l'Europe, ne datent en quelque sorte que d'hier, offrent déjà tous les inconvénients des vieux marchés de nos contrées. Ne nous laissons pas

(1) Tous les membres de la légation française en Chine ont connu, dans la rue Ta-toung-kaï, un vieux marchand surnommé *Toké-trou*, à cause de l'habitude qu'il avait prise de prononcer à chaque instant ces deux mots anglo-cantonais, qui signifient *Italk-true* (je dis la vérité). En présence de l'acheteur européen, cet homme n'était plus un marchand, c'était un comédien consommé, qui jouait son rôle avec un art vraiment admirable, soit qu'il touchât avec amour ses boîtes de laque, ses statuettes en bronze, ses délicieux petits vases en jade, soit qu'il se rendît enfin à des offres toujours très-généreuses avec l'air désolé d'un père à qui l'on arracherait son enfant, ou qu'il se fâchât très-sérieusement pour vous avoir fait payer un objet quatre fois au delà de sa valeur réelle.

décourager cependant par ces premiers obstacles. Le tableau des importations et des exportations de Chine pendant l'année 1844 nous indiquera dans quelles limites notre commerce pourrait, sans témérité, développer ses opérations.

Canton a reçu, pendant cette année. sous pavillons britannique, américain, français, hollandais, belge, espagnol, portugais, danois, suédois et allemand, une valeur de 96,889,000 fr. (l'opium non compris). — A Ning-po (sans l'opium), les importations se sont élevées à 2,535,000 fr. — A Changhaï, on ne connaît avec précision que le chiffre de l'importation anglaise (sans l'opium), qui a été de 12,533,000 fr. — A Amoy, pour le premier semestre, on n'a aussi que le chiffre de l'importation anglaise, qui s'est élevé à 1,734,000; pour le second semestre, on a le chiffre de l'importation totale, qui se monte à 4,709,000 (toujours sans compter l'opium).

L'importation de l'opium en Chine ne figure dans aucun état officiel; mais on l'évaluait généralement à 50,000 caisses pour 1844. Le *malwa* se vendait 810 piastres la caisse; le *patna,* 720 piastres; le *benarès,* 690, de sorte qu'en prenant le prix moyen de 740 piastres (4,018 fr. 20 c.) par caisse, on arrive à un total de 200,910,000 fr. — Nous trouvons donc, en additionnant les produits connus de l'importation générale et ceux de l'importation de l'opium en Chine pendant l'année 1844, la somme de 319,310,000 francs. Il nous manque des données certaines sur les importations qui se sont faites à Changhaï et à Amoy, sous pavillon autre qu'anglais, ainsi que sur celles de Fou-tchaou-fou, qui ont été très-minimes. Ces trois importations ne sauraient dépasser deux millions. Ainsi le commerce total d'importation en Chine, pendant l'année 1844, a été d'environ 320 millions, dont 120 d'importation légale, et 200 de contrebande.

Les exportations de Canton ont été, pendant cette même année, de 138,541,000 fr.; — celles de Ning-po, de 579,000 fr.; — les exportations *anglaises* de Changhaï, de 12,188,000 fr.; — les exportations *anglaises* d'Amoy, pendant le premier semestre, de 51,000 fr.; — les exportations *totales* d'Amoy, pendant le second semestre, de 984,000 fr., ce qui donne une somme de 152,343,000 fr. pour le total des exportations de 1844, sauf celles de Changhaï pendant l'année, et celles d'Amoy pendant le premier semestre, sous pavillon autre qu'anglais. On peut les évaluer à un million. Le total général est donc d'environ 153,000,000 de fr., qui, retranchés du chiffre des importations, donnent pour celles-ci un excédant de 167 millions, soldé par les Chinois en argent *saï-ci* (1).

(1) On appelle ainsi des lingots de différentes formes et de poids variable. Le plus souvent ces lingots affectent la forme d'un parallélogramme rectangle sur une de leurs faces, qui est unie et polie, tandis que l'autre reste arrondie et raboteuse. C'est en argent *saï-ci* que se font les recettes et les paiements du gouvernement ; mais la monnaie la plus usitée en Chine est celle de cuivre appelée vulgairement *cach, sapek,* et en chinois-mandarin *tchen.* Ces petites pièces portent le nom de l'empereur régnant, et sont percées par le milieu d'un trou carré, dans lequel on passe une ficelle. On lie ainsi les *cach* par piles de cent qui se font suite et forment souvent de longues chaînes de mille et douze cents pièces, que les *coulis* ont l'habitude de porter sur les épaules ou autour du cou. Les tables des changeurs dans les rues sont couvertes de ces piles. Tous les petits marchés entre Chinois de l'intérieur se font en *cach.* On conçoit combien ce mode de paiement doit être long et gênant. Aussi les Chinois ont-ils adopté dans leur commerce avec les étrangers l'usage des piastres espagnoles.

En additionnant les importations et les exportations de la Chine en 1844, on trouve, pour total du commerce général, 473 millions.

Dans ce chiffre, l'Angleterre figure pour environ 380 millions. Le nombre des navires anglais qui ont visité les cinq ports, pendant cette année, a été de 310, dont 228 chargés pour Canton. Le commerce de l'Amérique a été de 49,580,000 fr. D'après les documents que nous avons pu recueillir, son importation aurait été de 13,280,000 fr., dont 6,112,500 en piastres, car les produits de son sol et de ses manufactures que consomme la Chine sont loin d'équivaloir à ceux que l'Amérique tire de ce pays. L'exportation américaine s'est élevée à 36,306,000 fr. La différence de 23 millions entre les importations et les exportations a été payée par les États-Unis à la Grande-Bretagne en cotons en laine; les Anglais ont, à leur tour, tenu compte aux Chinois de cette somme dans leurs importations. C'est par ces larges combinaisons que deux grands pays arrivent aux immenses résultats commerciaux que la France devrait se proposer comme exemple, et qu'elle se contente d'admirer.

La France n'a envoyé, en 1844, à Canton, que deux navires jaugeant 731 tonneaux, dont l'importation a été de 186.000 fr., et l'exportation de 204,000. — La Hollande a importé, cette même année, pour 1,274,000 fr., et a exporté pour 3,495,000 fr. — Le mouvement commercial allemand et espagnol a été très-minime.

En 1845, cette situation n'a présenté que deux modifications notables : les importations ont diminué à Canton, pendant que le nombre des exportations a augmenté. Le commerce de Changhaï a doublé pendant la même année.

Cherchons maintenant à nous rendre compte de l'avenir réservé à certaines branches du commerce d'importation ou d'exportation en Chine. Il en est qui sont en voie de progrès, d'autres qui doivent demeurer stationnaires, d'autres enfin qui n'offrent que peu de chances favorables. C'est l'opium qui, parmi les articles d'importation, se présente au premier rang. Ce commerce, frappé de tant d'édits menaçants et cause, en dernier lieu, d'une guerre mémorable, est aujourd'hui plus florissant que jamais. La loi qui défend l'introduction de l'opium n'est pas abolie, mais elle est traitée comme lettre morte. Les mandarins eux-mêmes prêtent la main à la fraude. Celui de Chusan, par exemple, expédie l'opium à son collègue de Ning-po, moyennant une remise de 10 piastres par caisse que lui font les contrebandiers. On n'attend, dit-on, que la mort de l'empereur pour légaliser un commerce contre lequel ce prince s'est prononcé d'une façon trop formelle pour pouvoir revenir sur son *veto* sans compromettre gravement, aux yeux du peuple chinois, son autorité, déjà bien affaiblie. L'usage de l'opium n'est plus aujourd'hui, en Chine, une affaire de luxe : c'est une nécessité. Les plus pauvres cherchent à se procurer quelques résidus de ce narcotique adoré. Depuis le mandarin à bouton rouge jusqu'au couli demi-nu, toute la Chine fume aujourd'hui l'opium. Le commerce actuel de cette substance peut être évalué chaque année à 150 ou 200 millions de francs : c'est presque le double du commerce d'exportation légale. La vente de l'opium ne pouvant avoir lieu dans les ports ouverts, la contrebande a fixé ses stations dans les environs de ces ports (1). Il y a, à chaque

(1) Voici les noms des principales de ces stations : Kap-sing-moun, près Canton, écoule 800 caisses par mois; Hou-song, près de Changhaï, 1,000; Gosou, près d'Amoy, 180; Namo, 200; Chusan, 250. Hong-Kong et Macao sont aussi des stations très-importantes.

station, quelques navires-magasins qui y demeurent à poste fixe, et que les *clippers* anglais d'Hong-kong et de l'Inde viennent approvisionner de temps en temps. C'est à ces navires que les bateaux de contrebandiers chinois achètent l'opium, sans être inquiétés par la douane.

Après l'opium, les cotons en laine et manufacturés sont l'article d'importation le plus considérable. Dès le siècle dernier, la compagnie des Indes anglaises expédiait d'assez fortes cargaisons de cotons en laine sur le marché de Chine, et s'occupait activement de l'extension de ce commerce, qui, en 1821, s'éleva à la somme de 16 millions et demi. En 1844, le port de Canton a reçu 47,627,000 kilogrammes de cet article, représentant une valeur de 38,340,000 fr. Le coton de l'Inde figurait dans ce chiffre pour 46,440,000 kilogrammes, et celui des États-Unis pour 1,187,000 kilogrammes seulement; mais ce dernier lainage, qui a été longtemps, de la part des Chinois, l'objet d'une injuste prévention, paraît devoir entrer désormais très-largement dans la consommation du Céleste Empire. Il a été importé en 1845 une quantité de coton américain double de celle de 1844. Dans le coton d'Amérique, les Chinois ne regardent plus la longueur de la soie comme un défaut, mais comme une précieuse qualité. L'Amérique peut donc espérer de voir le placement de ses cotons s'effectuer dans des conditions de plus en plus favorables, et ce sera un grand avantage pour ce pays, qui manque, on le sait, d'articles d'importation pour la Chine.

Les cotons manufacturés ne sont pas moins bien accueillis que les cotons en laine. L'exportation des cotons filés, presque exclusivement fournis par l'Angleterre, est considérable. La consommation des tissus de coton écrus et blancs se développe sur une grande échelle. Chaque jour, le bon marché de ce produit, dont le prix baisse à mesure que les arrivages se multiplient, le fait pénétrer davantage dans le pays et lui attire de nouveaux consommateurs, heureux et étonnés de pouvoir se procurer à si peu de frais un objet de première nécessité, car ces tissus constituent l'habillement de toute la basse classe de l'empire. Ici encore l'Angleterre rencontre la concurrence des États-Unis, qui, chaque année, devient plus redoutable. L'importation totale de cet article s'est élevée en 1844, dans les cinq ports ouverts, à 2,200,759 pièces valant 38,907,000 fr. Les tissus croisés et les calicots grossiers sont presque exclusivement fournis par l'Amérique, et l'Angleterre garde le monopole des tissus fins.

Le développement que semble appelée à prendre en Chine l'importation des cotons manufacturés s'explique par l'état fort arriéré de l'industrie cotonnière dans ce pays. Le coton s'y file au rouet et s'y tisse sur des métiers à bras dans les campagnes. La plupart des chaumières, dans la province du Kiang-nan, possèdent un ou deux de ces métiers, sur lesquels, aux heures de loisir que leur laisse la culture des champs, d'actives ouvrières travaillent le produit des plantations de cotonniers situées près des habitations. Les ouvriers qui se vouent exclusivement au tissage du coton gagnent 2 mèces ou 1 fr. 50 cent. par jour. Ce salaire, supérieur à celui de la plupart des tisserands de nos campagnes, prouve que la main-d'œuvre n'est pas à aussi bon marché en Chine qu'on se le figure généralement chez nous. Malgré l'essor qu'a pris l'importation étrangère, on est fondé à croire cependant que l'industrie cotonnière indigène est plutôt en progrès qu'en décadence, d'après la consommation toujours croissante que la Chine fait de cotons en laine étrangers.

L'importation des tissus de laine est loin d'égaler celle des articles de coton.

Elle s'est élevée en 1844, à Canton, à 17,245,800 francs, d'après les états du consul d'Angleterre. La laine n'est guère, en effet, que le partage des classes aisées, tandis que les tissus de coton sont employés par l'immense majorité de la nation. L'importation des articles de laine paraît stationnaire, tandis que celle des cotons semble tendre à s'augmenter rapidement.

Quoique la Chine possède de grandes richesses minérales, l'importation des métaux y est considérable. Canton a reçu, dans l'année 1844, en fer, acier, étain, plomb et zinc, une valeur totale de 2,022,000 francs. L'importation du fer a lieu presque exclusivement sous pavillon anglais; celle du plomb, au contraire, appartient aujourd'hui aux Américains, qui livrent ce métal au bas prix de 40 centimes le kilo. L'étain vient des détroits et notamment de Banca. Le Japon fournit à la Chine une grande quantité de cuivre.

L'importation des articles d'horlogerie, qui était jadis très-forte, a sensiblement diminué depuis que les Chinois fabriquent eux-mêmes des montres avec des ressorts européens. Elle n'a été en 1844, à Canton, que de 216,000 francs. Ce commerce est entre les mains de deux maisons suisses, qui ont des comptoirs importants à Londres.

Nous arrivons aux menus articles d'importation. Il en est quelques-uns qui méritent d'être nommés comme exclusivement appropriés aux goûts bizarres des Chinois. Citons d'abord le bétel, qui a figuré dans les importations de Canton, en 1844, pour 610,900 francs, puis les nids d'hirondelles, dont la vente s'est élevée à 125,000 francs. Ces nids sont principalement tirés de l'île de Java; on ne les trouve guère que dans des anfractuosités de rochers qui s'élèvent à pic au-dessus de la mer, ce qui rend le métier de dénicheur extrêmement dangereux. Avant de paraître, sous forme de potages très-délicats, sur la table des riches mandarins, les nids d'hirondelles subissent de nombreuses préparations. On en extrait toutes les impuretés, de manière à ce qu'ils ne présentent plus qu'une masse blanchâtre et glutineuse, assez semblable à de la colle desséchée. Les nids les plus estimés sont ceux qui n'ont renfermé que de jeunes hirondelles couvertes d'un léger duvet; pour peu que le nid ait contenu de celles qui ont déjà des plumes, il est classé dans les qualités inférieures. Quand il n'a renfermé que des œufs, il est réputé de qualité intermédiaire. Les nids de premier choix valent jusqu'à 110 et 120 fr. le kilo, tandis que les sortes inférieures sont cotées à moins de 10 fr. Il y en a près de quinze variétés.

Les estomacs de poissons, les nageoires de requins et les holothuries, qui passent en Chine, comme les nids d'hirondelles, pour des aphrodisiaques puissants, occupent également une place assez considérable dans les importations du Céleste Empire. L'holothurie, connue aussi sous le nom de *tripang* et de *biche-de-mer,* est un gros limaçon, que les naturels des îles de la Malaisie recueillent sur les bords de la mer. Canton en a reçu, en 1844, pour une valeur de 306,000 francs (117,600 kilos). On distingue treize qualités d'holothuries, dont la première, appelée *meng-ta,* vaut environ 7 francs le kilo, et la dernière, nommée *yak-sam,* de 20 à 30 centimes.

Parmi les importations de Canton, en 1844, dont le chiffre doit être noté, nous citerons encore le poivre tiré de l'Inde et de l'archipel malais, sous pavillons britannique, américain et hollandais (450,000 francs); les dents d'éléphants importées par navires anglais (251,000 francs); le *putchuk,* racine de l'Inde employée à faire des cierges odorants (241,000 francs); le bois de sandal des Philippines et

des Indes anglaises et néerlandaises (624,900 francs); le riz enfin, ce pain des Chinois, tiré en quantité considérable des Philippines et des Indes néerlandaises (1,115,600 francs).

C'est le thé qui figure en première ligne dans les exportations de la Chine et dans celles de Canton en particulier. Canton a exporté, en 1844, 52,900,000 kilos de thé, dont 24,422.000 sous pavillon britannique, et 6,997.000 sous pavillon américain. La valeur totale de cette exportation a été de 104,841,000 francs. Les ports situés au nord de Canton paraissent devoir faire prochainement à ce dernier une rude concurrence pour la fourniture du thé. A Changhaï, on pourra se procurer cet article à bien plus bas prix qu'à Canton. Le port de Changhaï est situé de manière à être facilement approvisionné par les provinces du Nganouai et du Kiangsou, dans lesquelles la culture du thé a pris un développement immense. Un autre port, celui de Fou-tchaou-fou. qui n'est qu'à 1,400 kilomètres des fameuses collines Bohi, où se cultive le meilleur thé de l'empire, paraît aussi appelé à concourir pour une large part à cette exportation.

L'exportation de la soie grége s'est élevée à Canton à 11,929,000 fr., celle des tissus de soie à 8,199.900 fr., et celle de la soie en fils et en rubans à 392,654 fr. Pour la soie grége ainsi que pour le thé, Changhaï semble appelé à prendre la place de Canton, comme grand centre d'exportation. On y trouve à des prix beaucoup plus modérés qu'a Canton les belles qualités de soie grége dite de Nankin. En revanche, Canton pourra devenir un marché important pour les produits de l'industrie sucrière en Chine. Cette ville a exporté en 1844, uniquement sous pavillon anglais, 3,81[illegible]00 kilog. de sucre brut, valant 2,062,700 fr., et 1,951,000 kilog. de sucre candi, valant 1,414,700 fr. La canne à sucre est l'objet d'une culture immense en Chine, surtout dans le Fo-kien, dans l'île de Formose et dans certaines parties de la province de Canton. Les procédés industriels employés pour la fabrication du sucre y sont encore dans l'enfance, et néanmoins la Chine est aujourd'hui en mesure d'entrer en concurrence avec les îles de l'archipel malais, telles que Java et Luçon, pour livrer à l'Europe ce produit si indispensable, qui appelle, on ne peut se le dissimuler, une modification dans notre tarif douanier.

Le thé, le sucre, la soie grége, voilà donc trois branches principales d'exportation pour la Chine. Parmi les articles que ce pays peut encore nous fournir, nous citerons la porcelaine, dont l'inimitable légèreté est bien connue, et qu'on obtiendra dans le nord de la Chine à bien meilleur marché qu'à Canton; les laques, pour lesquelles Canton conserve au contraire une notable prééminence; les papiers, qui, par leur variété et leur bas prix, constituent une des plus belles industries chinoises; divers produits naturels, tels que la casse, l'alun, l'huile d'anis, la rhubarbe, le mercure, la racine de squine, enfin des objets de luxe, tels que les parasols et les éventails. Tous ces articles ont figuré dans les exportations de 1844 pour des sommes considérables.

Par ce tableau rapide des importations et des exportations de la Chine pendant une seule année, on peut juger de la place qu'occuperont un jour les ports de ce grand pays parmi les marchés du monde. Comment se défendre d'admirer les états européens dont l'activité s'est montrée si puissante et si féconde sur ce point du globe, autrefois fermé à la vie commerciale? Comment aussi échapper à un sentiment de tristesse, quand on songe qu'au milieu des chiffres énormes que nous venons de remuer, la France n'a su trouver qu'une place de 2 à 300,000 fr. pour

ses importations comme pour ses exportations? En présence de ce pénible contraste, on veut d'abord connaître les causes de notre infériorité, et on se demande ensuite si ces causes peuvent être combattues.

Notre commerce, il faut bien le dire, n'est point placé en Chine dans les conditions avantageuses qui s'offrent à la Grande-Bretagne et à l'Amérique. Pour la première de ces puissances, l'opium, les cotons, le thé, la soie grége, pour la seconde, ces trois derniers articles et les tissus de soie, sont des objets de transactions constantes, naturelles et faciles. L'Angleterre possède à peu de distance de la Chine ses grands comptoirs de l'Inde. Sa marine marchande emploie de nombreux bâtiments frétés à bas prix; sa fabrication est arrivée, grâce à l'abondance de la houille et du fer sur les lieux de production, à un degré d'économie que nous ne pourrons atteindre qu'après bien des années. L'Amérique, de son côté, trouve dans le bon marché de la matière première un avantage inappréciable pour ses importations de tissus de coton communs.

Que se passe-t-il au contraire chez nous? Le prix de revient des cotons filés et tissés y est plus élevé qu'en Angleterre; nous ne consommons que peu de thé; nos colonies ne fournissent point d'opium, point de cotons en laine; en revanche, nous produisons nous-mêmes de la soie, dont la Chine n'a aucun besoin. Ajoutez à ces premiers obstacles une marine marchande en décadence le manque de colonies placées dans la sphère d'activité commerciale de la Chine et de l'Indo-Chine, la position désavantageuse de notre commerce forcé d'agir, sans point d'appui, sans base d'opérations, à cinq mille lieues des ports d'expédition. La nature et les circonstances semblent, on le voit, liguées contre nous sur les marchés de l'extrême Orient, et, sous peine de fâcheux mécomptes, nous ne devons nous dissimuler aucun de ces désavantages. Plus ces obstacles sont grands, plus il importe de bien examiner le terrain sur lequel on va marcher; ce n'est qu'à ce prix qu'on peut reconnaître si on a tout fait pour tirer d'une si mauvaise situation le meilleur parti possible.

Notre ambition doit-elle donc se borner à envoyer chaque année deux ou trois navires en Chine, comme nous le faisons depuis bientôt deux siècles? Faut-il renoncer à l'espoir d'augmenter nos relations commerciales avec ce pays, qui nous ouvre ses ports, et où nous voyons s'accomplir tant de grandes opérations? Je ne le pense pas, et je suis convaincu qu'il y a pour la France sur ces côtes lointaines quelque chose de plus à faire que ce qu'elle a tenté jusqu'à présent.

Examinons quels seraient ceux de nos articles qui pourraient le plus convenir à la Chine. Nous commencerons par les tissus de coton, cette base des importations de produits manufacturés anglais; certaines de nos étoffes imprimées, exactement appropriées au goût du pays, pourraient s'y placer, sinon très-avantageusement, du moins de manière à encourager le commerce français, surtout s'il trouvait en Chine des objets d'échange convenables. Il ne faudrait procéder que par petits envois, principalement au début, car les tissus de coton imprimés sont dans ce pays l'objet d'une consommation limitée. Des mouchoirs de couleur en dimension voulue, certains velours de coton, quelques rouges andrinoples à dessins, des étoffes laine et coton à grandes fleurs, quelques mouchoirs blancs de Saint-Quentin, voilà, selon moi, ce que notre industrie cotonnière aurait à envoyer de plus convenable en Chine. Quant aux cotons filés et aux calicots écrus et blancs, qui forment le tiers du commerce anglais, le moment n'est pas encore venu pour nous de les y importer. Nous pouvons lutter avec la Grande-Bretagne pour

les articles où le goût, la beauté du dessin, ont une large part; mais, lorsque la question se réduit à un prix de fabrique plus ou moins élevé, nous devons, quant à présent, éviter la concurrence.

Nos draps légers pourront donner lieu, il faut l'espérer, à des affaires avantageuses, si les fabricants français savent se conformer aux exigences des consommateurs chinois. Nos fabriques du midi paraissent être celles dont les produits, en raison de leur bon marché, ont le plus de chances de trouver un écoulement facile et de pouvoir lutter avec les *spanish stripes* des Anglais. Les modèles rapportés de Chine, que nos manufacturiers peuvent examiner, leur indiquent exactement les conditions qu'ils sont tenus de remplir, s'ils ne veulent plus voir leurs produits vendus d'une façon désastreuse, comme l'ont été plusieurs cargaisons de draps français expédiées en Chine dans ces derniers temps. Notre industrie lainière est certainement appelée à trouver aussi une place sur ce marché lointain, bien au-dessous toutefois de l'industrie britannique. Aux articles principaux d'importation que nous avons nommés, il sera bon de joindre quelques produits de l'industrie parisienne, des glaces de petite dimension et à très-bas prix, des pendules, des bronzes, des gravures, des cristaux, des produits chimiques; mais les prix, nécessairement incertains, de ces divers objets commandent de n'en faire d'abord que des envois très-limités,

La question capitale pour nous est moins dans les importations que dans les exportations. Le faible bénéfice que nous parviendrions très-péniblement à réaliser sur les premières ne serait point un attrait suffisant pour notre commerce, si quelque chargement avantageux ne devait pas être le prix de ces lointaines et hasardeuses expéditions. Parmi les articles d'exportation de la Chine, il en est un qui mérite de fixer notre attention : c'est la soie grége. Nous ne pouvons pas songer à opérer nos retours avec des chinoiseries : il nous faut une base solide, un objet de grande consommation. Y aura-t-il possibilité pour la France d'employer les soies de Changhaï et de Canton, comme on le fait en Angleterre? Pourrons-nous remplacer par des soies chinoises celles que nous achetons au Piémont et à la Lombardie? Là gît l'avenir de notre commerce avec la Chine. Si nos fabricants parviennent à découvrir un procédé pour manufacturer convenablement cette soie, en la mélangeant à celle de notre pays, en la soumettant à des manipulations nouvelles, ou en la destinant à des tissus spéciaux, nos affaires avec l'extrême Orient sont assurées ; car les opérations d'achats et de ventes sont étroitement unies sur ces marchés, et, avec des articles de retour avantageux, les bas prix même des importations n'ont rien d'effrayant. Le bénéfice sur la soie peut compenser, et bien au delà, la perte sur la vente des tissus de coton ou de laine. C'est ainsi que les Anglais trouvent souvent dans leurs achats de thés un ample dédommagement de la vente à prix inférieur de leurs *longcloths*. Les opérations sont complexes en Chine : toute affaire y a deux faces, car elle n'est qu'un échange, et il suffit souvent qu'une seule de ces faces soit brillante. En ce moment, l'attention des fabricants du midi est appelée sur la question des soies de Chine, et l'on peut espérer que le problème ne tardera pas à recevoir une solution satisfaisante.

Outre la soie, si elle est jugée convenable, nous aurions à acheter pour environ 800,000 francs de thé destiné à la consommation française, et peut-être, si nos relations avec la Chine prenaient de l'extension, serions-nous à même d'approvisionner de cet article quelques petits états voisins. Restent la rhubarbe, les laques, le vermillon, les porcelaines, les nankins, qui pourront compléter nos

chargements. A ces articles viendront se joindre aussi, selon toute apparence, quelques substances tinctoriales chinoises, dont les échantillons sont en ce moment soumis à une commission composée de plusieurs notabilités de la science et du commerce.

Si, comme tout le fait supposer, une société se forme en France pour l'exploitation des marchés de l'extrême Orient, des comptoirs devront être établis à Canton, et sans doute à Manille, à Batavia, à Singapore, afin de relier ces points importants et de donner de l'ensemble à nos affaires. Notre commerce a déjà des relations toutes formées à Batavia, qui, malgré ses droits de douane élevés, est un excellent marché pour nos indiennes et pour plusieurs de nos articles de Paris. Les Philippines consommaient jadis des quantités considérables de mouchoirs et de *cambayas* de notre fabrication. Notre commerce, privé de bons renseignements, a négligé ces précieux débouchés, qui sont presque entièrement perdus pour lui. Des agents intelligents et dévoués, placés à Manille et à Batavia, lui rendraient sans aucun doute, dans le premier de ces ports, l'importance qu'il n'aurait jamais dû perdre, et développeraient, dans l'autre, des relations très-bien entamées.

Les divers navires expédiés de France suivraient naturellement, pour atteindre la Chine, des itinéraires différents. L'un, par exemple, irait solder une partie de ses marchandises à Bourbon contre du numéraire qu'il placerait à un bon taux à Calcutta, où il pourrait charger du coton en laine et d'autres denrées pour Canton. Un second navire prendrait à Singapore de l'étain, qui se place bien en Chine; il passerait à Manille, où il laisserait des *cambayas,* et il y commanderait en même temps à l'agent français un chargement de retour composé de café, d'indigo, de bois de *sapan,* etc. Un autre bâtiment relâcherait à Java, y déposerait une partie de ses marchandises, se dirigerait vers Canton, et reviendrait prendre à Java un chargement commandé à l'avance. Cinq ou six navires frétés par la compagnie suffiraient sans doute à ses relations dans les premiers temps, mais le nombre de ces navires pourrait, nous le croyons, s'élever à huit ou neuf au bout de quelques années, et ce serait un résultat très-satisfaisant.

Telle nous paraît être la marche à suivre dans l'état actuel de nos relations avec la Chine. L'avenir qui s'offre à nous dans cet empire, bien qu'il ne réponde peut-être pas à tous nos rêves, est loin cependant de mériter nos dédains. Nos rapports avec l'extrême Orient, restreints même à ces limites, offrent encore assez d'avantages pour stimuler cette mollesse et cette timidité qu'on a été en droit quelquefois de reprocher à nos négociants. Il faut espérer qu'en présence du monde nouveau ouvert à l'Europe, le commerce français unira ses efforts et se fera représenter dignement sur ces rives lointaines, où nous porterons enfin l'unité d'action et de volonté, la persévérance et le zèle qui seuls peuvent faire prospérer nos entreprises.

AUGUSTE HAUSSMANN,
Membre de la mission de France en Chine.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 octobre 1846.

Il est possible maintenant d'embrasser dans son ensemble la question espagnole. Sur cette grande affaire, notre langage a été, dès l'origine, net et positif, parce que notre conviction était profonde. Chemin faisant, nous avons pu justifier notre opinion par des renseignements qui ont été fort remarqués, et qu'ont reproduits plusieurs des organes les plus importants de la presse non-seulement en France, mais en Angleterre et en Allemagne. Aujourd'hui un dénoûment heureux a mis un terme à tous les doutes, à toutes les inquiétudes. Le retour des princes et l'arrivée en France de Mme la duchesse de Montpensier permettent de porter sur la situation un jugement complet et impartial.

Si nous n'avions vu dans le double mariage qu'une satisfaction donnée à des sentiments de famille, nous n'eussions pas accordé à cette négociation une attention aussi sérieuse; mais comment, en présence des rapports intimes qu'établissent entre la France et l'Espagne le voisinage, les souvenirs historiques et les traités tant anciens que nouveaux, comment pouvait-on refuser à une pareille affaire une véritable importance politique? Sans doute on doit toujours mettre en première ligne les besoins et les intérêts des peuples; seulement, pour arriver à servir ces intérêts et ces besoins, il faut recourir à des combinaisons, à des moyens qu'on appellera, si l'on veut, secondaires, mais dont la nécessité n'est pas moins réelle. Ces combinaisons, ces moyens, nous les trouvons dans les alliances des familles royales, dans l'avénement des dynasties. De nos jours, un écrivain éminent a mis en toute lumière cette vérité politique, que l'histoire constate à chaque pas, et c'est précisément en nous initiant au secret des négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV, que M. Mignet nous a signalé la toute-puissance des causes générales derrière les causes secondaires de mariages, de dynasties et de lois de succession. Nous étions donc d'accord avec les meilleurs esprits, quand nous avons, dès le principe, reconnu à cette question toute sa portée dans le présent et pour l'avenir.

Il fallait une conclusion à la politique que nous avions suivie depuis treize ans à l'égard de l'Espagne. Quand Ferdinand VII eut fermé les yeux, la France accepta et travailla à maintenir l'ordre de succession qu'il avait établi, et qui devait, par

les femmes, perpétuer en Espagne la race de Philippe V. Quel démenti, quel honteux dénoûment à cette politique, si la reine Isabelle, dont nous avions protégé le berceau, eût donné sa main à un prince autre qu'un Bourbon! Lord Aberdeen, quand il était aux affaires, eut la bonne foi de reconnaître que le gouvernement français ne pouvait accepter un pareil résultat. Il comprit que la quadruple alliance ne pouvait avoir pour effet l'humiliation de la France dans la question capitale du mariage de la reine Isabelle. Lord Palmerston a eu d'autres pensées, il a voulu nous infliger un échec qui devait nous être des plus sensibles. En l'évitant, nous avons su à la fois défendre les traditions de la vieille politique française et donner satisfaction à l'esprit nouveau de la révolution de juillet. Ne l'oublions pas, le gouvernement de la reine Isabelle représente et représentera de plus en plus les principes de la monarchie constitutionnelle dans le midi de l'Europe. S'il en était autrement, don Carlos et son parti n'existeraient pas et n'auraient pas de raison d'être. La politique qui vient de triompher n'a donc pas seulement servi un intérêt dynastique, elle a bien mérité de la cause constitutionnelle en Europe.

Voici un autre résultat qui n'est pas moins remarquable, c'est que les puissances qui vivent en dehors du système représentatif paraissent assister sans émotion à ce qui se passe. Cependant les provocations ne leur ont pas manqué. Lord Palmerston s'est adressé aux cabinets de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin : il a cherché à leur faire épouser son mécontentement et ses griefs. Avec des nuances diverses, il a trouvé partout sur le fond des choses une froide réserve, et l'intention très-marquée de ne point prendre parti dans le différend qui s'est élevé entre les deux cours des Tuileries et de Saint-James. Les trois puissances ont chacune des préoccupations fort graves. Le cabinet de Berlin est toujours comme en échec devant la question de savoir à quel moment et dans quelle mesure il donnera à la monarchie du grand Frédéric une constitution représentative. L'Autriche désire peu compliquer par de nouveaux incidents les embarras que lui causent la Gallicie, la Suisse et l'Italie. Quel est l'intérêt qui pourrait porter le czar à se déclarer pour l'Angleterre contre la France dans la question d'Espagne? D'ailleurs, à quel titre les trois cabinets, quand même ils l'eussent désiré, eussent-ils pu, sur cette affaire, exprimer un avis? La monarchie constitutionnelle de la reine Isabelle n'existe pas pour eux; ils ne l'ont pas reconnue. Comment donc eussent-ils émis sur le mariage de la reine et de sa sœur une opinion, un blâme? Leur dignité, la force des choses, leur conseillaient de s'abstenir, et c'est ce qu'ils ont fait. Aussi, lorsque lord Palmerston a voulu recruter contre nous des ressentiments, on ne lui a pas répondu. Il a tenté inutilement de renouer contre nous une coalition comme en 1840. Pendant six ans, l'Europe s'est modifiée à notre égard, et c'est un effet considérable de l'expérience et du temps. Le gouvernement de 1830 a acquis aujourd'hui assez d'autorité au dehors pour que ses prétentions légitimes ne suscitent plus de protestations et de résistances injustes.

Quand le pays et son gouvernement se trouvent engagés dans des difficultés dont l'heureuse solution importe à leur honneur, à leur dignité, il appartient à l'opinion, à la presse, de leur prêter un utile appui. Lord Palmerston avait repris, en 1846, l'attitude de 1840. Il annonçait encore l'intention d'annuler l'influence de la France. En effet, il disait dans sa note du 22 septembre que « la France possède dans son vaste territoire et dans ses immenses ressources les moyens de

se maintenir dans le haut rang que la Providence l'a destinée à occuper, » et il ajoutait que « toute tentative de sa part pour se créer, par des moyens indirects, une influence illégitime sur d'autres états moins puissants devait aboutir nécessairement, et par la nature même des choses, à des désappointements et à des échecs. » La pensée du ministre anglais n'était pas ambiguë. Il signifiait à la France qu'elle eût à s'effacer ; c'était presque une abdication morale qu'il lui prescrivait. Fallait-il céder à cette invitation étrange ? Quel est l'homme politique qui eût osé en donner le conseil ? Nous le demandons à ceux qui ont blâmé le plus vivement la conclusion des deux mariages.

Nous croyons que devant les chambres, en présence des faits et des documents qui serviront à les établir, l'opposition sentira le besoin de modifier le langage tenu sur cette affaire par quelques-uns de ses organes. Si vif que soit le penchant qui vous entraîne à blâmer la conduite de vos adversaires politiques, il y a des souvenirs, des principes qu'on ne peut oublier; il y a un intérêt commun qu'on doit vouloir servir, sur quelques bancs que l'on siége : c'est celui du pays. En cherchant des modèles de bonne conduite parlementaire, nous rappelions, il y a quelque temps, comment dans une circonstance grave lord John Russell avait donné loyalement son concours à sir Robert Peel. Il y a un autre exemple qui convient d'une manière encore plus directe à la question qui nous occupe : c'est l'appui qu'en 1840 les tories prêtèrent à lord Palmerston après le traité du 15 juillet ; ils ajournèrent leurs ressentiments, ils suspendirent leurs attaques contre le cabinet whig, que la force des choses fit tomber dix-huit mois plus tard. Les tories, n'en doutons pas, nous offriront encore aujourd'hui le même spectacle. Quels que puissent être au fond leurs sentiments sur la question, et leurs passions contre leurs adversaires, ils n'attaqueront pas le ministre qui représente non plus seulement son parti, mais l'Angleterre elle-même engagée dans un différend avec un cabinet étranger. C'est un des traits qui honorent le caractère anglais que cette solidarité dans les grandes affaires qui touchent à l'honneur national. Il y a certes dans les rangs de l'opposition française assez d'intelligence et de patriotisme pour imiter à propos une telle conduite.

Si l'opposition parlementaire accordait au cabinet, dans la question d'Espagne, un habile appui, une approbation méritée, au lieu de s'affaiblir, elle aurait plus d'autorité dans l'exercice de ses droits et de ses devoirs, dans les conseils qu'elle aurait à donner au gouvernement pour qu'il sût faire face aux nécessités d'une situation nouvelle. En effet, loin que tout soit terminé par la célébration des mariages et le retour des princes, il serait plus juste de dire qu'un nouvel ordre de choses commence pour nos relations extérieures. La base est déplacée; le point de départ ne saurait plus être le même. Il y a trois mois, c'était l'alliance, c'était l'entente entre l'Angleterre et la France qui était la clef de voûte de notre politique étrangère. Aujourd'hui l'Angleterre est à notre égard singulièrement refroidie; elle se dit blessée, et, s'il n'y a pas rupture ouverte, il n'y a plus la bonne intelligence de 1845. Lord Palmerston n'a pas encore répliqué à la note de M. Guizot, qui a dû lui parvenir le 8 octobre ; le bruit avait couru, dans ces derniers jours, qu'il aurait directement adressé une lettre au roi : il n'en est rien. Les faits qui viennent de s'accomplir rendent à lord Palmerston une réponse très-difficile. Il n'a pas réussi dans sa tentative de paralyser l'action de la France, et cet échec ne doit pas lui inspirer un grand empressement à reprendre la plume. Toutefois ce silence, dût-il se prolonger encore, ne saurait faire illusion sur les

sentiments du ministre anglais, qui, à coup sûr, n'oubliera ni ne pardonnera rien. Les whigs travaillent, non sans succès, à se fortifier de plus en plus; sir Robert Peel ne peut songer maintenant à revenir aux affaires. Les whigs se flattent de voir les amis de l'ancien premier ministre s'unir à eux dans la chaleur des luttes parlementaires. Alors certaines difficultés qui tiennent aux personnes se trouveraient écartées ou aplanies. Enfin on annonce que lord Aberdeen tient sur les affaires d'Espagne le même langage que lord Palmerston. Ces indices montrent combien notre gouvernement doit mettre tout ensemble dans sa conduite de circonspection et de fermeté. Il se présente aujourd'hui à l'Europe, non plus avec l'amitié de l'Angleterre, mais dans une sorte d'isolement qui, nous le croyons, n'est pas redoutable pour la France. Cette situation nouvelle n'est pas au-dessus des forces du gouvernement de 1830, qui compte aujourd'hui seize années de durée, pendant lesquelles on a pu se convaincre au dehors qu'il était nécessaire à l'ordre européen. La France peut avec sécurité observer et attendre; il y a des alliances que le temps et la force des choses lui apporteront: on la recherchera d'autant plus qu'elle sera plus calme et moins empressée.

Il serait puéril de vouloir le dissimuler, il y a eu changement de front dans la politique du gouvernement de 1830. Même ce changement subit et complet a porté l'étonnement dans les rangs des conservateurs. Plusieurs d'entre eux se sont vus troublés dans leur quiétude : tout mouvement leur fait peur, toute initiative les déconcerte. Ce ne sont pas là les conservateurs dont nous serions jaloux de soutenir la cause et la politique; ils ont le culte de l'immobilité; aussi seraient-ils disposés à considérer comme téméraire ce qui nous a paru strictement nécessaire à l'honneur, aux intérêts de la France. Il y a trois mois, nous remarquions que la composition de la nouvelle chambre obligerait le cabinet, dans la prévision de son avenir, à modifier son attitude. Il est arrivé par la toute-puissance des événements et de l'imprévu que ce changement nécessaire a commencé par se produire dans la politique extérieure.

Quant aux modifications dans les personnes, les rumeurs que dans ces derniers jours on a voulu accréditer sur ce sujet nous paraissent sans fondement. M. le duc de Dalmatie garde la présidence nominale du conseil; il ne saurait s'en trouver dessaisi que de son plein gré, si un jour il la croyait peu compatible avec ses convenances et sa dignité personnelle. Lorsque la nouvelle chambre s'est rassemblée cet été, plusieurs de ses membres ont été surpris et presque choqués de l'absence du maréchal. C'étaient sans doute des députés nouveaux et rigoristes, qui se faisaient une idée exagérée des devoirs d'un président du conseil. Ceux qui ont prononcé le nom de M. Hippolyte Passy comme successeur de M. Lacave-Laplagne auraient pu se rappeler qu'à la mort de M. Humann, quand l'héritage de ce dernier lui fut offert, M. Passy ne put s'entendre avec le cabinet du 29 octobre. Il demanda deux jours pour faire connaître au ministère son programme, pour se mettre d'accord avec M. Dufaure, sans lequel il ne voulait pas entrer dans le conseil. Qu'arriva-t-il? Avant les vingt-quatre heures, M. Lacave-Laplagne prêtait serment entre les mains du roi comme ministre des finances.

Tous ces bruits concernant plusieurs modifications dans le cabinet semblent avoir eu pour point de départ un incident qui, bien que fort simple, n'a pas laissé de produire une sensation assez vive : nous voulons parler de la visite, ou plutôt des deux visites de lord Normanby à Champlatreux. Depuis longtemps, lord Nor-

manby est lié avec M. le comte Molé, et sa présence à Champlatreux était chose fort naturelle. Cependant, quand on sut que lord Normanby se disposait à partir pour Champlatreux, les conseils ne lui manquèrent pas : on lui fit observer qu'au milieu des circonstances délicates où se trouvaient les deux cabinets de Londres et de Paris, une visite à M. Molé serait l'objet de mille commentaires; qu'on lui donnerait l'importance d'un événement politique, et qu'à coup sûr elle causerait au ministère du déplaisir et de l'inquiétude. Tout en reconnaissant ce que ces observations pouvaient avoir de juste, lord Normanby fit remarquer qu'il n'avait en ce moment aucune raison d'être agréable à M. Guizot, et il partit. A Champlatreux, une lettre de M. le ministre des affaires étrangères vint lui apprendre que ce dernier avait une communication à lui faire. Lord Normanby revint à Paris entendre la lecture de la note du 5 octobre; puis il retourna chez M. le comte Molé. Enfin les deux nobles personnages allèrent ensemble aux courses de Chantilly. Il n'en fallait pas tant pour donner naissance à une foule de conjectures : on parla de la retraite de M. Guizot; on annonça que l'Angleterre, par l'organe de lord Normanby, faisait des ouvertures à M. le comte Molé, qui réparerait par des complaisances les torts de son prédécesseur. Quoique dépourvus de raison, ces bruits circulèrent durant quelques jours; ils offensaient non-seulement le bon sens, mais le caractère d'un homme d'état dont les actes n'ont donné à personne le droit de penser qu'il pourrait revenir au pouvoir pour sanctionner par sa présence une politique de concessions et de faiblesse envers l'étranger. D'ailleurs, pour peu qu'on voulût y réfléchir, n'était-il pas évident que le cabinet, au moment où il venait de prendre la responsabilité des affaires d'Espagne, ne pouvait quitter le pouvoir, et se trouvait, par les événements mêmes, appelé à défendre sa politique devant les chambres?

L'Espagne a jusqu'à présent trompé l'attente de ceux qui nous avaient montré dans le double mariage la cause et le signal d'une inévitable anarchie. Sans trop nous porter garants de l'avenir, il nous semble qu'on peut féliciter l'Espagne des résultats qui ont été obtenus dans ces derniers temps. Le terrain est déblayé. La Péninsule peut entrer aujourd'hui en possession de son indépendance ; elle a résolu deux difficultés sérieuses : le mariage de la reine, la réforme de sa constitution. Tant que la reine Isabelle et sa sœur n'étaient pas mariées, une incertitude fâcheuse planait sur l'avenir des héritières de Ferdinand VII et de la monarchie de Philippe V. Par quelles combinaisons assurerait-on la perpétuité de la maison de Bourbon sur le trône d'Espagne? Cet important problème vient de recevoir une solution longtemps attendue. D'un autre côté, si la constitution, promulguée en juin 1837, proclamait la monarchie et plusieurs des grands principes de l'ordre social, elle renfermait aussi des germes de trouble qui rendaient impossible l'exercice d'un gouvernement régulier, et qu'il était nécessaire d'extirper. Ainsi les *ayuntamientos* et les gardes civiques avaient une action indépendante du pouvoir central. Comment gouverner dans de pareilles conditions? La réforme de la constitution était donc une œuvre nécessaire dont l'accomplissement permet et assure aujourd'hui en Espagne le développement d'une sage liberté.

En ce moment, les cortès qui ont mené à bien ces deux questions considérables du mariage de la reine et de la réforme de la constitution sont dissoutes. De nouvelles élections appelleront bientôt l'Espagne à l'exercice de ses droits constitutionnels : qu'elle s'en serve en se maintenant pure de tout esprit de faction,

avec une modération loyale et prudente. Aujourd'hui l'Espagne a ses destinées entre ses mains. Puisse la nation et son gouvernement se réunir dans une même pensée, la volonté sincère de fonder une véritable monarchie représentative! Si l'Espagne n'avait pas assez de ses souvenirs les plus récents pour détester à la fois l'anarchie et l'arbitraire, qu'elle considère le Portugal.

Au reste, on peut remarquer déjà de l'autre côté des Pyrénées quelques éléments de régénération et de force. Il serait injuste de ne pas reconnaître que les mesures adoptées par M. Alexandre Mon pour donner à la Péninsule une organisation administrative et financière ont été heureuses sur plusieurs points. Une main ferme, celle du général Narvaez, a su reconstituer l'armée espagnole, dont la brillante tenue a vivement frappé M. le duc d'Aumale. L'Espagne compte en ce moment quatre-vingt mille hommes sous les armes. C'est maintenant sur sa marine que nous voudrions voir se tourner la sollicitude de ses administrateurs. Déjà quelques efforts ont été tentés. Dans ces derniers temps, le gouvernement espagnol a armé un vaisseau, *le Soberano*, et deux ou trois frégates. Nous n'ignorons pas toutes les difficultés que présente à l'Espagne la restauration de sa marine. Des arsenaux tombés en ruine, des officiers vieillis ou morts de misère sans avoir été remplacés, les traditions d'une longue expérience oubliées ou méconnues, tout cela, il faut en convenir, peut porter dans les esprits un assez sombre découragement. Cependant, quand on possède les Baléares, l'île de Cuba et les Philippines, on doit reconnaître la nécessité de créer une protection efficace pour ces riches annexes d'un grand empire. Minorque est ouvert de tous côtés à l'invasion, Cuba est cerné par les colonies anglaises. L'Espagne doit vouloir réunir dans ses ports les moyens de défendre d'aussi belles possessions, et les mettre à l'abri d'un coup de main. Elle peut compter avec quelque orgueil sur les ressources que lui offrent la richesse de son littoral et de sa population maritime, ainsi que la vigueur morale de ses habitants. La nation qui, au XVIe et au XVIIe siècle, a mis de si puissantes flottes à la mer, doit travailler à se créer un nouvel établissement naval sur des bases raisonnables qui soient en harmonie avec les besoins du présent. Tout ce qu'entreprendra l'Espagne pour arriver à ce but sera parmi nous, elle ne peut l'ignorer, l'objet d'une sympathie sincère. Il est en effet dans l'esprit et le rôle de la France d'applaudir aux intéressants efforts qu'ont faits depuis quelques années plusieurs états pour se donner une marine. La baie de Gênes et celle de Naples ont vu se rassembler, sous le pavillon sarde et sous le pavillon des Deux-Siciles, d'assez nombreux bâtiments de guerre, remarquables par leur tenue et leur organisation militaire. La marine autrichienne est loin d'être restée stationnaire. Un mouvement général pousse aujourd'hui les peuples à se déployer sur mer; même les nations que la nature n'a point faites maritimes veulent le devenir.

Depuis longtemps on n'avait vu les événements se succéder en Europe comme aujourd'hui. L'autre jour, c'était l'Allemagne qui semblait prête à courir aux armes pour faire, disait-elle bravement, avec les duchés danois ce que les Américains faisaient avec l'Orégon, pour s'enrichir d'un territoire à sa convenance: encore était-elle fort irritée contre ceux qui n'estimaient point la raison suffisante; le débat n'est pas fini, mais le bruit est tombé: c'est souvent la même chose. Hier éclatait à Genève une commotion qui malheureusement en prépare d'autres plus graves. Aujourd'hui enfin c'est le tour du Portugal, et tel est maintenant le contact étroit qui rapproche toutes les puissances, que cette explosion

qui se produit à l'extrémité du continent pourrait bien avoir sur les relations européennes des effets plus directs et plus immédiats que les événements même de la Suisse.

Il existe désormais une solidarité générale entre les petits états et les grands, et les premiers tiennent assez de place dans l'histoire des autres pour qu'on doive s'en enquérir davantage. Il est fâcheux que nous ne sachions jamais nous transporter hors de chez nous pour juger nos voisins, et que nous voulions toujours retrouver chez eux nos arrangements et nos idées. C'est le moyen de tomber dans de perpétuelles confusions, et en Portugal plus qu'ailleurs. On se trompe si l'on suppose là quelque chose qui ressemble aux réalités les plus vulgaires de l'ordre constitutionnel, à la sincérité même extérieure des formes parlementaires, au développement logique des opinions et des caractères ; on se trompe plus encore si on imagine des partis bien distincts et conséquents à leurs principes, un personnel tout prêt pour en remplir les cadres, un état-major d'hommes politiques dévoués à leur drapeau. La monarchie portugaise, malgré les embarras et la pauvreté de la couronne, est restée au fond une monarchie de palais, provoquant ou combattant des conspirations armées avec des intrigues de cour, ignorant l'art difficile de traiter régulièrement avec des pouvoirs publics. La population portugaise, dégoûtée de troubles sans cesse renaissants, à peu près privée de classes moyennes, demeure indifférente aux affaires de l'état, tant qu'elle n'en souffre point un tort matériel. Ce sont les paysans du Minho qui ont commencé la guerre contre les Cabral pour ne point payer une taxe de plus ; il se pourrait que le coup d'état qui au bout de quatre mois renverse leur successeur ait eu sa meilleure chance dans le concours des employés qu'on ne payait plus du tout. Les employés, très-nombreux, très-médiocrement rétribués, fonctionnent en même temps comme électeurs, et jusqu'ici ont nommé ou peuplé les chambres. Ce qui reste de bourgeoisie libre et de vieille noblesse s'abstient par paresse ou par incapacité ; des commis ou des juges parvenus, des soldats heureux, forment une aristocratie nouvelle au milieu de laquelle il reste à peine quelques anciens noms. C'est de là que sortent presque tous les mouvements du pays, exploités par leurs chefs, comme le sont les *pronunciamientos* de l'Amérique espagnole.

Rien, du reste, n'est si commode à trouver en Portugal qu'un prétexte d'insurrection : le Portugal a toujours eu deux chartes en concurrence, de sorte que les mécontents n'ont jamais besoin de se mettre en frais d'invention ; il leur suffit de se déclarer pour la charte abrogée contre la charte en vigueur. Encore ne parlons-nous pas ici de ceux qui ne veulent point de charte du tout ; ceux-là défendent leur opinion contre les voyageurs à coups d'escopette dans les Algarves et dans l'Alentejo. C'est l'effectif permanent de l'ancien parti miguéliste, qui, faute de mieux, loue quelquefois ses services aux hommes d'une constitution contre ceux de l'autre. Il y a donc d'abord eu les constitutionnels républicains de 1820 en face des constitutionnels royalistes de dom Pedro ; la charte de dom Pedro, restaurée en 1834, bientôt victorieuse du radicalisme, a rencontré un antagonisme plus sérieux et plus opiniâtre dans le pacte de septembre 1837. De là ces noms de *chartistes* et de *septembristes,* dont on se fait généralement une idée si fausse ou si vague. La charte de dom Pedro est la consécration des principes aristocratiques et monarchiques de l'ancienne société et de l'ancien gouvernement : une chambre haute formée presque exclusivement par la noblesse de naissance, des députés élus par le double vote, la suppression du droit d'association et de pétition, des restrictions considérables apportées au droit d'interpellation et d'ini-

tiative dans les chambres, la couronne autorisée à traiter sans contrôle avec les puissances étrangères, tels sont les principaux caractères de cette constitution, premier progrès du Portugal dans les voies libérales au sortir de l'absolutisme de dom Miguel, progrès trop artificiel pour être bien sûr; un ministère Villèle après le ministère Polignac. A peine restaurée, cette constitution compta parmi ses adversaires les défenseurs les plus énergiques que dom Pedro et dona Maria eussent trouvés contre dom Miguel; ils ne voulaient point avoir combattu pour si peu. Le comte de Bomfin, dernier ennemi resté debout, en 1828, devant dom Miguel, le premier accouru à l'appel de dom Pedro, en 1834, était déjà, en 1835, le chef de cette opposition qui aboutit, en 1837, à la loi de septembre. Devenue, en 1838, loi fondamentale de l'état, la charte septembriste se distingue surtout de la charte de dom Pedro par les restrictions qu'elle apporte à l'exercice de la prérogative royale, par l'extension de la prérogative parlementaire et du droit d'association, enfin par l'élection des députés à un seul degré; de plus, la tendance avouée des septembristes a toujours été de faire aussi de la chambre haute une chambre élective.

Entre ces deux chartes et leurs adhérents plus ou moins sincères se montre enfin le parti de la cour, qui, tout en se glorifiant de rester fidèle aux principes de dom Pedro, les trouve encore trop étroits pour ses ambitions monarchiques et les élargit à sa guise, comme naguère sous le dernier ministère de M. Costa da Cabral, soit par les décrets qu'il rend, soit par la façon dont il gouverne les chambres. Dans ce parti, disons-le tout d'abord, on ne doit pas compter la reine elle-même, si pour être d'un parti il faut avoir un peu de suite dans les volontés et d'indépendance dans l'esprit. On l'a vue successivement proclamer la charte à Belem en 1837, et faire mine de garder la constitution de septembre à Lisbonne en 1842. Profondément dévouée au prince de Cobourg, son époux, elle est plutôt l'instrument que l'appui de prétentions mal réglées et mal justifiées. Ferdinand de Cobourg et son conseiller, M. Dietz, ne poursuivent qu'un but, l'affermissement du pouvoir absolu de la couronne : en 1842, ils trouvèrent dans M. Costa da Cabral l'auxiliaire que l'on sait. Membre d'un cabinet septembriste, M. Cabral prit alors sur lui de rétablir par un coup de main la charte de dom Pedro, et travailla quatre ans à diminuer les libertés qu'elle consacrait. Chassé depuis quatre mois par une révolution imprévue, il est aujourd'hui rappelé par ses amis du palais des Necessidades, qui jouent sans pudeur la couronne de leur reine pour le plus grand profit de leurs ambitions personnelles.

Il n'y a peut-être pas, dans l'histoire des cours et des cabinets, d'intrigues plus compliquées et plus mêlées de rivalités personnelles que ces intrigues souterraines qui viennent enfin de renverser le ministère de M. de Palmella, après l'avoir miné dès le premier jour de son existence. M. de Palmella pouvait dicter la loi au moment de la fuite des Cabral; mais il a craint de se jeter dans les bras de la révolution, d'armer les gardes nationales, de regarder en face les difficultés; il s'est perdu en essayant d'organiser un tiers-parti qu'à trois reprises M. de Bomfin avait déjà voulu fonder, lorsque, victorieux des chartistes par l'établissement du pacte de septembre, il tâchait de les rallier, sans détriment pour la cause libérale. Servi par l'activité sans scrupule de M. Gonzalès Bravo, l'ambassadeur d'Espagne, M. Costa da Cabral a recouvré l'énergie qui lui avait un instant manqué. La cour de Lisbonne, forte de l'appui de Madrid, s'est habilement appliquée à neutraliser l'émotion populaire; les anciens agents des Cabral ont, petit à petit, repris la place des fonctionnaires sortis de la révolution; on eût dit bientôt qu'il n'y avait rien

eu de fait ou que tout était à refaire. A peine encore comprimée, l'insurrection miguéliste était issue presque entièrement de ces secrètes machinations, et, si le cabinet déchu avait tardé si longtemps à s'en rendre maître, c'est que les chefs de l'ancien cabinet gardaient dans Lisbonne les moyens de la perpétuer. M. Costa da Cabral avait résolu d'exploiter le nom de dom Miguel pour créer un embarras de plus à des successeurs qu'il refusait d'accepter comme légitimes; les miguélistes étaient depuis longtemps délaissés en Portugal, et leur importance semblait perdue; mais on ne peut jamais assigner au juste la dernière heure d'un parti. Lorsqu'ils ont vu qu'on leur croyait encore un prestige, les miguélistes ont voulu naturellement l'utiliser à leur profit, et ils ont pris pied plus que les meneurs eux-mêmes ne l'avaient pensé.

Les mauvais vouloirs de la banque et des financiers, trop justifiés par la détresse générale, par un manque réel de numéraire, mais non moins activement exploités, ont été plus funestes encore que les émeutes au ministère de M. de Palmella. Il a fallu réduire les traitements de l'état, déjà si minimes, et les intérêts de la dette publique, déjà si aventurés; cette réduction de 20 pour 100 est allée frapper jusqu'aux créanciers étrangers; enfin, pour tout dire, le dernier emprunt que ce malheureux cabinet ait pu réaliser n'atteignait pas 75,000 francs. L'impuissance à laquelle on avait si industrieusement travaillé une fois avérée, ç'a été l'affaire d'une nuit de tout renverser, le ministère et la constitution. Quelles seront les suites d'une violence aussi peu déguisée? Au milieu des nouvelles contradictoires qui nous sont parvenues, on ne sait à qui reviendra le succès, au coup d'état ou à la résistance. Il est pourtant une situation peut-être encore plus difficile et plus embarrassée que celle de la cour de Lisbonne : c'est l'attitude de la diplomatie anglaise vis-à-vis de ces nouveaux événements. L'Angleterre n'avait jamais caché son hostilité pour le gouvernement de M. da Cabral, celui-ci ayant eu du moins le mérite de ne pas lui laisser reprendre le pied qu'elle avait perdu depuis l'expiration du traité de Methuen. Elle avait énergiquement dénoncé la sourde opposition qui se tramait au fond même du palais contre le cabinet de M. de Palmella et en faveur des ministres exilés. Les correspondants anglais de Lisbonne allaient plus loin encore, et accusaient M. Dietz de recevoir de Paris une haute direction, de travailler par ordre à réunir au profit des intérêts français la cour de Lisbonne à la politique de Madrid ; la France ne combattait l'influence anglaise qu'en servant l'esprit de la contre-révolution. Certes, nous regretterions fort qu'il n'y eût pas d'autre moyen pour atteindre un pareil but ; mais il sera tout à l'heure curieux de voir l'Angleterre elle-même à l'œuvre. Il ne s'agit de rien moins pour les insurgés que de détrôner dona Maria et son époux ; c'est le programme du marquis de Loulé, l'oncle de la reine. L'Angleterre se dévouera-t-elle à ses alliés septembristes jusqu'à laisser compromettre une couronne plus qu'à moitié portée par un Cobourg? et d'autre part, si elle soutient la reine, se résignera-t-elle à donner la main au gouvernement espagnol, si vigoureusement disposé en faveur de dona Maria? Il serait certes assez piquant de voir aujourd'hui une coalition anglo-espagnole. Le pire est que le cabinet britannique aiderait ainsi peut-être, malgré lui, à l'accomplissement de ces grands projets d'union commerciale que les deux monarchies péninsulaires ont jusqu'ici vainement essayés. La presse anglaise accusait dernièrement M. Cabral d'avoir acheté la coopération de M. Isturitz en lui promettant l'ouverture du Tage. Voir un Cobourg descendre du trône, ou s'allier, pour le maintenir, avec des hommes qui veulent ouvrir à l'Es-

pagne l'embouchure de ses fleuves, l'alternative est dure, et l'Angleterre a besoin ici de sang-froid. La France peut tranquillement la laisser chercher un moyen terme.

Ce moyen terme, par exemple, nous voudrions bien que la France aidât la Suisse à le trouver, et nous mettrions tout notre espoir dans un si grand résultat; mais il faudrait pour cela juger les partis sans prévention. Ainsi, le nouveau gouvernement de Genève a fait preuve de modération après sa victoire : on l'accuse d'impuissance; sorti d'une insurrection qui éclate à l'occasion des menées jésuitiques, il sait encore se concilier la population catholique du canton : il est taxé d'hypocrisie. Ne serait-il pas plus juste de mettre en regard de la situation actuelle de Genève la situation même de Lucerne, telle qu'elle subsiste depuis bientôt deux ans? De mutuelles récriminations sont sans doute d'assez pauvres arguments, et n'ouvrent de bonne solution pour personne; nous voyons avec peine que la polémique suscitée par les affaires de Suisse semble s'acharner à ces contestations inutiles. Est-il ou n'est-il pas écrit dans la charte fédérale que « les cantons ne peuvent former entre eux de liaisons préjudiciables au pacte et aux droits des autres cantons? » La ligue des sept n'a-t-elle pas malheureusement ce double caractère? Toute la question est là, et aujourd'hui qu'elle peut être décidée légalement en diète, nous ne voyons pas comment il serait possible d'objecter la crainte des corps francs pour ajourner la décision.

D'autre part, s'il est une recommandation à faire au libéralisme victorieux, c'est assurément de se distinguer, par l'esprit qu'il apportera dans cette négociation délicate, de l'esprit qui conduisait les corps francs. C'est pour cela que nous nous réjouissons de la réserve sur laquelle le canton de Genève se tient encore à présent; nous voudrions voir une différence de plus en plus marquée s'établir partout entre le radicalisme qui a élu domicile à Lausanne ou même à Berne et le libéralisme mieux raisonné qui pourrait guider les dix autres cantons. Nous ne croyons pas que cela soit définitivement impossible : ce qu'on appelle le radicalisme en Suisse, c'est une agitation sans principe et sans but; nous devons ajouter que le communisme ne nous effraie pas là beaucoup plus qu'ailleurs : les communistes de Lausanne n'ont pas encore aboli la propriété dans le canton de Vaud, et les socialistes allemands qui viennent successivement prêcher à Berne n'y trouvent pas une meilleure fortune que dans leur pays. Enfin, quant à cette extension des droits politiques, qui semble ici l'œuvre radicale par excellence, il ne faudrait pas juger de ces singulières démocraties au point de vue de nos habitudes constitutionnelles, et il suffit de rappeler que dans les cantons de Schwitz, de Glaris et d'Appenzel, on est citoyen actif à seize ans. Ainsi débarrassé de son entourage socialiste, de ses prétendus attributs politiques, le radicalisme, réduit à lui-même, n'a point de consistance propre. Il n'en est pas de même de l'ultramontanisme, installé dans les vieux cantons comme dans une citadelle, d'où il s'étend avec une habile lenteur sur toute la Suisse. Qu'on observe l'action qu'il a exercée sur Fribourg et sur le Valais, qu'on dise s'il n'y a point là un danger, non-seulement pour la nationalité helvétique, mais pour les principes même sur lesquels reposent toutes les sociétés modernes. C'est ce danger que les modérés de toutes les opinions doivent combattre, et ils n'y réussiront qu'en se montrant. Leur seul concert, leur seule apparition porterait une sûre atteinte aux partis extrêmes. Combien n'y a-t-il pas en Suisse aujourd'hui de citoyens écartés des affaires soit par la rigueur des ultramontains, soit par le dégoût des menées radicales! Ce sont ceux-là, et leur nombre est grand, qui peuvent, en ce moment, dénouer bien des

difficultés ; c'est avec ceux-là que la France peut traiter. Qu'ils se rapprochent du gouvernement, qu'ils triomphent de leurs répugnances ou de leurs anxiétés, de cette indifférence trop commune qui a mené la Suisse où elle est arrivée. Ce qu'il faut avant tout, c'est d'éviter un choc qui menace de réduire la confédération en poussière. L'intérêt, le devoir de quiconque est attaché de cœur à l'unité suisse, c'est donc de ménager dans sa faiblesse, désormais évidente, la ligue malencontreuse des sept : vouloir la briser immédiatement par la force, ce serait trop exposer ; mais la force à la main, on peut sagement négocier et sagement attendre. Pourquoi les jésuites n'ôteraient-ils pas eux-mêmes le dernier prétexte à cette lutte fatale en quittant Lucerne? Pourquoi n'obtiendrait-on pas d'eux, sous Pie IX, ce qu'ils n'ont pas refusé sous Grégoire XVI? et quel intérêt la ligue aurait-elle encore à se maintenir, une fois déchargée du soin de les protéger? Nous ne pensons pas que le sage pontife encourage beaucoup les catholiques de Lucerne à se montrer plus catholiques que le pape; nous croyons que jamais négociation mieux inspirée ne pourrait être conduite par un canton directeur. Nous sommes sûrs enfin qu'elle trouverait l'appui de la France, si même la France ne l'a déjà devancée.

De cruels désastres ont répandu dans le pays une consternation douloureuse. Les inondations semblent destinées à devenir une calamité périodique qui forme un déplorable contraste avec la prospérité matérielle dont nous sommes fiers. L'inexorable fléau menace et détruit tout, la vie des hommes, les subsistances tant dans le présent que dans l'avenir, les propriétés des particuliers, les voies de communication, les travaux d'utilité publique. Les récits déjà si tristes des feuilles quotidiennes ne nous tracent cependant qu'un tableau fort incomplet des malheurs qui ont désolé plusieurs de nos départements. Les lettres particulières, les rapports des voyageurs, offrent des détails plus affligeants encore. La charité publique s'est émue, et en ce moment elle multiplie ses offrandes. Le gouvernement a fait connaître par quelles mesures il se proposait de venir au secours des inondés. Plusieurs crédits, s'élevant à la somme de 5,400,000 fr., et répartis entre les ministères de l'intérieur, des travaux publics et du commerce, sont destinés à pourvoir aux besoins les plus urgents. On a généralement trouvé que ces secours étaient médiocres, et peu en proportion avec la gravité des désastres. Le gouvernement, en l'absence des chambres, a peut-être craint de porter trop haut ces nouveaux crédits extraordinaires. Nous ne doutons pas de la sollicitude du pouvoir, mais nous voudrions la trouver plus entreprenante, plus active ; nous voudrions voir au gouvernement une prévoyance plus vigilante. Des catastrophes répétées ne nous ont que trop appris, depuis plusieurs années, que les inondations n'étaient plus pour notre sol de ces rares accidents, qui viennent, à de longs intervalles, troubler la sécurité commune. Nous savons maintenant que nous avons en face de nous un ennemi dont les invasions sont fréquentes. Pour le combattre, ce n'est pas trop des efforts combinés de la science et de l'administration. On a déjà perdu beaucoup de temps. Il faudrait que les dépositaires de l'autorité publique eussent des convictions arrêtées sur les meilleurs moyens de conjurer un fléau mille fois plus destructeur que le feu, et qui a dans sa marche quelque chose de la puissance irrésistible de la nature. Les questions d'endiguement, de dérivation des eaux pluviales, de reboisement, veulent être résolues à fond et vite. Le fléau n'attend pas, il s'étend, il monte, et, par ses apparitions réitérées, il ne punit que trop la lenteur que l'on met à combattre, à prévenir ses ravages par toutes les ressources de l'art et de la civilisation.

NELSON

JERVIS ET COLLINGWOOD,

ÉTUDES SUR LA DERNIÈRE GUERRE MARITIME.

I. — The Dispatches and Letters of vice-admiral viscount Nelson. — Londres, 1845-1846, 7 vol. in-8°.

II. — The Letters of lord Nelson to lady Hamilton, 2 vol.

III. — Memoirs of admiral the right hon. the Earl of Saint-Vincent. — Londres, 1844, 2 vol.

V. — A Selection from the public and private Correspondence of vice-admiral lord Collingwood, interspersed with Memoirs of his life, by G. H. Newnham Collingwood; 2 vol.

V. — *Précis historique de la Marine française*, par M. Chassériau. — Paris. 1845.

VI. — Documents inédits des archives de la marine.

PREMIÈRE PARTIE.

DÉCADENCE DE LA MARINE FRANÇAISE. — JEUNESSE DE NELSON.

I.

Quand l'empereur, à Sainte-Hélène, jetait un long regard sur la carrière merveilleuse qu'il venait de parcourir, il lui est souvent arrivé d'arrêter sa pensée sur ces vastes entreprises qu'il ne lui fut point donné d'achever, magnifiques ébauches qui furent dignes de son génie, monuments interrompus qui eussent été dignes de son règne. Entre tous ces projets qui vinrent se briser, sous une main invisible, à quelque obstacle imprévu, il en était un dont l'empereur ne parlait jamais sans

un regret amer : c'est celui qu'il avait formé en 1799, au moment où, traversant le désert pour entrer en Syrie, il ouvrait cette nouvelle campagne par le siége de Saint-Jean-d'Acre. S'il eût emporté cette place, dans laquelle Sidney Smith parvint à jeter des renforts au moment décisif, si la perte de son artillerie de siége, interceptée par la croisière anglaise, ne lui eût ravi tout espoir d'y pratiquer une brèche moins imparfaite, il voulait, poursuivant ses succès, marcher sur Constantinople à la tête des peuplades du Liban, ou suivre les traces d'Alexandre jusqu'aux rives de l'Indus; mais, quand nos soldats, après un troisième assaut, eurent été repoussés de ces murailles à demi conquises, il fallut songer à rentrer en Égypte et renoncer à un dessein devenu désormais impraticable. Telle était la magie de ce rêve grandiose, qu'après avoir été douze ans l'arbitre de l'Europe, après avoir accompli dans toutes ses phases une destinée sans exemple, l'empereur se plaignait encore que Sidney Smith, en cette occasion, *lui eût fait manquer sa fortune.*

L'avenir cependant lui préparait de plus sérieux mécomptes. Il conçut en effet, dans la maturité de son génie et la plénitude de sa puissance, un dessein plus audacieux peut-être et plus réalisable que celui qui, sous les efforts du commodore anglais, avait échoué devant Saint-Jean-d'Acre. Longtemps il consacra à ce projet ses méditations et ses veilles, longtemps il le remania et le pétrit avec une persistance infatigable ; car, pour en assurer le succès, il y voulait employer sans réserve les forces d'un grand esprit et d'un grand empire. Cent vingt mille hommes campés sur les plages de Boulogne pouvaient, en quelques marées, passer de l'autre côté du détroit; cinquante vaisseaux de ligne allaient couvrir leur passage. Tout était prêt : l'invasion n'attendait pour signal que l'apparition de ces vaisseaux dans la Manche. Ce fut alors qu'un homme plus redoutable que Sidney Smith, un homme dont Napoléon lui-même avait pu voir l'astre fatal se lever à Aboukir, mis un instant en défaut par les subtils détours où se cachait cette immense entreprise, osa quitter la Méditerranée avec dix vaisseaux pour en poursuivre dix-huit jusque dans la mer des Antilles, parcourut deux fois, sans s'arrêter un jour, les vastes espaces de l'Atlantique, poussant devant lui l'escadre troublée de Villeneuve, et vint payer de sa vie, près du cap Trafalgar, la sanglante victoire qui ruina le dernier espoir de tant de combinaisons profondes.

Ainsi, soit à l'aurore de sa destinée, soit au midi de sa glorieuse carrière, dans tout ce qu'il a rêvé de plus grand, dans tout ce qu'il a préparé de plus prodigieux, l'empereur a trouvé, pour l'arrêter dans sa course, cette insurmontable barrière que lui opposaient sans cesse des vaisseaux plus confiants et plus actifs que les siens, une marine devenue supérieure à celle de la France. Tandis que le faible gouvernement de Louis XVI avait pu, grâce à un heureux équilibre maritime, contraindre l'Angleterre à une paix onéreuse et lui imposer le seul traité qui depuis des siècles eût fait reculer son ambition envahissante, ce gouvernement énergique qui disposait en maître de l'Espagne et de la Hollande, qui tenait le continent dans un muet respect et étendait sa domination du Rhin à l'Adriatique, ce gouvernement, paralysé par la mauvaise organisation de ses vaisseaux, devait, jusqu'à son dernier jour, demeurer impuissant vis-à-vis du seul ennemi qui fût resté debout devant sa gloire.

Qu'était donc devenue, en ces temps tout remplis du bruit de nos armes, cette marine que Suffren et d'Estaing, de Guichen et de Grasse lui-même avaient faite si glorieuse, qui avait grandi au milieu d'une guerre acharnée comme au sein d'une

paix féconde, et que l'antique monarchie française regardait, depuis Louis XIV, comme l'un de ses plus fermes boulevards? Par quelle fatalité, de cet établissement naval, si récemment encore l'orgueil de la France et l'envie de l'Europe, ne restait-il plus en 1805 qu'un édifice chancelant et miné à la base, dont l'empire allait voir s'écrouler les derniers débris? Les événements qui préparèrent la ruine de notre marine peuvent se partager en trois faisceaux distincts et se grouper pour ainsi dire autour de certains noms. Les combats de lord Howe et de lord Hood, des amiraux Hotham et Bridport, forment le premier acte de ce drame sanglant, et vont se rattacher à la guerre de l'indépendance américaine, dont ils continuent les traditions stratégiques. C'est le temps où la marine française se décompose lentement sous l'action incessante d'un mal intérieur. La seconde période appartient sans contestation à lord Jervis. Cet amiral remporte sur nos alliés une grande et opportune victoire; le premier, c'est là son véritable titre de gloire, il s'occupe sérieusement de raffermir la discipline ébranlée et d'organiser la marine anglaise. Dans la troisième période, la plus lugubre et la plus éclatante, les soins de lord Jervis ont porté leurs fruits. Nelson fonde avec le glaive la suprématie qu'ils ont préparée. Pendant cette période, de 1798 à 1805, l'histoire du vainqueur d'Aboukir et celle de la marine anglaise ne cessent point un seul instant de se confondre. Nelson remplit la scène, et de la lumière qu'il absorbe, quelques rares rayons peuvent à peine glisser jusqu'à Collingwood.

Aventureux, mais justifiant ses témérités par sa rare intelligence du métier de la mer, comptant pour rien un demi-succès et toujours prêt à courir de grands hasards, parce qu'il n'ambitionnait que de grands avantages, Nelson était vraiment fait pour occuper le premier rang dans cette lutte inégale où l'Angleterre n'opposait que de vieux croiseurs à des armements exécutés à la hâte. La nature l'avait merveilleusement doué pour conduire au combat des vaisseaux disposés à le suivre et à plonger avec lui au plus épais de la mêlée. Un concours douteux de la part de ses capitaines, de l'indécision ou de la timidité dans leurs manœuvres, eussent été mortels à sa gloire, car il inventa moins une tactique nouvelle qu'il ne mit sous ses pieds tout ce que l'ancienne tactique avait de règles prudentes et sages. S'il parut, en effet, par le mode d'attaque qu'il adopta, vouloir porter sur des points faibles des masses écrasantes, il se trouva, au contraire, dans la plupart des circonstances, que, n'ayant pas pris le loisir de serrer ses colonnes et de grouper ses vaisseaux, ce fut lui qui fut sur le point d'être écrasé par des feux supérieurs. Nelson était pourtant, avant l'action, prévoyant et presque minutieux, bien qu'il eût coutume de dire que, dans la guerre de mer, il fallait laisser quelque chose au hasard. Il avait soin d'arrêter son plan longtemps à l'avance et d'y accoutumer l'intelligence de ses officiers; mais, dès qu'il était en présence de l'ennemi, il semblait n'avoir plus en vue que le moyen le plus prompt de le joindre, et se conduisait en amant audacieux de la fortune plutôt qu'en timide courtisan de ses faveurs.

Quel contraste, on ne peut s'empêcher de le remarquer ici, entre ces traits passionnés et la figure impassible de lord Wellington, de cet homme froid et régulier qui ne se maintint dans la Péninsule qu'à force d'ordre et de prudence! Appartiennent-ils bien à la même nation, commandent-ils aux mêmes hommes, cet amiral plein d'enthousiasme et dévoré du besoin de se distinguer, si brusque et si impétueux dans ses assauts, et ce général flegmatique et opiniâtre qui, retranché dans ses lignes de Torrès-Vedras, ou reformant, sans s'émouvoir, ses

carrés rompus sur le champ de bataille de Waterloo, paraît vouloir lasser son ennemi plus encore que le vaincre, et ne parvient à en triompher que par sa patiente et inébranlable énergie? C'est ainsi cependant que devaient s'accomplir les desseins de la Providence. Elle permit qu'il se rencontrât chez le général destiné à combattre des troupes d'une supériorité incontestable sur le champ de bataille, et dont le premier élan était irrésistible, cet esprit d'ordre et de temporisation qui devait user lentement l'ardeur de nos soldats; chez l'amiral, au contraire, auquel nous opposions des vaisseaux sortant du port et faciles à déconcerter par une attaque subite, cette fougue et cette présomption qui pouvaient seules amener les désastres dont les habitudes circonspectes de l'ancienne stratégie eussent préservé nos escadres.

Ce n'est pas seulement sous le point de vue militaire qu'il est intéressant de rapprocher et de mettre en regard ces deux physionomies. Au milieu des péripéties de ces grandes luttes politiques qui ont soulevé tant de passions, enflammé tant de haines; dans des phases à peu près semblables, dans des circonstances en quelque sorte identiques, la conduite de ces deux hommes d'une nature si tranchée, d'une trempe si différente, présente encore cette vive opposition qui les distinguait en face de l'ennemi. Tous deux ont contribué à rétablir sur un trône chancelant un pouvoir qui voulut s'affermir par d'inutiles rigueurs : garants d'une capitulation militaire, ils ont tous deux encouru les mêmes reproches et subi au sein du parlement le même blâme injurieux. L'analogie des situations ne saurait être plus complète; mais, dans cette épreuve où la gloire de Nelson a été ternie par l'emportement d'un zèle aveugle et fanatique, c'est par l'inertie d'une raison calme et impassible que celle de lord Wellington s'est trouvée compromise. Ces deux hommes ont suivi la pente de leur nature dans ces événements à jamais regrettables. L'un y a souillé sa victoire ; l'autre a négligé d'y purifier la sienne.

Également funestes à la grandeur de notre pays, l'amiral illustre, le général heureux, appellent au même titre nos méditations : c'est notre droit d'étudier le principe de leurs succès, les causes et les divers mobiles de leur conduite, notre devoir de porter dans cet examen les sentiments qu'un galant homme ne refuse pas à un adversaire dont il a éprouvé le courage. Avant de juger ces deux gloires ennemies, il nous faut donc chercher les éléments d'un jugement équitable. Si ces éléments peuvent se rencontrer quelque part dégagés de toute altération étrangère, c'est surtout dans ces publications, trop peu communes en France, où tout ce qui reste d'un grand personnage, — ses lettres, ses dépêches, souvent même ses effusions les plus intimes, — est livré sans réserve et sans voile aux regards de la postérité. La correspondance de lord Wellington, sa correspondance officielle, a été publiée à Londres il y a quelques années, et appréciée avec un rare talent dans cette *Revue* même (1). La correspondance officielle et privée de lord Nelson, déjà connue en partie par les nombreux extraits qu'en avaient donnés ses biographes, vient d'être rassemblée de nouveau. Enrichi de documents jusqu'à ce jour inédits, ce recueil ne saurait présenter cependant l'intérêt politique qui s'attache aux dépêches du commandant en chef des armées de la Péninsule, mais il ouvre un vaste champ d'études aux hommes qui veulent trouver dans l'histoire de nos revers le moyen d'en prévenir le retour. C'est qu'en effet, ces nombreuses

(1) Voyez la livraison de la *Revue* de septembre 1839.

dépêches écrites le lendemain ou la veille d'une victoire, ces révélations familières qui les complètent, ne nous retracent point seulement d'un crayon plus fidèle la physionomie d'un héros, et ce travail intérieur d'où est sorti le vainqueur du Nil; elles nous permettent aussi, — c'est là ce qui constitue, à nos yeux, leur véritable importance, — de suivre pas à pas le lent développement de cette pensée plus affermie chaque jour, qui, s'autorisant du triste état de notre marine, s'affranchit peu à peu des traditions de Keppel et de Rodney, et conçoit bientôt un mode d'attaque plus brusque et plus décisif. Elles nous montrent ainsi sous quelles influences cette funeste audace a grandi, et nous laissent en quelque sorte pénétrer le mystère de ces grands et majestueux événements par lesquels Dieu règle le sort du monde.

Quels traités, quelles œuvres spéciales pourraient mieux que cette causerie sans apprêt nous initier aux circonstances mal appréciées encore qui précipitèrent et légitimèrent en 1798 une révolution stratégique déjà entrevue vers la fin du siècle dernier par un génie non moins aventureux que celui de Nelson? Seize ans avant Aboukir, Suffren voulut aussi dégager la tactique navale des entraves de la science et des idées reçues; mais, pendant qu'il se jetait d'un bond audacieux hors des sentiers de la routine, il faillit se briser aux écueils de cette voie nouvelle que venait de découvrir son courage. Les imprudences couronnées d'un succès complet à Aboukir et à Trafalgar furent bien près d'aboutir à de sanglants désastres dans la baie de la Praya et dans la mer des Indes. C'est qu'en fait d'instruction militaire et d'habitude de la mer, les deux marines étaient à cette époque sur le même niveau : elles avaient à un égal degré cette énergie qu'on puise dans le sentiment de sa force, et ce n'était point sans péril qu'un excès de confiance pouvait laisser prendre alors quelque avantage à l'ennemi. La victoire, si indulgente plus tard pour ces fautes généreuses, hésitait encore à les absoudre. Aussi le respect mutuel dont s'honoraient à bon droit les deux marines avait-il créé cette guerre circonspecte et savante dans laquelle nos tacticiens balancèrent si longtemps la fortune de l'Angleterre. Entre vaisseaux qui se valaient, c'était la guerre la plus sûre. Les événements de 1793 détruisirent l'équilibre; Nelson apparut, et l'état de faiblesse où nous étions tombés, après nos premières années de discordes civiles, lui permit d'oublier ce que nous commandions de réserve à nos adversaires dans des temps plus heureux. Son coup d'œil exercé découvrit bientôt les principes de dissolution qui s'étaient introduits dans notre marine après l'entière dispersion de ses officiers, et, dès la première rencontre, il s'aperçut que ce n'étaient plus là les vaisseaux qui avaient fait trembler la Jamaïque. Sa correspondance entière en fait foi. C'est parce qu'il connut la mauvaise organisation de nos navires, la précipitation de nos armements, les éléments confus d'où l'on avait fait sortir un nouveau personnel pour remplacer celui qui avait disparu; c'est parce qu'il avait également observé les vaisseaux espagnols, soit comme alliés, soit comme ennemis de l'Angleterre, qu'il osa, dans les occasions les plus imposantes, tenter la faveur du ciel au mépris de toutes les règles. L'événement justifia son audace : il put toucher le but dont avait approché Suffren, car la décadence de nos institutions maritimes lui avait aplani le chemin. Ce chemin, par lequel il parvint jusqu'au cœur de nos flottes, reste ouvert à ses successeurs : c'est à nous de le rendre impraticable.

II.

Peu d'éducations maritimes ont commencé plus tôt que celle de Nelson. Fils d'un pasteur du comté de Norfolk, il avait à peine atteint l'âge de douze ans, quand il quitta le collége de Norwich pour suivre son oncle maternel, le capitaine Suckling, à bord du vaisseau *le Raisonnable*. Ses études littéraires furent ainsi brusquement interrompues; mais celles de la plupart des officiers anglais qui ont fait contre nous la dernière guerre n'ont pas été plus complètes. Avec un pareil système, on ne faisait peut-être pas de grands clercs; mais, ce qui valait mieux, on faisait de bons marins, et l'on pliait de bonne heure ces jeunes esprits aux rudes épreuves d'une vie d'exception et aux salutaires habitudes de l'obéissance passive. Notre siècle est plus exigeant, et l'on ne saurait aujourd'hui, sans de grands inconvénients, condamner à une pareille infériorité tout un corps d'officiers, souvent appelés à remplir les missions les plus délicates; mais il serait certainement possible de faire gagner à nos jeunes élèves deux ou trois années de mer en simplifiant pour eux l'étude des sciences exactes et en la dirigeant surtout, comme le font les Anglais, vers une application pratique. Ce serait déjà avoir réalisé un grand progrès, car on ne saurait commencer trop tôt le métier de la mer. La vie maritime demande des natures souples et dociles, et un trop lourd bagage scientifique au début d'une carrière où il y a tant à acquérir sur le terrain, tant à apprendre de l'expérience des autres, pourrait bien se trouver plus embarrassant qu'utile. Nelson, dont l'opinion a sans doute quelque valeur en pareille matière, disait souvent qu'on ne pouvait être un bon officier sans posséder à la fois *les connaissances pratiques d'un matelot et les manières d'un gentleman*. Aussi, quand on l'interrogeait à cet égard, il recommandait (on s'en étonnera peut-être) pour les jeunes gens destinés à la marine, après l'étude de la navigation et de la langue française, les *leçons du maître de danse* (1). Jusqu'à quel point il avait mis pour son propre compte ce dernier conseil en pratique, c'est ce que nous n'avons pu découvrir; mais il est certain que, dès que la paix de 1783 eut rouvert aux Anglais l'accès du continent, il s'empressa de se rendre en France pour y apprendre une langue dont il déclarait la connaissance indispensable aux officiers de la marine britannique. Quant aux détails les plus subtils de sa profession, personne ne les possédait mieux que lui, et il leur assignait dans son esprit le même rang que l'empereur accordait aux préoccupations les plus minutieuses du noble métier des armes. L'exemple de ces esprits supérieurs est bon à citer en cette occasion, car il peut faire justice des présomptueux dédains qu'il est devenu de mode d'afficher aujourd'hui pour le premier mérite qu'un homme puisse avoir : le mérite de sa spécialité.

Grâce aux campagnes qu'il avait faites à la Jamaïque, au pôle Nord et dans l'Inde, Nelson, à l'âge de dix-huit ans et demi, se trouva en état de passer son examen de lieutenant; mais ce ne fut qu'après avoir justifié de six années de mer, après avoir produit ses journaux du *Carcass*, du *Seahorse*, du *Dolphin* et du *Wor-*

(1) *Dancing* is an accomplishment that probably a sea officer may require.
(To the Earl of Cork. Portsmouth, July 22nd, 1787.)

cester, ainsi que les attestations des capitaines Suckling, Lutwidge, Farmer (1), Pigot et Robinson. après avoir prouvé qu'il savait *prendre un ris* et *faire une épissure*, qu'il reçut le certificat qui devait lui permettre d'aspirer à un rang plus élevé dans la marine anglaise. Avec ce brevet de capacité, il pouvait cependant attendre longtemps encore le grade de lieutenant. Heureusement son oncle, le capitaine Suckling, venait d'être nommé *contrôleur de la marine*, et il obtint facilement pour son neveu un grade après lequel bien des *midshipmen* ont soupiré toute leur vie. C'était donc un grand pas de fait, et Nelson, enchanté, écrivit le jour même à son frère : « Me voilà enfin lieutenant! C'est à moi maintenant de me tirer d'affaire, et je m'en acquitterai, je l'espère, de façon à me faire honneur ainsi qu'à mes amis. »

Embarqué immédiatement sur la frégate le *Lowestoffe*, Nelson reçut, en partant pour la Jamaïque, les pieuses recommandations de son père et les instructions du capitaine Suckling. Ce dernier lui rappelait (et c'étaient là des idées très-avancées pour cette époque) qu'un navire de guerre doit toujours avoir ses vergues droites et ses manœuvres bien raides, qu'aucune corde ne doit pendre au dehors, que les hamacs doivent être ramassés avant huit heures du matin, et soigneusement rangés dans les bastingages, les ponts et l'extérieur lavés tous les jours, le linge de l'équipage deux fois par semaine, et qu'il faut bien se garder de larguer et d'établir ses voiles l'une après l'autre; car, disait-il, il n'y a rien au monde de moins marin : *nothing so lubberly !* Quand on songe aux immenses progrès obtenus par ces soins méthodiques dans l'hygiène des navires et dans la précision de leurs mouvements, quand on songe à ces armements formidables de la France et de l'Espagne réduits deux fois dans la même guerre à une complète impuissance par l'invasion du scorbut, on n'est plus tenté de sourire en lisant cette espèce de *memorandum*, et on se demande si, en marine comme ailleurs, ce ne sont point les petites choses qui ont réellement le plus d'importance.

Ces recommandations du capitaine Suckling furent les dernières qu'il put adresser à son élève, *novissima verba*. Il mourut peu de temps après l'arrivée de Nelson à la Jamaïque; mais ce dernier ne resta pas sans protecteurs. Le capitaine du *Lowestoffe* avait conçu pour lui une vive affection, et il obtint que le vice-amiral Peter Parker, alors commandant en chef dans ces parages, prît Nelson avec lui sur le vaisseau le *Bristol*. Nulle circonstance ne pouvait être plus favorable à l'avancement du jeune lieutenant. L'insalubrité des Antilles occasionnait de fréquentes vacances dans l'escadre, et il appartenait au commandant en chef de pourvoir au remplacement des officiers qui succombaient. Par ces nominations, l'amiral conférait alors le grade correspondant aux fonctions devenues vacantes. Cette prérogative a été restreinte depuis cette époque; mais en 1778 elle n'avait reçu aucune atteinte, et, sous un ciel comme celui de la Jamaïque, elle ne laissait à la disposition de l'officier général commandant qu'un trop grand nombre de faveurs. En outre, la guerre éclata bientôt entre la France et l'Angleterre, et vint en aide au climat des Antilles pour amener dans l'escadre de nouvelles vacances. Le capitaine de la frégate le *Hinchinbrook* fut tué le 2 juin 1779, en contribuant à la capture d'une frégate française, et Nelson, qui commandait déjà le brick le *Badger*,

(1) Le même qui commandait la frégate le *Québec* dans son célèbre combat contre la frégate *la Surveillante* à la hauteur d'Ouessant, en 1779. *La Surveillante* était sous les ordres du capitaine Ducouédic.

fut appelé par la bienveillance de l'amiral à ce nouveau commandement, auquel il dut le grade de capitaine de vaisseau. Il est digne de remarque qu'il avait été successivement remplacé sur la frégate le *Lowestoffe* et le vaisseau le *Bristol* par le lieutenant Collingwood, dont le nom devait être à jamais associé au sien par la plus illustre fraternité d'armes ; ce fut encore à lui qu'il remit le commandement du *Badger* et plus tard celui du *Hinchinbrook*, comme si la fortune préparait déjà cet émule de Nelson à recueillir le glorieux héritage de Trafalgar.

Nelson n'avait que vingt-un ans quand il fut nommé capitaine de vaisseau, et son avenir militaire se trouvait désormais assuré. En effet, d'après les règlements de la marine anglaise, l'avancement au choix s'arrêtait alors et s'arrête encore aujourd'hui au grade de capitaine de vaisseau. Jusqu'à ce grade, l'ancienneté de service constitue à peine un titre à de nouvelles fonctions ; mais, quand il s'agit de la position d'officier général, elle reprend ses droits, et, pour gravir ce difficile échelon, il faut que chacun s'avance à son rang et suive son tour d'inscription. Les officiers qui n'ont pas rempli, au moment de se mettre en marche, certaines conditions de navigation, ne sont point dépassés pour cela par ceux de leurs frères d'armes qui ont été ou plus heureux ou plus actifs. Ils entrent avec eux dans le cadre des contre-amiraux, mais se rangent à part sous la dénomination d'officiers généraux *retirés* (*retired*). Une pareille disposition, qui, en 1841, retenait encore dans le grade de capitaine de vaisseau des officiers distingués qui, dès 1806, commandaient des frégates, présente au premier abord quelque chose d'étrange et de choquant. Cependant, avec des cadres illimités comme le sont ceux de la marine anglaise, cette règle a moins d'inconvénients qu'on ne serait tenté de le croire, et elle offre d'ailleurs d'assez grands avantages pour qu'on hésite longtemps encore à la modifier ou à l'abolir. Outre le prestige qu'elle a nécessairement attaché à ces grandes positions d'un si difficile accès, elle a eu en effet un résultat plus immédiat et plus important. Elle a condamné les penchants ambitieux à une inaction forcée précisément à l'époque de la vie où ils ont coutume de se manifester avec le plus d'énergie, et a introduit ainsi dans le corps de la marine anglaise des habitudes d'honnête camaraderie et de bon vouloir mutuel qui ont puissamment contribué au succès des armes britanniques.

Ce fut un mois avant que Nelson obtînt son premier commandement, et lorsqu'il avait déjà acquis assez de maturité pour apprécier les événements qui allaient se passer sous ses yeux, que le comte d'Estaing, abandonnant la côte d'Amérique, vint transporter le principal théâtre de la guerre dans la mer des Antilles, où le vice-amiral Byron se hâtait de le suivre. Pendant que des renforts successifs envoyés d'Europe maintenaient sur un pied d'égalité les forces des deux amiraux dans cette partie du monde, un grand événement nous assurait ailleurs une prépondérance qui eût pu devenir funeste à l'Angleterre. La cour de Madrid, vaincue par les instances du gouvernement français, entraînée par l'espoir de reprendre Gibraltar et d'obtenir la restitution de la Jamaïque et des deux Florides, avait enfin secoué son apathie et s'était déclarée en notre faveur. La flotte française, sortie de Brest sous le commandement de M. d'Orvilliers, et la flotte espagnole, sortie du Ferrol, avaient opéré leur jonction, et cette armée, alors composée de soixante-six vaisseaux, après avoir chassé devant elle la flotte ennemie, vint menacer les côtes de l'Angleterre. Ce que l'empereur désira si ardemment quelques années plus tard se trouvait ainsi réalisé. Un mois entier nous fûmes maîtres de l'entrée de la Manche. Quarante mille hommes rassemblés sur les côtes de Bretagne

et de Normandie étaient prêts à monter à bord des nombreux transports qui les attendaient, quand cette flotte formidable rentra à Brest sans avoir obtenu aucun résultat, sans avoir intercepté un seul convoi. On s'en prit de cet insuccès à la constance des vents d'est, à un manque de vivres, enfin au scorbut, qui enleva un sixième des équipages. On eût pu en accuser également le désaccord des chefs et y voir un nouvel exemple du peu de confiance que doivent inspirer les coalitions maritimes. Dans la mer des Antilles, au contraire, où la France n'avait à opposer que ses propres vaisseaux à ceux de l'Angleterre, les îles de Saint-Vincent et de la Grenade se rendirent à ses armes; l'amiral Byron, après un engagement où il faillit perdre trois de ses vaisseaux, fut contraint de se réfugier à Saint-Christophe, et, si nous eussions su poursuivre nos avantages, nous nous emparions sans peine de la Jamaïque. Malheureusement les nouvelles que le comte d'Estaing reçut à cette époque des côtes d'Amérique lui persuadèrent que la cause de l'indépendance était compromise, et il quitta subitement la mer des Antilles pour voler au secours des États-Unis.

Ce fut alors que le gouverneur général de la Jamaïque, délivré des inquiétudes que lui avait causées la présence de la flotte française dans les ports de Saint-Domingue, se décida à mettre à exécution le projet audacieux qu'il avait formé de s'emparer du fort de San-Juan de Nicaragua. Par la possession de ce fort, bâti sur la rivière qui coule du lac Nicaragua dans l'Atlantique, il comptait intercepter les communications qui, par l'isthme de Panama, avaient lieu entre les deux mers, et, comme il le disait, couper en deux l'Amérique espagnole. La partie maritime de cette importante expédition fut confiée aux soins de Nelson, bien qu'il n'eût alors que vingt-deux ans. Cinq cents hommes partirent de la Jamaïque au commencement de l'année 1780, sous l'escorte de sa frégate, et furent mis à terre au cap Gracias à Dios, dans la province de Honduras. On s'y procura quelques auxiliaires indiens, on y reçut quelques renforts, et, ayant rembarqué les troupes qui avaient déjà souffert de leur campement dans une plaine marécageuse et malsaine, on descendit la côte des Mosquitos. La mission de Nelson devait se borner à transporter les troupes anglaises à l'embouchure de la rivière de San-Juan; mais, arrivé là, il ne put se résigner au rôle inactif qui lui avait été imposé, et s'offrit à conduire l'expédition jusque sous les murs du fort dont elle devait s'emparer. Il fit embarquer deux cents soldats sur les canots de sa frégate et sur les pirogues que fournirent les Indiens, et remonta avec eux la rivière. Il marchait à leur tête quand ils prirent d'assaut, ou, selon son expression, *enlevèrent à l'abordage* la batterie de Saint-Barthélemy, qui, construite sur une petite île au milieu de la rivière, en commandait le cours dans une des parties les plus rapides et les plus difficiles. Ce ne fut qu'après dix-sept jours de fatigues inouïes que les Anglais arrivèrent en vue du château de San-Juan, situé à environ trente-deux milles du lac de Nicaragua et à soixante-neuf de l'embouchure de la rivière. Portant déjà dans les conseils la même énergie et la même résolution que dans les combats, Nelson était d'avis de monter immédiatement à l'assaut. Il savait que la mauvaise saison allait arriver, et qu'il n'y avait point de temps à perdre. Ce parti vigoureux était peut-être le plus sage, mais on préféra un siége en règle, et il est probable qu'une attaque de vive force eût coûté moins de monde que n'en coûtèrent les onze jours de siége pendant lesquels les fièvres et la dyssenterie commencèrent leurs ravages dans l'armée. Il fallut une circonstance heureuse pour sauver Nelson, déjà atteint de cette dernière maladie. Une corvette partie de la Jamaïque avec

des renforts lui apporta la nouvelle que l'amiral sir Peter Parker l'avait nommé au commandement du vaisseau le *Janus,* devenu vacant par la mort de son capitaine, et Nelson quitta cette terre funeste la veille de la reddition du château de San-Juan. Ce n'en fut pas moins à lui que l'opinion générale décerna les honneurs de ce triomphe, mais il arriva à la Jamaïque tellement affaibli et épuisé par la dyssenterie, qu'il fallut le porter à terre dans son cadre.

Après cinq mois d'occupation, les Anglais évacuèrent leur fatale conquête. Des dix-huit cents hommes qu'on avait employés en différents postes, il n'en revenait que trois cent quatre-vingts. L'équipage du *Hinchinbrook,* dont Collingwood avait pris le commandement, était de deux cents hommes à son départ d'Angleterre, dix seulement purent revoir leur patrie : trop fréquente issue de ces expéditions tropicales, où la victoire même est le plus souvent désastreuse! Quant à Nelson, il était trop souffrant pour conserver le commandement du *Janus,* et il se vit forcé de retourner en Angleterre pour y rétablir sa santé. Vers la fin du mois de septembre 1780, il s'embarqua sur le vaisseau *le Lion,* commandé par le capitaine Cornwallis, et, dès son arrivée en Europe, il se rendit aux eaux de Bath. Sa constitution avait déjà été éprouvée, dans son enfance, par les fièvres de l'Inde. Cette nouvelle épreuve acheva de ruiner à jamais sa santé; mais, doué d'une grande force nerveuse, il ne perdit rien de son activité, et, dans un corps chétif et souffrant, il conserva une âme indomptable. Les eaux de Bath eurent d'abord assez d'efficacité pour qu'au bout de trois mois il crût devoir faire le voyage de Londres, afin d'y solliciter de nouveau du service. Il ne tarda point à en obtenir : sur la frégate l'*Albemarle,* il visita les côtes du Danemark et prit une part active aux opérations qui eurent lieu dans le golfe de Saint-Laurent, ainsi que dans les parages de l'Amérique du Nord. Jaloux de paraître sur un plus grand théâtre, il avait obtenu de lord Hood de le suivre dans la mer des Antilles, quand la paix de 1783 vint arrêter un instant sa carrière.

La guerre qui se termina à cette époque avait eu, nous l'avons dit déjà, des chances diverses, mais, en général, peu décisives. Guerre d'observation en Europe, elle se fit avec plus d'activité de l'autre côté de l'Atlantique, où elle resta cependant une guerre de tactique. Elle ne fut réellement poussée à fond que dans l'Inde, et ce fut parce que Suffren y commandait. L'audace de ce grand homme de mer n'a point encore été dépassée, et nul n'a égalé les ressources de son génie et la rapidité de son coup d'œil. Sans ports où il pût réparer ses vaisseaux, sans approvisionnements pour les ravitailler, sans rechanges, sans mâtures pour remplacer celles qu'il perdait dans ses fréquents engagements avec l'ennemi, il ne se déconcerta jamais et trouva moyen de suppléer à tout. Les convois qu'on lui expédiait d'Europe étaient interceptés, il lui arrivait même de manquer de munitions de guerre : Suffren n'en continuait pas moins à harceler les escadres anglaises. Il démâtait ses frégates pour mâter ses vaisseaux, improvisait des ateliers et des chantiers, empruntait des soldats à M. de Bussy pour en faire des matelots, et les lui rendait aguerris par une glorieuse journée. Dans l'espace de sept mois, il joignit quatre fois l'amiral Hughes et lui mit treize cents hommes hors de combat. Les préliminaires de la paix étaient déjà signés en Europe, que, maître de Gondelour et de Trinquemalé, il combattait encore pour défendre ses conquêtes. C'est assurément le plus grand caractère, *le seul général,* pour emprunter une expression du comte d'Estaing, qui se soit manifesté dans cette guerre. Appelé par une chance imprévue au commandement supérieur des forces que nous avions réunies

dans la mer des Indes, Suffren vit une paix trop prompte lui fermer cette carrière de gloire où il grandissait chaque jour. Que n'eût-il point accompli, si cette guerre se fût prolongée, s'il eût pu opposer à l'amiral Hughes des capitaines complétement initiés aux secrets de ses plans périlleux, si, comme un maître aimé entouré de ses disciples, il n'eût jamais eu à redouter des vaisseaux qu'il conduisait au feu ni hésitation ni fausse interprétation de ses ordres! Quoiqu'il n'ait point obtenu d'aussi éclatants résultats que le vainqueur d'Aboukir et de Trafalgar, Suffren semble avoir conçu le premier la pensée des modifications que devait subir la stratégie maritime. Nelson le trouva devant lui dans ce chemin aventureux, comme Bonaparte devait rencontrer dans le sien l'ombre du grand Frédéric.

La gloire de la France n'eut donc point à souffrir de cette lutte. Les combats de M. de Suffren nous consolèrent de la défaite du comte de Grasse, et, après quatre années de guerre, le dommage matériel se trouva à peu près balancé entre les deux marines belligérantes. Soit par accident, soit du fait de l'ennemi, la France et ses alliés avaient perdu 117 navires, dont 20 vaisseaux de ligne; l'Angleterre, 16 vaisseaux et 181 navires. Nos sacrifices, en y comprenant les pertes essuyées par les États-Unis, la Hollande et l'Espagne, atteignaient le chiffre total de 5,000 bouches à feu, ceux des Anglais, le chiffre de 4,000. Leur matériel naval avait un peu moins souffert que celui des puissances alliées, mais cette différence était sans doute plus que compensée par la reprise de Minorque et l'émancipation du continent américain. Cependant les efforts de l'Angleterre, de 1780 à 1783, n'étaient guère restés au-dessous de ceux qu'elle déploya dans la grande guerre de la révolution et de l'empire. Elle avait entretenu successivement à la mer 85,000, 90,000, 100,000, et enfin 110,000 matelots, et, au mois de janvier 1783, quelques mois avant la conclusion de la paix, elle avait porté ses armements à 112 vaisseaux de ligne, 20 vaisseaux de 50 canons et 150 frégates. A la même époque, les flottes réunies de la France et de l'Espagne ne s'élevaient pas à moins de 140 vaisseaux, dont 60, déjà mouillés en rade de Cadix, n'attendaient plus qu'un dernier signal pour mettre sous voiles et se porter dans la mer des Antilles. 12 autres vaisseaux avaient quitté la rade de Boston sous le commandement de M. de Vaudreuil, et un corps d'armée considérable était réuni à Saint-Domingue, prêt à s'élancer sur la Jamaïque. L'Angleterre avait dû peser tous les désavantages de cette situation quand elle avait signé la paix. « Qui pourrait croire sérieusement, s'écriait le jeune Pitt, alors en butte aux assauts de l'opposition, qui pourrait croire que la Jamaïque eût résisté longtemps à une attaque régulière soutenue par 72 vaisseaux? Nos amiraux, après avoir reçu les renforts qu'on leur eût envoyés d'Europe, n'en auraient eu que 40 sous leurs ordres, et il y a longtemps que, dans cette chambre, on a reconnu *qu'une guerre défensive ne saurait aboutir qu'à une ruine inévitable!* Nos amiraux auraient-ils donc, avec ces 40 vaisseaux, regagné par leurs armes ce que les ministres ont recouvré par leur traité? ou ne devions-nous pas plutôt craindre avec trop de raison que cette dernière campagne dans la mer des Antilles ne se terminât par la perte de la Jamaïque, seul reste de nos possessions dans cette partie du monde? »

C'est sur ce ton résigné que s'exprimait alors le fils de lord Chatham, c'est en ces termes qu'il essayait de justifier un traité onéreux et qu'il résumait la situation des puissances belligérantes, dix années avant la guerre qui devait se terminer par la ruine presque complète de notre marine. Les alliances qui nous avaient sou-

tenus dans cette lutte ne nous manquèrent point cependant quand elle se renouvela, mais elles ne servirent qu'à augmenter le retentissement de nos désastres. i le nombre des vaisseaux que nous rassemblâmes, ni le dévouement intrépide de ceux qui les montaient, ne purent tenir lieu de ce qui manquait alors à notre flotte : une bonne organisation, la pratique de la mer, et surtout la confiance qui naît des premiers succès.

III.

La paix de 1783 avait eu moins en vue de concilier d'une façon durable des intérêts depuis si longtemps rivaux et opposés que de donner aux puissances épuisées par une longue lutte le temps de reprendre haleine et de se préparer à de nouveaux sacrifices. Elle suspendit donc les hostilités sans éteindre cet antagonisme funeste et ces prétentions exclusives qui, depuis tant de siècles, ont agité et divisé le monde. Bientôt, en effet, à une guerre ouverte on vit succéder une guerre d'influence, dans laquelle tout l'avantage devait rester au gouvernement le plus ferme et le plus éclairé. Ce fut d'abord la politique française qui parut devoir conserver l'ascendant moral que lui avait valu l'issue favorable d'une lutte glorieuse. Elle triompha en Hollande, et y fonda sa prépondérance, comme elle l'avait fait en Amérique, sur la protection des vrais intérêts nationaux et des grands principes dont l'Europe lui attribuait déjà la défense ; mais, inhabile aux efforts suivis et aux vues persévérantes, une année ne s'était point écoulée, que la France avait permis à l'Angleterre de prendre une revanche éclatante, et avait compromis, par une attitude indécise, la considération qu'elle venait à peine d'acquérir. Le gouvernement anglais fut le premier à comprendre qu'entre deux ennemis également fatigués de la guerre, également incapables de recourir, sans péril pour leurs finances, à cette extrême raison des rois, l'avantage devait appartenir à celui qui saurait envisager la situation de l'œil le plus calme et conserver le mieux son sang-froid au milieu des chances apparentes d'un nouvel appel aux armes. Pendant que, sous un prétexte frivole, les troupes prussiennes, commandées par le duc de Brunswick, entraient tout à coup sur le territoire des Provinces-Unies, et y rétablissaient l'autorité du stathouder, le ministère anglais, auquel Pitt avait déjà imprimé sa résolution et sa vigueur, tenait en échec le cabinet de Versailles, et l'empêchait, par la fermeté de son langage et de sa contenance, de remplir, en soutenant la Hollande, les obligations qu'il avait contractées envers ses nouveaux alliés. A partir de ce premier succès, l'Angleterre ne s'arrêta plus dans cette voie de réparations que l'habileté de ses ministres venait d'ouvrir à son orgueil blessé et à ses intérêts un instant sacrifiés. En 1790, elle humiliait successivement l'Espagne et la Russie, et montrait à l'Europe qu'elle était loin d'avoir abdiqué le rang élevé d'où on avait pu la croire descendue. La première de ces puissances avait paru décidée à soutenir, les armes à la main, ses prétentions à la domination exclusive des côtes occidentales de l'Amérique, et ses croiseurs avaient maltraité des négociants anglais qui, pour se livrer à un commerce de fourrures avec la Chine, s'étaient établis à Nootka-Sound, sur la côte occidentale de l'île de Vancouver, à la hauteur de la Nouvelle-Géorgie et non loin de l'embouchure de la Colombia et du territoire si récemment contesté de

l'Orégon. Des explications très-vives suivirent ces procédés violents et amenèrent une transaction qui garantit à l'Angleterre la liberté du commerce sur la côte nord-ouest de l'Amérique. Cet orage, en se dissipant, laissa donc la Grande-Bretagne en possession d'une situation morale fortifiée par un nouveau succès et avec un accroissement de puissance maritime, résultat naturel de préparatifs sérieux et considérables. La politique que le ministère anglais, d'accord avec les cabinets de Vienne et de Berlin, adopta, quelques mois plus tard, vis-à-vis de la Russie, inspirée par les mêmes principes, eut les mêmes effets, et fut suivie des mêmes conséquences. L'Angleterre, en cette occasion, entreprit de prévenir le démembrement de l'empire ottoman, que les succès de la Russie avaient rendu imminent, et, résolue à réconcilier cette puissance, de gré ou de force, avec la Sublime Porte, elle se hâta d'augmenter encore ses armements. Ainsi, par une singulière coïncidence, c'était déjà à la faveur de questions qui, de nos jours, n'ont rien perdu de leur gravité, que l'Angleterre préparait en silence le prodigieux développement de sa marine, et tendait à la placer, par ces soins constants et cette prévoyance soutenue, au-dessus des atteintes de la fortune.

Grâce aux préparatifs dont ses différends avec l'Espagne et la Russie avaient été l'occasion, elle possédait, au moment où éclata la guerre de 1793, 87 vaisseaux de ligne à flot, dont plus de 60 étaient en état de prendre immédiatement la mer. D'après le plan de sir Charles Middleton, alors contrôleur de la marine, et qui fut depuis, sous le nom de lord Barham, premier lord de l'amirauté, on avait, dès la fin des hostilités en 1783, disposé séparément, pour chaque vaisseau en état de naviguer, la plus grande partie de son matériel complet d'armement, organisant ainsi pour la première fois ces *magasins particuliers* qui, de tout temps, ont été comptés parmi les mesures de prévoyance les plus efficaces. Des approvisionnements de toute espèce avaient en outre été réunis dans les arsenaux, et les précautions se trouvaient si bien prises pour le prompt équipement de la flotte, que, quelques semaines après que l'ordre d'armer fut parvenu dans les ports, le nombre des vaisseaux de ligne se trouva, comme par enchantement, porté de 26 à 54, et le nombre total des bâtiments prêts à mettre sous voiles de 136 à 200. 45,000 matelots et soldats de marine durent former les équipages de ces premiers armements. C'était peu demander à une population maritime qui, dix ans auparavant, avait fourni 110,000 matelots à l'Angleterre, et qui s'était considérablement accrue depuis cette époque ; mais, dispersée, comme elle l'était, sur tous les points du globe, cette population était loin de constituer, au début de la guerre, une force réelle et disponible. Les difficultés qu'éprouva à cette époque l'amirauté pour former ces premiers équipages se sont représentées en 1840 ; elles se représenteront toutes les fois que l'Angleterre se trouvera obligée de faire face à des embarras imprévus, et laisseront toujours à un ennemi actif et entreprenant le bénéfice de chances très-avantageuses pendant les premiers mois de la guerre.

Privé de la plus grande partie de sa population maritime au moment où les événements amenaient une prise d'armes inattendue, le gouvernement de la Grande-Bretagne dut essayer de faire traîner les négociations en longueur, afin de se donner le temps de rappeler dans ses ports cette précieuse armée de matelots et ces mille navires laissés sans protection contre les tentatives de l'ennemi; mais la convention reconnut le piége où tendaient ces subtilités diplomatiques. A peine l'ambassadeur français, M. de Chauvelin, eut-il reçu, comme représen-

tant d'un pouvoir régicide, l'ordre de quitter l'Angleterre dans le délai de huit jours, que, refusant de poursuivre les négociations entamées pour le maintien de la paix, la république offensée prit elle-même l'initiative d'une collision devenue inévitable; elle déclara, le 1er février 1793, la guerre à l'Angleterre et à la Hollande. Le commerce anglais se trouva mis à découvert par cette conduite audacieuse : l'embargo réciproque par lequel les deux nations avaient préludé à l'ouverture d'hostilités plus directes lui avait coûté 70 navires. Il éprouva des pertes plus sérieuses encore avant que l'amirauté eût pu rassembler des forces suffisantes pour le protéger contre nos frégates et nos nombreux corsaires. L'amirauté, en effet, ne pouvait songer à détacher des bâtiments isolés pour éloigner de la Manche ces intrépides croiseurs qu'après avoir pourvu à un soin plus pressant et réuni les moyens de couvrir le retour des convois de l'Inde, de Terre-Neuve, du Levant et des Antilles contre les entreprises de nos escadres. L'armement des deux flottes de la Méditerranée et de la Manche, destinées à contenir celles que l'on savait rassemblées à Brest et à Toulon, devait donc dominer les préoccupations de tout genre de l'amirauté britannique. Toutefois elle ne serait point parvenue à compléter ces deux grands armements, si elle ne se fût résignée à armer ses vaisseaux, comme nous armons encore les nôtres, avec une proportion considérable d'hommes pris en dehors des professions maritimes. En cette occasion, le capitaine Edward Pellew, qui vers la fin de la guerre fut élevé à la pairie sous le nom de lord Exmouth, fit preuve d'un discernement qui pourrait nous servir de leçon. Parmi les hommes étrangers au métier de la mer dont il dut composer l'équipage de la frégate *la Nymphe,* il choisit de préférence des mineurs de Cornouailles (1), comme nous pourrions choisir des couvreurs ou des maçons, jugeant que ceux-ci seraient mieux préparés que d'autres par les dangers habituels de leur profession aux périlleux exercices qui les attendaient dans leurs fonctions improvisées. L'introduction de ce nouvel élément dans les rangs de la flotte ne pouvait cependant suffire à la gravité des circonstances, et le gouvernement anglais se vit bientôt contraint d'avoir recours à un de ces moyens extrêmes qui ne sauraient se justifier que par la plus absolue nécessité. Le bill de presse fut promulgué. Il n'existe en Angleterre aucune loi de recrutement forcé pour subvenir aux besoins de l'armée et de la marine. Les équipages des vaisseaux anglais ne sont formés, en temps ordinaire, que par la voie d'engagements volontaires dont la durée se prolonge rarement au delà de trois ans, et tout capitaine pourvu d'un commandement se voit obligé de faire pour ainsi dire le métier d'officier recruteur; mais, dès que la presse a été autorisée par un acte du parlement, c'est un métier qu'il fait à main armée. On voit alors, dans les ports de mer, des bandes de marins déjà engagés marcher, sous le nom de *press-gangs,* avec un officier ou un *midshipman* à leur tête, à des expéditions nocturnes qui n'ont d'autre but que d'aller ramasser des matelots sans emploi dans les cabarets, ou des vagabonds sans gîte dans les rues. Étrange abus dans un pays libre! Singulière anomalie sur cette terre classique de la légalité! Moyen brutal et odieux qui a fait pendant la dernière guerre presque autant de déserteurs que de matelots, mais qui témoigne des pouvoirs énergiques dont se trouve investi, au moment du besoin, ce gouvernement redoutable dont les institutions les plus libérales n'ont point affaibli les ressorts!

(1) *Lord Exmouth's life,* by Osler.

Ce fut au milieu de ces embarras et de cette agitation que Nelson fut nommé au commandement du vaisseau *l'Agamemnon*, de 64 canons. Les dix années de paix qui venaient de s'écouler n'avaient point été perdues tout entières pour sa carrière. Pendant trois années consécutives, il avait commandé, sur la frégate *le Borée*, la station des îles du vent, dans la mer des Antilles. Ce commandement, bien qu'il eût été exercé tout entier au milieu d'une paix profonde, avait cependant servi à jeter déjà les fondements de sa réputation, et à faire éclater cette ardente initiative, ce caractère résolu et opiniâtre, qui devaient plus tard, après avoir fait sa gloire, le pousser à des actes violents destinés à la ternir et à la compromettre. A l'âge de vingt-six ans, sans protecteurs, sans fortune, Nelson n'avait point hésité, dans la chaleur de son zèle pour la prospérité du commerce anglais et de la navigation britannique, à braver des intérêts passionnés et puissants, et à assumer sur sa tête une responsabilité dont s'était effrayée la conscience plus timide de son commandant en chef. Détaché aux îles du vent par l'amiral Hughes, qui commandait alors à la Jamaïque, il trouva les ports de ces îles remplis de navires américains. Au mépris de l'acte de navigation rendu sous Charles II, et qui interdisait aux étrangers toutes relations commerciales avec les colonies anglaises, les Américains, grâce à leur activité et au voisinage de leurs côtes, s'étaient, depuis la paix, presque entièrement emparés du commerce des Antilles. Nelson ne tarda point à reconnaître tout ce qu'avait de funeste pour la navigation nationale cette concurrence illicite, et, malgré les protestations des conseils coloniaux et des gouverneurs, malgré les réticences et les hésitations de l'amiral Hughes, en dépit même de ses ordres, il fit saisir et condamner par les tribunaux de l'amirauté les navires américains qu'il trouva en contravention à la Barbade, à Antigoa, à Saint-Christophe et à Nevis. Le capitaine Collingwood et son frère, qui faisaient également partie tous les deux de la station des Antilles, exerçaient en même temps, sous son inspiration, la même police et les mêmes rigueurs à la Grenade et à Saint-Vincent. Un grand nombre de navires se trouvèrent ainsi saisis presque à la fois, et les tribunaux compétents en validèrent la capture. Ce fut, on peut le croire, une clameur universelle dans les îles et une coalition générale contre ce terrible *petit capitaine*. Lui, *silencieux et obstiné*, faisait tête à l'orage, et supportait sans s'en émouvoir l'animadversion publique. S'il descendait quelquefois à terre, c'était pour y voir très-peu de monde, car il n'avait aucun penchant, en général, pour ces habitants des Antilles, que, dans son indignation, il proclamait d'aussi *grands rebelles* que les nouveaux citoyens des États-Unis.

Cependant sa conduite fut bientôt approuvée par le ministère, et le gouverneur général de la Jamaïque reçut l'ordre de le soutenir dans l'exécution des mesures qu'il avait adoptées pour la répression du commerce interlope; mais l'esprit ardent de Nelson ne pouvait supporter le repos, et il sortait à peine des embarras où l'avait jeté son zèle pour les intérêts du commerce anglais, qu'il se créa de nouveaux ennemis et un nouveau sujet d'inquiétudes, en dénonçant à l'amirauté les pratiques scandaleuses des fournisseurs, des agents des prises et des divers employés du service de la marine aux Antilles. Du reste, cette facilité à s'engager dans ces questions délicates lui était inspirée par un dévouement sincère et par une ardeur patriotique qui ne laissa point d'être profitable à l'état. Dès les premiers mois de l'année 1787, près de quatre mille matelots se trouvèrent employés par ce commerce réservé qu'il avait restitué au pavillon britannique, et

qui ne s'élevait pas à moins de 58,000 tonneaux. D'un autre côté, les transactions frauduleuses qu'il signalait au gouvernement se montaient, pour Antigoa, Sainte-Lucie, la Barbade et la Jamaïque, à plus de 50 millions de francs. Appuyées sur d'aussi réels services, les prétentions de Nelson à une juste considération n'étaient point assurément déplacées, et c'est à cette époque qu'il répondait avec une fierté légitime au gouverneur général de la Jamaïque, qui lui avait écrit que de vieux généraux n'étaient point dans l'habitude de prendre conseil de jeunes capitaines : « J'ai l'honneur, monsieur, d'avoir le même âge que le premier ministre d'Angleterre, et je me crois aussi capable de commander un des bâtiments de sa majesté que ce ministre peut l'être de gouverner l'état. »

Nelson venait de traverser alors une des plus pénibles épreuves qui lui aient été réservées, mais il y avait gagné l'estime de tous ceux qui avaient été témoins de son dévouement et de sa constance dans cette crise difficile. Collingwood, la physionomie la plus noble et la plus pure qui ait honoré cette grande guerre si fertile en héros, Collingwood, cet *aimable et excellent homme*, comme l'appelait Nelson, ne parlait déjà de son ami qu'avec *respect et admiration,* et c'est à la même époque que le prince William Henry, alors duc de Clarence, conçut pour le jeune capitaine, dont s'occupaient en ce moment toutes les Antilles, cette affection qu'il lui conserva pendant tout le cours de sa carrière. Destiné à monter un jour sur le trône, sous le nom de Guillaume IV, le duc de Clarence commandait alors la frégate *le Pégase*, avec laquelle il vint se ranger sous les ordres de Nelson. Il sut bientôt l'apprécier à sa juste valeur, et quand, le 11 mars 1787, Nelson épousa la veuve d'un médecin distingué de l'île de Nevis, le docteur Nisbett, ce fut le prince William qui voulut conduire à l'autel la jeune et aimable créole. Plein de vénération pour le sang de ses rois, Nelson, de son côté, reconnaissait par le plus absolu dévouement l'affection qu'il avait obtenue. « Je n'ai point, disait-il, dans toute ma vie, une action qui ne soit honorable : c'est aujourd'hui surtout que je m'en félicite, puisque je me trouve admis dans l'intimité du prince. Si j'en avais le pouvoir, pas un homme ne l'approcherait qui n'eût une réputation sans tache. » — « Je n'ai qu'une ambition, écrivait-il quelques années plus tard au duc de Clarence lui-même, c'est de commander un des vaisseaux destinés à soutenir le vôtre dans la ligne de bataille. On verrait bien alors s'il est un homme au monde qui ait plus que moi votre gloire à cœur. »

L'amitié du duc de Clarence semblait avoir assuré à Nelson un puissant patronage, mais la conduite qui lui avait concilié les plus honorables affections était loin d'avoir produit une impression aussi favorable dans les conseils de la marine. Bien que cette conduite eût été hautement approuvée par le ministère, on voyait dans celui qui l'avait tenue un de ces esprits inquiets toujours prêts à se mettre en avant, esprits généralement suspects à toutes les administrations dont ils menacent l'habituelle quiétude. Aussi paraissait-on résolu à ne plus mettre à l'épreuve ce zèle et cette ardeur incommodes. Quand, en 1788, ne pouvant supporter, malgré son mariage, cette inaction qui lui était à charge, Nelson demandait avec instance à retourner à la mer, les sollicitations du prince William lui-même restèrent sans succès, et le secrétaire de l'amirauté, M. Herbert, comme en 1790 le comte de Chatham, *eut la rudesse* de résister à une pareille intervention. Nelson, découragé, fut alors à la veille de quitter le service et de passer sur le continent ; il était surtout blessé du peu d'égards qu'on avait témoigné à son auguste protecteur, et ne pouvait songer à l'inutile condescendance du prince

sans se sentir aussi *humilié que surpris* des refus obstinés de l'amirauté. « Cependant, disait-il, je suis bien certain d'avoir toujours été un officier zélé et fidèle! » Malgré les récompenses éclatantes qu'obtinrent plus tard ses services, il n'oublia jamais ce qu'il avait souffert pendant ces jours d'injuste disgrâce : au faîte des honneurs, il en parlait encore avec amertume. Mais l'ambition de Nelson devait prouver sa légitimité par sa persévérance. La révolution française s'avançait menaçante, et Nelson, attentif à tous les bruits de guerre, devina des premiers le conflit qui allait s'engager entre deux puissances destinées à se disputer le monde; oubliant soudain ses rancunes et ses mécontentements, il s'empressa de renouveler ses instances auprès de lord Chatham et de réclamer avec plus d'énergie que jamais un commandement qui lui permît de prendre, dès le principe, à cette nouvelle guerre la part qui convenait à son courage et à son dévouement. Ses démarches cette fois furent favorablement accueillies, et, le 30 janvier 1793, il prit le commandement de *l'Agamemnon.*

Cinq années d'un repos involontaire avaient amassé chez lui une impatience et un besoin d'agir qu'il comprimait à peine. Il était alors dans la force de l'âge, signalé par l'opinion publique comme un des premiers officiers du corps de la marine, et si avide de gloire, que l'occasion d'en acquérir ne pouvait lui manquer dans l'arène où l'Angleterre et la France descendaient pour la seconde fois. Son premier soin fut de se composer un équipage. Nous avons vu que ce n'était point chose facile alors; mais, grâce à son activité et aussi à son bon renom, car les matelots anglais ne s'engagent point indifféremment avec tous les capitaines, Nelson, rêvant déjà fortune et honneurs, combats et parts de prises, eut bientôt rassemblé, pour l'armement de *l'Agamemnon,* un personnel dont la seule vue le remplissait de joie et d'espérance. « J'ai sous les pieds, écrivait-il à son frère, le plus beau vaisseau de 64 canons que possède l'Angleterre; mes officiers sont tous gens de mérite, mon équipage est vaillant et plein de santé. Que m'importe donc le point du globe sur lequel on m'enverra? » Heureusement pour sa gloire future, ce fut vers la Méditerranée qu'on le dirigea. Cette station devait devenir plus tard, sous sir John Jervis, la meilleure école de la marine anglaise, et Nelson, destiné à y passer désormais la plus grande partie de sa carrière, allait y acquérir, pendant quatre années de croisière active, les connaissances spéciales qui devaient le désigner un jour au commandement de l'escadre d'Aboukir.

IV.

Quand, après avoir étudié la guerre de 1778, on arrive à s'occuper de celle qui l'a suivie, il est impossible de ne point éprouver une certaine surprise, une espèce de sensation singulière et indéfinissable, comme en produirait un changement soudain de température et de climat. Ces deux périodes, en effet, sont presque contiguës dans l'histoire : dix années de paix les unissent et semblent les confondre; mais au point de soudure il s'est formé un angle inattendu, un coude subit et brusque qu'on ne peut franchir sans se trouver tout à coup transporté sous un autre ciel. L'aspect de la scène a tellement changé, qu'on hésite à croire que ce soient bien les mêmes nations qui l'occupent encore. Quelle opposition entre le spectacle de cette lutte ardente et celui qu'on avait tout à l'heure

sous les yeux! Au lieu de ces jeunes nobles qui se battaient en riant, deux peuples acharnés à se détruire; au lieu de cette humeur belliqueuse et sans fiel, un sentiment profond et opiniâtre, signe précurseur des grandes guerres. A voir les masses que ce zèle fanatique soulève et pousse à l'ennemi, on peut pressentir que l'ancienne stratégie va se trouver insuffisante pour de telles passions et pour de tels combats. Les passes brillantes, les évolutions circonspectes de l'ancienne tactique ne conviennent qu'à des ennemis qui ont plus de sang-froid et moins de haine. La stratégie navale se transforme donc sous l'inspiration de Nelson, au moment même où cette transformation est devenue pour ainsi dire un besoin des esprits et de la nouvelle lutte qui vient de s'ouvrir. Pourquoi, dans ces engagements désespérés qui convenaient si bien à notre courage, le sort trahit-il si constamment notre zèle et nos efforts? Pourquoi tant de dévouement et tant de désastres, pourquoi tant d'intrépidité et de si tristes résultats? Une étude sincère et approfondie de cette guerre malheureuse pourra seule nous l'apprendre, mais il importe de constater avant tout, en marchant, cette fois encore, sur les pas de Nelson, dans quelle position relative la reprise des hostilités trouva les deux marines.

Lord Hood, que Nelson suivit dans la Méditerranée, était, à cette époque, l'officier général le plus distingué qui se fût formé dans la guerre d'Amérique. Après avoir croisé, pendant quinze jours, à la hauteur des îles Scilly pour y attendre le convoi de l'Inde, il fit route vers le détroit de Gibraltar avec 11 vaisseaux et quelques frégates. Réuni aux divisions qui l'avaient précédé dans la Méditerranée, cet amiral se trouva devant Toulon, vers le milieu du mois d'août 1793, à la tête de 21 vaisseaux de ligne. Nous en avions alors, dans ce port, 17 prêts à prendre la mer, sous le commandement de l'amiral Trogoff: 4 autres y étaient en armement, 9 en réparation et 1 en construction. En y comprenant divers détachements envoyés à Tunis, en Corse et sur la côte d'Italie, nos forces se montaient dans la Méditerranée, au moment où lord Hood y parut avec son escadre, à 32 vaisseaux, 27 frégates et 16 bricks ou corvettes, dont plus de la moitié pouvait mettre sous voiles au premier signal. Dans les ports de l'Océan, la défense et l'attaque semblaient prendre des proportions plus formidables encore. Pendant que l'Angleterre rassemblait, sous les ordres de lord Howe, l'ancien adversaire du comte d'Estaing sur les côtes d'Amérique, une flotte destinée à croiser à l'entrée de la Manche, nous avions déjà, de notre côté, réuni 21 vaisseaux de ligne que l'amiral Morard de Galles avait conduits dans la baie de Quiberon. Cette escadre devait surveiller le littoral de la Vendée et protéger en même temps le retour du contre-amiral Sercey, qui, avec 4 vaisseaux et quelques corvettes, escortait alors un convoi parti des Antilles. Au début de cette guerre, nous avions donc, pour couvrir la rentrée de nos convois et inquiéter ceux de l'ennemi, 42 vaisseaux déjà hors de nos ports ou près d'en sortir. C'est à ce chiffre qu'il faut s'arrêter pour apprécier à sa juste valeur l'établissement naval que la monarchie léguait, en s'écroulant, à ce pouvoir héroïque et brouillon qui devait, en quelques années, préparer la ruine de notre marine. Ces 42 vaisseaux de ligne, prêts à intercepter ou à défendre toutes les grandes routes commerciales par lesquelles devaient revenir en Europe les richesses des Antilles, du Levant et de l'Inde, constituaient en notre faveur une situation que nous serions loin de retrouver au début d'une nouvelle guerre. Quelles que soient les bases que l'on veuille adopter pour évaluer exactement les forces des diverses puissances maritimes, quelque compte que l'on veuille tenir des déplacements opérés par la science dans l'importance rela-

tive des divers éléments constitutifs de la flotte, il est certain que le développement qu'avait atteint notre marine en 1793 est bien loin aujourd'hui de nos plus vastes espérances, peut-être même de nos vœux les plus téméraires. Derrière ces 42 vaisseaux prêts à prendre la mer se trouvait d'ailleurs une réserve imposante. Composée de 34 vaisseaux *en bon état,* elle devait bientôt s'augmenter de 25 nouveaux vaisseaux, qui allaient être mis sur les chantiers, et nos fonderies préparaient déjà plus de 3,000 canons pour armer ce nouveau matériel.

Cependant, malgré l'immense développement de notre marine en 1793, elle se trouvait encore inférieure à la marine anglaise. En faisant abstraction des non-valeurs, nous possédions alors 76 vaisseaux : l'Angleterre en possédait 115 ; mais, les vaisseaux français étant généralement plus forts que les vaisseaux anglais, notre infériorité devenait moins sensible à mesure que l'on adoptait d'autres termes de comparaison plus exacts. Ainsi, la flotte anglaise portait 8,718 canons, et la nôtre 6.000. En outre, nos canons étant, pour la plupart, d'un plus fort calibre que ceux des Anglais, ils pouvaient lancer, en ne considérant qu'un seul bord des vaisseaux, une volée dont le poids s'élevait à près de 74 mille livres. La volée totale des canons anglais restait encore, il est vrai, plus considérable que celle des nôtres, puisqu'elle était d'environ 88 mille livres ; mais elle ne la dépassait pourtant que d'un peu plus d'un sixième, ce qui réduisait dans une notable proportion l'infériorité relative de notre marine, qui, d'après les premiers chiffres, ne se fût trouvée composer que les deux tiers de la marine anglaise. Même ainsi réduite, cette proportion ne donnerait point encore une idée exacte de la valeur réelle des deux matériels, car, depuis qu'ils avaient été doublés en cuivre comme les vaisseaux anglais, nos vaisseaux avaient recouvré tout l'avantage de marche que devait leur assurer une construction infiniment supérieure. Les Anglais possédaient, il est vrai, beaucoup de vaisseaux à trois ponts, sorte de vaisseaux de tout temps regardés comme formidables ; mais les uns, de 100 canons, comme le *Victory,* qui porta successivement le pavillon de l'amiral Hood, de l'amiral Jervis et de lord Nelson, comme le *Queen Charlotte,* sur lequel l'amiral Howe venait d'arborer le sien, bien qu'excellents navires faits pour résister à de rudes croisières, ne pouvaient d'aucune autre façon soutenir la comparaison avec les trois-ponts français ou espagnols; les autres, connus sous le nom de vaisseaux de 98 ou de 90, qui égalaient à peine, sous le rapport de la masse de fer qu'ils pouvaient lancer, nos magnifiques vaisseaux de 80, quoique ces derniers n'eussent que deux batteries, leur étaient surtout inférieurs par le manque absolu de qualités nautiques. A côté de ces deux classes de vaisseaux de premier rang, nos vaisseaux de 120 canons, tels que *la Montagne* (1) et *le Commerce de Marseille,* que montait à cette époque l'amiral Trogoff, nos vaisseaux de 120 canons (nous en trouvons la preuve dans plusieurs lettres de Nelson) excitaient l'étonnement des capitaines anglais par leur masse imposante et l'épaisseur de leurs murailles, qui semblaient *impénétrables au boulet.* Les vaisseaux anglais de 74 canons étaient également beaucoup plus faibles d'échantillon que les nôtres, et, quelques-uns de ces vaisseaux existant encore de nos jours dans les deux marines, il est facile de se convaincre, par ce seul rapprochement, de la distance qui séparait autrefois notre matériel naval, le plus beau qui fût en Europe, sans en excepter celui des Espagnols, des modèles disgracieux et chétifs de la marine anglaise.

(1) Qui existe encore sous le nom de *l'Océan.*

A la supériorité que donnait à nos vaisseaux un système de construction plus avancé, il fallait ajouter encore l'avantage qu'ils retiraient, dans toutes les occasions où il s'agissait de lutter de vitesse. d'une mâture mieux assujettie, qui leur permettait de défier, toutes voiles hautes, des rafales par lesquelles se trouvaient souvent démâtés les vaisseaux ennemis. C'est ainsi qu'au commencement de la guerre, on vit le contre-amiral Van-Stabel, avec six vaisseaux et deux frégates, poursuivi par l'avant-garde de lord Howe, lui échapper grâce à la supériorité de marche de son escadre et à la solidité de ses mâtures.

On voit donc combien de tous points, excepté en nombre, nos vaisseaux se trouvaient supérieurs aux vaisseaux anglais au début de la guerre; mais nous devions bientôt perdre en partie cet important avantage, et même, lorsque nous le possédions tout entier, la désorganisation de notre personnel et la dilapidation des approvisionnements rassemblés dans nos ports ne nous permirent point de le mettre à profit. En même temps que nos armements devenaient plus précipités et que nous nous trouvions réduits à employer de mauvais fers, des bois de rebut, des chanvres de qualité inférieure, l'habitude des longs blocus, la pratique constante de la mer, apprenaient à nos ennemis à adopter les proportions les plus convenables, les précautions les mieux entendues pour donner à leurs mâtures la solidité qui leur avait manqué jusque-là. De ce côté, leurs navires eurent bientôt gagné tout ce que nos bâtiments perdirent par suite de notre détresse et de notre négligence. Il nous restait des navires plus vastes et auxquels des lignes d'eau plus habilement calculées assuraient une marche supérieure. Les chances de la guerre en mirent quelques-uns entre les mains des Anglais, qui s'empressèrent de les réparer et de les imiter. Leur marine s'enrichit ainsi de bâtiments qui, construits sur les mêmes plans que les nôtres, mais armés avec plus de soin et de connaissance des exigences de la mer, loin d'avoir rien à envier à leurs modèles, eurent sur eux une très-grande supériorité dans les navigations difficiles et rigoureuses. *Le Commerce de Marseille,* qui avait porté le pavillon du vice-amiral Truguet et celui du contre-amiral Trogoff, ce superbe trois-ponts, dont le tonnage dépassait de près de 500 tonneaux celui du *Victory*, conduit de Toulon à Portsmouth, y resta pour servir de leçon aux constructeurs anglais, comme *le Pompée* de 74, également enlevé à Toulon, comme plus tard *le Tonnant* et *le Franklin*, vaisseaux de 80 canons, capturés tous deux à Aboukir, et qui, à cette époque, n'avaient leurs pareils dans aucune marine du monde.

D'ailleurs, malgré l'espèce d'équilibre qui existait en 1793 entre les deux marines, équilibre, il est vrai, que l'adjonction des marines espagnole, hollandaise, portugaise et napolitaine à la marine anglaise (1) eût suffi pour détruire, la guerre était à peine commencée, qu'il fut facile d'en prévoir l'issue. Dans un temps où tous les liens sociaux se trouvaient relâchés, il y aurait eu, en effet, folie à espérer à bord de nos navires le maintien de cette obéissance passive et de ce respect hiérarchique, seuls fondements possibles d'une bonne discipline. Les équi-

(1) La Hollande possédait une force nominale de 49 vaisseaux de ligne, dont la plupart ne portaient que 64 et 54 canons et étaient déjà en très-mauvais état. L'Espagne, sur 204 navires, comptait 76 vaisseaux et en avait 56 d'armés. Le Portugal promettait de fournir à la coalition 6 beaux vaisseaux bien équipés et montés en partie par des officiers anglais. Le roi de Naples s'engageait à mettre à la disposition du commandant de la flotte anglaise dans la Méditerranée 4 vaisseaux de 74 et un corps de 6,000 hommes.

pages de la flotte mouillée dans la baie de Quiberon furent les premiers à donner l'exemple de ces dangereuses séditions qui devaient se renouveler plusieurs fois à bord des vaisseaux de la république : ils obligèrent l'amiral Morard de Galles à ramener la flotte à Brest, et ne rentrèrent dans l'ordre que lorsqu'une partie des mutins eut été envoyée aux armées et remplacée par des levées de pêcheurs et de conscrits. La perte de ces vieux matelots était moins regrettable encore que celle des officiers qui, sous d'Estaing, sous Guichen, sous Suffren et d'Orvilliers, avaient appris à manœuvrer des vaisseaux et à diriger des escadres. Ceux de ces officiers qui n'émigrèrent pas furent emprisonnés ou tombèrent sous la hache de la guillotine. Cette marine si glorieuse, si dévouée, si redoutable aux ennemis de la France, sembla disparaître tout entière dans une seule année de terreur. Ce qu'un gouvernement régulier n'eût point réussi à accomplir, un gouvernement nouveau, obligé de faire face à l'Europe, dut songer à l'entreprendre. Aux prises avec la guerre civile, avec la famine, avec la désorganisation des esprits, il fallut qu'il s'occupât de combler cette brèche énorme par laquelle l'ennemi devait pénétrer, et de faire surgir des rangs les plus infimes de la flotte des officiers et des commandants pour ces vaisseaux abandonnés et ce matériel devenu inutile. Cependant la guerre était active et pressante ; pour faire vivre le peuple, il était nécessaire d'assurer la rentrée des convois de blé attendus d'Amérique. Le salut de la révolution exigeait qu'on tînt des escadres à la mer, et il fallait réaliser, avec la rapidité propre à cette époque, de toutes les choses du monde celle qui demande le plus de temps et de méthode, celle qui s'accommode le moins de la précipitation et du désordre : la reconstitution d'une grande marine. La convention n'hésita point : elle poussa ses escadres dehors avec ce personnel novice, décréta l'activité dans nos arsenaux, l'héroïsme sur nos vaisseaux, comme elle venait de décréter la victoire aux frontières, et, tant l'enthousiasme a de puissance, même dans les choses qui semblent le plus échapper à son empire, peu s'en fallut qu'elle ne surprît, en cette journée mémorable connue sous le nom de combat du 13 prairial, à cet amiral vétéran qui avait tenu le comte d'Estaing en échec et à ces vaisseaux anglais régulièrement armés et commandés par des officiers expérimentés, un triomphe qui eût peut-être donné une direction bien différente à la guerre. L'amiral Villaret-Joyeuse, en cette occasion, combattit pendant trois jours dans le golfe de Gascogne la flotte de lord Howe, composée de 25 vaisseaux, et, bien qu'il eût perdu 7 vaisseaux dans le dernier engagement qui eut lieu le 1er juin 1794, la flotte anglaise, aussi maltraitée que la nôtre, n'essaya pas de pousser plus loin ses avantages. Le convoi d'Amérique entra dans Brest peu de jours après cette action malheureuse, et la république, sauvée d'une disette imminente, put en rendre grâce aux vaisseaux que lui avait légués l'infortuné Louis XVI.

Déjà ce magnifique héritage avait reçu une fatale atteinte. Ivre de terreur, en apprenant l'entrée du général Carteaux à Marseille, Toulon s'était jeté, le 28 août 1793, dans les bras de l'Angleterre, et avait livré ses forts, sa rade et ses vaisseaux à la flotte de lord Hood. Par suite de cette funeste résolution, les Anglais se trouvèrent sans combat en possession de 31 vaisseaux et de 13 frégates. Lord Hood les reçut en dépôt au nom de Louis XVII ; mais il n'y eut pas un officier anglais qui se méprît sur la valeur d'un pareil engagement, et Nelson fut des premiers à remarquer qu'il ne faudrait *pas une heure pour brûler la flotte française.* Cette flotte échappa en partie à l'incendie dans lequel les Anglais avaient voulu l'envelopper tout entière. Ils avaient trouvé à Toulon 58 bâtiments ; 25 retombè-

rent entre les mains de la France. Cet événement cependant, si l'on ne considère que le dommage matériel, fut plus fatal à notre marine que ne l'avaient été les combats réunis de M. de Grasse et du 13 prairial, plus fatal même que le combat d'Aboukir, car la perte que nous supportâmes en cette occasion s'éleva à 13 vaisseaux et 9 frégates. 9 de ces vaisseaux furent brûlés par Sidney Smith, 3 bâtiments furent emmenés par les Sardes et les Espagnols, et 4 vaisseaux suivirent avec 6 frégates l'escadre anglaise au moment où elle se retira aux îles d'Hyères.

En Angleterre, l'opinion publique fut loin d'être satisfaite de ce résultat : elle reprocha vivement à lord Hood, non point ce qui a souillé son nom, d'avoir ajouté les horreurs de cet effroyable incendie à toutes les horreurs d'une évacuation précipitée, mais d'avoir trop attendu pour s'y résoudre, et d'avoir ainsi laissé son œuvre de destruction incomplète. On se demandait pourquoi, à peine maître des forts, il ne s'était point occupé d'expédier dans les ports anglais cette belle flotte remise en son pouvoir, pourquoi du moins il n'avait pas pris à l'avance de telles mesures, qu'aucun de nos vaisseaux ne pût échapper à l'incendie, quand une évacuation, depuis longtemps prévue, serait devenue inévitable.

Heureusement pour la France, lord Hood n'était point entré seul à Toulon. En même temps qu'il jetait l'ancre dans cette rade, une flotte espagnole, composée de 17 vaisseaux, y mouillait aussi, et don Juan de Langara, qui la commandait, don Juan de Langara, l'ancien prisonnier de Rodney (1), s'empressait de déclarer que Toulon n'était point, comme lord Hood semblait disposé à le croire, un *port virtuellement anglais,* mais un dépôt confié à l'honneur de l'Espagne aussi bien qu'à celui de l'Angleterre. Après avoir mouillé ses vaisseaux de manière à battre de la façon la plus favorable les vaisseaux anglais affaiblis en nombre par divers détachements qui croisaient alors dans la Méditerranée, et en force effective par les renforts qu'ils avaient dû envoyer aux garnisons des différents postes, l'amiral espagnol ne se crut plus obligé de dissimuler que, dans son opinion, *la ruine de la marine française ne pouvait qu'être préjudiciable aux intérêts de l'Espagne.*

Ce fut cette conduite pleine de fermeté, et dictée assurément par la plus haute politique, qui sauva une partie de notre flotte ; mais elle ne put sauver les malheureux habitants de Toulon des horribles effets d'une évacuation entreprise sous le canon des républicains. Cette ville contenait 28,000 âmes quand elle invoqua le secours des Anglais. Peu de semaines après qu'ils l'eurent quittée, elle n'en renfermait plus que 7,000, et cependant 15,000 personnes seulement avaient trouvé un refuge sur les flottes alliées. En quelques mois, 6,000 habitants avaient disparu. Un grand nombre avait péri dans les divers engagements qui précédèrent l'évacuation; quelques-uns, quand ce terrible moment fut arrivé, se pressant sur les quais avec leurs femmes, avec leurs enfants, furent coupés en deux par les

(1) L'amiral don Juan de Langara, né vers 1730, d'une famille noble de l'Andalousie, combattit le 16 janvier 1780, avec 14 vaisseaux espagnols, l'amiral Rodney, qui, à la tête de 22 vaisseaux de ligne, voulait ravitailler Gibraltar. Un de ses vaisseaux sauta en l'air, 6 furent pris, et lui-même fut fait prisonnier après avoir reçu trois blessures. En récompense de sa conduite héroïque pendant ce combat, Charles III le nomma lieutenant général. Après la paix de Bâle, il fut chargé du commandement de la flotte de Cadix, conduisit cette flotte à Toulon, et obligea ainsi les Anglais à évacuer la Corse et la Méditerranée. Au retour de cette expédition, il se rendit à Madrid, où il succéda, au mois de janvier 1797, à don Pedro Varela de Ulloa dans le ministère de la marine. En 1798, il quitta ce ministère, et mourut en 1800 avec le grade de capitaine-général.

boulets que les républicains faisaient pleuvoir sur eux des hauteurs qui dominent la ville. D'autres se noyèrent dans le port ; le reste, laissé à la merci des vengeances populaires, périt victime d'une atroce réaction que le brave général Dugommier s'efforça vainement de prévenir.

Au moment où la flotte anglaise quittait la rade de Toulon, Nelson était avec *l'Agamemnon* mouillé devant Livourne. Quatre navires chargés de blessés y arrivèrent bientôt avec les bâtiments qui portaient une partie des malheureux émigrés. Des vaisseaux français les suivaient (1), car l'amiral Langara n'avait point réussi à convaincre les officiers qui les commandaient qu'il était plus honorable pour eux, plus conforme aux intérêts de la France, de placer ces vaisseaux sous la protection de l'Espagne que sous la protection de l'Angleterre. « Toulon a éprouvé en un jour, écrivait Nelson à sa femme, toutes les calamités que peuvent enfanter les guerres civiles. Des pères sont arrivés ici sans leurs enfants. des enfants sans leurs pères. C'est l'horreur sous toutes ses faces. J'ai près de moi le comte de Grasse, qui commande la frégate *la Topaze*. Sa femme et sa fille sont à Toulon. Lord Hood s'est jeté lui-même à la tête des troupes qui fuyaient, et a fait l'admiration de tous ceux qui ont été témoins de son courage ; mais le torrent était irrésistible. Plusieurs de nos postes, occupés par les troupes étrangères, ont été enlevés sans combat; dans d'autres, défendus par nos soldats, pas un homme ne s'est sauvé. Je ne puis tout écrire, mon cœur est navré. »

Les événements dont Nelson fut témoin à cette époque laissèrent dans son esprit une impression profonde. Les deux premières années de la guerre nous avaient coûté 25 vaisseaux ; mais ce n'est pas dans ces pertes prématurées que Nelson croyait découvrir le secret de notre faiblesse. Il le voyait tout entier dans l'insubordination de nos équipages, et répétait souvent « que nous ne réussirions point à battre une flotte anglaise tant que nous n'aurions pas rétabli la discipline dans la nôtre. » C'est à ces habitudes démagogiques (*the riotous behaviour of lawless Frenchmen*) que sur le champ de bataille d'Aboukir il attribuait encore les revers de nos escadres. Il parle dans une de ses lettres, écrite à la fin de l'année 1793, d'une de nos frégates qu'il bloquait devant Livourne, et dont l'équipage, une belle nuit, déposa son capitaine et le remplaça par le lieutenant d'infanterie de marine. Le désordre des clubs s'était, en effet, introduit sur nos vaisseaux, et nos matelots, soupçonnant leurs officiers de vouloir les vendre à l'Angleterre, mettaient chaque jour en délibération l'obéissance à leurs ordres. Nelson vit ces officiers se partager en deux camps ennemis, et ceux qui étaient demeurés les dépositaires des traditions glorieuses des guerres de l'Inde et des Antilles sortir de Toulon à la suite de l'amiral anglais, pour se ranger sous son pavillon. De là date sa présomptueuse confiance : elle prit sa source dans la désorganisation de notre marine.

(1) Les bâtiments français qui furent ainsi ajoutés à la marine anglaise furent *le Commerce de Marseille*, de 120 canons ; les vaisseaux *le Pompée, le Puissant* et *le Scipion*, de 74 ; les frégates *l'Aréthuse* et *la Perle*, de 40 canons; *l'Alceste, la Lutine, la Prosélyte* et *la Topaze*, de 32; la corvette *la Belette*, de 24.

V.

Au moment de l'évacuation de Toulon, Nelson avait gagné l'estime et l'affection de lord Hood par le zèle qu'il venait de déployer dans les diverses missions dont il avait été chargé. Dans l'espace de six mois, son vaisseau n'avait pas passé vingt jours au mouillage. Pendant que l'escadre anglaise occupait la rade de Toulon et en disputait la possession aux batteries des républicains, Nelson, un jour à Naples, le lendemain sur les côtes de Corse, n'avait cessé de tenir la mer. Courant de Corse en Sardaigne, ou de Tunis à Livourne, négociant, bataillant, ne connaissant ni le repos ni la crainte, il s'annonçait déjà avec toute l'audace et toute la brusquerie de sa nature, et appelait résolûment *courage politique* cette facilité qu'il montra plus tard à violer toutes les garanties du droit des gens et toutes les stipulations protectrices des états secondaires. Frappé des qualités qui faisaient de Nelson, sinon un très-bon politique (ce dont ce dernier se piquait cependant), du moins un homme d'action inappréciable, lord Hood lui avait plusieurs fois offert de quitter son petit vaisseau de 64 pour un vaisseau de 74. L'offre était séduisante. Cependant Nelson ne pouvait se résoudre à se séparer de ses officiers. Il leur était très-attaché et ne parlait jamais d'eux qu'avec les plus grands éloges. Chose singulière, cet homme, chez lequel certains actes d'une triste célébrité sembleraient accuser une âme inflexible, était doué, au contraire, d'une grande sensibilité et de la nature la plus affectueuse. L'exercice même de cette autorité despotique et sans contrôle dont il fut si longtemps investi n'avait pu altérer chez lui cette égalité d'humeur et cette facilité de mœurs qui le distinguaient dans la vie privée, et qu'il portait jusque dans ses moindres relations de service. Il suffit de parcourir sa correspondance pour ne point conserver le plus léger doute à cet égard. On ne trouverait peut-être pas dans tout le cours de ce volumineux recueil, où Nelson s'abandonne aux effusions les plus intimes, une seule plainte contre ses vaisseaux, ses officiers ou ses équipages. Tout cela est excellent, dévoué, plein d'ardeur, et tout cela le devient en effet sous l'influence de cet heureux optimisme et de cette disposition affable et bienveillante. C'était là, du reste, le grand art de Nelson. Il savait s'adresser si bien aux aptitudes particulières de chacun, qu'il n'était si méchant officier dont il ne parvînt à faire un serviteur zélé, souvent même un serviteur capable.

Le temps pendant lequel il conserva le commandement de ce petit vaisseau de 64 fut le plus heureux de sa vie. Il était alors bien loin de prévoir toute la gloire qui s'attacherait un jour à son nom, mais une réputation honorable avait déjà récompensé ses efforts, et le ton joyeux qui règne dans les lettres qu'il écrivit à cette époque forme un intéressant et pénible contraste avec l'abattement qui se trahit à chaque ligne de sa correspondance, quand, au milieu des honneurs et des enivrements qui suivirent la bataille d'Aboukir, mécontent de lui et des autres, il appelait de tous ses vœux une mort glorieuse et semblait n'aspirer qu'au repos de la tombe. En 1794, moins illustre, mais plus heureux, plus satisfait de lui-même, battu de ces ouragans du golfe de Lyon dont il ressentait pour la première fois la violence, ayant à peine touché terre depuis son départ d'Angleterre, il trouvait délicieuse cette vie rude et active, et la sérénité de son âme lui rendait

ces épreuves légères. « Depuis quelque temps, disait-il, nous n'avons eu que des coups de vent; mais avec *l'Agamemnon* nous n'y prenons pas garde... c'est un si bon vaisseau. Nous n'avons pas d'ailleurs un malade à bord. Comment y en aurait-il avec un si vaillant équipage? Et lord Hood! quel excellent officier! Tout ce qui vient de lui est tellement clair, qu'il est impossible de ne point comprendre ses intentions. » Ainsi enchanté de son vaisseau, de son équipage et de son amiral, Nelson se promettait bien de ne point perdre une heure de cette guerre, et quoique tout le profit qu'il osât en attendre fût quelque *joli cottage* du prix d'environ 2,000 liv. sterl., quoiqu'il y eût alors dans la Méditerranée plus d'honneur que de profit à recueillir, il prenait gaiement son parti de toutes les privations et de toutes les misères, maintenant sa chétive santé à travers les fatigues et les intempéries qui terrassaient les plus robustes. La marine française semblait pour longtemps réduite à l'impuissance, l'incendie de Toulon avait rendu la mer déserte, et Nelson s'apprêtait à chercher sur un autre élément de l'emploi pour l'activité de ses *jaquettes bleues* qu'il voulait conduire à la tranchée et à l'attaque des places fortes, de façon à faire honte aux *habits rouges* que les républicains venaient de chasser de Toulon.

Lord Hood, en effet, avait à peine quitté cette magnifique rade, qu'il songea à s'assurer dans la Méditerranée un nouveau refuge pour sa flotte. Depuis longtemps il convoitait la possession de la Corse, que le vieux Paoli agitait par ses intrigues, et, pendant son séjour à Toulon, il avait entamé avec ce général une négociation qui fut suivie d'une tentative infructueuse sur la ville de Saint-Florent. Paoli promettait de soulever les habitants et de les amener à accepter le protectorat de l'Angleterre, mais il voulait que lord Hood s'engageât à chasser les Français des places fortes qu'ils occupaient dans le nord de l'île. L'emploi de quelques vaisseaux se fût trouvé insuffisant contre des places aussi peu accessibles que Bastia et Calvi, et, tant qu'il eut à défendre Toulon contre les troupes républicaines, lord Hood se trouva trop occupé pour pouvoir former de nouvelles entreprises. L'évacuation de Toulon laissait, au contraire, à sa disposition un corps d'armée de 2,000 hommes qui devenait un véritable embarras pour l'escadre, un matériel considérable et tous les moyens d'entreprendre des siéges réguliers. D'accord avec le major-général Dundas, il résolut donc de tenter une conquête qui devait amplement dédommager l'Angleterre de la perte de Toulon. Le débarquement des troupes s'opéra dans la baie de Saint-Florent. Les positions qui défendaient cette ville furent enlevées successivement, et Bastia, attaquée bientôt par les seules troupes de la marine et une partie des équipages de la flotte, contre l'avis et sans le concours des généraux anglais, Bastia fut emportée après quelques jours de siége. Calvi, que l'amiral Martin, sorti de Toulon à la tête de sept vaisseaux, essaya vainement de secourir, opposa une plus longue résistance; mais, investie par des forces plus considérables que celles qui avaient réduit Bastia, cette place finit par succomber également, et les Français se trouvèrent entièrement chassés de la Corse, qu'ils ne devaient reprendre qu'à la faveur des triomphes de l'armée d'Italie.

Nelson avait dirigé toutes les opérations du siége de Bastia et pris une part active à celui de Calvi. Ce fut dans une des batteries élevées contre les fortifications de cette dernière place, qu'il perdit l'usage de son œil droit, atteint par quelques débris qu'un boulet avait fait voler en éclats en frappant le merlon de cette batterie. Cette blessure ne le tint renfermé qu'un seul jour; mais, comme il l'écri-

vait alors, il ne s'en était pas fallu de l'épaisseur d'un cheveu qu'il n'eût la tête emportée.

« C'est une puissance infaillible (lui écrivait son père, esprit grave et religieux pour lequel Nelson éprouvait une vénération profonde), c'est une puissance pleine de sagesse et de bonté qui a diminué la force du coup dont vous avez été frappé. Bénie soit cette main qui vous a sauvé pour être, j'en suis certain, pendant bien des années encore, l'instrument du bien qu'elle prépare, l'exemple et la leçon de vos compagnons! Il n'y a point à craindre, mon cher Horace, que ce soit jamais de moi que vous vienne une dangereuse flatterie; mais, je l'avoue, j'essuie quelquefois une larme de joie en entendant citer votre nom d'une manière aussi honorable. Puisse le Seigneur continuer à vous protéger, à vous diriger, à vous assister dans tous vos efforts pour accomplir ce qui est salutaire et équitable! Je sais que les militaires sont généralement fatalistes. Cette croyance peut sans doute être utile, mais il ne faut pas qu'elle exclue la confiance que tout chrétien doit avoir dans une providence spéciale qui dirige tous les événements de ce monde. Votre destinée, croyez-le bien, est dans les mains du Seigneur, et les cheveux même de votre tête sont comptés. Je ne connais point, quant à moi, de doctrine plus fortifiante. »

En vérité, il y a une grande élévation de pensée dans ces accents à la fois émus et résignés. Le sentiment du devoir n'y a point laissé de place pour ces insinuations timides qu'on eût pardonnées cependant à la tendresse d'un père. Le noble vieillard n'engage point son fils à ménager sa vie ; mais, les yeux levés au ciel, il espère, pour employer les expressions mêmes que nous retrouvons dans une autre de ses lettres, que Dieu le défendra de *la flèche qui vole à la clarté du jour et de la peste qui chemine dans l'ombre de la nuit*. C'est bien là le langage inspiré et biblique, le ton plein de vigueur de cette grande église, aujourd'hui chancelante, qui combattit vingt ans notre révolution et ses tendances. Ce sont bien ces fortes maximes qui semblent moins destinées à former des chrétiens pour le ciel que des citoyens pour la vieille Angleterre, ces hautes notions du devoir où l'on retrouve plus souvent peut-être les inspirations du Dieu de Moïse que les touchantes leçons du Dieu de l'Évangile, mais dans lesquelles il est impossible de méconnaître le germe et le principe des plus nobles vertus militaires. Les Anglais, il n'en faut pas douter, n'ont point été seulement, dans la longue et sanglante guerre qu'ils nous ont faite, d'habiles et persévérants automates; ils ont été, comme nous l'étions alors, des combattants ardents et convaincus, mourant, comme nous, pour l'autel et le foyer, animés d'un enthousiasme semblable au nôtre, et aussi prêts que nous à se sacrifier pour le triomphe de leurs idées et le succès de leurs principes. Si, pendant cette terrible lutte, ils n'eussent point eu aussi quelque source sacrée où retremper leur dévouement et leur énergie, jamais ils n'auraient pu résister à cette race héroïque chez laquelle la vertu la plus commune fut un suprême mépris de la mort. Malgré la supériorité de leurs vaisseaux, la rapidité et la précision de leur tir, ils eussent été emportés, comme une paille légère, par ce tourbillon d'hommes et de navires que soulevait l'ouragan révolutionnaire; mais la foi républicaine rencontra dans cette arène les restes de ce vieux fanatisme puritain qui, depuis Cromwell, n'était point complétement éteint encore. Pour résister à la furie française, il se retrouva parmi ces descendants

des têtes rondes quelque chose de ce feu sombre et opiniâtre que leurs pères opposaient jadis aux cavaliers de Charles Stuart, et c'est ainsi que, pendant près d'un quart de siècle, il fut donné à ces ardeurs rivales de se disputer et d'étonner le monde.

Nelson lui-même, qui possédait au plus haut degré ce qu'on peut appeler la bravoure de tempérament, et qui n'a jamais connu, si l'on peut en croire le témoignage de sa correspondance et celui de ses contemporains, cette émotion involontaire que ressentit le jeune Wellesley à sa première bataille ; Nelson, qui jouait sa vie aussi résolûment qu'aucun homme au monde, ne dédaignait point cependant, au moment de combattre, de raffermir son courage au souvenir des pieuses exhortations de son père. A la veille de ces grandes journées d'où il est rarement sorti sans blessure, il éprouvait le besoin de se recueillir et d'envisager d'un œil ferme et grave les chances qu'il allait courir. En général, il écrivait sur son journal une courte prière.

« Notre vie à tous, disait-il, est entre les mains de celui qui sait mieux que personne s'il doit préserver ou non la mienne. Je m'en remets sur ce point à sa volonté. Mais ce qui est dans mes propres mains, c'est ma réputation et mon honneur, et vivre avec une réputation flétrie me serait insupportable. La mort est une dette que nous devons tous payer un jour ; il importe peu que ce soit aujourd'hui ou dans quelques années. Ce que je veux, c'est que ma conduite ne puisse jamais attirer la rougeur sur le front de mes amis. » — « Rappelez-vous (écrivait-il à sa femme au moment où il pensait que lord Hood pourrait atteindre l'escadre française accourue au secours de Calvi), rappelez-vous qu'un brave homme ne meurt qu'une fois, et qu'un lâche meurt toute sa vie. Si quelque accident devait m'arriver dans cette rencontre, je suis certain du moins que ma conduite aura été de nature à vous donner des titres à la bienveillance royale. Ne croyez pas cependant que j'aie aucun sinistre pressentiment, et que je craigne vraiment de ne plus vous revoir ; mais, s'il en devait être autrement, que la volonté de Dieu soit faite! mon nom ne sera jamais un déshonneur pour ceux qui le portent. Le peu que je possède, vous le savez, je vous l'ai déjà donné. Je voudrais que ce fût davantage, mais je n'ai jamais rien acquis d'une manière qui ne fût honorable, et ce que je vous donne vient de mains qui sont pures. »

Au mois d'octobre 1794, lord Hood rentra en Angleterre sur le *Victory*, et laissa le commandement temporaire de la flotte au vice-amiral Hotham. Il avait eu souvent à se plaindre de la négligence avec laquelle l'amirauté pourvoyait aux besoins de son escadre, et, à son arrivée en Angleterre, il s'en expliqua avec vivacité. Il était, vers le mois d'avril 1795, à la veille de mettre sous voiles pour aller reprendre le commandement de la flotte de la Méditerranée, quand il crut devoir, avant de partir, adresser de nouvelles remontrances à l'amirauté sur l'insuffisance des forces entretenues dans cette station. Son insistance excita un tel mécontentement dans le conseil, que le 2 mai il reçut, de la façon la plus inattendue, l'ordre d'amener son pavillon, qui ne fut jamais rehissé depuis cette époque. L'amiral sir John Jervis fut nommé pour lui succéder, et partit pour la Méditerranée le 11 novembre 1795. Le commandement de la flotte anglaise resta donc pendant plus d'une année entre les mains du vice-amiral Hotham, qui ne l'avait reçu que d'une manière provisoire, et il est probable que cet officier l'eût con-

servé définitivement, s'il eût su se montrer à la hauteur d'une tâche qui était réellement au-dessus de ses forces.

« Hotham, écrivait Nelson, est assurément le meilleur homme qu'on puisse voir, mais il prend les choses trop philosophiquement. Il faudrait ici un homme actif et entreprenant, et il n'est ni l'un ni l'autre. Pourvu que chaque mois se passe sans que nous ayons de notre côté essuyé aucune perte, il se tient pour satisfait. Sous aucun rapport, il n'est comparable à lord Hood. Ce dernier est vraiment l'officier le plus remarquable que j'aie connu. Lord Howe est certainement un officier d'un rare mérite pour conduire et diriger une flotte, mais c'est tout. Lord Hood est également supérieur dans toutes les positions où puisse se trouver un amiral. »

Jusqu'au moment où Nelson connut l'amiral Jervis, lord Hood paraît avoir réalisé à ses yeux l'idéal du commandant en chef. Aussi apprit-il avec indignation la brusque destitution dont cet amiral venait d'être l'objet. « Oh ! misérable amirauté! écrivait-il à son frère; ces gens-là ont obligé le premier officier de notre marine à quitter son commandement. L'ancienne amirauté peut avoir causé la perte de quelques bâtiments de commerce par son inertie et sa négligence; celle-ci a compromis toute une flotte de bâtiments de guerre. L'absence de lord Hood est une calamité nationale. »

Les réclamations de lord Hood avaient été présentées avec une vivacité qu'il regretta plus tard, mais elles étaient fondées. L'escadre qu'il avait laissée à l'amiral Hotham était en effet dépourvue de tout, et la plupart de ses vaisseaux auraient eu besoin de rentrer au port pour s'y refaire et s'y réparer. Jetée à une si grande distance de l'Angleterre, qu'elle devait redouter une victoire incomplète presque à l'égal d'un revers, par l'impossibilité où elle se fût trouvée après cette victoire de remplacer les mâts qu'elle eût perdus (1), cette flotte avait, en présence de l'alliance déjà douteuse de l'Espagne, la Corse à défendre, les Autrichiens à assister dans leurs opérations sur la côte de Gênes, le commerce anglais à protéger contre une multitude de corsaires, et, dans le port même de Toulon, une escadre sans cesse menaçante à surveiller et à contenir. Sidney Smith n'avait pas tout brûlé dans ce malheureux port : Nelson, qui éprouvait peu de sympathie pour *ce grand parleur*, avait déjà exprimé la crainte qu'il n'eût fait en cette occasion « moins de besogne que de bruit; » en effet, au lieu de 17 vaisseaux français, comme on l'avait annoncé en Angleterre, il n'y en avait eu que 9 de détruits. Aussi, cinq mois à peine après l'évacuation de Toulon, l'amiral Martin avait pu prendre la mer avec 7 vaisseaux : chassant devant lui la division de l'amiral Hotham, il avait courageusement essayé de jeter des secours dans Calvi, assiégé par les troupes anglaises; mais, poursuivi par la flotte de lord Hood, il avait dû se réfugier dans le golfe Jouan, où, embossé sous la protection des forts de l'île Sainte-Marguerite, il avait défié pendant plusieurs jours les attaques de l'ennemi.

Cette première tentative sur la Corse et l'activité que l'on continuait à dé-

(1) C'était l'opinion de Nelson lui-même et la meilleure preuve des chances favorables avec lesquelles nous pourrons toujours soutenir une guerre maritime dans ce bassin de la Méditerranée compris entre l'Afrique et la France, l'Espagne et les îles de Corse et de Sardaigne.

ployer dans nos arsenaux auraient dû ouvrir les yeux à l'amirauté anglaise et lui faire comprendre le danger auquel pouvait se trouver exposée la flotte de la Méditerranée, si quelque important renfort, trompant la surveillance de la flotte de la Manche, parvenait à sortir des ports de l'Océan et à se joindre aux vaisseaux déjà réunis à Toulon. Tel était en effet le plan qu'avait conçu, vers la fin de l'année 1794, le comité de salut public, et il est certain que l'exécution de ce projet eût pu amener dans la Méditerranée les plus importants résultats. Malgré les pertes qu'elle avait éprouvées à Toulon et au combat du 13 prairial, la France possédait encore à cette époque un imposant matériel. 35 vaisseaux de ligne, 13 frégates et 16 corvettes ou avisos se trouvaient en rade de Brest, prêts à prendre la mer. Le 31 décembre 1794, cette flotte, déjà réduite d'un vaisseau qui s'était perdu dans une première sortie, mit sous voiles et se dirigea vers la haute mer. Elle était commandée par le vice-amiral Villaret-Joyeuse, sous les ordres duquel on avait placé les contre-amiraux Bouvet, Nielly, Van-Stabel et Renaudin. Ce dernier, avec 6 vaisseaux, devait se détacher de la flotte dès qu'on n'aurait plus à craindre la rencontre de l'armée anglaise, et entrer dans la Méditerranée pour y rallier l'amiral Martin. Malheureusement la plus affreuse pénurie régnait alors dans nos arsenaux. On n'y avait trouvé ni bois ni cordages pour réparer les vaisseaux désemparés dans la journée du 13 prairial, et, au moment de faire sortir une flotte aussi considérable, on n'avait pas même des vivres suffisants à lui donner. La farine et le biscuit surtout manquaient complétement. Avec beaucoup de peine, on était parvenu à fournir six mois de vivres à l'escadre destinée à renforcer la flotte de Toulon, mais les autres vaisseaux de la flotte de Brest n'en avaient pu embarquer que pour quinze jours. Ainsi approvisionnés, avec des mâts jumelés parce qu'on n'avait pu les changer, des gréements en mauvais état, des coques mal réparées et mal calfatées, ces vaisseaux étaient envoyés à la mer au cœur de l'hiver, pour y affronter les tempêtes inévitables du golfe de Gascogne et la rencontre probable de 33 vaisseaux ennemis. Les vents contraires obligèrent bientôt les 6 vaisseaux destinés pour Toulon à partager leurs vivres avec leurs compagnons, menacés d'en manquer. Arrivée à cent cinquante lieues de nos côtes, la flotte, déjà dispersée, fut assaillie par un coup de vent si violent, que trois vaisseaux, *le Neuf Thermidor, le Scipion* et *le Superbe,* coulèrent à la mer; *le Neptune* se jeta à la côte entre Bréhat et Morlaix, et, un mois après avoir quitté Brest, les débris de ce puissant armement regagnèrent le port sans avoir pu atteindre le but qu'on s'était proposé par cette désastreuse sortie.

De pareilles expéditions semblent fabuleuses aujourd'hui : des navires exposés à manquer de vivres à la mer, sombrant de vétusté au premier coup de vent, naviguant avec des mâts à demi brisés et des gréements hors de service, ce sont là des misères que notre génération n'a pas connues et a peine à comprendre. Telles étaient cependant les difficultés contre lesquelles eurent à lutter nos marins pendant les premières années de la république. Il fallait sans doute beaucoup de résolution et d'énergie pour ne pas se laisser abattre par des chances aussi défavorables; il fallait surtout que ces hommes fussent animés d'un dévouement bien profond, d'une abnégation bien exaltée, pour qu'ils consentissent à engager leur honneur et leur responsabilité dans des entreprises fatalement destinées à d'aussi déplorables issues. Nous ne pouvons apprécier ce qui se passait alors dans notre marine sans embrasser du même coup d'œil l'ensemble de cette époque fiévreuse,

où le même cachet d'outrecuidance et d'audace se retrouve dans le gouvernement de la société comme dans la conduite de la guerre, dans les plans de constitutions politiques comme dans ceux d'expéditions militaires. Malheureusement l'influence de cette époque révolutionnaire et de la direction qu'elle avait donnée à la guerre maritime ne s'éteignit point complétement avec elle. Longtemps après qu'elle eut fait place à des temps mieux réglés et plus prospères, on vivait encore à bord de nos vaisseaux sur ces traditions de désordre et de négligence, qu'elle avait léguées à la marine de l'empire. Avant tout, on s'y confiait dans son courage, dans sa ferme résolution de mourir à son poste et de vendre chèrement sa vie; mais on y songeait peu à préparer un succès certain par des soins constants et des dispositions habiles; puis, le jour de l'action venu, si l'on se trouvait en face d'un ennemi mieux exercé, mieux discipliné, maniant avec plus de facilité et de précision ses voiles et ses canons, on se tenait pour satisfait de ne laisser entre ses mains que des mâts abattus, des ponts jonchés de cadavres, un vaisseau près de couler, et l'on éprouvait une sorte de fierté à voir le vainqueur lui-même effrayé de tant de sang répandu, et comme consterné d'une pareille victoire. Ce fut une malheureuse guerre, mais ce fut une guerre héroïque que celle qui se poursuivit ainsi pendant vingt ans. Suivant nous, on n'a point assez dit sous quel astre contraire nos marins combattirent à cette époque; on n'a point assez fait sentir combien les institutions leur ont manqué; on n'a point assez honoré leur résignation sublime, leurs combats sans espoir, leurs sacrifices sans illusion et sans peur. Gardons-nous de méconnaître la gloire qui s'attache à de pareils faits d'armes, gardons-nous de la répudier, car le courage malheureux, quand il a cette dignité et cette persévérance, offre quelque chose de plus touchant, de plus digne de nos hommages peut-être que le courage favorisé par la fortune. « Le succès, a dit souvent Nelson, suffit pour couvrir bien des fautes, mais combien de belles actions restent à jamais ensevelies sous une défaite ! »

VI.

Quoique le plan de la convention eût échoué, la flotte de Toulon, portée successivement par de prodigieux efforts à 15 vaisseaux de ligne, appareilla de ce port le 3 mars 1795 pour tenter un nouveau coup de main sur la Corse et essayer d'y jeter un corps de 6,000 hommes. L'amiral Hotham était en ce moment à Livourne, où il avait conduit son escadre, afin de se trouver à portée de favoriser les opérations de l'armée autrichienne, qui manœuvrait sur les côtes de la Rivière de Gênes. Ses éclaireurs lui annoncèrent bientôt la sortie de l'escadre française, et lui apprirent la capture d'un de ses vaisseaux, le *Berwick*, qui, sorti de Saint-Florent pour venir le rejoindre à Livourne, avait donné au milieu de l'avant-garde ennemie. Avec les 14 vaisseaux qui lui restaient, l'amiral Hotham se porta immédiatement à la rencontre de l'amiral Martin, tremblant d'arriver trop tard et de trouver le débarquement des troupes françaises déjà effectué. Malheureusement l'amiral Martin n'avait point osé tenter cette opération avec la perspective de la voir interrompue par l'arrivée d'une escadre dont les éclaireurs étaient déjà venus le reconnaître, et, après avoir capturé le *Berwick*, il s'était décidé à rallier les côtes de Provence. Sa route l'avait conduit vers l'entrée du golfe

de Gênes, quand, le 12 mars 1795, il aperçut l'escadre anglaise. Le vent soufflait de l'ouest et du sud-ouest par fortes rafales. Pendant la nuit, un vaisseau français, *le Mercure*, perdit son grand mât de hune, et, se séparant de la flotte, parvint à gagner le golfe Jouan sous l'escorte d'une frégate.

Ainsi réduite au même nombre de vaisseaux que l'escadre anglaise, notre flotte avait le désavantage de ne compter dans ses rangs qu'un seul trois-ponts, *le Sans-Culotte* (et encore ce vaisseau fut-il obligé, par les avaries qu'il éprouva le lendemain, de quitter son poste pendant la nuit du 13 au 14 mars et d'aller se réfugier à Gênes), tandis que l'amiral Hotham, dont le pavillon flottait à bord d'un vaisseau de 100 canons, le *Britannia*, avait en outre trois vaisseaux de 98 sous ses ordres. Il est vrai que, si la présence de ces vaisseaux contribuait à donner à l'escadre anglaise une apparence formidable, elle avait aussi pour résultat de retarder et d'embarrasser tous ses mouvements, ces vaisseaux étant de très-mauvais marcheurs en général, et obligeant les 74 à diminuer de voiles pour les attendre. L'amiral Martin se trouvait donc à peu près le maître de chercher ou de fuir un engagement. Les instructions de la convention lui recommandaient, dit-on, de ne pas éviter le combat, et, en effet, le 12 mars, quand il avait, pour la première fois, aperçu l'ennemi sous le vent de son escadre, il avait résolûment laissé arriver sur sa ligne de bataille, comme s'il eût été décidé à en venir immédiatement aux mains; mais la séparation du vaisseau *le Mercure* et la vue des quatre trois-ponts rangés sous le pavillon de l'amiral Hotham ébranlèrent sa résolution, et, encore incertain s'il se retirerait devant l'escadre anglaise ou s'il prendrait l'offensive, il passa la nuit du 12 au 13 mars à petite distance de la ligne ennemie, qui, placée sous le vent, tenait ses feux allumés, et semblait moins poursuivre notre escadre que l'attendre. Le 13 cependant, au point du jour, l'amiral Hotham se décida à signaler à ses vaisseaux de chasser en avant et d'augmenter de voiles. A huit heures du matin, le vaisseau français de 80 *le Ça ira*, commandé par le capitaine Coudé, aborda le vaisseau qui le précédait et perdit ses deux mâts de hune. Rapproché comme il l'était alors de l'avant-garde anglaise, ce vaisseau ainsi désemparé se trouvait gravement compromis, et une des frégates ennemies, *l'Inconstant*, commençait déjà à le canonner, quand une de nos frégates, *la Vestale*, laissant arriver sur lui, le prit à la remorque, malgré l'approche du vaisseau *l'Agamemnon*, qui s'avançait alors sous toutes voiles. Nelson avait témoigné l'intention de n'ouvrir son feu que lorsqu'il serait à bout portant du *Ça ira*; mais ce vaisseau parut tirer avec tant de précision ses canons de retraite, les seuls qu'il pût diriger contre *l'Agamemnon*, que Nelson, ne voyant point autour de lui d'autres vaisseaux qui pussent le soutenir, s'il venait à être démâté, jugea prudent de ne point se présenter sous la volée d'un aussi redoutable antagoniste. Manœuvrant avec beaucoup de sang-froid et d'habileté, comme on le peut faire quand on commande un bon vaisseau et un équipage exercé, il eut soin de se tenir par la hanche du *Ça ira*, et profita de sa marche supérieure pour lui envoyer, dans de fréquentes arrivées, des bordées qui eurent bientôt mis les voiles de ce vaisseau en lambeaux, et l'empêchèrent de s'occuper de la réparation de ses avaries. Cependant plusieurs vaisseaux français avaient viré de bord et menaçaient de couper *l'Agamemnon* de la flotte anglaise. *Le Ça ira* lui-même, avec l'assistance de la frégate qui le remorquait, était parvenu à exécuter la même évolution et à faire route vers les vaisseaux qui s'avançaient à son secours. Nelson dut céder à la nécessité et obéir aux signaux de l'amiral Hotham, qui rappelait

son avant-garde, craignant de la compromettre dans un engagement partiel avec des forces supérieures. A deux heures et demie de l'après-midi, le feu cessa de part et d'autre. Le vaisseau *le Censeur,* que commandait le capitaine Benoît, remplaça la frégate *la Vestale,* qui avait jusque-là remorqué *le Ça ira,* et à laquelle ce vaisseau devait son salut. Les deux escadres, reformant aussi bien que possible leur ligne de bataille, passèrent encore cette nuit à vue l'une de l'autre, et attendirent le jour avec impatience.

Au lever du soleil, il faisait presque calme : *le Sans-Culotte,* qui, pendant la nuit, s'était séparé de la flotte française, avait disparu et se dirigeait sur Gênes; *le Censeur* et *le Ça ira* étaient sous le vent à une distance considérable des autres vaisseaux, et l'escadre anglaise, profitant d'une petite brise de nord qui venait de s'élever et lui avait donné l'avantage du vent, se portait sur ces deux vaisseaux ainsi isolés, comptant s'en emparer avant que le reste de notre flotte pût leur venir en aide. Les premiers vaisseaux anglais qui se présentèrent pour attaquer *le Censeur* et *le Ça ira* furent deux vaisseaux de 74, le *Captain* et le *Bedford.* Pendant que les deux amiraux multipliaient les signaux pour amener de nouvelles forces sur le lieu du combat, ces quatre vaisseaux échangeaient déjà de rapides volées en présence des deux flottes, rendues immobiles par le calme plat qui venait de succéder à une folle brise bientôt éteinte : on eût dit, à les voir au milieu de ce champ clos, de valeureux champions choisis par les deux armées pour éprouver la fortune de la journée. Quoique placés par les avaries du *Ça ira* dans la position la plus désavantageuse, les vaisseaux français n'avaient point paru s'émouvoir de cet engagement inégal. Unis l'un à l'autre comme ces jeunes héros que Thèbes envoyait au combat, ils présentaient, sous ce ciel aussi bleu que celui de la Grèce, sur ces flots aussi purs que ceux de Salamine, un spectacle imposant et digne de l'antiquité. Le vaisseau *le Censeur,* encore frais et valide, qui n'avait point une corde coupée ni une voile avariée, qui eût pu échapper sans peine à cette terrible chance d'avoir bientôt toute une flotte à combattre, se tenait, au contraire, plus serré contre son compagnon à l'approche du danger, comme pour lui mieux garantir son concours et sa résolution de partager sa fortune. Le sort sembla vouloir favoriser cette détermination héroïque. Au bout d'une heure, le vaisseau le *Captain* n'avait point une voile qui pût lui servir; son gréement était haché, plusieurs de ses mâts se trouvaient compromis par les boulets qu'ils avaient reçus, et, se hâtant de s'éloigner sous les lambeaux de voiles qui lui restaient, il faisait à l'amiral Hotham le signal de détresse. Le *Bedford* avait moins souffert, mais il était également obligé de se faire remorquer par ses canots hors de la portée de ses redoutables adversaires.

Cependant quatre nouveaux vaisseaux anglais, aidés par un souffle de vent, l'*Illustrious, le Courageux, la Princesse royale* de 98, portant le pavillon de l'amiral Goodall, et *l'Agamemnon,* alors à son poste de bataille, s'avançaient pour remplacer les bâtiments que *le Censeur* et *le Ça ira* avaient désemparés. De son côté, l'amiral Martin, qui avait arboré son pavillon sur une frégate, profitant de la brise qui venait de s'élever du nord-ouest, faisait signal à son escadre de virer vent arrière, et de suivre, par un mouvement successif, en se repliant vers la queue de la ligne, le vaisseau *le Duquesne,* chef de file de l'armée, auquel il confiait le soin de conduire nos vaisseaux entre la flotte anglaise et les deux bâtiments qu'elle s'apprêtait à accabler. Les intentions de l'amiral furent mal comprises, ou le vaisseau *le Duquesne* n'osa point, à cause de la faiblesse de la brise,

les exécuter. Il vint au vent, et, gouvernant parallèlement à la ligne anglaise, la canonna du côté opposé à celui où se trouvaient *le Censeur* et *le Ça ira* (1). Nos autres vaisseaux le suivirent, et, comme les capitaines Benoît et Coudé persistaient bravement à combattre, l'avant-garde anglaise se trouva. pendant quelque temps, placée entre deux feux et obligée de servir ses canons des deux bords. Ses deux premiers vaisseaux, l'*Illustrious* et *le Courageux,* virent tomber bientôt leur grand mât et leur mât d'artimon, et eurent, en moins d'une heure. 35 hommes tués et 95 blessés. Malheureusement notre avant-garde ne poursuivit point ses avantages. Entraînant par son exemple le reste de l'armée, elle s'éloigna et laissa sur le champ de bataille, comme on l'avait déjà vu dans mainte affaire funeste à notre pavillon, des ennemis près de se rendre, et deux de nos vaisseaux bien dignes assurément qu'une flotte se compromît pour les sauver. Avant de se laisser amariner, *le Censeur* et *le Ça ira* avaient perdu 400 hommes, vu tomber une partie de leur mâture et désemparé quatre vaisseaux ennemis, dont l'un, l'*Illustrious*, se jeta à la côte, deux jours après, par suite de ses avaries.

Que l'on compare cette magnifique défense avec celle du *Berwick,* capturé quelques jours auparavant par l'escadre française après avoir perdu un seul homme, son capitaine, et avoir eu quatre matelots blessés, et l'on pourra juger si en effet, comme on l'a voulu dire, dans nos derniers combats, c'est la persévérance qui nous a manqué. Les Anglais, nous en pouvons éprouver un juste sentiment d'orgueil, ont bien peu d'actions de guerre dont on puisse comparer l'héroïsme à la noble résistance de ces deux vaisseaux, à la défense du *Guillaume Tell,* célèbre dans les deux marines, à celle du *Vengeur* ou du *Redoutable;* mais il faut dire à leur gloire (et on peut apprécier par là l'influence qu'exerçaient sur leurs escadres des institutions plus fortes, l'habitude de la soumission aux signaux de l'amiral et la crainte de cette opinion publique qui avait déjà sacrifié le malheureux Byng à ses exigences); il faut dire que, si l'escadre de l'amiral Hotham se fût trouvée le 7 mars à portée de secourir le *Berwick,* ce vaisseau n'eût probablement point été abandonné sur le champ de bataille, comme furent abandonnés *le Censeur* et *le Ça ira.* Ce triste résultat ne saurait du reste être imputé sans injustice à l'amiral Martin. Il avait signalé la seule manœuvre qui pût sauver ses deux vaisseaux compromis, et il y eût probablement réussi, si son pavillon, au lieu de flotter à bord d'une frégate, eût été arboré à bord d'un des vaisseaux engagés, et si, au lieu d'avoir à signaler à ses capitaines de se porter au feu, il eût eu la liberté, comme Nelson et Collingwood à Trafalgar, de les y conduire lui-même; mais les instructions du gouvernement étaient alors positives. Au moment du combat, l'amiral devait quitter son vaisseau et monter à bord d'une des frégates de l'escadre. Cette détestable disposition avait été adoptée en France depuis que le comte de Grasse avait été capturé sur *la Ville de Paris* par la flotte de lord Rodney, et il en résultait que deux des plus braves officiers généraux de notre marine, dont l'exemple eût suffi pour entraîner leurs capitaines, l'amiral

(1) ... « Le général. voulant profiter de ce souffle de vent que nous semblions recevoir, signala à l'armée de se former en bataille pour dégager les deux vaisseaux assaillis; mais *le Duquesne*, qui était chef de file, loin d'exécuter l'ordre, a tenu le vent et a passé au vent de l'escadre anglaise, au lieu d'arriver entre nos deux vaisseaux et l'armée ennemie, ce qui les aurait probablement sauvés. » (Rapport du représentant du peuple Letourneur de la Manche, en mission près l'armée navale de la Méditerranée, 26 ventôse an III.)

Martin et l'amiral Villaret-Joyeuse, se voyaient à la même époque, l'un devant Gênes, l'autre devant l'île de Groix, obligés de rester spectateurs désespérés de la mollesse et des fausses manœuvres de leurs vaisseaux. A Trafalgar aussi, on pressait Nelson de passer à bord d'une frégate, afin de se mettre à portée de mieux juger des événements et de transmettre plus facilement ses ordres; mais à ces sollicitations et aux raisons dont on les appuyait il répondit que rien dans un combat ne valait *la force de l'exemple,* et, sans vouloir même permettre qu'un autre vaisseau passât devant le sien, il conserva, à la tête de sa colonne, le poste périlleux qu'avait choisi son courage.

A la suite du combat du 14 mars 1795, les deux escadres se trouvèrent également affaiblies. Les Anglais nous avaient, il est vrai, enlevé deux vaisseaux, mais ils ne purent jamais parvenir à réparer *le Ça ira; le Censeur,* qui devait être repris plus tard sous le cap Saint-Vincent par le contre-amiral Richery, fut le seul qu'ils purent ajouter à leur escadre. De notre côté, nous avions capturé le *Berwick* et occasionné la perte de l'*Illustrious*. Le combat du 14 mars n'eût donc point été une affaire désastreuse pour notre marine, si l'abandon de deux vaisseaux sur le champ de bataille, en présence de forces à peu près égales, n'était un de ces événements funestes qui doivent peser sur le sort de toute une campagne. Nelson, avec la rapidité de coup d'œil et la sûreté de jugement d'un homme destiné à de grandes choses, avait compris qu'une escadre qui se résignait à de tels sacrifices était une escadre démoralisée, à demi vaincue, et qu'il fallait se hâter de poursuivre. Il se rendit donc à bord de l'amiral Hotham, le pressa de laisser ses vaisseaux désemparés et ceux qu'il venait d'amariner sous l'escorte de quelques frégates, et de se lancer avec les onze vaisseaux valides qui lui restaient à la poursuite de l'ennemi; « *mais lui, beaucoup plus calme,* écrivait Nelson à sa femme, me répondit : Nous devons être satisfaits, nous avons eu là une bonne journée. Pour moi, je vous l'avoue, je ne puis être de cet avis, car, de ces onze vaisseaux français qui fuyaient, en eussions-nous pris dix, si nous eussions laissé échapper le onzième, le pouvant capturer, je ne pourrais appeler cela une bonne journée. Je voudrais être amiral à mon tour, et commander une flotte anglaise. J'aurais bientôt obtenu de grands résultats ou éprouvé un grand revers. Ma nature ne saurait supporter de demi-mesures. Bien certainement, si la flotte eût été sous mes ordres le 14 mars, l'armée ennemie tout entière eût embelli mon triomphe, ou je me serais trouvé moi-même dans un terrible embarras. »

VII.

Malgré l'insuccès d'une première tentative, le gouvernement français n'avait point renoncé à envoyer des renforts à la flotte de la Méditerranée. Le 22 février 1795, le contre-amiral Renaudin, déjà illustré par le combat du *Vengeur,* partit de Brest avec six vaisseaux et trois frégates, et le 4 avril il mouillait en rade de Toulon, apportant au vice-amiral Martin un secours d'autant plus opportun, que, parmi les vaisseaux déjà rangés sous ses ordres, venaient de se manifester les symptômes les plus alarmants d'indiscipline. L'amiral Hotham, de son côté, avait été rallié à la hauteur de Minorque par une escadre de neuf vaisseaux que lui amenait le contre-amiral Mann. Ayant alors sous son pavillon 21 vaisseaux anglais

et 2 vaisseaux napolitains, il revint mouiller à Saint-Florent. Il ignorait que l'amiral Martin avait déjà repris la mer avec 17 vaisseaux et manœuvrait à l'entrée du golfe de Gênes. Ayant rencontré le vaisseau *l'Agamemnon*, que l'amiral Hotham avait détaché vers le général en chef de l'armée autrichienne, l'amiral Martin, dans l'espoir de s'emparer de ce vaisseau comme il s'était emparé du *Berwick*, le poursuivit jusqu'en vue de la baie de Saint-Florent, où était mouillée l'escadre anglaise. Ce ne fut que pendant la nuit que l'amiral Hotham put appareiller à la faveur d'une petite brise de terre. Présumant que la flotte française, instruite de la supériorité de ses forces, rallierait les côtes de Provence, il se dirigea vers les îles d'Hyères, et, le 12 juillet, apprit par des bâtiments neutres que cette flotte, peu éloignée de la sienne, faisait route pour gagner la terre. Pendant la nuit, un vent violent de nord-ouest occasionna à ses vaisseaux de nombreuses avaries. Six d'entre eux avaient déchiré leur grand hunier. Quand le lendemain matin la flotte française fut aperçue à quelques lieues sous le vent, l'amiral Hotham voulut, avant de l'attaquer, laisser à ses vaisseaux le temps de remplacer les voiles qu'ils avaient perdues, et il manqua ainsi l'occasion d'engager, avec 23 vaisseaux contre 17, un combat qui n'eût pu se terminer que par l'entière destruction de notre escadre. L'amiral Martin, profitant de cette faute, s'était empressé de rallier ses vaisseaux et de les diriger sous toutes voiles vers le golfe Jouan, qui se trouvait en ce moment le mouillage le plus facile à atteindre. Cependant le vent mollissait à mesure que nos vaisseaux se rapprochaient de la côte, et l'avant-garde ennemie s'avançait rapidement à la faveur de la brise qui régnait encore au large. Trois vaisseaux anglais s'étaient portés sur le serre-file de l'armée française, le vaisseau de 74 *l'Alcide*, qui, bientôt dégréé, se trouva, en quelques minutes, séparé par un assez grand intervalle du reste de la ligne. Ce fut en ce moment que la frégate *l'Alceste*, commandée par le capitaine Hubert, essaya de sauver *l'Alcide*, près d'être enveloppé par l'avant-garde ennemie. Quand les vaisseaux anglais virent cette noble frégate venir se jeter ainsi au plus épais de la canonnade, mettre fièrement en panne sur l'avant de *l'Alcide* et amener un canot pour lui envoyer un grelin de remorque, il y eut parmi eux un instant de surprise et d'hésitation, pendant lequel on cessa de tirer sur *l'Alcide*. Le capitaine du *Victory*, vaisseau à trois ponts que montait le contre-amiral Mann, était descendu lui-même dans les batteries, recommandant aux canonniers de réserver leur feu jusqu'au moment où ils pourraient le diriger sur la frégate; mais elle, recevant impassible cet ouragan de fer, ne songea à s'éloigner que lorsque son canot eut été coulé et qu'elle eut vu un effroyable incendie se déclarer à bord du vaisseau qu'elle voulait sauver. Réparant alors à la hâte les avaries qu'avait éprouvées son gréement, elle fit route vers la flotte française, laissant, a dit un témoin oculaire alors lieutenant à bord du *Victory*, « les vaisseaux anglais étonnés et pleins d'admiration pour cette manœuvre, *la plus hardie et la plus habile qui ait jamais été exécutée.* »

Le feu qui embrasait en ce moment le vaisseau *l'Alcide* avait pris dans sa hune de misaine où l'on avait réuni quelques grenades destinées à être lancées sur le pont de l'ennemi dans le cas où l'on en viendrait à l'abordage. En quelques minutes, les flammes eurent gagné la voilure et enveloppé le bâtiment. Sept vaisseaux anglais étaient alors engagés avec l'arrière-garde française, quelques autres s'en approchaient rapidement, mais l'amiral Hotham se trouvait encore avec le reste de son escadre à huit ou neuf milles en arrière. Cependant la brise,

qui avait d'abord soufflé du nord-ouest, venait de passer à l'est. Ce brusque changement, très-fréquent sur les côtes de Provence, donnait à l'amiral Martin l'avantage du vent sur l'escadre anglaise, mais ne lui permettait plus d'atteindre le golfe Jouan et d'y aller chercher la protection déjà éprouvée des batteries qui l'avaient couvert contre les vaisseaux de lord Hood. Notre escadre se dirigeait donc avec une faible brise vers le golfe de Fréjus, encore éloigné d'au moins trois ou quatre lieues, quand tout à coup les vaisseaux qui la poursuivaient cessèrent leur feu, et, virant de bord, se portèrent à la rencontre de l'amiral Hotham, Inquiet de la dispersion de son escadre et de la proximité de la terre, ce dernier, après avoir perdu le matin l'occasion d'accabler nos vaisseaux, en abandonnait la poursuite quand les vents les obligeaient à se réfugier dans un golfe ouvert et sans défense!

Le seul avantage que les Anglais retirèrent de cette escarmouche maladroite fut la destruction du vaisseau français *l'Alcide*. Une heure et demie environ après que l'incendie se fut déclaré à bord de ce malheureux navire, une explosion terrible en dispersa les débris et engloutit plus de la moitié de son équipage. Des 615 hommes qui se trouvaient en ce moment à son bord, 300 seulement purent être recueillis par les embarcations anglaises. Le reste périt victime d'un affreux accident qui s'est trop souvent renouvelé dans cette longue et funeste guerre.

Pour la première fois peut-être, dans cette affaire insignifiante, les Anglais remarquèrent l'incertitude de notre tir. Pendant deux heures, les vaisseaux de notre arrière-garde répondirent au feu de l'ennemi, sans lui causer d'autre dommage que de désemparer le *Culloden* d'un de ses mâts de hune, et encore, ainsi qu'on devait l'observer pendant la durée entière des hostilités, un système vicieux de pointage dirigeait-il nos coups vers la mâture plutôt qu'à la carène ou aux œuvres mortes des vaisseaux ennemis. Au lieu de s'occuper de rendre nos artilleurs plus habiles et leurs coups plus assurés, la convention ne songeait qu'à introduire à bord de nos navires de nouveaux moyens de destruction, dont l'emploi flattait son ardeur par le caractère même d'acharnement qu'il semblait prêter à cette guerre. Elle avait prescrit à bord de tous les vaisseaux de la république l'usage de projectiles incendiaires, d'obus et même de boulets rouges que l'on faisait chauffer dans des fours construits à cet effet dans l'entre-pont (1). Les Anglais parurent s'émouvoir d'abord de ce nouveau mode d'attaque, et Nelson lui-même traitait encore en 1795 ces procédés inusités d'*inventions diaboliques;* mais les premiers combats dans lesquels on fit usage de ces nouveaux projectiles eurent bientôt fixé l'opinion sur les effets qu'on en pouvait attendre, et convaincu l'ennemi, désormais rassuré, que ces créations du génie révolutionnaire étaient encore moins *diaboliques* que *puériles*. Aujourd'hui même, en effet, où la science pyrotechnique a fait d'immenses progrès, on peut se demander encore si les boulets creux méritent bien réellement l'effrayante réputation qu'on leur a faite, et si

(1) « .... Je fis signal de *faire rougir les boulets*.... A six heures, l'armée mouilla en rade de Fréjus. On fit *éteindre les fourneaux* et rétablir les branles. » (Rapport du contre-amiral Martin après l'engagement du 13 juillet 1795.) — « L'ennemi ne m'a point paru avoir souffert. Je présume cependant que tous les vaisseaux ont fait usage des *obus, boulets artificiels et boulets rouges*. J'en avais non-seulement fait le signal, mais même envoyé l'ordre verbal par nos frégates. » (Rapport du vice-amiral Villaret-Joyeuse après le combat du 7 messidor an III (23 juin 1795).

le tir plus rapide et plus sûr des projectiles pleins n'est point encore celui dont l'efficacité demeure le mieux établie (1).

Ce qui manquait à nos escadres en 1795, c'étaient moins des moyens de destruction formidables que l'art de s'en servir; c'était moins le matériel que le personnel, et, dans ce personnel, les équipages moins encore que les officiers. Ceux qui commandaient alors nos vaisseaux étaient pour la plupart fort ignorants de la tactique navale, et ne comprenaient qu'imparfaitement les signaux qui dirigent les mouvements d'ensemble d'une grande flotte. Les plus singulières méprises, commises souvent en présence même de l'ennemi, conduisaient à des désastres qu'il eût été facile d'éviter. Au combat de l'île de Groix, dans lequel commandait le vice-amiral Villaret-Joyeuse, encore plein des souvenirs de la guerre de 1778, et prompt à user, pour contenir les vaisseaux de lord Bridport, de toutes les ressources de la tactique, ce malheureux chef, menacé de voir son escadre entière entourée par des forces supérieures, essayait en vain, par des combinaisons toujours incomprises, de remédier aux fausses manœuvres qui l'obligeaient à combattre malgré lui. « L'insubordination de plusieurs capitaines, écrivait-il au ministre de la marine, et l'ignorance extrême de quelques autres rendirent nulles toutes mes mesures, et mon cœur fut navré des malheurs que je présageai dès ce moment. » Presque à la même époque, le représentant du peuple Letourneur de la Manche, envoyé en mission près de l'amiral Martin, faisait entendre les mêmes plaintes. « Les équipages, disait-il après le combat dans lequel avaient succombé *le Censeur* et *le Ça ira,* les équipages se sont conduits avec une intrépidité peu commune, et je suis convaincu que ce revers, dont ils ont été eux-mêmes à portée d'apprécier les causes, ne fera qu'ajouter à leur énergie. Il y a beaucoup de bonne volonté parmi les officiers, mais je ne puis vous dissimuler qu'elle n'est soutenue ni *par l'expérience ni par une capacité suffisante, au moins pour la plupart.* »

Les deux engagements de l'île de Groix et des îles d'Hyères terminèrent presque en même temps, dans l'Océan et dans la Méditerranée, la campagne de 1795. Cette campagne avait laissé de nouveaux vides dans les rangs déjà si éclaircis de nos escadres. Six vaisseaux étaient restés au pouvoir de l'ennemi, quatre vaisseaux avaient péri dans la désastreuse sortie de l'amiral Villaret; mais le contre-amiral Richery reprenait le vaisseau *le Censeur* sous le cap Saint-Vincent, et deux vaisseaux anglais, l'*Alexander,* capturé par le contre-amiral Nielly, le *Berwick,* enlevé par les frégates de l'amiral Martin, pouvaient compenser la prise de deux de nos vaisseaux et occuper la place qu'ils avaient laissée vacante. D'importants évé-

(1) Le plus grand inconvénient du tir à boulet rouge n'était pas le danger de l'incendie pour le vaisseau même qui usait de ce formidable moyen de destruction : c'était surtout la perte d'un temps précieux, l'intervalle qui séparait deux coups de canon étant généralement avec ce nouveau projectile de six ou huit minutes. On en peut juger par le tableau suivant, extrait d'un mémoire *inédit* du célèbre ingénieur Forfait, qui dirigea toutes ces expériences.

Calibres.	Intervalle entre deux coups de canon.	Temps nécessaire pour faire rougir les boulets.
pour du 8.	4 minutes.	20 minutes.
du 12.	4 1/2	24
du 18.	5	30
du 24.	6	46
du 36.	8	59

nements nous rendaient d'ailleurs ces nouvelles pertes moins sensibles : le 5 avril, la paix avait été signée avec la Prusse ; le 16 mai, la Hollande s'unissait avec nous contre l'Angleterre, et l'Espagne allait bientôt suivre son exemple. Les plus grands dangers étaient donc passés, et la révolution ne pouvait plus douter du succès de sa cause. De sublimes efforts avaient préparé ce triomphe; d'immenses sacrifices en avaient déjà payé le prix. Notre marine surtout avait cruellement souffert dans cette lutte inégale, car elle avait perdu 33 vaisseaux depuis le commencement de la guerre. De ces 33 vaisseaux, nos discordes civiles en avaient livré 13 à l'ennemi ; la triste nécessité d'expéditions hâtives et mal conçues en avait livré 7 aux rigueurs de l'hiver; l'Angleterre avait conquis le reste sur le champ de bataille.

Cette période de décadence, malgré les atteintes profondes qu'elle avait portées à notre avenir maritime, ne renfermait point cependant de journée qu'on pût dire plus funeste à nos armes que le malheureux combat soutenu par M. de Grasse, en 1782, dans le canal de la Dominique. Les vaisseaux anglais étaient déjà mieux exercés que les nôtres ; mais nulle part, à cette époque, on ne trouve exprimé le sentiment de cette infériorité que Villeneuve proclamait avec tant de découragement quelques années plus tard. C'est à la faveur d'une immobilité apparente, de cette stagnation trompeuse qui suivit l'agitation de nos premières campagnes, que devait se préparer une nouvelle ère maritime. Trois années allaient s'écouler sans amener de nouvelles rencontres entre nos escadres et celles de l'Angleterre. Nos alliés seuls, pendant ce temps, étaient destinés à supporter le poids de la guerre, et nos vaisseaux n'y devaient prendre part que dans des engagements isolés. Aucun d'eux, depuis le combat de l'île de Groix jusqu'à la fatale nuit d'Aboukir, ne vint enrichir la marine ennemie; mais les avantages que remportèrent en 1797 sir John Jervis sur la marine espagnole, et l'amiral Duncan sur la marine hollandaise, étaient de nature à exciter de plus sérieuses alarmes que la perte de quelques vaisseaux, car ils indiquaient déjà de merveilleux progrès dans l'organisation et la discipline militaire des escadres anglaises. Ces deux combats peuvent être regardés comme les précurseurs d'Aboukir, celui du cap Saint-Vincent plus encore que celui de Camperdown. Au milieu des plus sérieux embarras qui aient jamais menacé l'Angleterre, ils ouvrent cette période de périls et de gloire qui devait consacrer sa puissance, et font pressentir à notre marine une lutte plus inégale encore. Quand Brueys, en effet, au lieu de l'amiral Hotham, eut à combattre dans les eaux de l'Égypte l'amiral Nelson, ce n'étaient point non plus les vaisseaux novices impunément bravés par l'amiral Martin qui vinrent si hardiment s'embosser devant sa ligne de bataille; c'étaient les vétérans de lord Jervis, les vainqueurs du cap Saint-Vincent, l'élite de cette flotte devenue dès ce jour l'orgueil et l'espoir de l'Angleterre.

Jurien de La Gravière.

L'HACIENDA DE LA NORIA.

II.

BERMUDES-EL-MATASIETE;

SCÈNES DE LA VIE DES BOIS EN AMÉRIQUE. [1]

A une portée de fusil de l'*hacienda,* une trentaine de huttes, capricieusement groupées, servaient d'habitations aux *peones* ou travailleurs à gages. L'aspect de ces cabanes n'annonçait pas la misère : il semblait que la nature se fût complu à jeter le voile d'une végétation luxuriante sur les parois de bambous ou de fagots qui disparaissaient sous les larges feuilles et les tiges grimpantes des calebassiers aux calices d'or. Chaque hutte s'élevait au milieu d'un enclos formé par une haie vive de cactus cierges, que des volubilis aux clochettes multicolores couvraient de leurs réseaux serrés ; mais l'intérieur des cabanes était loin de répondre à ces riants dehors. Tout y trahissait le dénûment affreux qui est le partage du *peon.* Sur la terre qu'on lui concède, chaque travailleur ne peut en effet cultiver à son profit que le carré de piment et de tabac qui lui est accordé par le maître de la ferme, et le temps qu'exige l'exploitation de ce petit coin de terre est pris sur ses heures de repos. Un monopole impitoyable le force d'acheter à l'hacienda le blé, le maïs, les objets manufacturés nécessaires à sa consommation, et dont le prix dépasse de beaucoup son modique salaire. Le travailleur libre d'une hacienda achète donc presque tout à crédit, et le propriétaire reste éternellement son créancier. Aussi le *dia de raya* (le jour de paie) est-il, dans ces fermes, un jour néfaste, au lieu d'être, comme partout ailleurs, un jour de fête, car chaque semaine ajoute une nouvelle charge au fardeau déjà si lourd qui pèse sur le péon.

La condition de ces travailleurs à gages, on peut l'affirmer sans crainte, est

(1) Voyez la livraison du 30 septembre.

pire que celle des nègres de nos colonies, et cependant jamais la philanthropie n'a accordé à leur triste sort un peu de cette compassion qu'elle prodigue si souvent à de moins réelles misères. Le nègre esclave a sa cabane où il se repose après les heures de travail, dont la loi fixe le nombre. Une distribution copieuse de poisson salé, son mets favori, répare ses forces, et, s'il tombe malade, les soins d'un médecin ne lui manquent jamais. L'insouciance du maître laisse, au contraire, le péon exposé sans défense aux atteintes de la maladie et de la faim. L'esclave noir peut entrevoir le moment où il rachètera une liberté dont il ne saura que faire sans doute, mais dont la perspective lui sourit ; le travailleur libre n'a devant lui qu'un esclavage sans limite, car son salaire sera toujours inférieur aux dettes que le monopole le force à contracter. L'influence de l'ancien joug espagnol pèse encore, on le voit, sur une partie de la population mexicaine presque aussi lourdement qu'au jour de la conquête ; la république a continué sans remords l'œuvre de l'absolutisme.

Je dirigeais souvent mes promenades vers les cabanes habitées par les péons. La boutique qui contenait les denrées et les objets manufacturés s'élevait au milieu du village. Un matin, je m'étais arrêté devant cette boutique pour observer les diverses transactions dont elle était le théâtre. Chaque péon tirait de sa poche un roseau creux long de six pouces, et dans lequel étaient roulés deux petits carrés de papier indiquant l'un le *doit,* l'autre l'*avoir.* Ces écritures sont d'une simplicité primitive. Une raie horizontale, tracée d'un bout à l'autre du papier, est la base du compte courant. Sur cette ligne longitudinale, d'autres raies perpendiculaires, plus ou moins prolongées (telle est l'étymologie du mot *raya* ou paie), des zéros et des demi-zéros servent à désigner les piastres et les demi-piastres, les réaux et les demi-réaux. Au milieu des acheteurs, qui ne se retiraient qu'après avoir longuement débattu leurs prix, je remarquai bientôt un individu plus hâve et plus maigre que les autres, qui se promenait avec hésitation en jetant sur la boutique des regards d'ardente convoitise. A la persistance avec laquelle il fumait cigarettes sur cigarettes, il était facile de voir que le pauvre péon cherchait à endormir les tiraillements d'un estomac affamé. Enfin il parut prendre une détermination héroïque, et s'avança vers la boutique en demandant un *cuartillo* de maïs.

— Voyons votre compte, dit le commis.

Le péon tira de sa poche son roseau, et en fit sortir son *grand livre ;* mais autant la ligne horizontale de l'*avoir* était parcimonieusement semée d'hiéroglyphes, autant celle du *doit* était surchargée de signes de toute espèce. Le commis refusa durement de lui vendre jusqu'à nouvel ordre, et lui rendit son compte. Le péon avait, selon toute apparence, prévu cette réponse, et la résignation aurait dû lui être facile ; cependant un désappointement douloureux se peignit sur sa figure, et ce fut d'une main tremblante qu'il essaya de faire rentrer dans l'étui de roseau le papier qu'il roulait convulsivement. Je me sentis alors ému de compassion, et je payai au commis le modeste emprunt que le pauvre travailleur était venu solliciter en vain. Le péon me témoigna sur-le-champ sa reconnaissance en m'empruntant un second réal (60 centimes), et en me priant de l'accompagner dans sa cabane pour guérir sa femme, malade depuis fort longtemps. J'appris, dans le court trajet que nous fîmes ensemble, que c'était cette maladie qui l'avait assez arriéré pour qu'on lui refusât un crédit dont il avait plus besoin que jamais.

Je trouvai dans la hutte du péon le dénûment que je m'attendais à y rencon-

trer. Quelques vases de terre cuite, deux ou trois têtes de bœuf desséchées qui servaient de siéges, composaient tout l'ameublement. Deux enfants nus, le ventre ballonné, les jambes grêles, les cheveux pendants, allaient et venaient autour d'une femme dont la figure pâle et amaigrie indiquait le dernier terme d'une maladie de langueur. Étendue plutôt qu'assise sous un hangar qui s'élevait sur la cour intérieure, cette femme balançait d'une main affaiblie, à l'aide d'une ficelle d'aloès, un petit hamac suspendu aux piliers du hangar, et dans lequel un jeune enfant dormait au soleil; c'était un triste tableau. Je cherchai à rassurer le père en lui conseillant de substituer au piment et aux fruits des cactus, dont toute la famille se nourrissait, un système d'alimentation mieux approprié à la débile santé de sa femme; mais je ne me dissimulais pas que, pour ces malheureux privés de tout, ma recette était impraticable. Le père m'écoutait cependant en se frottant les mains et en donnant tous les signes d'un contentement que je n'osais regarder comme l'effet de mes exhortations. Aux questions que je lui adressai sur cette joie subite et singulière, il répondit que la sainte Vierge venait de lui envoyer une idée, et que l'abondance ne tarderait pas à rentrer dans son logis. En parlant ainsi, il caressait de l'œil une vieille carabine toute rouillée qui se trouvait dans un coin de la cabane. C'est en vain que je l'interrogeai sur l'usage qu'il comptait en faire. Le péon ne voulut pas s'expliquer et se contenta de me répéter que c'était une triomphante, une glorieuse idée. Je le quittai donc sans avoir pu lui arracher son secret, mais rassuré par la pensée que cette carabine rongée par la rouille ne pouvait être que fort inoffensive, excepté pour celui qui s'en servirait.

Deux jours après, j'entrais le matin chez le propriétaire de l'hacienda ; je le trouvai pourpre de colère, et tançant rudement un pauvre diable qui, une carabine sous le bras, la tête baissée, tournait gauchement son chapeau entre ses mains. Je reconnus le péon.

— Ah! seigneur don Ramon, demandai-je à l'*hacendero*, quelle funeste nouvelle venez-vous d'apprendre?

— Ce que je viens d'apprendre! s'écria don Ramon, c'est que mes gens (Dieu me pardonne!) s'entendent avec les jaguars au détriment de mes bestiaux. Encore un poulain que je viens de perdre par la maladresse de celui-ci.

Puis il continua avec une véhémence toujours croissante :

— Vous savez que depuis quelque temps ces damnés jaguars font chaque soir de nouveaux ravages dans mes troupeaux. Or, hier matin, ce drôle m'aborde pour me faire part d'une idée que la sainte Vierge, disait-il, lui avait envoyée dans mon intérêt.

— Je le croyais, interrompit humblement l'accusé.

— Il s'agissait, continua don Ramon, de se mettre à l'affût du jaguar dans un endroit qu'il me désigna, et de l'y attirer au moyen d'un poulain qui servirait d'appât. Il avait l'air si sûr de son fait, si certain de gagner les 10 piastres (50 francs) de prime, que j'eus la sottise de lui confier un jeune poulain de six mois. Voyons, drôle! parle! Qu'as-tu fait de ce pauvre animal? Comment cela s'est-il passé?

— Eh bien! seigneur maître, dit timidement le péon, voilà donc que j'étais embusqué depuis deux heures derrière un fourré; le poulain était attaché à dix pas devant moi, regimbant, criant pour aller rejoindre sa mère, lorsque tout à coup j'aperçois dans l'obscurité deux yeux qui flamboyaient comme des cigarettes allumées. Je visai dans cette direction, je recommandai mon âme à Dieu, et je fis feu en détournant la tête...

— Et, au lieu du tigre, tu tuas le poulain! s'écria le propriétaire exaspéré.

— Oh! seigneur maître, interrompit énergiquement le tireur blessé dans son amour-propre, je n'ai fait que l'estropier!

— Tué ou estropié, n'est-ce pas la même chose? hurla l'hacendero. Eh bien! va-t'en au diable! ou plutôt, va te faire mettre huit heures au *cepo*.

— C'était cependant une heureuse idée, dit tristement le pauvre péon, qui voyait s'évanouir l'abondance qu'il avait rêvée pour sa famille affamée; puis il sortit la tête basse, l'air résigné, quoique deux larmes sillonnassent ses joues amaigries. C'était donc les mains vides qu'il devait rentrer dans sa cabane, c'était un supplice de huit heures qu'il avait gagné en exposant sa vie, sauvée par un miraculeux hasard. Je connaissais la profonde misère de ce malheureux, j'avais partagé son espoir, bien qu'il m'eût fait un mystère de ses projets. Un dénoûment si triste m'émut profondément.

— Ah! si Bermudes était ici, s'écria don Ramon, je n'aurais pas à gémir sur tant de pertes réitérées. Que Dieu et monseigneur saint Joseph permettent que Bermudes revienne bientôt!

— Ce Bermudes, surnommé *el Matasiete* (1), était ce même chasseur que j'avais rencontré en compagnie d'un *coureur des bois* canadien lors de mon excursion au *placer* de Bacuache, et qui m'avait donné, on s'en souvient peut-être, rendez-vous à la Noria (2).

Les ferventes prières du propriétaire durent certainement monter jusqu'au ciel, car, au moment même où il les prononçait, un homme entra dans la salle où nous étions, et dans cet homme, que la Providence semblait ramener à la ferme, je reconnus Bermudes-el-Matasiete. Un mouchoir à carreaux, tout maculé de larges taches de sang desséché, était son unique coiffure. Les boutons de métal et les galons d'argent qui, bien que ternis, rehaussaient encore quelque peu sa veste et ses pantalons de cuir, avaient disparu jusqu'au dernier. Des lambeaux de chemise s'échappaient par les déchirures de la veste en mèches effilées, et les doigts des pieds sortaient de ses chaussures usées par la marche. Quant à sa figure, elle gardait encore l'expression d'intrépidité chevaleresque qui déjà m'avait frappé. Le soleil avait seulement ajouté une teinte plus foncée encore au hâle de ses joues.

— Est-ce bien toi, Matasiete? s'écria don Ramon en s'avançant vers lui comme pour s'assurer qu'il n'était pas le jouet d'une illusion.

— *Matasiete!* Vous pouvez bien dire *Mataquince* (tue-quinze), s'écria le chasseur en se redressant d'un air théâtral; oui, c'est bien moi, quoique vous ayez peut-être cru ne plus me revoir.

— J'avoue, lui dis-je, que je commençais à craindre que vous ne revinssiez pas.

Lorsque, quinze jours auparavant, j'avais rencontré dans les bois le chasseur mexicain et son compagnon d'armes le Canadien, la mâle physionomie, les allures résolues de ces deux aventuriers avaient produit sur moi une vive impression. Notre rencontre n'avait dû être pour eux qu'un incident ordinaire dans la vie des bois, un fait insignifiant depuis longtemps oublié. Je rappelai donc à Bermudes la soirée qu'il avait passée à mon bivouac, dans les bois de Fronteras, après avoir retrouvé les traces d'un parti d'Indiens qui avaient donné l'alarme aux habitants

(1) Littéralement tue-sept.

(2) Voyez la livraison du 15 août dernier.

de ce village. Je lui rappelai comment, dépouillé par ces brigands du fruit d'une périlleuse campagne, privé de son cheval, dont ils ne lui avaient laissé que la selle, il avait fait vœu devant moi de les poursuivre jusqu'au fond de leurs déserts, de porter sur sa tête la selle de son cheval jusqu'à ce qu'il l'eût mise sur le dos de l'un d'eux, de les attaquer et de les tuer partout où il les rencontrerait, de vendre leurs enfants comme esclaves, et de consacrer le produit de la vente aux âmes du purgatoire (*animas benditas*). Bermudes avait, on le voit, avec ces saintes âmes un compte assez délicat à régler. Sa réponse m'indiqua cependant qu'il regardait cette affaire d'honneur comme conclue; elle me prouva aussi qu'il se souvenait parfaitement de notre rencontre, car ces coureurs des bois n'oublient jamais l'homme qu'ils n'ont même fait qu'entrevoir : ils en remontreraient sur ce point aux physionomistes les plus exercés. Toutefois je dus renoncer pour le moment à entendre le récit de l'aventureuse campagne de Matasiete. Je m'étais aperçu que le chasseur désirait entretenir don Ramon en particulier, et j'ajournai toute nouvelle question à un moment plus opportun.

En quittant Matasiete, je me dirigeai instinctivement vers l'endroit où j'avais vu les *cepos* et les autres instruments de supplice usités dans l'hacienda. C'était l'heure où le péon devait subir la peine encourue par sa maladresse. On sait que le *cepo* ou cep est formé de deux traverses de bois qui se superposent l'une à l'autre. Une demi-lune ou échancrure semi-circulaire, pratiquée dans chacune de ces traverses, sert à enfermer les jambes ou le cou du patient. Ces traverses de bois sont exhaussées de façon à ce que les jambes soient plus élevées que la tête, qui s'appuie sur la nuque dans une position d'abord peu gênante, et au bout de quelques heures insupportable. Une demi-douzaine de *cepos* ainsi disposés s'élevaient dans une petite cour, dominés par un pilori ou *picota* qui ne servait que dans les occasions solennelles.

La mésaventure du péon m'avait vivement touché, et je m'étais promis de lui porter quelque secours; mais la Providence, qui se sert des moyens les plus ordinaires pour venir en aide aux nécessiteux, m'avait déjà devancé, et indemnisé mon protégé plus largement que je ne comptais le faire moi-même. Sur un des cepos, un homme seul était étendu, le corps et la figure exposés aux rayons d'un soleil dévorant, tantôt s'exhaussant sur les coudes, tantôt se faisant de ses mains un abri contre la clarté qui l'aveuglait. Ma surprise fut extrême, quand, à la place du péon, je reconnus mon ami Martingale.

— Par quelle singulière aventure, lui demandai-je, vous trouvez-vous dans cette position critique?

— Hélas! seigneur cavalier, c'est par suite de mon bon cœur et de ma mauvaise étoile, et aussi par la protection de mon ami Benito, le nouveau majordome; mais, puisque le hasard vous rend témoin de mon infortune, mon honneur exige que vous en sachiez le motif.

J'écoutai la justification de Martingale.

— Ce motif est des plus honorables, reprit-il. Quand j'appris qu'un de mes compères (1) avait à passer huit heures au cepo, je pensai qu'il ne serait peut-être pas fâché de se distraire, et je vins ici avec quelques piastres et un jeu de cartes en poche. Mon compère n'avait malheureusement pour capital disponible que ses huit heures de cepo; le connaissant d'habitude pour fort solvable, je lui proposai

(1) Compère, *compadre*, n'a ici d'autre sens que celui de *confrère* ou *compagnon*.

de jouer d'abord deux réaux contre sa parole. Il accepta. Je jouai avec si peu de chance, que, malgré la martingale infaillible dont j'ai le secret, je perdis les deux réaux, puis successivement tout mon argent. Alors mon compère me proposa, pour m'acquitter, de jouer ses huit heures de cepo, si bien que je ne rattrapai rien de mon argent et que je ne gagnai que les sept heures qui lui restaient à faire, car notre partie avait duré une bonne heure. Cependant il fallait faire agréer le changement en question au majordome, qui, vous le savez, est fort de mes amis; mon honneur me faisait un devoir de solliciter cette faveur, d'autant plus...

— D'autant plus, interrompis-je, que vous espériez qu'il vous la refuserait.

— Lui, me la refuser! protesta Martingale offensé. Benito me l'accorda, au contraire, avec une courtoisie, un empressement dont je lui sais très-bon gré... mais qu'il me paiera.

Je calmai l'irritation de Martingale en lui donnant la piastre que je destinais au péon. Au moment où le joueur repentant me promettait solennellement de garder cette piastre pour les grandes occasions, je fus rejoint par Bermudes.

— Vous me pardonnerez, me dit-il, si tantôt je n'ai répondu que d'une manière évasive à vos questions, mais j'avais à m'occuper avec le seigneur don Ramon de la réalisation de certaines marchandises très-précieuses pour moi, car, pour m'en rendre possesseur, j'ai joué ma vie.

— C'est la seule chose que je n'aie pas encore mise sur une carte, interrompit Martingale; ce devait être une belle partie.

— Comme vous n'en jouerez probablement jamais, mon brave, reprit Bermudes. Quant aux détails de cette partie, continua-t-il en se tournant vers moi, je venais vous dire, seigneur cavalier, que, s'il vous plaisait de les apprendre, vous me trouverez ce soir, à l'heure de l'*oracion* (1), tout disposé à vous les communiquer : je serai à l'*Ojo de Agua*, où mes occupations m'appellent.

Le soir venu, je me dirigeai vers l'endroit qu'on appelait Ojo de Agua. C'était une petite source à un quart de lieue de l'hacienda, dans une situation des plus pittoresques. Au pied d'un talus assez bas qui bornait un amphithéâtre de petites collines, la source remplissait un bassin circulaire à la surface duquel des plantes aquatiques étendaient leurs larges feuilles lustrées. Un cèdre s'élevait sur le talus, et ses branches inférieures venaient tremper jusque dans l'eau les mousses parasites dont elles étaient chargées. Des acajous aux troncs noueux, des sumacs, des *palos mulatos* à la peau exfoliée, s'étageaient en groupes serrés au-dessus du cèdre. Du côté opposé, une clairière d'une trentaine de pas de diamètre, s'étendant jusqu'à d'épais fourrés de frênes, de paletuviers, formait comme un carrefour percé de sombres arcades. Tel était l'endroit où m'attendait le chasseur mexicain. Je le trouvai nonchalamment étendu sur la mousse, et goûtant la fraîcheur de l'ombre à l'entrée d'une des avenues obscures qui s'ouvraient sur la clairière. Sa carabine à canon bleu était à côté de lui. Je félicitai Bermudes d'avoir choisi pour notre rendez-vous un site dont la beauté sauvage devait en quelque sorte prêter un nouveau charme au récit de ses aventures.

— Je suis charmé, me dit-il avec un sourire dont je ne compris pas d'abord toute l'ironie, que l'endroit soit de votre goût, mais vous verrez d'ici à peu de temps qu'il est encore mieux choisi que vous ne pensez.

(1) Angélus.

Je n'avais pas oublié le chasseur canadien, et je m'informai de ce qu'il était devenu.

— Vous le verrez tout à l'heure, dit Bermudes ; il est occupé à terminer quelques dispositions relatives à notre réunion de ce soir.

Le soleil couchant illuminait les profondeurs de la forêt quand le *coureur des bois* vint nous rejoindre. Le géant canadien tenait d'une main sa carabine, de l'autre il traînait en laisse un petit poulain qui boîtait pitoyablement et regimbait de toutes ses forces.

— Eh bien! Dupont (ce n'est pas sans peine que je reconnus ce nom français singulièrement défiguré par la prononciation mexicaine), a-t-on disposé les feux autour de la Noria? demanda Bermudes.

Le Canadien répondit affirmativement, et, après avoir attaché le poulain par une longue et forte corde au tronc du cèdre qui s'inclinait sur la source, il vint s'étendre sur la mousse, près de nous. Quant à moi, je commençais à ne plus rien comprendre à ce poulain et à ces feux allumés contre l'usage autour de la Noria. Je voulus connaître l'objet de ces préparatifs : Matasiete me répondit que c'était pour écarter les bêtes féroces. J'insistai pour avoir une réponse plus précise ; le chasseur se mit à rire.

— Eh quoi ! n'avez-vous pas deviné? me dit-il.

— Non.

— Eh ! *caramba!* vous êtes avec nous à l'affût du tigre qui donne le cauchemar à l'honoré seigneur don Ramon !

— A l'affût d'un tigre ! m'écriai-je, vous voulez rire à mes dépens?

— Non, certes, et je vais vous prouver que tout cela est très-sérieux.

En disant ces mots, Matasiete se leva, et, m'invitant à l'accompagner, il me conduisit sur le bord du bassin de la source. A la lueur du crépuscule, je remarquai alors sur le terrain humide de formidables empreintes.

— Ces empreintes sont d'avant-hier, dit le chasseur, j'en suis certain. Il y a donc vingt-quatre heures que le jaguar n'a bu. Or, comme à vingt lieues de distance, il n'y a de l'eau qu'à la Noria et à cette source, le tigre, effrayé d'un côté par les feux de la Noria, attiré de l'autre par la soif et l'odeur du poulain, viendra infailliblement ici ce soir.

Ce raisonnement me parut d'une logique inattaquable. Il n'y avait plus à en douter, je me trouvais, sans aucune espèce d'arme, transformé tout d'un coup en chasseur de tigres. Je revins m'asseoir sur la mousse. Un moment je me demandai si quelque nécessité impérieuse ne réclamait pas ma présence immédiate à l'hacienda; puis, l'amour-propre prit le dessus, et je demeurai, bien qu'il me parût assez bizarre de chasser ainsi le tigre en amateur, sans armes et les bras croisés.

Quant aux deux associés, ils s'établirent commodément sous les arches d'un paletuvier, comme s'ils se fussent exclusivement reposés sur moi du soin de leur sûreté. Le Canadien étendit mollement ses membres robustes sur le gazon, et je ne pus m'empêcher de contempler avec admiration, dans son insouciance héroïque, ce dernier débris d'une race d'aventuriers qui s'éteint.

— Asseyez-vous près de moi, me dit Bermudes, et je vais vous raconter ce qui nous est arrivé depuis le soir où vous nous avez donné l'hospitalité à votre bivouac. Nous avons du temps devant nous, car les bêtes féroces ne s'éveillent que quand l'homme dort; les ténèbres doublent leur force et leur fureur. Il est à peine sept

heures, et je ne pense pas que nous recevions avant onze heures la visite du jaguar que nous guettons.

J'avais donc quatre heures à passer dans une attente qui, bien qu'assez pénible, n'étouffait pas tout à fait la curiosité presque affectueuse qu'avaient éveillée en moi le chasseur mexicain et son compagnon d'aventures. Le récit de Bermudes devait m'offrir un épisode attachant de la lutte des habitants des frontières avec les hordes indiennes, lutte incessante, dans laquelle, agresseurs et attaqués tour à tour, ils préparent sans s'en douter le triomphe futur de la civilisation. C'en serait fait bientôt de ces populations qui naissent sur les confins du désert, si, de temps à autre, la Providence ne suscitait dans leur sein de ces redoutables *frères de la carabine et du couteau* qui vont porter jusque sous la hutte du sauvage la terreur du nom des blancs. C'étaient deux aventuriers de cette espèce que le hasard avait amenés deux fois sur ma route. Le vœu de Matasiete avait-il été accompli ? Par quel prodige de ruse et d'audace avait-il pu l'être ? Le récit de Bermudes allait me l'apprendre, et en d'étranges circonstances : par une plaisanterie toute naturelle à ses yeux, le rude chasseur avait ajouté, comme un encadrement pittoresque, la réalité d'un danger présent au souvenir de ses dangers passés. Je n'étais venu que pour écouter, et, d'un moment à l'autre, le récit pouvait faire place à l'action.

— Après que nous eûmes pris congé de vous, dit le chasseur, nous passâmes deux jours à reconnaître les traces des Apaches, qu'il nous fut très-aisé de suivre en dépit de mille détours; je retrouvai même parmi les vestiges nombreux qui facilitaient notre exploration les empreintes des pas de mon cheval. Une inspection plus attentive de ces empreintes m'apprit que le pauvre animal trébuchait sous un fardeau probablement au-dessus de ses forces. Ma fureur s'accrut encore à cette pensée. Bientôt des empreintes nombreuses de chevaux et de mules se confondirent avec celles de mon propre cheval, d'où nous conclûmes que de nouvelles déprédations venaient d'être commises ; puis, arrivés au bord d'un des bras du Rio San-Pedro, nous perdîmes subitement toute trace des fuyards. C'était le troisième jour de marche depuis notre rencontre. Nous eûmes beau passer et repasser plusieurs fois la rivière et chercher partout ; les galets qui en couvraient les bords à une grande distance n'avaient conservé nul vestige des Indiens. Nous nous trouvions dépistés pour la seconde fois. Le soir nous surprit déjà bien loin de la rivière et accablés de fatigue. C'était au tour du Canadien de faire sentinelle, et je dormais profondément, quand mon compagnon m'éveilla.

— Qu'est-ce? lui demandai-je. Avez-vous découvert enfin la bonne voie?

— Voyez, me dit-il, fidèle à son habitude de parler dans les bois le moins qu'il peut. Je me frottai les yeux, et j'aperçus derrière nous des lueurs qui rougissaient l'horizon.

— C'est une colline dont on brûle les herbes, lui dis-je.

— Vous dormez encore, reprit mon compagnon.

Je me frottai de nouveau les yeux ; je vis alors que la lueur lointaine ne devait pas être produite par une nappe de flammes continue, mais bien par des feux assez rapprochés les uns des autres. La fumée n'était pas noire comme celle des herbes vertes qui brûlent avec les herbes sèches; elle montait vers le ciel en colonnes déliées. Enfin ces foyers étaient enveloppés à leur base d'une ceinture de vapeurs qui serpentaient au loin dans la plaine. Ce brouillard indiquait le cours

tortueux de la rivière, et les Indiens devaient avoir établi leur camp sur une des îles qu'elle embrasse dans ses replis : mon camarade avait raison.

— En marche, lui dis-je.

— En marche, reprit le Canadien, et nous revînmes sur nos pas. Nous avançâmes alors avec plus de prudence que nous n'avions fait jusque-là, car la campagne était ouverte, et nous avions à redouter que les Indiens n'eussent mis quelques-uns des leurs en vedettes, bien que, se fiant sur leur nombre, ils ne semblassent guère prendre de précautions pour cacher leurs traces. Nous avions remarqué plus de vingt empreintes différentes, toujours à la file les unes des autres. Chaque Indien, comme vous le savez, s'applique à marcher, pour ainsi dire, dans les pas de celui qui le précède, et le nombre de nos ennemis pouvait bien être estimé à une trentaine à peu près. Heureusement nous pûmes, sans être découverts, gagner le bord de l'eau. Nous ne nous étions pas trompés dans nos conjectures. Sur un îlot entouré d'arbres, des feux étaient allumés de distance en distance, et nous pûmes distinguer les corps rouges de ces chiens affamés qui reluisaient à la clarté du feu dans les intervalles des arbres. Autant que je pus le voir, tous portaient au poignet gauche le bracelet de cuir (1) qui sert à distinguer le guerrier indien de ces lâches corbeaux qu'on est exposé à rencontrer de temps en temps dans les déserts. J'avais donc affaire à des ennemis dignes de moi.

Ici Bermudes fit une pause, et nous pûmes entendre les ronflements du Canadien, que le récit des exploits du chasseur mexicain avait plongé dans un assoupissement profond. La nature apathique de l'homme du nord m'offrit un contraste frappant avec celle de l'homme du midi, nerveux, impressionnable, railleur, relevant d'une pointe gasconne un courage d'ailleurs à toute épreuve.

— Vingt fois, reprit l'aventurier, je levai ma carabine à la hauteur de mon épaule, prêt à céder à une irrésistible tentation en abattant un de ces diables rouges, et vingt fois mon compagnon abaissa le canon de mon arme. Je consentis cependant à écouter les conseils de la prudence, et je réprimai ma fougue impatiente; ce ne fut pas sans peine. Rappelez-vous que nous suivions leur piste depuis dix-sept jours, et vous penserez bien qu'il ne pouvait être question de reculer au moment où nous venions de les joindre. Seulement il fallait choisir le moment de l'attaque; la prudence nous ordonnait de reconnaître les lieux avant de commencer les hostilités. Nous étudiâmes donc le terrain. Autour de nous, sauf une frange continue d'osiers et de cotonniers, les rives étaient alternativement boisées et coupées de plaines ou de clairières. Plus loin, en suivant toujours le cours de l'eau, et à moitié noyée sous la brume du matin, une autre petite île s'élevait à une double portée de carabine de celle où nos voleurs étaient campés. Les coquins avaient choisi là un poste inabordable par surprise. La lune éclairait en plein la nappe d'eau qui entourait leur île, au point qu'on pouvait voir parfaitement de petits remous écumeux que formait le courant autour de quelques grosses pierres échouées au fil de la rivière : on distinguait même les feuilles des plantes aquatiques que la lune blanchissait autour. Cette disposition indiquait

(1) Ce bracelet de cuir et une espèce de paumelle qui entoure la main gauche sont les signes distinctifs des Indiens guerriers. Le premier sert à amortir le coup de fouet de la corde de l'arc quand il se détend, la seconde empêche les pennes de la flèche de déchirer la peau de la main.

qu'en cet endroit l'eau devait être guéable. Nous nous éloignâmes doucement de ce gué, que les Indiens avaient probablement suivi et devaient suivre encore au point du jour pour sortir de l'île; puis nous allâmes établir notre blocus sous les osiers, à quelque distance.

Nous tînmes conseil à voix basse. Nous connaissions assez les habitudes des Indiens pour présumer qu'ils n'avaient choisi ce poste avec tant de soin que pour y passer un jour à chasser, et qu'à cet effet ils se disperseraient par petites troupes. Ce n'était que grâce à cette circonstance que nous pouvions espérer d'en venir à bout. Comme j'avais dormi quelques instants, j'engageai le Canadien à en faire autant, et je m'assis à côté de lui. Il ne tarda pas à ronfler comme il fait en ce moment, tandis qu'à travers les pousses serrées qui m'abritaient je continuais à surveiller l'ennemi. La rivière murmurait doucement, et j'aurais, je crois, cédé à l'envie de dormir, si le silence de la nuit n'eût été troublé de temps à autre par les hurlements des Indiens. — Oui, oui, me disais-je, hurlez de joie, coquins, jusqu'au moment où nos carabines vous feront hurler de douleur. — Enfin ils parurent dormir aussi, car je les vis s'étendre autour de leurs feux, et je n'entendis plus que le murmure de l'eau et le bruit des feuilles sous la brise. Les heures s'écoulèrent ainsi bien lentement. Au point du jour, notre sort allait se décider. Dans ces moments-là, seigneur cavalier, on est heureux de ne laisser personne après soi. Malgré moi, je ne pouvais me défendre de quelques tristes pressentiments quand j'entendais les craquements sourds des arbres et les cris de la chouette au milieu des grands bois qui s'étendaient derrière nous. Je commençais à frissonner sous le brouillard qui s'épaississait au-dessus de ma tête, quand, à la lueur grisâtre du jour qui se levait, je crus apercevoir quelque mouvement dans l'île. J'éveillai à mon tour mon camarade, après avoir toutefois prié Dieu, la sainte Vierge et les saintes âmes du purgatoire de me venir en aide.

Quelques corbeaux croassaient déjà en saluant l'aube. Bientôt nous reconnûmes le bruit de l'eau agitée, et, à la clarté du crépuscule, nous distinguâmes, dans un canot, d'abord un, puis deux, puis trois Indiens qui traversaient avec précaution la rivière en se dirigeant vers le bord où nous étions. Le Canadien me serra violemment le bras; nous mîmes tous les deux un genou en terre, après avoir renouvelé l'amorce de nos carabines, prêts à faire feu, si le hasard les amenait de notre côté, et, dans une anxiété terrible, nous attendîmes.

En ce moment, Bermudes fut encore interrompu, le poulain se cabra brusquement, et les buissons craquèrent avec un bruit si lugubre, que je ne pus m'empêcher de tressaillir.

— N'avez-vous pas entendu un hurlement? dis-je à Bermudes.

Le chasseur secoua la tête en riant.

— Quand vous aurez une fois, une seule fois, entendu le rugissement du tigre, reprit-il, vous ne serez plus exposé à le confondre avec les bruissements des maringoins. D'ici à quelques heures, vous serez à cet égard aussi savant que moi.

C'était une fausse alarme. Le chasseur continua :

— Vous concevez que, si nous étions découverts, c'en était fait de nous, car nous avions tous ces démons à la fois sur les bras. Ce fut donc pour nous un moment plein d'angoisse que celui où ils prirent pied à terre. Pendant quelques minutes qu'ils passèrent à se consulter, nous restâmes sans haleine; heureusement Dieu voulut qu'ils se dirigeassent dans le sens opposé à notre cachette. Les trois Apaches remontèrent le cours de l'eau. J'avais toujours avec moi cette

maudite selle que, dans un moment d'exaspération, j'avais fait vœu de mettre sur le corps d'un de ces brigands mort ou vif. Je la cachai sous les branches, puis, profitant de la lisière d'arbustes qui entourait la rivière, nous nous glissâmes silencieusement derrière les Indiens. Le Canadien, malgré son grand corps, rampait avec l'agilité d'un boa, et je le suivais de mon mieux. Nous avions à peine parcouru ainsi une centaine de *vares,* quand nous fîmes lever devant nous un cerf magnifique, qui s'élança du côté de nos ennemis. Le sifflement aigu de la corde d'un arc nous annonça qu'il avait été vu, et l'animal revint s'abattre à vingt pas devant nous, serré de près par l'Indien qui l'avait blessé et qui accourait l'achever. Le cerf, en se défendant, renversa son antagoniste, et j'étais encore stupéfait de cette alerte imprévue, quand le Canadien, que je croyais près de moi, s'était déjà élancé en avant, et, clouant d'une main l'Indien sur le sol d'un coup de couteau, étouffait de l'autre dans son gosier un hurlement d'agonie que nous fûmes seuls à entendre.

— Et d'un, dit le Canadien.

— Nous prêtâmes l'oreille avec anxiété; les voix lointaines des Indiens qui appelaient leur camarade retentissaient dans les bois. Le Canadien répondit à cet appel en cherchant à imiter le cri du chasseur à la poursuite du cerf. Un second appel encore plus éloigné nous fit comprendre que les deux Indiens souhaitaient bonne chance à leur compagnon, et nous n'entendîmes plus rien. Tout cela s'était passé en moins de temps que je n'en mets à vous le dire, et le crépuscule durait encore. Ce n'était qu'à la faveur de cette demi-obscurité que nous pouvions espérer de surprendre les deux autres Apaches, et il fallait se hâter. Comme nous nous éloignions de l'île où étaient campés les Indiens, et que nous n'étions plus que deux contre deux, nous avions moins de précautions à prendre, et nous marchions plus vite dans la direction des voix que nous avions entendues. Nous arrivâmes ainsi à un petit ruisseau qui se jetait dans la rivière, et nous en remontâmes le cours en silence pendant quelques minutes. L'instinct du chasseur me disait que les cerfs devaient venir se désaltérer le matin à la source, et ce même instinct avait dû diriger de ce côté nos Indiens, qui probablement étaient en chasse. Comme vous allez voir, nous ne nous étions pas trompés. Ce que nous aperçûmes vaut la peine que je vous en parle : vous saurez combien ces drôles sont rusés.

Le ruisseau que nous remontions formait à sa source une espèce de petit étang au milieu d'une clairière entourée de buissons et d'arbres serrés les uns contre les autres. Nous avions gagné si doucement cet abri de lianes et de troncs d'arbres, le bruit de notre marche ressemblait si bien au frémissement des branches agitées par le vent du matin, que deux cerfs de très-grande taille qui gambadaient près de là ne prirent nul ombrage, et continuèrent à bondir au milieu des hautes herbes, que dépassaient leurs têtes et leurs ramures. Nous aperçûmes bientôt deux autres cerfs qui se tenaient à quelque distance des premiers, les regardant avec curiosité et cependant avec une visible défiance, car ils avançaient d'un pas, puis reculaient de deux. Bien que la lueur douteuse du jour n'éclairât encore que confusément les objets, nous pûmes remarquer un étrange contraste entre ces deux couples de cerfs. Chez les premiers, la fixité des prunelles, je ne sais quoi de brusque et de saccadé dans les mouvements, étaient autant de signes suspects qui motivaient pleinement l'épouvante et la surprise des seconds. Cependant la curiosité sembla l'emporter sur la peur; ceux-ci se hasardèrent timidement à faire un pas vers le centre de la clairière. Alors les deux cerfs que nous avions vus

d'abord firent quelques pas à reculons. Ce mouvement les rapprocha de nous et les mit à la portée de notre bras. Le Canadien et moi nous restions immobiles, le couteau entre les dents. Tout à coup, les buissons qui nous entouraient craquèrent avec bruit, la main puissante du Canadien avait saisi l'un des deux cerfs; l'animal, ou plutôt l'Indien déguisé (1), hurla pour la dernière fois, au moment où je m'élançais sur le dos de l'autre en m'écriant : — Ah! chien! à défaut de selle, je te monterai à poil. L'étreignant alors entre mes jambes, je levai mon couteau sur lui ; mais, d'un effort désespéré, il évita le coup, jeta sa tête d'emprunt loin de lui et s'échappa de dessous moi. En vain je le saisis par la jambe; un dernier effort qu'il fit m'envoya rouler sur l'herbe si brusquement, que je regardai, en me relevant, si sa jambe n'était pas restée dans ma main, tant j'avais peine à croire qu'il eût échappé si facilement à la vigueur de mon poignet. En un bond cependant il s'était mis hors de ma portée. Je le poursuivis vivement, ma carabine à la main ; mais le démon courait comme un daim effarouché, et je vis bien que je ne pourrais jamais l'atteindre. Alors, dans un transport de rage, je le visai, et l'Indien ne bougea plus; le son de ma carabine fut renvoyé d'écho en écho au milieu du silence universel.

— Qu'avez-vous fait? s'écria le Canadien, vous avez donné l'éveil au camp!

— Que voulez-vous! repris-je, il aurait averti ses camarades; mieux vaut que ma carabine l'ait devancé.

Toutes les récriminations étaient inutiles; le Canadien ne répondit pas; il se dirigea vers l'Indien que j'avais abattu pour reconnaître s'il était bien mort, ce dont il n'eut point de peine à s'assurer.

— Avisons maintenant au moyen de nous tirer de ce mauvais pas, dit-il; en voilà toujours trois qui ne nous feront plus de mal. Vous savez le proverbe : morte la bête....

Il s'arrêta. Depuis longtemps il n'en avait pas tant dit, mais c'était son chant de victoire à lui. Nous tînmes un second conseil, dont le résultat fut que nous devions nous cacher jusqu'au soir s'il était possible, pour ne reprendre la piste que dans la nuit. Restait à choisir l'endroit. Les bois nous offraient bien un asile à peu près introuvable; mais, si les Apaches nous y découvraient, ils pouvaient nous y envelopper de tous côtés, à moins qu'ils ne préférassent incendier la forêt et nous brûler avec elle. Comme nous étions encore à délibérer, un affreux concert de hurlements aigus, auprès desquels les rugissements que vous entendrez ce soir ne sont que des bruissements de moustiques, éclata de toutes parts. Le bruit de ma carabine avait donné l'alarme aux Indiens, et les limiers avaient découvert nos traces, que nous n'avions pas pris la peine de cacher. Tout brave que je suis, cette musique infernale figea le sang dans mes veines. Il n'y avait plus à hésiter. Les voix confuses de nos ennemis nous apprenaient qu'ils s'étaient assez éloignés de la rivière pour que nous pussions en gagner les bords à la faveur des arbres sans être vus. Nous volions plutôt que nous ne courions, espérant trouver le canot des Indiens que nous avions tués à l'endroit où ils l'avaient amarré. Au bout de quelques instants, les cris redoublèrent; les Indiens venaient probablement de découvrir la selle que j'avais cachée sous les broussailles; puis tout bruit cessa, et le tumulte fit place à un silence plus terrible encore que les clameurs

(1) C'est sous ce déguisement que les Indiens chassent le cerf à l'affût et peuvent choisir pour victimes les plus beaux de ceux qu'ils ont ainsi attirés près d'eux.

sauvages qui l'avaient précédé. Des hurlements de deuil troublèrent seuls ce silence à trois reprises différentes, trois fois les Indiens avaient trouvé un guerrier mort : nous n'avions pas pu mieux faire.

Dieu ne voulut pas que notre espoir fût trompé. La pirogue était encore à la même place à côté d'une autre beaucoup plus grande, qui avait servi à transporter le second détachement des Indiens. Celle-ci était trop lourde pour que nous pussions en tirer à deux le parti convenable. Déjà nous avions sauté dans la plus petite, et nous cherchions à entraîner la plus grande avec nous pour rendre la poursuite impossible à nos ennemis, quand de nouveaux hurlements nous apprirent que nous étions aperçus. Une grêle de flèches vint tomber près de nous; sans hésiter davantage, nous poussâmes notre pirogue en pleine eau, et nous nous mîmes à ramer de toutes nos forces pour gagner le second îlot dont je vous ai parlé, et qui seul pouvait nous offrir un refuge. Nous avions sur nos ennemis une avance considérable, et le bras de la rivière était assez large pour nous mettre à l'abri d'une seconde décharge de flèches. Notre pirogue volait sur l'eau sous l'impulsion vigoureuse du Canadien. Ah ! me disait-il d'un air de regret, si vous saviez manier l'aviron comme moi, je ferais faire à ces coquins une promenade sur l'eau qui leur coûterait tous leurs guerriers un à un, mais avec vous nous serions pris à l'abordage. — Nous n'étions plus qu'à quelque distance de l'île quand nos ennemis se précipitèrent dans leur embarcation et se mirent à notre poursuite. Le Canadien cessa un instant de ramer et me dit :

— Maintenez-vous ici, s'il est possible, pendant quelques instants, car je ne puis résister au désir d'envoyer une balle à ces chiens affamés.

Je pris l'aviron, le Canadien visa au hasard sur le groupe, fit feu, et l'un des rameurs sauvages, en tombant par-dessus le bord de la pirogue, manqua de la faire chavirer. Je n'essaierai pas de décrire la rage de nos ennemis, qui cessèrent de ramer à leur tour pour nous envoyer de nouveau leurs flèches impuissantes. Quelques coups de rames nous firent arriver sur le bord ; nous mîmes pied à terre, et emportant notre canot sur nos épaules, nous nous enfonçâmes dans les bois qui couvraient l'île. Nous ensevelîmes la pirogue sous d'épaisses broussailles, et, cela fait, nous cherchâmes un endroit où nous pussions nous défendre sans être enveloppés. Près de la rive où nous avions débarqué, un monticule couronné de grands arbres s'élevait à pic du côté de l'eau, et du côté de l'île en pente assez douce. Ce fut le poste que nous choisîmes.

Cependant le bruit des avirons ne paraissait pas se rapprocher de nous; je soupçonnai quelque ruse et m'avançai avec précaution derrière le tronc d'un gros acajou qui s'inclinait un peu sur la rivière; la pirogue, au lieu de venir aborder à l'endroit où nous étions descendus, glissait le long de l'île pour la doubler. Il était dès lors évident que les coquins voulaient se mettre hors de la portée de nos carabines, prendre pied à une assez grande distance pour que nous ne pussions nous opposer à leur débarquement, et s'avancer vers nous à l'abri des arbres et des buissons. Heureusement notre position sur l'éminence nous mettait, par derrière, à l'abri d'un coup de main et ne nous rendait accessibles que par devant. Après le débarquement des Indiens, un silence complet régna pendant quelques instants. Il ne nous restait plus guère qu'à recommander notre âme à Dieu et à faire payer le plus chèrement possible notre mort inévitable. Nos poires à poudre étaient pleines, nos sacs garnis de balles; nous portions sur nous assez de *pinole* et de *cecina* pour soutenir un siége de vingt-quatre heures, et par-dessus

tout j'inspirais à mon compagnon une inébranlable confiance, comme aussi, je dois l'avouer, je comptais raisonnablement sur lui.

Au bout de quelques minutes, qu'il était permis, dans notre position, de trouver longues, une douzaine de ces chacals parurent enfin sur la lisière du bois à une bonne portée de carabine. Avec leurs figures barbouillées de rouge et de jaune, leurs longs cheveux nattés, les lanières découpées qui ceignaient leurs bras et leurs jambes, ils avaient une tournure et un aspect diaboliques. Il y avait surtout parmi eux un grand coquin qui m'inspira dès l'abord une vive antipathie. Ils firent halte tous à la fois et parurent se consulter, après quoi le grand diable s'avança de quelques pas et nous fit signe impérieusement de venir les trouver.

— Tirerai-je dessus? demandai-je au Canadien.

— Pas encore, me répondit mon associé, ils sont trop loin, et, dans notre position, chacun de nos coups doit porter.

— Bon, j'attendrai, repris-je.

Une nouvelle sommation de leur part n'obtint, comme la première, aucun succès; ils continuèrent à s'avancer, et le Canadien fit feu, un Apache tomba; une minute après, il fut suivi d'un autre que j'attrappai en visant mon grand Indien. Nos ennemis se jetèrent alors à plat ventre, un nuage de poussière s'éleva en l'air, et nous ne vîmes plus rien; quelques flèches seulement sifflèrent à nos oreilles, et d'autres vinrent s'enfoncer à nos pieds. Nous fîmes feu une seconde fois et avec succès, autant que je pus en juger par les hurlements qui suivirent notre décharge. Un voile de poussière sans cesse renouvelé nous dérobait les Indiens, et quand il s'abattit, une douzaine de ces démons enragés gravissaient la colline sur laquelle nous étions retranchés. Leurs épouvantables figures barbouillées vinrent presque se coller contre les nôtres, et nous sentîmes passer sur notre front le souffle ardent de leur haleine. Le Canadien en abattit un à bout portant, tandis que la crosse de son fusil brisait le crâne d'un autre; tout à coup je vis mon compagnon rouler en bas de l'éminence, enlacé par trois Indiens, et je l'entendis me crier d'une voix étouffée :

— Feu ! feu! dussiez-vous me tuer avec eux!

J'avais déjà bien du mal à tenir les cinq autres en respect à l'aide de ma carabine, et j'eus un moment d'angoisse horrible à la vue de ces reptiles enroulés autour du Canadien, qui, seul contre trois, cherchait en vain à dégager son couteau, les soulevait un instant avec une force d'Hercule et retombait lourdement avec eux. Bientôt la tête de l'un des trois Indiens alla se briser avec un bruit sourd contre une pierre, j'en vis un autre lâcher prise; je m'élançai sur le troisième le couteau à la main, mais un coup violent de casse-tête m'arracha un cri de douleur et fit tomber mon couteau. Je me retournai : j'étais en face du grand Apache dont l'aspect m'avait si fort déplu. Ma carabine levée en l'air comme une massue fit reculer l'Indien, et je pus, après avoir ramassé mon couteau, battre en retraite jusqu'au haut de l'éminence pour prendre du champ et faire feu. Revenu alors de sa surprise, mon ennemi s'élança vers moi, et, sans que j'eusse pu l'esquiver, sa *macana* s'abattit sur ma tête. Ébloui, aveuglé, je perdis l'équilibre, et je tombai sans connaissance. Une sensation de fraîcheur extraordinaire me tira de cette torpeur : j'avais roulé dans la rivière qui coulait à nos pieds.

Ici les gémissements du poulain effrayé m'engagèrent à interrompre de nouveau le conteur, bien que son récit commençât à m'intéresser vivement.

— Sont-ce les maringoins, cette fois, qui arrachent à ce pauvre animal ces gémissements de terreur?

— Il est possible que non, reprit Bermudes : écoutons!

— Tenez, voyez là-bas, lui dis-je en lui montrant un jeune peuplier dont la cime s'élevait au-dessus du dôme de verdure qui couronnait les hauteurs voisines, ce n'est pas le vent qui agite cet arbre, tandis que les autres sont immobiles.

Le chasseur écouta. Le peuplier balançait toujours en oscillations irrégulières sa cime blanchie par la lune, et il n'était que trop facile de distinguer au milieu du bruissement du feuillage le frôlement sourd d'un corps contre le tronc. Ce pouvait être quelque taureau sauvage; mais des signes particuliers ne me laissèrent aucun doute à cet égard. Un grognement étouffé particulier à la race féline, puis un bruit aigu de griffes acérées grinçant sur l'écorce, retentissaient avec une sonorité lugubre.

— C'est le jaguar, dit Matasiete.

— Éveillerai-je le Canadien? lui demandai-je.

— Pas encore. En ce moment, l'animal fait le brave, mais son heure n'est pas venue, et à présent il a plus peur que vous.

Le fait était contestable; mais ma physionomie dut trahir alors un excès d'assurance, car le chasseur reprit aussitôt :

— Vous auriez tort du reste de croire que la chasse au jaguar n'offre pas de danger. Vous allez être à même de juger combien une heure de plus passée sans boire aura aigri le caractère de celui-ci. J'ai vu plus d'un homme intrépide pâlir au rugissement terrible de ces animaux. Mais à propos! avez-vous déjà chassé le tigre?

— C'est la première fois, si pourtant vous appelez cela chasser le tigre, dis-je en montrant mes mains désarmées, et j'ai de bonnes raisons de croire que ce sera la dernière.

— Quand le moment sera venu, dit le chasseur, je songerai à vous et vous remettrai une arme sûre, qui entre mes mains n'a jamais manqué son coup. Vous en serez content.

Cette promesse me fit respirer plus à l'aise, et sur la proposition de Bermudes, j'écoutai la suite de son histoire.

— Ce qui devait me perdre me sauva, reprit-il; la fraîcheur de l'eau me rendit l'usage de mes sens, qui m'avaient presque abandonné. Quand je revins à la surface, au bout de quelques secondes, je pus voir mon ennemi acharné, qui, penché sur la rivière, épiait mon agonie avec une joie cruelle, brandissant d'une main le casse-tête qui m'avait étourdi, et de l'autre mon couteau que j'avais lâché en tombant. Puis, quand il m'aperçut nageant de toutes mes forces vers la terre pour rejoindre mon associé, il poussa un hurlement de rage et se précipita d'un bond à ma poursuite. Je redoublai d'efforts pour m'éloigner, mais l'Indien nageait plus vite que moi, qui me sentais affaibli par la perte de mon sang. De temps à autre cependant je me retournais pour calculer les progrès qu'il faisait, et chaque fois ce visage horriblement barbouillé faisait briller plus près de moi, entre deux rangées de dents aiguës, le couteau qui devait me frapper. En cet instant je promenai un regard désespéré sur la rive qui semblait fuir devant moi. Mon pauvre associé, bien que débarrassé pour le moment de ses ennemis, était dans une situation des plus critiques. Sa carabine, dont il avait fait un si terrible usage,

appuyée contre son épaule, tenait seule en respect les Apaches, que j'entendais hurler comme des chiens qui acculent un taureau. Je ne me sentis pas la force de retenir un cri de détresse.

— Oh! m'écriai-je, oh! par la vie de votre mère, allez-vous me laisser égorger sous vos yeux?

Le Canadien retourna vivement la tête sans laisser dévier le canon de son arme. A l'aspect de l'Indien qui déjà étendait le bras pour me saisir, la compassion l'emporta sur le soin de sa sûreté, et, faisant rapidement volte-face, il ajusta une seconde. Le coup partit; j'entendis la balle siffler, et l'eau se teignit en rouge autour de moi. L'Indien, blessé mortellement, roula des yeux égarés, et au moment où il se débattait dans son agonie, je lui arrachai mon couteau et le lui plongeai à deux reprises dans la gorge. Ma première pensée fut alors de chercher des yeux mon brave compagnon; il avait disparu. Mais tenez, ajouta Bermudes, il vous racontera mieux que moi ce qui s'est passé dans ce moment.

— C'est bien simple, dit le Canadien. Après avoir déchargé ma carabine et avoir rendu ce petit service à mon associé, je pensai bien qu'il allait faire ses efforts pour me rejoindre. Je profitai donc de la stupéfaction causée chez les Indiens par la mort de leur chef, et, comme je ne pouvais recharger ma carabine, je me précipitai en faisant le moulinet sur les cinq coquins qui m'entouraient, et qui restaient seuls des douze qui nous avaient assaillis. J'étais déjà presque hors de la portée de leurs flèches qu'ils n'étaient pas revenus de leur surprise. Alors je battis en retraite à reculons vers la rivière. Vous saurez, monsieur, qu'il n'est pas impossible de parer une flèche avec la main. La pointe va droit au but; mais l'autre extrémité, garnie de plumes, tournoie de façon à décrire un rond large et brillant en traversant l'air : on peut donc se baisser pour éviter la flèche ou même l'écarter avec la main. C'est ainsi que j'arrivai à l'endroit où mon associé prenait pied. Je n'étais blessé que légèrement en trois ou quatre endroits; les arbres avaient protégé ma retraite. Maintenant Bermudes vous dira le reste, ajouta l'honnête Canadien, qui semblait scandalisé d'en avoir tant dit.

— En nous voyant de nouveau réunis, reprit alors Bermudes, les Indiens, découragés par la perte de leurs compagnons, remirent leur vengeance à un moment plus opportun; car, lorsque la chance ne tourne pas en leur faveur, ce n'est pas pour eux un déshonneur de fuir, même devant un ennemi inférieur en nombre. J'étais d'avis de les poursuivre jusqu'à leur camp et de combattre encore les guerriers qui sans doute étaient restés au nombre d'une douzaine en corps de réserve auprès de leur butin; mais je ne pus faire partager cette opinion à mon associé. Il allégua que les coquins avaient trop soif de notre sang pour ne pas revenir nous attaquer en plus grand nombre, que nous avions une bonne position, une pirogue sous la main, et que nous pourrions toujours nous en servir pour aller jusqu'à eux, s'ils ne venaient pas à nous. Encore à moitié étourdi du coup que j'avais reçu, et voyant mon sang couler en abondance, je renonçai à ma première idée. Nous laissâmes les Indiens se rembarquer à l'endroit où ils avaient pris pied, et nous ne songeâmes plus qu'à nous reposer et à panser nos blessures. Examen fait de nos ressources, nous avions encore quelques morceaux de viande sèche; ma poudre était, il est vrai, gâtée par l'eau, mais la corne de mon associé en contenait une quantité suffisante; nous n'avions donc guère à redouter le blocus qu'il nous fallait subir.

Nous fîmes bonne garde tout le reste du jour sans que rien pût nous faire

soupçonner une nouvelle attaque ; puis la nuit vint, paisible et silencieuse. Cependant nos ennemis étaient près de nous. C'est toujours un mauvais moment à passer que celui pendant lequel l'obscurité cache les embûches de ces fils des ténèbres altérés de sang. Cette fois aucun feu ne s'alluma. La grande île semblait aussi déserte qu'au premier jour de la création; quelques arbres déracinés qui descendaient lentement le cours de la rivière en troublaient seuls la tranquillité. Cette immobilité de tout ce qui nous entourait ne promettait d'ailleurs rien de bon : les Indiens comptaient sans doute sur le succès d'une ruse pour en finir avec nous. Nous résolûmes de nous assurer de leurs intentions. Nous remîmes, avec une précaution infinie, la pirogue à l'eau, et nous nous avançâmes dans la direction de l'île ; toujours même silence, même immobilité. Nous étions les deux seuls êtres vivants sur cette nappe d'eau.

— Que veut dire ceci ? demandai-je au Canadien.

— Que les sauvages attendent que la lune se couche pour venir nous attaquer et mettre à exécution quelque plan infernal que je ne devine pas à présent.

Nous écoutâmes de nouveau pour essayer de surprendre un son, un bruit quelconque. A force d'attention et de patience, nous crûmes distinguer à la longue un clapotis d'eau moins régulier et un peu plus bruyant que celui de la rivière contre ses bords; il nous sembla aussi que le son partait des rives de l'île et se rapprochait de nous.

— Retournons à notre poste, dit le Canadien.

Nous revînmes à l'îlot aussi doucement que nous en étions sortis ; le clapotis suspect se faisait toujours entendre. Nous reprîmes notre attitude d'observation, bien convaincus alors que la nuit ne se passerait pas sans que nos ennemis tentassent une nouvelle attaque.

— Si nous allumions du feu, dis-je à mon compagnon, ces drôles verraient que nous ne nous cachons pas, et nous découvririons peut-être le piége qu'on nous tend.

Mon conseil fut goûté, et les reflets de la flamme éclairèrent bientôt une partie de la rivière. Cependant le temps s'écoulait, et l'impatience que j'éprouvais commençait à me faire ressentir une espèce de malaise nerveux qui me rendait l'attente insupportable. Nous étions, le Canadien et moi, adossés contre le même arbre, mais chacun dans un sens contraire, ce qui nous permettait de surveiller tous les abords de notre position. J'étais tourné vers le camp indien, mon compagnon vers l'intérieur de l'îlot. La journée avait été assez laborieuse pour que la privation de sommeil alourdît nos paupières. Tout se taisait autour de nous, les feuilles dans l'air, les insectes sous la rosée, la rivière sous ses brouillards ; involontairement aussi, mes yeux se fermaient parfois. Alors, pour me tenir éveillé, je m'amusai à suivre dans leur descente les arbres que charriait la rivière. Tantôt c'était un tronc dépouillé de ses branches, plus loin, un arbre surnageant avec une partie de son feuillage comme un berceau flottant ; tous venaient silencieusement échouer sur la pointe de l'îlot. J'arrivai insensiblement à perdre tout sentiment de la vie réelle ; mon corps était assoupi, mes yeux seuls restaient ouverts. Un moment, je crus voir l'île tout entière où étaient campés les Indiens s'avancer doucement vers nous. J'attribuai d'abord au sommeil cette vision étrange, et je fis un effort pour secouer ma torpeur. Mes yeux, fixés plus attentivement sur la rivière, virent alors bien clairement une masse noire et compacte qui semblait se diriger vers nous. Je n'étais donc pas dupe du sommeil ;

un amas de troncs, de branches et de feuillage suivait le cours de l'eau.

A cet endroit, le récit de Bermudes fut de nouveau interrompu. — Écoutez ! me dit-il à voix basse.

Je prêtai l'oreille. Un grondement lointain retentissait.

— Voilà un premier avertissement, me dit le chasseur mexicain. Un second rugissement, mais encore étouffé, se fit entendre, à la fois plaintif et menaçant.

— Je m'étais trompé, reprit alors Bermudes.

— Que voulez-vous dire ? lui demandai-je.

— Je croyais que c'était un tigre.

— Eh bien ?

— Eh bien... il y en a deux !

Cette fois, j'éveillai précipitamment le Canadien.

— Deux tigres, lui dis-je à l'oreille.

— Deux tigres ! répéta le Canadien en bâillant, diable ! alors c'est vingt piastres !

Le flegmatique coureur des bois ne voyait dans cette complication qu'une double prime, et rien de plus.

— Dormez en paix, dit Bermudes au Canadien, ce n'est qu'un signe de colère et de désappointement que donnent ces animaux en voyant leur abreuvoir occupé; le moment n'est pas encore venu où la faim et surtout la soif les pousseront à nous attaquer.

— Ainsi, demandai-je au chasseur, vous persistez à croire qu'il y en a deux?

— Il y a encore une chance, reprit-il.

— Oui, qu'il y en ait trois, n'est-ce pas?

—Ne sommes-nous pas trois ? Mais, non ! Si ce n'est pas le mâle avec la femelle, l'un d'eux cédera la place à l'autre, car, autrement, deux jaguars mâles n'attaquent jamais de compagnie. Dans le cas contraire, un double avertissement nous fera tenir sur nos gardes ; car Dieu, qui a donné les sonnettes au plus dangereux des serpents pour avertir l'homme de son approche, a donné aux bêtes fauves des yeux qui luisent dans la nuit et des voix rugissantes qui précèdent leur attaque.

Cette assertion n'était qu'à moitié rassurante, mais enfin le danger était encore éloigné ; comme l'avait dit le chasseur, le moment n'était pas venu où la soif ferait taire chez ces animaux la crainte involontaire que leur inspire la présence de l'homme. Tout redevint muet dans les bois, dont la lune éclairait alors les profondeurs silencieuses. Les deux chasseurs reprirent leur attitude indolente; néanmoins le Canadien, au lieu de s'étendre de nouveau sur la mousse, s'adossa contre le tronc d'un arbre, sa carabine entre les jambes, et bourra sa pipe pour conjurer un reste de sommeil. J'avais assez appris à connaître le cours des étoiles pour lire sur la voûte du ciel que l'heure approchait où les mystères du désert commencent à s'accomplir. Je n'étais pas fâché d'entendre le son de la voix humaine troubler le silence solennel de la nuit, et je priai Bermudes de continuer son récit, si toutefois il croyait en avoir le temps.

— Nous avons encore, me répondit-il, au moins une heure devant nous, et c'est plus qu'il n'en faut pour que je finisse. Puis il reprit :

— Je courus au foyer, je saisis un tison, et le lançai vers la rivière. A la clarté qu'il répandit un instant avant de s'éteindre dans l'eau, je crus apercevoir confusément des formes humaines. Je revins précipitamment vers le Canadien; il était debout.

—Vite au canot, pour l'amour de Dieu! lui dis-je à l'oreille, ces diables rouges sont dans l'île.

J'avais à peine achevé, qu'une flèche vint en sifflant traverser le bonnet du Canadien, qui hésitait encore. Des hurlements, répétés par les échos des deux rives, déchirèrent nos oreilles. Nous nous élançâmes du côté de la pirogue. Trois Indiens se précipitèrent sur nous, j'en renversai un d'un coup de couteau; le Canadien abattit l'autre, et, pendant que le troisième courait rejoindre ses compagnons, un coup de ma carabine l'étendit raide mort. Gagner le canot et pousser au large fut pour nous l'affaire d'un instant. Des flèches lancées dans l'obscurité ne nous atteignirent pas. Quand nous fûmes hors de la portée des Indiens, je racontai à mon associé comment une partie de nos ennemis étaient parvenus à gagner notre retraite en remettant à flot des arbres échoués dans leur île. Je lui montrai du doigt le radeau qui portait le reste de la bande suivant doucement le fil de la rivière, dont le courant était peu rapide à cet endroit.

— Allons à leur île, lui dis-je; nous surprendrons leur butin, qu'ils ont abandonné pour venir à nous.

— Plus tard, me répondit-il; je veux auparavant dire un mot à ceux qui se sont cachés sous ces feuillages.

Arrivés à portée de carabine, le Canadien lâcha les avirons et fit feu sur le radeau. Nous entendîmes aussitôt le bruit que faisaient plusieurs corps en s'élançant dans l'eau. A mon tour, je couchai en joue ces corps noirs, à peine visibles dans l'obscurité. Nous avançâmes encore et nous leur fîmes essuyer une nouvelle décharge; mais tous avaient plongé sous l'eau ou gagné l'île, et nous n'aperçûmes plus rien. Les hurlements de ces païens nous apprirent leur rage et notre triomphe. La partie était gagnée pour nous, honteusement perdue pour eux.

— A l'île maintenant! dit mon associé, et il rama vigoureusement dans cette direction.

Après avoir débarqué, nous restâmes un instant indécis, cherchant à découvrir au milieu des ténèbres quelque indice qui pût nous guider vers le camp des Apaches. Je fis entendre alors le cri de *Santiago!* accompagné d'un certain claquement de langue familier à l'oreille de mon cheval, bien persuadé que, s'il était parmi le butin, il répondrait à mon appel. En effet, un hennissement se fit entendre assez près de nous et nous mit dans la direction. Après avoir fait quelques pas, nous tombâmes sur un groupe de mules et de chevaux étroitement garrottés. A côté de ces animaux s'élevait un monceau de selles, d'étoffes, de couvertures, et d'autres objets pillés par ces larrons. Je fis rouler d'un coup de pied tout cet amas de paquets, parmi lesquels je distinguai notre ballot de peaux de loutres à peu près intact. Au moment où je me baissais pour le ramasser, je crus remarquer un mouvement presque imperceptible sous une couverture. Je la soulevai et j'aperçus un jeune Indien à qui probablement la garde du butin avait été confiée. Le louveteau, qui se voyait pris, resta silencieux, laissant lire dans ses yeux farouches plutôt la colère que la peur. Je l'enveloppai sans cérémonie dans une couverture et j'appelai mon associé, resté en sentinelle sur le bord de l'eau. Un coup de carabine me répondit, et le Canadien accourut vers moi.

— Je viens d'en envoyer un rejoindre les autres, et les coquins vont nous laisser encore quelques instants de répit; mais il n'y a pas de temps à perdre.

Je confiai aussitôt mon jeune prisonnier au Canadien et je coupai les entraves

de mon cheval. En quelques minutes, deux chevaux furent harnachés tant bien que mal.

— En selle! dis-je au Canadien; chargez-vous de nos peaux, je fais mon affaire de ce jeune garçon, qui ne se doute pas qu'il aura l'honneur de délivrer quelques âmes du purgatoire; ne vous inquiétez pas du reste, mon cheval obéit à ma voix, et le vôtre le suivra.

Je coupai les liens des autres animaux, car je pensai que les Indiens emploieraient à réunir leur butin dispersé un temps précieux pour nous; puis, montant à cheval, je les poussai dans la direction du gué que j'avais remarqué la nuit précédente. Les chevaux et les mules délivrés hennissaient de joie, les Indiens hurlaient comme une bande de loups qui fuient devant un jaguar; nos cris de triomphe répondaient à tous ces cris, et les échos du fleuve répétaient en mugissant un tapage vraiment infernal. Arrivés au bord opposé de la rivière, une marche forcée nous mit bientôt à l'abri de toute poursuite, et c'est ainsi que nous sommes arrivés ce matin à l'hacienda, après avoir reconquis notre butin, mon cheval, et fait prisonnier un jeune Indien que je vendrai le plus cher possible, car on me l'achètera pour en faire un chrétien (1), et sa rançon me servira à m'acquitter envers les âmes du purgatoire.

Le récit de Bermudes était terminé. Après une courte pause, me voyant sans doute plus préoccupé de mon propre danger que de ses aventures, le chasseur mexicain ajouta :

— Il est temps maintenant de songer à vous.

— Le moment est donc venu ? lui demandai-je.

— Il approche du moins, reprit le chasseur. Ne vous apercevez-vous pas que le silence devient de plus en plus profond autour de nous? Ne sentez-vous pas que l'odeur des plantes a presque changé, et que, sous l'influence de la nuit, elles exhalent de nouveaux parfums ? Quand vous aurez plus longtemps vécu dans le désert, vous apprendrez que chaque heure du jour comme chaque heure de la nuit y a sa signification, son caractère propre. A chaque heure, une voix se tait, comme une voix nouvelle s'élève. A présent, les bêtes féroces vont saluer les ténèbres, comme demain les oiseaux salueront le jour qui naîtra. Nous touchons au moment où l'homme perd le prestige imposant que Dieu a mis sur son front, car la nuit son œil s'éteint, tandis que celui des animaux s'allume et perce l'obscurité la plus profonde : l'homme est le roi du jour, le jaguar est le roi des ténèbres.

En prononçant ces mots empreints d'une emphase tout espagnole, le chasseur se leva et prit, à la place qu'il avait quittée, un paquet qu'il déroula : c'étaient deux peaux de mouton recouvertes de leur toison. Puis il tira son couteau de sa gaîne.

— Voilà vos armes, me dit-il.

— Et que diable voulez-vous que je fasse de cela ? lui répondis-je. J'espérais que vous alliez me donner au moins une carabine ?

— Une carabine! reprit Bermudes; pensez-vous que j'en aie une provision? Je n'ai que celle-ci, et, quelque bien placée que je la croie entre vos mains, elle le sera mieux encore dans les miennes, car en tout il faut de l'habitude, et vous m'avez dit que c'était la première fois que vous chassiez le tigre.

(1) Bien que l'esclavage n'existe pas au Mexique, la loi permet d'acheter ces enfants, sous le prétexte spécieux de les convertir à la foi chrétienne; cette indulgence de la loi favorise parfois d'odieuses spéculations.

Matasiete s'obstinait à appeler cela *chasser !*

— Laissez-moi vous expliquer au moins, continua-t-il, l'usage de ces armes. Vous allez rouler ces deux peaux autour de votre bras gauche, et vous prendrez le couteau de la main droite ; vous mettrez en terre le genou droit, et vous appuierez votre bras enveloppé sur le genou gauche. De cette façon, le bras protégera votre corps et votre tête, tandis que votre genou protégera le ventre, car les tigres ont la mauvaise habitude de chercher à éventrer leur ennemi d'un coup de patte. Si vous êtes attaqué, vous présentez votre bras, et, pendant que les crocs de l'animal s'enfoncent dans la laine, au lieu d'être éventré, c'est vous qui, d'un coup de couteau, lui ouvrez le ventre de bas en haut.

— Ceci me semble incontestable, lui dis-je, mais j'aime mieux croire que deux chasseurs comme vous ne manqueront pas un tigre; mon parti est pris, je chasserai les mains dans mes poches, ce sera plus original.

— Mais s'il y en a deux ?

— Eh bien ! vous êtes deux. D'après votre raisonnement, les tigres n'attaquent de compagnie que dans le seul cas de la réunion du mâle et de la femelle : nous ne pouvons donc avoir sur les bras plus de deux tigres à la fois... à moins pourtant qu'il ne nous soit réservé cette nuit de constater, à nos dépens, un cas de polygamie contraire à toutes les lois de l'espèce.

A défaut de son armure de peaux de mouton, le chasseur insista pour me faire prendre le couteau. que j'acceptai. C'était une lame longue et pointue, avec un manche de corne, hérissé de gros clous de cuivre. Puis les deux associés amorcèrent leurs carabines, et nous n'échangeâmes plus d'autre parole. Tant que la lune n'avait pas été élevée dans le ciel, ses rayons obliques avaient encore versé çà et là à travers les troncs d'arbres assez de lumière pour éclairer les labyrinthes du bois; mais, au moment où les préparatifs des deux chasseurs furent achevés, la lune dardait perpendiculairement à la terre ses clartés, qui, dès lors interceptées par le feuillage, laissaient la forêt dans une obscurité complète, tandis qu'elles se répandaient sans obstacle sur la source et sur la clairière presque aussi vivement illuminées qu'en plein jour. Nous étions abrités par un paletuvier doot les branches inclinées vers la terre formaient une arche assez large. A une vingtaine de pas devant nous, retenu par la longe qui l'attachait, le poulain, dont l'instinct devait servir de guide aux chasseurs, s'était couché près de la source. Je le vis bientôt relever la tête et commencer à donner des signes d'inquiétude. A cette inquiétude vague succédèrent de petits cris de terreur entrecoupés et des efforts pour briser ses liens ; ces efforts étant impuissants, il resta immobile, mais tout son corps tremblait, et ses naseaux laissaient échapper des hennissements d'angoisse. Un souffle de terreur planait dans l'atmosphère. Tout à coup un rugissement caverneux, parti du sommet des hauteurs voisines, fit vibrer les échos du bois. Le pauvre animal cacha sa tête dans l'herbe. Un profond silence suivit ce formidable avertissement. Les deux chasseurs sortirent de leur retraite en se courbant, et j'entendis le double craquement de la carabine qu'ils armaient.

— Restez en arrière, me dit le Canadien à voix basse.

— Non pas, s'il vous plaît, répondis-je aussitôt; j'aime mieux être entre vous. Puis j'ajoutai : — Croyez-vous qu'il y en ait deux ?

Au moment où le Canadien me répondait par un signe dubitatif, un arbre qui s'élevait près de la source, parcouru par des griffes acérées, trembla depuis les branches inférieures jusqu'au sommet.

— Deux ! dit le chasseur mexicain.

— Est-ce tout ? demandai-je.

— Oui, jusqu'à présent.

Un rugissement terrible qui éclata à mes oreilles comme le son de dix clairons m'empêcha d'ajouter aucune observation. Je vis un corps fauve et blanc s'abattre sur le poulain que la terreur aplatissait contre le sol, j'entendis un craquement d'os brisés suivi presque aussitôt d'une détonation ; c'était le Mexicain qui avait tiré.

— Votre couteau, dit-il au Canadien en sautant en arrière près du coureur des bois, qui s'apprêtait à faire feu à son tour ; à vous, là-haut !

Je levai les yeux dans la direction indiquée par Bermudes, qui saisit le couteau du Canadien. Au sommet et à travers les rameaux du cèdre incliné sur la source, je vis deux larges prunelles luisantes comme des charbons allumés qui épiaient tous nos mouvements ; c'était le second jaguar dont la queue fouettait le feuillage et faisait tourbillonner des flocons de mousse arrachée aux branches. Immobile près de son compagnon, le Canadien ne perdait pas de vue les deux prunelles sanglantes dont son *rifle* suivait tous les mouvements. Cependant le jaguar blessé par Bermudes s'était élancé d'un bond jusqu'à lui ; la lune éclairait alors en plein le terrible animal. Une de ses pattes, presque séparée de l'épaule par la balle du chasseur, laissait couler des flots de sang. Ramassé sur lui-même pour tenter un dernier élan, le jaguar courbait la tête et rampait en rugissant avec fureur. Ses prunelles enflammées se dilataient outre mesure. Bermudes, calme et sur la défensive, le regardait fixement en faisant luire à ses yeux la lame de son couteau. Enfin le jaguar recueillit ses forces et bondit en avant ; mais ses muscles, déchirés par la balle, avaient faibli, et il retomba épuisé à la place que le chasseur venait d'abandonner en sautant de côté. Rien ne me séparait plus du tigre quand, frappé deux fois par le poignard du brave Matasiete, il poussa un dernier et effroyable rugissement, se tordit et expira : la lame lui avait traversé le cœur.

— C'est égal, s'écria Bermudes, voilà une peau affreusement abîmée ; je ne parle pas de la mienne, et il me montrait son bras déchiré par une longue estafilade. Il achevait à peine qu'un second rugissement se fit entendre du côté du cèdre : une détonation y répondit, et un bruit de branches brisées, suivi d'une lourde chute, annonça un de ces coups d'adresse qu'un *rifleman* du nord est seul capable d'exécuter. Le Canadien avait visé son ennemi, *au juger*, entre les deux yeux. Quand les deux chasseurs, faisant le tour du bassin, eurent retrouvé le corps du jaguar, leurs cris de triomphe m'apprirent que l'infaillible coup d'œil du Canadien ne l'avait pas trompé. Je m'approchai, non sans quelque compassion, d'une autre victime de l'homme et du tigre, je veux parler du poulain sacrifié. Le pauvre animal gisait immobile sur l'herbe. Une empreinte saignante sur le sommet de la tête, une autre sur le museau, et la fracture complète des vertèbres du cou prouvaient que la mort avait dû être instantanée. Déjà raide et glacé comme lui, le premier jaguar gisait à ses côtés, et je le mesurais encore de l'œil, mais à distance, quand les deux associés arrivèrent, traînant la femelle, dont la balle avait brisé le crâne. Cette fois, du moins, la peau restait intacte.

— Savez-vous que vous chassez parfaitement le jaguar, seigneur cavalier? me dit Bermudes.

— C'est vrai, mais il faut que j'y sois forcé.

— Comment forcé ?

— Eh parbleu! pouvais-je m'en aller? qu'auriez-vous dit si j'avais refusé de rester avec vous?

— J'aurais dit que vous aviez peur.

— Et que direz-vous maintenant?

— Que vous êtes un brave!

— Eh bien! c'est ce qui vous trompe, répliquai-je; j'ai eu peur, très-peur même, et je suis resté!

Les deux chasseurs se montrèrent disposés à passer la nuit près du butin qu'ils avaient si bien acquis. Pour moi, qui ne pouvais que gagner à échanger les carreaux de ma chambre contre un bon lit de mousse, je me rangeai à leur avis, à condition toutefois qu'on allumerait du feu. Mon désir fut satisfait. Notre foyer répandit bientôt de joyeuses lueurs sur les beaux arbres qui ombrageaient la source, et les harmonies de la solitude ne tardèrent pas à nous endormir.

Le lendemain matin, à mon réveil, je trouvai les deux associés, les bras ensanglantés, la chemise retroussée jusqu'au coude, occupés à écorcher les deux jaguars. Quand ils eurent fini cette besogne, qu'ils avaient accomplie avec la dextérité de gens habitués à de semblables opérations, ils chargèrent les peaux sur leurs épaules, et nous reprîmes tous les trois le chemin de l'hacienda. Des félicitations sans nombre nous accueillirent à notre arrivée, la belle Maria-Antonia voulut bien y joindre les siennes; je n'ai pas besoin de dire que je n'en pris naturellement qu'une part très-modeste.

— Ah çà! mon fils, dit don Ramon à Bermudes après lui avoir compté les vingt piastres de prime pour les deux têtes de jaguars, il y a ici une foule de prétentions à l'égard du jeune païen que tu as ramené. Chacun de nous voudrait acheter une occasion méritoire d'être agréable à Dieu en arrachant une âme aux griffes de Satan, et j'espère que tu seras raisonnable dans tes désirs.

Bermudes se gratta l'oreille, passa la main plusieurs fois dans son épaisse chevelure, et répondit :

— J'ai fait vœu de consacrer le produit de ma prise aux âmes du purgatoire. Or, comme nous voulons tous faire une œuvre également méritoire, je ne saurais l'estimer à un prix trop élevé, comme aussi vous ne sauriez acheter trop cher cette occasion d'être agréable à Dieu.

Ce dilemme du rusé chasseur sembla fort embarrassant au seigneur don Ramon, qui jugea prudent de remettre la discussion à un moment plus favorable. Il se retira, laissant Bermudes répondre aux nombreuses questions qui de toutes parts lui étaient adressées. Parmi les assistants, un seul ne paraissait point partager la curiosité générale. Il se tenait à l'écart, faisant sauter en l'air une piastre qu'il avait dans la main, et murmurait entre ses dents :

— Je n'ai jamais joué d'Indiens sur une carte, ce serait pourtant une belle partie, surtout avec mon infaillible Martingale.

Puis, s'approchant de moi, ce dernier personnage, qu'on a déjà reconnu, me dit à voix basse :

— Je n'ai pas oublié votre recommandation, seigneur cavalier, voici votre piastre que je vous ai promis de réserver pour une occasion solennelle, et je tiendrai parole.

La nuit venue, je méditais dans ma chambre sur l'inutilité d'un plus long séjour à l'hacienda, où rien ne me retenait désormais, quand on vint frapper à

ma porte, qui s'ouvrit sur mon invitation. Je vis entrer le chasseur mexicain, dont le front était soucieux.

— Seigneur cavalier, me dit-il, vous qui chassez si bien le tigre, vous plairait-il de nous accompagner encore à la chasse aux loutres, et, par occasion, à la chasse aux Indiens ?

— Ceci mérite réflexion, lui répondis-je ; les plus belles choses sont celles dont il faut le moins abuser. Je suis fort satisfait de ma chasse aux tigres, celle aux loutres me sourirait assez, mais je refuse formellement de chasser à l'Indien.

Bermudes soupira d'un air tragique.

— Hélas! seigneur cavalier ; je n'en puis dire autant : il faut que je donne encore la chasse à ces païens. J'ai joué ! j'ai perdu mon Indien avec ce drôle si bien nommé Martingale, et les âmes du purgatoire sont de nouveau obligées de me faire crédit !

Après avoir cherché à consoler de mon mieux le pauvre chasseur, je convins de quitter l'hacienda le lendemain avec lui et le Canadien ; puis je le congédiai, sans me dissimuler que la créance des âmes du purgatoire était fort aventurée, et qu'elles couraient grand risque de n'avoir jamais en Bermudes qu'un débiteur insolvable.

GABRIEL FERRY.

DE L'ASSOCIATION

LITTÉRAIRE ET SCIENTIFIQUE

EN FRANCE.

I.

LES SOCIÉTÉS SAVANTES ET LITTÉRAIRES DE PARIS.

I.

De toutes les institutions du passé, les académies, les associations scientifiques et littéraires sont peut-être celles qui, même en subissant d'inévitables transformations, ont traversé avec le plus de persistance le cours des âges. Toujours indépendantes, dans les républiques comme dans les monarchies, respectées par les pouvoirs les plus ombrageux, protégées par les rois les plus ignorants, elles représentent à toutes les époques le droit de penser librement et de s'associer pour penser. Nées de la philosophie et de la rhétorique, elles ont fini par embrasser dans leur ensemble toutes les connaissances humaines. On peut reprocher sans doute aux hommes qu'elles ont de tout temps attirés dans leur sein, même à ceux qui ont laissé de leur passage dans ce monde les traces les plus éclatantes, des jalousies mesquines, des préventions injustes, et ces passions étroites que développe trop souvent l'amour de la science et de la gloire; mais sans aucun doute elles ont fait naître l'activité, discipliné les efforts individuels, confondu les diverses classes dans la plus noble de toutes les aristocraties, celle du talent et de

la moralité, multiplié les relations entre les peuples, stimulé le travail, contribué à former les langues et souvent à contenir le débordement de théories funestes. C'est par l'université de Paris que la France a dominé le mouvement intellectuel du moyen âge, c'est par les académies qu'elle domine encore aujourd'hui le mouvement scientifique. Les annales, et ce qu'on pourrait appeler la biographie des corps savants, occupent dans notre histoire littéraire une large place. On a fait de longues dissertations pour en démontrer l'importance; on a fait des épigrammes plus ou moins piquantes pour en prouver l'inutilité. Aujourd'hui les panégyriques comme les satires ont fait leur temps. C'est en dressant la statistique des corps savants, c'est en écrivant leur histoire qu'on les critique et qu'on les loue.

Sans remonter jusqu'à l'*histoire* de Pelisson ou jusqu'à celle de Fontenelle, qu'on réimprime toujours et que probablement on ne fera jamais oublier; sans parler des travaux de Jarckius sur les académies italiennes, du recueil trop peu connu de Sérieys ou du répertoire de Reuss, nous avons vu paraître dans ces dernières années un grand nombre d'ouvrages uniquement consacrés aux sociétés savantes. Quelques-unes d'entre elles écrivent leur histoire; elles publient des mémoires, des journaux : enfin le gouvernement vient de leur consacrer un *Annuaire,* qui se continuera régulièrement et dans lequel sera consignée l'analyse de leurs travaux. Le nombre de ces sociétés s'est accru dans une proportion vraiment notable; il y a donc intérêt, nous le pensons, à dresser une sorte de statistique de la France académique, à chercher ce que les associations qui ont pour but l'étude des lettres, des sciences, de l'économie politique, agricole, industrielle, ont fait pour la cause du progrès sérieux. Le sujet est neuf, et pour faire mieux comprendre le mouvement de ces dernières années, les révolutions profondes qui s'accomplissent insensiblement dans les paisibles domaines de l'intelligence, nous remonterons jusqu'aux origines.

A l'heure où les premières ombres de la nuit descendaient sur les promontoires de la Grèce, les penseurs d'Athènes s'assemblaient sous les beaux ombrages des jardins d'Académe. Là on parlait des dieux, de l'âme, de la nature, et tout citoyen libre, eût-il même un manteau troué, pouvait s'asseoir, pour écouter, sur un bloc de marbre et toucher la main du maître. Ces membres de l'institut grec ne travaillaient point à la confection du *lexique,* et ils laissaient à la république le soin de donner les prix de vertu. Supérieurs à toutes les intrigues, occupés seulement de la recherche de la vérité, et par cela même plus grands que tous ceux qui les ont suivis, ils ont laissé comme souvenir de leur passage sur cette terre un nom emprunté à leur belle langue pour nommer dans tous les âges les associations formées par les philosophes et les savants.

L'Égypte monarchique, comme la Grèce républicaine, eut ses académies. Ptolémée Soter avait fondé à Alexandrie un institut célèbre dans le quartier du *Brucchium*, au voisinage de la célèbre bibliothèque. Ici déjà on s'éloigne de la sagesse et de l'indépendance antique, on touche à l'académie royale. Les membres de l'institut de *Brucchium* sont payés par le prince, logés par lui. Ils ont une promenade, une salle commune pour prendre leurs repas, et pour tenir leurs conférences une autre salle garnie de siéges numérotés. Rome s'écarte encore plus qu'Alexandrie de la tradition d'Athènes. Elle emprunte, dans son déclin, à la Grèce et à l'Égypte, la mode des réunions scientifiques et littéraires; mais les académies romaines étaient plutôt des écoles que des associations, et, si l'on en juge d'après quelques mots de Tacite, elles exercèrent sur les mœurs publiques une désas-

treuse influence, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par les rhéteurs et les pédants.

Quant à nous, enfants de ces Gaulois que le dieu de l'éloquence conduisait attachés par l'oreille avec des rênes d'or, c'est à l'empereur Claude que nous devons l'importation des cercles et des concours académiques. On sait que, pour se distraire des soins du gouvernement et de ses mésaventures conjugales, ce maître hébété de l'empire ouvrit à Lyon des combats de rhétorique où les vaincus devaient effacer avec leur langue toutes les phrases mal sonnantes, sous peine d'être jetés dans le Rhône. La gloire du triomphe ne compensant point les désagréments de la défaite, ces luttes furent accueillies avec peu de faveur; bientôt les invasions barbares firent oublier la rhétorique, et il faut attendre jusqu'à Charlemagne pour retrouver dans la Gaule les traces d'une académie. Quoi qu'on ait dit à la gloire du grand empereur, et bien que lui-même scandât fort agréablement le vers latin, comme le témoigne un fragment poétique récemment découvert, les écrits du savant Alcuin, un des astres de la pléiade carlovingienne, permettent de penser que l'*académie palatine* n'eut jamais, au point de vue intellectuel, qu'une importance fort secondaire.

Jusque-là l'académie avait été chose princière; mais la révolution du XIIe siècle, en appelant les bourgeois à la liberté, en leur donnant le droit de posséder pour eux-mêmes, de s'associer et de penser autant qu'on le pouvait faire alors, éveilla en eux l'instinct des distractions de l'esprit, et il se forma au sein des corporations industrielles des associations poétiques qui contribuèrent, autant que les *jeux* scéniques, les pèlerinages et les processions, à distraire nos aïeux au milieu des maux sans nombre, pestes, guerres ou famines, qui pesèrent sur le moyen âge. A côté de ces associations brutales ou grotesques, *cornards, turlupins, bandes joyeuses de l'abbé Maugouverne*, qui bafouaient tous les scandales ou parodiaient toutes les choses respectées, se formèrent des confréries *de Notre-dame du Puy, du Palinod, de la fosse aux ballades*, véritables académies municipales où l'on chantait les louanges de la Vierge et les histoires des *seigneurs Anchiens*. On n'a guère remarqué et cité que *les jeux floraux;* mais, sous d'autres noms et avec moins d'apparat, bien des villes du nord avaient des institutions pareilles. Toulouse donnait des fleurs; dans le nord, on donnait du vin clairet, des alouettes d'argent, et nous avons vu, dans un vieux registre d'échevinage, l'une de ces pièces honorées de la couronne municipale où le vainqueur comparait la comtesse d'Artois à la vierge Marie, en lui souhaitant, avec une grâce infinie et dans le plus doux langage, autant d'années de fraîcheur et de beauté qu'il pouvait entrer de bouquets de roses dans la chapelle de la reine des anges.

Du reste, en France, les associations littéraires du moyen âge n'ont exercé qu'une très-faible influence sur la marche des idées, sur les progrès de la langue. Sous ce rapport, l'Italie nous a singulièrement devancés. Dès le XVe siècle, les savants de la péninsule se réunirent, sous les titres les plus bizarres, pour travailler au perfectionnement de l'idiome national, discuter les plus hautes questions de la philosophie, rechercher et mettre en lumière les écrivains de l'antiquité. Bologne avait dix-huit académies, Rome en avait seize, Naples huit, Milan vingt-cinq, Florence huit, et sans compter celles qui se sont fait une célébrité par la bizarrerie de leur nom seul, telles que les académies des *ardents,* des *altérés,* des *endormis*, des *humoristes,* des *inquiets,* des *ensevelis,* des *illuminés,* des *muets,* des *fous,* etc., il en est, comme l'académie *platonique* et l'académie *della*

Crusca, qui ont mérité, par l'importance de leurs travaux, une place glorieuse dans les annales de l'esprit humain. Marcile Ficin, Pic de la Mirandole, Ange Politien, Machiavel, prirent une part active aux travaux de l'académie platonique. Le Tasse eut avec les membres de la *Crusca* des démêlés qui sont restés célèbres, et l'on vit souvent éclater entre les sociétés des différentes villes des rivalités non moins ardentes que les haines qui divisaient les républiques; c'étaient dans les rapports de la vie littéraire les mêmes jalousies, les mêmes inimitiés, les mêmes perfidies que dans la vie politique. L'épigramme, il est vrai, remplaçait le poignard, mais les blessures n'étaient pas moins profondes, et, tandis que chez nous les luttes académiques s'élèvent à peine à la hauteur d'une querelle entre Vadius et Trissotin, elles prennent en Italie, même de notre temps, les proportions d'une véritable guerre civile.

Le grand mouvement de la renaissance fit sentir plus vivement aux hommes préoccupés des sciences et des lettres le besoin d'associer leurs travaux et leurs efforts. Dès la première partie du XVI[e] siècle, quelques villes françaises eurent de véritables académies, et, en ce point, elles devancèrent la capitale de près d'un siècle. Les Lyonnais, jaloux de renouer la chaîne des temps et d'ajouter à la moderne illustration de leur cité l'éclat d'une gloire antique, reconstruisirent, sous le titre d'*Athœneum Lugdunense restitutum*, l'académie que Drusus et Claude avaient honorée de leur protection. Un an après la conquête de la Bresse par François I[er], en 1536, on trouve à Bourg une *société libre des sciences et des arts,* qui avait fait graver sur la maison où elle tenait ses séances ces pentamètres caractéristiques :

Pieridum domus hæc : sacros haurire liquores
Si cupis, hanc adeas, docta Minerva rogat.
Ingenuas artes sub tecto hoc clamat Apollo,
Atque suum quævis musa agit officium.

Désormais l'impulsion était donnée, et lorsque Richelieu fonda l'Académie française, lorsque Colbert, en 1666, fonda l'Académie des sciences, ces grands ministres ne firent que consacrer, par une sanction officielle, des institutions qui depuis longtemps déjà avaient reçu la sanction de l'usage. Ici, d'ailleurs, comme en bien d'autres points, les rêveurs, ou si l'on veut les philosophes, avaient devancé les hommes d'état, et dans la célèbre utopie de Bacon, *la Nouvelle Atlantide,* il est parlé d'un institut de Salomon, divisé, comme l'Institut de France, en diverses sections, mécanique, physique, histoire naturelle, etc. « Notre but, dit un des membres, est la découverte des causes et la connaissance des principes pour étendre les limites de l'empire de l'homme sur la matière. » En donnant pour base à toutes les études l'observation et l'expérience, Bacon inaugurait en quelque sorte dans la société moderne le principe de l'association intellectuelle, et par cela même les académies. Perdu dans l'infini de sa pensée et arrêté dès les premiers pas par le mystère et l'inconnu, l'homme allait chercher parmi ses semblables d'autres yeux, d'autres esprits, pour voir, pour penser avec lui.

II.

Les encouragements prodigués par Louis XIV aux membres des académies de la capitale, l'empressement de ce prince et de ses ministres à favoriser le progrès scientifique et littéraire, développèrent rapidement dans la province l'esprit d'association. Arles, Villefranche, Nîmes, Angers, Soissons, avaient, à la fin du XVII[e] siècle, des académies dûment autorisées par lettres patentes. Du reste, les préoccupations de ces diverses sociétés étaient exclusivement littéraires, et comme elles se croyaient obligées envers le monarque plutôt qu'envers le pays, elles acquittaient leur dette en célébrant chaque année les triomphes du roi ou la naissance des princes dans une pièce de vers méditée, rimée, revue et corrigée par tous les membres réunis.

Dans le cours du XVIII[e] siècle, les sociétés savantes se multiplient en province; l'horizon des idées s'agrandit autour d'elles; elles abordent les hauts problèmes de la science, de l'histoire, de la philosophie, et rallient à leurs travaux, à leurs concours, des hommes dont la gloire appartient à la France entière. C'est ainsi que l'académie de Bordeaux reçut de Montesquieu lui-même, comme une confidence intime, la communication des premiers chapitres de *l'Esprit des Lois*, et que Dijon, en 1750, couronna le magnifique réquisitoire de Rousseau contre les sciences et les arts. La banqueroute de Law, en désabusant les esprits des jeux hasardeux de la finance, tourna l'attention publique vers l'inaliénable richesse des peuples, l'agriculture, et les sociétés agricoles vinrent s'ajouter bientôt aux sociétés littéraires. En 1788, on comptait dans la province, si l'on s'en rapporte à la liste insérée dans l'*Almanach royal,* quarante-huit sociétés agricoles, littéraires, scientifiques, médicales et artistiques. Quelques-unes ont laissé d'excellents mémoires, et le plus grand éloge qu'on puisse faire de leurs travaux, c'est de rappeler le jugement qu'en a porté Voltaire : « Elles ont fait naître l'émulation, dit l'immortel écrivain ; elles ont forcé au travail, accoutumé les jeunes gens à de bonnes études, dissipé l'ignorance et les préjugés de quelques villes, inspiré la politesse, et chassé autant qu'on peut le faire le pédantisme. »

Par décret du 8 août 1793, la convention supprima toutes les académies autorisées par lettres royales, non pas, comme on l'a dit, en haine de la science, mais pour les reconstituer sur de plus larges bases. L'Institut fut rétabli en vertu de la loi du 3 brumaire an IV; autour de l'Institut se groupèrent en divers cercles des savants et des gens de lettres avides de travailler à l'utilité générale et à la gloire du pays. La *Société philotechnique* et l'*Athénée des Arts* se distinguèrent surtout par leur zèle et leur activité. Trois jours avant la mort de Lavoisier, l'Athénée députa vers ce savant illustre plusieurs de ses membres pour lui porter une couronne, et, comme le disait Lakanal, « après avoir honoré les victimes au pied de l'échafaud, on adoptait leurs enfants. » La science et le patriotisme marchaient de front à cette grande époque; en même temps que les sociétés savantes organisaient le programme des fêtes patriotiques, en même temps qu'elles étaient chargées de l'*apothéose civique,* c'est-à-dire de l'éloge des citoyens morts pour le pays, elles ouvraient des cours publics où professaient Lamarck, Cuvier, Fourcroy, Monge, Chénier. Les services rendus par les sociétés de Paris, pendant les

mauvais jours de la révolution, sont incontestables, et le comité de salut public pouvait dire justement que, seules *au milieu du silence effrayant et général de l'instruction, elles avaient fait entendre la voix de la science.*

Sous l'empire, le mouvement académique fut surtout littéraire; il en fut de même sous la restauration. A cette date, un grand nombre d'académies s'appliquèrent à mériter, par la pureté de leurs sentiments monarchiques, le titre de *royale.* On peut citer, comme type de ces réunions bien pensantes, la *Société des bonnes lettres,* fondée à Paris le 15 février 1821. Cette association, qui comptait parmi ses membres actifs MM. de Châteaubriand, de Genoude, Raoul-Rochette, Nodier, avait pour but de rendre toutes les muses royalistes et d'en faire les interprètes de la France monarchique. On publiait des *annales* que la *Société des bons livres* recommandait dans ses prospectus. Pour disposer les abonnés en faveur de cette publication, le directeur, M. le baron Trouvé, inséra en tête du premier volume des vers « que la muse harmonieuse de M. Ancelot avait fait entendre à la naissance d'un auguste enfant. » Les *Annales,* qui se soutinrent pendant plusieurs années avec quelque succès dans le monde monarchique, cessèrent de paraître en 1829, faute d'abonnés, car les sympathies n'étaient plus aux muses royalistes. La *Société des bonnes lettres* avait manqué son but, mais le recueil qu'elle a publié n'est pas sans intérêt, et on le consultera toujours avec fruit pour l'histoire des variations politiques et littéraires de notre temps.

La guerre des classiques et des romantiques, cette guerre acharnée qui a fini, comme toujours, par un traité de paix, enfanta quelques tentatives d'académies, qu'on voulait opposer à la *vieille* et *décrépite* institution de Richelieu, comme aujourd'hui on oppose le phalanstère aux villes des civilisés. Le romantisme eut ses initiés comme les religions naissantes, et le *cénacle* fut fondé, académie abstraite opposée à l'Académie française, qui alors ne s'attendait guère à voir siéger dans ses rangs les principaux chefs de l'armée ennemie. L'influence qu'exerça le cénacle sur le développement de notre poésie lyrique, bien que resserrée dans les limites de l'école, fut salutaire à certains égards; mais la poétique assemblée eut aussi ses faiblesses, trop souvent elle décerna un peu à la légère les brevets de génie et d'immortalité. De trop faciles ovations, dont quelques talents privilégiés pouvaient seuls braver l'action énervante, devaient vite amollir des natures moins heureusement douées. Cette fâcheuse tendance à surexciter les ambitions poétiques s'est conservée dans notre littérature. Le cénacle a disparu, mais ses traditions n'ont pas toutes péri, et, tous les jours, de jeunes muses qui se trompent d'époque viennent expier devant le public l'erreur où les ont jetées quelques éloges irréfléchis.

Une ère nouvelle commence, pour les sociétés savantes, avec la révolution de juillet. L'attention des esprits, en se tournant d'une part vers l'étude des problèmes sociaux, de l'autre vers l'application des sciences aux progrès matériels, appela de ce côté les efforts des associations académiques. Dans une circulaire ministérielle écrite en 1834, et signée de M. Guizot, nous lisons ce remarquable passage : « Au moment où l'instruction populaire se répand de toutes parts, au moment où les efforts dont elle est l'objet amènent dans les classes nombreuses qui sont vouées au travail manuel un mouvement d'esprit énergique, il importe beaucoup que les classes aisées, qui se livrent au travail intellectuel, ne se laissent point aller à l'indifférence et à l'apathie. Plus l'instruction élémentaire deviendra générale et active, plus il est nécessaire que les hautes études, les grands

travaux scientifiques, soient également en progrès; si le mouvement intellectuel allait toujours croissant dans les masses, pendant que l'inertie régnerait dans les régions élevées de la société, il en résulterait tôt ou tard une dangereuse perturbation ; je regarde donc comme un devoir imposé au gouvernement, dans l'intérêt social, de prêter également son appui, et d'imprimer, autant qu'il est en lui, une impulsion harmonique à toutes les études, à la science haute et pure, aussi bien qu'à l'instruction populaire et pratique. »

Les lignes que nous citons s'adressaient aux sociétés savantes, et elles offraient cela de piquant, qu'en cherchant à stimuler leur zèle au nom d'une haute pensée politique, la circulaire officielle était en contravention avec leurs statuts en vertu desquels la politique est interdite. Après avoir donné de grands éloges aux bonnes intentions, le ministre se plaignait de la stérilité des résultats ; il y trouvait deux motifs, le manque d'encouragement, le manque de publicité, et, pour remédier à cette situation regrettable, il annonçait l'intention d'établir, entre le ministère de l'instruction publique et les diverses sociétés savantes, une correspondance régulière, de publier chaque année, sous les auspices du gouvernement, un recueil contenant quelques-uns des mémoires les plus importants et un compte rendu sommaire, rédigé sur le plan du bulletin de l'Académie des sciences. Ce projet n'eut point de suite; les encouragements se bornèrent à quelques distributions de livres. L'ardeur cependant ne fut point ralentie; les congrès, les associations provinciales, s'unirent bientôt aux sociétés ; l'attention publique s'éveilla sur tous les points; la presse parisienne elle-même, ordinairement si dédaigneuse pour les travaux qui n'ont point reçu la consécration de la capitale, se préoccupa de ces réunions qui abordaient hardiment les plus hautes questions de l'économie politique; enfin, le gouvernement, qui trouve dans ces sortes d'associations des auxiliaires puissants pour le progrès calme et régulier, et qui craindrait peut-être de les voir s'égarer en les abandonnant à elles-mêmes, le gouvernement est intervenu récemment, et d'une façon qui, cette fois, nous l'espérons du moins, sera définitive : M. le ministre de l'instruction publique a promis de diriger, de relier entre elles les diverses sociétés de Paris et de la province, et de les aider par un crédit spécial porté au budget à dater du 1er janvier 1846.

L'*Annuaire,* dont la publication a été prescrite par l'ordonnance du 27 juillet 1845, a enfin paru. Rédigé avec un grand soin par M. Achille Comte, d'après les renseignements fournis par les corps savants eux-mêmes, cet annuaire comprend la notice historique de chaque société, avec l'indication des travaux les plus importants depuis l'origine, les textes des règlements, les listes des membres. La première partie est consacrée aux sociétés de la capitale, la seconde à celles de la province. Nous allons d'abord nous occuper de Paris, et nous aurons souvent à compléter les documents statistiques et administratifs donnés par M. Comte, en y ajoutant, avec l'appréciation des divers travaux académiques, les renseignements qui ne sont point contenus dans la publication officielle.

III.

Paris compte aujourd'hui, non compris l'Institut, trente-six sociétés reconnues et approuvées par le gouvernement. Au milieu ou plutôt au-dessus de ces sociétés,

l'Institut tient un rang tout à fait à part. Raconter l'histoire des cinq académies, en faire l'apologie ou la satire, ce serait recommencer une tâche déjà faite mille fois, et nous n'avons aucun goût pour les compilations inutiles. Nous laisserons donc de côté les académies constituées par l'état pour arriver tout de suite au tiers état académique, qui n'a ni broderies ni traitement. La limite est nettement tranchée. D'un côté, l'Académie paie ses membres; de l'autre, ce sont les membres qui paient pour loger, éclairer et chauffer l'académie.

Quand on compare, à trente années de distance, les travaux des sociétés savantes, le fait qui frappe dès l'abord, c'est la prédominance des études positives et purement scientifiques sur les études littéraires, et l'effacement complet des études philosophiques. En ce qui touche la littérature proprement dite, les académies parisiennes, isolées du mouvement et de la vie active, sont comme une sorte de nécropole où dorment, sans espoir de résurrection, les représentants obstinés de l'école classique de 1808, et les automédons démontés dans les jeux olympiques du romantisme de 1826; mais c'est le classique qui domine, et l'on pourrait parfois se croire transporté dans l'âge d'or des fadaises mythologiques. Amaryllis et Daphné, toutes les beautés mythiques et impersonnelles du Parnasse païen, ont encore, qui le croirait? des adorateurs et un culte dans ce Paris sceptique, qui a renié tant d'autres dieux.

Parmi les sociétés purement littéraires, celles qui nous rapprochent le plus du passé ont une sorte de privilége d'âge, et doivent nous occuper d'abord. La *Société lyrique des Bergers de Syracuse* est une églogue vivante qui, sans aucun doute, eût attendri jusqu'aux larmes M. de Florian. Cette société, fondée en 1804, a pour emblème une houlette; ses poëtes n'y parlent jamais de leur lyre, mais de leur musette et de leurs pipeaux, et, quand la séance est ouverte, les qualifications prosaïques de la politesse moderne sont remplacées par les appellations quasi-virgiliennes d'*aimable berger* et d'*aimable bergère*. Estelle et Némorin auraient pu, on le voit, réclamer la présidence de cette académie pastorale, qui, à défaut d'autre mérite, a du moins l'avantage de prouver que les traditions naïves ne sont point complétement effacées parmi nous.

Fondée il y a cent six ans par une société d'amateurs, dont quelques-uns étaient gens d'esprit, la *Société académique des Enfants d'Apollon* peut être placée à peu près sur le même rang que *les Bergers de Syracuse*, et ces enfants d'Apollon, qui, en vertu de l'article LIII des statuts réglementaires, « doivent au moins une fois dans l'année le tribut de leur talent, » ne sont pas moins classiques par l'inspiration que par le cérémonial. Ainsi, quand on reçoit un nouveau membre, deux maîtres des cérémonies sont chargés de l'introduire. Alors tous les membres se lèvent; le *chef*, c'est-à-dire le président, adresse la parole au récipiendaire, lui donne l'accolade, et le *proclame fils du blond Phébus*, après lui avoir exprimé les sentiments de ses collègues; cela fait, les maîtres des cérémonies reconduisent le récipiendaire à sa place, et tous les membres se rasseient. On compte parmi les dignitaires M. Orfila, doyen de la Faculté de médecine, ce qui fait songer aux anciens, qui plaçaient Esculape dans le temple des Muses. Quelques bulletins, quelques comptes rendus de séances solennelles, publiés à de longs intervalles, sont les seuls témoignages d'activité littéraire qu'aient donnés *les Enfants d'Apollon* et *les Bergers de Syracuse*.

Ces deux sociétés n'ont du moins pas dégénéré, elles sont fidèles à leur passé le plus naïf; mais, hélas! que sont devenues la littérature et la poésie à *l'Athénée*

des Arts ou à *l'Athénée royal?* Ouvrons, pour répondre à cette question, le programme de l'une des séances annuelles de *l'Athénée des Arts*, séances qui se tiennent d'ordinaire à l'hôtel de ville, dans la salle Saint-Jean, et qui l'embellissent d'un concert vocal et instrumental. Que trouvons-nous en fait de poésie? Des épîtres philosophiques sur le bonheur que procure l'étude, quelques petites chansons imperceptiblement badines, des stances au laurier planté par Jean-Jacques dans l'Ermitage à Montmorency, des odes sur les chemins de fer ou sur le daguerréotype, attendu que c'est par le côté industriel que la poésie à *l'Athénée des Arts* se rallie au mouvement du siècle. Du reste, *l'Athénée* est satisfait de lui-même, et on voit dans les comptes rendus des travaux que les poëtes qui concourent à embellir les réunions se distinguent tous par la pureté de leur style, que les moralistes ont toujours l'esprit fin et observateur, que les recherches des érudits sont toujours laborieuses, enfin, que les personnes qui font les lectures publiques lisent toujours avec une suavité d'organe et une voix d'apparat qui prêtent un nouveau charme aux compositions qu'elles sont chargées de transmettre. Les compliments sont clichés, pour ainsi dire; ainsi, il y a trois ans, la plume de Mme A. était spirituelle et facile; l'année dernière, cette plume était affectueuse et tendre; enfin, cette année, la même plume est gracieuse et fine. On aurait tort cependant de se montrer sévère, car, dans un temps où les lettres sont devenues pour le grand nombre une spéculation mercantile, on doit de l'indulgence, sinon des éloges, à ceux qui les cultivent pour elles-mêmes, aux modestes ambitions qui se contentent d'une gloire inédite.

L'Athénée royal, qui tient ses séances dans la rue de Valois, a suivi également cette voie de décadence; il a reculé, quand tout marchait autour de lui, et certes on est aujourd'hui bien loin du temps où La Harpe, Chénier, Lemercier, Victorin Fabre, y professaient des cours de belles lettres; on est même bien loin du temps où M. Jules Janin y racontait l'histoire du journalisme en France. Malgré le protectorat de M. de Castellane, le Richelieu de cette contrefaçon de l'Institut, *l'Athénée,* qui est tout à la fois un cabinet de lecture, une académie et une école, ne se soutient guère que par la curiosité oisive des rentiers désœuvrés. C'est là que se réfugient ces auditeurs somnolents qui vont chercher dans les cours publics le pain quotidien de l'intelligence, et si parmi les professeurs il se rencontre quelques hommes vraiment distingués qui parlent pour s'exercer à la parole, on y trouve le plus souvent les enfants perdus des théories hasardées de l'économie politique, du droit, de l'histoire, de la science et de la littérature. Le magnétisme, la phrénologie, le fouriérisme, l'homœopathie, le progrès humanitaire, toutes choses qui se valent, ont là leur tribune, et chacun est admis à émettre ses idées, à contredire celles des autres. A la Sorbonne, au Collége de France, ce sont les professeurs qui enseignent; à l'Athénée, outre l'enseignement des professeurs, il y a celui du public, et c'est là ce qui fait en grande partie l'originalité des séances. Les sujets les plus opposés, les plus fantastiques même, se heurtent comme des farfadets dans une ronde du sabbat. On comparait hier Fourier et Jésus-Christ; on comparera demain Dante et Hegel. On étudie la cranioscopie dans ses rapports avec le droit, la théorie des ressemblances, les sources du bonheur, la valeur de la couleur dans le règne organique, la folie considérée comme *désharmonie* des fonctions de l'encéphale, les origines des nationalités, l'esprit des grammaires, etc. Les discussions prennent souvent une animation singulière, et s'embellissent encore de toute la mise en scène de l'antique argumentation, des éclats de voix,

des attitudes *pythiques*, de la mimique passionnée, quelquefois même de la colère. Du reste, il faut le dire pour l'honneur de l'institution, les professeurs ne sont point rétribués, et les assistants paient une cotisation annuelle, ce qui prouve des deux côtés un grand dévouement et une certaine abnégation.

De tout ce que nous venons de dire, il résulte jusqu'à l'évidence que ce n'est point la littérature qui est en voie de progrès dans les cercles littéraires, et, s'il fallait chercher une cause à cette décadence, on la trouverait, sans aucun doute, dans l'esprit de mercantilisme et d'exploitation industrielle qui envahit chaque jour le monde des écrivains; on la trouverait dans la *Société des gens de lettres* et la *Société des auteurs dramatiques* : la première de ces associations compte trois cent vingt associés, dont vingt et une femmes, et jamais, on peut le dire, agents d'affaires ou commerçants n'ont apporté dans le négoce un esprit plus positif, une préoccupation plus grande des bénéfices. Quand les écrivains du vieux temps se réunissaient, c'était pour discuter des questions d'art, pour se faire mutuellement leurs confidences littéraires; ici tout disparaît entièrement devant Barême. Il n'y a plus bureau d'esprit, mais bureau de recette; les produits de la pensée sont tarifés comme les marchandises dans une boutique. La *Société des gens de lettres* est uniquement une commandite d'exploitation, où, sans s'inquiéter de la valeur des produits, on s'attache, le code de commerce à la main, à prélever des droits d'auteur au taux le plus élevé qu'il est possible d'atteindre. Les œuvres collectives sont une sorte d'entrepôt où viennent s'approvisionner, moyennant escompte, les journaux de la province, qui sont à la recherche de romans tout faits; mais le public, à qui l'on promettait des chefs-d'œuvre, pouvait espérer légitimement quelque chose de mieux que *Babel*, et, en ressuscitant la corporation du moyen âge, il fallait au moins se souvenir des *gardes jurés*, et prononcer l'amende contre ceux qui débitaient des marchandises *mauvaises*. C'était là un moyen fort simple d'enrichir la caisse.

La *Société des auteurs dramatiques* est, s'il se peut, plus fiscale encore. C'est une coalition dans la plus stricte acception du mot. La pensée première de l'association appartient à Beaumarchais, qui fut, on le sait, homme d'affaires autant qu'homme d'esprit, mais qui, nous aimons à le croire, eût reculé devant sa propre idée, s'il eût pu en deviner les conséquences. C'est en 1811 que l'association, jusqu'alors à l'état d'ébauche, s'organisa plus régulièrement. Enfin, en 1829, fut fondée la société actuelle, qui se constitua, dès 1837, en société civile. A cette époque, le nombre des signataires était de 220; l'année suivante, en 1838, il fut porté à 305. Aujourd'hui la société compte 462 membres. Qui se douterait que la France a le bonheur de compter dans son sein 500 écrivains qui consacrent leurs veilles à la gloire du théâtre? Sous prétexte de protéger et de secourir les auteurs dramatiques, la société tyrannise les administrations théâtrales. Outre le droit exorbitant qu'elle prélève sur les recettes, elle s'attribue une part dans les billets d'entrée qu'elle vend à moitié prix. C'est grâce à de tels moyens que l'association prospère, tandis que les théâtres ont à lutter chaque jour contre des difficultés nouvelles. Il est des auteurs dramatiques dont le nom ne retentira jamais qu'au boulevard, et dont le revenu annuel s'élève à 40 et 50,000 francs. La société ne peut justifier son existence ni par l'intérêt des administrations théâtrales, ni par l'intérêt de l'art. Loin de prêter appui aux théâtres, elle leur fait une rude guerre, et, pour peu qu'ils lui résistent, elle les met en interdit. On se souvient des luttes toujours malheureuses que certaines administrations ont soutenues

contre la ligue des auteurs; on se souvient des obstacles qu'a rencontrés, que rencontre encore la représentation des opéras étrangers sur la scène française. On sait enfin de quelles restrictions la société a fait payer sa tolérance, quand elle a permis de rares infractions à cette règle au théâtre de l'Opéra-Comique. Les spéculateurs ne devaient pas s'arrêter en si beau chemin ; après avoir repoussé de notre scène, comme improductives, les gloires étrangères, ne fallait-il pas en bannir au même titre le répertoire classique, ou bien le transformer en matière imposable? C'est à quoi l'on a songé, et on tenta sérieusement, il y a quelques années, de prélever des droits sur les œuvres de Corneille, de Racine, de Molière, jouées à l'Odéon. Nous nous arrêtons à ce dernier trait : quel exemple ferait mieux juger de l'esprit qui anime cette coalition littéraire?

IV.

L'histoire a été plus heureusement servie que les lettres par les sociétés savantes. A côté de l'Académie des inscriptions et des comités institués par le gouvernement, la *Société royale des antiquaires*, la *Société de l'histoire de France*, la *Société ethnologique*, la *Société de l'école des chartes*, travaillent avec zèle, et quelquefois avec succès, à arracher au passé quelques-uns de ses secrets.

La *Société ethnologique*, qui date de 1839, a formulé en ces termes dans un article de son règlement le but de ses travaux : « Recueillir, coordonner et publier les observations propres à faire connaître les différentes races d'hommes qui sont ou qui ont été répandues sur la terre. » Pour arriver à ce but, la société adresse une série de questions aux érudits, aux voyageurs, sur les caractères physiques, le langage, les croyances religieuses, les cultes, les traditions, l'influence du sol et du climat chez les divers peuples. Il s'agit, on le voit, des annales du genre humain tout entier, et, comme symbole de cette universalité, la compagnie a figuré sur son sceau un globe rayonnant qui porte pour exergue ces mots de la Genèse : « Selon les familles et les langues, par territoires et par nations. » Deux volumes de mémoires ont été publiés en 1841 et 1845 ; ils contiennent des travaux distingués, et, si faibles que soient ses ressources pécuniaires, la *Société ethnologique* nous paraît avoir sa raison d'être dans l'avenir ; l'idée qui en a inspiré la création a été accueillie avec faveur. Il existe aujourd'hui à Londres et à New-York des associations qui ont pris le même titre, qui poursuivent le même but, et qui entretiennent avec la société de Paris des relations qui ne peuvent manquer d'être très-profitables à la science.

L'*Institut historique*, fondé en 1833, embrasse également dans ses études tous les temps et tous les lieux, et les quatre classes dont il est formé s'occupent de l'histoire générale et de l'histoire de France, de l'histoire des langues, des littératures, des sciences physiques, mathématiques, sociales ou philosophiques, enfin de l'histoire des beaux-arts. Par malheur, l'importance des travaux ne répond pas à l'importance du programme ; les conditions d'admission étant le plus ordinairement réduites au paiement de la cotisation annuelle, il est résulté de là que des personnes complétement étrangères aux études historiques, mais ambitieuses d'un titre qui pouvait donner lieu à une confusion flatteuse pour la vanité, se sont enrôlées sous la bannière de l'Institut avec la bonne volonté de payer leur quote-

part et l'intention de ne rien faire. On a eu de là toute une liste de membres très-étendue et une liste de travailleurs passablement restreinte. Il faut donc quelquefois chercher longtemps dans les dix-huit volumes de l'*Investigateur historique*, recueil mensuel de la société, pour y trouver quelques renseignements utiles; mais du moins y rencontre-t-on, au milieu de beaucoup de fatras, quelques pièces éditées pour la première fois et qui présentent un intérêt véritable. Chaque année, l'institut se réunit en congrès, et alors, comme les discours d'apparat donnent toujours lieu à quelques allusions flatteuses, on voit paraître dans les stalles d'avant-scène quelques représentants de l'Académie française ou de l'Académie des inscriptions, qui trônent à toutes les séances solennelles pour respirer quelques grains d'encens.

La *Société des bibliophiles français* s'occupe uniquement de la publication d'ouvrages inédits ou de la réimpression des livres rares qui intéressent notre histoire nationale ou notre ancienne littérature. Lorsque le livre n'offre que l'attrait de la curiosité bibliographique, on se borne à tirer un nombre d'exemplaires égal à celui des membres; lorsqu'il s'adresse au contraire au public érudit ou lettré, le tirage est porté à cent, quelquefois même à cent cinquante exemplaires, sur lesquels les *bibliophiles français* ont toujours droit soit au grand papier, soit au vélin. La bibliomanie n'impliquant que la passion et nullement la science, il suffit, pour être reçu au nombre des *bibliophiles*, d'aimer les livres, fût-ce même d'amour platonique, d'avoir une bibliothèque et de payer une cotisation annuelle de 100 fr. Du reste, depuis bientôt trente ans qu'elle existe, la *Société* a rendu à l'érudition et à l'histoire de véritables services. Elle a fait imprimer à ses frais une centaine de volumes et des brochures parmi lesquels on distingue des lettres inédites de Diderot, de Voltaire et de quelques autres hommes célèbres des deux derniers siècles. Elle prépare en ce moment, sur un manuscrit unique appartenant à l'un de ses membres, une édition du *Ménagier de Paris*, qu'on dit fort curieux pour l'histoire de la vie privée des Français au XIVe siècle. On pourrait peut-être avec raison accuser les *bibliophiles* d'apporter dans la reproduction des raretés une parcimonie tant soit peu égoïste; mais l'amour des vieux livres est aujourd'hui si rare, que vingt-quatre exemplaires suffisent à la consommation. Le temps n'est plus où l'on s'imposait les privations et le travail pour acquérir une de ces raretés, qu'on voit, comme le phénix, apparaître tous les cent ans, heureux temps où les livres des ancêtres, respectés comme leur mémoire, formaient dans la famille un patrimoine sacré. Mécène vendrait aujourd'hui son Horace offert par l'auteur et mettrait à l'encan la bibliothèque des rois ses aïeux. Les grands papiers, les vélins, les belles marges, ont fait leur temps, comme tant d'autres choses; bon nombre de nos écrivains modernes n'ont guère que leurs œuvres dans leur bibliothèque, et, si le titre de bibliophile fut longtemps une sorte de baptême littéraire, on ne s'inquiète guère aujourd'hui des Elzevirs de M. Motteley, des mystères de M. Sicongne, des romans chevaleresques de M. A. Bertin, des manuscrits à vignettes de M. Barrois, des livres annotés de M. Aimé Martin, des belles collections de M. le duc de Luynes. Je ne sais rien cependant de plus agréable et de plus utile dans la vie que ces passions artificielles, et la bibliomanie est du nombre, qui absorbent et qui font oublier, par des distractions inoffensives, les préoccupations folles de l'ambition et de la vanité, regardées bien à tort comme sérieuses. On a de la sorte toutes les joies du sentiment sans en avoir les douleurs.

L'Institut historique et les *bibliophiles* représentent en quelque sorte, dans le mouvement académique de Paris, les amateurs et les mondains, tandis que la *Société de l'histoire de France* et celle de *l'École des chartes* réunissent les érudits positifs, les pionniers de profession.

La première, qui compte parmi ses fondateurs MM. Guizot, Thiers, de Barante, a pour but la publication des documents originaux. Un conseil, composé de quarante membres, désigne les ouvrages qui doivent être publiés aux frais de la société, et les personnes chargées de les éditer. La société a donné ainsi une série d'excellentes éditions qui comprend, du ive au xviiie siècle, des chroniques et des mémoires parmi lesquels nous citerons les œuvres complètes d'Éginhard, Orderic Vital, Villehardoin, Pierre de Fenin, Comines, les lettres de Marguerite d'Angoulême, les mémoires et les lettres de Marguerite de Valois, le procès de Jeanne d'Arc; les éditions *princeps,* comme les réimpressions, sont toutes faites avec un grand soin (1). Outre la publication des documents originaux, on doit encore à la *société* un bulletin périodique et un *Annuaire*, véritable manuel d'érudition pratique, où se trouvent fort heureusement résumées d'importantes indications géographiques, chronologiques, paléographiques, dispersées dans les recueils spéciaux.

La *Société de l'école des chartes* n'est pas moins active, mais son but est moins de populariser les sciences historiques que de leur apporter de nouveaux éléments par l'étude des documents et des sources. Formée des élèves de l'école, elle publie sous le titre de *Bibliothèque* un recueil dans lequel figurent des monuments de notre ancien droit, de notre ancienne poésie, des chroniques, des chartes, des inscriptions, des recherches sur l'ancienne langue, des biographies, des restitutions de texte. C'est un excellent supplément aux *Analecta,* au *Thesaurus anecdotorum,* aux *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque royale,* et sans aucun doute la *Bibliothèque de l'école des chartes* occupe le premier rang parmi toutes les publications des compagnies savantes que nous venons de citer; mais il est un reproche que nous ne pouvons passer sous silence. MM. les élèves de l'école sont jeunes et ont l'avenir devant eux. Pourquoi donc, au lieu de chercher des appuis dans la jeunesse, au lieu d'appeler à leur aide la génération qui grandit, ont-ils appelé celle qui décline? En d'autres termes, pourquoi ont-ils posé en principe que les membres de l'Institut seraient seuls admis à écrire dans leur recueil? Serait-ce par hasard pour s'assurer une collaboration vraiment supérieure? Si telle est leur pensée, ils nous paraissent avoir manqué le but, car la plupart des travaux qui leur ont été donnés par l'Institut ont été puisés dans les corbeilles aux rognures; d'ailleurs, ce sera toujours un tort de se montrer exclusif en faveur des hommes arrivés, de circonscrire la science dans des limites officielles et de s'organiser en corporation.

Par la date de sa fondation, la *Société des Antiquaires* est l'aînée de toutes les académies que nous venons de nommer; malheureusement, en fait d'activité, elle s'est laissé depuis longtemps distancer par ses sœurs cadettes. Napoléon,

(1) Ce zèle est chose d'autant plus méritoire que la somme allouée par la société pour le travail complet d'un volume, copie et collation de textes, notes, éclaircissements, introduction, révision d'épreuves, etc., est la même que celle allouée uniquement pour frais de copie à chaque volume de la *Collection des Documents inédits,* publiée par le gouvernement.

en la créant en 1805, voulait en faire une académie d'archéologie nationale, et, dans sa pensée, elle devait occuper à peu près le même rang, exécuter les mêmes travaux que les comités créés après la révolution de juillet ; mais, à cette époque, l'école de Bullet régnait encore avec une autorité souveraine : la nouvelle académie, qui prit le titre de *celtique*, se fourvoya dans le monde gaulois, et, après avoir dressé l'inventaire des *dolmens* et des *menhirs*, après avoir épuisé toutes les acceptions des mots *dun* et *braga*, elle reconnut qu'il était difficile, pour ne pas dire impossible, de reconstruire un monde dont les ruines même ont péri. Au titre d'académie celtique elle substitua, en 1814, celui de *société des Antiquaires*, qu'elle porte encore, et elle étendit le programme de ses études à la géographie, à la chronologie, à l'histoire, à la littérature, aux arts, à l'archéologie, en posant pour limite extrême le XVIIIe siècle. Dix-sept volumes ont été publiés jusqu'à ce jour, et l'on y trouve çà et là quelques dissertations qui ne sont point dénuées d'intérêt; mais, en érudition, il est souvent difficile de garder la juste mesure, et de ne pas tomber dans les infiniment petits. La Société des Antiquaires n'a point évité cet écueil, et, comme spécimen, il suffit de citer la lettre sur les *assauts de chant des pinsons* dans le nord de la France. Quoi qu'il en soit, on ne saurait contester aux *antiquaires* un mérite dont on est assez peu disposé à leur tenir compte aujourd'hui, et ce mérite, c'est d'avoir les premiers appelé l'attention sur l'archéologie nationale.

On le voit par ce qui précède, le mouvement des études historiques, dans les académies de la capitale, est actif et souvent fécond, et l'on peut porter à plus de deux cents le nombre des volumes publiés par les sociétés historiques; mais, en parcourant ces travaux nombreux et variés, on se demande si, dans cette variété même, il n'y a pas un danger sérieux pour la science. L'érudition s'éparpille en lambeaux ; la séve des études se perd dans les mémoires, les notices, les dissertations écourtées ; les documents s'entassent de manière à décourager les travailleurs les plus intrépides, et personne ne paraît se préoccuper de la synthèse. Il est encore une autre remarque qui frappe dès les premières lectures : c'est l'absence de toute idée générale, et, pour ainsi dire, de toute passion. Au XVIIIe siècle, entre les mains des encyclopédistes, l'histoire, l'érudition elle-même est une sorte de machine de guerre qu'on dresse contre l'édifice du passé. Sous la restauration, pour l'école monarchique, c'est un instrument contre-révolutionnaire; pour l'école libérale, c'est un arsenal d'arguments victorieux, qui donne comme appui à la liberté moderne l'autorité du droit traditionnel. La lutte éclate à chaque pas. Aujourd'hui, au contraire, il semble qu'on ne fouille dans le passé que par un sentiment de curiosité oisive. Les guelfes et les gibelins se sont donné le baiser de paix. L'érudition elle-même traverse une période éclectique. Est-ce sagesse, indifférence, scepticisme, décadence ou progrès ? Nous laissons à d'autres le soin de résoudre la question, en nous bornant à la signaler, comme un sujet intéressant de concours, aux académies historiques.

V.

Les sciences géographiques, dans leurs rapports avec l'histoire, la philologie, les intérêts de la civilisation et de la politique nationale, sont représentées par trois

compagnies, dont la plus ancienne est la *Société de géographie*, qui date de 1821. Autant que le permettent les ressources dont elle dispose, ressources restreintes du reste, et qui se réduisent aux cotisations de ses membres, la *Société de géographie* fait entreprendre des voyages dans les contrées peu connues; elle décerne des prix, entretient des correspondances avec les voyageurs, publie des relations inédites, fait graver des cartes et réimprimer des ouvrages rares. C'est aux concours qu'elle a ouverts pour stimuler le zèle des explorateurs qu'on doit le voyage de Réné Caillé et la découverte de Temboctou, le voyage de Pacho dans la Cyrénaïque, et d'importantes excursions dans la Guyane, l'Amérique centrale et l'intérieur de l'Afrique. En 1828, elle a fondé un prix de mille francs, destiné à celui des voyageurs européens qui aurait fait dans l'année la découverte la plus importante en géographie. Ce prix, depuis dix-huit ans, a été décerné treize fois. Un second prix de deux mille francs a été institué par M. le duc d'Orléans pour le géographe ou le voyageur qui ferait en France l'importation la plus utile à l'agriculture, à l'industrie ou à l'humanité. La totalité des sommes distribuées par la société à titre de récompense s'élève aujourd'hui à plus de soixante mille francs. On doit encore à la même compagnie un recueil de voyages et de mémoires, et un bulletin qui forme comme la chronique mensuelle des sciences géographiques. Le recueil se compose de sept volumes in-quarto, qui renferment, entre autres documents importants, un texte inédit du voyage de Marco-Polo, la grammaire et le dictionnaire berbères de Venture de Paradis. Le bulletin, enrichi de planches et de cartes, est aujourd'hui à son quarante-troisième volume. Ajoutons que la société possède une bibliothèque fort riche, ouverte aux savants de toutes les nations, un musée géographique qui renferme d'intéressantes collections, et que les hommes que tente l'attrait puissant du danger et des courses lointaines sont toujours certains de trouver auprès d'elle des secours efficaces et une protection généreuse.

La *Société asiatique* n'a point ce caractère aventureux. Succursale paisible et casanière de la *Société anglaise* de Calcutta, elle ne dépasse guère les domaines de la philologie; elle achète, imprime ou traduit des textes orientaux; elle concourt, par des souscriptions, à la publication des livres qui se rattachent à la spécialité de ses travaux, et la première, en France, elle a introduit la fonte des caractères sanscrits. On lui doit en outre des alphabets géorgiens, pehlwis, tagalas, mongols et mandchoux, et un recueil mensuel, le *Journal asiatique*, qui forme quarante-sept volumes. Du reste, quelques efforts qu'on ait faits, dans ces dernières années, pour populariser les études orientales, ces études sont restées concentrées dans un cercle fort restreint; la plupart des cours ne sont suivis que par les candidats à la suppléance, et le progrès scientifique qui, chez nous, s'accomplit de ce côté, n'a guère de retentissement qu'à l'étranger. Malgré notre indifférence, ce progrès n'est pas moins réel et sérieux, et, pour en faire apprécier l'importance, il suffit d'un seul exemple. L'édition du *Vendidad sadé*, donnée par M. Eugène Burnouf à l'imprimerie royale, sert aujourd'hui de modèle aux éditions faites dans l'Inde pour le service du culte, et ainsi c'est un professeur du Collége de France, un membre de la Société asiatique de Paris, qui donne aux sectateurs de Zoroastre le texte le plus orthodoxe de leurs livres sacrés. L'Allemagne elle-même aurait peine à citer un pareil triomphe philologique.

La *Société orientale*, tout en s'occupant comme la *Société asiatique* des langues, de l'histoire, de la littérature et des sciences, s'est posé un but plus pratique, et

pour ainsi dire plus vivant. Tandis que la Russie et l'Angleterre étendaient leur influence, l'une par le schisme, l'autre par le commerce, la France se devait à elle-même de prendre son rang de bataille dans cette croisade nouvelle. Au point de vue de la diplomatie, c'est un droit, disait il y a quelques années à la tribune un orateur célèbre; au point de vue de la civilisation, c'est un devoir, se sont dit quelques amis fervents du progrès universel, et la *Société orientale* a été fondée pour activer cette propagande catholico-française, qui, malheureusement, a vu trop souvent ses intérêts compromis par ceux même qui pensaient les servir le plus efficacement. Sans doute, on n'a pas réalisé toutes les promesses du programme, et nous sommes encore loin de ces temps, annoncés par un prophète humanitaire, où les descendants de Mahomet chanteront la messe dans les murs à jamais purifiés de la mosquée de Sainte-Sophie; mais, si minimes que soient les résultats, on ne saurait les contester entièrement. Les travaux des sociétés savantes ont souvent éveillé l'attention de la diplomatie. L'œuvre française du mont Carmel est devenue, pour les chrétiens de l'Asie, ce que les comités libéraux de la restauration ont été pour les Grecs opprimés, et il est si difficile de faire un peu de bien, surtout à de grandes distances, qu'à défaut de succès importants il faut du moins tenir compte des bonnes intentions. L'Orient lui-même s'est ému, et, en 1841, il s'est formé à Smyrne une société d'Arméniens dite des SUNIS, qui a pour but de propager dans la Turquie d'Asie les sciences et la civilisation européennes. Protégée par le sultan Abdul-Medjid et Reschid-Pacha, cette académie publie un journal intitulé *Archaloïs Aradion* (*l'Aurore d'Ararat*), et le gouvernement turc s'est montré tout à fait au niveau des gouvernements de notre vieille Europe en encourageant cette publication par des souscriptions importantes.

Il est encore une société que nous devons mentionner ici, bien qu'elle ne figure pas dans l'*Annuaire :* nous voulons parler de la *Société maritime*. Le moindre inconvénient de cette compagnie, dont les travaux ont pour but une spécialité tout à fait distincte, c'est d'être en grande partie composée d'hommes étrangers à cette spécialité même. Quelques officiers de marine figurent, il est vrai, sur la liste des membres, mais la plupart s'abstiennent de participer aux travaux, et se contentent de donner leur nom. La *Société maritime* a pris la marine à vapeur sous sa haute protection. Elle tient l'Angleterre en état de blocus continental; elle met des vaisseaux de haut bord sur le chantier; elle entreprend le cabotage, les voyages de long cours, les grandes guerres; elle dresse à l'avance les bulletins des victoires; est-il besoin d'ajouter que tout cela n'est guère sérieux? Ces discussions *ex professo* sur des matières étrangères à ceux qui les traitent ne prouvent que trop la malheureuse ambition de parler de tout, la prétention à la capacité encyclopédique que nous reprochent les étrangers, et qui n'est bonne qu'à embrouiller les questions les plus claires, à nous éloigner sans cesse des applications pratiques, en nous jetant dans les phrases et les doutes, à compromettre même les plus graves intérêts.

Ce mouvement d'expansion sur le globe entier, qui signale notre époque, ces courses des voyageurs, ces études des géographes, devaient nécessairement réagir sur les sciences naturelles, et de nouveaux centres se sont formés sous le titre de *Société de géologie*, *Société entomologique*, *Société cuvierienne*. La *Société de géologie*, qui compte aujourd'hui quatre cent quatre-vingt-dix-sept membres, tant en France qu'à l'étranger, a pour objet de travailler au progrès général de la science, et surtout d'étudier le sol de la France dans ses rapports avec les arts

industriels et l'agriculture. Cette société, dont la constitution est essentiellement démocratique, admet dans son sein, sans épreuves et sans titres préalables, toutes les personnes qui désirent s'associer; il suffit d'être présenté par deux membres, et de payer, après réception, la somme annuelle de 30 francs. Le *Bulletin*, qui reproduit les procès-verbaux, les communications verbales ou écrites, les discussions scientifiques, les analyses d'ouvrages étrangers, forme un recueil de quatorze volumes, plus cinq volumes de *Mémoires* renfermant les travaux originaux. La société s'occupe en ce moment, pour clore la seconde série de son bulletin, d'un *compte rendu des progrès de la géologie pendant les dix dernières années.* S'il est un reproche que l'on puisse avec raison adresser à cette compagnie, ce n'est point d'avoir négligé de populariser la science, mais plutôt de la compromettre en la vulgarisant outre mesure.

La *Société entomologique*, fondée en 1832 sous les auspices de Latreille, s'occupe exclusivement des crustacés, des arachnides, des insectes, qu'elle étudie au point de vue de l'anatomie, de la physiologie, de la zoologie, des mœurs, et enfin dans leurs rapports avec les arts, l'économie domestique, et surtout l'agriculture. Ses *Annales*, ornées de planches, la plupart coloriées, forment une série de quatorze volumes, au milieu desquels se trouvent dispersés, à côté d'études souvent minutieuses, quelques travaux fort estimables. Quant à la *Société cuvierienne*, contrefaçon fort imparfaite de l'Académie allemande des *Curieux de la nature*, son existence n'est guère révélée au public que par la publication d'un recueil intitulé la *Revue de zoologie*, et, si nous sommes bien informé, il suffit, pour en devenir membre, de s'abonner à ce recueil, comme il suffisait, il y a quelques années, de s'abonner au *Journal des connaissances utiles*, quand on voulait faire partie de la *Société pour l'émancipation intellectuelle.*

Quoi qu'il en soit de l'étendue et de la variété du programme de ces diverses compagnies savantes, quels que soient aussi les hommes qui figurent parmi les membres, on se tromperait en mesurant à la lettre même des statuts et au nom des titulaires l'importance des travaux. Parmi les associés, la plupart de ceux qui occupent dans la science un rang vraiment éminent, se laissent enrôler par complaisance; ils sont là pour donner du relief, comme les pairs de France dans les sociétés des chemins de fer, et ils se bornent à payer la cotisation, comme un impôt indirect prélevé sur leur gloire. Les amateurs, les aspirants à l'Institut, les candidats échoués, forment en général la majorité des membres actifs. Il faut cependant excepter de cette remarque la *Société philomatique*. Fondée en 1788, cette société, qui a compté parmi ses travailleurs les plus assidus Sylvestre, Monge, Lacroix, Laplace, Chaptal, Cuvier, Ampère, Dulong, Fresnel, a rendu et rend encore d'incontestables services. Le résultat de ses travaux fut consigné pendant plus de trente ans dans un journal dont le premier cahier parut en 1791, et qui fut continué, avec un succès européen, jusqu'à l'apparition des *comptes rendus* de l'Académie des sciences, dont il forme, pour ainsi dire, la première série. La *Société philomatique*, qu'on a nommée le *Petit Institut*, est, sans contredit, l'une des compagnies savantes les plus sérieuses et les plus actives de la capitale. Assidûment fréquentée par un grand nombre de membres de l'Académie des sciences, elle offre cet avantage aux hommes vraiment instruits, que leurs opinions sont toujours discutées. En effet, on ne s'y borne pas, comme à l'Institut, à une simple lecture longuement méditée, et que les assistants approuvent ou désapprouvent *in petto*. On démontre, on explique au tableau, comme dans un

cours; les auditeurs ne se contentent pas d'écouter, ils contredisent, et, de notre temps, où l'on mesure trop souvent la valeur des hommes d'après leurs titres officiels, c'est là une excellente épreuve, que recherche la science modeste qui veut se produire par elle-même, et qu'évite avec grand soin le charlatanisme effronté qui ne se produit que par l'intrigue.

VI.

Littéraires, historiques ou scientifiques, la plupart des sociétés que nous venons de nommer, par la nature même de leurs travaux et leurs tendances purement théoriques, restent en quelque sorte circonscrites chacune dans sa spécialité, et leur action ne s'étend guère au delà du cercle des membres qui les composent; mais il n'en est pas de même des associations qui s'occupent de la médecine, de l'industrie, de l'agriculture, de la morale publique ou de l'enseignement élémentaire. Celles-là se mêlent d'une façon plus active au mouvement général. Quelques-unes rappellent le vieil esprit des corporations du moyen âge ; d'autres, comme la *Société de la morale chrétienne,* participent tout à la fois des académies et des associations de bienfaisance.

En comparant les travaux sortis de tant de sources diverses, on reconnaît qu'à aucune autre époque l'homme n'a engagé contre le mal et la nature une lutte plus ardente. Il y a trois siècles, quand le génie des temps modernes posait pour point de départ la méthode expérimentale, les esprits se portaient vers l'étude, entraînés par le seul attrait de savoir et l'ambition des conquêtes intellectuelles dans le domaine de l'inconnu. Le moyen âge s'était contenté de mots. Bacon demanda des principes et des choses ; aujourd'hui nous demandons des résultats positifs, et c'est surtout vers ce but que les associations dont il nous reste à parler ont dirigé leurs efforts.

En dépit des sarcasmes de Molière, c'est une habitude prise depuis longtemps de placer les médecins au premier rang des bienfaiteurs de l'humanité, et personne ne leur conteste ce beau titre, surtout quand on les juge exclusivement d'après le programme ou les statuts des nombreuses sociétés médicales qui figurent dans l'*Annuaire.* Dans aucune autre classe, en effet, on n'a jamais déployé pour les intérêts de la science, et même pour ceux de la profession, une activité plus grande, car, sans parler du congrès de 1845, nous trouvons, pour Paris seulement, l'*Académie royale de médecine,* la *Société anatomique,* la *Société de médecine,* la *Société médicale pratique,* la *Société d'émulation,* les sociétés du xe et du xiie arrondissement, celle du *Temple,* sans compter les *Sociétés de chirurgie, de pharmacie, de phrénologie* , etc.

Au point de vue de l'importance scientifique, le premier rang appartient sans conteste à l'Académie royale de médecine. Cette compagnie, qui succède à l'ancienne société royale de médecine et à l'ancienne société de chirurgie, est tout à la fois une institution scientifique et un conseil permanent de haute administration sanitaire. Sa mission pratique est de propager la vaccine, d'éclairer le gouvernement sur les épidémies, les épizooties, les différents cas de médecine légale et d'hygiène publique, les remèdes nouveaux ou les remèdes secrets; elle est chargée, en outre, de continuer les travaux de la société royale de médecine et

de l'Académie royale de chirurgie, et de s'occuper de tous les objets d'étude et de recherche qui peuvent contribuer aux progrès des différentes branches de l'art de guérir.

En bien des points, l'Académie de médecine est restée fidèle à son programme, mais on lui reproche, et ces critiques paraissent fondées, d'avoir sacrifié quelquefois les intérêts de la science à ceux de la clientèle, les intérêts publics aux ambitions particulières, et de s'être montrée indulgente à l'excès dans des rapports approbatifs. Les jeunes praticiens lui opposent même avec une certaine fierté la *Société médicale d'émulation*. Cette association très-active s'attache avant tout au progrès scientifique, et nous ajouterons à son honneur qu'elle se montre très-sévère à l'égard du charlatanisme, et qu'elle prononce l'exclusion contre ceux de ses membres qui se déconsidèrent par l'exploitation de médicaments empiriques ou des annonces effrontées.

Sous le rapport scientifique, les sociétés médicales ont eu, dans ces dernières années, une incontestable influence. Ce n'est pas qu'elles aient fait de grandes découvertes, ou qu'elles aient opéré d'importantes révolutions : — ce sont là des choses qu'il ne faut demander qu'à ces hommes rares, qui apparaissent de loin en loin, pour marquer de leur nom toute une époque ; — mais, du moins, elles ont éclairé, par la discussion, des points intéressants, elles ont réuni un nombre considérable d'observations, et, comme leurs travaux sont édités, pour la plupart, dans les journaux et les recueils spéciaux, elles ont fait circuler dans le public médical une foule de notions nouvelles. Elles ont soumis à des examens sévères des théories souvent aventureuses, et, par la solidarité morale qu'elles établissent entre tous leurs membres, elles ont opposé une digue au charlatanisme. Au point de vue pratique, elles ont rendu aux classes indigentes d'immenses services ; ainsi les *sociétés* du Xe et du XIIe arrondissement, ainsi que celle *du Temple,* sont de véritables succursales des bureaux de bienfaisance qui n'ont jamais compté avec le pauvre. Les membres de ces associations donnent des consultations gratuites, font des visites, et la concurrence est si grande, même à la porte de l'hôpital, qu'on ne saurait trop louer les personnes bienfaisantes de multiplier ainsi les secours, de suppléer par le dévouement individuel, qui, Dieu merci, n'est pas éteint dans tous les cœurs, à l'insuffisance des ressources de l'administration.

Moins nombreuses que les sociétés de médecine, mais non moins actives, les associations agricoles et industrielles ont pris dans ces dernières années une importance qui tend à s'accroître chaque jour. L'agriculture est représentée à Paris par la *Société royale et centrale,* qui fut instituée le 1er mars 1761 « à l'effet de concourir, dans le ressort de la généralité de Paris, aux progrès de l'économie rurale. » Le principal mérite de la *Société royale,* à son origine, fut non pas de faire avancer rapidement la science, mais d'habituer les esprits à comprendre l'importance de la première de toutes les industries, et à en considérer la pratique comme l'une des plus intéressantes applications de l'activité humaine. Il paraîtrait même que le progrès était peu sensible, si l'on en juge d'après cette phrase écrite par le célèbre agriculteur anglais Arthur Young, au sortir de l'une des séances : « Je n'assiste jamais à aucune assemblée de société agricole sans avoir des doutes si ces sortes de sociétés ne font pas plus de mal que de bien, c'est-à-dire si les avantages dont l'agriculture nationale peut, par le plus grand hasard, leur être redevable, ne sont pas plus que contre-balancés par le mal

qu'elles occasionnent en tournant l'attention du public vers des objets frivoles, ou en traitant des sujets importants de manière à les faire regarder comme des bagatelles. » C'est en 1788 que Young porta ce jugement qui, tout paradoxal qu'il paraisse, ne laisse pas d'être juste à certains égards. La *Société royale* comptait cependant alors au nombre de ses membres des hommes tels que Lavoisier, Parmentier, Fourcroy; mais, ainsi que le fait remarquer Young, un seul parmi les membres résidents de cette assemblée se livrait à la pratique de l'agriculture, et l'on sait que, pour réussir dans cette science, il ne suffit pas d'être agronome, *agromane*, ou propriétaire, mais bien cultivateur dans la plus stricte acception du mot. La société, du reste, a été la première à reconnaître la justesse de cette remarque, et, à côté de théoriciens éminents, elle a cherché à réunir des hommes experts dans la pratique. Aujourd'hui elle existe comme le centre commun qui rattache entre elles les diverses associations agricoles du royaume, et elle se divise en deux grandes sections : 1° sciences agricoles, 2° sciences appliquées à l'agriculture. De la sorte, elle embrasse, par des classes spéciales, le vaste ensemble de la théorie et de la pratique, la grande culture, les cultures spéciales, l'économie rurale des animaux, la mécanique, la législation et la statistique agricole. Chaque année, elle décerne une vingtaine de prix ; elle a une bibliothèque, des archives, qu'une correspondance active a enrichies d'une foule de documents utiles, une collection de modèles et de machines, et, de plus, elle a publié depuis 1785 jusqu'à nos jours, non compris les instructions adressées aux cultivateurs de la province, une série de mémoires qui forme quatre-vingt-six volumes. La *Société d'agriculture* a pour annexe la *Société d'horticulture*, que les expositions et les concours de fleurs ont rendue tout à fait populaire.

Nous ne nous arrêterons point aux nombreuses associations industrielles qui se sont formées dans ces dernières années, et qui, pour la plupart, n'étaient point nées viables, parce qu'elles se rapprochaient quelquefois de la commandite, et que les appels aux capitaux paralysaient les appels à la science. Il suffira de citer, parmi celles qui ont eu un côté vraiment utile et sérieux, la *Société d'encouragement pour le commerce national*, l'*Académie de l'industrie*, la *Société des producteurs et des inventeurs*, et la *Société d'encouragement pour l'industrie nationale*. Cette dernière, fondée en 1802, est, sans contredit, l'une des associations qui ont exercé l'influence la plus directe et la plus active sur le progrès matériel. Par les récompenses nombreuses qu'elle propose, elle s'est associée à la plupart des grandes conquêtes de l'industrie moderne. De 1802 à 1845, la somme totale des prix décernés s'élève à 392,850 francs, et le chiffre de ceux qui seront décernés de 1846 à 1850, à 110,700. Cette simple indication suffirait seule à montrer le développement vraiment prodigieux des arts industriels et des applications scientifiques, la somme des encouragements distribués dans cette seule spécialité dépassant de beaucoup le total des prix alloués par toutes les autres associations réunies. Ici, c'est le perfectionnement matériel que l'on poursuit avant tout; ailleurs, c'est en quelque sorte le progrès économique. La ligue anglaise a eu son écho chez nous, et les associations pour la liberté des échanges qui viennent de se former à Paris et à Bordeaux, et qui, sans aucun doute, s'étendront sur les autres points du royaume, nous paraissent appelées à jouer dans l'avenir un rôle important.

Ce n'est pas tout, cependant, que de procurer aux hommes le bien-être matériel, d'assurer à bon compte à ceux qui sont riches toutes les jouissances du

luxe, et il ne suffit pas de favoriser le développement de l'industrie pour défendre le pauvre contre la misère, et surtout contre le vice. Dans la question tant de fois controversée de la répartition des richesses, dans cette autre question non moins complexe, *l'organisation du travail,* à laquelle il est impossible, quoi qu'on en ait dit, de trouver *à priori* une solution théorique, quand les économistes auront accompli leur œuvre, il restera la part du moraliste, et certes améliorer l'homme est un problème plus difficile encore que de le faire vivre. De louables efforts ont été tentés; mais, en semblable matière, il est fort difficile de constater les résultats d'une façon positive, le progrès dans le bien échappant à toute recherche, tandis que les faits répréhensibles, ceux qui tombent sous le coup de la justice humaine, se groupent dans la statistique en chiffres effrayants.

La *Société d'instruction élémentaire* et la *Société de la morale chrétienne* méritent, à tous égards, les vives sympathies des hommes qui, sans faire de la philanthropie une profession lucrative, se préoccupent des misères morales et en cherchent les remèdes. Partant de ce principe que l'ignorance est l'une des causes les plus actives de démoralisation, la société pour l'instruction élémentaire travaille, depuis sa fondation, en 1821, à propager l'enseignement, et surtout à le rendre facile et rapide, afin qu'il soit accessible aux enfants des classes pauvres, que les ateliers enlèvent aux écoles du moment où l'industrie peut utiliser leurs bras. Cette société, sous la restauration, a lutté, avec le zèle le plus louable, contre un parti qui alors réclamait le monople de l'instruction, comme aujourd'hui il en réclame la liberté illimitée, pour l'exploiter au profit de ses passions et de ses intérêts. C'était alors une véritable association politique qui marchait avec le parti libéral à la conquête de l'enseignement mutuel; aussi, après le triomphe, en 1831, fut-elle reconnue comme établissement d'utilité publique. Son zèle, depuis ce temps, ne s'est point ralenti. Elle a travaillé à perfectionner les méthodes, à former des maîtres habiles qu'elle envoie dans les provinces, enfin elle publie un *Journal de l'éducation populaire,* qui contient d'excellents préceptes et des vues fort utiles. Par malheur, cette publication, comme la plupart de celles du même genre, n'arrive que difficilement jusqu'aux lecteurs auxquels elle est spécialement destinée, et ce n'est guère que par la création des bibliothèques communales qu'on peut espérer de voir l'instruction élémentaire porter tous ses fruits. Quoi qu'il en soit, on ne saurait trop engager la *société* à redoubler d'efforts, car le parti qu'elle a si vivement combattu sous la restauration est loin d'avoir déposé les armes, et, tandis que l'attention se porte tout entière sur les débats excités par l'enseignement secondaire, on perd complétement de vue ce qui se passe dans les écoles publiques ou privées des quarante mille communes qui composent la France. On ignore par quel manége est éludée, dans certains établissements, la surveillance des inspecteurs et des comités, quels livres la contrebande légitimiste ou néo-catholique fait passer entre les mains des enfants, et les déclamations contre la philosophie ne sont souvent qu'une fausse attaque qui sert à masquer des manœuvres plus sérieuses.

La sphère des travaux de la *Société de la morale chrétienne* est beaucoup plus étendue. Cette association, constituée en 1821 par le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, a pour objet l'*application des préceptes du christianisme aux relations sociales,* et, ainsi que le disent les statuts, elle s'attache à démontrer que « la plupart des erreurs et des vices qui retardent le règne de la vérité, de la justice e de la paix parmi les hommes, naissent de l'ignorance ou de l'oubli des

préceptes de la religion chrétienne. » Par sa constitution même, cette société témoigne d'un grand progrès dans les idées et dans les mœurs, car elle admet indistinctement au nombre de ses titulaires les catholiques et les protestants; plus sage que certaines associations de bienfaisance, elle étend son action à tous les membres de la grande famille chrétienne, sans se préoccuper des dissidences de sectes, et, en s'interdisant le prosélytisme, elle rend la charité plus féconde et plus universelle. Les membres, au nombre de deux cent soixante-quinze, sont répartis entre sept comités dont voici l'indication : 1° comité de charité et de bienfaisance ; 2° de placement des orphelins et des orphelines ; 3° des prisons; 4° de la paix; 5° d'amélioration morale; 6° de l'abolition de la traite et de l'esclavage; 7° de réhabilitation morale pour les libérés. Les travaux de ces divers comités sont consignés dans un journal dont la collection forme aujourd'hui quarante volumes. Des concours ont été ouverts, des livres ont été publiés sur les grandes questions sociales ou religieuses soulevées depuis vingt-cinq ans, et des lois sont venues sanctionner les efforts et les vœux de la *société* touchant la plupart de ces questions. Cette louable institution a des correspondances sur tous les points du globe, et tout récemment des musulmans philanthropes ont fondé, sous le patronage de la sultane Djediz et sous le titre de *Société de la morale universelle,* une association semblable.

VII.

Dans la revue rapide que nous venons de présenter, nous n'avons compris que les académies qui figurent dans l'*Annuaire administratif* et qui fonctionnent comme annexes des diverses branches de l'Institut. Paris renferme encore un grand nombre de sociétés inconnues les unes aux autres, souvent ignorées du public, et qui résument chacune dans sa sphère les idées, les intérêts, les plaisirs des classes les plus diverses, les plus éloignées. Sculpteurs, architectes, peintres, musiciens, ouvriers de tous les états, femmes de tous les âges, avocats à la recherche du client, journalistes à la recherche de l'abonné, jeunes hommes politiques attendant l'âge et le cens pour aspirer à la députation, francs-maçons de tous les pays, écrivains de toutes les écoles, chacun s'associe, les uns pour faire un peu de bien, les autres pour ne faire que du bruit, les oisifs, qui sont souvent les vrais sages, pour écouter, les ambitieux pour propager leur nom, se dresser à eux-mêmes un piédestal et trouver des prôneurs. Quelques mots sur cette *guérilla* académique achèveront de compléter le tableau, et, pour rester fidèle à la couleur locale, nous donnerons aux femmes la première place, comme on leur donne dans les séances publiques les stalles d'avant-scène.

Depuis Christine de Pisan, cette Ève des bas-bleus, jusqu'à la femme libre du saint-simonisme, le *beau sexe*, comme on disait en 1808, a réclamé souvent son niveau social. Pour arriver à la *désubalternisation* qu'elles rêvent, les femmes, sous l'ancienne monarchie, faisaient des livres, les utopistes s'associaient à leurs efforts, et Guillaume Postel, le célèbre visionnaire, composait en leur faveur *la très-merveilleuse histoire des femmes du monde, et comme elles doivent à tout le monde par raison commander, et même à ceux qui auront la monarchie du monde vieil.* Aujourd'hui comme alors elles trouvent encore des partisans parmi les

socialistes, quelquefois même parmi les abbés, ce qui est un progrès notable; mais elles ne se contentent plus de publier des volumes et de tenir des bureaux d'esprit, elles ouvrent des cours ou se réunissent en sociétés académiques. C'est à Mme Louise D..... qu'on doit l'invention des cours. Le 19 mai 1836, cette dame ouvrit au *Ranelagh* un cours de *droit social du sexe* qui fut vivement applaudi par quelques initiées. Cependant la création de cette faculté d'un nouveau genre ne hâta guère, à ce qu'il semble, l'œuvre de la *désubalternisation*. Quelques dames de lettres s'organisèrent alors en institut, et M. le comte de Castellane accepta le patronage de la nouvelle académie. On ne tarda point à reconnaître que l'hôtel de Rambouillet avait fait son temps et que Molière aurait toujours raison. L'académie fut licenciée; mais, chez les femmes, on le sait, les volontés sont tenaces, et vers la fin de 1845 on annonça la résurrection de l'institut féminin. Cette fois ce n'était plus M. de Castellane qui accordait son protectorat et prêtait ses salons, c'était une dame du faubourg Saint-Germain, riche, spirituelle, enthousiaste pour les lettres, et qui pensait les servir en donnant une rivale à Richelieu. Le programme fut rédigé sur des proportions tout à fait princières. Les académiciennes devaient être logées, comme autrefois les membres du Brucchium dans le palais des rois d'Égypte, et pensionnées comme les membres de l'Institut. Elles devaient en outre toucher des jetons de présence et travailler à un dictionnaire de la langue française, sinon plus complet, du moins plus volumineux que tous les dictionnaires connus. En septembre 1845, les dix premières dames titulaires furent nommées d'office avec mission d'élire leurs collègues jusqu'au nombre de quarante; il paraît que les élections ne sont point encore terminées.

Ici on joue à l'académie, ailleurs on joue au gouvernement représentatif, et, d'un côté comme de l'autre, ce sont des jeux innocents. L'éloquence politique a choisi pour siége la *conférence d'Orsay,* où des jeunes gens s'exercent à reproduire de leur mieux les séances de nos assemblées législatives. On arrive souvent à la conférence d'Orsay au sortir du collége, et sans autre titre officiel que celui de bachelier ès lettres. Les futurs députés votent des budgets fantastiques et proposent des amendements inadmissibles sur des projets de lois imaginaires. On improvise des commissions, des orateurs, de la gravité même; cependant nos hommes d'état adolescents trouvent quelquefois en eux assez d'ardeur juvénile pour se laisser entraîner jusqu'à la passion et faire entendre à leurs adversaires politiques de dures vérités; mais ils sont vite contenus par la dignité vraiment sénile qui est d'étiquette dans cette jeune fashion politique.

Les avocats comme les législateurs surnuméraires se sont souvenus de cet axiome de Tacite, dans le *Dialogue des orateurs :* « que plus un homme est habile à parler, plus il arrive facilement aux honneurs; plus il s'élève dans les honneurs mêmes au-dessus de ses collègues, plus il est en crédit auprès des grands, en faveur auprès du sénat, en renom auprès du peuple; » ce qui veut dire, en langage moderne, plus il a de places et plus il gagne d'argent. Ils se sont souvenus également de ce précepte antique : « que l'éloquence demande une grande habitude, une grande assurance, surtout beaucoup d'exercice. » Et afin d'arriver à la *véritable et incorruptible éloquence,* pour parler toujours comme les anciens, ils ont institué, sous le titre de *conférences,* des joutes oratoires où se pressent, après le dernier examen et la thèse, tous les licenciés qui vivent dans l'espoir de devenir un jour des avocats occupés. Ces conférences, qui se tiennent au Palais, sont au nombre de vingt environ : on y simule des assises avec juges, ministère public,

bureau, etc. Le tribunal, après l'appel des causes et les plaidoiries, rend des jugements motivés, et donne son avis sur tous les orateurs qui ont porté la parole. C'est souvent une bonne occasion de faire des épigrammes, et, quand on s'adresse à des amours-propres rétifs, il en résulte une mêlée générale. Chaque année, les amendes sont consacrées à un grand repas, où l'on boit à l'éloquence, et c'est là peut-être la meilleure garantie de durée de ces institutions, qui ont encore l'avantage de donner aux avocats sans cause un faux semblant d'occupation. On peut en effet, après avoir été dix ans étudiant, rester dix autres années orateur de conférence, et se cantonner ainsi dans les loisirs d'une éternelle jeunesse en se persuadant sérieusement qu'on plaide.

A le bien prendre, ces sortes d'associations sont plutôt une affaire d'agrément qu'une affaire d'utilité réelle. Il en est de même du *Collége archéologique et héraldique de France*, où l'on s'amuse à jouer à la noblesse. Le Collége héraldique a pour objet principal l'étude du blason et la rédaction d'un *livre d'or*, sur lequel on inscrit l'état nobiliaire des familles. Il faut, pour faire partie de ce collége, appartenir à la noblesse ou à un ordre de chevalerie légalement constitué, et la seule condition d'admission qu'on exige, c'est de remettre sur une feuille de parchemin large de vingt-deux centimètres et haute de trente-trois une copie coloriée de ses armoiries. Le secrétaire général donne des consultations généalogiques, et ce n'est pas une des moindres bizarreries de notre temps que de voir ainsi les enfants des hommes qui ont fait la révolution française exhumer des parchemins blasonnés de la cendre des bûchers de 93. Décidément M. Jourdain est ressuscité.

Comme l'éloquence oratoire et parlementaire et la science héraldique, les beaux-arts et la démocratie ont leurs associations. Trois sociétés dites *des beaux-arts* sont destinées à répandre le goût de la musique, de la peinture, du dessin et de la statuaire. La *Société libre*, qui compte aujourd'hui quinze ans d'existence, s'est donné pour mission spéciale d'examiner avec impartialité les expositions du Louvre, de protester contre les injustes exclusions du jury d'admission, et de consoler par des médailles les exposants méconnus. La *Société d'encouragement des arts unis*, reconstituée en 1841, favorise autant qu'il est en elle, par des loteries et des expositions, la production de la gravure au burin, des bronzes et des objets d'ornementation ; enfin la *Société des amis des arts*, dont les actions représentent un capital d'environ 80,000 fr., publie des gravures au burin et achète des tableaux.

Les sociétés chantantes, exclusivement composées d'ouvriers, sont au nombre de cent cinquante environ. Il suffit, pour être admis dans la plupart d'entre elles, d'improviser quelques couplets sur le thème éternel de la chanson française, *le vin*, *la gloire* ou *les belles*. Quelques-unes des inspirations les plus heureuses, recueillies dans ces réunions populaires, pourraient tenir leur place dans les œuvres de Désaugiers ou de Debraux ; mais ce sont là des exceptions, et la plupart des morceaux n'ont pas même le mérite de cette inspiration naïve qui a sauvé la mémoire de maître Adam Billault. Ce n'est point, du reste, sous le rapport littéraire que les sociétés chantantes méritent l'attention, mais elles témoignent d'un fait important, et ce fait, c'est la préoccupation des jouissances artistiques dans les classes ouvrières. On peut dire en outre que la chanson, si médiocre qu'elle soit, est un progrès sur la dissertation communiste.

On le voit par tout ce qui précède, jamais à aucune autre époque l'activité intellectuelle n'a été plus grande, jamais le progrès pacifique et calme n'a trouvé

plus d'apôtres dévoués, et chez aucun peuple de l'Europe moderne, on peut le dire à l'honneur de notre temps, la discussion n'a été plus libre. Les sociétés académiques ne sont plus aujourd'hui ce qu'elles étaient dans le XVIIIe siècle, un bureau d'esprit, où les oisifs se réunissaient pour s'admirer mutuellement. De grandes révolutions se sont accomplies dans la marche de leurs études. Ainsi, dans l'antiquité, c'est la philosophie qui domine, puis la philosophie fait place aux lettres, l'érudition s'ajoute ensuite à la littérature; enfin, dans ces dernières années, les sciences positives, les applications pratiques, l'économie sociale, attirent plus particulièrement l'attention. Chaque jour, ces sociétés tendent à se mêler plus activement à la vie publique, et, quand on étudie l'ensemble de leurs travaux, on ne tarde point à reconnaître qu'à de très-rares exceptions près, elles se sont tenues sagement en dehors de toutes les exagérations qui se sont produites dans ces dernières années. Sans autres ressources que la bonne volonté de leurs membres, quelques-unes d'entre elles ont obtenu des résultats auxquels il eût été impossible d'arriver par de simples efforts individuels, et l'appui que le gouvernement se décide enfin à leur prêter leur donnera sans aucun doute une force et une activité nouvelles. Nous avons vu ce qui s'est fait à Paris, il nous reste à dire ce qui s'est fait en province; ce sera l'objet d'une étude spéciale, où nous aurons à constater des résultats plus immédiats et plus sensibles encore.

CHARLES LOUANDRE.

REVUE MUSICALE.

Nous voudrions bien parler plus souvent de l'Opéra, et volontiers nous nous rappelons ces temps déjà éloignés où nous tenions, ici même, avec une si ponctuelle exactitude, les annales alors célèbres de notre première scène lyrique. C'est qu'au moins, à cette époque, la tâche en valait la peine; pour un échec qui se rencontrait çà et là, on comptait vingt triomphes. Il y avait, en effet, un intérêt charmant, exquis, une curiosité rare et pleine d'intérêt à suivre, à travers ses fortunes diverses, cette restauration de la musique théâtrale entreprise avec tant de magnificence par l'auteur de *Moïse* et de *Guillaume Tell,* et continuée ensuite, on sait comme, par Meyerbeer, Auber et tant d'autres, ayant pour interprètes des chanteurs d'un ordre supérieur, et pour public un monde intelligent, actif, habitué à se retrouver chaque soir, et (qualité inappréciable qui désormais semble disparaître de la sphère des arts) franchement et généreusement passionné. C'était alors le temps de *Robert-le-Diable* et de *la Juive,* de *Gustave,* des *Huguenots,* de la reprise de *Guillaume Tell,* le temps de Nourrit, de Levasseur, de Mlle Falcon, de Mme Damoreau, enfin de Duprez. On conçoit qu'en présence d'un pareil état de choses la discussion sérieuse aimât à s'exercer, et le développement de ces esprits d'élite, de ces talents illustres, tous dans la plénitude de l'âge et de l'inspiration, offrait à la critique une étude des plus attrayantes.

Pourquoi insensiblement cette ère a-t-elle cessé? Pourquoi maîtres et chanteurs se sont-ils retirés sans qu'une génération nouvelle leur ait succédé? Pourquoi, dans ce public de l'Opéra, jadis si chaleureux, si impressionnable, la désuétude s'est-elle mise à ce point qu'il n'a qu'indifférence à l'endroit de tous les programmes, ne croit plus à rien de ce qu'on lui chante, et se moque du ténor qu'on s'en va chercher en Italie comme de la nouvelle partition de Rossini? Questions profondes, insolubles, auxquelles nous ne nous aviserons point de vouloir répondre; il y a dans la décadence comme dans la grandeur de certaines administrations de théâtre de ces jeux de hasard qui ne peuvent s'expliquer. On a intronisé la statue du chantre de *Guillaume Tell* sous le péristyle de l'Opéra : c'était un sphinx qu'il fallait y mettre; peut-être eussions-nous appris, en l'interrogeant, l'énigme de ces éternelles vicissitudes, et d'où vient qu'un homme intelligent et capable va

voir tout à coup péricliter en ses mains cette machine qui jusque-là semblait fonctionner à souhait et comme d'elle-même. Nous ne voulons accuser personne. Lorsque des fautes ont été commises, nous les avons relevées; aujourd'hui ces fautes ont amené le triste état de choses auquel nous assistons. En de pareilles circonstances que faire? S'abstenir est encore le mieux, car s'il nous répugne souverainement d'incriminer toujours, si nous repoussons avec tous les honnêtes gens cette critique malveillante, haineuse, de parti pris, résolue d'avance à trouver mauvais quoi qu'on tente et décidée à décrier les meilleures intentions, il nous est absolument impossible de discuter, au point de vue d'une renaissance prochaine, des événements tels que les débuts ou la rentrée de Mme Rossi-Caccia dans *la Juive* ou la mise au théâtre d'un opéra de M. de Flotow. Une activité qui se consume éternellement en stériles essais, en expédients sans portée et sans résultat, bien loin de triompher du peu d'entraînement du public, ne fait au contraire qu'accroître son indifférence et sa lassitude. Or, depuis quelques années, tant de tristes débuts se sont multipliés à l'Académie royale de musique, tant de jeunes talents se sont produits dans leur impuissance, qu'aujourd'hui, à moins de véritables révélations, il faut désespérer d'avoir raison de l'apathie universelle. Si Mlle Falcon sortait aujourd'hui du Conservatoire, croyez-vous, par exemple, qu'elle trouvât d'emblée cet auditoire sympathique, cette salle enthousiaste qui d'un coup de main décida du succès de la jeune cantatrice? Non, certes; Mlle Falcon aurait à lutter des mois entiers contre la défaveur qui s'attache désormais aux débuts : heureuse encore s'il lui arrivait de ne pas succomber à la fin sous tant de ruines amoncelées. D'ailleurs, avec la constitution actuelle de l'Opéra, que signifie un Conservatoire? Quels services attendre d'une institution nationale du moment où l'administration de l'Académie royale de musique affecte de ne plus se recruter qu'à l'étranger, où nos directeurs courent la poste et s'en vont çà et là chercher en Italie des voix novices qu'ils nous amènent à grands frais, quittes à leur donner des maîtres de prononciation et de solfége au lendemain de leurs débuts?

Qui dit Conservatoire dit tradition. Or, agir de la sorte, n'est-ce pas vouloir rompre avec la tradition? Quoi qu'on puisse prétendre, il existe en musique un système français, système éclectique, je n'en disconviens pas, et dont les prédilections se partagent volontiers entre l'Italie et l'Allemagne, mais fort habile d'ailleurs, tout en s'assimilant les divers éléments caractéristiques des deux pays, à garder pour lui une certaine individualité qui lui est propre. Je veux parler d'une ampleur de style, d'un soutenu dans les récits, d'une intervention continuelle du génie du maître dans les moindres détails de la mise en scène, dont les Italiens ignorent l'habitude, comme aussi d'une variété d'effets, d'un mélange de tous les genres et de toutes les formes qu'un Allemand de vieille roche, *vom alten deutschen Shrott und Korne*, Louis Spohr, par exemple, et ceux de son école n'adopteront jamais. De Gluck à Meyerbeer, les plus illustres compositeurs, les plus grands génies, en franchissant le seuil de l'Opéra, ont reconnu les conditions essentielles du système français. Rossini lui-même, et ce n'est pas le moindre honneur rendu à cette école dont l'Académie royale de musique et le Conservatoire ont charge de garder les traditions, Rossini lui-même a subi la loi commune. Qui oserait soutenir que *Guillaume Tell* est un opéra italien? Autant vaudrait prétendre que *Robert-le-Diable* et *les Huguenots* sont des ouvrages allemands. Et ne nous y trompons pas, s'il a été donné à Meyerbeer de remporter sur notre première scène lyrique les plus beaux triomphes qu'on cite, si nuls succès de

notre temps n'égalent les siens, c'est qu'avec sa merveilleuse dextérité d'intelligence, avec son esprit si profondément observateur et critique, Meyerbeer a su mieux que personne deviner nos instincts, comprendre nos sympathies, en un mot s'établir victorieusement dans le domaine de notre nationalité musicale. Aussi quelle fortune l'attendait en pareil chemin ! Pour preuve de ce que j'avance, je ne veux que la manière inouïe jusqu'alors dont ses opéras furent exécutés. On parlera toujours de l'exécution de *Robert-le-Diable* et des *Huguenots* comme de deux des plus magnifiques ensembles qu'il y ait eus au théâtre. Et les vaillants interprètes de cette musique, quels étaient-ils? Des Français, des élèves du Conservatoire, des chanteurs formés à cette tradition dont l'illustre maître avait si admirablement saisi le sens. Rossini, quand on y pense, n'eut jamais pareille rencontre; il est vrai que, chez l'auteur du *Comte Ory* et de *Guillaume Tell*, l'élément italien prédominait davantage. N'importe, cette supériorité d'exécution qui signala les chefs-d'œuvre de Meyerbeer à leur entrée dans la carrière m'a toujours frappé comme un trait distinctif. Évidemment, pour être sentie et rendue d'une si fière façon par des chanteurs français, il fallait que cette musique fût écrite dans leur langue. Du jour où, par la retraite de Nourrit et l'avénement de Duprez, la désorganisation se mit dans le fameux trio de *Robert-le-Diable*, de ce jour data l'éloignement de Meyerbeer. On a beaucoup parlé des incertitudes de Meyerbeer et de ses éternelles tergiversations. Depuis dix ans, la malveillance a pu même se donner beau jeu à l'endroit des scrupules du grand maître, qu'il eût été pourtant facile d'expliquer par la simple nature des choses. Que de caprices certains nouvellistes n'ont-ils pas prêtés à l'auteur du *Prophète* et de *l'Africaine!* Quels engagements, à les en croire, n'ont pas été proposés par lui comme condition suprême de la mise en scène de ses ouvrages ! Naguère encore ne disait-on pas que Jenny Lind allait entrer sous ses auspices à notre Académie royale de musique, Jenny Lind, la cantatrice du *Camp de Silésie*, la chère Allemande à laquelle tout ce qu'il écrit là-bas est désormais destiné? Mais, si Jenny Lind nous venait, qui donc chanterait *les Huguenots* à Berlin? Mme Stoltz peut-être, que Meyerbeer entreprendrait alors de faire engager par le roi de Prusse? Franchement nous tenons l'illustre maestro pour un négociateur plus avisé et surtout pour un meilleur courtisan. Qu'est-il besoin de tant de suppositions extravagantes, lorsqu'on peut si naturellement se rendre compte de ce qui se passe? D'ordinaire, un esprit sérieux et réfléchi ne se met point à l'œuvre sans avoir mûrement calculé les conditions du genre qu'il aborde. Or, on nous accordera qu'avant d'écrire *Robert-le-Diable* et *les Huguenots*, Meyerbeer connaissait en maître les éléments dont se compose un opéra français. Cette parfaite intelligence du sujet et de notre scène fonda parmi nous le succès des deux chefs-d'œuvre et leur valut une exécution admirable. Maître et chanteurs s'étaient compris, et jamais plus glorieux ensemble n'éclata. Ce fut sous l'impression de ce double triomphe, auquel (l'illustre auteur n'a jamais cessé de le reconnaître) avait si unanimement contribué la troupe alors en possession de l'Opéra, que Meyerbeer se remit à l'œuvre et conçut l'idée de ces deux partitions aventureuses éternellement ballottées depuis par le flux et reflux des vicissitudes théâtrales, et qui semblent ne reparaître à certains intervalles que pour s'engloutir de nouveau. Peut-être y eut-il à cette époque trop de lenteur de la part du maître; peut-être commit-on une faute irréparable en ne retirant pas sur l'heure d'un si beau mouvement tout ce qu'il pouvait donner. On remit au lendemain, et, d'ajournements en ajournements, les chances favorables

diminuèrent. Qu'arriva-t-il? Lorsque le moment vint où soi-même on n'eût pas demandé mieux que de céder aux sollicitations de tous, les moyens d'exécution en vue desquels on avait composé se trouvèrent manquer.

Ces trois années perdues en toute sorte de vaines discussions et de petites coquetteries avaient vu s'accomplir les plus graves événements. Pendant qu'on s'attardait ainsi, la désorganisation envahissait la troupe de l'Opéra; Nourrit, sombre, abattu, en proie au vertige du découragement, s'en allait mourir en Italie, déplorable victime d'un point d'honneur exagéré; la voix de M[lle] Falcon jetait son dernier cri au milieu d'une salle consternée, et Levasseur, resté seul de ce groupe fameux, Levasseur, comme ce bon Marcel des *Huguenots*, ne survivait à ces jeunes funérailles que pour disparaître bientôt, vaincu par l'isolement et la caducité. On a beau dire, les œuvres même les plus vigoureuses et les plus capables d'affronter le temps sont toujours filles de la circonstance, du moment. A côté de l'élément immortel qui fera leur vie dans l'avenir, il y a en elles je ne sais quel élément transitoire, contemporain qu'elles empruntent aux idées, aux querelles, aux conditions du jour, et qui, bien qu'il doive s'effacer plus tard, n'en doit pas moins avoir subsisté pour l'entière gloire de leur épanouissement. Voilà justement ce qu'on a laissé échapper au détriment des deux partitions du *Prophète* et de *l'Africaine*. Je le répète, tandis qu'on se consumait à discuter des arrangements secondaires, à combiner des stipulations minutieuses, l'occasion se dérobait; reviendra-t-elle un jour? Nous l'espérons; mais, dans tous les cas, le mieux serait de laisser pour un certain temps reposer ces œuvres dont on a trop parlé. *Le Prophète* et *l'Africaine* furent écrits en des circonstances mémorables, et ce que réclamerait impérieusement l'exécution de ces partitions, ce ne serait point tel sujet de renom qu'on pourrait au besoin se procurer à force d'or, mais une troupe unie, intelligente, sympathique, élevée dans la tradition bien entendue d'un système français, une troupe du genre de celle qui marqua la période illustre de *Robert-le-Diable* et des *Huguenots*. Par malheur, de semblables conditions ne sauraient désormais être énoncées, car, si depuis quelques années on peut compter d'éminents sujets dans le personnel de l'Académie royale de musique, de troupe il n'en existe plus. Et croyez bien que Meyerbeer comprend ici les choses comme nous, lui qui, malgré tant d'instances et d'entreprises, a toujours refusé de se dessaisir, et qui, forcé dans sa conscience de grand maître, lorsqu'on fait un appel à ses sentiments pour un théâtre dont seul, à coup sûr, il pourra conjurer la mauvaise fortune, offre d'écrire un opéra nouveau, ayant dans son portefeuille des œuvres auxquelles pas une note ne manque.

Déjà les imaginations s'exercent à l'endroit de cet opéra nouveau promis à l'Académie royale de musique par l'auteur du *Prophète* et de *l'Africaine*. Plusieurs veulent absolument que ce soit un *Struensée*, et nous y consentirions de grand cœur, s'il ne nous semblait voir dans ce bruit une méprise inspirée par ce qui vient de se passer à Berlin. Le frère de l'illustre compositeur, Michel Beer, poëte dramatique du mouvement qui valut à l'Allemagne Immermann et Grabe et l'intéressante période de Dusseldorf; Michel Beer, sur l'invitation de M. le comte de Brulh, alors intendant des théâtres royaux, écrivit en 1826 une tragédie empruntée à cet épisode de l'histoire contemporaine du Danemark. Au moment d'être représentée, après diverses tribulations qui ne s'étaient pas prolongées moins d'un an, cette tragédie fut arrêtée par une réclamation du cabinet de Copenhague, qui s'opposait à ce qu'on passât outre, sous prétexte que l'événement du 28 avril

1772 éveillait de trop douloureux souvenirs dans le cœur du roi Frédéric VI. Aujourd'hui que de pareilles raisons n'existent plus, l'œuvre de Michel Beer ne pouvait manquer de se produire à Berlin. Tout y concourait, et d'abord le crédit si légitime dont jouit auprès de son souverain l'auteur du *Camp de Silésie*. Au nombre des qualités éminentes qui distinguent le caractère de Meyerbeer, il faut citer au premier rang un attachement profond, inviolable, à la mémoire littéraire de son frère, enlevé au plus beau de ses succès, et dont il semble, tant est vif et chaleureux le zèle qu'on lui voit prendre en toute occasion de ce genre, qu'il préfère sa gloire à la sienne propre. Puisque rien n'empêchait plus de mettre *Struensée* à la scène, naturellement Meyerbeer devait amener le théâtre de Berlin à s'occuper de la tragédie de son frère. Bien mieux, voulant donner à cette reprise plus d'importance et de solennité, le maître de chapelle de Frédéric-Guillaume a composé tout exprès une ouverture et des intermèdes appropriés à la situation. Ce que Beethoven avait fait pour l'*Egmont* de Goethe, Meyerbeer l'a fait pour la tragédie de Michel, et cette *illustration* musicale, qui d'ordinaire ne s'accorde qu'aux chefs-d'œuvre, un beau mouvement de piété fraternelle en a décoré le drame de *Struensée*. Du reste, s'il faut en croire ce qu'on écrit de Berlin, ce zèle de famille, qui trop souvent aboutit aux puérils épanchements d'une niaise sentimentalité, n'a conseillé cette fois que de grandes choses. Meyerbeer, on le sait, excelle à s'inspirer d'un sujet pour en exprimer en quelques traits le caractère et la physionomie. C'est là même une faculté de concentration qu'il possède avec certains poëtes lyriques de son pays, des meilleurs s'entend, Goethe et Uhland, par exemple, et qui le rendrait admirablement propre à ce genre d'illustrations symphoniques usité par Beethoven dans l'ouverture de *Coriolan* et les fragments d'*Egmont* dont nous parlions tout à l'heure. A ce compte, et au seul point de vue du développement de son génie, le séjour à Berlin n'est point à regretter : sans doute nous y perdons quelques opéras, l'Académie royale de musique surtout y perd des chances périodiques de fortune; mais cette activité sans cesse maintenue en haleine par ses fonctions d'ordonnateur suprême de la musique du roi, cette nécessité de pourvoir aux besoins du moment, en provoquant l'imprévu, ne peuvent qu'exercer une excellente influence sur un talent peut-être un peu trop enclin de nature à la méditation, au calcul. Déjà, depuis quelques années, les conditions dont nous parlons ont eu, entre autres résultats, *la Fête de Ferrare*, *le Camp de Silésie* et les intermèdes de *Struensée*. De cette dernière partition, que la *Gazette de Prusse* place au rang des chefs-d'œuvre du maître, nous ne connaissons rien encore, et, si nous avons essayé d'en raconter ici l'historique, c'est uniquement dans l'intention de réformer un bruit qui nous a paru fondé sur une méprise. Le bruit se répand à peine que Meyerbeer doit écrire un opéra nouveau; dès lors chacun de se croire obligé d'en proclamer le titre. Un souffle d'Allemagne nous apporte le nom de *Struensée*, va pour *Struensée*. C'est ainsi que naguère on voulait à toute force que Rossini s'occupât d'une *Jeanne d'Arc*. Il est vrai que depuis les titres ont changé : la *Jeanne d'Arc* est devenue un *Robert Bruce*, lequel, à son tour, n'est pas bien sûr de ne point avoir eu jadis nom la *Donna del Lago;* mais ici de vives débats se présentent, et nous touchons à des questions grosses de polémique.

Qu'y a-t-il de nouveau dans cette affaire? S'agit-il d'un chef-d'œuvre original du grand maître ou simplement d'une *parodie* de quelqu'une de ses partitions italiennes, pour nous servir de l'expression d'un judicieux critique? Qui a raison

et qui a tort, des vrais croyants ou des sceptiques? Terrible pari auquel seule peut venir mettre fin la représentation de *Robert Bruce*. En attendant, les discussions préliminaires vont leur train, et la réplique aux aguets s'empare avec avidité du moindre incident capable d'émouvoir à cet endroit la curiosité publique. Pour peu que vous disiez un mot, les arguments ne se feront pas attendre, et vous serez étonné de voir combien de choses contenait à réfuter la ligne la plus inoffensive, le paragraphe le plus empreint de bienveillance et de bonhomie. Nous entendions dernièrement de chaleureux partisans de Rossini regretter pour l'immortel auteur de *Semiramide* et d'*Otello* l'épreuve nouvelle qu'il allait tenter de gaieté de cœur à l'Opéra, et dire que s'il était permis, après tant d'années de silence et sur la fin d'une carrière glorieusement couronnée par *Guillaume Tell*, de s'exposer à de pareils hasards, au nom d'une œuvre imposante et spontanée, d'une de ces œuvres qu'un poëte illustre appelait *des délivrances*, parce qu'en elles se résume toute une période de la vie des hommes de génie, il y avait je ne sais quoi de peu digne d'une renommée de premier ordre à sortir ainsi de son repos pour remanier de vieux textes et paperasser dans ses archives de jeunesse. Pour nous, bien que nous ne partagions guère cette superstition qui se plaît à transformer le fainéant sublime en une sorte d'idole égyptienne immobile au fond de son sanctuaire de granit, nos sentiments d'admiration à l'égard de l'illustre maître ne sauraient souffrir aucune atteinte de l'événement qui se prépare. Un nom tel que celui de Rossini ne se compromet pas pour si peu de chose, et, à supposer que l'opéra de *Robert Bruce* ne nous offrît que morceaux rajustés et vieux thèmes plus ou moins habilement travestis selon les besoins de la circonstance, personne au monde, nous en demeurons convaincu, ne se croirait autorisé à voir là une marque de décadence donnée par le plus grand esprit musical de notre temps. Que *Robert Bruce* réussisse ou tombe, la gloire de Rossini ne saurait s'en accroître ni diminuer. C'est là une affaire qui peut sans doute intéresser au plus haut degré l'administration de l'Académie royale de musique, mais où la responsabilité de l'auteur de *Guillaume Tell* n'est nullement engagée. Et qu'on ne se méprenne pas sur le sens de nos paroles ; personne plus que nous ne souhaite à *Robert Bruce* un éminent succès, personne plus que nous ne fait des vœux pour que l'Opéra secoue enfin cet alanguissement qui le mine, et que la fortune si longtemps contraire récompense les efforts d'un directeur habile, dont l'activité ne s'est jamais démentie depuis cinq ans. Si nous insistons en un tel point, c'est afin que la question soit nettement posée pour la critique, et qu'au lendemain de la représentation l'ignorance ou la malveillance ne s'avise pas, sous prétexte d'une intervention aussi insignifiante que celle attribuée à Rossini dans toute cette affaire, de vouloir porter atteinte à la royauté consacrée du chantre de *Guillaume Tell* et du *Stabat*.

Qu'est-ce, au reste, que cette intervention qu'on lui suppose, et dont on prétend faire si grand bruit? Interrogeons la lettre de M. le directeur de l'Opéra en réponse à l'article de M. Delécluze, qu'y voyons-nous? On se sentait de toutes parts déshérité. M. Auber, occupé de son Conservatoire, occupé surtout de l'Opéra-Comique, persistait à ne rien promettre, persistance désormais vaincue, s'il faut en croire un bruit qui court. Quant à Meyerbeer, de jour en jour plus insaisissable, il avait fini par s'effacer dans l'espace et disparaître entre son *Prophète* et son *Africaine* comme une constellation perdue. Restait encore M. Halévy; mais on avait bien abusé de son génie, sans compter que l'auteur de *la Reine*

de Chypre et de *Charles VI*, se ressouvenant du théâtre où fut représenté *l'Eclair*, travaillait à ses *Mousquetaires de la Reine*. Il est vrai qu'on avait le droit de faire appel aux *jeunes talents*, terrible droit qu'au théâtre on n'exerce guère impunément. Survinrent donc M. Balfe et son *Étoile de Séville*, M. Mermet et son *Roi David*, M. de Flotow et *l'Ame en peine;* mais une administration quelque peu intelligente sait d'ordinaire à quoi s'en tenir sur les expédients de ce genre : aussi songeait-on à se ménager d'autres ressources. Pour sortir d'embarras, il fallait absolument un chef-d'œuvre, rien de moins! A défaut du *Prophète* et de *l'Africaine*, auxquels, après tant de déconvenues, force était bien de renoncer, on inventa donc tout simplement un opéra de Rossini; chimères sur chimères : cet opéra, c'est *Robert Bruce*. — Pendant son dernier voyage à Paris, l'auteur du *Comte Ory*, du *Siége de Corinthe* et de *Guillaume Tell*, tout en refusant de rien écrire d'original pour la scène, confia à M. le directeur de l'Opéra qu'il existait au nombre de ses anciens ouvrages une partition, objet de ses prédilections les plus chères, et dont l'Académie royale de musique devrait peut-être essayer de tirer parti. Rossini voulait parler de la *Donna del Lago*, et ce fut sur cette indication rétrospective du grand maître qu'on bâtit l'idée de l'opéra nouveau, si impatiemment attendu par toute une génération fort avide, à ce qu'on nous raconte, d'assister au réveil du lion. Représentée en 1819, la *Donna del Lago* n'obtint d'abord qu'un assez froid accueil, et cette première sensation du public de Naples n'a jamais été contredite, même à Vienne et à Berlin, où quelques rares morceaux d'ensemble, d'un style austère et grandiose, provoquèrent pourtant une impression d'enthousiasme. Aussi, quelques reproches qu'on puisse adresser à l'administration du Théâtre-Italien pour s'être privée volontairement, depuis plusieurs années, de ce remarquable ouvrage, il convient d'avouer qu'il eût été difficile de le maintenir avec honneur au répertoire. Même au temps de la Pisaroni et de la Sontag, la *Donna del Lago*, si l'on s'en souvient, ne brillait guère qu'au second rang parmi les opéras affectionnés du dilettantisme parisien. Somme toute, ceci ne présumerait rien contre la tentative de l'Académie royale de musique; il y a dans cet ouvrage de Rossini, qu'on a dès l'origine accusé d'être plutôt une épopée qu'un drame lyrique, il y a, disons-nous, un certain coloris ossianesque dont la vaste scène de l'Opéra aura su nécessairement profiter. Nul doute que le fameux chœur des bardes, exécuté avec toutes les pompes de l'endroit, et la marche de la fin du premier acte, accompagnée par seize trompettes derrière le théâtre, n'emportent le succès de la soirée. Outre ces fragments de proportions véritablement grandioses, la *Donna del Lago* renferme divers morceaux d'un ordre supérieur que nous espérons bien retrouver dans *Robert Bruce* en dépit des mille transpositions, arrangements et modifications qu'on n'aura pas manqué de faire subir à l'œuvre primitive pour la rendre méconnaissable et donner à croire à du nouveau ; tels sont le charmant chœur de femmes : *d'Inibaca donzella*, le duo entre Elena et Uberto : *le Mie barbare vicende*, et la cavatine de Malcolm. — Un jour donc que M. le directeur de l'Opéra songeait aux moyens de réformer son programme et de remplacer par quelque chose de moins invraisemblable l'annonce fantastique du *Prophète* et de *l'Africaine*, le souvenir du conseil de Rossini lui revint à la mémoire. On délibéra sur la manière de s'en servir, et, pour donner à l'affaire plus d'importance et de solennité, il fut résolu que deux plénipotentiaires se rendraient immédiatement à Bologne auprès du grand maestro, lequel, s'il ne travaillait pas, voudrait

bien du moins, en faveur des circonstances, consentir à faire mine de travailler. Alors M. Vaëz et M. Niedermeyer partirent. Envoyer un poëte à Rossini, passe encore; mais un musicien, franchement cela ne se conçoit guère! Qu'en fera-t-il? Ici un grave dilemme se présente : ou Rossini va s'exécuter, et alors qu'a-t-il besoin, je vous prie, de la présence de M. Niedermeyer? ou ce sera tout simplement l'auteur de *Stradella* et de *Marie Stuart* qui fera la besogne sous les yeux du maître, et, dans ce cas, pourquoi nous venir parler d'œuvre nouvelle et de concessions obtenues? Il n'importe, tenons-nous-en au récit qu'on nous donne. Voyez-vous d'ici le sublime sceptique installé entre ses deux conclavistes et procédant avec un flegme imperturbable au dépouillement de ses vieux portefeuilles, indiquant au *poëte* un rhythme susceptible de s'adapter à telle cavatine de *Ricciardo*, de *Zelmira*, ou d'*Ermione*, qui ne demande qu'à resservir, et dont le musicien trouvera le manuscrit dans un carton quelconque de sa bibliothèque; puis le soir, dans les épanchements de l'après-souper, racontant ses labeurs du jour au brave Donzelli, qui ne revient pas de tant de prodige, et s'arrête confondu au milieu d'une partie de whist! Si nous ne nous trompons, Rossini n'en usait pas tout à fait de la sorte aux temps de ses travaux sincères, lorsque, dans cet appartement du boulevard Montmartre ouvert dès le matin aux amis nombreux qui le fréquentaient, l'illustre maître terminait son chef-d'œuvre de *Guillaume Tell*, et, sans rien perdre des conversations qui se croisaient autour de lui, jetant ici et là son mot railleur, traçait d'une plume de flamme cette incroyable partition sortie sans rature de ses mains.

On a dit que l'administration du Théâtre-Italien comptait s'opposer à la mise en scène de *Robert Bruce* à l'Académie royale de musique. Nous avouons qu'une semblable prétention nous paraîtrait complétement inadmissible, et que nous partageons à ce sujet les sentiments de M. le directeur de l'Opéra, qui, tout en invoquant son droit de faire traduire pour le représenter sur son théâtre tel opéra du répertoire italien qu'il lui plaira de désigner, en réfère néanmoins là-dessus à la question de convenances. Maintenant, peut-on de bonne foi soutenir qu'ici les convenances aient été violées le moins du monde? Remarquez qu'il ne s'agit pas seulement d'un opéra écrit, il y a tantôt ving-sept ans, en Italie, et d'ailleurs appartenant, dès son origine, au domaine public, mais d'un opéra que vous ne jouez plus, auquel vous-même vous avez renoncé ; or, cet ouvrage enseveli dans la poussière de vos cartons, s'il me plaît à moi de le rappeler à la vie, si pour la plus grande gloire de cette résurrection le souffle du puissant maestro me vient en aide, qui osera le trouver mauvais, je vous prie? Des trente-cinq partitions écrites par Rossini pour la scène italienne, huit ou dix tout au plus se sont maintenues au répertoire; qui m'empêchera, par la stérilité des temps où nous vivons, d'aller voir si dans ces catacombes je ne trouverai par la mine d'or? *Elisabetta, Sigismondo, Torvaldo, Armida, Adelaïde di Borgogna, Ricciardo, Ermione, Odoardo e Christina, Bianca di Faliero, Matilde di Shabran, Zelmira,* tant de compositions oubliées, de chefs-d'œuvre déchus, peuvent contenir des beautés souveraines, diamants perdus, dont, grâce à nos efforts, la *Donna del Lago* va s'enrichir. Donc, si des reliefs de ce festin splendide du génie nous voulons, en un jour de disette, faire notre repas, il nous semble que c'est notre affaire, et qu'on serait mal venu de prétendre s'y opposer. — A vrai dire, nous approuverions entièrement pour notre part un tel langage, et ne supposons guère ce qu'on pourrait y répondre; mais ces convenances dont on parle ont-elles

donc été toujours si scrupuleusement observées, et ces raisons invoquées à propos des éléments plus ou moins en dissolution qui ont servi à la composition de *Robert Bruce,* ces raisons devront-elles se produire en faveur des traductions de la *Lucia* et d'*Otello?* Nous voulons bien admettre le droit de traduction à l'Académie royale de musique, à cette condition toutefois qu'on n'usera de ce droit qu'avec une extrême réserve. Qu'on emprunte à l'étranger certains rares chefs-d'œuvre devenus classiques, rien de mieux ; l'Opéra, comme la Comédie-Française, n'est point une scène ordinaire, et toute inspiration du génie y doit trouver son sanctuaire. J'avoue que j'aimerais à voir les chefs-d'œuvre dramatiques de Mozart, de Beethoven et de Weber figurer de loin en loin sur l'affiche du théâtre de la rue Lepelletier, tout comme j'applaudirais de grand cœur à quelque traduction littéraire du *Wallenstein* de Schiller ou de l'*Egmont* de Goethe, qu'on représenterait sur la scène française; mais je ne pense pas que l'on puisse ainsi piller à sa guise dans le répertoire du voisin. En général, le droit de traduction ne devrait jamais s'exercer que sur des ouvrages d'auteurs morts; car, pour les vivants, ne vaut-il pas mieux cent fois les faire écrire ? De la sorte, du moins vous gardez la chance d'avoir une musique conçue selon le système que vous exploitez, et dont vos chanteurs sauront tirer parti. Pourquoi vouloir la *Lucie,* quand *la Favorite, les Martyrs* et *Dom Sébastien* vous sont acquis? Vous avez *Robert-le-Diable* et *les Huguenots,* ne vous faudra-t-il pas aussi le *Crociato* quelque jour? Nous ne sommes pas pour vouloir sacrifier les intérêts de l'Académie royale de musique à ceux du théâtre Ventadour ; mais encore doit-on tenir compte des priviléges, et, du moment que l'administration a jugé bon qu'il y eût un opéra italien à Paris, toute atteinte portée aux priviléges qui font sa vie, tout empiétement du genre de ceux que nous venons de citer, deviennent intolérables. On a parlé d'émulation donnée à nos artistes ; le malheur veut que cette prétendue émulation tourne le plus souvent à leur défaite, car, dans cette lutte de la voix et du chant, nos artistes, privés des ressources du drame, embarrassés des difficultés d'une prosodie ingrate et rebelle, réduits au seul mérite de l'interprétation musicale proprement dite, nos artistes succomberont toujours. J'en appelle aux esprits éclairés et impartiaux qui ont pu comparer : est-il possible, au lendemain d'une de ces brillantes représentations de la *Lucia* ou d'*Otello* au Théâtre-Italien, d'entendre les mêmes chefs-d'œuvre exécutés à l'Académie royale de musique, d'opposer sérieusement Mlle Nau à la Persiani, M. Barroilhet à Ronconi, Mme Stoltz à la Grisi ? On ne se lasse pas de nous citer Duprez, mais le vaillant ténor d'autrefois existe-t-il encore, ou n'est-ce pas plutôt son ombre ? Et ce grand style qui se débat contre l'impuissance de l'organe, cette large et sévère diction au secours de laquelle nul souffle de voix ne vient désormais, valent-ils, à tout prendre, une seule note de ce timbre brillant et sympathique du jeune ténor qui a succédé à Rubini ? Du reste, le meilleur argument en faveur de ce que nous avançons est dans la manière toute différente dont on exécute à l'Académie royale de musique les ouvrages écrits par les maîtres étrangers, selon les conditions de la scène française. Essayez de comparer l'exécution de *la Favorite* avec celle de *Lucie de Lammermoor ;* on ne se croirait plus au même théâtre. C'est qu'en effet avant-hier vous assistiez à la parodie plus ou moins adroitement déguisée d'un opéra italien, et qu'aujourd'hui vous voyez se développer sous vos yeux une troupe à laquelle on a rendu ses avantages, et dont l'infériorité relative disparaît sitôt qu'elle se sent ramenée sur son terrain. Gardons-nous d'intervertir les genres; profitons des

bénéfices de la musique italienne, mais ne renonçons jamais à la tradition dramatique de l'opéra français.

Si nous nous élevons ainsi contre l'abus des traductions, si nous craignons de les voir se multiplier à l'Opéra, c'est que nous avons en nous la certitude qu'un pareil système entraînerait tôt ou tard la ruine de notre première institution lyrique. Pour exécuter ces ouvrages qui ne sont pas de votre répertoire, vous finiriez par ne plus vouloir que des chanteurs italiens, et, comme les illustres sont retenus, force vous serait bien de recourir aux talents secondaires, c'est-à-dire à la pire espèce de chanteurs qu'il puisse y avoir sur une scène française, à ces gens pour lesquels rien n'existe au monde en dehors d'une cavatine qu'encore ils ne chantent pas toujours juste. Non, il faut que certaines démarcations naturelles subsistent. Supposez Rubini dans *Robert-le-Diable* et *les Huguenots*, pensez-vous que l'immortel interprète de la *Lucia* et des *Puritains* eût répondu à l'idéal qu'un public français se représente des deux héros de Meyerbeer? Et Nourrit, le chanteur français par excellence, quand il a voulu, en un jour d'égarement, rompre avec son passé glorieux et devenir un virtuose italien, Adolphe Nourrit est mort à la peine sans même pouvoir croire qu'il sortait vainqueur du défi porté par lui à sa nature! On ne foule pas aux pieds impunément certaines traditions qui sont dans le génie même des peuples; et, l'opéra français abdiquant sans réserve au profit du système italien, nous ne voyons pas dans quel but on maintiendrait chez nous un Conservatoire de musique. Mais, dira-t-on, à qui s'adresser? Les grands hommes font les difficiles. Impuissance ou calcul, ceux que le succès aime à proclamer hésitent et s'esquivent; quant aux vocations naissantes, si d'aventure vous en connaissez, nommez-les, que nous fêtions leur avénement en nous écriant avec Perse :

Hunc, Macrine, diem numera meliore lapillo.

En effet, nous l'avouons, jamais temps plus ingrats n'affligèrent nos premières scènes. Dans les lettres comme dans la musique, partout même stérilité, même épuisement. On s'arrête, on se tait, on sauve sa gloire par le silence, et quand ces maîtres dédaigneux, qui disposaient des plus chères sympathies du public, laissent la place vide, nul vaillant ne s'offre pour s'en emparer. Çà et là seulement quelques pâles imitateurs surviennent, et leurs tristes débuts n'ont d'autre résultat que d'exciter les gens à réclamer avec plus de zèle et d'animation le retour de ces royautés inquiètes dont on voudrait pouvoir se passer. Pour nous en tenir à la musique, il semble pourtant qu'en ces circonstances l'Académie royale aurait pu trouver quelque chose de mieux que des traductions. Que n'a-t-on, par exemple, demandé un ouvrage à Verdi? Nous savons que M. le directeur de l'Opéra s'est entendu dernièrement avec le prince Poniatowski, et personne plus que nous n'approuve un pareil choix; mais, jusqu'à ce que l'événement ait démontré le contraire, nous persisterons, en l'absence de Rossini et de Meyerbeer, à regarder l'auteur de *Nabucco* et d'*Ernani* comme le génie le plus particulièrement capable d'abonder avec succès, le cas échéant, dans les traditions de notre première scène lyrique. Ne toucher qu'avec une réserve extrême au répertoire spécial du Théâtre-Italien, et d'autre part employer tous ses efforts à se procurer des ouvrages originaux des jeunes maîtres qui peuvent surgir de l'autre côté des monts : tel serait en somme le meilleur système à pratiquer dans les intervalles où le génie national

fait défaut, d'autant plus que de Gluck à Meyerbeer, de Meyerbeer à Donizetti, ce système a toujours été celui de l'Académie royale de musique. Rossini seul, à son arrivée à Paris, sous l'administration de M. le vicomte de La Rochefoucauld, jugea convenable de procéder autrement, et ce fut par des traductions et des remaniements d'anciens ouvrages qu'on le vit préluder à la sublime conception de *Guillaume Tell.* Voudrait-il donc finir chez nous comme il a commencé? Une si belle occasion s'ouvrait pourtant au grand maître de reparaître aux yeux du monde! Ne disait-on pas naguère que Rossini s'occupait d'écrire un *Te Deum* en l'honneur de Pie IX. Imposer la consécration de l'art au cri d'actions de grâces poussé par l'Italie entière, chanter l'avénement du saint pontife qui a donné l'amnistie, et dans un règne de moins de six mois a déjà révolutionné de ses bienfaits les états de l'église, c'était là une gloire digne d'être enviée même par l'auteur de *Guillaume Tell* et du *Stabat,* et nous nous refusons à croire qu'il puisse y avoir renoncé.

Nous ne quitterons point l'Opéra sans dire un mot de la retraite de M. Habeneck. L'habile et infatigable musicien qui, depuis vingt-cinq ans, présidait à l'exécution des chefs-d'œuvre de notre première scène lyrique, laisse après lui un vide que son successeur, quel qu'il soit, aura de la peine à combler. Encore un représentant qui disparaît de cette période illustre qui fonda parmi nous la gloire de l'Opéra. Par sa longue habitude de l'enseignement, par son expérience des maîtres, par sa rare activité et aussi par une énergie de caractère indispensable en un pareil emploi, M. Habeneck s'était acquis sur l'orchestre de l'Académie royale de musique une autorité presque souveraine, et que nul ne songeait à contester. C'était même un spectacle plein d'intérêt de voir, aux répétitions d'un ouvrage, comme il imposait à ces masses intelligentes qu'il poussait ou retenait d'un signe de la main! Quelle scrupuleuse appréciation des moindres choses! quel tact! quel art singulier de nuancer! Jusqu'à sept et huit fois la difficulté était reprise, et si, au moment de tenir son effet tant cherché, l'inadvertance d'un cor ou d'un basson venait de nouveau l'interrompre, il s'agitait sur son banc, frappait son pupitre à coups redoublés, et, fixant sur le malencontreux trouble-fête sa face de chat-tigre irrité, il le rappelait à l'ordre avec colère; car à cette susceptibilité sans cesse éveillée, pas une note, je dirais presque pas une intention n'échappait. Il connaissait par cœur jusqu'au dernier de son armée, savait le fort et le faible de chacun, et pour lui le moindre son de cet orchestre avait nom d'homme. Outre cette autorité dont nous parlons, M. Habeneck possédait toute la confiance des maîtres; Rossini, bien qu'il lui reprochât quelquefois de ne point accompagner les chanteurs avec assez de ménagement, Rossini admirait son coup d'œil prompt et sûr et sa chaleur communicative, et jamais Meyerbeer ne dormait plus tranquille après son dîner que lorsqu'il savait, à n'en pas douter, qu'Habeneck dirigerait ce soir-là l'exécution de *Robert* ou des *Huguenots.* Une pareille situation devait apporter quelque influence; à l'Académie royale de musique, M. Habeneck n'était pas seulement un chef d'orchestre, et, comme à Nourrit, il lui arriva plus d'une fois d'intervenir dans les conseils de l'administration. Pendant un quart de siècle, M. Habeneck a eu sa part des ouvrages qui se sont produits sur la scène française, et, nous pouvons le dire, au valeureux chef d'orchestre les chances n'ont pas manqué. *Le Comte Ory, la Muette, Guillaume Tell, Robert-le-Diable, Don Juan, les Huguenots, la Juive,* ce sont là de mémorables soirées, de glorieux faits d'armes auxquels on doit se sentir fier d'avoir

présidé, et M. Habeneck emporte avec lui les souvenirs d'un beau règne. Sans vouloir rien préjuger de l'avenir, on peut douter qu'il en arrive autant au chef d'orchestre qui s'apprête à lui succéder. Quoi qu'il en soit, le bâton passe aux mains de M. Girard, compositeur distingué, qui tenait depuis plusieurs années à l'Opéra-Comique le poste devenu vacant à l'Opéra. Il est cependant un autre orchestre que cette retraite prématurée de M. Habeneck va frapper d'un coup plus sensible : nous voulons parler de l'orchestre du Conservatoire. Ici, le nom du successeur n'est pas même désigné. Qui osera, en effet, s'emparer de ce monde créé par lui? Qui aura l'autorité de commander à ces forces instrumentales accoutumées à n'obéir qu'au geste du maître? On dira ce qu'on voudra, mais M. Habeneck aura toujours à nos yeux le très-grand mérite d'avoir fondé la société des concerts, c'est-à-dire le plus beau monument qu'on ait élevé de notre temps au génie des Beethoven et des Mozart. Sans doute M. Habeneck n'a rien produit en musique qui doive rester, on lui a même fort souvent reproché de s'être opposé aux productions des autres; mais ces griefs, fussent-ils fondés, nous empêcheraient-ils de reconnaître qu'il a créé en France le véritable sanctuaire de la musique instrumentale? Si nous admirons aujourd'hui Beethoven dans ses moindres détails, si nous avons gravi jusqu'aux plus hauts sommets de cet esprit sublime comme les montagnes, et comme elles aussi enveloppé souvent d'épais nuages, n'est-ce point un peu à ce guide intelligent et passionné que nous le devons? Le beau mérite d'écrire trois ou quatre partitions et autant de symphonies, c'est l'affaire du premier venu; mais avoir été l'un des premiers à saluer en France le génie de Beethoven, s'être fait le protagoniste de sa gloire, et pour une si noble cause avoir suscité la société des concerts, voilà en vérité qui vaut mieux, et ce fut l'œuvre de M. Habeneck.

Le Théâtre-Italien en est encore aux préliminaires de la saison, ou, pour mieux dire, la saison n'est point encore commencée. Le vrai public des Bouffes, on le sait, n'arrive guère avant le milieu de décembre, et, cette année, les déplacements occasionnés par la petite session pourraient bien faire qu'on s'attardât davantage. En attendant, *Semiramide* et *Gemma di Vergi*, *Norma* et la *Lucia*, ont ouvert honorablement la campagne. Nous ne dirons rien de la Grisi, toujours égale à elle-même, toujours tragédienne imposante et superbe, et grande cantatrice dans le rôle de la reine d'Assyrie. Cette fois le chef-d'œuvre de Rossini avait à nous montrer son nouvel Assur. M. Coletti, qu'une certaine réputation précédait parmi nous, sans avoir justifié dans ses débuts les prétentions au premier rang qu'on affichait à son endroit, n'en reste pas moins une fort utile acquisition pour le théâtre. Son style et sa manière témoignent dès l'abord d'une excellente école, sa déclamation a de la puissance et du dramatique; en un mot, on sent en lui un homme accoutumé à tenir avec honneur les grands rôles du répertoire. Pourquoi faut-il que sa voix manque ainsi de timbre et de fraîcheur! La voix de M. Coletti monte sans obstacle, et les passages d'agilité dont abonde la partie d'Assur la trouvent d'une parfaite complaisance; malheureusement c'est là un avantage assez commun aux belles voix usées, et j'avoue que cette souplesse acquise aux dépens de la franchise et de la sonorité de l'organe ne m'a jamais paru chez un chanteur qu'une qualité négative. Si quelque chose pouvait faire oublier de semblables inconvénients, le sentiment musical dont est doué M. Coletti et sa remarquable expérience du théâtre y suffiraient. Dans le sublime adagio, *notte terribile, notte di morte*, du grand duo entre Assur et Semiramide

au second acte, M. Coletti se montre digne de faire la partie de la Grisi, et c'est tout dire; quant au cantabile de la scène des tombeaux, *alla pace dell' ombre ritorna*, impossible de rendre cette phrase admirable avec plus de pathétique et de largeur. Nous le répétons, cet engagement, envisagé au seul point de vue de l'ensemble de la troupe italienne, ne mérite que des éloges. Sans doute, du côté des basses l'administration des Bouffes était richement pourvue; mais, si l'on y réfléchit, entre Lablache, qui renonce désormais à l'emploi tragique, et Ronconi, plus porté par ses goûts et la nature de son talent aux créations du nouveau répertoire, il y avait une place à prendre, celle qu'occupa un moment M. Fornasari. Tout le monde saura gré à M. Vatel d'avoir appelé à ce poste l'artiste distingué qui vient de débuter dans *Semiramide*. Quelque peu de goût que nous ayons à revenir sans cesse à des sujets aujourd'hui épuisés, nous ne pouvons nous décider à passer sous silence les belles représentations de la *Lucia* qui ont marqué la seconde quinzaine du retour des Italiens. Ronconi et la Persiani ont véritablement fait des merveilles, et cette inspiration vaut d'autant plus qu'on en tienne compte qu'ils se sentaient devant un auditoire qui n'est pas le leur, en présence de ce public d'occasion, si froid et si médiocre appréciateur des belles choses qu'on lui prodigue. Quel ensemble inouï, quelle simultanéité dans les évolutions de ces deux voix s'animant l'une l'autre, et comme sous tant de passions et d'entraînement un art profond, admirable, se cache! quelle précision, quelle sûreté d'attaque dans les rentrées! Ronconi surtout excelle en ces effets; sa voix emprunte alors à l'inspiration du moment je ne sais quelle mâle vigueur, quelle puissance inusitée; on dirait qu'elle s'enfle comme un torrent, et ce travail d'Hercule d'ébranler une salle du parterre à ses combles semble un jeu d'enfant à ce petit homme de si frêle apparence. La *Lucia* nous a rendu aussi M. de Candia, qu'une indisposition avait empêché de prendre part aux premières représentations du théâtre. Légèrement-altérée d'abord, la voix du jeune ténor a bientôt eu repris tous ses avantages, et dans le charmant duo des fiançailles, au second acte, comme dans le sublime monologue de la fin, elle s'est retrouvée samedi aussi limpide, aussi passionnée que jamais. Il y a chez M. de Candia, outre le talent du chanteur qui s'accroît de jour en jour, grâce à de sérieuses études et à l'expérience de la scène, il y a, disons-nous, une préoccupation du drame et de ses accessoires qui évidemment n'est point d'un virtuose italien, tel du moins qu'on se le figurait aux temps de Nozzari, de Davide et même de Rubini. A ce compte, le rapide passage du jeune ténor à l'Académie royale de musique ne lui aura point été inutile. M. de Candia se souvient aux Bouffes de la scène illustre où fut Nourrit; je n'en veux d'autre preuve que ce soin intelligent apporté par lui dans ses costumes, soit qu'il ait à représenter le More de Venise ou la sombre et pâle physionomie d'Edgar de Rawenswood. On aime à surprendre chez un chanteur de mérite ce goût des autres arts, sans lesquels au théâtre rien n'est complet. C'est ainsi qu'on a procédé à la réforme de l'Opéra; c'est ainsi que Lablache, Ronconi et M. de Candia aident à ce compromis désormais nécessaire entre la musique et le drame, et vers lequel les maîtres de la nouvelle école italienne, Mercadante et Verdi en tête, sentent qu'il faut marcher. On a beau dire, il y a de ces goûts élégants, de ces instincts secrets par lesquels les natures d'élite se trahissent toujours, quelque voie qu'elles suivent d'ailleurs, et ce culte des moindres détails du costume que nous remarquons ici chez M. de Candia, l'artiste des Italiens l'emprunte, soyez-en sûr, au fin et prodigue con-

naisseur, occupant les loisirs que lui laisse le théâtre à recueillir ces belles collections de gravures et d'objets d'art de tout genre dont s'enrichit sa jolie habitation de la rue d'Astorg. — Aux ouvrages du répertoire qui ont ouvert la saison, des nouveautés doivent avant peu succéder : on annonce *la Fiancée corse* et *les deux Foscari*, pour lesquels, à ce qu'on assure, Verdi vient d'écrire une cavatine de ténor destinée à remplacer l'ancienne, jugée insuffisante; puis viendront les belles soirées de *Nabucco*, et aussi celles des *Puritains* et de *don Pasquale*, que nous rendra Lablache. D'ici là, il faut espérer que le public sera de retour, car, même avec d'aussi splendides éléments, nous persistons à croire qu'au Théâtre-Italien rien ne saurait se faire sans lui.

H. W.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 novembre 1846.

L'attitude du corps diplomatique a été la grande préoccupation de ces derniers jours. Il est naturel en effet qu'à une époque comme la nôtre, où le maintien de la paix est nécessaire à tous les intérêts, on ait une attention curieuse pour ce qui se passe dans le monde de la diplomatie, pour les démarches, pour les paroles des représentants des cabinets. Ce sont autant de symptômes qui ont leur importance. Le corps diplomatique avait à féliciter M. le duc et Mme la duchesse de Montpensier à l'occasion de leur mariage. Cette présentation officielle empruntait des circonstances délicates où nous sommes une signification particulière. Aussi l'absence de lord Normanby, au moment où tous les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires présents à Paris se rendaient aux Tuileries avec un empressement marqué, a été pendant trois jours un véritable événement politique. On se demandait si la rupture avec l'Angleterre était imminente; n'allait-on pas jusqu'à parler du rappel de son ambassadeur! Heureusement, au milieu de ces conjectures et de ces inquiétudes, on apprit bientôt que le marquis de Normanby venait d'être reçu par M. le duc et Mme la duchesse de Montpensier. Le noble lord avait demandé une audience particulière au prince, qui ne se trouvait pas à Paris lors de sa première présentation aux Tuileries, au mois d'août dernier. Cette démarche a enlevé au premier incident une partie de sa gravité.

D'ailleurs, on a pensé à tort que l'ambassadeur d'Angleterre avait agi par ordre exprès de son gouvernement, en ne paraissant pas à l'audience solennelle du corps diplomatique. Quand il avait pris ce parti, lord Normanby avait cru se conformer à des instructions générales, qui lui prescrivent sans doute la plus grande réserve pour tout ce qui peut toucher aux affaires de l'Espagne. Il n'a pas tardé à reconnaître lui-même qu'il s'était trompé, et nous conviendrons avec plaisir qu'il a réparé son erreur avec une parfaite courtoisie. Il ne s'agissait en effet, dans cette circonstance, pour le corps diplomatique, que d'offrir ses hommages à Mme la duchesse de Montpensier, à une nouvelle princesse de la famille royale. Dans cette présentation, les difficultés politiques n'ont rien à faire. Cela est si vrai, que les représentants des trois grandes puissances qui n'ont pas reconnu le gouvernement de la reine Isabelle n'ont pas été les moins empressés à

féliciter les nouveaux époux. M. de Kisseleff, chargé d'affaires de Russie, a vivement complimenté M. le duc de Montpensier sur son brillant voyage en Espagne, et ses paroles ont fait sensation dans le corps diplomatique. On a remarqué aussi les félicitations plienes de bon goût de M. le duc de Serra-Capriola. M. l'ambassadeur de Naples n'a pas voulu, dans cette circonstance, montrer par une froide réserve qu'il gardait le souvenir des négociations où le nom du comte Trapani avait été longtemps mêlé. C'est de la dignité spirituelle.

Ces détails, la physionomie générale du monde diplomatique, tout constate que le besoin, le maintien de la paix, sont toujours dans la pensée des gouvernements, et toutefois, on ne peut se le dissimuler, il y a de l'étonnement, de l'inquiétude dans les esprits. Il faut chercher la principale cause de ces appréhensions dans le ressentiment singulier qu'éprouve le cabinet anglais au sujet du double mariage. On a peine à se persuader que les conditions générales de la paix européenne ne soient pas changées, quand on voit lord Palmerston s'obstiner à soutenir que l'Angleterre a reçu une offense. C'est aujourd'hui sa prétention. Faut-il encore répéter que le gouvernement français, dans toute cette affaire, n'a pu avoir d'autre intention que celle de défendre son droit sans blesser une alliée? Aujourd'hui, ni les récriminations de lord Palmerston, ni les agressions ardentes de la presse anglaise, ne sauraient avoir la puissance de changer les sentiments et la politique du gouvernement français à l'égard de l'Angleterre. Au fond, la situation des deux pays est toujours la même, elle ne changerait que si l'Angleterre le voulait absolument. Maintenant lord Palmerston aura-t-il le triste pouvoir d'égarer son pays? Dans cette question est en grande partie l'intérêt de l'avenir.

Si les affaires d'Espagne passionnaient réellement l'Angleterre, si elle croyait qu'elle en a éprouvé un véritable dommage, l'irritation de lord Palmerston pourrait être contagieuse. Est-ce là vraiment la situation? Nous admettons volontiers, nous l'avons déjà dit, que dans le différend qui s'est élevé entre les deux cabinets de Londres et de Paris les whigs ne seront pas contredits, qu'ils seront même soutenus par les tories; mais il y a loin de cet échange de bons offices, dans une circonstance particulière, à cette unanimité nationale qui seule permet dans un pays libre les grandes résolutions, les revirements éclatants de politique. Il y a un siècle, les whigs et les tories décidaient jusqu'à un certain point, par leur seul ascendant, de la paix et de la guerre; aujourd'hui, ils sont en face d'une puissance nouvelle et considérable. L'Angleterre a ses classes moyennes. Par le travail, par la richesse qui en est la récompense, ces classes ont conquis une influence, une autorité, dont la vieille aristocratie doit tenir un grand compte. Pas plus en Angleterre qu'en France, il ne serait possible aujourd'hui de faire la guerre sans l'adhésion de ces classes, qui, dans les deux pays, représentent les intérêts les plus vitaux. Voilà la véritable sauvegarde de la paix européenne. Depuis plusieurs années, les griefs les plus sérieux n'ont pas manqué à l'Angleterre dans ses rapports avec les États-Unis, et plus d'une fois se sont présentées des éventualités de guerre devant lesquelles une aristocratie politique abandonnée à ses seuls instincts n'eût probablement pas reculé. C'est ici que s'est fait sentir la puissance de ces classes moyennes, maîtresses de tout le commerce, et, par une conséquence irrésistible, de la politique extérieure. C'est surtout en considération de leurs intérêts que le gouvernement anglais s'est appliqué à donner à ses démêlés avec le cabinet de Washington une solution pacifique. Croit-on qu'à Londres, dans la Cité, qu'à Manchester, à Liverpool, on s'occupe beaucoup du double ma-

rtage et des mécontentements de lord Palmerston? Le bon sens du peuple anglais est à la fois trop pénétrant et trop positif pour se laisser tromper sur la valeur des choses.

Nous sommes donc convaincus que lord Palmerston ne réussira point à élever ses griefs particuliers à la hauteur d'une question nationale; mais, d'un autre côté, nous ne croyons pas, comme quelques esprits en caressent l'espérance, à la chute prochaine du ministre anglais. Dans un an, il doit y avoir en Angleterre des élections qui trancheront souverainement la question de majorité entre les whigs et les tories. Aussi les rivaux les plus sérieux de lord John Russell continueront de se tenir à l'écart; ils attendront l'épreuve électorale. Jusqu'à ce que le pays ait parlé, le cabinet whig n'a pas d'autres compétiteurs à craindre que lord Stanley, le duc de Richmond et lord G. Bentinck. Cette concurrence n'est pas très-redoutable. Lord Palmerston a donc devant lui un avenir ministériel, sinon indéfini, du moins assez long, pour pouvoir donner carrière à son activité tracassière et hostile, pour chercher, pour trouver des revanches. Jusqu'à présent, il paraît surtout s'être attaché à préparer sa défense et à mettre à couvert sa responsabilité dans la question d'Espagne; ses amis disent qu'il n'a rien fait sans consulter lord Clarendon, qui fait autorité en Angleterre pour tout ce qui concerne l'Espagne, et qui aurait, dans ces derniers temps, servi d'intermédiaire entre lord Aberdeen et le cabinet whig. C'est surtout en vue du parlement que lord Palmerston semble avoir rédigé sa réponse à la note de M. Guizot du 5 octobre. On assure que la plus grande partie de cette réponse, dont la lecture n'a pas duré moins d'une heure, est consacrée à un nouvel et interminable exposé de faits et de dates depuis l'origine de la question. C'est une sorte de factum que lord Palmerston a voulu pouvoir déposer sur le bureau de la chambre des communes; le ton en est acrimonieux. La réflexion n'a pas encore adouci l'humeur du ministre whig.

Comment, à quelle occasion cherchera-t-il à passer des paroles aux actes? Quand, il y a cinq mois, lord Palmerston revint aux affaires, il protesta qu'il avait la sincère intention de vivre en bonne intelligence avec la France; seulement il réservait deux questions dans lesquelles, à son avis, il ne pouvait éviter que l'influence anglaise fût en lutte avec la nôtre : c'étaient l'Espagne et la Grèce. C'étaient là les deux terrains sur lesquels, malgré tout son respect pour l'entente cordiale, il se proposait d'isoler sa politique. Aujourd'hui que lord Palmerston se trouve battu en Espagne, on peut juger avec quels sentiments il doit reporter ses regards sur la Grèce, que sa situation financière et les obligations qu'elle a contractées exposent à son mauvais vouloir. C'est une situation grave qui s'ouvre pour le ministère Coletti et pour notre diplomatie à Athènes. Des dangers aussi faciles à prévoir ne sauraient échapper à notre gouvernement. Tout aujourd'hui doit tenir en éveil sa sollicitude, aiguillonner sa vigilance, sa fermeté, et non-seulement à l'égard de l'Angleterre, mais à l'égard de tout le monde. En ce moment, nous ne pouvons faire ni demander de concessions à personne.

La pensée de l'Europe à notre égard est pacifique, et lord Palmerston a pu s'en convaincre. Seulement, on le comprend sans peine, l'Europe observe avec curiosité comment nous saurons pratiquer une politique de réserve et d'isolement, comment nous saurons nous suffire à nous-mêmes. La question d'Espagne a trouvé les puissances résolues à garder une exacte neutralité, en dépit des ouvertures et des sollicitations de lord Palmerston : sur ce point, il y a eu accord entre les trois

cours d'Autriche, de Prusse et de Saint-Pétersbourg. Le cabinet de Berlin est celui des trois qui a le plus enveloppé sa réponse de considérations et de commentaires sur le traité d'Utrecht et ses conséquences. Le langage du cabinet de Saint-Pétersbourg a été de beaucoup le plus net. Nous croyons pouvoir parler de nos relations actuelles avec le gouvernement de l'empereur Nicolas sans nous lancer dans des théories à perte de vue sur l'avenir et les avantages de l'alliance russe. Parmi les nations de l'Europe, la France n'est pas une parvenue qui ait à se jeter à la tête de personne. Toutefois nous reconnaîtrons volontiers que nos relations avec le gouvernement russe se sont améliorées. Un traité de commerce et de navigation vient d'être conclu entre la France et la Russie; les ratifications en ont été échangées, il y a quelques jours, entre M. Guizot et M. de Kisseleff. On a pu remarquer qu'à cette occasion, pour la première fois depuis 1830, l'empereur de Russie avait décoré d'un de ses ordres un de nos grands fonctionnaires, un ambassadeur de France. M. le baron de Barante a reçu le grand cordon de Saint-Alexandre Newski, et le roi a donné à M. de Kisseleff la plaque de grand officier de la Légion d'honneur. Nous ne parlerions pas de ces distinctions, si, dans cette circonstance, elles n'avaient un sens politique en indiquant certaines dispositions de bienveillance et de courtoisie entre les deux gouvernements. Nous aurions au surplus à signaler d'autres symptômes de rapprochement entre les deux cours. On se rappelle qu'il y a quelques mois, le grand-duc Constantin a visité l'Algérie, où il a été reçu par M. le duc d'Aumale avec la plus aimable cordialité. En souvenir de l'accueil dont il a été l'objet dans l'Afrique française, le grand-duc Constantin a envoyé à M. le duc d'Aumale une riche et nombreuse collection d'armes circassiennes; c'est un cadeau tout à fait oriental.

Il ne faut pas s'étonner qu'on ait cru reconnaître l'influence de l'Autriche dans le mariage du duc de Bordeaux avec la princesse Marie-Thérèse-Béatrice de Modène, sœur aînée du jeune duc régnant. Comment croire qu'une pareille union ait été conclue en dehors des inspirations du cabinet de Vienne? Cependant M. de Metternich a cru devoir se plaindre tout haut de n'avoir appris ce projet que fort tard : c'est seulement cinq jours avant la signature du mariage que la cour de Modène aurait fait à ce sujet une communication officielle à l'empereur d'Autriche; tel est du moins le langage qui paraît avoir été tenu à notre ambassadeur. Il faut d'ailleurs beaucoup rabattre des magnificences de la dot si pompeusement annoncées. La princesse Thérèse n'apporte réellement au duc de Bordeaux que trois millions. Quant à l'importance politique que l'esprit de parti s'est efforcé d'attacher à ce mariage, nous ne dirons qu'un mot. En Europe, il n'y a qu'un état, et des plus petits, qui ait refusé de reconnaître la monarchie de 1830 : c'est là seulement que le duc de Bordeaux a pu trouver une alliance. Une fraction des légitimistes ne se flattait-elle pas, il y a quelques années, de voir l'empereur de Russie donner sa fille au prétendant? Il y a loin de pareilles espérances au résultat dont le parti légitimiste affecte de triompher aujourd'hui.

Des dispenses étaient nécessaires à la princesse Thérèse et au duc de Bordeaux, qui est son cousin par la comtesse d'Artois. Le pape ne pouvait les refuser, mais il a voulu que, dans cette affaire, rien n'eût un caractère politique. Ordinairement, dans les dispenses destinées à des princes, il est dit qu'elles sont accordées *pour des motifs de bien public;* le pape a fait substituer à cette formule ces mots : « Pour des convenances de famille. » Ces dispenses ne sont pas délivrées au duc de Bordeaux, mais à Henri de Bourbon, comte de Chambord. On voit avec quel

soin Pie IX a voulu ménager toutes les convenances à l'égard du gouvernement français. On assure que, si le duc de Modène eût écouté son penchant, il n'eût pas suivi aveuglément la politique de son père; mais il a cédé à l'influence de son oncle l'archiduc Maximilien, et le jeune prince est désormais allié à la famille de deux prétendants. C'est l'archiduc Maximilien, connu par son esprit d'hostilité envers la France, qui paraît avoir arrêté à Vienne le mariage du duc de Bordeaux, de concert avec M. de Montbel. L'affaire a été conduite avec une grande rapidité : le contrat a été signé le 2 novembre; le 3, le mariage a été déclaré; le 5, M. de Lévis a fait à la cour de Modène la demande officielle de la main de la princesse Thérèse; le 7, le mariage a eu lieu par procuration, et le 11, la princesse Thérèse devait se rendre à Venise pour la cérémonie religieuse. Dans le contrat de mariage, la nouvelle comtesse de Chambord renonce expressément aux principautés de Carrara et de Massa, réversibles sur les archiduchesses de Modène dans le cas d'extinction de la branche masculine. S'il faut en croire quelques lettres d'Italie, la nouvelle comtesse de Chambord aurait plus de distinction d'esprit que de beauté. C'est à Venise que doivent vivre les nouveaux époux; ils s'y trouveront réunis avec Mme la duchesse de Berry et celui des fils de don Carlos qui va se marier avec la sœur de la princesse Thérèse. Tous ces arrangements imposent au gouvernement français une vigilance qui, sans être inquiète et tracassière, ne doit pas se laisser prendre en défaut. Il ne faut pas que Venise devienne un centre d'intrigues. Massa est bien voisin de Toulon. En Italie et même en Autriche, tous les esprits sages eussent souhaité que le jeune duc de Modène, qui personnellement n'était engagé dans aucune querelle de parti, reconnût le gouvernement de 1830 : c'est le désir qu'avait même exprimé le ministre d'Autriche à Florence, M. de Neumann, qui est également accrédité près les cours ducales de Lucques et de Modène. C'est maintenant à la prudence de la cour de Vienne d'empêcher qu'il se forme en Italie un nouveau Belgrave-Square que le gouvernement français n'y souffrirait pas.

La politique ne se borne pas à conclure des mariages, elle porte un œil indiscret sur les conséquences. On se rappelle tous les bruits qui coururent il y a deux mois, au moment où fut annoncée l'union de la reine d'Espagne avec le duc de Cadix. C'était une rumeur tout à fait calomnieuse. Lord Palmerston, dans sa dépêche du 22 septembre, formait des vœux pour que la reine d'Espagne eût une postérité nombreuse : si M. Bulwer lui mande tout ce qui se dit à Madrid, ses inquiétudes et sa colère devraient s'apaiser un peu. Au surplus, quels que soient les événements que se réserve l'avenir, jusqu'à présent l'Espagne est calme, on n'a pas encore réussi à lui rendre la guerre civile. Le prétendu mouvement qu'on disait avoir éclaté en Catalogne n'est qu'une misérable échauffourée. Ce n'est pourtant pas faute de tentatives et de mauvais desseins. A Londres, il y a un foyer, de conspiration carliste : là le comte de Montemolin, avec des ressources pécuniaires assez faibles, s'efforce de rallier des partisans qui appellent de tous leurs vœux une fusion avec les progressistes. Ces derniers semblent peu se soucier d'une pareille alliance. En effet, le parti espartériste se disposerait plutôt à agir seul. Sur la frontière du Portugal, quelques lieutenants d'Espartero, son ancien chef d'état-major Linage, les généraux Iriarte, Infante, épient une occasion favorable pour entrer en Espagne par la Gallice. Les ennemis du gouvernement espagnol ne négligent rien non plus pour exciter en Andalousie des mouvements insurrectionnels. On voit se promener sans cesse, le long de la côte sud de la Péninsule,

des bâtiments anglais, comme pour s'informer s'il n'y a pas eu quelque part de *pronunciamiento,* si quelque révolution n'a pas éclaté. A l'époque où le double mariage fut déclaré, le parti carliste espagnol annonça qu'il avait besoin de trois ou quatre mois pour se préparer à prendre les armes. Le moment de quelque tentative ne serait donc plus très-éloigné. En attendant, le gouvernement français a déjà dissipé sur notre frontière plus de vingt bandes carlistes qui cherchaient à pénétrer en Espagne, et qu'il a internées dans diverses villes. Cette surveillance est fort utile au gouvernement de la reine Isabelle, qui, tranquille du côté de la France, peut concentrer sur d'autres points une vigilance nécessaire. Madrid est redevenu aussi paisible qu'il avait été bruyant pendant plusieurs semaines. Notre ambassadeur, M. le comte Bresson, viendra passer une partie de l'hiver à Paris, mais seulement après l'ouverture des nouvelles cortès. En envoyant à M. Guizot son portrait, celui de sa sœur et un saint Jean-Baptiste de Murillo, la reine d'Espagne a gracieusement témoigné à M. le ministre des affaires étrangères qu'elle ne lui gardait pas rancune d'avoir refusé le titre de duc et la grandesse héréditaire.

Les affaires de l'Algérie prennent chaque jour une physionomie nouvelle qu'il importe de remarquer. L'Afrique française n'a plus pour nous un caractère exclusivement militaire; il est question maintenant d'intérêts publics et privés, de versements de capitaux et de colonisation. Nous avons entretenu nos lecteurs de l'ordonnance du 21 juillet dernier, relative à la vérification des titres de propriété, nous avons dit comment et pourquoi cette ordonnance était utile et nécessaire. Cependant quelques-unes de ses dispositions ont tellement irrité certains colons, qu'ils ont menacé le gouvernement de faire cause commune avec les Arabes. Voilà un singulier accès de colère et de sédition. Quels sont donc les colons qui s'abandonnent à de pareils emportements? Ce sont surtout des détenteurs de terres incultes qui voudraient profiter, sans péril comme sans travail, des sacrifices de la mère patrie, et continuer leur agiotage. Les colons sérieux ont un autre langage, une autre conduite ; ils ne redoutent pas les vérifications nécessaires, et ils savent qu'ils trouveront toujours auprès du gouvernement une protection utile. Il paraît au surplus que plusieurs des colons venus à Paris pour présenter des réclamations auraient reçu du ministre de la guerre et du roi lui-même les assurances les plus propres à dissiper leurs inquiétudes. Dans ces derniers temps, l'ordonnance du 21 juillet a été l'objet, si nos informations sont exactes, de deux règlements qui donnent à tous les propriétaires le temps qu'ils peuvent désirer pour la vérification des titres de propriété, comme pour la culture des terres. C'est surtout au sujet de la culture obligatoire des terres qu'une interprétation passionnée de l'ordonnance avait accrédité beaucoup d'erreurs. Les règlements spécifient plusieurs cas dans lesquels la culture n'est pas exigée. Enfin on annonce qu'une commission, composée par moitié de représentants de l'administration et de représentants des colons, est instituée à Alger. Elle serait autorisée à pourvoir elle-même à toutes les difficultés imprévues, sauf avis immédiat à l'administration supérieure. Cette sage mesure a déjà eu l'heureux effet d'amener une scission parmi les colons mécontents, tant à Alger qu'à Paris. Plusieurs d'entre eux ont refusé de persévérer dans une opposition systématique au gouvernement. Ce n'est pas au reste l'activité qui manque à l'administration centrale des affaires de l'Algérie. Depuis un an, l'officier général distingué qui la dirige, M. de la Rue, travaille avec zèle à satisfaire des intérêts qu'il apprécie mieux que personne. De nombreuses missions lui ont

permis d'étudier l'Afrique dans tous ses détails; il l'a vue, il l'a parcourue en soldat, en administrateur. Le gouvernement comprend aujourd'hui la nécessité de favoriser par des mesures judicieuses le développement colonial; il peut, il doit se montrer en Afrique législateur prévoyant. Seulement il ne faut pas oublier les difficultés d'une pareille tâche. L'administration a pu reconnaître elle-même, par les objections qu'a soulevées l'ordonnance du 21 juillet, combien toutes ces matières étaient chose épineuse et délicate. Il a fallu deux règlements pour lever bien des doutes, pour aller au-devant de plusieurs interprétations fausses.

Les deux hommes qui ont dirigé la conquête de l'Algérie, le comte de Bourmont et l'amiral Duperré, ont, par un singulier effet du hasard, disparu en même temps. Ce n'est pas le moment de discuter la vie militaire du premier, et de soulever des questions ardentes, que l'inflexible impartialité de l'histoire peut seule résoudre. Quant à l'amiral, il a laissé un nom populaire; la France a pour ses marins illustres une prédilection véritable. Simple pilotin en 1773, capitaine de vaisseau en 1808, M. Duperré commandait, en 1809, la frégate *la Bellone*. Parti de France sur cette frégate pour se rendre dans les mers de l'Inde, il se fut bientôt, comme l'a dit un juge compétent, composé une division navale aux dépens de l'ennemi. Le *combat du grand port,* où quatre frégates anglaises cédèrent à deux de nos frégates, semble un épisode des campagnes de Suffren. Ce succès éclatant était plus qu'une victoire, c'était une grande et salutaire leçon; on y voyait la preuve que, sans la plus fatale imprévoyance, sans la plus incroyable succession de fautes et de malheurs, notre marine était faite pour sortir victorieuse d'une lutte où elle a failli périr. Sous l'empire, l'amiral Duperré a relevé dans l'Inde notre pavillon abattu; sous la restauration, il a commandé devant Cadix; enfin il a débarqué sur la plage d'Alger l'armée française qui devait commencer la conquête de l'Afrique. Depuis 1830, l'amiral Duperré fut naturellement appelé au ministère de la marine : c'était sa place. Nous n'ajouterons qu'un mot : l'amiral Duperré, qui a enrichi l'île de France de ses prises, qui a commandé deux armées navales, qui a administré pendant cinq ans le département de la marine, est mort sans fortune.

Les derniers mois de cette année sont marqués d'une manière fâcheuse par une sorte de malaise qui se fait sentir également dans le monde financier et dans les classes laborieuses. Celles-ci sont atteintes directement par la cherté du pain et par toutes les inquiétudes que provoque la question des subsistances. Quant au monde financier, c'est le jeu à la baisse qui, en prenant des proportions désastreuses, porte la perturbation dans beaucoup de fortunes. Les actions du chemin de fer du Nord, qui étaient le mois dernier encore à 740 francs, sont tombées jusqu'a 635. Faut-il attribuer, comme le voudrait sans doute la malveillance, une baisse aussi considérable à quelques-uns des administrateurs des deux grandes lignes de Lyon et du Nord? Pour nous, nous refusons de croire que cette baisse excessive puisse être l'ouvrage des personnes mêmes qui, par leur position, connaissent exactement tous les résultats qu'il est permis d'espérer d'une pareille ligne. En effet, le chemin du Nord a donné 30, 35, 40,000 francs par jour, et la semaine dernière, au milieu de la mauvaise saison, la recette quotidienne s'est élevée à 53,000 francs. Lorsque la ligne totale sera en parcours, lorsque surtout le service des marchandises sera organisé, les produits dépasseront 80 et 90,000 francs par jour. Voilà des faits qui parlent assez haut. Quoi qu'il en soit, dans une situation pareille, M. le ministre des finances

devrait peut-être user de ses pouvoirs en reculant les termes auxquels les compagnies doivent rembourser l'état : cette mesure serait le meilleur remède à la crise actuelle, puisqu'elle aurait pour résultat d'éloigner l'appel de fonds que les compagnies de Lyon et du Nord font en vue des paiements à l'état, et qui a été une des causes de la baisse. Elle rassurerait les petits porteurs de titres, en leur permettant de les garder, et de traverser une époque toujours critique, celle de la fin de l'année. Un délai de six mois accordé aux compagnies serait plus que suffisant pour donner aux détenteurs d'actions, cette fois bien avertis, le temps de préparer leurs versements, et d'ici là le service du Nord, définitivement organisé, donnerait tous ses produits; la mauvaise volonté des spéculateurs à la baisse serait forcée de s'arrêter devant des chiffres qui dépasseront probablement les prévisions, comme l'événement l'a prouvé sur toutes les autres bonnes lignes de chemins de fer.

Nous avons fort à faire pour suivre le mouvement si complexe qui précipite et multiplie de toutes parts les questions extérieures; nous ne pouvons les raconter en détail et au jour le jour, nous voudrions du moins en résumer l'ensemble et en saisir l'esprit. Il faut absolument pour remplir une pareille tâche, et l'étude assidue de la presse étrangère, et ces hautes communications qui nous ont permis si souvent de mieux juger, de mieux comprendre les débats, les incidents variés de la politique actuelle. Il est enfin une littérature politique, livres, brochures ou pamphlets, qui, dans tous pays, se développe parallèlement à la littérature courante des feuilles quotidiennes : moins connue du dehors, elle révèle cependant parfois plus au vrai la pensée publique ; nous croyons qu'il y a beaucoup à trouver dans ces sources trop rarement encore utilisées. Nous tâchons ainsi de recueillir avec quelque fidélité les traits distincts des nationalités diverses jusque sous ces ressemblances forcées qui rapprochent désormais les peuples. Nous nous appliquons surtout à représenter les personnes et les choses en elles-mêmes et pour elles-mêmes, et non pas en haine, non pas en faveur de telle alliance ou de telle opinion, non pas du point de vue exclusif des idées et des prédilections françaises. Telle est, pour nous, la première condition de tout examen sérieux des affaires extérieures.

Le gouvernement anglais semble aujourd'hui s'inquiéter un peu moins des embarras intérieurs qui compliquaient si gravement sa position. Les chambres, qui n'avaient été prorogées que jusqu'au 4 novembre, l'ont été de nouveau jusqu'au 12 janvier. Nous ne savons pas si lord Palmerston désirait beaucoup, comme on le prétend, ajourner l'exposition publique de ses récents démêlés ; nous pourrions même expliquer cette convocation tardive par un motif plus certain : on craignait à Londres que la situation particulière de la production agricole et industrielle dans le royaume-uni n'eût aliéné déjà les plus essentiels auxiliaires que le cabinet whig compte au sein des communes, les membres irlandais et les *free-traders*. Assembler le parlement sans être sûr de leur concours, c'était risquer son enjeu, vu le dernier état des partis. Or, M. O'Connell, tout en complimentant de son mieux le lord-lieutenant, ménage beaucoup plus ses caresses à l'endroit du ministère en général ; la session ouverte, il serait peut-être obligé, dans l'intérêt de

sa popularité, de porter à Westminster l'un de ces plans impraticables qu'il annonce à ses fidèles de Conciliation-Hall, pour continuer sans trop de péril, au nom des affamés, une agitation qu'il ne peut plus guère mener au nom des *repealers* en désarroi. Il deviendrait alors malaisé de s'entendre, et Tom Steele, le héraut souvent compromettant du libérateur, a déjà déclaré qu'il se fiait plus à sir Robert Peel qu'aux belles paroles des whigs. D'autre part, l'exportation ne répond pas encore en Angleterre au surcroît d'importations déterminé par la chute du système protecteur, et les demandes de l'étranger ne sont pas venues avec assez d'abondance pour garantir aux manufacturiers l'efficacité de leur victoire : loin de là, ils sont obligés maintenant de ralentir la production qu'ils avaient peut-être exagérée dans l'ardeur de leurs premières espérances, et presque tout le Lancashire réduit d'un commun accord le temps du travail. Quatre jours de travail au lieu de six, c'est une diminution de 30 à 40 pour 100 sur le salaire de l'ouvrier ; tout le monde s'en ressentira. Tels sont les mécontentements dont le ministère essaie d'éluder l'explosion en reculant jusqu'à l'année prochaine les discussions parlementaires. On doit dire cependant que lord John Russell n'a consenti à ce délai qu'après avoir été rassuré touchant l'état des subsistances : il n'a point caché que, s'il eût été vraiment indispensable de prendre des mesures d'urgence sollicitées par des alarmistes plus ou moins intéressés, il n'eût pas voulu le faire sans l'assentiment immédiat des chambres; il lui aurait trop déplu d'avoir encore à leur demander un bill d'indemnité après celui que lord Besborough est déjà tenu de réclamer pour avoir dépassé les clauses légales du *labour rate acte.* Il ne lui convenait pas d'aller plus loin dans ce qu'il a, dit-on, lui-même appelé « l'administration du despotisme. » Ce scrupule peint l'homme en même temps qu'il honore le ministre.

La mesure d'urgence à laquelle lord John Russell s'est définitivement refusé n'était autre chose que l'abolition instantanée des derniers effets de la loi des céréales, qui doivent encore se prolonger trois ans, aux termes mêmes du bill réformateur de cette session. On se souvient que, d'après cette loi, le droit d'entrée sur les blés étrangers suivait une échelle ascendante ou descendante (*sliding scale*), selon que le prix baissait ou s'élevait sur les marchés de l'intérieur. Ce droit, réduit à présent à son minimum par suite de la rareté des approvisionnements nationaux, est-il ou n'est-il pas un obstacle à l'importation ? et ne peut-on pas croire qu'il gêne l'alimentation publique en écartant les spéculateurs du dehors? Voilà le point qui a préoccupé, ces jours-ci, l'attention à mesure qu'elle se retirait des affaires espagnoles. On a menacé lord John Russell de recommencer la *ligue* pour avoir raison des délais odieux qui maintenaient ce reste des anciens abus au milieu de nécessités toujours plus pressantes ; on avait même déjà un mot d'ordre, un cri de guerre, comme le veut l'usage anglais, et l'on prêchait l'*ouverture des ports.* Il ne manquait pas cependant de bons motifs contre ces soudaines exigences. Le droit actuel de 4 sh. est moins un tarif protecteur pour l'aristocratie agricole qu'une source utile de revenu pour l'état. Le supprimer d'un coup, c'était enrichir les fournisseurs étrangers sans augmenter leurs apports, suffisamment attirés par le haut prix des marchés anglais; c'était brusquer une révolution pour laquelle on avait sagement pris terme, c'était enfin favoriser par cette violence trop radicale l'inévitable réaction du parti protectioniste. Lord John Russell s'est contenté d'opposer aux pétitionnaires un argument plus décisif encore : l'urgence qu'ils invoquent n'existe pas; les prix doivent

infailliblement baisser; trois millions de quarters sont déjà entrés en Angleterre sous la première impression de la nouvelle loi des céréales, avant même que le droit qu'elle conservait fût tombé à son minimum ; sous l'empire de ce minimum, l'affluence ira certes en croissant. La prorogation des chambres n'a été résolue qu'après qu'on a reçu la nouvelle d'un énorme envoi préparé dans les ports d'Amérique; il y a plus, au milieu de tous les bruits contradictoires du moment, il semble certain que l'abondance des grains de la mer Noire et du Danube compensera le déficit des grains de la Baltique ; les bâtiments de ce côté-là ne suffisent plus aux expéditions. Nous sommes heureux de voir par ces détails que l'Europe n'a point réellement à craindre cette disette générale qu'on paraissait redouter, d'autant plus, d'ailleurs, qu'ils s'accordent avec les états qui sont arrivés chez nous au ministère du commerce.

L'Irlande profitera-t-elle de ces ressources que l'industrie des grands gouvernements réussit à ménager pour combattre les rigueurs de la nature? On ne saurait vraiment que penser de l'avenir d'une population qui refuse toujours de s'aider elle-même. Riches ou pauvres, tout le monde maintenant s'est fait en Irlande à cette idée que, quoi qu'il arrivât, la faute en retombait sur l'Angleterre, et que c'était à l'Angleterre à nourrir tout le monde. Le malheureux paysan, convaincu que l'Anglais lui a pris toute sa subsistance et la lui doit tout entière, profite en quelque sorte de cette calamité qui l'écrase pour ne plus même bouger sous le faix, et se réjouit d'aggraver, à force d'inertie, l'embarras de ce gouvernement ennemi contraint de lui donner à manger. Il se révolte, parce qu'on lui demande de travailler à la tâche au lieu de le payer à la journée ; il compte que l'état doit payer plus cher que les particuliers, afin sans doute que les particuliers ne trouvent plus de bras, et que l'état en ait plus à sa charge. M. O'Connell a bien le courage d'assurer à ces infortunés qu'il faut qu'on leur apporte le vivre jusque chez eux, et qu'un parlement irlandais aurait déjà partout institué des entrepôts publics pour y vendre le pain à bas prix. Aussi a-t-on observé que l'émigration ordinaire des ouvriers irlandais en Écosse s'était tout d'un coup ralentie, et les droits sur les boissons ont, dans ces derniers temps, produit plus que jamais. Les petits fermiers n'ont plus à fournir ni salaires aux journaliers, ni rentes aux propriétaires, et tous peut-être ne sont pas si fort à l'étroit, puisque, d'après des comptes établis jusqu'au 10 octobre de cette année, les caisses d'épargne ont reçu plus qu'elles n'ont rendu. Clare et Limerik sont les pays où l'on souffre davantage de la famine; la caisse de Clare n'a remboursé que 300 livres contre 7,100 livres de nouveaux dépôts; celle de Limerik, 3,300 contre 18,200. Les propriétaires enfin, profitant sans scrupule des avances du trésor pour améliorer leur fonds, s'en remettent presque tous à lui du soin d'approvisionner immédiatement leurs tenanciers; pendant que le gouvernement fait venir à grands frais des denrées sur les marchés d'Irlande, les *landlords* irlandais envoient leurs produits en Angleterre pour en tirer meilleur prix : 16 vaisseaux arrivaient l'autre jour à Liverpool tout chargés de denrées irlandaises. L'Angleterre a sans doute assez de torts vis-à-vis du *kingdom sister* pour qu'elle ait aussi des obligations considérables; mais c'est prendre une triste revanche que de frauder sur ses charités. Lord John Russell l'a donné dernièrement à entendre dans une lettre pleine d'ailleurs de modération et de sens qu'il adressait publiquement au duc de Leinster.

On conçoit que les dissensions intestines des *repealers* n'aient plus beaucoup d'intérêt pour personne en présence de cette misère qui décemment doit faire

baisser la rente du rappel. Disons seulement que la jeune Irlande s'est constituée, et qu'elle a montré plus de tact qu'on ne l'attendait peut-être, en dirigeant ses coups non pas sur M. O'Connell lui-même, mais sur sa dynastie. « M. John O'Connell, s'écrient les orateurs du schisme, aura beau prendre la perruque de son père, il ne sera jamais le vieux Dan, et, si l'Irlande doit beaucoup à celui-ci, M. John doit beaucoup à l'Irlande. » Ce n'est point, en vérité, si mal raisonner, et, dans ce moment de détresse, il y a quelque chance de succès populaire contre ces patriotes qui courent en famille les gros emplois du gouvernement anglais.

Il ne faudrait point cependant que l'Irlande oubliât jamais à qui elle doit cette grande renommée de ses souffrances qui fait sa force ; il est une autre partie du royaume-uni dont les infortunes trop cachées n'ont pas même la consolation d'être plaintes : ce sont les Highlands d'Écosse et les îles avoisinantes ; des lois absurdes ôtent là toute valeur à la terre et déciment la jeunesse par une émigration forcée ; la disette a frappé ces contrées avec la même rigueur que l'Irlande, mais, comme elles ne peuvent créer le même embarras, elles n'obtiennent pas du gouvernement la même attention. Les propriétaires ont du moins su s'entendre pour empêcher le prix du grain de monter; la charité publique, guidée par le bon sens écossais, a donné aux *landlords* irlandais un exemple qu'ils sont malheureusement incapables de suivre.

Mentionnons ici, avant de terminer cet aperçu général des affaires anglaises, un livre fort intéressant pour nous qui a paru l'autre mois; c'est un tableau détaillé des consulats britanniques emprunté directement au *Foreign-Office,* et reproduisant toutes les instructions officielles qui régissent la diplomatie commerciale de l'Angleterre : *British Consuls abroad.* On peut voir là combien nos voisins attachent d'importance et de sérieux à des fonctions que nous laissons trop souvent remplir au hasard. Lord Palmerston disait en 1842 que « tout le temps qu'il avait passé au ministère il lisait lui-même chaque rapport et chaque dépêche des représentans du pays à l'étranger, depuis le travail développé du plus élevé des consuls généraux jusqu'à la lettre la moins essentielle du dernier des vice-consuls; la correspondance consulaire entrait pour une moitié dans la correspondance du *Foreign-Office ;* si laborieuse que fût cette lecture, il y trouvait, continuait-il, beaucoup de matières très-graves qu'il était de son devoir de connaître. » Quelques passages du livre, auquel ces paroles servent de préambule, montrent assez l'intérêt que doivent offrir parfois les rapports des moindres agents de l'Angleterre. Après avoir rappelé tous les priviléges légaux des consuls, l'auteur ajoute : « Il est encore beaucoup d'*avantages personnels* que le consul peut s'approprier, quoiqu'ils n'affectent point son office; il vaut donc mieux laisser à son bon sens le soin de les *découvrir* et d'en user avec discrétion, plutôt que de les énumérer comme les précédents. » La réticence est, comme on voit, passablement ambitieuse. N'oublions pas enfin d'ajouter que l'Algérie, dans ce livre presque officiel, est toujours réputée régence barbaresque, et que les consuls généraux d'Alger, de Tanger, de Tunis et de Tripoli reçoivent chacun 1,600 liv. d'appointements, comme ceux d'Alexandrie et de Constantinople. En Angleterre, plus encore qu'ailleurs, les chiffres sont significatifs.

La situation du Portugal est devenue plus critique, sans que rien se soit encore décidé dans un sens ou dans l'autre : les légers succès remportés par les troupes de la reine nous semblent plus funestes qu'heureux, s'ils l'ont encouragée à proclamer sa dictature absolue. La reine se montre en public avec quatre de ses

enfants, pendant que le roi Ferdinand, revêtu de son nouvel uniforme de commandant général, passe en revue les régiments qui lui restent et les citadins improvisés soldats. Lisbonne, capitale de la cour, s'obstine cependant à ne point répondre aux démonstrations par lesquelles on s'efforce de gagner les esprits. La révolution, installée en grand appareil à Oporto, a élevé gouvernement contre gouvernement; le comte das Antas avance toujours. L'amiral Parker a mouillé dans le Tage, et M. Gonzalès-Bravo vient de rentrer en Portugal. Voilà l'intervention étrangère toute prête à côté de la guerre civile. Nous avons appris avec plaisir que M. de Varennes était retourné à son poste; ce sera du moins une raison pour qu'en Portugal on n'accuse plus la France de cacher sa diplomatie.

Le mouvement de Genève se communique partout en Suisse ; Bâle travaille à réformer sa constitution. L'élément radical a beau se mêler dans toutes ces agitations politiques, nous persistons à douter qu'il l'emporte et prenne la haute main à Genève ou à Bâle, comme à Berne ou à Lausanne. La fortune de ces deux derniers cantons repose particulièrement sur la propriété foncière, et le radicalisme peut encore remuer beaucoup avant d'avoir ébranlé ce solide fondement. Pérorer dans les cafés et organiser des clubs ou des comités, ce n'est point porter une grande atteinte à la richesse territoriale; perdre ainsi le temps et l'ordre, ce serait ruiner l'activité commerciale qui fait toute la prospérité de Bâle ou de Genève, dont la richesse consiste presque uniquement en capitaux. Voilà comment il arrive que le nouveau gouvernement génevois s'est prononcé si vite pour la modération, et comment, d'autre part, le gouvernement bâlois est entré si vite en transaction pour opérer une réforme amiable. Tous les gens sensés veulent éviter des bouleversements qui amèneraient la détresse en même temps qu'ils se refusent à subir une direction rétrograde. C'est là notamment le sens de la conduite que l'on tient à Genève envers les catholiques. Sous l'ancienne administration, ils avaient sans cesse à se débattre contre le prosélytisme influent des *momiers*, qui s'appliquaient avec toutes les ressources de leur position sociale à la conversion de ces pauvres papistes ; d'autre part, si l'esprit radical eût été victorieux, il aurait probablement entravé le libre exercice du culte en vertu de son dogmatisme philosophique : le nouveau gouvernement génevois s'est concilié les catholiques en les affranchissant à la fois des sourdes persécutions de l'aristocratie calviniste et des bruyantes menaces des radicaux. Nous l'en félicitons, et tel est le sage équilibre que nous voudrions toujours voir subsister dans la marche générale des affaires helvétiques. Notre ambassadeur, M. de Pontois, a voulu prendre sa retraite, et ses honorables services méritaient à coup sûr la récompense qui les a couronnés; M. de Bois-le-Comte, qui le remplace, a, dit-on, beaucoup de crédit personnel à Rome; nous serions bien étonnés qu'il n'employât pas cette utile influence au profit de ce système de modération dont la ferme équité peut seule sauver la Suisse.

Les états généraux de Hollande ont ouvert leur session, et la seconde chambre a déjà répondu au discours du trône. Le gouvernement néerlandais est entouré de difficultés sérieuses ; le mouvement constitutionnel qui se fait jour dans toute l'Allemagne se prononce avec la même vivacité dans l'assemblée nationale de La Haye. Le président, M. Bruce, à peine installé au fauteuil, a saisi cette occasion pour professer publiquement les principes au nom desquels on l'avait choisi; il a dit qu'il espérait voir bientôt l'accomplissement pacifique des souhaits populaires, et qu'il entendait par là une révision de la loi fondamentale du royaume, l'établis-

sement du vote direct dans les élections, la responsabilité du cabinet en face du pays, la simplification de toute la machine publique, la suppression du régime arbitraire dans les colonies, en un mot l'avénement complet des institutions modernes. Rédigée dans ce sens libéral, l'adresse a passé à une grande majorité, combattue seulement par des absolutistes entêtés ou des utopistes radicaux. C'est en effet là le programme sérieux de ce peuple à la fois si paisible et si éclairé. Le gouvernement se trompe en tendant outre mesure les liens avec lesquels il croit entraver cette irrésistible impulsion, et les procès qu'il intente à la presse, les lois qu'il prépare contre elle, obligent seulement les bons citoyens à se demander si le régime qui suffisait en 1829 pour contenir l'opposition belge ne suffira plus en 1846, au sein d'un état purgé maintenant de tout mélange anti-national.

La Belgique voit aussi commencer son année parlementaire; le ministère semble vouloir détourner les chambres des questions purement politiques en multipliant les questions d'affaires; il est douteux qu'il y réussisse : le projet de loi sur l'instruction publique mettra certainement aux prises les deux partis qui luttent sans relâche depuis tant d'années, et l'on ne saurait imaginer ici combien cette lutte est toujours active. Le travail secret des sociétés n'a jamais cessé, et les loges maçonniques jouent encore là le rôle qu'elles eurent chez nous avant 1830. Les associations n'ayant pas été interdites par la loi, elles se sont développées sur une grande échelle dans le parti libéral plus encore que dans le parti catholique, mieux pourvu d'autres ressources. Le gouvernement semble vouloir aujourd'hui revenir sur cette latitude considérable qui leur est légalement assurée : il a défendu aux fonctionnaires d'entrer dans les associations politiques. Chose singulière, il a choisi pour cette défense le moment où la plupart d'entre eux se retiraient de la société de *l'Alliance*, désormais dominée par la fraction radicale, afin d'en fonder une autre qui fût purement libérale et constitutionnelle. Ce que toute réaction redoute le plus, ce n'est pas l'emportement de ses adversaires exagérés, c'est la fermeté des gens raisonnables.

ÉTUDES

SUR

L'ART ET LA POÉSIE

EN ITALIE.

I.

ANDRÉ DEL SARTO.

Andrea Vannucchi, plus connu sous le nom d'Andrea del Sarto, était fils d'un tailleur, et fut, dès l'âge le plus tendre, mis en apprentissage chez un orfévre. Il paraît, d'après le témoignage de Vasari, qu'il employait dès lors la meilleure partie de son temps à dessiner. Son maître était lié avec Gian Barile, artiste sans originalité, mais qui a su pourtant exécuter avec un remarquable talent les sculptures en bois de plusieurs portes intérieures du Vatican, d'après les dessins de Raphaël. Gian Barile, frappé des dispositions extraordinaires du jeune Vannucchi, le prit chez lui et commença son éducation. En homme de bon sens, il comprit bientôt qu'il n'en savait pas assez pour s'attribuer exclusivement la direction des études d'un tel élève, et il le confia sans hésitation à Pier di Cosimo. Or, ce nouveau maître n'était pas lui-même un homme d'une grande valeur ; son nom n'occupe

pas un rang élevé dans l'histoire de la peinture. Toutefois il connaissait assez bien la pratique matérielle de son art, et, s'il ne pouvait pas enseigner à son élève les parties les plus difficiles de la composition, celles qui dépendent plus directement de la nature primitive et du développement général de l'intelligence, il pouvait du moins le familiariser avec tous les secrets de la langue pittoresque; c'était plus qu'il n'en fallait pour mettre en évidence toutes les ressources d'une nature aussi riche que celle du jeune André. Si les leçons de Gian Barile et de Pier di Cosimo n'ont pas formé le peintre immortel de la Nunziata, nous devons toutefois de la reconnaissance à ces deux maîtres. puisqu'ils ont eu assez de sagacité pour ne pas contrarier le naturel excellent qui leur était confié. C'est un mérite assez rare pour que nous prenions la peine de le signaler. Grâce au caractère tolérant de leur enseignement, André put suivre librement le penchant qui l'entraînait à l'imitation naïve de la réalité; il put, tout en profitant de leurs conseils, les surpasser et s'engager dans une voie purement personnelle. S'il eût été dirigé par un maître d'une intelligence supérieure, peut-être eût-il attaché plus d'importance à l'invention; mais il est douteux que l'exécution de ses ouvrages eût gagné en élégance et en précision. D'ailleurs, malgré sa prédilection bien marquée pour l'étude attentive de la réalité, il comprit de bonne heure la nécessité de consulter les maîtres illustres sur la manière de l'interpréter. Plein de défiance et de timidité, il ne crut pas pouvoir lutter seul avec la nature. Il se mit donc à étudier les fresques de Masaccio à Sainte-Marie del Carmine, et les fresques de Ghirlandajo à l'église de la Trinité. Les ouvrages de Domenico Ghirlandajo, qui a été le maître de Michel-Ange, ne me paraissent pas avoir exercé une influence décisive sur la manière d'André del Sarto. Ils ne possèdent, en effet, ni la grâce ni le charme qui distinguent les compositions d'André; mais ils se recommandent par la simplicité, par le naturel, et ces deux qualités précieuses devaient attirer l'élève de Pier di Cosimo. Quant à Masaccio, je n'hésite pas à croire qu'il a été pour André del Sarto le premier maître vraiment digne de ce nom. Pour estimer la valeur de cette affirmation, il suffit d'avoir visité Florence. En comparant les fresques du Carmine aux fresques de la Nunziata, il est impossible de ne pas saisir la parenté qui unit André del Sarto à Masaccio. Non que les fresques de la Nunziata portent l'empreinte d'une imitation servile; je suis très-loin de vouloir le donner à entendre. Ce qui me frappe dans l'un comme dans l'autre, c'est le caractère individuel des physionomies, et c'est précisément cette individualité qui établit à mes yeux la parenté dont je parlais tout à l'heure. Réduit aux seuls enseignements de Ghirlandajo, il est probable qu'André del Sarto ne serait pas devenu ce qu'il a été plus tard; il aurait toujours gardé dans sa manière quelque chose de mesquin. Avec le secours de Masaccio, il a donné aux têtes de ses personnages une variété, une vie dont Ghirlandajo ne pouvait lui fournir le modèle. Tous ceux qui ont étudié attentivement la chapelle du Carmine, tous ceux qui ont pris soin de comparer l'œuvre de Masaccio à l'œuvre de son maître Panicale, comprendront sans peine la vérité de ce que j'avance. Le voisinage de Masolino Panicale relève, en effet, singulièrement le mérite de Masaccio. En comparant le style du maître au style de l'élève, André del Sarto a dû être saisi d'une joie singulière, et se dire qu'il avait trouvé sa voie. Si, au lieu d'étudier d'abord la chapelle du Carmine, il eût consulté les premiers ouvrages de Masaccio, tels, par exemple, que la chapelle de Saint-Clément à Rome, ses tâtonnements eussent été plus nombreux, car à Saint-Clément Masaccio n'est pas très-supérieur à Masolino.

Ce fut donc pour André del Sarto un bonheur inestimable de pouvoir étudier le talent de Masaccio parvenu à sa maturité. Quoique les figures de Masaccio aient quelque chose de sauvage, si on les compare aux figures d'André, qui ont presque toujours une expression de douceur et de bonté, cependant, malgré cette différence, que je ne songe pas à contester, je crois que nous devons à la chapelle du Carmine la meilleure partie du portique de la Nunziata.

Tandis qu'il étudiait chez Pier di Cosimo, André s'était lié d'amitié avec Franciabigio, élève d'Albertinelli. Bientôt ils se logèrent ensemble, et quittèrent leurs maîtres pour étudier plus librement. A cette époque, les cartons de Michel-Ange et de Léonard de Vinci attiraient à Florence un grand concours d'étrangers. Ces deux ouvrages, malheureusement perdus aujourd'hui, furent pour André et Franciabigio un digne sujet d'émulation et d'étude. Toutefois il est permis de penser qu'André dut consulter le carton de Léonard plus souvent que le carton de Michel-Ange, car sa manière s'accordait mieux avec celle du Vinci qu'avec celle du Buonarroti. La science prodigieuse de Michel-Ange devait le frapper de stupeur, mais elle ne pouvait le détourner du culte de la beauté, et, malgré son admiration sincère pour le savoir pris en lui-même, André devait trouver dans le style de Léonard un attrait plus puissant. Quoi qu'il en soit, c'est dans l'étude attentive de ces deux cartons incomparables, au dire de tous les contemporains, que l'élève de Gian Barile, de Pier di Cosimo, puisa les derniers éléments du style qui assure à ses ouvrages une légitime durée. On voit qu'André ne négligeait aucune source d'enseignement; il ne croyait jamais en savoir assez, et, avant de traduire sa pensée, il voulait connaître à fond tous les mystères de la langue qu'il avait choisie. Aussi, quand il se mit à parler cette langue qu'il avait étudiée avec tant de persévérance, il n'éprouva ni embarras ni contrainte. C'est un exemple qui mérite d'être proposé à ceux qui veulent obtenir une véritable renommée au lieu d'un nom passager. Trop souvent aujourd'hui nous voyons gaspiller des facultés précieuses que l'étude persévérante aurait pu féconder, et qui demeurent stériles faute d'avoir été cultivées avec assez de patience. Si André n'est pas le rival de Raphaël, du moins a-t-il produit tout ce qu'il pouvait produire. Il possédait si bien tous les secrets de son art, que le pinceau n'a jamais trahi sa pensée. Combien de peintres parmi nous mériteraient le même éloge ? Rien n'est plus commun que de voir des œuvres dont la pensée, très-acceptable en elle-même, demeure obscure ou méconnue parce qu'elle est mal rendue, souvent même travestie par l'exécution. André, plus patient, sut attendre, et il s'en trouva bien.

André fit un voyage à Rome; nous le savons par Vasari, l'un de ses élèves. Il est impossible de révoquer en doute la réalité de ce voyage, quoique rien d'ailleurs ne puisse servir à déterminer à quelle époque il se fit. Il est vrai qu'André n'a laissé à Rome aucune trace de son passage; mais ce n'est pas une raison suffisante pour contester l'affirmation de Vasari, car, lorsque parut la vie d'André del Sarto, sa veuve vivait encore, ainsi que plusieurs de ses élèves, et, si Vasari se fût trompé sur un fait aussi important, il est plus que probable que les réfutations n'auraient pas manqué. Ainsi nous sommes obligé d'accepter le voyage à Rome. D'ailleurs, si André n'a laissé à Rome aucune trace de son passage, Rome, il est permis de le dire, a laissé des traces profondes dans le style d'André. En étudiant attentivement la série de ses œuvres, il est facile d'y découvrir une élégance, une noblesse que Rome seule peut donner. Cette remarque s'applique

surtout à l'architecture qu'André a traitée dans plusieurs de ses fresques avec une sécurité magistrale. On peut sans présomption croire qu'il eût difficilement traité l'architecture avec l'abondance, la variété que nous admirons, s'il n'eût pas fait un voyage à Rome. On se demande cependant comment, en présence de toutes les merveilles qui l'entouraient, André ne conçut pas le désir de se fixer à Rome et d'y mettre en œuvre ce qu'il savait. Vasari s'est chargé de répondre à cette question. André, nous l'avons déjà dit, s'était surtout appliqué à l'imitation de la nature. Ni Gian Barile, ni Pier di Cosimo ne lui avaient révélé les secrets de l'invention. Plus tard Masaccio et Ghirlandajo, Michel-Ange et Léonard avaient donné à son style plus d'élévation et de fermeté. Toutefois, malgré ses études persévérantes, il n'avait jamais fait preuve d'une véritable fécondité. Il produisait facilement, mais dans chacune de ses œuvres l'imitation fidèle de la nature éclate plus que l'invention proprement dite. L'élève de Gian Barile, on le comprend sans peine, ne put voir sans une sorte d'effroi l'inépuisable fécondité de Raphaël. Lui qui, malgré tous ses efforts, n'avait réussi que bien rarement à s'élever au-dessus de la réalité, avec quel étonnement ne dut-il pas contempler les innombrables transformations que la réalité subissait sous la main toute-puissante du chef de l'école romaine! Après avoir admiré, comme il le devait, la divine fantaisie qui semblait créer la réalité une seconde fois en la métamorphosant, il fit un retour sur lui-même et se sentit saisi de découragement. Il mesura ses forces, et comprit qu'il ne pourrait, sans folie, lutter avec un pareil adversaire. Les disciples de Raphaël traduisaient la pensée de leur maître avec une fidélité, une promptitude dont André n'avait jamais vu d'exemple, et nous ne devons pas nous étonner si l'obéissance et le dévouement de cette légion ébranla de plus en plus la confiance que pouvaient lui donner le nombre et la solidité de ses études. Malgré sa modestie, attestée par tous les contemporains qui ont vécu familièrement avec lui, il savait ce qu'il valait. Sans se comparer au chef de l'école romaine, dont il appréciait le génie mieux que personne, il comprenait pourtant que sa place n'était pas marquée parmi les élèves de Raphaël. Que faire donc au milieu de Rome, puisqu'il ne pouvait ni lutter avec le maître, ni s'enrôler parmi les élèves? Étudier sans relâche les innombrables monuments qui l'entouraient. Il n'avait pas d'autre parti à prendre, et ce fut celui auquel il se résigna. C'est ainsi que Vasari explique comment Rome n'a gardé aucune trace du voyage d'André del Sarto, et nous croyons que cette explication est pleine de vraisemblance et de bon sens. Nous savons qu'André était d'une nature timide ; ainsi Vasari ne dit rien qui puisse nous surprendre.

Revenu à Florence, André reprit ses études et ses travaux, et, marchant d'un pas lent, mais sûr, dans la voie qu'il s'était frayée, il agrandit son style presque à son insu. Il avait gardé dans sa mémoire l'empreinte profonde des monuments romains, et, chaque fois que se présentait l'occasion de puiser dans ses souvenirs, il traçait sans effort des lignes harmonieuses qu'il retrouvait en croyant les inventer. Quand on étudie André del Sarto dans l'ensemble de ses œuvres, on ne peut se lasser d'admirer l'agrandissement progressif de sa manière, et en même temps les points nombreux par lesquels il touche à l'école romaine. Si, au lieu de revenir à Florence, il se fût fixé à Rome, cette analogie serait devenue de plus en plus frappante ; peut-être André eût-il perdu, en vivant au milieu de l'école romaine, l'originalité qui le distingue. Il n'y a donc pas lieu de regretter son retour à Florence, car ses souvenirs n'ont pas été pour lui moins féconds que ne l'eût été le

spectacle permanent des œuvres de Raphaël, et, tout en agrandissant sa manière, ils n'ont pas effacé l'empreinte individuelle de son talent. S'il se fût mis à peindre entre Jules Romain et Pierino del Vaga, il eût peut-être acquis plus de rapidité dans l'exécution ; mais il est probable qu'il n'occuperait pas dans l'histoire de son art le rang glorieux que lui assignent tous les critiques éclairés.

André, pour son malheur, devint éperdument amoureux d'une femme indigne de lui. Cette passion fut d'abord contrariée, car Lucrezia del Fede était mariée; mais elle perdit son mari, et André, malgré les remontrances de ses amis, eut la faiblesse de l'épouser. Ce mariage devait faire du reste de sa vie une longue torture : humiliation, jalousie, déshonneur, tel fut le partage d'André. Sa renommée avait franchi les bornes de l'Italie. Un tableau de sa main, acheté par un marchand florentin, avait été porté en France et acquis par François Ier. Le roi voulut l'avoir à sa cour, et lui fit faire des offres magnifiques. André se rendit à cette invitation, et vint à la cour de France. En peu de temps, son talent lui donna autant d'amis que d'admirateurs. Richesse, honneurs, prévenances, flatteries de toute sorte, rien ne lui manquait. Après avoir lutté tant d'années contre la pauvreté, il se voyait comblé de tous les biens de la fortune; à peine pouvait-il suffire à toutes les demandes qui lui arrivaient. Mais il avait laissé Lucrèce à Florence; un jour, il reçut d'elle une lettre pleine de regrets et de prières, et cette lettre suffit pour le perdre sans retour. Il demanda au roi la permission d'aller passer quelques mois à Florence; le roi y consentit, paya les frais de son voyage, lui donna en outre une somme considérable qu'André devait employer en acquisitions de tableaux et de statues. André partit et jura sur l'Évangile de revenir à la cour de France pour s'y fixer. Il devait amener Lucrèce, afin que rien ne le rappelât en Italie; mais à peine fut-il arrivé à Florence, que Lucrèce lui fit oublier son serment. Il dépensa pour elle en bijoux, en parures, en fêtes, la somme que le roi lui avait confiée. Pour plaire à cette femme qu'il aimait follement, il se déshonora, et se ferma la cour du roi de France. Plus tard, pour regagner les faveurs de François Ier, il épuisa vainement les prières et les promesses. Il s'était parjuré, et ne méritait plus aucune confiance. Il comprit toute l'étendue de sa faute, toute la honte qu'il avait méritée, et dut renoncer à toute espérance de retour. Abreuvé d'humiliations et de dégoûts par cette femme qu'il avait aimée jusqu'à se déshonorer pour elle, il demanda vainement une consolation au travail. Sa renommée grandit sans épuiser ses remords. Ses élèves abandonnaient son atelier; le caractère impérieux de Lucrèce, ses colères, son insolence, éloignaient de lui les plus dévoués. Lorsqu'il mourut, elle n'était pas à son chevet, il ne se trouva personne pour lui fermer les yeux.

Quoique André del Sarto ait composé un grand nombre de tableaux disséminés dans les principales galeries d'Europe, quoique nous possédions à Paris plusieurs ouvrages du premier ordre signés de son nom, cependant je ne crois pas devoir parler de ces tableaux. Malgré l'estime sérieuse qu'ils méritent généralement, malgré les précieuses qualités qui les recommandent à l'attention et à l'étude, il ne me semble pas nécessaire de les analyser pour donner une idée précise et complète du talent d'André del Sarto. Sans nul doute, ces tableaux ont une véritable importance; mais toutes les qualités qui les distinguent se retrouvent avec plus d'éclat et d'évidence dans les fresques du même auteur. C'est pourquoi, sans nous arrêter aux admirables compositions d'André qui ornent la galerie des Offices, le palais Pitti et le musée du Louvre, nous nous bornerons à étudier les peintures

murales qu'André a exécutées à Florence. Ces peintures réunissent en effet tous les éléments qui peuvent servir à formuler un jugement général sur le mérite de ses œuvres. Elles nous présentent d'ailleurs un autre avantage : elles nous permettent de mesurer les progrès de l'auteur et de compter en quelque sorte chacun des pas qu'il a faits dans sa carrière. André, né cinq ans après Raphaël, mort dix ans après lui, n'a rien produit qui égale en importance les chambres du Vatican ; mais, si l'on veut bien se rappeler qu'il ne disposait pas, comme Raphaël, d'une légion dévouée, si l'on veut bien ne pas oublier que, grâce au caractère impérieux de Lucrezia del Fede, il a été obligé d'exécuter personnellement la plus grande partie de ses ouvrages, il faudra reconnaître qu'André, réduit à ses seules forces, a su en profiter merveilleusement. L'histoire de la vie de saint Jean-Baptiste, composée pour la compagnie ou la confrérie dello Scalzo, interrompue à plusieurs reprises, dont les différents épisodes ont été exécutés à des époques assez éloignées l'une de l'autre, est peut-être, parmi les peintures murales d'André, celle qui se prête le mieux à l'analyse des tâtonnements par lesquels a passé son talent. Cette histoire de saint Jean-Baptiste est exécutée à *chiaroscuro,* c'est-à-dire en grisaille. Toutes les valeurs de ton sont représentées par le gris et le blanc. Cependant, quoi qu'en puissent penser les admirateurs passionnés de M. Abel de Pujol, je dois dire qu'André ne semble pas avoir été dominé un seul instant par le désir et l'espérance de tromper l'œil du spectateur. Il a peint le portique dello Scalzo sans essayer de sculpter un bas-relief avec son pinceau. Pour les partisans dévoués de M. Abel de Pujol, c'est sans doute une faute, et même une faute grave. Quant à moi, je confesse que je ne saurais partager leurs regrets. Il me semble que chacune des formes de l'art a ses lois, ses limites, ses conditions spéciales, et qu'elle ne peut les méconnaître, les franchir, ou les violer, sans s'exposer à de graves périls. La sculpture pittoresque et la peinture sculpturale ont à mes yeux la même valeur, c'est-à-dire une valeur fort médiocre. Je ne voudrais pas mettre Bernin sur la même ligne que M. Abel de Pujol ; cependant Bernin s'est perdu, a gaspillé des facultés précieuses en cherchant la couleur dans le marbre. M. Abel de Pujol, traité par la nature avec plus d'avarice, ne peut nous inspirer les mêmes regrets ; mais il ne s'est pas fourvoyé moins grossièrement en cherchant avec son pinceau ce que le ciseau seul peut trouver. André, plus modeste et plus sage, n'a pas songé un seul instant à franchir les limites de la peinture ; en renonçant au charme et aux ressources de la couleur, il n'a pas oublié qu'il peignait pourtant, et bien lui en a pris. Il n'y a pas une muraille de ce portique précieux qui puisse abuser l'œil du spectateur ignorant, et inviter la main crédule à palper la forme absente ; mais toutes les figures qui peuplent ce portique sont animées d'une vie si naturelle, expriment des sentiments si variés, que l'œil oublie volontiers l'absence de la couleur pour ne songer qu'à l'intérêt des scènes représentées. Il faut placer en première ligne, parmi les compositions du Scalzo, deux figures allégoriques, la Justice et la Charité, qui encadrent la porte du fond. André n'a jamais rien fait de plus sévère que la Justice, de plus gracieux que la Charité. Il est impossible d'imaginer quelque chose de plus harmonieux que cette dernière figure sous le rapport linéaire. La manière simple et ingénieuse dont les enfants se groupent avec la Charité contente à la fois l'œil et la pensée. Il n'y a pas un mouvement qui trahisse l'effort ou la contrainte ; c'est une création toute spontanée qui semble n'avoir rien coûté au génie du créateur. Après avoir payé à la Justice et à la Charité un légitime tribut d'éloges, il convient d'appeler l'attention sur la

prédication de saint Jean, sur la naissance de saint Jean et sur la visitation. Dans la prédication, on peut étudier la première manière d'André, simple et vraie, mais timide et quelque peu mesquine ; dans la visitation, on peut surprendre la première transformation de son style. Sa timidité s'enhardit peu à peu et déjà vise à la grandeur, sans l'atteindre pourtant. Dans la naissance de saint Jean, nous assistons à une transformation plus laborieuse et plus féconde, nous voyons s'effacer les dernières traces de la timidité. Le style s'est agrandi, le contour s'est affermi, la physionomie des personnages a quelque chose de viril et de résolu. André n'a rien produit de plus savant.

On a reproché au portique du Scalzo de rappeler en plus d'un endroit la manière d'Albert Durer. On a même trouvé parmi les gravures du peintre allemand quelques figures dont André a librement profité, et qu'il a presque transcrites sur la muraille. Ce reproche n'est sans doute pas sans gravité ; cependant il ne faudrait pas en exagérer l'importance. Certes il eût mieux valu pour la gloire d'André qu'il consultât les œuvres d'Albert Durer, comme il avait consulté les cartons de Michel-Ange et de Léonard, et gardât jusque dans l'imitation une sorte d'indépendance. Toutefois le larcin commis par André perd une partie de son importance, si l'on veut bien se rappeler qu'il lui était difficile de le dissimuler, et qu'il n'a pu songer à s'attribuer l'invention des figures qu'il dérobait. A l'époque où André terminait les peintures du Scalzo, les gravures d'Albert Durer étaient répandues à Rome et à Florence. Chacun avait en main les preuves du plagiat. André, en signant de son nom des figures déjà popularisées par la gravure, ne pouvait donc tromper personne. Ce qu'il faisait, d'autres pouvaient le faire ; mais il a eu le mérite de placer dans ses compositions les figures du peintre allemand avec tant de bonheur et d'à-propos, qu'elles semblent nées à Florence aussi bien que les figures voisines. Si André a mis à contribution les gravures d'Albert Durer, il ne s'est pas cru dispensé d'inventer, malgré la richesse du modèle qu'il avait sous les yeux. Il n'a pas, comme plus d'un peintre de nos jours, transcrit des compositions entières. Il s'est servi d'Albert Durer comme Michel-Ange se servait de Signorelli, comme Raphaël se servait du Pérugin dans les premières années de sa carrière. Ce serait donc un enfantillage que de vouloir discuter sérieusement le reproche de plagiat. Malgré les réminiscences que l'érudition peut signaler dans le portique du Scalzo, la vie de saint Jean-Baptiste occupe, dans l'histoire de la peinture, un rang glorieux et mérité. Lors même qu'elle n'offrirait d'autre intérêt que le charme et l'élégance des compositions, il faudrait l'étudier avec soin ; mais elle présente un autre genre d'intérêt : elle nous montre les tâtonnements d'un esprit laborieux, elle nous révèle les transformations successives du style d'André, elle nous donne presque le journal de ses études, et, sous ce rapport, elle mérite une attention spéciale.

Vasari et Lanzi ont beaucoup trop loué la *Cène* de San-Salvi. De la part de Vasari, cette méprise n'a pas lieu de nous surprendre, car il lui arrive rarement de montrer une grande délicatesse, un discernement sévère dans les jugements qu'il prononce. Lanzi, habituellement plus réservé, moins prodigue d'éloges, a transcrit l'opinion de Vasari sans se donner la peine de la vérifier. La fresque de San-Salvi, admirablement conservée, si fraîche, si éclatante qu'elle semble achevée d'hier, ne mérite pas les cris de surprise de Vasari et de Lanzi. Si cette composition n'était pas signée du nom d'André, elle suffirait sans doute pour assurer à l'auteur une place honorable dans l'histoire de l'art ; mais, rapprochée des gri-

sailles du Scalzo et du portique de la Nunziata, elle perd naturellement une grande partie de sa valeur. Il faut dire toute la vérité : parmi ceux qui parlent de la *Cène* de San-Salvi, il y en a plus d'un qui ne l'a pas vue, et, parmi ceux qui l'ont vue, plus d'un qui n'a pas pris le temps de l'étudier. Le monastère de San-Salvi n'est guère qu'à une heure de Florence; mais il faut se déranger exprès pour y aller, on ne peut profiter de cette occasion pour voir en même temps quelques douzaines de galeries. La renommée de cette composition une fois établie par Vasari, et rajeunie par Lanzi, devait donc acquérir une valeur traditionnelle, et c'est en effet ce qui est arrivé. D'ailleurs l'éclat des couleurs, qu'André n'a surpassé dans aucun de ses ouvrages, séduit trop facilement le plus grand nombre des juges. Le plaisir que nous éprouvons en voyant une fresque, achevée depuis trois siècles, si parfaitement conservée, nous abuse d'abord sur le mérite de l'œuvre. Si la réflexion ne vient pas corriger l'effet de la première impression, nous acceptons comme vraie l'opinion de Vasari et de Lanzi; mais quiconque voudra prendre la peine d'étudier la *Cène* de San-Salvi, sans tenir compte de l'éclat des couleurs, comprendra facilement que cette composition n'est pas une œuvre de premier ordre. S'il faut dire toute ma pensée, je crois qu'un tel sujet était au-dessus des forces d'André. Pour traiter dignement la *Cène*, il faut réunir un ensemble de facultés qu'André ne possédait pas. Sans m'engager ici dans une discussion purement théorique, sans essayer de déterminer d'une façon abstraite la nature et le nombre des facultés dont la réunion était exigée, je me contenterai d'interroger les maîtres qui ont traité le même sujet. Je ne dirai rien d'une *Cène* de Ghirlandajo, qui se voit au couvent de Saint-Marc, car cette *Cène*, l'une des compositions les moins estimées de l'auteur, est ensevelie dans une obscurité légitime. Elle ne se recommande ni par l'élégance du dessin, ni par le charme de la couleur, ni par l'expression des physionomies. Je me bornerai à rappeler la *Cène* de San-Miniato et celle de Sainte-Marie-des-Grâces. Giotto et Léonard de Vinci, en traitant ce difficile sujet, l'ont compris diversement et l'ont rendu avec un charme singulier. Giotto, plus passionné que savant, malgré l'exiguïté des proportions qu'il avait choisies, a trouvé moyen de nous intéresser, de nous attacher par la divine sérénité du Christ, par le mouvement sublime du saint Jean, par la frayeur et la surprise qui se peignent sur le visage des convives. Il est facile de relever de nombreuses incorrections de dessin dans cette page si admirablement conçue, mais c'est perdre son temps que s'arrêter à les compter. Au temps de Giotto, la science du dessin n'était pas née; il est donc parfaitement ridicule de juger Giotto en le comparant aux maîtres des XVe et XVIe siècles; pour l'apprécier à sa juste valeur, il faut le comparer à Cimabue, aux Byzantins. Jugé de ce point de vue, Giotto devient un prodige de science. D'ailleurs l'énergie et la vivacité des physionomies, la vérité des attitudes, la vie qui anime toute cette composition, assurent à la *Cène* de San-Miniato une légitime et longue renommée. Il est facile aujourd'hui de se montrer plus savant; il est difficile, peut-être impossible, de se montrer plus vrai. Il est clair que je veux parler de la vérité prise dans le sens le plus élevé, c'est-à-dire de la vérité de l'expression. Quant à la vérité des détails, il ne faut pas la chercher dans Giotto. Le Vinci, en traitant le même sujet, l'a envisagé d'une autre manière. Giotto, en peignant la *Cène*, était dominé par le sentiment religieux; le Vinci, en possession d'une science profonde, familiarisé depuis longtemps avec toutes les ressources du dessin, habitué à l'analyse, à la représentation de tous les sentiments humains, a vu dans la Cène l'occasion de montrer

à la fois tout ce qu'il savait comme peintre, tout ce qu'il devinait comme philosophe. Mettons de côté la science du Vinci, qui n'a jamais été surpassée; il reste encore dans la *Cène* de Sainte-Marie-des-Grâces de quoi étonner, de quoi confondre la pensée de ceux qui l'étudient. Il n'y a pas un des convives dont la tête n'ait coûté au Vinci plusieurs journées de méditation, plusieurs nuits d'insomnie. On peut dire sans exagération que la *Cène* de Sainte-Marie-des-Grâces est le dernier mot de l'art humain. La pensée révélée par la couleur ne saurait atteindre un degré supérieur d'évidence, de clarté. Jamais le pinceau ne pourra lutter plus heureusement avec la parole. Envisagée du point de vue religieux, la *Cène* de San-Miniato n'est pas moins vraie; la supériorité du Vinci repose sur l'analyse si variée, sur l'expression si précise et si claire des sentiments qui doivent animer chaque physionomie. Il demeure bien entendu que dans cette comparaison je fais, comme je le dois, abstraction du dessin.

Dans la *Cène* de San-Salvi, que trouvons-nous? Une réunion de figures habilement peintes, simplement posées, dont tous les mouvements sont naturels et clairement exprimés. Nous chercherions vainement dans cette composition le sentiment religieux qui domine dans la *Cène* de San-Miniato, ou la profonde sagacité empreinte dans la *Cène* de Sainte-Marie-des-Grâces. Il y a, dans l'exécution de chaque figure, une adresse, une vérité qui méritent assurément de grands éloges. Si le sujet accepté par André n'était pas un des plus difficiles, un des plus imposants que la peinture puisse se proposer, il serait permis de vanter la fresque de San-Salvi. Malheureusement, pour traiter un pareil sujet, il faut plus que de l'habileté, il faut la passion religieuse de Giotto ou la profondeur philosophique du Vinci. En acceptant une pareille donnée, André n'avait pas consulté ses forces. Voué depuis longtemps à l'imitation de la réalité, étranger aux méditations qui élèvent la pensée jusqu'à la beauté idéale, il devait échouer dans la représentation de la Cène. J'admire autant que personne le charme et l'éclat de cette composition, je rends pleine justice à la manière dont les têtes et les mains sont modelées, je me rappelle avec plaisir la disposition des draperies; mais j'ai beau faire, il m'est impossible de voir dans la fresque de San-Salvi la représentation de la Cène.

Avant d'entrer sous le portique de la Nunziata, arrêtons-nous un moment dans le cloître des Servi. C'est dans ce cloître, au-dessus d'une porte, qu'est placée la *Madonna del Sacco*. Si l'on peut reprocher aux draperies de la Vierge un peu de raideur, il est impossible de ne pas admirer sans réserve les trois figures dont se compose cette fresque délicieuse. Le visage de la Vierge respire à la fois la pudeur et la fierté. L'enfant Jésus est plein d'une grâce et d'une bonté divines. Le saint Joseph, appuyé sur un sac et placé derrière la Vierge, regarde l'enfant divin d'un œil à la fois curieux et respectueux. Celui qui n'aurait vu dans Florence que la *Madone del Sacco* pourrait, d'après cet ouvrage, se former une idée complète et précise du talent d'André. Cette fresque inestimable réunit en effet toutes les qualités développées sous le portique de la Nunziata. Si André s'est jamais approché de Raphaël, c'est à coup sûr dans cette sainte famille; quoiqu'il n'ait pas rencontré l'élévation idéale qui distingue les vierges de l'école romaine, cependant il y a dans la madone des Servi un charme singulier dont il est difficile de se rendre compte. Un mot me suffira pour exprimer toute la vivacité de mon admiration : chaque fois que j'ai revu la madone des Servi, je me suis rappelé la *Vierge à la Chaise* du palais Pitti.

Sous le portique de la Nunziata comme sous le portique du Scalzo, on peut suivre les progrès d'André, compter les transformations successives de son style, voir comment il s'est débarrassé peu à peu de sa timidité primitive pour arriver enfin à sa dernière manière. *La vie de saint Philippe Benizj* appartient à la première manière de l'auteur ; l'*Adoration des Mages* est écrite d'un style plus franc. Il y a dans cette page une richesse, une variété qui étonne et séduit. Malheureusement le sujet voulait de la grandeur, et l'imagination d'André devait rester au-dessous d'une pareille donnée. La *Naissance de la Vierge* convenait merveilleusement à la nature de son talent ; aussi cette dernière composition est-elle, de l'avis unanime des juges compétents, la meilleure, la plus complète, la plus exquise de toutes ses œuvres. Il n'y a pas un épisode de ce charmant poëme qui n'intéresse par son élégance, sa naïveté ; toutes les figures ont un rôle déterminé, toutes les physionomies sont attentives. Il y a, je le confesse, dans cette page précieuse, quelques détails qui touchent à l'école flamande ; mais la grâce de l'exécution rachète victorieusement cette faute, si toutefois c'est une faute dans un pareil sujet.

Ainsi, par la vérité, par la grâce, André se rapproche de Raphaël. Pour se placer au même rang que le chef de l'école romaine, il lui a manqué le don de l'invention. Cependant, quoique ses ouvrages nous offrent plutôt l'imitation de la nature qu'une véritable création, il y a dans sa manière d'imiter une élégance qui n'appartient qu'à lui et qui peut, à bon droit, s'appeler originalité. C'est pourquoi André del Sarto doit être compté parmi les plus grands noms de l'école florentine.

GUSTAVE PLANCHE.

NELSON

JERVIS ET COLLINGWOOD,

ÉTUDES SUR LA DERNIÈRE GUERRE MARITIME.

I. — The Dispatches and Letters of vice-admiral viscount Nelson. — Londres, 1845-1846, 7 vol. in-8°.

II. — The Letters of lord Nelson to lady Hamilton, 2 vol.

III. — Memoirs of admiral the right hon. the Earl of Saint-Vincent. — Londres, 1844, 2 vol.

IV. — A Selection from the public and private Correspondence of vice-admiral lord Collingwood, interspersed with Memoirs of his life, by G. H. Newnham Collingwood; 2 vol.

V.—*Précis historique de la Marine française*, par M. Chassériau.—Paris, 1845.

VI. — Documents inédits des archives de la marine.

DEUXIÈME PARTIE.

PROGRÈS ET DISCIPLINE DE LA MARINE ANGLAISE. — L'AMIRAL JERVIS.

I.

Après avoir assisté, sous lord Hood et l'amiral Hotham, aux derniers efforts de l'ancienne tactique, Nelson allait se former, sous l'amiral Jervis, à une école plus vigoureuse d'où devaient sortir renouvelées la stratégie et la discipline navales. Le jour où l'amiral Jervis vint arborer son pavillon sur le *Victory*, alors mouillé dans la baie de Saint-Florent, doit rester à jamais mémorable dans les fastes de la marine anglaise, car il marque le point de départ de la voie féconde dans laquelle

cette marine allait trouver le secret de ses triomphes. Déjà connu par le combat du *Foudroyant* et du *Pégase*, sir John Jervis avait plus de soixante ans quand il se trouva placé à la tête de l'escadre de la Méditerranée. Plein de séve et de verdeur malgré son âge avancé, il apportait avec lui de vastes projets de réforme et la ferme volonté de tenter enfin sur une grande échelle l'application des idées qu'il était parvenu à faire prévaloir, vers la fin de la guerre d'Amérique, sur le vaisseau *le Foudroyant*.

La marine anglaise se rappelait encore avec quelle crainte respectueuse les jeunes officiers de cette époque, jaloux d'étudier de près ce modèle si vanté de bonne tenue et de discipline, montaient à bord de ce magnifique vaisseau et affrontaient le regard sévère et la grave contenance de l'austère baronnet. Enlevé à notre marine en 1758, *le Foudroyant* fut longtemps le plus beau vaisseau à deux ponts de la flotte anglaise, et l'amiral Keppel l'avait choisi pour son *matelot d'arrière* dans la grande journée où il rencontra sous Ouessant la flotte française commandée par M. d'Orvilliers. Quand plus tard *le Pégase* tomba au pouvoir de l'escadre de l'amiral Barrington, *le Foudroyant* dut encore à sa marche supérieure l'honneur de cette importante capture, et l'amiral Barrington ne put s'empêcher d'exprimer son admiration pour la décision et l'activité que le capitaine Jervis avait montrées dans cette poursuite. « Quelle noble créature que ce Jervis! écrivait-il à un de ses amis. N'est-il pas merveilleux qu'il ait pu prendre un vaisseau d'égale force sans perdre un seul homme dans cet engagement? Que ne serions-nous en droit d'attendre de cette escadre, si tous nos capitaines lui ressemblaient (1)! » Remplir le vœu de l'amiral Barrington fut précisément l'ambition de l'amiral Jervis. Appelé au commandement de la Méditerranée, il voulut que tous les capitaines de son escadre lui ressemblassent, et que leurs vaisseaux ressemblassent au *Foudroyant*.

Quand, le 30 novembre 1795, la frégate qui portait Jervis vint mouiller au milieu de la flotte dont l'amiral Hotham avait, depuis plus d'un mois, remis le commandement au vice-amiral Hyde Parker, nous n'avions plus à Toulon que 13 vaisseaux de ligne et 6 frégates. Six vaisseaux, partis de cette rade pour se rendre à Brest sous les ordres du contre-amiral Richery, étaient entrés à Cadix ; Gantheaume croisait dans l'Archipel avec un vaisseau et quelques frégates. Rien, en ce moment, de la part du gouvernement républicain, n'indiquait l'intention de disputer la Corse aux Anglais ou d'opposer de nouvelles escadres aux leurs. Ce calme momentané était propre à favoriser les intentions de sir John Jervis. Le *Victory* avait à peine arboré son pavillon, que l'on put reconnaître à des signes infaillibles la présence d'un nouveau commandant en chef. En quelques mois, l'esprit de la flotte avait entièrement changé. Plus d'un capitaine regretta le pouvoir débonnaire de l'amiral Hotham ; mais Nelson, Collingwood, Foley, Troubridge, Samuel Hood, Hallowell, tous ces jeunes officiers qui devaient être un jour l'honneur de la marine britannique, tressaillirent d'une nouvelle ardeur sous cette main vigoureuse. Le mouvement maritime qu'en l'absence de grands événements on eût pu croire suspendu n'était que déplacé : il se poursuivait dans cette transformation silen-

(1) *Le Foudroyant*, cependant, n'eût point pris *le Pégase*, commandé par le brave chevalier du Cillart, si l'escadre de l'amiral Barrington n'eût entouré, peu de temps après le commencement du combat, le vaisseau français; mais Jervis, par l'habileté de sa manœuvre, avait arrêté *le Pégase* et donné aux autres vaisseaux anglais le temps d'accourir.

cieuse de la discipline anglaise. Malgré les ombrages qui troublèrent plus tard une honorable et mutuelle confiance, personne ne s'est montré plus disposé que Nelson à rendre hommage aux heureux efforts de l'amiral Jervis. « C'est au grand et excellent comte Saint-Vincent, s'écriait-il dans une lettre écrite en 1799 à lord Keith, que nous devons tous le feu qui nous anime et notre ardeur pour le métier de la mer. — Jamais, lui écrivait-il à lui-même, jamais l'Angleterre ne retrouvera une réunion de vaisseaux tels que ceux que vous m'avez confiés. C'est à vous surtout qu'est due la victoire d'Aboukir, et j'espère que notre pays ne l'oubliera pas. — Je n'ai jamais rien vu, répétait-il encore pendant la campagne de la Baltique, de comparable à ces vingt vaisseaux qui ont servi dans la Méditerranée. Auprès des officiers qui ont grandi à cette école, les autres laissent voir une telle pauvreté de ressources, que j'en suis vraiment étonné. » Jervis lui-même, quelques années plus tard, quand l'amirauté anglaise l'appela à commander la flotte de la Manche, ne cessait de regretter ces capitaines d'élite qu'il avait formés aux meilleurs jours de sa carrière. « Envoyez-moi, écrivait-il le 15 juin 1800 au comte Spencer, quelques-uns des officiers qui ont servi sous mes ordres dans la Méditerranée. Le temps n'est peut-être pas éloigné où j'aurai à me féliciter qu'ils aient pris la place de ces *vieilles femmes,* qui, sous l'apparence de *jeunes hommes,* sont ici le fardeau de l'escadre. »

L'attention de sir John Jervis, quand il entreprit l'importante réforme qu'il devait accomplir, se porta sur trois points principaux : la tenue du navire dont il faisait dépendre la santé des hommes destinés à l'habiter, l'instruction militaire, et la discipline de l'escadre. Deux maladies ravageaient fréquemment les armées navales à cette époque, le scorbut et le typhus. L'emploi des boissons acidulées avait déjà commencé à préserver les vaisseaux anglais du premier de ces fléaux ; mais le typhus était souvent la conséquence de l'agglomération d'un grand nombre d'hommes dans des espaces étroits et humides. Au moment même où Jervis arrivait dans la Méditerranée, le vaisseau napolitain le *Tancredi,* atteint de cette épidémie redoutable, avait dû quitter l'escadre anglaise et rentrer à Naples pour y débarquer les débris de son équipage. L'amiral Jervis indiqua, avec l'autorité que lui donnaient quarante-huit années de service, les précautions qui devaient prévenir l'invasion de ces fièvres contagieuses. Par ses ordres, on réserva à bord de chaque vaisseau, sur l'avant de la batterie haute, un vaste hôpital isolé du reste de la batterie par une cloison mobile et recevant l'air extérieur par deux larges sabords. Il recommanda en outre de faire aérer et secouer au moins une fois par semaine les hamacs des matelots, leurs matelas et leurs couvertures, proscrivit les lavages *à grande eau* dans les batteries basses et les entre-ponts, et, pour mieux assurer l'exécution de ses ordres, exigea que le détail de ces soins périodiques, ainsi que celui de la propreté journalière, fût minutieusement inscrit sur les journaux de bord soumis au visa du capitaine (1).

(1) On peut juger par le tableau suivant, emprunté au bel ouvrage de M. Charles Dupin sur la *Force navale de la Grande-Bretagne,* des heureux résultats obtenus par ces soins hygiéniques.

Pendant la guerre d'Amérique, de 1779 à 1782, il y eut *en moyenne,* chaque année, 30 malades sur 100 hommes embarqués ;

En 1793, 1794, 1795, 1796, 24 malades sur 100 hommes embarqués ;

En 1797, 1798, 1799, 1800, 14 malades sur 100 hommes embarqués ;

En 1801, 1804, 1805, 1806, 8 malades sur 100 hommes embarqués.

Quel fécond sujet de réflexions offre cette admirable progression décroissante

Ce n'était point assez pour l'amiral Jervis d'avoir éloigné de ses navires le principe de ces épidémies funestes; sa sollicitude ne craignit point d'empiéter par des prescriptions plus spéciales encore sur ce domaine exclusif où les hommes de l'art n'avaient point jusque-là rencontré le regard d'un commandant en chef. « Je voudrais de tout mon cœur, disait-il, que nous n'eussions point tant de docteurs en médecine parmi nos chirurgiens. A peine ces messieurs ont-ils obtenu leur diplôme, qu'ils regardent comme au-dessous de leur dignité les soins les plus utiles, les devoirs les plus habituels de leur profession. Ils passent leur journée à souffler dans une flûte ou à jouer au tric-trac au lieu de soigner leurs malades; quant à leurs journaux, ils en rédigent de magnifiques à l'aide de Cullen ou d'autres auteurs d'ouvrages de médecine, et se font ainsi, sans y avoir le moindre titre, une réputation auprès du conseil de santé. » — « Pour moi, j'entends, écrivait-il à ses capitaines, que les chirurgiens de cette escadre ne se promènent jamais sur le pont, ne descendent jamais à terre soit en corvée, soit pour leur plaisir, sans avoir dans leur poche une boîte contenant leurs instruments de chirurgie. » — « Je suis certain, ajoutait-il, que beaucoup d'affections graves pourraient être prévenues, si l'on obligeait les malades à porter de la flanelle sur la peau. Le *purser* (agent comptable) doit avoir à cet effet un certain nombre de chemises ou de gilets de flanelle, et, dès qu'un matelot se plaint d'un catarrhe, d'une toux violente, ou même d'un rhume ordinaire, il faut le contraindre à user de cette précaution. J'engage donc très-sérieusement les capitaines de cette escadre à faire pénétrer cette doctrine dans l'esprit de leurs chirurgiens, qui souvent, par caprice ou par *une opposition perverse à tout règlement salutaire,* négligent grandement cet important devoir. »

Après s'être assuré des équipages valides, sir John Jervis songea à les rendre redoutables à l'ennemi. Dès le commencement de la guerre d'Amérique, il avait compris que dans des combats d'artillerie le succès devait infailliblement appartenir aux canonniers les plus habiles. Aussi, de tous les exercices, ceux qu'on négligeait le plus à cette époque, les exercices militaires, lui semblaient-ils de beaucoup les plus importants. Il était bien certain qu'en tenant ses vaisseaux à la mer il les rendrait suffisamment marins; mais il savait qu'il fallait plus de soin pour en faire des vaisseaux de combat. « Il est du plus haut intérêt, dit-il à ses capitaines, que nos équipages apprennent à manœuvrer convenablement leurs canons : je veux donc que tous les jours, en rade comme à la mer, un exercice général ou partiel ait lieu à bord de chacun des bâtiments de l'escadre. » Cette préoccupation salutaire a toujours tenu le premier rang dans son esprit : trois fois il commanda de grandes escadres, en 1796, en 1800, en 1806, et trois fois il remit en honneur dans la marine anglaise l'exercice, toujours trop négligé, du canon. Sous ses ordres, l'escadre de la Méditerranée devint bientôt une escadre formidable : chacun y faisait son devoir. Les capitaines savaient quel chef ils avaient à satisfaire, et ne souffraient point chez leurs subordonnés des négligences dont ils eussent été les premiers responsables. « Le métier de capitaine, disait Jervis, ne doit point être une sinécure. Pour moi, le commandant d'un vaisseau est comptable de tout ce qui se passe à son bord. C'est lui qui me répond de la conduite de ses officiers et de son équipage. » Il lui est cependant arrivé de mettre aux arrêts du même coup le capitaine et l'état-major tout entier d'un bâtiment dont il avait à se plaindre, de faire imputer sur la solde d'un officier de quart négligent la réparation des avaries que le vaisseau-amiral avait éprouvées

dans un abordage; mais, en général, ses rigueurs et ses remontrances portaient plus haut, et, passant au-dessus des officiers subalternes, allaient droit à leurs supérieurs. « Il y a bien peu d'hommes, écrivait-il au comte Spencer, premier lord de l'amirauté, en état de commander convenablement un vaisseau de ligne. Plus d'un capitaine qui a pu se distinguer dans le commandement d'une frégate se trouve parfaitement incapable de gouverner et de diriger six ou sept cents hommes de l'espèce de ceux qui composent aujourd'hui nos équipages. »

Cette extrême sévérité de l'amiral n'éteignait ni le zèle ni l'initiative à bord des vaisseaux anglais. Jervis était exigeant et inflexible, mais il aimait sincèrement les officiers dont il avait pu apprécier la capacité et le dévouement, et cette affection, toujours active et empressée, eût suffi pour lui faire pardonner bien des rigueurs. Ces sentiments tenaient même dans sa vie une plus grande place qu'on n'eût pu s'y attendre, à ne considérer que l'apparence extérieure de cette nature sèche et positive, qui semblait faite pour ignorer à jamais les émotions de la tendresse. Quand Troubridge, l'ami de Nelson comme le sien, périt avec le *Blenheim* en revenant du cap de Bonne-Espérance, il en éprouva la plus vive douleur qu'il eût encore ressentie. « O *Blenheim! Blenheim!* s'écriait-il souvent, qu'es-tu donc devenu? Qui me rendra un autre Troubridge? » Nul amiral n'a pris avec plus d'ardeur la défense des serviteurs de l'état contre les protégés de l'aristocratie et les *honorables* de la marine anglaise. « La couronne, disait-il, tient ses faveurs en réserve pour s'assurer la majorité dans le parlement, et c'est là cependant la pire espèce de corruption, car ce parlement est un monstre insatiable qu'on ne parviendra jamais à satisfaire. Que résulte-t-il de cette condescendance? C'est qu'on ne peut songer à réduire les dépenses publiques sans s'exposer à rendre ce monstre intraitable, et que, pour lui complaire, il faut laisser dans l'oubli les hommes de mérite qui ont le tort de se trouver sans protecteurs. »

Ami politique de Fox, de Grey et de Whitbread, sir John Jervis, envoyé à la chambre des communes en 1790 par les électeurs de Whycombe, vota constamment avec les whigs jusqu'à la déclaration de guerre de 1793. Il s'était prononcé comme eux contre cette guerre *inutile, impolitique* et *lamentable;* quand elle fut déclarée, il quitta le parlement pour y prendre une part active. Jamais, chez lui, les convictions de l'homme de parti n'ont ébranlé le dévouement de l'officier; mais, dans l'exercice du commandement, il resta fidèle aux principes qu'il avait défendus dans les rangs de l'opposition, et n'usa de son patronage qu'en faveur des officiers qui avaient su le mériter par leurs services. « Il faut que je navigue avec sir John Jervis, disait le jeune Edward Berry, alors lieutenant sans avenir et quelques années plus tard capitaine de pavillon de Nelson à Aboukir. S'il y a quelque mérite en moi, c'est lui qui le découvrira. » Telle était la confiance qui attirait sous les ordres de Jervis des officiers moins effrayés de sa sévérité que touchés de l'emploi généreux qu'il faisait de sa prérogative. En 1790, quand la querelle de Nootka Sound faillit entraîner une rupture entre l'Angleterre et l'Espagne, chaque officier général eut le droit, après le désarmement qui suivit des préparatifs demeurés inutiles, de donner de l'avancement à un *midshipman.* Jervis, alors contre-amiral, avait arboré son pavillon sur *le Prince,* de 98 canons. Le gaillard d'arrière de ce vaisseau était couvert de jeunes gens appartenant aux premières familles du royaume; Jervis remit le brevet de lieutenant au fils d'un vieil officier sans fortune. — Nelson, Troubridge, Hallowell, tous ces officiers qu'il distingua bientôt, lui étaient parfaitement inconnus quand il prit le com-

mandement de la Méditerranée. Sobre d'éloges et de recommandations, il attendit longtemps, malgré l'estime qu'il avait conçue pour eux, avant de les signaler à l'attention de l'amirauté. « Je ne veux pas, disait-il, qu'on me prenne pour un hâbleur (*a puffer*) comme la plupart de mes camarades ; mais, tant que de pareils officiers me prêteront leur concours, l'amirauté peut compter sur la restauration de la discipline. »

Ce dernier point était celui qui touchait le plus vivement l'amiral Jervis ; car la discipline était à ses yeux le plus sûr élément de succès, et l'on peut dire que sa vie entière a été consacrée à la raffermir dans la marine anglaise. Sur ce chapitre, ses idées étaient arrêtées depuis longtemps. Il aimait à citer cette réplique de don Juan de Langara à lord Rodney : « La discipline, milord, est tout entière dans un seul mot espagnol, *obediencia ;* » et pour lui en effet il n'y avait d'autre fondement possible au bon ordre que l'obéissance passive. « Quand la discipline est dans les formes, disait sir John Jervis, elle est bien près d'être dans les choses. » Aussi avait-il voulu régler entre les officiers de son escadre les témoignages extérieurs de respect et de soumission : plus d'un ordre du jour avertit les jeunes lieutenants de la flotte anglaise de n'aborder leurs supérieurs qu'en ôtant leur chapeau, et de ne point se contenter d'y porter la main *d'un air de négligence.* D'une politesse froide et irréprochable envers ses subordonnés, l'amiral Jervis exigeait d'eux les plus scrupuleux égards. Une consigne sévère interdisait l'accès du *Victory* à tout officier qui se présentait pour monter à bord de ce vaisseau dans une autre tenue que la tenue prescrite. « Ce n'est point l'insubordination des matelots que je redoute, écrivait-il à Nelson, mais les propos légers des officiers et leur tendance présomptueuse à discuter les ordres qu'ils reçoivent. Voilà le danger réel et le véritable principe du désordre. » L'amiral Jervis avait raison : la discipline de la flotte est tout entière dans celle de son état-major. En fait de subordination, l'exemple doit venir de haut, et Jervis ne l'oubliait pas. En 1798, quand il choisit Nelson pour commander l'escadre qui remporta la victoire d'Aboukir, deux officiers généraux plus anciens que Nelson, sir William Parker et John Orde, servaient dans la flotte de Cadix. Ils se montrèrent profondément blessés du choix qui leur enlevait le commandement de cette escadre. « J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir, écrivait l'amiral Jervis à Nelson, pour empêcher les deux baronnets de m'adresser par écrit leurs réclamations ; malheureusement pour eux, les mauvais conseils des envieux l'ont emporté sur tous mes arguments. J'attends leurs lettres, et, dès que je les aurai reçues, je les renverrai tous deux en Angleterre. » C'était en effet pour des occasions pareilles que l'illustre amiral réservait toute la fermeté de son caractère, et c'est en frappant ainsi l'indiscipline à la tête qu'il était parvenu à exercer un empire absolu sur son escadre. Convaincu qu'il ne faut qu'un chef à une armée, qu'une volonté devant laquelle toutes les autres s'inclinent, il n'eût point toléré, comme nous l'avons vu si souvent parmi nous, que des gens appelés à lui prêter leur concours devinssent à ses côtés le centre d'une opposition incompatible avec le bien du service et l'intérêt de l'état. C'est ainsi que, blâmé par le vice-amiral Thompson pour avoir fait exécuter une sentence de mort le saint jour du dimanche, il avait exigé le rappel immédiat de cet officier. « Il faut, disait-il, que l'amirauté choisisse entre lui et moi. J'ai d'ailleurs assez d'amiraux sous mes ordres, et je désire qu'on ne m'en envoie pas davantage. »

A son retour en Angleterre, l'amiral Jervis, alors comte de Saint-Vincent, fut

provoqué en duel par le vice-amiral Orde ; mais il refusa d'accepter ce cartel. Il n'admettait point cette façon de terminer des discussions dont le service avait été l'objet, et, quand bien même sa résolution eût pu être improuvée par l'opinion publique, il n'eût jamais consenti, en agissant autrement, à porter de ses propres mains ce coup fatal à la discipline. Calme et grave dans ses relations officielles, il était cependant quelquefois amer et caustique dans ses reproches, quoiqu'il évitât avec soin de blesser la dignité de ceux qui étaient l'objet de ses rigueurs. « L'honneur d'un officier, disait-il, est comme l'honneur d'une femme; on n'y peut porter la plus légère atteinte sans le flétrir. » — « Si vous souffrez qu'on mêle autant de fiel à votre encre, écrivait-il en 1800 au secrétaire de l'amirauté, vous chasserez du service tout officier de cœur et de mérite. »

Tel était cet homme qui, mort en 1823, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, après avoir commandé trois grandes flottes, pris part à trois grandes guerres, survécu à deux générations de marins, combattu sous l'amiral Keppel et vu combattre sous lui Nelson et Collingwood, avait emporté dans sa retraite, vers la fin de l'année 1807, l'honneur immortel d'avoir raffermi la discipline dans la marine anglaise. Il ne faut point cependant s'exagérer les difficultés que Jervis rencontra dans l'accomplissement de cette œuvre. Quand on parle de discipline, on devrait toujours tenir compte de ce qu'on peut appeler la discipline sociale d'un pays : en Angleterre, où la stabilité des institutions politiques et l'énergie des institutions militaires s'appuient sur la même base et se prêtent un mutuel secours, l'autorité paternelle a rendu la tâche facile au chef de l'état comme au chef de l'armée. C'est elle qui, dès l'enfance, façonnant ces esprits un peu rudes, a su leur inculquer ces principes de respectueuse déférence pour l'expérience et pour l'âge, honorés dans le magistrat ou le général qui commande, ainsi qu'ils l'ont été dans le père de famille. Les Anglais apportent donc au service des dispositions, pour ainsi dire, natives, qui pourraient expliquer jusqu'à un certain point la régularité de mouvements à laquelle parvint à les plier l'amiral Jervis. Chez nous, au contraire, tout tend, il faut bien le dire, à déconsidérer la vieillesse et à lui enlever ce respect pieux dont on l'entourait jadis; nos lois mêmes ont imprudemment contribué à ébranler *cette colonne sainte,* et un certain relâchement s'est introduit, depuis la révolution, dans le gouvernement intérieur de la famille. Le père y commande d'une voix moins ferme et moins grave, il y tient un rang moins élevé qu'autrefois. Si l'on veut ajouter à cette influence majeure de l'éducation première les inévitables conséquences d'une intelligence en général plus ardente et plus prompte, on ne s'étonnera point de trouver chez nos officiers un esprit d'indépendance et de critique bien autrement prononcé que chez la plupart des officiers anglais. C'est là un malheureux penchant contre lequel on s'irriterait en vain. Il a fait de tout temps un peu partie du caractère national, et cette époque de libre discussion ne le verra point probablement disparaître. C'est un ennemi avec lequel il faut vivre. On l'a désarmé quelquefois par de la loyauté et de l'indifférence, rarement par des complaisances ou des rigueurs. L'amiral Jervis eût-il réussi à imposer ses volontés à des officiers français, comme il les imposa à trois reprises différentes à la flotte de la Méditerranée et à celle de la Manche ? Il est permis d'en douter. La marine anglaise a connu des chefs moins rigides et plus populaires que l'amiral Jervis. Tant que le génie français et l'éducation française seront les mêmes, ces amiraux sembleront de plus sûrs modèles à proposer

aux nôtres que le chef inflexible qui exigeait de ses capitaines qu'ils montassent la garde sur le rivage, pendant que la flotte s'approvisionnait d'eau ou de vivres frais, et qui n'a jamais pardonné *une première faute*.

II.

La flotte dont Jervis venait de prendre le commandement se composait de 25 vaisseaux, 24 frégates, 10 corvettes, 7 bricks, 5 grands bâtiments de transport, armés chacun de 22 bouches à feu, 2 cutters de 14 canons, 1 bâtiment-hôpital, 1 brûlot, 1 navire destiné à recevoir les prisonniers, en tout 76 voiles. Sept vaisseaux furent détachés sous les ordres du contre-amiral Mann devant le port de Cadix, afin d'y retenir l'escadre du contre-amiral Richery; Nelson, avec son vaisseau, sur lequel il obtint d'arborer le guidon de commodore, trois frégates et deux corvettes, retourna dans le golfe de Gênes, où l'amiral Hotham lui avait déjà confié le soin d'assister dans leurs opérations les généraux autrichiens. D'autres divisions furent chargées d'escorter les nombreux convois qui traversaient sans cesse la Méditerranée. Des bâtiments furent en outre expédiés dans les ports alliés pour y raffermir une alliance chancelante, dans les ports neutres pour y faire respecter la neutralité, dans les ports de la côte d'Afrique pour y rappeler aux nombreux pirates barbaresques la grandeur maritime de l'Angleterre et les ménagements qu'exigeait sa puissance. Obligé de pourvoir à tant d'intérêts divers, sir John Jervis ne put conserver près de lui qu'un petit nombre de navires; mais il était certain que son influence, appuyée sur une réputation de sévérité déjà bien établie, se ferait sentir dans toute l'étendue de son vaste commandement. Après avoir dispersé ses divisions légères dans la Méditerranée, Jervis conduisit devant Toulon, au mois de janvier 1796, les 15 vaisseaux qu'il avait réservés pour le blocus de ce port. Jervis et Nelson ont entendu les blocus d'une manière différente. Jervis voulait serrer l'ennemi de si près qu'il ne pût essayer de sortir du port; Nelson voulait, au contraire, lui laisser la mer libre, le faire observer par quelques frégates et courir à sa poursuite dès qu'il avait pris le large. Ce système était plus audacieux; celui de Jervis protégeait mieux la sécurité du commerce anglais. Jervis, d'ailleurs, avait promis aux généraux autrichiens que, tant qu'il serait dans la Méditerranée, la flotte française ne quitterait point la rade de Toulon. Une escadre avancée, commandée par les capitaines Troubridge, Hood et Hallowell, s'établit en croisière entre les îles d'Hyères et le cap Sicié; le gros de la flotte se tint plus au large, prêt à voler au secours de cette division, si elle était menacée. Cette première croisière dura cent quatre-vingt-dix jours. Les vaisseaux de l'amiral Jervis n'étaient point mieux approvisionnés que ceux de lord Hood ou de l'amiral Hotham, mais Jervis s'était interdit toute plainte inutile et avait su imposer silence aux murmures de ses capitaines. « Notre pays fait ce qu'il peut pour soutenir cette guerre, leur disait-il souvent : c'est à nous de lui venir en aide par un loyal concours. »

Malgré le rigorisme de ses principes en fait de discipline, sir John Jervis n'était vraiment intraitable que pour cette classe d'officiers qu'il appelait les *récalcitrants* (*the refractory*). Eux seuls supportaient tout le poids de cette volonté de fer. Quant à Nelson, dès les premiers jours, il sembla le considérer *plutôt comme*

un associé que comme un capitaine placé sous ses ordres. Les autres commandants de l'escadre en manifestèrent un étonnement mêlé d'un peu d'envie. « Du temps de lord Hood, dirent-ils à Nelson, vous agissiez comme vous l'entendiez. Vous en avez fait autant avec lord Hotham, et vous continuez à faire de même avec sir John Jervis. Peu vous importe à vous quel soit le commandant en chef. » Nelson, en effet, nous l'avons dit, avait conservé sous l'amiral Jervis le commandement temporaire dont l'avait investi la confiance de l'amiral Hotham, et, avant que l'escadre eût quitté la baie de Saint-Florent pour se rendre devant Toulon, il était déjà retourné dans le golfe de Gênes, afin d'y surveiller les mouvements de l'armée française. Cette mission délicate convenait merveilleusement à son caractère actif et résolu. En dépit des réclamations incessantes du gouvernement génois et des hésitations de l'amiral Hotham, il n'avait pas craint, avant l'arrivée de sir John Jervis, de s'engager envers le général de Vins, placé en face de Schérer, sur les hauteurs des Alpes maritimes, à ne point laisser pénétrer jusqu'aux troupes de son adversaire un seul bateau chargé de blé, un seul convoi de munitions de guerre. La bataille de Loano, dans laquelle les Autrichiens perdirent leurs positions et qui faillit entraîner la destruction de leur armée, avait, pour quelque temps, interrompu cette coopération. Nelson la reprenait au moment où la cour de Vienne envoyait, pour réparer l'échec essuyé par de Vins, celui que le jeune commodore anglais nommait alors *le fameux général Beaulieu.*

Rien n'a plus contribué à donner à la physionomie de Nelson une expression grimaçante et vulgaire que cette haine brutale qu'il a si souvent manifestée contre les Français ; mais ce n'est guère qu'après les événements de Naples, après qu'il eut subi la funeste influence de sir William et de lady Hamilton, que l'on vit apparaître sous sa plume ces odieuses invectives dont la grossièreté sied mal à cette lutte héroïque dans laquelle il devait trouver une fin si glorieuse. Avant cette époque, malgré son aversion bien prononcée pour *cette nation frivole et volage,* comme il nous désigne dans une de ses lettres, malgré cette horreur profonde de toute rébellion qu'il devait aux leçons de son père, la haine n'aveuglait point tellement le fils du pasteur de Burnham Thorpe, qu'il ne pût rendre justice aux vertus militaires de ces soldats de la république qui, *demi-nus,* se montraient disait-il, *résolus à vaincre ou à mourir.* « Qui eût cru (écrivait-il après la victoire de Schérer) que cette armée, composée de jeunes gens de vingt-trois ou vingt-quatre ans, qui comptait même dans ses rangs des enfants en ayant à peine quatorze, que cette armée déguenillée eût pu battre ces belles troupes autrichiennes ? A voir ces soldats, on eût pensé que cent d'entre eux ne valaient pas seulement l'équipage de mon canot, et cependant les plus vieux officiers conviennent qu'ils n'ont jamais entendu parler d'une défaite plus complète que celle que viennent d'essuyer les Autrichiens. Le roi de Sardaigne, frappé d'une terreur panique, a failli demander la paix dans ce premier moment d'effroi. »

Malheureusement Schérer ne sut pas poursuivre ses avantages ; mais la glorieuse campagne de 1796 était à la veille de s'ouvrir par les combats de Montenotte et de Mondovi, et nos armées, cette fois, ne devaient s'arrêter que sur le chemin de Vienne. Les généraux autrichiens qui remplaçaient de Vins et son état-major se souciaient peu d'avoir à opérer de nouveau sur le littoral étroit de la Rivière de Gênes contre une infanterie qui venait de donner de telles preuves de sa supériorité. Ils commençaient à s'apercevoir que la coopération de la flotte anglaise était beaucoup moins efficace qu'ils ne l'avaient pensé d'abord, et ils avaient hâte de

rentrer sur un terrain plus favorable, où ils pussent mettre en ligne leur cavalerie et développer librement leur armée. C'était dans les plaines de la Lombardie, suivant Nelson, que Beaulieu voulait attendre l'armée de Bonaparte. Le général autrichien promettait d'y écraser les troupes françaises, et de se porter ensuite rapidement sur la Provence, laissée à découvert. Nelson cependant était inquiet et ne cessait de témoigner ses craintes à l'amiral Jervis sur l'ouverture de cette nouvelle campagne. « Les Français, disait-il, ont dépouillé la Flandre et la Hollande. Leur propre pays est ruiné. Il ne leur reste plus que l'Italie à piller. C'est là, soyez-en convaincu, qu'ils vont porter leurs efforts. L'Italie est la mine d'or de l'Europe, et c'est un pays qui, par lui-même, ne saurait opposer de résistance. Il suffit d'y pénétrer pour en être le maître. » Nelson pensait d'ailleurs que l'armée française se partagerait en trois colonnes, et qu'après avoir menacé les passages des Alpes, elle s'avancerait sur le territoire de Gênes; mais, au lieu de filer ainsi le long de la mer, Bonaparte avait conçu un plan plus hardi que n'avaient pu le soupçonner encore ni Nelson ni Beaulieu. Il voulait se dérober à l'aile gauche de l'armée autrichienne, se porter sur le sommet de l'Apennin au col de Montenotte, qu'occupait le général d'Argenteau, et, après avoir ainsi séparé les Autrichiens des Piémontais campés à Ceva sur le revers des Alpes, déboucher de l'autre côté des monts et menacer à la fois le Piémont et la Lombardie.

Le général Beaulieu, cependant, avait déjà concerté avec Nelson le projet d'enlever un corps de troupes qui, sous les ordres du général Cervoni, avait été poussé jusqu'à Voltri, à quelques lieues de Gênes, afin d'obtenir, en intimidant le sénat de cette ville, un emprunt de 30 millions que négociait Salicetti. Le 11 avril 1796, au coucher du soleil, pendant que l'armée autrichienne s'ébranlait et se portait sur Voltri, l'escadre anglaise appareillait de Gênes, et à neuf heures et demie du soir *l'Agamemnon* mouillait à demi-portée de canon de l'avant-garde du général Beaulieu. Deux frégates mouillaient en même temps et avec le même mystère entre Voltri et Savone, afin de couper la retraite à nos troupes; mais le mouvement de l'armée autrichienne, commencé dès la veille, attira l'attention du général Cervoni: pendant la nuit, il leva son camp et se porta, sans être aperçu, en arrière des navires anglais. Nelson fut désespéré de cet insuccès et attribua au défaut de ponctualité des Autrichiens en cette occasion les événements qui portèrent bientôt notre armée au cœur de l'Italie.

« Le 11 avril (écrivait-il au duc de Clarence), 10,000 Autrichiens occupèrent Voltri. La perte des Français dans cette rencontre fut d'environ 300 hommes, tués, blessés ou faits prisonniers; mais, l'attaque ayant commencé douze heures avant le moment fixé par le général Beaulieu, 4,000 d'entre eux effectuèrent leur retraite. Cette maladresse eut de terribles conséquences. Nos bâtiments commandaient si complétement la côte, que, si l'on eût exécuté à la lettre le plan du général, pas un Français n'eût échappé. Pendant la nuit, l'ennemi se replia sur le col de Montenotte, situé à environ huit ou neuf milles en arrière de Savone, et y rallia un corps de 2,000 hommes qui défendait cette position. Au point du jour, le général d'Argenteau, ignorant l'arrivée de ce renfort, attaqua le col avec 4,000 fantassins. Il fut repoussé et poursuivi. 900 Piémontais, 500 Autrichiens, des pièces de campagne, restèrent entre les mains des troupes françaises. On ne sait point encore le nombre des morts, mais le combat a été rude. Le 13 et le 14 avril, les Français ont forcé les gorges de Millesimo et le village de Dego, qui,

malgré une belle défense, ont dû tomber devant des forces supérieures. Le 15 au matin, un détachement de l'armée autrichienne, sous les ordres du colonel *Waskanovick* (Wukassovich), posté à Sassello sur le flanc droit et un peu en arrière de l'ennemi, ou, comme nous dirions nous autres marins, *par sa hanche de tribord,* attaqua les Français à Speigno et les mit complétement en déroute. Non-seulement ce détachement reprit les vingt pièces de canon que les Autrichiens avaient perdues, mais il s'empara aussi de toute l'artillerie française. Malheureusement le colonel, voulant pousser trop loin ses avantages, alla donner dans le gros de l'armée ennemie et fut entièrement battu, après une résistance obstinée qui ne dura pas moins de quatre heures. Pour comble d'infortune, le général Beaulieu avait envoyé cinq bataillons d'Acqui pour soutenir ce brave colonel *Waskanovick;* mais, hélas! ils arrivèrent trop tard et ne servirent qu'à ajouter au triomphe de l'armée française. Les Autrichiens, dit-on, ont perdu environ 10,000 hommes tant tués et blessés que prisonniers. La perte des Français a été aussi très-grande, mais, en fait d'hommes, *ils n'ont pas besoin d'y regarder de si près que les Autrichiens.* Le général Beaulieu a maintenant retiré toutes ses troupes de la montagne et s'est campé dans la plaine entre Novi et Alexandrie. J'espère encore, si les Français l'attaquent dans cette position, qu'il pourra reprendre le dessus et leur donner une bonne leçon. »

Beaulieu, en effet, avait souvent manifesté cet espoir; mais les événements qui suivirent la bataille de Montenotte allaient le priver de l'appui de la Sardaigne et détacher de la coalition les vingt mille hommes du général Colli. Bonaparte, vainqueur à Mondovi, n'était plus qu'à dix lieues de Turin, quand le roi de Sardaigne consentit à lui livrer les trois places de Coni, Tortone et Alexandrie. La Sardaigne, à ce prix, obtint la conclusion d'une armistice qui fut signé à Cherasco le 26 avril 1799. « Cet armistice, écrivait Nelson, a été envoyé à Paris pour y recevoir la ratification des cinq rois du Luxembourg. Naples, de son côté, s'apprête à nous abandonner si nous avons la guerre avec l'Espagne, et l'Espagne certainement se dispose à la guerre contre quelqu'un. Quant au général Beaulieu, il est à Valence, avec un pont sur le Pô, pour assurer sa retraite dans le Milanais. »

Beaulieu ne conserva pas longtemps cette position : il a en face de lui un adversaire décidé à ne prendre de repos que lorsqu'il aura imposé la paix à l'Autriche. Nelson lui-même est ébloui : ces victoires éclatantes, remportées coup sur coup par l'armée d'Italie, l'étourdissent et le troublent. Que sont donc devenus et de Vins et Schérer? Lui, qui depuis trois ans voyait deux armées de trente mille hommes manœuvrer au pied des Alpes maritimes et se disputer quelques postes d'Albenga à Savone; lui, à qui on affirmait récemment encore que, s'il interceptait certain convoi attendu de Marseille, il allait ramener les Français en arrière de Gênes, apprend soudain qu'ils sont à la veille d'entrer à Milan!

« Les Français (écrit-il à l'amiral Jervis) ont passé le Pô sans éprouver de résistance. Beaulieu se retire, dit-on, sur Mantoue, et Milan a présenté ses clefs à l'ennemi. *Où donc ces gens-là s'arrêteront-ils?* — Notre ministre à Gênes (ajoute-t-il quelques jours plus tard) m'assure que Beaulieu a encore avec lui 38,000 hommes, et il espère qu'il n'aura aucun engagement à soutenir avant d'avoir reçu des renforts. Cependant j'éprouve le regret de vous faire connaître que, de son côté, notre consul m'a envoyé une lettre, publiée par Salicetti, dans

laquelle ce dernier annonce une nouvelle défaite essuyée par Beaulieu. Ce général aurait été battu le 11 mai à Lodi et aurait laissé au pouvoir de l'ennemi son camp et toute son artillerie. C'est une histoire très mal racontée et que je serais fort tenté de mettre en doute, si *je n'avais malheureusement été habitué à ajouter foi aux victoires des Français.* »

Sous l'influence de ces nouveaux triomphes, les ducs de Parme et de Modène traitent avec le général Bonaparte. Le pape lui-même épouvanté songe à prévenir l'arrivée des Français à Rome : « Il leur a fait offrir, écrit Nelson à sa femme, 10 millions de couronnes pour les empêcher d'y venir; mais ils ont exigé qu'avant tout on leur livrât la fameuse statue de l'Apollon du Belvédère. Quelle race bizarre! *mais, il faut en convenir, ils ont fait des merveilles.* »

Quoiqu'il n'y ait plus sur la côte de Gênes d'Autrichiens à assister, Nelson y commande toujours, et déjà son activité lui fournit l'occasion d'entraver les progrès de Bonaparte. Il capture devant Oneille six bâtiments chargés de canons et de munitions de guerre destinés au siége de Mantoue. Par quelques papiers trouvés à bord de ces navires, il apprend que l'effectif de l'armée française, au moment où Bonaparte en prit le commandement, n'excédait pas 30,875 hommes. « En y comprenant la garnison de Toulon et des autres points de la côte, les forces de l'ennemi, dit-il, se montaient à 65,000 hommes. Probablement la plus grande partie de ces troupes aura rejoint Bonaparte; *mais, malgré tout, il paraît que son armée n'était pas aussi nombreuse que je l'aurais pensé.* »

Quel que soit le dépit que nos triomphes inspirent à Nelson, il semble que nous leur devons auprès de lui ce qu'on pourrait appeler un succès d'estime. Jamais il n'a parlé de la France avec tant d'égards. Il y a plus, il est près de revenir aux sentiments chevaleresques de la guerre de 1778, et d'oublier que les gens qu'il combat sont *les fléaux du genre humain.* La capture des bâtiments dont il s'est emparé devant Oneille l'a mis en possession d'une malle appartenant à un officier général de notre armée. Je ne sais quel mouvement de courtoisie, le seul dont il ait été coupable envers nous, le porte à écrire sur-le-champ au ministre de France à Gênes ce petit billet qu'on ne lui eût point pardonné à la cour de Naples.

« MONSIEUR,

» Des *nations généreuses* ne doivent causer d'autre tort aux particuliers que celui auquel les obligent les lois bien connues de la guerre. A bord d'un navire que vient de capturer mon escadre, on a trouvé *une impériale* remplie d'effets appartenant à un officier général d'artillerie. Je vous envoie ces effets tels qu'on les a trouvés et quelques papiers qui peuvent être utiles à cet officier, et je vous prie d'avoir la bonté de les lui faire parvenir. »

Cependant, bien que Bonaparte, privé de son artillerie, ait été contraint de lever le siége de Mantoue, il n'en poursuit pas moins ses conquêtes. Pour la première fois, la marine anglaise lui fait obstacle : il s'en venge, comme il le fera après Trafalgar, après Saint-Jean-d'Acre, sur les ennemis que l'Angleterre lui suscite. Wurmser est battu comme l'a été Beaulieu. La Sardaigne cède le comté de Nice à la république, et bientôt, suivant l'exemple de la Prusse et de l'Espagne, le gouvernement haineux de Naples demande à traiter avec la France. « Je crains

bien, écrit Nelson au vice-roi de la Corse, que l'Angleterre, qui a commencé cette guerre avec l'Europe entière pour alliée, ne la finisse avec presque toute l'Europe pour ennemie. » Déjà, en effet, un traité d'alliance offensive et défensive a uni la Hollande et va unir l'Espagne à la France. Le 19 août 1796, une convention signée à Madrid entre le descendant de Philippe V et le directoire stipule que, dans l'espace de trois mois, celle des deux puissances qui réclamera l'assistance de l'autre en recevra 15 vaisseaux de ligne et 10 grandes frégates ou corvettes avec leurs équipages et leurs approvisionnements. Ce traité est ratifié à Paris le 12 septembre, et, trois jours après, le gouvernement anglais ordonne la saisie de tous les navires espagnols mouillés dans les ports d'Angleterre. La déclaration de guerre de l'Espagne répond à cet embargo, et la flotte de l'amiral don Juan de Langara, quittant la rade de Cadix, se dirige immédiatement vers le détroit. Ces deux pavillons, auxquels l'Amérique devait son indépendance et qui avaient si profondément humilié la puissance anglaise, se trouvèrent donc une fois encore réunis. Glorieuse et fatale alliance dont les illusions ne devaient s'évanouir que trop tard !

III.

« Les Espagnols, écrivait Nelson en 1795, font de beaux navires, mais ils ne feront pas si facilement des hommes. Leur flotte n'a que de mauvais équipages et des officiers pires encore. D'ailleurs ils sont lents et manquent d'activité. — On prétend, ajoutait-il en 1796, que l'Espagne a consenti à fournir à la république française 14 vaisseaux de ligne prêts à prendre la mer. Je suppose qu'il s'agit de vaisseaux sans équipages, car les prendre avec un pareil personnel serait pour la république le plus sûr moyen d'en être promptement débarrassée. Dans le cas où ce traité amènerait la guerre entre nous et les Espagnols, je suis sûr que l'affaire de leur flotte sera bientôt faite, si elle ne vaut pas mieux que celle qu'ils possédaient quand ils étaient nos alliés. »

On serait tenté de taxer de pareilles paroles de forfanterie, et cependant elles n'exprimaient qu'une opinion trop fondée sur le triste état où se trouvait alors réduite la marine espagnole, malgré le magnifique matériel qui lui restait encore. Notre marine se souvenait davantage de son antique splendeur, mais l'incroyable incurie de l'administration avait amené pour nous, dès le début de la guerre, par une série de désastres dont l'ennemi fut à peine complice, la nécessité de subir des blocus dont nous éprouvions pour la première fois l'humiliation (1). Occupés à croiser sur nos côtes, tenus en haleine par lord Bridport et Jervis, les vaisseaux anglais se formaient à la rude école de la mer, tandis que nous perdions notre vieille expérience dans les loisirs mal employés de nos rades. Jervis savait bien ce que de tels loisirs ont de périlleux. « Ne voyez-vous pas, disait-il à

(1) « Quand le ministre d'Albarade quitta le ministère, on s'aperçut que la liste de nos vaisseaux n'avait pas été conservée ou renouvelée dans les bureaux de la marine. Le successeur de ce ministre donnait-il ordre d'armer tel ou tel bâtiment, les ports répondaient que ces bâtiments étaient pris depuis plusieurs mois. » (Pinière, *Principes organiques de la marine militaire*. Paris, 1802.)

ceux qui, au mois de janvier 1797, le blâmaient de sortir du Tage pour aller s'exposer à la rencontre de forces supérieures, ne voyez-vous pas que ce séjour devant Lisbonne fera bientôt de nous tous des poltrons? » Dieu merci, toutes déplorables qu'elles ont été, les guerres maritimes de la république et de l'empire ont prouvé qu'un pareil danger n'était pas à craindre avec des marins français; mais, si nos équipages ne couraient point le risque de voir s'évanouir leur courage dans une inaction prolongée, ils devaient y désapprendre le métier de la mer. Aussi, pendant que les Anglais, instruits par de constantes croisières, réalisaient chaque jour de nouveaux progrès, pendant qu'ils perfectionnaient l'organisation de leur service, la manœuvre de leur artillerie et l'installation intérieure de leurs vaisseaux, pendant que leurs escadres bravaient impunément les ouragans du golfe de Lyon et du golfe de Gascogne, la plus importante de nos expéditions, l'expédition d'Irlande, allait échouer par la seule inexpérience de nos équipages.

Cette inexpérience dut frapper surtout les officiers de l'ancienne marine, qui, destitués par la convention, avaient échappé cependant aux proscriptions de la terreur ou au funeste entraînement de l'émigration. Quand ils furent rappelés au service par le directoire, ces officiers trouvèrent des vaisseaux bien inférieurs sous tous les rapports à ceux qu'ils avaient été habitués à commander. Une excellente institution avait disparu, celle des *canonniers-marins* (1). Nous les avions supprimés au moment où les Anglais introduisaient sous ce rapport les plus importants perfectionnements dans leur flotte. « Prenez garde, écrivait à la convention le contre-amiral Kerguelen (2); il faut des canonniers exercés pour servir le canon à la mer. Les canonniers de terre sont sur des bases solides et tirent sur des objets fixes; ceux de mer, au contraire, sur des bases mobiles, et tirent toujours, pour ainsi dire, au *vol*. L'expérience des derniers combats a dû vous prouver que nos canonniers étaient inférieurs à ceux des ennemis (3). » Mais comment ces prudentes paroles auraient-elles pu exciter l'attention de ces républicains plus touchés des souvenirs de Rome et de la Grèce que des glorieuses traditions de nos ancêtres? C'était le temps où de présomptueux novateurs songeaient *sérieusement* à rendre à *la rame son importance* et à jeter *des ponts volants* sur les vaisseaux anglais comme sur les galères de Carthage; candides visionnaires, qui résumaient naïvement les titres de leur mission dans quelques-uns de ces bizarres préambules conservés aux archives de la marine : « Législateurs, voici les élans d'un ingénu patriote qui n'a pour guide d'autre principe que celui de la nature et un cœur vraiment français. »

Les institutions, l'esprit de corps qui faisaient la force de nos escadres, l'intel-

(1) « Il est de notoriété publique et prouvé par l'expérience que les troupes d'artillerie de marine sont restées inférieures, à tous égards, à ces *canonniers* qu'on appelait *bourgeois*, lesquels étaient de bons matelots, naviguant toute la vie, et n'avaient d'autres officiers que ceux des vaisseaux; *canonniers dont la suppression a été une vraie calamité dans la marine militaire.* » (Forfait, *Lettres d'un observateur sur la marine.* Paris, 1802.)

(2) Rapport conservé au dépôt des cartes et plans de la marine.

(3) « En comparant la dernière guerre avec la guerre d'Amérique, on voit que dans celle-ci la perte des bâtiments anglais combattant des bâtiments français d'égale force fut beaucoup plus considérable. Au temps de Napoléon, des batteries entières de vaisseaux de ligne tiraient sans faire plus de mal que deux pièces bien dirigées. » (Howard Douglas, *Traité d'artillerie navale.*)

ligence des véritables progrès, tout cela avait péri dans le grand naufrage. Morard de Galles, Villaret, Truguet, Martin, Brueys, Latouche-Tréville, Decrès, Missiessy, Villeneuve, Bruix, Gantheaume, Blanquet-Duchayla, Dupetit-Thouars, quelques autres capitaines encore, mais en petit nombre, d'héroïques jeunes gens portés subitement aux premiers grades de leur arme, tels étaient les débris qu'avaient laissés derrière elle la marine la plus éclairée et la plus brave de l'Europe. Le gouvernement modéré qui venait de succéder au comité de salut public rassemblait avec empressement ces précieux débris, et s'en servait le plus habilement possible pour étayer l'édifice chancelant sorti en quelques jours des mains des sociétés populaires.

« On s'est adressé à ces sociétés (écrivait à cette époque un citoyen courageux) pour qu'elles désignassent des hommes qui réunissent les connaissances de la marine au patriotisme. Les sociétés populaires ont cru qu'il suffisait à un homme d'avoir beaucoup navigué pour être marin, si d'ailleurs il était patriote. Elles n'ont pas réfléchi que le patriotisme seul ne conduit pas les vaisseaux. On a donc donné des grades à des hommes qui n'ont dans la marine d'autre mérite que celui d'avoir été beaucoup à la mer, sans songer que tel homme est souvent dans un navire comme un ballot... Aussi la routine de ces hommes s'est-elle trouvée déconcertée au premier événement imprévu. Ce n'est point toujours, il faut bien le dire, le plus instruit et le plus patriote en même temps qui a obtenu les suffrages dans les sociétés, mais souvent le plus intrigant et le plus faux, celui qui, avec de l'effronterie et un peu de babil, a su en imposer à la majorité. On est tombé dans un autre inconvénient : sur une apparence d'activité que produit l'effervescence de l'âge, on a donné des grades à des jeunes gens sans connaissances, sans talents, sans expérience et *sans examen*. Il a semblé, sans doute, que les pilotes de l'ancienne marine étaient faits pour aspirer à tous les grades; aussi sont-ils tous placés. Eh bien ! le mérite de la très-grande majorité parmi eux se borne à estimer leur route, à faire leur point et à pointer leur carte d'une manière routinière... Beaucoup n'ont jamais été à portée de mettre à exécution la partie brillante du marin, *la manœuvre*, qui déjoue les dispositions de l'ennemi et donne l'avantage à forces égales. Qu'ont de commun avec l'art du vrai marin les canonniers, les voiliers, les calfats, les charpentiers, et on pourrait dire les maîtres d'équipage, dont la majeure partie sait à peine lire et écrire, quelques-uns point du tout? Il y en a cependant qui ont obtenu des grades d'officiers et même de capitaines (1). »

On peut apprécier maintenant quelle était, en 1796, la valeur réelle des forces que l'Angleterre allait avoir à combattre. Cependant, dans le premier moment d'émotion, le cabinet britannique abandonna l'offensive et sembla reculer devant cette alliance qui, si récemment encore, au mois de juillet 1779, avait rassemblé sous la conduite de M. d'Orvilliers 66 vaisseaux de ligne à l'entrée de la Manche. L'amiral Jervis reçut l'ordre d'évacuer la Corse et de sortir de la Méditerranée. Déjà la flotte espagnole, partie de Cadix dans les derniers jours du mois de septembre, avait paru devant Carthagène et y avait rallié une division de 7 vaisseaux. Elle se composait de 26 vaisseaux et de quelques frégates, quand elle fut aperçue

(1) Document conservé au dépôt des cartes et plans de la marine.

à la hauteur de l'île de Corse le 15 octobre par les éclaireurs de l'escadre anglaise. L'amiral Jervis était alors mouillé avec 14 vaisseaux dans la baie de Saint-Florent. Il ignorait le départ de la flotte espagnole, et don Juan de Langara eût pu l'assaillir avec avantage dans la baie profonde où son escadre se trouvait enfermée; mais cette occasion de porter un coup mortel à la puissance anglaise fut négligée comme tant d'autres, et, faisant route pour Toulon, l'amiral espagnol vint mouiller de nouveau sur cette rade qu'il avait quittée trois ans plus tôt sous le feu des batteries républicaines. Il y trouva 12 vaisseaux français prêts à prendre la mer, et son arrivée porta à 38 vaisseaux et 20 frégates les forces alliées réunies en ce moment dans ce port. Cette armée formidable devait cependant souffrir que sir John Jervis opérât tranquillement sa retraite!

Ce dernier pressait les préparatifs de son départ avec la plus grande activité. Bastia avait été évacué sous la direction de Nelson, les garnisons de Calvi et d'Ajaccio étaient embarquées, et, bien qu'il lui restât à peine quelques jours de vivres, sir John Jervis s'apprêtait à traverser la Méditerranée. Le 2 novembre 1796, six jours seulement après l'arrivée de l'amiral Langara à Toulon, Jervis fut rallié par le vaisseau le *Captain* dont Nelson avait pris le commandement : l'*Agamemnon*, épuisé par ses longs services, avait été renvoyé en Angleterre. L'escadre anglaise, alors composée de 15 vaisseaux et de quelques frégates, se hâta de quitter la baie de Saint-Florent. Elle était suivie d'un convoi qui emportait une partie des troupes et du matériel débarqués en Corse. Ces bâtiments de commerce furent pris à la remorque, mais dans une saute de vent deux d'entre eux furent abordés et coulés par les vaisseaux qui les remorquaient. L'*Excellent* et le *Captain* démâtèrent chacun dans la même journée d'un de leurs bas mâts, et, la traversée se prolongeant au delà de toutes les prévisions, les équipages se trouvèrent réduits au tiers de leur ration ordinaire. Il fallut leur délivrer les balayures des soutes, endurer leurs justes plaintes et supporter la vue de leurs souffrances. Sir John Jervis resta inébranlable et ne dévia point un instant de sa route; mais il promit aux équipages que les vivres qui ne leur auraient point été distribués en nature leur seraient religieusement remboursés en argent. Enfin, le 1er décembre, grâce à sa persévérance, il eut la satisfaction de voir ses vaisseaux mouillés en sûreté sous les canons du rocher de Gibraltar. La Méditerranée se trouva ainsi complétement évacuée par les Anglais. Ce résultat une fois obtenu, la concentration des forces considérables réunies à Toulon devenait pour ainsi dire inutile, et, la veille du jour où l'amiral Jervis arrivait à Gibraltar, la flotte espagnole, accompagnée du contre-amiral Villeneuve et de 5 vaisseaux français, quittait les côtes de France. Le 6 décembre, elle entra dans le port de Carthagène. Quant à Villeneuve, il continua sa route sur Brest et eut le bonheur de franchir le détroit en plein jour par un violent coup de vent d'est qui empêcha les vaisseaux anglais de lever l'ancre et de se lancer à sa poursuite. Ce coup de vent, qui lui fut si favorable, fut en même temps fatal à la flotte de l'amiral Jervis. Trois vaisseaux anglais chassèrent sur leurs ancres et déradèrent. L'un d'eux alla se perdre avec la plus grande partie de son équipage sur la côte d'Afrique; un autre, à moitié démâté, alla mouiller dans la baie de Tanger après avoir franchi l'extrémité d'un récif. Enfin, le 16 décembre, sir John Jervis fit voile pour Lisbonne, où il devait attendre des renforts, mais de nouvelles épreuves lui étaient réservées : un de ses vaisseaux toucha sur une roche devant Tanger, à la hauteur du cap Malabata; un second vaisseau, le *Bombay-Castle*, se perdit, au moment même où il entrait

dans le Tage, sur un des bancs qui obstruent l'entrée de cette rivière.

Ainsi, en moins de deux mois, sans avoir eu à combattre d'autre ennemi que ce rude hiver de 1796, qui dispersait, en ce moment même, l'expédition que nous dirigions sur l'Irlande (1), la flotte anglaise se trouvait réduite de 15 vaisseaux à 11. Jervis ne laissa paraître aucune faiblesse dans ces circonstances critiques; mais il se promit de redoubler de vigilance et de réparer ces malheurs à force d'activité. Il songea d'abord à assurer l'évacuation de Porto-Ferrajo, que les troupes anglaises avaient occupé le 18 juillet 1796, et ce fut Nelson qu'il chargea du soin périlleux d'aller enlever la garnison laissée dans cette place. Lui seul était capable de remplir cette mission et de pénétrer sans crainte au fond de la Méditerranée malgré les escadres qui se croisaient en tous sens dans ce vaste bassin, abandonné par l'Angleterre aux pavillons unis de France et de Castille. Nelson quitta pour un instant son vaisseau et partit de Gibraltar avec les deux frégates *la Blanche* et *la Minerve*. Peu de jours après son départ, il rencontra deux frégates espagnoles et leur donna la chasse. *La Minerve*, qu'il montait, atteignit *la Sabine*, commandée par un descendant expatrié des Stuarts. La frégate ennemie fut bientôt écrasée sous ce feu redoutable, comparé par les Espagnols au *feu de l'enfer*, et que *la Minerve* avait appris à vomir contre l'ennemi à l'école exigeante et sévère de sir John Jervis. *La Sabine* amena après une très-belle défense, mais Nelson se vit bientôt obligé d'abandonner sa récente capturo à une escadre espagnole qui faillit le capturer lui-même. Quelques jours après ce combat, il mouillait en rade de Porto-Ferrajo. Le général anglais qui occupait cette place ne se crut point autorisé à la quitter avant d'en avoir reçu l'ordre d'Angleterre, et Nelson dut se contenter de charger sur son escadre les munitions navales déposées, au moment de l'évacuation de la Corse, dans les magasins de l'île d'Elbe. « On voit bien, écrivait l'impétueux commodore, gêné par ces scrupules dans l'accomplissement de sa mission, que ces messieurs de l'armée ne sont pas aussi souvent que nous appelés à faire usage de leur jugement sur le terrain de la politique. » Laissant derrière lui le capitaine Freemantle, qu'il chargea de pourvoir au transport des troupes quand elles prendraient le parti de se retirer, Nelson, avec *la Minerve*, fit route vers le cap Saint-Vincent, que l'amiral Jervis lui avait assigné pour lieu de rendez-vous.

Le 18 janvier 1797, cet amiral appareilla de Lisbonne avec les 11 vaisseaux qui lui restaient. Il savait que l'escadre espagnole avait dû quitter Carthagène, et en se portant au cap Saint-Vincent, c'est-à-dire à l'extrémité sud-ouest de la

(1) L'armée que nous destinions à envahir l'Irlande, partie de Brest au mois de décembre 1796, eût certainement débarqué dans cette île, si la flotte chargée de l'y conduire eût été mieux armée et mieux exercée; mais cette flotte, commandée par le vice-amiral Morard de Galles, se trouva séparée à la sortie même de la rade de Brest. 15 vaisseaux et 10 frégates parvinrent cependant à se rallier sous les ordres du contre-amiral Bouvet, et arrivèrent, sans avoir rencontré l'ennemi, à l'entrée de la baie de Bantry. Des bâtiments habitués à plus d'activité eussent pu, dès les premiers jours, atteindre un mouillage favorable et mettre leurs troupes à terre. Le succès de l'expédition était encore assuré. Nos vaisseaux furent malheureusement dispersés de nouveau par un coup de vent qu'ils eurent l'imprudence d'attendre dans une baie ouverte; ceux d'entre eux qui échappèrent au naufrage furent contraints par leurs avaries et le manque de vivres de rentrer à Brest. Des 44 navires qui composaient cette puissante flotte, 2 coulèrent à la mer, 4 se jetèrent à la côte, et 7 seulement furent capturés par les croisières ennemies.

Péninsule, il se plaçait au point le plus avantageux pour l'observer. De là, si, comme il y avait lieu de le craindre, la destination de la flotte espagnole était le golfe de Gascogne, on pouvait, avec des éclaireurs actifs, être averti de tous ses mouvements, la harceler jusque sur les côtes de France, ou lui livrer bataille pour l'obliger à se réfugier à Cadix. C'est avec cette intention que l'amiral Jervis, au lieu d'attendre dans le Tage les renforts qui lui étaient annoncés, leur avait donné rendez-vous à la hauteur du cap Saint-Vincent, et s'empressait de s'y rendre lui-même ; mais une fatalité inexplicable semblait le poursuivre, et une âme moins ferme que la sienne eût vu dans le nouvel accident qui vint le priver de l'un de ses plus importants vaisseaux le présage infaillible de quelque immense revers. Au moment où la flotte sortait du Tage, un vaisseau à trois ponts se jeta sur le banc où avait déjà péri le *Bombay-Castle,* et ne parvint à rentrer à Lisbonne qu'après avoir coupé sa mâture et être resté échoué près de quarante-huit heures ; il ne restait donc plus que 10 vaisseaux de cette flotte, autrefois si fière, que Nelson s'indignait de la voir se retirer devant 38 vaisseaux français et espagnols ; mais ces 10 vaisseaux possédaient une précision de mouvements, un ensemble et une régularité admirables, et, bien que privé du tiers de ses forces par une succession inouïe d'accidents, sir John Jervis était encore rempli de confiance et marchait sans crainte à la rencontre de l'ennemi.

IV.

L'Angleterre, à cette époque, venait de porter ses armements à 108 vaisseaux de ligne et 400 bâtiments montés par 120 mille marins ; mais, obligée de protéger tant de colonies et d'intérêts dispersés sur la face du globe, l'amirauté n'avait pu envoyer à la flotte du Tage que cinq vaisseaux de ligne, momentanément détachés de la flotte de la Manche. C'est ainsi que pendant cette guerre l'Angleterre sembla toujours, malgré l'immense développement qu'avait pris sa marine, éprouver, au milieu de ses richesses, tous les embarras de la misère. Après l'arrivée de ce renfort, qui le rejoignit le 6 février, l'amiral Jervis se trouva encore une fois à la tête de 15 vaisseaux de ligne, dont 6 à trois ponts, 4 frégates et 2 corvettes. Sa mauvaise fortune n'était cependant pas complétement épuisée. Le 12 février, deux de ses vaisseaux, virant de bord par une nuit sombre et pluvieuse, s'abordèrent, et l'un d'eux, le *Culloden,* éprouva dans ce choc terrible des avaries tellement sérieuses, qu'il eût fallu le renvoyer au port, s'il n'eût été commandé par un des capitaines les plus actifs de la marine anglaise; mais, au grand étonnement de tous ceux qui avaient vu l'état de son vaisseau au point du jour, le capitaine Troubridge, grâce à de prodigieux efforts, put signaler dans l'après-midi qu'il était prêt à combattre. L'éloignement de ce vaisseau eût été très-mal venu en ce moment, car le lendemain la frégate la *Minerve*, portant le guidon de commandement de Nelson, ralliait l'escadre anglaise avec la nouvelle que, deux jours auparavant, la flotte espagnole avait été aperçue en dehors du détroit.

Cette flotte, alors commandée par don Josef de Cordova, avait quitté Carthagène le 1er février. Elle se composait de 26 vaisseaux, dont 7 à trois ponts, et de 11 frégates. Le 5 février, au point du jour, elle franchit le détroit de Gibraltar

et se dirigea vers Cadix; mais un coup de vent d'est l'empêcha de gagner ce port, et le 13 février, dans la soirée, pendant qu'elle luttait, pour s'en rapprocher, contre des vents encore contraires, les éclaireurs des deux armées signalèrent l'ennemi, dont ils n'avaient pu cependant apprécier exactement la force. Les Espagnols, qui n'avaient point eu connaissance du dernier renfort reçu par l'amiral Jervis, rassurés par leur immense supériorité numérique, négligèrent de serrer leurs distances pendant la nuit et continuèrent à naviguer sans ordre. Peu désireux d'en venir aux mains avec l'escadre anglaise, ils pensaient que celle-ci n'oserait jamais prendre l'offensive ; mais Jervis, au contraire, songeait à combattre. Il savait combien une victoire était en ce moment nécessaire à l'Angleterre, et il attendait cette victoire des soins judicieux qu'il donnait depuis deux ans à l'instruction de son escadre.

Au coucher du soleil, il fit signal à ses vaisseaux de se préparer au combat, les rangea sur deux colonnes et leur recommanda de se tenir beaupré sur poupe pendant la nuit. Le 14 février, ce jour si désastreux pour la marine espagnole, se leva obscur et brumeux sur les deux flottes. La flotte anglaise était formée en deux divisions compactes, et le premier regard de Jervis se porta avec satisfaction sur ces deux files égales et serrées qui, par un mouvement rapide, pouvaient en un instant présenter un front formidable. Vers l'Orient, la côte de Portugal montrait à peine, à travers le brouillard, ses falaises escarpées et les hautes sierras de Monchique, qui dominent la baie de Lagos ; les frégates anglaises jetées en avant pour observer l'ennemi ne signalaient encore que six vaisseaux espagnols, et un voile épais planait sur les deux escadres. Cependant, à mesure que le soleil s'élevait au-dessus de l'horizon, la brume, qui les avait enveloppées jusque-là, se roulait en légers flocons que la brise poussait devant elle, ou montait en tourbillonnant vers la cime des mâts pour aller se perdre dans le ciel. A neuf heures du matin, 20 vaisseaux espagnols avaient été comptés du haut des barres de perroquet du *Victory*, et à onze heures les frégates anglaises en signalaient 25. Par suite de la négligence avec laquelle ils avaient navigué jusqu'à ce moment, les vaisseaux espagnols se trouvaient alors séparés en deux pelotons. L'amiral Jervis se promit de profiter de cette faute et se disposa à attaquer séparément une de ces divisions. L'une, composée de 19 vaisseaux, formait le gros de la flotte ; l'autre n'en comptait que 6, tombés sous le vent pendant la nuit et aperçus les premiers par l'escadre anglaise. Toutes deux faisaient force de voiles pour opérer une jonction imprudemment différée. Vers l'intervalle qui séparait encore les deux pelotons ennemis, intervalle qui diminuait à chaque instant, s'avançait de son côté l'escadre de Jervis, alors rangée sur une seule ligne de file. Tel fut le tableau plein d'émotion que présenta pendant quelques heures le champ de bataille ; mais l'amiral espagnol, s'apercevant que, s'il continuait sa route, la totalité de sa division ne parviendrait pas à doubler l'escadre anglaise, vira de bord au moment où la tête de cette escadre s'approchait. Cependant trois des vaisseaux espagnols avaient, avant ce mouvement, dépassé l'avant-garde ennemie et rallié la division sur laquelle il était probable que sir John Jervis porterait ses premiers efforts. Sir John, avec une rare sagacité, en avait décidé autrement. En effet, s'il se fût laissé séduire par l'espoir d'écraser ces neuf vaisseaux avec son escadre, il est probable qu'il aurait eu bientôt sur les bras toute la flotte espagnole; car le vent, dans cette circonstance, eût servi les projets de l'amiral Cordova et lui eût permis de se porter avec la totalité de ses forces sur le théâtre du combat. En négligeant,

au contraire, cette division, paralysée par sa position et obligée de remonter dans le vent pour venir prendre part à l'action, en ne laissant sur ses derrières qu'une force insignifiante en comparaison de celle qu'il allait poursuivre, sir John Jervis saisissait d'un coup d'œil rapide et sûr la seule chance qu'il pût avoir de triompher d'une flotte aussi supérieure.

A peine Cordova eut-il viré de bord, que Jervis fit au *Culloden* le signal de virer aussi et de conduire l'armée à la poursuite des seize vaisseaux qui s'éloignaient bâbord amures. La manière dont cette manœuvre fut exécutée par Troubridge sous le feu de l'arrière-garde espagnole lui arracha un cri de joie. « Voyez, s'écria-t-il, voyez donc Troubridge ! ne manœuvre-t-il pas comme si toute l'Angleterre avait les yeux sur lui ? Plût à Dieu qu'elle assistât en effet à ce combat ! elle apprendrait à apprécier comme moi le brave commandant du *Culloden.* » Placé sur le *Victory* au centre de son armée, Jervis en surveillait les mouvements d'un œil inquiet. Les vaisseaux qui précédaient le *Victory* avaient imité la manœuvre de Troubridge et s'étaient rangés successivement dans les eaux du *Culloden*; mais la division espagnole laissée sous le vent n'avait point renoncé à l'espoir de traverser la ligne anglaise. Elle continuait à s'avancer résolûment sous les mêmes amures vers les vaisseaux interposés entre elle et l'amiral espagnol. Le vaisseau à trois ponts *le Prince des Asturies,* portant au mât de misaine un pavillon de vice-amiral, la dirigeait dans cette tentative ; arrivé par le travers du *Victory*, ce vaisseau trouva la ligne anglaise tellement serrée, qu'il n'osa s'exposer à un abordage qui semblait inévitable. Il vira de bord sous la volée même de l'amiral anglais, et reçut pendant cette évolution un feu si terrible, qu'il laissa arriver dans le plus grand désordre. Les vaisseaux qui le suivaient, découragés par cet exemple, s'éloignèrent également après avoir échangé quelques boulets perdus avec l'arrière-garde anglaise. Cordova, cependant, se voyant exposé à soutenir avec 16 vaisseaux le choc de 15 vaisseaux anglais, était plus désireux que jamais de rallier la division dont il s'était laissé séparer. Il résolut de tenter un dernier effort pour la rejoindre. Précisons la position des deux escadres en cet instant critique : l'avant-garde anglaise avait viré de bord et se dirigeait à la poursuite des 16 vaisseaux de Cordova ; l'arrière-garde continuait sa bordée pour venir prendre le vent et virer également par un mouvement successif dans les eaux du *Victory*. L'amiral espagnol crut le moment venu de passer sous le vent de la ligne ennemie. Au milieu de la fumée, il espérait dérober ce mouvement à Jervis et le surprendre par la rapidité de sa manœuvre. Marchant en tête de sa colonne, il se porta vers l'arrière-garde anglaise ; mais Nelson, qui avait rehissé son guidon de commodore à bord du *Captain*, commandé par le capitaine Miller, montait le troisième vaisseau de cette arrière-garde, et veillait sur les destins de la journée. Il n'avait derrière lui que l'*Excellent*, de 74, commandé par Collingwood, et un petit vaisseau de 64, le *Diadem*. La manœuvre de Cordova était à peine indiquée, que Nelson, en devinant l'objet, comprit qu'il n'aurait point le temps de prévenir l'amiral Jervis et de prendre ses ordres. Il n'y avait point en effet un instant à perdre si l'on voulait s'opposer à ce mouvement de la flotte espagnole. Sans hésiter, Nelson quitte son poste, vire de bord vent arrière, et, passant entre l'*Excellent* et le *Diadem,* qui continuent leur route, vient se placer sur le passage de la *Santissima-Trinidad,* cet énorme trois-ponts qu'il devait encore retrouver à Trafalgar. Il lui barre le chemin, l'oblige à revenir au vent, et le rejette sur l'avant-garde anglaise.

Une partie de cette avant-garde se porte alors sous le vent de la ligne espagnole pour prévenir une nouvelle tentative semblable à celle qu'a réprimée Nelson. Les autres vaisseaux anglais, conduits par le *Victory,* prolongent cette ligne au vent, enveloppent l'arrière-garde de Cordova et la prennent entre deux feux. Le succès de la manœuvre audacieuse de Nelson est complet ; mais lui-même, séparé de ses compagnons, s'est trouvé pendant quelque temps exposé au feu de plusieurs vaisseaux espagnols. Le *Culloden* et les vaisseaux qui suivent le capitaine Troubridge ne le couvrent un instant que pour le dépasser bientôt, le laissant aux prises avec de plus nombreux adversaires. Il lui faut monter de nouveaux projectiles de la cale ; ceux qui garnissent les parcs à boulets de ses batteries ont été épuisés par la rapidité de son tir. C'est en ce moment où son feu s'est nécessairement ralenti que Nelson se trouve sous la volée d'un vaisseau de 80, le *San-Nicolas.* La confusion qui règne dans la ligne espagnole a réuni sur le même point trois ou quatre vaisseaux qui, n'ayant pas d'autre ennemi à combattre, dirigent vers le *Captain* ceux de leurs canons qui peuvent l'atteindre. Le *San-Josef* surtout, vaisseau de 112 canons, placé en arrière du *San-Nicolas,* lui prête l'appui de son artillerie formidable. La position de Nelson n'est point sans danger : son gréement a considérablement souffert de cette canonnade ; une partie de sa mâture est compromise, et il compte déjà près de 70 hommes hors de combat. Pendant que l'avant-garde, conduite par le *Culloden,* continue à engager les Espagnols sous le vent, l'arrière-garde, que dirige sir John lui-même, les combat au vent et est séparée de Nelson par un triple rang de navires. La tête de la ligne espagnole fait déjà force de voiles et semble abandonner aux Anglais les vaisseaux qu'ils ont enveloppés, parmi lesquels se distinguent par leur masse et leur feu plus nourri quatre vaisseaux à trois ponts. C'est cette arrière-garde sacrifiée que sir John se décide à accabler. Tant qu'il a cru à une action plus générale, il n'a point voulu affaiblir la colonne qui contient l'ennemi du côté du vent, et il a rappelé à lui l'*Excellent* au moment où Collingwood allait se porter au secours de Nelson ; mais quand l'engagement est mieux dessiné, quand la flotte espagnole éperdue lui livre une partie de ses vaisseaux, il comprend la nécessité de s'assurer ces premiers gages de sa victoire. Collingwood reçoit l'ordre de traverser la ligne ennemie, et cet ordre est exécuté à l'instant. L'*Excellent* engage d'abord le *Salvador del Mundo,* le dépasse et canonne le *San-Isidro.* Ces deux vaisseaux, déjà maltraités, amènent leur pavillon et sont amarinés par le *Diadem* et l'*Irresistible,* qui suivent Collingwood. Au milieu de la mêlée, celui-ci cherche encore des compagnons à secourir, de nouveaux ennemis à combattre ; il cherche surtout des yeux le vaisseau de Nelson. Il l'aperçoit enfin échangeant avec le *San-Nicolas* des volées que le manque de munitions a rendues moins rapides. L'espace qui sépare ces deux adversaires semble laisser à peine passage à son vaisseau. C'est vers cet étroit intervalle qu'il le dirige : conservant au feu ce coup d'œil de manœuvrier qui le distingue entre tous les capitaines anglais, Collingwood range le *San-Nicolas* à portée de pistolet, et lui envoie à bout portant la plus terrible bordée que ce vaisseau ait encore reçue ; puis, continuant sa route, il va se joindre au *Blenheim,* à l'*Orion* et à l'*Irresistible,* contre lesquels la *Santissima-Trinidad* se défend encore.

En voulant éviter la bordée de Collingwood, le *San-Nicolas* s'est jeté sur le *San Josef,* en partie démâté ; Nelson, qui a lui-même perdu son petit mât de hune, et qui craint d'être entraîné sous le vent, se décide à aborder ce groupe formidable. Son beaupré s'est engagé dans les haubans d'artimon du *San-Nicolas,* son

bossoir de bâbord dans la galerie de poupe du vaisseau espagnol. Le premier qui en profite pour sauter à bord de l'ennemi est un ancien lieutenant de *l'Agamemnon,* le capitaine Berry, qui doit commander le *Vanguard* à Aboukir. Un des soldats que Nelson a ramenés de Bastia brise une des fenêtres de la galerie, et pénètre ainsi dans la chambre même du commandant espagnol. Nelson le suit, et, sur ses pas, se précipitent quelques hommes intrépides. D'autres se sont joints au capitaine Berry. Ils trouvent un équipage épouvanté et déjà réduit. Les officiers seuls, dignes d'un meilleur sort, opposent à cet assaut une vigoureuse résistance; mais le commandant du *San-Nicolas* vient tomber mortellement blessé sur le gaillard d'arrière, et cet événement met fin à une lutte inégale. Pendant quelque temps encore l'équipage du *San-Josef,* qu'anime l'amiral Francisco Winthuysen, dirige, de la dunette et de la galerie de ce vaisseau, un feu nourri de mousqueterie sur les Anglais, déjà maîtres du *San-Nicolas.* Vains efforts! l'amiral Winthuysen est bientôt atteint d'un coup mortel, et le *San-Josef* doit céder aux renforts que le capitaine Miller, resté à bord de son vaisseau par les ordres exprès de Nelson, ne cesse de faire passer sur le *San-Nicolas.* Un officier espagnol se penche en dehors des bastingages et fait connaître aux Anglais que le *San-Josef* s'est rendu. Nelson prend possession de cette nouvelle conquête, et ajoute à ses trophées l'épée d'un contre-amiral espagnol.

Le *San-Josef* et le *San-Nicolas* furent les derniers vaisseaux dont put s'emparer la flotte anglaise. Bien que la *Santissima-Trinidad* eût perdu son mât de misaine et son mât d'artimon, elle continuait à combattre quand la division de neuf vaisseaux, qui n'avait pu prendre qu'une part insignifiante à l'action, s'étant élevée au vent par une longue bordée, manifesta l'intention de venir dégager l'amiral des ennemis qui l'entouraient. Cette démonstration sauva Cordova, car elle engagea l'amiral anglais à rappeler à lui ses vaisseaux. Cependant l'armée espagnole était encore dans le plus grand désordre. Si Jervis se fût alors décidé à poursuivre ces vaisseaux dispersés et démoralisés, et à les attaquer pendant la nuit obscure qui suivit ce combat, il est probable que l'horreur et la confusion inséparables d'un pareil engagement eussent, cette fois encore, tourné à l'avantage de l'escadre la moins nombreuse et la mieux disciplinée; mais Jervis craignit de compromettre dans des engagements partiels les résultats importants qu'il venait d'obtenir. Les vaisseaux espagnols marchaient beaucoup mieux que les siens (1), et les six vaisseaux à trois ponts qu'il comptait dans son escadre, et qui en formaient le noyau le plus redoutable, auraient dû peut-être, dans une chasse générale, être laissés en arrière. Ces considérations le déterminèrent à ne point inquiéter la retraite de l'ennemi. Pour se lancer avec cette audace imprévoyante à la poursuite de 21 vaisseaux, dont la plupart n'avaient point encore combattu, il eût fallu être Nelson. Sir John Jervis n'était ni assez grand, ni assez téméraire pour cela. D'ailleurs si, après Aboukir, cette circonspection eût couru le risque d'être taxée de timidité, à cette époque, elle semblait encore trop naturelle, trop conforme aux règles et aux usages établis pour ternir l'éclat de cette brillante victoire.

L'armée espagnole, n'étant point troublée dans sa fuite, alla se réfugier à Cadix et à Algésiras, et l'escadre anglaise, suivie des quatre vaisseaux qu'elle avait cap-

(1) On remarqua en effet que les 4 vaisseaux capturés, bien qu'ils eussent été mâtés avec des mâts de fortune et très-pauvrement armés, gagnèrent tous les vaisseaux de l'escadre anglaise, quand cette escadre rentra en louvoyant dans le Tage.

turés, après avoir réparé ses avaries dans la baie de Lagos, revint mouiller à Lisbonne.

Nelson venait enfin de trouver en ce jour une occasion digne de lui, et l'opinion publique lui décerna d'une voix unanime la gloire d'avoir décidé, par sa manœuvre audacieuse, la capture des vaisseaux qui tombèrent au pouvoir de l'escadre anglaise. « C'est à vous, lui écrivait Collingwood le lendemain de la bataille, c'est à vous et au *Culloden* qu'appartient l'honneur de la journée. Laissez-moi vous en féliciter, mon cher et bon ami, et vous dire qu'au milieu de la joie que j'éprouve d'un succès si glorieux pour la marine anglaise, s'il est quelque chose qui puisse ajouter à ma satisfaction d'avoir battu les Espagnols, et d'avoir vu, cette fois encore, mon cher commodore au premier rang parmi ceux qui combattaient pour les intérêts et la gloire de notre pays, c'est la pensée que j'ai pu vous être utile hier, et prêter à votre vaisseau une assistance opportune. » Ce dut être, en effet, un beau moment pour Collingwood que celui où il vint couvrir le vaisseau de son rival et de son ami; il pouvait à bon droit s'en souvenir le lendemain de cette journée mémorable. La précision de sa manœuvre, le coup d'œil rapide qui lui en avait fait entrevoir la possibilité, le mouvement généreux qui lui en suggéra la pensée, tout cela fut digne de l'officier intrépide qui devait survivre à Nelson et consoler l'Angleterre de sa perte. Ce fut vraiment une noble affection que celle qui unit ces deux hommes. Fondée sur une estime réciproque au début de leur carrière, elle traversa sans s'altérer de longues années et de difficiles épreuves, jusqu'à ce jour néfaste où Trafalgar dut apprendre à la France ce que valent et ce que produisent la cordiale union des chefs et leur coopération sincère.

Nelson, du reste, n'avait point attendu la lettre de Collingwood pour reconnaître le secours qu'il avait reçu de son ami. « Il n'est point de meilleur ami (lui écrivit-il dès que les vaisseaux anglais furent libres de communiquer entre eux) que celui qu'on trouve au moment du besoin, et votre glorieuse conduite dans le combat d'hier m'en a donné la preuve. Vous avez épargné de nouvelles pertes au *Captain*. Recevez-en tous mes remercîments. Nous nous reverrons dans la baie de Lagos; mais je n'ai pas voulu attendre plus longtemps pour vous exprimer tout ce que je dois à votre assistance dans une situation qui pouvait devenir critique. » Sublime et glorieux échange! touchantes félicitations! Sans doute ce sont là les émotions saintes qu'au milieu des combats recherche un noble cœur, car elles honorent encore la nature humaine à travers ces scènes de deuil et de carnage, et peuvent justifier l'irrésistible attrait que ces luttes sanglantes ont offert de tout temps aux âmes généreuses.

Rien ne devait manquer en ce jour à la gloire de Nelson. Quand il se présenta à bord du *Victory*, sir John Jervis le serra dans ses bras et refusa d'accepter l'épée du contre-amiral espagnol qui montait le *San-Josef*. « Gardez-la, lui dit-il; elle appartient à trop de titres à celui qui l'a reçue de son prisonnier. » Quelques esprits jaloux essayèrent, il est vrai, d'atténuer l'effet de la belle conduite de Nelson en remarquant qu'il s'était écarté du mode d'attaque prescrit par l'amiral. Cette circonstance pouvait exercer quelque influence sur l'opinion d'un chef aussi rigide que sir John Jervis, et le capitaine Calder se chargea de la signaler à son attention. « Je m'en suis bien aperçu, Calder, répondit le malicieux amiral, mais, si vous commettez jamais une pareille faute, soyez sûr que je vous la pardonnerai aussi. »

L'annonce de cette victoire excita en Angleterre des transports universels, et cependant elle ne mérite point, selon nous, d'être placée sur le même niveau que les succès remportés sur nos flottes par lord Rodney, lord Howe ou Nelson. Les Espagnols à cette époque n'étaient déjà plus des ennemis sérieux, et le gouvernement de Madrid montra autant d'injuste sévérité envers les malheureux officiers livrés par son impéritie aux chances d'un combat inégal (1), que le gouvernement anglais témoigna de facile reconnaissance envers les vainqueurs. Sir John Jervis fut créé pair d'Angleterre et obtint les titres de baron de Meaford et comte de Saint-Vincent, avec une pension annuelle de 3,000 livres sterling. Don Josef de Cordova, malgré la magnifique défense de la *Santissima-Trinidad,* fut cassé et déclaré incapable de servir. L'officier général qui commandait sous ses ordres et six de ses capitaines partagèrent sa disgrâce et éprouvèrent le même sort.

V.

Si l'Angleterre avait vu ses amiraux remporter des victoires plus brillantes que celle du cap Saint-Vincent, jamais elle ne leur dut victoire plus opportune. Menacée d'une invasion formidable, abandonnée de la plupart de ses alliés, à la veille de voir l'Autriche, la seule puissance continentale qui résistât encore à nos armes, écrasée sur le Rhin et en Italie, elle eût souscrit peut-être, sans ce succès inattendu, aux conditions de paix les plus humiliantes et les plus dures. Déjà la banque avait suspendu ses paiements, et les fonds publics étaient tombés plus bas qu'aux plus mauvais jours de la guerre d'Amérique; l'opinion générale se prononçait contre la continuation des hostilités, le parlement se montrait disposé à refuser les subsides que réclamait le ministère, et le génie de Pitt ne soutenait qu'à peine le cabinet ébranlé à travers tant de difficultés et de périls. La victoire remportée sur la flotte espagnole ranima l'esprit national et vint donner à l'administration la force nécessaire pour faire face à cette crise menaçante; mais l'Angleterre allait se trouver en présence d'épreuves plus dangereuses encore qui préparaient à Jervis un nouveau triomphe.

En effet, vers la fin du mois de février 1797, au moment même où venait avorter dans les eaux du cap Saint-Vincent ce projet de coalition maritime qui devait réunir dans le port de Brest la flotte de Carthagène à celle du Texel, au moment où l'Angleterre voyait son littoral sans défense couvert encore une fois par ces remparts mobiles qui l'avaient défendue depuis les temps glorieux d'Élisabeth, une sourde agitation faisait éclater dans l'escadre de la Manche les premiers

(1) L'escadre espagnole avait à peine dans ce combat 60 ou 80 matelots par vaisseau. Le reste des équipages se composait d'hommes entièrement étrangers à la navigation, recrutés depuis quelques mois dans la campagne ou dans les prisons, et qui, de l'aveu même des historiens anglais, lorsqu'on voulait les faire monter dans le gréement, tombaient à genoux, frappés d'une terreur panique, et s'écriaient *qu'ils aimaient mieux être immolés sur la place* que de s'exposer à une mort certaine en essayant d'accomplir un service aussi périlleux. A bord d'un des vaisseaux capturés par les Anglais, on trouva quatre ou cinq canons, du côté où ce vaisseau avait combattu, qui n'avaient point été détapés. Que pouvaient le courage et le dévouement des officiers, leur habileté même, contre de pareilles chances?

symptômes d'une insurrection cent fois plus redoutable que ne l'eût été la présence d'une flotte ennemie à l'embouchure de la Tamise. Lord Howe, qui commandait alors à Portsmouth les forces anglaises réunies dans la Manche, reçut plusieurs lettres anonymes contenant les réclamations les plus vives en faveur des équipages de la flotte ; mais, au lieu d'accorder à ces pétitions l'attention qu'elles méritaient, cet amiral se contenta de l'assurance qui lui fut transmise par plusieurs capitaines du bon esprit qui régnait à bord de leurs vaisseaux, et il pensa qu'un silence absolu ferait justice de ces prétentions. Le 30 mars cependant, l'escadre qui croisait devant Brest sous le commandement de lord Bridport vint mouiller à Spithead, et le 15 avril, au moment où cette escadre recevait l'ordre d'appareiller pour aller reprendre sa croisière, l'équipage du *Royal-George,* sur lequel flottait le pavillon du commandant en chef, au lieu de se porter dans les batteries pour lever l'ancre, monta dans les haubans du vaisseau, et poussa trois acclamations auxquelles répondirent immédiatement, comme un écho terrible, les *hourras* séditieux des autres matelots de l'escadre. Le secret de ce complot avait été si bien gardé et l'aveuglement des chefs était tellement complet, que rien n'avait transpiré jusque-là des projets des mécontents. En vain essaya-t-on de faire rentrer ces hommes égarés dans le devoir. Les prières et les exhortations restèrent inutiles. Ceux des officiers qui s'étaient rendus coupables de quelques actes d'oppression furent envoyés à terre; les autres purent rester à bord sans avoir à subir aucun mauvais traitement. Le lendemain, les équipages prêtèrent serment de rester fidèles à la cause commune et de ne point lever l'ancre qu'on n'eût fait droit à leurs demandes. Des cordes furent en même temps passées au bout des vergues pour indiquer le sort réservé à ceux qui failliraient à ce serment, et les délégués chargés par les matelots de les représenter se réunirent à bord du vaisseau amiral, afin de rédiger et de signer deux pétitions, l'une à la chambre des communes, l'autre à l'amirauté. Rappelant les services rendus au pays par les marins anglais, les pétitionnaires exposaient leurs griefs dans un langage plein de convenance et de respect ; ces griefs, quelque fondés qu'ils pussent être, n'auraient point, il faut le dire, suffi pour soulever une flotte française. Nos matelots sont moins dociles peut-être que les marins anglais; en revanche, de plus nobles instincts les animent. Les équipages de la flotte de lord Bridpord réclamaient une augmentation de paie, une ration plus considérable et mieux composée, une distribution plus équitable des parts de prise, divers avantages pour les matelots blessés ou infirmes, et la liberté, en revenant de la mer, d'aller visiter leurs familles. Cette dernière demande était assurément la plus légitime. Il est impossible, en effet, de rien imaginer de plus affreux que cette séquestration à laquelle se trouvait condamnée, pendant des années entières, la grande majorité des équipages anglais. Quant à la rigueur de la discipline maritime , aux châtiments corporels auxquels ils se trouvaient soumis sans le moindre contrôle, les insurgés s'y arrêtaient à peine et se bornaient à demander que ces châtiments ne leur fussent plus infligés au caprice des officiers inférieurs. Les préoccupations matérielles, les intérêts les plus grossiers, tenaient donc la première place dans l'esprit des révoltés de Portsmouth, et l'insurrection d'une escadre française eût eu, dès le principe, on peut en être certain, un plus noble et plus dangereux caractère.

Dès que la nouvelle de ce mouvement eut été transmise à Londres, le gouvernement, sérieusement alarmé, ordonna à l'amirauté de se transporter à Portsmouth,

et lui prescrivit d'adopter immédiatement les mesures les plus efficaces pour étouffer la révolte à sa naissance. Conformément à ces instructions, le premier lord de l'amirauté, le comte Spencer, après quelques pourparlers inutiles, engagea les officiers généraux qui servaient sous les ordres de lord Bridport à se rendre à bord du vaisseau sur lequel s'étaient réunis les délégués, afin d'essayer par de nouvelles démarches de les faire rentrer dans le devoir. Les exigences qui se manifestèrent dans cette entrevue exaspérèrent tellement un de ces officiers généraux, le vice-amiral Gardner, qu'il saisit un des délégués au collet et jura qu'il les ferait tous pendre pour prix de leur trahison. Cet acte de violence faillit lui coûter la vie; au retour de leurs délégués, voulant témoigner qu'ils regardaient les conférences comme rompues, les matelots offensés hissèrent à bord de chaque vaisseau le pavillon rouge en signe de défi et de rébellion; les canons furent chargés, et les navires mis en état de défense.

Le lendemain cependant les mutins revinrent à des sentiments plus calmes, et de nouvelles propositions de lord Bridport furent acceptées après quelques instants de délibération. Près de quinze jours s'écoulèrent ainsi; la flotte, à l'exception de trois vaisseaux, avait quitté Spithead pour aller mouiller à l'entrée même de la rade, et l'amiral n'attendait plus qu'un vent favorable pour la conduire devant Brest, quand, irrités de ne point recevoir du parlement et de la couronne la confirmation des promesses de lord Bridport, les équipages arborèrent de nouveau l'étendard de la révolte. Cette fois le sang coula à bord d'un vaisseau, celui que montait le vice-amiral Colpoys. Fidèles à leur vieille réputation de loyauté, les soldats de marine prirent les armes; au moment où l'équipage, confiné dans les batteries, braquait vers le gaillard d'arrière deux canons qu'il venait de démarrer de la batterie haute et qu'il avait traînés sous les écoutilles, ils exécutèrent une décharge générale qui renversa onze hommes et en blessa six mortellement. Malgré cette décharge, les matelots se précipitèrent sur le pont, s'emparèrent du premier lieutenant, et s'apprêtèrent à immoler cette première victime à leur ressentiment; mais le vice-amiral Colpoys s'avançant vers eux leur déclara que ce qui s'était passé n'avait eu lieu que d'après ses ordres et conformément aux prescriptions de l'amirauté. Singulier exemple de ce respect des lois si profondément empreint dans le caractère britannique! ces hommes en état de révolte ouverte contre leurs officiers, encore excités par la vue du sang répandu et de leurs camarades expirants, demandèrent à prendre connaissance des instructions de l'amirauté, et s'inclinèrent humblement devant elles. L'emploi de la force leur sembla suffisamment justifié, dès que ces instructions autorisaient l'amiral à y avoir recours. Le malheureux officier qu'ils allaient sacrifier à leur aveugle fureur fut immédiatement relâché, les soldats de marine furent désarmés sans qu'on se portât contre eux à la moindre violence, et le vice-amiral Colpoys reçut l'invitation de se retirer dans sa chambre.

Enfin, le 14 mai, un mois après le commencement de cette sédition, lord Howe arriva de Londres avec de pleins pouvoirs pour terminer cette malheureuse affaire. Il apportait aux équipages révoltés l'assurance d'une amnistie complète, l'acte du parlement qui sanctionnait les concessions consenties par lord Bridport, et la nouvelle que 436,000 livres sterling avaient été votées par la chambre des communes pour faire face aux nouvelles charges imposées au trésor. Ces conditions furent agréées; le lendemain, accompagnés de lord et de lady Howe et de plusieurs autres personnages de distinction, les délégués visitèrent les bâtiments

mouillés à Spithead, apaisèrent par leur présence une nouvelle révolte à la veille d'éclater dans l'escadre de sir Roger Curtis, qui en ce moment arrivait de croisière, et, à leur retour à Portsmouth, portèrent lord Howe sur leurs épaules jusqu'à la maison du gouverneur.

Des désordres semblables à ceux dont la rade de Portsmouth avait été le théâtre avaient également éclaté à bord des vaisseaux mouillés à Plymouth; mais, inspiré par les mêmes motifs que la révolte de Spithead, ce mouvement s'apaisa de lui-même, dès que la flotte de lord Bridport fut rentrée dans le devoir. Cependant une insurrection d'une plus haute portée, et qui semblait se lier à l'agitation politique du pays, se préparait dans la flotte de la Tamise et dans celle de la mer du Nord. Un grand nombre d'Irlandais faisaient partie des équipages de ces flottes, et la résistance que ces deux escadres opposèrent aux premières tentatives de conciliation, le ton menaçant de leurs réclamations, l'audace des prétentions qu'elles affichèrent, eussent suffi pour indiquer des mécontentements plus sérieux et plus graves que ceux dont l'amirauté venait de triompher. Les bâtiments mouillés à Sheerness sous les ordres du vice-amiral Charles Buckner furent les premiers à donner le signal de ces nouveaux troubles, et bientôt l'escadre de l'amiral Duncan, à l'exception de deux vaisseaux, vint se joindre à la flotte insurgée de la Tamise. Cette escadre, composée de 15 vaisseaux de ligne, était partie de la rade de Yarmouth pour se rendre devant le Texel, et l'amiral Duncan, malgré les qualités aimables qui le recommandaient à l'affection de ses équipages, se vit abandonné, presque en présence de l'ennemi, par une flotte qui avait longtemps fait son orgueil et son espoir.

A Sheerness comme ailleurs, les révoltés mirent dans leur insurrection toutes les formes de l'ordre le plus régulier. Ils nommèrent à bord de chaque vaisseau un comité composé de douze membres, qu'ils chargèrent de la police intérieure du navire, et deux délégués par vaisseau, qui, réunis sous la présidence d'un matelot du *Sandwich,* le fameux Richard Parker, durent présider aux mouvements généraux de la flotte. Mouillée au milieu de la Tamise, cette escadre arrêtait les bâtiments marchands qui remontaient vers Londres, et menaçait, si l'on tardait à faire droit à ses réclamations, de prendre la mer et de se rendre dans les ports d'Irlande, où les vaisseaux de l'amiral Kingsmill venaient aussi de se mutiner. Dans ces tristes conjonctures, le gouvernement anglais se montra digne de la confiance du pays et se maintint à la hauteur des circonstances. L'amiral sir Roger Curtis dut se tenir prêt à se porter dans la Tamise avec une partie de la flotte de Portsmouth, sur la fidélité de laquelle on crut pouvoir compter; 15,000 hommes d'infanterie et de cavalerie furent rassemblés autour de Sheerness, les fortifications de Gravesend furent mises en état, et des fourneaux à boulets rouges furent disposés dans tous les forts qui défendent les approches de cette place. En même temps, on obtenait des vaisseaux mouillés à Spithead et à Plymouth de désavouer cette nouvelle insurrection. Ces équipages réconciliés firent parvenir à leurs camarades une adresse pathétique pour les exhorter à suivre leur exemple et à se contenter des concessions déjà faites. Cette démarche produisit tout l'effet qu'on en devait attendre : plusieurs vaisseaux coupèrent leurs câbles, et, se séparant des insurgés, allèrent se réfugier sous les batteries de Woolwich et de Gravesend. Le 13 juin, le pavillon rouge ne flottait plus qu'à bord de trois vaisseaux sur lesquels s'étaient retirés les délégués de la flotte; le lendemain, l'équipage du *Sandwich* livrait Parker aux soldats envoyés pour l'arrêter. Parker, sur lequel ces

lugubres circonstances attirèrent un instant les yeux de l'Europe, était simple matelot à bord du *Sandwich*. C'était un homme d'une trentaine d'années, d'une taille assez élevée, et dont le visage hâlé et les traits amaigris ne manquaient ni de dignité ni d'expression. Pendant l'exercice de son pouvoir éphémère, il avait conservé une veste bleue à demi usée, et ce fut dans ce costume qu'il comparut à bord du *Neptune* devant la commission militaire appelée à prononcer sur son sort. Pendant l'instruction de son procès, qui remplit deux séances, il se conduisit avec autant de décence que de fermeté. Son maintien fut froid et recueilli; ses interpellations aux témoins à charge indiquèrent plus d'habileté et de présence d'esprit qu'on ne se fût attendu à en rencontrer chez un pareil homme. Du reste, il n'essaya point de se défendre, et sembla livrer sa tête à ses juges avec la résignation d'un conspirateur qui a mesuré d'avance les conséquences de sa défaite.

La mort de Parker n'éteignit point les ferments de sédition qui, depuis tant d'années, bouillonnaient dans ces équipages si cruellement traités par un pays ingrat. L'insurrection de Portsmouth était à peine apaisée, que les renforts expédiés à l'amiral Jervis apportèrent au milieu de son escadre le germe de cet esprit turbulent qui avait infecté les escadres du Nord. La main de fer du rigide amiral eut bientôt comprimé ces tendances subversives, et ce fut en face de l'ennemi, en vue même de Cadix et de la flotte espagnole, qu'il brisa ce dernier effort de l'indiscipline.

Pour subvenir aux besoins toujours croissants de ses nombreux armements, le gouvernement anglais avait été contraint de faire un nouvel appel au pays. Une loi qu'il obtint du parlement obligea chaque paroisse ou district à fournir, en raison de son étendue et de sa population, un certain contingent destiné au service de la flotte. Les paroisses, de leur côté, pour remplir cette obligation, offrirent, sous le nom de *bounty-money*, une somme de 30 guinées, souvent même une somme supérieure, aux personnes qui voudraient s'engager volontairement à faire partie de ce contingent. Cette prime séduisit malheureusement beaucoup de gens qui avaient occupé autrefois un rang plus élevé dans la société : de petits marchands ruinés, des clercs de procureurs, des hommes perdus de débauches et de dettes, qui fuyaient sur les vaisseaux du roi, la prison du comté ou les poursuites de leurs créanciers. Parmi ces volontaires se trouvèrent même quelques Irlandais affiliés aux sociétés secrètes qui rêvaient pour leur pays un affranchissement devenu impossible. Le serment des *Irlandais unis* servit de lien au nouveau complot, et Bott, ancien procureur, homme artificieux et résolu, nourri dans les subtilités de la chicane et délégué d'un des comités révolutionnaires les plus actifs, Bott, embarqué comme simple matelot sur la flotte de Cadix, devint l'âme de l'entreprise. Il s'agissait, ainsi qu'il l'avoua avant de mourir, de pendre lord Jervis, de se débarrasser de tous les officiers dont les services ne seraient pas reconnus indispensables, et de remettre le commandement de la flotte à un matelot intelligent nommé David Davison. Cette révolution une fois accomplie, la flotte devait se rendre dans un des ports d'Irlande, appeler le peuple aux armes et décider une nouvelle insurrection.

Lord Jervis était prévenu par l'amirauté des dangers qu'il allait courir; mais il n'était pas homme à s'en émouvoir. Il refusa, malgré les inquiétudes que lui témoignaient plusieurs capitaines, d'arrêter la distribution des lettres qui arrivaient d'Angleterre. « Cette précaution est inutile, dit-il. J'ose affirmer que le commandant en chef de cette escadre saura bien maintenir son autorité, si l'on

essaie d'y porter atteinte. » Il se contenta d'interdire toute communication entre les divers bâtiments de la flotte ; les officiers commandant les détachements de soldats de marine embarqués sur l'escadre furent mandés à bord du vaisseau *la Ville de Paris*, qui portait alors le pavillon de lord Jervis. L'amiral leur fit connaître ses intentions. Leurs soldats devaient désormais occuper dans les batteries un poste de couchage séparé de celui des matelots, manger à part, et former à bord de chaque vaisseau un groupe distinct et respecté, spécialement chargé de la police du navire. Jervis voulut en outre qu'il fût sévèrement interdit à ces soldats de converser en irlandais, et il prescrivit aux commandants de l'escadre de ne rien négliger pour piquer d'honneur ces défenseurs de l'ordre et de la discipline. Après avoir ainsi préparé ses moyens de défense, il attendit l'insurrection de pied ferme. Aux premiers symptômes qui en trahirent l'approche, il frappa les coupables sans pitié comme sans peur. Pendant quelques mois, les cours martiales et les exécutions se succédèrent dans l'escadre de Cadix. Le capitaine Pellew voulut intercéder auprès de lord Jervis en faveur d'un matelot dont la conduite avait été jusque-là irréprochable. « Nous n'avons encore puni que des misérables, répondit l'amiral, il est temps que nos marins apprennent qu'il n'est point de conduite passée qui puisse racheter un instant de trahison. » — « Le châtiment d'un franc vaurien, disait-il souvent, est sans utilité, car il ne peut servir d'exemple; où en serions-nous donc si la bonne réputation d'un coupable pouvait lui assurer l'impunité ? »

Les circonstances étaient graves quand lord Jervis s'exprimait ainsi, et peut-être exigeaient-elles impérieusement ces extrêmes rigueurs; cependant, il faut le reconnaître, malgré l'étendue des services que le comte de Saint-Vincent a rendus à son pays, il fut heureux pour l'Angleterre que le sort eût placé derrière lui Nelson et Collingwood. Ces natures inflexibles provoquent mal aux grandes choses; elles humilient trop la volonté humaine pour ne pas lui ravir un peu de son élan et de son énergie. Il appartenait à l'amiral Jervis d'organiser la marine anglaise et d'y faire pénétrer, à force de vigueur et de persévérance, ces doctrines absolues et rigoureuses en dehors desquelles il n'entrevoyait que confusion et désordre. Dans un temps où l'insurrection avait fait flotter le drapeau rouge sous les yeux mêmes de l'amirauté, et contraint le parlement à compter avec elle, il avait consommé sa victoire par un dernier triomphe, et raffermi sur sa base la discipline ébranlée; sa tâche était remplie. Il fallait maintenant des chefs plus populaires pour faire face aux péripéties qui se préparaient. Grâce à Jervis, la puissance de la marine anglaise était fondée : Nelson et Collingwood allaient la mettre en œuvre.

E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE.

DE L'AMÉRICANISME

ET DES

RÉPUBLIQUES DU SUD.

LA SOCIÉTÉ ARGENTINE. — QUIROGA ET ROSAS.

I. — *Civilizacion i Barbarie.— Aspecto fisico, Costumbres, i Abitos de la Republica Arjentina. — Vida de Juan-Facundo Quiroga,* por Domingo F. Sarmiento.[1]
II. — *Cuestiones Americanas.*

Lorsque le lien qui rattachait à l'Espagne les pays du sud de l'Amérique commença de se rompre, il y a près d'un demi-siècle, le renversement de la dynastie qui régnait à Madrid fut moins la cause sérieuse et profonde que le prétexte de cette autre révolution qui allait éclater aux bords de l'Orénoque et de la Plata. Comment l'Amérique se serait-elle passionnée pour ce protectorat lointain qu'elle ne connaissait que par des vice-rois fastueux et inactifs, enorgueillis par la conscience d'un pouvoir sans bornes et amollis par toutes les séductions du climat? Ce fut pour elle une occasion de s'armer, de s'organiser en vue d'une nationalité future. La fidélité à Ferdinand VII contre le gouvernement intrus de Madrid était un masque sous lequel se cachaient les velléités naissantes d'indépendance, de

(1) Un volume in-18, publié à Santiago du Chili. 1845.

même que l'impôt du thé fut le prétexte du soulèvement des colonies anglaises. Deux grands peuples dans le monde ont eu ainsi ce rare privilége, en se répandant dans des contrées inexplorées, d'y donner naissance à des races nouvelles faites à leur image, héritières de leurs traditions, de leur langage, de leurs coutumes, et qui, à un instant donné, aspirent à une existence libre et indépendante. L'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud sont les filles émancipées de l'Angleterre et de l'Espagne. A chaque pas, dans les législations, dans les mœurs de ces sociétés qui tendent à se transformer, on distingue quelque trait de la mère patrie; mais là est l'unique point de ressemblance : à part cette communauté d'origine européenne, tout diffère bientôt, tout est contraste, surtout dans les résultats de leur affranchissement. Le génie libre, patient et actif de l'émigration puritaine, luttant d'un côté contre la vie sauvage, de l'autre contre la tutelle oppressive de la métropole, a mis à la place d'une colonie un état nouveau et florissant au pied des monts Alléganys, sur les rives du Mississipi et de l'Ohio. Le génie expirant du moyen âge espagnol, en prenant possession de l'Amérique méridionale, n'a rien créé sur cette terre faite pour toutes les créations; il a tari la source de ses richesses matérielles en ne l'alimentant pas par le travail; il a empêché la vie morale de naître en l'entourant de restrictions, en fomentant l'ignorance et la paresse. Sa longue domination n'a servi qu'à déposer au cœur de la société américaine et à nourrir les germes de cette anarchie que la révolution a fait éclater avec violence et où elle semble se consumer elle-même. N'y a-t-il pas comme une intime révélation de la différence de ces destinées dans la vie et dans la mort même des deux hommes qui ont le mieux personnifié ces contrées nouvelles, Washington et Bolivar?

Le caractère de Washington est empreint d'une glorieuse unité; tous ses actes respirent le calme, la force et cette fermeté qui naît pour l'homme d'une conviction réfléchie, moins encore d'une conviction personnelle que d'une foi entière à la cause qu'il soutient. Héros de la raison puritaine, son génie consiste à démêler avec sagacité les instincts, les intérêts de sa patrie naissante, et à les servir comme ils veulent être servis, sans illusions, avec une habileté froide, calculée, qui ne hasarde rien, qui ne veut pas aventurer le sort d'une liberté laborieusement préparée, et s'applique à détruire d'avance la possibilité des réactions. Ce n'est pas que ces qualités positives, chez Washington, excluent un idéal supérieur; mais cet idéal est lui-même en harmonie avec les traditions nationales : c'est une mâle et pratique vertu, celle qui entraîne à sa suite le moins de déceptions et qui est le moins sujette aux défaillances. Cette vertu ne sert de voile à aucune vue secrète d'ambition; c'est ce qui fait que l'obscurité ne pèse point à Washington, lorsque l'indépendance a triomphé. Il n'y a que sa mort qui puisse être comparée à sa vie. La fin paisible du libérateur dans sa douce et noble retraite de Mount-Vernon est une leçon de plus. Si quelque lassitude avait gagné cette âme généreuse, ainsi que le dit M. Guizot dans son bel essai, c'était sans doute au souvenir de ces injustices passagères qui viennent assaillir l'homme public le plus pur; mais ses derniers jours n'étaient troublés d'aucune inquiétude sur la légitimité et la grandeur de l'œuvre à laquelle il avait participé. D'où lui seraient venus les regrets ou les craintes? Washington pouvait dire un adieu tranquille à la vie et s'endormir au sein des succès de l'Union. Il n'en est pas de même du *libérateur* du sud. Il y a dans Bolivar une confusion inexprimable de penchants contradictoires; les instincts élevés de la civilisation se mêlent en lui aux tendances peu scrupuleuses d'une

nature formée au spectacle de la servitude. C'est le héros d'un peuple enfant et enthousiaste qui se lève pour être libre, mais qui ne sait pas quel usage il fera de sa conquête; c'est le fils d'une société en travail, jetée soudainement dans une carrière nouvelle et orageuse. Bolivar cherche vainement un appui sur cette base mouvante; livré à lui-même, il va d'une tentative à l'autre avec plus d'activité et d'énergie que de tact politique, guidé par son imagination plutôt que par le sentiment clair et exact des besoins de son pays. Et quinze ans après avoir paru à Caracas et s'être mis à la tête de l'insurrection, le jour où il croit avoir posé les fondements d'un empire destiné à s'étendre dans toute l'Amérique méridionale, l'illusion s'évanouit; une guerre civile vient souffler sur ses rêves de Napoléon du Nouveau-Monde. La fin même de Bolivar est vulgairement triste et peu digne de sa haute ambition, comme s'il était aussi difficile de bien mourir que de bien vivre : c'est la fin d'un proscrit déçu. Contraint d'abdiquer la dictature de la Colombie, il se réfugie à Carthagène, mal résigné au malheur, hésitant encore s'il ne tentera pas de relever par les armes sa fortune chancelante, s'il ne jouera pas sa vie pour ce leurre brillant d'une couronne. Ce fut le poison peut-être qui mit un terme à ses hésitations. — La vie de Bolivar se fût-elle prolongée d'ailleurs, le caractère général des événements qui se sont déroulés en Amérique serait resté le même; l'anarchie eût suivi son cours, parce qu'elle ne tient pas à l'absence d'un homme, d'un chef de génie capable de la maîtriser, mais à l'absence encore trop réelle de tout élément de stabilité dans cette vaste portion du nouveau continent.

Si l'Union américaine a pris un essor politique si irrésistible, tandis que les républiques du sud tournent incessamment dans un cercle d'agitations stériles, de révolutions sans grandeur et sans but, il faut en chercher les causes dans la différence de ces génies qui ont gouverné et façonné les deux pays, dans ce passé qui a fait la force de l'un, qui pèse sur l'autre et perpétue sa faiblesse. Le rapport secret adressé par Ulloa à Ferdinand VI peint tristement la dégradation où étaient tombées les colonies espagnoles, la corruption du clergé à qui il n'était resté qu'un fanatisme ignorant, l'iniquité de la justice régulière, la cupidité déprédatrice des fonctionnaires envoyés par la métropole, et cette sorte d'enfance sauvage des races indigènes que ne pouvaient manquer de produire de pareils procédés de gouvernement. Malgré ces précédents désastreux, l'Amérique méridionale offre, il est vrai, de 1810 à 1825, depuis le premier moment où la révolution éclate à ses deux extrémités jusqu'à cette dernière bataille d'Ayacucho qui fut la sanglante et irrévocable défaite des armes espagnoles, un spectacle plein d'une nouveauté saisissante et d'une grandeur imprévue. Partout s'éveille avec une fière énergie le désir d'une existence nationale; les vice-royautés, vieilles formes de la conquête, disparaissent une à une à chaque nouvel effort de l'insurrection. De son double foyer de Buenos-Ayres et de Caracas, l'esprit d'indépendance gagne insensiblement les provinces intérieures et le littoral de l'Océan Pacifique, formant un faisceau d'états libres, la Colombie, le Pérou, le Paraguay, le Chili, la République Argentine, la République de l'Uruguay, dont la vie concentrée à Montevideo est aujourd'hui si vivement disputée, la Bolivie, fille du *libérateur,* dernière création due à cette grande révolte. A ceux-ci il faut joindre les provinces de l'Amérique centrale, le Mexique, Guatimala, dont l'origine est identique et qui suivent la même voie. Si quelque chose peut prouver la nécessité fatale de cette séparation, c'est cette aveugle persistance d'un système implacable qui se révèle dans quelques paroles du général espagnol Morillo. « La pacification doit s'accomplir par les mêmes moyens

que la première conquête, disait-il ; *je n'ai pas laissé vivant dans le royaume de la Nouvelle-Grenade un seul personnage d'influence ou de talent pour diriger la révolution.* » Et cependant l'Amérique était déjà à moitié libre. Tel est le caractère de l'émancipation dans sa première période : c'est l'œuvre d'un commun enthousiasme. Ces républiques improvisées se soutiennent mutuellement; elles combinent leurs plans, réunissent leurs forces, se prêtent leurs généraux. C'est un homme éminent de Buenos-Ayres, le digne San-Martin, qui est à la tête des révolutions du Chili et du Pérou ; Bolivar multiplie son action et paraît sur tous les points. Il est toujours facile de s'entendre sur ce mot d'*indépendance,* mot vague que les bonnes et les mauvaises passions interprètent à leur profit, qui peut avoir tour à tour la plus haute et la plus pure valeur, ou ne signifier que le mépris de toute autorité ; il est aisé de réunir tous les cœurs dans ce sentiment énergique pour les pousser au combat. La facilité devient plus grande encore lorsque ce sentiment est excité par l'exemple de mouvements semblables dans d'autres pays. Toutes ces conditions existaient pour l'Amérique du Sud ; par des motifs différents, les classes supérieures et la masse barbare aspiraient également à l'indépendance, et cette société inquiète avait devant elle l'exemple des révolutions de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Mais là se manifeste clairement l'infirmité morale de ces populations neuves encore à la vie publique, et qui, en secouant matériellement le joug de l'Espagne, n'avaient pu secouer aussi subitement l'influence séculaire de ses habitudes. Ce mal sérieux et invétéré n'échappait pas aux témoins et aux acteurs les plus illustres de l'insurrection. Iturbide, cet empereur oublié qui mourut sur une esplanade, après avoir vu tomber de son front la frêle couronne qu'il s'était faite à Igualada, disait au Mexique : « Il n'y a qu'un visionnaire fanatique qui pense que l'on puisse sortir brusquement d'un état de dégradation et d'esclavage... Il n'y a qu'un homme aveuglé par la passion qui ose soutenir qu'il soit possible d'acquérir en un instant des lumières et des vertus. » San-Martin, dont la glorieuse virilité, mise au service de l'indépendance américaine, est venue de bonne heure se reposer dans la retraite, près de Paris, pensait de même qu'avant d'établir des innovations, il fallait détruire insensiblement les préjugés et l'erreur, et creuser ensuite, dans un sol devenu vierge, des fondements solides. Les idées européennes dominantes déjà, et qui, après avoir forcé ces côtes gardées par la sévérité jalouse des vice-rois pendant le XVIIIe siècle, se traduisent en constitutions, en lois civiles, promettent sans doute un lointain remède. Le principe de cette pacifique intervention étrangère ouvre pour l'Amérique un horizon nouveau, est fécond surtout pour l'avenir. Il est pourtant impossible de méconnaître ce qu'à cette époque il y a de superficiel dans ce mouvement, ce qu'il y a de trompeur dans cette apparence. Ces institutions républicaines, chimères d'une érudition classique, caressées par les esprits éclairés, ces consulats, ces présidences ou ces dictatures que chaque jour voit naître, ne créent point par leur propre vertu l'union, la solidarité politique, encore absentes. Ce qui subsiste toujours en réalité, c'est le fonds espagnol, c'est cette nature pervertie par deux siècles de fausse administration, rebelle au progrès civil, et rendue défiante de tout ce qui peut ressembler à une loi. Pour le plus grand nombre, l'indépendance, c'est l'affranchissement de toute soumission légale. Ce qui manque, ce sont les éléments d'une véritable organisation politique. La base principale elle-même fait défaut. Quel lien social et encore moins politique pourrait se former dans une population rare, disséminée dans

des solitudes immenses, nourrie d'un vague amour pour l'isolement et lente à se reproduire? Le développement intellectuel, surtout visible dans les villes, n'atteint pas les campagnes, qui restent sous l'empire de leurs superstitions grossières, de leurs brutales passions : de là un antagonisme sourd qui finira par éclater avec une vivacité furieuse. Le travail est aussi un gage d'amélioration morale et matérielle pour un pays ; il fait naître les rapports et les consolide. C'est un des plus énergiques instruments de sociabilité ; mais le travail répugne à ces races indolentes, accoutumées à vivre de peu et inhabiles à demander à la terre autre chose que ce qu'elle veut produire. Il en est de même des instincts commerciaux, assez peu excités pour dédaigner les plus puissants moyens de communication, ces grands fleuves qui sillonnent l'Amérique et se réunissent pour porter à la mer le tribut superbe de leurs eaux ; dans ces rivières que la barque n'effleure pas, l'habitant des campagnes voit même parfois un obstacle à ses mouvements. Lorsqu'il s'en approche, il s'arrête un instant, se déshabille, puis s'élance à la nage sur son cheval, se dirigeant vers quelque île prochaine, où il se repose, et, de halte en halte, il gagne l'autre rive. Si ces voies, qui ailleurs propagent la richesse, sont dédaignées, comment l'industrie de l'homme serait-elle tentée d'en créer de factices? Ce sont ces difficultés inhérentes à la nature américaine qu'il n'est pas donné aux nouveaux législateurs du sud de résoudre par le mécanisme savant d'une charte écrite; ce sont ces éléments épars, indisciplinés, que le triomphe de l'indépendance vient mettre en jeu. Aussi cette seconde phase de l'émancipation est-elle le signal d'une vaste et confuse dissolution plutôt que d'un essor régulier et nettement déterminé. Comme aucun sentiment dominant et vivace ne remplit les âmes et ne les dirige vers un même but, comme l'intérêt commun n'est qu'un vain mot mal interprété ou mal compris, l'accord maintenu par les nécessités de la guerre entre les diverses parties de l'Amérique du Sud se rompt insensiblement. C'est d'ailleurs un des traits distinctifs de l'ancien système colonisateur de l'Espagne d'avoir semé à chaque pas les haines, les jalousies, les divisions. Ces jeunes états se retirent en eux-mêmes et se fractionnent ; issus du même sang, ayant les mêmes besoins, parlant la même langue, ils sont animés, les uns à l'égard des autres, d'un dédain violent ; ils se mesurent du regard avec un orgueil hautain, cherchant à s'imposer des lois, se battant pour des frontières incertaines et inoccupées. Cette faible et illusoire unité que Bolivar avait un moment imposée à quelques provinces, en les rassemblant sous le nom de Colombie, n'est plus rien elle-même et se dissout ; ce sont trois républiques au lieu d'une seule : la Nouvelle-Grenade, Venezuela et l'Équateur. Les mêmes discordes se reproduisent au sein de chaque état, causées par la rivalité de races, de castes, par l'esprit de vengeance personnelle, toujours puissant là où la loi n'existe pas. Il n'est donc pas de changement qui n'en prépare un autre; il ne cesse d'y avoir, dans cette société tourmentée, un ferment de révolution que peut faire mûrir à son profit le dictateur de la veille, le militaire ambitieux, l'employé mécontent; les *pronunciamientos* américains se font souvent pour moins que cela, — par caprice, par lassitude de ce qui est. Le motif reste le secret de ces passions inassouvies qui s'obstinent à faire de l'Amérique le théâtre grandiose de scènes vulgaires. N'est-ce point là l'histoire récente du Nouveau-Monde depuis le Mexique jusqu'aux régions reculées de la République Argentine?

Il est utile d'observer attentivement cette longue anarchie comme le reste du passé de l'Amérique, pour connaître le sens des événements contemporains, pour

saisir l'obscure origine d'une pensée qui tend aujourd'hui à prévaloir, et qui n'est rien moins que civilisatrice ; elle menace d'envahir toutes les contrées du sud, et de devenir le fond de leur politique : c'est l'*américanisme*, mot barbare comme la chose elle-même! trompeuse satisfaction donnée aux besoins de nationalité que ressentent ces pays nouveaux! illusion d'un patriotisme étroit, inintelligent et brutal! Les instincts sauvages et les préjugés exclusifs de la vieille nature espagnole se confondent pour former ce type national dont le trait saillant est une antipathie déclarée contre les autres peuples; plus le nombre des émigrants européens s'est accru, plus ce sentiment d'aversion s'est développé. L'*américanisme,* a prouvé son existence par des décrets proscripteurs contre les personnes, par des prohibitions commerciales, par des tentatives renaissantes pour empêcher le mélange des races. Le docteur Francia n'obéissait pas à une autre impulsion, lorsque après la guerre de l'indépendance il séquestrait le Paraguay du reste du monde sous peine de mort. Ces tendances se sont montrées plus publiquement dans une occasion récente. Le congrès de Nicaragua a solennellement discuté, l'an passé, une loi d'exclusion. « Aucun étranger, disait le projet, ne pourra se marier, dans l'état de Nicaragua, avec une femme du pays, ni acquérir d'immeubles, de terres, ni de mines, ni vendre en détail, sans qu'il déclare préalablement que son intention est *de se naturaliser en produisant l'assentiment de son souverain.* — Si quelque femme du pays se marie avec un étranger qui n'est pas naturalisé, les deux époux auront à évacuer immédiatement le territoire, et les autorités ecclésiastiques qui auront consacré ces mariages souffriront la peine déterminée par la loi... — Les contrats d'acquisition d'immeubles seront nuls et de nulle valeur, et les magistrats qui les auront reçus perdront la jouissance de leurs droits civils pour dix ans, et paieront une amende de 500 à 2,000 piastres. — Les valeurs trouvées dans des magasins de détail appartenant à des étrangers seront saisies au profit du trésor public... » Il a fallu que le pouvoir exécutif s'arrêtât devant les conséquences d'une pareille résolution, et la renvoyât au congrès comme impolitique. Les débats des assemblées sont d'ailleurs en harmonie avec les penchants mal déguisés des populations. « Le commerçant, dit l'auteur des *Questions américaines,* voudrait éviter la concurrence de l'homme plus expérimenté que lui, plus capable d'arriver rapidement à la fortune, et, au fond du cœur, il demande qu'on interdise le commerce aux étrangers, sous prétexte qu'ils enlèvent l'argent du pays; l'ouvrier voudrait qu'on ne leur permît pas l'industrie, de peur d'avoir à lutter avec des rivaux redoutables. Le prêtre se renferme dans une intolérance antichrétienne, pour ne point assister au spectacle d'une différence de cultes qui le condamnerait à s'instruire, afin d'éclairer ses fidèles. » Dans les campagnes, c'est une haine entière, instinctive, féroce. L'idée d'un congrès général, discutée avec une si vive chaleur, il y a quelques années, au delà de l'Atlantique, et fortement appuyée par le général Rosas, procède de la même origine que le triste projet débattu à Nicaragua, et n'avait pas d'autre but que de fournir à l'*américanisme* un plus vaste théâtre, de le constituer en puissance publique. Il est cependant des états qui résistent encore à cet entraînement; le Chili a refusé de s'associer au nouveau droit des gens, qui tendait à fermer à l'Europe l'entrée des fleuves américains, et la paix règne depuis quinze ans au Chili. Son calme développement sous la sage administration du général Bulnes est le résultat d'une politique plus douce. Venezuela se distingue par sa tolérance, par la facilité de ses lois, par des habitudes de gouvernement moins exclusives. Parmi les autres états, la République

Argentine est, sans aucun doute, celui où s'agite avec le plus d'énergie ce problème décisif d'où dépendent les destinées américaines, où se produisent avec le plus de variété et de spontanéité dramatique tous les phénomènes particuliers à un tel mouvement.

Ce fait simple et profond, mis à nu, ne ramène-t-il pas directement à la source des démêlés que l'Europe a trop souvent à vider avec l'Amérique du Sud? Il relève la portée de ces différends qui, au point de vue d'une politique peu généreuse, semblent d'abord factices, paraissent le fruit d'une alliance imprudente avec les passions aventureuses de nos nationaux que conduit vers ces parages l'espoir d'une prompte fortune ou le mystérieux attrait de l'inconnu. On n'exprime qu'une vérité superficielle, lorsqu'on accuse les exigences des émigrants européens, et notamment la témérité naturelle au caractère français, sa facilité à prendre couleur dans les discordes intérieures des autres pays, comme cela se voit aujourd'hui sur les bords de la Plata. Il faudrait se demander avant tout si ce n'est pas la force des choses qui provoque et développe ce penchant, qui pousse fatalement les étrangers à se ranger dans un parti. Les émigrations, — même les émigrations françaises, — vivent paisibles et neutres là où elles trouvent des garanties protectrices dans les lois, dans la stabilité des gouvernements, dans une politique équitable et tolérante: mais là où cette sécurité leur manque, là où elles rencontrent à chaque pas la menace, l'hostilité, où la défiance à leur égard est près d'être érigée en principe de droit public, elles s'agitent pour se défendre. Doit-on s'étonner qu'elles ne restent pas froides entre les partis? Ce n'est pas une préférence inopportune pour une forme politique qui explique leur action et dirige le choix qu'elles font d'un drapeau; elles s'allient naturellement aux hommes dont les tendances leur promettent pour l'avenir la sécurité. Là est le secret des difficultés qui ont surgi en Amérique, et qui ne sont pas encore résolues. Tout le reste est secondaire et ne vient qu'à l'appui de cette explication. M. Sarmiento a raison de dire que les mots manquent dans le dictionnaire usuel de la politique européenne pour caractériser une situation d'où naissent ces sanglants conflits, qu'on s'expose à imiter les Espagnols qui, à leur débarquement dans ces régions nouvelles, épuisaient leurs connaissances assez succinctes pour désigner tout ce qu'ils voyaient; ils donnaient le nom du lion à un misérable chat sauvage, le nom du tigre au jaguar des forêts. Je crains que nous n'agissions de même sous un autre rapport, et que nous ne soyons dupes d'une illusion en adoptant ces termes qualificatifs d'*unitaires*, de *fédéralistes*, que les partis se renvoient comme une injure, et qui n'expriment aucune réalité vivante; désignations arbitraires, qui ne font que déguiser la lutte plus profonde et plus générale engagée entre la barbarie nationale américaine et la civilisation! Cette barbarie est tenace et puissante, parce qu'elle date de loin; elle a ses traditions et ses mœurs en harmonie avec le climat; elle a ses héros, — hommes de destruction, — tels que Facundo Quiroga; ses politiques adroits, tels que Manuel Rosas. Là où elle ne peut user de la force, elle emploie l'astuce, et sait rendre nos blocus impuissants, nos expéditions incertaines; elle joue la diplomatie après l'avoir attirée vers ses rivages comme pour se mieux faire reconnaître par les pouvoirs européens; on sait combien de consuls, de chargés d'affaires, de ministres ont dû pacifier la Plata. Lorsqu'elle se sent atteinte, elle a recours à cette comédie évasive des négociations, et à peine le plénipotentiaire chargé de la paix a-t-il cinglé de nouveau vers l'Europe, que la résistance reprend son cours, opiniâtre et implacable. Lutte étrange dont le ré-

sultat définitif n'est pas douteux pour nous cependant! Tel est l'un des épisodes les plus singuliers et les plus tragiques assurément de l'histoire contemporaine; il se lie à ce mouvement général de transformation qui s'accomplit sur bien des points, que l'Angleterre poursuit dans l'Inde, après l'avoir réalisé dans l'Amérique du Nord, que le génie de la France a porté en Afrique. Ce sont les mêmes symptômes, les mêmes efforts de la civilisation conquérante et les mêmes répugnances du monde envahi. Seulement cette fusion doit être moins violente et moins tardive dans l'Amérique méridionale, parce qu'il y a en elle le germe vivant du progrès moral, auquel il ne faut qu'une autre culture. Le christianisme n'a point à se substituer dans ces contrées à la religion de Brahma comme aux bords du Gange, ou à la religion mahométane comme au pied de l'Atlas. Il n'a qu'à s'épurer pour que, dans une voie différente, le sud du Nouveau-Monde suive l'exemple du nord.

L'observation des voyageurs, le talent d'éminents écrivains, ont fait connaître les États-Unis. Les uns et les autres ont fait plus que décrire les institutions politiques, mesure souvent inexacte de l'état d'un pays; ils ont pénétré dans les mœurs, dans ces mille détails de la vie privée dont le secret fait comprendre les phénomènes de la vie publique. Il n'y aurait pas moins d'intérêt à soumettre l'Amérique du Sud à la même analyse, à décrire la nature empreinte de signes particuliers, et ses coutumes bizarres, et ses passions meurtrières. Ce serait tout à la fois une œuvre de philosophe et de voyageur, de poëte et d'historien, de peintre de mœurs et de publiciste. M. Sarmiento a tenté de la réaliser dans un petit livre publié à Santiago du Chili, qui prouve que, si la civilisation a des ennemis dans ces régions, elle peut rencontrer aussi d'éloquents organes. C'est pour lui le récit de faits domestiques. Or, tandis que la politique européenne effleure ces questions sans les résoudre, se fatigue à signer des traités illusoires, et s'arrête à l'embouchure des fleuves, d'où elle ne peut apercevoir les causes réelles des difficultés qu'elle rencontre, n'est-il pas curieux d'entendre le témoignage d'un Américain sur les crises de son pays, de chercher dans une œuvre venue de trois mille lieues ce que le Nouveau-Monde pense de lui-même?

L'auteur de *Civilisation et Barbarie* est un de ces exilés argentins marquants par l'intelligence que la dictature de Rosas a successivement éloignés de Buenos-Ayres depuis dix ans. Ces proscrits forment comme une sorte de colonie qui s'est répandue sur tous les points de l'Amérique, et dont le principal groupe réside à Montevideo; chassés de l'une des rives de la Plata, ils sont allés camper sur l'autre. On a représenté Montevideo comme un petit Coblentz; Coblentz, si l'on veut! mais c'est l'intelligence qui a été forcée de déserter Buenos-Ayres, et qui se plaint sur le rivage opposé. M. Sarmiento, jeune encore, pour sa part, s'est d'abord réfugié au Chili, où il a trouvé la faveur du gouvernement. C'est lui qui fut chargé, au moment de la dernière élection du général Bulnes, de développer les principes de la nouvelle administration. Il a exposé des idées élevées et utiles dans plusieurs journaux de Valparaiso ou de Santiago, dans *le Mercure, le National*, et plus récemment dans *le Progrès*, où a paru une remarquable suite d'études sous le titre de *Questions américaines*. Il a eu aussi des devoirs plus pratiques à remplir. Le gouvernement chilien l'avait associé à ses premiers efforts pour fonder l'éducation nationale, en le mettant à la tête d'une école normale. C'est durant son séjour à Santiago, qui a précédé un voyage en Europe, que M. Sarmiento a écrit et publié cet ouvrage, neuf et plein d'attrait, instructif

comme l'histoire, intéressant comme un roman, brillant d'images et de couleur. *Civilisation et Barbarie* n'est pas seulement, en effet, un des rares témoignages qui nous arrivent de la vie intellectuelle dans l'Amérique méridionale, c'est encore un document précieux; c'est le tableau animé des révolutions de la République Argentine qui sont comme le résumé de toutes les luttes américaines. Le cadre choisi par M. Sarmiento est heureux d'ailleurs : il a peint *l'aspect physique,* le sol dans sa pittoresque austérité avant d'y placer les hommes; il a décrit d'abord le théâtre avant de suivre le drame terrible qui s'y déroule, avant de retracer surtout l'existence orageuse de ce héros du meurtre, du pillage, de toutes les passions sauvages, de ce gaucho qui a préparé la venue d'un autre gaucho plus favorisé, de Facundo Quiroga, dont Rosas est le successeur légitime. Sans doute la passion a dicté plus d'une de ces pages vigoureuses; mais il y a dans le talent, même exalté par la passion, je ne sais quel fonds d'impartialité dont il ne peut se défaire, et à l'aide duquel il laisse aux personnages leur vrai caractère, aux choses leurs exactes couleurs.

Rien n'est plus curieux que la peinture de cette vie argentine dont le foyer inconstant est partout, — partout ailleurs que dans les villes où l'influence européenne a trouvé plus de ressources pour s'établir. Rien n'est frappant comme cette nature et ces mœurs dont M. Sarmiento s'est fait l'historien. Il suffit d'en saisir les traits principaux pour connaître les causes de l'immobilité morale du pays. Le mal qui tourmente la République Argentine, ainsi que le dit l'auteur de *Civilisation et Barbarie,* c'est son extension même; le désert l'entoure de toutes parts. La solitude, l'absence de toute habitation humaine, sont les limites incontestables de chaque province. L'immensité est partout; l'horizon incertain et baigné de vapeurs ne laisse pas même voir le point où la terre finit, où le ciel commence. Au nord, ce sont des forêts d'une incalculable étendue qui avoisinent le Chaco. En descendant vers le centre, ces forêts, moins épaisses, se changent en fourrés de buissons maigres et noueux, jusqu'à ce qu'elles aillent se perdre vers le sud dans l'aride pampa, dans une plaine nue, infinie, sans limites et sans accidents. Les villes semées dans ce vaste espace qui sépare le haut Pérou de la Patagonie, Buenos-Ayres, Santa-Fé, Corrientes, qui bordent le Parana et la Plata, Mendoza, San-Juan, la Rioja, Catamarca, Tucuman, Salta, qui longent les Andes chiliennes, Santiago del Estero, San-Luis et Cordova au centre, ont eu longtemps une vie à part, et ne donnent pas une idée de la physionomie des campagnes; elles n'ont fait que souffrir des irruptions de l'esprit de la pampa. Malgré certaines ondulations de terrain qui finissent par former quelques *sierras* comme celles de Cordova ou de San-Luis, le signe général et distinctif des champs argentins, c'est une unité monotone et ininterrompue. « Cette prolongation de plaines, dit M. Sarmiento, imprime à la vie de l'intérieur une teinte asiatique qui ne laisse pas que d'être prononcée. Souvent, en voyant sortir la lune tranquille et resplendissante d'entre les herbes de la terre, je l'ai saluée machinalement de ces paroles de Volney dans sa description des *ruines :* la pleine lune à l'orient s'élevait sur un fond bleuâtre aux planes rives de l'Euphrate. Et, en effet, il y a dans les solitudes argentines quelque chose qui rappelle à la mémoire la solitude de l'Asie; l'esprit trouve quelque analogie entre la pampa et les plaines du Tigre et de l'Euphrate. Il y a quelque parenté entre la troupe solitaire de charrettes qui traverse nos déserts pour arriver, après quelques mois de marche, à Buenos-Ayres et la caravane de chameaux qui se dirige vers Smyrne ou vers Bagdad. »

C'est dans ces campagnes que s'agite au hasard une population nomade, une race indomptée, produit des races diverses qui se sont mêlées en Amérique, — Espagnols et indigènes, — et atteinte d'une remarquable inaptitude pour toute occupation utile. La vie pastorale apparaît comme un phénomène naturel. Dans ces conditions, il n'y a point à tourmenter la terre par le travail, à soumettre le cours des fleuves aux exigences d'une industrie et d'un commerce absents ; le peu que rapporte le sol suffit à vivre, avec la chair de quelque bœuf pris au *lazo,* et encore cette existence pastorale apparaît avec des circonstances particulières. Il n'y a point de véritable association dans les champs argentins; il n'y a rien qui ressemble à la tribu arabe. Ce que préfère le gaucho, c'est l'indépendance individuelle dans son sens le plus absolu, le plus illimité, indépendance qui est bien capable momentanément de soumission, mais qui ne tarde pas à se relever dans sa fougue indisciplinée. Maître du désert, il se plaît dans son vaste et stérile domaine; il semble jaloux qu'on ravisse cette arène à sa liberté; il y passe sa vie et le parcourt sans le peupler réellement, sans y former d'établissement qui repose sur une communauté d'intérêts. De là vient la faiblesse de la civilisation contre ces peuplades errantes et dispersées. Serait-ce par l'éducation qu'elle pourrait les réformer en leur communiquant les notions sociales? Mais où serait l'utilité d'une école ouverte à des enfants disséminés à dix lieues à la ronde? Il en est de même de la religion dans la pratique. Le clocher n'a pas la puissance qu'il conserve dans nos pays ; il ne domine pas son petit monde, ne ramène pas chaque jour une population fidèle qui trouve dans le culte un lien de plus. Là, le pasteur est sans troupeau, l'église est déserte. Quelques gauchos peut-être s'y arrêtent par hasard, au passage, souvent sans descendre de cheval. La chaire n'a pas d'auditoire, et le prêtre lui-même, corrompu par l'inaction, fuit ce seuil abandonné. Il va chercher le mouvement, et finit par employer sa supériorité morale à créer quelque parti et à s'en faire le chef. Ce qui reste de religion dans les campagnes *pastorales,* c'est une vague tradition chrétienne, reçue de l'Espagne, mêlée de superstitions grossières, qui n'entraîne point de culte, et qui a l'apparence de la religion naturelle. Le peu de pratique qui subsiste n'est pas sans bizarrerie. S'il passe dans ces solitudes quelque commerçant des villes, c'est à lui qu'on demande le baptême pour les enfants. Il n'est pas rare même de voir des jeunes gens se présenter à l'onction en domptant quelque cheval fougueux ; cette dernière circonstance n'est pas assurément à leurs yeux moins importante que le baptême.

Telles sont en réalité les conditions de l'existence du gaucho. Il n'a rien qui le moralise; il vit au hasard, au jour le jour. Les travaux agricoles ou industriels, qui supposent un certain développement social, lui sont inconnus. L'essentiel pour lui, c'est de s'accommoder à la nature sauvage qui l'entoure. Le gaucho excelle dans tous les exercices physiques qui exigent la force et l'adresse. Jeune encore, il s'habitue à poursuivre les taureaux, à lutter contre eux, et à s'en emparer en les enchaînant dans des *lacs* armés de *boules.* Le maniement du cheval est surtout son occupation favorite. C'est le premier travail de l'enfant lorsqu'il sait marcher. Le gaucho fait du cheval un instrument docile; il le dompte et l'assouplit à toutes ses volontés, à tous ses caprices; il finit par ne plus faire qu'un avec lui. A peine levé, le matin, sa première pensée est pour son cheval; il s'élance sur son dos et lui fait franchir d'immenses espaces. Il s'en sert pour accomplir des actes d'une audace prodigieuse, se jetant à dessein à travers les haies, les précipices, se laissant aller à terre et se relevant aussitôt sans interrompre sa course rapide. C'est

ce qui faisait dire au général Mancilla pendant le blocus de Buenos-Ayres : « Eh ! que nous veulent ces Européens. qui ne savent pas seulement galoper toute une nuit ? » Ce développement des facultés physiques, cette habitude constante du danger, font naître chez le gaucho un suprême et compatissant dédain pour l'homme sédentaire des cités, qui, comme le dit l'auteur, « peut avoir lu beaucoup de livres, mais qui ne sait pas terrasser un taureau sauvage et lui donner la mort ; qui ne saura se pourvoir d'un cheval en rase campagne, à pied, sans le secours de quelqu'un ; qui n'a jamais arrêté un tigre et ne l'a pas reçu le poignard d'une main et le *poncho* de l'autre pour le lui mettre dans la gueule, en lui perçant le cœur et en l'étendant à ses pieds. » Et ce dédain se reflète sur son visage sérieux et altier. Il n'a que du dégoût pour nos habitudes, nos usages, nos vêtements, qui lui montrent partout la contrainte comme le signe des sociétés policées.

Fier de son indépendance et de sa supériorité brutale, l'habitant des campagnes argentines s'inquiète peu de la misère qui envahit sa cabane délabrée, du désordre qui y règne, de la saleté qui s'y étale, résultats inévitables de ses penchants oisifs ou de la fausse direction de son activité. Le mouvement de la civilisation, cependant, a jeté là, sur les lieux mêmes, un vivant contraste à la pauvreté et à l'incurie nationales. Ce sont les colonies allemandes et écossaises établies au sud de Buenos-Ayres qui offrent ce contraste. M. Sarmiento en fait une description heureuse. « Là, dit-il, les maisonnettes sont peintes ; le devant de l'habitation est toujours propre, orné de fleurs et d'arbustes gracieux. L'ameublement est simple, mais complet ; la vaisselle de cuivre ou d'étain est toujours reluisante. Le lit est paré de rideaux, et les habitants sont dans un mouvement et une action continuels. En élevant des vaches, en faisant du beurre et des fromages, quelques familles sont parvenues à faire des fortunes qui leur ont permis de se retirer à la ville pour y jouir des commodités de la vie. » Mais l'exemple est inutile : le bourg national est l'indigne revers de cette médaille. Ici des enfants sales et couverts de haillons vivent avec une meute de chiens. Les hommes s'étendent paresseusement sur le sol, lorsque la lutte ne les appelle pas. Partout se révèlent la malpropreté et l'indigence.

Les vestiges d'association qui apparaissent, à défaut de tout autre lien moral, dans ces contrées peu étudiées, sont curieux à observer. Les gauchos ne se réunissent pas pour leurs intérêts, pour leurs affaires ; ils se retrouvent cependant sur un point désigné. Ils se rendent des alentours dans quelque taverne connue sous le nom de *pulperia*, et, dans ce club sauvage, ils se donnent des nouvelles des animaux égarés de leurs troupeaux ; on apprend en quel lieu le tigre a été vu, où on a saisi la trace du lion. Des courses se préparent où on peut juger des meilleurs chevaux, et parfois cette *pulperia* devient un véritable cirque olympique. Là aussi se vident les querelles à l'aide du couteau, dont le gaucho se sert avec une habileté singulière ; le couteau ne le quitte pas plus que son cheval ; c'est son arme d'honneur et son instrument unique dans toutes ses occupations. Il joue avec lui comme on jouerait aux dés, et, à la moindre provocation, souvent sans provocation, il le brandit dans l'air et est prêt à se mesurer, fût-ce avec un inconnu. Son but n'est pas de tuer son adversaire, mais de le *marquer* d'une entaille dans le visage, de lui laisser un signe indélébile de son adresse. Il n'est pas rare de voir des gauchos dont la figure est couverte de cicatrices, peu profondes d'ailleurs. Ordinairement la dispute s'engage pour la gloire de vaincre,

par amour de la renommée. Un grand cercle, dit M. Sarmiento, se forme autour des combattants, et les yeux suivent avec passion et avidité le scintillement des couteaux sans cesse agités. Lorsque le sang coule en abondance, les spectateurs se croient obligés en conscience à clore la lutte. Arrive-t-il un malheur, le meurtrier a toutes les sympathies, et on lui donne le meilleur cheval pour se sauver dans des parages lointains, où il est accueilli par la compassion et une sorte de respect. Si une ombre de justice tente de le poursuivre, il lui tient tête, et souvent la réduit à le laisser continuer son chemin. Rosas, pendant son séjour dans la pampa, avait fait de son *estancia* un asile pour ces lutteurs malheureux ; mais, en sa qualité de gaucho propriétaire, il bornait là sa protection : il n'accueillait que les assassins et point les voleurs.

Le seul mot évidemment capable de définir l'autorité possible dans ces contrées, — quelque nom qu'elle prenne, celui de *juge* ou de *commandant des campagnes*, — c'est la force brutale. Le juge ne se fait pas reconnaître par son caractère, par son équité ; il se fait respecter par la terreur qu'inspire son nom. Avant tout, il a besoin de courage : il faut qu'il subjugue la barbarie par son audace. C'est d'ordinaire quelque gaucho fameux ramené à une vie plus réglée. Il n'applique point de lois, il juge d'après sa conscience ou ses passions. Il rend la sentence et invente à son gré le châtiment. Rien ne vient diriger et régler son action, qui n'a d'autres bornes que sa volonté. L'exercice de ce pouvoir entier et arbitraire appartient encore plus au *commandant de campagne*, personnage plus élevé que le juge. C'est le gouvernement des cités qui est censé le nommer; mais cette suzeraineté n'est qu'une illusion. Il est accepté plutôt que désigné, accepté en raison de l'empire qu'il a su prendre sur les campagnes et des craintes perpétuelles qu'ont les villes de cette puissance en réalité indépendante et hostile. C'est dans les *pulperias* surtout que grandissent ces renommées : c'est là que ces chefs redoutables commencent d'asseoir leur influence, en brillant dans les exercices du corps, en domptant un cheval mieux que tout autre, en poussant au dernier degré de l'art l'escrime du couteau, en frappant, en un mot, l'esprit des gauchos assemblés par la supériorité de la force et de la souplesse. Les mêmes traits de domination absolue se retrouvent dans toute la hiérarchie du pouvoir. Le *capataz*, qui conduit à travers les pampas son convoi de charrettes, comme le chef des caravanes asiatiques, a, dans sa sphère, un droit semblable à celui des autorités plus hautes. Au moindre signal d'insubordination dans son escorte, le *capataz* frappe l'insolent de sa dure cravache. Si la résistance se prolonge, il saute à bas de son cheval, le coutelas à la main, et revendique promptement son droit d'une façon sanglante. Ces assassinats sont des exécutions dont personne ne conteste la légitimité. La répression, à vrai dire, est aussi légitime que la révolte : c'est un fait brutal.

Le caractère argentin s'entretient ainsi dans sa démoralisation, s'énerve dans des luttes ou des passe-temps barbares. A un certain point de vue, toutefois, on ne peut nier l'étrange grandeur, la profondeur mystérieuse que lui impriment les accidents physiques qui l'environnent et l'assiégent de toutes parts. L'incertitude de sa vie dans des lieux qu'il dispute aux bêtes sauvages donne au gaucho une résignation stoïque, une indifférence superbe pour la mort violente qui se transforme aisément en bouillant courage dès qu'on lui offre un but à atteindre. Le simple spectacle de la nature n'est pas moins puissant sur lui. S'il s'arrête un instant et se recueille dans le désert, en présence de l'immensité qui se déroule,

quelles impressions devront lui rester? « Il jette les yeux autour de lui et ne distingue rien qui borne sa vue; plus il enfonce le regard dans cet horizon incertain, vaporeux, indéfini, plus il le voit s'éloigner, plus il en est fasciné, confondu, plus il se laisse aller à la contemplation et au doute. Où finit ce monde qu'il veut en vain pénétrer? il l'ignore. Qu'y a-t-il au delà de ce qu'il voit? la solitude, le danger, la mort! L'homme qui se meut au milieu de ces scènes se sent assailli de craintes et d'incertitudes fantastiques, de songes qui le préoccupent, bien qu'éveillé... » Suivons encore, avec M. Sarmiento, le campagnard argentin dans une de ces circonstances qui rendent la vie du désert si grandiose. La tranquillité même de la solitude est faite pour l'agiter et laisser dans son esprit des impressions ineffaçables. Que sera-ce des bouleversements de la nature, qui ont aussi leur caractère particulier? Rien, en effet, en Amérique, ne se produit dans des proportions communes, ni le calme ni la tempête. Comment le gaucho, dont l'organisation s'ébranle au moindre souffle, demeurerait-il insensible, « lorsque dans une soirée paisible et sereine une nuée épouvantable s'amoncelle sans qu'il sache d'où elle vient, embrasse en un instant le ciel, et que tout à coup le bruit du tonnerre annonce la tourmente, donnant froid au voyageur qui retient son haleine de peur d'attirer sur sa tête un des mille éclats de la foudre qui tombe autour de lui? Il voit l'obscurité succéder à la lumière; la mort est partout; un pouvoir terrible, invincible, le fait subitement rentrer en lui-même et lui fait sentir son néant au milieu de cette nature irritée... Ce sont tour à tour des masses de ténèbres qui obscurcissent le jour, et des masses d'une lueur livide, tremblante, qui illumine en un moment les ténèbres et laisse voir à des distances infinies la pampa sillonnée par la foudre rapide... Ce sont là des images qui ne sauraient s'effacer. Aussi, quand la tempête passe, le gaucho reste triste, pensif, sérieux, et la succession de la lumière et des ténèbres continue dans son imagination, de même que le disque du soleil, lorsque nous le regardons fixement, nous reste longtemps dans la rétine... Demandez-lui qui la foudre frappe de préférence, et il vous introduira dans un monde d'idées religieuses et morales mêlées de faits naturels mal compris, de traditions superstitieuses et grossières. » Il y a dans ces scènes naturelles un fonds de poésie que l'Argentin sent vivement, qu'il recueille avidement dans son imagination énergique et enthousiaste. M. Sarmiento remarque avec raison comme un trait saillant les dispositions poétiques que de tels spectacles développent chez lui. Sans doute il n'en résulte pas un art savant qui ait ses lois rigoureuses et ses préceptes fixes. La poésie de l'Argentin est libre et naïve comme celle de tous les peuples sans culture. Cette muse agreste a des chants qui reflètent avec ingénuité les mœurs nationales. L'instinct existe, et il est parfois la source de délicatesses qui tempèrent la rudesse des coutumes barbares. Ainsi celui qui possède le don de la poésie, — fût-il atteint et convaincu de civilisation, — est honoré comme un être privilégié, marqué d'un signe divin. Dans une circonstance, un jeune et remarquable écrivain de Buenos-Ayres, l'auteur d'un poëme sur la pampa, — *la Cautiva,* — s'était fixé pendant quelque temps à la campagne. La renommée de ses vers avait précédé M. Echeverria, et les gauchos l'entouraient de respect et d'affection; si quelque nouveau venu donnait des marques de dédain, on lui disait tout bas : « C'est un poëte! » et toute prévention hostile s'apaisait devant ce beau titre. Heureux et magnifique privilége de la poésie, de préoccuper la nature humaine dans toutes les conditions, d'être un besoin pour les populations barbares et pour les sociétés les plus polies, d'apparaître à celles-ci

comme le résumé de ce qu'il y a de plus élevé et de plus pur dans l'intelligence, à celles-là comme un mystère sacré et vénérable entre le ciel et l'homme!

Ceci n'est que l'esquisse des mœurs générales de la pampa. En pénétrant plus avant, en s'y arrêtant davantage, on peut voir naître de ces habitudes, de ces tendances du peuple argentin, des types originaux fortement accusés, auxquels il n'a manqué, pour nous devenir familiers, qu'un pinceau habile, une plume capable de leur donner cette seconde vie de la poésie plus durable que la vie réelle. Voyez le portrait que M. Sarmiento fait du *rastreador*, — l'homme qui suit à la trace. Tout gaucho est rastreador. Au milieu des vastes plaines où les chemins et les sentiers se croisent dans toutes les directions, où les troupeaux errent sans être parqués, il distinguera entre mille la piste d'un animal, ne l'eût-il point vu depuis un an; il reconnaîtra à la trace d'un cheval s'il est libre ou prisonnier, s'il est chargé ou non chargé; il vous dira la date de son passage. Rien n'est plus commun que cette sagacité : ce sont les rudiments de cette science populaire, c'est-à-dire ce qui est à la portée de tous; mais il y a en outre le *rastreador* de profession, chez lequel la puissance de l'organe de la vue est poussée jusqu'à la divination.

Le *rastreador* est un homme important dans le pays, sérieux et respecté, souvent même redouté, car un mot de lui peut sauver ou perdre le coupable qui se cache. Ses assertions font foi devant les tribunaux inférieurs, s'il est permis d'employer le mot tribunal. Lorsqu'un vol a été commis à la faveur de la nuit, le premier soin qu'on prend, c'est de chercher la trace du voleur; si incertaine, si faible qu'elle soit, on la recouvre pour que le vent n'achève pas de la faire disparaître, et le *rastreador* est appelé; il voit cette trace et la suit, ayant à peine besoin de la regarder de temps en temps, comme s'il voyait en relief ces vestiges, imperceptibles pour un autre œil; il parcourt les chemins ou les rues, traverse des ruisseaux, des jardins, franchit les murs et arrive droit à la personne qu'il cherche. « Voilà l'homme, » dit-il. Il n'en faut pas plus pour prouver le délit. Celui-là même qui est ainsi découvert ne cherche point à nier. Le *rastreador* est un témoin irrécusable, c'est comme le doigt de Dieu qui désigne la victime; il est vrai aussi que ce témoignage est sûr et rarement empreint d'erreur. Si le *rastreador* est excité par les obstacles, si sa réputation est engagée dans une recherche, si son amour-propre est remué, il parvient à d'étonnants résultats. C'est ce qui arriva à un de ces limiers célèbres du nom de Calibar, à Buenos-Ayres. Il avait été mis à la poursuite d'un condamné à mort qui s'était évadé. Ce malheureux chercha vainement à se sauver en profitant de tous les accidents du terrain, en traversant de longs espaces sur la pointe du pied, en se jetant dans un cours d'eau, en revenant sur ses pas. A chaque nouvelle difficulté, Calibar s'écriait : « Comment pourrais-tu m'échapper? » Et il trouva le fugitif en effet. C'est une chasse avec toutes ses circonstances, faite non au moyen de l'odorat, mais de la vue, ce qui est plus étrange. Tel était l'effroi qu'inspirait Calibar, qu'en 1831 des prisonniers politiques n'avaient pas osé tenter une évasion avant d'avoir obtenu de lui qu'il serait malade pendant les premiers jours. Cet homme, dont la renommée est fabuleuse dans les provinces, après avoir exercé quarante ans ce métier, vit encore à Buenos-Ayres. Ne pouvant plus rien par lui-même, il cherche à inculquer sa science à ses enfants. C'est le Nestor de ces *chercheurs* à la vue profonde et sagace.

Le *baqueano* est aussi un des types saillants des mœurs argentines comme le *rastreador*, mais avec un autre caractère. Ce qui distingue le *baqueano*, c'est une connaissance exacte et minutieuse de tout le pays, des recoins les plus cachés de

la plaine, de la forêt, de la montagne; il connaît le terrain pied à pied ; il porte dans sa tête la seule carte géographique qui existe de ces régions solitaires. Si la route qu'il suit est traversée par un petit chemin , il sait où remonte le chemin , d'où il part, où il va. Les mille sentiers qu'il rencontre dans un espace de cent lieues lui son également familiers. Il n'ignore aucun des gués secrets des fleuves ; s'il est dans un marais fangeux un seul endroit où l'on puisse passer sans périr, cet endroit ne lui est point inconnu. Lorsqu'un voyageur, égaré dans quelque partie de la pampa où il n'y a point de voie battue, le prend pour guide et lui demande de le conduire vers un lieu éloigné, il s'arrête, semble sonder un instant l'horizon, considère le sol, fixe la vue sur un point, et se met à galoper avec la rectitude d'une flèche jusqu'à ce qu'il change de direction par des motifs qu'il ne dit pas, et, courant ainsi jour et nuit, il arrive au but désiré sans notable erreur. Le *baqucano* a d'ailleurs des moyens infaillibles de se reconnaître même dans l'obscurité de la nuit. Il s'approche des arbres et les observe, ou bien il descend de cheval et examine quelques bruyères ; cela lui suffit pour qu'il reparte tranquille, sans se presser, insensible aux plaintes de ses compagnons. Dans les moments plus graves, il arrache des herbes sur divers points, il en flaire la racine, la mâche afin de s'assurer du voisinage de quelque lac d'eau salée ou d'eau douce, et alors il peut aisément se remettre dans son chemin. Le *baqueano* est un homme indispensable à un chef d'armée, à un général qui dirige une expédition, car seul il possède les renseignements nécessaires pour faire réussir ses desseins. Non-seulement il connaît tous les secrets du pays, mais il peut annoncer l'ennemi à dix lieues de distance, d'après le mouvement des daims, des autruches qui fuient. Quand l'ennemi se rapproche, il juge sa force à l'épaisseur de la poussière qu'il soulève, et va jusqu'à fixer le nombre des hommes qui s'avancent ; le chef se règle sur ses indications, presque toujours infaillibles. On trouve rarement un *baqucano* infidèle. Tout est signe révélateur pour lui dans le désert : voit-il voltiger les condors et les corbeaux dans un coin du ciel, il saura dire s'il y a quelque bande cachée, si c'est un camp récemment abandonné ou simplement un animal mort, proie vulgaire de ces oiseaux avides. Cette science est l'affaire de la vie. Le général Rivera, de la Banda orientale, est le plus illustre des *baqueanos ;* il n'est peut-être pas un arbre dans la République de l'Uruguay qu'il ne connaisse. Contrebandier, car il l'a été avant d'être patriote, général, président, proscrit, il reste toujours *baqueano* au fond ; c'est cette science de la terre qui a fait sa fortune.

Certaines localités seulement, dit M. Sarmiento, possèdent le *gaucho malo,* le *mauvais gaucho,* sorte d'*outlaw*, de proscrit farouche jeté en dehors de son monde habituel, et qui va cacher sa demeure dans les broussailles épaisses de la pampa. Il lui est arrivé quelques malheurs, tels que de commettre des assassinats sans nombre, de s'échapper par un meurtre nouveau des mains de la justice, et celle-ci le poursuit depuis longtemps, mais sans résultat. Voyez-le se diriger vers le désert, sans hâte, sans forfanterie, dédaignant même de retourner la tête. Il ne redoute pas les atteintes de ceux qui le pourchassent, il est le mieux monté de la pampa, et cela se conçoit, puisqu'il choisit sur tous les chevaux de la contrée, qu'il connaît mieux que Napoléon ne connaissait ses soldats, et dont il dispose comme s'il en était le propriétaire. C'est d'ailleurs la seule espèce de vol qu'il se permette : le vol du cheval constitue sa profession; mais cet audacieux fugitif qui attaque une ronde entière de justice ne veut pas passer pour un bandit, pour un

brigand ordinaire : aussi se fait-il un point d'honneur de respecter les voyageurs, de ne point attenter à leurs jours; il y a en lui beaucoup de traits du bandit espagnol retiré dans la sierra, et toujours prêt à faire quelque irruption dans la société avec laquelle il a divorcé, sous le prétexte de quelque vengeance solennelle. Le *gaucho malo* est moins abhorré que plaint; son nom n'est pas prononcé sans respect; ses prouesses sont partout répétées au désert; sa gloire remplit la campagne. Parfois, ajoute l'auteur, il se présente à quelque réunion de *bons* gauchos avec une jeune fille enlevée par lui; il se mêle à quelque danse, puis disparaît sans laisser de trace. Un autre jour, il va frapper à la porte de la famille offensée, fait descendre de son cheval la jeune fille qu'il a séduite, et, peu ému par les malédictions des parents qui l'accompagnent, il s'achemine tranquillement vers sa demeure sans limites. Le *gaucho malo* se plaît surtout à voyager dans la campagne de Cordova et de Santa-Fé, on peut le voir quelquefois traverser la pampa, précédé d'une petite troupe de chevaux. Grave et réservé, s'il rencontre quelqu'un, il passe silencieux, à moins d'être interpellé. Ce proscrit vagabond a la misanthropie sceptique d'un héros de Byron; c'est le Lara ou le Conrad du désert.

Il est une autre destinée exceptionnelle qui n'est pas moins curieuse; c'est celle du *chanteur*, du barde argentin, qui ne diffère pas du barde de l'Europe au moyen âge. Ce gaucho *troubadour* erre de canton en canton, sans résidence fixe, couchant là où la nuit le surprend; il est l'hôte des fêtes, des réunions, et il mêle la poésie et la musique pour animer les danses, pour réjouir les festins. Chaque *pulperia* tient en réserve une guitare qui lui est destinée et dont il s'empare dès qu'il arrive; les gauchos font cercle autour de lui, et il chante les héros de la pampa poursuivis par la justice, la déroute et la mort de quelque vaillant *gaucho malo*, la catastrophe de Quiroga ou ses propres aventures, ses amours mêlées de tragiques péripéties. Sa poésie est l'idéalisation de cette vie de révolte, de dangers, de barbarie. M. Sarmiento la caractérise en traits qui sont ceux de toute poésie populaire : « Plus narrative que sentimentale, dit-il, elle abonde en images tirées de la vie champêtre, de la vie du cheval, des scènes du désert, ce qui la rend métaphorique et pompeuse. Lorsqu'il raconte ses prouesses ou celles de quelque bandit renommé, il ressemble à l'improvisateur napolitain : il est désordonné, inégal; tantôt il s'élève à une véritable hauteur poétique, tantôt il se perd en un récit insipide et vulgaire. Le *chanteur* possède son répertoire de poésies populaires, ses stances, ses huitains, ses dizains... Parmi ces compositions, il en est qui laissent voir une inspiration et un sentiment réels. » Il faut regretter que M. Sarmiento n'ait pas recueilli, s'il l'a pu, quelques-uns de ces chants, qu'il n'ait pas moissonné ces fleurs poétiques de la pampa pour nous en faire sentir de plus près le parfum sauvage.

Aucun des signes qui révèlent un système général et enraciné, un ordre de choses capable sinon de durée, du moins d'une résistance opiniâtre et terrible, ne manque, on le voit, à ce monde inculte et rustique; il s'est arrangé pour vivre au sein d'une nature primitive sans essayer de la transformer, sans songer qu'il y eût autre chose à faire qu'à s'accoutumer à ses conditions, à triompher de son immensité par une certaine pénétration dans les organes, et à combattre à main armée les dangers qu'elle recèle. Il a son organisation, pour ainsi dire, dans la désorganisation, tant les causes de son immobilité sont devenues normales, tant les mœurs sont puissantes et difficiles à remplacer. On ne saurait, sans s'exposer à une suite d'erreurs, mépriser ces détails familiers que donne M. Sarmiento.

L'état des campagnes argentines tel que le peint l'auteur, tel qu'il existait en 1810, n'a point changé essentiellement, en effet. L'esprit est le même, les circonstances seules diffèrent, circonstances créées par l'insurrection de l'indépendance. Ces forces physiques si développées, ces dispositions belliqueuses qui se gaspillaient autrefois en coups de poignard, cette activité désœuvrée et inquiète, trouvent dès lors un chemin tout frayé pour se montrer au jour. C'est cet élément aveugle, mais plein de vie, d'instincts hostiles à la civilisation europeenne et à toute organisation régulière, ennemi de la monarchie comme de la république parce que toutes les deux venaient de la cité et traînaient après elles les exigences de l'ordre, la sujétion à l'autorité, que la révolution de 1810 vient affranchir, arracher à son obscurité pour le jeter sur un théâtre où il prend bientôt un caractère audacieux et agressif. Le mouvement de la vie publique pénètre dans la *pulperia,* et de là naîtront ces associations guerrières, ces *montoneras* provinciales, armées des campagnes, rivales des armées disciplinées, et qui épuiseront celles-ci dans des rencontres partielles, par des surprises, autant qu'en leur imposant d'insupportables fatigues. Des chefs s'élèveront dans la pampa, qui, selon les événements, feront plier les villes devant leur pouvoir brutal; tel est le sort de Santa-Fé devant Lopez, de Cordova devant Bustos, de Santiago del Estero devant Ibarra, de la Rioja devant Quiroga, jusqu'à ce qu'un autre commandant de campagne, Rosas, vienne, selon l'expression de M. Sarmiento, planter le poignard du gaucho au cœur de l'élégante Buenos-Ayres. Le but n'est point autre sur tous les points. C'est la force, seule loi reconnue dans les campagnes, qui se substituera aux essais de société civile tentés par quelques esprits généreux; l'ignorance grossière tuera dans les cités l'éducation naissante, l'oisiveté sauvage se révoltera contre l'industrie. La justice sommaire et violente de la pampa ira s'établir dans les villes mêmes et les livrera à quelque club sanguinaire, comme la *mazorca* de Buenos-Ayres. Ainsi la puissance qui tend à enlacer la jeune république a tous ses antécédents au désert. Chose intéressante à observer, que l'attitude de cette barbarie durant tout le cours de la révolution américaine! D'abord elle fait alliance avec les villes noblement altérées d'indépendance et nourries des idées philosophiques du XVIII[e] siècle, pour saper la domination séculaire de l'Espagne; puis elle reste neutre dans la lutte, ou plutôt elle est également hostile à l'influence de la métropole et à la civilisation européenne, au nom de laquelle la révolution s'accomplit. C'est ainsi qu'on voit, dès cette première époque, un chef de gauchos, Artigas, se séparer avec ses bandes de l'armée argentine prête à combattre les troupes espagnoles; mais la barbarie nationale n'était point encore assez sûre d'elle-même pour exclure ensemble ces deux influences et se mettre à leur place. Enfin, quand l'Espagne est vaincue, en présence des partis intérieurs qui se divisent dans le choix d'une forme de gouvernement, elle sent sa force une et compacte, elle s'agite, gagne du terrain, et s'avance comme une marée montante. L'esprit barbare fond sur toutes les institutions civiles ébauchées avec la fureur d'un vautour retenu d'abord prisonnier en face de sa proie et qui se voit libre tout à coup. Si quelque circonstance de cette grande lutte doit surprendre, c'est que les partis qui se disputaient le pouvoir dans les villes aient pu se faire un instant illusion sur l'utilité du secours qu'ils venaient demander à cette force sauvage, sans idées et sans principes; elle n'avait aucune préférence pour le système fédéral, lorsqu'elle s'alliait aux fédéralistes contre les unitaires personnifiés dans M. Rivadavia; elle n'était poussée par aucun sentiment de fidélité à une tradition

religieuse, lorsqu'elle soutenait la catholique Cordova contre Buenos-Ayres, qui proclamait la liberté des cultes; elle était simplement barbare. Ce qu'elle apercevait dans les idées d'unité, de centralisation, ou dans la tolérance religieuse, c'étaient des manifestations élevées de la civilisation. Indifférente au fond aux prétentions des partis qui régnaient dans les villes, elle ne s'associait à l'un d'eux que pour s'introduire dans leurs débats et arriver à les absorber, à confondre les deux pensées politiques dans une même défaite.

J'ai indiqué quelques-uns des hommes publics de cette invasion barbare. Rosas est celui qui frappe le plus au premier abord ; plus habile ou plus heureux que les autres chefs de la campagne argentine, il s'est fait livrer par eux le pouvoir suprême, puis il a su les annuler par la ruse ou par la violence; il est resté seul en vue. Mais, avant lui, il y a un personnage qui résume avec une crudité plus caractéristique peut-être tous les instincts, les passions, les ardeurs brutales de la pampa : c'est Facundo Quiroga, bizarrement affublé du titre de général et d'excellence. Quiroga est le type du *gaucho malo*. Tel il apparaît dans sa vie privée jusqu'en 1820, comme dans sa vie publique depuis cette époque jusqu'à sa fin sinistre et inexpliquée. Sa nature est vraiment celle de ce pâtre rebelle et vagabond, souillé de meurtres, qui va nourrir au désert sa haine contre toute espèce de joug. Sa jeunesse se passe dans l'indiscipline. Enrôlé successivement dans les *arribeños* (troupes de l'intérieur) et dans l'armée des Andes qui allait révolutionner le Chili, il déserte deux fois parce qu'il y a là une autorité qui lui pèse, un habit qui l'oppresse, une tactique qui règle ses pas, tandis qu'il lui faut la vie à cheval, la vie d'émotions fortes, de dangers imprévus; il faut l'air et l'espace à sa fougue sauvage et indomptable. Quiroga avait une organisation capable de tous les excès, de toutes les violences. La lutte était un besoin pour lui. « Non-seulement il aimait à se battre, dit une note recueillie par M. Sarmiento, mais encore il payait pour trouver un adversaire; il se plaisait à insulter les plus habiles. Il avait une aversion invincible pour tous les hommes convenables, pour ce qu'on nomme en langage américain *la gente décente*. » La note ajoute qu'il ne croyait à rien, qu'il n'avait *jamais prié Dieu;* la religion est aussi une dépendance. Le jeu était une de ses passions, et elle s'était développée de bonne heure en lui. Il lui est arrivé, durant la première période de sa vie, d'être envoyé au Chili pour mener des convois, et de tout perdre, même ses chevaux, avant son retour. D'autres fois, en reprenant son vagabondage après avoir gagné quelques piastres, il s'arrêtait dans une *pulperia* et jouait cette petite fortune avec la même frénésie qu'il mit plus tard à jouer les doublons d'or, fruits de ses rapines. Ce qui distingue toujours Facundo, c'est l'emportement avec lequel il se livre à tous ses penchants. Sa colère prenait quelquefois des proportions effrayantes; sa voix s'enrouait, ses regards se changeaient en coups de poignard, et il ne s'arrêtait pas même devant l'inoffensive faiblesse des femmes, des enfants ou des vieillards. Quiroga a tous les traits du *gaucho malo* ordinaire; mais il a de plus que lui en même temps une persistance de volonté, un instinct de domination qui l'appellent à un plus grand rôle. Sans frein pour lui-même, il est tourmenté du besoin de commander aux autres; il a une avidité singulière de pouvoir, de jouissances, et ne néglige rien pour acquérir le droit de tout faire. Sa supériorité naturelle sur les hommes qui l'entourent, son aptitude à les dominer et à se mettre promptement au premier rang, se laissent voir dans toutes les situations, soit que, manœuvre encore sans gloire, à Mendoza, il se fasse le patron de ses compagnons de travail, et reçoive

d'eux le surnom *d'el padre*, — le père, — soit que plus tard, devenu commandant de campagne, il réunisse autour de lui les bandes pastorales pour les ameuter contre les villes et s'élever par elles sur son pavois guerrier. Quiroga a plus que les habitudes vulgaires de la barbarie, il en a le génie. De là viennent sa puissance et sa réputation. Facundo était bien fait pour être le héros du désert. C'est l'idéal de la force brutale qui vient saisir l'esprit populaire. Les gauchos, dans leurs réunions de la pampa, l'admirent et le célèbrent; le *chanteur* fait la chronique rimée de sa vie et de ses exploits; il n'est pas jusqu'à l'extérieur de sa personne qui ne frappe et n'aide à la fascination : ses cheveux noirs et bouclés, en tombant sur son front et sur ses yeux, lui formaient une sorte de couronne et donnaient à sa figure l'aspect d'une tête de Méduse.

L'imagination publique poétise son héros à sa façon; elle va chercher chacun de ses actes dans le mystère du passé et se plaît à le raconter. Voyez, au début, ce gaucho qui échappe à la justice après quelque meurtre : il s'enfuit précipitamment de San-Luis et s'enfonce dans la *travesia*, son harnais sur l'épaule, en attendant qu'il trouve un cheval; mais à peine a-t-il fait quelques lieues dans le désert qu'il a à combattre un péril plus grand que la faim ou la soif. Il entend un rugissement lointain : c'est la voix aiguë et prolongée du tigre, qui a la propriété, tout motif de crainte à part, d'imprimer aux nerfs un tressaillement involontaire, comme si la chair s'agitait d'elle-même à ce cri de mort. Chaque fois que ce rugissement se renouvelle, il devient plus distinct; le tigre, enivré par l'odeur du sang humain, se rapproche sans perdre un instant la trace de sa victime, et le malheureux gaucho n'aperçoit pour tout moyen de salut qu'un caroubier assez éloigné. Facundo, — car ce gaucho, c'est lui, — marche droit à l'arbre qu'il a aperçu, et, malgré la faiblesse du tronc qui se plie sous son poids, il peut arriver jusqu'à la cime où il cherche à se tapir dans le feuillage. M. Sarmiento n'a pas négligé la scène dramatique qui se passe alors. « Le tigre, dit-il, s'avançait à pas précipités en flairant le sol et poussant des rugissements plus fréquents à mesure que la trace était plus fraîche. Arrivé au point où le gaucho avait quitté le chemin pour se jeter à travers champs, le tigre passe outre et perd la piste; furieux, il s'arrête, tourbillonne sur lui-même, lorsque enfin il aperçoit le harnais qu'il déchire d'un coup de griffe et dont il fait voler les lambeaux. Plus irrité encore de ce mécompte, il cherche de nouveau la piste, la retrouve, et, fixant en l'air ses regards, il découvre l'objet de ses poursuites à travers les rameaux du caroubier. Dès lors le tigre cessa de rugir; il s'avança en bondissant, tourna autour de l'arbre, en mesura la hauteur d'un regard allumé par la soif du sang, s'appuya plusieurs fois sur le tronc qu'il faisait osciller; puis, voyant qu'il ne pouvait atteindre le gaucho, il s'étendit à terre, battant ses flancs avec sa queue, les yeux fixés sur sa proie, la gueule entr'ouverte et desséchée. Cela dura ainsi deux heures. La posture contrainte du gaucho, la fascination terrible qu'exerçait sur lui le regard sanguinaire du tigre, commençaient d'épuiser ses forces, déjà il sentait s'approcher le moment où il ne pourrait plus résister à cette puissance d'attraction à laquelle il était soumis, lorsqu'un bruit vague de chevaux au galop lui rendit un peu d'espérance et de vigueur... En effet, c'étaient ses amis qui, après avoir reconnu la trace du tigre, accouraient à tout hasard pour chercher à le sauver, s'il était temps encore. » Un instant plus tard, l'animal était audacieusement pris dans les *lazos*, et Facundo, en se jetant sur lui le poignard à la main, pouvait se venger de sa cruelle agonie. Telle est l'une des scènes de la vie de Quiroga dont l'imagination populaire s'est emparée

avidement. Peut-être y a-t-il quelque exagération dans les détails; mais le fond est vrai et ne saurait passer pour une de ces fictions qu'on mêle au récit de la jeunesse des grands hommes. Quiroga a été nommé depuis *le tigre des plaines, — el tigre de los llanos!*

La même étrangeté sauvage se montre encore dans une circonstance plus décisive, dans l'acte par lequel cet orgueilleux bandit réussit à se faire amnistier, à obtenir l'oubli pour ses exploits de *gaucho malo.* Facundo, qui, malgré sa hardiesse, ne trompait pas toujours la justice de la cité, avait été saisi et enfermé dans la prison de San-Luis où se trouvaient alors (1818) des officiers espagnols pris au Chili par l'armée de San-Martin. Un jour, ces captifs, lassés par les souffrances et les humiliations, tentent une évasion, et, pour s'assurer des complices, ils vont ouvrir les cachots des coupables ordinaires. Quiroga accepte-t-il cette liberté qui lui est offerte? Non, il la refuse, comme s'il ne voulait rien devoir qu'à lui-même. Tout à coup il secoue ces fers qu'on vient imprudemment d'ôter de ses mains; il se précipite avec une rage aveugle sur ses libérateurs étonnés, fend le groupe des révoltés, laissant les morts après lui, et comprime la sédition. Le criminel s'était fait bourreau. Quiroga cédait peut-être à un besoin de lugubre vanterie, mais il se faisait honneur de quatorze cadavres. Quelque singulier que cela paraisse, c'est de cet acte que date sa réconciliation avec le gouvernement; il semble désormais ennobli et lavé des taches qui le souillaient. Ce trait ne peint-il pas l'homme et la société? Ces fers brandis dans l'air par Quiroga et tournés contre quelques malheureux officiers espagnols sont restés dans la mémoire du peuple des campagnes comme un signe de sa prédestination, comme un énergique symbole. Lui-même il aimait à rappeler ces faits de son existence agitée; mais il aimait aussi, en les racontant, à ne point déchirer tout à fait le voile qui permet les hypothèses fabuleuses. Il sentait le pouvoir du mystère sur les masses : ne l'a-t-on pas vu plus d'une fois, dans le cours de sa carrière, subjuguer la population pastorale qui lui obéissait en s'attribuant des inspirations surnaturelles? Le titre d'*envoyé de Dieu* que lui décernaient quelques prédicateurs fanatiques de Cordova, défendant l'inquisition contre le mouvement des idées de Buenos-Ayres, flattait également sa vanité, favorisait ses desseins et son ascendant.

Maintenant, qu'un homme d'un caractère si rudement trempé, doué de ces penchants irrésistibles, se produise sur une scène plus vaste, dans une sphère où se débattent des intérêts publics, où s'agitent des questions générales, il deviendra ce que Facundo a été en réalité, le plus puissant instrument de guerre contre la civilisation. Il déterminera l'insurrection de la barbarie qui se groupera autour de lui comme autour d'un chef attendu. Quiroga, rentrant dans la Rioja revêtu du prestige de sa récente action de San-Luis, couvert de cette gloire sanglante qui environne son nom, peut librement asseoir son empire parmi les gauchos. C'est déjà un personnage public et dont l'appui est envié. La meilleure condition qui pût servir à l'établissement de ce pouvoir indépendant et distinct, objet de ses vœux, devait se trouver dans la faiblesse même de l'autorité régulière. Deux familles riches et antiques, les Davila et les Ocampo, se disputaient traditionnellement la prééminence dans la Rioja, se poursuivaient mutuellement de leurs inimitiés héréditaires, comme ces familles qui remplissaient de leurs querelles l'Italie du moyen âge, les Orsini et les Colonna, ou les Capulets et les Montaigus. La loge maçonnique de Lantoro opéra un instant un rapprochement qui pouvait devenir profitable à la ville et à la république; elle unit dans une tendre alliance

le Roméo et la Juliette de l'Amérique. La politique de Buenos-Ayres, qui favorisa cette réconciliation, cette union d'une Davila et d'un Ocampo, avait un autre but, celui de déposséder de leurs fiefs les deux maisons, et de substituer à leur influence l'influence du gouvernement central; mais le gouverneur étranger envoyé dans la Rioja tomba bientôt, et l'antagonisme n'en subsistait pas moins entre les deux familles. Ce que n'avait pu faire la politique bienveillante de Buenos-Ayres, la politique barbare le fit bien autrement. L'une de ces familles, dans un triomphe passager, alla chercher un appui dans la *plaine;* ce fut un Ocampo qui tendit la main à Quiroga, grandit ce chef de gauchos en le nommant *commandant de campagne,* ou du moins reconnut son pouvoir déjà réel et constaté, et lui demanda son secours: il n'en fallait pas davantage. « C'est là un moment solennel et critique dans l'histoire moderne de tous les peuples pasteurs de la République Argentine, dit justement M. Sarmiento; il y a un jour où, par la nécessité d'un appui extérieur, ou bien par la crainte qu'inspire déjà un homme audacieux, on le choisit pour commandant de campagne. C'est le cheval des Grecs que les Troyens s'empressent d'introduire dans la cité. » Les Ocampo et les Davila disparaissent les uns après les autres dans de petites et sanglantes révolutions, auxquelles viennent se mêler mille incidents inutiles à rechercher, vainement dilatoires et qui ne font que rendre plus inévitable le seul résultat digne d'intérêt, l'avénement plein et entier de Quiroga. « Facundo, génie barbare, s'empare de son pays, ajoute l'auteur, les traditions du gouvernement s'effacent, les formes se dégradent, les lois sont un jouet dans des mains ignorantes, et, au milieu de cette destruction impitoyable, on ne substitue rien, on n'établit rien. L'inoccupation et l'incurie sont le bien suprême du gaucho. Si la Rioja avait eu des statues, comme elle avait des docteurs, ces statues auraient servi pour attacher les chevaux. » Le même mouvement s'accomplit avec une simultanéité remarquable dans les campagnes où dominent Lopez, Bustos, Ibarra; le pouvoir de ceux-ci, bien qu'aussi étendu dans les limites où il s'exerce, bien que dirigé par les mêmes inspirations, conserve toutefois un caractère plus local. Ils ne sont pas sortis de leurs provinces, et n'ont pas songé à donner un autre champ à leur ambition. Quiroga, au contraire, est un fugitif de tous les pays : originaire de la Rioja, il a été élevé à San-Juan, il a vécu à Mendoza, il a erré dans les rues de Buenos-Ayres ; il connaît la république entière, et a laissé partout un peu de sa renommée. Goûtant un plaisir inouï à se voir revêtu d'une autorité sans bornes là même où s'est passée son enfance obscure et orageuse, il étend plus loin son regard. C'est ce qui lui assigne une place plus éminente, une importance plus générale et plus décisive, indépendamment de l'énergie plus vivace qu'il déploie ; c'est ce qui semblerait le destiner à devenir l'âme, le chef victorieux et définitif de la barbarie, s'il ne s'était trouvé un homme plus rusé, plus habile, moins dégradé aussi, et qui avait l'avantage d'être plus rapproché du siége du gouvernement central : c'est le commandant de la campagne de Buenos-Ayres.

Les années qui s'écoulent ne font que hâter la marche de ce drame saisissant, et rendre son développement plus net, plus impérieux. Telle est la force secrète de l'esprit pastoral, personnifié en quelques chefs de gauchos, qu'il en vient à ne plus se contenter désormais de victoires partielles; les commandants de la campagne, enivrés de leurs succès, déjà se concertent entre eux, et forment une ligue redoutable contre la politique, restée européenne, du pouvoir central qui réside à Buenos-Ayres. Ce n'est plus une ville qu'il faut conquérir, c'est tout un ensemble

d'institutions naissantes et à peine ébauchées qu'il faut effacer du sol argentin par l'épée ou par le poignard. Le parti éclairé qui a dirigé jusque-là la révolution, qui s'est nourri de tous les principes d'humanité, de liberté, proclamés en Europe, se trouve, au moment où il cherche à constituer définitivement la république d'après ces pensées, face à face avec cet élément nouveau, trop méconnu peut-être par lui, trop flatté tour à tour ou trop dédaigné. C'est en 1825, sous la présidence de M. Rivadavia, qu'éclate la lutte entre ces deux tendances, que se produit cette crise laborieuse et d'une si triste issue. Le prétexte est le vote d'une constitution; la vraie cause, on la peut découvrir dans l'état même de la société américaine, dans cette insurrection des campagnes énergiquement décrite par M. Sarmiento, et en même temps dans la faiblesse des idées de civilisation encore trop récentes pour avoir pu jeter de profondes racines. La civilisation argentine alors n'est qu'à son aurore. Vue de loin, il est vrai, elle répand, dès cette époque, un éclat qui séduit l'Europe, qui attire tous les regards. Les hommes qui représentent les idées de progrès politique travaillent avec une active et généreuse émulation à les acclimater, à les propager aux bords de la Plata. Depuis 1820 surtout, pendant les administrations de Rodriguez, de Las Heras, plus encore sous la présidence de l'homme éminent qui couronne cette ère brillante, M. Rivadavia, on peut distinguer les plus légitimes efforts pour renouveler la république. Tous les esprits sont occupés du soin d'établir des lois qui protégent la sécurité individuelle, qui garantissent la propriété, qui naturalisent dans ces contrées l'égalité civile, qui fixent les limites des divers pouvoirs. Des écoles publiques sont instituées sur tous les points où l'action du gouvernement peut atteindre, les journaux se multiplient, la tribune retentit des plus solennelles déclarations de droits, une banque nationale est créée pour développer le crédit, les fleuves sont ouverts au commerce étranger, des colonies sont appelées pour venir féconder le désert, l'appât du gain est offert à toutes les industries. On ne saurait imaginer plus d'idées excellentes, plus d'hommes de talent rassemblés pour transformer un pays. Il ne faut pas cependant se laisser tromper par cette apparence; tout cela est encore dans l'imagination plutôt que dans la réalité; c'est, pour ainsi dire, la poésie de la civilisation qui absorbe et domine cette fraction glorieuse de la société argentine, aussi naïve dans ses illusions de perfectionnement régulier que peut l'être la barbarie dans un sens contraire.

M. Rivadavia est la personnification de cet entraînement poétique; auprès de lui, les hommes rangés sous le même drapeau ne montrent pas moins d'ingénuité. Leurs doctrines, sans rapport avec les faits qui les entourent, se composent de tout ce qu'ont pensé les autres pays; elles sont le reflet des théories de Bentham ou de Smith, des doctrines de Montesquieu et de Rousseau. La République Argentine, à cette époque, était saluée *grande* et capable de réaliser toutes les spéculations des penseurs de l'ancien monde. Rêves fugitifs d'un parti qui n'est plus, qui a succombé dans la lutte, et dont le nom seul reste encore dans le vocabulaire injurieux du gouvernement hostile de Buenos-Ayres! M. Sarmiento a tracé de ce parti un portrait exact et attachant. « Les *unitaires* de 1825, dit-il, forment un type distinct qu'on peut reconnaître à la figure, aux manières, aux tons de la voix, aux idées; entre cent Argentins réunis, il serait facile de dire : Voilà un *unitaire!* L'unitaire marche droit, la tête haute, sans se détourner jamais, entendît-il s'écrouler un édifice auprès de lui; il parle avec une certaine hauteur, il complète sa parole par un geste dédaigneux, dogmatique; il a des idées fixes, invariables,

et, à la veille d'une bataille, il s'occuperait encore de discuter un règlement ou d'établir une nouvelle formalité légale, parce que cette discussion pacifique est le culte extérieur qu'il rend à son idole, la constitution. Sa religion est l'avenir de la république, dont l'image vague et sublime, lui apparaissant dans la splendeur des gloires passées, l'empêche de voir le présent... Il est impossible de trouver une génération plus raisonneuse, plus entreprenante, et qui manque à un plus haut degré du sens pratique. Arrive-t-il la nouvelle d'une victoire de ses ennemis, le bruit en est-il public et officiel, les vaincus sont-ils déjà revenus dispersés, un unitaire ne croit pas à un tel triomphe, et il se fonde sur des raisons tellement concluantes, qu'il fait douter de ce qu'on a vu. Il a une si grande foi en la supériorité de sa cause, tant de constance et d'abnégation, que ni le temps, ni l'exil, ni la pauvreté, ne pourront refroidir son ardeur... »

Cette élévation morale doit faire absoudre le parti unitaire de beaucoup de fautes, de beaucoup d'erreurs, qui naissent de son incapacité pratique malheureusement trop certaine. Voilà l'état de choses encore assez factice qui a à se préserver de l'invasion des masses ; voilà la génération d'hommes, plus brillante que politique, qui est fatalement mise en présence des chefs de la campagne, bien autrement puissants par la sympathie populaire qui les soutient ! Il faut le dire, en effet, M. Rivadavia, le héros jusque-là de la révolution argentine, a moins de force que Quiroga à la tête de ses gauchos, que Rosas surtout dans la pampa du sud de Buenos-Ayres. Le jour où ces chefs redoutés ont assez fait sentir leur influence pour qu'on les consulte, pour qu'on les appelle à donner leur avis sur l'acte constitutif de la république, ce jour-là, dis-je, la *cité* est démantelée ; elle peut dire adieu à sa prospérité, aux bienfaits de l'ordre civil, aux avantages d'un progrès pacifique. La chute du parti unitaire est inévitable, et M. Rivadavia abdique, tandis que la dictature de Rosas se prépare au détriment des autres commandants de campagne. Entre ces deux éléments principaux, c'est à peine si l'on doit compter sérieusement le parti fédéral, dont l'avénement momentané au pouvoir, dans la personne de M. Dorrego, ne fait que marquer la transition de la civilisation à la barbarie. Le parti fédéral essayait une œuvre impossible : la conciliation de ces deux tendances. Par malheur, ce fut un *unitaire* qui précipita le dénoûment par un crime ; ce fut le général Lavalle, qui, au retour de la guerre du Brésil, entreprise pour l'indépendance de l'État Oriental, s'empara du gouverneur Dorrego et le fit instantanément fusiller. Or, la balle homicide qui venait ainsi frapper le parti fédéral n'atteignait pas moins le parti unitaire, pour lequel cet acte isolé de violence a été le sujet d'amers et continuels reproches.

La dictature de Rosas, qui est sortie vivante et armée de ce tragique conflit, qui s'est fait jour à travers des complications incidentes sans nombre, et a fini par s'imposer absolument à dater de 1835, n'apparaît pas, il est aisé de le remarquer, comme un accident vulgaire, comme une de ces victoires alternatives de partis vivant dans le même cercle d'idées et ne différant entre eux que par des nuances. C'est un fait logique et désastreux qui couronne un long effort, c'est une révolution véritable et la plus triste de toutes, c'est la substitution au pouvoir de l'esprit sauvage à l'esprit de la civilisation. Les détails de cet avénement seraient dénués d'intérêt malgré leur caractère terrible ; ils ont la monotonie révoltante du meurtre érigé en principe, transformé en moyen de gouvernement ; les caprices de la force brutale fatiguent, tant ils se reproduisent fidèlement. Mais il est une circonstance digne d'être observée parce qu'il est rare qu'elle ait été éclaircie et

mise en un jour suffisant : c'est que la barbarie des campagnes, qu'on voit, après 1825, appuyer le parti fédéral et opposer ce drapeau à l'*unitarisme,* n'est point du tout fédéraliste elle-même. Ce mot de *confédération,* qui subsiste encore aujourd'hui, n'exprime rien de réel, n'indique aucunement le but où tendent les chefs de la pampa. Les provinces qui pourraient encore justifier ce terme, — telles que Corrientes, — sont en réalité plutôt indépendantes que confédérées. C'est l'unité qui est aussi le rêve des nouveaux maîtres de la république. Quiroga, à son sens, est un unitaire aussi résolu que M. Rivadavia. A quoi est-il occupé, en effet, jusqu'à sa mort ? Embarrassé de lui-même, mécontent parce qu'il voit la première place lui échapper, mais fidèle à son origine, il promène d'un pays à l'autre sa fureur jalouse, allant se faire battre par le général Paz à la Tablada, à Oncativo, puis se relevant à Chacon, épouvantant Mendoza, Tucuman par sa férocité, par ses goûts de destruction, par ses instincts de rapacité; il passe en quelque sorte le niveau sur toutes les villes de la région des Andes, et ne laisse debout d'autre pouvoir que sa fantaisie violente et cynique à Salta, à Catamarca, dans la Rioja, à San-Juan, à San-Luis. Quiroga crée l'unité comme il la comprend, par la terreur et la dévastation ; il est le seul dominateur de ces contrées. Rosas, sur une échelle plus vaste, ne réalise-t-il pas la même pensée? A peine arrivé à être gouverneur de Buenos-Ayres, l'heureux gaucho s'efforce de concentrer en lui le pouvoir morcelé ; son premier soin est d'avoir l'œil fixé sur ses rivaux de la pampa, de les ramener sous son joug tant qu'il peut, et de les détruire brusquement lorsqu'il commence de redouter leur voisinage. La mort de Quiroga est l'épisode le plus dramatique de cette usurpation progressive de Rosas. Facundo se trouvait à Buenos-Ayres lorsque parvint la nouvelle d'une dissidence violente survenue entre Salta et Tucuman. Nul plus que lui n'était propre à étouffer ces germes de guerre civile ; mais, comme depuis quelque temps il n'offrait plus qu'un douteux appui, comme il avait laissé éclater des répugnances qui révélaient une ambition secrète, il ne partit pas sans hésitation, sans de sombres pressentiments, — pressentiments qui s'accrurent encore lorsqu'il sut que des instructions l'avaient précédé à Cordova, où il devait passer. Le bruit d'un crime prémédité contre lui était déjà public, et sur sa route les avertissements se succédaient. Quiroga se reposait un peu sur la terreur qu'inspirait son nom. Il eut bientôt rempli sa mission à Tucuman, et à son retour, non loin de Cordova, il fut assailli par une bande armée de gauchos. Il eût peut-être, par la parole, retrouvé sur eux son empire, si une balle ne l'eût frappé au front. Son assassin était un *gaucho malo*, nommé Santos Perez, qui n'épargna pas même son cadavre et le perça du poignard à plusieurs reprises. La *galère* qui le portait était pleine des corps sans vie de ceux qui l'accompagnaient. Rosas a été accusé d'avoir secrètement ordonné ce crime, commis le 18 février 1835 ; il a été chaudement défendu aussi contre cette accusation. Ce qui est indubitable, c'est que rien ne pouvait mieux servir ses desseins et qu'il héritait de la puissance de Quiroga sur plusieurs provinces ; ce qui n'est pas moins certain, c'est que le meurtrier, le gouverneur de Cordova, les témoins, les juges, ont péri successivement comme pour éviter qu'une indiscrète lumière pût éclairer quelque jour cette ténébreuse exécution. La mort de Lopez de Santa-Fé, deux ans plus tard, est entourée d'un égal mystère. Cullen, le successeur de ce dernier, est fusillé au moment où il entre sur le territoire de Buenos-Ayres. C'est ainsi que Rosas parvient à réunir sous son exclusive domination les diverses fractions de la République Argentine. Il règne désormais, il invente des mots

inconnus dans le langage politique pour désigner les prérogatives qu'il s'attribue : c'est *la somme du pouvoir public*. M. Rivadavia rêvait l'unité dans la civilisation ; Rosas, gaucho presque couronné, l'établit dans la barbarie.

Qu'est-il résulté pour la République Argentine d'un tel concours de circonstances, d'un triomphe déjà si prolongé de l'influence pastorale? Un des plus certains, des plus palpables effets qu'on puisse constater, c'est la dépopulation de ces contrées, des villes surtout, depuis vingt ans. Buenos-Ayres a perdu peut-être la moitié de ses habitants ; Santa-Fé, située au confluent de deux rivières dont l'une est le Parana, sur un des points les plus favorisés, a à peine deux mille âmes ; San-Luis et la ville de la Rioja en comptent à peine quinze cents, nombre inférieur à celui qu'elles ont eu. Cette diminution des habitants n'est pas due seulement au feu destructeur des guerres civiles, aux proscriptions qui se reproduisent périodiquement, aux haines privées qui se satisfont par l'assassinat et échappent à toute punition ; il y a encore une autre cause qui tient à l'essence même du monde barbare, dont les mœurs paresseuses, oisives et violentes en même temps, exclusives et antipathiques au travail, sont de mauvaises conditions pour l'accroissement de la race humaine, et ne font au contraire que contribuer à son dépérissement. Fils de ces mœurs, comment Rosas songerait-il à les tranformer? Il est fatalement condamné par sa nature à repousser tout ce qui pourrait les atteindre, les modifier, — l'industrie, le commerce ; il est dans son caractère de gaucho, il entre dans ses vues de gouvernement d'interdire la navigation des fleuves. Ainsi, des provinces dont le sol serait facilement d'une fertilité miraculeuse restent misérablement stériles, s'appauvrissent encore plus chaque jour, s'il est possible, faute de stimulants et de communications. N'est-ce pas le plus triste spectacle que celui de la misère croissante des hommes au milieu d'une nature féconde? Et cependant les villes de ces provinces ont eu des moments brillants depuis la révolution de 1810. A Tucuman, à Mendoza, à Salta comme à Buenos-Ayres, il s'était produit jusqu'en 1825 un remarquable mouvement industriel et commercial ; le développement des moyens d'instruction n'était pas moindre ; il y avait aussi un assemblage d'hommes d'une rare distinction qui se signalaient au barreau, dans les congrès, dans le négoce. Ces commencements de prospérité ont disparu et n'ont laissé aucun vestige ; la terreur a anéanti ces germes et dispersé les hommes. Rosas n'a pas seulement poursuivi de son ressentiment implacable l'ancien parti unitaire : après avoir réduit la jeunesse argentine à se former en sociétés secrètes pour entretenir dans l'ombre ses idées de civilisation, il l'a frappé à son tour, et l'a placée dans l'alternative de la mort ou de la fuite. Le génie de Rosas dans cette œuvre dévastatrice ne paraît pas contestable ; mais c'est un génie fatal. Le système que Quiroga avait appliqué à la Rioja, il l'applique avec préméditation à toute la république, jusqu'à ce que la barbarie qu'il représente ait jeté son fougueux venin, se soit elle-même épuisée et n'ait plus alors qu'à se retirer de la scène.

L'ensemble de ces phénomènes n'est pas sans conséquences générales pour toute l'Amérique du Sud. Sans doute la révolution dont la République Argentine est le théâtre offre une physionomie particulière, une succession de faits qui lui sont propres ; mais l'importance de cette révolution préoccupe et tient dans l'attente tous les autres pays comme un événement qui peut fixer le cours des destinées américaines. La République Argentine doit à la primitive extension de la vice-royauté dont Buenos-Ayres était la capitale le privilége d'avoir de nombreuses questions à débattre avec les portions qui ont brisé les liens de l'ancienne com-

munauté et forment le haut Pérou, la Bolivie, le Paraguay, la Banda Orientale. Ce sont des frontières à marquer, de vieux intérêts à régler avec ces états, aujourd'hui indépendants ; à chaque occasion, elle fait revivre ces motifs de scission qui favorisent son esprit actuel d'envahissement ; elle revendique un droit d'influence au nom de la vieille suprématie de Buenos-Ayres ; elle a dans chaque république ses présidents préférés, c'est-à-dire ses créatures. Telle est la cause de la guerre allumée contre Montevideo, et il y a en réalité, dans ces menaces détournées, mais incessantes de conquête, une raison permanente de discorde. C'est, d'ailleurs, au sens intime de la révolution argentine qu'il faut s'attacher pour en mieux saisir la gravité à un point de vue général, pour découvrir comment Rosas a pu trouver des alliances avouées ou secrètes dans quelques gouvernements, dans les populations surtout des autres parties de l'Amérique méridionale, et nourrir, sans qu'il y ait rien d'étrange, des rêves de conquête. La dictature de Buenos-Ayres est la plus franche et la plus énergique expression de l'*américanisme*, c'est le triomphe d'un sentiment qui, à des degrés divers, agite tout le nouveau monde espagnol. Dans les autres républiques, ce ne sont pas, si l'on veut, les mêmes faits, les mêmes hommes ; mais c'est au fond la même lutte entre la barbarie et la civilisation. Partout il y a un parti qui s'appuie sur les masses populaires, et dont le premier instinct est la haine de l'étranger. Cela est vrai au Mexique, et c'est le seul point clair dans l'histoire de ses révolutions. A travers les distances, Nicaragua répond aux excitations de Rosas, qui ne se sert de la presse que pour fomenter les répugnances nationales contre l'Europe. La *Gazette mercantile* de Buenos-Ayres a exposé dans toute leur netteté les théories exclusives de l'*américanisme*, et la politique du dictateur en est l'application non équivoque. Que Rosas, en s'appuyant sur la barbarie nationale, arrive, suivant son dessein, à reconstituer l'antique vice-royauté, ce sera une victoire qui en préparera une autre. Vienne la réalisation de la pensée favorite d'un congrès général, et le nouveau continent se trouvera engagé fatalement dans une ligue contre l'ancien monde. Les blocus se renouvelleront sans doute, comme au Mexique, dans la Plata, à Saint-Jean de Nicaragua ; mais l'*américanisme* ne se fait-il pas honneur de ces attaques des pouvoirs européens ? Il s'en glorifie comme d'un hommage. Un de ses griefs contre le parti de la civilisation en Amérique, c'est la prédilection de celui-ci pour l'Europe, son alliance avec les gouvernements étrangers ; et, les réclamations de l'Europe devinssent-elles plus pressantes, plus impérieuses, il compte encore sur sa véritable patrie, le désert, où nos soldats iraient périr sans gloire, insensiblement attirés dans les solitudes et dévorés par la misère, par les fatigues, plus terribles que les batailles. Ainsi, les révolutions de l'Amérique du Sud n'ont pas atteint leur dernier période ; le drame de ses destinées nous réserve encore de nouveaux étonnements.

Au milieu de cette incomplète et pénible élaboration sociale, on ne peut être surpris que le développement littéraire soit peu marqué, se produise surtout avec peu d'ensemble. Ce n'est pas que tout ce qui peut exciter l'inspiration manque dans ces contrées : la nature a des secrets et des splendeurs qui semblent appeler la poésie. Le ciel et la terre s'unissent pour offrir une source inépuisable de nouvelles images ; c'est un pays neuf à décrire dans tout le luxe de la jeunesse. Certes, dans la vie américaine du sud, on a pu le voir, il y a des mœurs empreintes de couleurs particulières, des types qui n'ont rien à envier à *OEil-de-Faucon*, à *Bas-de-Cuir*, au *Traper*, à toutes ces figures sauvages dont Cooper, dans l'Amérique du Nord, a rassemblé les traits et auxquelles il a donné la vie

idéale. Les passions qui agitent ce monde lointain ne sont pas les nôtres, ne relèvent pas des mêmes mobiles, et pourraient avoir une histoire à part; mais qu'on songe que c'est là pour l'intelligence une société ennemie et oppressive. Européenne d'abord, comme tout ce qui est civilisation en Amérique, la littérature, au moment où elle aurait pu devenir plus nationale, a été surprise par l'invasion croissante de la barbarie : son développement a été suspendu, détourné; il lui a manqué surtout et il lui manque encore un foyer. Le livre de M. Sarmiento est un des ouvrages exceptionnels de l'Amérique nouvelle où brille quelque originalité ; c'est une étude faite sur le vif, une analyse profonde, énergique, de tous les phénomènes de la société américaine et particulièrement de la société argentine. L'éclat du style ne fait pas défaut à la vigueur de la pensée.

Au surplus, la littérature aura son jour, lorsque les problèmes débattus par M. Sarmiento auront trouvé leur solution ; jusque-là, c'est moins la valeur littéraire qu'il faut chercher dans *Civilisation et Barbarie* que les idées et les faits dont l'exposition donne à l'ouvrage un rare intérêt. M. Sarmiento met à nu bien des vices héréditaires, bien des causes de perturbation réunies, bien des passions dissolvantes qui auraient pour effet de ramener l'Amérique à la vie sauvage. Quelque triste que soit le présent, le combat qui se livre aujourd'hui au delà de l'Atlantique ne saurait être considéré toutefois que comme une de ces solennelles épreuves où se forme la virilité des peuples. Quoi qu'il en soit, c'est l'avénement d'un monde nouveau. La peinture que M. Sarmiento fait de l'*américanisme* dans sa manifestation la plus audacieuse a cela de bon qu'elle dévoile la véritable plaie de ces jeunes pays, le mal chronique contre lequel il faut lutter. L'*américanisme* représente l'oisiveté, l'indiscipline, la paresse, la puérilité sauvage, tous les penchants stationnaires, toutes les passions hostiles à la civilisation, l'ignorance, le dépérissement physique des races aussi bien que leur corruption morale. Ne suffit-il pas de montrer à l'œuvre cet instinct barbare qui usurpe le nom de sentiment national, d'observer ses résultats naturels pour comprendre que l'avenir est ailleurs? Cet avenir dépend de tout ce que l'*américanisme* repousse : du travail, qui seul peut féconder les germes de richesse si nombreux dans ces contrées vierges ; de l'industrie, du commerce, qui iront porter la vie et le bien-être là où végète une population rare et misérable ; des institutions civiles, qui, en réprimant les caprices de la force brutale, feront naître le respect du pouvoir. Ce sera la civilisation acclimatée en Amérique. Il y a un fait caractéristique et providentiel qui doit puissamment contribuer à ce résultat, c'est le mélange des intérêts et des races qui s'opère par l'immigration. Le sang se renouvelle, les habitudes de travail se propagent par cette intervention pacifique des populations étrangères que l'espoir d'un sort meilleur attire vers ces bords. Les émigrants qui quittent l'Europe pour fuir la misère, ou parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans nos sociétés encombrées, bien que la politique les traite parfois avec sévérité, n'en sont pas moins les instruments obscurs d'une grande œuvre. C'est en réalité ce mouvement de l'ancien monde vers le nouveau qui doit amener la transformation de l'Amérique du Sud. Les émigrations sont le lien qui unit les deux hémisphères ; or, c'est ce lien que l'*américanisme* a en horreur, et qu'il romprait, s'il en avait le pouvoir.

Le développement de ce patriotisme aveugle et brutal, il faut le dire cependant, n'aura point été inutile. Il a fait sentir aux républiques du Sud leurs vrais besoins ; en laissant paraître l'incurie et l'inaptitude qui le caractérisent, on

dirait que l'*américanisme* a rendu plus manifestes les ressources naturelles de ce sol vierge, et plus claire la nécessité de l'industrie des hommes. En intronisant la force brutale là où il a pu arriver au pouvoir, il a lentement fortifié le goût des institutions politiques appelées à fonder la sécurité. En poussant jusqu'à la fureur la haine des étrangers, il a fait mieux sentir encore l'utilité de leur coopération. En réduisant les puissances européennes à employer les armes contre lui, il a mis en lumière un fait qui résume les relations des deux mondes : c'est que l'Europe est fatalement poussée à faire la conquête matérielle de l'Amérique, si elle ne fait pacifiquement sa conquête morale. L'*américanisme* enfin a eu pour résultat de supprimer les querelles secondaires, d'effacer au delà de l'Atlantique les démarcations subtiles des partis qui avaient pris l'initiative de la révolution ; le véritable débat est aujourd'hui entre la barbarie et la civilisation qu'une loi invincible attire vers ces terres nouvelles. L'issue définitive de la lutte pourrait elle être incertaine ? La civilisation trouve encore son symbole dans ce vaisseau de Gama, qui vit se lever devant lui le géant Adamastor pour l'arrêter au passage, et n'en poursuivit pas moins son voyage glorieux.

CH. DE MAZADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 novembre 1846.

Les grandes affaires se succèdent. Du midi nous sommes rappelés au nord par une singulière violation du droit européen. Disons d'abord que le capricieux coup d'état qui frappe Cracovie, loin de porter au fond la moindre atteinte à la puissance de la France, lui crée pour l'avenir, à notre sens, une situation plus nette et plus forte. En effet, ces traités de Vienne, conclus en grande partie contre nous, se trouvent abrogés sur un point essentiel. La barrière qu'ils formaient contre la France est ébranlée par la main même de ceux qui l'avaient élevée. Nous savons bien que ce résultat n'a pas été dans la pensée de ceux qui viennent de se permettre une infraction aussi évidente aux textes les plus positifs; mais il y a souvent dans les faits une force, une logique indépendante des intentions et des désirs de ceux qui les accomplissent.

A quel entraînement ont donc cédé les trois cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, quand ils ont déclaré que la ville et le territoire de Cracovie cesseraient d'exister comme république indépendante, pour être incorporés à l'Autriche? Il y a dans les gouvernements absolus une sorte de pétulance qui les pousse à briser par la force ce qui leur déplaît, ce qui les inquiète. Ils ne savent pas vivre avec les obstacles, les tourner, les aplanir; c'est une science réservée jusqu'ici aux gouvernements constitutionnels. Les trois cabinets trouvaient que Cracovie était pour eux un embarras, et ils ont supprimé l'embarras avec une violence toute révolutionnaire. Spectacle étrange, surtout si l'on songe qu'il nous est donné par des gouvernements qui se vantent de représenter par excellence les principes d'ordre, de conservation et de légitimité! Les trois puissances ont complétement mis en oubli et sous leurs pieds toutes les considérations qui avaient déterminé l'érection de Cracovie en république indépendante. Au congrès de Vienne, l'empereur Alexandre, qui allait réunir à ses états la presque totalité de la Pologne, se croyait des droits incontestables à la possession de Cracovie; mais ses alliés craignaient qu'il n'eût ainsi vis-à-vis d'eux une situation trop forte. Sur ces points délicats, les trois puissances furent quelque temps à s'entendre. Enfin l'empereur Alexandre déclara qu'il renoncerait à Cracovie, pourvu que cette ville fût déclarée indépendante. Il est juste de reconnaître qu'à cette époque le prince de Metter-

nich goûta peu cette idée; néanmoins il dut céder, et il fut stipulé que la ville de Cracovie n'appartiendrait ni à l'Autriche, qui l'avait abandonnée en 1809, ni à la Russie, et qu'elle formerait une république libre et indépendante. N'oublions pas que les articles relatifs à la Pologne sont consignés, comme toutes les autres dispositions fondamentales du congrès de Vienne, dans un acte que signèrent, avec les trois puissances du Nord, l'Angleterre et la France. C'est l'acte du 9 juin 1815. L'affaire de la Pologne avait même été particulièrement soumise à une discussion générale, et ce fut au sujet de la question polonaise, aussi bien que pour la question saxonne, que la France fit reconnaître solennellement le droit qu'elle ne pouvait perdre, malgré ses revers, d'intervenir dans tout ce qui intéressait l'équilibre européen.

Ce caractère du pacte général européen, qui jusqu'à présent avait fait la force des traités de Vienne, a été ouvertement méconnu par les trois puissances. Est-ce habile? Tant que Cracovie a gardé son indépendance nominale, les trois puissances protectrices n'y étaient pas moins maîtresses, et l'incorporation de cette petite république à la monarchie autrichienne ne leur apporte pas de forces nouvelles. On n'a donc pu se proposer autre chose que de donner une marque de dédain à l'opinion libérale et aux gouvernements constitutionnels de l'Europe; mais a-t-on pris garde que, pour se permettre cette satisfaction, on était obligé d'aller plus loin que ne le conseillait la prudence, et qu'on portait atteinte aux plus précieuses garanties? Nous serions tentés de croire qu'on s'en est aperçu, mais trop tard, car les trois puissances, après avoir bravé l'opinion, ont, par une nouvelle inconséquence, cherché à se la concilier, à la ramener, en lançant dans les colonnes de *l'Observateur autrichien* un immense factum où elles rejettent sur la propagande révolutionnaire la responsabilité de leur coup d'état. A les entendre, si les trois puissances n'eussent pas supprimé l'indépendance de Cracovie, elles se seraient attiré, de la part de leurs propres peuples, et même de la part de toute l'Europe, le reproche de la plus grande imprévoyance. C'est un autre reproche que l'Europe adressera aux trois cabinets; elle s'étonnera, elle leur demandera compte de la singulière témérité avec laquelle ils ont pris l'initiative et comme donné le signal de la violation des traités. Nous comprenons la politique et les calculs de la Russie. Elle avait renoncé, depuis 1815, à posséder en propre Cracovie et son territoire; matériellement elle ne perd rien, et elle aggrave la complicité de l'Autriche et de la Prusse dans ses entreprises contre la nationalité polonaise. Le cabinet de Vienne, celui de Berlin, devaient-ils accepter avec un empressement aveugle une pareille situation? M. de Metternich semble perdre, sur ses vieux jours, cette modération adroite à laquelle il avait dû souvent d'éviter des crises redoutables, et le prince qui gouverne la Prusse ne se rappelle plus qu'il y a six ans il mettait sa gloire à être l'espérance de l'Allemagne libérale. On pourrait placer en regard de la spoliation subie par Cracovie les nombreux discours de Frédéric-Guillaume sur le principe du droit considéré comme le fondement des sociétés européennes.

Si la résolution des trois puissances de supprimer l'indépendance de Cracovie remonte à plusieurs mois, elles ont pensé que le différend survenu entre la France et l'Angleterre était, pour la rendre publique, une occasion merveilleuse. C'est encore une satisfaction nouvelle qu'elles se sont donnée de faire coïncider la notoriété de leur coup d'état avec le refroidissement des deux cabinets de Londres et de Paris. Puisque les deux grands gouvernements qui depuis 1830 avaient montré un bon vouloir constant pour la cause de la Pologne se trouvaient en

désaccord momentané sur de grands intérêts, il était probable qu'ils ne s'entendraient pas sur les protestations et les remontrances à faire au sujet de Cracovie. Cet espoir n'a pas été déçu : la France et l'Angleterre protestent, mais sans concert, chacune de son côté.

Voilà donc sur une question une sorte d'isolement qui commence pour la France. Toute situation qui est marquée d'un caractère de nécessité doit être acceptée sans étonnement comme sans faiblesse. Du côté du continent, nous nous distinguons, depuis seize ans surtout, des trois puissances du Nord par les principes de notre constitution politique, par l'esprit d'une révolution qui est le fondement et le titre de la monarchie de 1830. Depuis la même époque, la France a suivi à l'égard du continent une politique de sagesse et de modération ; elle a manifesté le désir sincère de respecter les traités et les conditions de la paix européenne : loin de prendre, à l'égard des autres peuples et des autres gouvernements, une attitude, une physionomie révolutionnaires, elle s'est attachée, tout en pratiquant chez elle les institutions dont elle est justement jalouse, à ne donner aucun sujet légitime d'ombrage, d'inquiétude, aux trois puissances dont la religion politique est différente de la nôtre. Il plaît aujourd'hui aux trois cabinets de violer ouvertement ces traités que nous n'avons pas enfreints. Qu'est-ce à dire, si ce n'est qu'ils tombent dans la faute que nous avons su éviter? Nous avons montré, depuis seize ans, que la France n'avait pas besoin de la violence pour affermir et étendre son autorité morale ; sans rien usurper, sans rien reprendre sur personne, elle a su grandir et prospérer. Il y a dans cette situation plus de force que ne seraient tentés de le soupçonner les gouvernements absolus qui paraissent aujourd'hui en humeur de se passer leurs fantaisies. La France n'est plus une nation révolutionnaire, mais un pays constitutionnel qui représente en Europe les intérêts et les principes les plus vrais de la civilisation moderne. Ces intérêts et ces principes, la France ne les abdiquera pas pour courtiser l'incertaine amitié des gouvernements absolus : en agissant ainsi, elle se désarmerait, elle perdrait sa valeur morale. Elle ne fera pas la faute d'effacer les contrastes qui la séparent des représentants de l'absolutisme, contrastes qui la constituent et lui attirent tant de sympathies.

Du côté de l'Angleterre, l'isolement qui commence a d'autres raisons. Par quelle fatalité le concours de l'Angleterre nous manque-t-il toujours, lorsqu'une grande question s'élève en Europe? Quoique l'affaire de Cracovie ait éclaté au milieu de la mésintelligence qui règne aujourd'hui entre la France et l'Angleterre, nous sommes loin de blâmer le gouvernement français d'avoir proposé au cabinet britannique de protester en commun contre la résolution des trois puissances. En effet, M. Guizot, aussitôt après avoir reçu communication officielle de cette résolution, a invité M. de Jarnac à voir lord Palmerston et à lui demander son concours pour une protestation qui serait faite au nom des deux cabinets de Londres et de Paris. Sans opposer à cette demande un refus formel, lord Palmerston fit connaître à notre chargé d'affaires qu'il avait déjà adressé pour son compte une protestation au cabinet de Vienne, et qu'il allait en envoyer copie à lord Normanby, avec invitation de la communiquer à M. Guizot. C'était décliner d'une manière indirecte et polie l'offre d'une protestation en commun.

Lord Palmerston n'a donc pas considéré l'exécution diplomatique de Cracovie comme un fait assez grave pour motiver l'accord des deux grands gouvernements représentatifs de l'Europe et les déterminer à un oubli momentané de leurs dissentiments. La démarche de la France aura du moins pour résultat de constater

officiellement cette manière de voir. On sait aujourd'hui dans quel esprit a été rédigée la protestation que lord Ponsonby, au nom du cabinet britannique, a présentée à la cour de Vienne. Il est impossible de protester contre une violation flagrante du droit des gens avec plus de douceur. On dirait que de la part de lord Palmerston c'est plutôt une sorte d'acquit de conscience que l'expression d'une conviction profonde. Tout en rappelant que des stipulations arrêtées par huit puissances ne sauraient être modifiées et annulées par trois d'entre elles, il paraît que le ministre anglais ne traite pas le point important de l'infirmation générale des traités de Vienne par la conduite des cabinets du Nord. C'est une conséquence que lord Palmerston cette fois n'a garde de signaler. Cependant cet été, dans la chambre des communes, le ministre anglais avait exprimé l'espérance que les trois cours remettraient la république de Cracovie sur le pied d'indépendance où elle se trouvait placée auparavant, conformément au traité de Vienne. Selon lui, ces puissances seraient assez intelligentes pour reconnaître que le traité de Vienne doit être conservé intégralement, et qu'il n'est pas possible de choisir parmi les articles pour violer les uns et exécuter les autres; car enfin, ajoutait lord Palmerston, « il ne saurait échapper à la perspicacité de ces gouvernements que, si le traité de Vienne n'est pas bon sur la Vistule, il doit être également mauvais sur le Rhin et sur le Pô. » C'était tenir un langage énergique, c'était presque inquiéter sur leur avenir les trois cours qui avaient déjà commencé de méconnaître les droits de Cracovie. Pourquoi donc aujourd'hui lord Palmerston met-il des sourdines à sa parole, si vibrante et si fière il y a quelques mois? Pour baisser de ton d'une manière aussi sensible, il ne peut avoir d'autres motifs que les sentiments hostiles qui l'animent aujourd'hui à l'égard de la France, et la crainte de venir en aide à cette dernière, s'il réglait sa conduite sur le discours qui, le 17 août dernier, excitait dans la chambre des communes une bruyante sensation.

La contradiction que nous signalons entre les paroles de lord Palmerston et la conduite qu'il tient aujourd'hui ne lui échappe assurément pas à lui-même, et, pour la sentir, il n'a pas besoin d'avertissements étrangers. S'il passe par-dessus cette contradiction, c'est qu'il a devant lui un but auquel il veut arriver à tout prix. Ce but, il faut le dire, c'est l'humiliation de la France. Nous ne voulons ni rien envenimer, ni rien exagérer; nous ne voulons pas davantage faire de lord Palmerston un brouillon vulgaire, et répondre à sa malveillance contre nous par une injuste appréciation de sa valeur politique. Ses talents sont incontestables; ses adversaires les plus éminents, sir Robert Peel, lord Aberdeen, reconnaissent hautement tout ce qu'a de redoutable cet esprit vif et actif, non moins puissant dans les travaux du cabinet que dans les débats de la tribune. Toutes ces qualités sont pour nous autant de motifs de se rendre bien compte des intentions et des desseins de lord Palmerston. L'époque de 1840 est elle donc si loin de nous, qu'elle ne puisse nous éclairer par d'utiles souvenirs? La France a aujourd'hui en face d'elle le même homme qui, en 1840, la mettait en dehors du concert des puissances au sujet de la question d'Orient. Lord Palmerston n'avait pourtant alors aucun grief sérieux contre la France; tout au plus avait-il à se plaindre de quelque lenteur ou de quelque dissentiment sur la manière d'apprécier les prétentions respectives de la Porte et du pacha d'Égypte. C'en fut assez néanmoins pour déterminer cet homme d'état à précipiter une solution injurieuse pour nous. Aujourd'hui lord Palmerston dit tout haut qu'il a les plus justes

plaintes à élever contre la politique française; il s'entête à faire un crime à notre gouvernement d'une prétendue violation du traité d'Utrecht, qui, selon lui, interdit toute alliance par mariage entre les Bourbons de France et d'Espagne. Si l'irritation de lord Palmerston est sincère, nous devons craindre les actes qu'elle pourra lui inspirer; si par hasard elle était plus affectée que réelle, elle supposerait à notre égard une préméditation hostile qui devrait plus encore éveiller notre vigilance. Dans des circonstances aussi graves, en vérité, les hommes disparaissent, et l'on ne se sent de préoccupations que pour les grands intérêts du pays.

Avec lord Palmerston, la rivalité de la France et de l'Angleterre, qui, durant ces dernières années, dans quelques heureux moments de calme et de bonne intelligence, paraissait s'assoupir, reprend une vivacité fâcheuse. La même ardeur que le ministre whig avait contre M. Thiers, il la déploie aujourd'hui contre M. Guizot. Singulière destinée du représentant d'un parti qui a souvent proclamé ses sympathies pour la France constitutionnelle, que de se trouver successivement l'adversaire déterminé des deux hommes d'état qui, parmi nous, ont le plus appuyé leur politique sur l'alliance anglaise! Lord Palmerston a une manière de concevoir la grandeur de son pays qui implique toujours pour la France quelque chose de triste et d'humiliant. En 1840, il voulait nous annuler à Constantinople et nous enlever toute influence en Égypte. Que se propose-t-il aujourd'hui? En face d'un pareil adversaire, il faut chercher avec inquiétude quels pourront être ses mouvements, ses desseins, sur quels points il portera son esprit d'agression et d'envahissement.

En attendant, le ministre anglais voudrait arriver à un premier résultat : ce serait de reformer contre nous une sorte de ligue des puissances, comme en 1840. Dans cette vue, il a refusé de se joindre à nous pour protester contre le coup d'état qui a frappé Cracovie, et il a donné à la note qu'il a adressée à lord Ponsonby sur cette affaire le caractère de simples observations destinées à suspendre l'exécution d'une mesure qui ne serait pas encore réalisée. Il a voulu que les trois puissances fussent surtout frappées du contraste de son attitude avec la nôtre, et il s'est proposé d'exciter leur reconnaissance, quand elles pourraient comparer la réserve, la modestie de ses observations, à la chaleur qu'allait sans doute montrer la France dans cette occasion. Tel est le piége que nous tend aujourd'hui le représentant des whigs, de ce parti qui s'était montré jusque-là si porté pour la cause polonaise. A cette bienveillance succède aujourd'hui une indifférence glaciale; on sait maintenant pourquoi.

La France protestera contre l'usurpation des trois puissances sur l'indépendance de Cracovie, consacrée par les traités. Elle se doit à elle-même d'élever la voix contre une entreprise où éclate un singulier mépris pour la légalité et la justice. La protestation de notre gouvernement viendra après celle de lord Palmerston; elle viendra après le refus qu'a fait ce dernier de se joindre à nous pour adresser aux trois cabinets une commune remontrance; elle pourra donc être rédigée avec la conscience complète et réfléchie de tous les éléments de la situation. Ce qui nous paraît le plus essentiel, c'est que la France, dans une pareille pièce, prenne acte de la violation des traités, et qu'elle signale toutes les conséquences qu'ouvre à son profit la résolution des trois puissances. Elle doit déclarer qu'elle se réserve pour l'avenir de ne consulter, à l'égard de ces traités, que les convenances et les besoins de sa politique.

La France n'a qu'à garder une attitude d'observation. Elle ne saurait songer à jeter au dehors des paroles de menace et de défi. Qui voudrait voir sérieusement un cas de guerre dans la résolution des trois puissances? Il n'y a que l'exaltation des partis qui puisse répondre par un cri de propagande au coup d'état de Cracovie. La seule réponse qui convienne à un grand pays est dans la fermeté avec laquelle il pratiquera la politique d'indépendance et d'isolement que lui font les circonstances. Être en paix avec tout le monde, sans entretenir d'intimité avec personne, telle doit être notre attitude, et nous aurons au moins de cette façon la liberté de nos mouvements. Cette politique a souvent été, dans les chambres, par les hommes les plus éminents de l'opposition, indiquée comme la meilleure à suivre; aujourd'hui nous y sommes ramenés par la nécessité. Sans doute, c'était une grande chose, un puissant levier que l'alliance de la France et de l'Angleterre; dans les deux pays, tous les esprits éclairés sont frappés du rôle qu'auraient à jouer les deux peuples, s'ils voulaient, s'ils pouvaient rester unis. N'est-ce pas leur concert qui, depuis seize ans, a donné la liberté constitutionnelle à la Grèce et à l'Espagne? La continuité de leur union pourrait accomplir encore des résultats non moins désirables, mais à la condition d'une réciprocité sincère entre les deux gouvernements. Or, il semble que l'Angleterre ne puisse prendre au sérieux notre prétention de cultiver son alliance sur un pied complet d'égalité, et d'en recueillir de légitimes avantages. Nous ne voulons d'autre preuve de cette disposition de l'Angleterre à notre égard que l'incrédulité qu'a rencontrée l'annonce du double mariage. On ne pouvait se persuader à Londres qu'une fois l'Angleterre ayant fait connaître sa pensée, le gouvernement français pût oser passer outre. L'intimité entre les deux peuples peut-elle exister tant qu'on ne reconnaîtra pas chez nos voisins que nous pouvons avoir une volonté? Pour que l'amitié fût durable, il ne faudrait pas non plus qu'au moment même où l'union paraît la plus entière, la France fût desservie et secrètement menacée dans des intérêts précieux par la politique anglaise. N'est-ce pas une pensée persévérante de lord Palmerston, en 1840 comme en 1846, de nous aliéner l'empire turc, en cherchant à persuader au divan que notre politique en Égypte et notre prise de possession de l'Algérie sont choses attentatoires à la puissance de la Porte? Nous pouvons cependant conserver avec le sultan une sincère alliance, sans adopter à son égard la ligne de conduite qui convient à l'Angleterre.

La manière dont a été reçu le bey de Tunis en est la preuve. Ahmed-Pacha, qui a reconnu depuis longtemps tout le prix de notre amitié, souhaitait visiter la France : néanmoins, avant d'entreprendre son voyage, il voulut savoir sur quel pied il serait accueilli. Il désirait être sûr qu'il ne serait pas présenté au roi des Français par l'ambassadeur de la Porte, comme l'avait été Ibrahim-Pacha. Le gouvernement français n'avait qu'à régler sa réponse et sa conduite sur les relations que depuis deux cents ans nous entretenons avec Tunis. Depuis deux siècles, nous avons conclu des conventions, des traités de commerce avec le bey de Tunis. Si le bey est un ancien vassal de la Porte, si le sultan se regarde toujours comme son suzerain, de fait il n'est plus son souverain, surtout pour nous qui avons depuis longtemps reconnu l'indépendance de Tunis. Il était donc naturel que le bey fût reçu avec les honneurs dus aux princes souverains. En lui faisant cet accueil, le gouvernement français a pensé avec raison qu'Ahmed-Pacha n'était pas dans la même situation qu'Ibrahim. Le sultan est véritablement encore le souverain de l'Égypte; il a délégué sa souveraineté, mais il en a retenu le principe et les

droits régaliens. Sur Tunis, au contraire, il n'a plus qu'une ombre de suzeraineté, qui laisse intacte l'indépendance du bey. Ahmed-Pacha a été fort sensible à une reconnaissance aussi solennelle de son caractère et de ses droits, et il professe pour la France un véritable enthousiasme. Par son origine, par son éducation, il était disposé à comprendre plus facilement notre civilisation. Ahmed-Pacha a ponr mère une Génoise, une chrétienne, qui vit encore à Tunis. On le prendrait en le voyant pour un général européen.

Quand Ahmed-Pacha a débarqué en France, il avait l'intention d'aller de Paris à Londres, et de prévenir, par cette politesse, les ombrages que l'Angleterre aurait pu concevoir de sa présence parmi nous. Dans ce dessein, il a fait pressentir l'ambassade anglaise sur la réception qu'il pouvait attendre. Lord Normanby a eu la loyauté de lui donner avis qu'il ne devait pas espérer à Londres un accueil semblable à celui dont il était ici l'objet; l'Angleterre ne le recevrait pas comme un prince souverain, mais comme un gouverneur d'une province turque. On assure que cet avertissement a déterminé Ahmed-Pacha à renoncer à son voyage; en effet, il accepterait, en allant à Londres, une situation inférieure à celle que la France lui a faite.

C'est notre politique naturelle d'étendre une main protectrice sur les états limitrophes de l'Algérie. Toutes les fois que le gouvernement français a pu craindre que le sultan n'inquiétât son ancien vassal, il a envoyé quelques vaisseaux en vue de Tunis, et cette démonstration a toujours eu son effet. Le bey de Tunis a donc un véritable intérêt à s'attacher à nous. Du côté du Maroc, il sera plus long, plus difficile de cimenter une alliance : cependant le nom de la France a été glorieusement répandu dans les états d'Abderrhaman par la bataille d'Isly. Notre consul général à Tanger, M. de Chasteau, a été chargé d'offrir à l'empereur de nombreux présents, des armes, plusieurs petites pièces de canon, des chevaux. Le ministre des relations extérieures d'Abderrhaman est allé attendre M. de Chasteau à Mazagan, et doit l'accompagner jusqu'à la résidence de l'empereur. Quand on a voulu épouvanter la France sur les conséquences de l'occupation de l'Algérie, on lui a prédit qu'elle serait entraînée par la force des choses à la conquête de Tunis et du Maroc. Les alliances sont moins dispendieuses et plus sûres que la conquête, et elles peuvent nous conduire au même but, la possession paisible de l'Algérie et un juste ascendant sur la Méditerranée.

C'est cet ascendant dans la Méditerranée qui est au fond l'éternel débat entre l'Angleterre et nous. Sans cela, le double mariage n'eût pas excité à Londres tant de colères; il n'a paru une entreprise si coupable que parce qu'il pouvait augmenter notre influence sur l'Espagne. Il faut lire, dans un livre tout d'à-propos qui vient de paraître, *Diplomatie de la France et de l'Espagne depuis l'avénement de la maison de Bourbon* (1), l'histoire de la lutte constante des deux peuples dans la Péninsule. Ce n'est pas nous cependant qui cherchons à porter atteinte à l'indépendance morale de la nation espagnole; au lieu de fomenter dans son sein la discorde et l'anarchie, nous assistons avec une sympathie mêlée d'espoir à ses efforts pour l'affermissement de la monarchie constitutionnelle. Dans quelques jours, les élections générales auront lieu dans la Péninsule; on croit qu'elles feront entrer aux cortès une soixantaine de progressistes : ce parti aurait ainsi la preuve qu'il peut se faire une place sans sortir de la constitution. La famille royale

(1) Un vol. in-8°, chez Gerdès, éditeur, 10, rue Saint-Germain-des-Prés.

de Madrid a vu revenir à elle l'infant don Enrique, qui a complétement désavoué la protestation qu'il avait eu la légèreté de signer il y a quelques mois. Dans ces derniers temps, il a pu voir dans quel abîme il aurait été entraîné par les provocations qu'il recevait de l'Angleterre. On l'engageait à lever l'étendard de la guerre civile; il a repris le sentiment de ses devoirs : son frère, le roi d'Espagne, a surtout l'honneur de cette réconciliation.

Tandis que sur la Vistule on déchire avec un si funeste éclat des traités où la France était partie contractante, on s'efforce insensiblement de gagner pied à son préjudice sur l'Escaut et dans les Alpes, on agite sourdement les provinces danubiennes, où tout le chemin qu'on fait mène à Constantinople. Ce n'est pas seulement avec de grands coups que les trois cours veulent asseoir leur influence en Europe; elles ont des procédés moins bruyants, et certains faits assez récents peuvent servir à montrer comment s'y prend leur ambition quand elle trouve son intérêt à se dissimuler.

Si la Belgique ne s'est point encore jetée dans les bras de l'Allemagne, ce n'est point la faute de la Prusse. A peine la France avait-elle repoussé l'union douanière, que le Zollverein s'est présenté pour recueillir ces bénéfices restés disponibles. L'esprit allemand a porté sur cet espoir de conquête la passion singulière par laquelle se traduisent maintenant toutes ses entreprises nationales ou politiques; le gouvernement prussien s'est mis à la tête de cette nouvelle croisade; il l'a servie avec les armes qu'il aime. Il ne s'est pas contenté des faveurs commerciales par lesquelles le traité du 1er septembre 1844 invitait la Belgique à prendre sa place dans le cercle des douanes allemandes; il a cherché des séductions moins matérielles et fait appel aux vieux souvenirs d'un même berceau; s'il n'a point encore précisément réussi, ce n'est point pour avoir ménagé ses frais d'éloquence. Il a soutenu de son mieux la résurrection du patois flamand commencée en 1840. M. d'Arnim, qui posait, en 1843, à Anvers, la première pierre de *l'entrepôt prussien,* a travaillé avec une dextérité particulière à développer ces manifestations nationales en faveur d'une langue sœur de la langue allemande. Verrons-nous donc le français proscrit par le flamand, comme il l'était par le hollandais en 1829 ? Franchement, nous sommes encore loin de le croire. Le *festival* de Cologne du mois de juin dernier, les fêtes de septembre à Bruxelles, ont été, nous le voulons bien, des occasions de rencontres et d'embrassements entre les Flamands et leurs *frères de Germanie :* nous doutons fort cependant que la Belgique passe à l'Allemagne sous le pur ascendant de ces vanités nationales, bien quintessenciées pour son goût.

La Prusse voudrait bien commander sur notre frontière du nord, comme elle commande sur notre frontière de l'est. L'Autriche ne se tient pas davantage pour battue sur la ligne des Alpes. Appuyée sur ses possessions d'Italie, elle régente plus hardiment qu'on ne le saurait dire toute une partie de la Suisse, et provoque ainsi les tristes déchirements où la confédération menace de se dissoudre. Quelques faits de date récente ont trahi cet empire qu'elle dissimule d'ordinaire avec plus d'habileté. M. de Philippsberg, le chargé d'affaires d'Autriche, est allé presque officiellement à Coire pour sommer les Grisons de retirer le suffrage qu'ils ont donné dans la diète contre l'alliance des sept. Il s'est adressé au petit conseil et l'a qualifié d'*organe légal* du canton, malgré la constitution qui attribue exclusivement au grand conseil le droit de donner des instructions pour voter en diète; il s'est attiré une réponse publique, dans laquelle les magistrats mena-

cés invoquaient, pour se couvrir de l'Autriche, une indépendance de quatre siècles. On a pu voir ainsi par le détail comment le cabinet autrichien en usait avec ses pauvres voisins, dont la sécurité complète est cependant si nécessaire à l'ordre général de l'Europe. On s'est rappelé les mauvais traitements que souffre depuis si longtemps le Tessin, les brigandages provoqués à Lugano en 1799, les violences exercées sur le parti libéral en 1814, renouvelées progressivement à partir de 1830. Dans les Grisons, jusqu'ici l'on n'avait pas encore eu besoin de ces rigueurs, on s'entendait avec l'oligarchie rhétienne ; on lui donnait du service dans les armées ou dans les bureaux, on répandait à propos les décorations, enfin on avait déclaré franche de tous droits régaliens la grande route du Splugen, vraie fortune du canton. On annonce aujourd'hui qu'on retirera ces faveurs et qu'on prendra des *mesures justifiées par le droit des gens,* si le canton ne rétracte son vote. Il faut se croire bien sûr d'être obéi pour dicter ainsi la loi.

Quant à la Russie, elle n'est pas tellement occupée sur la Vistule, qu'elle oublie un instant de se frayer sa voie sur le Danube. Dans les pays moldo-valaques, l'intérêt bien entendu de la politique ottomane, sinon des cupidités particulières du divan, ce serait de créer un corps assez solide pour tenir plus près de la Russie le même poste que gardent un peu plus loin les Serbes ; ce serait par conséquent d'unir les deux pays sous un même suzerain, à qui on donnerait l'hérédité sans l'affranchir de la dépendance. Cette concession, que nous avons su obtenir pour l'Egypte, n'aurait-elle pas mieux profité aux Moldo-Valaques ? C'est là en effet le vœu du pays, c'est la condition première d'une fédération durable entre les provinces danubiennes et la Porte, c'est le meilleur moyen de couper court aux intrigues russes et de leur barrer le chemin de Constantinople. Une souveraineté divisée, des fonctions princières révocables, des élections toujours possibles, une aristocratie corrompue toujours prête à se vendre, toujours disposée à la brigue, voilà plus qu'il n'en faut pour donner carrière aux conquêtes souterraines du cabinet moscovite. Aussi voyez comme celui-ci marche de tous les côtés à la fois. On assure que les agitations de 1841 recommencent en Bulgarie, et l'on parle d'une conspiration tramée contre le prince Bibesko et récemment découverte à Kraïowa. Sous l'influence de ces prêtres détestables disciplinés par la Russie, on soulève les chrétiens contre le nom turc, alors même que le sultan poursuit avec tant de courage l'abolition des haines religieuses. Chose étrange, à l'autre extrémité de l'empire, le zèle des nestoriens attire sur eux, comme en 1843, les horribles massacres des Kurdes, et les évêques fanatiques qui les provoquent vont, dit-on, prendre leurs leçons à Tiflis. Si la France ne peut atteindre jusque-là, elle pourrait du moins se créer au midi du Danube une autorité pacifique et morale dont on ne sait pas assez le prix. C'est encore là une ligne à disputer.

Est-ce à dire que cette agression presque générale des diplomaties doive dégénérer en une rupture belligérante ? que la destruction de la république polonaise soit le signal d'une intention arrêtée de lutte et de combat ? Nous ne le croyons pas. L'occident de l'Europe a bien des raisons d'appréhender un terme à cette paix dont il jouit depuis trente ans ; mais, il est bon de le dire, les puissances de l'Europe orientale auraient plus de peine encore à la rompre : il s'en faut qu'elles soient plus prêtes que nous.

Est-il d'abord un homme d'état en Autriche qui puisse attendre sans effroi « ce premier coup de canon dont le seul bruit ferait peut-être aussitôt crouler la monarchie ? » Quand l'empereur François, vaincu en 1805 et en 1809, signait

les traités de Presbourg et de Vienne, il n'avait pas eu cependant à lutter contre l'effervescence intérieure des populations sujettes; les sentiments nationaux ne s'étaient éveillés nulle part avec cette âpreté qui les caractérise aujourd'hui. Comment tenir à la fois la main sur les Slaves et sur les Hongrois, sur les Bohêmes et sur les Italiens? La noblesse, qui eût pu servir d'appui, manque maintenant plus que jamais; la noblesse madgyare garde, il est vrai, une véritable énergie, mais elle l'emploie dans une guerre ouverte contre la chancellerie autrichienne; la noblesse gallicienne est exterminée; reste la noblesse allemande, mais celle-ci n'a ni position comme corps ni influence comme association morale. Elle paraît à peine dans ces états provinciaux qui ne durent qu'un jour, qui ne comportent point d'opposition, qui ne reçoivent pour ainsi dire pas de députés de la bourgeoisie. La bureaucratie n'a pas cessé d'être un élément de stabilité pour la monarchie; mais ce réseau trop lourd écrase la vie publique au lieu de la contenir. Enfin, l'armée, si nombreuse qu'elle soit, si distinguée même qu'on la dise dans le service des armes savantes, l'armée, dirigée d'en haut par des bureaucrates, peuplée de soldats sans goût pour leur métier, ne sera jamais l'armée d'un état militaire. Cette infériorité aurait même vivement frappé les esprits pendant l'insurrection gallicienne, et l'on attribuerait au ressentiment d'un si singulier échec le dernier arrêt qui a frappé Cracovie.

Quant à la Prusse, la force dont elle dispose est avant tout une force morale. Qu'elle ait à représenter sur un champ de bataille l'intérêt, le droit national de l'Allemagne, elle aura derrière elle des milliers de citoyens armés; qu'elle veuille entraîner ses milices à la défense de la politique russe, elle court les plus grands périls que jamais gouvernement ait bravés. « Milord, disait le roi Frédéric-Guillaume à lord Aberdeen au moment où celui-ci prenait congé de lui, je vous recommande le peuple allemand. » C'était une des façons de parler du monarque prussien, mais c'était aussi l'expression de cette anxiété véritable que lui cause le voisinage de la Russie. Malheureusement les questions commerciales empêchent un rapprochement bien intime avec l'Angleterre; on se défie du mauvais esprit de la France, et Frédéric-Guillaume a dans sa famille des partisans dévoués de la Russie. Voilà bien des raisons d'incertitude pour un esprit déjà naturellement mobile, et cependant il serait nécessaire d'aviser. Si quelque chose pouvait encore plus irriter l'Allemagne, si profondément blessée par les tergiversations du monarque en matière constitutionnelle, ce seraient assurément des velléités d'alliance russe. De Kœnigsberg, où l'esprit germanique lutte heure par heure contre l'invasion moscovite, jusqu'à Manheim, où Sand poignarda Kotzebue, il n'y a qu'un cri en Allemagne contre le système et l'amitié des Russes. Les exigences des chemins de fer détermineront bientôt peut-être un déficit; il faudra de nouveaux impôts pour le combler, il faudra des états pour voter ces impôts : seront-ce les députés de Posen ou du Rhin qui voudront distraire une partie de ces fonds pour soutenir le gouvernement dans une querelle engagée sur les dernières ruines de la Pologne?

Reste enfin la Russie, c'est-à-dire le plus formidable, parce qu'il est le moins connu, de ces trois alliés qui jettent le gant à l'Europe occidentale. On ne doit pas s'y tromper, l'anéantissement de la Pologne n'est pas pour la Russie une œuvre de dépit ou de vengeance aveugle, c'est un calcul politique froidement et systématiquement poursuivi. Si la Russie perd la Pologne, elle ne peut plus agir sur l'Europe, et il serait juste d'affirmer que ce qu'elle a d'action sur nous, c'est

de la Pologne qu'elle le tire. « La force actuelle de l'empire russe, on l'a dit avec raison, se trouve à la ceinture et non au centre de ses vastes provinces. » C'est le pays compris entre la Warta et le Dnieper qui lui produit le plus d'hommes et d'argent. Quel serait, dans l'état présent, le premier effet d'une commotion ? Tout aussitôt le pays entre la Warta et le Dnieper deviendrait hostile et impraticable ; la Russie, qui a besoin contre l'Europe d'une base d'opérations sur la Vistule, devrait reporter cette base au Dnieper, et, pour amener ses troupes jusqu'à la Warta, elle aurait à les conduire par des routes de deux cents et de quatre cents lieues. La Russie, malgré ces immenses ressources dont elle prétend disposer, n'a jamais pu concentrer de grands corps d'armée hors de chez elle ; comment même oserait-elle s'engager à l'aventure sur le sol miné qui la porte? Le cabinet de Pétersbourg a redoublé de précautions en Pologne. Pendant qu'il feint d'affranchir les paysans du royaume, qui sont sortis depuis si longtemps du servage, il empêche les propriétaires en Podolie, en Wolhynie, en Lithuanie, de s'accorder à l'amiable avec leurs paysans ; on croirait qu'il leur prépare le sort de la noblesse gallicienne. Il envoie, comme le cabinet autrichien, des soldats en congé dans les villages ; il organise un système de surveillance au milieu même des campagnes ; il établit un chef par dix chaumières, et soumet à ses inspections, à la direction de ses popes, cette hiérarchie de magistrats esclaves, d'espions rustiques. La vie de campagne est perdue dans les provinces russo-polonaises comme en Gallicie. Si c'est là pour le czar un moyen de domination, il est à coup sûr aussi dangereux pour le vainqueur que pour les vaincus. Sait-on d'ailleurs ces agitations mal contenues, qui luttent au sein du vaste empire ? Sait-on combien de résistances rencontre cette volonté acharnée de tout *russifier* jusque chez les populations slaves depuis longtemps sujettes ? Croit-on que la Petite-Russie, par exemple, se prête à ces tendances absorbantes de la grande? Connaît-on tous les contrastes qui se heurtent sous cette apparente immobilité? Le gouvernement du prince Woronzow a, dit-on, répandu dans les pays du sud des habitudes libérales qui seraient des crimes sur la Newa.

Et cependant, disons-le, si l'une des trois puissances gagne à cette brusque rupture qu'elles dénoncent en commun à l'Europe, c'est bien la Russie : l'Autriche devient plus que jamais solidaire de toute la politique moscovite, la Prusse achève de perdre la popularité qu'elle avait conquise en 1840 ; c'est tout à fait un succès russe, atteint, sans coup férir, par une diplomatie sans égale. Disons-le, d'autre part, c'est un succès qui n'aura point de lendemain, le jour où les puissances de l'Occident s'accorderont pour mettre la Russie au défi de lui en donner un.

VOYAGE ET RECHERCHES

EN

ÉGYPTE ET EN NUBIE.

III.

LES PYRAMIDES.[1]

15 décembre.

Un petit bateau à vapeur transporte les voyageurs d'Alexandrie jusqu'à Atfèh, où le canal rejoint le Nil; là un autre bateau plus grand les reçoit et les porte au Caire, en remontant le fleuve. A ce canal, comme je l'ai dit, Alexandrie doit sa résurrection; il lui apporte l'eau du Nil, et la rattache à l'Égypte. Au temps des Français, il n'était guère navigable qu'un mois de l'année. Bonaparte conçut le projet de le réparer. Les plans furent levés, les devis furent faits, mais le temps et la fortune manquèrent à ce dessein; après divers essais, parmi lesquels il faut citer ceux de M. Coste en 1820, le pacha résolut de reprendre l'œuvre des Ptolémées et des califes, et de réaliser le projet des Français. Malheureusement il accomplit cette grande résolution à sa manière, c'est-à-dire en prodiguant la vie des hommes, qui ne compte pas pour beaucoup en Orient. On fit une battue dans

(1) Voyez les livraisons du 31 juillet et du 31 août.

la basse Égypte, on traqua, on *pressa* (1) les cultivateurs, les femmes, les vieillards, les enfants, au nombre, dit-on, de cent mille. Là, sans abri, souvent sans nourriture, creusant avec les ongles un sol pestilentiel, ces malheureux, excités par le bâton, dévorés par la faim, décimés par les maladies, achevèrent le canal en quelques mois. Le canal existe, il est très-utile au commerce, très-commode pour les voyageurs, et il n'a pas coûté beaucoup d'argent à creuser. MM. Lancret et Chabrol, de l'expédition d'Égypte, estimaient les frais à 750,000 francs. Méhémet-Ali n'a dépensé que trente mille hommes.

Je ne sais si l'horreur de ce souvenir assombrissait pour moi le paysage, mais j'ai trouvé les bords du canal bien tristes. Je les crois réellement assez mornes et assez différents de ce qu'ils étaient au temps d'Aboul-Féda, quand celui-ci vantait l'agrément de ces rives bordées des deux côtés de prairies et de jardins, plantées, dit un poëte arabe, de palmiers « semblables au col ondoyant d'une belle fille qui dort, et parés de leurs colliers de fruits. » Pour me distraire, je cause avec un Arménien *orthodoxe* (ainsi se désignent eux-mêmes ceux que nous appelons schismatiques). Celui-ci est plein de colère contre les Arméniens catholiques. Ils ont cessé d'être Arméniens en se faisant romains, dit-il. Je comprendrais ce patriotisme jaloux, s'il y avait une église arménienne véritablement indépendante; mais on sait de quel souverain étranger le grand patriarche d'Eschmyadzin est le très-humble serviteur, et les Arméniens qui ne veulent pas avoir leur pape à Rome risquent fort de l'avoir à Pétersbourg.

Dans les misérables huttes qui s'élèvent sur la rive, je remarque en passant ce goût naturel pour l'élégance et la décoration qui se rencontre ici allié à la dernière misère. La porte d'une cabane bâtie avec la boue du Nil m'a offert une ogive très-bien tracée. Dans le pays du soleil, le beau n'est jamais absent, la grâce se mêle à tout.

Cependant le bateau marche, et nous approchons d'Atfèh, où le canal débouche dans le Nil. Tout à coup à la monotonie et à la nudité du paysage succèdent deux rangées de sycomores. Le soleil, qui est près de son coucher, sème de taches dorées l'ombre noire qui s'étend à leur pied. Nous glissons entre deux murs d'une noire verdure, et au bout de cette allée d'ombre jaillit le minaret empourpré d'Atfèh. Voilà un de ces moments dont le souvenir se détache de tous les souvenirs d'un voyage, et qui dédommagent de beaucoup de *longueurs* et d'ennuis, comme quelques moments dans la vie dédommagent de beaucoup de jours. A Atfèh s'opère le transbordement du petit bateau dans le bateau plus grand destiné à remonter le Nil jusqu'au Caire. Nous voilà donc sur le Nil. Désormais nous ne le quitterons plus; il nous promènera à travers les monuments de l'Egypte, qui s'élèvent tous sur ses bords; les anciens l'appelaient *Ægyptos*, et en effet il est toute l'Égypte.

Ce soir, nous remontons le cours majestueux de ce fleuve nouveau par un beau clair de lune, en prenant du thé sur le pont, et en causant avec un négociant français établi en Égypte des dernières mesures commerciales de Méhémet-Ali. Le chemin fut plus rude à l'armée française pour venir d'Alexandrie au Nil; pendant

(1) J'emploie ce mot dans un sens qu'il n'a heureusement qu'en anglais. On sait ce que c'est que la *presse* des matelots. Cet usage étrange chez un peuple libre n'était point inconnu à l'ancienne Égypte, au moins sous les Ptolémées. M. de Saulcy en a trouvé la preuve dans le texte démotique de l'inscription de Rosette, qu'il a si heureusement interprété.

plusieurs jours, elle se traîna à travers les sables, harcelée par les Arabes, mal pourvue de vivres, privée d'eau, et dévorée par un soleil de juillet. Faisant ainsi, dans les circonstances les plus pénibles, le cruel apprentissage du désert, elle conserva tout son courage, et, ce qui était plus héroïque, toute sa gaieté. Là, au milieu des horreurs de la soif, les soldats éprouvèrent pour la première fois cette déception cruelle qui semble une ironie de la nature, le mirage. C'est au milieu de ces épreuves qu'ils atteignirent Chébreis, où la fermeté de l'infanterie soutint sans broncher le choc de l'impétueuse cavalerie des mameluks ; ceux-ci firent en vain des prodiges de courage et de désespoir pour briser une résistance qu'ils ne pouvaient comprendre. Nos soldats ont toujours donné le même exemple, en Égypte et en Algérie, depuis la bataille des Pyramides jusqu'à la bataille d'Isly ; mais c'est à la première rencontre surtout que fut merveilleuse cette immobilité des carrés assaillis par la meilleure cavalerie de l'Orient. Quelque hésitation eût peut-être été permise en présence d'un péril si formidable en apparence et si nouveau, mais, dès le premier jour, nos fantassins furent inébranlables, et l'ennemi, qui croyait les anéantir, ne put les étonner.

Nous avons laissé la Grèce à Alexandrie, nous en retrouvons encore le souvenir en passant devant le lieu où fut Naucratis, la première ville grecque qu'ait vue l'Égypte ; Naucratis, célèbre par tout ce qui tenait aux élégances et aux corruptions de la vie hellénique, par ses coupes, ses vases et ses courtisanes (1). Le séjour de toutes ces brillantes fragilités n'a laissé aucun débris. Saïs, qui fut la résidence de la dernière dynastie nationale avant la conquête des Perses, a laissé plus de traces. On y voit encore une vaste enceinte en briques et quelques ruines. Du reste, ces ruines, reconnues par l'expédition française, visitées par Champollion, L'Hôte et Wilkinson, offrent, d'après ce qu'ils en disent, un médiocre intérêt. On n'y a presque point trouvé d'inscriptions hiéroglyphiques, et, sans hiéroglyphes, des débris informes ou des briques entassées ne méritent guère d'arrêter. J'ai vu à Rome, où il m'avait été indiqué par le respectable père Ungarelli, un monument venu certainement de Saïs et beaucoup plus curieux que tout ce qu'elle contient aujourd'hui. Ce monument suffirait à lui seul pour montrer quel jour peut répandre sur l'histoire d'Égypte la lecture des hiéroglyphes. Il est venu en aide à une opinion déjà énoncée par M. Letronne et appuyée sur d'autres preuves, à savoir que les destructions opérées par les Persans et leur roi Cambyse avaient été notablement exagérées. C'est une statuette d'un prêtre de la déesse Neith, patronne de Saïs ; elle porte une inscription hiéroglyphique attestant que Cambyse, loin de faire dans cette circonstance aucune violence à la religion nationale, lui a rendu au contraire un éclatant hommage. On peut lire avec certitude dans l'inscription que *Cambyse a fait les cérémonies sacrées en l'honneur de la déesse Neith comme les anciens rois.*

Les auteurs grecs parlent souvent de Saïs, la première grande ville de l'ancienne Égypte qu'on trouvait en remontant la branche canopique du Nil, longtemps ouverte seule aux étrangers. D'ailleurs Saïs était peu éloignée de Naucratis, dont la population était grecque aussi bien que le nom. C'est à Saïs que Platon place l'entretien de Solon et des prêtres sur l'Atlantide. A Saïs se rattachent deux grandes questions qu'on ne peut résoudre en passant devant ses ruines, mais que ces

(1) Ces dernières, dit Bayle traduisant Hérodote, y prenaient un soin extrême d'être charmantes.

ruines rappellent : la question des colonies égyptiennes en Grèce, et celle des mystères de l'Égypte. Cécrops, dont le nom a du reste une physionomie assez égyptienne, venait-il de Saïs? Saïs était-elle la mère d'Athènes? La déesse *Athéné* (Minerve) était-elle la même que la déesse Neith? Ces choses que l'antiquité a crues ne sont point impossibles ; si elles étaient vraies, il faudrait saluer ici le berceau d'Athènes, mais elles me semblent loin d'être démontrées. Quelque opinion qu'on adopte sur la grande question des colonies égyptiennes, il faut reconnaître que les témoignages des anciens sur ce sujet, tous très-postérieurs à l'événement, doivent être accueillis avec réserve. On a trouvé sur les monuments égyptiens des traces d'immigration; on y a vu représentées des familles de pasteurs arrivant du dehors comme la tribu d'Abraham, mais on n'a pu découvrir jusqu'ici rien qui ressemble à une émigration. Les Égyptiens paraissent avoir été un peuple sédentaire. Attachés à leur pays, qui était pour eux l'univers, la singularité de ce pays extraordinaire contribuait encore à les y fixer. En général, quand on est né dans une contrée qui diffère beaucoup des autres par sa physionomie physique et par ses institutions politiques, on est peu disposé à se faire ailleurs une patrie. Plus on a sujet d'être dépaysé par un changement de lieu, moins on est porté à s'établir dans un lieu nouveau; c'est probablement ce qui fait que les habitants des montagnes tiennent si fortement aux régions qui les ont vus naître. Accoutumés au caractère tranché de leurs scènes et de leur vie alpestres, comment s'accommoderaient-ils au caractère si différent de la nature et des mœurs de la plaine? Et cela n'est pas vrai seulement des montagnes. Tout pays dont la physionomie est bien marquée, toute civilisation qui a un caractère à part, détournent les hommes d'établir ailleurs leur existence. Il en est des marais de la Laponie comme des pâturages de l'Oberland ou des rochers du Tyrol.

La Chine, qui renferme tous les climats, qui est un pays de plaines et de montagnes, ne se répand point sur le monde, qu'elle inonderait, parce que sa civilisation très-particulière l'isole et la circonscrit. Comment un Chinois vivrait-il hors de la Chine? Pour lui, ce serait changer de planète. Cela était encore plus vrai des Égyptiens, car pour eux, à l'étranger, la nature était aussi nouvelle que la société. On est donc disposé *à priori* à reconnaître aux Égyptiens un penchant très-prononcé à rester chez eux. Ces réflexions ne tranchent point la question des colonies égyptiennes en Grèce, mais peuvent l'éclairer un peu en attendant qu'elle soit résolue.

A la question des colonies égyptiennes en Grèce touche la question de l'origine des mystères que les colonies auraient apportés. C'est encore un point délicat qui ne peut se traiter sur ce bateau et pour ainsi dire à vitesse de vapeur. Ce qui est certain, c'est que là aussi il y a eu des exagérations et des suppositions manifestes. L'origine égyptienne des mystères grecs, admise un peu sur parole jusqu'à ce jour plutôt que démontrée véritablement, tenait peut-être à l'opinion qu'on s'était formée de la science et de la sagesse profonde des Égyptiens. Peut-être, maintenant qu'on voit qu'ils ne savaient pas beaucoup, reconnaîtra-t-on qu'ils n'avaient pas grand'chose à cacher, et les mystères de leur religion s'évanouiront-ils presque complétement, comme le profond symbolisme de leur écriture a disparu depuis qu'on sait la lire. Du reste, on ne peut en vouloir beaucoup à une opinion qui a inspiré à M. Ballanche de si belles pages dans son épopée sociale d'Orphée.

Hérodote parle des mystères de Saïs ; mais ce mot doit être pris ici plutôt dans

le sens qu'il a reçu au moyen âge que dans l'acception que lui donnait l'antiquité. A Saïs, d'après Hérodote, on représentait de véritables drames hiératiques; la nuit, sur le lac de Saïs, on jouait, il le dit en propres termes, *la Passion d'Osiris* (1). Cette représentation, j'en conviens, pouvait offrir des symboles dont les initiés avaient le mot; mais, même en admettant de vrais mystères chez les Égyptiens au temps d'Hérodote, il resterait toujours à savoir si ces mystères existaient primitivement dans le sein de la religion égyptienne, ou s'ils commençaient à s'y introduire par les influences grecques. N'oublions pas que Saïs, où nous les voyons plus certainement établis que partout ailleurs, était voisine de Naucratis, et que Naucratis était grecque.

16 décembre.

Je me réveille sur le Nil; je vois pour la première fois le soleil se lever sur ses rives. Notre bord a reçu un personnage important, un des hommes les plus éclairés que renferme l'administration égyptienne, Edem-Bey, ministre de l'instruction et des travaux publics; j'ai pour lui une lettre de mon vénérable confrère M. Jomard, et je suis charmé de commencer notre connaissance sur le bateau à vapeur, où l'on a tout loisir de converser librement. Edem-Bey a vu la France et l'Angleterre; les idées saint-simoniennes et fouriéristes lui sont familières; on sent qu'il a une certaine prédilection pour elles. Je le regarde et l'écoute avec curiosité. Eh quoi! c'est un Turc, un ministre du terrible exterminateur des mameluks, ce personnage à lunettes vertes parlant très-bien français et développant tous les avantages qu'offre l'association des petites fortunes et des petites existences avec une bonhomie que je crois sincère! L'Orient, où l'idée de la propriété individuelle n'a jeté nulle part des racines bien profondes, est le pays où les théories socialistes ont, à quelques égards, le moins de chemin à faire pour s'établir. On y est fort accoutumé à l'exploitation par le gouvernement; il n'y aurait qu'à la conserver en la régularisant, en la purgeant de despotisme, s'il est possible. Les idées de Saint-Simon ont laissé un germe en Égypte; les idées de Fourier s'infiltrent à Constantinople. L'Orient, qui n'a connu ni le christianisme ni la liberté, est une terre favorable pour des théories qui ne s'arrangent très-bien ni du premier ni de la seconde.

En remontant le Nil, on est frappé d'un spectacle nouveau. A droite et à gauche, le fleuve envoie des canaux qui se divisent et se ramifient; c'est comme un réseau d'artères qui, partant d'un tronc commun, vont porter la vie aux extrémités; mais là s'arrête la comparaison. Aucun affluent ne vient grossir le fleuve nourricier; il y a donc ici des artères, mais il n'y a pas de veines.

La pointe du Delta s'appelle *le Ventre de la Vache;* ce nom, donné à l'endroit où commence la partie la plus fertile de l'Égypte, n'est-il pas un souvenir de la vache divine, d'Isis, symbole de la fécondité et personnification de l'Égypte? Tout le monde sait que les Grecs désignèrent par le nom de Delta un triangle dont la pointe est ici, et dont la base est appuyée à la mer, à cause de la ressemblance qu'ils lui trouvaient avec la quatrième lettre de leur alphabet. Depuis, le nom de Delta a été donné à tous les pays créés ainsi par les atterrissements que produisent les fleuves vers leur embouchure; ce phénomène géographique n'est point particulier à l'Égypte. Ceci n'est point *le* Delta, mais *un* delta, car il y en a plu-

(1) Τὰ δείκηλα τῶν παθέων αὐτοῦ νυκτὸς ποιεῦσι. — Hér., II, 171.

sieurs ; il y en a un grand nombre. Ceci est le delta du Nil. Le Rhin, le Pô, le Mississipi, ont le leur. La Hollande est un delta ; je viens de côtoyer le delta du Rhône, qui s'appelle la Camargue.

La géologie, qui nous a enseigné l'existence d'anciennes races d'animaux, d'anciennes espèces végétales, aujourd'hui détruites, a retrouvé aussi des deltas dans le monde qui a précédé le nôtre (1). Partout la formation des deltas, amenée par des causes pareilles, s'accomplit de la même manière (2). Un delta n'est pas le résultat d'accidents fortuits, mais le produit de lois constantes. « Un delta, dit M. Élie de Beaumont, passe par une série de phases presque aussi marquées que celles du développement d'un être organisé. »

Il est des pays dont l'histoire est écrite dans le sol. Leur constitution physique y détermine le retour d'événements semblables. Iphicrate et saint Louis commencèrent avec un pareil succès leur campagne dans la basse Égypte, et tous deux durent se retirer devant l'inondation qu'on y sait produire à volonté ; il suffit de couper les digues des canaux. Le Hollandais peut appeler la mer sur son sol ; l'Égyptien a une mer intérieure à sa disposition. Singulière diversité des opinions humaines ! les chroniqueurs arabes comparent le saint roi à Pharaon ; l'un d'eux, en parlant des désastres de nos croisés, s'écrie dévotement : Alors le diable cessa de les protéger.

La question de l'antiquité du Delta a été débattue avec assez de vivacité, parce qu'on rattachait cette question à celle de l'antiquité de la civilisation égyptienne et de la race humaine. Liée à des systèmes dont le but était de servir ou de combattre certains dogmes, elle a été d'abord étrangement compliquée et obscurcie. Traitée avec plus de liberté d'esprit, elle a dû s'éclaircir. Avant d'en arriver là, elle a donné lieu à plusieurs méprises. Ceux qui voulaient le monde très-ancien supposaient que la civilisation égyptienne existait déjà quand le terrain du Delta a commencé à se déposer, et ils comptaient complaisamment les milliers d'années qui avaient dû s'écouler avant que ce grand pays eût achevé de se former. Ces calculs reculaient prodigieusement l'apparition de l'homme sur la terre. Ceux qui avaient des raisons pour que l'espèce humaine fût assez nouvelle cherchaient à prouver que le Delta s'était formé plus rapidement, et ils citaient l'exemple de la ville de Damiette, port de mer, disaient-ils, au temps des croisades, et située maintenant à deux lieues de la Méditerranée.

En examinant la question avec impartialité, il s'est trouvé que la géologie donnait raison à ceux qui demandaient beaucoup de siècles pour la formation du Delta. Les arguments de leurs adversaires ont été écartés par l'étude des faits. On a reconnu, par exemple, que, si Damiette n'était plus au bord de la mer, ce n'est pas que le Delta ait gagné sur elle depuis douze siècles, comme Cuvier lui-même l'a cru : seulement il se trouve que le sultan Bibars, après avoir détruit Damiette, l'a rebâtie à deux lieues dans l'intérieur des terres ; mais il n'y a point là sujet de triomphe pour les partisans de l'antiquité démesurée de la civilisation égyptienne et de la race humaine sur la terre, car, pour que cette antiquité fût prouvée par celle du Delta, il faudrait prouver d'abord que l'Égypte a été civilisée, ou même que l'homme a existé avant que le Delta fût formé, et c'est ce que rien n'établit :

(1) *Litterary Gazette*, n° 1550, p. 846.

(2) La formation des deltas est traitée de la manière la plus complète dans les *Leçons de géologie pratique* de notre illustre géologue M. Élie de Beaumont.

on voit, au contraire, qu'à une époque reculée de l'histoire égyptienne, le Delta était à peu près ce qu'il est de nos jours. Les ruines de la ville de Tanis (1), qui paraît dans l'Écriture près de deux mille ans avant l'ère chrétienne, ont été retrouvées presque au bord de la mer. Le Delta n'a donc point avancé depuis très-sensiblement (2) ; il faut toujours séparer avec soin l'antiquité du monde et celle de l'homme, les dates de la géologie et celles de l'histoire. Sans doute, selon l'expression d'Hérodote, l'Égypte est un don du Nil; mais, quand ce don a été fait, l'homme n'était pas là pour le recevoir. Sans doute, il y a eu un temps où à la place du Delta était un golfe. Il y a eu aussi un temps où le bassin de Paris était une mer; cela ne prouve pas qu'il existât des Parisiens à l'époque des mastodontes.

Tandis que nous côtoyons le Delta, on nous parle du grand ouvrage que le pacha pense sérieusement à entreprendre, de ce barrage du Nil qui fut une pensée de Napoléon, l'un des plus raisonnables rêves des saint-simoniens, et qui doublerait la terre cultivable du Delta. Ce serait une grande chose sans doute, mais son heure est-elle venue, et ne peut-on penser, comme un ingénieur français distingué, M. Henry Fournel, eut occasion de le dire à Méhémet-Ali, que ce n'est pas la terre qui manque à l'Égypte, mais les bras (3) ? Pendant que j'étais tout occupé du barrage et de Méhémet-Ali, j'ai aperçu à l'horizon comme un petit nuage grisâtre. Ce petit nuage, c'était une des pyramides. Je n'avais pas prévu qu'elles m'apparaîtraient ainsi ; je n'aurais pas cru que ce que la puissance des hommes a bâti de plus solide et de plus durable pût ressembler autant à ce que le caprice de l'air construit de plus fragile et de plus léger. Il y avait dans cette illusion d'optique un enseignement grave, dans ce hasard il y avait du Bossuet. Peu à peu les trois grandes pyramides de Gizeh se sont dessinées à mes regards. Les contours du Nil, qui s'en éloigne ou s'en rapproche tour à tour, les groupent diversement. Enfin la ville du Caire apparaît dans sa magnificence, dominée par sa citadelle adossée au mont Mokatam ; les blancs minarets se détachent sur les collines rougeâtres et sur l'azur du ciel.

On débarque à Boulak, car le Nil, qui touchait autrefois les murs du Caire, s'en est écarté maintenant d'un quart de lieue environ (4). La route de Boulak au Caire est charmante. Ce ne sont que jardins et champs cultivés. Bientôt on entre dans les belles avenues de sycomores qui conduisent du Caire à Choubrah. Je ne saurais dire avec quelle joie je galopais tout à l'heure à l'ombre de ces arbres magnifiques à travers les turbans, les voiles, les chameaux, à côté de quelques Anglaises qui me parlaient de l'Inde, où elles seront dans trois semaines. Cette animation sans bruit, ce mouvement des abords d'une capitale sans roulement de voitures, puis ces costumes, ces montures, ces visages noirs, ces formes voilées qui passent auprès de vous emportées en sens contraire par un galop rapide, tout

(1) M. Letronne, qui, dans son cours, a victorieusement combattu la nouveauté du Delta, citait, outre Tanis, Avaris, où se retranchèrent les pasteurs avant leur sortie de l'Égypte, et qui était également situé vers l'extrémité du Delta.

(2) « La côte d'Égypte est restée à très-peu près ce qu'elle était il y a trois mille ans, » dit M. Élie de Beaumont. (*Leçons de Géologie,* t. I, 46.) Le delta du Mississipi, selon M. Lyell, ne croît que d'un mètre par siècle; il a fallu soixante-sept mille ans pour le former.

(3) C'est aussi l'opinion de M. H. Vyse. —*Pyramids of Gizeh*, I, 253.

(4) Voyez ce qu'en dit Makrisi. — De Sacy, *Chrestomathie arabe*, t. I, 278.

cela augmente encore ici l'espèce d'agitation et d'étourdissement qu'on éprouve toujours en approchant d'une capitale inconnue, et que j'appellerais *la fièvre de l'arrivée*.

On entre au Caire par la place de l'Esbekieh, qui naguère était entièrement submergée à l'époque de l'inondation, et qui sera, avec le temps, une magnifique place européenne. Près de l'Esbekieh, on montre le jardin où Kléber (1) tomba sous le poignard de ce fanatique étrange qui demeura ferme et silencieux tandis qu'on lui brûlait la main, mais qui, un charbon lui ayant effleuré le coude, jeta un grand cri. Comme on s'en étonnait, « ceci n'est pas dans la sentence, » répondit-il. C'est sur l'Esbekieh qu'on célèbre tous les ans la fête de l'*inondation*. Cette solennité musulmane remonte probablement à une antique solennité égyptienne. On jette encore aujourd'hui dans le fleuve une grossière figure de femme qu'on nomme *la fiancée*. Selon la tradition arabe, les Égyptiens, à l'époque de la conquête, sacrifiaient encore au Nil une jeune fille. *La fiancée* serait-elle un souvenir de cette immolation? Je ne le puis croire, car on n'a découvert aucune trace de sacrifices humains dans l'antique Égypte. Si la tradition musulmane était vraie, il faudrait penser que cette cérémonie barbare se serait introduite dans les derniers temps du paganisme, à l'époque où l'on voit apparaître dans l'empire romain certains rites sanglants comme ceux des tauroboles; mais il est plus probable que c'est une pure calomnie des vainqueurs. Si l'on voulait absolument trouver une origine ancienne à l'usage conservé jusqu'à nos jours, j'y verrais plutôt la trace d'une coutume égyptienne très-innocente qui aurait consisté à jeter dans le fleuve un simulacre de la *déesse Nil*; je dis la *déesse*, parce que les monuments nous ont appris que le Nil inférieur et le Nil supérieur étaient représentés par deux personnifications féminines.

Rien n'est plus animé que l'aspect des rues du Caire. Imaginez trente mille personnes trottant ou galopant sur des ânes dans des rues étroites et tortueuses. On est bientôt emporté dans ce tourbillon. Assourdi par les cris des âniers et des passants, attentif à ne pas écraser les femmes et les enfants qui sont tranquillement assis par terre au milieu de ce tumulte, à ne pas heurter les aveugles qui s'y promènent, à ne pas laisser une partie de ses vêtements ou de sa personne au milieu de la cohue qui le froisse ou le heurte à toute minute, l'étranger qui se trouve pour la première fois dans les rues du Caire est en proie à une inquiétude continuelle; l'impression qu'il éprouve ressemble beaucoup à celle qu'on éprouverait à se sentir emporté à travers un hallier. Cependant on s'accoutume à tout, et bientôt l'on trouve très-divertissant ce galop universel, ce perpétuel hourrah, qui font ressembler toutes les promenades à une charge de cavalerie ou à une course au clocher. Rien n'est plus contraire au calme de Constantinople, quand d'un bout à l'autre de l'immense ville on traverse lentement, au pas de son cheval, une foule silencieuse : là sont des Turcs, ici des Arabes; le contraste n'est pas plus grand entre Rome et Naples.

Cette première vue du Caire me charme; que j'aurai de plaisir à me donner chaque jour le spectacle de ce désordre pittoresque, à visiter les mosquées, qui ne sont pas ici, comme à Constantinople, l'ouvrage des barbares Ottomans, mais le produit du génie arabe, à connaître les Français distingués que le Caire ren-

(1) Des Français viennent d'y faire élever un monument à la mémoire du vainqueur d'Héliopolis.

ferme, le colonel Sèves (Soliman-Pacha), Clot-Bey, MM. Linant, Perron, Lambert (1), à voir les belles collections égyptiennes de Clot-Bey et du docteur Abbot! Mais, avant tout, il faut... aller visiter les pyramides de Gizeh : la première, au nord, est, de tous les monuments humains, le plus ancien, le plus grand et le plus simple.

Après avoir passé le Nil, nous traversons une plaine cultivée qui s'étend du fleuve au désert ; cette plaine, naguère inondée, est maintenant très-verte. Les trois pyramides de Gizeh s'élèvent à l'extrémité de la zone fertile comme d'immenses bornes pour marquer le point où la vie finit. Des bords du Nil au pied des pyramides, l'aspect et l'effet de ces monuments changent plusieurs fois : tour à tour ils semblent au-dessus ou au dessous de ce qu'on attendait. Comme on ne peut les mesurer ni avec un objet présent ni avec un souvenir, les pyramides grandissent et diminuent selon les accidents de la vision et les caprices de la fantaisie.

Comment oser faire des phrases sur les pyramides, la seule des sept merveilles du monde que le temps ait épargnée ; les pyramides que tant de poëtes ont célébrées depuis Horace jusqu'à Delille, à qui elles ont inspiré un vers plus grand que lui :

Leur masse indestructible a fatigué le temps (2);

que Stace a appelées d'audacieux rochers, *audacia saxa*, et Pline, poëte dans sa prose, des masses monstrueuses, *portentosæ moles*, expressions gigantesques surpassées par une parole de Bonaparte : « Du haut de ces monuments, quarante siècles vous contemplent. » Seulement il eût fallu dire hardiment soixante siècles ; mais Bonaparte n'avait pas lu Manéthon. Le premier poëte de la Grèce moderne, Alexandre Soutzo, a traduit par un beau vers l'éloquente inspiration du général français en disant des pyramides : « Elles versent la grande ombre de quarante siècles. »

Le nom des pyramides est aussi ancien qu'elles. Volney l'a voulu tirer de l'arabe. Les Grecs, qui voyaient du grec partout, n'ont pas manqué d'y retrouver le mot *pyr*, feu, parce que les pyramides étaient, dit-on, consacrées au soleil, et plus tard le mot *pyros*, blé, quand une tradition chrétienne en eut fait les greniers de Joseph. Ce n'est ni dans l'arabe ni dans le grec qu'il eût fallu chercher le nom des pyramides ; ces origines sont trop récentes pour leur antiquité. C'est à l'ancienne langue de l'Égypte conservée en partie dans le copte qu'il fallait demander ce nom qui a traversé les siècles. En copte, *pirama* veut dire la *hauteur*. Peut-on douter que ce ne soit là le véritable sens du nom donné par les hommes à ce qu'ils ont construit de plus élevé sur la face de la terre?

En approchant des pyramides, on voit flotter et courir des burnous blancs, comme si on allait être assailli par une razzia arabe ; mais ces enfants du désert au visage terrible sont d'humbles *ciceroni*. C'est entre eux à qui arrivera avant

(1) J'aurai le regret de n'y pas rencontrer M. Prisse, auquel nous devons la *chambre des rois de Karnac* et de savantes remarques sur ce monument. Je l'ai laissé à Paris occupé à préparer une nouvelle exploration de l'Égypte à laquelle personne n'est plus propre que lui.

(2) Il y a une pensée semblable dans Abdallatif, que certes l'abbé Delille n'avait pas lu.

les autres auprès de vous et s'emparera de votre personne par droit de premier occupant. Trois Arabes s'attachent à chaque voyageur, et, grâce à eux, on peut gravir rapidement les pyramides sans danger et sans difficulté, mais non sans fatigue. L'ascension de la grande pyramide ressemble à une ascension de montagne. On s'attaque à un des angles, et l'on grimpe d'assise en assise à l'aide des mains et des genoux, à peu près comme on franchit dans les Alpes certains passages à travers un éboulement de roches. Je n'ai jamais trouvé que deux ascensions pénibles : celle de l'Etna et celle de la grande pyramide. Celle-ci ne fatiguerait point si l'on se pressait moins, ou plutôt si l'on était moins pressé par les Arabes qui vous hissent au sommet. Les Anglais, qui mettent toujours leur plaisir dans leur orgueil, sont enchantés de pouvoir dire qu'ils sont montés sur la grande pyramide dans le temps le moins long possible, et les Arabes, croyant que tout le monde a cette sotte ambition, vous poussent, vous pressent, et vous apportent enfin brisé sur la plate-forme, où vous seriez arrivé commodément quelques minutes plus tard. Je ne sais si cette circonstance me rendit moins sensible au coup d'œil tant vanté dont on jouit, dit-on, du haut de la grande pyramide. Le contraste du désert et du terrain cultivé est certainement très-frappant, mais il n'est pas nécessaire, pour en avoir le spectacle, de grimper aussi haut. Tout le monde n'en conviendra point; quand on s'est essoufflé si fort, on ne veut pas avoir perdu sa peine.

Au temps de Pline, des paysans d'un village voisin avaient pour industrie spéciale de gravir les pyramides à la satisfaction des curieux. Il en était de même lors du voyage d'Abdallatif au XIIe siècle (1). Maintenant les voyageurs font eux-mêmes l'ascension de la grande pyramide; mais la seconde est beaucoup plus difficile à gravir à cause du revêtement qui subsiste en partie : c'est un Arabe qui se charge d'y monter. Pour 5 piastres, environ 25 sous, cet homme descend de la grande pyramide, où il a accompagné les voyageurs, grimpe sur la seconde à peu près comme une mouche grimpe contre une vitre, redescend et remonte sur la grande pyramide, pour venir chercher son argent, sans paraître plus fatigué qu'un chat qui aurait fait quelques tours sur les toits, et enchanté de son expédition lucrative.

Ce n'est que de notre temps qu'on a mesuré exactement les pyramides. Hérodote dit que la plus grande est aussi haute que sa base est large, ce qui est une erreur; Strabon dit plus haute, ce qui est une erreur plus grande; mais ni Hérodote ni Strabon n'étaient montés sur le sommet de cette pyramide, couverte alors d'un revêtement poli, et si les prêtres connaissaient la hauteur véritable du monument, ils se plaisaient à l'exagérer.

La grande pyramide avait dans son intégrité 451 pieds, selon les mesures prises par les savants de l'expédition d'Égypte (2); c'est à peu près le double de la hauteur de Notre-Dame. Si l'on compare cette hauteur à celles qui viennent immédiatement après dans l'échelle des monuments humains, on rencontre d'abord le clocher de Strasbourg (3); il n'a que 11 pieds de moins. Certes, si en 1439

(1) Il semblerait que postérieurement à Pline, à l'époque où fut écrit l'ouvrage sur les merveilles du monde, attribué à Philon de Byzance, on pouvait monter sur les pyramides. (Parthey, *Wanderungen*, p. 103.)

(2) On peut voir dans le plus grand détail toutes les dimensions des pyramides dans l'ouvrage du colonel Vyse, t. II, p. 109, 117, 120.

(3) M. Parthey place entre les deux le clocher d'Anvers, auquel il attribue 447 pieds, 4 pieds seulement de moins que la grande pyramide. (*Wanderungen*, p. 101.)

on eût connu en Europe la véritable élévation de la grande pyramide, il est à croire que Jean Hulz, qui termina en cette année le chef-d'œuvre d'Erwin Steinbach, aurait ajouté 12 pieds à la hauteur de son monument, pour que la flèche aérienne de l'église gothique dépassât dans les cieux la pointe du colossal édifice de l'Orient; le temple du Dieu des chrétiens l'emporterait sur le tombeau du Pharaon, le moyen âge sur l'antiquité, la France sur l'Égypte. Le temps a diminué de 24 pieds environ la hauteur totale de la pyramide, et dans son état actuel elle est moins élevée que la tour de Strasbourg; mais il y a une grande différence entre les deux monuments : l'inégalité de leurs chances de durée. La forme des pyramides est pour elles une condition de stabilité inébranlable. Dans un corps pyramidal, la base étant très-large et le centre de gravité peu élevé, la résistance que le corps oppose au renversement est presque égale à son poids; de là la grande solidité des pyramides (1). La flèche de Strasbourg offre une disposition entièrement contraire, et dans les deux monuments les deux procédés d'architecture répondent à leur objet, ressemblent à la pensée qui les a inspirés. L'un est un temple, l'autre est un sépulcre; l'un représente l'élan de l'âme vers le ciel, l'autre l'immutabilité de la momie et l'immortalité de la mort. Après le clocher de Strasbourg vient le dôme de Saint-Étienne à Vienne, puis le dôme de Saint-Pierre de Rome. Supposez la grande pyramide en fer-blanc creux, on pourrait la placer sur Saint-Pierre, qui disparaîtrait comme la muscade escamotée sous le gobelet; si la tour de la cathédrale d'Ulm et celle de la cathédrale de Cologne avaient été achevées selon le plan primitif, elles auraient surpassé en hauteur la grande pyramide.

Sauf un petit nombre de chambres, deux couloirs et deux étroits soupiraux, la pyramide est entièrement pleine. Les pierres dont elle se compose forment une masse véritablement effrayante. Cette masse, d'environ 75 millions de pieds cubes (2), pourrait fournir les matériaux d'un mur haut de six pieds, qui aurait mille lieues et ferait le tour de la France. Quand on a contemplé quelque temps ces masses, il en sort cette question : Comment suis-je ici? En effet, par quel moyen a-t-on pu élever avec tant de régularité des centaines d'assises de 200 pieds cubes et du poids de 30 milliers? Et d'abord où en a-t-on pris les matériaux? On admet généralement que ces matériaux ont été empruntés aux carrières de Tourah, de l'autre côté du Nil. Cependant la masse de la grande pyramide, selon M. Vyse, a été construite avec la pierre même qui lui sert de base. Le revêtement seul, tant intérieur qu'extérieur, a été apporté de l'autre côté du Nil. Belzoni pensait aussi que les matériaux des pyramides avaient été, au moins en grande partie, empruntés au rocher qui les porte, et cette opinion me semble la plus naturelle. Ajoutons qu'on a trouvé dans les carrières de Tourah des inscriptions hiéroglyphiques, et que la plus ancienne parle de l'ouverture des carrières sous un Amenmehé, qui ne peut remonter plus haut que la XVI[e] dynastie. On n'a donc aucune preuve que les carrières de Tourah aient été exploitées sous la quatrième (3).

Le procédé par lequel a pu s'accomplir ce prodigieux travail est encore une question controversée. Diodore dit positivement que les Égyptiens n'avaient pas

(1) Neil Arnott, *Mécanique des Solides,* trad. franç., t. I, 128.
(2) *Expédition d'Égypte.* — Jomard, *Recherches sur les Pyr.*, p. 167.
(3) Voyez Vyse, t. III, p. 94.

de machines, et il est certain que sur les monuments, en particulier sur les monuments funèbres, où sont représentées toutes les occupations et toutes les industries des Égyptiens, on n'a vu jusqu'ici nulle trace de la machine la moins compliquée. On a trouvé des poulies dans les tombes (1); mais il faudrait être bien sûr de l'âge des tombes où ces instruments ont été trouvés pour prononcer qu'ils sont égyptiens et non pas grecs ou romains. On n'a donc pu découvrir aucune trace certaine de la mécanique égyptienne, et, jusqu'à nouvel ordre, le plus vraisemblable est d'admettre avec quelques restrictions le récit d'Hérodote. On voit encore les trous qui servaient à soutenir les échafaudages qu'il décrit, et les restes des plans inclinés au moyen desquels on a pu hisser, comme il le dit, les pierres jusqu'au sommet des pyramides. Il faut se rappeler que l'objet qu'on se propose au moyen des machines est de suppléer au nombre des bras. Je lis dans un traité de physique estimé : « Un homme ou un moteur quelconque (2) dont la force est d'ailleurs modérée, mais qui est toujours disponible, pourra, en travaillant pendant une durée proportionnellement plus longue, produire l'effet *que cent hommes, que mille hommes produiraient en un instant par leur action simultanée ;* mais on préférera souvent n'employer qu'un seul homme et une machine, parce qu'il est souvent très-incommode et très-dispendieux d'en réunir un aussi grand nombre, et très-difficile de les faire agir de concert. » Or, cela n'était nullement difficile aux Pharaons ; ils n'avaient donc pas besoin de recourir à ces machines qui font en employant moins de bras ce qu'eux produisaient par *l'action simultanée d'un grand nombre d'hommes,* action que le physicien cité plus haut déclare équivaloir à celle des machines. Mais comment les Égyptiens auraient-ils élevé de si grands monuments sans graver sur leurs faces un seul hiéroglyphe? Hérodote parle d'une inscription tracée sur la grande pyramide : des inscriptions en caractères antiques et inconnus existaient encore au moyen âge, selon les auteurs arabes; aujourd'hui on ne lit rien sur les murs des pyramides. Cette contradiction apparente s'explique facilement: il est maintenant établi que la grande pyramide était primitivement couverte d'un revêtement en pierre polie. M. Letronne a fait l'histoire des dégradations que ce revêtement a subies de siècle en siècle, et ses débris ont été trouvés près du monument même. C'est sur le revêtement de la grande pyramide, dont une partie fut détruite par Saladin et dont une partie subsistait encore au commencement du XVe siècle (3), que se lisait sans doute l'inscription rapportée par Hérodote. Probablement elle contenait autre chose que le compte des légumes consommés par les ouvriers pendant la construction des pyramides; on devait y lire le nom du roi Chéops, de même qu'on lisait sur la troisième pyramide le nom du roi Mycerinus. Malheureusement, cette fois comme tant d'autres, c'est le côté puéril de la narration qui a frappé Hérodote. Une inscription plus touchante, quoique moins antique, est celle qu'un bon Allemand y lut au XIVe siècle. Ce sont quelques vers latins adressés par une sœur à son frère :

« O mon frère ! j'ai vu les pyramides sans toi, et triste, je t'ai donné ici ce que j'avais, des larmes. »

(1) Jomard, *Recherc. sur les Pyr.*, 167.—Caillaud en a trouvé une à Thèbes. J'en ai vu moi-même une au Caire, dans la curieuse collection de M. Roussel.
(2) Neil Arnott, *Mécanique des Solides*, I, 192.
(3) Letronne, *Du Revêtement des Pyramides de Gizeh*, 47.

Ce regret envoyé à un être chéri, en présence d'un monument qu'on voudrait admirer avec lui, est un sentiment délicat et qui semble moderne.

La visite dans l'intérieur des pyramides est rendue assez incommode par les cris et les gesticulations forcenés des Arabes qui vous entraînent sur les pentes des couloirs ténébreux ; ils prennent le moment où vous êtes seul avec eux dans le sein de la montagne de pierre pour vous demander d'une voix retentissante et d'un air presque menaçant *un grand cadeau* : *Bakchich ketir ketir.* Il n'y a certes rien à craindre d'eux ; mais il est désagréable d'être poursuivi et assourdi par les bruyantes et impérieuses demandes de ces *ciceroni* à figure de brigands. Il faudrait du silence pour le sommeil de tant de siècles. Du reste, il y a peu d'observations à faire dans l'intérieur des pyramides. On entre dans la grande pyramide du côté nord par un corridor qui descend d'abord, puis remonte et vous conduit à la salle qu'on nomme *la chambre du roi,* et qui renferme un sarcophage de granit. Le travail de la maçonnerie est merveilleux, et la lumière agitée des torches est reflétée par un mur du plus beau poli. De cette salle partent deux conduits étroits qui vont aboutir au dehors : on est d'accord aujourd'hui à n'y voir que des ventilateurs nécessaires aux ouvriers pendant qu'ils travaillaient dans le cœur de la pyramide. Maillet a fait la supposition bizarre que ces conduits servaient aussi à faire parvenir du dehors des aliments aux personnes qui s'enfermaient pour le reste de leur vie avec le corps du prince. C'est ce bon Maillet dont s'est moqué Voltaire :

> Notre consul Maillet, non pas consul de Rome,
> Sait comment autrefois fut fait le premier homme.

Il sait aussi ce que faisaient ces reclus comme s'il avait eu sur leur compte des renseignements particuliers. « C'était par là que ces personnes, dit-il, recevaient de la nourriture et tout ce dont elles pouvaient avoir besoin. Elles avaient sans doute fait provision pour cet usage d'une longue cassette proportionnée à la grandeur de ce canal ; à cette cassette était attachée, pour les personnes renfermées dans la pyramide, une longue corde par le moyen de laquelle elles pouvaient tirer la cassette à elles, et une autre qui y tenait de même pendait à l'extérieur, afin que réciproquement on pût retirer la cassette au dehors. »

Ne semble-t-il pas que Maillet a vu l'opération et assisté au repas? En vérité, les pyramides ont suggéré bien des idées étranges. Tout ce qui fait beaucoup parler les hommes leur fait dire beaucoup de sottises.

Cinq chambres plus basses sont placées au-dessus de la *chambre du roi ;* on a reconnu qu'elles n'ont pas d'autre objet que d'alléger par leur vide le poids de la masse énorme de maçonnerie qui la presse. Après avoir visité cette chambre, on redescend la pente qu'on a gravie pour y monter ; on retrouve le corridor par lequel on est entré, et, en le reprenant où on l'a quitté, on arrive dans une autre chambre placée presque au-dessous de la première et dans l'axe central de la pyramide ; cette chambre s'appelle la *chambre de la reine.* Beaucoup plus bas est une troisième chambre taillée dans le roc, et à laquelle on arrive soit par un puits, soit par un passage incliné qui va rejoindre l'entrée de la pyramide.

Telle est la disposition de la grande pyramide ; celle des deux autres est analogue : seulement leur maçonnerie n'offre aucun vide, et les chambres qu'elles renferment sont creusées dans le roc. Devant ces simples faits tombent beaucoup

d'hypothèses sur la destination des pyramides. Il faut renoncer à y mettre la scène des initiations mystérieuses de l'Égypte, comme le faisait l'auteur de *Séthos,* et comme l'a fait l'auteur de *l'Épicurien.* Ce qui était peut-être encore permis au commencement du xviiie siècle l'est moins au xixe, et c'est, il faut l'avouer, une singulière hardiesse à Thomas Moore d'avoir placé tant d'aventures et de merveilles dans l'intérieur et dans les environs des pyramides. Après les explorations de nos savants, il était étrange d'y supposer des régions inconnues. Aujourd'hui on est encore plus certain de n'avoir rien à découvrir en ce genre. Depuis les recherches méthodiques et complètes de MM. Vyse et Perring, il n'est pas resté dans les pyramides un coin pour les mystères ou le mystère.

La grande pyramide, qui au dehors ne présente aucun hiéroglyphe, en offre au dedans un bien petit nombre ; mais ils sont d'une haute importance, parce qu'ils confirment le témoignage des anciens, qui attribuent cette pyramide à un roi nommé Chéops ou Souphis. Or, le nom d'un roi *Choufou* est écrit en hiéroglyphes très-distincts dans l'intérieur de la grande pyramide. Personne ne doute que Chéops et Souphis ne soient deux altérations diverses de *Choufou.* Ce nom n'a point été trouvé dans la salle du sarcophage, mais dans les petites chambres de soulagement situées au-dessus. Les hiéroglyphes sont de couleur rouge et mêlés à des marques semblables à celles qu'on voit dans les anciennes carrières d'Égypte. De plus ils ne se rencontrent sur aucune des pierres provenant de l'emplacement même des pyramides, mais seulement sur celles qui ont été apportées, à travers le fleuve, des carrières de Tourah. Tout conduit donc à penser que le nom du roi Chéops et les hiéroglyphes dont il est accompagné ont été tracés dans les carrières. Ces hiéroglyphes n'en sont pas moins précieux et n'en font pas moins remonter l'extraction des matériaux des pyramides à cet antique roi. Il est fort difficile de reconnaître les autres hiéroglyphes qui se voient sur ces pierres : ils sont tracés avec une grande négligence. On aura peut-être quelque peine à déchiffrer dans six mille ans une ligne griffonnée de nos jours sur un moellon par quelque entrepreneur en bâtiments ou quelque maître maçon. Voilà où nous en sommes pour les caractères disséminés sur les pierres de la grande pyramide. Cependant ce sont de vrais hiéroglyphes, et il ne faut pas, comme Caviglia, y voir de l'hébreu.

La seconde pyramide diffère peu en hauteur de la première ; cette différence est rendue encore moins sensible par l'élévation plus grande du rocher sur lequel elle est assise ; mais la construction intérieure est bien loin d'égaler en beauté celle de la grande pyramide. La chambre sépulcrale est taillée, comme je l'ai dit, dans le roc, et non ménagée dans la maçonnerie. L'entrée en fut découverte par Belzoni, qui montra en cette circonstance, comme toujours, une sagacité et un coup d'œil incomparables. Vrai limier d'antiquités, il devinait ici leur présence à travers les débris amoncelés par le temps, comme à Thèbes dans les profondeurs de la montagne. Selon Hérodote, cette pyramide fut construite par le roi Chéfren. On n'a pas été aussi heureux pour Chéfren que pour Chéops ou Souphis, on n'a pas trouvé son nom dans la pyramide ; mais, dans un des tombeaux voisins, on a lu *Chafra,* et ce nom royal est accompagné d'un titre hiéroglyphique où figure une pyramide ; on a donc tout lieu de croire que ce Chafra est le Chéfren d'Hérodote et de Diodore de Sicile.

La plus petite des trois pyramides, dont la hauteur n'atteint guère que le tiers de la plus grande, n'est pas la moins curieuse. D'abord elle était la plus ornée.

Son revêtement était de granit, comme l'affirme Hérodote et comme on le voit encore; mais ce qui donne à cette pyramide un immense intérêt, c'est qu'on y a trouvé le cercueil en bois du roi Mycerinus, par qui elle fut construite, suivant Hérodote, et le nom de ce roi écrit sur les planches du cercueil. On ne saurait imaginer une plus belle application de l'interprétation des hiéroglyphes et une preuve plus éclatante de la réalité du système de lecture de Champollion. Tout le monde peut voir au musée de Londres ces planches monumentales qui offrent la plus ancienne inscription tracée par les hommes. Des ossements, trouvés à l'entrée de la chambre où était le cercueil, sont probablement ceux du roi égyptien. Pour le tombeau en pierre, après avoir survécu à tant de siècles, il a péri dans la traversée.

Si l'on adopte la série historique de Manéthon, dont l'étude des monuments et la lecture des hiéroglyphes ont jusqu'ici confirmé le témoignage, il faut, avec M. Lenormant, qui le premier a fait connaître à la France ce monument et en a révélé toute l'importance, admettre pour le cercueil de Mycerinus une antiquité de quarante siècles au moins avant l'ère chrétienne (1). Or, les caractères hiéroglyphiques dont se compose l'inscription du cercueil, et les formules religieuses qu'elle contient, sont entièrement semblables à ce qui se lit sur des tombeaux qui appartiennent au temps des derniers Pharaons. Dans cet immense intervalle, l'écriture et la religion égyptienne n'ont donc pas essentiellement changé; du reste, les inscriptions hiéroglyphiques et les peintures qu'on trouve dans les tombeaux contemporains des pyramides confirment cet étonnant résultat.

Ici Hérodote et Manéthon diffèrent sur un point important : le second n'attribue point la construction de la troisième pyramide au roi Mycerinus, mais à la reine Nitocris. M. Bunsen concilie les deux historiens en supposant que la reine avait agrandi et orné l'œuvre du monarque; comme il y a deux chambres dans l'intérieur de la pyramide, on peut admettre que Nitocris s'y soit établie sans déloger son prédécesseur. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'image du roi Mycerinus resta au-dessus de l'entrée extérieure jusqu'au temps de Diodore de Sicile, qui l'y vit encore. M. Bunsen explique d'une manière fort plausible comment le souvenir de la reine Nitocris a pu donner lieu aux fables des Grecs sur la troisième pyramide. La tradition, d'après laquelle une femme avait concouru à la construction du monument, suffit à ce peuple léger et conteur pour inventer plus d'une histoire frivole. D'abord on dit que la fille du roi Chéops avait élevé cette pyramide en demandant à chacun de ses amants une pierre pour la construire, ce qui suppose une faculté de plaire vraiment colossale ; puis cette fille de roi devint dans la tradition la courtisane Rhodope, dont on ne manqua pas de faire la compagne d'esclavage d'Ésope et la belle-sœur de Sapho, car il fallait la rattacher à des noms populaires dans les souvenirs de la Grèce. Enfin on ajouta qu'un jour à Naucratis, tandis que la belle courtisane se baignait, le vent enleva sa pantoufle et la porta au roi d'Égypte; celui-ci, devenu soudain amoureux du pied si petit et si charmant que cette pantoufle avait chaussé, fit rechercher la jeune fille à qui elle appartenait et l'épousa. On a reconnu la première origine du dénoûment de l'histoire de Cendrillon. De proche en proche nous sommes arrivés des vieilles traditions de l'Égypte aux contes pour rire et aux fables milésiennes qui amusaient les courtisanes de Naucratis.

(1) *Éclaircissement sur le cercueil du roi Mycerinus*, par M. Lenormant.

Pour en revenir aux pyramides, on voit donc que la lecture des hiéroglyphes a pleinement confirmé le témoignage d'Hérodote, et que, grâce à cette lecture, on a retrouvé écrits les noms des trois rois auxquels, d'accord en ceci avec Diodore de Sicile, il attribue l'érection des trois grandes pyramides, Chéops, Chéfren et Mycerinus. Hérodote, qui est si exact sur ce point, a seulement le tort de placer les trois rois beaucoup trop bas dans l'échelle chronologique, après les grandes dynasties thébaines, qui sont modernes en comparaison de ces antiques dynasties de Memphis. Évidemment il s'est mépris aux renseignements qu'on lui a donnés, ou il a brouillé ses souvenirs de voyage.

Les pyramides ne sont point, comme l'a voulu Bryant, l'ouvrage des pasteurs, c'est-à-dire de ces peuples nomades qui conquirent, vers 2,300 avant Jésus-Christ, le vieil empire d'Égypte. Ces barbares n'ont élevé aucun monument; le plus grand de ceux qu'offre l'Égypte ne saurait leur appartenir. Il serait presque aussi raisonnable de penser que les Vandales ont construit le Colisée, ou les Bachkirs l'Arc-de-l'Étoile. C'est donc à la quatrième dynastie qu'il faut laisser l'honneur d'avoir fondé ces masses impérissables. Il est difficile, comme je l'ai dit, d'en placer l'origine moins haut que quatre mille ans avant Jésus-Christ. Or, ce n'est pas une civilisation dans l'enfance qui élève à une telle hauteur ces puissantes assises de pierre avec une prodigieuse régularité.

Le système d'écriture employé dans les inscriptions est entièrement semblable à celui qu'on rencontre sur les monuments des âges postérieurs. L'élément alphabétique, qui a dû prédominer avec le temps sur l'élément figuratif, s'y montre déjà dans une proportion considérable. Tout cela reporte la civilisation égyptienne, non à une antiquité démesurée, comme le voulait Dupuis, mais encore à quelques siècles avant le déluge, c'est-à-dire avant la date la plus ancienne que donnent à cet événement les divers systèmes de chronologie dont aucun d'ailleurs n'est article de foi. La conclusion est qu'il faut arriver à reconnaître, comme je l'ai entendu dire à un savant fort orthodoxe, qu'*il n'y a pas de chronologie dans l'écriture.*

Pour défendre l'accès des chambres sépulcrales, on avait comblé de blocs énormes les couloirs qui conduisaient dans l'intérieur des pyramides. Un de ces blocs a été trouvé dans sa rainure comme une herse depuis six mille ans menaçante et prête à tomber. Ces sépulcres, où les anciens rois s'étaient remparés contre toute atteinte, ne furent pas longtemps inviolables. On voit que les pyramides ont été de bonne heure entamées. Peut-être les auteurs des deux premières, si odieux à leurs peuples, suivant les récits des anciens, ont été arrachés de leur tombe, et, selon la sublime expression de Bossuet, n'ont pas joui de leur sépulcre. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on ne les y a pas trouvés (1).

Les trois pyramides ont été ouvertes par les Arabes. L'espoir de trouver des trésors dans les tombeaux a fait tenter de bonne heure d'y pénétrer. Pour y parvenir, on a percé la masse de la pyramide, et l'on est venu tomber dans le corridor antique dont l'ouverture était masquée par des décombres; puis l'entrée artificielle a été elle-même cachée avec soin, et il a fallu que les Belzoni et les Vyse en fissent de nouveau la découverte.

Si l'histoire véritable des pyramides est courte, leur histoire légendaire est longue. L'on conçoit facilement que ces masses énormes et closes dont on ne savait

(1) Le tombeau découvert par Belzoni dans la seconde pyramide contenait bien quelques ossements, mais il paraît que c'étaient des ossements de bœuf.

point l'origine, et dans l'intérieur desquelles on pouvait supposer tant de merveilles, aient parlé en tout temps à l'imagination des hommes, depuis les voyageurs grecs jusqu'à l'Italien Caviglia, lequel, à force de fouiller les pyramides et de vivre à leur ombre, avait fini par mettre une véritable superstition dans ses travaux, qui, du reste, ont produit des découvertes très-positives; depuis les Druses, qui, dans leur catéchisme, font construire les pyramides par leur messie, jusqu'aux alchimistes, qui affirment qu'elles recèlent les tables d'Hermès. Les Hébreux et les chrétiens inventèrent aussi des fables sur les pyramides; ils rapportèrent la construction de ces monuments à l'oppression des Hébreux en Égypte. C'étaient les Hébreux qui avaient élevé les pyramides. La plus grande contenait, ce qui était difficile à comprendre, le tombeau du Pharaon noyé dans la mer Rouge en les poursuivant; ou bien, donnant aux pyramides une antiquité plus digne d'elles, on en faisait les tombes de Seth et d'Énoch; mais ce fut à Joseph que les Juifs et les chrétiens rattachèrent surtout les merveilles des pyramides. Suivant eux, Joseph avait fondé Memphis, où cependant il fut ministre, il avait élevé les obélisques, les pyramides. Celles-ci s'appelèrent les greniers de Joseph. Leur forme, en effet, ressemble à celle des anciens greniers égyptiens, où l'on jetait le grain par en haut, tels que les représentent les peintures des tombes, et tels qu'on les voit encore au bord du Nil. On croyait les pyramides creuses, et, dans cette supposition, elles eussent pu en effet recevoir une quantité énorme de blé; mais, massives et pleines comme elles sont, elles ne pourraient en contenir assez pour nourrir longtemps quelques villages.

Les Arabes, grands amis des contes et des fables en tout genre, ont donné carrière à leur imagination sur le chapitre des pyramides, qu'ils font bâtir avant la naissance d'Adam. Chose singulière! quelques traces de la vérité historique semblent s'être conservées dans ces traditions fabuleuses. Elles ont gardé une notion juste de la destination des pyramides, dans lesquelles la plupart de ces traditions s'accordent à reconnaître des tombeaux, plus vraies sur ce point que beaucoup de théories modernes. Le souvenir de caractères hiéroglyphiques gravés sur les parois des pyramides demeurait dans les légendes arabes, alors que la science ne s'était pas encore expliqué la disparition de ces caractères par celle du revêtement sur lequel ils étaient autrefois tracés. La vieille malédiction des peuples sur les rois qui bâtirent les pyramides subsiste encore dans la légende arabe, où Pharaon est synonyme de tyran. C'est une grande justice que le gigantesque égoïsme de ces princes par qui ont été élevés les plus grands monuments du monde ait attiré sur leur nom la réprobation des siècles.

Ce qui a surtout inspiré les récits des conteurs arabes, qu'ont trop souvent recueillis les historiens de cette nation, c'est l'idée de la solidité des pyramides et des richesses qu'elles renfermaient dans leur sein. De là l'histoire souvent répétée du sultan qui voulut, comme l'a tenté de nos jours Méhémet-Ali, détruire une pyramide, mais reconnut bientôt que toutes les richesses de son royaume ne pourraient suffire à accomplir cette destruction. De là encore le récit suivant qui est donné par Massoudi comme une tradition copte. Cent ans avant le déluge, le roi Surid eut un rêve terrible. Le globe était bouleversé, le ciel ténébreux. Il vit les étoiles fondre sur la terre sous la forme d'oiseaux blancs qui enlevaient les mortels éperdus. Les astrologues annoncèrent le déluge; alors le roi Surid ordonna d'élever les pyramides; il y fit déposer ses trésors, les corps de ses ancêtres, et des livres où étaient contenues toutes les sciences. Le déluge passa sur les pyra-

mides, qui ne sourcillèrent pas. La coutume qui se retrouve chez plusieurs peuples anciens de placer les trésors dans les tombeaux et l'usage d'ensevelir les objets précieux avec les cadavres donnèrent de tout temps l'idée que les pyramides, ces tombeaux des puissants Pharaons, devaient contenir d'immenses richesses. Il en est résulté des récits dignes des *Mille et une Nuits*. En voici un qui m'a paru curieux : Le calife Al-Mamoun, ayant pénétré jusqu'à un certain point dans l'intérieur de la grande pyramide, y trouva un vase plein de pièces d'or et cette inscription : « Un roi fils de roi, en telle année, ouvrira cette pyramide, et dans cette entreprise dépensera une certaine somme. Nous voulons bien lui rembourser la dépense qu'il aura faite; mais, s'il continue ses recherches, il aura des frais énormes à supporter et n'obtiendra plus rien. » Le calife fut grandement étonné, il ordonna qu'on fît un compte exact de ce que l'excavation avait coûté, et, à sa grande surprise, la somme trouvée égalait tout juste l'argent dépensé. A ce sujet, il admira combien les hommes d'autrefois étaient sages, et comme ils avaient de l'avenir une connaissance à laquelle personne autre ne saurait parvenir. M. Wilkinson suppose que le calife Al-Mamoun fit placer là cette somme pour pouvoir renoncer de bonne grâce à son entreprise, et fermer la bouche aux critiques en montrant qu'elle n'avait rien coûté.

Après les rêves de l'imagination viennent ceux de la science. J'ai déjà parlé des initiations placées dans l'intérieur des pyramides. Comme les pyramides forment une masse compacte, sauf des vides très-peu nombreux, ceci rappelle un peu l'Anglais qui demandait à visiter l'intérieur de l'obélisque. On a vu dans les pyramides des observatoires aussi bien que des sanctuaires; mais ici encore les faits ne se sont pas toujours prêtés aux hypothèses. L'existence du revêtement poli qui a recouvert les pyramides, et qui en rendait l'ascension à peu près impraticable, exclut entièrement l'idée que jamais leur plate-forme ait pu servir à des observations. La direction des soupiraux qui pénètrent jusque dans la chambre funèbre et l'inclinaison des corridors ont suggéré l'opinion que ces soupiraux et ces corridors étaient dirigés dans un but astronomique vers certaines parties du ciel, notamment vers l'étoile polaire; mais l'étoile polaire, à l'époque où ont été bâties les pyramides, n'occupait pas la place qu'elle occupe aujourd'hui dans le ciel. Aussi cette rencontre, qui avait frappé Caviglia, a été jugée fortuite par Herschel (1). Un fait est réel et remarquable, c'est que les pyramides sont orientées, et orientées avec une grande précision. La légère déviation qu'on y a signalée diffère à peine, dit M. Biot, de celle que Picard a cru reconnaître dans la méridienne de Tycho-Brahé (2). Ce savant établit d'une manière évidente, ce me semble, que les pyramides ont pu faire l'office de gnomons pour déterminer les solstices, les équinoxes, et, par suite, la durée de l'année solaire; mais, tout en admettant qu'une intention astronomique ait présidé à l'orientation des pyramides, on peut penser que leur caractère de monuments funèbres est aussi pour quelque chose dans cette orientation qui leur est commune avec les grandes tombes qui les avoisinent, car, en étudiant l'antique Égypte, il ne faut jamais isoler la pensée scientifique de la pensée religieuse: le savant égyptien était prêtre, et il était plus prêtre que savant (3).

(1) Voyez sir John Herschel's, *Observations on the entrance passages in the Pyramids of Gizeh.* — Vyse, II, 107.

(2) *Mémoires sur différents points d'astronomie*, 41, 42.

(3) L'orientation si exacte des pyramides est un fait incontestable. Il n'en est pas tout

Une vérité demeure incontestable, c'est que les pyramides étaient des tombeaux. Comment en douter, aujourd'hui qu'on a trouvé le cercueil, le nom et probablement les os de l'un des rois qui les ont fait construire, quand dans la grande pyramide et dans un assez grand nombre d'autres on a trouvé le sarcophage en pierre qui devait contenir le cercueil (1)? Presque tous les auteurs anciens ont reconnu la véritable destination des pyramides et y ont vu des tombeaux. Rien n'est plus conforme aux idées de tous les peuples que d'élever une montagne artificielle sur la dépouille d'un mort célèbre. Tantôt c'est un amas de terre, une véritable colline; tantôt à la terre entassée on mêle les matériaux d'une grossière maçonnerie; tantôt on construit l'image de la colline en pierre. On arrive ainsi, par des transitions insensibles, du tertre conique des montagnes de l'Écosse, des vallées scandinaves, de la plaine de Troie ou des rives de l'Ohio, aux tombeaux des rois lydiens, aux *topas* de l'Inde et aux pyramides de l'Égypte.

On n'en finirait pas si on voulait énumérer tous les monuments funèbres qui, dans différents pays, présentent quelque rapport avec les pyramides. Dans les tombes étrusques on employait la forme pyramidale (2); on la retrouve dans le tombeau de Cyrus. Les pyramides mexicaines, dont la ressemblance avec les pyramides égyptiennes est si grande, ont, si l'on en croit la tradition des indigènes,

à fait de même, à mon sens, d'une hypothèse qu'un homme de cœur et d'esprit, M. de Persigny, a construite sur une base plus spécieuse que solide, loin des lieux dont le spectacle l'eût, je crois, détrompé. M. de Persigny pense que les pyramides ont été construites pour arrêter le sable du désert, qui tend toujours à envahir la plaine cultivée. A cette hypothèse, que son auteur a présentée avec beaucoup d'art et quelquefois d'éloquence, il y a, ce me semble, deux réponses à faire : l'une, c'est que les pyramides ne pouvaient empêcher le sable de passer, et l'autre, c'est que, malgré les pyramides, le sable a passé. A la rigueur, la seconde réfutation pourrait suffire et dispenser de la première. Or, c'est un fait que la ligne qui sépare les sables de la terre cultivée est en avant des pyramides. Le sphinx colossal qui est au pied des pyramides n'a point été protégé par elles, car sa tête et son buste dominent seuls l'océan de sables où il est enfoui. Dira-t-on que les pyramides ont contribué à modérer cette irruption des sables qui les a pourtant dépassées? Soit. Mais parle-t-on des vingt-cinq pyramides, la plupart assez petites et disséminées sur une étendue de quinze ou seize lieues, c'est-à-dire, terme moyen, à plus d'une demi-lieue l'une de l'autre? A cette distance, elles n'ont pu, ce me semble, exercer aucune influence sur les espaces intermédiaires. Seules les trois grandes pyramides de Gizeh, beaucoup plus rapprochées, peuvent faire l'illusion d'avoir apporté quelque obstacle aux progrès des sables du désert. Cet obstacle, réduit ainsi à un seul point, perdrait beaucoup de son importance. Encore faut-il cependant se demander s'il a été réel. Pour cela, il aurait fallu qu'il modérât les vents qui poussaient les sables vers le Nil; mais il semble que les pyramides, si elles avaient produit quelque effet, auraient plutôt produit un effet contraire, et qu'il serait arrivé là ce qui arrive, selon M. Élie de Beaumont, derrière l'autorité duquel j'aime à m'abriter, lorsque le sable se porte dans l'intervalle resté vide entre des monticules, *et d'autant plus facilement*, dit-il, *qu'il y a là une sorte de gorge où le vent s'engouffre.* (Élie de Beaumont, *Leçons de Géologie pratique*, t. I, 197; voyez aussi Kaemtz, *Cours complet de Météorologie*, p. 35.)

On voit donc que non-seulement la cause alléguée par M. de Persigny n'a point agi et ne pouvait agir pour arrêter les sables, mais qu'elle n'aurait pu que concourir à précipiter leur accumulation.

(1) Malus a trouvé un sarcophage dans la pyramide du labyrinthe au Fayoum; M. Vyse, dans la plupart des petites pyramides de Gizeh.

(2) Sans parler du douteux tombeau de Porsenna, je citerai une tombe étrusque près d'Albano, connue sous le nom de tombeau des Horaces et des Curiaces.

servi de sépulture aux anciens chefs de tribus. Quelques-uns de ces monuments ont demandé des efforts inouïs et comparables au labeur qui a élevé les pyramides : tel est le tombeau gigantesque de l'empereur chinois Tsin-hoang-ti ; ce tombeau, qui avait coûté la vie à tant de milliers d'hommes, qui, comme les pyramides d'Égypte, souleva la colère des peuples et, juste vengeance du ciel, ne protégea pas le cercueil qu'il contenait, détruit, dit la tradition, par la main d'un berger.

Toutes ces analogies si frappantes ne peuvent laisser de doute sur la destination funèbre des pyramides ; mais, au lieu de reconnaître un fait évident, quelles bizarres suppositions n'a-t-on point faites à leur sujet! Les uns ont vu dans leur construction une sage mesure contre le paupérisme et la mendicité (1) ; un certain Samuel Simon Witte a très-gravement avancé que les pyramides n'étaient point l'ouvrage des hommes, mais *un jeu de la nature*. Selon lui, elles n'offrent pas une architecture plus régulière que les colonnes basaltiques de la grotte de Fingal, et ont une origine semblable. L'auteur de ce beau système ne s'en est pas tenu là ; il a étendu la même manière de voir au sphinx qu'il appelle le *prétendu sphinx*, puis aux monuments de l'Inde et même aux ruines grecques de Sicile. Enfin, en 1838, M. Aguew a publié un traité dans lequel il établit que les pyramides offrent dans leur structure et leur disposition une démonstration rigoureuse de la quadrature du cercle.

Oublions toutes ces folies en contemplant cet admirable sphinx placé au pied des pyramides qu'il semble garder. Le corps du colosse a près de 90 pieds de long et environ 74 pieds de haut ; la tête à 26 pieds du menton au sommet. Le sphinx m'a peut-être plus frappé que les pyramides. Cette grande figure mutilée, qui se dresse enfouie à demi dans le sable, est d'un effet prodigieux ; c'est comme une apparition éternelle. Le fantôme de pierre paraît attentif ; on dirait qu'il écoute et qu'il regarde. Sa grande oreille semble recueillir les bruits du passé ; ses yeux tournés vers l'orient semblent épier l'avenir ; le regard a une profondeur et une fixité qui fascinent le spectateur. Le sphinx est taillé dans le rocher sur lequel il repose ; les assises du rocher partagent sa face en zones horizontales d'un effet étrange. On a profité, pour la bouche, d'une des lignes de séparation des couches. Sur cette figure moitié statue, moitié montagne, toute mutilée qu'elle est, on découvre une majesté singulière, une grande sérénité, et même une certaine douceur (2). C'est bien à tort qu'on avait cru y reconnaître un profil nègre. Cette erreur, que Volney avait répandue et qui a été combattue par M. Jomard et M. Letronne, est due à l'effet de la mutilation qui a détruit une partie du nez (3) ; le visage, dans son intégrité, n'a jamais offert les traits du nègre. De plus, il n'était pas peint en noir, mais en rouge. On peut s'en assurer encore, et l'œil exercé de

(1) Voyez *Du Paupérisme*, par le prince de Monaco, p. 12.

(2) Tous les voyageurs, entre autres Norden, Salt, Denon, se récrient également sur la beauté du sphinx, et cependant ils ne l'ont vu que mutilé. Le témoignage de Prosper Alpin, qui vante la perfection de la sculpture du *nez*, prouve qu'à la fin du XVIe siècle la mutilation n'était pas encore accomplie. Abdallatif, qui a vu le sphinx intact, dit : « Cette figure est très-belle, et sa bouche porte l'empreinte des grâces et de la beauté. On dirait qu'elle sourit gracieusement. »

(3) Cette mutilation a été opérée à dessein. Les musulmans croient faire œuvre pie en brisant les figures qu'ils estiment diaboliques. Ils pensent par là se garantir de l'influence du *mauvais œil*.

M. Durand m'a signalé des traces évidentes de cette couleur. Abdallatif, qui vit le sphinx au XII[e] siècle, dit que le visage était rouge.

Après avoir contemplé et admiré le sphinx, il faut l'interroger. Qu'était le sphinx égyptien en général? qu'était ce sphinx colossal des pyramides en particulier? Le sphinx égyptien fut peut-être le type du sphinx grec; mais il y eut toujours entre eux de grandes différences. D'abord le sphinx grec ou plutôt *la sphinx*, comme disent constamment les poëtes grecs, était un être féminin (1). Chez les Égyptiens, au contraire, à un bien petit nombre d'exceptions près, le sphinx est mâle. On connaît maintenant le sens hiéroglyphique de cette figure; ce sens est celui de *seigneur*, de *roi*. Par cette raison, les sphinx sont en général des portraits de roi ou de prince; celui qu'on voit à Paris dans la petite cour du musée est le portrait d'un fils de Sésostris. L'idée d'énigme, de secret, l'idée de cette science formidable dont le sphinx grec était dépositaire, paraît avoir été entièrement étrangère aux Égyptiens. Le sphinx était pour eux le signe au moyen duquel on écrivait hiéroglyphiquement le mot *seigneur*, et pas autre chose. Ces idées de mystère redoutable, de science cachée, n'ont été probablement attachées au sphinx grec que parce qu'il avait une origine égyptienne, et qu'il fallait trouver du mystère et de la science dans tout ce qui venait d'Égypte; mais, en Égypte, on n'a jamais vu dans le sphinx qu'une désignation de la royauté. Le sphinx des pyramides n'est autre chose que le portrait colossal du roi Thoutmosis IV.

Une grande tablette de pierre, couverte d'hiéroglyphes, dont les premières lignes seules s'élèvent au-dessus du sable, offre un singulier exemple d'une représentation qui se produit plusieurs fois sur les monuments de l'Égypte. On y voit un roi s'adorant lui-même. Le Pharaon humain rend hommage au type divin dont il est le symbole terrestre. J'aurai occasion de revenir sur cette singulière apothéose dans laquelle la royauté semble identifiée avec la divinité qu'elle invoque. Sur la tablette dont je parle, le même nom, celui de Thoutmosis IV, est écrit derrière le roi en adoration et derrière le sphinx, c'est-à-dire le roi adoré. L'inscription n'a pas encore été lue; mais on y a remarqué le nom de Chéfren, qui éleva la seconde pyramide, selon Hérodote et Diodore de Sicile. La lecture des hiéroglyphes confirme encore ici le témoignage des deux historiens grecs sur les rois auteurs des pyramides.

M. Caviglia a fouillé le sable amoncelé au-devant du sphinx, et il a trouvé entre ses pattes colossales un petit temple, auquel on arrivait par des marches. Outre la grande tablette, couverte d'hiéroglyphes, qui représente le roi Thoutmosis IV s'adorant lui-même, il y en avait une plus petite aux pieds du sphinx. Elle est moins ancienne; c'est Sésostris qui figure sur celle-ci, comme sur l'autre son aïeul Thoutmosis; lui aussi il rend hommage au sphinx qui est appelé Horus, et par là identifié au soleil, à la divinité suprême dont le roi est l'image et la représentation sur la terre. Sur un doigt d'une des pattes du sphinx, on a trouvé une inscription en vers grecs assez bien tournés. L'auteur, qui s'appelle Arrien, est peut-être l'historien de ce nom. Il distingue avec soin de *la sphinx* homicide de Thèbes *la sphinx* des pyramides, qu'il appelle la très-pure servante de Latone. Ce Grec, entraîné par l'habitude, faisait du sphinx un personnage féminin; cependant on a trouvé aux pieds de celui-ci les fragments d'une barbe colossale.

(1) Le mot *sphinx*, transporté du grec en français, y a d'abord conservé le genre féminin. Le père Vansleb, en 1672, disait encore *la sphinx*. (*Nouvelle Relation*, p. 144.)

Nous voulions contempler les pyramides sous tous les aspects et à toutes les heures. Pour cela, le mieux est de s'établir dans un tombeau. La vue des tombeaux de l'Orient, véritables demeures, fait comprendre bien des récits de l'antiquité. En Europe, un tombeau donne l'idée d'un caveau étroit; mais, en Égypte et en général dans tout l'Orient, un tombeau était une maison ou au moins un appartement. Je m'étais toujours un peu étonné du roman filé par la matrone d'Éphèse dans le tombeau de son mari, avant d'avoir vu dans les environs d'Éphèse certains tombeaux creusés dans le roc, formant une chambre, ma foi, très-confortable, un réduit très-galant, comme auraient dit nos pères. Le tombeau où se passe la dernière et si pathétique scène de la vie de Cléopâtre, où, aidée de ses femmes, elle hisse à grand'peine Antoine mourant; ce tombeau, qui, à ce qu'il semble, avait une fenêtre, doit avoir été un monument considérable. Pour nous, nous n'avions pas à notre disposition, comme Cléopâtre, les tombes des Ptolémées. Celle où nous avons passé la nuit était plus antique, mais plus modeste; elle sert de demeure à un paysan égyptien. Ces malheureux fellahs trouvent un avantage à choisir ce genre d'habitation; ils échappent ainsi à l'impôt qui frappe les habitants des villages.

Grâce à notre arrangement, nous laissâmes partir les voyageurs, qui retournaient dîner au Caire. Délivrés des cris et de l'importunité des Arabes, seuls en présence du monument dont notre pied avait foulé la cime, dont nous avions pénétré la profondeur, nous achevâmes, en rôdant alentour, de nous faire une idée de sa masse; c'est surtout quand on se place à un angle de la pyramide et que le regard, rasant une de ses faces, la suit jusqu'à l'autre extrémité, qu'on est frappé de l'immensité de la base.

La pierre des pyramides, dépouillées de leur revêtement, est d'un gris assez triste; mais quand, aux approches du soir, ces colosses se peignent des nuances les plus délicates du rose et du violet, ils offrent un mélange de grâce et de grandeur dont rien ne peut donner l'idée. Les teintes de l'horizon, à l'heure où le soleil se couche dans le désert, ont une finesse incomparable qui tient, je crois, à la sécheresse et à la pureté de l'air. Les tons sont d'une légèreté et d'une suavité qui rappellent, mais en l'écrasant, la manière des plus grands maîtres. La transparence aérienne ferait croire que ce n'est pas notre air grossier, mais un fluide plus pur, un éther subtil, qui baigne la terre et le ciel. Puis le soleil se couche brusquement, et tout reprend soudain la morne livrée du désert. Le soir, nous sommes allés travailler aux lumières dans un tombeau. En revenant, nous avons circulé entre les pyramides. Leurs masses, à demi noires, à demi blanchies par la lune, étaient d'un grandiose extraordinaire. Le sphinx était plus fantastique et plus merveilleux encore que le matin; le front, inondé de lumière et le corps perdu dans les ténèbres, il était bien le *père de la terreur,* comme l'appellent les Arabes. Nous nous sommes endormis sous sa garde.

17 décembre.

Cette journée a été employée à parcourir les environs des pyramides. Aidé de M. Durand, j'ai estampé ou dessiné une grande partie des inscriptions funèbres tracées sur divers cercueils de pierre qu'on avait tirés d'un puits de momies et qui gisaient sur le sable. Il y avait là aussi l'effigie funèbre, en pierre blanche, d'une femme dont la mère portait un de ces noms composés qui n'étaient pas rares dans l'ancienne Égypte; elle s'appelait *celle qui donne l'or.* La nature de la

pierre et le type gros et court des figures sculptées sur les couvercles des cercueils me rappelaient deux sarcophages égyptiens que j'ai vus à Paris avant mon départ, et dont l'histoire offre une particularité intéressante. Ils ont fait partie de la collection de Fouquet, la première en France où des antiquités égyptiennes aient trouvé place, et ils ont eu l'honneur d'être célébrés par La Fontaine, qui, dans une épître à Fouquet, dit avoir eu grand plaisir à contempler

> Des rois Céphrim et Kiopês
> Le cercueil, la tombe ou la bière.

On voit que ces tombes passaient pour avoir recueilli les restes de Chéops et de Chéfren, les rois des pyramides; mais, ayant eu occasion de les examiner, grâce à l'obligeance de leur possesseur actuel, et ayant lu sur leurs couvercles le nom et les titres de leurs anciens habitants, ce que n'avait point fait La Fontaine, je puis assurer qu'elles n'ont jamais renfermé que des prêtres et non des rois.

La difficulté d'être seul au désert depuis que les voyageurs y abondent et que les Bédouins se sont faits domestiques de place s'est produite à moi tout à l'heure d'une manière étrange. Fatigué par la chaleur, j'ai avisé de loin un palmier et me suis dirigé de ce côté pour me reposer et me rafraîchir à son ombre. Comme j'approchais, j'en ai vu descendre un Arabe qui s'était mis là en embuscade dans l'intention de découvrir de loin les voyageurs, non pour les détrousser, mais pour leur offrir ses services. Il n'y a pas plus de solitude maintenant au pied des pyramides qu'au milieu des ruines de Rome. Vous voulez rêver sous un palmier, il en dégringole sur votre tête un cicerone.

Au nord de la seconde pyramide, on voit sur le rocher quelques hiéroglyphes très-distinctement tracés. Ils nous reportent à une époque comparativement bien moderne; ils nous font descendre de quatre mille ans à quinze ou seize cents ans tout au plus avant Jésus-Christ. Deux courtes inscriptions mentionnent un certain Mai préposé aux constructions de Ramsès II (1), et montrent qu'à l'époque comparativement récente de Sésostris, il y a eu ici des constructions. Le temps, qui a épargné leurs aînées, les a fait disparaître, et ces inscriptions sont le seul vestige qu'elles aient laissé (2).

Autour des pyramides, tombeaux des rois de la quatrième dynastie, sont les tombeaux de leurs sujets. Au nombre des mieux conservés est le tombeau d'Eimai et celui que les Anglais appellent le *Tombeau des Nombres*. J'ai passé la soirée d'hier dans le premier, et une partie de la matinée d'aujourd'hui dans le second. Champollion a fait dessiner les principales peintures du tombeau d'Eimai. Elles représentent des scènes des champs et de la ville; on y voit des bergers qui conduisent leurs troupeaux, des agriculteurs occupés de soins rustiques, des menuisiers qui manient le ciseau ou la doloire, des danseurs, des musiciens qui jouent de la harpe et de la flûte, des exercices gymnastiques et des joutes sur l'eau (3).

(1) Il ne peut y avoir de doute sur ce titre bien connu. Je m'étonne que M. Birch ait rendu tour à tour les deux hiéroglyphes dont ce titre se compose par *les porteurs*, le *chef des porteurs*, le *chef des bâtisseurs*. Cette dernière interprétation est seule un peu exacte.

(2) Les ruines situées près de la seconde pyramide, et qu'on appelle *le temple*, sont-elles des vestiges de ces constructions du temple de Sésostris?

(3) Plutôt que des rixes de mariniers, comme le veut M. Wilkinson. (*Customs and Manners*, t. II, 440.)

Toutes ces scènes sont exprimées avec beaucoup de naturel et de vivacité. J'ai prié M. Durand de dessiner un fruit dont la forme m'a frappé par sa ressemblance avec celle de la banane. Le maître du tombeau est, comme à l'ordinaire, représenté assis, ayant près de lui sa femme assise également, et derrière sa femme, ses fils, ses filles et ses sœurs debout. La figure du mort est accompagnée de la désignation en hiéroglyphes de son nom et de ses qualités : ils nous apprennent qu'Eimai était prêtre royal et intendant des constructions du palais du roi Chéops. C'est par une singulière erreur que Rosellini (1) et Nestor L'Hôte (2) ont pris le premier titre pour celui du roi Chéops, dont ils ont fait un roi-prêtre. Cette version était directement contraire au génie de la langue égyptienne (3), et ne s'accordait pas beaucoup avec la vraisemblance ; c'était confondre le roi Chéops avec son aumônier. Si Rosellini et L'Hôte avaient lu l'autre titre qui accompagne le nom d'Eimai, *intendant des constructions du palais,* eussent-ils donc aussi confondu le roi avec son architecte (4)?

Dans le tombeau que les Anglais ont appelé le *Tombeau des Nombres,* on trouve plusieurs fois répété le nom dans lequel M. Lenormant a reconnu celui du roi Chéfren. Ce tombeau était celui d'un grand fonctionnaire de Chéfren, comme le tombeau d'Eimai était celui de l'intendant des constructions royales de Chéops. Ce fonctionnaire était aussi un prêtre. A cette époque antique, le sacerdoce était, ce semble, en possession de toutes les fonctions civiles. Quelques monuments me donnent lieu de penser qu'il n'en fut pas toujours ainsi.

La roche sur laquelle sont construites les pyramides et la plaine qui s'étend à leur pied sont partout creusées de tombeaux ; c'est une véritable nécropole, et de l'époque la plus antique, peut-être la nécropole de Memphis. Les parois intérieures de tous ces tombeaux sont couvertes de bas-reliefs peints qui retracent diverses scènes de la vie domestique : la chasse, la pêche, la moisson, la coupe du lin. L'une des plus curieuses de ces peintures, que Champollion a publiées, est celle qui représente un homme occupé à envelopper de bandelettes une momie, et un autre peignant le masque qui devait couvrir le visage du mort. Nous ne possédons pas de momie d'une date aussi reculée; mais cette peinture prouve que ce mode d'ensevelissement remonte à la plus haute antiquité. M. Lepsius, qui a campé durant plusieurs mois au pied des pyramides, a découvert, dit-on, une centaine de tombes nouvelles. On l'accuse de les avoir remplies

(1) *Monum. Storici,* I, 128.

(2) *Lettres sur l'Égypte,* 145-146.

(3) Comme les langues sémitiques, l'ancien égyptien, suivi en cela par le copte moderne, plaçait la désignation qualificative après le nom de l'objet qualifié. On ne pouvait donc traduire le *prêtre roi Chéops,* car dans ce cas il y aurait eu le *roi Chéops prêtre,* et il fallait nécessairement traduire le *prêtre du roi Chéops.*

(4) J'ai fait dans ce tombeau une observation qui peut avoir de l'importance pour la succession des anciens rois de la troisième et de la quatrième dynastie. Eimai est dit fils d'un personnage qui a rempli auprès d'un autre roi les mêmes fonctions d'intendant des constructions royales, que lui-même remplissait sous Chéops. Le nom de cet autre roi, que M. Bunsen lit Aseskaf, est placé par lui au commencement de la troisième dynastie ; mais l'inscription dont je viens de parler et qui le rapproche de Chéops, fondateur de la quatrième, me porterait à y reconnaître, par le retranchement de la dernière syllabe, Achês, septième roi de la troisième dynastie. Dans cette hypothèse, il faudrait corriger le chiffre de Manéthon, qui compte quatre-vingt-cinq ans entre Achês et Chéops.

de sable, après avoir fait dessiner les plus intéressants des tableaux qu'elles renferment. Quand on a vu les mutilations que la niaise et barbare curiosité des touristes ignorants fait subir à tout ce qui lui est accessible, quand on songe à la facilité avec laquelle on peut retirer des tombeaux le sable qui les protége, on absout M. Lepsius.

L'extrême intérêt que présentent ces tombeaux de la plaine des pyramides, c'est leur haute antiquité. Je ne verrai rien en Égypte de plus ancien que ce que je trouve en y entrant : Thèbes même, avec son grand Sésostris, est moderne en comparaison des vieux rois de Memphis, qui élevèrent les pyramides; malheureusement les pyramides ne présentent aucune peinture, aucun bas-relief, et très-peu d'hiéroglyphes. Elles n'ont dit à la science nouvelle que les noms de leurs fondateurs, puis elles sont rentrées dans leur silence; mais ces noms de rois se sont retrouvés sur des monuments moins célèbres et plus instructifs. Autour des sépultures colossales de Chéops et de Chéfren, on a reconnu les tombes de leurs serviteurs, et ces tombes contemporaines des pyramides ont dit ce que celles-ci n'avaient pas révélé. Les murs intérieurs des pyramides étaient nus. Ceux des tombes sont couverts de bas-reliefs coloriés et d'hiéroglyphes qui expliquent les bas-reliefs. Ces tableaux, ces hiéroglyphes, dédommagent de la nudité des pyramides. Quand tout ce qu'ils peuvent enseigner aura été recueilli, on aura ce que déjà on possède en partie, une représentation fidèle et détaillée de la vie égyptienne, telle qu'elle était il y a six mille ans.

J.-J. Ampère.

LES

TOURISTES ANGLAIS.

II.

UN SOLDAT DANS L'INDE.

Camp and Barrack-Room, or the British army as it is.—London, Chapman and Hall, 1846.

Un spectacle grandiose entre tous, c'est celui que présente la Tamise à partir de South-End et Sheerness jusqu'au débarcadère de Westminster-Bridge. Sur ces flots jaunes, la traversée n'est guère que de trois heures; mais pendant ces trois heures le plus splendide panorama se déroule devant les yeux du voyageur. Aux vaisseaux succèdent les vaisseaux, et derrière les maisons du rivage, — ateliers, arsenaux, hôpitaux, villas, forteresses,—s'élancent les mâts aigus d'autres navires invisibles, enserrés dans les *docks*, où ils semblent attendre, non le moment du départ, mais la liberté de cette route liquide, constamment encombrée, constamment envahie.

Pour un homme au cœur sympathique, à l'imagination facilement excitable, il y a dans ce grand mouvement, qui de ce coin du monde se propage aux extrémités de l'univers, une source infinie de fantaisies et de rêves. Comment ne pas suivre par la pensée ce vaisseau de guerre qui va croiser sur les côtes d'Afrique, vaillante et dévouée sentinelle, pour y paralyser par sa présence l'odieux commerce des esclaves? Comment ne pas rêver une existence patriarcale, en voyant entassés sur le pont d'un navire marchand ces centaines d'émigrants qui vont

défricher les arrière-forêts, les *backwoods* du Canada, ou les vallons fertiles de l'Australie? Ce charbonnier de Newcastle sera dans quelques jours amarré dans le port d'Alexandrie; ce léger schooner arrive des Açores, et en apporte plus d'oranges, plus de pommes d'or que n'en contenait le jardin des Hespérides. Quant à l'*Indiaman,* magnifique hôtel garni, taverne flottante, restaurant à voiles peuplé de *nababs* jaunes comme l'intérieur de leur coffre-fort, vous trouveriez dans ses flancs rebondis une cargaison de lingots qui forcera les directeurs de la banque à élargir leurs caveaux. C'est l'argent chinois, le *sycee-silver,* la rançon du Céleste Empire, perçue il y a trois ou quatre mois à Quan-Tong ou à Fou-Chou-Fou. Ainsi, pas une voile ne passe indifférente, pas une de ces nombreuses carènes qui n'ait son poëme, ses aventures, ses tempêtes à vous raconter, pour peu que vous l'interrogiez du regard et de l'imagination, avec l'imagination et le regard des poëtes.

Or, entre autres impressions que ce tableau nous a laissées, nous nous souvenons d'un magnifique *man of war,* tout battant neuf, que nous rencontrâmes à la hauteur de Gravesend, entouré de bateaux de transport, et se chargeant, compagnie par compagnie, d'un corps de troupes. Je les vois encore, ces jeunes soldats, avec leurs jaquettes rouges, leurs longues tailles fluettes, leurs cheveux blonds, leurs pantalons de toile blanche, empoignant l'un après l'autre les *tire-veilles,* et se hissant sur le pont, où la plupart allaient rester pendant toute la traversée. Sur le rivage, cependant, une musique militaire leur envoyait je ne sais quel air sautillant qu'on me dit être une mélodie nationale de la verte Erin, — *Patrick's Day,* si j'ai bonne mémoire, — et ils lui répondaient gaiement par des hourrahs ironiques. — *Hurrah fos the pongo band!* — Hourrah pour l'orchestre des singes! — L'honnête passager qui prit la peine de m'expliquer leurs hurlements, accompagnés de longs éclats de rire, ne manqua pas d'y ajouter une réflexion qui devait, selon lui, réhabiliter dans mon esprit la dignité anglaise, quelque peu compromise par ces élans d'effervescence animale,—*animal spirits,* voilà le mot. — « Ce sont des Irlandais, » me dit-il à plusieurs reprises. Le brave homme n'eut de repos que lorsque je lui eus accusé réception de cette remarque patriotique.

Et vraiment que m'importait? Après tout, c'étaient des hommes, — disons mieux, des enfants,—qui, sans trop savoir où ils allaient, poussés par la misère, par d'aveugles passions, ou cédant aux grossières tentations du recruteur, partaient pour quelque pays lointain, — pour l'Inde, me disait-on, — et la plupart n'en devaient jamais revenir. Anglais, leur sort m'eût inspiré moins de pitié : il est toujours noble et consolant de mourir pour un pays où l'on est compté comme citoyen, et dont la grandeur rejaillit sur vous. Irlandais, au contraire, ils jouaient le rôle des limiers sanglants que le chasseur lance après sa proie, et dont il prodigue la vie moins précieuse que la sienne. Pour eux, ni véritable conquête, ni satisfaction d'orgueil national, en échange des souffrances qu'ils endurent, des périls qu'ils bravent. L'Anglais hautain paie et opprime ces ilotes armés qu'il envoie aux confins du monde porter la crainte du nom britannique.

Ainsi donc, c'étaient des Irlandais qui, par une belle matinée du mois de juillet 1843, montaient à bord de ce superbe navire, pour la première fois envoyé sur les mers. Et justement ce volume gauffré de rouge, que le hasard de l'étude a placé sous nos yeux, contient l'histoire d'un soldat irlandais qui, le 9 juillet 1843, devant Gravesend, s'embarquait pour Calcutta, sur la *Gloriana,*

frégate de mille tonneaux, récemment sortie du chantier. Faut-il croire au hasard presque merveilleux qui nous aurait fait assister, il y a trois ans, au début d'une campagne dont nous devions lire plus tard la naïve chronique? Ou bien, tout simplement, sommes-nous dupe de nos souvenirs qui rassemblent ainsi deux événements étrangers l'un à l'autre, et dès lors fort insignifiants? C'est ce que nous vérifierions sans peine en consultant notre journal de voyage; mais à quoi bon? Ne vaut-il pas mieux supposer certain ce qui est possible, et ce qui a donné pour nous tant de charme aux véridiques récits d'un *staff-sergeant* retiré du service?

Par un concours de circonstances assez rare, il y était entré volontairement, de son libre choix, après avoir travaillé quelque temps, comme associé, dans une maison de commerce. Les spéculations tournèrent mal : notre homme, harcelé sans doute par d'importuns créanciers, ne vit d'asile assuré que sous le drapeau. D'ailleurs, et c'est lui-même qui le dit, il était tourmenté de ce besoin de voyager qui pousse hors de leurs îles les aventureux Saxons.

Aussi choisit-il un régiment de service dans l'Inde, le 13e d'infanterie légère, que les bulletins du gouverneur général avaient rendu célèbre depuis les guerres de l'Afghanistan, les combats de Ghuznée, de Julgah et de Jugdullak. Son parti pris, il reçut un shelling, et, par la vertu de cette espèce de coemption, fut désormais soldat de la reine. Les regrets et les craintes ne tardèrent pas à lui venir après cet étrange et désastreux marché; mais il était trop tard, il fallait suivre son étoile. A défaut de plus nobles motifs, le fouet et la mort le menaçaient s'il eût hésité.

On ne voit pas que ses futurs compagnons d'armes aient inspiré dès lors un bien vif intérêt au nouvel enfant de Mars. La plupart lui apparurent comme des êtres dépravés dès l'enfance, portant sur leurs traits flétris l'ignoble empreinte du vice. La licence de leurs propos, les infâmes pratiques à l'aide desquelles ils dépouillaient les nouveaux venus assez simples pour se laisser faire, lui inspirèrent dès l'abord un profond dégoût, évidemment partagé par tous les employés militaires chargés d'enrégimenter ces misérables jeunes gens. Un seul détail fera juger de ce qu'on les estime. A Chatham, dans la maison de réception où ils attendent la visite du chirurgien-major, on les fait coucher sans couvertures ni draps, et ceci pour éviter la contagion d'un mal « qui, s'il offre peu de dangers, a beaucoup d'inconvénients. » De plus, on les tond de près, et cela pour deux raisons dont nous ne donnerons que la plus honnête : une tête rase rendrait un déserteur plus facile à reconnaître et à retrouver. Ajoutez à ceci le mauvais pain distribué aux soldats, — si mal cuit que, lancé contre un mur, il y demeurait plaqué, — l'eau de café dans des tasses d'étain; — la séquestration des *malades* dans une espèce de dépôt où l'eau de gruau faisait le fond de leur régime; — — pour les hommes valides et sans démangeaisons, les douceurs du *drill* (l'exercice) chaque jour, pendant quatre heures, partagées en deux séances; ajoutez encore les mille fraudes des « officiers sans commission, » c'est-à-dire des soldats promus provisoirement à tel ou tel grade dont ils remplissent les fonctions sans en avoir les priviléges : — il y a là de quoi rebuter dès l'abord le plus crédule amant de la gloire.

Faire payer, quand ils l'osent, l'habit qu'ils devraient donner gratis au soldat, lui escamoter sans scrupule la meilleure part de sa haute paie, imposer à tout un corps une sorte d'amende collective pour de prétendus dégâts faits dans la caserne

qu'il vient d'occuper, distribuer de mauvais fusils, qui seront nécessairement détériorés, et dont on exige en argent les frais de réparation naturellement fort exagérés, — tels sont les moindres exploits de ces requins de terre, plus actifs, plus éhontés, plus voraces à Chatham, sous les yeux de l'autorité centrale, que dans les districts les plus lointains de l'empire britannique. Les officiers supérieurs, dont ils ont capté la bienveillance par une officieuse servilité, ne regardent guère à ces abus. Et d'ailleurs quelles en sont les victimes? Les soldats anglais, c'est-à-dire un ramassis de gens sans aveu, l'écume de la population, le rebut de la classe misérable, oisive, adonnée au vice ; espèce de chair à canon, sans intelligence et sans cœur, que l'on mène à coups de fouet jusque sur le champ de bataille, où la boucherie qu'on en fait semble purifier le corps national.

A peine dans les rangs d'une pareille armée, un jeune homme, honnête jusque-là, se sent avili, dégradé, condamné au mépris de ses supérieurs, qui ne prennent même pas la peine de chercher à discerner les bons des mauvais. « A Rome, dit Gibbon, le paysan et l'ouvrier, prenant les armes, croyaient avancer en dignité. » En Angleterre, le laboureur le plus misérable estime sa famille déshonorée, si quelqu'un de ses enfants a pris le mousquet. Il vendra, pour le racheter, sa meilleure paire de bœufs, les pauvres bijoux de sa femme, les meilleurs meubles de son *cottage*. Son fils soldat est perdu pour lui, perdu pour le ciel, voué à la débauche, à la plus honteuse dépravation, vrai gibier de potence et d'enfer. Avec un tel préjugé, puissamment secondé par le régime aristocratique dont le soldat est victime, et qui lui interdit toute espèce d'avancement, on s'étonne qu'une armée puisse exister et vaincre. C'est là une merveille de la discipline qui n'est pas à l'honneur de la race humaine.

Dans un régiment anglais, — le récit que nous avons sous les yeux le fait merveilleusement bien comprendre, — il n'existe aucun intérêt commun, aucune sympathie entre les officiers et les soldats. Les premiers forment un corps à part, composé de *gentlemen* sur un pied de parfaite égalité pour tout ce qui ne concerne pas directement le service. Le colonel, au lieu d'être, comme chez nous, investi d'une autorité despotique, n'est que le président d'une sorte de république hiérarchique dont les lois pèsent sur lui comme sur ses moindres subordonnés. D'ailleurs, presque étranger au corps, il y réside rarement et s'en occupe à peine. « C'est un bénéficiaire sans fonctions qui réalise de gros profits sur les fournitures du régiment dont il a l'entreprise, et qu'il recède ordinairement à quelque banquier ou à quelque fournisseur ordinaire, moyennant un *boni* fixé à 25,000 francs de rente pour un régiment en Angleterre, à 50,000 francs pour un régiment dans les Indes (1). »

Les deux lieutenants-colonels, dont le plus ancien commande effectivement le corps, n'ont affaire qu'aux officiers, et, sauf quelques rares exceptions, ne se mettent nullement en peine de connaître ou de récompenser le zèle, l'intelligence, la bonne discipline de chaque *private* ou simple soldat. Les capitaines eux-mêmes, imitant cette singulière réserve, ne daignent pas s'enquérir, si ce n'est en des circonstances toutes particulières, de ce qui concerne les hommes de leur compagnie. Bref, le seul officier avec lequel les soldats soient en relation directe est l'adjudant instructeur, pris parmi les lieutenants; encore ne communiquent-ils avec lui que par l'intermédiaire du sergent-major ou des *non commissioned offi-*

(1) *L'Inde anglaise en* 1843, par M. le comte de Warren.

cers. Ceux-ci sont de la même classe que les simples soldats; on n'exige d'eux aucune autre condition d'avancement que de savoir écrire et lire d'une manière passable. Aussi leurs camarades ne leur reconnaissent-ils volontiers aucune supériorité de mérite, et pour peu que le sergent laisse empiéter, dans la familiarité des camps, sur la prérogative de son grade, ils sont portés à méconnaître complétement le pouvoir qu'il a sur eux. De là mille délits que l'espoir de l'impunité fait commettre, et dont la punition inattendue, souvent injuste, souvent accompagnée de brutalités tyranniques, engendre de longs ressentiments. Les deux tiers des assassinats commis dans l'armée n'ont pas d'autre cause.

Pris en masse et envisagés comme une classe à part, les officiers sans commission se font remarquer par une astucieuse servilité, à laquelle en général ils doivent leur promotion. Leur devoir exactement rempli ne les met pas à l'abri des caprices de leurs chefs, dont ils sont par conséquent obligés de caresser les faiblesses, de servir les penchants, d'étudier et de satisfaire toutes les passions. Contraints, en revanche, de cacher les leurs, ils se font peu à peu des habitudes de duplicité, d'hypocrisie consommée, qui les rendent essentiellement dangereux tant à leurs supérieurs, qu'ils dominent à l'insu de ceux-ci, qu'aux simples soldats, dont ils disposent par une foule de moyens indirects et de ruses traditionnelles. — « L'exercice d'une autorité subalterne, dit judicieusement notre écrivain, a pour effet d'aiguiser l'esprit et de développer des facultés ignorées. Telle marche, adoptée et suivie avec persévérance par le corps des sous-officiers dans un de nos régiments, ferait honneur à Machiavel lui-même. Aussi arrive-t-il souvent que les sergents-majors, grâce à leurs sinistres machinations, exercent une autorité réellement supérieure à celle du chef de corps, influencé par leurs artificieuses remontrances. On voit même, parmi ces profonds politiques, des hommes assez habiles pour conquérir à la longue une commission et passer dans l'état-major (1). »

Cette institution est si mal combinée, qu'au lieu de servir à exciter l'émulation des jeunes soldats, elle tend à les corrompre; voici comment : aussitôt qu'un nouveau venu se fait remarquer par ses bonnes dispositions, son exactitude, un certain vernis d'éducation, les sous-officiers, — qu'on nous permette de leur donner un nom plus en harmonie avec nos usages, — les sous-officiers prennent en haine ce concurrent qui menace de leur passer sur le corps, et un complot s'organise contre la bonne réputation dont le soldat novice a jeté les bases. Il se passe alors des scènes qui rappellent involontairement celles de Iago et Cassio dans la tragédie de Shakspeare. On ménage de loin des occasions de faillir, de périlleuses tentations, au jeune homme que l'on veut perdre : — *Come, lieutenant, I have a stoop of wine* (2). — S'il cède, il est perdu, car au moment favorable Iago prendra soin que le commandant soit averti des désordres auxquels se livre son jeune protégé. C'est autant de gagné, d'abord contre celui-ci, puis par ricochet contre tous ceux dont les supérieurs seraient tentés de récompenser les premiers efforts.

Frappé de ces abus, de l'influence énorme que des hommes sans morale et sans instruction exercent sur l'armée des trois royaumes, de la désaffection qu'ils répandent parmi les troupes, des injustices sans nombre qui sont commises, grâce à eux, par les cours martiales, l'écrivain anglais réclame, à titre de réforme préa-

(1) *Camp and Barrack-room*, p. 282.
(2) *Le More de Venise*, acte II, scène III.

lable, la création d'un corps spécial où l'on formerait des hommes d'élite aux fonctions de sous-officiers. On suppléerait ainsi à cette insouciance profonde, à ce défaut de lumières que les chefs de corps apportent maintenant dans la promotion arbitraire de tel ou tel soldat à des grades qu'il est si essentiel de voir dignement occupés. Comme conséquence de ce premier progrès, il demande ensuite que les sous-officiers ne soient pas déclarés incapables de monter au grade supérieur. En leur ouvrant ainsi, sous telles restrictions que l'état actuel de l'armée pourrait exiger, une carrière honorable, on les relèverait de l'espèce de mépris dont ils sont l'objet; les soldats qui les traitent en égaux s'habitueraient à les regarder comme de véritables chefs; les officiers qui les dédaignent se devraient à eux-mêmes de ménager en eux de futurs collègues; on y gagnerait de pourvoir plus aisément les fils des officiers pauvres, et de former à la longue une pépinière de chefs expérimentés, « au lieu de ces marmots imberbes qui viennent, au sortir de l'université, prendre le pas sur de vieux sergents aux leçons desquels ils sont cependant assujettis pendant la plus longue période de leur commandement. »

Jusque-là, l'auteur reconnaît que l'armée britannique, non encore relevée de son abaissement, doit rester sous le dur et flétrissant régime du code actuel. « Les châtiments corporels sont, dit-il, indispensables au bon ordre; l'ignoble peine du fouet, dont on pourra restreindre l'usage à des délits d'une extrême gravité, surtout aux délits commis durant la guerre, ne saurait être supprimée sans péril. » Et cependant ici l'écrivain semble prendre à tâche de se démentir lui-même, car il convient que la flagellation, à laquelle on a cessé d'attacher une idée de déshonneur, a perdu le terrible effet que l'on espère produire sur l'esprit du soldat par la vue d'un si rigoureux supplice. Par son propre exemple, il constate que les yeux se font vite à ces sanglantes exhibitions, et l'épiderme n'est guère plus long à s'y endurcir. En voyant revenir au milieu d'eux, et partager leurs repas, leurs jeux, leurs travaux guerriers, l'homme que le *cat-o-nine-tails* a marqué de ses tristes empreintes, ses camarades se familiarisent avec ce châtiment, désormais réduit à une souffrance purement physique. Le stoïcisme, la bravade, s'en mêlent bientôt, et l'on applaudit ou l'on blâme, selon qu'il a bien ou mal supporté la douleur, le coupable plus ou moins robuste, plus ou moins maître de ses nerfs. Du délit, de la honte, il n'est plus question.

Quelles sont donc, à son avis, les raisons de maintenir cette humiliante pénalité, qui, selon nous, devrait être abolie, ne fût-ce que par respect pour la nation anglaise, dont elle accuse la civilisation encore incomplète? La première est que le soldat se trouve fréquemment placé de manière à ne pouvoir être puni autrement; la seconde est qu'en supprimant la peine du fouet, on serait obligé de recourir plus souvent à la peine de mort. On comprendra, sans que nous nous arrêtions à les réfuter, combien sont faibles et puérils les arguments tirés d'une prétendue nécessité que l'expérience dément chez nous et ailleurs. Nous avons dû cependant ne pas les omettre, car, sous la plume d'un soldat qui a vécu deux ans exposé à ces châtiments réprouvés, ils ont, à part toute autre valeur, celle d'un trait caractéristique. Il est souverainement curieux, surtout il est contre toutes les idées reçues en France, qu'un militaire à peine licencié reconnaisse comme deux faits irrévocables et corrélatifs, d'abord le recrutement de l'armée anglaise parmi tout ce que la nation a de plus méprisable et de plus dangereux, puis la nécessité de donner pour garanties à la discipline, à la subordination militaire, les mêmes

supplices que partout ailleurs on réserve à l'esclave, aux bêtes de somme, aux êtres les plus avilis de la création.

Du reste, nous n'irons pas loin sans trouver encore l'écrivain novice en contradiction avec lui-même. Nous avons vu qu'il réserverait volontiers le fouet aux crimes commis pendant la guerre. Or, il constate, comme un fait généralement observé, que les officiers anglais, n'ayant aucune influence morale sur leurs soldats, sont réduits, aussitôt que l'heure du péril sonne, à se relâcher de leurs rigueurs ordinaires. Domptés, pendant la paix, par la crainte et par la crainte seule, les soldats en campagne prennent leur revanche; ils savent qu'on n'osera pas les mécontenter, qu'un chef dont le salut dépend de leur zèle et de leur courage fermera les yeux sur bien des délits, et ils profitent largement de cette impunité temporaire. Ainsi, au moment même où les nécessités exceptionnelles réclament, dit-on, l'emploi du fouet, on y a bien moins recours qu'en toute autre circonstance. Voici le passage auquel nous faisons allusion, et que nous regretterions de ne pas donner textuellement. « En temps de guerre, si le fouet reste suspendu *in terrorem* sur le soldat, dont les passions déchaînées ont besoin d'un frein plus puissant, l'officier hésite à s'en servir, si ce n'est pour les crimes les plus graves. Il dépend alors de ses hommes, et, dans son propre intérêt, il fera tout au monde pour les maintenir en aussi bonne disposition que possible. Si je ne me trompe, il n'y eut pas à Jellalabad, pendant le siége, un seul exemple de punition corporelle. Les soldats étaient alors courtisés et flattés en toute occasion par leurs chefs, dont la condescendance n'avait presque plus de bornes; mais, plus tard et quand le régiment fut de retour dans l'Inde, il expia chèrement cette provisoire indulgence, et, pour lui apprendre à ne point trop compter sur les exemples passés, les cours martiales redoublèrent de rigueur, les exécutions furent plus fréquentes qu'elles ne l'avaient jamais été, si bien qu'à la fin l'adjudant-général, surpris au dernier point de cette recrudescence de châtiments, demanda, par lettre officielle, ce que signifiait la conduite de l'*illustre* 13e (1). »

Ce n'est pas le seul exemple de cette politique perfide, de ces ménagements calculés, à l'aide desquels, — privés de plus nobles et de plus loyales influences, — les chefs anglais maintiennent le bon ordre parmi leurs troupes. Dans un autre chapitre, le *staff-sergeant* raconte un épisode qui donne une idée fort nette de ce machiavélisme militaire.

Le 64e régiment des cipayes du Bengale, principalement composé de soldats indous, avait fait partie d'une expédition dirigée, en 1842, contre les défilés de Khyber (*Khyber Pass*), qu'on ne put réussir à forcer. Le mauvais succès de la campagne aigrit encore le mécontentement de ces hommes, dont on avait froissé les préjugés religieux en les contraignant de passer l'Indus. — Par parenthèse, cette superstition a fait donner le nom d'*Attok*, qui signifie *prohibé*, au fort élevé par Ackbar-Khan, au point où le Caboul rejoint le fleuve sacré. — Les Sikhs, instruits de ces mécontentements, voulurent les mettre à profit, et, par des promesses d'argent, essayèrent de provoquer une sédition, qui faillit en effet éclater. Dirigé vers le Scindh après que l'armée d'observation eut été dissoute, le 64e s'insurgea sur la route, s'empara des drapeaux, et parut disposé à déserter en masse Pour retenir les soldats, pour les calmer et les décider à continuer leur route, il

(1) Le surnom d'*illustre* avait été donné à ce corps par le gouverneur général lord Ellenborough.

fallut un engagement formel de leur commandant (le colonel Mosely), qui leur promit, au nom du gouvernement, une haute paie et certaines indulgences disciplinaires pendant toute la durée de leur service dans le Scindh; mais ces promesses furent ouvertement violées dès leur arrivée à Shikarpore, et les cipayes, indignés de ce que leurs officiers européens, dans la parole desquels ils placent une confiance absolue, se jouaient ainsi des conventions faites, eurent de nouveau recours à la rébellion. Cette fois, ils chassèrent à coups de pierres du champ de parade les officiers responsables de la trahison, et les officiers indigènes, commissionnés ou non, dont aucun ne voulut se joindre à la révolte, furent placés sous une surveillance rigoureuse; puis les soldats, se formant en conseil, élurent un gouverneur général, un commandant en chef, et des officiers pour chaque compagnie. Le général Hunter, accouru pour prendre une connaissance exacte de l'état des choses, fut mal reçu par les rebelles, qui aggravèrent leurs torts en le repoussant de leurs quartiers. Or, le général se trouvait dans une situation des plus délicates. Shikarpore n'avait pas de garnison européenne, et les chaleurs étaient encore trop fortes pour tirer de ses cantonnements le 13e léger, alors à Sukkur. D'ailleurs, le moindre mouvement de ce corps aurait mis les mutins sur leurs gardes et donné le signal des hostilités, qui, déclarées une fois, pouvaient avoir les conséquences les plus graves. Le vieux général eut alors recours à des moyens moins violents, mais plus sûrs, et qui font honneur à sa prudence, sinon à sa loyauté. Un ordre du jour enjoignit au 64e de se mettre en route pour Delhi, en passant par Sukkur, où il trouverait indiqué son itinéraire ultérieur, et, pour leur donner à penser qu'on s'apprêtait à leur faire justice, le colonel des cipayes fut mis aux arrêts forcés.

Trompés par ces bienveillantes démonstrations, persuadés qu'on les envoyait à Delhi pour y examiner à loisir la justice de leurs griefs, ils suivirent paisiblement leur adjudant jusqu'à Sukkur. Là, on leur refusa l'accès de leurs casernes ordinaires, et ils durent camper sur les bords du fleuve, qu'on leur ordonna de se tenir prêts à passer. Après quelques jours, durant lesquels on leur avait interdit tout rapport avec le reste des troupes, on les commanda pour une parade, où le général avait, disait-on, à leur adresser quelques propositions d'arrangement. De ce moment, ils se virent joués encore une fois; mais il était trop tard pour y porter remède : toutes les embarcations du voisinage ayant reçu ordre de descendre le fleuve, ils ne pouvaient songer à gagner l'autre rive. Les canons de la forteresse étaient pointés sur leur camp; des batteries, appuyées par les troupes du 13e, leur coupaient la retraite sur les routes qui mènent de Shikarpore à Sukkur; bref, ils étaient cernés, et il fallait ou se rendre à discrétion ou périr jusqu'au dernier homme. Aussi n'opposèrent-ils aucune résistance, lorsque le général, aidé des officiers indigènes, vint lui-même choisir dans leurs rangs trente-neuf soldats reconnus pour les principaux promoteurs de l'émeute. Le prétendu gouverneur général et le prétendu commandant en chef furent également saisis, désarmés et chargés de fers.

Le jour même parut un ordre du jour qui interdisait toute communication de ces faits aux divers organes de la presse; le général exprimait en même temps l'espérance que sa conduite serait approuvée du gouvernement, et donnait au régiment soumis l'assurance d'une pleine et entière amnistie, dont les fauteurs de la révolte demeureraient seuls exceptés. Ce pardon fut confirmé par sir C. Napier, qui avait en mains les pouvoirs nécessaires pour licencier le régiment, mais qui

se contenta de lui retirer temporairement ses étendards. Quant au colonel Mosely, dont l'imprudence avait aggravé la première sédition, il passa, quelques mois après, devant la grande cour martiale, et fut privé de son grade.

Le *staff-sergeant* raconte l'exécution de quelques-uns des mutins compromis particulièrement dans cette affaire, à laquelle d'autres émeutes militaires, — celle de Barrackpore fut la plus sanglante, — donnèrent une extrême gravité. Il les regardait passer, chaque soir, chargés de chaînes et sous bonne escorte, pour aller faire leurs ablutions et remplir leurs *jumboos* dans la rivière. Un jour, du haut d'une éminence, il les vit mettre à mort, et donne à ce sujet les détails suivants : « La veille au soir, ces pauvres diables avaient amusé le camp par une cérémonie assez étrange. Un brahmine conduisait, devant le cachot de chacun d'eux, une vache sacrée, dont la queue était placée avec beaucoup de solennité dans la main du criminel. On apportait ensuite un *chattie* (1) rempli d'eau, où étaient jetées les dix roupies que chaque condamné payait pour le droit de serrer dans sa main la queue en question. Le brahmine prononçait alors une courte prière, après laquelle le pauvre cipaye laissait aller le saint animal, et s'en retournait dans sa prison avec la physionomie la plus sereine que j'aie jamais vue à des gens si près de mourir. Le gouverneur général, qui assistait à ces pieux préparatifs, s'étant éloigné avant qu'ils fussent terminés, l'un des prisonniers se promit tout haut « qu'une fois mort, il se changerait en *khuta,* — *khuta* veut dire chien, — pour venir mordre Hunter-Sahib (2). »

Rien de plus frappant que la manière dont ces Indous, sectateurs de Vishnou et portant sur leurs fronts la marque horizontale, subirent tour à tour le dernier supplice. Ils bavardèrent ensemble sur les sujets les plus indifférents jusqu'au moment de monter sur la plate forme où pendait une corde pour chacun d'eux ; et comme, de peur d'être souillés, ils ne voulaient pas être touchés par un individu de caste inférieure, ils s'efforcèrent, tout garrottés qu'ils étaient, de se passer eux-mêmes le nœud fatal autour du cou. Quelques-uns examinèrent froidement les cordes, comme pour en choisir une à leur convenance, et deux d'entre eux se jetèrent résolûment hors du plateau à bascule avant qu'on l'eût retiré de dessous leurs pieds. « On avait craint un mouvement en faveur des condamnés, et quelques pièces de canon étaient placées en batterie, de manière à foudroyer le 64e aux premiers symptômes de révolte ; mais les cipayes assistèrent immobiles, et sans donner le plus léger signe de mécontentement, à l'exécution de leurs camarades. Sur les trente-un hommes qui survécurent, et que le 13e traînait péniblement d'étape en étape, neuf finirent par s'évader, et, bien qu'on eût promis 50 roupies (3) de récompense à qui ramènerait quelqu'un des fugitifs, pas un ne fut trahi par ses compatriotes. »

Si nous préférons des sujets plus généraux à l'histoire particulière de notre voyageur, c'est que ses aventures se bornent à bien peu de faits. Débarqué d'abord à Calcutta, il est dirigé immédiatement après vers Bombay, où il arrive par mer et d'où il repart pour Kurratchie, port de mer situé à l'extrémité de la ligne montagneuse qui sépare le Belouchistan du pays des Scindhys. Il faut le chercher, sur les cartes bien faites, à cinquante milles au delà d'une des bouches de

(1) *Chattie, jumboo,* vaisseaux de terre cuite.
(2) *Sahib,* sire ou seigneur.
(3) La roupie vaut 2 fr. 50 cent. environ.

l'Indus (*Gharra* ou *Sutledge mouth*) et à six cents milles à l'ouest de Bombay. C'est, à vrai dire, la clef du Scindh. Un bateau à vapeur construit en fer pour cette navigation spéciale vint y chercher le détachement dont le *staff-sergeant* faisait partie et lui fit remonter l'Indus jusqu'à Sukkur.

Ce pays, qui est compris dans le Scindh supérieur, est, parmi les districts récemment occupés, un des plus malsains et des plus redoutés par les troupes européennes. Les soldats indigènes eux-mêmes y sont décimés par d'horribles fièvres, qui ont, à certains égards, les caractères de la peste. Déjà sur le bateau à vapeur qui, ramenant une cargaison de malades, remportait avec lui de nouvelles victimes, la terrible influence se faisait sentir. Entassés sur le pont, où leurs vêtements de coton les défendaient mal contre la glaciale rosée des nuits indiennes, les cipayes souffraient et mouraient avec cette calme résignation qui est le caractère distinctif de leur race. A peine l'un d'eux avait-il rendu le dernier soupir, qu'on le jetait sans cérémonie par-dessus le bord, et son cadavre s'en allait vers la mer, avec tant d'autres que les flots de l'Indus emportent, qu'il dépose çà et là sur ses rives, et que se disputent les chacals, les hyènes, les choucas, les aigles, les alligators, habitués depuis des siècles à cette curée humaine.

Fameux par l'inconstance de ses ondes et les ravages qu'il a de tout temps causés, l'Indus éloigne les populations de ses rives sinueuses. A peine çà et là, dans certains districts où il est plus profondément encaissé, voit-on quelques échantillons de culture, quelques villages perdus au milieu des palmiers et des dattiers, quelques villes dont les minarets blanchis à la chaux renvoient au loin les vives clartés du ciel. C'est dans ces rares oasis que les pauvres *ryots* cultivent avec une admirable patience de vastes champs de blé qui leur donnent rarement le pain de chaque jour. C'est là que des nuages de poussière annoncent de temps en temps l'arrivée d'un berger scindhy, qui vient désaltérer ses troupeaux de buffles bossus, de maigres brebis, de chèvres aux longues oreilles bigarrées, dans les eaux poudreuses du fleuve. De distance en distance, on rencontre une *station de bois*, préparée d'avance pour l'approvisionnement des *steamers*. Les voyageurs profitent de la halte pour descendre à terre, les soldats européens pour se promener à travers les jungles déserts, les Indiens et les mahométans pour se livrer en toute liberté à leurs travaux de boulangerie et de cuisine. C'est alors de préférence qu'ils préparent leurs *chupeties* (gâteaux de froment) et font bouillir leur *congie*, c'est-à-dire leur riz. On pousse quelquefois jusqu'au village le plus voisin, où, moyennant 8 ou 10 francs (3 ou 4 roupies), on achète un bouvillon que quelque boucher musulman égorgera sur le rivage, la face tournée vers la Mecque. Trois rames disposées en faisceau servent ensuite à le suspendre pour l'écorcher, et, séance tenante, sans recourir au cuisinier du navire, l'animal dépecé sera grillé tant bien que mal et fournira un souper improvisé.

Par delà Hyderabad, qui, sous la domination des princes talpouries, était la capitale du Scindh, et toujours en remontant vers le nord, douze jours de navigation vous conduisent au gros bourg de Sukkur, non sans péril, car les Beloutchies, embusqués derrière les roches du rivage, se donnent parfois le plaisir de fusiller les soldats anglais entassés sur leur étroit navire. On leur répond comme on peut à coups de canon; mais s'ils sont trop nombreux ou trop obstinés, il faut descendre à terre, tourner leurs retranchements de granit et les repousser dans les jungles.

Une île au milieu du fleuve, surmontée d'un petit fort qui barre le passage à

toute navigation ennemie ; — à droite, les *bungalows* du village, dispersés parmi les dattiers, le long du bord ; — à gauche, la petite ville de Rorie, qui domine la tombe de quelque prince canonisé : — vous voyez d'ici le poste militaire qu'allait occuper notre voyageur. Le régiment que ses camarades et lui allaient rejoindre les attendait pour leur faire fête, et la cantine ouvrait derrière le camp ses deux portes, l'une réservée aux sergents, l'autre accessible aux simples soldats, qui s'y précipitaient en foule. Le vin, le brandy, l'arack, coulaient à flots ; l'arack seul, le plus dangereux poison des trois, était mis à la portée de toutes les bourses. On ne le vend, il est vrai, que par quantités déterminées, et, en sus du prix, le soldat doit présenter un billet délivré par ses chefs ; mais ces mesures sont ouvertement éludées, et les sergents eux-mêmes se livrent à un commerce de contrebande qui déjoue toute surveillance et ruine la santé du soldat.

L'ivrognerie, le jeu, la débauche, ces trois hideuses plaies, minent dans l'Inde la puissance militaire des Anglais. La paie allouée par la compagnie aux troupes qu'elle prend à sa solde est assez élevée pour donner ample carrière aux passions brutales du soldat. Dans les stations ordinaires (*single batta stations*,—*batta* veut dire présent), la solde mensuelle est de 10 roupies et 1 *anna,* soit un peu plus de 25 francs; dans les *double batta stations,* de 12 roupies, ou 30 et quelques francs. Là-dessus, il est vrai, l'homme avisé doit prélever un supplément de nourriture, que la mauvaise qualité des vivres fournis par le commissariat rend indispensable à la santé ; mais la plupart des soldats, imprévoyants et abrutis, portent à la cantine tout ce que leur laissent les menues dépenses restées à leur charge, le blanchissage, les gages du cuisinier (*bobagie*), du barbier (*nappie*), du valet d'écurie (*sice*). Ceci s'explique d'ailleurs par un enchaînement de circonstances qu'il n'est pas sans intérêt de connaître. On a remarqué que, chez les troupes royales, l'ivrognerie était moins fréquente que chez celles de la compagnie. Ceci ne tient pas seulement à la discipline moins rigoureuse de ces dernières, mais à l'abandon définitif que les soldats qui les composent ont fait de la mère patrie. L'espoir du retour leur manque, et, convaincus qu'ils mourront jeunes sur cette terre brûlante, où ils se sentent pour jamais prisonniers, ils cherchent dans l'abus des liqueurs enivrantes l'oubli de cette condamnation qui pèse sur leurs têtes. A cette pensée de désespoir viennent se joindre d'autres causes accessoires : le manque de tout sentiment affectueux, de tout plaisir innocent, le poids d'une oisiveté que le climat exige, et qui fait une large place à l'ennui. « Puis, — comme le fait remarquer l'auteur avec amertume, — le soldat anglais est un être négligé. On le regarde en tout pays comme un homme d'une espèce inférieure, comme le paria du corps politique, incapable d'aucun progrès moral ou social. Ses propres officiers le méprisent, et le public prend ce mépris pour règle. Étonnez-vous donc après cela que, dégradé dans l'estime des autres, il renonce à la sienne propre, et, s'abandonnant aux entraînements matériels, il devienne ce qu'il est trop souvent, un homme avili et sans principes ! Le paysan, l'ouvrier, ont leurs avocats au parlement; l'armée n'y envoie personne. Pas une voix ne s'élève pour elle. Aussi, tandis que toutes les autres classes participent aux bienfaits du progrès, le soldat est resté ce qu'il était au XVIIIe siècle (1).

Et cependant, — même en faisant abstraction de l'intérêt moral,— quels puissants motifs devraient éveiller l'attention du gouvernement anglais sur la vicieuse

(1) *Camp and Barrack-room,* p. 142.

organisation de son armée! On perd, chaque année, en moyenne, dix-huit cents soldats européens dans les possessions de l'Inde, et, sur ce nombre, huit cents au moins meurent victimes de leur intempérance. Or, chaque soldat débarqué sur ces rivages lointains a déjà coûté 40 liv. sterl., ou 1,000 francs, à l'état. En estimant à un quart de cette somme les services que chaque soldat mort a pu rendre avant d'être emporté, vous avez encore une somme de 24,000 liv. sterl., ou 600,000 francs, que rapporterait au pays la moralisation des troupes anglo-indiennes. Ce raisonnement curieux n'est pas de nous, nous n'avons pas besoin de le dire, car il porte assez le cachet de son origine anglaise; mais il nous a frappé, comme certaines maximes du bonhomme Richard, qui, lui aussi, fondait l'amour du bien sur les considérations purement égoïstes de l'avarice bien entendue.

L'ambition serait un excellent contre-poids à ces honteux entraînements. Un ambitieux n'est jamais un ivrogne; — « mais l'ambition, dit très-sensément notre voyageur, est soumise aux lois de l'existence physique. Il lui faut des éléments, une atmosphère renouvelée, des routes lumineuses, des influences stimulantes. Or, le service, chez nous, n'admet que pensées étroites, vœux bornés, espérances mesquines. L'armée anglaise ne peut avoir ni un Ney ni un Murat. Tels hommes que la nature avait rendus aptes à ce rôle ont vécu et sont morts simples sentinelles, sans nom et sans estime... » « Il nous manque, dit-il ailleurs, une École Polytechnique. » Bref, à chaque instant, on discerne, à travers les protestations résignées d'une âme assez humble et d'un esprit modéré, la plainte énergique du plébéien contre les abus du régime aristocratique.

Les femmes d'Europe sont, dans l'Inde, autant de raretés merveilleuses et recherchées à l'extrême. Heureux le père qui a deux ou trois filles un peu passables à établir dans ce fortuné pays! Bien loin de lui demander une dot, les épouseurs, qui se présentent par douzaines, le comblent d'offrandes propitiatoires, tout prêts à payer fort cher l'honneur d'être admis dans sa famille. Et non moins heureuse la veuve inconsolable qui voudrait être consolée : avant que ses premiers pleurs aient séché sur ses joues, elle est entourée d'admirateurs empressés à solliciter l'héritage matrimonial du défunt. Le *staff-sergeant* raconte qu'il n'est pas rare de voir des employés civils de la compagnie venir s'informer dans les casernes si, par hasard, quelque veuve de soldat serait disposée à les accepter pour époux. Il cite une femme qui avait eu trois maris en six mois, et une autre qui, veuve de cinq Européens, gardait de chacun d'eux un souvenir vivant.

De là un grand nombre d'unions plus ou moins légitimes entre les résidents européens et les femmes indiennes. Aussi la classe des métis (*half-castes*) tend-elle à se multiplier prodigieusement. Quelques graves esprits, — faut-il compter parmi eux le spirituel capitaine Basil Hall? — voient un danger imminent pour l'empire indo-britannique dans le rapide accroissement de cette nouvelle race, à qui, sous très-peu d'années, il sera facile de lutter contre les possesseurs actuels de l'immense colonie. C'est parmi les *half-castes* que les soldats vont en général chercher leurs femmes. Il y en avait plusieurs au camp de Sukkur, choisies parmi les plus jolies élèves d'une école d'orphelines établie à Bombay (*Byculla orphan school*). En général, leur éducation était assez bonne, et elles auraient pu devenir d'excellentes ménagères, n'eussent été les mauvais maris auxquels le sort les avait attachées. Vindicatives et passionnées, ces femmes ressentent profondément l'insulte et les mauvais traitements, qu'elles attribuent volontiers à l'orgueil d'une caste supérieure, au lieu d'y voir tout simplement les aveugles excès de

l'ivrognerie. En très-peu de temps, elles prennent leurs maris en aversion, négligent tous les devoirs intérieurs, apprennent à boire, à fumer le houka tout le long de la journée, et finissent invariablement par tomber au rang des plus viles courtisanes.

Celles-ci, d'ailleurs, abondent dans le Scindh, où presque toutes les femmes pourvues de quelques attraits font commerce de leur beauté. Shikarpore, Sehwan, Hyderabad, sont fameuses par le nombre et la richesse de ces *cypriennes,* comme les appelle mythologiquement l'écrivain anglais, et la station militaire de Sukkur n'en était point dépourvue. Presque toutes habitaient le *Sudder-Bazaar* (*sudder* veut dire principal), et les soldats prenaient grand plaisir à les guetter lorsque, vers le soir, ces prêtresses de la Vénus indienne passaient dans la rue, allant prendre l'air, à cheval, jambe de çà, jambe de là, — et souvent par couples, — sur d'étiques ânons, leur monture favorite. Leurs larges pantalons blancs serrés à la cheville et ornés de pendeloques d'argent, leurs bizarres costumes, leurs traits cuivrés, et par-dessus tout les énormes anneaux passés dans leurs narines, en faisaient autant de caricatures excellentes. Au surplus, elles affichent le plus grand luxe. Leurs pantoufles même sont brodées en fil d'or ou d'argent, et le soir, étendues sur de petites couchettes en bois devant leurs habitations, elles ont grand soin de déchausser un de leurs pieds pour le laisser voir resplendissant d'anneaux d'or incrustés de pierreries. Les cités mahométanes, plus encore que les autres, sont envahies par ces créatures, dont un grand nombre semble n'appartenir point à la race indienne. Si ce qu'en disent les voyageurs n'est pas exagéré, il faudrait regarder Peshawer et Caboul comme les rivales de l'antique Gomorrhe; Ceylan est la Cythère de l'Océan indien.

Quel que soit le relâchement des mœurs chez les indigènes, les Européens, sous ce rapport, ne leur cèdent en rien. Beaucoup, dépouillant tout scrupule chrétien, se donnent les joies prohibées de la polygamie, ni plus ni moins que s'ils étaient Turcs de naissance et mahométans de religion. Ils ont leurs harems, leurs sultanes favorites, et profitent amplement de la carrière ouverte à leurs passions par les molles habitudes des peuples sur lesquels ils règnent. Il ne faudrait pas croire, cependant, que les licences du soldat ou même des officiers ne soient pas ressenties par les indigènes quand elles s'adressent à des femmes dignes de respect. Les Indous, aussi bien que les mahométans, considèrent l'exposition de leurs femmes à la vue des étrangers comme le comble du déshonneur, et le baiser familier qu'un soldat envoie ou dérobe à la jeune paysanne qu'il rencontre sur son chemin laisse un ressentiment profond dans le cœur du *ryot* qui a surpris cet outrage involontaire. Jugez de l'effet que doivent produire à la longue « les passions terribles et la bestiale incontinence » dont un homme qui avait servi dans leurs rangs accuse hautement les soldats anglais.

« Leurs excès se sont si fréquemment renouvelés, nous dit-il, qu'aujourd'hui une pauvre femme vieille et laide, qui ne songe pas à se couvrir quand des natifs passent devant elle, s'arrête et tourne le dos du plus loin qu'elle aperçoit un Européen... Soit au moral, soit au physique, le contact, la caresse même de l'Européen, laissent toujours à l'indigène une flétrissure. Le cipaye admet pourtant une immense distinction entre le soldat et les officiers. Il méprise le premier comme de basse classe et d'une caste impure. Il distingue les autres par le nom collectif de *Sahiblog,* c'est-à-dire la caste des gentilshommes (1). »

(1) *L'Inde anglaise en* 1843, par M. le comte de Warren.

Dans son touchant plaidoyer en faveur de la race indienne, le Las-Cases anglais, l'évêque Héber, nous a conservé une anecdote, insignifiante en elle-même, mais qui vient à l'appui de ces témoignages. Une enfant de douze ans, qu'il trouva seule sur un chemin écarté, à la vue de son costume européen, se laissa, tout épouvantée, tomber à genoux. — Puissant seigneur, lui dit-elle, ne me faites point de mal; je ne suis qu'une pauvre petite fille qui va porter du riz à son père. — « Ce qu'elle craignait de moi, continue l'évêque Héber, je ne saurais le dire au juste. Ce que je sais bien, c'est que jusqu'alors je n'avais jamais été apostrophé en termes aussi applicables à un ogre (1). »

Ces digressions, qui rentrent certainement dans notre sujet, nous ont cependant écarté de Sukkur, où le voyageur, arrivé le 15 janvier 1844, demeura jusqu'au 18 septembre suivant. La description qu'il donne du pays, et son ardeur à démontrer l'inutilité d'une conquête aussi stérile, ne doivent pas manquer d'arrêter notre attention. La science politique fait son profit des moindre renseignements, et ceux-ci ont tous les caractères de la bonne foi la plus incontestable.

Comme nous l'avons vu, Sukkur est sur le bord de l'Indus, au sommet d'un angle obtus formé par un méandre du fleuve. Tous les ans, à la saison des pluies, les plaines, les *jungles* d'alentour, sont inondés, et toute communication devient impossible, si ce n'est au moyen des bateaux préparés pour la circonstance. Pendant la bonne saison, c'est-à-dire avant le mois d'août, on y compte jusqu'à deux mille habitants, dont il reste à peine quelques-uns lorsque, après le débordement annuel, c'est-à-dire vers les derniers jours de l'été, les marécages que le soleil dessèche rapidement infectent l'air de leurs pestilentielles émanations.

Sous la domination mogole, Sukkur avait plus d'importance qu'aujourd'hui. On s'en aperçoit au nombre et à la richesse des tombes qui de tous côtés couronnent les élévations où on les a placées pour les mettre à l'abri des eaux. Ces vestiges de l'ancienne cité s'écroulent peu à peu sous le travail du temps et sous la pioche des soldats anglais, qui ne se gênent pas pour transformer en casernes les débris des cimetières musulmans. Sans beaucoup scandaliser les habitants, on rase les tombes de leurs ancêtres; on nivelle, pour y manœuvrer plus à l'aise, les éminences tumulaires, parmi lesquelles les batteries passent et repassent comme sur un champ de bataille. L'indifférence des Indous a de quoi surprendre quand on la compare au soin minutieux avec lequel ils accomplissent les rites funèbres. La tombe, faite de briques, est disposée de manière à ce que la tête du mort, tournée vers l'occident, regarde la Mecque. On ne manque jamais de la voûter, afin que la terre ne puisse toucher le cadavre, et pour rien au monde les musulmans eux-mêmes ne se permettraient de rouvrir cet asile consacré.

A l'exception de ces tombes et du fort de Bukkur, dans lequel il serait impossible de se défendre, mais qui se recommande par son antiquité aux curieux d'architecture militaire, Sukkur n'offre aucune sorte d'intérêt. Comme position de guerre, ce village a mille inconvénients. Les vivres y sont de mauvaise qualité; les légumes, indispensables pour le bien-être sanitaire des troupes, y manquent absolument. Pendant les chaleurs, qui ne permettent pas au soldat européen de quitter sa caserne, tous les Beloutchis de l'occident pourraient faire invasion dans le Scindh supérieur sans qu'on eût une baïonnette anglaise à leur opposer; et, lorsque vient la saison des opérations militaires, les fièvres épidé-

(1) Héber, t. II, p. 45.

miques commencent ordinairement à sévir. Or, elles sont de telle nature que, sous peine de voir, homme après homme, les régiments entiers disparaître, il faut les renvoyer sans retard sous un ciel plus clément. « Ainsi, dit le voyageur, pendant une bonne moitié de l'année, nos troupes sont consignées dans leurs casernes, et le reste du temps se passe à enterrer leurs morts. Cet état de choses doit durer jusqu'au jour où l'Indus cessera d'inonder le pays. Ce jour-là seulement les troupes envoyées à Sukkur en décembre et janvier ne seront pas contraintes de fuir, l'été venu, jusqu'à Kurratchie, où elles ont, pour lutter contre les miasmes mortels des plaines abandonnées par le fleuve, la salubre influence des brises marines. »

Presque tous les autres postes du Scindh supérieur sont sujets aux mêmes inconvénients. L'occupation de ce pays ayant eu pour objet principal d'ouvrir aux négociants de la Grande-Bretagne le libre accès de l'Indus, toutes les garnisons ont dû être disséminées le long du fleuve. Il en résulte que ces postes sont tout à fait inhabitables, inhabitables sous peine de mort pendant un tiers de l'année, et que pendant un autre tiers le pays reste ouvert à toutes les invasions de l'ennemi.

D'ailleurs les difficultés que présente la navigation sur l'Indus et l'évacuation de l'Afghanistan rendent complétement illusoires les bénéfices que l'on attendait de ce nouveau chemin ouvert aux cotonnades et aux draps anglais. Pour qu'ils arrivent à Sukkur, par exemple, il faut surmonter de tels obstacles, encourir de tels délais (1), s'exposer à de telles chances, que ces marchandises doivent se vendre, une fois là, au triple de leur valeur primitive. Or, les habitants du Scindh sont loin d'être riches. Leur pays, stérile et brûlé, leur fournit à peine de quoi subvenir aux premiers besoins de l'existence, et le sol n'y rend guère au delà de ce qu'il coûte à cultiver. Cela est si vrai que, dans le Scindh inférieur, le grain nécessaire aux troupes, les fourrages de la cavalerie, sont importés de Kattywar et des autres districts longeant la côte. A Sukkur même, tout le commerce est entre les mains des Parsis de Bombay, qui, tentés par de gros bénéfices, viennent y vendre à des prix énormes tout ce que réclament les dispendieuses habitudes des officiers anglais. Ce sont encore les Parsis qui ont fait bâtir les plus élégants *bungalows* de cette station lointaine, et ils les louent à un taux extravagant.

L'ennui qui dévore les malheureux envoyés par l'Angleterre à ces extrémités de son immense colonie respire dans les pages du journal que nous avons sous les yeux. Annulés, écrasés, domptés par la chaleur, ils ne peuvent, de neuf heures du matin à cinq heures du soir, faire un pas hors de leurs casernes sans encourir les plus graves dangers. Le sable brûlant calcine leurs pieds, l'air embrasé dessèche leurs poitrines. Dormir ou jouer aux cartes, il n'y a pas d'autre alternative pour ceux qui ne sont pas en état de prendre goût à quelque lecture. Fort heureusement pour lui, le sergent n'était pas de ce nombre, et il épuisa, durant ses longs loisirs, la petite bibliothèque du régiment. D'ailleurs, peu de temps après son arrivée au corps, sa belle écriture, son orthographe correcte, l'avaient fait remarquer de ses chefs, et on lui donna des fonctions en harmonie avec sa placide humeur, en l'appelant à faire partie des bureaux de l'état-major. A vrai dire, sous ce climat

(1) Les bateaux à vapeur mettent seize jours à remonter de l'embouchure du fleuve jusqu'à Sukkur ; les *jumpties* ou bateaux indiens n'y arrivent presque jamais en moins d'un mois, encore faut-il les touer en bien des endroits.

maudit, le travail même de l'écrivain est une immense fatigue ; mais ne fallait-il pas acheter, même au prix de quelques migraines, le droit d'avoir une chambre séparée du dortoir commun et d'y savourer à son aise les admirables romans de Walter Scott ? Notre voyageur déclare qu'il les lut et relut de manière à savoir à peu près par cœur *Guy Mannering* et *l'Antiquaire*. Parfois, mais rarement, un *ghorkée*, ou montagnard nomade, traînant après lui quelque ours pantelant, une compagnie de jongleurs annoncés par le bruit du *tam-tam*, venaient rompre la monotonie de cette existence pleine de loisirs et de fatigue, ou bien quelques *privates*, las de ne rien faire, organisaient une soirée dramatique à laquelle accouraient, avec tout l'empressement de l'ennui, leurs officiers reconnaissants.

Vers onze heures du soir seulement, les vents chauds venant à cesser, il était permis de respirer l'air frais des nuits, et ce plaisir était si grand, qu'au mépris de mille dangers, les soldats transportaient leurs lits sous la *verandah*, ou galerie extérieure. Quelquefois même, cette précaution ne suffisant pas, on allait dormir sur les collines des environs, en s'abritant comme on pouvait des tourbillons de poussière que le vent encore tiède balayait sans cesse de tous côtés. La chaleur avait au reste ses avantages, car elle débarrassait nos soldats des moustiques indiens, véritables vampires qui épuisent littéralement les veines de leurs victimes, et de la mouche de sable, ou *sand-fly*, imperceptible bourreau qui naît dans l'aire battue des maisons ; les naturels la détruisent en recouvrant la terre, mouillée au préalable, d'une couche épaisse de bouse de vache. Quant aux fourmis, elles sont innombrables, et il ne faut point songer à s'en préserver. Les murailles sont sillonnées des sentiers qu'elles se creusent. A travers couvertures et draps, de quelque manière qu'on les dispose, elles s'introduisent dans les lits. Pas un morceau de pain (*rootie*) n'est à l'abri de leurs incursions, à moins qu'on ne l'enveloppe avec le plus grand soin dans quelque linge avant de le glisser sous les matelas du lit de camp. Faute de ces précautions, et pour avoir voulu souper dans l'obscurité, le sergent faillit avaler une poignée de ces terribles insectes, qui l'avertirent à temps de sa méprise, non sans lui mettre le palais tout en sang. Il raconte aussi que deux soldats ivres morts, sur lesquels personne ne veillait, furent à peu près pelés, en une nuit, par les fourmis du dortoir militaire.

Tous les soirs, au bord de l'Indus, on pouvait se donner le plaisir de voir les naturels traverser le fleuve assis entre deux outres de cuir ballonnées d'air, ou se livrer à la pêche, enfoncés dans de grands pots de terre, dont leur ventre ferme exactement le goulot. Ces vases servent à la fois de barque pour le pêcheur et de réservoir pour les poissons qu'il a pris. Le vendredi, qui est, on le sait, le sabbat des mahométans, les indigènes venaient en grand nombre se baigner dans le fleuve, et de là passaient dans le *Ziarat* (1) de Khaja Khizr, où on leur montrait, en grande cérémonie, un poil de la barbe du prophète. Enfin, pour clore la liste de ces passe-temps, il faut mentionner le naturel très-doux et très-sociable de presque tous les animaux indiens. Les jeunes bœufs de transport (*bheestie bullocks*) venaient familièrement déjeuner avec les militaires, qui leur abandonnaient volontiers la plus forte part de leur détestable pitance. Les faucons, les passereaux, évitant la chaleur, se réfugiaient, le bec ouvert, sous les verandahs. Le choucas affamé s'attaquait aux enfants pour leur enlever des mains un morceau de pain. Les *bobagies*, ou cuisiniers, chargés de porter à la caserne le dîner des soldats,

(1) *Ziarat*, châsse ou reliquaire, et par extension autel et temple.

étaient obligés d'avoir un bâton à la main pour écarter les oiseaux voraces, toujours prêts à s'abattre sur le panier aux vivres. A travers le jungle, on voyait passer d'immenses troupeaux de brebis et de chèvres, conduits par un seul berger, dont ils suivaient religieusement la trace, tandis qu'un second, marchant en arrière, se bornait à remettre dans leur chemin les chevreaux ou les agneaux inexpérimentés qui s'écartaient à l'étourdie.

Cependant la saison fatale approchait. Épuisés par la chaleur, pâles, fiévreux, les soldats du 13e régiment voyaient arriver, avec une résignation mélancolique, ces fléaux destructeurs auxquels ils offraient une proie déjà toute préparée. Aidés par les indigènes que quelque délit avait soumis à la corvée, ils élevaient tristement les batardeaux, les barrages, qui devaient écarter de leurs cantonnements les eaux de l'Indus. La main-d'œuvre est à bas prix dans le Scindh. Pour un salaire de quatre annas (l'anna vaut environ 5 centimes), un ouvrier vous donne sa journée. Celle d'un laboureur ne vaut que deux annas. Les femmes et les enfants travaillent à moitié prix. On peut donc, à peu de frais, multiplier les digues, les môles, les pales; mais le fleuve triomphe aisément de ces obstacles. Vers le mois d'août, la chaleur devint moins étouffante, les nuits étaient plus fraîches, et pourtant la crue de l'Indus n'était pas encore sensible. Ranimés et le cœur ouvert à l'espérance par ce bien-être momentané, les soldats se berçaient de la pensée que leurs travaux contiendraient les débordements, que les fièvres sévirajent avec moins de rigueur, que la *malaria* serait combattue avec plus d'efficacité. Vaine confiance! dès les premières pluies, le fleuve, plus puissant et plus rapide, s'éleva de quinze pieds en quelques heures, et fit des vastes *jungles* un lac immense, sur lequel les bateaux se réfugièrent, incapables de tenir dans le lit de l'énorme torrent. Pendant quinze jours entiers, — du 4 au 18 août, — tout le plat pays demeura sous les eaux. Alors elles commencèrent à baisser, et dans les derniers jours du mois elles avaient à peu près retrouvé leur niveau habituel; mais en revanche, dès la semaine suivante, l'hôpital, à peu près vide, se remplit de malades. Le sergent fut du nombre. Saisi d'une violente fièvre, il lui fallut, dès qu'elle le lui permit, partir avec un convoi pour le port de Kurratchie. Son régiment reçut presque en même temps l'ordre de se diriger sur Tattah, et fut remplacé à Sukkur par un corps de montagnards écossais, envoyés là pour y mourir.

Ce tableau de mœurs militaires ne serait pas complet si nous omettions quelques détails du voyage imposé aux malades. Jusqu'à Tattah, ce voyage s'accomplit en bateaux. Ils étaient dans ces misérables *jumpties,* pressés les uns contre les autres, attendant que les morts fissent place aux vivants, et chaque jour, en effet, un peu plus au large, car ils laissaient sur la rive, où on les enterrait à la hâte, à quelques pas des tigres hurlant au fond du jungle, plus d'un brave soldat, plus d'une malheureuse femme, jeune encore, et qui mourait l'œil arrêté sur ses pauvres petits enfants. Ils étaient là, sans protection contre les ardeurs du soleil, contre la rosée glaciale des nuits, dépourvus de médecins et de remèdes, et bien moins soignés que les bagages du régiment, que l'argenterie et les cristaux du *mess-room.* Après cinq à six jours de route, le convoi quitta le fleuve et marcha désormais à dos de chameau, chaque malade dans une sorte de panier appelé *kejou.* Ces kejous sont en osier et placés sur le chameau, comme les *cacolets* de Bayonne sur les mulets de nos Pyrénées. « J'en atteste ma triste expérience, dit le sergent, on n'a jamais inventé un plus abominable moyen de transport depuis que, pour la première fois, un chameau servit de monture à l'homme. Accroupi dans cette

espèce de boîte, à sept ou huit pieds du sol, et n'ayant d'autre siége que le treillis inégal du kejou, j'étais déjà fort mal à mon aise pendant les haltes ; mais, lorsque l'animal se remettait en marche, son pas relevé, son allure brusque et saccadée, rendaient ma position presque insoutenable... Ajoutez à ceci que le jungle à travers lequel serpentait notre route étroite était rempli de moustiques et de mouches à chameau qui s'acharnaient après nos montures, et que celles-ci se défendaient avec non moins d'obstination, tantôt en ruant, tantôt en se frottant aux broussailles qui bordaient le chemin. Or, le contact d'un poirier épineux n'a rien de très-enchanteur dans des circonstances pareilles. Aussi, me dressant sur mes genoux comme je pouvais, et armé du bâton qui servait à mon compagnon d'infortune, — un pauvre jeune homme paralysé par les rhumatismes, — je châtiais d'importance, à grands coups assenés sur les épaules, toutes les fois qu'elle abandonnait le milieu de la chaussée, notre fatigante monture. Quand elle ruait, je la frappais sur la queue, et, moyennant ces châtiments systématiques, lorsque surtout nous fûmes parvenus à un endroit où la route élargie n'était plus à chaque instant traversée par d'énormes rats, les choses redevinrent supportables. La nuit d'ailleurs arriva bientôt, véritable panacée pour toutes nos misères : elle était délicieusement fraîche, les étoiles brillaient d'un vif éclat dans l'azur profond, et le vent de mer jouait autour de mon front échauffé par la fièvre. »

Tattah, où nous voici parvenus, est une de ces antiques cités dont l'origine se perd dans la nuit des temps, et dont nos capitales européennes sont les sœurs très-cadettes. On est assez généralement d'accord qu'il faut voir en elle cette Pattala dont parle Strabon, qui devait ses renseignements sur l'Inde aux écrits de Néarque, d'Onésicrate, et des autres Macédoniens contemporains d'Alexandre. Cet antiquaire, si minutieux lorsqu'il traitait des monuments, et si superficiel quand il parlait des nations, raconte que cette ville était l'entrepôt des productions de l'Inde; qu'après avoir remonté l'Indus aussi loin que la navigation le permettait, des caravanes les transportaient par terre jusqu'à l'Oxus, et de là jusqu'à la mer Caspienne, d'où elles arrivaient en Europe. Au v[e] et au vi[e] siècle de notre ère, Tattah devait encore avoir une certaine importance commerciale, car l'Indus, — ainsi que Gibbon nous l'apprend, — était une des routes les plus volontiers suivies par les marchands de soie, qui évitaient de traverser la Perse à cause des déprédations commises par les monarques de ce pays. Plus tard, jouissant comme Lahore du commerce libre, Tattah devint encore un des grands marchés de l'Orient. C'est là que les produits de l'Inde occidentale et de l'Afghanistan venaient s'échanger contre ceux du Malabar et de Coromandel, et contre les marchandises apportées d'Europe. D'ailleurs cette ville devait à ses manufactures de coton une prospérité plus directe et moins livrée au hasard. Du temps de Nadir-Shah, plus de trente-cinq mille ouvriers y étaient régulièrement employés ; ses mosaïstes jouissaient d'une réputation fort étendue ; mais, sous le régime despotique des princes talpouris (1), ils émigrèrent en masse vers Bombay, où leurs chefs-d'œuvre décorent encore aujourd'hui le boudoir de plus d'une élégante Européenne. Les *lunghis* ou draps étroits et la poterie de Tattah sont encore connus et demandés sur les marchés intérieurs de l'Inde. Cependant, et faute de protection suffisante, les commerçants euro-

(1) Les Talpouris, — ceci soit dit sans offenser l'érudition de nos lecteurs, — étaient une tribu guerrière du Beloutchistan qui s'empara du Scindh à la chute de la dynastie mogole.

péens se virent peu à peu forcés de supprimer les factoreries qu'ils y avaient organisées, et de ce moment commença pour la ville qu'ils abandonnaient une décadence qu'on a précipitée en transférant à Hyderabad le siége du gouvernement local.

Ni à Tattah, ni même à Kurratchie, où il arriva le 7 octobre, le pauvre sergent ne retrouva la santé. Il est vrai qu'à l'en croire, les hôpitaux militaires sont sur un pied déplorable : l'insolence des officiers de santé, leur négligente oisiveté, leur insouciance cruelle, vivement ressenties par tous leurs malades, si elles soulevaient beaucoup de plaintes comme celles du *staff-sergeant,* seraient bientôt réprimées. Mécontent de leurs procédés, et fort peu rassuré par l'ignorance grossière dont ils donnaient des preuves quotidiennes, il se hâta de les quitter dès que la fièvre lui permit de se tenir debout. Au sortir de l'hôpital, il apprit que l'ordre de départ était arrivé pour son régiment. En pareille occasion, l'alternative est toujours laissée au soldat, désormais acclimaté, de quitter son corps et de s'enrôler dans un de ceux qui restent sous ce ciel brûlant. Pour l'y mieux préparer, on lève provisoirement les consignes jalouses qui lui interdisent l'accès trop fréquent de la cantine, et cette mesure, qui a pour effet de mettre à sec la bourse de ces pauvres diables, leur rend très-désirable la prime de réengagement que l'on fait briller à leurs yeux. Elle n'est pas très-considérable : 30 ou 40 roupies (75 à 100 francs), que le cabaret absorbe en quelques jours, suffisent pour retenir sur un sol prêt à les dévorer ces malheureux à peine échappés à la mort qui, hier encore, décimait leurs rangs. D'ordinaire, ils demandent seulement à passer dans le Bengale, celle des trois présidences où le soldat est le mieux traité. « Quatre cent quarante-six de nos hommes, dit le sergent, prirent ce parti. Beaucoup d'entre eux nous en témoignèrent par la suite le plus vif regret; quelques-uns se suicidèrent. En revanche, j'ai vu d'autres *privates* se repentir de n'avoir pas accepté la prime (*bounty*). Le 86e régiment, d'ailleurs très-bien administré, ne recruta qu'un très-petit nombre des hommes qui nous quittaient, et cela parce que, disait-on, les soldats étaient obligés de tout acheter au quartier-maître, au lieu de se pourvoir où cela leur serait agréable. Si cette allégation était fondée, les hommes du 86e étaient encore mieux partagés, après tout, que les Européens au service de la compagnie. Ceux-ci, en débarquant, se trouvent obligés, par un règlement encore en vigueur, de payer *leur cercueil* sur le premier mois de leur solde. Je me suis souvent demandé si on croyait préparer ainsi nos guerriers à mieux affronter le trépas, certains qu'ils sont de n'avoir rien à débourser pour leurs funérailles. »

Cette boutade satirique est plus que justifiée, — on en conviendra, — par la bizarrerie du règlement en question.

Kurratchie, que le voyageur allait quitter après l'avoir revue, se ressentait déjà, nous dit-il, de l'occupation anglaise. Un môle élevé au milieu du port donnait aux barques et aux *dinghis* indiens la faculté d'opérer leur chargement et leur déchargement à marée basse; la plaine adjacente, débarrassée des arbustes épineux qui l'obstruaient naguère, offrait un magnifique champ de manœuvres où vingt mille hommes auraient pu s'exercer à l'aise. Une route, percée entre la ville et les cantonnements militaires, se garnissait de *bungalows* élégants. La police urbaine était sur un pied respectable, et les soldats anglais n'avaient le droit d'entrer en ville qu'en vertu de passes spéciales à eux délivrées par leurs officiers. En même temps la population croissait à vue d'œil, et comptait déjà plus de trente mille âmes.

Point intermédiaire entre Bombay et le golfe Persique, voisine de l'Indus, et

facile à relier avec Tattah par une bonne route qui augmenterait rapidement son commerce de transit, Kurratchie, si nous en croyons le *staff-sergeant,* pourrait, avant qu'il soit longtemps, devenir le grand entrepôt du Scindh, et son développement, favorisé par le gouvernement anglais, la mettrait en passe de rivaliser plus tard avec l'antique Pattala elle-même. La possession de cette dernière (Tattah), jointe à celle de Kurratchie, suffirait à tous les besoins de l'occupation commerciale et militaire en vue de laquelle on a tenté la conquête du Scindh. Rendre aux amirs Hyderabad et tout le Scindh supérieur serait donc, au dire de bien des gens, en même temps qu'un grand acte de justice, une mesure de sage politique. On s'épargnerait la nécessité d'entretenir des forces considérables, un grand établissement militaire, dans une province dont les revenus suffisent à peine pour rétribuer les services civils, et de plus, — cette considération n'est pas à dédaigner, — on diminuerait sensiblement l'impôt de mort que l'armée anglo-indienne paie chaque année au terrible climat de ces incultes régions.

Nous invoquions tout à l'heure la justice due aux anciens amirs du Scindh. Un court résumé de la question qui les concerne suffira pour établir l'iniquité des transactions par lesquelles ils ont été dépossédés de leur souveraineté; il montrera combien les Anglais restent encore fidèles à la politique cauteleuse et violente des Hasting et des Clive.

En 1832, un traité fut passé avec ces princes pour la libre navigation de l'Indus, dont on attendait des résultats commerciaux bien supérieurs à ce qui s'est manifesté depuis lors. Pendant six années, ce traité, fidèlement exécuté par les souverains talpouris, fut la base des relations établies avec eux. En 1838, quand il fut question de replacer Shah-Soudjah sur le trône de l'Afghanistan, on prit prétexte de ce que le Scindh avait dépendu naguère du royaume afghan, pour sommer les amirs de contribuer à la restitution projetée, et provisoirement on réclama d'eux la cession temporaire aux Anglais du fort de Bukkur. Puis on songea aux moyens de les rendre effectivement tributaires de la Grande-Bretagne. Or, comme, depuis la mort de Timour-Shah, aucun tribut régulier n'avait pu être obtenu des princes scindhis, on pressentit qu'ils invoqueraient une prescription depuis longtemps acquise pour se dispenser d'acquitter cette dette imaginaire. Aussi se garda-t-on bien d'élever aucune prétention à cet égard avant d'avoir débarqué chez eux, — sans qu'ils songeassent à s'y opposer, — toute une division de l'armée que l'Angleterre avait échelonnée au bord de l'Indus. Cette combinaison déloyale eut un plein succès. Les amirs, — souverains ineptes qui, croyant à la possibilité d'enfermer dans une malle ordinaire tout un régiment de soldats européens, regardaient avec un respect mêlé de terreur ces boîtes mystérieuses, rivales du cheval de Troie, — les amirs, disons-nous, ne se doutèrent de rien; ils laissèrent tranquillement débarquer les troupes britanniques; ils les virent, sans la moindre inquiétude, se diriger vers Hyderabad. Alors seulement les Anglais jetèrent le masque, et réclamèrent le tribut, qu'il était trop tard pour leur refuser, mais dont une portion seulement put être accordée à leurs exactions violentes. Ils obtinrent, comme gage du surplus, la cession temporaire de Bukkur, qu'ils n'ont jamais voulu restituer depuis lors. Plus tard, et quand l'abandon de l'Afghanistan semblait leur ôter tout motif, toute raison, plausible ou non, de réclamer aucun droit sur le Scindh, les agents de l'Angleterre avaient eu le temps de compromettre les amirs vis-à-vis de la puissance britannique, et si bien, qu'on les avait réduits à ne plus exercer qu'une ombre d'autorité sous le contrôle menaçant des Anglais.

Nous devons clore par ce simple récit tout ce qui nous restait à dire, généralement parlant, de la province récemment conquise où nous avons voulu suivre un humble soldat de cette armée anglaise qui dresse ses drapeaux sur tous les points du globe ; armée à part, recrutée par la misère, disciplinée par le fouet, et qui pourtant, en mille occasions, a fait preuve d'un dévouement, d'une énergie, auxquels un étranger même ne peut refuser son hommage. C'est à elle que nous reviendrons en terminant pour enregistrer encore quelques notes curieuses, dont les hommes appelés à méditer sur l'organisation militaire de la Grande-Bretagne pourront faire leur profit.

L'auteur raconte avec une certaine indignation l'injure faite en sa présence, à un de ses compagnons d'armes, par un officier brutal : « Vous ne vous êtes fait soldat, s'écriait ce dernier, que pour vous remplir le ventre ! » Mais, après tout, dans ce propos insultant, veut-on savoir ce qu'il y avait d'exagéré? Consultez alors le tableau, dressé par un colonel anglais, des motifs qui provoquent, chez nos voisins, l'enrôlement volontaire. Ce document suppose une compagnie ordinaire de 120 hommes; sur ce nombre, 80 au moins, nous est-il dit, sont des ouvriers ou des laboureurs sans emploi, et qui n'ont pas d'autre ressource. Le surplus se divise en huit catégories :

1°	Jeunes gens bien nés, imprudents ou malheureux.	2 sur 120.
2°	Paresseux, à qui fait envie l'apparente oisiveté du soldat.	16
3°	Caractères indomptables, repoussés de partout.	8
4°	Criminels, qui cherchent à se dérober au châtiment.	1
5°	Enfants pervertis, voulant affliger leurs familles.	2
6°	Esprits turbulents et sans repos.,	8
7°	Ambitieux.	1
8°	Causes inappréciables.	2

N'est-ce pas là une statistique effrayante, et qui donne amplement raison à l'insolent capitaine dont nous venons de citer la dure apostrophe?

Trois races distinctes, trois nations jadis séparées, et dont l'amalgame ne sera pas de longtemps une œuvre parfaite, composent l'armée des trois royaumes. La différence morale entre les soldats écossais, anglais et irlandais n'échappe point à l'auteur, qui la constate quelque part en ces termes, à propos de l'assassinat d'un sergent par un des *privates* :

« C'est un fait singulier que presque tous les meurtres commis dans l'armée anglaise le soient par des Irlandais. Le 13ᵉ, depuis bien des années, se recrutait parmi mes compatriotes, et cette règle générale n'y avait pas encore reçu d'exception, à ce que me dirent les anciens du corps. On s'explique pourtant cette anomalie, en songeant que l'Irlandais est bien plus rancunier, bien plus vindicatif que les gens d'Écosse ou d'Angleterre. Dans les hautes classes, l'éducation tend à effacer ce déplorable travers du caractère national ; mais les soldats ne participent guère aux bienfaits de l'instruction publique, et leur position sociale est de celles qui mettent le plus fréquemment en relief ce défavorable côté de leur organisation native. Les régiments anglais se gouvernent bien plus aisément qu'un régiment irlandais, et la discipline y peut être bien plus sévèrement maintenue. — John (l'Anglais) est un animal passablement obtus et borné, que les bonnes manières ou les encourageantes paroles de son officier touchent très-médiocrement : l'important à ses yeux est d'être bien nourri, sans trop de travail. Il en

est tout autrement de Paddy (l'Irlandais), qui enregistre avec une effrayante exactitude les moindres griefs, conserve jusqu'à la mort le souvenir d'une insulte, et en transmet la mémoire à ses camarades, pour qu'ils en perpétuent la tradition vengeresse. Ces rancunes héréditaires sont telles, que j'ai souvent entendu épiloguer sur la conduite ou les imprudences de certains officiers qui depuis des années avaient quitté l'Inde ou succombé sur le champ de bataille. En revanche, un bon procédé n'est jamais perdu, quand il s'adresse à ces hommes si susceptibles. C'est le précieux charme, le trésor féerique, soigneusement gardé dans leur cœur, jusqu'au moment où ce cœur cesse de battre (1). »

Quant aux cipayes, l'écrivain anglais en parle avec une sorte de mépris, comparant l'armée anglo-indoue à celle d'Alexandre, dont la véritable force consistait dans un petit nombre de Macédoniens, et non dans les peuplades indigènes qu'il traînait avec eux. Les cipayes manœuvrent avec une exactitude parfaite; leur feu est bien nourri, bien dirigé; mêlés aux soldats anglais, ils peuvent même soutenir une attaque vigoureuse, ou emporter des positions bien défendues; leur docilité est extrême; le crime est à peu près inconnu dans leurs rangs; avec leurs pieds nus dans des souliers à boucles, avec leurs vestes beaucoup plus légères et beaucoup moins bien faites que celles du soldat européen, ils ont cependant à la parade un aspect assez élégant, mais ils manquent de cette ardeur indomptable qui caractérise les soldats anglais, soit qu'il faille monter sur la brèche couronnée de feux, soit qu'il s'agisse d'aborder une batterie à la baïonnette.

Les révoltes sont fréquentes chez les cipayes. L'insurrection du 64e, que nous avons racontée, n'est rien auprès de celles qui éclatèrent à Vellore et à Barrackpore. A Vellore surtout, le mouvement parut menacer l'existence même de l'empire indo-britannique. Des régiments d'infanterie indigène, s'étant révoltés, massacrèrent un grand nombre de leurs officiers européens. Tout annonçait que l'insurrection allait s'étendre au loin, peut-être gagner Madras ou Calcutta; mais dans le voisinage se trouvait un régiment de cavalerie, sous les ordres du colonel Gillepsie, qui s'est fait un nom glorieux dans les guerres de l'Inde. L'affection de ces soldats pour leur chef l'emporta sur l'esprit de nationalité. Ils n'hésitèrent pas à charger leurs compatriotes. S'ils avaient refusé, ce qu'ils eussent fait sans doute sous un autre commandant, aucun obstacle n'arrêtait plus la révolte. Il y a tout lieu de croire que la domination anglaise aurait disparu de l'Inde. « Le sort de l'empire, dit un historien, dépendit, sans aucun doute, de la conduite d'un seul régiment : celle de ce régiment, du caractère du chef qui le commandait. L'imagination s'effraie de la ténuité du fil qui suffit à retenir sur le bord de l'abîme cette masse immense (2). »

En 1842, la désaffection des cipayes, due, — on le pense du moins, — aux intrigues des Sickhs, se montra de tous côtés dans l'armée d'observation réunie à Ferozepore, et maintenant encore les troupes du Bengale sont soumises à des précautions qui attestent à quel point on se méfie de leur fidélité. Chaque nuit, tous les soldats, excepté les hommes de service, viennent déposer leurs fusils dans des rateliers d'armes gardés par une sentinelle. Ces rateliers ont le nom de *bells*, cloches, et chaque régiment en a dix, un par compagnie. Ces mesures préventives

(1) *Camp and Barrack-room*, p. 169.
(2) *L'Inde sous la domination anglaise*, par M. Barchou de Penhoën, t. II, p. 5.

contre l'esprit de révolte subsistent même alors que les troupes sont en marche, et ne cessent qu'en pays ennemi.

Quand on compare les forces relatives des deux armées, il est impossible de ne pas redouter pour l'Angleterre un moment prévu par les meilleurs esprits : celui où les troupes cipayes se révolteront en masse contre la domination étrangère. Dans un ouvrage universellement estimé, celui de M. John Malcolm, cette hypothèse est présentée comme inévitable. « Il est facile, dit-il, d'apprécier le genre de services que le gouvernement anglais se trouve à même de retirer des indigènes, officiers ou soldats. Ils obéiront dans des circonstances ordinaires, ils hésiteront quand elles menaceront de devenir graves, ils nous échapperont quand elles le seront devenues. » Et ailleurs, parlant des officiers indigènes tels qu'ils se montrèrent à Vellore et à Barrackpore : « Dans ces deux occasions, dit-il, ils agirent en hommes désireux de ne point perdre ce qu'ils possédaient, mais, en même temps, dénués de motifs suffisants pour accomplir avec ardeur, avec résolution, un devoir difficile (1). »

Or, les forces payées par la compagnie, y compris les soldats irréguliers et la police locale, doivent excéder trois cent mille hommes, et l'armée européenne, en comptant les soldats de toute arme, ne va pas tout à fait à trente mille. C'est justement un homme contre dix, et encore ne faisons-nous pas figurer, parmi les ennemis naturels de l'Angleterre, ces immenses populations que ferait sortir de leur torpeur indolente le canon d'une insurrection victorieuse au début.

Il faut maintenant prendre congé de notre *staff-sergeant,* qui revint en Angleterre, où, le 7 juillet 1845, il débarquait joyeusement à Gravesend. Au moment où le vaisseau qui le ramenait venait de laisser tomber son ancre, un joueur de cornemuse, debout sur le pont d'un bateau à vapeur, salua les arrivants de quelques airs nationaux : *Auld lang Syne* et *Home Sweet home,* éveillant ainsi dans leurs âmes mille sympathiques échos ; après quoi les officiers descendirent à terre, et quelques-uns d'entre eux revinrent le soir « glorieusement ivres. » Le génie anglais éclate, à notre avis, dans ce contraste piquant de mélancolie et d'ardeur bachique.

S'il n'était parfaitement vulgaire de s'excuser, en terminant, sur la manière dont on a compris le sujet que l'on vient de traiter, nous dirions que, rassasié de ces brillantes fantaisies, de ces peintures à grand effet, que les romanciers et les poëtes nous prodiguent à propos de l'Inde, nous avons voulu la montrer telle qu'elle apparaît, dans les districts les plus déserts et les plus sauvages, aux malheureux pionniers de la civilisation. Ces sables ardents où s'absorbent leurs sueurs et leur sang, ces villages, ces campements ravagés par l'épidémie, ces jungles inondés et pestilentiels, ces vieilles cités que leurs nécropoles étouffent et qui semblent porter le deuil de leur splendeur passée, ces troupeaux de peuples serviles qui s'humilient devant toutes les conquêtes et vont au-devant de tous les jougs, offrent un assez triste tableau pour quiconque l'envisage sans préventions. Un observateur peu lettré, dont l'enthousiasme juvénile a été de bonne heure éteint par les mécomptes de la vie positive, qui dit ce qu'il a vu, ce qu'il a souffert, sans nulle emphase, mais sans nulle atténuation, n'est pas, dans une enquête de ce genre, un témoin à dédaigner. Assez d'autres nous ont raconté, nous raconteront encore la pompe sauvage des trônes que sapent les canons et la diplomatie

(1) Malcolm, *Hist. polit.,* t. II, p. 235.

de l'Angleterre ; assez d'autres s'amuseront à nous décrire les élégances et le luxe des Anglo-Indiens, les voyages en palanquin, les mollesses du harem, les splendeurs gastronomiques des dîners donnés par les nababs, la chasse au tigre, les bayadères, les délices de cette voluptueuse paresse que les esclaves partagent avec leurs maîtres, trop énervés pour être exigeants, trop soigneux de leur repos pour s'entêter à combattre l'inertie de leurs misérables serviteurs. Ce sont là les détails d'un tableau que ne se lassent point de reproduire, à leur retour de l'Inde, les employés enrichis, les femmes tourmentées du besoin de se mettre en scène ; mais une peinture seulement à demi vraie, à demi complète de la vie que mènent les obscurs soutiens de cet édifice aventuré, manquait jusqu'ici à l'immense collection des récits dont l'Inde a fourni le sujet.

Ce travail a d'ailleurs un autre intérêt. Dans je ne sais quelle tragédie moderne, un vétéran romain parle de l'indifférence avec laquelle la république accepte les dévouements du plébéien : « Rome, dit-il, ne s'enquiert pas de mes rudes fatigues, de mon sang répandu sous ses drapeaux, »

Et, quand je meurs pour elle, ignore que je meurs.

L'Angleterre va plus loin, et dans son ingratitude impie, — nous avons eu occasion de le prouver, — elle méprise, elle insulte, elle avilit ceux qui meurent pour elle. Faut-il plaindre, faut-il admirer la constance hébétée, le dévouement inexplicable et stupide des hommes qui subissent, presque sans se plaindre, une si énorme iniquité ? Nous n'oserions le décider encore ; mais quand l'un d'eux, choisissant le moment où quelques sympathies ont éclaté en faveur des parias armés qui font de tous côtés prévaloir l'intérêt britannique, élève timidement la voix et cherche à les faire connaître, eux, leurs obscurs travaux, leurs griefs étouffés, leurs passions, leurs vices, leurs ambitions bornées, leur héroïsme ignoré, il a droit, selon nous, d'être entendu, entendu de nous comme des siens. Malgré la différence de nos institutions militaires, on ne peut nier que, souvent placés dans des conditions identiques, les soldats des deux pays n'aient des droits du même ordre à faire valoir, des plaintes pareilles à faire écouter. De même qu'en étudiant le sort des ouvriers de la Grande-Bretagne, nos publicistes en sont venus à s'éclairer sur le sort des travailleurs français, de même trouvera-t-on peut-être, dans ce journal d'un soldat indien, de quoi mieux connaître et mieux apprécier la situation physique et morale de nos combattants en Algérie. Les peuples sont frères en effet, les vérités sont proches parentes, et le rayon qui en tire une des ténèbres reflète plus ou moins sur toutes celles du même ordre sa bienfaisante et immortelle lumière.

E.-D. Forgues.

JOSEPH II.

KAISER JOSEPH II UND SEINE ZEIT,

Von D[r] Carl Ramshorn. — Leipzig, 1845.

De tous les princes qui, au XVIII[e] siècle, se déclarèrent les protecteurs plus ou moins sincères des doctrines philosophiques propagées par l'école française, Joseph II fut, à proprement parler, le seul qui tenta d'en faire l'application sérieuse au gouvernement et à l'administration de ses états. Déjà, dans cette *Revue*, le travail historique de M. Paganel (1) avait fourni l'occasion d'esquisser rapidement la figure de l'empereur philosophe, novateur et presque révolutionnaire, si diversement jugé par ses contemporains. Aujourd'hui des documents nouveaux publiés en Allemagne, et en particulier l'important ouvrage de M. Ramshorn : *Joseph II et son temps,* permettent d'entrer plus avant dans le détail des réformes entreprises par le fils de Marie-Thérèse et dans les événements de sa vie si courte et si agitée.

Le nom de Joseph II est très-populaire en Allemagne, et M. Ramshorn a fidèlement reproduit une opinion universellement reçue au delà du Rhin en écrivant les lignes suivantes : « Nous avons cherché dans cet ouvrage à retracer l'image d'un homme qui, placé au plus haut rang de la société, éveilla chez le peuple allemand la première idée d'une nationalité allemande, et qui par cela même doit servir aujourd'hui de mentor dans la réalisation de cette idée. » Cette appréciation n'est pas d'une justesse absolue, car Joseph II, en sa qualité de chef du saint-empire, n'a pris l'initiative d'aucune mesure politique importante; ses réformes s'appliquaient à l'Autriche seule. Ce n'est pas l'unité germanique, mais seulement

(1) Livraison du 31 août 1843.

l'unité de ses états, l'unité autrichienne, qu'il cherchait à fonder. Pour constituer cette unité, il s'appuya sur l'élément germanique, et voulut que la race allemande absorbât progressivement dans son sein toutes les autres races, Slaves, Italiens, Bohêmes, éparses dans ses vastes états. Une langue commune est un puissant instrument de nationalité : l'idiome allemand dut devenir la langue nationale de l'Autriche, et l'empereur en rendit l'usage obligatoire dans les écoles et dans tous les services publics. Dans ces mesures, la jeune Allemagne a vu un premier pas vers cette unité qu'elle rêve; c'est là ce qui explique la vénération enthousiaste dont elle entoure aujourd'hui la mémoire de Joseph II. En France, le nom de Joseph a des reflets moins éclatants; on ne voit guère en lui qu'un adepte aveugle et fantasque de la philosophie à la mode, amoureux des nouveautés, et jouant sur son trône le rôle de sage, comme Louis XIV jouait celui de héros, et cependant ce novateur couronné a abordé la plupart des problèmes que nous agitons encore à cette heure; il a remué les principes qui servent de base à nos institutions. « Ce qui ne peut échapper à l'esprit du lecteur, écrivait un contemporain, le marquis de Caraccioli, c'est de voir presque tous les plans de l'assemblée nationale, qui se tient actuellement à Paris, ébauchés par l'empereur : abolition de la servitude, du droit d'aînesse, des dîmes, des chasses impériales, curés salariés (selon son expression), juifs et protestants déclarés citoyens, tolérance civile accordée, tout sujet devenu capable de parvenir aux premiers emplois, places données au concours, projet de mettre toutes les provinces en départements ; rien de plus ressemblant. » Dans cette rénovation, dont nous revendiquons à bon droit l'initiative et la gloire, pourquoi ne rendrait-on pas au fils de Marie-Thérèse la part qui lui est due ? Joseph II fut méconnu de ses contemporains, et il devait l'être, car il eut le tort d'arriver avant l'heure où s'accomplissent d'elles-mêmes les grandes transformations sociales, et le tort plus grand encore de ne pas réussir dans sa gigantesque entreprise. Aux yeux des hommes, celui qui échoue passe pour malhabile, et l'on cherche toujours une faute derrière un malheur ; mais les préjugés s'éteignent, les haines s'apaisent, et, si l'on voit depuis quelques années se manifester chez nos voisins un retour impartial vers cette mémoire longtemps calomniée, celle-ci a droit de notre part à une étude désintéressée et à une égale justice, car l'œuvre de Joseph II, tout incomplète qu'elle s'offre à nous dans ses résultats, relève directement des principes immortels que nos assemblées nationales posaient à la même époque; la condamner d'une manière absolue et sans appel serait renier l'origine de notre propre force et de notre grandeur.

Joseph naquit à Vienne, en 1741, à la veille de cette terrible bataille de Molwitz, qui ébranla la monarchie autrichienne et révéla à l'Europe la puissance nouvelle de la Prusse. Ses hautes destinées commencèrent dès le berceau; ce frêle enfant devint la sauvegarde d'un grand empire chancelant. Sans armées, sans argent, sans alliés, seule contre l'Europe acharnée à sa perte, Marie-Thérèse, par une inspiration suprême, prit son fils dans ses bras, et le montra au peuple. A la vue de cette femme qui portait au front la triple couronne de la royauté, de la beauté et du malheur, de cet enfant dont les cheveux blonds flottaient en auréole, et dont les yeux rayonnaient de cet azur profond et souriant qu'on appelle encore en Allemagne le bleu de l'empereur Joseph, la nation frémissante se leva comme un seul homme, jetant au ciel ce cri devenu célèbre : *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresa!* L'Europe étonnée vit tout à coup sortir en armes, des plaines de la Hongrie, d'héroïques et sauvages peuplades, Croates, Valaques, Pandours, dont on

apprit en même temps le nom et les victoires. L'Autriche fut sauvée en sacrifiant la Silésie, et quand Charles VII, ce fantôme d'empereur, disparut dans la tombe, Marie-Thérèse put ressaisir et poser sur le front de son époux, François de Lorraine, la couronne que la maison de Habsbourg possédait depuis trois cents ans.

Joseph cependant grandissait au milieu de ces agitations, qui semblent avoir exercé sur lui une profonde influence. Il avait reçu du ciel une de ces âmes à la fois tendres et fières, un de ces esprits ardents et délicats, qui ont besoin de sympathie, de bienveillance, d'épanchement. Malheureusement son éducation fut mal faite : on a dit que Marie-Thérèse n'aimait pas son fils; je croirais plutôt qu'elle ne le comprenait pas. Ces deux natures, en vivant côte à côte dans la plus étroite intimité, n'étaient pas cependant de la même famille, ni en quelque sorte du même siècle; il y avait dans Joseph enfant une indépendance qui blessait l'esprit impérieux de sa mère, et une activité qui effarouchait l'esprit paresseux de son père. Le comte Bathiany, son gouverneur, essaya vainement de plier le jeune prince à cette obéissance passive que lui, vieux soldat, regardait comme la première des vertus. Joseph froissé se replia en lui-même; il devint taciturne, opiniâtre, concentré dans ses rêveries. Ses professeurs, choisis parmi les savants les plus renommés d'Allemagne et d'Italie, semblaient avoir une tâche facile à remplir, car Joseph avait une ardente passion de tout connaître : son esprit était prompt et subtil, son intelligence vaste et brillante; mais on lui présenta la science sous son aspect le plus repoussant, tout hérissée de formules dogmatiques. Il apprit seulement plusieurs langues jusqu'à l'âge de treize ans, où le fameux Bartenstein, qui avait régné en maître à la cour de Charles VI et à celle de Marie-Thérèse, et qui venait d'être éclipsé par la faveur naissante de Kaunitz, fut chargé d'initier le jeune prince à tous les secrets de l'histoire et de la politique.

Bartenstein, rompu aux affaires, représentait à merveille la politique lente et formaliste de la cour d'Autriche; cet homme était en quelque sorte un protocole incarné. Il rédigea pour son élève de savantes et diffuses compilations sur l'histoire politique de l'Allemagne, le droit des gens et le droit naturel. Ces traités, qui sont restés inédits, ne formaient pas moins de quinze volumes in-folio. Cependant Joseph II avait tant de curiosité dans l'esprit, qu'il se plongea avec avidité dans cette étude nouvelle, et, si l'on en croit les mémoires du temps, il puisa dans les instructions de Bartenstein cet esprit de résistance aux prétentions du saint-siége qui éclata plus tard dans tous ses actes. Le vieux ministre avait déposé dans ce livre les conseils de son expérience et les timides espérances de ses rêves; il avait écrit ce qu'il n'avait pas osé faire. L'impression produite sur l'esprit de Joseph fut profonde, et dès lors il médita sans cesse sur les destinées de l'Autriche, songeant à lui donner un jour l'indépendance et l'unité qui lui manquaient. Quand ses études furent terminées et qu'il fut mis hors de page, le jeune archiduc se renferma dans la solitude. Il recommença lui-même son éducation manquée, se laissant aller à toutes les aspirations de son âme, à tous les penchants de son esprit. Ses études favorites furent les sciences d'observation, et les *Commentaires* de César devinrent sa lecture habituelle, le pain quotidien de son intelligence.

En 1756, la guerre recommença en Allemagne. Marie-Thérèse, qui ne s'était jamais consolée de la perte de la Silésie, ne recula pas devant une bassesse pour se venger de Frédéric. Une lettre où l'impératrice reine, si grande par sa naissance et par ses vertus, traitait d'égale à égale avec Mme de Pompadour, l'appe-

lant *ma princesse* et *mon amie*, détermina la résolution du cabinet de Versailles, et dans le boudoir de Babiole le plus galant des abbés et la plus frivole des courtisanes conclurent cette alliance monstrueuse de la France et de l'Autriche qui déchira l'œuvre nationale de François Ier, d'Henri IV, de Richelieu et de Louis XIV, pour aboutir au désastre honteux de Rosbach et au traité de Paris, plus honteux encore.

Au bruit des armes, Joseph tressaillit dans sa solitude, et il demanda à grands cris la place qui lui était due au premier rang des armées autrichiennes; mais son exaltation guerrière parut excessive à Marie-Thérèse. L'impératrice craignit, en favorisant ce penchant naturel, de donner à l'Autriche un de ces princes *batailleurs* qui hasardent sur un coup de dé la destinée des empires. Au lieu de modérer cette passion juvénile en lui donnant un légitime aliment, elle eut le tort de la comprimer violemment, et Joseph, mécontent, s'isola de plus en plus en lui-même, consumant dans l'étude cette ardeur qui n'avait pas d'emploi, méditant les problèmes les plus élevés de la politique et de la philosophie, et préparant ainsi l'œuvre qu'il devait plus tard entreprendre. Ces quelques années qu'il passa dans une sorte d'obscurité furent les plus heureuses de sa vie. Joseph avait épousé à dix-neuf ans une femme digne de lui, et qu'il associait à tous ses rêves, à toutes ses espérances : « Je regrette, disait-il souvent, de ne pouvoir lui donner qu'un cœur. » Isabelle de Parme exerça une grande et salutaire influence sur le caractère du jeune archiduc : elle en adoucit les aspérités, elle en tempéra les violences; mais elle mourut bientôt, et sa fille unique la suivit dans la tombe. Les nécessités de la politique obligèrent Joseph à épouser en secondes noces une princesse de Bavière qu'il n'aimait point et qui mourut sans enfants. Toute sa vie, il resta fidèle à la mémoire d'Isabelle, qu'il appelait *son bon ange*.

La guerre de sept ans se termina en 1763 par la paix d'Hubertsbourg, qui conserva la Silésie à Frédéric. En vertu d'un article secret, l'archiduc Joseph fut élu sans opposition roi des Romains, et devint ainsi l'héritier légitime et nécessaire de l'empire. En 1765, François de Lorraine mourut subitement à Inspruck. François, empereur et régent d'Autriche, passa sa vie à thésauriser; de compagnie avec quelques spéculateurs de bas étage, il entreprit les fournitures de l'armée prussienne en guerre avec Marie-Thérèse, et fut, suivant l'expression dédaigneuse de Frédéric, le banquier de la cour. On assure que sa passion des richesses l'avait entraîné à s'occuper d'alchimie; il cherchait la pierre philosophale comme un savant du moyen âge, et tentait, avec le miroir ardent, de tirer des diamants d'un caillou. Joseph lui succéda en vertu de son titre de roi des Romains, et pour la première fois on vit un empereur d'Allemagne qui ne possédait pas en propre un pouce de terre. Marie-Thérèse lui donna le titre de corégent qu'avait porté son père, mais sans lui laisser plus de puissance.

Joseph résolut alors d'employer ses loisirs à connaître l'Allemagne, l'Italie, et successivement tous les pays de l'Europe. En 1769, il visita l'Italie sous le nom de comte de Falkenstein, gardant le plus strict incognito, refusant tous les honneurs, et étudiant avec le même soin les monuments antiques et les institutions modernes. A Rome, il entra l'épée au côté dans le conclave, et, remarquant un prêtre vêtu d'une simple soutane noire, il lui demanda qui il était. « Un pauvre religieux qui porte l'habit de saint François, » répondit celui qui s'appelait alors Ganganelli, et qui devait le lendemain s'appeler Clément XIV. Ainsi la Providence rapprocha un moment ces deux hommes qu'elle réservait aux mêmes destinées ! Peu de temps

après cette rencontre fortuite, l'empereur eut une entrevue avec le grand Frédéric à Neiss, en Silésie. Depuis longtemps Joseph désirait connaître le héros dont la gloire honorait l'Allemagne, et qui venait de tenir en échec l'Europe entière par la fécondité et la souplesse de son génie. Frédéric parle de cette entrevue dans ses mémoires. « Le jeune prince, dit-il, affectait une franchise qui lui semblait naturelle, son caractère aimable marquait de la gaieté jointe à beaucoup de vivacité; mais, avec le désir d'apprendre, il n'avait pas la patience de s'instruire. » Plus tard, quand Joseph II révéla toute l'étendue de ses desseins, le jugement de Frédéric se modifia, et l'on assure que le roi de Prusse avait fait placer dans tous les appartements de son palais le portrait de l'empereur; « car, disait-il, on doit toujours avoir l'œil sur un homme aussi actif. »

Une seconde entrevue des deux souverains à Neustadt, en Moravie, se rattache à l'un des plus grands événements de l'histoire contemporaine. Le démembrement de la Pologne y fut décidé dans des conférences secrètes de Frédéric et du prince de Kaunitz. L'initiative appartient tout entière au roi de Prusse, qui, par un calcul de profond politique, trouva ainsi le moyen de dédommager l'Autriche de la perte de la Silésie, de faire abandonner à la Russie les provinces danubiennes, et d'ajouter à ses états héréditaires des provinces riches et fertiles assurant à la Prusse ses approvisionnements en blé, jusque-là incertains. Si le nom de Joseph II se trouva mêlé à cet acte odieux, il serait néanmoins injuste de lui en renvoyer la responsabilité. La première mesure importante du jeune empereur fut l'abolition de l'ordre des jésuites. Malgré la violence de son aversion pour cette société, il agit cependant envers elle avec une grande modération, par égard pour sa mère, dont la piété était plus fervente qu'éclairée. Frédéric, par une singulière affectation de tolérance, rassembla d'abord dans ses états les membres dispersés de l'ordre; mais on fut bientôt obligé de les bannir, car leur seule présence agitait les populations et compromettait l'autorité royale dans les provinces catholiques nouvellement conquises.

En 1777, l'empereur voulut visiter la France, où l'attiraient de douces affections de famille et de vives sympathies pour l'école philosophique dont il avait adopté les doctrines avec tant d'ardeur. Joseph, suivant ses habitudes d'observateur sérieux, voulut voir de près les hommes et les choses; il dépouilla la dignité impériale, et, refusant les honneurs qu'on lui préparait à Versailles, il fit dresser son lit de camp dans un hôtel garni, et parcourut Paris en fiacre. Il admira les merveilles de notre civilisation, et chercha à se les approprier en les reproduisant à Vienne. L'abbé de l'Épée, qui poursuivait son œuvre sublime au milieu de l'indifférence publique, excita l'admiration de l'illustre voyageur, qui lui demanda d'envoyer à Vienne un de ses disciples pour y fonder l'école impériale des sourds et muets. Le comte de Falkenstein visita Buffon et Rousseau, et c'est un des plus grands spectacles de cette époque que cet hommage rendu par le chef de l'empire à la souveraineté de l'intelligence. Quand Joseph entra à l'improviste chez Rousseau, le philosophe écrivait de la musique; et comme son hôte s'étonnait qu'il perdît son temps à une occupation indigne de lui : « J'ai voulu apprendre aux Français à penser, lui répondit Rousseau, et je n'ai pu y réussir; maintenant je leur apprends à chanter, et ils chantent!... »

Le peuple de Paris rendit justice au mérite éminent de Joseph II : l'élévation de son esprit, son érudition, la simplicité de son costume et de ses manières, la pureté de ses mœurs, excitèrent au plus haut degré la surprise et l'admiration,

car de semblables qualités n'étaient rien moins qu'habituelles aux souverains français; mais on le reçut avec quelque froideur à Versailles, où il apparaissait comme une satire vivante des vices et des frivolités de la cour. Il se permit des conseils qui parurent trop sévères, et ses prévisions, trop bien justifiées, vinrent souvent troubler l'insouciance du souverain et de ses ministres et les prétentieuses bergeries de Trianon. L'empereur ne pouvait cacher sa surprise en apprenant que Louis XVI, encore emprisonné dans les liens de la plus mesquine étiquette, n'avait jamais songé à visiter les grandes villes de son royaume, pas même les monuments de sa capitale. Le roi avait bien autre chose à faire! ne devait-il pas suivre l'emploi de la journée tracé par Louis XIV, et passer du lever à la chasse et du débotté au conseil? Mme Campan nous a conservé quelques scènes d'intérieur assez piquantes, où l'aveuglement de Louis XVI contraste péniblement avec la sagesse de Joseph II. La reine elle-même fut mécontente de son frère, et on chuchota, derrière les paravents de laque des vieilles duchesses, bien des épigrammes inoffensives sur la bonhomie germanique de cet empereur d'hôtel garni.

Le comte de Falkenstein quitta Paris après un séjour de six semaines, et visita rapidement les provinces. Les mémoires du temps racontent les singulières rencontres qu'il dut à son rigoureux incognito; mais, ce qui est plus digne de l'histoire, c'est le sentiment d'admiration et presque de jalousie qu'éprouva Joseph II à l'aspect de cette unité qui fait la gloire et la force de la France. En voyant à Brest une escadre prête à mettre à la voile : « Quel empire, s'écria-t-il, il a la terre et la mer! » Joseph rentra à Vienne avec la résolution bien arrêtée d'établir dans ses états l'homogénéité qui leur manquait, et de constituer par la centralisation une nationalité jeune et puissante. Ainsi chacune de ses observations portait ses fruits, et ses voyages étaient des conquêtes, comme le disaient les madrigaux du temps.

A la fin de la même année 1777, l'électeur de Bavière Maximilien-Joseph, fils de l'empereur Charles VII, mourut sans enfants. En lui s'éteignait la branche aînée de la maison de Wittelsbach, et l'électeur palatin, représentant de la branche cadette, devait lui succéder, en vertu de la bulle d'or et du traité de Westphalie; mais l'Autriche convoitait depuis longtemps la Bavière, et, dans cette prévision, l'empereur Joseph II avait épousé Marie-Josèphe, sœur du dernier électeur, qui lui apportait en dot ses droits sur les propriétés allodiales. Cependant Marie-Josèphe étant morte sans enfants, comme son frère, l'empereur ne renonça pas à ses desseins. Il s'était assuré à Versailles de la neutralité de la France, et, au moment où l'électeur fermait les yeux, une armée autrichienne occupait ses états, tandis qu'un habile manifeste, rédigé par Kaunitz, réclamait ce riche héritage à titre de réversion à la couronne de Bohême, à l'archiduché d'Autriche ou à l'empire. L'électeur palatin, qui n'avait pas d'héritier direct, et auquel on promit un magnifique établissement pour ses bâtards, consentit à partager son héritage avec l'Autriche, au détriment de son neveu le duc de Deux-Ponts. La question semblait donc résolue en fait comme en droit, mais Frédéric veillait. Il protesta d'abord devant l'opinion publique contre cette menaçante usurpation, et parut bientôt à la tête d'une armée sur les frontières de Silésie. Joseph, qui faisait depuis longtemps des préparatifs considérables, vit arriver avec une secrète joie l'occasion de lutter avec son rival. L'armée autrichienne était nombreuse, bien disciplinée, et commandée par des généraux expérimentés, Daun, Haddick et

Lascy. Cependant, avant d'entrer en campagne, les deux souverains échangèrent une correspondance dont ils connaissaient d'avance toute l'inutilité, et où se retracent fidèlement la calme lenteur de Frédéric et l'impatience inquiète de Joseph.

« Monsieur mon frère, écrivait l'empereur en juillet 1778, vous voulez jouer le rôle de protecteur dans la guerre pour la succession de Bavière. Vous vous armez de la qualité de garant de la paix de Westphalie pour offenser l'Autriche, et après diverses négociations vous décidez de votre autorité privée que je dois me dessaisir de la Bavière. J'espère que vous voudrez bien croire qu'en ma qualité de chef suprême de l'empire j'ai quelques notions sur sa constitution ; or, elle permet à tout état de l'empire de traiter avec les agnats pour les pays en litige, et d'en prendre possession, s'il obtient leur commun accord... Peut-être avez-vous trop présente à la mémoire l'époque de la mort de Charles VI et de la conquête de la Silésie. Quand vous agissez ainsi, vous ne songez qu'à votre bonheur comme général, et à votre armée de deux cent mille hommes ; mais songez aussi que la Prusse n'est pas le seul état auquel la Providence ait fait cette grâce de pouvoir amener sur le champ de bataille deux cent mille soldats. » Et plus loin il ajoutait : « J'ai déjà appris de V. M. tant de choses utiles, que si je n'étais *citoyen*, et si le sort de plusieurs millions d'hommes qui souffriraient cruellement de cette guerre ne me touchait profondément, je demanderais à votre majesté de m'enseigner encore le métier de général. »

Frédéric répondait avec une courtoisie un peu ironique et un sang-froid presque dédaigneux : « Non, sire, vous n'avez pas besoin de maître, vous réussirez dans tout ce que vous entreprendrez, parce que la nature vous a doué des plus rares talents. Lucullus n'avait jamais commandé d'armée, quand le sénat romain l'envoya dans le Pont, et presque à son arrivée il battit Mithridate. Si votre majesté remporte des victoires, je serai le premier à l'applaudir, mais j'ajoute : que ce ne soit point contre moi. »

Les armées étaient en présence, et l'Europe dans l'attente d'un grand événement. Frédéric, trop prudent pour hasarder une bataille décisive dont le succès même ne pouvait rien ajouter à sa réputation, déploya toute son habileté pour paralyser les entreprises de Joseph et le lasser sans combattre. D'ailleurs, le roi savait bien que cette guerre n'était pas sérieuse, car Marie-Thérèse, un moment entraînée par la fougue de son fils, désirait vivement la paix, et pendant la campagne elle envoya à Frédéric le baron de Thugut, avec mission de lui dire, en propres termes, « qu'elle était désespérée qu'ils fussent sur le point de s'arracher l'un à l'autre des cheveux que l'âge avait blanchis. » En même temps l'impératrice mère dépêchait successivement à Joseph, pour l'engager à déposer les armes, le comte de Rosemberg et l'archiduc Léopold ; mais l'empereur rudoya les messagers, et déclara à la face de tous qu'il trouvait honteuses les conditions proposées par sa mère, et que, si celles du roi de Prusse étaient acceptées, il ne remettrait plus le pied à Vienne et se retirerait à Aix-la-Chapelle, antique résidence des empereurs. Cependant Marie-Thérèse implorait l'intervention de la France et de la Russie ; elle écrivit à la czarine une de ces lettres caressantes, dont la séduction était irrésistible, lui témoignant « son estime, son amitié, sa confiance et sa déférence, persuadée qu'elle ne pouvait mettre en de meilleures mains ses intérêts et sa dignité. » Malgré la résistance de Joseph II, la paix fut conclue à Teschen. L'impératrice s'en réjouit avec effusion. « Je suis ravie de joie, s'écria-t-elle ; on sait que je n'ai point de partialité pour Frédéric, cependant je dois lui rendre la

justice de reconnaître qu'il en a agi noblement. Il m'avait promis de faire la paix à des conditions raisonnables, et il m'a tenu parole. Je ressens un bonheur inexprimable de prévenir une plus grande effusion de sang. » L'empereur seul fut mécontent; il avait rêvé d'éclatants triomphes, ou du moins une lutte toujours glorieuse avec le plus grand capitaine du siècle, mais son habile adversaire l'avait réduit à l'impuissance sans lui faire l'honneur de le combattre.

L'année suivante, Joseph, fidèle à sa passion de tout connaître, se rendit en Russie. La czarine lui fit l'accueil le plus cordial, et, vivement séduite par la franchise de ses manières et l'entraînement de son esprit, elle le proclama l'homme le plus accompli de son temps. Cette affection personnelle renoua l'alliance de l'Autriche et de la Russie, et détacha la czarine du roi de Prusse, dont les sanglantes épigrammes blessaient cruellement la cour de Saint-Pétersbourg. Cependant l'Europe, qui n'était pas accoutumée alors, comme aujourd'hui, à voir les souverains errants sur les grandes routes, s'étonnait de la remuante activité du jeune empereur; les vieux courtisans criaient au scandale, et les politiques prudents concevaient de justes alarmes pour la paix du monde.

Joseph, en revenant à Vienne, trouva sa mère mourante, et le 29 novembre 1780 il reçut son dernier soupir. Désormais seul maître de l'empire, il touchait enfin à cette heure décisive et solennelle où les conceptions de son intelligence pouvaient devenir des réalités. Au moment d'entreprendre sa tâche périlleuse, Joseph épanche sa douleur et ses espérances en deux lettres reproduites par M. Ramshorn. Il écrivait au prince de Kaunitz peu de jours après la mort de sa mère : « Jusqu'ici, je n'ai été qu'un fils obéissant, et c'est là tout ce que j'ai su être; mais, après le coup mortel qui m'a frappé, je me trouve à la tête de mes états, et chargé d'un fardeau que je reconnais trop lourd pour mes forces. Ce qui m'encourage, c'est la persuasion que vos sages conseils allégeront pour moi cette grande et difficile tâche. » Dès les premiers jours de décembre 1780, il exposait au duc de Choiseul la situation exacte de l'empire autrichien, et la nécessité d'une réforme complète. « Mon ami, disait-il, l'impératrice ma mère m'a laissé un grand empire, des ministres et des généraux d'un mérite éprouvé, des sujets fidèles, et une gloire qu'il sera difficile à son successeur de soutenir. J'ai toujours eu la plus grande estime pour ses vertus, et la plus parfaite vénération pour son caractère. J'honore sa mémoire, et je n'oublierai jamais la bonté de son cœur. Dans le choix de ses hommes d'état, cette princesse a déployé de hautes connaissances gouvernementales. Kaunitz comme ministre des affaires étrangères, Hatzfeld comme ministre de l'intérieur, et plusieurs de ses ambassadeurs aux différentes cours, prouvent assez qu'elle a su distinguer, employer et récompenser le talent. L'influence exercée par les prêtres dans le gouvernement de ma mère sera l'objet de mes réformes. Je ne verrais pas volontiers des gens chargés exclusivement du soin de notre salut se donner tant de peines pour régler nos affaires temporelles. L'état financier des provinces autrichiennes réclame une meilleure organisation. Je dois changer aussi les gouverneurs des provinces... Mais tout cela est bien nouveau pour moi, il faut que je m'oriente un peu, et que j'allie au sentiment de mes devoirs une connaissance parfaite des affaires; sans cela, je ressemblerais au Grand Turc, qui ne connaît que ses plaisirs, et ignore toutes les obligations de son rang. »

L'empereur ne se méprit pas sur l'étendue du péril; mais, comme il était de ceux qui aiment mieux leur cause que leur vie, il apporta dans la mission qu'il s'imposait l'enthousiasme d'un croyant. Les états héréditaires de la maison d'Au-

triche ne constituaient pas une nation ; dispersés à tous les coins de l'Europe et dans tous les climats, depuis les marais du Danube jusqu'aux sommets du Tyrol, et depuis la Flandre jusqu'à la Lombardie, chacun de ces états avait une langue et une administration distinctes. Joseph commença par supprimer les douanes provinciales, qui isolaient les uns des autres les membres du même empire ; il divisa la monarchie autrichienne en treize gouvernements, qui furent eux-mêmes subdivisés en cercles. Les juridictions particulières furent abolies, une cour de justice composée de deux chambres, celle de la noblesse et celle de la bourgeoisie, fut érigée au chef-lieu de chaque gouvernement. Des cours impériales de deux degrés, établies dans les grandes villes, reçurent les appels des tribunaux ordinaires, et le tribunal suprême de Vienne jugea en dernier ressort. N'entrevoyons-nous pas là cette admirable organisation judiciaire dont la France se vante à juste titre ? Et peut-on se défendre d'une surprise profonde devant cette réforme qui nous paraît si simple aujourd'hui, et qui dut paraître si étrange alors ? Dès le premier mois de son avénement au trône, Joseph se hâta de supprimer la servitude féodale dans tous ses états, et les droits seigneuriaux, tels que dîmes et corvées, dans ses possessions d'Allemagne. Il ordonna qu'un cadastre fût fait avec soin, et il changea la nature de l'impôt territorial en affranchissant entièrement le paysan. Les habitants de chaque village devaient élire le collecteur des taxes, et répondre de sa solvabilité. Malheureusement ces mesures excellentes furent mal appliquées, et le nouvel impôt, inégalement réparti, excita de violentes réclamations.

Cependant le courageux réformateur allait aborder les questions religieuses toujours brûlantes. Il voulut rompre les liens de vasselage qui enchaînaient son clergé à la cour de Rome, et substituer aux influences ultramontaines une éducation vraiment nationale. Les moyens qu'il employa furent hardis et décisifs. Une série d'édits habilement motivés ordonnèrent successivement qu'aucune bulle venue de Rome ne serait valide, si elle n'était transmise au clergé par le gouvernement ; que les prêtres et les évêques prêteraient serment d'obéissance à l'état, et s'abstiendraient en chaire de toute controverse religieuse, bornant leurs prédications aux enseignements évangéliques ; que la langue du pays serait employée pour toutes les affaires de la religion, et la Bible traduite en allemand et répandue dans le peuple ; que l'état enfin donnerait seul les dispenses pour les mariages au troisième ou quatrième degré de parenté, et autoriserait le divorce. Le célèbre édit de tolérance ouvrit aux non-catholiques, protestants et grecs, l'accès de tous les emplois, et leur permit l'exercice libre et public de leur culte. On ne se contenta pas d'inscrire la tolérance dans les lois, on voulut encore la faire passer dans les mœurs. Des précautions quelque peu minutieuses furent prises pour éteindre les vieux ferments de haine religieuse, et un règlement prescrivit aux aubergistes d'interdire à l'avenir dans leurs maisons où se réunissaient aux jours de fête les bourgeois et les paysans, non-seulement toute controverse religieuse, mais jusqu'à la moindre raillerie contre un culte autorisé par l'état. Cette mesure, qui serait odieusement ridicule en France, est cependant justifiable en Allemagne, où l'influence de l'aubergiste n'est pas toujours à dédaigner. Il était donc sage d'utiliser son influence au profit des idées de tolérance, que les membres du clergé combattaient avec acharnement.

La bienveillance paternelle de Joseph II pour tous ses sujets s'étendit jusqu'aux juifs, qui étaient encore bonnis de toute la chrétienté et séparés de la société civile. L'empereur supprima leur livrée déshonorante, ce bonnet jaune qu'ils por-

taient alors comme au moyen âge; il leur permit d'exercer l'agriculture, les arts libéraux, les travaux de fabrique, le commerce en gros, toutes les professions enfin qui leur avaient jusque-là été sévèrement interdites, d'apprendre les métiers chez les maîtres chrétiens, et d'envoyer leurs enfants dans les écoles publiques et même dans les universités. La réforme religieuse s'étendit plus loin encore : Joseph *voulut fermer la plaie du monachisme qui dévorait ses états;* les motifs de cette mesure sont très-nettement expliqués dans quelques lettres qu'il adressa aux dignitaires de l'église. Au mois de février 1781, il écrivait à l'archevêque de Saltzbourg : « Mon prince, l'administration intérieure de mes états exige sans retard un changement radical; un empire que je gouverne doit être régi d'après mes principes : ainsi les priviléges, le fanatisme et la servitude de l'esprit doivent disparaître, et chacun de mes sujets doit être mis en possession de ses libertés innées, de ses droits naturels. Le monachisme a envahi l'Autriche; le nombre des chapitres et des couvents s'est accru dans des proportions extraordinaires, et jusqu'à présent, d'après les règles de ces *gens-là,* le gouvernement n'a eu aucun droit sur leurs personnes; les moines sont cependant les sujets les plus inutiles et les plus dangereux d'un état, parce qu'ils cherchent à se soustraire à l'observation de toutes les lois civiles, et qu'en toute circonstance ils se tournent vers le saint-père de Rome. Mon ministre d'état le baron de Kreisel, l'illustre Van-Swieten, le prélat Bartenstein et quelques autres hommes d'une science éprouvée forment une commission établie par moi pour opérer la suppression de tous les couvents inutiles d'hommes et de femmes... Lorsque j'aurai arraché le voile qui couvre le monachisme, lorsque j'aurai banni des chaires de mes universités le tissu *mensonger* de leur enseignement ascétique, et que j'aurai enfin changé le moine à la vie contemplative en un citoyen producteur, alors peut-être quelques-uns de mes adversaires jugeront mieux mes réformes. J'ai devant moi une rude tâche, je dois réduire l'armée des moines et faire des hommes de ces fakirs qui voient la foule s'agenouiller avec respect devant leurs fronts tondus, et exercent sur le peuple la plus grande influence qui ait jamais été exercée sur l'esprit humain. »

En octobre 1781, il adressait au cardinal Hrzan la lettre suivante :

« Monsieur le cardinal, depuis que je suis monté sur le trône et que je porte au front la première couronne du monde, j'ai fait de la philosophie la législatrice de mon empire. L'Autriche doit par elle recevoir une nouvelle forme, l'autorité des *ulémas* sera resteinte, et les droits du souverain rétablis dans leur ancien éclat. Il est indispensable que j'écarte du domaine de la religion certaines choses qui n'auraient jamais dû en faire partie. Comme je déteste les superstitions et les *saducéens,* je saurai en affranchir mon peuple; à cet effet, je supprimerai les couvents et je congédierai les moines ou je les soumettrai aux évêques de leurs diocèses. On me dénoncera à Rome comme usurpateur du royaume de Dieu, je le sais, on criera bien haut que la gloire d'Israël est souillée, on s'irritera surtout que j'aie entrepris toutes ces choses sans l'approbation *du serviteur des serviteurs de Dieu.*

» Voilà cependant à quoi nous devons la décadence de l'esprit humain... Jamais les serviteurs de l'autel n'ont voulu consentir à ce qu'un gouvernement les reléguât à la seule place qui leur convient, et ne leur laissât d'autres occupations que la méditation de l'Évangile; ils n'ont jamais compris que la loi civile pût empêcher les lévites d'usurper le monopole de la raison humaine. Les principes du monachisme, depuis Pacôme jusqu'à nos jours, sont entièrement contraires

aux lumières de la raison, le respect des moines pour les fondateurs de leur ordre s'est changé en idolâtrie, et nous voyons revivre en eux ces Israélites qui allaient à Bethel adorer le veau d'or. Cette fausse interprétation de la religion s'est répandue dans le vulgaire, qui ne connaît plus Dieu et attend tout des saints!

» L'influence des évêques, consolidée par moi, détruira bientôt ces fausses croyances; je donnerai à mon peuple, au lieu du moine, le prêtre; au lieu du *roman des canonisations,* l'Évangile; au lieu des controverses, la morale. J'aurai soin que le nouvel édifice que j'élèverai pour l'avenir soit durable ; mes séminaires généraux seront des pépinières de bons prêtres, et les curés qui en sortiront porteront dans le monde un esprit éclairé, et le communiqueront au peuple par un sage enseignement. Ainsi, dans quelques siècles, il y aura de vrais chrétiens; ainsi, quand j'aurai accompli mon plan, les peuples de mon empire connaîtront suffisamment leurs devoirs envers Dieu, envers la patrie et envers le prochain, et nos neveux nous béniront un jour de les avoir délivrés de la tyrannie de Rome, et d'avoir ramené les prêtres à leurs devoirs en soumettant leur avenir au *Seigneur,* mais leur présent à la patrie. »

L'empereur se mit à l'œuvre sans retard. La monarchie autrichienne ne comptait pas moins de soixante-trois mille moines dans trois mille couvents. On supprima d'abord, comme entièrement inutiles à la société, tous les solitaires, tous les ordres mendiants, tous ceux qui menaient une vie purement contemplative, comme les chartreux et les camaldules, et tous les ordres de femmes : carmélites, capucines, bénédictines, visitandines, cistériciennes, dominicaines, prémontrées, paulines, etc., à l'exception des sœurs d'Élisabeth, qui avaient soin des malades, et des ursulines, qui instruisaient les filles pauvres. On a peut-être injustement reproché à Joseph II de s'être montré cruel envers les moines réformés. Il fit passer les biens des couvents dans la *caisse de la religion,* et les revenus furent divisés en trois parts : la première fut destinée à salarier les curés des paroisses nouvellement créées, la seconde dota les écoles publiques, et la troisième assura aux moines chassés de leurs couvents une pension viagère; cette pension fut modique, il est vrai, et de nature à satisfaire seulement aux premières nécessités de la vie, car Joseph ne voulait point encourager la paresse, et les moines, en rentrant dans la vie privée, devaient devenir des travailleurs, non des rentiers. Les biens des couvents, sagement régis par la *caisse de la religion,* donnèrent bientôt un revenu de plus de deux millions de florins, et l'empereur put réaliser le vœu qu'il avait formé de multiplier tellement les paroisses, qu'aucun de ses sujets ne fût éloigné de plus d'un mille de son église. Une portion considérable du clergé allemand appuya ces réformes aussi utiles à la religion qu'à la monarchie. Le célèbre livre de Hontheim (Just. Febronius) sur *l'état de l'église et la puissance légitime du pape* avait, en reproduisant les doctrines gallicanes, exercé une influence profonde et salutaire sur les esprits. Cependant une autre portion du clergé, excitée par le fanatisme et l'intérêt personnel, éleva de si bruyantes réclamations, que le pape s'en émut, et crut devoir en écrire à l'empereur; mais son intervention fut repoussée, et le saint-siége, accoutumé à parler à Vienne en maître, n'y fut pas même écouté à titre de conseiller et d'ami. Le pape se résolut alors à une démarche qui n'avait pas de précédent dans l'histoire de la chrétienté, et qui parut à ce siècle sceptique l'aveu implicite de la déchéance de Rome. Le 15 décembre 1781, il écrivit à l'empereur :

« Comme nous avons appris par expérience que les affaires prennent une mau-

vaise tournure, quand elles ne sont pas traitées de la bouche à la bouche, nous avons résolu de nous rendre à Vienne, auprès de votre majesté, sans nous laisser arrêter ni par la longueur et les difficultés de la route, ni par notre grand âge et notre faiblesse, car ce sera pour nous une grande consolation que de causer avec votre majesté, et, en lui montrant toute la bienveillance de notre cœur, de l'amener à concilier les droits de sa couronne avec les intérêts de l'église. »

L'empereur répondit par la lettre suivante, où un vif mécontentement perce sous la politesse affectée de la forme.

« Si votre sainteté persiste dans le dessein de venir ici, je puis l'assurer qu'elle y sera reçue avec le respect et la vénération dus à son éminente dignité, mais je dois la prévenir que les objets sur lesquels elle voudrait conférer sont si bien décidés, que son voyage sera absolument inutile. J'ai pris pour guides dans cette affaire la raison, l'équité, l'humanité et la religion; avant de me déterminer, quand il s'agit d'objets essentiels, je demande l'avis de personnes dont la sagesse, la prudence et la capacité me sont connues, et leurs conseils règlent ma résolution. Rempli de respect pour votre sainteté ainsi que pour le saint-siége, je suis, avec la vénération d'un chrétien qui demande votre bénédiction paternelle,

» JOSEPH. »

Le pape ne renonça cependant pas à un projet qui lui semblait éminemment profitable aux intérêts du saint-siége, et dont son éloquence naturelle lui faisait espérer le succès. Le 27 février 1782, il partit du Vatican, après avoir révoqué par un bref la bulle *Ubi papa, ibi Roma,* afin que, s'il mourait en voyage, le conclave pût s'assembler à Rome.

Le voyage du pape était un événement politique assez considérable pour éveiller l'attention des cabinets. La cour de Rome, menacée de perdre à la fois sa domination absolue sur le clergé et son prestige sur l'imagination des peuples, se voyait réduite à assiéger de ses prévenances cette même Autriche qu'elle avait si longtemps traitée en esclave. Le pape, au lieu de lancer les foudres de Sixte-Quint, avait recours aux supplications, et ce résultat, d'une signification si précise, avait été amené par la force même des choses. Depuis Louis XIV, le monde avait fait un pas immense vers un avenir qui semblait prochain, et qui déjà se révélait aux plus hautes intelligences. Cependant les cabinets de l'Europe n'avaient pu voir sans un mécontentement assez vif les premières réformes de Joseph II. La prodigieuse activité de son esprit, sa passion pour la gloire, la portée de ses desseins, devaient faire naître de légitimes alarmes pour la paix et l'équilibre du monde. Frédéric avait montré naguère ce que pouvait le génie d'un souverain, même avec les plus faibles ressources, et Joseph pouvait mettre au service de son ambition la puissance d'un grand empire. On désirait donc ardemment en Europe le succès des négociations que le saint-père allait ouvrir à Vienne, et l'on espérait que le jeune empereur, un moment séduit par de brillantes théories, renoncerait sans peine à son entreprise devant une intercession aussi flatteuse pour son amour-propre. C'était mal connaître Joseph II que de le croire accessible aux séductions de la vanité; l'indépendance de son esprit était si absolue, qu'aucune influence du dehors ne pouvait peser sur sa résolution. Il résista avec une respectueuse fermeté aux conseils et aux prières du souverain pontife, et les devoirs de l'hospitalité ne l'empêchèrent jamais de manifester hautement son opinion; on put même

remarquer quelquefois dans ses procédés une légère teinte d'ironie. Ainsi, quand le pape arriva à Ferrare, un officier hongrois vint lui annoncer que l'empereur son maître avait fait préparer, pour recevoir un hôte aussi illustre, l'appartement même de Marie-Thérèse. Le pape fut profondément touché de cette attention, et voulut récompenser le messager en lui donnant un chapelet bénit, mais le messager choisi par l'empereur était protestant. A Goritz, un détachement des gardes vint complimenter sa sainteté à son entrée sur le sol autrichien, et tous les hommes de ce détachement, sans exception, appartenaient aux communions dissidentes. Le pape, étonné de ne pas voir l'archevêque de Goritz, demanda les motifs de son absence, et il apprit avec une douloureuse surprise qu'un ordre de l'empereur venait de mander sur-le-champ ce prélat à Vienne pour se justifier d'avoir fait appel à la cour de Rome contre l'édit de tolérance. L'intention qui avait dicté ces différents actes était manifeste ; le pape cependant continua son voyage au milieu des populations pressées sur son passage pour recevoir ses bénédictions ou toucher la frange de ses habits. L'empereur se rendit au-devant de lui jusqu'à Neufkirchen, à quelques milles de Vienne. L'entrevue des deux souverains fut cordiale, et ils rentrèrent côte à côte dans la ville des Césars, au milieu des salves d'artillerie, du bruit des cloches et aux acclamations de la foule. Le concours des étrangers venus de tous les points de l'Europe fut si grand pendant le séjour du pape à Vienne, qu'il y provoqua une sorte de famine, et l'exaltation religieuse du peuple ressemblait à une sainte extase, dit un historien, quand le pape, dont la personne était imposante, paraissait au balcon pour distribuer ses bénédictions aux fidèles, dans toute la pompe éblouissante de son costume, la tiare au front, suivi de ses cardinaux vêtus de pourpre. L'empereur entoura son hôte des soins les plus délicats et les plus affectueux, le visitant plusieurs fois par jour, et, malgré l'obstination de Joseph à refuser toute concession, Pie VI conçut pour lui une amitié personnelle et inaltérable, dont il lui donna une preuve éclatante au jour de l'adversité. Le pape officia en grande pompe à Saint-Étienne le jour de Pâques ; son maître des cérémonies, qu'il avait amené de Rome, prétendit à cette occasion que le siége du pontife, dans le chœur de l'église, devait être plus élevé d'un degré que celui de l'empereur; quand Joseph fut informé de ces ridicules prétentions, il se contenta de faire enlever son siége et de ne pas paraître à la cérémonie ; cet éclat ne laissa plus de doute dans le public sur le mauvais succès des négociations ouvertes. Le pape, dans une longue conférence sur les intérêts de la religion, en présence des cardinaux Hrzan, Migazzi, Marcucci, Conterini, et du prince de Kaunitz, prononça un long et savant discours où il déploya toutes les ressources de son éloquence, entassant à l'appui de nombreuses citations du droit canonique. L'empereur répondit aussitôt : « Je ne suis pas théologien, et je connais trop peu le droit canonique pour discuter là-dessus ; mais qu'il plaise à votre sainteté de me remettre par écrit les représentations qu'elle vient de me faire, afin que je les soumette à la vérification de mes théologiens ; mon chancelier y répondra catégoriquement et minutieusement, et je prétends même les faire imprimer pour l'instruction de mes sujets. »

La conduite du prince de Kaunitz envers le pape fut presque outrageante. Pie VI avait fait au ministre l'honneur de le visiter dans son hôtel; il fut reçu avec beaucoup de faste et d'apparat, mais M. de Kaunitz avait gardé le costume le plus négligé de son intérieur, et quand le pape, au départ, lui donna sa main à baiser, le prince se contenta de la secouer avec une bonhomie affectée, en

s'écriant en français : De tout mon cœur! de tout mon cœur!... Cependant l'empressement de la foule ne diminuait pas, et le peuple pénétrait jusque dans les antichambres du pape pour baiser sa mule qui y était exposée. M. Ramshorn ajoute que le pape fit porter sa pantoufle à domicile chez tous les grands seigneurs, ce qui provoqua de trop justes railleries. Le pape resta un mois entier à Vienne, et son voyage n'eut de résultats utiles ni pour l'église ni pour l'empire. Le saint-siége y perdit quelque chose de sa dignité, et l'empereur trouva dans le clergé une résistance plus opiniâtre.

Quand Philippe II d'Espagne entreprit contre l'esprit provincial cette longue lutte dont M. Mignet a raconté avec tant de charme et de clarté les dramatiques incidents, le clergé espagnol et l'inquisition elle-même vinrent en aide au pouvoir monarchique, au principe de la centralisation. Joseph II, en entreprenant une lutte semblable, trouva dans le clergé non pas un auxiliaire, mais un ennemi, et l'influence de l'église, qui aurait été décisive sur le mouvement des esprits en Hongrie et aux Pays-Bas, si elle avait secondé les intentions de l'empereur, s'employa au contraire à les paralyser. C'est que Joseph II avait porté la main sur les priviléges du clergé et substitué l'action directe, immédiate, la surveillance incessante et sévère de l'état, à la domination ultramontaine, beaucoup moins incommode. L'église, en Autriche comme ailleurs, constituait un état dans l'état; elle avait d'immenses richesses, la puissance des traditions, du nombre, de la discipline; jalouse à l'excès de son indépendance, elle disputait pied à pied le terrain au pouvoir temporel. Le clergé possédait depuis des siècles la direction exclusive des esprits; Joseph II comprit que celui qui est maître de l'éducation est maître de l'avenir, et le premier d'entre les souverains il fit valoir les droits de l'état sur l'enseignement public, et les exerça en entier, sans aucun de ces scrupules dévotieux, de ces tempéraments et de ces ménagements hypocrites que les hommes d'état ressentent si volontiers aujourd'hui. Le patronage de l'état s'exerça sur tous les degrés de l'éducation et sur toutes les professions sociales avec la même sagesse et la même fermeté. Une partie des biens des couvents supprimés fut consacrée à établir des écoles normales et à améliorer celles qui existaient déjà. Partout où se trouvaient dans un rayon d'une demi-lieue quatre-vingt-dix à cent enfants en âge d'étudier, on établit des écoles publiques où les pauvres furent élevés gratuitement. Les inspecteurs de chaque cercle devaient faire au gouvernement un rapport détaillé sur l'état des écoles, et veiller à ce que les maîtres ouvriers ne reçussent aucun apprenti qui n'eût assisté au moins deux ans aux cours publics. Les parents pauvres qui refusaient d'envoyer leurs enfants à l'école devaient être rayés de la liste des *secours aux indigents*. Enfin la paternelle bienveillance de Joseph II fit supprimer dans les écoles primaires les punitions corporelles universellement admises jusqu'à lui. L'enseignement secondaire reçut une organisation nouvelle en harmonie avec le progrès des lumières et le développement de la civilisation. Joseph ordonna que l'étude du latin, qui durait neuf ans dans les colléges, serait abrégée et simplifiée; il voulut qu'on enseignât à des enfants qui devaient vivre à Vienne et non à Rome leur langue nationale, l'histoire de leur pays et les sciences modernes. L'empereur pensait à former des citoyens utiles, éclairés, et qui n'auraient pas besoin, en entrant dans le monde, de recommencer leur éducation. Il régla aussi la question importante et délicate de l'instruction religieuse dans les colléges, et il ne craignit point d'entrer à ce sujet dans les plus minutieux détails. Tous les dimanches, après la messe, les

élèves devaient entendre la lecture des Évangiles dans la nouvelle version allemande publiée par ordre de l'empereur. Un catéchisme, rédigé d'après les instructions de Joseph II, exposait à ces jeunes intelligences l'application des principes chrétiens à la vie sociale et politique. Une très-grande liberté fut laissée à l'enseignement supérieur. On supprima le serment sur l'immaculée conception, que les jésuites avaient rendu obligatoire. Les professeurs et leurs femmes reçurent le titre de *herr* et de *frau*, ce qui n'était pas d'une médiocre importance pour la dignité de l'enseignement dans un pays aussi formaliste que l'Autriche. Les veuves des professeurs eurent droit à une pension honorable et suffisante. Des professeurs et des hommes de lettres éclairés furent chargés de la censure des livres que les ecclésiastiques avaient jusque-là exercée dans un esprit intolérant et exclusif. Joseph II étendit ses réformes à l'enseignement médical et chirurgical. Il donna à l'exercice de la médecine une organisation légale plus large et plus complète que celle qui existe en France. Dans chaque cercle, des médecins payés par l'état furent chargés de veiller aux épidémies, et de donner aux classes indigentes des secours empressés et gratuits. On raconte que l'empereur, visitant un jour un hôpital, entendit quelques vieux soldats se plaindre d'avoir été estropiés par la maladresse d'un chirurgien improvisé qui avait quitté l'aiguille pour prendre la lancette ; l'empereur fit venir cet homme, l'interrogea, et s'étant assuré de son ignorance : Qu'on lui donne un tambour, s'écria-t-il ; avec cet instrument-là, du moins, il ne fera de mal à personne.

L'activité de Joseph II tenait du prodige. Pour introduire dans les lois cette même unité qu'il avait introduite dans l'administration, dans les finances, dans l'enseignement, il conçut et exécuta un code complet et national. Malheureusement cette œuvre, qui eût demandé beaucoup de temps, fut en quelque sorte improvisée, et les principes généreux qui lui servaient de base ne reçurent pas toujours un juste développement et une application directe. L'égalité devant la loi est posée en principe par Joseph II, mais la pratique reconnaît et explique de notables inégalités entre le souverain et le sujet, l'homme et la femme, le vieillard et les enfants, le tuteur et les pupilles. La puissance législative et exécutive appartient au souverain, tous les sujets sont soumis à la loi, et jouissent sous sa protection d'une entière liberté ; ils sont tous capables d'hériter des biens mobiliers ou immobiliers. Par une disposition très-remarquable, les enfants naturels héritent de leurs parents restés dans le célibat. La primogéniture est abolie, le divorce établi, et le mariage n'est en quelque sorte qu'un contrat civil. Le père n'a pas la jouissance du bien de l'enfant ; il est tenu de l'administrer et d'en rendre compte comme tuteur. Cet article mettait un terme à la puissance paternelle qui s'exerçait jusque-là d'une manière absolue, et substituait à l'esprit de famille le véritable esprit social. La pénalité trop sévère fut adoucie, les délits furent divisés en trois classes : délits contre l'état, contre la société, et contre l'individu. Cette classification, très-logique et très-nette, éclairait la marche de la justice, et dans aucune circonstance le juge ne devait, même sous prétexte d'équité, se départir du texte précis de la loi. Dans les cas douteux, le souverain décidait ; or, comme le code avait été rédigé avec une excessive concision, il y eut souvent nécessité de l'expliquer et de le compléter par des ordonnances. Ce premier travail a servi de base au code actuel de l'Autriche, promulgué par l'empereur François. Quelques panégyristes ont paru croire que Joseph II avait aboli la peine de mort, c'est une erreur ; il a seulement restreint le nombre des cas où elle était applicable.

Pourtant ce n'était là que la moitié de son œuvre. L'empereur veillait sur les intérêts matériels du pays avec non moins de sollicitude que sur ses intérêts intellectuels et moraux. Dès les premiers jours de son règne, il voulut honorer l'agriculture, *cette mère nourricière* des nations, et, comme l'empereur de la Chine, il mit lui-même la main à la charrue et ouvrit un sillon. Un monument marque la place où s'accomplit cet acte, qui semble d'une affectation un peu puérile, jugé au point de vue français, mais dont l'Allemagne apprécia la signification. La production agricole fut partout développée, et les comités d'agriculture institués dans chaque province devinrent, dans les mains du gouvernement, des agents actifs, intelligents, dévoués. Ils eurent mission de surveiller et de perfectionner la culture, fort arriérée dans les provinces, de distribuer aux cultivateurs de meilleures semences, de les amener à supprimer les jachères et à varier les assolements. Un système de primes favorisa largement la plantation des arbres fruitiers, et l'amélioration des races bovines et chevalines. Enfin, grâce à l'influence bienveillante et vraiment fécondante du gouvernement, une vie nouvelle circula dans les campagnes; avec la servitude et l'ignorance disparut aussi la misère. Le peuple des villes excita au même degré l'attention de l'empereur; Joseph avait régénéré l'agriculture, il créa l'industrie sur des bases larges et puissantes. Le gouvernement fit des avances considérables aux mécaniciens et aux négociants; des manufactures de coton, de laine, de glaces, furent établies sur divers points de l'empire, et, comme l'industrie naissante n'aurait pu soutenir sur les marchés la concurrence des produits étrangers, l'empereur soumit toutes les marchandises du dehors à un droit énorme équivalant à une prohibition. Les douanes provinciales supprimées, toutes les parties de l'empire purent échanger librement leurs produits. Des routes nouvelles furent ouvertes, des canaux furent creusés. Le commerce intérieur prit, en quelques années, un développement prodigieux, et les revenus de l'état s'élevèrent dans une proportion considérable et toujours croissante. Pour faciliter le commerce extérieur, l'empereur fit creuser le port de Carlo-Pago, sur la côte de Dalmatie; Fiume et Trieste furent déclarés ports francs. Cette dernière ville doit sa grandeur à Joseph II, qui fit d'une misérable bourgade la rivale de Venise. Enfin, après une longue et habile négociation, terminée en 1784, l'empereur obtint de la Porte la libre navigation du Danube et de la mer Noire jusqu'aux Dardanelles. Les produits nombreux de la Hongrie, qui manquaient de débouchés, purent alors s'écouler par cette voie, et en 1786 vingt navires autrichiens chargés de blé descendirent le Danube pour la première fois, et mirent en communication directe Bude et Marseille. L'empereur accorda à une compagnie italienne des primes considérables pour tous les grains qu'elle tirerait de la Hongrie.

Le cabinet anglais éleva des réclamations intéressées sur les mesures de prohibition qui frappaient surtout son commerce, et l'historien Coxe, dans sa vie de Joseph II, semble avoir conservé, en traitant ce sujet, toute l'aigreur des rancunes nationales. Quelles que soient les doctrines économiques aujourd'hui en faveur, je pense qu'il serait difficile de ne pas approuver cette protection absolue accordée par Joseph II à l'industrie autrichienne, car il s'agissait avant tout de développer la production nationale et d'assurer à l'état des revenus proportionnés à sa puissance et à sa grandeur. La question s'agrandit encore au point de vue politique, et c'est ce qui a échappé complétement à la sagacité de l'historien anglais. La monarchie autrichienne, comme la plupart des états de l'Europe au dernier

siècle, reposait sur le privilége, c'est=à-dire sur l'aristocratie et sur les diètes provinciales. Joseph, ayant supprimé les priviléges de la noblesse et du clergé pour y substituer l'égalité devant la loi, et les assemblées provinciales pour établir l'unité de l'empire, devait donner à l'état un nouveau point d'appui, et préparer l'avénement des classes moyennes, qu'Aristote appelait autrefois la véritable base des gouvernements, et que Sieyès allait appeler bientôt la nation. Le rôle politique de ces classes n'était pas un fait nouveau, comme le croient quelques esprits superficiels. La bourgeoisie était déjà un des éléments constitutifs du saint-empire; il y avait dans la diète un collége des villes qui marchait de pair avec le collége des électeurs et celui des princes. Les marchands d'Augsbourg, les échevins de Francfort, exerçaient leurs droits souverains aussi pleinement, aussi légitimement que les Hohenzollern ou les Habsbourg. Dans le vieux monde féodal, l'aristocratie de fortune vivait déjà à côté de l'aristocratie de naissance, l'élection à côté de l'hérédité; mais en Autriche les classes moyennes, pauvres et ignorantes, ne pouvaient s'élever tout à coup à un rôle politique. Joseph II prépara leur grandeur future nécessaire à l'affermissement de son œuvre : il monopolisa l'éducation pour les éclairer; il protégea exclusivement l'industrie et le commerce pour les enrichir et les rendre prépondérantes.

Ainsi Joseph II, méconnu de ses contemporains, poursuivait sa mission avec un courage calme et une pleine confiance dans l'avenir. Malheureusement il eut le tort de s'abuser sur ses moyens d'action; il compta vainement sur le concours intelligent et dévoué de son administration. Une lettre écrite par lui au chef du personnel d'état en 1783 explique parfaitement la nature des obtacles qu'on lui suscitait sans cesse, et contient des conseils qu'il ne serait pas inutile de méditer aujourd'hui. « Trois ans se sont écoulés depuis que j'ai entrepris l'administration de l'état. J'ai pendant ce temps fait connaître suffisamment mes principes, mes sentiments et mes projets, avec beaucoup de détails, de lenteur et de fatigue. Je ne me suis pas contenté de donner des ordres, je les ai expliqués et développés. On ne doit se proposer dans tout ce que l'on entreprend que l'intérêt général, ou du moins le bien du plus grand nombre. Celui qui n'a pas d'amour pour le service de son pays et de ses concitoyens, celui qui ne se sent pas enflammé de zèle à l'idée de faire du bien, d'être utile aux autres, celui-là n'est pas fait pour le service public et n'est pas digne de porter un titre honorable. L'intérêt personnel est la ruine du service public, le vice le plus impardonnable chez un employé de l'état; l'intérêt personnel ne consiste pas seulement à se laisser corrompre, mais encore à céder à des considérations particulières qui obscurcissent la vérité. Un inférieur qui agit ainsi trahit ses devoirs; un supérieur qui l'autorise ou le tolère trahit ses serments. Celui qui sert l'état doit faire abstraction de lui-même; aucune considération particulière, aucune affaire personnelle, aucun intérêt accessoire, ne doivent le distraire de son occupation principale; aucun débat d'autorité, aucune question de cérémonial, ne doivent le détourner de son but essentiel, qui est de faire le bien. Sous quelque forme que les affaires se présentent, *bottées ou non, bien ou mal peignées,* cela doit être égal à un homme raisonnable..... Les provinces de la monarchie ne formant qu'un tout et n'ayant qu'un seul et même intérêt, toutes ces rivalités et ces priviléges qui d'une province à l'autre ont causé jusqu'ici tant de griffonnage inutile doivent cesser désormais. La nationalité, la religion, ne doivent établir aucune différence entre mes sujets... Tels sont mes principes, et je pourrais peut-être vous citer ma conduite pour

exemple. » De longs règlements développés avec soin dans cette lettre attaquaient dans sa source même un mal qui n'a que trop envahi les sociétés modernes. L'intérêt personnel est le vice des pays libres.

Cependant Joseph ne négligeait pas les intérêts de la politique extérieure. Je passe sous silence quelques événements d'une importance secondaire et momentanée, tels que les différends sur la navigation de l'Escaut et la suppression du traité des *barrières;* mais en 1785 éclata un projet nourri de longue main, qui devait assurer à l'Autriche par des moyens pacifiques un résultat qu'elle avait vainement poursuivi sur tous les champs de bataille. Les négociations relatives à l'échange de la Bavière furent conduites avec une grande habileté par le prince de Kaunitz, ce diplomate éminent dont la finesse, la discrétion et la longue autorité semblent revivre aujourd'hui en Autriche. L'empereur était secrètement convenu avec l'électeur de Bavière, Charles-Théodore, d'un échange des Pays-Bas autrichiens contre la Bavière et le Palatinat. Il n'est pas besoin de faire ressortir les immenses avantages que cet échange promettait à l'Autriche. La Bavière, riche, fertile, industrieuse, s'enclavait naturellement entre les états héréditaires, les fiefs de Souabe et la Bohême. Dès lors l'Autriche devenait aussi compacte que la France, l'élément germanique étouffait sans peine les nationalités éparses sur les frontières de ce vaste empire, et l'unité politique s'établissait en même temps que l'unité géographique. L'Autriche, devant cette riche compensation, abandonnait sans peine les Pays-Bas, qui servaient depuis si longtemps de champ de bataille à l'Europe, et où l'esprit turbulent des communes de Flandre semblait revivre encore pour entraver la libre marche de l'administration. Les reformes de Joseph II éveillaient aux Pays-Bas, dans la masse des populations et dans le clergé, une insurmontable répugnance, et ce mouvement des esprits pouvait amener une révolution, le jour où la grasse terre de Flandre produirait un nouvel Artevelde. Joseph avait fait à l'électeur de Bavière de magnifiques conditions ; les Pays-Bas devaient être érigés pour lui en royaume de Bourgogne ou d'Austrasie ; il conserverait toutes ses voix à la diète, et recevrait un million et demi de guldens pour lui et un million pour son héritier, le duc de Deux-Ponts ; Joseph s'était assuré la neutralité de la France et de l'Angleterre ; on a même dit, mais sans aucune certitude, qu'il avait promis à la France, pour la gagner à sa cause, la cession de Namur et de Luxembourg. La Russie devait appuyer ce projet de toute son autorité, et son ambassadeur, le général Romanzoff, fut chargé, en février 1785, d'obtenir le consentement nécessaire du duc de Deux-Ponts, héritier de l'électeur de Bavière. Jusque-là la négociation avait été conduite avec tant de sagesse et de discrétion, qu'il n'en avait rien transpiré au dehors. Le duc de Deux-Ponts refusa formellement son assentiment. En vain l'ambassadeur de Russie passa-t-il des prières aux menaces, déclarant au duc que l'échange aurait lieu, qu'il y consentît ou non, de gré ou de force : l'héritier de Bavière resta inébranlable et avertit sur-le-champ Frédéric. Le roi de Prusse, qui avait déjà un pied dans la tombe, sembla retrouver en cette occasion toute l'activité de sa jeunesse. La négociation tomba d'elle-même dès qu'elle fut traînée au grand jour, et Frédéric tira un parti merveilleux de la situation fausse où cet échec plaçait l'Autriche. Il se posa comme le champion et le garant des droits de l'empire, et, pour opposer une digue aux envahissements de l'Autriche, il organisa cette formidable *ligue des princes* qui réunit en faisceau entre les mains du roi de Prusse toutes les forces de l'Allemagne du nord. De ce jour, il y eut deux Allemagnes, l'une groupée autour de la Prusse,

l'autre fidèle à la vieille suprématie autrichienne; de ce jour, Berlin représenta aux yeux du monde les intérêts de l'avenir, comme Vienne représentait les traditions du passé. La *ligue des princes* fut pour la Prusse d'alors ce qu'est le *Zollverein* pour la Prusse d'aujourd'hui, un moyen direct d'influence et de domination sur les idées et sur les intérêts, plus utile à sa grandeur que les victoires de Frédéric ou de Blücher. Le grand roi, après avoir tracé autour de ses états cette ligne de défense désormais infranchissable, put descendre confiant et satisfait dans les caveaux de Potsdam.

Joseph resta humilié de cet échec imprévu, et le mécontentement des Pays-Bas se changea dès lors en une animosité profonde. Cependant, à cette même heure, la révolte ensanglantait une autre partie de ce vaste empire. Ce peuple hongrois qui avait sauvé le trône de Marie-Thérèse par son héroïque dévouement s'armait contre les réformes de Joseph II. L'empereur venait d'établir dans ses états la conscription militaire; ce fut le signal de la révolte en Hongrie, comme plus tard en Vendée. L'irritation datait de loin; Joseph II avait refusé de prêter le serment du roi André, qui consacrait les priviléges nationaux de la Hongrie, et, pour réaliser l'unité de son empire, il avait brusquement dissous les représentations provinciales et la diète. Enfin, au risque de froisser de respectables susceptibilités, d'honorables traditions, il avait fait enlever de Presbourg et transporter à Vienne la couronne sacrée, antique palladium de la nationalité hongroise. Cette héroïque et turbulente noblesse, qui depuis trois cents ans servait de rempart à l'Europe contre l'invasion turque, habituée à l'indépendance aventureuse des frontières et aux tumultueuses agitations de la diète, fut dépouillée tout à coup, et sans aucun dédommagement appréciable pour elle, de ses antiques priviléges, achetés par tant de sacrifices, consacrés par tant de victoires, et se vit ainsi réduite à la vie calme et passive du bourgeois allemand. Sa fierté se révolta, et peut-être un Ragotsky se fût encore élevé de son sein, si l'empereur n'eût fait appel à sa loyauté et à son courage en annonçant une guerre prochaine et décisive contre la Turquie; mais la révolte comprimée dans la noblesse éclata avec une violence subite parmi les classes pauvres, qui, dès longtemps façonnées à l'esclavage et en quelque sorte à la misère, n'avaient vu qu'une innovation incommode dans les réformes de l'empereur, et même dans l'abolition de la servitude corporelle. Les paysans étaient pliés dès l'enfance à ce joug héréditaire, et les brusques changements apportés à leur position, en les arrachant à leur engourdissement, à leur insensibilité brutale, n'éveillaient d'abord en eux qu'une sensation de douleur. La conscription militaire avait répandu dans tout le pays une terreur panique; le peuple exaspéré courut aux armes. Ce fut une jacquerie aveugle, impitoyable, une soif de sang assouvie à longs traits, guerre aux châteaux et aux villes, incendie, pillage, massacre, viol, tous les excès d'une populace abrutie et dégradée, mais conservant encore l'énergie des natures primitives. Dans les premiers jours de la révolte, deux cent soixante-quatre châteaux furent brûlés, cent vingt gentilshommes égorgés, et seize mille furieux se répandirent dans les campagnes, écrasant sous l'impulsion de leur masse aveugle toutes les forces qu'on leur opposait. L'empereur promit en vain l'amnistie à ceux qui se repentiraient; la révolte devenait tous les jours plus formidable, plus sanguinaire, car elle avait trouvé un chef digne d'elle. Ce fut un certain Nicolas Urz, surnommé Horjah, qui, par la puissance de son caractère, parvint à dominer, à discipliner ces hordes sauvages. Il y avait dans ce paysan l'étoffe d'un grand

homme : sa ruse et sa pénétration égalaient son audace ; il grandit avec sa position, ses idées se développèrent avec sa fortune, et il comprit si bien cette guerre de partisans, qu'il put tenir tête pendant plusieurs mois à trois habiles généraux, tantôt les fatiguant dans d'inutiles poursuites, tantôt les surprenant par de brusques retours, présent partout et partout insaisissable. Le gouvernement autrichien jugea cet homme si dangereux, qu'il eut recours aux négociations, désespérant de le vaincre. Dans un mouvement d'orgueil insensé, Horjah, traitant d'égal à égal avec l'empereur, envoya aux Autrichiens l'ultimatum suivant : « La noblesse serait abolie, les gentilshommes abandonneraient leurs biens, qui seraient partagés entre les paysans. Ceux d'entre les gentilshommes qui renonceraient à leur noblesse, et abjureraient le catholicisme pour embrasser la religion grecque, obtiendraient paix et liberté. L'impôt serait également réparti sur toutes les classes de citoyens. Enfin le peuple magyare devait reconnaître Horjah pour son capitaine général jusqu'à la libre élection d'un roi choisi par les représentants de la nation. »

On repoussa ces conditions inadmissibles, et Horjah, attaqué par de nouvelles armées, se rejeta sur la Transylvanie. Il portait alors le nom de capitaine et haut administrateur du comtat d'Huniade, duc de Chrysialis et roi de Davie ; mais sa fortune l'abandonna bientôt, et la trahison le livra aux mains des Autrichiens. La figure de ce démocrate hongrois, qui sort tout à coup de l'ombre, lutte pendant quelques instants avec l'empereur d'Allemagne, et, après avoir rêvé un trône, s'en va mourir sur la roue à l'angle d'un chemin, n'est pas indigne de l'histoire, car elle personnifie tout un peuple. Le génie magyare s'était incarné dans Horjah avec son indomptable énergie, sa fière indépendance et ses vastes, mais confuses espérances. Cette nationalité hongroise est si vivace, qu'elle a résisté à tous les efforts de la politique autrichienne ; elle se réveille aujourd'hui, plus puissante, plus jeune que jamais, et prépare au successeur de M. de Metternich de sérieux embarras.

Joseph II, je l'ai déjà dit, avait laissé entrevoir à la noblesse hongroise une guerre prochaine avec la Turquie ; obligé de renoncer pour jamais à la Bavière, il voulait réparer cet échec de sa politique par la conquête des provinces danubiennes, et, en mai 1787, il conclut avec l'impératrice de Russie une alliance offensive pour la conquête et le démembrement de la Turquie d'Europe, pendant ce merveilleux voyage de Kherson que M. de Ségur a décrit avec tant de charme. Ainsi, derrière les fêtes splendides, les féeriques créations de Potemkin, qui improvisait des flottes, des villes et des populations de parade sur le passage de sa souveraine, se cachaient de grands desseins, de formidables préparatifs. Les cabinets de l'Europe n'eurent que de vagues soupçons de cette alliance qui devait changer les conditions de l'équilibre du monde, et ils ne virent qu'une jactance tartare dans l'inscription gravée sur la porte de Kherson : *C'est ici le chemin de Constantinople*. L'ouverture de la campagne fut fixée à l'année suivante ; chacune des deux puissances promit de mettre en ligne deux cent mille soldats. Joseph partit en toute hâte pour organiser son armée ; une autre cause rendait d'ailleurs sa présence à Vienne indispensable, les Pays-Bas étaient en feu. Les communes de Flandre, soulevées pour la défense des priviléges de *la joyeuse entrée*, avaient trouvé leur Artevelde dans l'avocat Van-der-Noth. Le cardinal de Frankenberg, archevêque de Malines, et le duc d'Aremberg assurèrent à la révolte, qui devenait une révolution, l'appui du clergé et de la noblesse.

Après de longues hésitations et de brusques contre-ordres, l'empereur se résolut à faire les plus larges concessions ; mais l'heure des transactions était passée, le flot des idées débordées devait suivre son cours et prendre son niveau. Joseph reçut cette réponse solennelle des révolutions accomplies : *Il est trop tard!* Les états, assemblés à Bruxelles, établirent un congrès souverain et constituèrent la république des États-Unis Belgiques, dont l'archevêque de Malines devint le président, Van-der-Noth le premier ministre, et Van-der-Meersh le généralissime. Les cabinets européens virent avec une satisfaction secrète le mouvement dont je viens d'indiquer les résultats en anticipant de quelques années sur les événements. Les rois, qui redoutaient la puissance de Joseph et détestaient ses réformes, acceptèrent la révolution comme un double échec pour son autorité envahissante et pour ses plans subversifs. Seul, le pape intervint en faveur de l'autorité impériale par un bref vraiment évangélique adressé au clergé flamand; mais la voix du chef de l'église fut dédaigneusement repoussée par ce peuple qui se révoltait pour défendre un séminaire.

L'empereur, cruellement blessé de l'ingratitude de ses sujets, ne devait pas voir se consommer la perte des Pays-Bas. Chacune des phases de la révolte, en déchirant son cœur, semblait épuiser en lui les sources de la vie. De toutes parts, les obstacles s'entassaient sous ses pas ; ses ennemis étaient ardents, nombreux, insaisissables, et il cherchait en vain autour de lui une sympathie, une amitié. Kaunitz, qui voyait baisser la puissance et la vie de son maître, s'enveloppait dans une réserve respectueuse; il n'avait jamais approuvé les réformes de Joseph II, même en les faisant exécuter, et il prévoyait bien que Léopold de Toscane renverserait l'œuvre de son frère le jour de son avénement. Joseph, découragé, lui écrivait : « Lorsqu'un Néron ou un Denis de Syracuse ont agi en despotes cruels, impitoyables; lorsque d'autres princes, abusant de la puissance que le sort leur avait confiée, n'ont songé qu'à satisfaire leurs passions, ils devaient s'attendre à rencontrer des obstacles à leur volonté et une légitime résistance ; mais moi, je me suis constamment occupé à vaincre les préjugés qui assiégent mes états, à gagner la confiance de mon peuple, n'épargnant ni peine, ni fatigue, ni tourments, réfléchissant mûrement sur les moyens que j'employais, et cependant je trouve partout des obstacles, même chez ceux sur qui je croyais pouvoir le plus compter. Comme souverain, je ne mérite pas la défiance de mes sujets. Si les devoirs de mon rang ne m'étaient pas connus, si je n'étais pas moralement persuadé que je suis destiné par la Providence à porter avec la couronne le fardeau des devoirs qui y sont attachés, mon mécontentement me porterait à désirer la fin de ma vie. La mort me semble le seul moyen d'éviter de voir ce que m'annoncent des pressentiments trop réels basés sur les faits actuels, mais je connais mon cœur. Intimement persuadé de l'intégrité de mes vues, j'espère que, lorsque j'aurai cessé d'exister, la postérité, plus équitable, plus impartiale, appréciera tout ce que j'ai fait pour mon peuple avant de me juger. »

Joseph chercha une diversion à sa douleur, en se consacrant tout entier aux formidables préparatifs de la guerre prochaine; Lascy avait conçu le plan de campagne, qui consistait à former un immense cordon militaire s'étendant de la Gallicie à la mer Adriatique, pour aller se renouer avec l'armée russe autour de la forteresse de Choczim. L'empereur devait conduire en personne l'armée principale qui opérerait sur le Danube et sur la Save. On forma cinq autres corps détachés pour couvrir la Bukowine, la Transylvanie, le Banat, l'Esclavonie

et la Croatie. L'effectif des six corps d'armée était de 245,000 hommes avec 36,000 chevaux et 898 pièces de tout calibre. Le corps principal s'élevait à 125.000 hommes avec 20,000 chevaux. Joseph, avec d'aussi puissants moyens d'action, se promettait les plus magnifiques résultats, et pourtant toutes ses illusions furent cruellement dissipées. Une attaque imprévue du roi de Suède, en Finlande, paralysa l'action de l'armée russe du Danube, et le grand-vizir Joussouf-Pacha, se jetant avec audace sur les lignes autrichiennes trop étendues, en rompit le réseau, ravagea la basse Hongrie, et, tombant à l'improviste sur les derrières du corps principal commandé par l'empereur, l'obligea à une retraite précipitée qui ressemblait beaucoup à une déroute.

Joseph II ne sut déployer dans cette campagne qu'une prodigieuse activité et un brillant courage, exposant sa couronne d'empereur comme un bonnet de grenadier, disaient les soldats; mais on ne reconnut en lui aucune des qualités du général : il manquait de sang-froid et de résolution, son esprit n'avait pas ces ressources inattendues qui réparent un désastre, et ces hardiesses qui, venues à propos, décident les grandes victoires. Il ne sut pas inspirer à ses troupes la confiance, qui est la première condition du succès; aussi l'armée autrichienne, quoique supérieure en nombre à ses audacieux ennemis, fut-elle démoralisée au premier échec; l'empereur lui-même s'exagéra la grandeur du péril, et, après la déroute de Lugosh, il adressa à ses troupes cette proclamation désespérée : « Soldats! ne voyez dans les Turcs que des bêtes féroces qu'il faut détruire. Souvenez-vous, enfants, que, de quelque côté que vous tourniez vos pas dans cette contrée, vous foulez les restes des musulmans tombés jadis sous les coups de vos pères. Le sort de l'empire est entre vos mains, votre empereur marche à votre tête, il ne faut pas songer à la retraite, il n'en est plus pour nous; nous n'avons de choix qu'entre la mort et la victoire. »

La situation n'était pourtant pas assez compromise pour justifier de telles paroles; l'empereur, reconnaissant son insuffiance, appela le vieux Laudon, que les Turcs avaient surnommé le diable allemand, et qui, reprenant une offensive vigoureuse, marcha sur Belgrade et s'en rendit maître. Joseph rentra à Vienne, mourant, désespéré. Une fièvre prise dans les marais du Danube minait lentement ses forces, et les soucis du gouvernement, l'opposition toujours croissante qui entravait ses réformes, épuisaient son courage. « Talents à part, je fais ce que je puis, disait-il; mais personne ne me soutient, ni dans l'arrangement ni dans la conduite. Bureaux, directions, nobles et bourgeois, grands et petits, prêtres et laïques, tous s'accordent en un seul point, celui de mettre de continuelles entraves dans les rouages de la machine. » Joseph II n'était pas fait pour la lutte; il n'avait pas une de ces natures agressives que la difficulté excite, que l'obstacle encourage, que le péril aiguillonne, et qui grandissent dans la mêlée. Toutes ses espérances étaient évanouies, tous ses plans renversés; il n'avait plus de but à sa vie, et il conservait encore, cruelle torture de l'âme, la volonté des grandes choses sans en avoir la puissance. Ses réformes, mal comprises, calomniées, n'avaient pas développé leurs germes féconds, que le temps seul pouvait mûrir. Le désordre momentané que produisaient d'aussi profondes modifications dans les lois et dans les mœurs paraissait aux yeux des hommes la conséquence naturelle d'une entreprise mal conçue. Quand les rêves les plus purs, les inspirations les plus élevées, les études, les efforts de toute une vie, n'aboutissent qu'à d'aussi tristes déceptions, quelle force humaine peut supporter une telle épreuve sans plier et s'affaisser dans la tombe?

Le mécontentement des peuples se communiquait de proche en proche. Au bruit de la révolte des Pays-Bas, la Hongrie se soulevait plus sombre et plus menaçante ; un frémissement sourd courait dans le Tyrol, et la Lombardie semblait n'attendre qu'un signal allumé sur les montagnes pour conquérir aussi son indépendance. Joseph, couché sur son lit de mort, voulut du moins éviter l'effusion du sang ; il déchira une partie de son œuvre, et rendit aux Hongrois leurs priviléges et la couronne de Presbourg. Cette relique nationale fut reçue avec un saint enthousiasme par la nation entière, et partout on éleva des arcs de triomphe devant elle.

Joseph ne pouvait plus réparer les désastres de sa fortune ; sa vie était usée, et, dans les premiers jours de l'année 1790, il vit approcher sa fin sans trouble et sans regret. Rien ne l'attachait plus à la terre, toutes ses espérances et toutes ses affections l'avaient précédé dans les cieux. Il était déjà mourant quand il apprit que sa nièce, l'archiduchesse Élisabeth, qu'il aimait comme sa fille, venait de succomber en couches. « Ah ! s'écria-t-il, je me croyais préparé à tout souffrir ; mais ce dernier malheur est au-dessus de mes forces. » Il voulut consacrer au bonheur de ses sujets jusqu'au dernier souffle de sa vie. La veille de sa mort, il donna encore quatre-vingts signatures, réglant le sort de tous ses serviteurs, et adressant un suprême adieu à ses rares amis et à ses soldats, dont il fut toujours le père. « Je me croirais coupable d'ingratitude, disait-il dans un dernier ordre du jour écrit de sa main, si, au moment de quitter la vie, je ne témoignais pas à mon armée combien j'ai été satisfait de son inébranlable fidélité, de son courage, de sa discipline... Je ne voulais pas descendre dans la tombe sans donner à mes soldats ce témoignage public de mon amour, et sans leur demander de conserver à l'état et à mon successeur la fidélité qu'ils m'ont toujours montrée. »

Le vieux comte de Haddeck, en pressant une dernière fois la main que lui tendait l'empereur, fut saisi d'une douleur si profonde, qu'il fut emporté sans connaissance, et suivit de près son maître au tombeau. Dans la nuit du 19 au 20 février, qui fut la dernière de cette noble et malheureuse vie, on entendit Joseph s'écrier : « Seigneur, toi seul connais mon cœur ; je te prends à témoin que tout ce que j'ai entrepris n'avait pas d'autre but que le bonheur de mon peuple. Que ta volonté soit faite ! » Peu de moments après, il dit encore : « Comme homme et comme souverain, je crois avoir rempli tous mes devoirs. » Ces paroles, qui expliquent et résument toute sa vie, furent les dernières qui sortirent de ses lèvres. A cinq heures du matin, il parut s'endormir, et ne se réveilla plus.

L'empereur, dans son testament, réglait l'ordre et les dispositions de ses funérailles. Il n'avait jamais approuvé le pompeux appareil déployé par les grands de la terre dans ces tristes cérémonies, et les orgueilleux symboles dont on pare un cercueil ; comme il appliquait toujours sans hésitation un principe qu'il croyait juste et vrai, il avait ordonné, dès les premières années de son règne, que l'égalité établie par la mort sur tous les hommes serait observée dans les funérailles. Son corps fut porté sans aucune pompe, ainsi qu'il l'avait prescrit, dans l'église des cordeliers, où dorment tous les princes de la maison d'Autriche. Dans ses derniers moments, il avait, par un trait de bonté toute paternelle, donné ordre d'ouvrir et d'aérer à l'avance les caveaux funèbres, afin de soustraire à l'influence de cette humidité glacée, imprégnée de l'odeur du sépulcre, ceux qui devaient accompagner sa dépouille mortelle. Le deuil du peuple fut profond, car Joseph vivait dans sa capitale comme un père au milieu de ses enfants. Sa bienveillance

était égale pour tous, et il allait volontiers au-devant des besoins et des vœux du pauvre.

La vie de Joseph II fut un enseignement de dignité et de haute moralité offert à ses peuples. Au milieu des séductions du rang suprême et des entraînements d'une société brillante et corrompue, il garda l'austérité d'un sage, et donna à sa cour l'exemple des plus douces vertus. La franchise de ses manières, la vivacité de son esprit, la bonté de son cœur, sa parole énergique et colorée, exerçaient une séduction irrésistible sur tous ceux qui l'approchaient. La ruine de tous ses plans et de ses plus chères espérances abrégea sa vie sans aigrir jamais son humeur, et l'épreuve du malheur sembla rendre sa vertu plus sereine. L'histoire ne doit pas oublier que l'admirable règlement qui permet à tout sujet autrichien, fût-il couvert de haillons, de s'approcher de la personne de l'empereur et de déposer ses plaintes dans son cœur paternel, fut promulgué par Joseph II. Il a légué à ses successeurs cette sainte tradition. M. Ramshorn, dans son ouvrage, a eu le tort de négliger complétement tout ce côté familier et charmant de la vie de Joseph II. Par un penchant naturel de l'esprit germanique, il a trop idéalisé son héros; son livre, plein de faits nouveaux et d'aperçus élevés, est cependant empreint d'une exagération systématique; l'enthousiasme candide de l'auteur éclate en éblouissantes métaphores, et le dithyrambe empiète sur l'histoire. L'esprit, fatigué de suivre dans tous leurs détails tant de combinaisons, tant d'entreprises diverses, se reposerait volontiers sur quelque gracieux tableau de la vie intime. Pour qu'un personnage historique soit intéressant, il faut qu'il touche à l'humanité par des passions, par des faiblesses. Faute de cet élément sympathique, la figure de Joseph II, sous la plume de l'écrivain allemand, pourra paraître un peu froide à des lecteurs français. C'est un vice regrettable dans un livre aussi remarquable, du reste, que l'est celui de M. Ramshorn.

Il y a des hommes qui résument une époque, une situation, qui personnifient un principe, et qu'on peut juger d'un seul coup d'œil, car leur génie est en quelque sorte d'une seule pièce. Il n'en est pas ainsi de Joseph II, dont l'œuvre fut trop multiple, et dont le génie impatient et mobile manqua d'unité. Les instincts du gouvernant se mêlent en lui aux aspirations du philosophe, et la passion des conquêtes à l'amour de l'humanité. Aussi, pour arriver à une appréciation exacte de ses réformes, faut-il, comme l'a fait très-judicieusement M. Ramshorn, les diviser en deux classes, celles qui furent dictées par l'esprit de gouvernement, et celles qui furent dictées par l'esprit d'humanité; les premières ne devaient pas survivre à la volonté arbitraire qui les imposa, elles furent repoussées et par le peuple et par les grands. Le peuple refusa de se soumettre à une direction dont le but n'était pas distinct, car une nation ne s'enthousiasme pas pour une idée purement abstraite; il faut que la cause qu'elle embrasse ait une figure, un symbole. Joseph d'ailleurs ne trouva pas, comme Cromwell et Bonaparte, des esprits exaltés par les révolutions et tout prêts pour les grandes choses; il avait tout à créer, jusqu'aux instruments de l'œuvre gigantesque qu'il voulait entreprendre. Ces instruments lui firent défaut; il ne trouva dans ceux qui l'entouraient aucun appui. La noblesse résistait sourdement, son propre frère Léopold lui était hostile, les ministres qu'il employa manquaient de foi et de dévouement. Kaunitz lui-même, fidèle aux traditions de la maison de Habsbourg, embrassait sans doute avec ardeur tous les projets d'agrandissement et de conquête, mais il était presque ouvertement opposé à la plupart des réformes intérieures. Seul contre

tous, Joseph crut pouvoir tout par lui-même, et, n'opposant aux obstacles du dedans et du dehors que la seule force de sa volonté, il mit un noble orgueil à cette lutte démesurée qui devait épuiser ses forces; il avait compté former à son école et pénétrer de son esprit le fils de son frère, ce jeune François, qui fut le dernier empereur d'Allemagne; la mort ne lui en laissa pas le temps. Ce fut Léopold de Toscane qu'elle lui donna pour héritier, et dès lors il fut aisé de prévoir le sort d'une œuvre qui reposait sur la tête d'un seul homme. Léopold n'aimait pas son frère, bien qu'il professât cependant les mêmes doctrines philosophiques. Son cœur était naturellement bon, son esprit cultivé; il avait su rendre la Toscane heureuse et florissante; sa tâche eût donc été facile en Autriche. Pour recueillir tout le bénéfice des innovations, il n'avait besoin ni de génie, ni de courage, mais seulement de persévérance. Il n'en fut pas ainsi. Les premiers actes de son règne signalèrent la réaction qui allait s'ouvrir. Pour satisfaire les bruyantes réclamations de quelques intérêts particuliers froissés par le bien général, le nouvel empereur sacrifia la protection exclusive accordée à la production nationale, et la centralisation qui devait réaliser l'unité autrichienne. Avant même d'entrer à Vienne, Léopold déclara qu'à ses yeux les assemblées provinciales étaient les *colonnes de l'état*, et il se hâta de les rétablir. Toutefois cette partie des réformes de Joseph qui avait été dictée par *l'esprit d'humanité*, suivant l'expression de M. Ramshorn, fut respectée par son successeur. L'édit de tolérance et les règlements sur *l'éducation* ont exercé sur les mœurs publiques une action profonde et salutaire. Ainsi Joseph II, dans un règne si court et traversé par tant de désastres, luttant seul contre la malveillance des hommes et l'inertie des choses, a pu cependant léguer à son peuple d'immenses bienfaits; un grand nombre des règlements administratifs qu'il introduisit sont abrogés, il est vrai, mais l'esprit des réformes a survécu : il se conserve au sein de l'empire pour des jours meilleurs, et, comme l'a dit M. de Metternich, peu suspect de partialité en pareille matière, Joseph II a inoculé la révolution à l'Autriche.

GUSTAVE GARRISSON.

LES

DEUX JUMEAUX,

POÈME INÉDIT DE JASMIN.[1]

Il y a de nos jours un instinct généreux, élevé, qui pousse les meilleurs esprits à s'attacher au passé avec vénération, à rechercher dans la poussière des siècles tout ce qui a pu avoir un instant de vie, une heure d'éclat. Retour pieux dont l'histoire littéraire profite autant que l'histoire politique! Les causes vaincues plaisent surtout au génie moderne comme elles plaisaient à la magnanimité de Caton. On aime à remonter le cours des âges pour y découvrir les éléments obscurs qui sont venus se confondre dans nos états nouveaux; les coutumes provinciales, à mesure qu'elles s'effacent, semblent reprendre un intérêt plus charmant; les poésies qui peignent ces existences locales, qui portent le reflet de ces mœurs évanouies ou menacées d'une prochaine destruction, sont avidement recueillies; les langues, autrefois florissantes et qui tendent à disparaître, ont de l'attrait pour la science curieuse de toutes les variations de l'esprit humain. Dans cet ordre d'études, les travaux de M. Raynouard et de M. Fauriel sur l'époque romane peuvent être mis au premier rang. Or, il s'est trouvé que cette laborieuse et féconde reconstruction d'une littérature de bonne heure arrêtée dans son essor coïncidait avec une manifestation nouvelle de cet ancien génie. Cette langue que l'érudition relevait de son abaissement, discutait comme une chose morte, un homme doué des plus heureux dons, Jasmin, la faisait revivre et lui prêtait une grâce inattendue.

(1) *Les Deux Jumeaux* seront publiés à la librairie de Comon, quai Malaquais, où se trouvent tous les ouvrages de Jasmin.

Certes, depuis le temps où chantait Bertrand de Born jusqu'à Jasmin, il s'est accompli des événements qui réduisent l'importance d'un tel fait, qui lui donnent du moins un caractère très-exceptionnel. Je ne méconnais pas les altérations, les changements inévitables qu'a dû subir la langue maniée avec tant d'habileté par le poëte méridional. L'instrument subsiste toujours pourtant, et rend encore des sons harmonieux. Déchue de sa splendeur, de son droit de cité, pour ainsi dire, cette langue, qui fut la langue des cours, est restée dans le peuple, qui est plus fidèle qu'on ne pense à ses traditions. Dans ce pays de France, qui offre au monde le type de l'unité, on serait étonné peut-être en apprenant qu'il existe des populations pour lesquelles le mot de *franciman* a un sens équivalent à celui d'*anglomane* pour nous. Le *franciman* est le paysan qui se pique d'abandonner les vieilles coutumes et de parler le français, tandis que les masses conservent leur langage traditionnel et semblent n'entendre que celui-là. Faut-il trouver étrange cette persistance? Jasmin le dit très-bien dans la sérieuse et brillante épître *à M. Dumon* sur les destinées de son idiome. « C'est la langue du travail; à la ville, dans la campagne, on la trouve dans chaque maison ; elle y reçoit l'homme au berceau, et jusqu'au tombeau l'accompagne.... Oh ! dans notre pays, c'est une magie ! Le peuple qui aime à chanter vous jette, sans s'en douter, de grosses poignées de poésie. Aussi garde-t-il sa langue, elle est faite à son allure. Maintenant, vous autres messieurs, franchissez la barrière! Venez ! plantez un mur d'une triple épaisseur entre les lèvres de la nourrice et l'oreille du nourrisson.... » Et il ajoute, en parlant de la *petite patrie* méridionale, ce vers touchant : « Otez-lui sa misère et laissez-lui sa langue! » Jasmin résume sa pensée dans une admirable comparaison. « ... Au milieu de notre promenade, dit-il, tous ces vieux ormes qu'Agen a vus grandir ressemblent, en nous tressant une voûte élevée, à des géants alignés qui se donnent la main. Eh bien ! l'un d'eux, un jour d'orage, trembla, se ploya, abaissa son feuillage : le coup d'œil en fut gâté, et aussitôt nos gouvernants d'envoyer pioches et *piocheurs* pour l'arracher sans pitié. Mais les travailleurs se lassèrent, les outils se démanchèrent, et l'arbre, restant debout, brava hommes, pioches, gouvernants et tout. Oh! c'est que l'orme avait, malgré ses vieilles branches, autant de racines que de feuilles... Depuis, plus que jamais, on voit son panache verdoyer; les oiseaux sont revenus y chanter, et, sous l'ombrage de son beau bouquet, tous, chaque été, y chanteront longtemps. — Ainsi en sera-t-il de cette enchanteresse, de cette langue harmonieuse, notre seconde mère ?... » Qu'on laisse de côté cette immense question de l'avenir : il sied à Jasmin d'avoir foi en sa langue ; c'est un témoignage de l'originalité, de la spontanéité de son inspiration. C'est ce qui prouve que sa poésie n'est point le jeu équivoque d'un esprit qui s'amuse aux mystifications de l'archaïsme.

Jasmin, il y a peu d'années encore, n'était guère connu ailleurs que dans le midi; lui-même, il redoutait de passer la Loire; il pouvait craindre que le langage de sa muse naïve ne fût point compris. L'épreuve a été faite cependant, et on sait combien l'issue en a été heureuse. C'est que le talent de l'auteur des *Souvenirs* n'a cessé de grandir, de se fortifier. Jasmin ne s'est point arrêté qu'il n'eût trouvé sa véritable voie, et il l'a trouvée réellement. Une maturité féconde de l'intelligence répond, en lui, à la maturité de l'âge. Il eût été indifférent, sans aucun doute, qu'un ouvrier de plus vînt rimer quelques chansons politiques, qu'un pauvre coiffeur d'une ville méridionale torturât sa langue pour lui faire exprimer quelques-unes de ces pensées qui sont devenues le fonds commun de toutes les lit-

tératures ; mais Jasmin, après avoir d'abord payé ce tribut à l'imitation, a compris bien vite que là n'était point la poésie pour lui : un infaillible instinct l'a détourné de ce procédé vulgaire qui n'eût pas été moins fatal à la renommée de l'homme qu'à sa langue même. Vrai fils du midi, enfant du peuple, Jasmin a senti qu'il ne devait pas contraindre sa nature. Il a jeté au vent, pour ainsi parler, ces souvenirs qu'avait laissés dans son esprit quelque lecture faite à la dérobée de Béranger ou de Florian, et a cherché son inspiration en lui-même, dans ce qui l'entourait. Les scènes de son enfance éprouvée par la misère, il les a rappelées dans un poëme qui vivra tant qu'il y aura des âmes délicates capables de goûter ce charmant mélange d'une gaieté heureuse, innocente, et d'une douce mélancolie, — dans les *Souvenirs*. Il s'est appliqué à peindre les mœurs populaires méridionales, et il les a peintes à la manière des grands poëtes. Sous ces couleurs locales, si vivement accentuées, on sent vivre l'éternelle nature humaine, celle qui est de tous les temps et de tous les pays. Peu de poëtes ont au même degré le don de l'émotion ; peu d'écrivains s'entendent aussi bien à surprendre le secret des passions, à analyser un sentiment naïf et énergique. Et ces qualités essentielles, elles existent pour celui qui lit à tête reposée les ouvrages de Jasmin comme pour celui qui l'écoute et se laisse bercer par son enivrante parole. Des plumes excellentes ont fait connaître les productions successives du poëte méridional, *l'Aveugle de Castelcuillè, Françounetto, Marthe l'innocente*. Jasmin va aujourd'hui ajouter une fleur nouvelle à ce bouquet de poésie ; il persiste dans la route qu'il s'est ouverte. *Les Deux Jumeaux* sont le fruit d'une inspiration franchement originale et entièrement maîtresse d'elle-même. Ce sera un succès de plus pour cette langue que l'auteur des *Souvenirs* s'efforce de réhabiliter. Quelle que soit d'ailleurs la destinée future de l'idiome, qu'importe, puisqu'il reçoit aujourd'hui un lustre nouveau? Toujours est-il qu'il s'est trouvé assez vivant pour suffire à un des plus heureux inventeurs de notre temps, et que, dût-il périr, les commentateurs ne manqueraient pas pour perpétuer le souvenir de cette résurrection imprévue. Ce sera un épisode du plus attachant intérêt dans l'histoire littéraire de cette époque si féconde en essais de tout genre, — épisode où rien ne manquera, car ici la poésie n'est pas seulement dans des œuvres exceptionnelles, elle est dans l'homme en même temps, dans son caractère, dans ses habitudes, dans son passé, dans ses actions de chaque jour.

L'existence même de Jasmin, maintenant qu'elle est sortie de cette ombre de la misère qui a pesé sur sa jeunesse sans la flétrir, cette existence présente, dis-je, est encore un poëme plein d'une pittoresque animation. Rien n'est plus varié et, peut-on ajouter, plus richement varié que la vie de ce rapsode populaire. On a pu le voir à Paris, heureux et charmé de l'accueil qui lui fut fait ; il mettait une sorte d'amour-propre national à triompher; il laissait éclater une joie d'enfant lorsqu'il excitait ce frémissement qui lui révélait que sa muse, bien qu'étrangère, avait des accents entendus de tous. Mais c'est dans le midi qu'il faut le suivre; là il est sûr que chaque mot sera compris, que chaque délicatesse de la langue sera sentie ; là, point de traduction préparatoire qui *trahisse* sa pensée, ainsi que le disait Byron. Il n'a qu'à parler pour qu'on se plaise à l'écouter. Jasmin est le héros de toutes les fêtes méridionales ; il rend à ces fêtes un peu de leur antique poésie. Il va d'une ville à l'autre, de Bordeaux jusqu'à Beziers, et toutes lui envoient des couronnes. Celle-ci qui fut une des métropoles de la *gaie science,* Toulouse, lui vote une branche de laurier qu'une jeune personne se

charge de lui porter; et, comme il faut que les joies les plus pures se rencontrent toujours avec les douleurs, c'est justement à l'heure où le poëte est au chevet de sa mère mourante qu'il reçoit ce don brillant. Celle-là lui décerne une coupe d'or. C'est sous toutes les formes que la sympathie publique s'offre à lui; chacun de ces présents est un trophée et rappelle une victoire, une journée où la gloire populaire de l'auteur de *Marthe* fut adoptée par quelque cité nouvelle. Rien ne fait mieux comprendre la vie des troubadours d'autrefois. Il y a cependant une différence entre Jasmin et cet antique pèlerin qui quelquefois soufflait la guerre dans les manoirs féodaux, appelait les chevaliers au combat, et plus souvent promenait son heureuse et vagabonde insouciance, chantait le plaisir, charmait les cours du midi par des vers d'amour, par des disputes poétiques sur tous les raffinements de la passion, par le récit d'aventures romanesques. Les temps ont changé; ce n'est plus dans une cour d'amour que Jasmin peut venir amuser par ses inventions les esprits inoccupés : ces conditions heureuses n'existent plus, et le poëte d'aujourd'hui est fils de son temps. Il ne discute pas quelque point épuisé du *gay savoir;* mais, en donnant à sa poésie un but plus sérieux, plus en harmonie avec l'époque, en passionnant le public méridional par l'intérêt de ses vives compositions, il fait tourner à l'avantage de toutes les misères les sympathies qui l'accueillent. Il y a dans tous ses succès une part pour les pauvres; c'est la muse qui vient tendre la sébile pour soulager ceux qui ont faim et ceux qui ont soif. Jasmin est, à vrai dire, le troubadour de la charité; les sommes qui ont été recueillies pour les malheureux avec son secours sont considérables. Croirait-on que par le prestige de son talent il a fait ramasser de quoi bâtir une église dans un pauvre hameau du Périgord qui attendait vainement ce bienfait? L'inspiration servant à élever un temple à la foi religieuse, n'est-ce point la poésie la plus pure mise en action? Aussi Jasmin est-il recherché et fêté. Ce sont ces motifs qui rendent plus dignes et plus touchantes les ovations dont il est l'objet.

Qu'on ne pense pas cependant que cette vie qui est bien sérieusement la vie d'un homme de nos jours, avec ses accidents, avec sa variété, ait rien enlevé au caractère primitif de Jasmin. Qu'on ne se figure pas voir en lui un héros de soirées à bénéfice; qu'on ne croie pas que l'habitude du succès ait altéré son heureux naturel. L'auteur de *l'Aveugle* est resté ce qu'il était, et ce n'est pas sa moindre gloire; il travaille, il fait des vers, il voyage, va des plus pauvres demeures dans les salons élégants, et c'est toujours le même homme, franc, simple, naïf, plein de saillies étincelantes, sensible comme un enfant, toujours à sa place parce qu'il est toujours naturel. Si, en arrivant à Agen, près de cette voûte de feuillage formée par des arbres séculaires qui porte le nom *du Gravier,* vous l'allez voir dans sa boutique, où rien n'est changé, vous pourrez croire que c'est là une ostentation particulière à ceux qui se sont élevés par le génie au-dessus d'une condition obscure, que c'est une scène apprêtée dont le but est de piquer la curiosité par la comparaison de la gloire présente de l'homme avec son humble origine et ses premiers travaux : il n'en est rien; en connaissant Jasmin, je ne me figure pas qu'il fut autre, le jour où il allait à Neuilly présenter au roi sa muse gasconne, qu'il n'est habituellement dans son foyer familier. Cela, en vérité, suffisait bien d'ailleurs, car Jasmin, dans son naturel, est plein de délicatesses charmantes; il a un tact peu commun à l'aide duquel il fait aimer sa pétulance méridionale; il a une élévation de cœur qui le met au niveau de tous les hasards de

la vie. Je ne saurais oublier la joie que ressentait un homme dont le souvenir est aussi cher que sa place fut grande dans la littérature contemporaine, Nodier, en écoutant Jasmin, en suivant chacun de ses mouvements, en surprenant les richesses de cette organisation d'élite. Ce qui le frappait, outre les signes incontestables de la poésie, c'était le développement de cette libre nature, c'était l'originalité franche et indélébile de ce caractère plein de saillies imprévues. L'un des premiers, l'auteur de *Thérèse Aubert* avait deviné de loin et salué le poëte dans Jasmin; il trouvait l'homme au moins aussi étonnant. C'était un sentiment de sollicitude enthousiaste qu'avait conçu Nodier, car son affection même se mêlait de quelques craintes; il tremblait de voir ces heureux instincts s'atténuer, se corrompre au contact de Paris; il ignorait encore qu'une des qualités distinctes de Jasmin, dans son exaltation méridionale, c'est un admirable bon sens qui le guide à travers les écueils où il pourrait se heurter, qui lui révèle très-bien notamment que son vrai théâtre est le midi, que son plus beau trône est dans cette humble boutique où son génie s'est formé, où il a vécu, où il a rêvé, et dont il a fait l'asile inviolable de sa muse populaire.

S'il fut jamais vrai que le poëte s'explique par la connaissance de l'homme, c'est certainement de Jasmin que cela se peut dire. Il n'est pas un de ces traits qu'on peut noter en lui, qu'il ne soit facile de retrouver dans ses vers. Dans cette existence hier malheureuse, aujourd'hui prospère, n'aperçoit-on pas le secret de ce mélange de larmes et de sourire qui distingue sa poésie? On dirait que cette vie accidentée qu'il mène se reflète dans son talent, qui aime a mettre en action les moindres pensées. Jasmin est un éminent poëte lyrique; mais une de ses tendances, en même temps, c'est de tout réduire en drame. Certes, peu de morceaux égalent, pour la richesse des couleurs et des sentiments, sa pièce de *la Charité* (*la Caritat*); on ne m'en voudra pas d'en citer un fragment dans l'original même:

.... La grandou de Diou nou luzis empenado
Qu'en fan la caritat, dambé soun soureillet,
De la calourado
De soun halenado,
A la terro aymado,
L'hiber quand a fret;
Ou d'une plejado
De sa foun sacrado,
L'estiou quand a set!
Que l'homme fasque atal : y'a de penos cruelos
Que se sarron pertout entremièy dios parets;
Qu'angue las derrouqua dins lous crambots estrets;
Et qu'aoulot de counta lous astres, las estelos,
Ah! que counte aci bas lou noumbre des paourets!

.... La grandeur de Dieu ne luit tout entière
Qu'en faisant la charité, avec son soleil,
D'une bouffée
De sa chaude haleine,
A la terre aimée,
L'hiver quand elle a froid;
Ou d'une ondée
De sa fontaine sacrée,
L'été quand elle a soif!

Que l'homme fasse ainsi; il y a des peines cruelles
Qui se cachent partout entre deux murailles;
Qu'il aille les déterrer dans leurs chambres étroites,
Et qu'au lieu de compter les astres, les étoiles,
Ah! qu'il compte ici-bas le nombre des pauvres!

Voyez, à côté, cependant, ce petit poëme, *le Médecin des pauvres,* dont l'idée n'est point différente. Ici, ce n'est plus la riche effusion lyrique; c'est un récit tout simple, tout émouvant; c'est un drame sur la charité, sur la bienfaisance. Jasmin met en scène un homme qui est la providence des pauvres et qui a vécu bien véritablement à Agen, — car l'auteur de *Françounetto* ne fait ainsi le plus souvent que poétiser la réalité. Deux jeunes filles se rencontrent, l'une gaie, souriante, heureuse, l'autre triste, chagrine et les yeux en larmes. Il se trouve que la première doit son bonheur au *médecin des pauvres,* qui a ramené la prospérité dans sa famille, tandis que l'autre a son frère qui meurt dans l'abandon et le dénûment. Toutes deux courent alors vers la maison du bienfaiteur des malheureux; mais, hélas! elles ne trouvent, en arrivant, que le convoi funèbre de cet homme, dont la vie fut consacrée à la charité. Ce n'est là qu'une sèche et courte analyse de ce poëme d'un si dramatique intérêt; il faudrait le lire dans l'original pour en goûter les pures et sérieuses beautés.

Le même naturel, qui se manifeste avec tant de grâce dans la personne de Jasmin, brille au plus haut point dans ses ouvrages. Rien n'est forcé, rien n'est prétentieux; tout est simple et vrai. C'est sans effort qu'il est poëte; il ne cherche point certes à mêler une inspiration d'emprunt à son inspiration populaire; il est assez riche sans cela. Qu'on ne lui parle pas de *classique* ou de *romantique* : ce sont des mots qu'il ne comprendrait pas et dont il serait bien capable de rire, tant il est peu respectueux envers cette souveraine logomachie. Son unique conseillère, à lui, c'est la nature. Et ce qui n'est pas moins surprenant, c'est que livré à lui-même, sans aucune étude, n'ayant d'autre guide que son propre instinct, il a poussé l'art jusqu'à la perfection. Nul, mieux que lui, ne mesure la convenance de l'expression; il n'est pas de poëte plus riche et plus concis en même temps; dans ses œuvres, on trouverait difficilement un mot à ajouter, un mot à retrancher. Chacune de ses compositions est achevée et a ce brillant relief qui est le secret du génie. On peut toujours compter sur la délicatesse du poëte dans le développement de ses inventions. Soyez sûr qu'un tact infaillible l'avertira au moment où il risquerait de se laisser aller à quelque peinture vulgaire. Je me souviens des craintes d'un homme de goût en entendant Jasmin lire *l'Aveugle de Castelcuillè.* La pauvre aveugle qui a tout perdu, qui se débat tristement dans sa nuit éternellement *noire,* forcée de dire adieu au jour et à l'amour qui est la lumière du cœur, veut assister au mariage de son infidèle fiancé; elle s'est promis toutefois de ne pas survivre à ce cruel abandon, et elle cache un couteau sous le mouchoir qui couvre son sein pour aller se tuer dans l'église même. C'était cette scène qui apparaissait comme une redoutable épreuve pour le talent du poëte : ce suicide semblait déparer l'ensemble de l'œuvre; ce couteau allait dénouer l'action comme un mélodrame vulgaire; mais, au moment fatal, ce n'est plus le couteau, c'est la douleur qui tue la jeune fille. Un ange vient arracher son âme vierge à ce corps souffrant pour l'emporter au ciel. Mystérieuse et poétique fin où la fatalité, aveugle d'ordinaire, se montre clémente, intelligente, en tranchant des

jours qui ne pourraient plus connaître le bonheur! C'est là le mérite de Jasmin. de multiplier ces scènes touchantes dont l'intérêt reste toujours élevé et pur.

Il y a dans les œuvres du poëte méridional toute une partie entièrement personnelle qui égale les plus beaux essais de poésie intime. Jasmin excelle à développer quelque circonstance de sa vie, quelque sentiment qui lui est propre; c'est un procédé qui lui est commun avec de grands écrivains de notre temps. Cependant sa poésie intime conserve un caractère original; elle est triste sans amertume, comme elle est railleuse sans méchanceté; c'est une philosophie douce et consolante qui se répand sur toutes choses. qui repose et qui émeut et fait vibrer tour à tour toutes les cordes de la nature humaine. On a pu remarquer dans Jasmin, en lisant quelques-unes de ses pièces, un peu du Gaulois Marot; ce ne serait pas trop dire souvent que de le comparer à Horace, — un Horace populaire qui se peint tout entier avec délices dans ses écrits. Il a surtout du poëte romain cet art merveilleux de condenser la pensée, de décrire avec précision, sans oublier un seul trait dans ses peintures. et il en a aussi le sentiment. C'est ce qui fait que sa poésie intime a des couleurs et des accents particuliers. Cette portion de ses œuvres commence aux *Souvenirs,* où revit toute sa jeunesse; elle se continue dans plusieurs épîtres d'une haute valeur, notamment dans celle à un *agriculteur de Toulouse* qui lui conseillait de venir faire fortune à Paris. Oh! que Jasmin est mieux inspiré et qu'il répond victorieusement en faisant un retour sur lui-même! « Sitôt, dit-il, qu'on entend dans l'été—ce joli *zigo! ziou! ziou!*— de la sautillante cigale, — le passereau s'échappe et déserte le nid — où il sentit pousser des plumes à ses ailes. — L'homme sage n'est pas ainsi; — il aime toujours la vieille maison — où on le berça dans le jeune âge. — Il aime, quand il voit tout verdoyer, — homme fait, d'aller rêver — sur le gazon moelleux qu'il foula tout enfant. »

.... L'hommé sagé n'es pas atal;
Aymo toutjour lou biel oustal
Oùn lou bresseron al jouyne atgé.
Aymo, quand bey tout berdeja,
Home fèy, d'ana saouneja
Sul gazoun tout mouflet que traouillèt tout maynatgé.

Une pièce récente de Jasmin et qui n'a reçu encore qu'une demi-publicité est le plus beau fruit peut-être de cette inspiration. Je veux parler d'un morceau adressé à une dame, et intitulé *Ma Vigne* (*Ma Bigno*). Le poëte agenais n'envisage pas le sujet comme l'eût fait sans doute Anacréon. Qu'on ne s'effraie pas du titre qui sent le caveau. Cette vigne existe bien réellement. Jasmin l'a achetée à Agen avec un peu de cet argent que la poésie a amené dans sa boutique; et, comme il le dit, sa muse s'est faite ainsi propriétaire, — *fazendèro,* mot qu'on ne peut rendre. — Elle est bien petite; il en faudrait cent comme cela pour faire une lieue; telle qu'elle est pourtant, il la rêva vingt ans; elle est sa joie; il compte les arbres, les ceps de vigne, il vante les fruits surtout, et de là il arrive à faire la plus riche description du pays :

..... Dins lou nord abès de grandes caouzos,
De gleizos de palays que mounton haou, bien haou,
Et lou trabal de l'homme ès may bel chè bous-aou,
Mais benès fa quatre ou cinq paouzos

Sus bors de la Garono, às bès jours de l'estiou,
Beyrès que lou trabal de Diou
En lot n'es tan bel coumo aciou!
Abèn de rocs bestits en belours que berdejon,
De planos que toutjour daouregon,
De coumbos oùn bebèn un ayre sanitous;
Et quand nous passejan, partout traouillan de flous!
La campagno, à Paris, a bé flous et pelouzo
Mais és trop grando damo, es tristo, droumillouzo;
Aci, milo oustalets rizon sul bors d'un riou;
Nostre ciel es rizen, tout s'amuzo, tout biou!
Dunpey lou mes de may, quand lou bel ten s'atindo,
Penden sies mes dins l'ayre une musico tindo;
A milo roussignols cent pastous fan rampeou;
Et touts canton l'amou, l'amou qu'es toutjour neou;
Bostre *gran-opera* surprés fayo silenço
Quand lou jour de la nèy esquisso lou ridèou,
Et que debat un cièl que s'alumo talèou,
Escoutat del boun diou, nostre councer coummenço!
Quas refrins! quinos bouès! tenè, sy fan aney!
Un canto pel la costo, un aoutre pel barèy.

Aquellos mountagnos
Que tan haoutos soun
M'empachon de beyre
Mas amous oun soun,
Bay cha-bous, mountagnos,
Plànos, haousa bous,
Perque posqui beyre
Oun soun mas amous.

El milo bouès, atal, brounzinan dins lous ayres,
Ban a trabès lous rideous blus
Fa rire lous angés lassus;
La terro embaoumo lons cantayrés;
Lous roussignols, sus brens en flou,
Canton may fort à qui millou;
Tout bay justé, et pourtan digun bat la mesuro;
Et per entendré tout, tant que lou councer duro,
Ma bigno es un sieti d'aounou,
Car plani de sul tap oun ma groto s'entrouno,
Sul *paradis d'Agen*, la coumbo de Berouno.

J'ajoute une traduction, la plus littérale possible :

« .... Dans le Nord, vous avez de grandes choses, — des églises, des palais qu s'élèvent bien haut, — et le travail de l'homme est plus beau chez vous; — mais venez faire quatre ou cinq pauses sur les bords de la Garonne, aux beaux jours de l'été, — vous verrez que le travail de Dieu — nulle part n'est plus beau qu'ici. — Nous avons des rocs revêtus de velours qui verdoient, — des plaines qui sont toujours dorées, — des *combes* où nous buvons un air salubre, — et, quand nous nous promenons, partout nous foulons les fleurs. — La campagne, à Paris, a bien

des fleurs et des pelouses, — mais elle est trop grande dame ; elle est triste, somnolente. — Ici, mille petites maisons s'égaient sur le bord d'un ruisseau ; — notre ciel est riant, tout s'amuse, tout vit ! — Depuis le mois de mai, quand le beau temps arrive, — pendant six mois dans l'air une musique vibre.— A mille rossignols cent bergers font concurrence, — et tous chantent l'amour, l'amour qui est toujours nouveau. — Votre *grand Opéra,* surpris, ferait silence, — quand le jour de la nuit déchire le rideau, — et que, sous un ciel qui s'enflamme aussitôt, — écouté du bon Dieu, notre concert commence ! — Quels refrains ! quelle voix ! tenez, — l'un chante le long de la côte, l'autre dans les guérets : — Ces montagnes, — qui sont si hautes, — m'empêchent de voir — où sont mes amours. — Baissez-vous, montagnes, — plaines, haussez-vous, — afin que je puisse voir — où sont mes amours. — Et mille voix, ainsi, résonnant dans les airs, — vont, à travers les rideaux bleus, — réjouir les anges là-haut. — La terre embaume les chanteurs ; — les rossignols, sur les branches fleuries, — chantent à qui mieux mieux. — Tout est juste, et pourtant personne ne bat la mesure. — Eh bien ! pour tout entendre, tant que le concert dure, — ma vigne est une place d'honneur, — car je plane, du haut du tertre où j'ai ma grotte, — sur le *paradis d'Agen,* la combe de *Berouno....* »

N'y a-t-il pas, dans cette poésie, avec des développements nouveaux, quelque chose de semblable à ce tendre sentiment qui faisait dire à Horace : « Ce coin de terre me plaît au-dessus de tous les autres ! » Certes, le pays qui inspire de pareils vers est digne d'être aimé, digne d'être préféré de ceux qui y vivent ; il mérite bien aussi que ceux qui en sont éloignés par le hasard tournent toujours vers lui un regard d'envie et de regret, comme on dit que les Mores chassés de l'Andalousie se souvenaient en rêvant de Grenade, comme la pâle Mignon, dans les brumes du Nord, chantait encore la contrée où les citronniers fleurissent.

Tout ceci ne m'éloigne pas autant qu'on le pourrait croire du nouveau poëme de Jasmin ; j'y reviens au contraire naturellement, après avoir résumé les qualités du poëte, après avoir essayé de montrer son talent tel qu'il est, tour à tour lyrique et dramatique : c'est ce double caractère qui se retrouve encore dans son nouvel ouvrage. *Les deux Jumeaux* (*lous dus Bessous*) ne sont pas peut-être aussi considérables que *Françounetto :* le poëme compte à peine deux cent cinquante vers ; mais il porte la même empreinte que les compositions antérieures de Jasmin. Dans les proportions que l'auteur lui a données, c'est la même alliance de naturel et d'art ; c'est la même facilité d'invention, le même éclat précis de langage, si l'on peut ainsi parler, et il y a aussi cette même variété de tableaux où le poëte aime à se jouer. Jasmin, en effet, est un des hommes dont les œuvres pourraient fournir le plus au pinceau d'un peintre de genre. Il y a un sentiment moral élevé dans *les Deux Jumeaux :* c'est la mise en action du dévouement fraternel ; c'est l'histoire de deux existences qui se développent parallèlement, qui, au lieu de se partager le bonheur, sont destinées à se heurter et se sacrifient volontairement l'une à l'autre sans bruit, sans ostentation, sans cette hypocrite vanité de la vertu, mais non sans de secrets déchirements. L'idée, au fond, n'est pas neuve, peut-on dire ; *les frères ennemis* sont une vieille histoire : oui, sans doute ; mais ce qui est moins usé, c'est le spectacle de deux cœurs jeunes, pleins de feu, subitement agités d'une même passion et en qui l'amour ne tue pas l'amitié, qui ne songent

pas seulement à se haïr, et, se passant pour ainsi dire la coupe du sacrifice, goûtent l'un après l'autre la volupté amère et douce du dévouement.

Jasmin a dédié *les Deux Jumeaux* à M. de Salvandy, *grand maître des savants,* comme il dit. Il a répondu en poëte au ministre qui sait honorer les poëtes, qui aime à rendre aux lettres ce qu'elles firent pour lui. Rien n'est gracieux d'ordinaire comme les dédicaces du rapsode méridional; c'est comme le prologue du drame. Cette histoire d'amour qu'il va redire, c'est une pauvre vieille qui la lui conta un soir dans sa petite maison, tandis que la feuille tombait en gémissant, et elle lui fit venir les larmes aux yeux. « Aussi bien aujourd'hui, ajoute-t-il, le *tomber* de la feuille s'harmonise avec les douleurs. »

..... Lou toumba de la feillo
S'abarejo dan las doulous.

Le temps est propice donc pour chanter les tristesses; c'est le moment où la veille est assez longue pour répéter les ballades, les récits mélancoliques et tendres, et Jasmin n'y manque pas. Le drame des *Deux Jumeaux* se passe en 1804, comme si le poëte s'était plu dans le contraste de la solennité de l'époque et de la naïveté d'une histoire d'amour. Il y a dès le début une fraîcheur qui repose, et qui, certes, rejette l'esprit loin des scènes du couronnement. Il est difficile d'ailleurs de mieux entrer dans son sujet.

Dins uno coumbo ayréjado, poulido
Touto Claou fido
De frut, de flous,
Pret d'uno may de bouno houro abeouzado
Abion grandit al ben fres de la prado,
As caous poutous
Dus frays bessous.

Homes, abion coumo del ten maynatge
Memo bizatge
Et memo corp;
Soun ressemblens coumo soun dios estelos
Dios pimparelos
Dus pimpouns-d'or

Ébé! del co, se semblon may enquero
Ço q'un atten l'aoutré tabé l'espèro
Ou l'esperèt.
Cadun d'es, per soun fray, mouriyo sans regret,
Pes jots et pes plazes ban sul la mèmo routo;
L'un acos l'aoutre en tout: quan nasqueron sans douto
L'amo de fèt
Qué per un debalèt
Se partatget!

« Dans une vallée aérée, jolie, — toute farcie — de fruits, de fleurs; — près d'une mère de bonne heure *aveuvée,* — avaient grandi au vent frais de la prairie, — aux chauds baisers, — deux frères jumeaux. — Hommes, ils avaient, comme

du *temps enfant,* — même visage — et même corps. — Ils se ressemblent comme font deux étoiles, — deux marguerites, — deux boutons d'or. — Eh bien! du cœur, ils se ressemblent plus encore. — Ce que l'un attend, l'autre aussi l'espère, — ou l'espéra. — Chacun d'eux, pour son frère, mourrait sans regret; — pour les jeux, les plaisirs, ils vont sur la même route; — l'un, c'est l'autre en tout : lorsqu'ils naquirent, sans doute, — l'âme de feu, — qui pour un descendit, — se partagea. »

Ces *deux jumeaux,* ce sont André et Paul. Leur mère était fière de tant de jeunesse et de beauté; et, tandis que tout le monde se méprenait en les voyant séparément, elle seule pouvait les reconnaître. Je me trompe : il y a quelque chose d'aussi clairvoyant que la sollicitude maternelle, c'est l'amour, lorsqu'il naît dans le cœur d'une jeune fille. André était aussi reconnaissable pour Angéline que pour sa mère. Les cœurs des deux jeunes gens *se nouèrent,* dit le poëte, et il est aisé de deviner tous les ravissements de cette passion naissante et encore enveloppée de mystère; mais le bonheur est difficile à cacher, surtout, hélas! lorsque le désespoir doit en résulter pour un autre. Oh! alors, il se trahit plus vite encore. En voyant l'amour briller dans les regards d'André et d'Angéline, Paul, qui aime aussi la jeune fille, devient silencieux, triste; lui qui nourrissait secrètement l'espoir d'épouser Angéline dès qu'il aurait échappé à la conscription, il voit tout à coup son rêve brisé; il languit désormais, il meurt de cette cruelle maladie d'amour; ses joues pâlissent, sa vie s'éteint. Vainement sa mère pleure, prie, et « de son *prier* si triste, ainsi que le dit le poëte, fait un instant reculer la mort. » Paul, emportant son secret, va périr, lorsque dans la fièvre il laisse échapper un nom, — le nom d'Angéline. Aussitôt l'œil d'André luit d'un feu étrange; un sourire angélique effleure ses lèvres; il voit un instant la jeune fille, puis la ramène au chevet de son frère en lui disant : « Frère, guéris, Angéline t'en prie; regarde-la, tu verras son sourire; elle t'aime de cœur. Toute cette année, chaque jour, n'osant pas te le dire, comme une sœur elle me le disait. » L'agonisant revient à la vie, en effet; il rouvre les yeux à la lumière et retrouve insensiblement la santé. Angéline lui laisse tout croire, se dévoue, elle aussi, et lui livre sa main, tandis qu'André, la gaieté sur le front et la mort dans l'âme, prend un habit de soldat, et va au-devant de la mitraille, ce qui n'était guère difficile à rencontrer en ce temps-là. C'est ici que finit la première *pause.* Ce chant, je dois le dire, me paraît le meilleur du poëme; cette action, qui semble si peu de chose, Jasmin l'a rendue saisissante par les traits de passion qu'il y a semés, par les vives couleurs dont il a revêtu ces peintures. Ce drame si simple prend de la grandeur. Le dévouement d'André, payant de son bonheur la vie de son frère, laisse dans le cœur je ne sais quelle émotion généreuse qui le trouble et le satisfait en même temps. L'un des jumeaux a accompli son sacrifice; pour réaliser la pensée du poëte, ce sera bientôt à Paul d'accomplir le sien.

Le second chant des *Deux Jumeaux* montre André, non pas mort comme il l'espérait, mais sombre, impassible, toujours prêt à braver le péril, au milieu des soldats de l'empereur. « En ce temps, dit le poëte, l'empereur, qui *intronisait* la guerre, obscurcissait le nom des plus fameux soldats, faisait plier les rois, bouleversait la terre, et ensuite lui jetait la paix.... » André est un des soldats de cette garde immortelle qui était la digne escorte du nouveau triomphateur; cependant il ne cesse de tourner les yeux vers le village. Blessé, la pensée qui

l'occupe encore pendant la nuit qui précède un grand combat, c'est le souvenir d'Angéline, et dans le silence du camp endormi il laisse échapper un chant d'amour en contemplant le ciel avec supplication. C'est un chant pareil à celui des *Hirondelles* dans *Marthe;* mais ici ce sont les étoiles qui sont les confidentes de l'amant.

Estelo
D'Angelo
Ses belo
Aney.
La ney
Es claro;
La beyras toutaro
Sul sieti qu'ey fey ;
Perqu'es un crime de lli'escrioure
Digo-li que toutjour Andrè saguet l'ayma
Que nou pot l'oublida per bioure,
Que bay mouri per l'oublida !

Mais s'elo m'oublido
A peno aouras bis
Ma bito escantido ;
Luts del paradis,
Estelo
D'Angelo
Pla belo
Sayos
Sé cado tantos
Toutjour li dizios :
André nou dibet pas t'escriourè
Mais el aoumen saguet ayma :
Nou pousquet t'oublida per biouré
Et mourisquet per t'oublida !

« Étoile — d'Angèle, — tu es belle — ce soir. — La nuit — est claire ; — tu la verras tout à l'heure — sur le siége que je lui fis. — Puisque c'est un crime de lui écrire, — dis-lui que toujours André sut l'aimer, — qu'il ne put l'oublier pour vivre, — qu'il va mourir pour l'oublier!

» Mais, si elle m'oublie, — à peine auras-tu vu — ma vie éteinte ; lumière du paradis, — étoile — d'Angèle, — bien belle tu serais — si chaque soir — toujours tu lui disais : — André ne dut pas t'écrire, — mais lui, au moins sut t'aimer ; — il ne put t'oublier pour vivre, — et il mourut pour t'oublier ! »

On comprend combien une traduction doit donner une faible idée de l'harmonie de ces vers, combien il est impossible de remplacer la mélodie de ce rhythme, qui produit la même impression que certaines strophes de M. de Lamartine. — Ainsi chante André tandis que le combat se prépare. Dans sa vallée natale, cependant, que se passe-t-il ? Paul est-il heureux désormais ? Non, « le malheur d'André, le malheur d'Angéline, n'ont pas fait son bonheur. » Trompé d'abord par le sacrifice de la jeune fille, il découvre bientôt la vérité; son triple bandeau tombe... et alors il sent quel martyre il a imposé, sans le savoir, à An-

géline, à son frère. Paul dit adieu, lui aussi, au village, pour aller mourir à la place d'André. Il arrive assez tôt pour prendre part à la bataille! il se jette au milieu du feu, et, au moment où il est frappé, Paul retrouve son frère. « Frère! frère! qu'as-tu fait? dit celui-ci. — Mon devoir, il le fallait : depuis un an, tu as pris ma place, et je suis venu prendre la tienne. » Puis il ajoute les mêmes paroles que lui avait autrefois adressées André : « Frère, à ton tour, guéris; Angéline t'en prie; elle n'est plus ta sœur ; tu verras son sourire; elle t'aime de cœur. Toute cette année, chaque jour, n'osant pas me le dire, son œil mourant me le disait... » Paul meurt en disant ces mots.

« .... André revint à la triste demeure ; — Angéline pleura..... ensuite elle ne pleura plus; — mais la mère ne put changer comme la jeune femme; — celle-ci n'en aimait qu'un, la mère en aimait deux! »

Jasmin finit son poëme par ces derniers vers d'une sensibilité si touchante, qui fait la part de l'éternelle douleur, même à côté des joies renaissantes des deux amants. Il peint en un mot cette plaie inguérissable de la mère qui a perdu un enfant et qui ne veut pas être consolée. Je n'ai point dissimulé que la première partie des *Deux Jumeaux* me paraissait préférable à la seconde. Ces simples héros se perdent, en effet, dans ces batailles, et il faut un peu de bonne volonté pour qu'ils se retrouvent au milieu de ce choc gigantesque d'hommes et se donnent le dernier baiser fraternel. Il ne m'en coûte pas d'entrer dans ces détails avec Jasmin, parce que je sais le prix qu'il attache aux remarques sincères, parce que c'est un droit qu'ont ses amis d'être jaloux de la perfection de ses œuvres.

Cela dit cependant, on pourrait ajouter que, dans ses portions vraiment inattaquables, le poëme des *Deux Jumeaux* décèle encore un progrès, car la constance dans une voie excellente produit par elle-même un incessant progrès. L'esprit y gagne chaque jour plus de sûreté; à mesure qu'on se familiarise avec la nature, on l'aime davantage, on en surprend mieux les secrets, on aperçoit plus clairement ses aspects divers et infinis. L'étude des vrais penchants de l'âme, des éternels sentiments humains, rajeunit sans cesse le talent; telle est la source féconde de la poésie de Jasmin. Aussi ce vif instinct du vrai lui dicte plus d'une parole qui pourrait avoir de l'autorité pour tous : « La franche poésie maintenant est comprise et revient, dit-il dans une *épître* à un de ses compatriotes; des hommes à grand renom, pour ne ressembler à personne, du vrai, du naturel franchirent la borne, et le monde entraîné la sauta à pieds joints. Mais là-bas, qu'ont-ils trouvé? Au lieu de feu, de la fumée, une laide et fausse nature, un ciel sans robe bleue, un soleil sans chaleur, de gros épis sans blé et des fleurs sans parfum. — Aussi, voyez la foule! elle revient dans la bonne route. Ah! *fleurissons-la* chaque jour pour qu'elle y vienne plus vite et qu'elle y puisse rester... » C'est en persévérant dans cette route que Jasmin, ainsi que le lui a dit M. de Salvandy en acceptant la dédicace des *Deux Jumeaux,* ne cessera de nous faire goûter ces délices incomparables d'une poésie harmonieuse qui de l'oreille arrivent si profondément au cœur et à la pensée.

CH. DE MAZADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 décembre 1846.

Sans disparaître, sans avoir encore reçu de solution, les difficultés diplomatiques vont momentanément faire place aux préoccupations parlementaires. Quand les gouvernements constitutionnels ont pris de grandes résolutions, ils n'ont accompli que la moitié de leur tâche, car il leur reste à les justifier devant les chambres ; si autrefois la politique extérieure s'attachait à cacher ses procédés et ses moyens, elle est aujourd'hui contrainte, par le régime représentatif, de divulguer après coup ses intentions, ses ressorts, et de faire à la tribune son apologie. Cette nécessité, qui sans doute eût paru fort étrange aux hommes d'état des temps passés, est, à notre époque, pour les gouvernants un de leurs devoirs les plus laborieux, et en ce moment elle crée à la France et à l'Angleterre une situation épineuse. Il va s'engager entre les deux tribunes de Londres et de Paris un dialogue, une lutte, qui rappelleront, avec certaines différences, ce qui s'est passé en 1840. Il y a six ans, la France avait gravement à se plaindre de l'Angleterre; aujourd'hui c'est le gouvernement anglais qui prétend avoir contre nous les griefs les plus fondés. S'il fallait en croire les amis de lord Palmerston, celui-ci serait en mesure de prouver que dans la question d'Espagne il est sans reproches, et que tout le mal est venu de la précipitation du gouvernement français. La brusque pétulance de notre diplomatie aurait surpris le ministre whig au milieu de ses bonnes intentions à notre égard ; s'il avait eu un moment la pensée d'une combinaison qui devait nous déplaire, il allait y renoncer volontairement, quand la conclusion du double mariage a tout tranché avec une promptitude et une hardiesse dont il nous croyait incapables. C'est surtout cet imprévu que lord Palmerston ne nous pardonne pas, et sur lequel en Angleterre les hommes éclairés, ceux qui sont restés partisans de l'alliance des deux pays, attendent et désirent des explications satisfaisantes. De l'autre côté du détroit, les esprits calmes et sages reconnaissent qu'au fond la question espagnole n'a pas, pour le présent surtout, l'importance extraordinaire que, dans les premiers moments de son dépit, lord Palmerston a voulu lui attribuer; ils savent bien que l'Angleterre ne se trouve ni désarmée, ni affaiblie, parce qu'un prince français a épousé une infante d'Espagne : seulement ils éprouveraient un véritable déplaisir, s'il leur était

prouvé que dans cette circonstance le gouvernement français n'aurait pas eu tous les ménagements, tous les égards auxquels a droit une alliée comme l'Angleterre. En tout ce débat, la question des procédés tiendra le premier rang ; la forme emportera le fond. Dans quelques semaines, les deux parlements de la France et de la Grande-Bretagne seront saisis de toutes les pièces du procès. Pour savoir toute la vérité, il n'y a plus longtemps à attendre. Nous ferons aujourd'hui une simple réflexion, ou plutôt nous évoquerons un souvenir. Durant ces dernières années, que lord Palmerston a passées dans l'opposition, ne retrouve-t-on pas, au fond de la plupart des discours par lesquels il attaquait ses adversaires, cette idée, que la politique de lord Aberdeen était trop favorable à la France, et que le ministre tory avait pour nous des complaisances qui ressemblaient à des duperies? Ce n'est pas là, tant s'en faut, le jugement qu'on a porté en France sur les actes de lord Aberdeen; mais enfin telle était l'opinion que lord Palmerston, dans les accès de son patriotisme et dans les intérêts de son parti, travaillait à accréditer. Quand il est revenu aux affaires, n'a-t-il pas laissé échapper, avec une sorte de satisfaction orgueilleuse, la pensée qu'enfin l'Angleterre allait cesser d'être dupe? Comment concilier des dispositions semblables et de tels précédents avec la prétention de n'avoir rien fait qui pût altérer la bonne intelligence entre les deux pays ?

Si les chambres anglaises ne s'assemblent qu'au mois de février, notre gouvernement aura l'initiative des explications parlementaires. C'est pour le cabinet une épreuve grave et solennelle. Il y a quatre mois, il était en face d'une majorité nombreuse, nouvellement élue, qui comptait mettre à profit la sécurité profonde dont jouissait le pays, en accomplissant de sages réformes, d'utiles améliorations. Tout le monde paraissait d'accord, ministère, majorité, opposition constitutionnelle, pour faire fructifier la paix et la liberté. C'est dans des circonstances bien différentes que le cabinet va se retrouver en face de la même majorité, qui ne laissera pas que d'être surprise et quelque peu émue du grave changement survenu en si peu de temps dans les choses. Cette paix générale, si religieusement respectée par le gouvernement de 1830, est ébranlée par trois grandes puissances qui nous contraignent à les rendre responsables dans l'avenir de toutes les conséquences que peut entraîner la violation des traités. Notre alliance avec l'Angleterre, qui était depuis seize ans le pivot de notre politique extérieure, se trouve aujourd'hui, sinon détruite, du moins entravée et paralysée. Il faudra exposer à la majorité la raison de tous ces changements. Ce n'est que par la netteté de ses explications que le ministère s'assurera le sincère concours du parlement. Il faut pour ainsi dire qu'il conquière de nouveau la majorité, qu'il l'éclaire, qu'il la persuade, qu'il porte dans son esprit une vive conviction sur la rectitude de la conduite qui a été tenue depuis la séparation des chambres. Les hommes expérimentés de l'opposition comprendront, comme nous, qu'ils ne sauraient devancer par leurs critiques les explications du cabinet. Ils doivent attendre, pour se prononcer, la production des pièces. C'est seulement par l'étude et par le rapprochement des faits qu'ils pourront rassembler les éléments d'un jugement vraiment politique. Dans ces questions épineuses et délicates, où l'honneur et les plus grands intérêts du pays sont en jeu, la responsabilité de l'opposition n'est pas moins sérieusement engagée que celle du pouvoir. Elle ne peut lancer son blâme au hasard : tout veut être pesé. C'est le droit de l'opposition de rechercher, par l'observation attentive de tous les détails, si des fautes qu'on eût pu éviter n'ont pas compromis l'alliance anglaise, qui, dans tous les côtés de la

chambre, n'a jamais rencontré que des panégyristes. Ici se représente la question des procédés, dont nous parlions tout à l'heure, et, dans l'intérêt de l'union entre les deux peuples, on doit y attacher à Paris la même importance qu'à Londres.

On voit qu'en arrivant à l'examen des questions extérieures, la chambre de 1846 les trouvera renouvelées par la force des choses. Il y a des thèmes, des lieux communs qu'il ne sera plus possible de reprendre, et, sur certains points, il ne faudrait pas s'étonner que le ministère et l'opposition en vinssent à modifier leur langage. Peut-être entendrons-nous l'opposition manifester une vive sollicitude pour l'alliance anglaise, et le ministère signaler les avantages de l'isolement et de l'indépendance. Les questions et les hommes pourraient bien avoir une physionomie nouvelle et imprévue.

Quand la chambre considérera les conséquences de l'isolement que la France accepte, elle pensera sans doute que cet isolement, loin de détruire notre influence extérieure, servira plutôt à la caractériser. En effet, si la France est en désaccord sur une question importante avec les trois cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, c'est qu'elle défend le respect dû aux traités et l'indépendance que les traités ont garantie aux petits états. On a souvent voulu faire peur de notre esprit remuant et révolutionnaire, et c'est nous qui protestons contre des changements qui sont l'œuvre de l'arbitraire et de la violence. Les gouvernements qui font si bon marché des stipulations les plus positives du droit européen créent à la France, par leur conduite, une situation nouvelle. Pendant qu'ils prennent une attitude usurpatrice, la France devient en Europe comme un pouvoir conservateur. On a dernièrement, dans quelques feuilles étrangères, parlé d'une sorte de congrès européen : ce congrès trancherait d'une manière souveraine les difficultés qui divisent aujourd'hui le monde politique; il aurait surtout pour but de donner une sorte de sanction légale à la résolution que les trois puissances ont prise au sujet de Cracovie. Si un pareil congrès avait lieu, la France n'y saurait accepter une place. Qu'irait-elle faire dans cette réunion des puissances? Se constituer volontairement en minorité? En restant isolée, indépendante, la France sera plus forte. Quand ils la verront ainsi libre dans ses allures, les états de second ordre rechercheront son appui, invoqueront son influence. Quelques grandes puissances ne constituent pas l'Europe à elles seules; il y a à côté d'elles des états, des peuples, ayant des droits à maintenir, une individualité à développer. C'est ce qu'en France nous avons parfois trop oublié, et c'est de ce côté que notre gouvernement devrait chercher une sphère d'influence et d'action.

L'état de l'Europe, les changements survenus depuis quatre mois dans l'atmosphère politique, tout impose au ministère des devoirs nouveaux et sérieux. Il ne lui suffira pas de prouver que le refroidissement de l'Angleterre à notre égard n'a pas de motifs légitimes, et d'affirmer que dans l'affaire de Cracovie aucune ombre de connivence, aucune faiblesse, ne sauraient lui être imputées. Ces faits sont accomplis, et ils créent une autre situation à laquelle il faut faire face. Loin que l'espèce d'isolement dans lequel il convient de se tenir à l'égard de quelques puissances doive enchaîner notre activité, nous y voyons plutôt une excitation à laquelle il est nécessaire de répondre. Le pouvoir n'aura de force, de véritable autorité auprès des chambres et dans le pays qu'en montrant une résolution, une fermeté au niveau des circonstances. Les grands intérêts indus-

triels et commerciaux de la France réclament également de la part du cabinet une vive sollicitude, une judicieuse initiative. A nos portes, la Belgique se prépare à invoquer encore une fois l'union douanière comme le seul remède au malaise qui la travaille. Le ministère ne songera-t-il pas sérieusement à profiter de semblables dispositions? Il doit considérer la France comme entièrement libre d'agir sous l'unique inspiration de ses intérêts. C'est là une occasion naturelle, heureuse, de faire porter des fruits à la politique d'isolement.

Aucun esprit sérieux ne peut demander qu'on réponde par de stériles bravades à l'attitude que viennent de prendre les trois puissances ; mais le ministère trouvera dans tous les rangs de la chambre, dans la majorité comme dans l'opposition, une conscience très-énergique de ce que réclame la dignité nationale. La question de Cracovie donnera un vif intérêt à l'amendement présenté chaque année en faveur de la nationalité polonaise. Si dans d'autres temps les chambres ont pu avoir la pensée d'être plus avares de l'intervention morale de la France, aujourd'hui cette omission, ce silence, ne sont plus de mise ; on les interpréterait comme un lâche abandon d'un peuple malheureux. La France n'a pas, il y a seize ans, provoqué une guerre générale pour la cause de la Pologne, aujourd'hui elle ne tirera pas le canon parce que Cracovie est incorporée à la Gallicie; mais elle continuera de protester, mais elle protestera plus haut, parce qu'une injustice nouvelle et plus flagrante est venue s'ajouter aux anciennes. Il y a, nous le savons, dans les conseils des gouvernements absolus, un mépris assez cynique des réclamations qui s'élèvent en faveur de la faiblesse opprimée : ce dédain n'a pas la puissance de nous faire croire au perpétuel triomphe de la violence sur le droit.

C'est même dans notre époque une des faiblesses des gouvernements absolus que l'ignorance où ils vivent presque toujours de l'opinion générale, de ses jugements, de ses susceptibilités. Parce que rien ne bouge autour d'eux, ils estiment que tous leurs actes sont approuvés, ou du moins accueillis par une entière indifférence. les trois cours de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin concluent peut-être du silence ou du langage censuré des feuilles allemandes que l'illégitime absorption de Cracovie dans la monarchie autrichienne n'a de l'autre côté du Rhin que très-légèrement indisposé les esprits. L'Allemagne n'a pas sans doute, pour ce qui est polonais, ou plutôt pour ce qui est slave, une sympathie égale à celle que nous ressentons. Il y a entre les deux nationalités slavonne et germanique une guerre sourde, qui, si ancienne qu'elle soit, n'est pas près de finir. Cependant il y a dans le fond du caractère allemand un respect invétéré du droit qui a dû lui faire porter un jugement sévère sur le coup d'état qui a frappé Cracovie. D'ailleurs, les peuples qui aspirent au développement progressif de leurs institutions comprennent que toute usurpation qui se commet autour d'eux est pour leur propre cause un danger et un obstacle.

On a eu au plus haut point ce sentiment en Italie Là la violence des trois cours contre un petit état, dont l'indépendance était garantie par les traités, a produit sur les esprits une impression profondément douloureuse : sympathie honorable, et qui est aussi comme un retour que l'Italie a fait sur elle-même. Quand elle se compare, nous ne disons pas à la France, à l'Angleterre, mais à l'Allemagne, l'Italie sent combien de difficultés elle a à vaincre pour conquérir cette liberté pratique qui est le but légitime de tous les peuples de l'Europe, et les usurpations du despotisme, lors même qu'elles s'exercent loin d'elle, lui inspirent de la répul-

sion et de l'effroi. Au reste, depuis quelque temps, l'Italie est dans une situation nouvelle et meilleure. Elle espère dans quelques-uns de ses gouvernements, et les opinions extrêmes, comme celles du radicalisme, qui l'avaient souvent compromise, ont cédé peu à peu la place à des opinions modérées qui font sentir en ce moment leur salutaire influence. Dans le Piémont, les hommes les plus éclairés secondent de leurs vœux et de leurs efforts le gouvernement du roi de Sardaigne dans ses essais d'améliorations. Rome continue de mettre sa confiance dans le gouvernement du nouveau pape. Pie IX est exposé à un danger que ne courent pas tous les princes. La popularité dont il est entouré pourrait plus tard être pour lui une source d'embarras et de dégoûts. Dans les masses, le passage de l'admiration à la défiance est assez ordinaire. Il ne manque pas non plus d'esprits critiques, chagrins, qui s'arment d'une incrédulité systématique contre la sincérité des intentions, contre la durée du bien. Il y aurait trop de naïveté ou trop d'outrecuidance à vouloir se porter garant de l'avenir : nous nous contenterons de remarquer que jusqu'à présent le pape n'a trompé aucune attente légitime. Si quelques esprits plus exclusifs qu'équitables avaient été choqués de trouver dans son encyclique l'expression vive et ardente des croyances catholiques et la condamnation du rationalisme, nous réclamerions pour Pie IX le droit d'être chrétien, sans alliage de philosophie humanitaire. En dehors du domaine de la foi, Pie IX travaille avec persévérance à des réformes intérieures : il a nommé des commissions mixtes qui doivent rechercher les moyens de confier une partie de l'administration à des fonctionnaires laïques. Dans une circonstance importante, le pape a aussi montré une fermeté louable. De graves désordres avaient éclaté à Bologne, où pendant quelque temps des gens sans aveu, l'écume de la population italienne, avaient jeté l'épouvante. Quand la nuit venait, on ne pouvait sans péril traverser les rues les plus fréquentées de Bologne. Des citoyens honorables, des jeunes gens de bonne famille, avaient été assassinés. Enfin la jeunesse de Bologne prit les armes, forma des patrouilles, et demanda au cardinal-légat Vannicelli l'autorisation de constituer une milice urbaine. Le cardinal refusa : il appréhendait d'organiser militairement une partie de la population bolonaise. Le pape, à qui on en référa, pensa qu'il y avait encore plus de péril à laisser les citoyens désarmés devant l'anarchie, et il a autorisé la création d'une milice à Bologne.

Pendant que les premiers germes d'un régime meilleur se développent dans quelques parties de l'Italie, l'Espagne fait ses élections, et elle entre sérieusement dans la vie politique des peuples libres. Il siérait mal d'être trop exigeant à son égard ; c'est déjà beaucoup que des élections générales s'accomplissent d'une manière régulière, et que la vivacité des partis se renferme dans les limites de la légalité. Il y aurait plutôt quelque désordre dans les hautes sphères du pouvoir. La facilité avec laquelle, à Madrid, les crises ministérielles se déclarent de la façon la plus imprévue, la démission collective d'un cabinet donnée et retirée dans les vingt-quatre heures, tout cela dénote dans l'exercice et dans les rapports du pouvoir royal et du pouvoir ministériel beaucoup de légèreté et d'inexpérience. M. Pacheco, chef d'une fraction du parti conservateur et procureur général près la cour suprême de justice, avait demandé un congé pour se rendre à Cordoue, où il se porte candidat à la députation. Le ministère ne veut pas accorder le congé, et M. Pacheco répond à ce refus par une démission que la reine n'accepte pas. Alors le cabinet en masse déclare qu'il se retire ; il offre une démission collective qu'il consent à reprendre le lendemain. Du reste, cet étrange

incident était le symptôme d'une intrigue dont les auteurs se proposaient de porter la désorganisation au sein du pouvoir au moment de la crise électorale. On s'attend à une modification ministérielle à Madrid, quand le résultat des élections générales sera connu. Cette modification, si elle est décidément nécessaire, pourra s'accomplir alors sans secousse. Ce n'était pas le compte de quelques personnes qui eussent souhaité voir une révolution ministérielle éclater à la veille des opérations électorales. M. Bulwer partageait-il ce désir? C'est ce que nous ne voulons pas affirmer. A l'heure qu'il est, au surplus, le représentant de l'Angleterre à Madrid est avec M. Bresson dans des termes courtois. Il ne se fait pas faute d'attribuer à l'indécision du ministère anglais le dénoûment de la négociation relative aux mariages. On l'a laissé sans instructions précises et nettes; sans cela, il n'eût pas eu le dessous en face de la diplomatie française. M. Bulwer voudrait sauver avant tout sa réputation d'habileté.

Est-il vrai que l'espoir de voir la reine d'Espagne donner un héritier à la couronne s'affermisse de plus en plus? On le dit à Madrid, et cette éventualité acquiert chaque jour plus d'importance politique. L'Espagne souhaite nécessairement que la succession au trône soit assurée le plus tôt possible. En dehors de la Péninsule, ce désir est partagé par tous ceux qui appellent de leurs vœux un prompt rapprochement entre la France et l'Angleterre, et, parmi eux, on peut même compter d'augustes personnages à qui on avait attribué pour l'avenir d'ambitieuses prétentions à l'héritage de Philippe V. Si lord Palmerston n'a pas résolu de repousser systématiquement toute ouverture à une réconciliation sincère, il accueillera avec satisfaction les espérances qui s'attachent aujourd'hui à l'état de la reine d'Espagne. Cette satisfaction pourra être d'autant plus réelle, qu'elle aura tout le caractère d'une agréable surprise. En effet, lord Palmerston avait, sur les conséquences de l'union de la reine Isabelle avec le duc de Cadix, une opinion tout à fait contraire. Quand le chevalier Tacon, chargé d'affaires d'Espagne, vint apprendre ce mariage au ministre whig, il eut à en essuyer une des sorties les plus vives et les plus étranges, dans laquelle lord Palmerston insistait surtout sur le malheur de la reine Isabelle, qui se trouvait ainsi sacrifiée. Ces singulières doléances furent consignées dans une dépêche qui a pris place dans les archives des affaires étrangères à Madrid. Ce n'est pas là une des pages les moins curieuses de la diplomatie contemporaine.

Peut-on donner le nom de guerre civile à l'inexplicable situation qui se prolonge en Portugal? Les partis semblent plutôt s'éviter que chercher à vider leurs différends par une lutte décisive. Les conseils et l'intervention du colonel Wylde, ce médiateur envoyé par le prince Albert et la reine Victoria, n'ont encore amené aucun résultat. Le temps qui s'écoule ne fortifie pas le parti et la cause de la reine dona Maria. Elle voit s'éloigner d'elle une partie de l'aristocratie portugaise, qui cherche à s'abriter sous le pavillon britannique ou français. Il y a plutôt en Portugal une sorte de dissolution du pouvoir qu'un déchirement violent. L'institution monarchique n'est pas menacée : même le gouvernement de dona Maria, malgré ses fautes, a plus de puissance que le parti insurgé. Toutefois il ne faut pas se dissimuler que les populations n'ont pour la reine et le roi Ferdinand que la plus complète indifférence, sentiment redoutable au jour des grandes crises. La reine a un fils âgé de neuf ans : il faudrait donc, si elle tombait du trône, traverser les embarras d'une régence, et cette régence, à qui la confier? Toutes ces éventualités préoccupent une partie de la noblesse et de la nation ; mais on ne sent

nulle part une force capable de rendre au gouvernement du Portugal quelque cohésion et quelque unité.

Dans nos affaires d'Afrique, la délivrance de M. Courby de Cognord et de ses compagnons de captivité forme comme un épisode plein d'imprévu et d'intérêt. Elle nous révèle en outre une situation dont, sans doute, l'habileté de nos généraux en Algérie saura tirer parti. Abd-el-Kader avait lui-même proposé à M. le maréchal Bugeaud un échange de prisonniers; l'échange avait été accepté. Tout à coup l'émir manifeste d'autres intentions : il ne se préoccupe plus de rendre la liberté à ceux des siens que nous retenons captifs; ce qu'il veut, c'est de l'argent, et il nous remet ses prisonniers français moyennant une somme qui, après avoir été débattue, est fixée à 36,000 fr. Les Arabes, selon une lettre écrite d'Afrique, ne pouvaient croire à une transaction aussi honteuse de la part de l'émir. Enfin ils ont dû se rendre à l'évidence, et alors on les a entendus s'écrier : « Cela ne s'est vu jamais, cela ne se verra plus! » Cependant les parents et les amis des prisonniers arabes qui sont en notre pouvoir s'étaient jetés aux pieds de l'émir pour le conjurer de s'en tenir aux premières conventions; il est resté sourd à leurs prières, il avait besoin d'argent. La détresse de l'émir, sans la justifier, explique sa conduite. Réduit à l'impuissance d'entamer notre frontière et nos colonnes, Abd-el-Kader avait été chercher fortune dans le sahara marocain. Il n'y fit pas de razzias fort abondantes, et même le peu qu'il avait pillé lui fut enlevé au retour. Les Alafs mirent en déroute son kalifa Bou-Hammedi, qu'il avait chargé de ramener les prises à la deïra. C'est alors qu'il préféra notre argent à la délivrance de ses compagnons et de ses amis. Par une semblable conduite, il a détruit lui-même le prestige qui l'environnait. Le jour où il a rendu ses prisonniers, l'émir a envoyé à Oran un agha de sa cavalerie chargé d'une mission auprès du gouvernement français, on disait même d'une lettre pour le roi. C'est à la prudence de nos généraux, des représentants de la France, d'éviter tout ce qui pourrait relever Abd-el-Kader aux yeux des Arabes.

Dans le monde des affaires, depuis quinze jours, les esprits se sont singulièrement rassurés. Il est arrivé ce qu'on a déjà vu à différentes époques de crise d'argent, c'est que le mois de novembre a été le plus mauvais, et que le commerce n'ayant pas attendu la fin de l'année pour préparer ses paiements du 31 décembre, les escomptes, au lieu d'augmenter, comme on pouvait le craindre, diminuent sensiblement. Les réserves de la Banque de France en numéraire se sont accrues par des rentrées suffisantes, et le conseil d'administration, saisi de plusieurs propositions dont la nouvelle avait jeté l'effroi, a pu ne pas s'y arrêter et les ajourner, puisque la situation s'améliorait. D'un autre côté, les grains sur divers marchés ont baissé. Beaucoup de navires chargés de froment sont entrés dans les ports de la Méditerranée, et Marseille en attend encore plus de quatre cents, que les vents contraires empêchent de mettre à la voile. Les ordres d'achat à l'étranger du ministre de la guerre ont aussi produit le meilleur effet; de grandes maisons anglaises ont fait plusieurs expéditions de numéraire. Enfin les versements si redoutés des actions du chemin de Lyon se font à merveille. Nous pensons que la hausse, qui a été constante à la Bourse depuis quelques jours, doit durer, car elle a été modérée et progressive, et la facilité avec laquelle l'argent arrive dans les caisses de la compagnie de Lyon doit confirmer nos prévisions, en montrant que dorénavant les titres se trouvent en bonnes mains. Il est permis aussi d'espérer que la plupart des compagnies obtiendront du gouvernement des modifications à leurs

concessions. Ainsi, il serait question de débarrasser le chemin de Lyon à Avignon du malencontreux embranchement de Grenoble, et de celui sur Castres la compagnie du chemin de Bordeaux à Cette. Ces bonnes dispositions faciliteraient singulièrement l'exécution des chemins votés, et nous ne pouvons qu'y applaudir. En effet, plusieurs compagnies, devant le découragement de leurs souscripteurs, ont agité sérieusement la question d'abandonner leur cautionnement, plutôt que de commencer des travaux pour l'achèvement desquels les seconds versements ne se feraient pas. L'exemple des actionnaires de Fampoux à Hazebrouck était là. Ne serait-il pourtant pas indigne du gouvernement de profiter de pareilles clauses et de bénéficier là où tant d'intérêts seraient en souffrance? Ce qu'il faut, c'est que les chemins se fassent. Si la confiance publique ne prête plus son concours à de si vastes entreprises, le gouvernement doit les reprendre pour les mener à bien avec tous les moyens dont il dispose, et non pas faire subir une sorte d'exécution draconienne à des actionnaires qui se sont arrêtés devant des inquiétudes générales dont on ne saurait avec justice les rendre responsables.



NELSON

JERVIS ET COLLINGWOOD,

ÉTUDES SUR LA DERNIÈRE GUERRE MARITIME.

I. — The Dispatches and Letters of vice-admiral viscount Nelson. — Londres, 1845-1846, 7 vol. in-8°.

II. — The Letters of lord Nelson to lady Hamilton, 2 vol.

III. — Memoirs of admiral the right hon. the Earl of Saint-Vincent. — Londres, 1844, 2 vol.

IV. — A Selection from the public and private Correspondence of vice-admiral lord Collingwood, interspersed with Memoirs of his life, by G. H. Newnham Collingwood; 2 vol.

V. — *Précis historique de la Marine française,* par M. Chassériau. — Paris, 1845.

VI. — Documents inédits des archives de la marine.

TROISIÈME PARTIE.

LA NOUVELLE STRATÉGIE. — TÉNÉRIFFE. — ABOUKIR.

I.

En quelques années, deux grands faits s'étaient produits dans le monde maritime : l'ancienne organisation avait péri chez nous, elle s'était perfectionnée chez nos ennemis. Dès l'ouverture des hostilités, on vit la décadence de nos institutions se trahir par des revers inattendus. Instruit par cet exemple, Jervis, au milieu des symptômes de dissolution qui menacent la marine anglaise, voue un culte austère à l'obéissance passive. La constitution vigoureuse de la flotte remplit sa carrière et occupe ses dernières pensées. Peu audacieux lui-même, il ouvre la route à l'audace. Nelson s'y précipite et vient manifester, avec la rapidité de

la foudre, les résultats latents d'une double révolution. L'influence administrative, remarquons-le bien, subit plutôt qu'elle ne dirige ces transformations successives des escadres britanniques. C'est que la vie, en effet, n'est pas dans l'amirauté; elle est dans ces camps flottants où s'élaborent les succès qui vont nous surprendre. Le pouvoir officiel n'est, si l'on peut s'exprimer ainsi, que le creuset inerte qui convertit les subsides du parlement en vaisseaux. Il faut donner une âme à cette flotte immense : les amiraux font jaillir l'étincelle qui doit l'animer. Hood, Jervis, Nelson, se transmettent rapidement le flambeau créateur et se lèguent l'un à l'autre une sorte de royauté. Sous les regards défiants de l'amirauté anglaise, c'est presque une dynastie qui se fonde. Les maires du palais ont dérobé le sceptre aux rois fainéants.

Au moment où Nelson s'apprête à recueillir l'héritage de Jervis, il n'est point inutile de chercher à démêler, à travers ce nuage lumineux que la fortune jette autour de ses favoris, les lignes véritables, les traits profondément accusés de cette grande physionomie. « La forfanterie de Nelson, écrivait en 1805 l'amiral Decrès à l'empereur, égale son *ineptie* (et j'emploie ici le mot propre); mais il a une qualité éminente, c'est de n'avoir avec ses capitaines de prétention que celle de la bravoure et du bonheur : d'où il résulte qu'il est accessible à des conseils, et que, dans les occasions difficiles, s'il commande nominalement, c'est un autre qui dirige réellement. » C'était traiter bien rudement le plus illustre amiral des temps modernes, et pourtant cette opinion, si choquante au premier abord, n'en contient pas moins le germe d'une opinion éclairée et comme la substance du jugement désintéressé de l'histoire. Nelson fut, sans contredit, le plus grand des amiraux anglais : un peu moins de bonheur, et ses compatriotes eux-mêmes, non moins sévères que l'amiral Decrès, de tous ces amiraux l'eussent proclamé le plus incapable. Nelson, en effet, n'a pas été moins téméraire, moins dédaigneux des règles dans les occasions où il a triomphé que dans celles où la fortune a trompé ses efforts. Entre Aboukir et Ténériffe, entre Copenhague et Boulogne, il n'y a que la différence du succès. C'est toujours la même audace, le même emportement, la même tendance à tenter l'impossible; la tactique de Nelson, celle qu'il enseigne à ses capitaines vaincus devant Boulogne, celle qu'il a mise lui-même en pratique jusqu'à sa dernière heure, est là tout entière avec sa grandeur et ses fautes : se jeter résolûment au plus fort du danger, compter sur ses compagnons pour en sortir vainqueur. Après l'avoir suivi sur le champ de bataille, après avoir étudié, dans ces grands événements auxquels il préside, les moyens aussi bien que les résultats, on se sent porté, en dépit des idées reçues, à lui appliquer ces paroles dont Jervis s'est servi pour tracer le portrait du vainqueur de Camperdown (1) :

(1) Le combat de Camperdown, dans lequel l'amiral Duncan, alors âgé de soixante-six ans, battit, le 11 octobre 1797, la flotte hollandaise, commandée par l'amiral de Winter, est en effet le premier exemple de ces affreuses mêlées qui allaient succéder aux batailles rangées de la guerre d'Amérique. Ce fut une sanglante journée. 1.040 hommes furent mis hors de combat à bord de la flotte anglaise, 1,160 à bord de la flotte hollandaise. 16 vaisseaux anglais étaient sortis de la rade de Yarmouth, 15 vaisseaux hollandais de la rade du Texel. Les deux flottes se rencontrèrent devant Camperdown, entre le Texel et Rotterdam. Une partie des vaisseaux hollandais lâcha pied. Les autres, exercés à un tir plus meurtrier que celui de nos vaisseaux, tir qui s'adressait à la coque et non à la mâture de l'ennemi, firent chèrement payer à la flotte anglaise la capture de 9 vaisseaux et de 2 frégates.

« C'était un vaillant officier, peu versé dans les subtilités de la tactique, et qui s'y fût bien vite embarrassé. Quand il aperçut l'ennemi, il courut à lui, sans songer à former tel ou tel ordre de bataille. Pour vaincre, il compta sur *le brave exemple* qu'il allait donner à ses capitaines, et l'événement répondit complétement à son espoir.»

Cette stratégie excentrique, on le comprendra facilement, eût trouvé la discipline de Jervis insuffisante. Il fallait ajouter à cette discipline un élément nouveau : la passion dans l'obéissance. « J'avais le bonheur, milord, écrivait Nelson à lord Howe après le combat d'Aboukir, de commander *une armée de frères.* Un combat de nuit était donc entièrement à mon avantage. Chacun de nous savait ce qu'il avait à faire, et j'étais certain que tous mes vaisseaux chercheraient dans la mêlée un vaisseau français. » Une pareille confiance simplifie singulièrement les situations et peut bien justifier quelques imprudences. Si cette confiance ne fut jamais trahie, si, de tous les amiraux anglais, Nelson fut le mieux servi par ses capitaines, il n'eut pas (insistons sur ce point) à en remercier la fortune : il ne dut cet avantage qu'à lui-même, à cette obéissance intime qu'on demande souvent en vain à des règlements inflexibles, et qu'il sut obtenir d'un dévouement spontané et volontaire. C'est ainsi que son audace et son ardeur devinrent contagieuses, c'est ainsi que, dans ces escadres dévouées à de si rudes croisières, à de si pénibles campagnes, on vit toujours (ce qu'on n'eût point trouvé peut-être dans la flotte de Jervis) des visages satisfaits, des fronts épanouis, et cette apparence de bien-être qui réjouit le cœur d'un chef.

Le succès obtenu, Nelson en rapportait généreusement l'honneur à ses capitaines. Toujours prêt à reconnaître un service rendu au feu, il faisait appeler à Aboukir le commandant du *Minotaur*, pour le remercier de son assistance pendant l'action. Dans une autre affaire moins éclatante, n'étant encore que capitaine de *l'Agamemnon*, il avait renvoyé à son premier lieutenant les éloges que lui attirait la belle conduite de son vaisseau ; « car jamais officier, écrivait-il, n'a ouvert un meilleur avis dans un moment plus opportun.» Cet homme héroïque sentait qu'entre lui et ses officiers le dévouement devait être réciproque, et, en toute occasion, on le vit défendre leurs intérêts avec cette ardeur qu'ils mettaient à servir sa gloire.

A ce zèle honorable Nelson joignait cette simplicité de manières qui, chez les hommes supérieurs, est une séduction de plus. Il craignait peu d'exposer sa dignité en se montrant communicatif avec les gens qui l'entouraient, et dont il acceptait volontiers la supériorité dans quelques-uns de ces mille détails dont se complique le métier de la mer. Il rendait ainsi justice à ces mérites spéciaux, et savait provoquer (Decrès lui accordait *cette qualité éminente*) des conseils d'où jaillissaient souvent pour lui des lumières inattendues. Il pensait, du reste, que cette participation de chacun au plan définitif devait en assurer l'exécution et en faciliter l'intelligence ; car, persuadé qu'il ne doit y avoir rien d'absolu dans un plan d'opérations arrêté à l'avance, il exigeait moins un respect trop scrupuleux de ses ordres qu'un concours loyal et empressé. Cependant il appréciait, autant que lord Jervis lui-même, la nécessité de la soumission la plus passive à bord d'un navire de guerre, et nous avons dit déjà que c'était à l'indiscipline de nos équipages qu'il avait attribué la décadence de notre marine ; mais il était d'avis qu'il vaut mieux prévenir les délits que d'avoir à les réprimer. Quand Jervis, devant Cadix, étouffa par une répression énergique les complots près d'éclater, Nelson approuva sans hésiter ces rigueurs nécessaires. « L'état des esprits, dit-il, exige des mesures extraordinaires, et, si l'on eût montré en Angleterre la même réso-

lution que nous avons montrée ici, je ne crois pas que le mal eût jamais été aussi loin. » — Cependant, ajoutait-il aussitôt, je suis tout à fait du parti de nos marins dans leurs premières réclamations. Lord Howe a eu grand tort de ne point leur accorder l'attention qu'elles méritaient. Nous sommes, en vérité, gens dont on se soucie trop peu. Une fois la paix venue, c'est à qui nous traitera le plus indignement. »

Aux yeux de Nelson, le premier devoir d'un amiral était de s'occuper sans cesse du bien-être matériel et moral des hommes dont la conduite lui était confiée. La veille de Trafalgal, il songeait à assurer l'exacte distribution, sur tous les bâtiments de la flotte, des légumes venus de Gibraltar, et recommandait l'installation d'un théâtre à bord de chaque vaisseau; car ce qu'il craignait le plus pour les matelots anglais, c'étaient la monotonie des longs blocus et les dangereuses tentations de l'oisiveté. Aussi l'activité était-elle chez lui un calcul presque autant qu'un besoin de sa nature, un moyen de succès dans les grandes circonstances, un moyen de discipline dans les temps ordinaires. Il voulait que ses équipages fussent sans cesse tenus en haleine par des coups de main audacieux, par des manœuvres périlleuses, parce qu'il comptait sur l'attrait de ces entreprises pour éloigner d'eux les mauvaises pensées et les retenir dans le devoir. « J'aime mieux, disait-il, perdre cinquante hommes par le feu de l'ennemi que d'être obligé d'en pendre un seul. » Il aimait d'ailleurs sincèrement ces braves gens dont il appréciait le courage, comme l'empereur aimait ses soldats, comme tout homme digne de commander aux autres doit aimer ses frères d'armes et ses instruments de gloire. *Ses grognards*, à lui, étaient *ces vieux Agamemnons* (1), dont quelques-uns regardent peut-être encore couler la Tamise à Greenwich, et qui, au mois de juin 1800, voyant leur amiral s'apprêter à quitter *le Foudroyant* sans eux, adressaient à l'infidèle ces affectueux reproches :

« Milord, nous avons été avec vous dans tous vos combats et de terre et de mer. Nous sommes l'équipage de votre canot et vous avons suivi déjà sur plus d'un navire. Puisque vous rentrez en Angleterre, permettez-nous d'y rentrer avec vous, et veuillez excuser ce style un peu rude: c'est celui de marins qui ne savent guère écrire, mais qui n'en sont pas moins vos fidèles et obéissants serviteurs (2). »

(1) *All old Agamemnons.*

(2) Un des plus sages règlements de la marine anglaise est, sans contredit, celui qui autorise le capitaine promu à un nouveau commandement, ou l'amiral dont le pavillon doit se transporter sur un nouveau vaisseau, à conserver avec lui un certain nombre des subalternes et des matelots qui servaient sous ses ordres.

Outre son patron de canot, chaque capitaine peut faire passer du bâtiment qu'il quitte sur celui qu'il va monter :

En débarquant d'un bâtiment				officiers mariniers.	matelots.	Total.
de 100 canons et de		850	hommes d'équipage	12	23	36 hommes.
98	—	738	—	10	20	30 —
80	—	650	—	10	20	30 —
74	—	590	—	8	17	25 —
64	—	491	—	7	13	20 —
50	—	343	—	6	12	18 —
44	—	294	—	6	12	18 —

(*Force navale de la Grande-Bretagne,* par M. Charles Dupin. Paris, 1821.)

Il y a quelque chose de consolant à penser que la discipline n'est point toujours obligée de revêtir des formes acerbes et dures : aussi n'est-ce point sans un secret plaisir qu'on retrouve chez le compagnon et l'émule de Nelson, chez l'honnête et le noble Collingwood, la même bienveillance jointe à la même énergie, le don de se faire aimer uni encore une fois au talent de se faire obéir. Dans un temps où il y avait à peine un matelot anglais qui ne portât sur ses épaules le stigmate du fouet aux neuf lanières, ces deux amiraux illustres témoignaient une égale aversion pour les châtiments corporels. Tous deux, adorés de leurs équipages et de leurs officiers, vivaient en parfaite confiance au sein de cette grande famille militaire, sans éprouver la crainte de voir leur autorité compromise par la cordialité de ces rapports. Heureux privilége de ces hommes énergiques, dont l'indulgence ne saurait être taxée de faiblesse, de pouvoir être impunément humains et débonnaires ! « Je puis me vanter, disait Nelson, d'avoir fait mon devoir tout aussi bien que les plus rigides de ces messieurs, et de l'avoir fait sans perdre l'affection de ceux qui servaient sous mes ordres. » Aussi, pendant que la sédition grondait sourdement dans l'escadre de Cadix, le vaisseau que montait Nelson n'eut-il point à subir une seule cour martiale. Ce vaisseau était cependant le *Theseus,* un de ceux dont l'équipage avait pris la part la plus active aux derniers troubles ; mais il portait à peine depuis quelques semaines le pavillon de Nelson, que ce dernier trouva sur le gaillard d'arrière le billet suivant :

« Gloire à l'amiral Nelson ! Que Dieu bénisse le capitaine Miller ! Grâces leur soient rendues pour les officiers qu'ils nous ont donnés ! Nous sommes heureux et fiers de servir sous leurs ordres, et nous verserons la dernière goutte de notre sang pour le leur prouver. Le nom du *Theseus* sera immortel comme l'est déjà celui du *Captain* (1). »

II.

Promu au grade de contre-amiral, grâce à son rang d'ancienneté, le 20 février 1797, et maintenu sous les ordres de l'amiral Jervis, Nelson, à l'âge de trente-neuf ans, avait à peine jeté les fondements de sa gloire ; mais il répétait souvent avec une naïve confiance ces paroles prophétiques : « Une fois dans le champ de l'honneur, je défie qu'on me tienne en arrière. » Sous un pareil chef, les matelots du *Theseus* ne pouvaient attendre longtemps l'occasion de montrer la sincérité de leurs promesses.

Le 31 mars 1797, l'amiral Jervis, à la tête de 21 vaisseaux de ligne, avait quitté la rade de Lisbonne et était venu établir sa croisière devant Cadix, où se trouvaient réunis en ce moment 28 vaisseaux espagnols sous le commandement de l'amiral Mazarredo. On ne doit point oublier que les galions chargés des trésors du Nouveau-Monde avaient, de tout temps, rendu la guerre avec l'Espagne très-populaire dans la marine anglaise, et que l'escadre de Jervis avait hâte de recueillir les fruits de sa victoire. Aussi, à peine le combat du 13 février avait il obligé la flotte de l'amiral Cordova à se réfugier dans Cadix, que les frégates

(1) Vaisseau que montait Nelson au combat du cap Saint-Vincent.

anglaises s'étaient échelonnées du détroit au cap Saint-Vincent, afin d'intercepter les navires attendus d'Amérique; mais le résultat n'avait point répondu à leurs espérances : le vice-roi du Mexique, que l'on croyait parti de la Vera-Cruz avec d'immenses trésors, n'avait pas encore paru, et le bruit se répandait qu'informé de la présence des croisières anglaises, il s'était arrêté à Santa-Cruz de Ténériffe. Nelson et Troubridge conçurent aussitôt la pensée d'aller enlever dans ce port le vice-roi et ses fabuleuses richesses. Déjà, en 1657, le célèbre amiral Blake avait réussi dans une semblable expédition, et ce souvenir avait de quoi tenter l'audace de Nelson. Ses instances triomphèrent des derniers scrupules du comte de Saint-Vincent, et, le 15 juillet 1797, il quitta la flotte avec une division composée de quatre vaisseaux de ligne et de trois frégates.

L'île de Ténériffe est de facile défense; comme les autres îles du groupe auquel elle appartient, elle semble le produit d'une éruption volcanique et présente ces pics abrupts, ces côtes escarpées, ces rochers et ces précipices qui distinguent les terrains d'origine plutonienne. La baie même de Santa-Cruz n'est qu'un assez mauvais mouillage; car, à moins d'un demi-mille de terre, on trouve déjà près de quarante brasses de fond. Le rivage, bordé de roches détachées et arrondies par l'action incessante de la vague, sans abri contre la houle de l'Atlantique qui vient se briser en écumant sur la plage, n'offre aucun point de débarquement où les canots ne soient en danger. Un courant rapide, des vents variables et souvent impétueux, rendent en outre les approches de l'île difficiles et contribuent à la protéger contre une surprise. Nelson avait prévu ces obstacles, mais il en eût fallu de plus grands pour le faire reculer.

Cependant l'intérêt que semblait offrir cette tentative périlleuse était déjà bien diminué, puisqu'on avait appris qu'au lieu des trésors du Mexique, il n'y avait dans le port de Santa-Cruz qu'un bâtiment de Manille richement chargé, il est vrai, mais dont la capture ne pouvait être mise en balance des risques que l'on allait courir pour s'en emparer. Si, comme on le présumait, le numéraire et les lingots faisant partie de la cargaison de ce navire avaient été transportés dans la ville, il fallait opérer une descente sur l'île, et sommer une nombreuse garnison, protégée par de bonnes murailles, de consentir à la honte de livrer sans combat cet argent et ce navire pour sa rançon. Réduite à ces proportions, cette expédition semblait faite, il faut bien l'avouer, pour exciter la cupidité de quelque chef de boucaniers plutôt que l'ambition d'un amiral déjà illustré par de glorieux faits d'armes. D'ailleurs jamais entreprise, il est facile de le comprendre, ne fut plus téméraire et n'offrit moins de chances de succès. Cependant Nelson, qui allait bientôt faire preuve de l'obstination la plus aveugle, déploya dans les préparatifs de ce coup de main désespéré toutes les ressources de ce génie actif et fécond qui a si souvent justifié ses témérités.

Les embarcations de l'escadre furent partagées en six divisions, et il leur fut prescrit de se donner mutuellement la remorque. Chaque division devait réunir ainsi les hommes appartenant au même navire, arriver à terre en force et débarquer d'un seul coup un détachement complet. Dès que la descente aurait été effectuée, les canots avaient l'ordre de se remettre à flot et de se tenir au large. Un capitaine de vaisseau fut spécialement chargé de faire exécuter cette partie importante des instructions de l'amiral. Avec le peu de forces dont on disposait, on ne pouvait songer à une attaque régulière, mais des échelles d'escalade avaient été disposées sous la direction même de Nelson, et il ne désespérait pas d'enlever

par surprise un des forts qui dominent la ville. Le succès de cette opération dépendait entièrement d'un premier moment de terreur et d'alarme. Aussi rien n'avait-il été négligé pour rendre plus imposant l'aspect des troupes anglaises. Nelson, craignant que ses matelots, avec leurs vestes bleues et leur apparence peu militaire, n'eussent plutôt l'air d'un parti de maraudeurs que d'un corps d'armée venant assiéger une ville, avait recommandé de rassembler tous les habits rouges qu'on pourrait trouver dans l'escadre, d'en affubler autant de marins, et, pour compléter leur équipement, de simuler avec de la toile les baudriers qui leur manquaient. Entre soldats et matelots on réunit ainsi environ 1,100 hommes que Nelson plaça sous les ordres de Troubridge, ce brave commandant du *Culloden* que Jervis appelait *le Bayard anglais,* et que nous avons vu, au combat du cap Saint-Vincent, attaquer si résolûment la ligne espagnole.

Le 20 juillet, traînant à la remorque toutes les embarcations de l'escadre, les trois frégates se dirigèrent vers le port de Santa-Cruz ; mais une brise très-fraîche et un courant contraire s'opposèrent au débarquement. L'apparition de ces frégates avait cependant éveillé l'attention des Espagnols, et le surlendemain, quand, la nuit venue, les troupes anglaises furent mises à terre dans l'est de la ville, elles trouvèrent les hauteurs dont elles voulaient s'emparer si bien gardées par l'ennemi, qu'elles furent contraintes de se rembarquer, sans avoir fait aucun effort pour l'en déloger. Avertis comme l'étaient alors les Espagnols, il y avait plus que de l'imprudence à persister dans cette folle expédition. Nelson y crut son honneur engagé, et il résolut de diriger lui-même une troisième et dernière tentative. Le 24 juillet, à cinq heures du soir, les frégates vinrent mouiller à deux milles dans le nord-est de la ville et parurent se disposer à opérer le débarquement des troupes dans cette direction; mais un plan plus hardi avait été conçu par Nelson, et c'était dans le port, sous la volée de 30 ou 40 pièces d'artillerie, qu'il avait donné rendez-vous à ses canots. Comptant sur la hardiesse même de ce projet pour en assurer le succès, il voulait surprendre l'ennemi en se présentant à l'improviste sur le seul point où il ne pût être attendu. La nuit était sombre et pluvieuse, le temps à grains, le vent variable et inégal. Nelson soupa avec ses capitaines à bord de la frégate le *Seahorse,* et, à onze heures du soir, 700 hommes s'embarquèrent dans les canots de l'escadre, 180 à bord du cutter le *Fox,* et un détachement d'environ 80 hommes dans un bateau capturé la veille. Les Espagnols avaient à Santa-Cruz une garnison nombreuse, et, pour les aider dans leur défense, 100 matelots français; ces matelots appartenaient au brick *la Mutine,* que les embarcations des frégates le *Lively* et *la Minerve* avaient enlevé deux mois auparavant dans le port même de Ténériffe, pendant qu'une grande partie de l'équipage et le commandant lui-même se trouvaient à terre. Le cutter le *Fox* et le canot de l'amiral, suivis de quelques autres embarcations, étaient déjà arrivés à demi-portée de canon de la tête du môle avant que l'alarme eût été donnée dans la ville ; mais soudain le tocsin se fit entendre de toutes parts, et les batteries ouvrirent leur feu sur le cutter qu'elles venaient de découvrir. Un boulet le frappa au-dessous de la flottaison, et il coula immédiatement. Des 180 hommes qu'il portait, 97 périrent sans qu'on pût leur donner le moindre secours. Nelson, cependant, animant ses canotiers, avait rapidement franchi la distance qui le séparait encore de la jetée, et il portait la main à la poignée de son sabre, prêt à sauter sur le quai, que défendaient quelques soldats espagnols, quand un boulet l'atteignit au coude et le renversa au fond de son canot. Il fallut

le ramener à bord de son vaisseau. Le détachement de soldats et de matelots qui le suivait s'était emparé du môle, mais de la citadelle et des maisons voisines on faisait sur eux un feu terrible qui eut bientôt moissonné presque tous ceux qui avaient mis pied à terre.

Troubridge, qui commandait la seconde colonne d'attaque, n'avait pu, à cause de l'obscurité de la nuit, se diriger sur l'entrée du port, et il faisait de son côté des efforts inutiles pour remonter vers le point de débarquement convenu. Il se résigna enfin à tenter de débarquer au sud de la citadelle. Ceux des canots qui essayèrent d'imiter sa manœuvre furent roulés dans les brisants ou crevés sur les roches, et les munitions qu'ils contenaient se trouvèrent ainsi mises hors de service.

Les capitaines Hood et Miller furent plus heureux : ils trouvèrent un endroit moins exposé à la houle pour mettre leurs troupes à terre; au point du jour, ils rallièrent le capitaine Troubridge, dont le détachement avait pénétré, sans rencontrer d'obstacle, jusqu'au centre de la ville. Ce dernier se trouva ainsi avec 340 hommes en face d'environ 8,000 Espagnols sans moyens de retraite et sans espoir de secours. La générosité du gouverneur de Santa-Cruz lui accorda des conditions plus favorables qu'il ne pouvait sérieusement l'espérer. Il fut stipulé entre eux que les troupes anglaises seraient renvoyées à bord de leurs vaisseaux, mais que l'amiral s'engagerait à ne tenter aucune nouvelle attaque contre Ténériffe ou les autres îles Canaries. Ainsi se termina cette malheureuse expédition, qui devait avoir son pendant quelques années plus tard sur les plages de Boulogne. 114 hommes y perdirent la vie, et 105 furent grièvement blessés. La victoire du cap Saint-Vincent avait moins coûté à l'Angleterre.

Nelson fut très-affecté de ce triste revers, mais lord Saint-Vincent parvint à le ranimer : « Il n'est au pouvoir d'aucun homme, lui dit-il, de commander au succès; mais vous et vos compagnons vous l'avez certainement mérité en déployant dans cette entreprise un héroïsme et une persévérance admirables. » Cette opinion généreuse fut celle qui prévalut en Angleterre, et Nelson, que sa blessure condamnait pour quelque temps au repos, y fut reçu avec toutes les marques de distinction qu'on eût accordées à un vainqueur. Cependant les souffrances que lui occasionna sa blessure furent longues et cruelles, et, malgré son impatience, ce ne fut que le 13 décembre 1797 que son chirurgien le déclara en état de retourner à la mer. Fidèle à ses sentiments religieux, Nelson envoya immédiatement au ministre de l'église de Saint-George la formule suivante d'action de grâces, dont la famille de ce pasteur a précieusement conservé un fac-simile : « Un officier désire rendre grâces au Dieu tout-puissant de son entière guérison d'une blessure très-grave, et en même temps de tous les biens que sa protection a répandus sur lui. »

Nelson avait alors, ainsi qu'il l'exposait dans un mémoire au roi, pris part à trois batailles navales, dont la première, celle du mois de mars 1795, avait duré deux jours; il avait soutenu trois combats contre des frégates, six engagements contre des batteries, contribué à la capture ou à la destruction de 7 vaisseaux de ligne, 6 frégates, 4 corvettes, 11 corsaires et près de 60 bâtiments de commerce. Dans ses services il comptait deux siéges réguliers, celui de Bastia et celui de Calvi, dix affaires d'embarcations, de toutes les affaires de guerre les plus périlleuses, celles que Tourville citait avec le plus d'orgueil dans un mémoire semblable, et cent vingt rencontres avec l'ennemi. Dans ces divers engagements, il

avait déjà perdu l'œil droit et le bras droit; mais son pays, pour emprunter les expressions du roi George III, *avait encore quelque chose à attendre de lui.* Nelson, en effet, brûlait du désir de venger l'échec de Ténériffe. Il n'avait supporté qu'avec peine ce long éloignement du théâtre de la guerre, et il eût depuis longtemps rallié la flotte anglaise devant Cadix, si l'amirauté ne l'eût retenu pour lui confier la conduite des renforts qui devaient être expédiés à l'amiral Jervis. Le départ de ces bâtiments se trouvant encore différé, Nelson obtint de ne point les attendre, et, arborant son pavillon à bord du vaisseau de 74 le *Vanguard,* il appareilla de la rade de Portsmouth le 9 avril 1798 avec le convoi destiné pour Lisbonne

III.

Depuis que l'amiral Jervis avait quitté la baie de Saint-Florent vers la fin de l'année 1796, la France était restée maîtresse absolue de la Méditerranée. Le contre-amiral Brueys, avec 6 vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, avait pris possession des îles Ioniennes et des bâtiments vénitiens mouillés à Corfou; du fond de l'Adriatique et de l'Archipel jusqu'au détroit de Gibraltar, on eût à peine rencontré un croiseur anglais. Cependant, après que l'escadre espagnole eut quitté Carthagène et se fut laissé bloquer dans Cadix, le pavillon britannique pouvait sans péril reparaître dans cette mer, qu'il nous avait un moment abandonnée. La cour de Naples, fort inquiète des nouvelles exigences du directoire et des grands préparatifs maritimes qui avaient lieu en ce moment dans les ports de la république, craignait d'être attaquée à la fois en Sicile et sur le continent. Entièrement livrée à la direction passionnée que lui imprimait la fille de Marie-Thérèse, cette cour ne cessait de réclamer auprès du cabinet de Saint-James l'envoi dans la Méditerranée d'une escadre assez considérable pour éloigner d'elle le double danger dont la menaçaient l'armée d'Italie et la flotte de Toulon. D'un autre côté, au moment où Nelson ralliait le comte de Saint-Vincent devant Cadix, le consul de Livourne informait cet amiral que le gouvernement français avait déjà rassemblé près de 400 navires dans les ports de Provence et d'Italie, et que cette flotte marchande, sous l'escorte des vaisseaux dont on pressait l'armement avec une rare activité, pourrait bientôt porter 40,000 soldats en Sicile ou à Malte, peut-être même jusqu'en Égypte. « Quant à moi, ajoutait ce consul, je ne regarde point cette dernière destination comme improbable. La dernière impératrice de Russie, Catherine II, avait déjà conçu un projet semblable, et si les Français ont l'intention, en débarquant en Égypte, de s'unir à Tippoo-Saïb pour renverser la puissance anglaise dans l'Inde, ce ne sera point le danger de perdre la moitié de leur armée en traversant le désert qui pourra les arrêter. »

L'amiral Jervis, ainsi prévenu de l'importance de l'expédition qui se préparait à Toulon, se décida à placer, le 2 mai 1798, sous les ordres de Nelson, trois vaisseaux, le *Vanguard*, l'*Orion* et l'*Alexander,* avec quatre frégates et une corvette. Nelson devait se rendre sur les côtes de Provence ou du golfe de Gênes, afin de chercher à pénétrer le but de cet immense armement. La division qu'il commandait était déjà partie de Gibraltar, quand parvinrent au comte de Saint-Vincent les instructions les plus secrètes, datées du jour même où il s'était séparé de Nelson. L'amirauté l'informait que le contre-amiral sir Roger Curtis avait reçu l'ordre de lui conduire un renfort considérable, et qu'aussitôt après l'arrivée de

ce renfort, il devrait, sans perdre de temps, détacher dans la Méditerranée, sous le commandement d'un officier sûr et capable, une escadre de 12 vaisseaux de ligne et un nombre correspondant de frégates. Cette escadre, qui n'aurait d'autre mission que de poursuivre et d'intercepter la flotte rassemblée à Toulon, était autorisée à considérer et à traiter comme hostiles tous les ports de la Méditerranée (à l'exception cependant des ports de l'île de Sardaigne) dans lesquels les bâtiments anglais ne seraient point admis à se ravitailler. Cette dépêche officielle laissait au comte de Saint-Vincent le choix de l'officier général auquel devait être confié cet important commandement; mais une lettre particulière du comte Spencer, premier lord de l'amirauté, l'engageait à choisir de préférence pour cette mission l'amiral Nelson, qui, « par sa grande pratique de la navigation toute spéciale de la Méditerranée, aussi bien que par son activité et son caractère entreprenant et résolu, semblait éminemment propre à ce genre de service. » Décidée à entraver à tout prix les prodigieux progrès de la France, l'Angleterre commençait dès lors à jeter plus hardiment ses flottes dans la balance. Elle voyait venir à elle ce torrent qui avait déjà débordé au delà du Rhin et de l'Adige, et comprenait enfin que ce n'était point en ménageant ses vaisseaux qu'elle arrêterait un ennemi qui ménageait si peu ses armées. Pour répondre à tant d'audace, il fallait de l'audace aussi, et des chefs plus déterminés que ceux qu'avait formés la guerre d'Amérique. En ce moment de crise, le souvenir de Ténériffe, loin de nuire à Nelson, devait, au contraire, le désigner aux préférences de lord Saint-Vincent et de l'amirauté.

Parti de Gibraltar le 8 mai avec ses trois vaisseaux, les frégates l'*Emerald* et *la Terpsichore* et la corvette *la Bonne-Citoyenne*, Nelson faisait déjà voile vers les côtes de Provence : le même jour, Bonaparte arrivait à Toulon. Les ports de Marseille, Civitâ-Vecchia, Gênes et Bastia avaient été appelés à concourir aux immenses préparatifs de cette expédition mystérieuse, dont personne encore n'avait complétement deviné le secret. Le 17 mai, Nelson, parvenu à la hauteur du cap Sicié, y captura un corsaire par lequel il apprit qu'il y avait en ce moment à Toulon, en y comprenant les vaisseaux vénitiens, 19 vaisseaux de ligne, et que 15 d'entre eux étaient déjà prêts à prendre la mer. Le 19, un coup de vent de nord-ouest l'éloigna de la côte et fit éprouver à son vaisseau, dans la nuit du 20 au 21, les plus graves avaries. Deux mâts de hune et le mât de misaine furent emportés par la violence de l'ouragan. Au point du jour, voyant le *Vanguard* complétement désemparé, Nelson se décida à fuir devant le temps, et, suivi de ses deux autres vaisseaux, il fit route vent arrière vers les côtes de l'île de Sardaigne. Cette manœuvre le sépara de ses frégates, qui, à sec de voiles, restèrent en travers au vent. Nelson espérait pouvoir se réfugier avant la nuit dans la baie d'Oristan, mais l'état où se trouvait son vaisseau l'empêcha de gagner ce mouillage. Le calme le surprit à quelque distance de la côte, et le *Vanguard*, que l'*Alexander*, commandé par le capitaine Ball, avait pris à la remorque, poussé à terre par une houle énorme, fut à la veille d'être jeté sur la petite île de San-Pietro, qui forme vers le sud-ouest l'extrémité de la Sardaigne. La nuit se passa dans ces inquiétudes. Déjà, malgré l'obscurité, on croyait distinguer sur la plage l'éclat sinistre des brisants, quand un de ces souffles insaisissables qui sauvent parfois les navires permit à l'*Alexander* d'entraîner le vaisseau amiral loin de ce rivage dangereux et d'atteindre la rade de San-Pietro, où l'escadre anglaise, réduite à trois vaisseaux, mouilla le 22 mai 1798.

Le 19, au matin, le jour même où Nelson avait été porté au large par le coup de vent dont il ne devait ressentir que le lendemain toute la violence, la flotte française, composée de 72 navires de guerre, quittait la rade de Toulon. Le vice-amiral Brueys la commandait, et avait près de lui le contre-amiral Gantheaume, major général de l'escadre. Il avait arboré son pavillon à bord du vaisseau à trois ponts *l'Orient,* et se tenait au centre du corps de bataille, où figuraient aussi les vaisseaux *le Tonnant*, *l'Heureux* et *le Mercure*. Trois contre-amiraux commandaient les autres divisions de la flotte ; Blanquet-Duchayla dirigeait l'avant-garde, composée des vaisseaux *le Guerrier, le Conquérant*, *le Spartiate*, *le Peuple-Souverain, l'Aquilon,* et *le Franklin;* Villeneuve était à l'arrière-garde avec *le Guillaume-Tell, le Généreux* et *le Timoléon;* Decrès conduisait l'escadre légère. Serrant de près la côte de Provence, cette flotte s'arrêta devant Gênes pour y rallier une division de transports. Descendant alors vers la Corse, elle en reconnut l'extrémité septentrionale au moment où Nelson mouillait dans la baie de San-Pietro, et jusqu'au 30 mai elle resta en vue de cette île. Elle prolongeait sous petites voiles la côte de Sardaigne dans l'espoir d'être rejointe par le convoi qui avait dû quitter Civitâ-Vecchia le 28, quand Bonaparte apprit que trois vaisseaux anglais avaient été aperçus près de Cagliari. Une division de vaisseaux français fut expédiée dans cette direction ; mais, n'ayant pu obtenir aucun nouvel indice de la présence de l'ennemi dans ces parages, cette division rallia le gros de la flotte, et, après avoir attendu en vain pendant plusieurs jours le convoi de Civitâ-Vecchia, Bonaparte se décida à continuer sa route. Le 7 juin, l'armée française passait à portée de canon du port de Mazara en Sicile ; le 9, elle reconnaissait les îles de Goze et de Malte, et, trois jours après, le pavillon de la république avait remplacé sur ces îles le pavillon des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Pendant que Bonaparte, confiant dans sa fortune, marchait avec cette lenteur calculée à la conquête de l'Égypte, Nelson, en moins de quatre jours, était parvenu à mettre son vaisseau en état de reprendre la mer. Il avait remplacé son mât de misaine par un grand mât de hune par-dessus lequel il avait poussé un mât de perroquet, et, ainsi gréé, il faisait route, non pour Gibraltar ou tout autre port anglais, mais vers une côte ennemie où il devait s'attendre à rencontrer une escadre de 15 vaisseaux de ligne. « Si le *Vanguard* eût été en Angleterre, écrivait-il à sa femme, il eût fallu, après un pareil événement, des mois entiers pour le renvoyer à la mer. Ici mes opérations n'en ont été retardées que de quatre jours. » Le 27 mai, en effet, au moment où la flotte française attendait sur la côte orientale de la Corse le convoi de Civitâ-Vecchia, Nelson appareillait de San-Pietro, et le 31, grâce à cette activité admirable, principe et gage de tant de merveilleux succès, il se retrouvait encore devant Toulon. Il y apprit le départ de la flotte française, mais il lui fut impossible de se procurer aucune information sur la destination de cette flotte et sur la route qu'elle avait prise. Du reste, le coup de vent qui avait éloigné Nelson des côtes de Provence, bien qu'il en eût réparé si rapidement les terribles conséquences, ne fut pas moins pour lui un accident très-fâcheux ; car il le sépara de ses frégates et le laissa, même quand il eut été rallié par d'importants renforts, sans moyens d'éclairer sa route (1). Nelson sou-

(1) Les frégates de Nelson auraient dû l'attendre au rendez-vous qu'il leur avait assigné en cas de séparation; mais le capitaine Hope, qui les commandait, ayant été témoin du démâtage du *Vanguard,* ne douta point que ce vaisseau n'eût fait route pour quelque

tint noblement ce choc imprévu et l'accepta comme un salutaire avertissement du ciel, comme un châtiment mérité de son orgueil. » Du moins, ce châtiment, écrivait-il au comte de Saint-Vincent, mes amis me rendront la justice que j'ai su le supporter comme un homme. »

« Je ne dois pas, écrivait-il aussi à sa femme à la même époque, considérer ce qui vient d'arriver au *Vanguard* comme un simple accident, car je crois fermement que c'est la bonté divine qui a voulu mettre un frein à ma folle vanité. Je devrai, je l'espère, à cette leçon d'être un meilleur officier, et je sens qu'elle a déjà fait de moi un meilleur homme. Je baise avec humilité la verge qui m'a frappé. Figurez-vous, le dimanche soir, au coucher du soleil, un homme présomptueux se promenant dans sa chambre, entouré d'une escadre qui, les yeux sur son chef, ne comptait que sur lui pour marcher à la gloire ; ce chef, plein de confiance en son escadre et convaincu qu'il n'y avait point en France de si fiers vaisseaux qu'à nombre égal ils ne dussent baisser pavillon devant les siens : figurez-vous maintenant ce même homme si vain, si orgueilleux, quand le soleil se leva le lundi matin, avec un vaisseau démâté, une flotte dispersée, et dans un tel état de détresse, que la plus chétive frégate française eût été regardée comme une rencontre inopportune !... Il a plu au Dieu tout-puissant de nous conduire en sûreté au port.»

Nelson avait réparé ses avaries ; mais, incertain de la route qu'il devait suivre, contrarié par des calmes constants, il était encore le 5 juin à la hauteur de la Corse, quand il fut rallié par le brick *la Mutine*. Ce bâtiment précédait un renfort de 11 vaisseaux que lui amenait le capitaine Troubridge, et lui portait l'ordre de poursuivre la flotte française sur quelque point qu'elle se fût dirigée, jusqu'au fond de l'Adriatique ou de l'Archipel, jusqu'au fond de la mer Noire, s'il était nécessaire. Bientôt, en effet, Nelson opéra sa jonction avec la division du capitaine Troubridge, et se trouva à la tête d'une escadre composée de 13 vaisseaux de 74 et d'un vaisseau de 50 canons.

Le vaisseau de Collingwood eût pu faire partie de ce renfort, mais lord Jervis l'avait retenu devant Cadix. « Notre bon chef, écrivait Collingwood dans l'amertume de son désespoir, m'a trouvé de l'occupation. Il m'a envoyé croiser à la hauteur de San-Lucar pour arrêter les bateaux espagnols qui portent des légumes à Cadix. O humiliation ! si je n'avais eu la conscience de n'avoir jamais mérité un traitement pareil, si je ne m'étais dit que les caprices du pouvoir ne sauraient m'enlever l'estime des gens de cœur, je crois que je serais mort d'indignation !... Mon vaisseau valait, sous tous les rapports, ceux qu'on expédiait à Nelson. Pour le zèle, je ne le cède assurément à personne, et mon amitié, mon amour pour cet admirable amiral me désignait avant tous les autres pour servir sous ses ordres. J'ai vu cependant les vaisseaux qui l'allaient rejoindre se préparer à nous quitter ; je les ai vus partir... et je suis resté ! » Ce n'était point le dernier mécompte qui fût réservé à Collingwood. Jusqu'à Trafalgar, cet ardent officier, constamment traversé dans ses espérances, ne devait plus connaître de la guerre que d'ingrats blocus.

Se flattant encore d'atteindre la flotte française à la mer, Nelson partagea ses

arsenal anglais, et, pensant qu'il était inutile de l'attendre sur une côte ennemie, il abandonna le rendez-vous indiqué par Nelson pour courir à sa recherche. « Je croyais, s'écria Nelson quand il fut informé de cette circonstance, *que le capitaine Hope connaissait mieux son amiral !* »

forces en trois colonnes d'attaque. Le *Vanguard* qu'il montait. le *Minotaur,* le *Leander,* l'*Audacious* et le *Defence* formaient la première colonne; la seconde, conduite par le capitaine Samuel Hood, se composait du *Zealous*, de l'*Orion,* du *Goliath,* du *Majestic* et du *Bellerophon.* Ces deux divisions devaient combattre les treize vaisseaux de l'amiral Brueys. La troisième colonne, qui ne comptait que quatre vaisseaux, le *Culloden,* le *Theseus.* l'*Alexander* et le *Swiftsure,* était destinée, sous les ordres du capitaine Troubridge, à se jeter dans le convoi et à couler ou à détruire les bâtiments sans défense qui portaient les glorieux soldats des armées du Rhin et d'Italie. Toutefois le sort ne devait point permettre cette rencontre, dont l'Angleterre eût bien pu déplorer l'issue. Le secret de notre expédition en Égypte avait été si bien gardé, que, malgré quelques vagues soupçons, tels que ceux que nous avons rapportés, l'Égypte était la seule destination dont les instructions de l'amirauté ne fissent point mention. On avait songé à Naples, à la Sicile, à la Morée, au Portugal et même à l'Irlande; on n'avait point songé à l'Égypte. En présence de tant de suppositions différentes, Nelson ne pouvait guère compter que sur ses propres inductions, et il faut reconnaître qu'il déploya, dès le principe, pour se mettre sur la trace de l'escadre française, autant de sagacité que d'activité. Le jour où Malte capitulait, il doublait l'extrémité septentrionale de la Corse et envoyait reconnaître la vaste baie de Telamon, située au-dessous de Piombino et en face de l'île d'Elbe, point qu'il avait signalé depuis longtemps comme le plus favorable pour opérer un débarquement sur la côte d'Italie. La baie de Telamon était vide, et les Français n'y avaient point paru. Continuant sa route le long de la côte de Toscane, Nelson, le 17 juin, se présenta devant la baie de Naples. Là, il apprit que l'armée française s'était dirigée sur Malte. Dévoré d'impatience, il passa le phare de Messine le 20 juin, et remonta vers Malte à son tour : depuis deux jours, notre flotte avait quitté cette île, dont elle venait de s'emparer. Cette nouvelle lui fut transmise le 22. au point du jour, par un bâtiment ragusain qui avait passé au milieu de notre convoi. Le rapport de ce bâtiment était de nature à mettre un terme aux incertitudes de Nelson, car il lui apprenait que les Français, partis de Malte avec des vents de nord-ouest, avaient été rencontrés dans l'est de cette île, faisant route vent arrière. Combinant cette circonstance avec les documents qu'il avait recueillis et quelques données plus certaines qui lui avaient été transmises par le ministre d'Angleterre à Naples, sir William Hamilton, l'amiral anglais ne douta plus que ce ne fût vers l'Égypte que s'était portée la flotte de Brueys. Toujours prompt à prendre un parti, il se couvrit de voiles sans recourir à de nouvelles informations, et gouverna directement sur Alexandrie. Le 28 juin, il était devant cette ville, mais on n'y avait encore aperçu aucun vaisseau français; Nelson portait lui-même au gouverneur alarmé la première nouvelle du danger qui menaçait l'Égypte. A la vue de cette rade déserte, l'agitation de Nelson fut extrême. Il perdit subitement confiance dans les raisonnements qui l'avaient entraîné si loin de la Sicile, et croyant déjà cette île envahie par l'armée française, sans mouiller, sans prendre un instant de repos, il se décida à retourner sur ses pas. Son activité le servit mal cette fois, car, s'il eût attendu un seul jour, il voyait notre flotte venir à lui. Pour remonter vers la Sicile, il lui fallut louvoyer, jusqu'à la sortie de l'Archipel, contre des vents constamment contraires, comme ils le sont invariablement dans cette saison, et pendant qu'il était rejeté par sa première bordée sur les côtes de Caramanie, en dehors de la route de notre escadre, celle-ci, embarrassée dans sa marche par l'immense convoi qu'elle traînait à sa

suite, trouvait, grâce à cet heureux retard, la rade d'Alexandrie sans défense; elle opérait tranquillement, le 1er juillet, le débarquement de ses troupes sur la plage abandonnée du Marabout.

IV.

Ainsi, tout avait conspiré au succès de notre expédition. Cette flotte, qui portait une armée et couvrait l'espace de plusieurs lieues, avait pu descendre lentement la mer Tyrrhénienne, en vue de la Sardaigne et de la Sicile, s'arrêter à Malte et entrer dans la mer Libyque sans avoir encore rencontré un seul navire anglais. Au moment où, parti du cap Passaro, Nelson se portait en ligne droite sur Alexandrie, nos vaisseaux, par une inspiration providentielle, inclinaient leur route vers l'île de Candie, et, au point le plus exposé du passage, à l'endroit où devaient se croiser les deux escadres, rencontraient, pour les dérober aux yeux de leur ardent adversaire, une brume épaisse et compacte qui couvrit la Méditerranée pendant plusieurs heures, semblable à ces nuées mystérieuses dont les dieux d'Homère enveloppaient parfois les héros. Ce qui eût mérité quelque surprise, même au milieu des vastes solitudes de l'Atlantique, venait donc de s'accomplir dans une mer intérieure et dans des bassins resserrés. Depuis quarante jours, Bonaparte s'avançait à son but avec la calme majesté du génie : ni son étoile, ni sa confiance, ne s'étaient un instant démenties; mais, Bonaparte absent, les destins de notre escadre allaient brusquement changer.

Informée de l'apparition de Nelson, sur la côte, cette malheureuse escadre, déjà condamnée par le sort, le croit parti pour ne plus revenir. Brueys se demande si Nelson n'aura point été le chercher au fond du golfe d'Alexandrette, ou plutôt s'il n'a pas l'ordre de ne point l'attaquer avant d'avoir réuni des forces plus considérables. On vit dans cet espoir, on s'endort dans cette illusion. L'entrée du port d'Alexandrie est reconnue; mais l'amiral se montre peu disposé à risquer ses vaisseaux dans des passes où ses officiers lui signalent cependant une profondeur d'eau suffisante. Méhémet-Ali, en 1839, a bien trouvé ces canaux praticables pour les trois-ponts turcs, et Brueys ne comptait qu'un seul trois-ponts dans son escadre. D'ailleurs, avec l'immense quantité de transports dont il disposait en ce moment, qui eût empêché l'amiral français, pour faciliter à ses vaisseaux ce passage délicat, de les faire entrer dans Alexandrie, comme les vaisseaux anglais entrèrent, en 1801, dans la Baltique, avec leur artillerie déposée provisoirement sur des bâtiments de commerce? Mais, pour prendre une pareille résolution, il eût fallu déployer plus d'activité que notre marine ne savait en montrer à cette époque (1).

(1) Le 15 juillet, le capitaine Barré, chargé de sonder les passes d'Alexandrie, informa l'amiral Brueys qu'en faisant sauter une ou deux roches, on pourrait se procurer un canal dans lequel la profondeur d'eau ne serait jamais inférieure à 25 pieds. Si l'on n'avait point le loisir d'améliorer ainsi le canal pour favoriser l'entrée des vaisseaux français dans le port d'Alexandrie, on eût pu du moins l'améliorer pour assurer plus tard la sortie de notre flotte. Les renseignements du capitaine Barré prouvaient donc que la crainte de voir nos vaisseaux à jamais bloqués dans le port, s'ils en franchissaient une fois les passes, était une crainte sans fondement.

Mouillée, depuis le 4 juillet, à Aboukir, notre escadre, qui devrait déjà s'être abritée à Corfou, puisqu'elle n'a point su trouver un port en Égypte, se repose dans une sécurité funeste ; elle a cessé de craindre le retour de Nelson ; que déjà, ravitaillé à Syracuse, cet homme infatigable accourt en toute hâte vers elle. Dévoré d'anxiété, sans repos, sans sommeil depuis près d'un mois, il a quitté, le 24 juillet, l'étroite enceinte de ce port, qui, pour la première fois, a reçu une escadre de quatorze vaisseaux de ligne ; le 1er août, il arrive devant Alexandrie. Quelques heures plus tard, il est devant Aboukir. Notre escadre est mal préparée pour ce retour inattendu. Les chaloupes employées à renouveler l'approvisionnement d'eau des vaisseaux sont à terre avec une partie des équipages, et des quatre frégates que possède Brueys aucune n'est employée à croiser au large pour explorer l'horizon et signaler de loin l'apparition de l'ennemi. Aussi ces deux nouvelles éclatent-elles comme la foudre au milieu de la flotte surprise : *L'ennemi est en vue ! l'ennemi approche et se dirige vers la baie !* Le combattra-t-on sous voiles ? Un seul officier général, le contre-amiral Blanquet-Duchayla, émet cet avis : Dupetit-Thouars le partage ; mais une résolution contraire prévaut dans le conseil, car on craint de manquer de matelots pour manœuvrer et combattre à la fois. On se décide à attendre l'escadre anglaise. Les chaloupes, sont rappelées : malheureusement l'état de la mer, l'éloignement du rivage, diverses circonstances demeurées jusqu'ici inexplicables, les empêchent pour la plupart de rallier leurs navires. Pour suppléer à l'absence d'un si grand nombre de combattants, l'amiral signale à ses frégates de faire passer une partie de leurs équipages à bord des vaisseaux.

Cependant le jour baisse. Brueys nourrit en secret l'espoir qu'il ne sera point attaqué à l'entrée de la nuit, et, si les Anglais remettent leur attaque au lendemain, l'escadre française peut être encore sauvée sans combat. Plein de cette pensée, Brueys ordonne à ses vaisseaux de gréer leurs perroquets, et médite, à la faveur de l'obscurité, un appareillage qui peut lui rouvrir la route si imprudemment négligée de Corfou. Il doit, en effet, compter sur l'apparence formidable de son escadre pour tenir les Anglais en respect jusqu'au jour. Treize vaisseaux français, dont un de 120 et trois de 80 canons, sont rangés en bataille au fond de la baie et appuient leur avant-garde aux bancs de sable qui s'étendent jusqu'à trois milles du rivage. Quatorze vaisseaux anglais ont été déjà reconnus ; mais l'un d'eux est à perte de vue en arrière (1), et deux autres, détachés devant le port d'Alexandrie (2), ne pourront avoir rejoint la flotte avant huit ou neuf heures du soir. Il semble impossible que, dans de pareilles circonstances, l'armée française ait à redouter un engagement immédiat. C'est ainsi que chacun raisonne, et cette incertitude contribue à jeter le trouble dans nos préparatifs de défense. L'amiral a prescrit les dispositions nécessaires pour rectifier la ligne mal formée et pour en assurer l'embossage. Privés de leurs chaloupes, attendant d'un instant à l'autre des signaux contraires, nos vaisseaux n'exécutent point ces ordres ou ne les exécutent qu'à demi (3). Au milieu de cette confusion, l'escadre

(1) Le *Culloden*, à sept milles en arrière, remorquant un brick français chargé de vins qu'il avait capturé deux jours auparavant dans le port de Coron.

(2) L'*Alexander* et le *Swiftsure* à neuf milles dans le sud.

(3) Rapport de l'amiral Blanquet-Duchayla. L'original de ce rapport n'existe point aux archives de la marine ; mais une traduction de cette pièce importante, trouvée dans les

anglaise s'avance sous toutes voiles et ne révèle dans sa manœuvre aucune hésitation. « On avait cru imposer à l'ennemi, écrivait Villeneuve au ministre de la marine après ce malheureux combat; mais il ne s'y est pas mépris : nous voir et nous attaquer a été l'affaire d'un moment. »

Favorisé par une belle brise de nord-ouest, Nelson est déjà à l'entrée de la baie. Un de nos bricks est alors détaché vers lui pour l'induire en erreur et l'attirer sur le banc qui prolonge au loin la pointe extérieure de la petite île d'Aboukir. L'escadre anglaise a deviné le piége (1). Le commandant du *Goliath*, le capitaine Foley, a pris la tête de la ligne. On aperçoit ses sondeurs, qui, placés dans les porte-haubans du vaisseau, interrogent incessamment le fond et signalent l'approche du danger. Le *Goliath* s'éloigne du banc et arrondit cette pointe perfide sur laquelle le *Culloden* doit s'échouer. L'île d'Aboukir est doublée, l'escadre anglaise est dans la baie. Brueys, en ce moment, signale à nos vaisseaux d'ouvrir le feu dès que l'ennemi sera à portée. Nelson, de son côté, ordonne aux siens de mouiller une ancre de l'arrière et d'engager ainsi notre escadre bord à bord. Par cette disposition, mieux embossés que notre escadre, conservant un hunier amené pour rectifier au besoin leur position, les vaisseaux anglais doivent faire un meilleur usage de leur artillerie et prendre aisément les batteries de nos bâtiments en écharpe. Nelson permet que ces vaisseaux s'avancent à l'ennemi de toute leur vitesse et sans conserver leurs rangs : il se borne à leur signaler de porter leurs efforts sur notre avant-garde. Depuis longtemps, en effet, il a été convenu entre lui et ses capitaines que ce serait là le mode d'attaque adopté; écraser la tête de la ligne française avec des forces supérieures, et ne songer à l'arrière-garde que lorsque l'avant-garde aura été réduite; tel est le plan qu'en 1794 avait conçu lord Hood, quand il menaçait l'amiral Martin embossé sous les batteries du golfe Jouan, plan que Nelson aujourd'hui veut exécuter. L'intelligence du capitaine Foley y apporte sur le terrain même une modification heureuse. Il se souvient de ce mot de Nelson : « Partout où un vaisseau ennemi peut tourner sur ses ancres, un des nôtres peut trouver à mouiller. » Digne du poste glorieux qu'il occupe, le capitaine Foley n'hésite pas à essayer de doubler la ligne française : à six heures quarante minutes (2), passant devant *le Guerrier*, il vient résolûment mouiller à terre de ce vaisseau.

Quatre autres vaisseaux anglais, le *Zealous*, l'*Orion*, le *Theseus*, l'*Audacious*, suivent le *Goliath* et prennent poste successivement par le travers du *Guerrier*, du *Conquérant*, du *Spartiate*, de *l'Aquilon* et du *Peuple-Souverain*. Nelson

papiers de Nelson, a été publiée dans le troisième volume de sa correspondance.

(1) Ce fut en ce moment qu'un bateau arabe, malgré les efforts que fit le brick français pour l'arrêter, accosta le *Vanguard*, qui avait mis en panne pour l'attendre. Ce bateau portait-il des pilotes à l'escadre anglaise? On le crut généralement à bord de nos bâtiments. Nelson cependant, après avoir communiqué avec cette embarcation, se borna à signaler à ses vaisseaux de continuer leur route. Le seul secours qu'il reçut probablement de cette rencontre inespérée fut d'apprendre d'une façon certaine qu'il n'existait aucun obstacle entre lui et la flotte française.

(2) Un peu avant six heures suivant le rapport du contre-amiral Blanquet-Duchayla. Presque tous les rapports *anglais* ou *français* que nous avons consultés offrent un remarquable accord sur les principaux détails du combat d'Aboukir; les divergences qu'on y rencontre portent principalement sur le moment précis auquel le feu a commencé ou cessé à bord de chaque vaisseau.

mouille le premier en dehors de notre ligne d'embossage. Le *Vanguard*, sur lequel flotte son pavillon, exposé au feu du *Spartiate*, que commande le brave capitaine Émériau, éprouve bientôt des pertes considérables. Nelson lui-même est atteint d'un biscaïen à la tête. Les vaisseaux le *Minotaur* et le *Defence* arrivent à propos pour soutenir le *Vanguard*. Cinq vaisseaux français supportent en ce moment tout l'effort de huit vaisseaux anglais (1), tandis que le centre de notre ligne, où le vaisseau à trois ponts *l'Orient*, que monte l'amiral Brueys, s'appuie sur deux vaisseaux de 80, *le Franklin* et *le Tonnant*, le centre n'a point encore eu d'ennemis à combattre. C'est cependant là le point fort de l'armée française. Le premier vaisseau anglais qui s'aventure sous la volée de *l'Orient*, le *Bellerophon*, vaisseau de 74, commandé par le capitaine Darby, a perdu en moins d'une heure deux de ses bas-mâts et a eu 197 hommes mis hors de combat. Il coupe son câble et va se réfugier vers le fond de la baie. En ce moment, accablée par les ennemis qui la pressent de toutes parts, notre avant garde a ralenti son feu et semble à demi réduite ; mais, malgré l'arrivée du *Defence* et du *Majestic*, l'avantage est encore de notre côté dans cette partie de la ligne où combattent *l'Orient*, *le Tonnant* et *le Franklin*. Là, de rapides volées d'artillerie indiquent un combat acharné. Cependant l'obscurité est déjà complète, et les ténèbres de la nuit enveloppent les deux armées. Le *Culloden*, que commande Troubridge, s'est jeté sur les hauts fonds de l'île d'Aboukir, et l'action est engagée depuis plus de deux heures avant que le *Leander*, le *Swiftsure* et l'*Alexander* aient pu y prendre part. Ils apparaissent enfin sur le champ de bataille (2). Le *Culloden* échoué leur a servi de phare, et la lueur sinistre de la canonnade les dirige vers l'escadre française. Tous trois portent leurs efforts sur ce groupe formidable qui, après avoir démâté le *Bellerophon*, continue à répondre avec une supériorité incontestable au feu du *Defence* et du *Majestic*. Brueys, qui eût mérité de vaincre en ce jour, si la victoire appartenait au plus intrépide, Brueys soutient sans s'émouvoir ce terrible assaut. Déjà atteint d'une double blessure, il a refusé de quitter le pont, et un nouveau boulet lui épargne la douleur d'être témoin des malheurs qui se préparent.

C'est alors, en effet, qu'un effroyable incendie se déclare à bord de *l'Orient*. Le feu a pris dans les porte-haubans d'artimon et a bientôt envahi le gréement ; il se propage d'un mât à l'autre avec une rapidité que rien ne peut maîtriser. A dix heures du soir, une explosion, qui ébranle les navires environnants et les couvre de débris enflammés, annonce aux deux armées que *l'Orient* vient de s'engloutir. Il disparaît, entraînant avec lui dans le gouffre ses blessés, la plus grande partie de son équipage héroïque et la fortune de la journée. Un nuage épais de fumée et de cendre marque encore la place où le colosse a combattu. Sous l'émotion de cette lugubre scène, la canonnade est restée suspendue pendant près d'un quart d'heure, elle recommence alors avec plus d'énergie, et c'est *le Franklin* qui en donne le signal. Inutile héroïsme, stérile sacrifice ! le destin s'est déjà prononcé

(1) Les vaisseaux anglais qui combattirent l'avant-garde française se trouvèrent mouillés dans l'ordre suivant : à terre des vaisseaux français : le *Zealous*, par le bossoir de bâbord du *Guerrier* : l'*Audacious*, le *Goliath*, le *Theseus*, l'*Orion* s'étendant depuis *le Guerrier* jusqu'au *Peuple-Souverain* : au large des vaisseaux français : le *Vanguard* par le travers du *Spartiate*, le *Minotaur* par le travers de *l'Aquilon*, le *Defence* par le travers du *Peuple-Souverain*.

(2) Vers huit heures un quart suivant le rapport du contre-amiral Blanquet-Duchayla.

contre nous. Il n'est qu'une manœuvre qui pourrait sauver l'armée française, ce serait celle qui amènerait au feu les vaisseaux négligés par l'ennemi. « *Pendant quatre mortelles heures,* l'arrière-garde n'a vu de ce combat que le feu et la fumée de nos adversaires et des deux premières escadres qui étaient assaillies (1), » et cependant cette arrière-garde reste immobile. *Le Timoléon* seul, hissant ses huniers, semble provoquer un ordre d'appareillage que, dans l'horreur de cette nuit funeste, personne ne songe à donner (2). « Dès le commencement de l'action, tout a été livré à la faculté individuelle de chaque vaisseau... Ceux-là seuls peuvent combattre qui se trouvent dans la partie de la ligne que les ennemis ont voulu attaquer (3). » L'espoir de Nelson n'a point été trompé. « Je savais bien, disait-il quelques mois plus tard, qu'en attaquant l'avant-garde et le centre de l'armée française avec une brise qui soufflait dans la direction même de sa ligne d'embossage, je pourrais, à mon gré, concentrer mes forces sur un petit nombre de ses vaisseaux. Aussi avons-nous constamment combattu avec des forces supérieures. » Que pourront les plus nobles efforts contre de pareilles chances ? Notre avant-garde succombe la première : sur 400 hommes d'équipage, *le Conquérant* en a plus de 200 hors de combat ; le capitaine de *l'Aquilon* est mort sur son banc de quart ; celui du *Spartiate* a reçu deux blessures. Ces deux vaisseaux ont eu 150 hommes tués et 360 blessés. *Le Guerrier* a perdu ses trois bas-mâts ; *le Peuple-Souverain* a coupé ses câbles et laissé sur l'avant du *Franklin* un funeste intervalle qu'est venu occuper le *Leander*. Le centre, où l'incendie de *l'Orient* a jeté le désordre, voit alors ses vaisseaux dispersés ou écrasés par l'ennemi. Au lever du soleil, on aperçoit *le Mercure* et *l'Heureux* échoués au fond de la baie. Trop voisins de *l'Orient,* ils ont dû s'éloigner de ce vaisseau embrasé. *Le Tonnant, le Guillaume-Tell, le Généreux* et *le Timoléon* figurent seuls encore sur le champ de bataille ; mais le *Theseus* et le *Goliath*, que notre avant-garde a cessé d'occuper, viennent soutenir le *Majestic* et l'*Alexander,* et d'autres vaisseaux anglais s'apprêtent à suivre ce premier renfort. Le contre-amiral Villeneuve, qui, sur *le Guillaume-Tell*, commande l'arrière-garde, appareille, à onze heures du matin, avec les débris de l'armée française. En ce moment, *l'Heureux* et *le Mercure* ont été amarinés par l'ennemi ; mais *le Tonnant* et *le Timoléon* ne le sont pas encore. Démâté de tous ses mâts, privé de son capitaine, qui a eu un pied emporté et la jambe fracturée, *le valeureux Tonnant,* comme l'appelle Decrès, compte déjà 110 hommes tués et 150 blessés. Il a successivement combattu, à portée de fusil, dans la nuit du 1er août, le *Majestic,* dont le capitaine a été frappé à mort par une balle, l'*Alexander* et le *Swiftsure*. Ses couleurs flottent au tronçon de son grand mât ; il ne les amène qu'au bout de vingt-quatre heures, quand le *Theseus* et le *Leander* viennent de nouveau l'assaillir. Trop maltraité pour pouvoir imiter la manœuvre de Villeneuve, *le Timoléon* est forcé de faire côte. *Le Guillaume-Tell* et *le Généreux*, accompagnés des frégates *la Diane* et *la Justice,* parviennent seuls à échapper au désastre le plus complet qui ait jamais affligé notre marine.

Sur les 13 vaisseaux et les 4 frégates que Nelson avait combattus dans la baie

(1) *Journal particulier* du contre-amiral Decrès adressé au vice-amiral Bruix, ministre de la marine.

(2) Rapport du citoyen Frégier, lieutenant de vaisseau faisant fonctions de capitaine de frégate sur *le Timoléon,* commandé par le capitaine de vaisseau Léonce Trullet.

(3) Lettre confidentielle du contre-amiral Decrès au vice-amiral Bruix, ministre de la marine.

d'Aboukir, 9 vaisseaux tombèrent en son pouvoir (1). *L'Orient* sauta pendant l'action ; *le Timoléon* et la frégate *l'Artémise,* après s'être échoués, furent brûlés par leurs équipages, et *la Sérieuse,* peu digne par son artillerie, si elle l'était par son courage, de la colère d'un vaisseau de ligne, fut coulée par l'*Orion,* qui eût pu dédaigner un pareil adversaire. 11 vaisseaux et 2 frégates capturés ou détruits étaient pour les Anglais le prix de ce combat acharné ; mais leurs vaisseaux dégréés ne purent s'opposer au départ de Villeneuve. *Le Guillaume-Tell, la Diane* et *la Justice* allèrent se réfugier à Malte. *Le Généreux,* après avoir enlevé sous Candie le vaisseau de 50 le *Leander,* qui portait en Angleterre la nouvelle de la victoire d'Aboukir, parvint à gagner la rade de Corfou.

Telle fut l'issue d'un combat dont les conséquences furent incalculables. Notre marine ne se releva jamais de ce coup terrible porté à sa considération et à sa puissance. Ce fut ce combat qui, pendant deux ans, livra la Méditerranée aux Anglais et y appela les escadres de la Russie, qui enferma notre armée au milieu d'un peuple soulevé, et décida la Porte à se déclarer contre nous, qui mit l'Inde à l'abri de nos entreprises et la France à deux doigts de sa perte, car il ralluma la guerre à peine éteinte avec l'Autriche, et porta Suwarow et les Austro-Russes jusque sur nos frontières. Dans cette nuit funèbre où l'escadre anglaise coupait sur tant de points notre ligne de bataille et brisait à coups redoublés les anneaux isolés de cette forte chaîne, quelle fatalité retenait donc à l'arrière-garde les vaisseaux de Villeneuve, demeurés pendant si longtemps spectateurs impassibles d'un engagement inégal, possesseurs indifférents de la seule chance qui pût nous donner la victoire? Ces vaisseaux étaient sous le vent de ceux qui combattaient ; mais, à moins d'un calme plat, ce qui ne se présenta point, ils eussent facilement refoulé le faible courant qui règne sur cette côte et gagné dans une seule bordée un poste plus convenable pour des gens de cœur. De la tête à la queue de la ligne, la distance n'excédait guère un mille et demi, et, pour prendre part à l'action, il suffisait de s'élever au vent de quelques encâblures. Les vaisseaux de Villeneuve avaient deux grosses ancres à la mer, mais ils pouvaient couper leurs câbles à huit heures, à dix heures du soir (2), pour aller dégager l'avant-garde, aussi bien que le lendemain à onze heures du matin, pour éviter de partager son sort. Si d'ailleurs les moyens de mouiller de nouveau leureussent alors manqué, ce qu'il est difficile de croire, ils étaient libres de combattre sous voiles

(1) De ces 9 vaisseaux, 6 seulement quittèrent, le 14 août, la baie d'Aboukir, sous la conduite de sir James Saumarez, chargé de les escorter avec 7 vaisseaux anglais. Arrivé à Gibraltar, sir James Saumarez fut obligé de laisser dans ce port *le Peuple-Souverain,* qui avait failli sombrer pendant la traversée, et parvint, non sans peine, à conduire à Plymouth *le Franklin* et *le Tonnant* de 80; *le Spartiate, l'Aquilon* et *le Conquérant* de 74. *Le Conquérant* et *le Peuple-Souverain* étaient de très-vieux vaisseaux à peine en état de tenir la mer; mais, suivant Nelson, ils avaient moins souffert dans le combat que les autres vaisseaux capturés, à travers lesquels, écrivait l'amiral anglais, on eût pu faire passer *un carrosse à quatre chevaux.*

(2) S'il faut en croire les procès-verbaux déposés aux archives de la marine, *le Guerrier* amena à neuf heures trois quarts, *le Conquérant* à neuf heures, *le Spartiate* entre onze heures et minuit, *l'Aquilon* de neuf heures vingt-cinq minutes à neuf heures trente minutes. *le Franklin* à minuit; *le Peuple-Souverain* sortit de la ligne à huit heures et demie, combattit jusqu'à dix heures un quart, cessa complétement son feu à onze. *L'Orient* sauta à dix heures cinq minutes. A neuf heures, suivant le rapport du contre-amiral Blanquet-Duchayla, la plupart de ces vaisseaux avaient déjà ralenti leur feu.

ou d'aborder quelque vaisseau ennemi. Tout était préférable à cette inaction désastreuse. Sans doute, l'obscurité était profonde, le désordre général, les circonstances pleines d'émotion ; les signaux de l'amiral pouvaient être mal compris, incomplétement obéis peut-être : pourquoi donc des embarcations n'eussent-elles point porté d'un vaisseau à l'autre les ordres de Villeneuve, porté même à bord de *l'Heureux,* du *Mercure,* du *Timoléon,* du *Généreux,* des officiers chargés d'en presser l'exécution ? Le contre-amiral Decrès, les capitaines de l'escadre légère, les canots des frégates, ne pouvaient être mieux employés qu'à surveiller et favoriser cet appareillage, car cet appareillage sauvait notre armée. Immobile et résigné, Villeneuve attendit des ordres que Brueys entouré n'était déjà plus en état de donner. Il passa ainsi la nuit à échanger quelques boulets douteux avec les vaisseaux anglais, et, chose étrange pour un homme de ce courage éprouvé, il quitta le champ de bataille, emmenant son vaisseau presque intact du milieu de ses compagnons mutilés (1).

Ainsi, une fois encore, mais non la dernière fois, aussi nombreux que nos ennemis sur le champ de bataille, nous les avions combattus avec des forces inférieures. Un jour devait venir où, comme le comte de Grasse, comme Blanquet-Duchayla (2), Villeneuve se plaindrait à son tour d'avoir été abandonné par une

(1) Nous extrayons le passage suivant d'une lettre particulière adressée par Regnauld de Saint-Jean d'Angely, commissaire du gouvernement français pour les îles de Malte et de Goze, au citoyen Buffault, à Marseille : « Je dois vous dire qu'un mystère impénétrable couvre encore pour moi la cause de ce désastre. Le vaisseau *le Guillaume-Tell, la Diane* et *la Justice,* ont leurs voiles sans trous ni pièces, leurs haubans ne sont pas coupés, leurs manœuvres sont entières. Ils ont seulement quelques coups de canon dans le corps du vaisseau. » (Malte, 29 août 1798.) — Archives du ministère de la marine.

(2) Dans une lettre fort curieuse adressée au contre-amiral Blanquet-Duchayla, et qui fait partie des documents conservés dans les archives de la marine, l'amiral Villeneuve a exposé les motifs qui le portèrent à ne point appareiller avec l'arrière-garde ; mais pour apprécier cette justification, dont nous citerons les passages les plus saillants, il ne faut pas perdre de vue que l'amiral Brueys, une fois engagé, c'est-à-dire une heure avant que tous les vaisseaux anglais eussent mouillé, pouvait à peine savoir si l'arrière-garde combattait ou ne combattait pas, qu'il avait cru jusqu'au dernier moment la tête de sa ligne suffisamment couverte par les hauts-fonds de la baie et une batterie de mortiers qu'il avait établie sur la petite île d'Aboukir, et que, par conséquent, tous ses signaux avaient dû être préparés pour porter l'avant-garde et le centre au secours de l'autre aile, c'est-à-dire de l'arrière-garde, contre laquelle, « sans nul doute, écrivait-il le 13 juillet au général Bonaparte, les principaux efforts de l'ennemi seront dirigés. »

« Paris, 21 brumaire an IX (12 novembre 1800).

» Mon cher Blanquet, à peine sorti de ma longue réclusion et du chaos de mon arrivée dans ce pays, je veux t'écrire et entrer avec toi en explication.... Je ne te cache pas que j'ai appris avec bien de l'étonnement que *toi aussi* tu as été un de ceux qui ont prétendu que, dans la fatale nuit du combat d'Aboukir, j'aurais pu appareiller avec l'arrière-garde et me porter au secours de l'avant-garde. Dans une lettre que j'écris au ministre de la marine, lettre nullement provoquée par aucun procédé du gouvernement à mon égard, et dont je diffère encore la remise, je dis qu'il n'y a que la malveillance, la mauvaise foi ou l'ignorance la plus prononcée qui ait pu avancer une pareille absurdité. En effet, comment des vaisseaux mouillés sous le vent de la ligne, ayant à la mer deux grosses ancres, une petite, quatre grelins, eussent-ils pu appareiller et louvoyer pour arriver au fort du combat avant que les vaisseaux qui y étaient engagés eussent été réduits dix fois? Je dis que la nuit entière n'eût pas été suffisante. Je ne pouvais pas faire

partie de son armée. On est en droit de soupçonner quelque raison secrète à cette fatale coïncidence. Il n'est point naturel qu'entre tant d'hommes d'honneur il se soit trouvé si souvent des amiraux ou des capitaines pour encourir ce reproche. Si le nom de quelques-uns d'entre eux est aujourd'hui aussi tristement associé au souvenir de nos désastres, la faute, soyons-en convaincus, n'en est point à eux tout entière. Il en faut plutôt accuser la nature des opérations dans lesquelles ils furent engagés et ce système de *guerre défensive* que Pitt proclamait dans le parlement l'avant-coureur d'une ruine inévitable. Ce système, quand nous y voulûmes renoncer, avait déjà pénétré dans nos mœurs ; il avait pour ainsi dire énervé notre bras et paralysé notre confiance. Trop de fois nos escadres sont sorties de nos ports avec une mission spéciale à remplir et la pensée d'éviter l'ennemi. Le rencontrer était déjà une chance contraire. C'était ainsi que nos vaisseaux se présentaient au combat ; ils le subissaient au lieu de l'imposer. Si d'autres plans de campagne, si d'autres habitudes leur eussent permis de saluer l'apparition des escadres anglaises comme une heureuse fortune ; s'il eût fallu, en Égypte comme devant Cadix, poursuivre Nelson au lieu de l'attendre, qui peut douter que les événements n'eussent été profondément modifiés par cette seule circonstance? La flotte d'Aboukir n'était point une de ces flottes que la république improvisait de toutes pièces aux jours malheureux de 93. Quelques vaisseaux, il est vrai, « *le Conquérant, le Guerrier, le Peuple-Souverain,* étaient de vieux vaisseaux déjà condamnés depuis deux ans (1). » On les avait placés à l'avant-garde, croyant cette partie de la ligne à l'abri de toute attaque, et ce fut précisément sur eux que l'ennemi porta ses efforts. Les équipages, considérablement affaiblis, « se composaient d'hommes rassemblés au hasard et presque au moment du départ (2) ; » mais, pour compenser ces désavantages, cette flotte comptait dans ses

cette manœuvre, abandonner aucune de mes amarres ; et qu'on se rappelle le temps que nous mettions lorsque nous avons formé notre ligne pour nous élever dans le vent et gagner deux ou trois encâblures. Qu'on se rappelle que quelques jours auparavant les frégates *la Justice* et *la Junon,* ayant appareillé le soir pour se rendre à Alexandrie, reparurent le lendemain sous le vent de la pointe de Rosette.

» Je ne pouvais ni ne devais appareiller ; la chose était tellement reconnue, que l'amiral même, dans l'instruction qu'il nous avait donnée et dans les signaux supplémentaires qu'il y avait joints, avait bien prévu le cas où il pourrait faire appareiller l'avant-garde pour la faire porter au secours du corps de bataille ou de l'arrière-garde attaqués, mais il n'y avait mis aucun article pour faire porter l'arrière-garde au secours de l'avant-garde, parce que la chose était impossible, et qu'il aurait séparé son escadre sans pouvoir en tirer aucun avantage. J'aurais encore mille motifs à donner pour combattre cette assertion. Ils passent les bornes que je dois me fixer dans cette lettre.

» J'ai parlé de cette affaire avec quelques-uns des capitaines de l'avant-garde. Tous sont convenus avec bonne foi que, dans le moment où ils étaient le plus vivement chauffés par l'ennemi, ils n'ont jamais espéré de secours des vaisseaux de l'arrière-garde, et que *la perte de l'escadre a été décidée du moment où les vaisseaux anglais ont pu nous doubler par la tête.* A bord des vaisseaux de l'arrière-garde, la pensée d'appareiller et de se porter au fort du combat n'est venue à personne, parce que c'était impraticable...

» Adieu, mon cher Duchayla; tout à toi.

» VILLENEUVE. »

(1) Lettre particulière du contre-amiral Decrès au vice-amiral Bruix, ministre de la marine.

(2) Rapport du contre-amiral Gantheaume au ministre de la marine.

« .... Nos équipages sont très-faibles en nombre et en qualité d'hommes. Nos vaisseaux

rangs les officiers les plus renommés de notre marine : Brueys, que Bonaparte avait distingué dans l'Adriatique, et qui n'avait pas alors plus de quarante-cinq ans ; Villeneuve, dont personne n'a osé mettre la bravoure en doute, et qui avait fait avec honneur la guerre d'Amérique ; Blanquet-Duchayla, justement réputé comme un marin consommé, et dont les Anglais admirèrent le courage inébranlable ; Dupetit-Thouars, qu'immortalisa en ce jour la belle défense du *Tonnant*, homme d'un esprit fin et gracieux et d'un cœur héroïque; Decrès, qui montra sur *le Guillaume-Tell,* quand il sortit de Malte, ce qu'on pouvait attendre de sa fermeté et de sa valeur ; Émériau, sur lequel l'empereur jeta plus tard les yeux pour lui confier le soin de venger un jour nos malheurs ; Casa-Bianca, englouti avec son jeune fils au milieu des débris de *l'Orient;* Le Joille enfin, qui, malgré l'impression sinistre d'une aussi grande défaite, poursuivait, dix-huit jours après la destruction de notre escadre, un vaisseau de 50 canons, dont une imagination plus frappée eût pu assurément grossir l'apparence, et enlevait d'un seul coup les trophées d'Aboukir et le capitaine du *Vanguard* avec celui du *Leander* (1).

Ce n'étaient point de tels hommes, bien qu'ils eussent à combattre l'élite de la flotte anglaise, qui devaient justifier l'audace de Nelson. Sans doute leurs vaisseaux étaient bien loin de posséder cette admirable organisation des vaisseaux qu'avait formés lord Jervis; sans doute l'incendie de *l'Orient* fut un accident funeste, imprévu, de nature à influer sur le sort d'un combat ; mais, malgré tant de chances réunies contre nous, la fortune eût hésité plus longtemps entre les deux armées, et n'eût point appuyé si lourdement sa main sur notre escadre, si Brueys, épargnant à Nelson la moitié du chemin, eût pu courir à sa rencontre pour le combattre. Longtemps cette guerre embarrassée et timide qu'avaient faite Villaret et Martin, *cette guerre défensive,* avait pu se soutenir, grâce à la circonspection des amiraux anglais et aux traditions de la vieille tactique. C'était avec ces traditions qu'Aboukir venait de rompre ; le temps des combats décisifs était arrivé.

V.

Le premier soin de Nelson après sa victoire fut de rassurer l'Inde anglaise alarmée. Il expédia aussitôt au gouverneur de Bombay un de ses officiers, qui, débarqué à Alexandrette, gagna par Alep et Bagdad le golfe Persique et atteignit au bout de soixante-cinq jours la presqu'île de l'Indostan. La lettre que Nelson adressa en cette occasion au gouverneur de Bombay offre un échantillon curieux de son style officiel et peut faire juger du ton brusque et positif qu'il employait pour traiter les affaires :

« Je vous dirai en peu de mots, lui écrit-il, qu'une armée française de 40,000 hommes, embarquée sur 300 transports et escortée par 13 vaisseaux de ligne,

sont, en général, fort mal armés, et je trouve qu'il faut *bien du courage pour se charger de conduire des flottes aussi mal outillées.* — Aboukir, 21 messidor an VI (9 juillet 1798). L'amiral Brueys au ministre de la marine. — Cette lettre a été publiée à Londres dans le recueil intitulé *Lettres interceptées par les croisières anglaises.*

(1) Le capitaine Berry, commandant le *Vanguard,* avait pris passage sur le *Leander,* commandé par le capitaine Thompson, et avait été remplacé sur le vaisseau-amiral par un des jeunes officiers qu'affectionnait Nelson, Thomas Hardy, capitaine du brick *la Mutine.*

11 frégates, des bombardes, des canonnières, etc., arriva devant Alexandrie le 1er juillet. Le 7, elle en partit pour se porter sur le Caire, où elle entra le 22. Pendant leur marche, les Français ont eu avec les mameluks quelques engagements qu'ils appellent *de grandes victoires*. Comme j'ai sous les yeux les dépêches de Bonaparte dont je me suis emparé hier, je peux parler de ses mouvements avec certitude. Il dit : *Je me dispose à envoyer prendre Suez et Damiette.* Il ne s'exprime point en termes très-favorables sur le compte du pays et de ses habitants. *Tout cela est écrit d'un style si boursouflé, qu'il n'est pas facile d'en tirer la vérité.* Cependant il ne fait pas mention de l'Inde dans ses lettres. Il s'occupe, dit-il, d'organiser le pays ; mais vous pouvez être convaincu qu'il n'est maître que du terrain que couvre son armée... J'ai eu le bonheur d'empêcher 12,000 hommes de quitter Gênes, et *aussi* de prendre 11 vaisseaux de ligne et 2 frégates. En un mot, 2 vaisseaux et 2 frégates sont seuls parvenus à m'échapper. Ce glorieux combat a eu lieu à l'embouchure du Nil et à l'ancre. Il a commencé au coucher du soleil le 1er août, et ne s'est terminé que le lendemain matin à trois heures. L'action a été chaude, mais Dieu a béni nos efforts et nous a accordé une grande victoire... *Bonaparte n'a point encore eu affaire à un officier anglais. Je tâcherai de lui apprendre à nous respecter.* Voilà tout ce que j'ai à vous faire connaître... Ma lettre n'est peut-être point aussi claire qu'on eût pu s'y attendre : j'espère cependant que vous voudrez bien m'excuser quand je vous dirai *que mon cerveau a été tellement ébranlé par la blessure que j'ai reçue à la tête, que je ne suis pas toujours aussi lucide, je le sens bien, qu'on serait en droit de le désirer.* Cependant, tant qu'il me restera un rayon de raison, mon cœur et ma tête seront tout entiers au service de mon roi et de mon pays. »

Cet empressement à faire parvenir dans l'Inde la nouvelle de la bataille d'Aboukir témoigne suffisamment de la gravité des inquiétudes que la présence d'une armée française en Égypte avait déjà excitées en Angleterre sur le sort d'un empire encore mal affermi.

« On peut trouver la chose étrange au premier abord (écrivait Nelson au comte de Saint-Vincent un mois avant sa victoire), mais, en vérité, un ennemi entreprenant pourrait très-aisément, soit en se rendant maître du pays, *soit en obtenant le consentement du pacha d'Égypte,* conduire une armée jusque sur les bords de la mer Rouge. Si alors il s'était concerté d'avance avec Tippoo-Saïb, et qu'il trouvât des bâtiments préparés à Suez, *il lui faudrait à peine trois semaines pour porter ses troupes sur les côtes de Malabar ;* car telle est la durée d'une traversée moyenne en cette saison, et, dans ce cas, nos possessions de l'Inde se trouveraient très-sérieusement compromises. »

Appréciant comme Nelson les dangers d'une pareille attaque, la compagnie des Indes avait déjà expédié les ordres les plus pressants pour qu'on mît en état de défense les points qui pouvaient être menacés par l'armée française. La destruction de notre flotte l'avait rassurée contre une tentative d'invasion qui semblait désormais impossible, et, en témoignage de sa reconnaissance, la compagnie vota au vainqueur d'Aboukir un don de 10,000 liv. sterl. Ce premier hommage n'était que l'avant-coureur des distinctions dont Nelson allait être accablé. La *compa-*

gnie turque (1) lui offrit un vase d'argent, la société patriotique un service estimé 500 liv. sterl., la Cité de Londres une épée de la valeur de 200 guinées en échange de l'épée du contre-amiral Duchayla que Nelson lui avait envoyée, et qu'elle fit suspendre dans la salle même de ses séances. Le sultan, l'empereur de Russie, les rois de Sardaigne et de Naples, la petite île de Zante elle-même, le comblèrent à l'envi d'honneurs et de présents. Le duc de Clarence, les vétérans de l'armée anglaise, Hood, Howe, Saint-Vincent; Peter Parker, qui l'avait fait capitaine; Goodall, qui servait en 1795 sous l'amiral Hotham; sir Roger Curtis, qui eût pu lui envier, comme sir John Orde et sir William Parker, le commandement de son escadre; tous ces amiraux, qui voyaient en lui un élève ou un rival, s'empressèrent d'unir leurs félicitations à celles que lui adressaient de toutes parts les souverains étrangers et les ennemis de la révolution française (2). Collingwood vint y joindre le touchant suffrage de sa vieille et fidèle amitié. Il était encore devant Cadix, éloigné depuis plus de trois ans d'une famille qu'il adorait, maudissant ce blocus inactif qui l'avait privé d'assister au combat d'Aboukir, mais toujours prêt à sacrifier à son pays ses goûts, son repos et les plus chères inclinations de son cœur.

« Je ne saurais, mon cher ami (écrivait-il à Nelson), vous exprimer toute la joie que j'ai éprouvée en apprenant votre complète et glorieuse victoire sur l'armée française. Jamais on n'en a remporté de plus décisive, de plus importante par ses conséquences. Grâces soient rendues à la divine Providence pour la protection dont elle vous a couvert au milieu de tant de dangers! Mon cœur en est pénétré de reconnaissance, car ce n'est point sans péril qu'on accomplit de si grandes choses... Je déplore bien sincèrement la mort du capitaine Westcott (3) : c'était un homme de bien et un brave officier; mais, s'il dépendait de nous de choisir une occasion pour sortir de cette vie, qui pourrait souhaiter un plus beau jour, un jour plus mémorable que celui dans lequel il a succombé! »

Le ministère anglais sembla seul rester en arrière au milieu de cet entraînement général. En entrant dans la baie d'Aboukir le 1er août 1798, Nelson avait dit aux officiers qui l'entouraient : « Demain, avant cette heure, j'aurai mérité la pairie ou Westminster. » Il obtint la pairie, mais le combat de Saint-Vincent avait valu à l'amiral Jervis le titre de comte et une pension de 3,000 liv. sterl.; Duncan avait gagné celui de vicomte et une pension semblable devant Camperdown; Nelson ne reçut pour prix de sa victoire que le titre de baron, et une dotation de 2,000 livres réversible sur la tête de ses deux premiers héritiers mâles. Il fut créé pair sous le nom de baron du Nil et de Burnham-Thorpe. « C'est la plus haute dignité nobiliaire, lui écrivait lord Spencer, qui ait été conférée à un officier de votre grade, commandant en sous-ordre. » Cette distinction entre les services d'un commandant en chef et ceux d'un amiral investi d'un commandement temporaire avait quelque chose de misérable en présence de l'enthousiasme que

(1) Compagnie formée à Londres pour l'exploitation du commerce du Levant.

(2) « Monsieur le vice-amiral Nelson, lui écrivait Paul Ier, la victoire complète que vous avez remportée sur l'ennemi commun, et la destruction de la flotte française, sont assurément des titres trop puissants pour ne pas vous attirer les suffrages de *la saine partie de l'Europe.* »

(3) Commandant le *Majestic* à Aboukir.

cette victoire inattendue avait excité dans toutes les cours de l'Europe et des immenses résultats qu'elle laissait déjà entrevoir.

Ce fut le sort de Nelson de subir toute sa vie ces blessantes épreuves, et, bien que personne au monde n'en ressentît plus profondément l'aiguillon, il faut lui rendre cette justice qu'il ne mesura jamais son dévouement à la reconnaissance du ministère ou du pays. Il est un mot, le dernier que Nelson ait prononcé à son lit de mort, qui, semblable à un talisman magique, a souvent ranimé sa constance pendant cette longue guerre : le *devoir*. Le *devoir* fut pour les Anglais ce qu'étaient pour nous l'honneur et l'amour de la patrie. C'était le même sentiment caché sous des noms divers ; mais, chez nos voisins, il prenait sa source dans les vieilles croyances religieuses que la France républicaine venait de répudier. Jamais ne s'est révélée plus profonde qu'à cette époque la ligne de démarcation qui de tout temps a séparé les génies si divers des deux peuples. Ainsi, pendant que nos marins intrépides se consolaient en riant de leur défaite et se promettaient de prendre leur revanche, pendant que Troubridge écrivait à Nelson « qu'il avait à son bord 20 officiers prisonniers dont pas un ne semblait reconnaître l'existence d'un Être suprême, » les Anglais, s'agenouillant sur le champ de bataille d'Aboukir, rendaient grâce de leur victoire au ciel. L'incendie dévorait encore *le Timoléon* et *la Sérieuse*, *le Tonnant* n'était point amariné, quand ils s'acquittaient de ce pieux devoir. Nelson venait de les y convier et de remercier en même temps ses frères d'armes de leur dévouement et de leurs efforts. Les ordres du jour qu'il adressa à son escadre en cette occasion n'ont point l'élan, n'ont point la pompe inspirée des bulletins de Bonaparte, mais ils sont l'expression la plus vraie et la plus élevée des sentiments qui animaient alors le camp ennemi.

« Le Dieu tout-puissant, dit Nelson à ses capitaines, ayant béni les armes de sa majesté et leur ayant accordé la victoire, l'amiral a l'intention de lui en rendre de publiques actions de grâces, aujourd'hui même, à deux heures, et il recommande à tous les vaisseaux d'en faire autant, dès qu'ils le pourront sans inconvénient... Il félicite du fond du cœur les capitaines, officiers, matelots et soldats de marine embarqués sur l'escadre qu'il a l'honneur de commander, de l'issue de ce dernier engagement, et les prie d'agréer ses sincères et affectueux remercîments pour leur noble conduite dans cette glorieuse action. Il n'est aucun matelot anglais qui n'ait dû sentir en ce jour quelle est la supériorité d'équipages fidèles au bon ordre et à la discipline sur ces hommes sans frein dont rien n'a pu régler les tumultueux efforts. »

Légitime et salutaire hommage offert sur le champ de bataille, non point à l'enthousiasme, non point à la valeur, mais à ce qui peut triompher de la valeur et de l'enthousiasme, *au bon ordre et à la discipline !*

L'homme qui parlait ainsi à son escadre, douze heures après la plus éclatante victoire, n'a pas toujours conservé ce ton noble et imposant. Les grandes circonstances inspiraient Nelson; mais en quittant le champ de bataille, en dehors de ces moments d'excitation qui agissaient si puissamment sur sa nature nerveuse, cet homme, rendu à ses préjugés d'enfance et à son humeur vaniteuse et bizarre, devenu accessible à toutes les séductions et à toutes les flatteries, descendait subitement de ces hauteurs auxquelles le vrai génie peut seul se maintenir. Il n'est d'ailleurs que trop vrai que la victoire d'Aboukir le jeta, par une élévation sou-

daine, dans une sphère pour laquelle il n'était point fait. Il se produisit alors chez lui, au milieu des enivrements qui suivirent ce triomphe, une sorte de révolution morale, un éblouissement et comme une perturbation de ses facultés, que plusieurs personnes n'ont point craint d'attribuer au coup violent qu'il avait reçu à la tête et à l'ébranlement qui en était résulté dans la masse cérébrale; mais les faveurs de la fortune ont porté le trouble et l'erreur dans de plus hautes intelligences, et l'air empoisonné de la cour de Naples fut plus funeste à la raison de Nelson que le biscaïen d'Aboukir. Il achevait à peine d'amariner ses prises et de les mettre en état de gagner les ports d'Angleterre, que déjà le destin le poussait vers ce fatal rivage. Les instructions confidentielles qu'il reçut, le 15 août 1798, du comte de Saint-Vincent, l'obligèrent en effet à quitter si précipitamment l'Égypte, qu'il se hâta d'incendier *l'Heureux* et *le Mercure* qu'il n'avait pu remettre à flot, *le Guerrier* qu'il n'avait pu réparer (1). Laissant au capitaine Hood, pour bloquer le port d'Alexandrie, les vaisseaux le *Zealous*, le *Goliath* et le *Swiftsure,* il prit avec lui le *Culloden*, le *Vanguard* et l'*Alexander,* et, le 19 août, fit route pour la baie de Naples, où l'attendaient de nouvelles épreuves et de plus grands dangers.

E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE.

(1) Pour chacun de ces 3 vaisseaux incendiés, le gouvernement anglais paya aux vainqueurs la somme de 500,000 francs. Dans un cas semblable, les ordonnances encore en vigueur dans la marine française n'eussent alloué aux capteurs qu'une somme d'environ 64,000 francs, c'est-à-dire 800 francs *par canon*. Telle est la gratification accordée aux officiers et équipages d'un bâtiment français pour la destruction d'un vaisseau de ligne! Cette gratification est de 600 francs *par canon,* si le navire détruit est une frégate ou tout autre bâtiment de guerre; elle est de 400 francs, s'il s'agit d'un corsaire. En général, il faut le dire, notre législation est bien moins libérale sur ce chapitre que la législation anglaise. En Angleterre, la totalité des prises faites par les bâtiments de guerre appartient, sauf un léger droit prélevé par l'amirauté, aux officiers et aux équipages de ces bâtiments. En France, tous les *navires de guerre* enlevés à l'ennemi appartiennent également en totalité aux états-majors et équipages des bâtiments qui les ont capturés, sous la déduction d'une retenue de 2 et demi pour 100 au profit de la caisse des Invalides; mais *les corsaires* et *les bâtiments marchands* n'appartiennent aux capteurs que pour les 2/3 : un tiers du produit net est attribué à la caisse des Invalides, indépendamment de la retenue générale de 2 et demi pour 100. Si du moins la part des capteurs ainsi réduite leur eût toujours été fidèlement payée! mais qui ne sait les interminables procédures et les mille détours qui, pendant la dernière guerre, ont si souvent ravi à nos marins ces dépouilles opimes, arrosées de tant de sang, acquises au prix de tant de périls et de fatigues?

L'ALLEMAGNE

DU PRÉSENT.

VI.

BERLIN.[1]

LA SITUATION RELIGIEUSE.

Le 15 octobre 1845, l'université de Berlin célébrait, en une même solennité, l'ouverture de la nouvelle année scolaire et le jour de naissance du roi. Il y avait foule dans la grande salle des actes; la cérémonie promettait cette fois plus de piquant qu'à l'ordinaire. Sa majesté s'était donné l'innocente distraction d'habiller les professeurs en costume du moyen âge, et l'on tenait à voir de quel air les doctes maîtres porteraient ces vénérables atours, pour lesquels la plupart avaient annoncé peu de goût, les libéraux ayant même protesté de leur mieux contre cette fantaisie d'antiquaire.

(1) Arrivé à Berlin, dans le récit de son voyage, l'auteur de *l'Allemagne du présent* avait cru devoir ajourner cette dernière partie de ses souvenirs. Un concile national s'assemblait, et la fameuse constitution était une fois de plus annoncée pour la fête du roi. L'état de choses que l'auteur avait vu pouvait d'un coup disparaître pendant qu'il le racontait. Le concile est fermé, la fête du roi est passée, rien n'est changé. Il s'en faut de quelque temps encore avant que *l'Allemagne du présent* ait commencé d'être l'Allemagne de l'avenir. — Voyez les autres parties de cette série dans les livraisons des 31 janvier, 28 février, 31 mars, 30 avril et 30 juin.

Après qu'on eut chanté le *Salvum fac regem*, M. Bœckh, le prince des philologues, l'orateur officiel de l'université, fit le discours de rigueur avec sa belle latinité de vrai cicéronien, *de benignitate principali ;* puis le recteur sortant, avant de remettre à son successeur les insignes de sa dignité, rendit compte de l'année qui finissait et proclama la liste du sénat académique pour l'année courante. Parmi les noms inscrits sur cette liste, il y en eut un qui provoqua je ne sais quelle sourde rumeur, moitié de colère et moitié d'ironie : ce fut le nom de M. Hengstenberg, doyen désigné de l'ordre des théologiens; et, tandis qu'on se retirait en psalmodiant un *miserere*, il était des gens qui pensaient assez haut : Oui, vraiment, mon Dieu! ayez pitié de nous, car ce n'est point Hengstenberg qui nous fera miséricorde.

Quel était donc ce formidable docteur que j'avais entendu citer partout comme le plus intraitable adversaire d'un siècle de tolérance, comme le plus hardi contempteur de la raison profane, comme le dernier champion d'une cause perdue? Il fallait arriver à Berlin dans ce moment-là pour comprendre l'homme, son entourage et son parti. M. Hengstenberg se trouvait alors l'objet d'une animadversion tout à fait publique, et dont le peu de passion qu'il y a maintenant chez nous ne saurait donner aucune idée. Pouvait-il en être autrement? En pleine terre protestante et sous prétexte de sauver le protestantisme, M. Hengstenberg acceptait et prêchait les idées les plus rigoureuses que l'école absolutiste ait jamais inventées pour exposer à son point de vue la doctrine catholique. Habile meneur, hardi publiciste, plutôt qu'érudit ou dialecticien, M. Hengstenberg entreprit, bien jeune encore, la rédaction de la *Gazette évangélique* (*Evangelische Kirchen-zeitung*). C'était en 1827, et il avait à peine vingt-quatre ans. M. d'Altenstein, le noble patron de Hegel, se méfiait déjà de l'activité du nouveau théologien; il ne la jugeait point assez purement scientifique. Au milieu de cette église envahie par la métaphysique de Hegel, par la sentimentalité platonicienne de Schleiermacher, par la froide critique des rationalistes, il y avait un rôle à jouer : on pouvait se faire le représentant de ce méthodisme populaire qui, pour être moins répandu dans le nord que dans le midi de l'Allemagne, y tenait cependant sa place. L'union du culte luthérien et du culte calviniste, imposée par Frédéric Guillaume III, ne s'était pas accomplie sans déchirements ni sans résistances. Les résistances vaincues, mais non pas universellement étouffées, s'étaient réfugiées dans les conventicules, et l'esprit de secte regagnait en détail ce qu'il semblait avoir perdu d'un coup par ordonnance. Au plus beau moment du triomphe des philosophes, M. Hengstenberg eut le mérite d'entrevoir les éléments cachés d'une réaction dévote; il en pressentit l'avenir, il la servit avec une ardeur singulière; on n'a pas le droit de dire qu'il ne l'ait point servie de bonne foi. La violence avec laquelle il ouvrit sa polémique le signala tout de suite à l'attention générale, en même temps qu'elle soulevait l'opinion contre lui. Pas un des théologiens dont s'honore l'Allemagne savante n'eut le privilége d'échapper à ce brusque assaut. Les érudits, comme Gesenius, Wegscheider et de Wette; les administrateurs, comme Bretschneider et Röhr, surintendants du clergé à Gotha et à Weimar; les philosophes, comme Schleiermacher et Jacobi, tous eurent le même sort; le dieu même du temps, le superbe Gœthe, ne fut point épargné. La *Gazette évangélique* ne put garder entièrement des prétentions si agressives; elle était trop en avant du mouvement qu'elle préparait, et M. Hengstenberg se vit abandonné de ses collaborateurs, notamment du doux et pieux Neander. C'était une condam-

nation qu'il passa d'abord sous silence et dont il appelle aujourd'hui, on va savoir avec quel fracas et quel succès.

Presque aussitôt après l'avénement de Frédéric-Guillaume IV, lorsque les esprits étaient encore exaltés par les promesses libérales de 1840, la *Gazette évangélique* recommença la guerre interrompue depuis quelques années, et haussa le ton plus encore qu'elle ne l'avait jamais haussé. M. Hengstenberg eut une idée féconde : il résolut d'exploiter la religion au profit de la politique et la politique au profit de la religion, d'intéresser réciproquement le trône et l'autel à leur commune défense. La chose s'est vue souvent ailleurs; elle était à peu près neuve en Prusse. La législation prussienne a été rédigée sous l'empire de cette sage tolérance que le grand Frédéric professait à la fois comme maxime de philosophie et comme règle de gouvernement. Le pouvoir se déclare incompétent en matière de croyances dogmatiques, et n'assume qu'une seule obligation : il doit veiller à ce que « les églises n'inspirent à leurs membres que des sentiments de respect envers la divinité, d'obéissance envers la loi, de fidélité envers l'état, de bienveillance et de justice envers leurs concitoyens. » Du reste, « les notions particulières que les habitants du royaume peuvent concevoir au sujet de Dieu et des choses divines ne sauraient jamais devenir l'objet de mesures coercitives, » et la liberté des cultes est assurée, sauf les garanties de simple police. Je traduis le texte même du code prussien (*Allg. preuss. Landrecht.* Th. II, tit. XI, § 1-13); c'est la paraphrase officielle du mot de Frédéric, un mot très-sérieux sous air de persiflage : Laissons chacun faire son salut à sa guise.

On ne songeait pas alors à cette alliance si fructueuse des deux principes d'autorité, l'autorité d'une révélation surnaturelle dans le monde des consciences, l'autorité du gouvernement d'un seul dans le monde temporel. Le pouvoir était franchement absolu, et il ne sentait pas le besoin de cacher l'absolutisme derrière des theories. Dévot par dévotion pure, s'il avait témoigné parfois un peu brutalement ses inclinations, c'était pour le bien des âmes, sans arrière-pensée d'affermissement politique. Ainsi, par exemple, à la mort de Frédéric, la cour de Prusse changea de conduite, et Frédéric-Guillaume II, cédant à son ministre Wöllner, publia l'édit de religion de 1788, véritable arrêt de proscription contre les libres penseurs. « Le monarque, y disait-on, bien avant de monter sur le trône, avait eu la douleur de voir que beaucoup d'ecclésiastiques de l'église protestante s'arrogeaient une licence effrénée dans leur enseignement confessionnel, qu'ils réchauffaient et répandaient les erreurs des sociniens, déistes, naturalistes et autres sectes semblables. Or, le premier devoir d'un prince chrétien, c'était de maintenir la pureté de la religion chrétienne suivant la lettre de la Bible et la foi des diverses communions exprimées dans leurs différents symboles. » Quel était donc le motif de cette stricte obligation si hautement acceptée? La sûreté de l'état ou quelque grande nécessité de politique *humanitaire ?* Non, mais simplement on voulait empêcher « que la multitude du pauvre peuple ne fût livrée en proie aux expériences des maîtres à la mode, et que des millions de fidèles sujets ne fussent dépouillés de la paix de leur vie et de leur consolation au lit de la mort. » Plus tard, quand Frédéric-Guillaume III, se mêlant aussi de religion, fondit les deux églises de la Prusse en une seule et organisa l'établissement évangélique, il obéissait au besoin de simplification si naturel dans un gouvernement absolu en même temps qu'il suivait certaines tendances philosophiques auxquelles il ne renonça que très-tard, si jamais il y renonça ; il poursuivait sa réforme administrative et

il reprenait une idée de Leibnitz. Il ne faut point oublier que Frédéric-Guillaume III était le prince qui écrivit ces belles paroles justement quand il défit l'édit de 1788 et le ministère de Wöllner : « La religion est et doit rester la chose du cœur, du sentiment, de la conviction particulière, et l'on doit éviter toute contrainte méthodique qui la réduirait à n'être plus qu'un bavardage sans pensée ; la raison et la philosophie sont ses compagnes inséparables. »

Rien donc, dans ces rapports antérieurs de l'église prussienne et de l'état prussien, rien ne montre qu'on ait considéré comme un danger pour l'un les dissidences qui pouvaient se produire chez l'autre, et le libre examen ne semblait pas jusque-là l'infaillible ennemi de la paix publique. M. Hengstenberg et ses amis allaient révéler ce péril nouveau, découvert par une science nouvelle.

L'esprit moderne, la foi que nous a léguée le XVIIIe siècle, c'est la foi de Condorcet annonçant encore l'éternelle amélioration des destinées humaines au matin du jour où sa vie allait être tranchée par le fer du bourreau. Il n'a pas manqué de contradicteurs pour démentir cette sublime assurance, et l'on a vu toute une école de publicistes et de philosophes s'inscrire en faux contre la loi du progrès avant même qu'on eût fini de la graver dans les institutions. L'école théocratique a hautement prétendu que c'était enlever Dieu de l'état, de l'histoire et du monde que de ne pas croire au règne immuable du péché, à l'absolue nécessité de la souffrance, à la grâce cruelle du sang répandu. Ces implacables logiciens d'un mysticisme sans tendresse se sont rendus les apologistes de toutes les ignorances et de toutes les misères ; pour mieux insulter une société qui ne voulait relever que de la raison, ils ont osé le panégyrique de l'échafaud ; en haine des faits nouveaux, ils ont proclamé partout le fait ancien comme le droit et la vérité, jetant l'anathème à tout ce qui n'était pas l'autorité sans contrôle et l'obéissance sans réserve. Qu'il y ait eu d'abord je ne sais quelle sombre grandeur dans cette ardente protestation d'une doctrine contre un siècle, ce n'est pas la peine de le nier ; mais combien de spéculateurs religieux ou politiques l'ont depuis transformée en expédient de domination ! Combien ne s'est-il pas taillé d'habits étriqués et de costumes de comédie dans le majestueux manteau dont s'enveloppait de Maistre ! Le professeur Hengstenberg, ce zélé défenseur d'une église bâtarde issue de deux hérésies, n'était certes pas le moins singulier combattant dans cette armée de toutes couleurs qui s'est rangée derrière l'auteur du *Pape*. La science allemande venait même, avec un merveilleux à-propos, se rattacher ici aux théories ultramontaines, et, par un étrange assemblage, le fougueux protestant se rapprochait d'autant plus du radicalisme catholique qu'il était plus hardi philosophe : philosophe à la façon d'Adam Müller qui parquait les peuples comme des troupeaux, à la façon de Steffens qui trouvait une distinction de nature entre le noble né pour jouir sans travailler et le paysan né pour travailler sans jouir, à la façon de Goerres qui comparait l'état à l'arbre et lui voulait une sorte de végétation systématique d'où sortît fatalement une hiérarchie sociale comme le feuillage pousse sur la branche et la branche sur le tronc. La *Gazette évangélique* s'est ouverte à toutes ces exagérations d'une métaphysique trompeuse, conséquences extrêmes de ce grand revirement qui porta jadis les esprits de Fichte à Schelling. Elle en a reproduit la pensée, mais en la noyant dans les détails d'une critique quotidienne ; elle a réduit ce qu'il pouvait y avoir là d'imposant aux mesquines proportions d'un journal ; elle a fait de la polémique de rencontre avec cet amalgame de paradoxes où l'on apercevait du moins, dans l'origine, la touche du génie. C'est ainsi pour-

tant que la faction qu'elle représente a prêché non sans succès la cause conjointe des religions d'état et des gouvernements forts, parlant en Prusse comme aurait pu parler le despotisme autrichien s'il daignait raisonner, raisonnant comme il arrive en France à certaine coterie cléricale, quand elle oublie son libéralisme de commande pour affecter des airs de profondeur.

Il est, en effet, assez piquant de retrouver dans les prétentions affichées à Berlin par une orthodoxie dirigeante les mêmes thèses que cette coterie qui se dit opprimée soutient ici chaque jour avec plus d'audace. L'analogie est frappante, et, s'il est essentiel d'en tenir compte pour saisir l'histoire du parti évangélique qui aspire à régenter l'Allemagne, il ne faut pas non plus l'oublier, si l'on veut avoir l'intelligence générale de tous nos troubles religieux d'à présent. On a fait grand bruit du retour de l'Angleterre au catholicisme, et l'on a grossi tant qu'on a pu ces nouvelles variations de l'église protestante : les caprices de l'érudition et les fantaisies de la mode aristocratique y prennent pourtant plus de place qu'on n'a daigné le dire, et toute cette réaction est de nature trop élégante, trop *exquisite*, pour devenir très-populaire. L'évangélisme prussien s'est comporté, depuis quelques années, de manière à provoquer des espérances de même sorte, et l'on a cependant beaucoup moins attiré l'attention publique de ce côté-là ; c'est peut-être que ces rudes Allemands allaient trop vite en besogne, et, suivant l'expression de Montaigne, *enfonçoient* trop le sens des choses. Il est temps de réparer cet injuste silence et de révéler aux *gazettes évangéliques* que nous avons chez nous cette parenté trop négligée qui les unit à la pieuse *Gazette* de Berlin.

Et d'abord M. Hengstenberg, occupé de la lutte personnelle qu'il a engagée contre le rationalisme, ne sait comment faire assez d'avances aux catholiques pour les amener avec lui sur le champ de bataille et se couvrir de leur armure contre l'ennemi commun. Luther, en ces temps-ci, a rêvé qu'il pourrait bien être pape tout comme le pape de Rome, dont il avait dit tant de mal, et c'est Rome, c'est l'esprit de Rome qu'il invoque contre ceux qui ne veulent pas lui laisser ceindre la tiare. Bel exemple des confusions du siècle! L'église évangélique vient donc avouer son indigence par la bouche de ses plus fiers docteurs ; elle est pauvre en poésie, pauvre en solennités ; l'art et l'imagination lui manquent, la dévotion en souffre ; elle rend pleine justice aux mérites efficaces du catholicisme et repousse de son sein quiconque les méconnaît ; elle se dit elle-même toute catholique ; le protestantisme n'est qu'un mot creux ! On vit à côté de l'église mère, on ne saurait vivre en révolte contre elle ; il n'y a plus aujourd'hui que deux églises sœurs, nourries sur le même fonds et défendant les mêmes autels; on s'entendrait presque pour y célébrer un même culte. Entre autres sujets de rancune contre M. Ronge, on ne lui pardonne pas d'avoir dénigré la sainte tunique. « Avait-il quelque chose de meilleur à mettre à la place, et ne vaut-il pas mieux se rapprocher du Christ par les sens que de ne point s'en rapprocher du tout ? » N'est-ce pas de très-mauvais goût d'attaquer les pèlerinages, et sied-il à de vrais chrétiens de les condamner au nom des intérêts matériels? « C'est uniquement ressembler à Pharaon, qui refusait aux Juifs la permission de servir leur dieu, n'admettant pas qu'ils fussent au monde pour une autre fin que pour cuire de la brique. » Voilà les pèlerinages et les reliques réhabilités maintenant par les propres enfants du moine indompté qui fit si bonne guerre aux vendeurs d'indulgences ! Mais qu'est-ce, après tout, que cette insurrection de l'ecclésiaste de Wittemberg et le beau triomphe qu'il a remporté ? — Il a brutalement frappé du poing sur un chef-d'œuvre auquel

l'esprit humain avait travaillé dix siècles, souvent même avec l'appui visible de Dieu, et il était trop étroit d'intelligence, trop borné dans son savoir pour comprendre ce qu'il détruisait! — Aussi voudrait-on relever le plus qu'on pourrait de l'édifice; les piétistes de Berlin ont à l'endroit des images, des cierges, des encensoirs et des chasubles, la même affection rétrospective que les puséistes d'Oxford; ils admirent de tout leur cœur cette organisation puissante sur laquelle repose le saint-siége, ces grandes sociétés monastiques dont il sait si bien utiliser l'indestructible énergie, et telle est en particulier leur estime pour le savant mécanisme de la compagnie de Jésus, qu'ils en sont presque à désespérer de rivaliser avec elle.

La *Gazette évangélique* ne s'oublie pas à ces considérations trop purement historiques : naturellement elle tâche d'employer à mieux la sagesse qui les dicte et d'en tirer des résultats plus positifs. L'illustre auteur de l'*Esprit des lois* s'étonnait fort qu'on lui reprochât d'avoir commencé son ouvrage sans parler au début du péché originel et de la grâce, et il répondait qu'il n'était pas un théologien, mais un politique pratiquant une science civile et non point religieuse. Les jansénistes, qui l'avaient ainsi accusé d'impiété dans leurs *Nouvelles ecclésiastiques,* passèrent alors pour battus, sinon pour contents, et ne trouvèrent rien à répliquer. La réplique aujourd'hui n'eût pas manqué; les *Nouvelles ecclésiastiques* qui vivent de notre temps ne seraient pas si mal à propos demeurées muettes. Il n'y a plus, en effet, de science civile qui tienne, et tous les politiques doivent se faire d'église. Cela se dit à Berlin comme à Paris. Le gouvernement n'est rien s'il gouverne en dehors d'un point de vue confessionnel et ne s'assoit pas tout entier sur un dogme. Il faut une administration chrétienne, des fonctionnaires chrétiens, des colléges chrétiens. Si l'on en croyait M. Hengstenberg, l'évangélisme serait dans une situation beaucoup plus favorable que le catholicisme pour réaliser cet idéal. Les catholiques ont voulu assurer à la fois et leur indépendance en séparant le spirituel du temporel, et leur empire en subordonnant partout l'un à l'autre. Les évangéliques ont bien mieux réussi dans cette entreprise de domination : ils ont repoussé la vieille distinction du moyen âge, trop féconde en détours et en équivoques; ils ont à ciel ouvert confondu l'église avec l'état, non pas, suivant eux, que l'état absorbe et efface l'église, comme on l'a méchamment insinué; c'est l'église, au contraire, qui, disent-ils, embrasse l'état dans la personne même du prince, et sanctifie ainsi toute la machine jusqu'en ses derniers ressorts. Le prince a la charge de l'église comme premier membre de la communauté religieuse et non comme souverain politique; il est le premier lié par les canons et les symboles ecclésiastiques; bien loin de séculariser les choses de Dieu, c'est lui qui entre en cléricature avec son sceptre et sa couronne; il est vraiment ordonné d'en haut, et il est aussi de l'ordre de Melchisedech. — Admirable raisonnement de ces habiles dévots qui se trouvent tout ensemble des ultra-royalistes et, je dirais presque à leur manière, des ultramontains! C'est merveille de retourner ainsi l'histoire. Le grand maître des teutoniques, le margrave Albert de Brandebourg, qui s'avisa de prendre femme en 1525 et dépouilla bravement ses chevaliers au profit de sa future dynastie, n'avait donc pas alors d'autre idée que de renforcer encore son caractère ecclésiastique! L'eût-on jamais pensé? M. Hengstenberg a découvert cela dans les articles de Smalkalde; aussi le procédé du margrave ne déconcerte pas sa piété, et les souverains protestants de la Prusse moderne lui semblent les successeurs naturels de ces moines-soldats dont ils ont

si brusquement hérité. La vocation religieuse de la monarchie prussienne commence pour lui avec la conversion sanglante des sauvages Prussiens du XIIIe siècle, et, supputant, dans une assez bizarre addition, les services rendus au pape, les bons offices prêtés à Luther, le docte théologien nous contesterait presque le titre de roi très-chrétien pour en décorer la maison de Brandebourg. Il est convenu maintenant que ce sont les évêques qui ont fondé le royaume de France, et il faut être un *mal pensant* pour croire encore qu'on les ait aidés : les piétistes berlinois n'entendent pas rester en arrière de nos piétistes français, et décernent un honneur de même espèce aux teutoniques et aux porte-glaive. Ceux-là certes ont bien fondé la Prusse, et le sabre à la main, mais ce n'était probablement pas pour qu'elle devînt luthérienne ni même évangélique.

C'est du reste une justice à rendre à ces nouveaux réformateurs de la réforme, ils épurent leurs origines tant qu'ils peuvent et rivalisent de zèle avec nos catholiques ardents contre cette chose athée qu'on appelle l'état civil. La question des mariages mixtes avait été une belle occasion d'héroïsme pour le clergé rhénan ; certains ministres de la Marche ont inventé la pareille. On sait que la loi prussienne autorise le divorce, et l'on ne doit point hésiter à reconnaître qu'avant l'ordonnance du 28 juin 1844 elle le permettait encore avec une facilité regrettable; mais cette ordonnance, inspirée par les *high-churchmen* de l'évangélisme, ne serait, dit-on, que le prélude de mesures plus radicales destinées à l'abolition complète du divorce même : on verrait ainsi les intrépides conservateurs de l'antiquité protestante l'abandonner avec éclat sur l'un des points qu'elle ait eus le plus à cœur, et récuser à leur tour cette infaillible autorité du luthéranisme primitif dont ils ont voulu faire l'égale de l'infaillibilité romaine. En attendant, quelques pasteurs bien soutenus par la *Gazette* de M. Hengstenberg ont imaginé de refuser la bénédiction nuptiale lorsque l'un des futurs conjoints aurait été déjà engagé dans un précédent mariage dissous par la loi sans l'être par la nature. Ils ont argumenté des scrupules de leur conscience pour ne point remplir cet office de consécrateur, qui, en l'absence des magistrats civils, était une nécessité d'ordre public. Ils ont obtenu gain de cause ; un arrêt de cabinet, rédigé sous l'empire de ce provisoire qui frappe aujourd'hui toutes les institutions religieuses de l'Allemagne, a décidé, en 1845, que les ministres récalcitrants pourraient se décharger d'une fonction qui les blessait et renvoyer les fiancés en instance devant un collègue moins timoré. Singulière délicatesse qui, ne permettant pas de risquer son âme dans un contrat illicite, permet en même temps d'inviter son voisin à le faire ! singulier expédient qui, pour peu que cette délicatesse sacerdotale se répandît davantage, obligerait les futurs époux à courir le pays, leur dimissoire à la main, cherchant avec plus ou moins de succès, et peut-être aussi de péril, qui voulût bien enfin les marier ! Évidemment il n'y a là que le ridicule et l'impuissance d'une demi-concession. M. Hengstenberg et ses collaborateurs réclament maintenant la concession tout entière, et prétendent de fort bon sens que, si l'époux divorcé ne peut passer à de secondes noces, c'est que les premières subsistent. Qui l'emportera, du code ou du piétisme? Il n'y a plus qu'un pas à enlever, et l'on boude le roi sur ce chapitre-là : c'est une petite guerre qui ne fera point de martyrs.

Que cette opposition peu hasardeuse est d'ailleurs sagement compensée ! comme ces agitateurs religieux sont au besoin de bons amis politiques ! comme ils secondent à propos ces beaux desseins inédits de monarchie vertueuse dont on aime à

se bercer dans les hautes régions de la cour ! Lisez la *Gazette évangélique*, c'est là qu'on vous apprendra ce qu'il faut penser du grand Frédéric, — un héros, un Arminius perdu par la littérature française, et qui n'avait aucun rapport intérieur avec le Christ. — Aussi quelle fatale influence n'a-t-il pas exercée sur la législation prussienne, écrite en quelque sorte à son image et tout imprégnée des poisons de la révolution qui allait éclater en 89, vrais fruits de la mer Morte, fruits dorés remplis de cendres amères !

N'est-ce point dans ce damnable esprit que les rédacteurs du code ont supprimé partout le titre de *roi* pour dire en place *l'état,* le *chef de l'état,* expressions abstraites malheureusement empruntées au vocabulaire philosophique, et qui peuvent s'appliquer à d'autres formes de gouvernement qu'à ce gouvernement paternel établi depuis quatre siècles, sous la protection divine, dans l'illustre maison de Brandebourg ? Il n'y a que les incrédules qui prononcent fièrement ce vain nom d'état; un sujet chrétien ne connaît que son roi et la race de son roi. Le grand désastre aujourd'hui, c'est que de si fidèles sujets se font rares ; les *libertins* multiplient, ainsi qu'on eût parlé chez nous au XVIIe siècle ; ce *libertinage,* qui, dans l'Occident, a renversé les trônes et les ébranle encore, a déjà corrompu la morale publique, l'ordre social de l'Allemagne ; les classes supérieures, les classes inférieures, sont en proie au même vertige; on prodigue trop d'instruction aux maîtres d'école, on ne les soumet pas assez étroitement à la direction des pasteurs ; il n'y a point assez de ces pieuses confréries qui disciplinent et assouplissent le bas peuple dans les pays catholiques. Ce qui manque surtout, ce qu'on regrette, c'est cette organisation savante et chrétienne dans laquelle la prudence trop méconnue de nos ancêtres avait réparti toutes les conditions et tous les rangs; ce sont ces corporations industrielles, ces castes hiérarchiques où chacun trouvait une place fixe qu'il ne songeait point à déserter, la regardant comme établie de Dieu. On avait pied du moins sur un terrain solide ; le matérialisme n'était pas encore assez populaire pour abattre ces barrières respectées dans l'intérêt charnel de la production et de la consommation : le *philosophisme* aidant, tout est tombé ; on a détruit quand il fallait seulement réformer et vivifier. Tel est le langage que tiennent ces prétendus conservateurs, et en si beau chemin ils ne s'arrêtent pas. — La noblesse, disent-ils, a perdu ses droits de police, de justice et de patronage, droits trop saints pour s'accorder avec les théories libérales. L'édit du 9 octobre 1807, qui a émancipé les paysans, a déchaîné du même coup dans les campagnes l'égoïsme, l'envie et la cupidité. Ne voudrait-on pas maintenant émanciper aussi les Juifs ? Quoi ! ce personnage ridicule que vous trouverez en tous lieux bavardant et parlant toutes les langues, excepté la sienne ; cet officieux insupportable qui vise à cacher son origine sous ses banales complaisances, et garde au front son signalement ; ce renégat qui cherche à prendre les airs du monde et ne saurait ni marcher, ni s'asseoir, ni danser, ni tirer sa bourse, sans que tout cela ne crie qu'il est Juif : ce n'est point assez de l'avoir accepté pour changeur, ou marchand, ou médecin ; vous en iriez faire un professeur, un juge, un magistrat, un général, un ministre ! passe encore s'il avait toujours sa longue barbe grise, son visage apostolique et son œil oriental comme au temps de ses bénédictions ! mais à présent qu'on laisse uniquement s'accomplir la justice de Dieu : il n'y a que l'impiété qui relève ceux qu'il a frappés et touche aux destinées qu'il a réglées. La pauvreté, par exemple, doit rester un état en dehors des autres ; encourager les pauvres avec la perspective ou

l'espoir d'une existence meilleure, c'est leur ôter ce rude tempérament qui leur a été donné pour souffrir la misère, comme il a été donné à l'arbre une écorce plus épaisse sur le côté par où il regarde le nord. — Il faut donc secourir les pauvres pauvrement, ainsi que disait notre Pascal, qui ne songeait point cependant à prendre pour des règles d'état les scrupules de son humilité; il faut les abandonner aux aumônes privées; les institutions publiques, les caisses d'épargne, les secours légaux, ne sont qu'un appel à l'égoïsme. La charité des piétistes ressemble fort aux médecins qu'ils recommandent. On vante à Berlin la médecine chrétienne, comme on vante ici la médecine catholique, une médecine qui ne guérit pas, sous ce prétexte juif qu'on ne peut empêcher les enfants d'avoir les dents agacées quand leurs pères ont mangé des fruits verts (1).

J'avais déjà donné quelque idée de la réaction religieuse dans l'Allemagne du midi, j'ai voulu la dépeindre dans l'Allemagne du nord; de sentimentale, elle devient ici officielle et doctrinaire; l'instinct passe au système : que l'un serve à juger l'autre. Peut-être maintenant pourrai-je plus facilement expliquer ce vif débat où je trouvais alors la société berlinoise engagée. L'esprit moderne se ressemble trop en tous pays pour que de telles maximes si détestables ou si folles soient quelque part acceptées sans conteste. Elles durent, elles règnent un temps, grâce à la complicité du pouvoir ou de la mode; c'est le triomphe qui les perd. Ce triomphe semblait à Berlin décisif et complet vers la fin de 1845 : le parti dont je viens de signaler la polémique dominait au su de tous le gouvernement lui-même, et les tendances que j'ai caractérisées l'étaient bien davantage encore par les discours, par les actes répétés du ministère. Le parti se constituait et s'avouait; il y avait dans l'état une faction qui s'élevait au-dessus de l'état et le réformait par ordonnance au nom de toutes les vertus chrétiennes. C'est une loi positive du code prussien (*Allegem. Landrecht,* Th. II, tit. II, § 45), « que la société religieuse n'a pas le droit d'imposer à ses membres des règles de foi contraires à leur persuasion, » et cependant, en mille rencontres, à Berlin, à Kœnigsberg, à Breslau, le ministre des cultes, M. Eichhorn, ne craignait pas de dire ouvertement « que le temps était arrivé de maintenir la vraie croyance par les moyens les plus énergiques; » il déclarait en propres termes « qu'il ne convenait point à la direction suprême des affaires religieuses de rester dans l'indifférence, que son rôle était d'être partiale, tout à fait partiale (*parteiisch, ganz parteiisch*). » M. Eichhorn agissait en conséquence; il ne voulait point que l'enseignement de la théologie s'aventurât en dehors du christianisme historique et positif, il lui donnait pour règle absolue le symbole même qu'il professait : *Credo ut intelligam;* il prétendait forcer, pour ainsi dire, l'érudition allemande à remonter son cours, en supprimant le droit de libre investigation dans les études philosophiques pour le borner à l'étude de la nature : « Dans un temps où la science était tout orgueil, il avait à cœur de répandre cet esprit d'humilité qui met les effets de la grâce bien au-dessus de tous les mouvements originaux de la pensée. »

Ainsi se produisait un changement inouï dans le régime des universités; à peine avaient-elles essayé de sortir du domaine de la spéculation pure, qu'on leur in-

(1) Tout l'exposé qu'on vient de lire n'est qu'un résumé fidèle, souvent même une traduction littérale, des écrits et des journaux du piétisme berlinois. Il suffit quelquefois de laisser la parole à ses adversaires pour les combattre. Ce n'est pas notre faute si l'analyse dispensait ici de la critique.

terdisait la spéculation même. Une stricte surveillance pesa partout : les maîtres furent épiés, déplacés, suspendus et destitués; suivant qu'ils se rapprochaient ou s'écartaient du *credo* ministériel, les livres, les journaux, les associations, furent approuvés ou défendus. Ce n'était pas seulement le radicalisme que l'on poursuivait : des hégéliens sérieux et respectés, M. Hotho par exemple, se virent refuser la concession d'un journal, parce que « leur philosophie était incompatible avec l'église et l'état, tels que l'un et l'autre peuvent et doivent exister. » Au même moment, le gouvernement prussien mettait toute sa dévotion en spectacle et en jeu dans l'affaire anglaise de l'épiscopat de Jérusalem ; il modifiait sa politique au sujet des mariages mixtes ; il autorisait les processions publiques et les pèlerinages ; il instituait des sœurs de la Miséricorde ; il aggravait l'obligation du dimanche ; il favorisait la société « du Christ historique ; » il gênait le développement des sociétés de lecture et des bibliothèques d'école ; il s'efforçait de mettre l'instruction populaire sous la main des ecclésiastiques dits orthodoxes ; il empêchait les maîtres de se réunir dans ces congrès, jusqu'alors autorisés et fréquents ; enfin il intentait des procès aux écrivains, et, comme me disait à Berlin même un homme d'un esprit aussi élégant que libéral, M. Varnhagen, les plus modérés s'estimaient heureux d'être couverts par une avant-garde moins sage, trop sûrs qu'à défaut de plus méchants, on les eût d'abord atteints.

Dans tous ces faits rassemblés, les uns odieux ou mesquins, les autres plus ou moins innocents par eux-mêmes, quiconque regardait apercevait aussitôt la trace d'une volonté suivie, et déjà certes, au bout du chemin qu'on parcourait si vite, il envisageait le but. C'était sur ce chemin dangereux que l'opinion berlinoise essayait alors d'arrêter le pouvoir ; elle avait dressé camp contre camp ; j'ai montré le camp vainqueur, visitons celui de la résistance.

La résistance à Berlin ne se manifesta pas comme elle se manifestait dans la province saxonne, ou même à Kœnigsberg ; elle se produisit sous une forme peut-être moins extérieure, moins bruyante, mais plus significative et plus arrêtée. La capitale de la Prusse n'est point une ville de grand commerce ou de grandes fabriques ; la Sprée n'est pas encore un fleuve. Il n'y a là ni l'activité industrielle, ni la richesse, ni l'indépendance qu'elle assure ; on y trouverait plutôt les qualités un peu étroites et en même temps les sujétions de l'économie bourgeoise ; on y trouverait aussi, sans trop chercher, une espèce de morgue froide, demi-bureaucratique et demi-pédante, qui a fini par s'infiltrer à travers presque toutes les couches de la population. Les Berlinois sont, dit-on, les Anglais de l'Allemagne, des Anglais pauvres, ergoteurs et persifleurs, une hiérarchie de petites aristocraties gourmées. Berlin est, si j'ose ainsi m'exprimer, une capitale parvenue ; elle prend d'autant plus au sérieux, avec raison du reste, son nouvel état de cité reine et son chiffre de quatre cent mille âmes (1), qu'elle peut encore parfaitement se rappeler ses récentes et modestes origines. On n'en rougit pas, le progrès est trop beau ; mais on est vif sur le point d'honneur, et l'on tient à paraître digne de sa fortune en affectant toujours de la consistance et de l'autorité. D'avoir contre soi toutes ces vertus entêtées et même assez sournoises,

(1) Il n'y en a guère que 350,000 ; mais le roi, réprimandant le magistrat l'année dernière, parlait de près de 400,000. Berlin, en 1651, ne comptait encore que 6,500 habitants.

lorsqu'on est un gouvernement paternel, ce n'est pas chose bien sûre; tel était pourtant l'antagonisme que les piétistes victorieux à la cour rencontraient à tout moment, comme à tout endroit, dans la ville. Libéraux par éducation, quand ils ne le seraient point par fierté, remplis des glorieux souvenirs de la belle époque philosophique d'avant 1830, les Berlinois repoussent de toutes leurs forces ce joug doucereux auquel on voudrait plier la pensée sous air de sauver le trône. Ils peuvent varier en matière d'opinions politiques, poursuivre souvent dans ce chapitre-là une originalité moins fondée que prétentieuse : en face du piétisme, en haine de ces ambitions dévotes qui, pour peu qu'on les laissât faire, mettraient le pouvoir dans la sacristie, lorsque la loi nationale met l'église dans l'état, il se lèvera toujours à Berlin une immense majorité, compacte et résolue.

Les fonctionnaires eux-mêmes, obligés à tant de ménagements et se retranchant si volontiers dans l'isolement de leurs bureaux, répugnent à subir ces influences souterraines. Les lumières politiques leur manquent plus souvent que cette lumière morale, avec laquelle d'honnêtes gens éclairent, pour les éviter, ces mauvais sentiers où les vertus privées finissent par périr avec les vertus publiques. Il y a des exceptions sans doute : pays essentiellement administratif, la Prusse a, bien entendu, les maladies administratives, greffées, comme partout, sur les maladies humaines; elle aussi, malgré la sévérité souvent peu intelligente de ses règlements, elle compte des dévorés de parvenir; mais le corps est bon. La bureaucratie prussienne a été trop vantée pour son indépendance, pour son respect de la légalité, pour son aptitude pratique, pour la réalité de son savoir : que l'on ôte de ces mérites tout ce qu'il en faut retrancher, elle est et reste toujours quelque chose d'au moins aussi beau, elle est *honorable* dans toute la valeur anglaise de ce mot-là. Vainement M. Hengstenberg et les siens ont frappé de suspicion la classe entière des employés; malgré ces dénonciations dangereuses, il n'est pas commun d'y voir faire marchepied de sa conscience, et le public est sévère pour les délinquants. La malice indigène, le *witz* berlinois ne connaît point de pitié; d'ordinaire moins léger que brutal, il court encore la vaste cité comme si elle était restée petite ville. « Mon frère, disait un jour dans un pieux conventicule certain personnage haut placé, mon frère, je tâche en moi-même d'humilier l'homme pour expier les grandeurs du ministre. — Que deviendra l'homme, répondit l'autre, quand le diable emportera le ministre avec lui? » Je ne jurerais pas que l'histoire soit authentique; pour être du cru, elle en est.

Cet esprit-là, droit au fond et très-sérieux, mais dur, flegmatique et frondeur, s'arrangeait mal de ces mouvements enthousiastes auxquels se livraient les tempéraments saxons. On est trop docte à Berlin, et aussi trop réservé pour s'abandonner à cette ferme confiance avec laquelle le pasteur Uhlich envisageait les difficultés religieuses. Un instant de faveur royale, l'espoir d'un grand bénéfice politique, firent beaucoup pardonner aux catholiques de Ronge et de Czersky; les *Amis protestants* déplurent tout de suite en haut lieu, parce qu'on avait alors fini par comprendre la portée de ces apparitions. Les penseurs à la suite relevèrent aussitôt contre eux les vulgarités inséparables de toute effervescence populaire; puis les gens instruits, comme les gens bien élevés, se gardèrent de donner trop ouvertement dans un christianisme si commun; ce n'était ni d'assez bonne compagnie, ni d'assez bel esprit. Si l'on eût interrogé les consciences sincères, il eût été peut-être difficile de marquer l'endroit même par où ces délicats distinguaient leur propre sens du sens trivial auquel M. Uhlich entendait les choses : ils

n'avaient pas une foi beaucoup plus ample dans le christianisme positif, ils avaient une aversion aussi déclarée pour les symboles obligatoires. Seulement il leur restait soit une affection générale pour ces formes mystiques dont se revêtait la philosophie religieuse de Schleiermacher, soit un goût plus ou moins prononcé pour ces artifices pénibles avec lesquels la science hégélienne substituait le jeu de ses catégories à l'enchaînement miraculeux des dogmes. D'une façon comme de l'autre, ils accusaient les croyances des *Amis protestants* de platitude ou de sécheresse; mais ils accusaient tout bas, sentant bien qu'au demeurant ces fortes convictions des simples sont la vraie puissance des idées, heureux de l'appui que la libre pensée rencontrait encore dans les masses inutilement travaillées par le fanatisme des habiles.

Telles étaient les dispositions du monde berlinois au sujet de M. Uhlich et de ses amis : on les protégeait, on les défendait d'un peu haut; on s'attachait à leurs adversaires, sans précisément les avouer eux-mêmes ; on faisait cause commune, mais lit à part. Cela se vit au mieux quand on essaya d'organiser à Berlin une démonstration analogue à celles de Coethen ou de Halle. Le 1er août, quelques *Amis protestants* s'étaient donné rendez-vous dans un jardin public pour y délibérer sur la création d'une société de lecture et rédiger un manifeste en faveur de Wislicenus : c'était jour de concert; on se félicita beaucoup de se trouver au nombre de cinq cents : les chemins de fer de la Saxe avaient amené jusqu'à des milliers de personnes dans la petite ville de Coethen. On débita des discours, et l'on donna lecture d'une déclaration. Signa qui voulut; beaucoup, à ce qu'il paraît, signèrent à l'aventure. C'était purement une protestation « contre *un certain parti* qui, fort de son crédit, trouble les consciences, impose une hypocrisie destructive de toute moralité, persécute ceux dont l'opinion n'est pas la sienne, et veut les traiter comme sectaires. » Huit jours après, encouragés par ce succès équivoque, les *Amis* berlinois s'étaient encore réunis. On attendait M. Uhlich, qu'on avait tout exprès invité à présider la séance; malheureusement on avait compté sans la police et sans le consistoire : M. Uhlich écrivit qu'on lui défendait de quitter sa paroisse, et un magistrat vint sur les lieux interdire toute allocution publique, interdire même de lire à haute voix la lettre du ministre ainsi mis aux arrêts. On se la passa de main en main, se récriant fort, s'indignant, s'exaspérant; puis on s'assit en face d'un verre de bière, suivant la bonne habitude (*bei einem Glase Bier*), et des causeries aux chansons, des chansons au tapage, on alla si vite en besogne, que tout cela finit assez misérablement. Survint bientôt l'ordonnance qui proscrivait les assemblées populaires, et les *Amis protestants* ne trouvèrent plus d'occasion de se réhabiliter un peu dans l'esprit du public berlinois. Leur déclaration n'impliquait aucune question de doctrine; juifs, catholiques, réformés, vieux luthériens, tous pouvaient adhérer sans compromettre leur persuasion propre : les adhésions manquèrent; beaucoup reprirent publiquement la leur, ceux-ci parce qu'ils redoutaient la responsabilité qu'elle leur eût attirée, ceux-là parce que l'affaire tournait au ridicule. On eut grand'peine à ramasser seize cents signatures; il y avait dans le nombre force dames et demoiselles, malgré le proverbe : *Mulier taceat in ecclesiâ;* des tapissiers « heureux de voir poindre l'aurore de la liberté spirituelle, » des ferblantiers qui dans leur paraphe inséraient pour devise : « O raison ! ô nature ! inséparable lien ! » Bref, ce furent toutes les misères où viennent se noyer, en d'autres pays, les souscriptions avortées du patriotisme quand même. La tentative si féconde, si vigoureuse en

Saxe, échouait ici faute de souffle et de sérieux ; le vrai Berlin n'avait pas dit son mot.

Au milieu même de cette agitation qui faisait événement, sans pourtant réussir, le bruit se répandit tout d'un coup que le *magistrat,* c'est-à-dire le conseil supérieur, le sénat de la cité, avait voté une adresse au roi et formulé de véritables remontrances sur la situation religieuse. Ce ne fut d'abord qu'une vague rumeur; puis, ceux qui avaient eu le principal honneur de la rédaction se dénoncèrent eux-mêmes ; on signala bientôt telles influences philosophiques auxquelles la sagesse municipale avait obéi sans trop le savoir ; on reconnaissait à des signes certains la main d'un disciple de Hegel, et l'ombre du maître était, disait-on, revenue pour se venger de la proscription qui pesait sur elle. Les journaux du dehors apportèrent enfin le texte de l'adresse, qui datait du 22 août, mais ce fut seulement le 2 octobre que le roi reçut le magistrat et lui permit de réciter en personne ce singulier compliment. Le bruit en vint alors jusqu'à la presse française, et sembla bien étrange, tant on était peu préparé à nous expliquer cette controverse théologique engagée de pied ferme entre un roi absolu et une bourgeoisie mécontente. On n'a pas été généralement assez juste pour ce manifeste purement berlinois, et, faute d'en apprécier les causes, on en a diminué le caractère. Ce n'était pas seulement une dissertation pédantesque et verbeuse, *verbosa et grandis epistola ;* sur les lieux et dans le moment même où elle parut, on voyait bien que c'était l'écho fidèle de toutes ces opinions moyennes qui se font une place si sûre dans une population cultivée.

Le magistrat signalait donc à l'attention paternelle du monarque les mouvements qui se produisaient de tous côtés dans la sphère des idées religieuses, mouvements profonds et non point éphémères, qui ne demandaient qu'à se frayer un chemin régulier par les institutions publiques. — Deux partis s'étaient décidément formés, l'un s'appuyant sur l'ancien état de l'église comme sur l'inébranlable fondement d'un droit historique, l'autre soutenant que l'esprit saint qui constitue l'église véritable n'est pas plus inhérent à la tradition littérale qu'à l'autorité romaine ; qu'il suit, au contraire, les progrès de l'humanité, et se révèle à chaque âge selon son intelligence. C'était de ce côté-là que penchait ouvertement l'immense majorité des habitants éclairés de la première ville du royaume; ils n'ignoraient pas combien il pouvait se mêler à ces tendances d'éléments étrangers et impurs, mais ils apercevaient au fond le grand principe de la liberté intellectuelle et chrétienne. Abjurer ce principe, c'était se faire catholique et condamner trois siècles de l'histoire du monde. « Nous tenons ferme à notre christianisme, disaient les représentants du peuple berlinois, mais nous savons que ce christianisme, éternel et immuable quant à son essence, se renouvelle dans les âmes, et se produit successivement dans la vie sous des formes différentes par la parole comme par la pensée. » Sur la limite d'une ère ancienne et d'une ère nouvelle, dans la crise que traversent aujourd'hui les idées religieuses, plus large sera le symbole, plus il embrassera de croyants. Tous, par exemple, n'accepteraient-ils point aujourd'hui quelque simple formule qui réunît les âmes dans un lien fraternel sans les étreindre sous le joug d'une lettre morte? Tous ne diraient-ils point d'un même cœur : « Jésus-Christ, le même hier, aujourd'hui et dans l'éternité, est le fondement de notre croyance, et le seigneur de son église; mais ce seigneur n'est autre que l'esprit, l'esprit du Christ en nous, l'esprit d'amour et de sainteté qui affranchit ceux qu'il possède de tout ce qui n'est pas lui, et les rend vraiment libres, vraiment fils de Dieu. »

Après cette dissertation dogmatique, le magistrat arrivait enfin à l'objet même de sa protestation ; il incriminait vivement le parti qui menaçait l'avenir de l'église et de l'état pour tenter, au mépris de la pensée contemporaine, d'enfermer le christianisme dans les livres symboliques et les confessions écrites, au lieu de lui laisser sa voie dans les consciences. Il accusait nominalement la *Gazette évangélique,* organe du parti, de recommencer aujourd'hui le rôle odieux des Juifs vis-à-vis des premiers chrétiens et des papes vis-à-vis de la réforme ; il accusait surtout le ministère des cultes et lui reprochait solennellement le dévouement absolu qu'il apportait au service d'une faction réactionnaire ; il croyait que cette intervention du gouvernement dans les choses religieuses blessait à la fois et les lois nationales et les lois divines. Il terminait par cette double prière : « Nous supplions votre majesté de vouloir bien recommander aux autorités ecclésiastiques de ne point gêner la liberté d'enseignement dans l'église évangélique, tant que cette liberté ne contrariera ni la morale, ni la pureté, ni le bien de l'état. Nous supplions votre majesté de vouloir bien convoquer une commission, tirée de toutes les provinces, formée de laïques et d'ecclésiastiques, chargée, sous la sanction royale, de préparer pour l'église un projet de constitution qui satisfasse les besoins du temps. »

Le roi répondit d'un ton à la fois railleur, paternel et courroucé. — Il avait désiré que le magistrat lui présentât en personne cette adresse extraordinaire ; il lui avait auparavant donné le temps de réfléchir, dans l'espoir qu'on trouverait à la fin bien singulier de venir lui débiter face à face un si long morceau de théologie ; il ne pensait pas que les conseils de ville fussent appelés par nature à se transformer en synodes, et, s'il consentait à ne point exercer cette suprême autorité pontificale dont la réformation avait investi le prince, ce n'était point pour en décorer l'une après l'autre les municipalités de son royaume. — Frédéric-Guillaume montrait là sans doute plus d'esprit que ses interlocuteurs, et, s'il n'y avait point dans ces vives paroles toute la dignité possible, du moins elles ne manquaient pas de sel. Malheureusement ce n'était pas répondre, et les pétitionnaires avaient le cœur trop plein de leurs ressentiments, la conscience trop claire d'une position tout exceptionnelle, pour se soucier beaucoup de ces agréables moqueries. Vinrent ensuite, dans la bouche royale, des récriminations qui ne pouvaient guère peser davantage. — Le magistrat s'occupait fort de questions religieuses et il négligeait de veiller aux soins matériels du culte; il flétrissait du nom de parti des croyants paisibles dont tout le tort était de s'attacher avec trop de zèle aux devoirs qu'ils avaient juré d'accomplir, et il ne disait rien des *Amis protestants,* cette véritable faction qui provoquait partout le tumulte, dans les âmes et dans la rue, en sortant tout ensemble de la foi et de la légalité. — Autant eût valu accuser une armée en marche de ne point tirer sur son avant-garde. Le magistrat de Berlin se justifia, dans une seconde adresse, des reproches qu'il avait dû subir. La censure arrêta quelque temps l'apparition de cette pièce nouvelle; mais elle ne put empêcher qu'une procession populaire ne reconduisît en pompe, jusqu'à leur maison, les fermes représentants de la cité. Le roi avait cru les battre en causant ; telle était la gravité des préoccupations publiques, que personne pourtant n'imaginait qu'il pût y avoir de ridicule à les exprimer.

Ce qui fit surtout dans Berlin le grand succès de cette démonstration, c'est qu'elle répondait à un double besoin, c'est qu'elle flattait une double espérance. La disposition commune des esprits, leur vœu le plus général, c'était d'échapper

aux idées extrêmes de tous les dogmatiques; c'était ensuite d'ouvrir une issue pratique aux idées raisonnables par une constitution nouvelle de l'église. Pour se représenter cette situation, pour comprendre le milieu moral où la majorité s'efforçait de tenir, il faut se figurer, en face des piétistes, leurs plus déterminés opposants. Si d'un côté travaillait ce parti évangélique, avec lequel on sentait arriver l'abêtissement d'un despotisme doucereux, de l'autre grondait une faction plus effrayante encore pour les âmes honnêtes, la faction philosophique des athées. Ceux-ci portaient leur drapeau tout au moins aussi haut que les piétistes, et depuis longtemps, soit à la suite, soit au delà de Feuerbach, ils faisaient oublier leur petit nombre à force de clameurs. Bizarre contradiction et qui peint bien encore le génie d'un peuple jusque dans les exagérations individuelles! l'athéisme compte presque en Allemagne pour une religion, et les Allemands, en s'appropriant nos vieilles folies de la fin du XVIIIe siècle, n'y ont rien ajouté, si ce n'est un air grave et solennel. Je trouvais partout, dans la société berlinoise, l'horreur de ce nihilisme absolu, et c'était en haine d'une métaphysique insensée que le magistrat s'était si vivement écrié : « Nous tenons ferme à notre christianisme! » — Pure inconséquence! répondaient à la fois et M. Hengstenberg et les athées, il faut être ou tout avec nous, ou tout avec eux ! Comme si la vie de l'esprit n'était pas un chef-d'œuvre continuel d'inconséquences heureuses, comme si toutes les inconséquences n'eussent pas été préférables soit à l'obscurantisme de la *Gazette évangélique,* soit aux inventions anti-sociales de M. Stirner, l'étrange inventeur de ce livre incroyable qui s'appelle *l'Individu et sa propriété.* Ce n'est pas ici le lieu de dire en quels abîmes est tombée, vers ces derniers temps, cette prétendue philosophie, et je rendrais mal l'impression que causait à Berlin une déchéance si terrible : la science en était comme déshonorée. Le monde et l'histoire ont fini par ne plus faire qu'un gouffre vide peuplé de fantômes, et non pas habité par des volontés ou des personnes. L'ensemble de ces fantômes, le total de ces abstractions qu'on met en place des hommes, on le nomme quelquefois Dieu; mais c'est par politesse ou par prudence. « Il n'y a pas de Dieu, dit Feuerbach à Stirner ; il n'y a que les perfections de Dieu, et elles appartiennent à l'homme, qui les appelle Dieu, quand, dans l'enivrement de son cœur, il oublie que son cœur lui appartient. Vous, Stirner, qui soutenez que Dieu c'est le néant, vous êtes encore un athée bigot; car le néant, c'est une définition de Dieu. » Et Stirner répond : « Je suis meilleur athée que vous, qui pensez l'être parce que vous ne croyez pas à l'existence du sujet divin ; moi, je ne crois pas à l'existence des qualités divines, à la justice, à l'amour, à la sagesse que vous imaginez voir dans l'homme. Je ne crois pas davantage à l'homme ; l'homme, le *moi,* n'est qu'un mot : il n'y a qu'une essence réelle, c'est l'individu particulier dans sa jouissance égoïste, c'est *toi,* Pierre ou Paul. » Voilà les beaux débats livrés dans cette chambre philosophique, qui nous emprunte nos distinctions parlementaires comme pour mieux ridiculiser la vanité de ses schismes. N'est-il pas, en effet, dans cette convention au petit pied, des divisions qui s'intitulent la *plaine,* le *marais* et la *montagne?* Il y a même un centre gauche, une extrême gauche, voire une *gauche Dufaure.*

Je n'ai point assez d'hommages pour l'admirable énergie avec laquelle le peuple allemand cherche à se faire une voie raisonnable et droite parmi tant d'extravagances. La science l'a trahi quand il avait cependant sacrifié tout à son culte ; il ne se fie plus qu'à lui-même, et ne gardant de la science qu'une immortelle conquête, le droit de libre pensée, il l'applique résolûment dans les limites du sens com-

mun. Les savants se battent dorénavant par-dessus sa tête, et les coups ne l'atteignent plus : il est occupé d'organiser la vie et non pas de discuter la doctrine. Il y avait jusqu'à présent *hypersthénie* théologique et *asthénie* religieuse, dit l'un des plus respectables organes de l'école de Schleiermacher (1) : c'est pourquoi l'on travaille de toutes parts à constituer la société des fidèles, c'est pourquoi l'on demande en Prusse, comme en Wurtemberg et en Saxe, une réforme ecclésiastique. « Voulez-vous chasser le communisme des tailleurs-philosophes? s'écriait un député wurtembergeois. Introduisez à la place le généreux communisme des chrétiens. » Établir l'église sur le fond populaire et non pas en dehors des simples croyants, la restaurer par en bas et non pas la régenter d'en haut, substituer en un mot aux consistoires les synodes et les presbytères, tel est aujourd'hui le noble rêve de la véritable Allemagne, et à Berlin, plus encore qu'ailleurs, il s'est expressément manifesté.

L'église prussienne a subi de si nombreuses vicissitudes qu'elle est peut-être moins capable qu'aucune autre église protestante de résister à ce mouvement national. Partagé d'abord entre les administrations provinciales (*Regierungen*) et les consistoires, le gouvernement des choses de religion perdit même tout caractère ecclésiastique de 1808 à 1815; les consistoires devinrent alors une section particulière de la *Regierung* sous le titre de *députation des églises et des écoles*. Émancipés par l'ordonnance du 30 avril 1815, ils perdirent en 1825 la charge de l'instruction publique, et subsistèrent uniquement à titre d'autorité scientifique et morale, toujours rangés jusqu'à certain point dans la dépendance d'une *commission administrative des églises et des écoles*. Celle-ci, composée de laïques et d'ecclésiastiques, siégeait près de la *Regierung*, dont le chef suprême (*Oberpresident*) avait en même temps la présidence du consistoire. Tel est le régime qui s'est maintenu jusqu'en 1835 dans la province du Rhin et de Westphalie, jusqu'en 1845 dans les provinces orientales : c'était la suppression plus ou moins absolue de l'église en tant qu'institution particulière et corps distinct. Frédéric-Guillaume III avait bien octroyé des synodes, mais ils étaient presque aussitôt tombés en désuétude ; Frédéric-Guillaume IV les convoqua de nouveau, et en 1844 ce fut un cri général pour qu'on rendît à l'église une existence propre sans laquelle périssait le sentiment religieux, écrasé pour ainsi dire sous les rouages politiques. L'ordonnance du 17 juin 1845 a transféré au consistoire l'administration ecclésiastique tout entière. La *Regierung* n'a plus gardé dans son ressort que les détails de police et de matériel; le consistoire a pris en main la direction du personnel ; il n'avait antérieurement que la surveillance des études. Voici maintenant ce qui arrive. Cette agitation d'à présent qui se produit tout d'abord dans la commune, le premier élément solide de la société spirituelle aussi bien que de la société civile, ce soulèvement presque général des consciences vient se heurter non plus contre un corps à moitié laïque tel qu'était la *Regierung*, mais contre une hiérarchie sacerdotale relevant de degrés en degrés du ministère des cultes. La rencontre est bien autrement rude, pour peu que le ministère ait apporté dans la formation des consistoires et le choix des surintendants cet *esprit de parti* dont il se glorifie ; cet esprit-là est en opposition naturelle avec l'esprit séculier de qui procèdent ces nouvelles aspirations religieuses, et, preuve singulière du renverse-

(1) *Pour l'avenir de l'église évangélique d'Allemagne, un mot à ses protecteurs et à ses amis*, par M. Ullmann.

ment de toutes les situations, il semble aujourd'hui que les consciences soient plus gênées sous la tutelle de l'église qu'elles ne le furent sous la tutelle de l'état. Aussi, de même que les consistoires ont échappé à la *Regierung*, les fidèles veulent se soustraire aux consistoires en organisant les presbytères, et, conservant le principe de la séparation de l'église et de l'état, ils sollicitent comme une garantie de plus la participation du peuple à l'église.

Entretenir l'activité de la pensée religieuse en lui ouvrant une place au sein de la vie communale, l'empêcher de se fractionner à l'infini en la reliant partout avec elle-même, grâce à des synodes libres et réguliers, appeler toujours à côté du sacerdoce l'intervention sérieuse de l'ordre laïque, c'est là le problème que poursuivent les intelligences les plus distinguées comme les plus humbles. Le roi Frédéric-Guillaume ne savait pas trop s'il n'était point le complice du magistrat de Berlin qu'il réprimandait pour avoir imploré cette grande réforme ecclésiastique. M. Bunsen venait de faire un livre qu'il avait intitulé *la Constitution de l'Église de l'avenir*, et ses espérances s'y traduisaient par des projets encore plus précis que ceux de M. Ullmann. Tout le monde en est là maintenant sur la terre allemande, et, pendant qu'on se relâche de la sévérité dogmatique des formules et des confessions, on resserre d'autant les liens moraux qui peuvent remplacer les obligations littérales : on élargit le champ de la doctrine, pour s'y mieux entendre sans se gêner par les textes; on organise à tous les degrés l'association religieuse pour se rencontrer de plus près dans l'adoration commune des mêmes vérités raisonnables. Cet effort intelligent me frappait encore plus en Prusse qu'en Saxe, et j'y reconnaissais tout particulièrement la sagesse berlinoise.

L'église même de Berlin, par l'organe de ses membres les plus relevés, s'était alors prononcée dans ce sens-là. Quatre-vingt-six personnes, professeurs, prédicateurs, ou conseillers de consistoire, quatre-vingt-six personnes de distinction avec deux *évêques* en tête (1) avaient signé, le 15 août, une déclaration faite pour réparer le mauvais succès de la déclaration des *Amis protestants;* ils dénonçaient comme eux et comme le magistrat ce *certain parti* qui troublait la paix et la liberté, ils demandaient aussi une constitution ecclésiastique; enfin ils professaient pour tout symbole cette opinion que le magistrat allait répéter après eux : « Jésus-Christ, le même hier, aujourd'hui et dans l'éternité, est le seul fondement de notre béatitude, et tout l'enseignement religieux doit partir du Christ pour aboutir au Christ (*von Christus aus zu Christus hin*). » La maxime était large, et bien des convictions y pouvaient tenir à l'aise : c'était justement ce que demandait la prudence pastorale des honorables signataires. Toute la Saxe répondit à cet appel bienveillant, toutes les villes où les *Amis protestants* s'étaient réunis envoyèrent de nombreuses adhésions, celle d'Uhlich la première; ils acceptaient de grand cœur la formule des modérés de l'église évangélique, et ne voulaient y rien changer, si ce n'est peut-être qu'ils eussent mieux aimé dire simplement : « Nous croyons en Jésus, le sauveur du monde. » On n'a guère ici parlé de cette manifestation; elle avait cependant produit plus d'effet à Berlin que l'adresse du magistrat, et soulevé plus de passions en même temps qu'elle prêtait matière à plus d'étonnement. Le docteur Eylert, le premier de tous les prélats dans la hiérarchie évangélique, donnait la main au pasteur Uhlich, l'objet de tant d'anathèmes; ce n'était là sans doute qu'un compromis, mais pour l'oser, pour le trou-

(1) C'est le titre que prennent les surintendants de l'église évangélique en Prusse.

ver naturel, il fallait que de part et d'autre on fût plus rapproché qu'on ne le croyait peut-être.

M. Hengstenberg ne s'y trompait pas, et maudissant cette invasion du rationalisme, qui s'installait ainsi dans les premiers rangs de l'église officielle, sous air de conciliation, il attaqua violemment la déclaration du 15 août. Déjà M. Stahl avait publié contre ce nouveau tiers parti qui se montrait ainsi à l'improviste deux lettres éloquentes : — il n'admettait point de constitution ecclésiastique sans la même réserve qu'il exigeait pour une constitution politique, c'est-à-dire qu'il ne voulait, ni dans l'église, ni dans l'état, de peuple constituant; il n'admettait pas davantage un autre symbole que celui d'Augsbourg, et, cherchant à lui donner un signe d'infaillibilité, il s'efforçait en vain de lui attribuer la perpétuité qui lui manque; adversaire radical du protestantisme qu'il croyait pourtant défendre, il n'acceptait plus l'Écriture qu'à titre d'autorité absolue ; il lui fallait *une formule qui fût un pape*, comme l'en avaient énergiquement accusé l'évêque Eylert et ses cosignataires. — M. Hengstenberg, atteint dans sa personne par la déclaration, releva le gant avec encore plus de vivacité que M. Stahl. Il dénonça « ces mauvais écoliers de Schleiermacher, qui mettaient plus de prix à recueillir dans l'œuvre de leur maître le bois, le foin et la paille, que l'or et les pierreries; » il les combattait pied à pied, et fit mine de démolir par morceaux tout leur édifice. Puis, rempli d'une amertume singulière, portant droit devant lui le coup d'œil d'un ennemi clairvoyant, il leur reprochait de vouloir enlever l'empire des âmes et du monde aux vrais dévots, à l'aide d'une coalition immorale. « Le beau spectacle, disait-il, que prépare cette sagesse astucieuse! le bel ordre avec lequel elle ménage son triomphe ! Écoutez-la parler et laissez-la faire : elle va pousser à l'extrême droite la *Gazette évangélique*, rejetée pour un si grand écart en dehors de toute influence; à l'extrême gauche, les rationalistes de Wislicenus! Au centre alors, avec l'excellent Uhlich d'un côté, avec les demi-partisans de l'orthodoxie de l'autre, au centre resteraient ces doux et compatissants élèves de Schleiermacher pour conduire dans toute leur sagesse une harmonie si nouvelle. Alors aussi arriverait sans doute le règne de Dieu, puisque les loups et les brebis, les chevreaux et les panthères, habiteraient paisiblement ensemble. » M. Hengstenberg ne consentira pas à cet accouplement monstrueux, tant qu'il gardera de la voix et de la vigueur : il ne désespérera jamais, et cependant on découvre aujourd'hui, jusqu'au milieu de son assurance mystique, la trace visible du découragement de l'homme d'affaires; c'est un mélange curieux d'exaltation biblique et de sagacité mondaine. Je cite seulement ce passage original de sa brochure, où les psaumes et l'*Histoire de Dix ans* se trouvent l'un après l'autre invoqués, comme pour mieux peindre l'esprit de l'auteur et nous montrer dans une même nature le politique ambitieux à côté du dévot chagriné. « Louis Blanc raconte que Casimir Périer, épuisé par un long et dur combat, s'écriait : Ah ! je suis perdu ! ils m'ont tué. Il avait une bonne cause, mais une cause humaine qu'il défendait avec des forces humaines, et la chair n'est pas d'airain. La communauté de Dieu, attaquée de toutes parts, a son soutien dans le ciel et son témoin en haut. Mon pied a trébuché, dit le prophète, mais ta grâce, Seigneur, est mon appui. J'avais bien de la tristesse dans mon cœur, mais tes consolations ont réjoui mon âme. Je ne mourrai pas, mais je vivrai et j'annoncerai les œuvres du Seigneur. Le Seigneur me châtie, mais il ne m'abandonnera point à la mort. »

M. Hengstenberg se flatte assurément; on croit, en général, que la colère

divine ne l'a pas jusqu'à présent bien cruellement visité; on imagine, en revanche, que ses travaux n'auront point l'éternité qu'il se promet. Depuis un an que j'ai quitté Berlin, une conférence de toutes les églises évangéliques, un concile national de l'église prussienne, sont venus, l'un après l'autre, y délibérer. S'il est sorti quelque chose de ces assemblées, trop bien triées pour n'avoir pas été complaisantes, ce sont des preuves nouvelles de cette tendance libérale dont le haut clergé de Berlin et de Potsdam avait fourni un gage solennel par sa déclaration du 15 août, c'est l'envie très-manifeste de s'en tenir aux résolutions moyennes. La situation est, il est vrai, si complexe, qu'il serait fort difficile de la trancher par mission officielle et spéciale; tout ce qu'on peut, c'est d'adoucir les pentes où coule dans son ampleur le flot populaire, et combien encore de heurts et de soubresauts à mesure qu'il descend! Que d'inconséquences nécessaires, d'indispensables démentis donnés par le lendemain à la veille! Ainsi, par exemple, on n'oblige point le candidat au sacerdoce à jurer qu'il enseignera les symboles et les prendra pour base de sa doctrine; on le fait prêtre d'un culte qu'on ne détermine pas. Ainsi, d'autre part, on dit au nom du roi et le roi lui-même professe que la résurrection de l'église doit partir de la commune, et, quand les communes adressent leurs vœux au synode, le roi se fâche et gourmande. En toutes choses il est besoin du temps pour que la pensée s'assoie, et, si solide qu'on la suppose, elle n'est rien sans lui. C'est faiblesse peut-être, mais c'est sagesse et vérité de répondre comme faisait un membre du synode à ceux qui lui reprochaient de déserter la confession d'Augsbourg : « Rassurez-vous, nous attendrons encore avant de vous donner une *confession de Berlin.* » Il y avait déjà des siècles que la vieille mythologie comptait parmi les fables, quand on rédigea le symbole de Nicée.

Du milieu de ces contradictions, du fond de ces trop visibles embarras apparaîtra-t-il maintenant quelque expédient nouveau qui doive tout concilier, les idées et les personnes? ou bien quelque main vigoureuse ramènera-t-elle décidément en arrière les intelligences qui se pressent en foule vers ces portes étroites par où s'ouvre l'avenir? ou bien enfin ces intelligences suivront-elles leur voie jusqu'au bout, et cette voie est-elle assez large pour les contenir, assez solide pour les porter, et pour les nourrir assez féconde?

Je ne me fie point à la durée des moyens termes; je ne m'effraie pas de la puissance des réactions ; mais surtout je ne crois point que la force dépensée par l'esprit humain depuis un siècle soit une force perdue, et qu'il ait marché si longtemps sur un même sentier pour trouver au bout un abîme. Il y a dans la vie sociale un éternel progrès qui répand et vulgarise les idées salutaires ; ce ne sont pas nécessairement les individus qui se font plus grands ou meilleurs, ce sont les idées qui descendent en quelque sorte de leur piédestal et se rendent accessibles. Il a fallu l'immortel génie de Descartes pour découvrir les usages de l'algèbre, il suffit aujourd'hui d'un écolier pour les savoir. De même aussi les âmes héroïques sont de tous les temps ; mais la plus belle récompense qu'elles aient chacune dans le leur, c'est de mettre en circulation l'exemple des vertus où elles ont excellé, de manière à les insinuer, comme par nature, dans la constitution morale des générations qui leur succèdent. Telle règle pratique dont l'origine fut un effort sublime n'est aujourd'hui qu'une habitude légale. C'est ainsi qu'il peut arriver qu'il y ait en somme plus de justice ou de charité dans un âge que dans

l'autre, sans que les cœurs soient en eux-mêmes plus parfaits. La personne humaine ne change guère ; par son caractère intime, par tout ce qu'il a chez lui de propre et de spontané, l'homme d'à présent ressemble beaucoup à l'homme des anciens jours; il n'est plus riche que de cette richesse qu'il puise au domaine commun. Cet accroissement perpétuel du domaine commun de l'espèce, cet exhaussement continu du niveau général, voilà l'œuvre de la société : autrement à quoi servirait-elle? les forts seront toujours les forts; ce sont les faibles qui ont inventé le pouvoir.

Cela s'applique très-particulièrement aux idées religieuses, et c'est de la sorte que je comprends les vicissitudes successives des cultes. Nous ne naissons pas de plus habiles théologiens, des métaphysiciens plus profonds que nos pères; le vrai progrès d'une époque sur l'autre, ce n'est pas de faire que Bossuet soit plus élevé que saint Thomas, parce qu'il vient après lui, et je ne vois pas pourquoi la tête d'Aristote serait moins grande que celle de Kant ; mais ce que je vois très-bien, c'est que les pures notions qui restaient jadis l'attribut exclusif des plus sages tombent désormais en la puissance des plus humbles : le pâtre, l'ouvrier, le marchand, ne raisonnent, à coup sûr, ni comme Kant ni comme Bossuet ; ni leur cœur ni leur cerveau ne se consument en efforts plus pénibles qu'autrefois : seulement leur nourriture spirituelle est plus saine sans qu'elle leur coûte davantage. Ç'a été le résultat de ces prodigieux mouvements de la pensée, si laborieusement accomplis pour se renouveler encore, ç'a été leur prix le plus noble d'élargir tous les horizons, d'ouvrir plus librement à tous les regards l'étendue de la patrie religieuse en même temps que celle de la patrie politique. L'âge où les différences extérieures et dogmatiques des cultes n'empêchent pas de saisir le fonds commun des vérités et des préceptes, je l'aime mieux que l'âge où le Turc est infâme, le Juif et l'hérétique brûlés. On a beau dire qu'on brûlait par politique et non par dévotion : il y a quelque chose de plus frappant que l'interprétation des faits, ce sont les faits eux-mêmes ; comme aussi fort inutilement on ressuscitera les pèlerinages, et l'on retrouvera les saintes robes, et l'on voudra provoquer des idolâtries. L'âge où l'idée de l'Être suprême se manifeste dans les esprits sous une forme toujours plus abstraite, où sa personnalité sensible s'efface de plus en plus des imaginations pour n'y laisser d'autre impression que celle d'une immatérielle volonté, cet âge sévère, je l'aime mieux que l'âge puéril qui crée son dieu à sa ressemblance et le couvre d'oripeaux.

Il est un péril sans doute dans ce vaste embrassement de la pensée moderne, c'est que, voulant trop étreindre, elle ne saisisse et ne serre plus rien ; il est un inconvénient à cette universelle tolérance, c'est que l'on chérisse moins ses propres convictions à mesure que l'on respecte davantage celles des autres. Tel est le premier écueil que le siècle ait rencontré sur cette mer nouvelle où il s'engage; un écrivain de génie l'a signalé par son nom ; il s'appelle l'indifférence en matière religieuse. Heureusement que l'esprit humain ne va nulle part en ligne droite; il procède, pour ainsi dire, et monte par spirales; il semble souvent revenir sur ses pas, et l'on ne s'aperçoit point qu'à cette apparente retraite il gagne un étage de plus. Luther a écrit avec la trivialité pittoresque de son langage : « L'esprit humain est comme un paysan ivre à cheval ; quand on le relève d'un côté, il retombe de l'autre. » Nous sommes donc retombés. En tout pays et venant de toutes bouches, le même cri s'est fait entendre : Seigneur, nous périssons! Beaucoup ont supposé que la vie religieuse allait s'éteindre parce qu'elle se métamor-

phosait, et si complète fut leur défiance de l'avenir, qu'ils entreprirent pour l'arrêter en chemin cette œuvre impossible de copier le passé. Les uns étaient des cœurs courageux avec des intelligences étroites; les autres, et le plus grand nombre, des timides; d'autres enfin, et les plus bruyants, les plus actifs, les plus radicaux, c'étaient des habiles. Ainsi s'est produit en Europe ce qu'on est convenu de nommer la réaction religieuse. Puséistes d'Oxford, puritains d'Ecosse, piétistes allemands, ultramontains de France, opiniâtres gardiens du vieux rabbinisme, tous ont évoqué la tradition et l'autorité, soit en haine, soit par peur de cette liberté qu'ils jugent sans but parce qu'elle sera sans fin. Patience, car ils la servent.

Qu'un fleuve s'épanche en large nappe dans un lit régulier, vous croiriez son cours endormi, tant il est silencieux et puissant; qu'une roche brute se détache de la rive et vienne tomber en travers des eaux, celles-ci s'indignent, écument et bondissent, minent l'obstacle ou le renversent et ne reprennent que plus loin leur majestueuse tranquillité. C'est là l'image naturelle de la réaction religieuse et de ses effets. Tout le tumulte qu'elle a suscité n'est pas une improvisation factice, une exubérance inutile; ce n'est pas, comme on voudrait bien le dire, le mauvais sang de la pensée qui s'en va. Le siècle suivait sa route ; on la lui barre, il se soulève. Laissez faire, il se retrouvera bientôt rassis avec une nouvelle conscience de lui-même. Le sentiment religieux, trop flottant sur une pente trop spacieuse, ne se prenait point assez à la vie réelle ; il manquait de caractère parce que la contradiction lui manquait, peut-être aussi d'enthousiasme parce que l'enthousiasme ne naît qu'avec la lutte. La lutte est arrivée. Il s'estimait sage, on lui a déclaré qu'il était impie et athée; il avait tiré de la simple raison des motifs suffisants de paix et de joie, on a voulu lui montrer qu'il n'y avait là que trouble et misère. A-t-on réussi? a-t-on redressé les vieux autels pour les avoir plâtrés? Non, mais on a seulement précipité l'inauguration des nouveaux. L'Allemagne s'est mise en avant la première ; à ses risques et périls, avec les entraînements, avec les naïvetés de toute force qui ne se connaissait pas et qui s'essaie, elle a proclamé le droit imprescriptible des convictions raisonnables; elle a répondu aux dogmatiques impérieux de l'école positive non plus par la critique, mais par l'affirmation. La foi, l'adhésion par amour n'est pas le privilége exclusif des enseignements mystiques, c'est le couronnement des grandes œuvres sincères.

Je me souviens encore de l'émotion que j'éprouvai en lisant dans une gazette de village le récit d'une assemblée des *Amis protestants* tenue sous la présidence d'Uhlich à Eisleben, la patrie de Luther. Voici cette charmante description toute pleine d'une poésie qui s'ignore : « Nous sortîmes de la ville avant midi ; nous étions au moins six cents. Il fallut rester en plein air; le beau temps nous favorisait ; quelle meilleure place les *amis* auraient-ils pu choisir pour y converser? Ils aspirent à la lumière, comme on le dit d'eux par une moquerie dont ils ne se fâchent point, et le matin leur versait sa lumière si douce. Ils tiennent le monde entier pour l'école de tout esprit qui pense, et le large aspect du monde s'ouvrait librement devant eux. Ils suivent cette impulsion frémissante de leur temps vers la connaissance et le progrès, et partout à leurs côtés frémissait la nature poussant et développant le germe des choses pendant qu'un vent rapide baignait leur front de ses vives haleines. Nous restâmes donc là sur la terrasse. Le feuillage alors récent des chênes nous faisait un toit magnifique, au-dessus encore le ciel bleu, à nos pieds la ville d'Eisleben, puis au delà le regard s'étendait sur l'im-

mensité des plaines et des montagnes. Enfin arriva le pieux orateur. Sa première parole, et vis-à-vis de ce ravissant spectacle pouvait-il en trouver une autre? sa première parole fut celle-ci : « Pénétrés comme nous le sommes de la présence du » Père éternel que tous nous sentons, ne voulons-nous pas soulager notre âme » avec des chants? » Et l'on chanta : « O Créateur, lorsque je contemple à genoux » ta puissance, la sagesse de tes voies, ton amour qui veille sur tout, je ne sais » plus, dans mon admiration, comment m'élever jusqu'à toi! mon Dieu, mon » Seigneur et mon père ! » Cette noble et grave exaltation vaut-elle donc moins que la crédulité des pèlerins de Trèves? De quel côté la piété féconde? de quel côté la grandeur? Où sent-on le mieux l'approche divine, le souffle d'en haut ?

Or, qui ne se rappellerait ici la foi de Jean-Jacques? N'est-ce pas cette simple et forte éloquence du vicaire savoyard, et, par une heureuse rencontre, n'est-ce pas le début même de son discours, mis pour ainsi dire en action ? n'est-ce pas toujours la magnificence de la nature qui sert de texte à ces religieux entretiens? Il n'y a qu'une différence, et je la note pour résumer ma pensée, comme elle résume tout ce progrès auquel je crois. — Le pauvre vicaire n'avait qu'un auditeur, encore était-il de rencontre, et lui-même n'eût point ainsi prêché devant ses ouailles; le pasteur Uhlich haranguait sur ce ton-là tous ses paroissiens, et la *profession de foi* leur plaisait en sermon.

ALEXANDRE THOMAS.

LA

BELGIQUE EN 1846.

SITUATION POLITIQUE. — SITUATION COMMERCIALE.

La Belgique fait chaque jour un pas de plus dans cette voie d'anomalies politiques où déjà nous l'avons suivie (1). Un coup d'état ou l'équivalent, issu, contradiction étrange, d'un respect exagéré des garanties constitutionnelles; l'initiative royale engagée, compromise par le fait même de son abstention; un parti qui doit à son discrédit seul, à l'excès de son impopularité, l'honneur d'occuper sans partage le pouvoir, telle est la bizarre énigme qu'a posée, il y a quelques mois, l'avénement du ministère de Theux. Cette série de complications imprévues ne se limite pas à la question intérieure : la question extérieure en présente d'autres qui, pour remonter à une date plus ancienne, ne se rattachent pas moins aux premières, dont elles menacent d'entraver le dénoûment. Les principes de liberté commerciale découlant naturellement et sans effort d'un système d'isolement douanier, appliqués en détail par ce même parti catholique qui les repoussait dans leur ensemble; l'union douanière avec la France se transformant en conséquence théorique de deux traités qui semblaient river la Belgique au Zollverein et aux Pays-Bas, et près de devenir le dernier mot d'un ministère qui eût personnifié naguère les préjugés anti-français; les libéraux enfin, refoulés de fait, par l'exagération même de leurs doctrines de liberté commerciale, vers l'arène protectionniste, que leurs adversaires viennent d'abandonner, et, au bout de ces

(1) Voyez la *Revue* du 30 septembre 1845.

surprises, un déplacement possible d'opinions qui ferait du ministère de Theux, cette faute suprême des catholiques, l'instrument de leur salut : voilà autant d'éléments nouveaux du problème que sont appelées à résoudre les élections de 1847. De là deux points de vue distincts et cependant inséparables : je les embrasserai tous deux. Intéressante par son originalité seule, cette situation a d'autres titres à l'attention de notre pays. Pour la France et pour l'Europe, la Belgique est plus qu'un petit royaume de quatre millions d'habitants : la Belgique est l'élément forcé de bien des solutions commerciales déjà entrevues, le point commun où le système douanier du nord et le système douanier du midi viendront tôt ou tard se briser ou s'unir.

I.

On avait pu apprécier, dès la retraite de M. Nothomb, les causes et les indices certains de la réaction qui s'opère depuis cinq ans en Belgique. Protégés par un système électoral qui n'autorise, sauf le cas de dissolution, le renouvellement des chambres que par moitiés, et à intervalles de deux ans pour les représentants, de quatre ans pour les sénateurs, les catholiques possèdent encore la majorité parlementaire, quoiqu'ils soient en minorité évidente, avouée, dans les colléges électoraux. Les élections de 1845 pour le renouvellement de la première moitié de la chambre des représentants, et précédemment les élections provinciales de 1844 faites par la même catégorie de votants qui nommera, en 1847, la seconde moitié de cette chambre et la première moitié du sénat, ont réduit, dans le domaine de la politique intérieure, à une simple question de temps l'avénement définitif des libéraux. C'est cependant en face de cette insurrection spontanée, presque unanime, du pays électoral contre la prépondérance du clergé qu'a surgi pour la première fois un ministère exclusivement clérical, en d'autres termes, une combinaison telle que les catholiques, au faîte de leur popularité et de leur puissance, n'avaient jamais osé l'imposer au roi. Une pareille solution n'est pas, du reste, survenue d'emblée : le roi, avant d'y recourir, a tour à tour essayé d'une combinaison mixte et d'une combinaison libérale; mais cette double tentative, dirigée par des scrupules inopportuns, n'a servi qu'à rendre plus évidentes la déconsidération des catholiques et les impolitiques préférences de la couronne pour un parti que repousse le sentiment national. Pour bien faire apprécier le caractère et les résultats probables de la nouvelle situation, je dois remonter aux circonstances qui ont amené la retraite de MM. Van de Weyer et d'Hoffschmidt, dont la courte apparition n'a pas laissé d'ailleurs d'autres souvenirs.

C'est tout un nouveau chapitre à l'histoire des grands effets par les petites causes. Le principal du collége communal de Tournay ayant déplu aux jésuites, et par contre-coup à l'évêque, le bourgmestre et les échevins de la ville, qui sont à la dévotion du clergé, conclurent, il y a près d'un an, une convention qui livrait à l'évêque, et par contre-coup aux jésuites, le droit de pourvoir à la direction de cet établissement. A l'instigation de l'ancien ambassadeur de Belgique en France, le comte Le Hon, qui a réussi à se faire un piédestal politique du modeste fauteuil où les circonstances l'ont relégué, le conseil communal protesta. A son tour, l'opposition de la chambre des représentants s'empara avidement de l'affaire et

arracha à M. Van de Weyer, l'un des membres libéraux du cabinet, la promesse d'un projet de loi tendant à résoudre définitivement le point débattu.

Pour tout homme de bonne foi, cette solution était déjà écrite dans l'article 84 de la loi communale, qui classe les professeurs et instituteurs attachés aux établissements communaux d'instruction publique dans la catégorie des employés dont la nomination appartient aux conseils. Le même article autorise, implicitement il est vrai, les conseils communaux à abandonner ces nominations au collége des bourgmestres et échevins ; mais le soin qu'a pris le législateur de spécifier ce cas de délégation prouve assez qu'il est unique, et que les bourgmestres et échevins ne peuvent pas transmettre, par une seconde délégation, à un tiers les droits qu'ils ont reçus des conseils communaux. L'interprétation contraire bouleverserait toute l'économie de la loi, car les bourgmestres et échevins n'exercent, après tout, le droit de nomination qui leur est délégué que sous la surveillance du pouvoir déléguant, du conseil, surveillance impossible à l'égard de l'autorité épiscopale. La convention de Tournay n'était donc qu'un prétexte. En supposant qu'une pareille convention se reproduisît ailleurs, les libéraux, une fois maîtres de la situation, étaient toujours sûrs de trouver dans la législation actuelle le moyen de réprimer ces écarts. Une loi nouvelle, présentée sous les auspices d'une majorité évidemment hostile à l'enseignement laïque, ne pouvait aboutir au contraire qu'à aggraver le mal, à légaliser l'abus. L'opposition ne l'ignorait pas : ce qu'elle voulait en réalité, c'est une discussion politique dont le bruit pût réveiller les passions libérales, à moitié engourdies par une trêve de six mois, et qu'il importait de tenir en haleine jusqu'aux élections de 1847. L'opposition visait surtout à compromettre les deux ministres, MM. Van de Weyer et d'Hoffschmidt, dont les antécédents libéraux servaient de chaperon aux catholiques. La question de l'enseignement, dont l'intolérance avide du clergé a fait en quelque sorte la pierre de touche des deux opinions, atteignait mieux que toute autre ce double but. Sur le terrain de l'enseignement s'est opérée, ne l'oublions pas, cette formidable coalition de 1841, qui, combinant avec les garanties, l'autorité morale inhérentes au libéralisme modéré, l'ascendant révolutionnaire, les moyens de propagande et de police que l'esprit d'association avait mis aux mains des radicaux, a pu bouleverser en trois ans toutes les traditions électorales du pays. Sur ce terrain a succombé M. Nothomb, si habile pourtant à couvrir d'un vernis de libéralisme les mesures réactionnaires que lui imposait la majorité. Comme M. Nothomb, MM. Van de Weyer et d'Hoffschmidt allaient se trouver réduits à découvrir leurs collègues catholiques en se séparant d'eux, ou, ce qui reviendrait au même, à perdre le droit de les abriter en pactisant ouvertement avec eux. L'une et l'autre éventualité donnaient aux meneurs libéraux une entière liberté d'attaque et un moyen sûr de rallier les éléments encore mal disciplinés de la coalition de 1841. Hâtons-nous de dire que M. Van de Weyer n'a pas songé un seul instant à renouveler le jeu périlleux de M. Nothomb. Le projet élaboré par lui se réduisait à poser ou plutôt à constater ce principe : « que les communes ne peuvent déléguer à un tiers l'autorité que les lois leur confèrent sur leurs établissements d'instruction moyenne, et que toute transaction contraire est nulle. » Écrit sous la dictée des libéraux, ce projet n'eût pas tranché autrement la question.

Il s'offrait aux catholiques un moyen facile de dérouter les calculs des meneurs libéraux : c'était d'adhérer purement et simplement au projet. La coalition tom-

bait dès lors dans son propre piége. Cette irritante question de l'enseignement, soulevée dans l'unique pensée de mettre en évidence les prétentions outrées des catholiques, n'aboutissait qu'à faire ressortir leur modération, et rien n'épuise et ne déconsidère un parti, une coalition surtout, comme de frapper à vide ; mais les libéraux n'avaient pas trop présumé de la maladroite obstination de leurs adversaires. Accepté par M. d'Hoffschmidt, le projet de M. Van de Weyer fut repoussé par tous les membres catholiques du cabinet, qui, à la suite de quelques scènes assez vives, remit ses démissions au roi.

Ici se présentaient trois solutions contraires, dont chacune répondait à une des nécessités de la situation. Un ministère exclusivement catholique avait dans les chambres une majorité toute faite. Le vœu manifeste des colléges électoraux assurait une majorité plus forte encore à la combinaison opposée; seulement ce choix impliquait la dissolution des chambres. Un ministère mixte enfin, s'il ne satisfaisait aux droits ni de l'un ni de l'autre parti, avait l'avantage de n'en froisser ouvertement aucun et d'épargner au roi la fâcheuse alternative de jeter un défi au pays par des choix exclusivement hostiles à l'opinion, ou de se constituer chef d'opposition en donnant le coup de grâce à une majorité, peu digne d'égards si l'on veut, mais qui, après tout, avait pour elle le droit de priorité, l'autorité d'une position prise et légalement prise. En un mot, le roi, le parlement, le pays, avaient trois intérêts distincts dans la question.

Le roi, naturellement, songea tout d'abord au sien, et M. Van de Weyer reçut mission de composer un ministère mi-parti de catholiques et de libéraux modérés ; mais, soit vertige, soit que, désespérant de désarmer l'opinion par des concessions tardives, il voulût épuiser dans un dernier effort les ressources que sa majorité moribonde lui offrait, le parti catholique avait donné le mot à tous ses adhérents : aucun n'accepta le projet de M. Van de Weyer, qui résigna ses pouvoirs. L'ajournement du projet eût pu seul replacer les partis dans ces conditions d'immobilité auxquelles un ministère mixte était possible encore, et M. de Mérode, dont les excentricités oratoires n'excluent pas certain bon sens, en fit la proposition dans les journaux. Il ne s'agissait plus que de trouver dans ce groupe de libéraux déclassés où la politique mixte avait déjà recruté quatre ministres, MM. Nothomb, Goblet, Van de Weyer et d'Hoffschmidt, et où se tenaient encore, à distances diverses, MM. de Brouckère, Liedts, Dumon, Osy, Dollez, un homme qui voulût prêter la main à ce faux fuyant. Là précisément était la difficulté, l'impossibilité. L'approbation donnée par les catholiques à la convention de Tournay, leur acharnement à la maintenir, décelaient chez eux le parti pris formel de fausser par voie administrative les dernières garanties de l'enseignement laïque : accepter l'ajournement, c'était accepter sciemment la complicité indirecte de cette audacieuse agression. Or, M. Nothomb, à une époque où le parti clérical mettait encore les formes légales de son côté, avait fait une trop fâcheuse expérience de ce système d'effacement personnel, qui consiste à tolérer le fait en réservant le principe, pour qu'un seul libéral voulût la tenter après lui et sous des auspices plus compromettants. MM. de Brouckère et Dumon, sollicités de venir en aide à la couronne, subordonnèrent leur acceptation au programme même de M. Van de Weyer. M. Liedts, que le vote presque unanime des deux partis appelle chaque année à la présidence de la chambre des représentants, refusait, six mois auparavant, le portefeuille, pour conserver sa position parlementaire, et l'Achille de la neutralité avait moins de raisons que jamais de sortir de sa tente. MM. Osy et Dollez

enfin, qui, à défaut d'influence personnelle, se seraient désignés au choix du roi par un passé à peu près libre de compromis, déblatéraient ouvertement contre les ménagements observés à l'égard des catholiques. Des cinq membres qui composaient naguère la réserve mixte, quatre se trouvaient refoulés par les exigences de l'épiscopat aux premiers rangs de la coalition.

Il fallait donc choisir entre deux combinaisons exclusives. Préférence pour préférence, le bon sens, l'intérêt de sa propre dignité, parfaitement d'accord ici avec l'intérêt de sa popularité, ordonnaient au roi de sacrifier un parti dont l'entêtement l'avait placé dans cette alternative d'option. Léopold sembla le comprendre : il chargea le chef de la coalition libérale, M. Rogier, de constituer un cabinet; mais le fantôme de la dissolution se dressait toujours là, menaçant, devant les incertitudes royales, et Léopold crut le conjurer en imposant à M. Rogier la condition expresse d'exclure du nouveau cabinet l'élément ultra-libéral. A son point de vue, le roi calculait juste : un cabinet de libéraux modérés, de doctrinaires, c'est le mot reçu, n'impliquait pas nécessairement la dissolution. Dans la chambre des représentants d'abord, les deux partis se balancent; une minorité flottante, aujourd'hui évaluée à dix membres prêts à voter, les yeux fermés, pour tous les ministères, quels qu'ils soient, y détermine seule depuis longtemps la majorité. De ce côté donc aucun obstacle sérieux pour M. Rogier. Quant à la majorité immense qui, depuis 1841, soutient les catholiques dans le sénat, il ne fallait pas s'en effrayer davantage. Cette majorité, jadis le plus ferme appui du groupe doctrinaire dans la lutte qu'il a soutenue dix ans contre le radicalisme ultra-libéral et le radicalisme ultra-catholique, ne s'est tournée vers le clergé qu'accidentellement et par suite du rapprochement effectué, en 1841, entre les doctrinaires et les ultra-libéraux. Vainement les ultra-libéraux ont-ils abjuré leurs principales doctrines, vainement, dans deux ou trois circonstances récentes, ont-ils pris fait et cause avec les doctrinaires pour la prérogative royale menacée par le radicalisme du clergé : rien n'a pu désarmer les préventions du sénat. Pour qui connaît le cœur humain, des causes bien autrement graves qu'un simple dissentiment politique entretiennent cette incompatibilité d'humeurs. Le sénat, dont le cens d'éligibilité est de 1,000 florins, se recrute en majeure partie dans l'aristocratie, qui représente encore en Belgique la grande propriété, et les ultra-libéraux ont précisément retenu de leur ancien programme ce dénigrement haineux des idées et des susceptibilités nobiliaires qui sera partout et toujours le thème favori des bourgeoisies dans l'opposition. De là les colères de cette aristocratie d'autant plus ombrageuse que ses titres sont plus contestables (1). M. Rogier eût immanquablement reconquis les bonnes grâces de la chambre haute, en sacrifiant des auxiliaires auxquels son patronage seul pouvait ouvrir l'accès du pouvoir.

Infaillible quant au but que se proposait le roi, la combinaison dont il s'agit n'avait qu'un défaut, c'est d'être inacceptable pour M. Rogier. M. Rogier n'avait-il pas, en effet, des ménagements à garder vis-à-vis d'une fraction qui dispose des clubs, des loges maçonniques, de la plupart des journaux, d'un grand nombre

(1) Chacun des nombreux régimes qui se sont succédé en Belgique a créé de nouvelles catégories de nobles, et la vanité mal entendue des Belges semble avoir pris à tâche de rendre ces distinctions plus banales encore, en attribuant le titre primitif à tous les collatéraux de même souche.

de conseils communaux, de tous les moyens de propagande et de contrôle enfin auxquels l'opinion libérale doit ses miraculeux progrès? Pouvait-il, sans les froisser, exclure du succès des hommes qui l'avaient adopté dans la défaite, et qui, en position de lui marchander leur concours, s'étaient effacés derrière lui, sacrifiant à l'intérêt commun leurs prétentions, leur passé, leur individualité politique? C'est à quoi visait apparemment, sinon le roi, du moins la coterie qui dictait ses scrupules. M. Rogier esquiva assez adroitement le piége. S'enfermant dans la lettre morte des instructions royales, il consentait à former un cabinet en dehors des membres ultra-libéraux de la chambre; mais, pour que ceux-ci ne pussent suspecter sa loyauté, il prenait pour programme de gouvernement le programme même de la coalition, dont il énumérait ainsi les points principaux: indépendance respective du pouvoir civil et du pouvoir religieux, principe qui trouverait notamment son application dans la loi sur l'enseignement secondaire, — nomination par le roi du jury chargé de conférer les grades académiques, au lieu du mode actuel de nomination par les chambres, — retrait de la loi qui autorise le fractionnement arbitraire des colléges électoraux des communes, et avis préalable de la députation permanente (sorte de conseil de préfecture dérivant de l'élection) pour la nomination des bourgmestres en dehors des conseils. La première de ces clauses était l'expression des exigences communes aux deux fractions libérales; la seconde formulait les concessions faites par les ultra-libéraux aux libéraux modérés. La troisième enfin mettait habilement en regard les concessions des libéraux modérés aux ultra-libéraux. Au début du ministère Nothomb, en face des tendances d'émancipation qui se manifestaient déjà dans les conseils, les catholiques, répudiant leur vieux programme de décentralisation en ce qu'il avait d'onéreux, avaient trouvé commode de déshériter l'initiative municipale au profit de l'initiative gouvernementale, qu'ils se croyaient désormais sûrs de diriger, et le groupe doctrinaire, soit pour prouver qu'il restreignait ses théories de centralisation dans les bornes des lois existantes, soit désir de payer les sacrifices récemment faits à ces théories par les ultra-libéraux, avait pris franchement fait et cause pour les droits de cette même liberté communale dont il avait autrefois combattu l'abus. De là cette troisième clause. L'empressement de M. Rogier à ériger en principe de gouvernement ce qui avait pu ne paraître qu'une tactique d'opposition était de nature à rassurer pleinement les ultra-libéraux sur la bonne foi du ministre en perspective. Les garanties étaient dès ce moment égales de part et d'autre; cette combinaison, exclusivement doctrinaire, où les habiles du parti catholique voyaient l'anéantissement prochain de la coalition, en devenait l'expression vivante. Ce n'était malheureusement pas tout: se doutant bien qu'un ministère qui se proclamait solidaire des ultra-libéraux ne désarmerait pas les antipathies boudeuses du sénat, et ne voulant pas exposer le futur cabinet aux chances d'une chute qui eût fait douter du parti libéral, M. Rogier posait trois cas de dissolution *jusqu'aux élections de* 1847.

On devine l'accueil fait par le roi à ce programme, qui transformait en perspective certaine ce qu'il redoutait le plus. La petite cour ultramontaine du château de Laeken exploita l'incident, se récriant bien haut contre l'intolérance de « ces prétendus libéraux qui menaçaient l'indépendance des chambres, qui voulaient s'emparer de la situation par un coup d'état, » et le roi, ne demandant pas mieux que d'être convaincu, recomposa, avec l'élément catholique de l'ancien cabinet, une nouvelle administration où M. de Theux, chef de la réaction cléri-

cale, remplaçait, avec M. de Bavay, les deux libéraux démissionnaires, MM. Van de Weyer et d'Hoffschmidt.

Là était véritablement le coup d'état. Qu'il faille user avec une grande réserve de l'expédient extrême des dissolutions, personne ne le conteste; mais le roi avait suffisamment déféré à ce scrupule, en chargeant, dès le début de la crise, M. Van de Weyer de reconstituer un cabinet mixte. Ce projet échouant devant l'inexplicable obstination des catholiques, la dissolution, qui rentre après tout dans les prérogatives constitutionnelles de la couronne, était, on l'avouera, un pis-aller moins compromettant et plus légal que cette imprudente intronisation d'un parti dont le programme avoué était désormais un cri de guerre contre les institutions. Un ministère exclusivement catholique, succédant d'emblée et sans interrègne à la dernière administration, se fût compris encore; on eût vu à la rigueur dans ce recours suprême à la majorité de fait la continuation de ce système de neutralité qui, depuis 1831, avait abandonné chaque parti, chaque chose à sa propre impulsion, sans rien hâter ni ralentir, et qui, logique jusqu'au bout, laissait tous les frais de la crise actuelle à la charge des hommes qui, à tort ou à raison, l'avaient provoquée, des libéraux, sauf pour ceux-ci à prendre leur revanche en 1847, terme normal de leur rôle de minorité. Fort de son homogénéité, n'ayant personne à ménager dans le camp ennemi, le nouveau ministère eût mis aux oubliettes la loi de l'enseignement, sans s'inquiéter des engagements de M. Van de Weyer. L'agitation serait tombée d'elle-même. Malheureusement six semaines d'incertitudes, en donnant aux exigences secrètes des ultra-catholiques le temps de se produire au grand jour, avaient singulièrement aggravé les positions. Non contents de défendre la convention de Tournay du reproche d'irrégularité, les journaux et les orateurs du clergé, dont la presse coalisée excitait habilement l'indiscrétion, et qui eux-mêmes espéraient sans doute intimider les libéraux en opposant l'offensive à l'offensive, en étaient venus peu à peu à voir dans l'exception la règle, dans la tolérance le droit. Ainsi, le retrait du projet de loi tendant à abolir la convention de Tournay ne leur suffisait déjà plus; ce qu'ils réclamaient désormais, c'était une loi confirmative de cette convention. Devant ces manifestations si crûment ultramontaines, les questions de priorité, les scrupules de forme, étaient au moins inopportuns. Ce n'était plus entre les chambres et l'opinion, entre la majorité parlementaire et la majorité électorale, c'était entre la réaction et la légalité que le roi avait à choisir. Par un bizarre accouplement de ténacité et de faiblesse, la peur des mesures extrêmes n'aura produit en définitive ici qu'un coup d'état.

On a dit et laissé dire que M. Rogier prétendait forcer la main au roi, et que dès lors il était de la dignité de la couronne de résister. En vérité, c'est abuser étrangement du droit d'interprétation. M. Rogier n'a pas imposé de conditions au roi, il a tout au plus refusé d'en subir, et, dans ce désaccord, tous les ménagements sont de son côté. Le programme de M. Rogier ne tendait, en effet, qu'à faciliter la combinaison rêvée par le roi, en conciliant l'homogénéité, l'existence de la coalition libérale avec l'exclusion individuelle des ultra-libéraux; les trois cas de dissolution, posés par ce programme, étaient le corollaire naturel, indispensable, des mêmes nécessités, et M. Rogier était d'autant plus fondé à énoncer cette dernière clause, que le roi, soit imprévoyance, soit circonspection, n'avait émis aucune réserve à cet égard. Que les libéraux, en faisant de la convention de Tournay une question de cabinet, soient la cause première de ces complications, je l'ai admis; mais, après tout, ils dénonçaient une violation de la loi; ils usaient

d'un droit incontestable, et c'était à leurs adversaires de rétablir le *statu quo* en cédant. Si le roi a eu la main forcée, c'est par les catholiques, qui, après avoir prôné quinze ans la nécessité des combinaisons mixtes, ont fermé à l'irresponsabilité royale cette issue, en la subordonnant à des exigences inacceptables pour la fraction la moins exclusive du parti libéral. Cette idée des combinaisons mixtes est, en effet, une vieille invention des catholiques ; elle date de l'époque où ce parti, encore maître de l'opinion et certain de trouver dans les lois existantes la consécration de ses empiétements, pouvait feindre impunément l'impartialité. M. de Theux a dirigé six ans une administration mixte, et il en a protégé deux autres pendant cinq ans. M. Dechamps a fait plusieurs discours sur l'impossibilité des combinaisons exclusives. M. Malou s'est écrié un jour à la chambre : « Vous mettriez devant moi un ministère composé de six M. Malou que je le combattrais, car il serait réduit à l'impuissance et ne pourrait qu'être fatal au pays. » Si Léopold s'est inspiré dans ses choix d'un scrupule de dignité, avouons qu'il a eu la main bien malheureuse. Pour soustraire son initiative à l'influence normale des libéraux, il l'a rivée aux contradictions des ultramontains.

L'abnégation de Léopold, dans cette circonstance, est d'autant plus rare, que ce parti ultramontain, auquel il s'est gratuitement livré, est l'adversaire né des prérogatives royales, exclusivement défendues par ces mêmes libéraux qu'il repousse. Le programme de M. Rogier en fait foi. La dernière clause, il est vrai, tend à enlever au roi le droit entièrement nouveau de nommer les magistrats municipaux en dehors des conseils; mais les autres lui accordent ou lui confirment des droits plus importants, et, au pis aller, les libéraux qui interprètent les lois fondamentales dans le sens le plus favorable au pouvoir exécutif, se bornant à repousser une inconséquente dérogation à ces lois, étaient pour Léopold un allié plus sûr que cet autre parti qui nie en principe et en détail l'initiative, l'indépendance même de la royauté, sauf le cas accidentel où, sentant le monopole des élections municipales lui échapper, il a voulu, à titre d'essai, exploiter l'élément royal. Le roi avait pu d'autant moins se méprendre sur le peu de sincérité de cette avance des catholiques, que bientôt après, dans le fameux débat sur le jury d'examen, ils avaient exhumé contre la couronne leurs vieux arguments radicaux de 1830-36. Rien n'a manqué à l'abaissement volontaire de la couronne. Avec un à-propos brutal, s'il n'est pas fortuit, le jour où le nouveau ministère, expression suprême des complaisances du roi pour les catholiques, a fait sa première apparition à la chambre, les orateurs catholiques glorifiaient la résistance traditionnelle de leur parti aux prétentions du pouvoir exécutif.

Un fait beaucoup plus grave, c'est le retour subit des ultra-libéraux à ces défiances anti-dynastiques qu'ils semblaient avoir abdiquées, il y a quatre ans, en s'alliant aux doctrinaires. Cette conversion des ultra-libéraux n'était rien moins que définitive. Un ministère adopté par eux, un ministère tel que l'entendait M. Rogier, eût pu seul, en pliant leurs convictions encore rétives au joug des nécessités gouvernementales, transformer peu à peu en habitude, en système, ce qui n'était dans l'origine qu'une tactique d'opposition. Le roi n'avait qu'à leur tendre la main pour les gagner définitivement : il a préféré les frapper d'une exclusion injurieuse, et leurs vieilles antipathies, s'ajoutant à la rancune de ce procédé, ont pris un caractère d'aigreur jusqu'ici inconnu. « Vous êtes un cabinet de révolution ! » s'est écrié à la tribune l'un des chefs de ce groupe, M. Castiau, en faisant de transparentes allusions au ministère Polignac. C'est exagéré, mais significatif.

Cette désaffection semble gagner jusqu'aux doctrinaires, alliés systématiques de la couronne : dans les explications qu'il a été amené à donner sur la dernière crise, M. Rogier, l'homme le plus gouvernemental de son pays, a mis une sorte d'habileté perfide à découvrir le roi. Elle a gagné jusqu'à ce petit groupe que son ultra-modérantisme laissait en-deçà des doctrinaires. M. de Brouckère, l'une des principales notabilités de la révolution, s'est démis de ses fonctions de gouverneur de la province de Liége, poste qu'il avait occupé même sous le cabinet Nothomb; il s'est démis en déclarant qu'il n'entendait pas subir la direction donnée au pouvoir. MM. Osy et Dollez, jusqu'ici la neutralité même, ont mis presque autant de vivacité que M. Castiau dans leur désapprobation du choix royal. « Toujours on accorde le lendemain ce qu'il eût fallu donner la veille, » s'est écrié le premier, en menaçant le gouvernement des représailles des libéraux. Le second a été plus loin : « Au point où vous avez poussé les choses, ce n'est plus avec l'opposition des chambres, mais avec une autre que vous aurez à compter. » Un fait qui ne s'était pas encore produit depuis 1831, même à l'époque où l'abandon d'une partie du Limbourg et du Luxembourg exaspérait les masses contre le pouvoir, donnera la mesure de la gravité de cette question de l'enseignement si maladroitement envenimée par la couronne et du vide inquiétant qui s'opère autour de celle-ci. Dernièrement, à Tournay, où la cause et les résultats de la dernière crise ont un intérêt tout local, les habitants notables s'étant cotisés pour offrir un banquet à une corporation de la ville, les commissaires nommés par les souscripteurs ont décidé, à la majorité de sept voix contre deux, *qu'il ne serait pas porté de toast au roi*. C'est par surprise, et au grand scandale des libéraux de toute nuance, que ce toast a été porté.

J'ai dû insister sur ces faits, la plupart inaperçus, car ils sont un côté entièrement nouveau de la question intérieure. La position du roi était admirable. Dégagé vis-à-vis des catholiques par sa déférence passée à la loi du plus fort, par les concessions, les sacrifices qu'il avait su leur faire quand ils dirigeaient notoirement l'esprit national, protégé du côté des libéraux par le programme même de ce parti, il n'avait qu'à suivre le flot pour arriver sans froissements, sans secousse, sans apparence de partialité, à s'assimiler l'opinion dominante : en un jour, le voilà refoulé à l'arrière-garde des vaincus, et, qui pis est, en s'aliénant des auxiliaires qui devaient être, en 1847, la majorité, il n'a pas même réussi à rallier aux droits du trône l'intolérante faction pour laquelle il s'est compromis. Jamais, on l'avouera, jamais calcul de neutralité constitutionnelle n'aura manqué plus diamétralement son but.

La grande erreur du roi des Belges, c'est de se croire toujours en 1831. Qu'à l'issue d'une révolution en partie dirigée contre l'ascendant protestant, il ait cru, lui protestant qu'un hasard diplomatique appelait à la représenter, devoir user de ménagements sans nombre à l'égard de cette ombrageuse majorité dont chaque vote exprimait un soupçon ; que, pour la rassurer, il ait poussé la condescendance jusqu'à devenir l'auxiliaire des catholiques dans leur croisade contre les prérogatives royales ; qu'en 1834, par exemple, il ait prêté complaisamment la main à la chute du ministère Lebeau-Rogier, coupable d'avoir fait admettre, en dépit du radicalisme ultramontain, la participation du roi dans la nomination des magistrats municipaux ; que, plus récemment, à l'occasion d'un arrêté qui soumettait les colléges du clergé à la surveillance indirecte du gouvernement, il ait sacrifié aux mêmes rancunes le cabinet libéral de 1840-41, cela se concevait encore. A

défaut d'éclat, ce rôle de Pilate constitutionnel avait un faux air de profondeur et de finesse qui a pu séduire jusqu'aux libéraux ; mais, après le mouvement électoral de 1844-45, quand des résultats précis, mathématiques, ont d'avance marqué le jour et l'heure où cette majorité vermoulue tombera, quand, par un de ces déplacements de force qui n'arrivent pas impunément deux fois en un règne, l'opposition peut s'intituler sans mensonge le pays, et que, du côté de cette opposition, sont l'intérêt, les garanties, la dignité de la couronne ; quand, pour ajouter enfin à ce concours d'heureuses nécessités, une question surgit, qui, en ne laissant au roi d'autre issue vers les ultramontains que la sanction d'exigences réactionnaires, illégales, lui offre une occasion naturelle de se mettre à la tête de cette opposition où de sûres alliances l'appellent et l'attendent, mais qui demain peut-être saura se passer de lui ; alors, dis-je, comment justifier ce fétichisme du cérémonial parlementaire, qui, entre la forme et le fond, entre l'abus et la loi, entre l'écueil et le port, va justement choisir ce que déconseillait la plus vulgaire habileté ?

Quant aux partis, leur situation respective reste pour le moment, et sauf les changements que des causes tout à fait étrangères à la politique peuvent y apporter, comme je le dirai plus bas, ce qu'elle était en 1845 : plus fortement accusée, voilà tout.

La dernière crise, en prouvant aux ultra-libéraux la loyauté des doctrinaires, en ralliant d'autre part à la coalition le groupe ultra-modéré, a donné une consécration publique à l'accord tacite des trois fractions. Cet accord s'est déjà officiellement manifesté sur la question de la réforme électorale, cause première des anciens dissentiments du libéralisme. Les modérés, on s'en souvient, proposaient d'élever le cens des campagnes au niveau de celui des villes, à l'opposé des ultra-libéraux, qui veulent abaisser le cens des villes au niveau minimum du cens rural : ce dernier programme a été unanimement adopté dans un congrès qui, au mois de juin dernier, a réuni à Bruxelles les délégués de toutes les loges, de toutes les associations électorales du royaume, et où par conséquent les deux nuances se trouvaient représentées. Le désistement des modérés s'explique : ils n'ont plus les mêmes motifs qu'autrefois de redouter une réforme qui accroîtrait l'influence de la petite bourgeoisie et des petits fermiers. Le menu commerce, sur qui s'appuyait jadis l'influence du clergé dans les villes, peuple aujourd'hui les clubs libéraux : les élections municipales le prouvent. Cette défection est également visible chez les petits fermiers. Les catholiques, pour se rattacher l'aristocratie, ont apporté de nombreuses entraves à l'introduction des céréales étrangères, et les propriétaires, au lieu de partager avec leurs tenanciers le bénéfice de cette protection, se sont empressés de hausser les baux de fermage. Dans le Hainaut, aux environs de Tournay surtout, où, de temps immémorial, les tenanciers disposaient de leurs fermages comme de leur propre bien, au point de les diviser, de les échanger, de les vendre, de les donner en dot ou en héritage sans le consentement des propriétaires, le mécontentement s'est traduit par une espèce de jacquerie, désignée dans le pays sous le nom de *mauvais gré*. Sciage nocturne des arbres, empoisonnement des bestiaux, incendie des granges et des récoltes, assassinat des propriétaires et des fermiers assez malavisés pour remplacer, aux nouvelles conditions, le fermier dépossédé : tous les moyens d'intimidation sont mis en œuvre. Dans les Flandres, cette Lucerne du mouvement théocratique de 1830, le mécontentement revêt des formes plus inoffensives, mais non moins claires :

les fermiers désertent les églises et les confessionnaux, ce qui, sous les régimes à base cléricale, est la façon habituelle de protester. La mauvaise récolte des deux dernières années, qui a frappé doublement les fermiers en diminuant le produit de leurs exploitations et en nécessitant la franchise temporaire des grains étrangers, est venue surexciter l'irritation produite par l'élévation des baux, et, selon la logique populaire, qui du reste ici n'est pas entièrement aveugle, cette irritation se tourne chaque jour plus vive contre le parti dominant. Rien n'est à dédaigner dans l'appréciation de l'esprit public, et le fait suivant dirait seul quelle transformation s'opère dans les colléges ruraux. Une feuille de Bruxelles, qui, par sa spécialité agricole, s'adresse exclusivement aux fermiers, et dont les tendances politiques n'étaient jusqu'ici rien moins que libérales, s'est trouvée conduite, pour arrêter la désertion de ses abonnes, à donner une éclatante adhésion au programme du congrès libéral. Les modérés n'ont donc pas fait un grand sacrifice en abdiquant des répugnances désormais sans but. Ce sacrifice ne leur est pas moins compté, et le schisme qui vient d'éclater dans le club dirigeant de Bruxelles a fourni aux ultra-libéraux l'occasion de leur rendre avance pour avance. Nos journaux, involontaires complices des feuilles cléricales de Belgique, ont cru voir dans cet incident la rupture de la coalition : c'est plutôt une garantie de sa durée. Les ultra-libéraux comptaient dans leurs rangs un groupe extrême, rejeton avorté du républicanisme de 1830, sans force, sans crédit, mais suppléant par le bruit au nombre, et placé là comme un épouvantail devant lequel plus d'une adhésion reculait : ils ont allégé leur avenir de cet inutile et dangereux fardeau. A la suite d'une discussion de règlement qui a dégénéré en discussion de principes, l'*alliance* s'est dissoute, et la fraction influente des ultra-libéraux, à sa tête M. Verhaegen, le grand instigateur de la ligue maçonnique, a formé avec les modérés une association à part. Cette éclatante protestation des ultra-libéraux contre les tendances républicaines qu'on leur imputait a déjà porté ses fruits. Pour quelques casse-cous politiques dont elle perd l'appui, la coalition voit chaque jour affluer dans son sein de nouveaux membres à qui des convenances de position ou d'opinion défendaient toute apparence de solidarité avec le groupe dissident. L'épidémie a gagné jusqu'aux fonctionnaires, à tel point que M. de Theux a cru devoir leur interdire, sous peine de destitution, l'entrée des associations électorales. En un mot, loin de se dissoudre, la coalition tend de plus en plus à cette homogénéité qui constitue l'unité, le parti.

Le nouveau ministère est lui-même une sauvegarde pour l'union des libéraux coalisés. A part le ministre des travaux publics, M. de Bavay, dont la docilité est le seul titre politique, et le ministre de la guerre, M. Prisse, qui ne sort pas de sa spécialité, cette administration recèle dans son sein l'essence et la quintessence du parti catholique. Le nom seul de M. de Theux est un défi. M. Malou représente la fraction bigote et convaincue de l'ultramontanisme. M. Dechamps a émis à la tribune l'espoir de voir un jour les universités de l'état supplantées par l'université cléricale de Louvain. M. d'Anethan enfin, ministre de la justice et des cultes, a retiré son fils du collége de Tournay devant l'espèce d'interdit fulminé par l'évêque contre cet établissement, et je laisse à penser si les libéraux ont glosé là-dessus. M. de Theux, bien qu'il soit la personnification officielle de l'ultramontanisme, est du reste le seul homme capable de ralentir la chute de son parti, s'il en est encore temps. Évasif devant l'opposition, despote et despote obéi chez les siens, mélange singulier de souplesse et de cette fermeté digne et froide

qui caractérise chez nous, sous un autre aspect, M. le comte Molé, nul ne s'entend mieux que lui à contenir tout inutile emportement des catholiques et à dérouter les libéraux. Sous sa longue administration de six ans, de 1834 à 1840, le clergé a pu envahir sans bruit et sans scandale toutes les issues du système électoral et administratif. Les premiers actes du nouveau ministre de l'intérieur, entre autres son projet de loi sur l'enseignement secondaire, sont l'expression assez fidèle de sa tactique. Les ultra-catholiques revendiquaient brutalement pour l'épiscopat le droit de diriger les colléges communaux. M. de Theux s'y prend d'une autre façon : l'article 10 de son projet énonce le principe même de M. Van de Weyer ; mais l'article 11 ajoute que les colléges communaux dont la direction passerait des conseils à l'autorité ecclésiastique échangeront leur titre contre celui de colléges *adoptés*. Un mot à la place d'un autre, et tout est dit. Ces jours-ci, à l'ouverture de la session, les libéraux ont posé indirectement la question de cabinet sur cet article 11. M. de Theux a bravement accepté ; seulement, au moment du vote, il a déclaré que son projet n'avait nullement pour but d'approuver la convention de Tournay, ce qui a fait naître un mouvement d'incertitude chez les libéraux et divisé leurs voix. Il avait été en effet convenu d'avance que la question de cabinet ne sortirait pas de ce terrain. Partout ce parti pris de se substituer aux libéraux. Dernièrement il s'agissait d'élire un député : tandis que les feuilles épiscopales accusaient le candidat libéral de représenter « le despotisme, l'immoralité et l'irréligion, » le ministère recommandait le sien comme « libéral modéré, » ce qui s'éloigne un peu, par parenthèse, du cri de guerre électoral de 1843 : *Il faut vaincre les libéraux en masse!* M. de Theux donnera-t-il le change aux esprits? C'est plus que douteux : il a contre lui sa réputation même d'habileté. Un piége, ou qui pis est, un aveu de faiblesse, voilà ce qu'on verra dans chacune de ses concessions.

Les nombreux intérêts matériels qu'irrite un provisoire de seize ans offrent au cabinet de Theux un autre moyen de diversion, et sur ce terrain, il faut le reconnaître, l'avantage est aux catholiques. Pendant que leurs adversaires se consument en stériles chicanes, en théories contradictoires, changeant de vues sur les même intérêts, sans autre guide qu'un ridicule esprit de nationalité ou d'étroite opposition, les catholiques ont successivement donné au pays les traités avec la Prusse et la Hollande, la convention française, une loi des sucres qui favorise l'extension des rapports commerciaux, la construction du canal de Schipdonck, réclamée depuis vingt ans. Tous ces résultats, hormis le traité avec la Prusse, accompli lui-même sous l'influence des catholiques, appartiennent déjà au ministère de Theux. Que chacune de ces mesures soit une rétractation, que le parti ultramontain n'ait fait ici que démolir pièce à pièce un système d'aberrations commerciales qu'il avait lui-même édifié, peu importe : les intérêts matériels tiennent compte, avant tout, de ce qui leur profite. L'union douanière avec la France, instamment sollicitée par les populations flamandes, est peut-être à la veille d'imprimer le dernier sceau à ce revirement. Si, par l'influence des Flandres que le parti ultramontain est plus que jamais intéressé à ménager, et de ces fausses susceptibilités nationales qui dominent les libéraux, l'union douanière devient une question catholique, — et tout y pousse, — la coalition peut perdre en un jour tout le terrain qu'elle a gagné depuis 1841.

Je n'exagère pas. Un rapide exposé des fluctuations survenues dans la politique commerciale de la Belgique dira par quel enchaînement de concessions

forcées, mais courageusement subies, les catholiques, seuls adversaires sérieux de notre alliance, en sont venus à poser les bases d'un système d'expansion douanière dont l'union franco-belge est l'inévitable complément.

II.

La politique commerciale de la Belgique est en général mal comprise, mal jugée. On a cru voir longtemps dans les contradictions douanières de ce pays l'incertitude bien naturelle d'un peuple nouveau hésitant dans le choix de ses alliés, redoutant surtout une alliance exclusive, qui l'eût rivé à l'un de ses voisins en le détachant des autres : c'est une erreur. Si le gouvernement belge a affiché le premier de ces scrupules dans ses rapports avec les gouvernements étrangers, si la minorité libérale a chaudement épousé le second, repoussant en détail la France, l'Allemagne et la Hollande, au risque d'arriver par ces répulsions successives, non pas à l'équilibre des alliances, mais à l'isolement absolu, l'idée fixe du parti dominant, celle qui a dirigé, de 1831 à 1844, tous les actes internationaux, celle qui a servi de base au système des droits différentiels, n'était rien moins que la séquestration continentale de la Belgique, avec la mer pour issue, l'Amérique pour marché. Les agressions dirigées isolément par le tarif belge contre la Hollande, l'Allemagne et la France, agressions que les deux puissances non lésées interprétaient tour à tour en leur faveur, émanaient en réalité d'une pensée hostile à chacune d'elles, et cette pensée perce clairement dans la loi des droits différentiels, produit hétérogène d'une coalition d'intérêts rivaux, mais séparément ameutés contre l'un ou l'autre pays. C'est là un point capital. La solidarité de griefs qui unissait ici, à leur insu, la Hollande, l'Allemagne et la France, une fois démontrée, toute dérogation, même partielle, au système qui la consacrait implique une solidarité de réparations ; les victoires remportées par chacun de ces pays sur la coalition protectionniste belge profitent, en principe, à tous trois; les traités conclus par la Belgique avec l'Allemagne et la Hollande deviennent pour l'union franco-belge bien moins un obstacle qu'une facilité. La Hollande et l'Allemagne sont donc inséparables de la France dans l'appréciation du rôle que celle-ci est appelée à jouer entre les intérêts belges, et peut-être entre les partis. J'examinerai, en premier lieu, quels éléments chacune de ces puissances a fournis à la coalition protectionniste; en second lieu, quels éléments chacune d'elles lui a ôtés; enfin, quelle est l'attitude des partis devant les intérêts que cette réaction a émancipés, intérêts qui parlent déjà en maîtres, et qui, demain peut-être, jetteront dans la balance électorale un contre-poids inattendu.

La Belgique, essentiellement manufacturière, avait dans la Hollande, essentiellement agricole et coloniale, son complément naturel. Après 1830, la prudence semblait donc ordonner aux hommes d'état belges de rendre à l'industrie, qui avait bien voulu momentanément s'effacer devant les griefs moraux d'où est née la séparation, le marché intérieur et colonial, les moyens de transports transatlantiques, les matières premières et les denrées d'alimentation que les Pays-Bas lui offraient. Le parti dominant a fait le calcul contraire : redoutant pour l'ultramontanisme flamand, qui sauvegardait et la révolution et sa propre influence, l'effet attiédissant des années, il a mis à profit la première effervescence des esprits

pour déshabituer l'un de l'autre deux pays que la communauté d'origine, de langage, d'intérêts matériels, tendait chaque jour à rapprocher, et remplacer ainsi à la longue, par une sorte d'antagonisme commercial, les garanties que pouvait lui ravir l'affaiblissement possible de l'antagonisme religieux. Cette tactique s'avouait dans les journaux, dans les chambres, partout; on l'appelait d'un mot qui, pendant dix ans, a gouverné la Belgique : « L'intérêt de la nationalité. » Les éleveurs et la pêcherie hollandais étaient en possession de la consommation belge, ce qui établissait un perpétuel courant d'échanges entre les frontières des deux pays : c'est par là que l'interdit commença ; des surtaxes furent frappées, en 1834 et 1835, sur les poissons et les bestiaux de provenance hollandaise. La longue irritation produite par la question du Limbourg et du Luxembourg, le rêve d'une marine nationale, dont ils subordonnaient le progrès à l'exclusion du pavillon des Pays-Bas, ont mis les libéraux eux-mêmes au service de ce système d'isolement qui, dans son implacable logique, allait jusqu'à l'abandon de divers projets de canaux destinés à prévenir l'inondation des Flandres, mais auxquels on reprochait de relier ces provinces aux canaux néerlandais. Un fait récent, dont le *Moniteur belge* fait foi, résume assez bien le côté sérieux et le côté comique de ce nationalisme intolérant, renouvelé des antiques théocraties. Il n'y a pas trois ans, à propos de quelques bourgmestres de village, qui, sans penser à mal, suivaient dans leurs actes l'orthographe officielle des Pays-Bas, on a vu des orateurs catholiques, gens très-graves d'ailleurs, taxer cette hérésie grammaticale d'orangisme et dénoncer à la vigilance des chambres les ténébreuses menées de l'*aa* néerlandais contre l'*ae* national. C'est l'isolement mosaïque dans toute sa rigueur; c'est Israël repoussant tout pacte avec Madian et les Philistins.

La Hollande fermée, restaient l'Allemagne et la France, mais les mêmes calculs d'influence éloignaient le parti catholique de ces deux pays. Le clergé belge redoutait le contact de la centralisation protestante de la Prusse, qui rendait défiances pour défiances au démocratisme ultramontain de la jeune nation. Il redoutait surtout pour les tendances théocratico-radicales imprimées par lui à la révolution le contact de la France de juillet, livrée, en politique comme en religion, au courant contraire, et qui pouvait réagir sur la Belgique par le double ascendant des services rendus et d'une profession de foi religieuse où rien ne laissait prise au soupçon d'hérésie. Sous l'empire de cet ombrageux parti pris, le gouvernement belge a simultanément repoussé, jusqu'en 1842, la France, qui, à quatre reprises différentes, lui offrait l'union douanière (1), et la Prusse (2), qui, revenue de ses anciennes préventions, sollicitait instamment, depuis 1834, un traité de commerce, de navigation et de transit. A Paris comme à Berlin, on a cru voir dans la convention de 1842 et dans l'arrêté du 28 août suivant, qui étendait aux vins et aux soieries du Zollverein les avantages exclusivement accordés par cette convention aux similaires français, l'expression de tendances tour à tour françaises et allemandes : rien de plus faux. Ces deux mesures ne sont, à vrai dire, qu'une intelligente et perfide application de l'idée fixe du parti catholique, qui, dans l'impossibilité de brusquer un système d'isolement auquel certaines industries n'étaient pas suffisamment préparées, s'étudiait à repousser l'Allemagne et la France l'une

(1) En 1836, 1839, 1840 et 1842. Voir les débats des chambres belges sur la convention du 15 décembre.

(2) Voir le long mémoire notifié le 18 juillet 1844 par la Prusse à la Belgique.

par l'autre, sans fermer à ces industries leurs débouchés français et allemands. La convention de 1842 n'a été pour nos voisins qu'un pis-aller dans lequel ils trouvaient un refuge contre l'alliance de la Prusse. Vers la fin de 1841, l'envoyé belge à Berlin s'était laissé surprendre un projet de traité posant, entre autres bases, l'équilibre des tarifs belge et allemand et un dégrèvement exceptionnel des vins et soieries du Zollverein. A peine informé de l'acceptation de la Prusse, le cabinet de Bruxelles, qui, peu de jours auparavant, refusait de négocier avec nous, conclut brusquement avec la France la convention du 16 juillet, par laquelle il se mettait hors d'état de remplir des clauses précitées du traité avec l'union rhénane, tout en se débarrassant de l'industrie linière, dont cette convention achetait pour quatre ans la neutralité. La Prusse irritée menaça de prohiber les fontes belges, et la Belgique, qui venait d'assurer aux dépens de l'Allemagne le débouché français de ses lins, trouva cette fois commode de nous faire payer le maintien du débouché allemand de sa métallurgie. De là l'arrêté du 28 août, en échange duquel la Prusse consentait à s'abstenir de toute agression. Cet arrêté, considéré en France comme un triomphe du cabinet de Berlin, consacrait donc en réalité le désistement de la Prusse, le désaveu diplomatique par lequel la Belgique venait de se soustraire à une alliance plus intime avec le Zollverein. La Prusse l'accepta parce qu'elle y vit des tendances anti-françaises; la France le subit parce qu'elle y vit des tendances allemandes, tendances qu'elle craignait d'exaspérer et de motiver en se vengeant de l'injustice commise à l'égard de nos vins et de nos soieries. Exploitation gratuite des deux pays, rivalité des deux pays sur le marché belge que cette rivalité protégeait contre leurs essais respectifs d'envahissement, voilà le dernier mot de ces prétendues hésitations qui ont dupé tour à tour le cabinet prussien et le cabinet français.

Le sol était déblayé. Marchande avant tout, la Hollande, dont les échanges belges se balançaient, quoique réduits, par un boni annuel de 8 à 10 millions de francs, n'avait opposé aux premières agressions de la Belgique qu'un indifférent dédain où celle-ci croyait voir un calcul d'impuissance. Sur la foi d'un antagonisme apparent, la France et la Prusse se contenaient l'une par l'autre. Des concessions qui n'engageaient aucune production belge, qui laissaient dès lors le champ libre à toute innovation douanière, désintéressaient l'industrie des fontes et celle des lins dans les conséquences immédiates du système prohibitif. Plus tard, d'ailleurs, le gouvernement belge espérait les contre-balancer par les exigences protectionnistes des autres industries, au premier rang, celles des cotons et des laines, que des lois, des arrêtés, des encouragements de toute sorte, étaient parvenus à développer. Les innombrables tisserands et fileurs à la main que l'industrie linière occupe dans les Flandres pouvaient seuls devenir un obstacle sérieux en traduisant par l'émeute l'opposition parlementaire des grands métiers; mais les catholiques avaient paré à tout. Un territoire acquis aux extrémités de l'Amérique, à Guatemala, était prêt à recevoir cet incommode excédant de population. Les villes maritimes enfin, adversaires-nés de la protection manufacturière, mais ardentes à réclamer des priviléges de pavillon, reproduisaient contre la Hollande l'hostilité que la majorité des industries, favorables à l'alliance hollandaise, affichaient contre la France et le Zollverein. Tout concourait à détacher la Belgique de ses voisins, même les efforts du parti libéral pour généraliser le résultat opposé, c'est-à-dire l'abaissement simultané de toutes les frontières. Sous l'empire de ridicules défiances qui lui montraient et lui montrent encore dans chaque

avance de l'étranger une arrière-pensée d'absorption exclusive, ce parti s'était fait le bénévole complice d'un système qui tendait doublement à l'amoindrir, et dans son influence morale, affaiblie dès qu'elle serait isolée, et dans l'avenir des chemins de fer, son grand titre à la considération du pays. Il ne restait plus qu'à grouper sous une apparente solidarité ces préjugés, ces intérêts épars. Ce fut l'objet de la loi des droits différentiels. Exclure les fabrications européennes pour laisser aux fabrications belges le monopole du marché intérieur et des envois transatlantiques, exclure les pavillons européens pour laisser au pavillon belge le monopole de ces transports transatlantiques, telle est la pompeuse formule sous laquelle la pensée intime et si longtemps mûrie des catholiques affronta la publicité.

C'était prendre les libéraux par leur côté faible. Créer une marine nationale, racheter l'infériorité continentale de la Belgique par cette expansion maritime qui donna jadis la suprématie à Venise, au Portugal, aux Pays-Bas, quel moyen plus sûr de forcer un jour la main aux grandes puissances européennes! A ce prix, les libéraux acceptaient volontiers l'isolement. Les armateurs et les fabricants furent plus difficiles à convaincre, malgré l'habile confusion d'intérêts que réalisait le projet de loi des droits différentiels. Si le double système de protection contenu dans ce projet flattait les exigences manifestées isolément par ces deux classes d'intéressés, il impliquait des sacrifices mutuels auxquels chacune d'elles répugnait pour sa part à souscrire. Les armateurs jugeaient fort patriotique l'exclusion des pavillons étrangers; mais, sans marchandises à transporter, disaient-ils, pas de marine, et il fallait, d'après eux, encourager l'importation et le transit. Les fabricants, de leur côté, proclamaient digne d'une nationalité qui se respecte la protection accordée à leurs produits; mais ils réclamaient l'assimilation des pavillons étrangers au pavillon belge pour le transport des matières premières, ainsi que des denrées alimentaires dont le prix régit le salaire des ouvriers. Les efforts du ministère et de ses affidés amenèrent un compromis. Les manufacturiers obtinrent la surtaxe de toutes les fabrications européennes en général, sauf les exceptions consacrées par les traités existants, le maintien de l'ancien droit réduit en faveur de 180,000 kilogrammes de tabac et de 7 millions de kilogrammes de café importés annuellement sous pavillon hollandais, enfin un dégrèvement considérable des bois, des cuirs bruts, des graines de lin, des poissons, sans distinction de pavillon ou de frontière. On fit ensuite la part des armateurs. La déduction de 10 pour 100 dont jouissait la marine belge fut maintenue sur tous les produits non favorisés, à l'exception d'une vingtaine d'articles manufacturés; mais, pour l'importation même de ces derniers articles, la marine belge était protégée contre les autres pavillons par un droit additionnel de 10 pour 100. Le pavillon belge était favorisé en outre d'une déduction de 20 pour 100 pour toutes les marchandises provenant des lieux situés au delà du cap de Bonne-Espérance ou du cap Horn. Armateurs et fabricants, ceux-ci rêvant d'immenses débouchés transatlantiques, ceux-là spéculant d'avance sur des représailles européennes qui forceraient l'industrie belge à refluer vers le port d'Anvers, tous étaient cette fois d'accord. Les contrebandiers, corporation occulte, mais nombreuse, sorte de quatrième pouvoir dans un pays dont une seule ligne de douanes défend les frontières plates et nues, faisaient le dessus à l'enthousiasme commun. Les esprits pratiques eux-mêmes, ceux qui ne jugeaient pas la Belgique capable de se suffire, voyaient dans le nouveau système un expédient, un moyen sûr d'acheter plus tard, par des

exceptions habilement ménagées, les faveurs douanières des pays voisins. Bref, la loi des droits différentiels eut pendant huit jours un succès complet. On n'attendait, pour se débarrasser définitivement de la Hollande, que le retour des premiers galions anversois. La Prusse, on ne daignait pas en parler; la France, qu'il fallait bien tolérer deux ans encore, n'excitait que le sourire. Et dans le camp des catholiques, et dans le camp des libéraux, c'était un *hosanna* général : — la Belgique est forte! la Belgique est fière! la Belgique est émancipée! — La Belgique n'était que folle. Son industrie n'aurait certainement pas expulsé des marchés américains les produits de France et d'Angleterre, puissances de premier ordre dont l'alliance a naturellement plus de prix pour les états du Nouveau-Monde que l'alliance belge, et, quant à sa marine, réduite en Europe au seul débouché national, elle eût dû opérer à vide la moitié de ses retours : deux causes de ruine pour une, et, au bout, un aveu d'impuissance, les déboires d'une bravade manquée, la nécessité de traiter de nouveau avec les pays voisins, non plus comme ami, mais comme vaincu. Heureusement pour la Belgique, l'expérience n'a été ni aussi longue, ni aussi coûteuse, et c'est de l'Allemagne, du pays dont elle attendait le moins un acte de vigueur, que les premiers enseignements lui sont venus.

La loi des droits différentiels votée, le cabinet belge, qui n'avait plus besoin d'acheter la neutralité de l'industrie métallurgique, dédaigna de proroger l'assimilation accordée par lui aux vins et aux soieries du Zollverein. Doublement blessée, et par ce retrait de faveurs qu'elle avait acceptées comme un gage de négociations à venir, et par la nouvelle loi, qui frappait d'un interdit déguisé ses fabrications et sa marine, la Prusse, qui n'avait plus rien à ménager, taxa les fontes belges. La surprise fut profonde à Bruxelles. La minorité libérale, qui avait fortement blâmé les faveurs accordées au Zollverein, mais qui découvrit tout à coup dans la cessation de ces faveurs, sous l'empire de la convention du 16 juillet, l'indice de tendances françaises, s'associa aux récriminations, aux menaces des maîtres de forge de Liége et de Charleroy. Le gouvernement belge n'osa pas braver cette coalition, et, le 1er septembre 1844, avant même que l'arrêté complémentaire du système des droits différentiels fût rendu, il concluait avec la Prusse un traité qui renversait les deux bases de ce système.

Le traité du 1er septembre, en assimilant les pavillons belge et prussien, enlevait à la marine belge, non-seulement le monopole si longtemps rêvé des transports transatlantiques, mais même le privilége de leur nationalité, et cela sans compensation aucune, car, en 1831, 1832 et 1833, époques où les deux pavillons étaient assimilés, les ports germaniques n'avaient reçu que deux ou trois navires belges par an. Les manufacturiers, qui avaient espéré le monopole des exportations transatlantiques effectuées par le port d'Anvers, n'étaient pas mieux traités que les armateurs. Les navires prussiens étaient assimilés aux navires belges, même quant à la cargaison. Les provenances allemandes étaient exemptées par terre de tout droit de transit, et cela en retour d'une simple réduction de droit sur le transit des provenances belges dans le Zollverein. Les tissus de coton allemands étaient exceptés de toute surtaxe éventuelle; l'assimilation dont jouissaient les vins et soieries du Zollverein était rétablie; l'admission de deux cent cinquante mille kilogrammes de fil de Brunswick et de Westphalie, moyennant un simple droit de balance, maintenue. Les droits enfin étaient considérablement réduits sur les articles de mercerie et de modes de l'union rhénane. En échange de ces concessions exorbitantes, la Belgique obtenait une réduction des droits de

sortie sur les laines d'Allemagne, réduction limitée de façon à ne procurer aux fabriques belges qu'une économie de 50 à 60 mille francs, et le rétablissement, le simple rétablissement du *statu quo* en faveur de l'industrie métallurgique. Si les fers en barre étaient dégrevés de 2 francs par quintal, en revanche, les fontes, qui jouissaient précédemment en Allemagne d'une franchise entière, étaient frappées d'un droit proportionnel à cette réduction, ce qui replaçait les choses sur l'ancien pied.

Et qu'avait-il fallu pour mettre à la raison cette intraitable coalition de fabricants et d'armateurs, qui, à l'entendre, allait jeter un mur entre la Belgique et la France ? Une simple entrave au débouché allemand des fontes, d'une industrie non moins intéressée à l'alliance française qu'à l'alliance du Zollverein, puisqu'elle est protégée chez nous contre la concurrence anglaise par une différence de 3 fr. 60 cent. par cent kilogrammes, d'une industrie qui n'égale, ni en besoins ni en influence, celles des houilles et des lins, pour qui le débouché français est de nécessité absolue. En principe et en fait, le traité du 1er septembre, où la diplomatie prussienne a cru voir un échec pour notre influence (1), l'a au contraire démontrée. La Belgique elle-même a spontanément compris cette situation : l'arrêté complémentaire de la loi des droits différentiels (13 octobre) a étendu aux tissus de coton français l'exception stipulée dans le traité du 1er septembre en faveur des tissus de coton allemands. Moins scrupuleux jadis, quand il avait prétendu justifier par le silence de la convention de 1842 l'assimilation des vins et des soieries d'Allemagne à ceux de France et la surtaxe frappée par l'arrêté du 14 juillet 1843 sur nos fils et nos tissus de laine, le cabinet belge sentait enfin qu'une politique loyale, conciliante, toute de ménagements, est le véritable rôle d'une petite nation qui vit par ses voisins. En 1846, au renouvellement de la convention française, il a offert de son propre mouvement le retrait partiel de ce dernier arrêté. C'était peu pour nous, c'était beaucoup pour lui, car l'industrie lainière, sur la foi de promesses officielles, avait englouti la plus forte mise dans la commandite du système protecteur. Cette industrie, qui avait cru échapper aux mécomptes apportés à la coalition par le traité du 1er septembre, se trouvait elle-même atteinte par le contre-coup diplomatique de ce traité.

Jusqu'ici, déjà, la réaction est énorme. Deux ministres catholiques ont ruiné l'œuvre de prédilection des catholiques. Les partisans de l'isolement douanier, ceux qui le voulaient comme but et ceux qui l'acceptaient comme moyen, comme base d'alliances mieux entendues, ont subi de doubles déceptions. Les armateurs d'une part, l'industrie des cotons et celle des laines d'autre part, vers qui rayonnaient toutes les tendances protectionnistes, ont reçu en plein le permier choc des nécessités opposées. Frappées ensemble, ces deux classes d'intérêts semblaient devoir puiser dans la solidarité d'une défaite commune de nouvelles garanties d'union. Eh bien! ce dernier refuge devait manquer encore au système protecteur. Les griefs qui semblaient désormais les confondre sont devenus pour eux l'objet de mutuelles agressions.

C'est par les armateurs que la rupture a commencé. Vers la fin de 1845, un an après l'adoption de cette fameuse loi des droits différentiels qui devait créer une marine nationale, les transports effectués sous pavillon belge par le port

(1) *Testament politico-commercial* (*Ein Handels politisches Testament*), par le baron d'Arnim, ministre plénipotentiaire de Prusse.

d'Anvers avaient diminué sous le double rapport du nombre des navires et du tonnage. Le traité de commerce et de navigation conclu avec les États-Unis n'avait pu ralentir cette décadence : les pavillons allemands accaparaient tout. La franchise accordée au transit des marchandises du Zollverein, présentée naguère aux armateurs belges comme un dédommagement de l'assimilation des pavillons, ne profitait qu'aux navires du Zollverein, qui se tenaient dans le port d'Anvers à l'affût de ce transit. Les navires nationaux étaient réduits, comme par le passé, à attendre des saisons entières dans les bassins de ce port l'arrivée de leurs chargements ballot par ballot. Les armateurs se récrièrent, et, sur leurs instances, une loi érigea Anvers en entrepôt franc où les marchandises destinées soit au transit en Belgique, soit à la réexportation par mer, pourraient entrer, stationner, circuler, sans être soumises au déballage et à la vérification de détail. Anvers se trouvait ainsi transformé en une sorte de bazar européen où les produits de toutes les nations voisines, ceux de la Grande-Bretagne au premier rang, viendraient compléter les chargements des navires belges, ce qui diminuait d'autant la part déjà si réduite des manufacturiers nationaux dans ces envois transatlantiques dont la perspective les avait ralliés aux armateurs. Les récriminations éclatèrent dans le camp industriel ; mais les armateurs étaient forts : c'est en eux que reposait le dernier espoir de l'émancipation belge, comme on disait toujours. Quinze jours après, ils obtenaient encore le retrait de l'exception faite par la loi des droits différentiels en faveur des cafés et des tabacs importés de Hollande. Cette fois, les manufacturiers allaient prendre leur revanche.

Encouragée par l'exemple de la Prusse, dont les premières représailles avaient forcé la main à la Belgique, la Hollande doubla les droits sur environ cinquante articles belges, entre autres, les fers, la houille, les tissus de laine, de coton et de lin, et surtaxa la sortie des céréales des Pays-Bas. Atteintes et dans leurs exportations et dans les subsistances de leurs ouvriers, toutes les industries belges, toutes cette fois, se coalisèrent contre les armateurs. La batellerie de la Meuse, qu'alimente principalement le transit hollando-belge, et qui représente à elle seule un tonnage environ sept fois plus fort que les armements de tous les ports maritimes ensemble, apporta dans la lutte un élément jusque-là méconnu, et, moins d'un mois après le début des hostilités, le gouvernement belge en était réduit à solliciter la clémence des Pays-Bas. Le cabinet de La Haye s'est fait prier six mois entiers. Un traité enfin a été conclu, qui détruit les dernières illusions des armateurs anversois. En retour de concessions importantes aux principales industries belges, les pavillons et les cargaisons provenant directement de l'un ou l'autre pays étaient assimilés ; l'exception au profit des tabacs originaires des pays hors d'Europe et des cafés originaires de l'Inde néerlandaise était rétablie ; les droits étaient réduits sur toutes les autres denrées coloniales importées en Belgique des Pays-Bas. La Hollande accaparait, en un mot, le monopole de ces mêmes transports qui devaient doter Anvers d'une marine transatlantique : le monopole, dis-je, car, si les navires belges étaient admis par le traité à exporter des colonies néerlandaises 8,000 tonneaux de denrées aux mêmes droits que sous pavillon national, cette concession devenait illusoire, du moment où les colonies néerlandaises restaient fermées aux provenances directes de Belgique. Anvers y perd-il? Non : j'ai dit quels obstacles s'opposaient en principe et en fait aux développements de la marine transatlantique belge. En échange d'espérances irréalisables, la marine belge gagne même à ce traité des avantages positifs pour

son cabotage; mais enfin, bien ou mal entendu, ce rêve d'une marine transatlantique était le dernier abri du système d'isolement, et il s'est évanoui au souffle de ces mêmes intérêts manufacturiers dont l'intelligent concours avait secondé, deux ans auparavant, les prétentions des armateurs anversois. Il était dit que pas un élément de la coalition protectionniste ne sortirait intact de cette réaction si brusque et si imprévue : le même traité accorde des priviléges à l'importation des poissons et des bestiaux des Pays-Bas.

Vaincues ensemble, vaincues séparément, vaincues l'une par l'autre toutes les exigences protectionnistes sont donc venues échouer contre les nécessités douanières issues de leur accord, et, par cet enchaînement de mécomptes qui est la logique des idées fausses, les efforts tentés pour sauver en partie le principe de la loi des droits différentiels n'ont servi qu'à compléter sa ruine. De ce complot d'isolement si patiemment et si longuement élaboré, de ces échecs soudains, de ces désertions inattendues, de ces résistances suprêmes aussitôt paralysées que nées, qu'est-il en définitive sorti ?

Un traité allemand et une convention française qui constatent l'impuissance de deux industries créées et protégées dans le dessein avoué de repousser la France.

Deux guerres de tarifs qui ont eu pour résultat : d'abord d'anéantir pour nos voisins la possibilité d'une marine transatlantique, seule éventualité qui, plus tard, pût détourner de nous celles des industries belges qui vivent par la France ; ensuite de reporter toute l'activité de la marine belge vers le cabotage, c'est-à-dire vers l'alliance des pays voisins, et, au premier rang, de celui que bordent deux mers, la France.

Une loi enfin qui, en faisant d'Anvers l'entrepôt des marchandises anglaises et allemandes, force le commerce belge à refluer plus que jamais vers le continent, et, dans le continent, vers le marché qui offre les plus grands avantages de proximité, de dissemblance industrielle et d'étendue : vers la France.

Si la France n'a pas mis à profit ces résultats, si, au renouvellement de la convention de 1842, elle a obtenu moins que la Prusse et la Hollande, c'est qu'elle l'a bien voulu ; mais la force des choses se charge déjà de suppléer à notre légitime initiative, et c'est du peuple flamand, du foyer même de cette influence ultramontaine dont la France était le grand épouvantail, que la réaction française a surgi.

Tout devait mal tourner dans le projet favori des catholiques. La colonie de Guatemala, destinée à recevoir un jour le trop plein des populations flamandes, est passée à l'état de chimère. Les différences de climat, la nostalgie, les déboires inhérents à toute colonisation, les mécomptes commerciaux qui attendaient les pacotilleurs belges chez des populations sans luxe, presque sans besoins, et surabondamment pourvues par la spéculation anglaise de tous les produits européens d'un débit possible, enfin et surtout l'entêtement d'un jésuite, qui, nommé d'abord directeur spirituel, plus tard directeur civil de la colonie, s'était mis très-sérieusement dans l'esprit de renouveler sur les émigrants les essais de discipline théocratique réalisés jadis par la compagnie sur les peuplades du Paraguay, toutes ces causes réunies ont fait déserter ou à peu près le nouvel établissement. Aujourd'hui le mot de Guatemala a acquis dans le vocabulaire belge la valeur proverbiale qu'obtint, il y a plus d'un siècle, chez nous, le mot de Mississipi. En même temps que cette issue se fermait à l'excédant des bras et des bouches, deux mauvaises récoltes coup sur coup sont venues accroître l'impossibilité du système d'isolement.

Les Flandres comptaient en moyenne, d'après les relevés approximatifs de 1843, un pauvre sur six habitants : deux ans ont suffi pour doubler le premier terme de cette effrayante proportion. Les secours des bureaux de bienfaisance, les aumônes des couvents, ce correctif traditionnel de l'accaparement monastique, n'y suffisent déjà plus. Des familles, des populations entières, hâves, demi-nues, tour à tour menaçantes et suppliantes, promènent dans les villages épouvantés et jusque dans les rues des grandes villes le spectre sans cesse renouvelé de la faim. C'est la misère irlandaise des plus mauvais jours, moins la résignation, moins l'espérance endormante du rappel. « Le ventre est un grand politique, » dit un proverbe trop peu connu du mendiant espagnol, et, de ces cinq cent mille poitrines épuisées, un cri spontané est sorti, qui donne le dernier mot de la réaction commerciale où la Belgique s'est trouvée à son insu précipitée : « L'union douanière avec la France ou la réunion ! »

Le ministère recule tant qu'il peut cette nécessité, ou du moins il affecte de la reculer ; car, s'il avait pour but de décourager les résistances anti-unionistes en démontrant l'impuissance de tout palliatif, il ne s'y prendrait pas mieux. Ainsi, le ministère a prorogé la libre entrée des céréales ; mais qu'importe le bon marché à qui est dans le dénûment ? Les familles flamandes qui vivent moitié de leur travail, moitié de leur champ de pommes de terre, ne peuvent pas, leur récolte perdue, se suffire par leur travail seul. Il a demandé aux chambres un crédit de 300,000 francs pour le perfectionnement de l'industrie linière dans les campagnes où n'ont pas encore pénétré les nouveaux rouets ; mais perfectionner les procédés de travail, surexciter la production quand les débouchés restent les mêmes, n'est-ce pas déplacer, agrandir la difficulté ? Il a proposé enfin une loi sur le défrichement des terrains incultes ; mais on n'improvise pas des moissons comme on improvise une loi : l'hiver sera rude, et la faim, le froid, n'escomptent pas l'avenir. Cela n'est pas sérieux ; ce qui l'est beaucoup plus, ce sont les déclarations, les demi-aveux échappés au ministère et à ses adhérents durant les débats sur la convention du 13 décembre, débats que des milliers de pétitions en faveur de l'union douanière ont presque entièrement absorbés. M. de Theux, et Israël n'en a pas frémi, s'est très-catégoriquement prononcé pour l'extension des rapports commerciaux avec la France. M. Dechamps, le grand instigateur du système des droits différentiels, a prédit l'union douanière, quoique dans un avenir lointain ; l'abbé de Haerne l'a formellement réclamée. M. de Muelenaere, ministre d'état sans portefeuille, accusé d'encourager, en sa qualité de gouverneur de la Flandre occidentale, le pétitionnement unioniste, s'est très-mal défendu. Le respect humain, la fausse honte, s'en mêlent encore un peu ; cependant, hormis deux ou trois catholiques pétrifiés dans leur vieille théorie d'isolement, tous les orateurs du parti, ministres, représentants et sénateurs, se prononcent plus ou moins directement en faveur de cette union franco-belge dont le seul nom les eût jadis scandalisés. Attendons-nous aux plus curieux revirements : entre la convention du 13 décembre et l'union douanière, la distance n'est pas plus grande qu'entre la loi des droits différentiels et les traités allemand et hollandais. Au point de vue même de la pondération des influences extérieures, abstraction faite des déplacements commerciaux qui forcent, comme je l'ai dit plus haut, la majorité des intérêts belges à graviter vers nous, ces traités sont, pour la Belgique, une raison de plus de se rapprocher intimement de la France. Il n'y a pour un petit peuple que deux façons d'échapper à la prépondérance étrangère : l'isolement absolu, et l'expérience en a démontré ici l'impos-

sibilité pratique, ou bien l'équilibre des alliances, et cet équilibre n'existe aujourd'hui qu'entre la Prusse et la Hollande. La convention du 13 décembre, qui ne crée au commerce français aucun intérêt majeur en Belgique, n'est pas un contre-poids suffisant à deux traités qui rivent à la Belgique l'avenir maritime du Zollverein et des Pays-Bas. Dira-t-on que l'union franco-belge déplacerait l'équilibre en notre faveur? C'est jouer sur les mots. La Hollande, qui a besoin de débouchés étrangers pour son commerce colonial, la Prusse, qui ne pouvait, faute de ports, utiliser ses voies fluviales et son excédant manufacturier, se sont l'une et l'autre rattachées à la Belgique par leur véritable point de cohésion ; mais la France, que sa topographie continentale et maritime dispense d'aller chercher en Belgique des faveurs de pavillon et de transit, ne peut se rattacher aux marchés belges que par sa production manufacturière et agricole. Or, la Prusse et la Hollande ayant été admises en Belgique au privilége de nationalité, celle-ci pour son pavillon, celle-là pour son pavillon et son transit, il faut, pour que l'équilibre existe, que la France obtienne un privilége égal dans le seul ordre d'intérêts qui l'appelle en Belgique, c'est-à-dire la libre entrée de ses vins, de ses soies, de ses lainages et de ses cotons. Les susceptibilités nationales du parti catholique se concilient donc très-bien ici avec les nécessités industrielles qui le poussent vers l'union. A ces motifs déterminants il s'en joint pour lui un autre auquel la réaction libérale donne une pressante opportunité : l'intérêt électoral.

Ce n'est pas au bas peuple des Flandres que se limite l'agitation pour l'union douanière : peur, commisération ou simple calcul, les classes électorales se sont mises à la tête du mouvement. Syndicats, chambres de commerce, conseils communaux, conseils provinciaux, tout ce qui dérive de l'élection a protesté. Or, les deux Flandres nomment à elles seules dix-sept sénateurs sur quarante-sept, et trente-trois représentants sur quatre-vingt-quinze. De ces cinquante voix de sénateurs et de représentants, plus de quarante appartiennent jusqu'ici aux ultramontains, et c'est sur ce terrain que la réaction libérale compte recruter l'appoint qui lui donnera la majorité, car ailleurs presque toutes les positions sont ou réputées imprenables ou déjà prises. Si les catholiques parvenaient à sauver cet appoint, ce serait pour eux un vrai coup de partie, et les libéraux s'y prêtent à merveille. Cette ombrageuse minorité, si active et si logique dans les questions de politique intérieure, mais qui, pendant quinze ans, n'a su jeter dans la balance des intérêts commerciaux que de stériles contradictions, a voulu rester dans son rôle jusqu'au bout.

Tandis que les fauteurs d'un système d'isolement principalement dirigé contre l'influence libérale portaient courageusement le dernier coup à leur œuvre, donnaient aux traités prussien et hollandais la convention avec la France pour pendant, et proclamaient l'union à venir des deux pays, on a vu les notabilités libérales de la chambre, en tête MM. Lebeau, Verhaegen et Osy, exhumer contre l'union douanière, et, ce qui est plus fort, contre la convention même, les préjugés les plus usés de cette niaise *patrioterie* qui seconda si bien jadis les vues secrètes des ultramontains. Ce sont toujours les mêmes vieux mots. La « neutralité, » la « nationalité, » l'hypothèse d'une guerre européenne qui trouverait la Belgique enchaînée à la France, voilà l'argument le plus neuf que ces hommes du mouvement soient parvenus à rhabiller. Étrange illusion, ou plus étrange aveu! Admettons pour l'avenir le cas plus qu'improbable d'un nouveau duel entre la France et l'Europe : emprisonnée qu'elle serait dans l'étau de quatre armées, la

Belgique aurait-elle la prétention de rester neutre! ou bien voudrait-on nous faire entendre que, dans l'alternative d'un choix, elle passerait du côté de l'Europe, c'est-à-dire du côté de l'Angleterre, qui tuerait en six mois son industrie ; du côté de la Prusse, qui rêve le bas Escaut pour limite naturelle; du côté de la Hollande, qui attend des restitutions ? En vérité, ce n'était pas alors la peine à nous de prendre la citadelle d'Anvers. Voici le plus piquant. Les libéraux s'aperçoivent que l'épouvantail jadis souverain de l'indépendance a beaucoup perdu de son efficacité; comme l'a dit avec une amère franchise M. Lebeau, ce mot de « nationalité » jeté hors de propos dans une question d'affaires « n'excite plus que le sourire. » Les arguments protectionnistes restent même sans force. Mais attendez : les libéraux ne sont pas si vite à bout d'expédients. Aux partisans de l'union douanière, ils opposeront les partisans du libre échange, et M. de Brouckère, à qui revient l'honneur de cette diversion, organise aussitôt une association de libres échangistes à laquelle il ne manque plus qu'une raison d'être et un Richard Cobden. Le remède est héroïque : la Belgique une fois ouverte à tout venant, la France ne se mettra certainement pas en frais pour obtenir l'union.

Cela se dit crûment, mais cela n'est pas discutable : si la coterie anti-française, osons l'appeler par son nom, avait à cœur d'exaspérer les industries unionistes, et même de leur rallier celles des industries qui repoussent encore l'union, elle ne s'y prendrait pas mieux. L'union douanière avec la France serait assurément pour les unes et les autres un pis-aller préférable à cette étrange aberration commerciale qui voudrait substituer sur le marché belge, aux houilles de Mons et de Liége, les houilles de Newcastle; aux toiles et aux calicots de Gand, ceux de Manchester; aux fontes de Charleroy, les fontes de Birmingham ; aux draps de Tournay et de Verviers, les draps de Leeds; à la coutellerie de Namur, la coutellerie de Sheffield ; à toutes les industries belges enfin, un concurrent dont la supériorité manufacturière leur fermerait pour longtemps toute chance de réciprocité. La menace a déjà porté coup sur le groupe protectionniste. La société cotonnière de Gand a répondu aux libres échangistes par un manifeste où elle se range implicitement du côté de l'union.

Voilà sous quels auspices se rouvre la session et s'approchent les élections de 1847. Si les catholiques savent exploiter les craintes qu'inspire aux différentes industries cette double attitude du parti libéral, s'ils savent entraîner les votes incertains en proclamant officiellement la nécessité prochaine de l'union, nul doute que le lent travail des associations libérales et des loges maçonniques ne se trouve, sinon détruit, du moins neutralisé. On ne tue pas les idées, dit-on; mais les intérêts n'attendent pas, et, dans le premier choc, ils ont toujours l'avantage. Les provinces appelées, au mois de juin prochain, au renouvellement biannuel de leurs représentants et au renouvellement quadriennal de leurs sénateurs sont : la Flandre orientale, l'un des principaux centres de l'agitation unioniste ; Liége et le Hainaut, où les résistances de l'industrie drapière ne sauraient contre-balancer l'industrie des houilles, celle des fers, celle des chaux, qui fourniraient aux catholiques plusieurs voix en échange de l'union douanière ; enfin, le Limbourg, où les catholiques n'ont pas de concurrents sérieux. Quatre ou cinq nominations perdues dans les dix-neuf colléges que comprennent ces provinces, ou même le simple maintien du *statu quo*, et c'en est assez pour reculer de deux ans, de quatre ans, l'avénement jusqu'ici certain de l'opinion libérale : or, en deux ans,

en quatre ans, les catholiques peuvent beaucoup faire oublier. Que les libéraux y songent, tout moment d'arrêt dans la marche des partis est fatal ; car l'opinion y voit un signe d'impuissance, et, dans les moyens d'action de la propagande électorale, surtout en Belgique, où pullule la bureaucratie, il faut compter en première ligne l'aimant du succès. Quel que soit l'obstacle qui viendra refouler ou simplement ralentir le courant électoral où la Belgique se précipite depuis quatre ans, la défiance, le découragement des esprits, s'accroîtront de leurs espérances trompées. Sans doute, les catholiques n'ont pas encore officiellement proclamé l'union douanière ; mais qui garantit qu'ils ne tiennent pas ce redoutable auxiliaire en réserve pour le dernier jour? Ils sont parfaitement disciplinés, le moindre signal venu de Malines ou de Bruxelles les trouvera debout ; ils ont l'instinct des impossibilités matérielles, le courage décisif de l'imprévu : l'union douanière avec la France, dont ils ont déjà hasardé l'idée, leur coûterait moins de rétractations que les traités conclus par eux avec la Prusse et les Pays-Bas, presque à l'issue de la discussion du système différentiel. L'enquête ordonnée par le ministere, la promesse d'un premier secours, semblent avoir rassuré les populations flamandes ; pourtant, que les libéraux ne s'y méprennent pas, ce n'est là qu'une trève. Si l'inefficacité, peut-être calculée et à coup sûr probable, des palliatifs qu'essaie le ministère de Theux réveille dans les Flandres l'agitation du printemps dernier ; si, au terme d'une situation tendue, à l'issue d'un hiver qui aura exaspéré toutes ces misères, toutes ces terreurs, la veille des élections enfin, les catholiques s'avisent d'inscrire sur leur drapeau ce mot d'union douanière qui fait bondir les libéraux, qu'opposeront les clubs, la franc-maçonnerie, à cette surprise dès longtemps préparée? Des idées, des principes, des griefs moraux? La faim, la peur, sont pour l'apostolat politique un triste auditoire. L'intérêt de la nationalité? Les chefs de la coalition eux-mêmes ont desappris ce mot au pays. En 1839, à l'occasion du traité qui terminait la lutte hollando-belge par un démembrement de territoire, MM. Rogier, Lebeau et Devaux ont courageusement, éloquemment proclamé la théorie des nécessités. Les démocrates dissidents, qui l'eût cru? viennent donner ici au libéralisme gouvernemental une leçon de sagesse. Les deux ou trois journaux de ce groupe, qui représentait, en 1839, les plus aveugles fureurs de ce faux esprit national, alors combattu par le groupe doctrinaire, se joignent aujourd'hui aux catholiques flamands pour réclamer l'union. Il y a dans ce seul fait un danger grave pour les libéraux. Impuissants par eux-mêmes, les démocrates peuvent, en s'unissant aux catholiques sur le terrain de l'union douanière, fournir à ces derniers un appoint décisif. Et qu'on ne vienne pas nier la possibilité de ce rapprochement : les démocrates dissidents ont solennellement déclaré qu'ils ajournaient tout dissentiment politique pour travailler au salut des Flandres, quel que soit le parti dont cette pensée d'humanité les rapprochera.

Ainsi, l'union douanière, que le consentement tacite des partis a longtemps ensevelie dans une réprobation commune, sera peut-être, dans cinq mois, le principe régulateur, le fait capital autour duquel les luttes intérieures des derniers seize ans doivent se dénouer. Les libéraux, qui, en dehors de cette question, exercent sur le pays un ascendant désormais souverain, peuvent s'y abîmer. La majorité catholique, dont l'existence n'est, depuis 1844, qu'une lente agonie, peut y puiser une vie nouvelle. La royauté enfin, qui s'est aliéné les libéraux, ses vrais soutiens, sans obtenir des garanties du côté des catholiques, ses adversaires

naturels, peut se faire de l'union douanière un gage immortel de popularité. Si l'imprévu ne vient pas détourner le cours actuel des choses, si les libéraux, en s'emparant eux-mêmes de l'union douanière, ne restituent pas à la situation son caractère normal, il n'est point d'intérêt, point d'influence, qui ne soient appelés à jouer sur ce terrain le tout pour le tout.

GUSTAVE D'ALAUX.

LA

COMÉDIE CONTEMPORAINE

EN ANGLETERRE.

Quid pro quo, or the Day of Dupes (the Prize-Comedy), 3rd édition; *Time works Wonders*, by Douglas Jerrold, 4th edition.

Si la comédie anglaise a été longtemps accusée d'une extrême licence, elle en a bien rappelé depuis lors, et, comme les personnes qui se rangent après une jeunesse orageuse, elle semble tenir à ne plus faire parler d'elle. Ce n'est pas que la production dramatique soit complétement suspendue chez nos voisins; mais où le génie manque, la fécondité ne signifie rien. Prenez le dernier numéro du *Literary Gazette*, et vous y trouverez dans un seul article l'analyse de quatre tragédies, — trois originales et une traduite de l'italien, — plus celle d'une pièce en vers blancs, qui paraît n'être ni une comédie ni une tragédie proprement dite, mais un de ces drames à mi-côte, où se rencontrent les tirades orgueilleuses de Melpomène avec le langage dénoué, libre et flottant de la brune Thalie. Il y a donc des tentatives, et de très-nombreuses, pour arracher le théâtre anglais à cette torpeur mortelle qui le menace d'un trépas inaperçu, mais c'est en vain : la Muse, sommeillante ou morte, ne répond rien aux Roméos qui, se traînant à ses pieds, serrent dans leurs mains ses mains glacées, et collent leurs lèvres ardentes à son front décoloré. Elle n'a plus de larmes depuis Shakspeare, Otway et Rowe : ni Byron ni Maturin, — deux talents éminents, — n'ont pu les lui rendre. Elle n'a plus de sourires depuis Congrève, Farquhar et Sheridan : sir E. Lytton Bulwer

n'a pu la dérider. Un autre frère Laurence semble l'avoir endormie en lui disant, comme à la jeune Capulet : — Plus de chaleur, plus de souffle qui témoigne que tu vis encore; les roses éparses sur tes lèvres et tes joues vont se changer en pâles et cinéraires reflets...

..... Thy eyes windows fall
Like Death, when he shuts up the day of life;
Each part, deprived of supple government
Shall stiff, and stark, and cold, appear like Death :
And in this borrowed likeness of shrunk death
Thou shalt remain full two and forty hours
And then awake as from a pleasant sleep (1).

En l'an de grâce 1843, on parut croire que les « quarante deux heures » symboliques étaient écoulées, et qu'il était temps de descendre sous les voûtes funèbres pour exhumer la belle princesse. Une des personnes les plus intéressées à sa résurrection, le directeur du théâtre royal de Hay-market, donna hardiment le signal en touchant du rameau d'or les portes de la tombe. Pour parler sans métaphore, il proposa un prix de 500 livres sterling (12,500 francs) à la meilleure des comédies qui lui seraient présentées avant le mois de mars 1844. Le nombre des compétiteurs fut grand : *quatre-vingt-dix-sept* manuscrits arrivèrent devant l'aréopage littéraire convoqué pour décider entre les aspirants rivaux. Cette surabondance de justiciables ne découragea point le tribunal ; il examina tout, prit chacun en sérieuse considération, et décerna la palme si chaudement disputée. Les journaux instruisirent l'univers qu'une comédie intitulée *Quid pro quo, ou la Journée des dupes,* avait réuni la majorité des doctes suffrages. Un nombre infini de réclamations, de protestations, de récusations, d'invectives amères, accompagna, selon l'usage, le triomphe proclamé, dont il augmentait la pompe et le retentissement. La pièce anonyme fut aussitôt montée, distribuée, répétée, jouée, et, contre toute attente, — car on ne s'attend jamais à ce qui doit presque nécessairement arriver, — elle fut sifflée à outrance par le public brusquement désenchanté.

L'année suivante, en 1845, un de ces journalistes qui sèment leur esprit de tous côtés, dans les colonnes des *magazines,* dans celles du *Punch,* — le *Charivari* de Londres, — dans les *keepsake,* dans les *annuals,* sur toutes les scènes secondaires, chez les plus humbles éditeurs, et, pour ainsi dire, au coin de toutes les rues, au milieu de tous les carrefours, s'avisa d'aborder, sans autre préparation qu'une vingtaine de *farces,* plus ou moins imitées de nos vaudevilles, le grand problème d'une comédie en cinq actes. Sa pièce, intitulée : *le Temps fait des miracles* (*Time works wonders*) fut acceptée avec défiance, jouée sans grand espoir, et obtint un succès énorme.

Ce sont ces deux comédies qu'il nous a semblé curieux d'étudier, l'une à cause de sa chute inattendue, l'autre à cause de sa réussite inespérée ; celle-là parce qu'elle a plu à un comité de lecture composé des littérateurs le plus en crédit, celle-ci parce qu'elle s'est fait accepter du vulgaire, dont le suffrage, du moins au théâtre, a toujours été le *desideratum* secret des plus ambitieux ; toutes deux, enfin, parce que nous espérions y trouver quelques révélations

(1) *Romeo and Juliet,* acte IV, scène Ire.

directes ou indirectes sur l'état actuel de la société anglaise, que toutes deux essaient de peindre, et qu'elles doivent plus ou moins laisser deviner.

Il serait peut-être intéressant de jeter d'abord un coup d'œil sur le passé des deux écrivains auxquels nous les devons ; mais ceci nous entraînerait à de longs développements, car mistress Gore à elle seule, — l'auteur de *Quid pro quo,* — fournirait un chapitre littéraire assez étendu, pour peu qu'on voulût énumérer tous ses titres à la vogue singulière dont ses romans jouissent dans un certain monde. Ce que lord Normanby a fait une ou deux fois au début de sa carrière diplomatique, c'est-à-dire esquisser à un point de vue légèrement satirique les mœurs de la haute société anglaise, mistress Gore, depuis un nombre d'années qu'il serait peu galant de rappeler, le continue avec une persévérance infatigable, inexplicable même, dirions-nous, si l'engouement et la mode n'expliquaient parfaitement pourquoi certaines plumes sont invariablement vouées à tel ou tel ordre de productions. Le roman fashionable, plus goûté en Angleterre que partout ailleurs, y fait éclore très-régulièrement sa moisson annuelle. Il exige donc des travailleurs assidus qui se chargent d'aménager ce champ fertile, de l'ensemencer à temps, de faire la récolte au moment voulu, c'est-à-dire à l'entrée de l'hiver, quand la vie de château, désormais close, pleine de loisirs, a besoin de quelques distractions élégantes. En tête des laborieux chercheurs de riens qui défraient de leurs éphémères conceptions la curiosité blasée des lecteurs de salon, mistress Gore s'est placée à un rang assez honorable par sa fécondité vraiment intarissable et par la tournure épigrammatique de son esprit, qui la distinguent de lady Blessington, de lady C. Bury, de mistress Trollope elle-même et de tant d'autres *bas bleus* voués comme elle à cette mission futile. Tantôt sous son nom, tantôt sous le masque de l'anonyme, un jour traduisant nos romanciers, le lendemain redevenant elle-même, elle a publié des livres qui ont eu les honneurs de la saison, mis en éveil la curiosité du monde aristocratique et satisfait à l'appétit assez niais de la bourgeoisie pour tout ce qui semble l'initier aux mystères de ce que nos voisins appellent la *haute vie.*

Nous aurons probablement à revenir, dans nos études ultérieures, sur l'espèce de musée où mistress Gore a placé tant de physionomies différentes, orgueilleuses douairières, hommes d'état solennels, dandies écervelés, romanesques héritières, avides chasseurs de dots, femmes vaines et légères, maris infidèles ou trompés, et cette prévision nous dispense aujourd'hui de plus amples détails sur l'auteur de *Cecil,* de *Pairs et Parvenus,* et de tant d'autres agréables romans que la même saison a vus naître et mourir. Venons maintenant à sa comédie.

« Il est temps, disait le prologue, il est temps de tourner une page nouvelle, de montrer la vie comme elle est, les mœurs comme elle vont...

Life as it is and manners as they go. »

Et c'est là, effectivement, le but de presque toutes les comédies nouvelles ; mais en ceci, justement, gît l'immense difficulté de ce travail. Chaque époque, nous ne le contesterons pas, a ses tendances générales, d'où doivent naître nécessairement des penchants individuels, des habitudes, des travers, que n'ont pas connus les générations passées. Les passions demeurant les mêmes, leurs objets changent, aussi bien que leur expression. Il faut cependant, pour dégager les traits caractéristiques de ce mouvement confus qui nous presse, nous environne, nous en-

traîne, et auquel l'écrivain obéit tout comme ses contemporains, une faculté toute particulière et fort rare de réaction observatrice, d'isolement philosophique. L'auteur dramatique est entre deux écueils également redoutables. Si pour mieux juger, et avec plus de sang-froid, le monde qu'il veut peindre, il s'en écarte résolûment, il aura chance de bien saisir la direction générale des esprits; mais il perdra la science des détails, le sentiment de la vérité individuelle, l'espèce de sympathie et d'indulgence que le monde réclame de ceux-là même qui se chargent de railler et de châtier ses ridicules. La solitude fait des Caton, mais non pas des Molière. En revanche, une fois mêlé à ce tourbillon d'atomes brillants et parfumés qui se jouent dans l'atmosphère lumineuse des salons, il devient malaisé de conserver le sang-froid, le désintéressement, la netteté de coup d'œil, la sensibilité délicate de l'intellect que réclame la tâche ardue de l'auteur comique. Le monde fait des Brummell et non des Sheridan. Tirez-vous de cet embarrassant dilemme!

On s'en tire cependant à force d'esprit et de génie, quand on a reçu du ciel, à doses égales, la faculté d'entraînement et la faculté d'observation, l'esprit sympathique et l'esprit moqueur. On s'en tire lorsqu'on peut, sans être ébloui, vivre au milieu du monde et se retrouver ensuite, sans en être attristé, dans la solitude studieuse où mûrissent les œuvres d'art. Malheureusement il paraît que ce sont là des qualités difficilement conciliables, car le monde, jusqu'à présent, n'a guère trouvé pour le peindre que des miniaturistes empressés à se copier l'un l'autre, non des peintres originaux sachant donner à leurs tableaux le cachet durable de la vérité humaine.

Aussi n'avons-nous pas été surpris de voir mistress Gore échouer, après tant d'autres, dans cette mission délicate qu'elle s'était donnée. Nous n'avons pas été surpris de la voir confondre les ressources du roman et celles du théâtre, et, nonobstant ce désir d'innovation si clairement et si fièrement manifesté, se traîner sur les traces de sir E. L. Bulwer, dont la pièce intitulée *l'Argent* était, en 1844, le dernier effort à peu près heureux de la comédie contemporaine.

Un ou deux changements de noms, — vous savez si cette donnée est nouvelle, — servent de nœuds à la pièce de mistress Gore. Henry Grigson, lieutenant de marine, est rappelé en Angleterre par une riche tante qui veut lui faire épouser sa fille. Au lieu de venir tout droit et ouvertement réclamer sa fiancée, Henry, docile aux conseils de sa tante, prend le nom d'un de ses compagnons d'armes, lord Algernon Fitz-Urse, descendant d'une des premières familles du royaume-uni. L'oncle, Jeremy Grigson, commerçant retiré, dont il flatte ainsi la manie aristocratique, accueille avec le plus profond respect son neveu, qu'il se garde bien de reconnaître. Premier *quiproquo*, d'où bon nombre de méprises doivent infailliblement jaillir.

Jeremy Grigson, aspirant aux honneurs parlementaires, qui doivent le conduire à prendre rang parmi la noblesse, s'est fait le très-humble serviteur du comte de Hunsdon, secrétaire d'état en disponibilité, dont il est le voisin de campagne. Inutile de dire que le fier patricien subit à regret une alliance quelconque avec l'ancien marchand de Gracechurch-Street; mais Grigson est riche, il a de quoi subvenir aux frais énormes d'une élection, et les domaines du comte sont grevés de lourdes hypothèques : c'est encore, vous le voyez, le comte Dorante courtisant la marquise Dorimène, — c'est-à-dire, en 1844, les électeurs d'Oldfield — aux frais d'un manant enrichi.

Ces rapports ainsi établis vous expliqueront comment la comtesse de Hunsdon, apprenant par un officieux parasite qu'un original assez curieux est débarqué chez les Grigson, se décide à faire invasion chez ces croquants et à les enlever en masse, sous prétexte de les appeler aux répétitions d'une comédie qui doit se jouer chez elle. Comme le vieux bonhomme d'oncle, elle donne dans le piége tendu par mistress Grigson, et accepte, elle aussi, pour un rejeton de noble race, le prétendu Fitz-Urse, dont elle entreprend aussitôt la conquête au profit de sa fille, lady Mary. Second *quiproquo,* conséquence du premier.

Un troisième résulte de ce que la jeune cousine d'Henry, miss Ellen Grigson, indocile aux conseils de sa mère, est secrètement éprise du jeune Rivers, parent du comte de Hunsdon. Un autre membre de la même famille, sir George Mordent, espèce de bourru bienfaisant, dont le comte et sa femme supportent les rudes boutades en vue de l'héritage qu'il peut leur laisser, favorise les amours de Rivers et le présente chez lord Hunsdon à titre de musicien amateur qui pourra servir de chef d'orchestre.

Il ne faut pas une grande dose de perspicacité pour deviner ce qui doit s'ensuivre. Henri Grigson, qui voit sa cousine l'accueillir très-froidement, profite de la bienveillance intéressée que lui témoigne lady Hunsdon pour faire sa cour à lady Mary, si bien qu'au dénoûment, lorsque la double supercherie éclate, on n'a rien de mieux à faire qu'à permettre le double hymen qui va unir les Hunsdon et les Grigson, l'ex-ministre et l'ex-*wholesaler,* la fière comtesse et cette bonne commère de Gracechurch-Street; bref, deux races ennemies, dont la politique a commencé l'amalgame, et que les jeux de l'amour fondent pour jamais l'une dans l'autre.

Quant à l'élection d'Oldfield, que la protection du comte semblait assurer à l'honnête Jeremy, elle lui est enlevée par un quatrième *quiproquo* qu'a préparé à son profit l'homme d'affaires de lord Hunsdon, espèce de Machiavel subalterne, chargé d'agir auprès des électeurs. Cet homme, appelé Cogit, abuse de son mandat, confisque les lettres écrites en faveur du pauvre Jeremy, et se fait proclamer député sans craindre la rancune de son patron, contre lequel, sans nul doute, il a des armes puissantes.

Dieu nous garde d'insister sur les vices de cette fable absurde, où une invraisemblance n'attend pas l'autre, où les plus proches parents se méconnaissent avec une facilité désespérante, où les intrigues se nouent en quelques heures, où les fripons ne se donnent pas la peine d'être habiles, ni les dupes celle d'être honnêtes. Elle prouve que l'art dramatique n'a pas fait de très-grands progrès chez nos voisins depuis le temps où Dryden, déplorant la supériorité des pièces françaises, louait nos auteurs, par l'organe de sir Charles Sedley, « d'observer avec scrupule les unités, de ne pas mettre une double intrigue dans chaque pièce, de ne point mêler le pathétique et le comique, de ne pas encombrer le théâtre d'événements. » Il est vrai qu'il s'agissait de la tragédie; mais ne saurait-on appliquer à toute espèce de compositions dramatiques les sages conseils du vieux poëte? « En s'attachant à l'unité d'un sujet, dit-il, les Français ont gagné plus de liberté pour la poésie. Ils ont le loisir de s'arrêter sur ce qui mérite intérêt, et d'exprimer les passions, véritable œuvre du poëte, sans être emportés brusquement d'une chose à l'autre, comme on le voit dans les pièces de Calderon (1). »

(1) M. Villemain a cité plusieurs passages de ce curieux traité sous forme de dialogue dans la cinquième leçon du *Cours de Littérature au dix-huitième siècle.*

Mistress Gore n'a évité, nous venons de le voir, aucun de ces écueils depuis si longtemps signalés par les plus habiles pilotes. Elle a suivi l'usage, déjà établi du temps de Massinger et des contemporains de Shakspeare, qui consiste à mêler ensemble deux intrigues, dont l'une, secondaire et sacrifiée, sert à combler les lacunes de l'autre. Elle a même renchéri sur cette combinaison surannée en mêlant à sa fable un troisième élément de curiosité, l'issue de la lutte électorale, qui préoccupe l'esprit, éparpille l'attention et atténue d'autant, sans la moindre nécessité, l'attrait de ces deux petits romans, attrait déjà si faible et si vulgaire. Il ne faut donc pas nous arrêter à cette combinaison sans portée et sans nouveauté. Voyons plutôt les compensations que l'écrivain, inhabile à serrer les fils multipliés de son récit, a dû chercher dans la peinture des mœurs et des caractères. Un romancier quelquefois heureux ne pouvait manquer de se dédommager ainsi. Mistress Gore, à tout le moins, l'a tenté.

N'est-ce pas un type de roman, c'est-à-dire trop peu marqué pour la scène, que le noble suzerain de Hunsdon-Castle, poursuivi dans sa retraite par l'immense regret du pouvoir qu'il a perdu? Sa gravité emphatique et sa vide sonorité, le désintéressement hautain qu'il affecte, son affabilité calculée à l'égard de Grigson, les prévenances dont il accable son homme d'affaires pendant qu'ils sont tête à tête, et l'impertinent dédain qu'il lui marque en public, sont certainement observés d'après nature; mais, si ces linéaments caractéristiques donnent assez l'idée de la caste même à laquelle appartient le noble comte, des concessions calculées auxquelles elle est condamnée, de cet affaiblissement qui les lui arrache, et de la servitude à laquelle se plient les hommes ambitieux de commander, rien de tout cela n'individualise le personnage présenté sous ces aspects généraux. Il n'est ni autrement fier, ni autrement humble que tous les grands seigneurs ruinés, ni autrement soucieux que tous les ministres déchus de recouvrer son portefeuille et son influence. Ce n'est pas qu'en s'épanchant vis-à-vis de son confident le plus intime, il ne lui laisse voir, — plus que de raison peut-être, — ses plus secrètes pensées :

« Il y a deux sortes d'hommes, lui dit-il, avec lesquels notre meilleure politique est une franchise entière : notre médecin et notre homme d'affaires.

Cogit, *s'inclinant.* — Voilà un axiome, milord, que le grand Bacon n'aurait pas désavoué.

Le comte, *plus familièrement.* — Lorsqu'à la dernière session je quittai brusquement mon poste ministériel, le public demeura persuadé (les agents du gouvernement ayant jugé à propos de faire prévaloir cette opinion) que ma santé était altérée par les soucis du pouvoir, et que je soupirais après le repos de la vie privée. (*Cogit fait un geste d'assentiment.*) Mauvaise plaisanterie, monsieur! absurde croyance!... Mes collègues m'avaient adroitement éconduit;... ils m'avaient amené, en me donnant de légers sujets de plainte, à offrir un semblant de démission qui fut prise au sérieux et acceptée à l'heure même.

Cogit, *levant les yeux au ciel.* — L'hypocrisie de ce monde est chose vraiment surprenante.

Le comte. — Quand je me trouvai de la sorte échoué sur les récifs où ils m'avaient si habilement attiré par leurs perfides signaux, je n'eus plus qu'à faire de nécessité vertu, et je battis dignement en retraite, à reculons, tourné vers le trône comme un vrai lord chambellan.

COGIT. — Et moi qui, dans la simplicité de mon cœur, avais pris pour une résignation volontaire la retraite de votre seigneurie!

LE COMTE, *avec une emphase particulière.* — Gravez ceci dans votre cœur, Cogit, comme un grand principe de la vie publique : jamais un homme n'a quitté une bonne place..... sans être bien certain que cette place l'allait quitter..... Du reste, mon *intérim* n'a pas été perdu : j'ai pris soin de faire déplorer en bon lieu ma retraite prématurée, et mes habiles collègues ayant réussi, par leurs admirables bévues, à conduire en plein bourbier, avec la nation, la machine gouvernementale, les absents, cette fois, se trouvent avoir raison.

COGIT. — Cependant votre seigneurie semble nourrir l'espoir de rentrer dans ce ministère...

LE COMTE. — Ou d'être désigné pour en former un autre; — qui sait, Cogit? — Mais les espérances sont des quantités inconnues ; les dégager est une affaire de pure arithmétique. Mon vote à la chambre haute, même avec le bourg de ma famille, n'eût pas suffi pour me maintenir au pouvoir ; mais en m'assurant la représentation du comté et celle du bourg d'Oldfield, — toutes deux jusqu'à présent acquises à l'opposition, mes moyens d'action seront doublés. L'influence politique, vous le savez, mon cher, est une question de deux et deux font quatre.

COGIT. — Pure addition! (*A part.*) Je croyais au contraire que la *division* y jouait un grand rôle. »

Le reste de la scène est tout aussi spirituel et tout aussi faux. Le comte promène son agent devant la galerie des portraits de famille étalés sur les murs de son cabinet, et lui fait remarquer que tous ses ancêtres ont porté le cordon bleu en sautoir. C'est pour ne pas déchoir de leur antique illustration, c'est pour porter à son tour l'ordre de la Jarretière, qu'il emprunte à gros intérêts l'argent nécessaire à l'élection ; c'est pour cela qu'il s'abaisse à flatter, à cajoler Grigson ; c'est pour cela qu'il se ruine en fêtes brillantes qui servent de texte aux pompeuses *réclames* des journaux du comté. Certes, beaucoup de nobles lords ont agi tout aussi follement, abusés par les mêmes prestiges ; mais nous ne croyons pas possible qu'aucun d'eux ait jamais eu le courage de s'avouer à lui-même, bien moins à un autre, et surtout à un inférieur, la secrète faiblesse de son âme orgueilleuse.

Lady Hunsdon est un type non moins vrai, non moins insignifiant, non moins impropre à la comédie. Capricieuse, hautaine avec ses parasites, elle se jette, elle et sa fille, à la tête de ceux qu'elle veut enlacer et dominer. C'est bien l'enfant gâté du destin, la femme à la fois étourdie et calculatrice, cervelle éventée, cœur absent, intéressée et frivole, traitant du même air, et avec la même insouciance perfide, les affaires de famille et les plaisirs de la vie de château ; mais, je le répète, ce sont là des traits généraux qui n'animent pas la scène, une satire didactique dont les procédés réguliers et froids sont antipathiques au commun des spectateurs. Sheridan était certes bien mieux inspiré quand il traçait le portrait de lady Teazle, Congrève celui de mistress Frail, et Farquhar ceux de Dorinda et de mistress Sullen dans cette leste comédie qu'il a intitulée *le Stratagème des Élégants* (1).

(1) *The Beaux Stratagem.*

En continuant à examiner ces types aristocratiques, nous arrivons à celui de lord Bellamont, le fils unique du comte. *Bell,* comme l'appellent familièrement sa mère et sa sœur, est l'étudiant mal-appris de Cambridge ou d'Oxford, jockey forcené, tumultueux, indiscret, corrompu par la complaisance des valets et des parasites, insupportable même pour eux, et provoquant pour tout autre. Aisément persuadé que ce portrait approche de la caricature, nous ne comprenons pas qu'un pareil brise-raison, un si insolent gamin, soit toléré dans un monde qui se pique de quelque dignité, dans un pays où le respect de soi-même (*self-respect*) est poussé quelquefois jusqu'à la plus ridicule affectation. On nous a souvent accusés de laisser-aller, de complaisance outrée, de souplesse servile; mais chez nous, à l'heure qu'il est, lord Bellamont serait arrêté court, au plus vif de ses escapades, par le premier venu, bien ou mal né, dont il s'aviserait de railler la tournure et la mise avec le sans-gêne insultant que mistress Gore attribue à ce dandy universitaire.

Sir J. Mordent, le cousin des Hunsdon, est un caractère dont les romanciers anglais ont fait abus, et qui doit être regardé, par cela même, comme d'une incontestable vérité. Vous le trouverez déjà dans les tableaux de la société anglaise sous George III, telle que Mme d'Arblay (miss Burney) l'a connue et représentée. C'est l'homme riche, au cœur généreux, à l'esprit méprisant et caustique, qui s'amuse à constater en passant les ridicules, les vices, les contradictions, les inconséquences des êtres que lui assujettit un espoir intéressé. Ces sortes de rôles de *raisonneurs,* comme on dit en argot de coulisses, ne servent que comme contraste; c'est ce qu'en peinture on appelle des repoussoirs. On les tient quittes, moyennant quelques épigrammes, de leur emploi tout à fait secondaire. Une de celles que se permet Mordent est à l'adresse des entrepreneurs dramatiques, si embarrassés aujourd'hui pour conjurer l'indifférence du public anglais. En arrivant chez lord Hunsdon, où tout est en l'air pour les répétitions d'une tragédie : « Vraiment, dit le malin vieillard, Hunsdon-Castle ressemble à la plupart de nos théâtres contemporains; la maison est sens dessus dessous, et les propriétaires ont perdu l'esprit. » Perdre l'esprit, n'est-ce pas le plus grand malheur qui leur puisse arriver?

L'assimilation très-rigoureusement exacte que nos lecteurs auront déjà faite de Jeremy et de mistress Grigson avec M. et Mme Jourdain nous dispense de revenir sur ces deux personnages : leur neveu n'est guère qu'un Bellamont plébéien, avec un peu plus de bon sens, et qui se borne à simuler les travers de la jeunesse titrée; mais Cogit et le capitaine Sippet sont deux portraits plus curieux en ce qu'ils nous représentent, sous deux aspects différents, le parasite moderne.

Cogit est plus rusé, plus sérieux, plus redoutable. Il s'insinue moins dans l'intimité apparente, mais bien plus dans la connaissance exacte des faiblesses et des secrets qui peuvent, habilement exploités, lui livrer pieds et poings liés cette famille altière dont il semble le très-infime serviteur. C'est lui qui négocie les emprunts à gros intérêts, et très-probablement il est sous main l'un des prêteurs. C'est lui qui caresse, séduit et soudoie les électeurs pour le compte de son patron, et laissez-le faire, un beau jour il saura s'attribuer tout le bénéfice de ces ténébreuses menées. Il néglige, comme vous voyez, le brillant pour le solide. Sippet, au contraire, s'enivre de quelques menues faveurs qu'on lui fait expier par bien des mépris. Il n'est pas seulement aux ordres de l'altière comtesse, mais à ceux de sa fille lady Mary, de son fils Bell, voire de son petit chien Fido. Si Bellamont

a fait quelque sottise, à qui s'en prend le comte? A Sippet. Si les répétitions vont mal, qui sera traité de haut en bas par la capricieuse châtelaine? Sippet, toujours Sippet. C'est lui qui sera chargé de mener Fido sur la pelouse, si Fido menace d'oublier les lois du décorum; c'est lui qu'on rendra responsable des plaisirs dont il est l'ordonnateur. Il faut qu'il amuse, qu'il invente, qu'il improvise, qu'il surveille les décors, fasse marcher l'orchestre, gronde les machinistes. On le contrecarre, on le gêne, on le critique à tout bout de champ : n'importe, il faut qu'il continue, toujours de bonne humeur, toujours complaisant, toujours enchanté, plus souple qu'un laquais, moins sûr de ses gages, et soumis à des exigences mille fois plus dures, parce qu'elles sont mille fois moins définies. Cogit, du moins, sait à quel prix il se courbe et s'humilie, Cogit sera riche un jour, et aura pleine revanche des dédains qu'il supporte maintenant; mais, lorsque Sippet aura, de château en château, de maître en maître, de dîner en dîner, usé sa jeunesse et sa gaieté, il apprendra, papillon étourdi, qu'on se brûle les ailes à courir ainsi vers tout ce qui brille, attire et dévore.

Qu'on nous pardonne de faire ainsi poser tour à tour les différents personnages d'une comédie médiocre. S'ils nous donnent une idée précise de cette société où se cantonne et s'isole avec tant de soin et de méfiance une aristocratie ombrageuse, ne serons-nous pas payés de notre patience à les étudier?

Cependant il est temps de passer à la pièce de M. Douglas Jerrold, auteur de *the Rent Day, Prisoner of War, Bubbles of the Day,* et d'innombrables contes, essais, historiettes, dialogues satiriques, esquisses, semés çà et là dans les grands et petits journaux, quotidiens, hebdomadaires ou mensuels. Il en existe un recueil choisi, dont le titre alléchant, si j'ai bonne mémoire, est *bonne Ale et petits Gâteaux* (1). Avec de pareils précédents, qui sentent d'une lieue le vagabondage et la bohême intellectuelle, il ne faut pas s'attendre à une de ces œuvres sérieuses où l'artiste se met tout entier, corps et âme pour ainsi dire, décidé à les perfectionner, coûte que coûte. Par le fait, la comédie de M. Douglas Jerrold est tout uniment une petite nouvelle en deux chapitres qu'il lui a plu de découper en cinq actes, après l'avoir allongée par quelques scènes où l'esprit et l'*humour,* — deux choses très-différentes, — se donnent ample et libre carrière.

Deux personnages déjeunent ensemble dans une auberge de campagne : l'un est un professeur errant que le vent de l'adversité pousse deçà delà, tantôt dans un pensionnat de jeunes filles, dont il courtise la directrice surannée, tantôt en compagnie d'un jeune échappé de collége dont il met à contribution l'inexpérience et la générosité candides, comme le pique-assiette de Pennaflor celles de Gil-Blas. M. Truffles, — le docteur en question, — ressemble terriblement à un chevalier d'industrie, et sa conscience est plus chargée de menus remords que sa cervelle ne l'est de bonne et solide érudition. Son compagnon d'aventures, Félix Goldthumb, est un franc et loyal jeune homme, fort épris de l'air des champs, et tout disposé à s'éprendre d'autre chose. Tandis que ces deux péripatéticiens philosophent autour d'un assez mauvais déjeuner, le bruit d'une chaise de poste les attire à la fenêtre. Deux jeunes filles en descendent, accompagnées d'un beau cavalier. Leur physionomie inquiète, l'empressement de ce dernier à réclamer des chevaux, tout annonce un événement mystérieux, et de fait c'est d'un enlèvement qu'il s'agit. Clarence Norman, camarade de collége de Félix Goldthumb, vient de décider la

(1) *Ale, crack-nuts, and ginger-bread.*

belle Florentine à s'échapper du pensionnat de miss Tucker pour venir le rejoindre. Dans cette belle expédition, Florentine s'est fait accompagner par miss Bessy Tulip, sa meilleure amie. Qu'en arrivera-t-il? Dieu le sait, et Félix s'en inquiète, car Florentine l'intéresse, et Clarence Norman est le neveu et l'héritier d'un fier baronnet, sir Gilbert Norman, très-peu disposé à tolérer une mésalliance. Par bonheur pour nos imprudents jeunes gens, on est déjà sur leurs traces. Miss Tucker, cette maîtresse de pension que le professeur Truffles avait naguère fascinée, et qui garde de lui un tendre souvenir, malgré certains procédés assez peu délicats dont elle pourrait l'accuser, miss Tucker, disons-nous, avertie à temps, rattrape dès le premier relais les deux écolières fugitives. Clarence Norman, qui s'est éloigné un moment pour se procurer des chevaux, n'est pas là pour lui tenir tête, et les deux brebis égarées, reconnaissant la houlette habituelle, rentrent sans l'attendre au bercail qu'il leur avait fait déserter. Quand il revient avec des chevaux, on lui remet pour toute consolation, avec les adieux de Florentine, un portrait qu'elle avait de lui, et dont on a jugé la restitution indispensable.

Quels merveilleux changements le temps va-t-il amener dans ces intérêts, dans ces caractères divers? C'est là, selon le titre de la pièce, ce qu'il s'agit de savoir. Cinq années s'écoulent. Durant tout ce temps, Clarence Norman a voyagé par ordre de son oncle, qui, le jugeant bien guéri de sa passion romanesque, le rappelle enfin près de lui. Florentine a perdu son père, et, maîtresse d'une fortune indépendante, elle vient de s'établir à la campagne, dans le voisinage du château qu'habite sir Gilbert. Là, sous la garde de miss Tucker, qui a dû fermer son pensionnat abandonné, la belle et romanesque enfant cultive les heureuses dispositions que le ciel lui a départies. Cependant, avant de prendre ce parti et de s'ensevelir dans cette riante retraite, elle a voyagé longtemps sans que personne sache où elle est allée. Plus tard, sans doute, ce mystère s'éclaircira. En attendant, laissez-nous vous présenter un jeune couple qui, dans le même intervalle de temps, a serré les nœuds de l'hymen. Miss Bessy Tulip, la sémillante et légère miss Bessy, a épousé Félix Goldthumb, que son père avait fait partir pour les Indes, mais qui, rencontrant, au retour, son aimable compatriote, a saisi cette occasion toute naturelle de renoncer au célibat.

Ces cinq années, si fécondes en événements, ont amené d'autres métamorphoses. Sir Gilbert Norman, jadis exclusivement voué à la politique, faisait état de mépriser les puérilités de l'amour, et l'amour, qui se venge d'ordinaire assez cruellement de ses plus altiers détracteurs, allume au cœur de sir Gilbert une folle passion pour la belle inconnue qui, depuis quelque temps, est venue résider près de lui. Florentine, tout d'abord, n'attache pas un très-grand prix à cette conquête, dont miss Tucker, éblouie, lui vante vainement, en personne qui sait calculer, les avantages essentiels; mais tel incident peut se présenter qui changera les dispositions de Florentine. Supposez, par exemple, que Clarence Norman, de retour en Angleterre, semble n'avoir gardé aucun souvenir de ses premières amours; supposez que, se méprenant à l'accueil réservé de Florentine, il veuille lui rendre indifférence pour indifférence, oubli pour oubli, et que la jeune miss, se méprenant à son tour, puisse se croire réellement dédaignée par l'ingrat qu'elle a tant aimé, que peut-être elle aime encore : alors, vous le comprenez de reste, il lui sera doux de prouver à Clarence Norman qu'elle peut, elle aussi, songer à un autre hymen; et si miss Tucker, tout acquise aux intérêts de sir Gilbert, dont elle convoite déjà le château, le carrosse, le somptueux état de maison, choisit ce

moment pour plaider chaleureusement la cause du riche et vieux *gentleman*, gageons qu'elle arrachera au dépit de Florentine une sorte de demi-consentement aussitôt regretté que donné.

Au surplus, ne nous effrayons pas de cette péripétie, bonne tout au plus pour inquiéter des enfants. Lorsqu'un malentendu sépare seul au théâtre deux cœurs secrètement épris, il est de règle fort ancienne et peut-être éternelle que ce malentendu doit cesser vers le milieu du cinquième acte. C'est ce qui ne manque pas d'arriver tout à point, lorsque M. Douglas Jerrold a suffisamment prolongé, d'une part, les souffrances de Clarence et de Florentine, de l'autre, les petits stratagèmes à l'aide desquels Félix Goldthumb prépare son père à le revoir marié, à lui pardonner son retour, à bien accueillir la bru qu'il lui ramène. A ce moment, on découvre que Florentine a suivi, sans qu'il le sût, dans toutes ses pérégrinations continentales, l'heureux jeune homme à qui elle destinait sa main. Ils s'expliquent; sir Gilbert, sans trop se faire prier, rend à Florentine la parole qu'elle lui avait donnée. Il pardonne, et son exemple autorise Goldthumb à se montrer indulgent pour son mauvais sujet de fils. Les deux intrigues marchent ainsi de front, sans cesser de se côtoyer et de s'entr'aider, fidèles à la tradition de la scène anglaise, où la comédie ne se meut jamais qu'avec un attelage complet, lourde et pesante machine qu'un seul cheval ne mènerait pas loin; composition gauche et naïve, où percent de tous côtés l'embarras de l'écrivain inhabile à dominer, à répartir son sujet, le besoin qu'il a de personnages nombreux et d'intérêts multipliés pour remplir son cadre toujours trop vaste, et aussi, — car il faut tout dire, — l'inintelligence relative de l'auditoire pour lequel il travaille. Nous sommes habitués, — nous l'étions du moins, — à suivre avec intérêt, avec passion quelquefois, le développement d'une idée, d'un caractère, d'un fait particulier, assez contents de nous associer, dans toutes ses phases, à ce puissant et curieux travail d'analyse. En Angleterre, la scène est soumise à des conditions matérielles d'un autre ordre : il faut, pour des spectateurs autrement actifs et d'appétit plus solide, un régime intellectuel analogue à leur régime physique. Fi des ragoûts à la française, où les délicatesses de l'assaisonnement tiennent lieu de substance et de réalité ! On exige à Londres une chère plus solide, des jouissances moins idéales. La comédie s'y fait comme le pudding, plus substantielle que subtile, avec force ingrédients de haute saveur, entassés pêle-mêle et bourrés dans le premier moule venu. Elle ne peut se passer d'une certaine agitation purement extérieure, d'un mouvement qui amuse l'œil plutôt que l'esprit, et qui ne ressemble en rien à l'invisible activité de ces chefs-d'œuvre où deux personnages, immobiles en face l'un de l'autre, forcent l'esprit à passer, en quelques minutes, par mille et mille hypothèses, mille et mille combinaisons diverses. Sachons apprécier cette différence et en tenir compte aux écrivains dramatiques de l'Angleterre, sans omettre néanmoins de leur rappeler qu'avec une plus ferme volonté d'élever leur public à eux, au lieu de descendre jusqu'à lui, on pourrait graduellement, sinon faire violence au génie national, du moins ressusciter peut-être et même perfectionner la comédie anglaise qu'on applaudissait jadis : la comédie de Wycherley, de Congrève, de Farquhar, de Sheridan. Et ce qui le prouve, c'est que le vaudeville français, passablement travesti, à vrai dire, est admis, compris et applaudi depuis plus de vingt ans sur les théâtres de Londres. Qu'il y fraie le chemin à la haute comédie, voire à ce genre mixte par lequel nous l'avons si mal à propos remplacée, et l'émancipation du public anglais, son aptitude à compren-

dre et goûter les productions d'un art évidemment supérieur, seront suffisamment démontrées. Paraisse alors un homme de génie, ou même un écrivain de talent, et il ne risquera point d'être méconnu.

Pour en revenir à M. Douglas Jerrold, ce qui fait, à nos yeux, le principal mérite de sa pièce, assez vulgaire d'ailleurs et totalement dénuée d'intérêt, c'est l'originalité de quelques caractères épisodiques. Ce professeur Truffles, dont nous n'avons pu donner qu'une idée sommaire, est certainement un personnage nouveau : mélange singulier d'impudence et de bassesse, exprimant en style guindé, officiel, pompeux, les penchants les plus effrontés, les calculs les plus cyniques. Il a pour pendant miss Tucker, l'ex-maîtresse de pension, qui est également une création originale, et que l'on croit voir, à côté de miss Florentine, harcelant cette généreuse enfant de ses exigences égoïstes, de ses susceptibilités toujours en éveil et toujours froissées. Miss Tucker n'est au fond qu'une mendiante décemment vêtue, mais une mendiante à part, d'un caractère difficile et revêche, qu'on est sûr de blesser en ne lui donnant pas, et d'offenser en lui donnant. A chaque bienfait, elle répond par une plainte, et, dans son cœur, où fermentent mille instincts envieux, la reconnaissance ne peut germer. Elle flatte pour obtenir et mord ensuite la main qui s'est ouverte. Sous prétexte qu'elle est humiliée de vivre aux dépens d'autrui et que rien ne lui doit rappeler cette humiliation, elle use et abuse tyranniquement de l'hospitalité la plus cordiale. C'est un type ignoble et laid, mais d'une vérité, d'une originalité incontestables.

Le vieux Goldthumb n'est pas, il s'en faut, une figure aussi nouvelle, et, sans aller plus loin, il rappelle à beaucoup d'égards le Jeremy Grigson de mistress Gore. Cependant il y aurait injustice à lui refuser quelque valeur comique. Ce brave homme, avant d'être rentier et propriétaire, faisait le commerce des coffres et malles. Il y a puisé le goût des lettres. Pour comprendre ce phénomène, il est bon de savoir que les malles anglaises sont garnies à l'intérieur avec du papier fourni d'ordinaire par la librairie en déconfiture. Poëmes incompris, philosophie sans adeptes, romans et tragédies qu'on ne lit pas, arrivent en dernière analyse chez le layetier du coin ; de là mille plaisanteries plus réservées que les nôtres en pareille occurrence, et dont vous retrouverez la trace, soit dans la correspondance familière de Byron, soit dans les charmants essais de Lamb, partout enfin où il est fait allusion aux misères du métier d'auteur. Maintenant vous devinez quel genre d'érudition Goldthumb a pu acquérir en pratiquant la petite industrie à laquelle il doit sa fortune, et vous comprendrez le *quiproquo* suivant, qui rend assez piquante sa première entrevue avec sir Gilbert Norman, athlète émérite des luttes parlementaires. Sir Gilbert reçoit d'abord l'ex-fabricant de coffres avec une certaine réserve passablement méprisante ; seulement il s'étonne quelque peu de lui entendre citer pédamment je ne sais quel dicton poétique, et Goldthumb, charmé de l'effet produit par ce petit échantillon de littérature, n'en est que plus disposé à étaler toute sa science. Il raconte à l'ancien membre du parlement, qui ne s'en soucie guère, ses discussions conjugales à propos du voyage d'Italie, rêve favori de mistress Goldthumb, et que son mari éloigne autant qu'il le peut :

« ... Comme je vous le disais, poursuit-il, avant de quitter l'Angleterre...

Sir Gilbert, *à part.* — Je voudrais qu'il la quittât avant de rien dire.

Goldthumb. — Je prétends voir tout ce qu'elle renferme de remarquable. Vous

l'avez fait observer vous-même dans un de vos excellents discours au parlement.

Sir Gilbert. — Mes discours !...

Goldthumb. — Ah ! sir Gilbert, il ne s'en fait plus comme ceux-là.

Sir Gilbert. — Est-il bien possible que mes discours vous soient tombés sous les yeux ?

Goldthumb. — Sous les yeux et sous la main... Pas un seul ne m'a échappé, je vous en réponds.

Sir Gilbert, *à part*. — Voilà qui est singulier... et en même temps tout à fait flatteur... Avoir désespéré du parlement, l'avoir quitté, convaincu que j'y perdais le fruit de mes pénibles travaux, et découvrir, après tant d'années, qu'ils avaient fait battre le cœur du peuple... Eh bien ! je crois pouvoir le dire sans vanité, ceci me comble de joie.

Goldthumb. — Autrefois un discours au parlement, c'était un bel habit de gala. Des fleurs au collet, aux parements des fleurs, des fleurs encore autour des poches et sur toutes les coutures. Maintenant c'est la sombre étoffe dont les quakers s'habillent, et dont un *gentleman* ne saurait se faire décemment un costume présentable.

Sir Gilbert. — Il est vrai que les grâces et l'éloquence ont peu à peu cédé le terrain à ce qu'on appelle les tendances utilitaires... Les discours d'aujourd'hui...

Goldthumb. — Les discours d'aujourd'hui manquent de vie, ils ne nous remuent ni ne nous échauffent. Jamais les moindres foudres, le moindre aigle, jamais rien de beau, de ronflant, de poétique. Ils sont si secs, si secs... que je n'en voudrais pas, à quelque prix que ce fût, garnir ma maison. Ils donneraient la pépie à tous mes gens.

Sir Gilbert. — Ah ! ah ! monsieur Goldthumb, vous êtes un *humoriste*, je m'en aperçois... Et vraiment, là, vous trouviez quelque mérite à mes petites improvisations !

Goldthumb. — Quelque mérite... Dites donc que j'en tirais un excellent parti ! Il en est que j'ai tenus sur le métier pendant des heures entières ; aussi en sais-je par cœur plus d'un passage.

Sir Gilbert, *à part*. — Grande leçon pour ces amants de la gloire, qui désespèrent trop vite de ses faveurs. Voici un homme sans éducation, mais par son intelligence naturelle fort au-dessus du vulgaire, que mes paroles ont relevé à ses propres yeux, qu'elles ont amélioré, transporté dans une région supérieure. La vérité, semence féconde, projette ses germes en d'étranges lieux. Il est peut-être par milliers des hommes de tous points pareils à celui-ci, et dont pas un ne m'est connu.

Goldthumb. — Ne vous rappelez-vous pas celui de vos discours dans lequel se trouvait cette phrase si belle, où vous représentez la Grande-Bretagne assise avec majesté sur son trident redoutable?

Sir Gilbert. — Pardon, monsieur, pardon. Bien que j'aie siégé au parlement, j'espère n'avoir jamais mis mon pays dans une position si pénible.

Goldthumb. — Oh ! pour ce qui est de la Grande-Bretagne et du trident, j'en lève la main sans hésiter ; mais il se peut que je me trompe sur la manière dont ils étaient mis en rapport... Oui, certes, vos discours étaient de beaux discours, et, je l'ai toujours dit... toujours..., c'était une honte que l'on en vendît si peu.

Sir Gilbert. — Monsieur!

Goldthumb. — Au reste, consolez-vous... Je puis vous garantir que, grâce à moi, ils ont fait leur chemin dans le monde. — Ah! ah! vous m'en pouvez remercier.

Sir Gilbert, *à part.* — Voilà un animal bien familier! (*Haut.*) Çà, monsieur, sans oublier ce que je dois à votre obligeant patronage, ne pourrais-je connaître le motif qui vous amène?... »

Ici Goldthumb explique qu'il s'agit de Florentine et de son enlèvement par Clarence Norman.

« — J'ai trempé quelque peu dans cette affaire, ajoute-t-il naïvement.

Sir Gilbert. — Vous? et de quelle manière?

Goldthumb. — C'est moi qui avais vendu à la petite les malles avec lesquelles elle s'en allait.

Sir Gilbert. — Les malles!...

Goldthumb. — Les malles... en beau cuir noir, clous de cuivre. Et... — les choses s'arrangent quelquefois d'une façon bizarre!... — faut-il vous dire avec quel papier ces malles étaient garnies?

Sir Gilbert. — Gardez-vous-en bien... je ne suis pas curieux de le savoir. (*A part.*) Un layetier! un fossoyeur littéraire!... Et j'ai voyagé sous ses auspices!... »

Nous ne vous donnons pas des plaisanteries de cet ordre comme la plus pure fleur du bel esprit, même du bel esprit anglais, tel qu'il respire dans les pages les plus pédantes d'Addison ou d'Horace Walpole; mais elles constituent un échantillon assez exact du sarcasme un peu lourd, préparé à froid, plus délayé que de raison, dont on s'accommode chez nos voisins. Par ce seul motif qu'il serait peu goûté chez nous, ne le dédaignons pas au delà de ses mérites. Sachons distinguer les qualités de pure forme et le fond même de la plaisanterie, la faculté de saisir un ridicule et celle de le mettre en relief avec plus ou moins d'habileté. Les Anglais, dont le bon sens observateur se révèle dans leurs romans, ne perdent pas à la scène cette qualité si précieuse. Ils voient aussi bien que nous, mieux que nous peut-être, la portée comique d'une faiblesse, d'une manie individuelle, mais ils n'ont pas ce tact si fin, cette mesure exquise, qui caractérisent le génie français, et tempèrent, allégent, concentrent notre ironie. Ils sont méthodiques, directs, explicites, ne connaissant ni les détours adroits de l'esprit qui se dérobe pour attirer, ni la grâce des sous-entendus, ni l'art des nuances et des demi-mots. Leur bonne foi ne raffine rien, n'omet rien, ne déguise rien, et accuse avec excès tous les détails de l'idée qu'il faudrait indiquer à peine.

Voilà ce qu'on peut dire de leurs comédies, à peu près nulles comme œuvres d'art, alors même qu'elles ont une certaine valeur comme satires de mœurs. En les envisageant sous ce dernier rapport, elles nous révèlent un état social très-différent du nôtre : une noblesse dont on sape avec ardeur l'influence, en rappelant à tout propos combien ses prétentions exclusives cachent de nullité, de mesquines ambitions, de vues intéressées et sordides; une classe moyenne qui s'enrichit chaque jour davantage, chaque jour s'égale aux plus sourcilleux représentants de l'aristocratie, et les vénère cependant encore assez pour vouloir, coûte

que coûte, faire partie de la caste privilégiée, titrée, puissante. Nous voyons, dans ces comédies, le négociant enrichi, *the retired cit,* comme on l'appelle, n'aspirer qu'à l'honneur de se mettre, lui et ses guinées, à la disposition du lord ruiné qui, tout en acceptant cette alliance inattendue, tout en l'exploitant sans scrupule, se moque à peu près ouvertement de son humble et candide acolyte. Rappelons-nous que ces traits de mœurs nous appartenaient quand Molière écrivit son *Bourgeois gentilhomme,* celle de toutes ses pièces où il a le plus franchement et le plus nettement caractérisé le régime aristocratique avec tous ses abus, et d'où ressortent les conclusions les plus directement hostiles à cet état de choses. Or, il est évident que Molière fut entendu et compris. Il est évident que M. Jourdain, averti par cet admirable censeur de tous les travers, de toutes les sottises humaines, cessa bientôt de vouloir frayer avec les gentilshommes qui se raillaient de ses gauches imitations, avec les belles marquises qui soupaient aux dépens de sa bourse et s'égayaient aux dépens de ses madrigaux si péniblement fourbis. Ce jour-là, il prêta l'oreille aux philosophes qui se chargeaient de lui commenter les lois générales de l'humanité; ce jour-là, il s'occupa sérieusement des droits de l'homme, des abus féodaux, de l'oppression monarchique, de cette religion sublime dont on était parvenu à fausser le but, et qui, faite pour consoler les malheureux, pour mettre les faibles sous l'égide de la fraternité humaine, était devenue un instrument de despotisme, une loi d'immobile résignation. Et lorsque M. Jourdain, qui avait fait sa rhétorique sous le comte Dorante, eut passé quelque temps à écouter les leçons de Voltaire, — ce grand « maître de philosophie, » — nous savons tous ce qui advint de son émancipation.

Que faudrait-il donc pour que l'âpre satire des comiques anglais contre les grands seigneurs de ce temps eût le même résultat que celles de Molière contre les marquis et les comtes du temps de Louis XIV? Deux choses seulement : moins de préoccupations matérielles chez la génération grossièrement active à laquelle ils s'adressent, et chez eux un plus haut degré de talent, une plus vigoureuse concentration de toutes ces critiques au hasard éparpillées; — bref, le génie qui commande l'attention, et l'attention qui échauffe le génie. De ces deux conditions, la première est de beaucoup la plus difficile à remplir, et, si l'on en veut une preuve, nous la pouvons donner immédiatement.

Avec une simple chanson, la chanson d'une pauvre fileuse, il y a quelques années, un poëte trop peu connu chez nous, — il s'appelait Thomas Hood, — mit en émoi l'Angleterre entière. Ces strophes, tombées de sa plume dans un de ces moments heureux où l'homme inspiré semble concentrer en lui toutes les forces morales de l'auditoire auquel il s'adresse, passèrent en quelques jours dans toutes les mémoires, se gravèrent en traits de feu dans tous les cœurs, et firent plus pour la cause des pauvres travailleurs que dix années de manœuvres parlementaires.

Jugez de ce que serait, au prix de cette ode populaire, — la *Chanson de la Chemise,* — un de ces chefs-d'œuvre comiques où, comme dans un flacon de pur cristal, l'intelligence humaine, réalisant un des rêves favoris de l'alchimie, enferme un rayon du soleil moral, de la vérité lumineuse et sainte! Jugez si le pays où la première a produit un effet si surprenant resterait sourd à un enseignement mille fois plus pratique, mille fois plus vivant, mille fois plus durable!

E.-D. FORGUES.

NELSON

JERVIS ET COLLINGWOOD,

ÉTUDES SUR LA DERNIÈRE GUERRE MARITIME.

I. — The Dispatches and Letters of vice-admiral viscount Nelson. — Londres, 1845-1846. 7 vol. in-8°.

II. — The Letters of lord Nelson to lady Hamilton. 2 vol.

III. — Memoirs of admiral the right hon. the Earl of Saint-Vincent. — Londres, 1844, 2 vol.

IV. — A Selection from the public and private Correspondence of vice-admiral lord Collingwood, interspersed with Memoirs of his life, by G. H. Newnham Collingwood; 2 vol.

V. — *Précis historique de la Marine française*, par M. Chassériau. — Paris, 1845.

VI. — Documents inédits des archives de la marine.

QUATRIÈME PARTIE.

NELSON A NAPLES.

I.

Au moment où Nelson quittait l'Égypte, il lui restait encore quelques années à vivre et deux batailles à gagner ; mais la fortune se fût montrée plus propice à sa gloire, si elle eût tranché sa vie dans cette nuit mémorable qui avait vu périr Dupetit-Thouars et Brueys. Nelson eût succombé alors dans tout l'éclat d'une renommée sans tache, comme avait succombé Marceau, comme devait succomber Desaix, couronné de cette auréole intacte qui n'entoure que des fronts vierges de toute souillure. « Mon grand et excellent fils, écrivait son père à cette époque, est entré dans ce monde sans fortune, mais avec un cœur honnête et religieux...

Le Seigneur l'a couvert de son bouclier au jour du combat, et a exaucé les vœux qu'il formait d'être un jour utile à son pays... Honneur de mes cheveux blancs, il est aujourd'hui, à l'âge de quarante ans, aussi gai, aussi généreux, aussi bon que jamais. Il est sans crainte, parce qu'il est sans remords. » Si l'on croit retrouver dans cette rapide esquisse la physionomie vive et confiante de l'intrépide amiral qui montait le *Vanguard,* ce n'est point à ces traits, il faut en convenir, que quelques mois plus tard on eût pu reconnaître l'amant adultère de lady Hamilton et le meurtrier de Caracciolo.

C'était en 1793, quand lord Hood le chargea d'aller réclamer auprès du roi Ferdinand IV l'envoi d'un corps de troupes destiné à défendre Toulon, que Nelson avait connu pour la première fois ces indignes amis qui devaient exercer une si triste influence sur son avenir, sir William et lady Hamilton; mais alors sir William n'avait été pour le capitaine de *l'Agamemnon* qu'un agent diplomatique dont Nelson vantait l'activité et l'ardeur, et lady Hamilton qu'une jeune femme aimable dont il avait remarqué la grâce et la distinction. Nelson ne passa d'ailleurs en cette occasion que quelques jours à Naples, et n'y reparut plus qu'après la victoire d'Aboukir.

Sir William était frère de lait du roi George III. Accrédité depuis plus de trente ans en qualité de ministre d'Angleterre auprès du gouvernement des Deux-Siciles, il jouissait d'une très-grande faveur à la cour de Naples. Il aimait passionnément la chasse : c'était un titre à la bienveillance de Ferdinand IV. Il passait pour aimer les beaux-arts, quoiqu'il fût soupçonné à cet égard d'un zèle un peu mercantile : c'était un titre aux bontés de la reine. Cependant, vivant dans l'intimité de ces deux souverains et honoré de leur confiance, sir William ne se faisait point faute d'exercer son esprit à leurs dépens : c'était un vieillard facétieux et jovial, très-libre dans ses discours et fort désabusé des illusions de ce monde, un épicurien anglais dont les plaisanteries inépuisables eussent suffi, au dire de Nelson, pour guérir et ranimer le comte de Saint-Vincent, si ce dernier, en 1799, fût venu demander au climat de Naples la santé qu'il allait chercher en Angleterre. Les Anglais sont en général d'assez froids plaisants : il sied mal à leur tempérament flegmatique de jouer avec le vice et de se railler des choses honnêtes et décentes. Le bon sir William, comme l'appelait Nelson, était donc un de ces esprits sceptiques et peu délicats qui se rencontrent rarement chez ce peuple habitué à respecter si profondément la sainteté des vertus domestiques. De tels esprits, avec la teinte sèche et positive qu'ils empruntent au caractère britannique, offrent je ne sais quoi de plus nu et de plus repoussant encore que les natures du même ordre chez un peuple plus frivole et moins compassé.

A l'âge de soixante ans, sir William, épris d'une passion subite, épousa la maîtresse de son neveu (1). Cette maîtresse, connue à Londres sous le nom de miss Emma Harte, était, s'il faut en croire des témoignages contemporains et le portrait qu'en a laissé le célèbre peintre Romney, une des femmes les plus séduisantes de son temps; mais, fille d'une pauvre servante du comté de Galles, qu'elle décora, aux jours de sa grandeur, du nom de mistress Cadogan, Emma Harte avait passé sa jeunesse dans les plus singulières et les plus suspectes aventures. Toutes ces circonstances, dont il était instruit, n'empêchèrent pas sir William de l'épouser. Il ne se montra point d'ailleurs plus soucieux de l'avenir que du passé,

(1) En 1791 : lady Hamilton avait alors près de trente ans.

et, doué au plus haut degré de toutes les qualités d'un mari complaisant, il vécut pendant plus de quatre ans entre sa femme et lord Nelson sans prendre ombrage de leurs relations, appelant Nelson son *meilleur ami* et *l'homme le plus vertueux* qu'il eût jamais connu. A son lit de mort, par un dernier trait d'*humour*, il légua sa femme aux soins de cet excellent ami et la plus grande partie de sa fortune à son neveu. — Quant à lady Hamilton, avec cette souplesse merveilleuse qui n'appartient qu'aux femmes, elle s'était bientôt mise au niveau de sa nouvelle fortune. Présentée à la cour de Naples, elle était parvenue à gagner l'affection de la reine, et nul embarras ne semble avoir trahi, dans la sphère élevée où la porta si soudainement le sort, la honte de sa vie passée et la bassesse de son origine.

La cour de Naples, où la prude Angleterre avait alors de si étranges représentants, était la cour des irrésolutions et des perfidies. Le roi et la reine étaient bien d'accord pour détester la France; mais la haine du roi était indolente et craintive, celle de la reine active et énergique. La politique du gouvernement oscillait entre ces deux influences, obéissant un jour aux terreurs d'un Bourbon d'Espagne et le lendemain aux emportements d'une archiduchesse d'Autriche. Un étranger, cher aux deux souverains, dirigeait les affaires dans cette voie tortueuse; c'était un autre Godoy, le chevalier Acton, qui gouverna la reine pendant plus de vingt ans. Né à Besançon en 1737, Acton, fils d'un médecin irlandais, après quelques années d'une vie aventureuse, fut appelé en 1779 à la cour de Naples, et obtint successivement, par la faveur de la reine, le ministère de la marine, celui de la guerre et celui des affaires étrangères, qu'il conservait encore en 1798. Entièrement dévoué à l'alliance anglaise, lié d'une amitié particulière avec sir William Hamilton, ce favori ne fut durant son long règne que l'instrument servile du cabinet britannique.

Depuis 1776, la reine avait obtenu, par la naissance d'un fils et suivant les stipulations de son contrat de mariage, entrée et voix délibérative dans le conseil. Sœur de la reine de France, fille cadette de l'empereur François I[er] et de Marie-Thérèse, Marie-Caroline avait alors vingt-cinq ans. Elle était belle, vive, intelligente, amie des réformes et éprise des applaudissements qui saluaient à cette époque les vues philanthropiques des princes de la maison d'Autriche. On célébrait son activité, son goût éclairé pour les arts, son instruction profonde, ses idées généreuses : on ne parlait encore qu'à voix basse de ses galanteries. Tout faisait donc espérer que les Napolitains n'auraient point à regretter l'empire qu'elle était destinée à exercer sur le fils indolent de Charles III. Combien de règnes flétris par la postérité ont commencé sous ces heureux auspices ! Appelée à gouverner un plus grand peuple, Marie-Caroline eût pris place peut-être à côté de Catherine II ; la gloire aurait alors ennobli ses faiblesses ; en des temps plus tranquilles, le bonheur de Naples les lui eût fait pardonner, mais la fatalité qui la jeta sur un théâtre trop étroit pour son esprit actif, au milieu des agitations de ces jours difficiles, devait la livrer sans défense à toutes les sévérités de l'histoire. La révolution française fit bientôt succéder dans le cœur de la reine, aux tendances libérales qu'elle avait manifestées d'abord, une profonde horreur pour les principes qui, après avoir renversé le trône de Louis XVI, avaient osé dresser l'échafaud de Marie-Antoinette. Attentive à étouffer la sédition dès sa naissance, la reine prêta l'oreille aux suggestions d'Acton : *la populace est fidèle et dévouée*, répétait-elle d'après lui, *mais les nobles sont tous d'infâmes jacobins*. Tels furent les soupçons qui jetèrent dans les cachots de Naples la plus haute noblesse du

royaume. Jamais cependant, — les plus violents ennemis de la reine lui ont rendu cette justice, — elle n'eût secondé les lâches atrocités de ses ministres sans le voile épais qu'ils avaient étendu sur ses yeux. Les instincts généreux du sang de Marie-Thérèse ne devaient succomber que sous la raison d'état et les sophismes de la politique.

Abandonné de bonne heure à une tutelle négligente, le roi réunissait à des instincts peu élevés des habitudes grossières, qui ne charmaient que la populace. Il se mêlait rarement des affaires du royaume, à moins qu'il n'y fût poussé par quelque terreur secrète. En 1796, épouvanté des progrès de Bonaparte, qui venait de disperser l'armée de Wurmser, il était sorti de son apathie pour traiter avec la république et avait envoyé à Paris le prince Belmonte Pignatelli, malgré les vives réclamations de la reine. Le danger passé, il était retombé dans son indifférence, et n'avait point eu la force de s'opposer aux nouvelles imprudences qui devaient mettre sa couronne en péril et pousser le royaume à sa ruine.

Tels étaient les personnages qui allaient entourer le héros du Nil. Le 17 mai 1798, le jour même où l'armée d'Égypte quittait le port de Toulon, un traité signé à Vienne par le ministre Thugut pour l'Autriche et le duc de Campo-Chiaro pour Naples régla le contingent que l'empereur François II et le roi Ferdinand IV s'engageaient à entretenir en Italie à la reprise des hostilités contre la France; quelques mois plus tard, Paul I[er] et la Porte Ottomane entraient dans cette alliance, et l'Angleterre envoyait à Naples la flotte de Nelson. La reine crut le moment venu de se déclarer.

« Le brave, le vaillant amiral Nelson, écrivait-elle au marquis de Circello, son ambassadeur à Londres, a remporté sur la flotte régicide une complète victoire... Je voudrais pouvoir prêter des ailes au porteur de cette nouvelle... L'Italie n'a plus rien à craindre du côté de la mer, et ce sont les Anglais qui l'ont sauvée... L'annonce de cette glorieuse journée a produit à Naples un enthousiasme impossible à décrire. Vous eussiez été touché de voir tous mes enfants se jeter dans mes bras et pleurer de joie en apprenant cette heureuse nouvelle, doublement heureuse par le moment critique où elle nous est parvenue. La crainte, l'avarice et les pernicieuses intrigues des républicains avaient fait disparaître tout le numéraire, et il ne se trouvait personne ici qui eût le courage de proposer les moyens nécessaires pour en rétablir la circulation... Bien des gens, qui croyaient une crise prochaine, commençaient déjà à lever le masque ; mais, en apprenant la destruction de la flotte de Bonaparte, ils sont devenus plus circonspects. Que l'empereur déploie maintenant un peu d'activité, et nous pouvons espérer la délivrance de l'Italie! Quant à nous, nous sommes prêts à nous montrer dignes de l'amitié et de l'alliance des intrépides défenseurs des mers. »

C'est au milieu de cette exaltation que, le 22 septembre, Nelson arrive à Naples avec le *Vanguard ;* aussitôt on l'entoure, on le félicite, on l'embrasse. Le roi veut l'aller visiter lui-même. « Croyez, lui écrit la reine, mon valeureux et glorieux général, que ma reconnaissante estime pour vous m'accompagnera jusqu'au tombeau. » Lady Hamilton, qu'un calcul ambitieux, peut-être aussi l'attrait d'une grande gloire, portaient déjà à prodiguer à Nelson un funeste encens, accourue au-devant du *Vanguard* avant qu'il ait jeté l'ancre, ne peut résister à son émotion. Elle s'élance sur le pont du vaisseau et tombe évanouie dans les bras de l'amiral.

Le roi l'appelle son sauveur, la cour le proclame le libérateur de l'Italie ; la foule, qui se précipite sur les quais au moment où son canot entre dans le port, le salue des mêmes titres et répète les mêmes cris d'enthousiasme. C'était là une trop forte épreuve pour cette nature naïve et ardente, pour cet homme simple et passionné qui, ayant moins vécu dans le monde que sur ses vaisseaux, se présentait sans défense à toutes les séductions de la grandeur, de la flatterie et de l'amour. Le vainqueur d'Aboukir, l'époux de l'aimable veuve du docteur Nisbett, à qui les misères de cette basse corruption italienne n'avaient d'abord inspiré qu'un profond dégoût, et qui appelait Naples « un pays de musiciens et de poëtes, de voleurs et de femmes perdues, » fut bientôt complétement subjugué par les charmes de lady Hamilton. Lady Hamilton le donna à la reine et mit la flotte anglaise au service de toutes les passions de la cour de Naples.

La correspondance de Nelson témoigna bientôt des ridicules excès où se laissait entraîner sa soudaine tendresse. « Ne soyez pas surpris, écrivait-il à lord Saint-Vincent, de la confusion étrange qui règne dans cette lettre. Je vous écris en face de lady Hamilton, et, si votre seigneurie était à ma place, je doute fort qu'elle pût écrire encore aussi bien. Il y a là de quoi troubler le cœur et faire trembler la main. » Plus il demeure à Naples et plus le joug s'appesantit. Le poison qu'ont reçu ses veines se fait jour de toutes parts et transpire à travers mille extravagances. Bientôt il n'achève plus une lettre sans y mêler le nom de lady Hamilton. Lord Saint-Vincent, le comte Spencer, l'ancien vice-roi de la Corse lord Minto, l'empereur Paul Ier, qui, sur sa demande, accorde à lady Hamilton l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, sa femme elle-même, cette compagne irréprochable et dévouée de sa jeunesse, cette amie éprouvée de son humble fortune, tels sont les confidents que va prendre son fol enthousiasme. « Où en serais-je, s'écrie-t-il, sans le bon sir William, sans l'incomparable, l'inappréciable lady Hamilton !... Ce sont leurs soins qui m'ont rendu la santé... Tous deux sont aussi grands par le cœur que par l'esprit... Qu'ils approuvent ma conduite, et je brave l'envie du monde entier !... Je ne voudrais rien faire sans les consulter... car ma gloire leur est plus chère qu'à moi-même... Tous les trois nous ne faisons qu'un. » *Tria juncta in uno,* c'est ainsi qu'il désigne, que sir William désigne lui-même cette singulière association.

La veuve du docteur Nisbett avait eu de son premier mariage un fils qui, entré dans la marine sous le patronage de Nelson, avait rapidement franchi les premiers degrés de cette carrière. Déjà lieutenant à Ténériffe, le jeune Nisbett avait accompagné Nelson dans cette expédition. Ce fut lui qui releva l'amiral quand il fut renversé au fond de son canot par le boulet qui l'atteignit au moment où il mettait le pied sur le môle. Il lui lia fortement le bras avec sa cravate de soie, arrêta le sang qu'il perdait par sa large blessure, et, grâce à cette présence d'esprit, lui sauva probablement la vie. Nelson aimait ce jeune homme dès son enfance, et cette circonstance les avait attachés davantage encore l'un à l'autre. Ce fut le premier lien dont il fit le sacrifice à sa fatale passion. Inquiet de l'influence plus marquée chaque jour qu'une femme sans pudeur semblait prendre sur l'époux de sa mère, le jeune Josué Nisbett, qui commandait alors la frégate *la Thalie* sous les ordres de Nelson, ne sut point dissimuler son mécontentement. D'abord importun, il ne tarda point à devenir odieux. Une circonstance fortuite, une offense publique dont lady Hamilton eut à se plaindre, fit éclater le courroux de l'amiral. Le capitaine Nisbett reçut l'ordre de quitter l'escadre, et Nelson sembla se séparer

sans regret d'un jeune homme qui avait si longtemps combattu à ses côtés, et à qui il avait témoigné jusqu'à ce jour la tendresse et la sollicitude d'un père.

Mais quelle affection eût pu résister dans son cœur à ce charme tout puissant qui captivait ses sens et fascinait ses yeux? « Lady Hamilton est un ange, écrivait-il au comte de Saint-Vincent, qui, déjà sexagénaire, devait s'étonner un peu de ces singulières confidences; c'est un ange, et je place en elle toute ma confiance. Soyez sûr, mon cher lord, qu'elle la mérite entièrement. » Lady Hamilton est devenue en effet, près de la cour de Naples, l'interprète empressée de sa politique impatiente. C'est à elle qu'il adresse ses plaintes, qu'il confie ses plus secrètes inquiétudes; c'est elle et non plus sir William, qu'il charge de les porter jusqu'au pied du trône. Voici le manifeste qu'il rédige à cette occasion; déjà le style de Nelson a changé; à la précision nerveuse, à la simplicité puritaine de ses premières dépêches a succédé une emphase verbeuse qui rappelle les proclamations de Ferdinand IV :

« Chère madame (écrit-il à lady Hamilton, le 3 octobre 1798), je ne puis envisager, sans en être ému, les maux qui (j'en suis certain, bien que je ne sois pas un homme d'état) ne peuvent manquer d'accabler ces contrées, aujourd'hui si loyales et si dévouées, grâce à la pire de toutes les politiques, celle de la temporisation. Depuis mon arrivée dans ces mers au mois de juin dernier, j'ai vu dans les Siciliens le peuple le plus attaché à ses souverains, le plus ennemi des Français et de leurs principes. Depuis mon arrivée à Naples, j'ai trouvé toutes les classes de la société, de la plus élevée jusqu'à la plus infime, pleines d'ardeur pour une guerre contre la France; car personne n'ignore que la république prépare une armée de brigands pour piller ces royaumes et y détruire la monarchie. J'ai vu le ministre de ce gouvernement insolent laisser passer sans observation la violation manifeste du troisième article du traité conclu entre sa majesté et la république française (1). Cette conduite inusitée ne mérite-t-elle pas une sérieuse attention? N'est-ce pas la coutume des Français d'endormir les gouvernements étrangers dans une fausse sécurité pour les détruire plus facilement ensuite? Comme je l'ai déjà établi, tout le monde ne sait-il pas que le pillage doit commencer par Naples? Puisqu'on le sait et puisque sa majesté a une armée toute prête à entrer dans un pays qui l'appelle, pourquoi donc attendre la guerre sur son territoire, quand on peut la porter à l'extérieur? L'armée du roi devrait être en marche depuis un mois... Si l'on veut persister dans ce misérable, dans ce pernicieux système d'ajournement, il ne me reste plus qu'à recommander à mes amis de se tenir prêts à s'embarquer au premier signal. Ce sera alors mon devoir de pourvoir à leur sûreté et à celle (je gémis de penser qu'une pareille mesure peut devenir nécessaire) de l'aimable souveraine de ces états et de sa royale famille. J'ai lu avec admiration son incomparable lettre de septembre 1796, si pleine d'une véritable noblesse. Puissent les conseils des Deux-Siciles être toujours guidés par de pareils sentiments de dignité, d'honneur et de justice, et puissent ces paroles du grand William Pitt, comte de Chatham, pénétrer jusqu'au cœur des ministres de ce pays : *Ce sont les mesures les plus hardies qui sont les plus sûres!* »

(1) Article qui interdisait au roi des Deux-Siciles d'admettre plus de 4 bâtiments de guerre anglais à la fois dans la baie de Naples.

C'est ainsi que Nelson croyait sauver la monarchie napolitaine. Il était homme à jouer un royaume aussi résolûment qu'une flotte, et trouvait malheureusement dans la reine un fatal penchant pour cette initiative imprudente. Suivant lui, il fallait se jeter à l'improviste sur les états du pape, y surprendre nos bataillons dispersés, faire la guerre avant de la déclarer. Tels étaient les conseils que par la bouche de lady Hamilton il fit souvent entendre à la cour de Naples. Des émigrés romains y joignaient leurs excitations et promettaient à l'armée d'invasion le concours d'une multitude fanatique. De tous les ministres, Acton était le seul qui appuyât ce projet périlleux dans le conseil. Le marquis de Gallo et le prince Belmonte Pignatelli, plus sages et mieux instruits de la situation de l'Europe, s'y opposaient de tout leur pouvoir. Nelson ne pouvait leur pardonner cette honnête résistance. « Ce marquis de Gallo, écrivait-il à lord Spencer, je le déteste. Il ignore les plus simples égards. Sir William Hamilton vient de découvrir qu'un messager part pour Londres dans une heure, et cependant j'ai passé hier une partie de la soirée avec ce ministre sans qu'il m'en ait dit un seul mot. Il admire ses cordons, ses bagues, sa tabatière. En vérité, en le faisant ministre, on a perdu là un *parfait petit-maître.* »

Deux considérations majeures s'opposaient cependant à l'entrée en campagne des troupes napolitaines. On n'avait ni argent pour les payer, ni général à mettre à leur tête. Le général, on l'avait demandé à l'Allemagne; l'argent, à cette inépuisable source de tous les subsides, l'Angleterre. « J'ai dit à la reine, écrivait Nelson au comte Spencer, que je ne croyais pas que M. Pitt pût exiger de nouveaux sacrifices du pays en ce moment, mais qu'assurément, si l'Angleterre voyait ce royaume faire de courageux efforts pour échapper à la destruction dont la France le menace, John Bull ne resterait pas en arrière et ne laisserait pas ses amis dans la détresse. » Avec cette espérance et l'arrivée du général Mack parurent s'avanouir les derniers scrupules de la cour. Mack, à qui l'avenir réservait de si singulières mésaventures, et qui, après avoir perdu un royaume en quinze jours, devait, quelques années plus tard, capituler avec une armée, Mack passait alors pour un des meilleurs généraux de l'Europe. Il fut reçu à Naples comme le génie tutélaire des Deux-Siciles. C'était un homme froid et grave, avare de longs discours, laissant tomber chacun de ses mots comme un oracle. Il promit d'écraser l'armée française, et on le crut sur parole.

Naples allait donc avoir l'honneur d'ouvrir cette nouvelle campagne. Le Piémont, excité à seconder ce mouvement, devait s'insurger sur les derrières de notre armée; un corps de troupes, transporté à Livourne sur les vaisseaux anglais, lui couperait la retraite. Tout était préparé pour envelopper et détruire les détachements français disséminés dans les états du pape et la haute Italie. L'empereur, cependant, ne bougeait point encore. Soit que la saison lui parût trop avancée déjà, soit qu'il attendît les Russes, qui n'étaient pas arrivés, le gouvernement autrichien avait résolu de temporiser et de faire traîner les négociations en longueur jusqu'au mois d'avril. Cette résolution faillit abattre l'ardeur du gouvernement de Naples.

« Milord (écrivait Nelson au comte Spencer, le 13 novembre 1798, du camp de San-Germano, où s'était transportée la cour), sa majesté m'a appelé hier auprès d'elle pour concerter, avec le général Mack et le général Acton, l'ouverture des hostilités. 30,000 hommes, composant ce que Mack appelle *la plus belle armée de l'Europe,* ont défilé devant moi, et, autant que je puis juger de pareilles ma-

tières, je confesse qu'on ne peut voir, en effet, de plus belles troupes. Le soir, nous eûmes un conseil dans lequel il fut convenu que 4,000 hommes d'infanterie et 600 de cavalerie prendraient possession de Livourne. Je devais embarquer l'infanterie sur le *Vanguard*, le *Culloden*, le *Minotaur* et deux vaisseaux portugais. Un vaissean napolitain eût escorté la cavalerie, qui devait prendre passage sur des bâtiments de commerce... Ce plan avait reçu l'approbation de sa majesté. Mack allait marcher sur Rome avec 30,000 hommes, je le répète volontiers, des plus belles troupes qui soient en Europe... Les choses en étaient là quand j'allai me coucher. Ce matin, à six heures, je me suis présenté pour prendre congé de leurs majestés; mais je les ai trouvées très-abattues. Le courrier qui a quitté Londres le 4 de ce mois n'a apporté aucune assurance de secours de la part de l'empereur. M. Thugut ne répond que d'une façon évasive et désire, dit-il, que les Français soient les agresseurs. N'est-ce donc pas une agression que de rassembler une armée, comme cette cour le sait, comme le monde entier peut le savoir, pour envahir Naples, et dans une semaine en faire une république? Puisque personne n'ignore ces projets, à coup sûr c'est là une agression, et de la plus sérieuse nature. Les troupes de l'empereur ne sont pas dans l'habitude de reprendre des royaumes sur l'ennemi, et il est plus aisé de détruire que de restaurer. Je me suis donc permis de dire à leurs majestés que le roi n'avait à choisir qu'entre trois choses : marcher en avant avec l'aide de Dieu et d'une juste cause, mourir, s'il le fallait, *l'épée à la main,* ou se tenir coi jusqu'au moment où on viendrait le chasser à coups de pied de son royaume. Le roi m'a répondu qu'il mettait sa confiance en Dieu et ne reculerait pas. Il m'a prié en même temps de rester ici jusqu'à midi, afin qu'on pût s'entendre avec Mack sur la nouvelle tournure que prennent les affaires. »

Après de longues hésitations, on en revient enfin au plan primitif. Le 28 novembre, Nelson débarque 5,000 hommes à Livourne, sous le commandement du général Naselli; l'armée napolitaine se déploie sur cinq colonnes et s'avance, par des routes parallèles, sur Rome et la partie des états du pape qui confine aux Abruzzes. Du côté des Abruzzes, le chevalier Micheroux et le colonel San-Filippo rencontrent les premiers les troupes françaises, et laissent sur le champ de bataille quelques morts, beaucoup de prisonniers, leur artillerie et leurs bagages. L'aile droite de l'armée napolitaine a été repoussée, « pour ne pas dire pis, » ajoute Nelson; mais Mack et Ferdinand IV sont entrés à Rome. Championnet, averti à temps, a évacué cette ville et concentré ses forces sur les bords du Tibre, entre Cività-Castellana et Cività-Ducale. La confiance de la cour de Naples commence à chanceler, et Nelson, qui l'a confirmée dans ses imprudents projets, n'est pas éloigné lui-même de partager ses craintes.

« En peu de mots (écrit-il au comte de Saint-Vincent, le 6 décembre 1798), voici quel est l'état de ce pays : l'armée est à Rome, Cività-Vecchia est occupée; mais, dans le château Saint-Ange, les Français ont encore 500 hommes. Ils en ont 13,000 dans une position très-forte appelée Castellana. Le général Mack marche contre eux avec 20,000 hommes. Dans mon opinion, l'issue de ce combat est douteuse et d'elle seule dépend le sort de Naples. Si Mack est battu, ce pays-ci, en moins de quinze jours, est perdu, car l'empereur n'a pas encore ébranlé son armée, et, s'il ne se met en marche, ce royaume n'est point en état de

résister aux Français. Mais il n'y avait point de choix à faire. C'est la nécessité qui a contraint le roi de Naples à prendre l'offensive, au lieu d'attendre que les Français eussent rassemblé des forces suffisantes pour le chasser en une semaine de son royaume. »

Les prévisions de Nelson ne tardent point à se réaliser. *La plus belle armée de l'Europe* s'est évanouie au seul bruit du canon. Battu sur les bords du Tibre, Mack n'essaie point de retarder les progrès de l'ennemi; il se croit environné de traîtres, et, plus prompt encore dans sa retraite que dans la marche inconsidérée qui l'a porté jusqu'à Rome, il dépasse Velletri, où Charles III avait battu les impériaux en 1744, Gaëte, que le maréchal Tschiudy livre sans combat à Macdonald, le Garigliano, dont les eaux gonflées auraient couvert ses troupes, et ne s'arrête qu'à sept lieues de Naples, sur la ligne du Volturne et sous les remparts de Capoue. Dans la précipitation de sa fuite, 7,000 soldats sont restés en arrière. Ce sont des Napolitains, comme ceux qui se sont fait battre si indignement à Fermo, à Castellana, à Terni ; mais ceux-là ont un homme de cœur à leur tête, un émigré français, le comte Roger de Damas, et, bien que poursuivis par les troupes de Championnet, coupés par celles de Kellermann, ils s'ouvrent un passage vers les états toscans et vont s'embarquer à Orbitello. Cependant la terreur de la cour est déjà à son comble. Le 11 décembre, Ferdinand IV est arrivé à Caserte, suivi de près par les troupes françaises, et, depuis trois jours, ni l'ambassadeur anglais, ni Nelson, n'ont pu pénétrer auprès de la reine; « mais les lettres qu'elle adresse à lady Hamilton, écrit l'amiral au comte Spencer, peignent toute l'angoisse de son âme. » — « Les officiers napolitains, dit-il, n'ont pas perdu beaucoup d'honneur, car Dieu sait qu'ils en avaient bien peu à perdre, mais ils ont perdu tout ce qu'ils en avaient... Mack a vainement supplié le roi de faire sabrer les fuyards. Il a lui-même, dit-on, arraché les épaulettes de quelques-uns de ces misérables pour les donner à de bons sergents... Tant de trahison et de lâcheté a fini par abattre le cœur de cette grande reine. Elle ne sait aujourd'hui en qui placer sa confiance. »

La cour, en effet, ne se croit plus en sûreté à Naples et songe à se réfugier en Sicile. Le 15 décembre, Nelson mouille son vaisseau hors de la portée des forts et rappelle à Naples le capitaine Troubridge, détaché avec deux vaisseaux sur la côte de Toscane. « Le roi est de retour, lui écrit-il, et tout va au plus mal. Pour l'amour de Dieu, hâtez-vous et n'approchez de cette baie qu'avec précaution. C'est probablement à Messine que vous me trouverez ; mais informez-vous, en passant devant les îles Lipari, si nous ne sommes pas à Palerme. » La frégate *l'Alcmène* et trois vaisseaux portugais, sous les ordres du marquis de Niza, le rallient à propos dans ces circonstances critiques, et la fuite de la cour se prépare avec le plus profond mystère. Chaque nuit, par un passage souterrain qui conduit du palais au bord de la mer, lady Hamilton dirige elle-même le transport clandestin des joyaux et de l'argent de la couronne. Les antiquités les plus précieuses, les plus beaux chefs-d'œuvre des musées, les meubles des résidences royales de Naples et de Caserte, le numéraire et les lingots qui restent encore dans les banques publiques ou à l'hôtel de la monnaie, sont portés par les embarcations anglaises à bord du vaisseau le *Vanguard*. On montre encore au musée de Naples un anneau d'or, trouvé à Pompéi, que le roi Charles III y déposa en partant pour l'Espagne : « Je ne puis emporter, dit-il, ce qui est la propriété de l'état. »

Son fils n'imita point ce généreux exemple, car il ne songea à quitter la capitale de son royaume qu'après avoir fait transporter sur l'escadre anglaise des richesses dont la valeur fut estimée par Nelson à plus de 60 millions de francs.

Quand ces trésors furent embarqués, le plus difficile restait encore à faire. Il fallait enlever la famille royale du milieu d'un peuple ombrageux et prêt à employer la violence pour la retenir. En effet, le bruit de son prochain départ s'est à peine répandu dans Naples, que des flots de peuple se pressant dans tous les sens, portant des bannières et des armes de toute espèce, accourent sur la place du palais. Un courrier de cabinet, arrêté sur le môle au moment où il allait se rendre à bord du *Vanguard,* est la première victime de cette effervescence : il tombe percé de coups, et son cadavre est traîné par les pieds jusque sous les fenêtres du roi. Ferdinand IV paraît alors à son balcon, engage le peuple à se disperser et lui promet de ne point quitter Naples; mais, le soir même, Nelson débarque secrètement dans l'arsenal ; les canots de l'escadre s'approchent du quai et se tiennent prêts à lui prêter main forte; les canotiers n'ont point reçu d'armes à feu, car il faut qu'ils agissent sans bruit, si une collision devient inévitable; les chaloupes portant leurs caronades s'assemblent à bord du *Vanguard; l'Alcmène* n'attend qu'un signal pour couper ses câbles et appareiller. A huit heures et demie, par une nuit orageuse et sombre, la famille royale, sous la conduite de Nelson, sort furtivement du palais et se dirige vers le môle; à neuf heures et demie, elle est en sûreté sous le pavillon britannique; le lendemain, un édit, affiché sur les murs de la ville, annonce au peuple consterné que le roi a désigné pour vicaire général du royaume le prince Francesco Pignatelli, et qu'il se rend en Sicile pour revenir bientôt à Naples avec de puissants secours.

Un vent contraire retint pendant deux jours le *Vanguard* au mouillage. Le 23 décembre à sept heures du soir, il mit enfin à la voile, suivi d'un vaisseau napolitain, *le Sannite,* et d'une vingtaine de bâtiments de transport. Le lendemain, une violente tempête, la plus violente qu'il eût jamais éprouvée, écrivait Nelson au comte de Saint-Vincent, assaillit cette escadre fugitive, et le plus jeune des princes napolitains, saisi d'un mal soudain et inexplicable, expira dans les bras de lady Hamilton. Quelques heures plus tard, le *Vanguard* était en vue de Palerme; mais ce dernier coup avait accablé la reine. Elle voulut se dérober aux transports d'allégresse qui accueillirent l'arrivée de la famille royale en Sicile. Laissant le roi savourer ces hommages, elle descendit à terre quelques heures avant lui, et gagna secrètement son palais, le 26 décembre à cinq heures du matin, le cœur plein d'une morne douleur et de sombres désirs de vengeance.

Telle fut la déplorable issue de cette singulière prise d'armes. De tous côtés, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, à Florence, à Londres même, on blâma vivement l'imprudence de la cour de Naples, et une partie du blâme retomba sur ceux qui l'avaient poussée à cette brusque rupture. « Je n'avais jamais pensé, écrivait Nelson à cette époque, que les Napolitains fussent un peuple de guerriers; mais pouvais-je prévoir qu'un royaume défendu par 50,000 soldats, tous jeunes et de belle apparence, serait envahi par 12,000 hommes, sans que cette conquête fût précédée de quelque chose qu'on pût appeler une bataille? » On pouvait prévoir pourtant, sans être un grand prophète, que des bataillons de nouvelle levée tiendraient difficilement contre les vieilles bandes de la république. La manœuvre habituelle de Nelson, une imposante concentration de forces sur un des points faibles de l'ennemi, eût peut-être racheté ce désavantage. Mack, au contraire, avait dissé-

miné ses troupes en détachements qui se firent battre l'un après l'autre. Cependant, ni les fautes de Mack, ni l'inexpérience de son armée n'eussent amené cette rapide invasion du royaume, si les conseils d'Acton et des Anglais, si ses propres terreurs n'eussent entraîné le roi en Sicile. Ce qu'il y eut de plus funeste dans cette campagne, ce ne fut point un premier revers qui pouvait être facilement réparé : ce fut ce soudain désespoir qui, déclarant tout perdu dès le principe, fit naître la pensée de cette fuite odieuse, précédée du pillage, suivie de l'anarchie, et que les Anglais qui l'avaient conseillée devaient rendre plus odieuse encore.

« Je n'oubliai point dans ces importants moments (écrivait Nelson le 28 décembre au comte de Saint-Vincent) qu'il était de mon devoir de ne pas laisser derrière moi de vaisseaux napolitains qui pussent tomber entre les mains de l'ennemi. *Je me préparai à les brûler avant mon départ;* mais les représentations de leurs majestés m'engagèrent à différer cette opération jusqu'au dernier moment. J'ai donc invité le marquis de Niza à faire mouiller l'escadre napolitaine au large de sa division, et à diriger sur Messine ceux de ces bâtiments qu'il pourrait équiper avec des mâts de fortune. Je lui ai prescrit en même temps, si les Français s'approchaient de Naples, ou si le peuple se révoltait contre son gouvernement légitime, de détruire immédiatement tous les navires de guerre napolitains et de venir me joindre à Palerme. »

Quelques jours après le départ de la famille royale, 3 vaisseaux, 1 frégate et quelques corvettes furent livrés aux flammes. En moins d une heure, la marine napolitaine eut cessé d'exister. Aux plaintes de la cour, Nelson répondit que ses ordres avaient été mal compris; il désapprouva hautement l'officier portugais qui les avait exécutés, le commodore Campbell, l'accusant d'avoir incendié les navires napolitains, contrairement à ses instructions, au moment où les troupes de sa majesté obtenaient quelques avantages sur l'armée ennemie. Il se montra même disposé à traduire cet officier devant un conseil de guerre; mais *la bonne et aimable reine* voulut bien intervenir dans cette désagréable affaire : le coupable rentra en grâce, et Nelson lui pardonna *en faveur de ses bonnes intentions.*

II.

Pendant que les événements que nous venons de raconter se passaient dans le royaume de Naples, la victoire d'Aboukir portait ailleurs ses fruits, et les tristes conséquences de notre impuissance maritime commençaient à se faire sentir. Dès les premiers jours du mois d'octobre 1798, les Maltais soulevés recevaient de l'escadre anglaise 1,200 fusils et des munitions; 10 vaisseaux russes et 30 bâtiments turcs, rassemblés aux Dardanelles, se portaient sur les îles Ioniennes, et une expédition, partie de Gibraltar, faisait voiles vers Minorque. Un mois plus tard, Corfou se trouvait investi par 8.000 Turcs, la garnison de Malte était assiégée par 10,000 Maltais, bloquée par 3 vaisseaux anglais, et resserrée dans l'enceinte fortifiée de La Valette; Minorque succombait sous les efforts réunis du commodore Duckworth et du général Stuart. Tous ces postes avancés, qui gardent les issues de la Méditerranée et qu'une politique prévoyante, dont les vues se

dirigeaient déjà vers l'Orient, avait mis entre les mains de la république ou rangés sous son influence, étaient donc à la veille de tomber au pouvoir de l'ennemi : l'intérêt qu'excitaient ces possessions importantes s'effaçait cependant devant un regret plus amer. L'armée d'Égypte semblait à jamais perdue pour la France. Étaient-ce les 2 vaisseaux vénitiens et les 8 frégates bloqués dans Alexandrie par l'escadre du capitaine Hood, *le Guillaume-Tell* retenu dans le port de Malte, *le Généreux* conduit par le capitaine Lejoille de Corfou à Ancône, qui eussent pu frayer un passage à nos troupes à travers les escadres anglaises? Les flottes réunies de la France et de l'Espagne eussent à peine justifié cette tentative.

Loin de s'endormir dans une fausse confiance, le gouvernement britannique, depuis le combat d'Aboukir, redoublait d'activité. Les vaisseaux qui venaient de combattre sous les ordres de Nelson avaient été réparés à Gibraltar ou à Naples, et l'Angleterre, au commencement de l'année 1799, comptait à la mer 105 vaisseaux de ligne et 469 croiseurs. Ces 105 vaisseaux étaient presque tous employés dans les mers d'Europe et prêts à s'appuyer mutuellement à la première alarme. L'amiral Duncan, avec 16 vaisseaux anglais et 10 vaisseaux russes, veillait à la sûreté des convois de la Baltique, et s'opposait à la sortie des débris de l'escadre hollandaise mouillés au Texel. Lord Bridport croisait devant Brest, et lord Keith remplaçait devant Cadix le comte de Saint-Vincent, que l'état de sa santé retenait à Gibraltar. L'ennemi était donc en force sur tous les points, et jamais notre situation maritime n'avait semblé plus désespérée.

Sur le continent, la république était encore triomphante. En trois jours, le Piémont avait été occupé par nos troupes, et, le 10 janvier 1799, un armistice, sollicité par le prince Pignatelli, livrait Capoue à l'armée de Championnet. Le 22 du même mois, cette armée était aux portes de Naples. Depuis le départ du roi, une populace en démence épouvantait de ses excès cette malheureuse ville. Le prince Pignatelli s'était enfui après la conclusion de l'armistice, le général Mack s'était réfugié dans le camp français, et les chefs que s'était donnés le peuple s'efforçaient vainement de l'apaiser et de le contenir. Championnet arrivait à propos pour sauver Naples des fureurs de ses habitants : maître de cette ville après deux jours d'une lutte opiniâtre, ce général songea à y rétablir l'ordre et la sécurité. La sagesse de ses dispositions eut bientôt calmé les ressentiments de la multitude, et le gouvernement qu'il institua sous le nom de république parthénopéenne obtint l'assentiment de la plupart des villes des Abruzzes et de la Calabre.

Déconcerté par la rapidité de cette conquête et croyant la famille royale éloignée pour longtemps du trône de Naples, Nelson songea à presser plus vivement le siége de Malte. Les récentes prétentions que venait d'afficher la Russie au sujet de cette île lui en faisaient un devoir. Paul I[er], succédant au baron de Hompesch, avait accepté le titre de grand maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et l'escadre qui, sous les ordres de l'amiral Ouschakoff, manœuvrait à l'entrée de l'Adriatique, n'attendait que la chute de Corfou pour se porter sur les côtes de Sicile. Nelson, qui trouvait, à son grand scandale, les Russes moins dociles à ses insinuations que les Portugais, les eût mieux aimés en ce moment sur les côtes d'Égypte. « Ces gens-là, écrivait-il dans son dépit, me semblent plus occupés de s'assurer des ports dans la Méditerranée que de détruire l'armée de Bonaparte. Si jamais ils s'établissent à Corfou, la Porte aura là une fâcheuse épine dans le pied. Comment le bon Turc ne soupçonne-t-il pas ce danger? » Il fallut bien

cependant qu'il se résignât à souffrir les Russes dans les îles Ioniennes, où ils restèrent jusqu'en 1807, mais il se promit bien de leur interdire l'accès de Malte.

Quand l'empereur Charles-Quint avait cédé à perpétuité le gouvernement des îles de Goze et de Malte aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, il avait stipulé, comme condition de cette concession, que le jour où, par un motif quelconque, l'ordre viendrait à abandonner ces îles, Goze et Malte feraient retour à la couronne des rois de Sicile, leurs anciens seigneurs suzerains. Lord Nelson et sir William Hamilton évoquèrent cet ancien titre, que Ferdinand IV semblait peu empressé de faire valoir, et proclamèrent le roi de Naples souverain légitime des îles occupées par l'armée française. Les Maltais, qui de tout temps avaient détesté le pouvoir tyrannique des chevaliers, acceptèrent sans difficulté cette combinaison, et, par l'organe de leurs députés, reconnurent la suzeraineté de Ferdinand IV.

« Le roi de Naples, écrivait Nelson au capitaine Ball le 21 janvier et le 28 février 1799, est le légitime souverain de Malte, et je suis d'avis que son pavillon soit arboré sur tous les points de l'île ; mais il est certain qu'une garnison napolitaine livrerait la place au premier qui voudrait l'acheter... Il est donc *nécessaire* que l'île soit placée sous la protection spéciale de sa majesté britannique pendant la durée de cette guerre. C'est pourquoi le roi de Naples a voulu que, partout où son pavillon serait arboré, le pavillon anglais fût arboré à la droite du sien, pour bien marquer la protection dont nous le couvrons... Je suis sûr que le gouvernement napolitain ne ferait aucune difficulté de céder la souveraineté de cette île à l'Angleterre, et j'ai dernièrement, de concert avec sir William, réclamé de sa majesté l'engagement secret de ne jamais céder Malte à aucune puissance sans le consentement du cabinet britannique... Le bruit a couru ici qu'un bâtiment russe chargé de proclamations adressées aux Maltais était allé vous rendre visite. *Je hais les Russes,* et, si ce bâtiment a été expédié par l'amiral qui commande à Corfou, cet amiral est *un polisson* (*a blackguard*)... Vous ne devez souffrir sur l'île d'autre pavillon que le pavillon napolitain et le pavillon anglais. Dans le cas où quelque parti voudrait arborer le pavillon russe, ni le roi ni moi nous ne permettrions que les Maltais tirassent à l'avenir du blé de la Sicile ou de tout autre endroit. »

Telle était l'attitude hostile adoptée par Nelson vis-à-vis du plus important allié de l'Angleterre; mais les événements allaient bientôt rappeler son esprit ardent et mobile vers un autre théâtre. Les succès de Championnet n'avaient pu malheureusement exercer qu'une faible influence sur l'issue des grandes opérations qui allaient s'ouvrir. L'Autriche, informée de l'approche des Russes, s'était enfin mise en mouvement, et la nouvelle coalition comptait déjà plus de 300,000 hommes sous les armes. Le directoire était mal préparé contre ces attaques formidables. Dès l'ouverture de la campagne, l'archiduc Charles rejeta Jourdan du Danube sur le Rhin, et le général Cray poussa Schérer de l'Adige sur le Mincio, du Mincio sur l'Adda, où Suwarow, réuni au baron de Mélas, eût peut-être détruit notre armée, si le génie de Moreau n'en eût protégé la retraite. Ces premiers revers eurent pour résultat d'obliger les 28,000 hommes qui occupaient Naples et les États Romains à évacuer leurs récentes conquêtes. Appelé à remplacer Championnet dans ces circonstances difficiles, Macdonald rappela les troupes qui,

sous les ordres du général Duhesme, poursuivaient à outrance quelques bandes de paysans insurgés qui désolaient déjà la Pouille et la Calabre, laissa garnison dans le fort Saint-Elme, Capoue, Gaëte et Cività-Vecchia, et, le 22 avril, commença à se replier sur la Toscane, pendant que Moreau se retirait vers la Rivière de Gênes.

La nouvelle république se trouva donc abandonnée à ses propres forces ; mais tout ce que Naples renfermait de noms illustres et d'hommes considérés était déjà compromis pour sa cause. Les nobles odieux à la cour, les propriétaires suspects aux lazzaroni, s'étaient spontanément réunis pour défendre leur vie et leur fortune contre les violences d'une populace effrénée ; un légitime instinct de conservation les avait faits républicains. Le pouvoir exécutif fut confié à cinq directeurs. Hercule d'Agnèse, Napolitain naturalisé en France depuis trente ans, présida cette commission. Dominique Cirillo, un des médecins les plus estimés de l'Europe, dirigea les travaux du corps législatif. Un ancien capitaine d'artillerie, Gabriel Manthonè, fut nommé ministre de la guerre et général en chef de l'armée napolitaine. La garde du Château-Neuf fut confiée au chevalier Massa, ingénieur militaire, celle du fort de l'OEuf au prince de Santa-Severina. Le général Bassetti fut placé à la tête de la garde nationale ; le prince Caracciolo eut le commandement de quelques chaloupes canonnières qui composaient alors toute la marine de la république. Ettore Caraffa, comte de Ruvo et duc d'Andria, Schipani, Calabrois de naissance, élevé récemment du grade de lieutenant à celui de général, commandaient les détachements que le gouvernement napolitain avait réunis aux troupes du général Duhesme. De nouvelles levées se préparaient à soutenir ces deux premières colonnes : 3,000 hommes formèrent la légion calabroise, le duc de Rocca-Romana parvint à recruter un corps de cavalerie, et deux officiers expérimentés, Spanò, vieilli dans les grades inférieurs de l'armée, Wirtz, colonel suisse autrefois au service du roi, prirent le commandement de deux régiments d'infanterie. Chacun en ce moment voulait concourir au salut de l'état. Les plus nobles dames quêtaient dans les églises au nom de la république, les comédiens ne représentaient plus que des tragédies d'Alfieri, et cette femme qui fut peintre, improvisatrice et martyre, la fameuse Éléonore Fonseca Pimentel, chargée de rédiger le *Moniteur républicain*, réchauffait de sa verve les esprits attiédis, les cœurs trop prompts à se décourager. L'instant critique était en effet venu : en quelques jours, la république parthénopéenne se serait consolidée ou aurait vécu. La cour, livrée à de stériles regrets, ne lui avait point fait obstacle, mais le peuple des campagnes, comme le peuple de Naples, s'était prononcé spontanément contre elle. C'était là l'ennemi que la jeune république devait étouffer sans retard, sous peine de succomber avant même d'avoir révélé son existence à l'Europe. On attaquait moins d'ailleurs son principe que son origine. La haine de l'étranger, dont elle avait accueilli le drapeau, avait soulevé contre elle les populations sauvages des Abruzzes et de la Calabre ; un instinct de désordre et de brigandage empêchait ces populations de déposer les armes.

Les provinces napolitaines étaient alors soumises à l'influence immédiate de riches et puissants feudataires, dont une milice armée, connue sous le nom de *sbires*, faisait exécuter les volontés et les caprices. Les vices inhérents à ces sortes d'administrations féodales avaient depuis longtemps peuplé les montagnes d'une foule de bandits et de misérables qui formèrent avec les troupes baroniales le noyau des premiers soulèvements. Dans les Abruzzes, les paysans marchaient sous

la conduite d'un ancien sbire du marquis del Vasto, que plusieurs homicides avaient fait autrefois condamner aux galères; dans la terre de Labour, une bande de brigands obéissait aux ordres d'un assassin à qui ses crimes avaient valu le surnom de Frà Diavolo, et que Nelson, habile à défigurer les noms étrangers, appelait alors *le grand diable*. Un ancien meunier, Gaëtano Mammone, partageait avec Frà Diavolo le commandement des insurgés de cette province. Les environs de Salerne étaient occupés par un rassemblement à la tête duquel combattaient un évêque et un ancien chef des troupes de la police. Gherardo Curci, surnommé Sciarpa. La Basilicate était déchirée par la guerre civile, et quatre imposteurs corses, se faisant passer pour des princes du sang ou de grands officiers de la couronne, mettaient la Pouille et la Capitanate en feu. Ce n'étaient là pourtant que des mouvements secondaires; l'insurrection la plus grave avait éclaté dans la Calabre. Habitués à une vie rude et active, les Calabrois feraient aisément de bons soldats; leur intelligence naturelle, leur extrême sobriété, leur grande pratique des armes à feu, les rendent surtout propres à la guerre de partisans. Les premiers, sous l'empire du fanatisme religieux, ils devaient donner un commencement d'organisation politique à la réaction des campagnes napolitaines contre les villes. Un curé de la Scalca, petite ville située dans la Calabre citérieure, don Reggio Rinaldi, était parvenu à se créer un parti dans le pays; il écrivit au roi pour lui faire part des dispositions des habitants et le prier d'envoyer en Calabre une personne revêtue d'un caractère honorable avec laquelle il pût conférer. Cette lettre arriva à Palerme dans les premiers jours du mois de février; elle trouva la cour dans le plus grand abattement, et n'espérant plus son rétablissement sur le trône de Naples que des succès des armées étrangères. La reine était alors fort souffrante et dégoûtée des affaires, dont elle avait cessé de s'occuper; quant à Ferdinand IV, il ne se souciait pas plus des intérêts et de la dignité de sa couronne que par le passé. Il avait accepté avec une résignation stoïque la perte de la moitié de ses états, et ce revers, qui avait répandu la consternation autour de lui, n'avait point un instant altéré sa santé. « Le roi est le mieux portant de nous tous, écrivait Nelson à cette époque; grâce à Dieu, c'est un philosophe! La reine seule a cruellement souffert de tout ce qui est arrivé. » Les propositions du curé de la Scalca furent donc accueillies à Palerme avec la plus complète indifférence; mais elles avaient frappé un homme entreprenant et désireux de se distinguer, qui, pendant que tout le monde hésitait encore à la cour, s'offrit pour conduire cette entreprise.

Cet homme était le fils d'un baron calabrois, le cardinal Ruffo, déjà presque sexagénaire; il avait été trésorier apostolique du pape Pie VI, et avait étonné Rome du scandale de ses amours et de ses prodigalités. Pour s'en débarrasser, le pape l'avait fait cardinal. Acton, redoutant son esprit remuant et actif, le nomma vicaire général du royaume; il crut le perdre en décidant le roi à l'envoyer en Calabre. A la fin de février, Ruffo partit de Messine et vint débarquer à Scilla, où il s'était ménagé des intelligences. Il n'avait ni soldats ni argent, car la bande armée du curé Rinaldi ne l'avait pas encore rejoint. La petite ville de Scilla lui fournit 300 hommes dont il composa sa garde, et avec lesquels il passa à Bagnara, qui avait été autrefois un fief de sa famille. Des déserteurs, des malfaiteurs échappés des bagnes ou des prisons, des soldats que la république avait eu l'imprudence de licencier, grossirent bientôt sa troupe. La ville fortifiée de Monteleone mise à contribution lui procura les moyens d'étendre le cercle de sa pro-

pagande. Distribuant, ainsi que l'écrivait Nelson, des ducats d'une main, des bénédictions de l'autre, il fit de rapides progrès dans le pays et fut bientôt maître de la Calabre ultérieure. Le clergé calabrois, le clergé le plus ignorant et le plus fanatique de l'Europe, se joignit à lui pour prêcher cette nouvelle croisade, et les curés de cette province, marchant eux-mêmes à la tête des jeunes gens de leur paroisse, arrivèrent en foule à Mileto, où il avait établi son quartier général. Avec ces renforts, il se jeta sur la petite ville de Cotrone qu'il saccagea, soumit Catanzaro, et, reprenant le chemin de Naples, s'avança hardiment jusque sous les murs de Cosenza.

Malgré l'avis qu'il reçut de ces succès, le roi ne plaçait encore son espoir que dans les secours qu'il attendait de ses alliés. Peu rassuré sur la possession même de la Sicile, il ne voulait point souffrir que Nelson s'éloignât de Palerme. Sur les instances de l'amiral, le général Stuart avait quitté Minorque et était venu occuper Messine avec 2,000 hommes. Trois mois s'écoulèrent ainsi sans que l'escadre anglaise tentât aucune entreprise contre Naples. Au mois de mars, quand la Calabre entière s'était soulevée, Nelson, qui partageait déjà tous les préjugés de la cour, ne croyait pas encore la Sicile en sûreté. « Nous sommes tranquilles pour le moment, écrivait-il au comte Spencer; mais qui peut dire si nous le serons longtemps? L'approche des Français pourrait tout changer. Je ne regarderai le royaume de Naples, la Sicile même, comme sauvés que lorsque j'apprendrai l'entrée des troupes impériales en Italie. » Corfou, cependant, ayant capitulé le 3 mars 1799, on songea à demander quelques troupes aux amiraux qui commandaient les forces employées par la Russie et la Porte à la réduction de cette île, et le chevalier de Micheroux fut détaché près d'eux en qualité d'envoyé extraordinaire. Dans les premiers jours d'avril, 4 à 500 Russes et autant d'Albanais débarqués à Manfredonia rallièrent les bandes insurgées de la Pouille et manœuvrèrent pour se réunir au corps d'armée du cardinal. Ce dernier venait d'emporter la place de Cosenza, et la retraite des troupes françaises augmentait son audace. Son armée s'était d'ailleurs accrue des secours qu'on commençait à lui faire passer de la Sicile, ainsi que des renforts que lui avaient amenés des environs de Salerne Frà Diavolo et Sciarpa. Il avait une artillerie de campagne assez bien servie et des munitions en abondance : c'était précisément ce qui manquait aux places fortes qui auraient pu retarder ses progrès. Après quelques jours de siége, il enleva d'assaut la ville d'Altamura qu'il livra au pillage, prit Foggia, Ariano, Avellino, et, soutenu par les troupes auxiliaires que conduisait le chevalier de Micheroux, vint s'établir à Nola sur le revers du mont Vésuve.

Depuis un mois, la nouvelle république marchait rapidement à sa perte. Obligé d'évacuer la Pouille, le comte de Ruvo s'était enfermé dans la citadelle de Pescara; le duc de Rocca-Romana était passé avec sa cavalerie dans les rangs du cardinal; les îles de Ponce et de Palmerola, celles de Capri, Ischia et Procida, qui commandent l'entrée du golfe, étaient rentrées dans l'obéissance à la vue de 4 vaisseaux de ligne placés par Nelson sous les ordres de Troubridge; Schipani avait avait été battu par la bande indisciplinée de Sciarpa, Bassetti par les troupes de Mammone et de Frà Diavolo, Spanò par les paysans de la Pouille, Manthonè par les Calabrois du cardinal Ruffo. Naples seule et quelques points fortifiés reconnaissaient encore l'autorité de la république. Dès qu'il fut instruit de ces événements, Nelson se disposa à conduire son escadre devant Naples; mais une nouvelle inattendue vint suspendre son départ. Bruix, trompant la surveillance

de lord Bridport, avait franchi le détroit de Gibraltar, et remontait la Méditerranée avec la flotte de Brest, composée de 25 vaisseaux de ligne. L'escadre de l'amiral Keith, courant où le danger était le plus pressant, s'était lancée à sa poursuite; le 20 mai 1799, elle se réunissait devant Mahon, sous les ordres du comte de Saint-Vincent, à la division du contre-amiral Duckworth. Ce mouvement dégageait la flotte espagnole mouillée à Cadix, et l'amiral Mazarredo, pressé d'opérer sa jonction avec la flotte française, en profita pour appareiller avec 17 vaisseaux de ligne, dont 6 à trois ponts. Le jour même où 20 vaisseaux anglais mouillaient à Mahon, l'amiral espagnol arrivait devant Carthagène. Malheureusement cette traversée de Cadix à Carthagène avait suffi pour réduire la flotte espagnole à l'impuissance. 11 vaisseaux sur 17 avaient été en partie démâtés par un coup de vent que la flotte anglaise avait également essuyé sans en éprouver aucun dommage. Bruix, à qui on prêtait le projet de se rendre en Égypte pour en ramener l'armée et Bonaparte, venait de reprendre la mer, et le comte de Saint-Vincent, plus souffrant que jamais, avait remis à l'amiral Keith le commandement de la flotte anglaise. Ce dernier, rallié sous le cap Saint-Sébastien par cinq vaisseaux de ligne détachés de la flotte de la Manche, songea d'abord à mettre l'escadre de Nelson à l'abri d'une surprise : après lui avoir expédié le contre-amiral Duckworth avec 4 vaisseaux, il se dirigea sur Toulon dans l'espoir d'y obtenir quelques renseignements sur la route qu'avait prise l'amiral Bruix.

La gravité des circonstances vint arracher Nelson aux funestes délices de Palerme; il rappela près de lui le capitaine Troubridge, et le capitaine Ball, qui bloquait Malte avec deux vaisseaux. Rallié bientôt par l'amiral Duckworth, il se trouva à la tête de 16 vaisseaux de ligne, dont 3 vaisseaux portugais. Avec cette escadre, Nelson s'établit en croisière à la hauteur de Maritimo, sur le passage présumé de la flotte française. Il pouvait occuper cette station sans péril, car les événements avaient obligé l'amiral Bruix à modifier ses premiers desseins : le projet de se rendre en Égypte devenait impraticable après les avaries qu'avaient éprouvées les vaisseaux espagnols. Bruix, ne pouvant plus se porter sur Alexandrie, résolut de ravitailler le corps de Moreau, dont il connaissait la détresse, et de secourir Gênes et Savone, menacées d'être investies par les Austro-Russes. Le 30 mai, il mouilla dans la baie de Vado, jeta dans Savone 1,000 hommes qu'il avait amenés de Brest, et, se dirigeant immédiatement sur Gênes, y fit entrer le 5 juin un immense convoi de blé. Dès le lendemain, montrant une activité trop peu commune alors dans notre marine, il faisait voiles vers l'ouest, et, pendant que les Anglais l'attendaient devant Minorque ou sur la route d'Alexandrie, il mouillait en rade de Carthagène.

Lord Keith cependant avait enfin trouvé sa trace; mais, au moment où trente lieues à peine le séparaient de la flotte française, trois dépêches successives du comte de Saint-Vincent, alors malade à Mahon, l'obligèrent à rétrograder vers le cap Saint-Sébastien. Mal informé de la position de l'amiral Bruix, le comte de Saint-Vincent ne songeait qu'à prévenir la jonction de la flotte française avec les vaisseaux espagnols, et le mouvement rétrograde qu'il prescrivit à l'amiral Keith favorisa précisément cette opération. En se rapprochant de Minorque pour y rallier le vaisseau à trois ponts *la Ville de Paris,* qui avait jusque-là porté le pavillon du comte de Saint-Vincent, lord Keith laissa pendant plusieurs jours le passage libre à nos vaisseaux, et quand il vint se présenter, le 22 juin, à l'entrée de Toulon, notre flotte, en sûreté dans le port de Carthagène, était déjà réunie à

la flotte espagnole. Bruix ne voulait point conduire cette double armée au combat. Son but était atteint, il avait secouru Moreau; il ne lui restait plus qu'à rentrer dans l'Océan et à aller abriter dans Brest la flotte espagnole, nouveau gage d'une alliance ébranlée, pacifique trophée de cette importante campagne. Lord Keith le poursuivit avec 31 vaisseaux jusqu'à la hauteur d'Ouessant; mais, malgré les efforts de l'amiral anglais pour regagner le terrain qu'il avait perdu par ses hésitations, la flotte combinée entrait dans Brest le 13 juillet 1799, sans avoir soupçonné qu'à sa suite marchait une armée ennemie.

III.

Depuis que Nelson avait concentré ses forces sous Maritimo, et rappelé à Palerme le capitaine Troubridge, qui venait de rétablir l'autorité de Ferdinand IV dans les îles d'Ischia et de Procida, il n'était resté dans la baie de Naples qu'une escadre légère sous les ordres du capitaine Edward Foote. L'insuffisance de cette station avait naturellement contribué à prolonger la résistance des patriotes, et à entretenir l'espoir qu'ils avaient conçu d'être secourus par l'amiral Bruix. Cependant, malgré les plus héroïques efforts, les troupes républicaines perdaient chaque jour du terrain, et voyaient tomber l'un après l'autre tous leurs postes avancés. Le 11 juin, le fort de Vigliena avait été emporté par les Russes et les Albanais; le 13, les Calabrois s'étaient établis au pont de la Madeleine; le 17, les forts de Rovigliano et de Castellamare avaient capitulé sous le feu de la division anglaise, et la petite troupe de Schipani, séparée des détachements qui défendaient Naples, était venue se faire égorger dans Portici. Le 18 juin, les Français occupaient encore le fort Saint-Elme, mais le pavillon de la république parthénopéenne ne flottait plus que sur deux châteaux de mauvaise défense, le Château-Neuf et le fort de l'OEuf. Bâti par Charles d'Anjou, vers le milieu du XIIIe siècle, le premier communique avec le palais du roi et l'arsenal; il a souvent servi de refuge aux souverains et aux vice-rois de Naples pendant les émeutes et les guerres civiles. Le second, construit par l'empereur Frédéric II sur une pointe de rochers qui se relie à la terre ferme par une chaussée étroite, n'était alors qu'un amas confus de vieux bâtiments sur lesquels on avait établi des batteries pour défendre la ville du côté de la mer. Ces derniers boulevards d'une liberté éphémère, entourés de toutes parts, assaillis par 60,000 hommes, et déjà battus en brèche par l'artillerie de campagne du cardinal, ne pouvaient, au dire des courtisans de Palerme, opposer aux troupes royalistes qu'une résistance inutile et désespérée. Si les républicains combattaient encore, c'est qu'ils s'attendaient à être secourus par la flotte française; mais que Nelson se montrât dans la baie de Naples, et la présence seule de son escadre, en éteignant cette suprême espérance, allait les contraindre à se livrer sans conditions à la merci royale.

Nelson était alors entièrement dominé par lady Hamilton et la reine. Pendant les six mois qui s'étaient écoulés depuis la fuite du roi à Palerme, il n'avait cessé d'exhaler son indignation contre les *jacobins*. C'était lui qui accusait la faiblesse du gouvernement napolitain, et gourmandait son indulgence.

« Toutes mes propositions, écrivait-il de Palerme au duc de Clarence, sont accueillies avec empressement : les ordres sont donnés à l'instant pour qu'on s'y

conforme ; mais, quand on en vient à l'exécution, c'est autre chose. Il y a là de quoi me rendre fou. Sa majesté vient cependant de faire mettre en jugement deux généraux accusés de trahison et de lâcheté : elle a prescrit de les faire *fusiller ou pendre,* dès que leur culpabilité aura été prouvée. Si ces ordres peuvent être exécutés, *j'aurai quelque espoir d'avoir fait ici un peu de bien,* car je ne cesse de prêcher que le soin de récompenser et de punir à propos est le seul fondement possible d'un bon gouvernement. Malheureusement on n'a jamais su faire ni l'un ni l'autre en ce pays. »

Entouré de capitaines qui chérissaient en lui l'amiral intrépide et le chef bienveillant, Nelson leur avait sans peine inspiré son ardeur et transmis son exaltation. *En finir avec les Français et les rebelles* était devenu le mot d'ordre de son escadre. Troubridge avait subi l'entraînement général, et s'était d'abord distingué à Ischia et à Procida par l'emportement de son zèle ; mais bientôt, mieux éclairé sur les véritables intérêts de son pays, il avait dénoncé à Nelson le rôle odieux qu'on préparait à l'Angleterre dans l'atroce réaction qu'il était facile de prévoir. Après avoir demandé à Palerme *un honnête juge* qui pût condamner sur la place *ces misérables qui prêchaient la révolte à Ischia,* après avoir voulu faire fusiller un général napolitain pour je ne sais quelle expédition manquée à Orbitello, le rude capitaine s'était soudain effrayé de voir son nom et celui de son amiral si intimement mêlés à ces querelles intestines.

« Je viens d'avoir une longue conversation, écrivait-il à Nelson le 7 mai 1799, avec le juge que la cour nous a envoyé. Il me dit qu'il aura fini son affaire la semaine prochaine, et que l'habitude des gens de sa profession est de se mettre en lieu de sûreté, dès que la condamnation a été prononcée. Il demande donc à être immédiatement embarqué, et m'a fait entendre qu'il voudrait l'être sur un bâtiment de guerre. J'ai appris aussi dans cet entretien que les prêtres condamnés devaient être envoyés à Palerme pour y être dégradés sous les yeux du roi, et qu'il faudrait ensuite les ramener ici pour leur exécution. *Un bâtiment de guerre anglais employé à un pareil service !* En même temps, notre juge m'a demandé *un bourreau.* J'ai positivement refusé de lui en fournir un. S'il n'en peut trouver ici, qu'il en fasse venir un de Palerme ! *Je vois bien leur plan : ils veulent nous mettre en avant dans cette affaire, afin d'en rejeter tout l'odieux sur nous.* »

Ce fut dans cette situation d'esprit que Troubridge quitta la baie de Naples. Il y laissa le capitaine Foote avec la frégate le *Seahorse* et quelques bâtiments légers, et, le 17 mai, rejoignit Nelson à Palerme. Parti le 20 mai de ce port, Nelson y rentra le 29. Il y apprit les nouveaux avantages que venait de remporter le cardinal Ruffo, et reçut, le 12 juin, au milieu de la nuit, la lettre suivante de lady Hamilton :

« Mon cher lord, je viens de passer la soirée chez la reine. Elle est bien malheureuse ! Le peuple de Naples, dit-elle, est entièrement dévoué à la cause royale, mais la flotte de lord Nelson peut seule ramener dans cette ville la tranquillité et la soumission au pouvoir légitime. La reine vous prie donc, mon cher lord, elle vous supplie, elle vous conjure, si la chose est possible, de faire en sorte de vous rendre à Naples. Pour l'amour de Dieu, songez-y et faites ce que la reine vous

demande. *Nous irons avec vous si vous voulez bien nous recevoir.* Sir William est malade ; je suis loin d'être bien portante. *Ce voyage nous fera du bien.* Dieu vous bénisse ! »

Le lendemain, Nelson était sous voiles ; mais une lettre de lord Keith lui apprit que la flotte française devait être en ce moment sur la côte d'Italie, et cet avis le ramena encore une fois à Palerme. Il se hâta de mettre à terre les troupes siciliennes qu'il avait embarquées sur ses vaisseaux, et alla croiser pendant quelques jours devant Maritimo. Le 21 juin, cependant, cédant à de nouvelles sollicitations de la cour, et jugeant l'amiral Bruix suffisamment occupé par les forces qu'avait réunies le vice-amiral Keith, il abandonna cette croisière, reprit à bord du *Foudroyant*, vaisseau de 80, qui portait alors son pavillon, sir William et lady Hamilton, et se dirigea enfin avec 18 vaisseaux sur la baie de Naples.

Les patriotes avaient mis ces délais à profit : dans la nuit du 18 au 19 juin, ils avaient surpris les Calabrois campés sur le quai de la Chiaia, avaient encloué une batterie de canons, fait sauter les caissons, et regagné leurs postes après avoir répandu la terreur dans le camp ennemi. Quand cette nouvelle arriva à Palerme, elle y produisit un profond découragement. « Hâtez-vous de paraître devant Naples, écrivit à l'instant même le ministre Acton à Nelson. Depuis que les républicains ont appris que la flotte française est à la mer, ils font de continuelles sorties contre nos troupes, et je vous avouerai que je crois le cardinal dans une position peu agréable. » Le cardinal partageait probablement l'avis d'Acton sur sa situation, car, dès le lendemain de cette première sortie, il faisait prier le capitaine Foote de suspendre les hostilités, et offrait aux républicains des conditions que ces derniers hésitèrent longtemps à accepter. Le 22 juin, cependant, une capitulation fut signée par les commandants des troupes auxiliaires, au nom de la Russie et de la Porte Ottomane, par le cardinal Ruffo et le chevalier de Micheroux au nom du roi de Naples, par le commandant du fort Saint-Elme et le chevalier Massa au nom de la France et de la république parthénopéenne. Le capitaine du *Seahorse* apposa sa signature au bas de cette capitulation. Les conditions accordées aux républicains étaient favorables ; mais l'énergie désespérée dont ils venaient de faire preuve et la présence de 25 vaisseaux français dans la Méditerranée ne permettaient pas à leurs ennemis de se montrer plus exigeants. Tous les individus composant la garnison du Château-Neuf et celle du fort de l'OEuf devaient en sortir avec les honneurs de la guerre, tambours battant et enseignes déployées, pour s'embarquer sur des bâtiments qui, munis d'un sauf-conduit, les transporteraient directement à Toulon. Jusqu'au jour où l'on apprendrait à Naples la nouvelle certaine de leur arrivée en France, l'archevêque de Salerne, le chevalier de Micheroux, le comte Dillon et l'évêque d'Avellino seraient retenus comme ôtages dans le fort Saint-Elme. Les personnes et les biens des républicains seraient respectés et garantis. Ceux d'entre eux qui ne voudraient point émigrer auraient la faculté de demeurer à Naples, sans qu'on pût les inquiéter pour leur conduite passée, eux ou leurs familles. Ces conditions étaient rendues communes non-seulement à toutes les personnes des deux sexes enfermées dans les deux forts admis à capituler, mais aussi à tous les prisonniers faits sur les troupes républicaines depuis l'ouverture des hostilités. C'est à ce prix que le roi rentrait en pleine possession de ses états. Le comte de Ruvo, maître des forts de Civitella et de Pescara dans les Abruzzes, consentait à les céder au cardinal aux mêmes conditions que

les châteaux de Naples. Cependant les patriotes, suspectant la bonne foi ou la puissance du cardinal, avaient exigé, avant de se rendre, que la signature du capitaine Foote leur garantît, mieux encore que les ôtages du fort Saint-Elme, la fidèle exécution de ce traité. Le capitaine du *Seahorse* y engagea son honneur et celui de son pays. Il ne pouvait, d'ailleurs, conserver aucun doute sur les pouvoirs dont il était revêtu en cette circonstance. « Le roi, écrivait Nelson au comte Spencer le 1er mai, a fait connaître par une proclamation quels étaient les républicains qui seraient exceptés d'une amnistie générale; mais tout individu, fût-ce le plus grand rebelle, à qui Troubridge aura dit : *Ton crime t'est pardonné,* sera sauvé par ces seules paroles. » Le capitaine Foote, héritier des pouvoirs du capitaine Troubridge, n'eût donc pu, sans une obstination inexplicable, refuser sa garantie au traité que venait de conclure le vicaire général du royaume.

Déjà, en effet, les ôtages étaient échangés, les hostilités suspendues, et le pavillon de parlementaire arboré sur les forts républicains comme à bord de la frégate le *Seahorse,* quand Nelson parut à l'entrée de la baie. Il apprit, avant de mouiller, les conditions qui venaient d'être accordées aux rebelles. A cette nouvelle, il témoigna une douloureuse surprise et déclara que c'était là un *infâme armistice* qu'il ne ratifierait jamais. Le capitaine Foote reçut l'ordre, par signal, d'amener le pavillon de parlementaire arboré au mât de misaine de sa frégate, et, le 28 juin, Nelson fit connaître au cardinal Ruffo sa résolution de s'opposer à l'exécution de cette capitulation, jusqu'au moment où elle aurait reçu l'approbation du roi de Naples. Sa détermination, fortifiée par les éloges de sir William et de lady Hamilton, fut dès lors inébranlable. En vain le cardinal vint-il à bord du *Foudroyant* défendre avec une noble énergie l'engagement sacré qu'il avait reçu de son souverain le droit de souscrire, comme le capitaine Foote avait reçu de son commandant en chef le droit de le ratifier; en vain ce dernier fit-il observer à Nelson que, lorsqu'il avait garanti des conditions aussi favorables aux rebelles, il devait plutôt s'attendre à voir arriver dans la baie de Naples la flotte française que l'escadre anglaise; en vain lui représenta-t-il qu'en présence d'une telle éventualité, il n'avait pu se croire le droit de se montrer plus exigeant que le cardinal : Nelson, tout en rendant pleine justice à ce qu'il appelait *les bonnes intentions* du capitaine Foote, n'en persista pas moins à soutenir qu'il avait été la dupe de « ce misérable Ruffo, qui cherchait à créer à Naples un parti hostile aux vues de son souverain; » le 28 juin, il se débarrassa de ce censeur incommode en l'envoyant à Palerme, avec l'ordre d'y mettre sa frégate à la disposition de la famille royale. Cependant, le 26, après avoir, conformément au neuvième article de la capitulation, relâché quelques prisonniers d'état, parmi lesquels figuraient le frère du cardinal Ruffo et dix soldats anglais tombés en leur pouvoir à Salerne, les républicains évacuèrent leur dernier refuge. Ils le quittèrent, ainsi qu'ils l'avaient stipulé, avec les honneurs de la guerre, et vinrent déposer leurs armes sur le rivage. Des embarcations les attendaient dans le port; 14 navires avaient été disposés pour les recevoir. Ils y montèrent pleins de confiance dans la foi jurée, et, à la honte éternelle de Nelson, n'en sortirent plus que pour être livrés à la plus affreuse réaction qui ait jamais ensanglanté les marches d'un trône.

Parmi les personnes compromises dans ces tristes événements, il en était une que quarante années de fidèles services semblaient recommander plus spécialement à la clémence royale. C'était le prince Francesco Caracciolo, vieillard septua-

génaire, issu d'une branche cadette d'une des plus nobles familles de Naples. Il avait longtemps servi avec distinction dans la marine napolitaine et commandé, sous l'amiral Hotham, le vaisseau le *Tancredi*. En possession de la bienveillance de son souverain et d'une immense popularité, investi, en 1798, des fonctions d'amiral, Caracciolo avait mérité l'estime et l'affection des capitaines anglais au temps où la flotte britannique, oubliée de l'amirauté, saluait, à Saint-Florent, d'unanimes cris de joie l'opportune arrivée de deux vaisseaux napolitains. Quand la famille royale se réfugia à Palerme, Caracciolo l'y suivit avec son vaisseau, et ne quitta la Sicile pour rentrer à Naples qu'après avoir obtenu l'autorisation de Ferdinand IV; mais bientôt, entraîné par les circonstances, il se laissa placer à la tête des forces navales de la république, et, avec quelques méchantes canonnières qu'il parvint à réunir, ne craignit pas d'assaillir plus d'une fois les frégates anglaises. Nelson, à cette époque, blâmait sans trop d'emportement *la folie qu'il avait commise de quitter son maître,* et semblait disposé à admettre qu'*au fond du cœur* l'amiral napolitain *n'était pas un véritable jacobin*. Dès que la capitulation fut signée, Caracciolo, mieux éclairé que ses compagnons sur l'esprit des guerres civiles, s'enfuit dans les montagnes Sa tête fut mise à prix ; il fut trahi par son domestique et conduit à bord du *Foudroyant* le 29 juin, à neuf heures du matin. Le capitaine Hardy s'empressa de le protéger contre les insultes et les violences des misérables qui l'avaient arrêté, et qui, sur le pont même du vaisseau anglais, outrageaient encore leur prisonnier. L'amiral fut prévenu de cette arrestation, et Caracciolo remis à la garde du premier lieutenant du *Foudroyant.*

Nelson, en ce moment, était sous l'influence d'une extrême irritation nerveuse. Il se sentait dominé par une passion funeste, irrésistible, et qui devait détruire son bonheur domestique. Souvent, à cette époque, il avait exprimé à ses amis l'abattement de son âme et souhaité le repos de la tombe. « Vous qui m'avez vu si rieur et si joyeux, écrivait-il à lady Parker, vous me reconnaîtriez à peine aujourd'hui. » Cet état de l'âme est souvent le prélude de grandes fautes. Il semble, en effet, que, sous l'empire de ces sentiments chagrins et de ces reproches intérieurs, le cœur se remplisse d'une sombre amertume et se laisse plus facilement entraîner à de tristes violences. Avec une précipitation qui trahissait le trouble d'une conscience mal affermie, Nelson se décida à faire juger immédiatement Caracciolo. Un conseil de guerre, présidé par le comte de Thurn, commandant de la frégate napolitaine *la Minerve,* reçut l'ordre de s'assembler à bord du *Foudroyant*, et à midi une sentence de mort était portée contre l'infortuné vieillard : ni ses cheveux blancs ni ses glorieux services n'avaient pu le sauver.

Dès que cet arrêt lui eut été communiqué, Nelson donna les ordres nécessaires pour qu'il fût exécuté le soir même. Caracciolo devait être pendu à la vergue de misaine de la frégate *la Minerve*. Après avoir si longtemps proclamé la nécessité de raffermir l'autorité royale par de rigoureux exemples, Nelson obéissait-il alors à un zèle fanatique, ou, cédant à d'infâmes suggestions, secondait-il en ce jour de lâches inimitiés et d'ignobles vengeances? Il est certain que sir William et lady Hamilton étaient en ce moment à bord du *Foudroyant,* qu'ils assistèrent tous deux à l'entrevue de Nelson avec le cardinal Ruffo, servirent d'interprètes à l'amiral anglais et prirent une part très-vive à cette conférence orageuse ; mais, quand bien même de pareils conseillers n'eussent pas été à ses côtés, il est pro-

bable que la conduite de Nelson n'eût point été différente en cette occasion. Proclamé dans l'Europe entière le champion de la légitimité, Nelson était alors enivré de sa propre gloire. Sa raison s'altéra au contact de tant d'adulations et s'égara dans un dévouement aveugle. Il avait d'ailleurs professé de tout temps une singulière estime pour cette espèce de courage qu'il appelait *courage politique*, et qu'il faisait consister dans l'adoption de mesures hardies et extrêmes, chaque fois que les circonstances semblaient en exiger l'application. Il se louait lui-même de savoir prendre en ces occurrences une détermination prompte et énergique, et d'être au besoin *un homme de tête aussi bien qu'un homme de cœur*. Alliant à cette initiative irréfléchie une persistance opiniâtre, dès qu'il se fut engagé dans cette voie détestable où allait se souiller son honneur, il ne voulut plus reculer.

L'infortuné Caracciolo supplia deux fois le lieutenant Parkinson, à la garde duquel il était confié, d'intercéder pour lui auprès de lord Nelson. Il demandait un second jugement; il demandait, du moins, s'il devait subir sa sentence, la faveur d'être fusillé. « Je suis vieux, disait-il, je ne laisse point d'enfants pour pleurer ma mort, et l'on ne peut me supposer un vif désir de prolonger une vie qui, dans le cours de la nature, devait bientôt finir ; mais le supplice ignominieux auquel je suis condamné me semble trop affreux. » Le lieutenant Parkinson n'obtint aucune réponse de l'amiral, quand il lui transmit cette requête ; il voulut insister, plaider lui-même la cause du malheureux vieillard : Nelson l'écoutait, pâle et silencieux. Par un effort soudain, il domina son émotion : « Allez, monsieur, dit-il brusquement au jeune officier, allez, et faites votre devoir ! » Réduit à une dernière espérance, Caracciolo pria le lieutenant Parkinson de tenter une démarche auprès de lady Hamilton ; mais lady Hamilton avait fermé sa porte et ne sortit de sa chambre que pour assister aux derniers instants du vieillard, qui avait fait un inutile appel à son humanité. L'horrible exécution eut lieu, ainsi que Nelson l'avait prescrit, à bord de la frégate *la Minerve*, mouillée sous les canons du *Foudroyant*, et le comte de Thurn en adressa à l'amiral anglais ce rapport sommaire, comme s'il eût voulu renvoyer à qui de droit la responsabilité de ces odieux détails : « *Si da parte à su eccellenza l'ammiraglio lord Nelson, d'essere stata eseguita la sentenza di Francesco Caracciolo nella maniera da lui ordinata* (1). » Le corps de Caracciolo resta suspendu à la vergue de misaine de *la Minerve* jusqu'au coucher du soleil. La corde qui avait mis fin à ses jours fut alors coupée, et son cadavre, jugé indigne de la sépulture, fut abandonné au milieu du golfe. Cet acte sauvage accompli, Nelson en consigna la mémoire dans son journal, au milieu des événements de mer et ainsi qu'il l'eût fait d'un incident ordinaire.

« Samedi, 29 juin. — Petite brise. — Temps couvert. — Le vaisseau portugais la *Rainha* et le brick le *Balloon* mouillent sur rade. — Assemblé une cour martiale. — Jugé, condamné et pendu Francesco Caracciolo, à bord de la frégate napolitaine *la Minerve*. »

Quel étrange égarement raffermissait donc ainsi ce cœur troublé ? A travers quel prisme mensonger Nelson pouvait-il envisager cette exécution barbare pour n'y voir qu'un acte régulier de justice militaire ? Qui l'avait chargé de prendre en

(1) « Son excellence l'amiral lord Nelson est prévenu que la sentence de Francesco Caracciolo a été exécutée de la façon qu'il avait ordonnée. »

mains la vengeance de la cour de Naples? Qui l'avait autorisé à soustraire à la clémence royale un vieillard qu'elle eût peut-être sauvé? Pourquoi cette initiative, pourquoi cette précipitation funeste, pourquoi ce meurtre inutile? Les massacres dont Naples fut bientôt le théâtre excitèrent en Europe une réprobation générale; mais cet horrible épisode vint jeter un éclat plus lugubre encore sur la part qu'avait prise Nelson à ces malheureux événements : Fox, le premier, dénonça au parlement ces excès de la légitimité, dont la honte, par un manque de foi sans exemple peut-être dans les fastes de la guerre, avait rejailli jusque sur le pavillon britannique. Nelson sentit où portait cette attaque et voulut se justifier; mais, mieux inspirés, ses amis supprimèrent sa protestation.

« Les rebelles, disait l'amiral, n'avaient obtenu qu'un armistice, et tout contrat de ce genre peut être rompu au gré de l'une des deux parties contractantes... Je suppose que la flotte française fût arrivée dans la baie de Naples, les Français et les rebelles auraient-ils un instant respecté cette trêve? Non, non, eût dit l'amiral français; je ne suis point venu ici pour jouer le rôle de spectateur, mais pour agir. L'amiral anglais en a dit autant; il a déclaré, sur son honneur, que l'arrivée de l'une des deux flottes, anglaise ou française, était un événement qui devait détruire toute convention préalable, car l'amiral français ni l'amiral anglais ne pouvaient venir à Naples *pour y rester les bras croisés*... J'ai donc proposé au cardinal de faire savoir aux Français et aux rebelles, en son nom et au mien, que l'armistice se trouvait rompu par le seul fait de la présence de la flotte britannique devant Naples;... que les Français ne seraient point considérés comme prisonniers de guerre, si, dans deux heures, ils avaient livré le château Saint-Elme aux troupes de sa majesté, mais que, pour les rebelles et les traîtres, aucune puissance humaine n'avait le droit de s'interposer entre eux et leur gracieux souverain, et qu'ils devaient s'en remettre entièrement à sa clémence, car aucune autre condition ne leur serait accordée... Le cardinal a refusé de s'associer à cette déclaration; je l'ai signée seul et je l'ai envoyée aux rebelles. Ce n'est qu'après l'avoir reçue qu'ils sont sortis de leurs forts, *comme il convenait à des rebelles,* et comme le feront, j'espère, tous ceux qui trahiront leur roi et leur pays, pour être *pendus* ou traités selon le bon plaisir de leur souverain. »

Il est difficile de comprendre comment une nature droite et généreuse put s'abaisser à d'aussi misérables sophismes, comment cet homme, dont la marine anglaise admirait la mansuétude et la loyauté, qui ne vit jamais sans pâlir fustiger un de ses matelots, sut trouver le triste courage de violer un engagement sacré et de commander le supplice d'un frère d'armes et d'un vieillard. L'influence de lady Hamilton a dû contribuer sans doute à ces résolutions funestes; mais il faut laisser aux passions politiques, de toutes les passions les plus impitoyables, la part de responsabilité qu'elles ont le droit de revendiquer dans ce double crime. C'est à elles surtout qu'appartient ce fatal pouvoir de renverser toute notion d'humanité et de justice, de mettre le mépris des droits les plus sacrés et des lois les plus saintes au rang des vertus de l'homme d'état. Aux yeux de lord Spencer, les motifs qui avaient dicté la conduite de Nelson parurent *aussi purs et aussi honnêtes que le succès de ses mesures avait été complet.* La morale des grands gouvernements, il faut en convenir, a fait quelque chemin depuis 1799.

IV.

Dès le mois d'avril 1799, Troubridge, plein d'ardeur, eût voulu que Ferdinand IV vînt le rejoindre devant Naples ; mais Nelson connaissait mieux le souverain des Deux-Siciles. « Où prenez-vous donc de pareilles idées? écrivait-il alors au capitaine du *Culloden*. Dévoué comme il l'est à la cause royale, le peuple n'aurait qu'à courir aux armes. Le roi, s'il était sur les lieux, devrait nécessairement se mettre à la tête de ses sujets, et, *pour cela*, je vous réponds qu'*il n'y consentira jamais*. » Ainsi, quand il eût fallu combattre et reconquérir son royaume, Ferdinand IV s'était tenu éloigné de sa capitale. Il allait y rentrer pour y donner le signal de nouveaux crimes et de nouveaux désordres. Le 5 juillet, laissant la reine à Palerme, il arriva à Naples sur une frégate napolitaine qu'escortait la frégate anglaise le *Seahorse*. Tout ce que put obtenir de lui le capitaine Foote (et il l'obtint comme une faveur personnelle accordée à ses services), ce fut la confirmation de la capitulation de Castellamare. Celle qui avait été conclue avec les garnisons du Château-Neuf et du fort de l'OEuf fut méconnue par le roi de Naples, comme elle l'avait été par l'amiral anglais, et une ordonnance royale, enveloppant dans une proscription générale plus de 40,000 citoyens, déclara passible de la peine capitale quiconque avait porté les armes contre le peuple ou le cardinal, avait accepté quelques fonctions de la république, pris part à l'érection de l'arbre de la liberté ou assisté à la destruction des emblèmes du pouvoir légitime. Excitée par cette proclamation, la vile populace obéit à sa férocité instinctive. Les lazzaroni furent une seconde fois les maîtres dans Naples. Ils pénétraient dans les maisons sous prétexte d'y chercher des jacobins, mais en réalité pour s'y livrer au pillage, traînaient dans les rues les malheureux qui leur étaient suspects, les conduisaient eux-mêmes dans les prisons trop étroites déjà, dressaient des bûchers sur les places publiques, et, après y avoir précipité des hommes encore vivants, se disputaient quelques lambeaux de leur chair à demi brûlée. Et cependant le roi tenait sa cour à bord du *Foudroyant*, y recevait les grossiers hommages de ses *fidèles sujets*, et Nelson écrivait à lord Keith : « On ne peut, sans se sentir ému, être témoin de la joie que fait éclater le peuple de Naples ; il faut entendre les cris d'enthousiasme dont tous ces hommes saluent *leur père*, car le roi, pour eux, n'a plus d'autre nom. *A peu d'exceptions près*, la conduite des nobles a été infâme ; mais le roi en est instruit, et je me réjouis de le voir si bien disposé à rendre à chacun la justice qui lui est due... Dieu merci, *tout va bien*. Ce pays-ci sera *plus heureux que jamais*. C'est le vœu le plus cher de leurs majestés. » Que conclure de pareilles paroles? que penser de celui qui les profère? Faut-il s'indigner de son hypocrisie, ou le plaindre de son aveuglement?

Secondés par un détachement considérable pris à bord des vaisseaux anglais, les alliés, pendant que ces horreurs se passaient à Naples, remportaient de nouveaux avantages. Après avoir fait capituler le fort Saint-Elme et repris les ôtages, dernière garantie des malheureux patriotes, ils avaient mis le siége devant Capoue et Gaëte ; mais, en ce moment, lord Keith quittait la Méditerranée à la suite de l'amiral Bruix, et appelait à la défense de Minorque, laissée à la merci de quelques vaisseaux espagnols mouillés à Carthagène, l'escadre que Nelson avait mise au

service du roi des Deux-Siciles. Malgré les ordres réitérés de lord Keith, Nelson ne voulut point abandonner les côtes d'Italie avant d'avoir rangé sous l'obéissance du souverain qui venait de le créer duc de Bronte la totalité de son royaume. Quoique Minorque n'eût point été attaquée, l'obstination de Nelson à résister aux injonctions de l'amiral Keith fut vivement blâmée par l'amirauté. Personne n'ignorait d'ailleurs, en Angleterre, à quel point l'illustre amiral était subjugué par la cour de Naples. Les journaux en murmuraient, et ses amis en concevaient de justes alarmes.

Dès que Gaëte et Capoue eurent capitulé, Nelson, inquiet des conséquences de sa résolution, s'empressa d'expédier la plus grande partie de ses forces à Mahon et revint à Palerme avec le roi de Naples. Déjà les généraux Schipani et Spanò, pris les armes à la main, avaient été immolés au stérile besoin de vengeance qui présidait à cette fatale restauration. Le général Massa, qui avait rédigé la capitulation, Éléonore Pimentel, cette femme héroïque, ce *grand rebelle,* comme l'appelait Nelson, les avaient suivis au gibet. Ettore Caraffa, Gabriel Manthonè, Dominique Cirillo, dont la reine elle-même implora vainement la grâce à genoux, la marquise de San-Felice, que l'intercession de la princesse Marie-Clémentine, mariée à l'héritier du trône, ne put parvenir à sauver, tant d'autres victimes non moins illustres et non moins regrettables ne marchèrent au supplice qu'après le départ du roi. Les agents que Ferdinand IV avait investis de son autorité ne vengèrent que trop bien alors ses droits un instant méconnus. En quelques mois, leur zèle mercenaire eut fait couler plus de sang et de larmes que n'en avait coûté la guerre civile. Sourd à toute prière, Ferdinand confirmait ces horribles sentences. « Le roi est dans le fond un *excellent homme,* écrivait Nelson; mais il est difficile de le faire changer d'opinion. Pour quelque cause que je ne comprends pas, l'acte d'amnistie, signé depuis près de trois mois, n'a pas encore été promulgué..... *On ne peut cependant couper la tête à tout un royaume,* quand bien même ce royaume ne serait composé que de coquins. » Ces violences judiciaires prirent de telles proportions, que le capitaine Troubridge, ce héros bourru que Nelson avait laissé à Naples avec le *Culloden,* et qui n'avait pas, comme il le disait lui-même, *le cœur plus tendre qu'un autre,* s'émut enfin de ces atrocités et commença à craindre qu'on ne poussât trop loin la réaction. « Aujourd'hui, écrivait-il à Nelson le 20 août 1799, onze des principaux jacobins, princes, ducs, représentants du peuple, ont été exécutés. Des femmes ont partagé leur sort. J'espère sincèrement qu'ils en finiront bientôt *sur une grande échelle,* et qu'ils proclameront alors une amnistie générale, *car la mort n'est rien auprès de leurs prisons.* »

Malgré les pleins pouvoirs qu'elle avait reçus de Ferdinand IV, la commission de gouvernement établie à Naples sous le nom de *junte royale* n'était point entièrement satisfaite encore. Elle réclamait avec instance le rappel du cardinal Ruffo, qui n'était, disait-elle au capitaine Troubridge, qu'un véritable embarras et nuisait par sa présence à l'entier rétablissement de l'ordre. Le roi n'avait guère le temps de songer à ces réclamations : il s'occupait alors de la fête de sainte Rosalie, et la junte dut écarter, comme elle l'entendrait, les obstacles que lui suscitait le cardinal. Il est probable qu'elle y réussit complétement, car, un mois après le départ du roi, Troubridge écrivait à lord Nelson que plus de quarante mille familles gémissaient sur le sort de quelques parents emprisonnés. « Il est temps, lui disait-il, de proclamer une amnistie : non pas que je sois d'avis qu'on ait fait

encore assez d'exemples ; mais la loi est si lente, que les innocents comme les coupables tremblent d'être jetés dans les cachots et de voir le glaive si longtemps suspendu sur leurs têtes. Les biens des jacobins se vendent ici à vil prix, et les gens du roi sont ceux qui les achètent. Aussi saisissent-ils tous les prétextes pour emprisonner un homme, afin de le voler. »

Troubridge était l'intime ami de Nelson, comme il l'avait été de lord Jervis. C'était un homme rude, mais loyal et justement estimé dans la marine anglaise. Nelson lui avait accordé toute sa confiance et lui permettait d'user à son égard d'une franchise qu'il n'eût peut-être point tolérée chez un autre. A peine les Français eurent-ils évacué les derniers points qu'ils occupaient en Italie, Rome et Cività-Vecchia, que Troubridge fut envoyé à Malte pour en poursuivre le siége. Il eût voulu y entraîner Nelson et l'enlever ainsi aux séductions de la cour.

« Pardonnez-moi, milord (lui écrivait-il), pardonnez-moi ; mais c'est ma sincère estime pour vous qui m'encourage à aborder ce sujet. Je sais que vous n'éprouvez aucun plaisir à passer la nuit entière à jouer aux cartes. Pourquoi donc sacrifier votre santé, vos goûts, votre bien-être, votre argent, *tout enfin*, dans cette misérable cour ? J'espère que la guerre se terminera bientôt, et que la paix, en nous arrachant à ce repaire d'infamies, nous rendra les sourires des femmes de notre pays... Vous ignorez, milord, la moitié de ce qui se passe ; vous ignorez ce qu'on en dit. Ah ! si vous saviez ce que souffrent pour vous vos amis, je suis sûr que vous rompriez avec toutes ces fêtes nocturnes. On ne parle partout que des désordres de Palerme. Je vous en supplie, quittez ce pays ! Je voudrais que ma plume pût exprimer ce que j'éprouve. Vous n'hésiteriez pas a céder à mes instances. Ce n'est que ma sincère estime pour votre caractère, je vous le répète, milord, qui me donne la force de m'exposer ainsi à votre déplaisir ; mais, en vérité, l'intérêt de mon pays m'y oblige... Je maudis le jour où nous sommes entrés au service de ce gouvernement napolitain ! Nous avons une réputation à perdre, milord ; ces gens-ci n'en ont point. Notre pays est juste sans doute, mais il est sévère, et je prévois d'ici que nous perdrons bientôt le peu que nous avons gagné dans son estime. »

On commençait, en effet, à se plaindre hautement en Angleterre de la conduite scandaleuse de l'amiral Nelson. « On dit, lui écrivait le vice-amiral Goodall, un de ses plus anciens amis, on dit, mon cher lord, que vous êtes Renaud dans les bras d'Armide, et qu'il faudrait la fermeté d'Ubald et de son compagnon pour vous arracher aux charmes de l'enchanteresse. » Ces bruits malveillants finirent par prendre une telle consistance, que lady Hamilton elle-même crut devoir y répondre. Ce fut à son ancien amant, l'*honorable* Charles Greville, neveu de sir William Hamilton, qu'elle adressa ses plaintes hypocrites.

« Nous sommes plus unis et plus heureux que jamais (lui écrivait-elle le 25 février 1800), n'en déplaise à ces infâmes journaux jacobins, si jaloux de la gloire de lord Nelson, de celle de sir William et de la mienne..... Lord Nelson est, dans toute l'acception du mot, un grand homme et un homme vertueux ; mais c'est là le prix que nous devions attendre de nos peines et de nos sacrifices. Parce que nous avons perdu notre santé au service de la bonne cause, il faut

maintenant que notre réputation soit poignardée dans l'ombre. On a commencé par dire que sir William et lord Nelson s'étaient battus : ils vivent ensemble *comme deux frères ;* que nous avions joué et perdu : lord Nelson ne joue jamais, je puis vous en donner ma parole d'honneur. Soyez donc assez bon, je vous prie, pour démentir ces viles calomnies. Sir William et lord Nelson en rient; mais, moi, je suis grondée par la reine et par eux tous, pour m'en être laissé affliger pendant un jour. »

L'amiral Keith cependant, de retour dans la Méditerranée, était venu établir lui-même sa croisière devant Malte, et Nelson avait été contraint de le suivre. Sa bonne fortune voulut qu'il atteignît près du cap Passaro, pendant que lord Keith gardait l'entrée du port de Malte, *le Généreux,* vaisseau de 74, échappé jadis au désastre d'Aboukir (1). Assailli par 2 vaisseaux et 1 frégate, *le Généreux* fut obligé de se rendre, et le brave contre-amiral Perrée, dont il portait le pavillon, perdit la vie dans ce combat. Un éclat de bois l'avait déjà blessé à l'œil gauche; mais il refusait de quitter son poste. « Ce n'est rien, mes amis, disait-il aux matelots qui l'entouraient; ce n'est rien, continuons notre besogne. » Le visage couvert de sang, il commandait encore lui-même la manœuvre, quand un boulet lui enleva la jambe droite. Il tomba sans connaissance sur le pont, et mourut au bout de quelques minutes.

Nelson conduisit *le Généreux* à l'amiral Keith, et cet amiral, rappelé devant Gênes par des circonstances plus pressantes, lui laissa le soin de bloquer le port de Malte, dont l'investissement se trouvait complet depuis que le brigadier-général Graham y avait conduit une partie des troupes anglaises qui tenaient garnison à Messine. Retenu loin de la cour, Nelson ne cessait de se plaindre de sa santé et d'insister auprès de lord Keith pour qu'il l'autorisât à rentrer à Palerme. En vain ce dernier lui représentait-il la nécessité de ne point disséminer ainsi ses forces, en vain lui défendait-il d'aller se ravitailler ailleurs qu'à Syracuse, en vain Troubridge lui répétait-il : « Malte ne peut tarder à se rendre, les seuls navires qui restent encore de la flotte d'Aboukir sont mouillés dans ce port; écoutez les instances d'un ami sincère, ne retournez point en Sicile maintenant. Il peut être désagréable pour vous de rester sous voiles : eh bien! laissez là *le Foudroyant;* arborez votre pavillon à bord du *Culloden,* qui peut demeurer au mouillage, et chargez-vous de diriger les opérations du siége de concert avec le général. » Nelson n'y put tenir : comme Antoine, il eût en ce moment sacrifié un monde à son amour, et ne l'eût point regretté. Au mois de mars 1800, il retourna à Palerme malgré la désapprobation de lord Keith, et, pendant son absence, *le*

(1) *Le Généreux,* sous les ordres du capitaine Lejoille, avait forcé le blocus de Corfou et s'était rendu à Ancône pour y demander des secours. Accompagné de neuf transports qui portaient environ 1,000 hommes de troupes et des vivres, le capitaine Lejoille partit d'Ancône dans les derniers jours du mois de février 1799, et vint se présenter à l'entrée du port de Brindes. Cette ville était alors au pouvoir des insurgés, que commandait le Corse Boccheciampe. *Le Généreux* s'étant échoué, par la faute de son pilote, sous les batteries de la citadelle, ces batteries ouvrirent leur feu sur le vaisseau, et le premier boulet tua le capitaine Lejoille et blessa le général Clément, qui commandait les troupes. Après une canonnade assez prolongée, un détachement de soldats fut jeté à terre et enleva la citadelle. Boccheciampe fut tué dans cet assaut. *Le Généreux* rentra à Ancône et de là à Toulon, où il reçut le pavillon du contre-amiral Perrée.

Guillaume-Tell, en voulant échapper à la croisière anglaise, fut capturé, après une héroïque défense, par 2 vaisseaux et 1 frégate. Nelson essaya de se consoler d'avoir manqué cette occasion de compléter son triomphe. « Je remercie Dieu, écrivit-il à lord Keith, de n'avoir point assisté à ce glorieux engagement, car ce n'est pas moi qui voudrais ravir la moindre feuille des lauriers de ces braves gens. »

Malgré la répugnance qu'éprouvait Nelson à quitter Palerme, il lui fallut cependant reparaître devant Malte. Il y revint, amenant avec lui sir William et lady Hamilton, et quitta encore une fois cette croisière pour les reconduire en Sicile. Enfin sir William fut rappelé en Angleterre; Nelson obtint d'y rentrer avec lui, pour entendre ces sévères paroles du premier lord de l'amirauté, le comte Spencer : « J'aurais voulu, milord, que votre santé vous permît de rester dans la Méditerranée; mais, je crois, et c'est l'opinion de tous vos amis, que vous la rétablirez plus sûrement en Angleterre qu'en demeurant inactif dans une cour étrangère, quelque agréables qui puissent être pour vous les hommages et la reconnaissance qu'on y accorde à vos services. »

Le 10 juin 1800, Nelson partit de Palerme sur *le Foudroyant*. La reine de Naples, qui devait se rendre à Vienne, sir William et lady Hamilton furent reçus à bord de ce vaisseau. Nelson débarqua avec eux à Livourne. Ils traversèrent l'Italie, au risque de rencontrer quelque détachement de l'armée française, déjà victorieuse à Marengo, prirent passage à Ancône sur une frégate russe qui les conduisit à Trieste, et de là gagnèrent la capitale de l'Autriche. La reine s'y arrêta ; mais Nelson, sir William et lady Hamilton continuèrent leur voyage, et vinrent s'embarquer à Hambourg. Le 6 novembre, le vainqueur du Nil arrivait à Yarmouth. Il y fut accueilli par ces hommages spontanés que sait improviser l'enthousiasme populaire, hommages plus flatteurs pour lui que n'auraient pu l'être tous les honneurs officiels. De Yarmouth à Londres, son voyage ne fut qu'un long triomphe. La multitude saluait de ses acclamations, sans réserve et sans arrière-pensée, le héros mutilé qui, depuis huit années, n'avait jamais cessé de combattre au premier rang, le chef aventureux dont le succès avait absous l'audace. L'instinct plus délicat des autres classes de la société, bien qu'elles s'associassent à ces justes transports, réprouvait déjà les erreurs du soldat heureux et les scandales de sa vie privée. Sir William et lady Hamilton n'avaient point quitté lord Nelson depuis son départ de Palerme. Ils le suivirent à Londres. Lady Nelson et le vénérable père de l'amiral virent ce couple odieux venir s'établir sous le toit même où ils s'étaient réunis pour fêter le retour d'un époux et d'un fils ; trois mois s'étaient à peine écoulés depuis ce retour si impatiemment attendu, que Nelson, égaré par son fol amour, rejetait loin de lui une femme qu'il avait tendrement aimée, et à laquelle (triste aveu du honteux entraînement auquel il obéissait) il adressa ce loyal et cruel adieu : « Je prends le ciel à témoin qu'il n'y a rien en vous, ni dans votre conduite, que je pusse reprendre ou que je voulusse changer ! » C'est alors que Nelson et Collingwood se rencontrèrent à Plymouth. Promu au grade de vice-amiral de l'escadre bleue le 1er janvier 1801, Nelson venait d'arborer son pavillon à bord du *San-Josef*. Le pavillon du contre-amiral Collingwood flottait à bord du *Barfleur*. Depuis le jour où ils avaient combattu ensemble sous le cap Saint-Vincent et partagé avec le capitaine Troubridge l'honneur de cette journée, les deux amis avaient cessé de marcher du même pas à la gloire et à la fortune. Le zèle ambitieux de Nelson avait été mieux servi par les circonstances que le

dévouement calme et résigné de Collingwood. Pair d'Angleterre, le premier avait un nom européen; la place du second n'était pas encore marquée dans l'histoire. De ces deux hommes, cependant, celui qu'on enviait était celui qu'il eût fallu plaindre. Il avait la grandeur et la célébrité; il avait perdu la paix de l'âme.

E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE.

DES

MINES D'ARGENT ET D'OR

DU NOUVEAU-MONDE.[1]

Real del Monte, février 18…

I. — MEXIQUE. — APERÇU GÉNÉRAL DE LA RICHESSE DES MINES.

Je date ces notes de la ville où j'ai commencé à les recueillir, que j'appelle *Real* (2) del Monte, quoique, de par la loi, elle se nomme aujourd'hui *Mineral* del Monte (3); mais le nom primitif est le seul dont on se serve.

(1) Je tiens à dire que dans cet essai j'ai mis à profit, avec mes notes personnelles, non-seulement les recherches approfondies de M. de Humboldt, dont le résultat est consigné dans l'*Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, dans l'*Asie centrale* et l'*Histoire de la Géographie du nouveau continent*, mais aussi les études très-remarquables sous le rapport de la metallurgie comme sous celui de l'économie politique, qui composent l'ouvrage de M. Saint-Clair Duport sur la *Production des Métaux précieux au Mexique*. Le volume de M. Duport est aujourd'hui le document le plus curieux qui existe sur l'exploitation et l'avenir des mines mexicaines. L'un des plus honorables résidents français dans ce pays, M. Duport, s'était activement mêlé à l'exploitation des mines du Mexique, et il en a acquis une connaissance que personne n'a égalée.

(2) Real (royal) était le mot usité pour indiquer un centre d'exploitation.

(2) Au Mexique, selon l'usage adopté en France pendant la révolution, on a cru effacer des esprits les souvenirs de la royauté en changeant les noms des villes ou des objets qui en rappelaient le nom. Puente del Rey, par exemple, à la séparation de la région chaude (*Tierra Caliente*) et de la région tempérée (*Tierra Templada*), sur la route de la Vera-

Real del Monte est une des mines d'argent les plus célèbres du Nouveau-Monde. A certaines années, il en est sorti des masses d'argent comparables à ce qu'ont fourni le Potosi ou la Valenciana ou Pasco, quoique la compagnie anglaise qui l'exploite en ce moment rende de sa richesse présente un médiocre témoignage. Elle est devenue fameuse par la générosité du propriétaire, le comte de Regla, qui fit présent au roi Charles III de deux vaisseaux de guerre, dont un de 112 canons, et y joignit un *prêt* (ce mot même fut en cette circonstance une politesse castillane) de plus de 5 millions. L'établissement métallurgique de Regla, à 20 kilomètres d'ici, où se traite le minerai extrait de Real del Monte, a été bâti par le même propriétaire avec une magnificence royale, digne du site où il est placé. Un joli ruisseau s'y fait jour à travers une coulée de basalte dont les prismes réguliers se dressent à droite et à gauche en faisceaux. Il s'épanche en cascade depuis cette colonnade jusqu'en un bassin spacieux sur l'emplacement duquel l'usine métallurgique se déploie. Le comte de Regla n'épargna rien pour rendre l'usine vaste et belle : vaste, c'était son intérêt; belle, c'était son goût. Une charmante église y domine, de sa tour blanche et de son dôme éblouissant, la grande aire dallée (*patio*) où se passe *l'amalgamation* (1), et la triple file des auges en pierre dure (*arrastras*) dans lesquelles le minerai, préalablement brisé en grains sous les pilons d'un bocard, est réduit en poudre impalpable par la rotation d'un bloc de porphyre ou de basalte.

Real del Monte est plus élevé que Mexico de cinq cents mètres (2). Pour s'y rendre de Mexico, on passe sous les murs du couvent de Guadalupe, situé à une lieue de la capitale, que la piété des fidèles a comblé de dons splendides. Il communique avec Mexico par une chaussée en ligne droite, sur laquelle s'élèvent d'espace en espace des arcs monumentaux. Il est sous l'invocation de la Vierge, et *Nuestra Señora de Guadalupe* était regardée pendant les guerres de l'indépendance comme la protectrice des Mexicains contre les Espagnols. Après avoir salué les dômes émaillés du couvent, qui resplendissent au soleil, et donné un souvenir aux légendes qui s'y rattachent, on côtoie le lac de Tezcuco, la plus vaste des cinq nappes d'eau qui occupent, disposées en étages, le fond de la vallée (3). En cette saison plus encore qu'à toute autre, desséchés et imprégnés de substances salines qui s'effleurissent, les bords du lac, si fertiles, si riants, si vivants autrefois, ressemblent à une terre désolée. Du côté où je les ai suivis, il n'y a plus un arbre qui les ombrage. Ennemis de la végétation, les Espagnols ont tout coupé sans rien renouveler et dans la vallée et dans les montagnes qui lui servent de ceinture. La surface des cinq lacs est solitaire, silencieuse, inanimée ; pas un ba-

Cruz à Mexico, a pris nom *Puente Nacional.* Les républicains des États-Unis ont procédé autrement. Ils ont conservé ici le collége de Guillaume et Marie (du nom de Guillaume d'Orange, qui remplaça Jacques II, et de la reine sa femme), là le comté du prince Édouard, celui du prince George, de la Reine et du Roi, ou de Frédéric, ailleurs la rue du Roi et celle de la Reine, et la Géorgie ne crut pas devoir changer de nom lorsqu'elle s'insurgea contre le roi George, de même que les autres provinces d'Amérique, pour devenir indépendante.

(1) On sait que le nom d'amalgame désigne les combinaisons du mercure avec les autres métaux. L'amalgamation indique ici l'opération qui sera décrite tout à l'heure, par laquelle l'argent contenu dans le minerai est absorbé par le mercure.

(2) Mexico est à 2,277 mètres au-dessus de la mer, et Real del Monte à 2,781 mètres.

(3) La superficie des lacs est du dixième de celle de la vallée tout entière.

teau à vapeur ne s'y promène, battant l'eau de ses ailes bruyantes, et projetant derrière lui une longue traînée de fumée qui indique au loin la présence d'hommes actifs et remuants. Je n'y ai pas vu même une seule de ces pirogues qui la sillonnaient par milliers du temps de Montezuma, et que Cortez combattit avec une flotte de grands brigantins qu'il eut à construire; à plus forte raison, nulle trace des *chinampas* ou jardins flottants où l'on cultivait des fleurs et des fruits, et qui émerveillèrent les conquérants espagnols.

Le lac de Tezcuco a cessé même de baigner la capitale, dont les eaux autrefois traversaient les rues, depuis que le niveau général des lacs a été abaissé dans la vallée par l'effet de travaux de desséchement, malheureusement séparés de l'idée d'irrigation que les Espagnols cependant auraient dû avoir présente, tant à cause des canaux de distribution exécutés par les Maures dans la Péninsule, qui en jouit encore, que parce qu'ils avaient sous les yeux les vestiges des magnifiques arrosages des souverains aztèques. Sur ses bords devenus incultes, on se croirait en un désert, si l'on n'apercevait à l'extrémité de l'horizon, de l'autre côté du lac, des *haciendas* (fermes) qui semblent belles, et qu'entourent quelques arbres échappés à la destruction. On admire ensuite la chaussée gigantesque construite par les Espagnols pour contenir le lac de San-Cristobal et l'empêcher de se jeter dans celui de Tezcuco, ce qui exposerait la capitale à une inondation. On traverse un petit nombre de villages, assemblages assez réguliers de huttes en briques cuites au soleil, comme ceux de l'Égypte, peuplés d'Indiens paisibles mêlés de métis, avec quelques blancs qui seraient moins respectueux pour l'étranger, si celui-ci ne leur laissait voir les longs pistolets dont il doit ne se séparer jamais. Le second jour, on est hors de la vallée, au milieu des montagnes. On traverse la petite ville de Pachuca, centre d'un district de mines dont Real del Monte fait partie, et célèbre dans l'histoire de la métallurgie mexicaine.

Les mines d'or et d'argent ont constamment exercé un puissant attrait sur les peuples qui se laissent volontiers aller à leur imagination. Les hommes de ce tempérament sont enclins à croire qu'une mine d'or ou d'argent est une fortune immanquable. Ce n'est qu'une illusion, et cependant le préjugé qui s'attache aux mines d'or et d'argent n'est pas de ceux qui puissent disparaître. Toujours il y aura des hommes qui, cédant à un des penchants les plus forts du cœur humain, ne compteront, à propos des mines d'or et d'argent, que ceux qui y ont fait une immense fortune. L'appât de biens mystérieux et indéfinis, tels que ceux que recèle dans ses flancs une mine de métaux précieux, attraiera toujours le cœur humain. Il ne faut pas trop se plaindre de la puissance de ce mobile. Depuis l'apologue du laboureur et de ses enfants jusqu'aux plus grands événements de l'histoire, mille faits prouvent que la poursuite d'une richesse mystérieuse a tourné très-souvent au profit du genre humain. Assurément l'Amérique espagnole et portugaise, et même une grande partie de l'Amérique anglaise, n'ont été colonisées que parce que des milliers d'Européens se sont précipités, d'un rivage de l'Atlantique à l'autre, à la recherche de l'or et de l'argent.

Nulle part, il faut le dire, l'appât n'était tentant comme au Mexique; nulle part, en effet, il n'existe des mines d'argent plus nombreuses et plus riches. Je ne veux pas dire que tout le monde s'y soit enrichi. Il est vrai, la mine de la *Purissima,* à Catorce, a donné régulièrement, pendant une longue suite d'années, un profit net d'au moins 1 million, et quelquefois de 5 ou 6 : dans le même district, la mine de *Padre Flores* rendit la première année 8 millions; la Valenciana, près

de Guanaxuato, a été, pendant plus de quarante ans, d'un produit brut annuel de 14 millions et d'un produit net de 2 à 3 millions, quelquefois du double; le filon de *Pabellon* et de la *Veta Negra,* à Sombrerete, a livré à la famille Fagoaga un profit net de plus de 20 millions dans l'espace de cinq à six mois. Dans ce district, on a vu l'*argent rouge* (combinaison avec l'antimoine et le soufre) former la masse entière de filons de plus d'un mètre d'épaisseur. Cependant, si des fortunes colossales sont sorties des mines du Mexique, elles ont été peu nombreuses. Si la famille Fagoaga, les comtes de Regla et de Valenciana et quelques autres leur ont dû une prodigieuse opulence, les capitalistes anglais, qui y ont versé 150 millions peut-être depuis l'indépendance, sont loin de s'en applaudir, et pour les privilégiés eux-mêmes que de revers après des jours prospères dont on espérait ne pas voir la fin!

Le caractère aléatoire qu'offre, dans tous les pays du monde, l'exploitation des métaux précieux, se retrouve donc ici, où cependant les gîtes sont plus réguliers, mais où l'on est dans l'habitude de dépenser, pour foncer un puits, des sommes inouïes, et où, sous le régime colonial du moins, les mineurs heureux se livraient à des prodigalités dignes des patriciens de Rome sous les Césars, ou des joueurs de tous les temps et de tous les pays quand leur a souri la fortune. L'histoire du mineur français Laborde est un des exemples de ces vicissitudes. Cet homme entreprenant et hardi, arrivé pauvre au Mexique, était devenu fort riche en exploitant une mine à Tlapajahua. Il passa de là aux mines de Tasco, auxquelles il imprima son activité extraordinaire, et il en retira de nouveaux profits. C'était de 1752 à 1760. Dans son opulence fastueuse, il bâtit à Tasco une église paroissiale qui lui coûta 2 millions et qu'il orna magnifiquement; mais, les mines s'étant appauvries, il s'y acharna et perdit tout. Réduit à la dernière misère, il alla alors trouver l'archevêque et lui demanda la permission de reprendre un soleil d'or enrichi de diamants dont il avait orné le tabernacle de son église. Le prélat eut le bon esprit d'y acquiescer. Avec les 100,000 piastres qu'il en fit, Laborde résolut de courir la chance ailleurs. Il se transporta à Zacatecas, où les mines, après avoir été fort productives, avaient été presque abandonnées. Il entreprit l'épuisement des eaux d'une fameuse mine inondée, celle de la Quebradilla, et y consuma sans succès presque tout ce qu'il possédait. Quand il ne lui resta plus que quelques milliers de piastres, il risqua un puits sur l'affleurement d'un filon inconnu, et il eut le bonheur incroyable que ce fût la *Veta Grande,* qui est aujourd'hui encore le filon principal de Zacatécas. Doublement privilégié, il tomba précisément sur un de ces points où les veines offrent des trésors, et que le Mexicain nomme *bonanzas*, et le Péruvien *boyas;* il y gagna une fois de plus des richesses immenses. Il ne laissa cependant à sa mort que 3 millions de francs, ce qui, dès cette époque, était médiocre pour un mineur favorisé du sort.

Mais, si les individus ont souvent été déçus dans leurs espérances, et si bien souvent les fortunes sorties des mines sont revenues s'y engloutir, le pays a gagné à cette ardeur métallurgique. Il en a retiré les beaux salaires dont jouit encore une grande population de mineurs, le *quint* du roi, actuellement dévolu à la république, et qui est considérable, les profits des industries accessoires, particulièrement de celle des transports, qui occupe des myriades de mulets et des régiments de *mozos* (garçons muletiers). Les mines ont provoqué la mise en culture du sol pour les besoins de la population qui se consacrait à l'exploitation et à tous les services latéraux. Partout où le travail des mines a pris une grande exten-

sion, on a vu naître une ville florissante, quelquefois monumentale et populeuse comme une capitale européenne, Guanaxuato par exemple, qui comptait en 1810 80,000 âmes.

Les filons des mines mexicaines se présentent avec des dimensions surprenantes : ce sont des filons géants. Celui de la *Biscaïna,* qu'on voit ici, a plusieurs mètres de puissance. Le filon nommé la *Veta Madre,* qu'on exploite à Guanaxuato, a rarement moins de 8 mètres, et va quelquefois à 50. Un lit de minerai d'argent de 50 mètres de puissance! Qu'en eussent pensé les héros qui allaient au fond de la Colchide chercher un peu de poudre d'or? On a exploité la *Veta Madre* sur plus de 12 kilomètres de long, quoique les trésors qui y ont été puisés soient provenus presque uniquement d'un espace de 1,500 à 1,600 mètres, comprenant les concessions fameuses de Valenciana et de Rayas. La *Veta Grande* de Zacatecas a généralement de 5 à 10 mètres, déduction faite de deux lits de roches stériles qui y sont intercalées. A *San-Acasio,* ce même filon a le double. Plus au nord, dans la concession de *Guadalupe y Calvo,* le filon se présente avec une puissance de 7 à 8 mètres.

Je ne cite ici que les exemples d'épaisseur extraordinaire, car les filons abondent. A côté de la *Veta Madre* de Guanaxuato, on en compte plusieurs autres. C'est un véritable réseau de filons, réseau serré, qu'on exploite à Fresnillo, un peu au nord de Zacatecas (1). Pour mieux faire apprécier l'importance de ces filons mexicains, il est bon de rappeler qu'en Belgique on va chercher avec profit, à 400 mètres sous terre, à travers mille obstacles, en luttant contre les fleuves souterrains et contre un feu perfide, des couches de charbon de 50 centimètres, pas plus de centimètres de charbon qu'il n'y a de mètres de minerai d'argent dans la *Veta Madre* de Guanaxuato. Je ne prends pas ici pour terme de comparaison les mines d'argent que possède l'Europe. Les mines d'argent proprement dites sont très-rares dans l'ancien continent. L'argent s'y obtient le plus souvent comme produit accidentel, métallurgiquement parlant, de mines de plomb ou de cuivre.

Les mines d'argent du Mexique sont des filons, dans le sens exact que la science attache à ce mot, c'est-à-dire des masses à peu près indéfinies dans la longueur et la profondeur, et d'une épaisseur passablement régulière, qui coupent transversalement des roches d'une nature toute différente. La *gangue,* c'est-à-dire la pâte qui forme le corps du filon et dans laquelle le minerai est disséminé, est du *quartz,* substance dure qui résiste aux intempéries des saisons, auxquelles cèdent les roches environnantes; la même qui est si commune dans plusieurs parties de la France, en Limousin, par exemple, où l'on en charge les routes; la même encore dont sont composés en grande partie les galets des fleuves, parce que les autres roches, moins dures, ont été broyées et détruites par le frottement, pendant que le quartz résistait. Les filons se reconnaissent à la surface du sol par une crête saillante (*creston*). Les roches que traversent les filons sont le plus souvent des schistes argileux, des roches verdâtres ordinairement feuilletées, ou des couches composées de débris de terrains plus anciens et scientifiquement analogues au

(1) Il convient de dire que les filons les plus épais ne sont pas toujours ceux qui contiennent le plus de métal. Souvent de petits filons désignés par les mineurs mexicains sous le nom de *rubans* compensent leurs faibles dimensions par une richesse extraordinaire.

grès : tels sont les gisements de Guanaxuato, Zacatecas et Fresnillo ; ou bien ce sont des calcaires secondaires, ainsi qu'on l'observe à Tasco, où les filons coupent en même temps d'autres couches, ou enfin ce sont des porphyres : Real del Monte en est un exemple. Dans le voisinage des filons, on voit habituellement apparaître des mamelons de porphyre, qui attestent un soulèvement du terrain dû à des masses porphyriques sorties incandescentes du sein de la terre pendant un ébranlement qui probablement en fit jaillir les filons eux-mêmes, ou qui peut-être se borna à relever des terrains déjà rendus riches en argent.

Au Mexique, la plupart des roches qui composent la croûte terrestre, soit qu'elles appartiennent à la classe des terrains qui se présentent en bancs réguliers les uns au-dessus des autres, parce qu'ils ont été déposés par les eaux, soit qu'elles se rangent dans cette autre classe qui doit son origine au feu, et qui, par conséquent, n'offre pas la disposition en assises ou couches qui résulte de l'origine aqueuse, sont coupées par des filons de quartz. L'un des caractères de ces filons, sur le sol mexicain, est de renfermer le plus souvent des *sulfures* métalliques, combinaisons du fer, ou du zinc, ou du cuivre, ou du plomb, avec le soufre, qui joue un si grand rôle dans la nature, et il est bien rare qu'au milieu de ces sulfures on ne rencontre pas celui d'argent ; le filon alors forme une mine de ce précieux métal. Or, à mesure qu'on s'avance de Mexico vers le nord, on voit se multiplier ces filons de quartz plus ou moins mêlé de sulfures métalliques : suivant M. Duport, quand, se dirigeant vers le golfe de Californie, on traverse la chaîne principale, une fois qu'on est sur le versant occidental, c'est le pays tout entier qui est composé de roches sillonnées de veines de quartz sur un espace immense. C'est assez dire, ajoute-t-il, que les gisements exploités depuis trois siècles ne sont rien auprès de ceux qui restent à explorer.

Ces caractères généraux ou d'autres qui y sont analogues se répètent sur la majeure partie de la longue chaîne des Andes et dans les cordillères ou ramifications que la chaîne centrale jette à droite et à gauche. Les substances avec lesquelles l'argent est en combinaison peuvent varier ; les roches traversées par les filons ne sont pas partout absolument les mêmes. Ainsi, au Mexique, les filons d'argent ne sont que par exception dans le calcaire ; ailleurs ils s'y tiennent habituellement, et, au Pérou, la mine de Gualgayoc offre un filon au travers de couches calcaires d'une époque relativement récente, quoiqu'elle soit infiniment antérieure à l'homme, celle à laquelle les géologues rapportent le dépôt de la craie dont sont formés de si vastes terrains, à commencer par les environs de Paris. Un gisement pareil est regardé dans la science comme une rareté ; mais le fait dominant pour l'économie générale du globe, c'est le privilége qu'a cette chaîne de montagnes, de plus de quatorze mille kilomètres de long, d'offrir des gisements d'argent avec une fréquence et une puissance sans pareilles.

Prenez une carte du Mexique et pointez-y toutes les localités où une mine d'argent a été exploitée, ainsi que celles où des indices ont été signalés ; elles occuperont sur la carte, avec d'assez faibles solutions de continuité, une ligne droite oblique à 45 degrés par rapport à l'équateur, du 16e au 30e degré de latitude (1). Le développement de cette ligne oblique est de plus de deux mille kilomètres. Au nord, ce sont les mines des environs de Guaimas, de Batopilas, de Morelos, de Guadalupe y Calvo ; au centre, Guanaxuato ; au midi, ici Tlapujahua,

(1) Duport, *Production des Métaux précieux au Mexique*, p. 377.

Angangueo, Sultepec, là Pachuca, Real del Monte et Chico. Souvent le même filon est reconnu sur de longues distances. Ainsi la *Veta Madre* de Guanaxuato était exploitée, dès 1803, sur une longueur de treize kilomètres. Il faut qu'un de ces déchirements qu'a subis la croûte de la planète à diverses époques, des milliers de siècles avant l'apparition de l'homme, se soit ainsi opéré au Mexique suivant cette direction à peu près rectiligne. Disons plus, ce phénomène semble s'être reproduit au même instant dans le nouveau continent, sur toute la longueur de l'immense chaîne des Andes. Alors une abondante injection de matières argentifères venues de l'intérieur du globe en aura pénétré l'enveloppe pétrifiée et en aura comblé les fissures. Des similitudes bien constatées autorisent à considérer les innombrables filons disposés au Mexique le long de la ligne de deux mille kilomètres que nous venons d'indiquer comme ayant ainsi une origine commune qui les aurait ouverts et remplis au même instant. Ils sont tous dirigés de même et ils sont formés à peu près des mêmes substances.

Quelle idée n'a-t-on pas des ressources du Mexique en métaux précieux, quand à l'argent on ajoute l'or que le pays présente ! On verra cependant que la production de l'or est beaucoup moindre que celle de l'argent, je ne dis pas seulement en poids, mais même en valeur.

Les mines de métaux précieux ont pour le Mexique cet avantage particulier que, seules aujourd'hui, elles peuvent lui fournir un objet de grande exportation. La cochenille, dont le Mexique a le privilége d'être presque le seul fournisseur, n'entrait dans ses envois au dehors, à l'époque où le pays était le plus florissant, que pour 12 millions de fr. (1). Le Mexique est un pays admirablement doué par la nature; c'est la flore la plus riche et la plus variée qu'on puisse imaginer : tout y vient. En se rendant du littoral à Mexico, on gravit une succession de terrasses qui offrent l'une après l'autre, et quelquefois l'une à côté de l'autre, toutes les cultures, toutes les productions, depuis celles des contrées les plus ardentes de la zone torride jusqu'à celles des régions glacées du pôle. On rencontre la série tout entière des végétaux utiles, depuis la canne à sucre, l'indigo de l'Asie méridionale et le café de l'Arabie, jusqu'au lichen de l'Islande, en passant par le coton, l'olivier, la vigne, le maïs et les céréales sur lesquelles vit l'Europe. Ce n'est cependant point chose facile que d'utiliser, pour le commerce d'échange, cette merveilleuse aptitude du sol à tout donner à l'homme en retour d'un peu de travail. La population, sans doute parce qu'elle craint le climat du littoral et qu'elle sait ce qu'il en coûte pendant huit mois de l'année pour fréquenter la plage de la Vera-Cruz, quartier général de la fièvre jaune, s'est réfugiée sur le vaste plateau que forme la Cordillère, devenue épaisse et massive au point d'occuper tout l'intervalle qui sépare les deux océans sur lesquels le Mexique est assis. Les hommes se sont concentrés sur la Terre Froide (*Tierra Fria*), dont pourtant il ne faut pas juger le climat d'après le nom qu'elle porte, car la saison d'hiver à Mexico ressemble aux plus riantes journées du mois

(1) C'est, après les métaux précieux. le principal objet d'exportation. La vanille, la salsepareille, le jalap, dont le Mexique est un des plus importants producteurs, étaient expédiés pour une valeur collective d'un million, l'indigo pour un peu plus, mais il provenait presque en totalité de Guatimala, dans l'Amérique centrale. Les bois de teinture peuvent donner lieu à un fret assez considérable, mais ne représentent sur les lieux qu'une très-faible somme. Le Mexique a exporté sous le régime colonial des farines et du sucre; il a cessé aujourd'hui.

de mai à Paris, et le nom qui, au gré d'un Européen, conviendrait le mieux à cette partie du pays, serait celui de *Terre Sèche*. Point de cours d'eau qu'on puisse canaliser, de manière à avoir des voies de transport économiques. Le beau bassin auquel on a donné le nom de vallée de Mexico, tout entier dans la *Tierra Fria*, est la seule partie du Mexique où il serait facile d'établir un bon système de navigation. Dans un pays nouveau et médiocrement industrieux, où les distances sont grandes, où le trésor public est vide et où la sécurité pour les associations industrielles a disparu, on ne peut songer à établir des chemins de fer. Sur le plateau, les routes pourraient s'ouvrir et s'entretenir à peu de frais, et il y a un certain nombre de voies charretières qui restent praticables tant bien que mal, quoique personne ne s'en occupe ; mais, le long des pentes çà et là abruptes par lesquelles le plateau se relie avec les bords de la mer, elles coûteraient cher. Une seule avait été établie, avec magnificence il est vrai, celle de Perote à la Vera-Cruz, joignant Mexico à ce port, et elle est dégradée aujourd'hui. Ainsi, avec quelque abondance que le pays puisse rendre, dans la Terre Chaude, les denrées d'exportation sur lesquelles vivent et prospèrent les colonies des Antilles et des Indes orientales, le sucre, le coton, le café, et, dans la Terre Froide, le blé, dont les États-Unis expédient de grandes quantités dans les deux mondes, cette fertilité virtuelle du pays, dans l'état où sont les voies de transport, ne sert à rien pour le commerce extérieur. Le Mexique produit son propre sucre, son coton, son café, à plus forte raison son blé ; il n'en expédie pas à l'étranger. Un commerce extérieur de quelque étendue ne lui est possible qu'à l'aide des métaux précieux. Sous le régime colonial, le travail des mines était l'objet des soins particuliers du gouvernement, qui s'efforça d'y appliquer tous les moyens que la science possédait alors dans la Péninsule, et, malgré la médiocrité de ces ressources, la sollicitude de l'autorité eut de beaux résultats.

Dès le temps de Cortez, on s'était mis, on avait continué à travailler les mines d'argent de Tasco, de Sultepec, de Pachuca, de Tlapujahua, presque toutes exploitées déjà pour le compte des Montezumas. Bientôt après s'ouvrirent celles de Zacatecas, et même le filon de Guanaxuato fut attaqué dès 1558. A l'ouverture du XVIIIe siècle, le Mexique ne donnait que 27 millions de francs en or et en argent, mais, cinquante ans plus tard, il en était à 65 Peu après, la mine de Valenciana était en rapport, et, en 1775, le produit du Mexique montait à 85 millions. En 1788, il était à 107 millions, et en 1795 à 130. Il resta à peu près à ce point, tantôt le dépassant, tantôt restant en dessous de très-peu jusqu'en 1810, où éclata la guerre de l'indépendance. L'or déclaré pour la perception de l'impôt représentait sur la masse annuelle, depuis 1775, de 10 à 15 millions.

Le Mexique, à ce moment, donnait plus d'argent que le reste de la planète ; il en est de même aujourd'hui encore.

Cette masse de métaux précieux, d'argent particulièrement, a été convertie à peu près entièrement en piastres. Comme l'Amérique espagnole fournissait presque tout l'argent mis au jour dans le monde, la piastre espagnole devint la monnaie la plus usuelle du commerce général. 8 piastres 1/2 pèsent un marc de Castille, et le titre primitif fut primitivement de 11/12 de fin (ou de 917 parties sur 1,000). Le quadruple d'or est de même poids et fut d'abord de même titre que la piastre. C'est pour l'or ce qu'on nomme 22 karats. Jusqu'en 1772, le gouvernement espagnol observa scrupuleusement les règles qu'il s'était tracées pour le monnayage, et le titre des piastres resta à 11/12, ou, selon la langue monétaire,

à 11 deniers. A cette époque, le cabinet de Madrid crut pouvoir impunément violer ses engagements envers le monde entier, qui se servait de sa monnaie en toute confiance, comme de la représentation la plus fidèle des valeurs. Le titre fut clandestinement réduit de 917 millièmes à 903. Inutile de dire que le commerce s'aperçut aussitôt de l'altération, et que la piastre nouvelle ne circula que pour ce qu'elle valait. On avait pris des précautions puériles pour envelopper la fraude de mystère. On donnait de faux poids aux essayeurs pour qu'ils s'en servissent devant le public, comme s'il n'y avait eu d'essayeurs qu'à Mexico ou à Lima. Jusqu'à l'indépendance, en nommant ces agents, on leur faisait prêter serment de ne pas divulguer ce secret d'état, que connaissaient tous les changeurs et tous les commerçants du monde. En 1786, un nouvel abaissement de titre eut lieu sur l'or, et les quadruples n'eurent plus que 21 karats ou 875 millièmes de fin. Les républiques de l'Amérique espagnole, c'est une justice à leur rendre, ont maintenu le titre qu'elles avaient trouvé de 903 pour l'argent et de 875 pour l'or. C'est par exception et le plus souvent par l'effet de l'ignorance que dans des moments de trouble elles ont émis des monnaies d'un plus bas titre. Aussi aujourd'hui encore, de toutes les monnaies d'argent, la piastre est-elle la seule qui soit universelle. C'est en piastres qu'on règle dans les comptoirs de l'Inde ou de la Chine; c'est la piastre qu'on rencontre en Algérie et que préfèrent l'Arabe et le Kabyle. Le dollar des États-Unis n'est que la piastre espagnole. Les sultans turcs avaient adopté la piastre (1). Cependant la pièce de 5 francs, dont on a frappé une très-grande quantité et qui est correcte de poids et de titre, commence à se répandre sur le marché général.

Il ne faut cependant pas s'abuser sur la proportion habituelle d'argent qu'on rencontre dans un poids déterminé de minerai mexicain. L'opinion, accréditée en Europe, qu'on heurte du pied des masses d'argent natif au Mexique et au Pérou, comme dans l'Eldorado, est dénuée de fondement. Certaines mines du vieux continent (2) ont offert des blocs d'argent natif aussi beaux que tout ce que le nouveau pourrait en citer, et, à part quelques recoins privilégiés et bénis des mineurs, les minerais autres que l'argent natif ne se présentent point non plus, au Mexique et au Pérou, en masses compactes. Les minerais maigres de la Saxe et de la Hongrie sont moins pauvres que la moyenne des minerais mexicains ou péruviens, la différence est souvent de plus de moitié; mais, par la puissance de leurs filons, les mines mexicaines ou péruviennes ont une supériorité extraordinaire. En Saxe, ce sont des veines de deux à trois décimètres qui s'étranglent fréquemment. Au Mexique, les filons acquièrent de si énormes épaisseurs, qu'il faut les mesurer quelquefois par dizaines de mètres. Ainsi un filon qui, dans la majeure partie de sa puissance, renferme l'argent sulfuré en parcelles presque imperceptibles, peut fournir dans un mois la moitié de l'argent que donnent dans l'espace d'une année toutes les mines de la Saxe. Il résulte d'un parallèle entre la célèbre mine du Himmel-Fürst, située près de Freiberg en Saxe, et la mine mexicaine de la Valenciana, telle qu'elle était en 1803, que la première étant riche à 6 ou 7 onces par

(1) Ils l'ont réduite à moins du 20ᵉ de sa valeur à force d'alliage.

(2) Celles de Kongsberg en Norwége, de Schneeberg en Saxe, celles de Sainte-Marie-aux-Mines en France, abandonnées pourtant, mais peut-être à tort, ont donné des masses d'argent natif du poids de 50 kilog., qu'on chercherait vainement dans les mines les plus riches du Nouveau-Monde.

quintal (3 millièmes 8/10 ou 4 millièmes 4/10), la seconde ne l'était qu'à 4 (2 millièmes et demi) ; mais la mine saxonne, avec 550 hommes, les premiers mineurs du monde, fouillant les entrailles de la terre suivant les méthodes les plus perfectionnées, ne rendait annuellement que 700,000 kilog. de minerai. La mine mexicaine, qui occupait à l'intérieur 1,800 travailleurs, soit un peu plus du triple, et employait des procédés d'exploitation grossiers, en livrait, au contraire, aux ateliers métallurgiques 33,120,000 kilog., cinquante fois autant. La première fournissait 2,300 kilog. d'argent, et la seconde 82,800, soit 36 fois plus. Le profit net de celle-là était de 90,000 fr., les actionnaires de celle-ci se partageaient 3 millions. La Valenciana répandait en salaires dans le pays 3,400,000 fr., et payait chacun de ses ouvriers, au nombre de 3,100 en tout, de 5 à 6 fr. par jour, tandis que Himmel-Fürst ne répandait en main-d'œuvre que 200,000 fr., et ne rétribuait ses 700 travailleurs du fond et de la surface, race appliquée et intelligente, que sur le pied moyen de 18 sous par jour (1).

Les recherches de M. d'Elhuyar ont fait connaître que la richesse moyenne de tous les minerais mexicains traités au commencement du siècle était d'un millième et 8/10 à 2 millièmes et demi, ou, pour parler le langage des mineurs, de trois à quatre onces d'argent par quintal. Des essais récents, faits par les procédés les plus parfaits qu'indique la science moderne, confirment pleinement cette évaluation de l'ancien directeur général des mines du Mexique. Cette pauvreté du minerai mexicain, même avec l'abondance qu'en offre le sol, en rendait la mise en œuvre difficile. Si le Mexique recélait en lui les richesses des *Mille et une Nuits,* il fallait les conquérir. Elles eussent été gardées par des dragons, comme celles de la Fable, qu'on n'eût pas eu plus de peine à s'en emparer. Quelques mots le feront comprendre.

II. — CARACTÈRE DE L'EXPLOITATION DES MINES DU MEXIQUE.

On donne à l'Amérique le nom de Nouveau-Monde. On se douterait peu qu'on soit dans un monde nouveau quand on débarque à New-York, à Philadelphie, à Québec, à la Havane, ou quand on se promène dans les rues de Boston et d'Albany. Philadelphie et New-York, Boston et Albany, c'est la vieille Angleterre, c'est la descendance de Bristol, de Hull, de Liverpool, et à la première génération. Même style de construction, de petites maisons proprettes en briques avec de petites portes et de petites allées, la cuisine sous le rez-de-chaussée ; même multiplication des églises, même race d'hommes plus endimanchée pourtant, de même que la ville ; même coupure de la vie. La Havane, c'est l'antique Espagne, des rues tortueuses et étroites, le long desquelles s'élèvent des maisons, belles souvent comme des palais ; la population est espagnole, seul le mélange des noirs révèle une autre contrée. Québec, c'est la basse Normandie toute pure avec garnison anglaise ; quelque chose comme aurait pu être Rouen pendant l'occupation de 1815. Vera-Cruz, avant que l'ange exterminateur des révolutions passant par là lui eût imprimé un cachet de tristesse et de ruine, c'était l'Espagne s'embellis-

(1) Voir Humboldt, *Essai sur la Nouvelle-Espagne,* III, p. 206, et d'Aubuisson, *Mines d'Allemagne,* III, p. 6 à 45.

sant, élargissant ses rues et s'épurant de ses mendiants. Le voyageur, y retrouvant la mantille et le pied mignon des Andalouses, se serait cru volontiers sur la plage du midi de l'Espagne, là où par hasard elle est sablonneuse, aride et inculte. Sur le plateau mexicain, le nom de Nouveau-Monde est mieux approprié et plus vrai. La nature et les hommes y sont autres ; la végétation rigide des nopals (1) et des magueys (2), magnifiques aloès qui se plaisent et pullulent dans cette atmosphère raréfiée, a un aspect à elle. Ce sont des conditions autres d'existence pour l'espèce humaine, pour les bêtes, pour les végétaux. Par son site à une immense élévation dans les airs et pourtant au pied des montagnes, au fond d'un bassin, sous le coup d'une inondation, par son architecture grande, régulière sans ennuyeuse uniformité, Mexico ne ressemble qu'à elle-même. Ce n'est plus l'Europe, c'est une capitale pleine d'une majesté étrangère et originale. La physionomie de ses habitants, de ceux même qu'on répute blancs sans contestation, diffère de celle de la famille de Japhet. A leurs traits et à leur regard on reconnaît le mélange d'un autre sang. Une partie de la population, moins nombreuse à la ville qu'aux champs, est de pure race aztèque, et, par la couleur de sa peau et par la forme de ses vêtements, avertit l'Européen qu'il a cessé d'être chez lui, qu'il vit dans un monde nouveau.

Ici, ou pour mieux dire dans les deux Amériques, les districts de mines d'argent et l'art métallique offrent profondément empreint ce caractère nouveau-monde. Tout y est autrement que chez nous. La région argentière semble n'avoir jamais eu de communication avec l'Europe, quoique ce soit la soif de l'or des Européens qui ait provoqué l'exploitation des métaux précieux. L'art des mines en Chine, par ses données économiques et techniques, diffère moins de celui de l'Europe actuelle. Ici, à côté d'un procédé chimique que la science européenne n'a point inspiré, qu'elle a été trois siècles sans expliquer, qui est ingénieux, surprenant, admirable dans la plupart des cas, on rencontre des procédés mécaniques, grossiers, stupides, et par conséquent très-onéreux ; rien n'est cher comme l'ignorance. Tel est celui qui consiste à élever l'eau, trop souvent abondante au fond des mines, de 300 mètres, 400 mètres, 500 mètres de profondeur, non avec des pompes ou au moins dans un tonneau, mais au moyen d'un sac en cuir suspendu à une corde que manœuvrent péniblement des mules lancées au grand galop (3). Dans les mines, des puits d'une largeur sans exemple, plus larges que la façade de l'habitation d'un citoyen riche à New-York, et nul effort pour utiliser dans l'intérêt du service, pour la salubrité de la mine et pour la sécurité des ouvriers, ces trouées excessivement dispendieuses (4). Avec d'aussi spacieuses voies du haut en

(1) Le nopal est un cactus arborescent.

(2) Le maguey est l'*agave mexicana*, espèce d'aloès, dont le jus sert à faire une boisson fermentée généralement en usage du temps de Montézuma, et qui aujourd'hui encore, pour les dix-neuf vingtièmes de la population, remplace le vin.

(3) Tout le monde sait, en Europe du moins, que le galop est l'allure où le cheval a le moins d'effet mécanique utile. Jusqu'à ce jour, on n'a pu le persuader aux mineurs mexicains.

(4) A la mine de Valenciana, trois puits ont coûté 10 millions; à Mons, des puits de quatre cents mètres de profondeur, creusés au travers d'un terrain qui renferme de l'eau par torrents et sur des dimensions qui suffisent à l'extraction de masses décuples de ce qu'on retire d'une mine d'argent, à l'aérage et à la descente des hommes, reviennent à 200,000 francs. C'est seize fois moins qu'un des puits de la Valenciana.

bas de la mine, pas de moyens d'aérage, et des communications mal établies, périlleuses. On dirait d'un édifice érigé par un architecte sans intelligence, où, pour passer d'une pièce à la voisine, il faudrait faire le tour de la maison entière. A l'intérieur, on a trouvé moyen de rendre les transports très-coûteux, en les faisant à dos d'homme, dans des galeries montantes fort rapides, tandis que rien n'eût été plus aisé que d'avoir des galeries de niveau, larges et élevées, avec des chevaux et des chemins de fer de service (1). Ces différences-là, en regard de l'Europe, et bien d'autres, tiennent uniquement à une ignorance crasse et obstinée. D'autres circonstances de l'extraction des métaux précieux en Amérique sont originales dans leur nouveauté et autochtones. Ressortant du sol lui-même, elles sont commandées ou conseillées par lui. Quelquefois ce sont des transports considérables effectués par des animaux que le vulgaire européen, s'il en entend prononcer le nom, est tenté de ranger parmi les bêtes de la Fable à côté de la licorne; je veux parler des lamas et des alpacas (2), qui par milliers sont employés à ce service. Ailleurs, des bêtes de somme plus étranges encore, dont le spectacle humilie l'ami de la civilisation : des hommes tenant lieu de mulets pour les charrois (3) ou servant de chevaux de poste. Dans la province montagneuse d'Antioquia (Nouvelle-Grenade), non pas seulement dans les mines, mais dans de longs voyages, d'un revers à l'autre de la Cordillère, on va à homme comme chez nous à cheval. Dans les mines du Mexique, l'homme remplit aussi cet office, moyennant un bon salaire cependant. A la Valenciana, lorsque les chefs de l'exploitation visitaient les travaux, ils se faisaient porter par des hommes qui avaient une espèce de selle au dos et qu'on désignait sous le nom de *petits chevaux* (*cavalitos*). Sur d'autres points, c'est le contraste des denrées les plus communes chez nous à un taux incroyable et de l'or à vil prix : un baril de farine à 350, 400 et même 450 fr., le même qu'à New-York ou à Bordeaux on livre communément

(1) On sait que l'emploi de petits chemins de fer dans les mines date d'assez loin.

(2) Ces animaux ressemblent à de grands moutons. Au Potosi, qui dépend de la Bolivie, 15,000 lamas et autant d'ânes transportaient, au commencement du siècle, les minerais de la mine aux fourneaux. Avant 1795, époque d'un écroulement général qui arrêta tous les travaux à la mine de mercure du Cerro de Santa-Barbara, près de Huancavelica, 7,000 alpacas et lamas, conduits et gouvernés par des chiens intelligents, portaient les minerais retirés du sein de la terre aux fourneaux destinés à extraire le métal par distillation, qui étaient placés aux portes de la ville de Huancavelica. Ces animaux sont inconnus au Mexique.

(3) « Les Indiens *tenateros* (qui font le transport intérieur), que l'on peut considérer comme les bêtes de somme des mines du Mexique, restent chargés d'un poids de 225 à 350 livres pendant l'espace de six heures. Dans les galeries de Valenciana et de Rayas, ils sont exposés à une température de 22 à 25 degrés Réaumur (27 degrés 1/2 à 31 1/4 centigrades). Ils montent et descendent pendant ce temps plusieurs milliers de gradins, par des puits inclinés de plus de 30 degrés. On rencontre dans les mines des files de 50 à 60 de ces portefaix, parmi lesquels il y a des vieillards sexagénaires et des enfants de dix à douze ans. On ne peut se lasser d'admirer la force musculaire des *tenateros* indiens et métis de Guanaxuato, surtout lorsqu'on se sent excédé de fatigue en sortant de la plus grande profondeur de la mine de Valenciana sans avoir été chargé du poids le plus léger. » (Humboldt, *Nouvelle-Espagne*, III, 242-243.)

M. Duport, qui donne des renseignements de la date la plus fraîche (1842), dit que les transports intérieurs se font encore de même. Il est bon de rappeler que ce travail des Indiens est volontaire. Ils reçoivent des salaires triples ou quadruples de ceux des laboureurs.

à 25 fr., et cela en un pays d'une fertilité extrême; le fer à 4,500 fr. la tonne, qu'en Angleterre on obtient pour 175 fr. Ne dirait-on pas d'un coin de la lune ou d'Uranus? Les prix que je viens de transcrire sont ceux que cite M. de Humboldt au sujet de la province de Choco (Nouvelle-Grenade); ils se rapportent au commencement du siècle. Les choses ont dû changer un peu depuis; mais voici un fait contemporain presque de la même force : qu'on imagine à quel prix doit revenir le travail de mulets comme ceux des mines mexicaines de Guadalupe y Calvo, qu'on nourrit avec des fourrages, de l'orge ou du maïs, apportés à dos de bête de quatre-vingts lieues!

Ailleurs les frais de commission ou de change sont cent fois ce qu'ils seraient en Europe. Dans les départements du nord du Mexique, des lingots d'argent garantis par l'essai se troquent contre des espèces avec une perte de 10 et de 15 pour 100. On a vu cet escompte monter à 40 pour 100 (1). En France maintenant, ce serait de 1 ou 2 francs par kilogramme valant 222 francs 22 centimes. Aussi l'argent est avili, et je n'ose pas nommer les vases immondes qu'on en fabrique quelquefois.

Autre différence encore avec l'Europe; mais celle-là est consolante : le mineur est très-bien payé au Mexique. Peu de faits, au même degré que la condition des mineurs, sont propres à faire ressortir la bienveillance du gouvernement espagnol pour les races indigènes. L'obligation imposée spontanément par les conquérants aux Indiens de travailler dans les mines avait disparu, longtemps avant l'indépendance, des lois écrites et de la réalité, que dans les pays espagnols il faut toujours distinguer de la loi. Le mineur mexicain est libre, et il est supérieurement rétribué. On a vu plus haut qu'au commencement du siècle, sous le régime colonial, le salaire d'un mineur à Guanaxuato était de 5 à 6 francs par jour, pendant que celui d'un bon mineur saxon, à Freiberg, était de moins de 1 franc.

III.—TRAITEMENT DES MINERAIS D'ARGENT.— PROCÉDÉ DU MINEUR MEDINA.

J'essaie de rendre un compte succinct du travail par lequel on retire l'argent. C'est ce qui va mettre en relief, plus encore que tout ce qui précède, le caractère original de l'exploitation américaine.

L'art fournit des moyens aisés de séparer une proportion d'argent de deux millièmes des matières qui la renferment. On retire à Paris des cendres d'orfévre jusqu'à des atomes. Le mineur européen a deux moyens d'action, l'eau et le feu. L'eau lui donne une force motrice avec laquelle, un minerai d'une faible teneur étant donné, on le pulvérise; puis, une fois réduit en poudre, on le lave sous un courant d'eau sur des tables dormantes et des tables à secousse, et c'est ainsi qu'on sépare les particules métalliques de la majeure partie des matières stériles. Ensuite, par le feu, en faisant intervenir une substance tierce, de la classe des fondants, on met en fusion le minerai, et on retrouve au fond du creuset du fourneau les substances métalliques qui s'y sont réunies, une fois liquéfiées, en

(1) A Guadalupe y Calvo. Ce prix exorbitant est motivé par les distances énormes qui séparent les mines du nord des pays habités, et par les dangers auxquels sont exposées des valeurs en voyage.

vertu de leur densité plus grande. L'action du feu, renouvelée plusieurs fois et de diverses façons, finit par avoir raison des minerais les plus rebelles. Ainsi la métallurgie européenne roule sur l'intervention de ces deux éléments, l'eau et le feu. Sur le plateau mexicain, de même qu'au Pérou, il a fallu s'en passer pour retirer l'argent. Transplanté là, le métallurgiste européen s'est trouvé dans la situation de ces proscrits des temps antiques auxquels le feu et l'eau étaient interdits. L'eau est très-rare sur le plateau du Mexique, excepté dans quelques lieux privilégiés comme à l'usine de Regla, et il faut user avec parcimonie du peu qu'on en rencontre. Le combustible y est plus rare encore. Il ne paraît pas que les forêts aient jamais été très-abondantes sur le plateau mexicain ; mais les souverains aztèques, prédécesseurs des Espagnols dans la domination du pays, paraissent avoir eu pour la conservation des bois des règlements forestiers fort sages et fort sévères. La race espagnole, au contraire, héritière en cela des Arabes pasteurs, dévaste les forêts sur son passage. Il y a telle usine qui paie le bois presque au même prix que le citadin de Paris pour sa cuisine économique (1). La houille serait un bienfait du ciel pour l'empire mexicain ; mais, jusqu'à présent, on ne l'a rencontrée que vers le littoral, particulièrement près de Tampico, en remontant le Rio-Panuco, et les transports sont si difficiles, qu'à moins que les houillères ne se trouvassent très-voisines des gîtes métallifères, elles ne seraient d'aucun secours pour l'industrie des mines. Tout se transporte ici à dos de mulet, et à des prix qui sont sept fois plus élevés que ceux du roulage en France (2).

Lors même que l'eau serait moins rare sur le plateau mexicain, on ne pourrait en tirer le même parti qu'en Europe pour la préparation mécanique du minerai. Par une circonstance qui semble sans exemple, le minerai mexicain, dans plusieurs cas, ne se prêterait point à ces lavages employés avec tant de succès en Europe sur les minerais, préalablement pulvérisés, de cuivre, de plomb et d'étain, afin de séparer les parties métalliques de la gangue ou roche stérile, et d'en concentrer ainsi la richesse en un moindre volume et un moindre poids. Souvent l'argent est disséminé dans la gangue en particules si menues, que même les boues que le plus habile laveur distrairait les premières de la masse retiendraient encore une bonne proportion de l'argent (3). C'est que la plus grande partie de l'argent enfermé dans le minerai mexicain est à l'état de sulfure simple ou composé ; ces sulfures sont fragiles et se mettent aisément en poudre extrêmement

(1) Le prix du bois pour les usines à argent du Mexique est communément de 2 francs 50 cent. à 3 francs par 100 kilog. Un stère, supposé de 360 kilog., coûterait donc de 9 francs à 10 francs 80 cent. ; mais quelquefois, et par exemple sur une partie des puits du Fresnillo, le prix est de 14 francs 50 cent. Les forges françaises, qui pourtant paient le bois bien cher, l'achètent, sur pied il est vrai, 3 francs 50 cent. On estime que l'abatage, la façon, la carbonisation et le transport du charbon à l'usine représentent ensemble 1 franc par stère, ce qui porte le prix du stère rendu en charbon à l'usine à 4 fr. 50 cent. A Paris, le stère de bois de chauffage rendu chez les particuliers coûte de 15 à 18 francs.

(2) De Vera-Cruz à Mexico, sur la route la plus fréquentée du Mexique, les transports à dos de mulet se paient sur le pied de 1 franc à 1 franc 35 centimes par kilom. pour cent kilog., selon la nature des marchandises. Le prix du roulage ordinaire en France est de 16 à 20 centimes.

(3) Ce fait résulte positivement des expériences faites à l'école des mines à Paris sur une collection d'environ 100 quintaux des principaux minerais que M. Duport avait apportés du Mexique.

fine, aisée à entraîner par conséquent dans le courant de l'eau de lavage avec les boues réputées stériles.

Que faire donc? Les Espagnols semblent avoir reçu de la nature l'instinct de la métallurgie. Célèbres dès l'antiquité la plus reculée par leurs mines, sous la domination romaine, les provinces de l'Ibérie fournissaient à la maîtresse du monde de l'or, de l'argent, du cinabre. Quand le Nouveau-Monde est découvert, les Espagnols font la conquête de deux empires où l'argent et l'or abondent, et ils y transportent, avec la connaissance qu'on pouvait avoir alors de l'art des mines, leur passion pour la recherche des métaux précieux. Et aujourd'hui que les descendants des *conquistadores* se sont rendus indépendants au Mexique, au Pérou, sur les bords de la Plata, on voit les Espagnols, resserrés dans la Péninsule, recommencer à déployer chez eux le génie que pendant trois siècles ils ont prodigué au loin. Ils fouillent le sol de la patrie avec une audace et un succès extraordinaires.

Ce fut en 1557 qu'un mineur de Pachuca, Bartholomé Medina, découvrit le procédé d'extraction actuellement usité dans toute l'Amérique, moyennant lequel l'argent est obtenu sans recourir au lavage, à peu près sans combustible, et en employant des doses très-modérées d'un petit nombre d'ingrédients tous empruntés, sauf un seul, à la classe des matières réputées communes. Par une sorte de divination, cet homme imagina une méthode de traitement dont la science rend à peine compte aujourd'hui, après que de grands chimistes se sont consacrés à l'étudier. Habituellement l'esprit humain n'arrive aux formules simples qu'en traversant beaucoup de complications; ce pauvre mineur fut plus heureux. Du premier coup, il trouva une recette tellement simple, que depuis trois siècles on n'y a presque rien changé. Une fois le minerai trituré, l'opération s'accomplit sans autre appareil qu'un tout petit lavoir et une cloche de bronze, sans autre main-d'œuvre qu'un foulage des farines de minerai par le pied des hommes ou des mulets (1), sans autre combustible que celui qui est requis pour calciner une petite dose de pyrite de fer et de cuivre (2), et pour volatiliser le mercure de l'amalgame d'argent, où s'est concentré tout l'argent préalablement ramené, par la vertu du procédé, à l'état métallique, et cet amalgame ne représente qu'un centième du poids du minerai traité, sans autres substances que 2 à 3 pour 100

(1) Dans l'origine, le foulage était fait par des hommes, que quelques-uns des mineurs péruviens remplacèrent par des chevaux, et c'est de là que l'emploi des mulets ou des chevaux passa au Mexique. Cette amélioration ne remonte, pour le Mexique, qu'à 1783. Don Juan Cornejo en apporta l'idée du Pérou. Le gouvernement lui accorda un privilége dont il ne jouit pas longtemps, et qui ne lui valut qu'une somme médiocre. Les frais d'amalgamation ont beaucoup diminué depuis que l'on n'a plus besoin d'employer ce grand nombre d'ouvriers qui se promenaient pieds nus sur des amas de farines métalliques. Aujourd'hui encore à Catorce, ce sont des hommes qui font ce service : des circonstances locales et le défaut d'espace n'ont pas permis de leur substituer des animaux; mais c'est le seul point du Mexique où l'ancien mode de foulage se soit maintenu. La substitution des animaux à l'homme et la suppression à peu près complète de l'emploi de la chaux dans l'amalgamation sont les seuls changements qui aient été apportés au procédé de Medina. Dans plusieurs des mines du Pérou, le foulage par les hommes a persisté jusqu'à ce jour.

(2) Les combinaisons naturelles du fer ou du cuivre avec le soufre sont désignées par le nom de *pyrite*. Ce sont des minéraux à l'aspect métallique, d'un jaune un peu plus clair que celui de l'or, que le vulgaire ramasse souvent dans la persuasion que c'est de ce précieux métal.

de sel ordinaire, 1 à 3 pour 100 de *magistral* (pyrite de cuivre et de fer calcinée) et 3 millièmes de mercure (1).

Ce système ingénieux s'applique sans effort à des masses indéfinies. Pour laboratoire, il n'exige rien qu'une aire dallée, où les tas de minerai réduits en pâte sont étalés et où des mulets viennent piétiner en bandes.

Une fois armés du procédé de Medina, les Espagnols élevèrent des établissements immenses, où ils travaillent jusqu'à 15 millions de kilogrammes de minerai. Les idées de ce peuple ont souvent un cachet de grandeur. Il conçoit plus volontiers sur une grande échelle, et il fut un temps où il avait la force d'exécuter comme il avait conçu. Les travaux de quelques-unes des mines furent sur des proportions grandioses, extrêmes. Le puits principal de la Valenciana a une profondeur perpendiculaire de 627^{m},67 et un diamètre de 8^{m},84. Il y a des puits d'une largeur de 10^{m} et même de 12^{m} (2). Ces dimensions extraordinaires et quant à la largeur tout à fait extravagantes donnent l'idée de l'audace et de la puissance avec lesquelles le minerai est attaqué. Examinons comment on le traite.

Dans la plupart des minerais, l'argent est à l'état de sulfure simple (argent noir) ou d'un sulfure composé (argent antimonié sulfuré qui est rouge) (3) ; puis il y a de l'argent natif, et enfin, mais rarement, du chlorure ou du bromure d'argent (4) C'est sur cette loi générale de la composition du minerai qu'est fondée l'efficacité du procédé. Le but que se proposa Medina fut de faire passer

(1) On emploie plus de mercure, quatre fois autant; mais les trois quarts du mercure employé font partie de l'amalgame d'argent qui est le dernier produit de l'opération, et on retire l'argent de cet amalgame sans perdre de mercure. Le seul mercure que nous comptions ici est celui qui est perdu ; il s'élève à 12 onces ou à 13 moyennement pour un marc (8 onces) d'argent, soit 3 millièmes du poids du minerai, quand celui-ci rend 2 millièmes d'argent.

(2) A New-York, une belle maison a 25 pieds anglais ou 7 mètres 60 cent. de façade.

(3) Les minerais ainsi riches en sulfure d'argent simple ou multiple se nomment, en langage de mineur mexicain, *negros* (noirs), moins cependant parce qu'en effet le sulfure d'argent offre cette couleur qu'à cause des sulfures de plomb et de zinc dont la roche est mélangée, et qui dominent comme substances colorantes. Dans leur partie la plus voisine du jour jusqu'à une profondeur quelquefois considérable, les filons ont subi l'action de l'oxygène de l'atmosphère, qui agit sur les sulfures; il en résulte que les métaux autres que l'argent s'y présentent principalement à l'état d'oxyde; quant à l'argent, sa combinaison avec l'oxygène étant beaucoup moins stable, il passe alors à l'état métallique. La nuance ocreuse ou rouge de l'oxyde de fer, qui provient de la décomposition du sulfure de ce métal dont la masse du minerai est toujours plus ou moins mélangée, colore fortement la roche, et les minerais prennent le nom de *colorados*. Dans les *colorados*, une partie au moins de l'argent est à l'état d'argent natif, ce qui en rend le traitement plus facile. Au Mexique, les minerais *negros* forment les sept huitièmes de ceux que l'on traite. Au Pérou, les *colorados*, qui y portent le nom de *pacos*, représentent une proportion beaucoup plus forte qu'au Mexique. Cependant à Catorce (Mexique) tout le minerai qu'on exploite est à l'état de *colorado*. Cette mine cependant a 509 mètres de profondeur. Nulle autre part les *colorados* n'ont été trouvés à une profondeur pareille ; les mines du Pérou ont en général beaucoup moins profondesqu e celles du Mexique. Il est bon de remarquer qu'à Catorce il y a assez peu d'argent natif. L'argent y est principalement à l'état de chlorure (argent gris).

(4) Récemment M. Berthier a reconnu de l'argent à l'état de bromure dans le minerai de Catorce et dans quelques autres. Le bromure d'argent est aussi un des minerais du Chili, comme on le verra plus loin.

l'argent contenu dans le minerai, en ces combinaisons diverses, à l'état d'amalgame, c'est-à-dire d'union avec le mercure. Le mercure s'empare à froid des corps dont il est avide, et il n'en est aucun pour lequel il ait plus d'affinité que pour l'argent. Or, une opération à froid devait dispenser de la nécessité du combustible que le pays n'a pas; en outre, l'amalgamation devait donner le moyen de concentrer en un petit volume l'argent épars dans une immense quantité de gangues, sans recourir aux appareils de lavage, pour lesquels on eût manqué d'eau, et qui d'ailleurs, dans beaucoup de cas, ainsi que nous l'avons dit, auraient été en défaut. Une fois l'argent réuni dans un amalgame, rien n'était aussi simple que de le séparer du mercure, c'était l'affaire d'un peu de feu. L'amalgamation levait donc toutes les difficultés : elle devait être ainsi le but final de l'opération.

L'affinité du mercure pour les métaux précieux avait été remarquée dès les temps antiques, du moins à l'égard de l'or, sans cependant que les Grecs ou les Romains s'en fussent servis pour l'exploitation des mines. C'était un des motifs pour lesquels les alchimistes faisaient intervenir le mercure avec prédilection, et lui supposaient une puissance presque sans bornes. Déjà on avait commencé à employer le mercure pour perfectionner l'extraction de l'or des alluvions de Saint-Domingue, deux ou trois ans après que Christophe Colomb y avait débarqué. Il est même constaté aujourd'hui, d'après le géographe arabe Edrisi, que l'emploi du mercure était communément usité, dès le XIIe siècle, dans les lavages d'or de l'intérieur de l'Afrique; mais, avant Medina, la métallurgie n'avait fait aucun usage du pouvoir que possède le mercure envers l'argent. Ici, d'ailleurs, se présentaient des circonstances qui augmentent beaucoup le mérite de Medina. L'action du mercure avait été mise à profit à l'égard de l'or dégagé de toute combinaison avec ces corps qui dénaturent les métaux précieux, tels que le soufre, le chlore, l'antimoine, et les rendent inattaquables au mercure lui-même. Dans les alluvions de Haïti et de l'intérieur de l'Afrique, comme dans toutes les alluvions aurifères, l'or est à l'état métallique. Dans les minerais mexicains autres que les *colorados,* au contraire, l'argent, au lieu d'être dans sa condition simple de métal libre, mêlé d'une manière mécanique seulement à des matières terreuses, est engagé dans ces combinaisons qui paralysent complétement l'affinité qu'il a pour le mercure. Le problème était donc nouveau et très-compliqué.

Le minerai est d'abord pilé au bocard (1), puis réduit en farine dans les *arrastras,* bassins circulaires où le minerai sortant du bocard est placé à l'état de bouillie très-liquide, sur laquelle se promènent en tournant deux ou quatre blocs de pierre dure appelés *voladoras* (2). A cet état, le minerai, séparé par dépôt de l'excès d'eau et ramené ainsi à l'état de pâte, est étendu en immenses gâteaux

(1) Le bocard est un appareil formé de plusieurs pilons de bois placés verticalement les uns à côté des autres et terminés à leur extrémité inférieure par une masse de fer. Un arbre horizontal en bois, muni de longues saillies ou *cames,* qui est mû quelquefois par une roue hydraulique, le plus souvent au Mexique par un manége, soulève successivement ces pilons placés les uns à côté des autres, les fait battre sur le fond d'une auge où l'on place le minerai à pulvériser, après qu'il a été concassé à la main en fragments de la grosseur d'une noix.

(2) Au centre de l'auge circulaire s'élève un arbre vertical en bois, ayant deux traverses en croix. Les *voladoras* s'attachent à ces traverses. L'une des traverses dépasse les bords de l'auge assez pour qu'on puisse y atteler de front deux mules qui font tourner l'arbre et les *voladoras.*

plats (*tortas*) de 12 à 15 mètres de diamètre, et d'une épaisseur de 20 à 25 centimètres, sur l'aire dallée de la cour (*patio*) servant d'atelier. Une *torta* contient, selon les localités, de 50,000 à 75,000 kilogrammes. On y mêle du sel et l'on donne un *repaso*, c'est-à-dire qu'on y fait tourner au galop pendant plusieurs heures des mulets ou des chevaux, au nombre de huit à quinze, selon les dimensions de la *torta;* puis on met le *magistral* et du mercure, et on donne un nouveau *repaso*. Pendant un intervalle qui, selon la nature du minerai et la saison, varie de quinze à trente jours, et va même à deux mois et à trois quelquefois, on laisse la masse travailler sur elle-même, non sans y aider par des *repasos*. Par des lavages en petit sur une sébile, on constate le moment où tout le mercure est converti en amalgame solide, ou pour mieux dire non coulant, car c'est une masse molle. A ce moment, on verse une nouvelle quantité de mercure, qui, après un nouveau délai d'une douzaine de jours, se transforme de même en amalgame sec. On reconnaît que tout l'argent susceptible de s'amalgamer a été absorbé par le mercure, lorsqu'en ajoutant une dernière proportion de celui-ci, au lieu de se coaguler il reste fluide. Dès lors l'opération est terminée. On lave la pâte de la *torta* dans une cuve en bois ou en pierre (*lavadero*), où on l'agite avec des rateaux tournants que met en mouvement un attelage de mules. Des lavages supplémentaires achèvent de séparer l'amalgame des matières terreuses, et il suffit de chauffer celui-ci sous une cloche de bronze pour que l'argent reste seul.

Trois cents ans après que ce procédé empirique avait réussi, la science chimique, si glorieuse et si fière, et qui a tant le droit de l'être, en a découvert le secret. Combiné avec le soufre, et à plus forte raison avec l'antimoine et le soufre ensemble, l'argent était, on l'a vu, inattaquable au mercure; le sel et le *magistral* servent à le dégager de ces combinaisons et à le faire passer à l'état de chlorure, qui, en présence du mercure, dont la *torta* a été semée, cède son chlore à une partie de celui-ci, de sorte que l'argent, devenu libre, peut se combiner avec une autre partie du même métal. Au contact du sel, le sulfate de cuivre, qui est l'élément actif du *magistral* (chlorure de sodium), se change en bichlorure de cuivre. L'action du bichlorure de cuivre sur l'argent sulfuré donne naissance à un chlorure d'argent. L'eau chargée du sel dont la *torta* est imprégnée a la faculté de dissoudre celui-ci, qui serait absolument insoluble dans l'eau pure, et, une fois dissous, il est décomposé par le mercure. Les *repasos* ou foulages sous les pieds des mulets sont indispensables, non pas seulement par cette cause générale que le mouvement et l'agitation facilitent toute action chimique, mais par un motif particulier : le bichlorure de cuivre n'a point une action énergique sur l'argent sulfuré, c'est seulement à la surface qu'il le transforme en chlorure d'argent saisissable et décomposable par le mercure. Il faut donc absolument renouveler les surfaces, et c'est à quoi sert le piétinement des hommes ou des bêtes.

Dans cette opération, l'on perd toujours une certaine quantité de mercure, non pas de celui qui est passé à l'état d'amalgame, car l'amalgame restitue son mercure en entier (1); mais l'action chimique du magistral et du sel fait passer direc-

(1) En plaçant l'amalgame primitif dans des chausses dont la partie inférieure est en cuir et le fond en toile à voile bien serrée, il s'en écoule du mercure, et il reste un amalgame solide contenant cependant encore quatre ou cinq parties de mercure contre une d'argent. Cet amalgame est moulé en fractions de disque qu'on dépose de manière à en former une colonne sur un support en fer. Le tout se recouvre d'une cloche de bronze

tement une portion du mercure à l'état de chlorure et d'autres combinaisons peut-être, qui restent dans les boues et qu'on ne saurait en retirer. De là une perte accidentelle, variable, inutile au succès de l'opération, inévitable pourtant. Une autre perte, mais celle-là nécessaire, déterminée, fixe, et qui se pourrait calculer, provient de ce que l'argent, une fois chloruré, cède son chlore au mercure. Cette absorption de mercure est presque exactement égale en poids à l'argent qui se trouvait à l'état de chlorure (1). Enfin une petite partie de mercure s'en va mécaniquement dans le lavage à l'état d'amalgame ou à l'état libre. On estime que la proportion de mercure qui disparaît est de trois à quatre millièmes du poids du minerai soumis à l'amalgamation. C'est environ une fois et demie le poids de l'argent qu'on en extrait. De toutes les dépenses de l'opération, celle-ci est la plus apparente et la plus sensible aux mineurs mexicains.

Cette méthode de l'amalgamation réussit très-bien, disons-nous, avec les minerais qui recèlent l'argent à l'état de sulfure, mieux encore avec ceux où il existe à l'état natif, puisque alors le mercure s'empare directement de l'argent, sans avoir à disparaître lui-même dans les boues à l'état de chlorure très-divisé ou en dissolution, qu'il n'y aurait aucun moyen de retrouver. Les minerais qui recèlent l'argent à l'état de sulfure complexe en combinaison avec l'antimoine ou avec l'arsenic rendent plus difficilement par ce procédé la totalité de l'argent qu'ils contiennent; ceux où l'argent est disséminé dans des sulfures de plomb ou de zinc sont assez rebelles : le bromure d'argent, qui existe à Catorce, résiste absolument.

On applique la méthode de l'amalgamation à la plus grande partie des minerais du Mexique et de l'Amérique entière. On estime que 82 centièmes de l'argent mexicain sont ainsi obtenus. Le reste, formant environ le 5ᵉ du total, s'extrait des minerais plus riches qu'on sépare de la masse pendant le cassage à la main. Il s'obtient soit par la fusion ordinaire dans un fourneau avec des litharges ou avec de la soude (2), soit par l'amalgamation à chaud (3). On retire aussi un peu d'argent directement du minerai en plaçant dans les *arrastras* du mercure qui s'empare alors de l'argent natif à mesure qu'il est mis à nu par la trituration.

Sans l'invention de Medina, les mines du Mexique et celles du Nouveau-Monde

qu'on entoure de charbon. Le mercure mis en vapeur par le feu va se condenser, au fur et à mesure, dans un réservoir rempli d'eau sans cesse renouvelée, qui est au-dessous du support de la colonne. La perte en mercure qui a lieu pendant cette distillation est insignifiante, de moins d'un millième.

(1) Il est possible aussi, et un habile chimiste, M. Boussingault, l'a indiqué, qu'il se produise du sulfure de mercure.

(2) Au commencement du siècle, le procédé de la fusion jouait un plus grand rôle. M. de Humboldt calculait alors qu'il était appliqué à 22 pour 100 du poids total du minerai. En 1777, on estimait que les 2 cinquièmes, ou 40 pour 100, passaient par la fonte. Sans aucun doute, la diminution des forêts a contribué à étendre le procédé de l'amalgamation.

(3) L'amalgamation à chaud, ou travail au *cazo*, est employée presque uniquement pour des minerais de l'espèce des *colorados*. Elle est plus usitée dans l'Amérique du Sud qu'au Mexique, sans doute à cause de la nature particulière des minerais. Au Mexique, elle produit environ un dixième de l'argent fourni par le pays. Elle consiste à travailler le minerai dans une chaudière avec du mercure. Elle exige un degré de richesse supérieur à celui du minerai qui passe au *patio*. C'est la seule manière qu'on connaisse de traiter un minerai tel que celui de Catorce, où l'argent est à l'état de bromure en grande partie. Le *patio* n'y fait rien, et par le procédé de la fusion une grande partie se volatiliserait.

tout entier fussent demeurées à peu près stériles. Cet homme modeste n'a cependant pas une statue, pas le moindre monument érigé à sa mémoire, pas une pierre tumulaire, pas même une inscription. Il est vrai que, sur le continent tout entier de l'Amérique espagnole, Colomb et Cortez eux-mêmes avaient été laissés dans le même abandon.

IV. — DES MINES D'OR.

Jusqu'ici nous ne parlons que de l'exploitation des mines d'argent, sans nous occuper de l'or, auquel cependant semble appartenir le premier rang. C'est que l'or se présente souvent comme un produit accidentel ou accessoire des mines d'argent. Les mines d'or proprement dites ont un moindre intérêt. Par la modicité relative de la valeur qu'elles produisent ordinairement, ainsi que par les circonstances naturelles qui leur sont propres, et par le traitement auquel on les soumet, c'est une part moins curieuse et moins intéressante du domaine de l'industrie humaine. La plupart des mines d'or qu'on exploite ou que l'on connaît ne sont point en roches. Ce ne sont point des filons ou des couches qu'on poursuive avec acharnement dans les entrailles de la terre en faisant de profondes excavations, en demandant à la mécanique des prodiges, et d'où l'on retire le métal par d'autres tours de force. L'or n'y est point dans un état d'association complexe avec d'autres métaux ou avec quelques-unes de ces substances non métalliques qu'on dégage des métaux avec difficulté, le soufre, le chlore, ou avec des demi-métaux, tels que l'arsenic et l'antimoine. Presque toujours l'or est à l'état natif, c'est-à-dire de métal libre, allié pourtant à une proportion plus ou moins faible d'un autre métal noble, l'argent, et les gisements d'où on le retire sont des couches de sables superficielles ou à peu près, alluvions déposées par les eaux. La nature s'est montrée à la fois prodigue et avare de ce métal : prodigue en ce sens qu'elle l'a très-fréquemment fait apparaître dans les filons dont elle a injecté la croûte de la planète, ou même dans les masses rocheuses qui occupent une partie des continents, mais excessivement avare en ce qu'elle ne l'a jamais semé qu'en rares parcelles, si bien que, dans la plupart des gîtes où il a été ainsi placé, il exigerait des frais tels que l'industrie devrait y renoncer. Par une opération postérieure, la nature s'est chargée elle-même d'en concentrer les infiniment petits qu'elle avait dispersés dans les filons ou dans la pâte des roches. Lorsque l'enveloppe de la planète fut remaniée par les eaux, qui alors se mirent en mouvement par masses puissantes, afin d'arrondir les flancs des chaînes et d'adoucir les aspérités de la surface, une immense quantité de roches fut triturée. De là les terrains d'alluvion qui occupent à la superficie du globe un si grand espace, et dont la présence était nécessaire pour que la terre pût être mise en culture et nourrir la famille humaine, plus tard venue. De toutes ces matières, désagrégées peut-être par des commotions terrestres et réduites en sables par les eaux, l'action des courants à la même époque sépara, pour les réunir dans des bancs distincts, les particules métalliques plus lourdes que le reste, et particulièrement les grains d'or (1). C'est ainsi qu'au milieu des alluvions placées au pied des montagnes qui

(1) Le même fait a eu lieu pour le platine et pour la même cause, son extrême lourdeur.

renfermaient des veines aurifères, on rencontre des couches où les paillettes d'or sont devenues plus nombreuses ou moins rares que dans les gisements originels, et où dès lors le travail de l'homme peut les rechercher avec avantage. La plupart des mines d'or se réduisent ainsi à des dépôts de sables aurifères où, tout concentré qu'il est relativement, l'or est bien peu abondant encore; mais la nature ayant très-fréquemment disposé de quelques grains d'or, lorsque du sein de la terre elle lançait des matières ignées à la surface, le nombre des mines sablonneuses où l'on rencontre de l'or est très-considérable. Si l'on comptait les dépôts d'alluvions d'où l'on a retiré de l'or avec plus ou moins de succès, on serait surpris de la longueur du dénombrement. On verrait qu'il n'y a pas de pays, pas de province un peu étendue qui n'ait eu ses mines d'or. On n'en finirait pas si on voulait nommer tous les cours d'eau qui charrient de l'or, et où quelques orpailleurs ont gagné et pourraient gagner encore une chétive subsistance. Dans certaines contrées, les dépôts aurifères se présentent rapprochés les uns des autres sur des surfaces sans limites. C'est la pure vérité que les mines d'or possibles sont pour le moins aussi fréquentes que les mines de fer. La teneur seule est différente. La richesse moyenne d'une mine de fer peut être fixée par approximation à 10 ou 15 pour 100 au moins (1); celle des mines d'or est 20,000 ou 40,000 fois moindre.

Il y a tout lieu de croire cependant qu'il a existé dans quelques localités, à la surface du sol, une assez grande quantité de morceaux d'or plus gros que ceux qui forment la richesse des alluvions exploitées (2). C'est l'opinion de plus d'un érudit et de plus d'un géologue. On expliquerait ainsi la présence d'une assez forte quantité d'or chez des peuples peu avancés dans les arts de la civilisation. Les Gaulois, lorsqu'ils furent conquis par Jules César, possédaient relativement beaucoup d'or. Les trésors bien plus considérables accumulés par les souverains de la Perse provenaient plutôt de ce que ces princes, comptant pour peu le travail humain, faisaient laver des sables par des troupes nombreuses d'esclaves.

Dans les montagnes au bas desquelles les alluvions produisent de l'or, on n'est pas toujours parvenu à apercevoir le précieux métal, tant il est disséminé. Sur plusieurs points cependant du nouveau continent, au Mexique, près d'Oaxaca, dans un grand nombre de localités de la Nouvelle-Grenade, au Chili et aux États-Unis, sur une longue ligne située au pied de la chaîne des Alleghanys, il existe des mines d'or où l'on attaque, non plus seulement des sables d'alluvion, mais la masse solide du roc, et où l'on exploite par puits et galeries. Il en est de même sur un petit nombre de points de l'ancien continent.

L'exploitation des sables aurifères, qui représentent les 19/20 des gisements d'or qu'on utilise, n'est, sur quelque étendue qu'elle procède, qu'une petite industrie, morcelée lors même que cent ateliers reconnaîtraient le même maître, usant de moyens élémentaires relativement aux appareils que font jouer en général l'art des mines et la métallurgie. Elle n'offre pas à l'observateur l'intérêt d'une

(1) Je dirais 30 à 40 pour 100 si je n'envisageais que les minerais une fois lavés, ou bien ceux qu'on ne lave point.

(2) On rencontre de ces *pépites*, c'est le nom qu'on leur donne, au milieu des sables aurifères. La plus grosse de toutes les pépites connues est celle de 36 kilogrammes qu'on a découverte assez récemment près de Miask, dans le sud de l'Oural. Celle que les Espagnols trouvèrent à Haïti, et qui est restée célèbre, quoiqu'elle ait été aussitôt perdue dans un naufrage, pesait 14 kilogrammes et demi.

grande difficulté vaincue, d'une grande puissance qui se déploie et surmonte les obstacles. C'est même une industrie plus incertaine que celle des mines d'argent. Chaque dépôt considéré isolément est très-resserré, et par conséquent le rendement des mines d'or ne peut avoir la régularité d'un filon qui se prolonge habituellement sur une longueur presque indéfinie. Il y a toujours lieu de craindre que les alluvions aurifères qui s'annoncent le mieux ne s'appauvrissent très-prochainement. L'attrait non raisonné qu'exerce ce métal sur les esprits avides de posséder et impatients de s'enrichir est pour quelque chose dans la persévérance avec laquelle on en suit l'exploitation. Et pourtant les mêmes terrains, quelquefois les mêmes bancs, sont des gîtes de platine, sont des gîtes de diamants. Réunies, toutes ces richesses sembleraient devoir être une source inépuisable de fortune; elles ne forment cependant, pour l'industrie de l'homme, qu'un médiocre domaine.

La majeure partie de l'or que fournit le Mexique est retiré de l'argent avec lequel il est confondu. L'opération par laquelle on sépare l'or de l'argent, et qui se nomme le *départ* (*apartado*), a de tout temps été pratiquée au Mexique; parmi la noblesse mexicaine, qui tirait sa richesse des mines et en faisait volontiers dériver ses titres de Castille, il y avait un marquis de l'Apartado : c'est le titre des Fagoaga. On se procure d'abord une partie de l'argent aurifère, celle qui contient le plus d'or, en mêlant, lorsqu'il y a lieu, du mercure au minerai qu'on broie dans les *arrastras*. Le mercure s'empare de l'or natif qui se rencontre quelquefois disséminé dans la masse, ou de l'or qui peut être combiné avec l'argent natif, ce qui se voit plus fréquemment, en dissolvant celui-ci. C'est d'ailleurs un moyen d'isoler tout de suite de la gangue cet argent lui-même, et, lorsqu'il est un peu abondant, on s'en trouve bien. Les minerais assez riches pour être traités par le procédé de la fusion rendent un argent plus aurifère que celui qui provient de l'amalgamation. L'opération du *départ* a été portée à un très-haut degré de perfection et d'économie en Europe. Les affineurs de Paris, qui sont, il est vrai, d'une habileté sans égale, gagnent à faire le *départ,* lorsque les lingots d'argent contiennent le tiers d'un millième d'or. Au Mexique, sous le régime colonial, l'administration s'en chargeait, mais ne tenait compte de l'or aux mineurs que lorsqu'il y en avait 6 millièmes et 1/4. On travaillait ainsi jusqu'à 45,000 kilogrammes d'argent annuellement. Aujourd'hui le travail roule sur une quantité au moins égale, quoique la production de l'argent soit moindre; mais les procédés de départ ont été beaucoup perfectionnés au Mexique.

La proportion d'or contenue dans l'argent, toujours faible cependant, varie beaucoup d'une mine à l'autre, et exerce une grande influence sur les profits du mineur; c'est que 1 kilogramme d'or représente à peu près 16 kilogrammes d'argent. Les mines de Tasco, de Catorce et la majeure partie des filons de Zacatecas sont à peine aurifères. Les filons de Guanaxuato et ceux de Guadalupe y Calvo contiennent une remarquable proportion d'or. Les lingots aurifères sont ceux sur lesquels la contrebande s'exerce de préférence; ainsi les documents officiels et les registres des ateliers de départ ne peuvent faire connaître la teneur habituelle en or des mines les plus privilégiées. M. Duport, qui était très-bien placé pour le savoir, dit qu'en 1844 la proportion d'or pour les districts les plus voisins du Mexique, qui sont médiocrement riches, était de 6 millièmes du poids de l'argent soumis au départ; mais on sait, par les comptes de quelques compagnies, que l'argent aurifère, obtenu en plaçant du mercure dans les *arrastras,* en contient

jusqu'à 4 et 6 pour 100 de son poids. Il y a quatre à cinq ans, à la mine de Rayas, l'un des établissements de Guanaxuato, l'argent considéré manufacturièrement comme aurifère représentait en poids 13 pour 100 de la masse totale des lingots, et, en valeur, l'or formait 1/11 du revenu de la mine (89,131 piastres sur 977,153). Aux mines de Guadalupe y Calvo, elle est plus forte. Dans le premier trimestre de 1842, la proportion de l'or s'y est trouvée dix fois plus grande qu'à la mine de Rayas. Il y avait sur la masse totale du minerai 2 millièmes 1/2 d'argent et 1 dix-millième d'or. Dans le second semestre, l'or a été moins abondant ; la proportion de l'argent étant à peu près la même, celle de l'or avait diminué dans le rapport de 10 à 4. En somme, M. Duport calcule qu'aujourd'hui la métallurgie mexicaine, en tenant compte des lavages de sables aurifères, et même des mines d'or proprement dites, fournit en or une valeur égale au huitième de l'argent, 2 millions de piastres contre 16, en poids 1 contre 130.

Les gîtes d'or d'alluvion du département de Sonora sont les plus renommés du Mexique. Les mines d'Oaxaca, qu'on exploitait depuis la conquête et qu'on doit travailler encore, sont, avons-nous dit, des mines en roche. De même celles de Villalpando, près de Guanaxuato. Parmi les causes qui restreignent au Mexique et au Pérou l'exploitation des mines d'or, il faut signaler la facilité du vol. C'est un des motifs qui ont contribué, autant que le défaut de continuité des veines, à faire abandonner beaucoup de mines d'or en roche. Les ouvriers des mines d'argent soustraient souvent des morceaux riches de minerai, et, pour empêcher ces détournements, on les soumet à des visites quelquefois ignominieuses. C'est une guerre d'astuce entre l'ouvrier, qui veut s'approprier des fragments de prix, et le surveillant, qui cherche à faire restituer ce qui a pu être dérobé. Avec l'or, la tentation est bien plus grande et le larcin bien plus aisé. L'exploitation par lavage offre l'avantage de n'exiger que des appareils simples, partant presque point de capital. C'est donc un travail que les ouvriers peuvent entreprendre pour leur compte. Sous cette forme, on peut croire que les alluvions de la Sonora deviendront très-productives aussitôt que la population s'y portera.

V. — PRODUCTION DU MEXIQUE JUSQU'A CE JOUR.

Pour évaluer la quantité de métaux précieux que le Mexique a fournie jusqu'à ce jour, il convient de distinguer au moins deux périodes. Nous prendrons pour la première l'intervalle tout entier entre la conquête et l'année 1810 où éclata la lutte de l'indépendance. Pendant ces deux cent quatre-vingt-dix ans, l'extraction enregistrée est montée à la somme de 1,913,935,898 piastres (1).

Mais il faut tenir compte des quantités d'or et d'argent qui sont sorties clandestinement du pays pour éviter de payer les droits. Sous le régime colonial,

(1) La piastre d'argent représente, d'après la quantité d'argent fin qu'elle contient, 5 francs 43 centimes. Rapportée à notre pièce de 20 francs, la piastre d'or a une moindre valeur, 5 fr. 09 cent. Il est bon de remarquer que la qualification de piastre d'or est plutôt conventionnelle que légale, et n'est point inscrite sur la monnaie même. Le nom de la pièce d'or espagnole est le quadruple, et non point un nombre déterminé de piastres, tandis que notre pièce d'or suppose un rapport absolu entre l'or et l'argent : la loi l'appelle pièce de 20 francs.

cette contrebande a surtout été forte avant 1725, pour deux motifs : l'autorité de la métropole étant alors moins assise sur les colons, ceux-ci faudraient plus aisément les taxes, et la tentation était grande, car les droits étaient très-élevés. La couronne prélevait la cinquième partie du produit de l'exploitation, une livre d'argent ou d'or par 5 livres : c'était le *quint*. Il y avait d'autres droits, l'*un et demi pour cent*, puis le droit d'essai, le droit de seigneuriage et celui de monnayage. Le *quint* fut réduit de moitié, et devint une dîme, en 1723 au Mexique (1), en 1736 au Pérou. Le droit d'*un et demi pour cent* fut de même mis à 1 pour 100 au Mexique. A l'ouverture du siècle, le profit total du gouvernement était de 12 et demi pour 100 sur l'argent dépourvu d'or. Sur l'argent aurifère, il était plus considérable ; lorsque l'argent contenait en or 50 grains au marc pesant (environ 1 pour 100), l'impôt représentait 19 pour 100. Avec une richesse en or de 6 millièmes ou de moins, l'impôt était bien plus lourd, puisque tout l'or restait à la couronne (2). Il n'en fallait pas davantage pour que la contrebande fût active, surtout avant 1725 ; mais à cette époque le Mexique ne produisait pas tout à fait le tiers de ce qu'il a rendu soixante-quinze ans plus tard. On comprend aussi, à la manière dont était traité par le fisc l'argent aurifère, que la contrebande a dû s'exercer plus particulièrement sur cette partie de la production. Comme la fraude est beaucoup plus facile sur l'or une fois qu'il est en lingots, par cela seul qu'il recèle une grande valeur sous un petit volume, c'est une autre raison d'admettre que la proportion de métal qui est sortie clandestinement a été, toutes choses égales d'ailleurs, plus forte pour l'or que pour l'argent. Nous ajouterons donc un septième à l'argent enregistré et un cinquième à l'or. La convenance, hypothétique cependant, de ces chiffres résulte d'un certain nombre de données. On arrive ainsi à 2,195,547,767 piastres, dont 2,023,487,959 piastres en argent et 172,059,808 en or. En poids de métal exempt d'alliage, c'est 49,443,928 kilogrammes d'argent et 254,476 d'or.

Après 1810, la production devient difficile à constater par diverses causes. Tant que dure la crise révolutionnaire, il n'y a plus rien de régulier dans le pays. L'exploitation des mines est précaire; beaucoup d'exploitations sont suspendues, parce que les ateliers ont été pillés et le matériel saccagé. La quantité de métal frappé dans les hôtels des monnaies n'est plus dans un rapport aussi direct et aussi constant avec la production des mines, soit parce que, d'un côté, on exporte furtivement des métaux en lingots au lieu de les livrer à la monnaie, soit que, d'autre part, à bout de ressources, on envoie à la monnaie de l'argent et de l'or anciennement extraits, qui avaient été convertis en ornements et en ustensiles. Enfin les hôtels des monnaies du Mexique, par un de ces revirements que les révolutions ou les spéculations désordonnées ont seules le pouvoir de produire, ont reçu de l'Europe, à la fin de cette période, des métaux précieux, de l'or : c'étaient les remises des compagnies anglaises formées pour l'exploitation des mines après l'indépendance (3).

Somme toute, il y a lieu de penser que l'extraction des métaux a très-peu excédé le monnayage pendant les seize ans de la crise, de 1810 à la fin de 1825.

(1) Cependant bien avant 1723 plusieurs districts mexicains jouissaient de cette réduction.

(2) Six millièmes d'or représentent neuf centièmes et demi d'argent.

(3) M. Ward évalue les remises qui ont été monnayées à Mexico à 1,956,040 piastres en or, ou 2,863 kilogrammes (*Mexico*, II, p. 19).

Ce serait en tout, d'après les comptes monétaires, 178,302,028 piastres, dont moins de 10 millions en or. Nous porterons ce total (1) à 185 millions seulement, que nous répartirons ainsi : argent, 170 millions de piastres ou 4,153,950 kilogrammes de fin ; or, 15 millions de piastres ou 22,185 kilog.

Mais, l'indépendance une fois consommée, la contrebande s'est déployée avec une audace extrême, sans que rien en balançât l'influence sur la production apparente des métaux précieux. La corruption des autorités lui a offert une assistance qu'elle a mise à profit. Ainsi, M. Duport, qui, par ses relations directes avec les mineurs, n'a pu manquer d'être bien informé, dit avoir acquis la certitude que la valeur des métaux précieux embarqués, en 1840, dans les différents ports mexicains de l'Océan Pacifique, sur les navires de guerre anglais, par contrebande, s'est élevée à plus de 6 millions de piastres. Suivant le même observateur, l'exportation clandestine de l'or a dépassé de plus de moitié, en 1841, l'exportation légale, et la contrebande en cette année, où des circonstances accidentelles l'avaient rendue nulle du côté du golfe du Mexique, a été en tout de près de 5 millions contre 13, ou de 38 pour 100.

Le monnayage, du 31 décembre 1825 au 31 décembre 1840, dans les différents hôtels des monnaies de la république, a été de 161,676,527 piastres, sur quoi il n'y a pas plus de 7 millions et demi de piastres en or. A cause de la fraude, nous compterons 200 millions de piastres en argent et 15 en or. A partir de 1841, nous supposerons annuellement 16 millions de piastres d'argent et 2 d'or, jusqu'à l'année 1845, que nous compterons pour 21 millions de piastres, dont 18,500,000 d'argent et 2,500,000 d'or (2). Depuis le commencement de la lutte de l'indépendance, ce serait donc 452 millions et demi de piastres de l'un des métaux et 40 et demi du second. On a alors, depuis la découverte, un total de 2,688,547,767 piastres, répondant en poids de métal fin à 60,500,766 kilogrammes d'argent et 314,378 kilogrammes d'or.

Pour l'or il faut aussi avoir égard à ce qu'une grande quantité de piastres ont quitté le Mexique avec une dose d'or que les affineurs d'Europe en ont séparée. Sous le régime colonial, avons-nous dit, on faisait le départ, à Mexico, sur 45,000 kilogrammes au plus, pendant que l'extraction était de 537,000. Ce sera nous mettre au-dessous de la vérité que de porter à 1 millième de la totalité de l'argent extrait depuis l'origine l'or qui est sorti du Mexique sans être apparent, mais qui l'est devenu, ou le devient tous les jours, par les soins intéressés et intelligents de l'industrie européenne ; car, pendant longtemps, on s'est abstenu de faire le départ sur des lingots riches à 3 ou 4 millièmes. On en a la preuve par ce fait qu'au-dessous de 6 millièmes et un quart le gouvernement espagnol, qui cependant prélevait une rétribution pour l'opération, ne tenait pas compte de l'or aux

(1) Ce total est fourni par M. Ward, qui prend en considération : 1° le travail d'un hôtel des monnaies établi à Sonbrerete à la fin de 1810, qui fonctionna un an ; 2° le monnayage fait à Guanaxuato en 1812 et 1813 par les autorités coloniales dans les ateliers qu'avait organisés le chef des insurgés, Hidalgo, et celui qui plus tard eut lieu dans la même ville, de 1821 à 1825. C'est un total de 4,042,828 piastres.

(2) M. Mac-Gregor, du *Board of trade* de Londres, dans un volume qui vient de paraître, et qui fait partie de la collection importante qu'il publie sur le commerce des différents états (*Commercial tariffs*, etc.), porte à 18,500,000 piastres la production moyenne des dernières années. Il évalue, d'après la correspondance des consuls anglais, le monnayage de 1844 à 13,754,631 piastres, et celui de 1845 à 15,141,816.

mineurs. Il y a vingt-cinq ans, après que l'industrie du départ avait été perfectionnée, le point à partir duquel le rendement en or dut profiter aux particuliers fut mis à 3 millièmes et un tiers, quoiqu'on maintînt encore au profit de l'atelier national du départ une rétribution fixe par marc d'argent affiné, et qu'on eût l'intention de traiter libéralement l'industrie minérale. Actuellement, avec les ateliers de départ que M. Duport avait organisés et que le gouvernement s'est fait céder, on extrairait avec profit, à Mexico, 2 millièmes d'or.

Par ce motif, on n'exagère rien en augmentant de 60,000 kilog. la quantité d'or estimée plus haut, ce qui la porte à 374,378 kilog.

A la rigueur, il convient encore de tenir compte de la plus value des piastres d'argent frappées avant 1772 qui étaient à un titre supérieur au titre actuel ; de même pour les quadruples d'or qui ont été plus gravement altérés une première fois en 1772, une seconde en 1786. En faisant ces corrections, dont nous supprimons ici l'analyse, on arrive, pour la production du Mexique, au total définitif de 2,743,937,439 piastres tant en argent qu'en or, qui répondent, en poids de métal sans alliage, à 60,782,917 kilogrammes d'argent et à 379,221 kilogrammes d'or. En monnaie française, ce serait un total de 14,813,000,000 de fr., dont, en argent, 13,507,000,000 de fr., en or, 1,306,000,000 de fr. Ainsi, au Mexique, la production totale a été de 160 kilogrammes d'argent contre 1 kilogramme d'or, et en valeur, d'après le tarif de la monnaie française, de 10 francs 34 centimes en argent contre 1 franc en or.

Rappelons que la production actuelle est, en argent, de 16 millions de piastres, ou 390,960 kilogrammes, et en or, de 2 millions de piastres, ou 2,958 kilogrammes : c'est en poids 135 kilogrammes d'argent contre 1 kilogramme d'or ; ou encore en francs, au taux de la monnaie française, elle est de 97 millions, dont 86,800,000 en argent et 10,200,000 en or, ou de 8 francs 50 centimes en argent contre 1 franc en or (1).

VI. — MINES DU PÉROU.

Du Mexique passons au Pérou. Ce fut d'abord de toutes les colonies espagnoles la plus productive en métaux précieux, et, dans l'opinion populaire, il a conservé cette prééminence. On y exploita, dès 1545, la classique montagne du Potosi ; mais, une fois que les mines mexicaines de Zacatecas et de Guanaxuato furent en pleine exploitation, le Mexique ne tarda pas à atteindre le Pérou, puis il le dépassa. Vainement, en 1630, on découvrit au Pérou de nouvelles mines, celles de Yauricocha ou de Pasco, dues à un Indien ; en 1771, celles de Gualgayoc, gîte fort riche dont un autre Indien peut revendiquer l'honneur, et, un peu plus tard, les gîtes moins remarquables de Porco et de Huantajaya : le Mexique acquit la primauté. Grâce au filon de Guanaxuato, au commencement du siècle, le rendement du Mexique était plus que double de celui du Pérou, y compris les provinces qui étaient passées à la vice-royauté de Buenos-Ayres (2).

(1) Nous écartons, comme si elle était accidentelle, la production de 21 millions de piastres, calculée d'après le monnayage de 1845 indiqué par M. Mac-Gregor.

(2) En 1778, la province du Potosi, celle de la Paz, d'Oruro et de la Plata, toutes riches en argent, passèrent de la vice-royauté du Pérou à celle de Buenos-Ayres.

Ce n'est pas que les filons mexicains surpassent en puissance et en teneur ceux du Pérou. Non, les uns et les autres sont de la même famille. Les minerais péruviens sont même d'un traitement un peu plus facile que ceux du Mexique (1); mais les gîtes métallifères mexicains se trouvent en des sites dont le climat se prête à une agriculture florissante, et l'homme habite avec plaisir ces douces régions. A Guanaxuato, par exemple, on sent qu'on est dans le *Feliz Anahuac* (*heureux Mexique*) (2). De belles villes entourées d'une riche culture ont pu naturellement s'élever au milieu des *reales* mexicains. Elles sont presque toujours à moins de 2,000 mètres au-dessus du niveau des mers. Les mines du Pérou occupent une terre glacée, en raison de son élévation, où les arbres refusent de croître et les hommes de se fixer. Il est contre nature d'édifier des villes et de transplanter la race humaine dans des lieux tels que Pasco, Huancavelica et Micuicampa. On y touche de la main les neiges éternelles. C'est la Sibérie sous l'équateur, la Sibérie avec les orages de la zone torride, la Sibérie dépouillée de ses immenses forêts si précieuses pour la métallurgie, la Sibérie sans ses fleuves, condamnée à une perpétuelle stérilité, si ce n'est dans quelques rares *quebradas*, vallons creux et abrités où l'on cultive l'orge et les pommes de terre. La petite ville péruvienne de Micuicampa est à 3,618 mètres au-dessus de la mer. C'est 200 mètres plus haut que le pic de Néthou, le plus élevé des Pyrénées ; presque toutes les nuits, le thermomètre y descend au point de la congélation, ce qui n'arrive jamais à Tobolsk et dans le reste de la Russie boréale tout le long des mois d'été; la riche mine de Gualgayoc qui l'avoisine est à 4,080 mètres. Les mines de Pasco, qui sont d'une richesse prodigieuse, mais les plus mal travaillées de la terre, sont de même à plus de 4,000 mètres d'élévation ; c'est la hauteur de la Yung-Frau. La mine du Potosi s'exploitait à une élévation supérieure au mont Blanc lui-même, le roi des Alpes. Ainsi une différence de niveau de 1,500 à 2,000 mètres suffit pour que le Pérou, avec une richesse métallurgique intrinséquement égale ou supérieure, ait, relativement au Mexique, pour l'extraction de l'argent, un désavantage que l'industrie humaine n'écartera qu'avec de très-énergiques efforts longtemps soutenus, si jamais elle y parvient, et l'énergie est ce qu'il faut le moins demander aux Péruviens modernes.

La ville de Pasco réunit pourtant aujourd'hui, au milieu de ces affreux climats, plus de 18,000 âmes; mais quelle existence y mène-t-on, et que n'y coûtent pas les choses! Un voyageur, qui récemment a parcouru ce pays et qui a décrit en termes expressifs le détestable système d'exploitation qu'on applique à ces filons sans nombre, si cela peut s'appeler un système, le docteur Tschudi, rapporte qu'il lui est arrivé de payer à Pasco, pour la nourriture d'un cheval, 2 à 3 piastres par jour (11 à 16 francs).

Dans les climats excessifs, l'homme est enclin à rechercher les excès. A moins d'être d'une nature fortement trempée, il lui est impossible de se tenir dans une situation d'âme qui convienne à des entreprises difficiles, pour le succès

(1) A cause de l'abondance relative des minerais qu'on appelle *colorados* ou *pacos*, dont l'amalgamation, ainsi que nous venons de l'expliquer, extrait l'argent plus aisément et d'une manière plus complète.

(2) C'est une qualification que j'ai fréquemment entendu employer, quoique actuellement elle convienne mal à ce pays désolé par les révolutions. *Anahuac* est le nom de la vallée de Mexico dans la langue des Aztèques.

desquelles il faut de l'esprit d'ordre et de suite, beaucoup de prévoyance, d'activité et de savoir.

Les mauvais traitements qu'on infligeait aux Indiens du Pérou sous le régime colonial, et dont les blancs ont consacré l'habitude, s'opposent à l'extension et à l'amélioration de l'industrie des mines dans la république péruvienne, malgré les modifications libérales et équitables qu'a reçues la lettre de la loi depuis l'indépendance. Les indigènes du Pérou ont constamment été traités avec plus d'indignité que ceux du Mexique. Les traditions de Cortez et celles de Pizarre n'étaient pas les mêmes : non que Cortez ait été humain, du moins envers les chefs des nations qu'il venait de conquérir; mais c'était un grand homme, supérieur dans l'art de gouverner autant qu'entreprenant et invincible à la guerre, et, quand en lui l'humanité se taisait, la politique tendait à le rendre bienveillant et juste. Auprès de lui, Pizarre et Almagro furent des chefs de brigands. Le Pérou étant plus éloigné que le Mexique, la cupidité des Européens y fut plus difficile à réprimer. Le gouvernement espagnol, qui eut toujours l'intention de protéger les Indiens et qui fit des centaines d'ordonnances dans ce but, avait déjà assez de peine à se faire obéir tant bien que mal dans les provinces mexicaines; il n'eut jamais le bras assez long pour faire respecter ses ordres jusque dans les montagnes escarpées auxquelles Lima est adossé, et où une distance de cent lieues équivaut au décuple par l'incroyable difficulté des communications. Le travail des mines, qui était libre au Mexique, a été forcé au Pérou jusqu'au moment de l'indépendance, en vertu de l'institution de la *mita,* sorte de conscription ou de servitude. Tous les genres d'oppression furent pratiqués contre les anciens sujets des incas, mais avec une cruauté particulière dans les mines. C'est ainsi que la population péruvienne a été décimée au point que les bras manquent aujourd'hui pour tous les genres de travail, tandis que celle du Mexique est demeurée considérable. Excédés de tant de tyrannie, les indigènes firent des révoltes dont l'histoire du Mexique n'offre pas un seul exemple, mais qui, au Pérou, allèrent jusqu'à compromettre la domination espagnole, en 1780, lorsque le cacique Tupac Amaru, se présentant comme l'héritier des incas, appela ses compatriotes à la vengeance (1).

Regardant l'or et l'argent comme la cause de leurs maux, les Indiens avaient commencé, dès l'époque de la conquête, par enfouir ou jeter dans les lacs ce qu'ils avaient de l'un ou l'autre métal; ainsi disparut une chaîne d'or, célèbre dans les annales de ce temps-là, qui avait été fabriquée pour la naissance de l'inca Huescar. La conquête consommée, lorsqu'ils découvraient un filon, ils en gardaient pour eux la connaissance. On dit qu'ils léguaient leur secret à leurs enfants, afin qu'ils allassent de temps en temps puiser dans la mine quelques morceaux de choix, et puis qu'un jour, si de meilleurs temps venaient pour les peaux-rouges, leur postérité s'y enrichît librement. Lorsqu'ils avaient quelques obligations à un blanc, ils lui livraient quelques charges du minerai le plus pur sans lui indiquer la mine. Le docteur Tschudi rapporte beaucoup d'histoires qu'il a recueillies sur ces secrets si bien gardés par les indigènes. La plupart sont

(1) On a vu dans le XVIII[e] siècle des désordres à Mexico : il arriva même une fois que le palais du vice-roi fut brûlé par les populations indiennes ; mais c'étaient des émeutes comme on peut en voir partout dans les moments de disette, et non point des insurrections contre l'autorité espagnole.

lugubres et sanglantes. En voici une qui est plus conforme à l'humeur naturellement douce des indigènes du Pérou : un moine qui était lié d'amitié avec un Indien, et à qui celui-ci avait apporté des blocs du minerai le plus riche, le supplia de lui faire connaître le lieu où il puisait ces trésors. L'Indien, y ayant consenti, vint le prendre une nuit avec deux de ses amis, lui banda les yeux et le porta sur ses épaules au milieu des montagnes. Là, il le déposa, et, enlevant le bandeau, lui dit de regarder. Le moine se trouva au fond d'un petit puits creusé dans un minerai éblouissant de richesse. Après qu'il se fut extasié et eut pris ce qu'il en put mettre dans un sac, on lui banda les yeux de nouveau, et il lui fallut se laisser reporter chez lui. Tout le long du chemin, il eut l'idée de semer les grains de son chapelet dans l'espoir de s'y reconnaître ; mais, quelques heures après qu'il était rentré, l'Indien paraît dans sa chambre, en lui disant : Mon père, voici votre chapelet que vous aviez perdu, — et il lui rendit une poignée de grains.

Les mêmes sentiments subsistent encore. L'Indien couve toujours contre les descendants des Espagnols la même haine et la même défiance. Quand il travaille pour le compte du blanc, il n'épargne aucune ruse pour dérober les meilleurs morceaux de minerai, et ne se prête à rien de ce qui pourrait rendre l'exploitation plus fructueuse. Le blanc, de son côté, ne prend aucune précaution pour mettre la vie du mineur à l'abri des éboulements, et c'est ainsi que dans les entrailles de la terre péruvienne ont eu lieu de lamentables aventures.

Exploitées d'une manière inepte et barbare, les mines de Pasco rendent, dit-on, aujourd'hui jusqu'à 300,000 marcs (69 000 kil. d'argent) communément, contrebande comprise. C'est à peu près 16 millions. Le gouvernement espagnol, à cause du plus grand éloignement peut-être, entreprit et accomplit moins pour l'avancement de l'industrie péruvienne que pour celle du Mexique. Cette cause n'a pas peu contribué à borner le développement de la métallurgie du Pérou. J'ai déjà cité pour le Mexique la magnifique route qui, de la Vera-Cruz, gagne à Perote le sommet de la Cordillère ; c'est un des fruits du régime colonial, et le régime de l'indépendance, au lieu de la prolonger, l'a à demi détruite. Au Pérou, les *conquistadores* trouvèrent les chaussées établies par les incas, de Cuzco, leur capitale, à Quito, sur cinq cents lieues de long, à travers monts et vaux : c'était comparable aux plus belles voies romaines. Des communications pareilles dirigées des mines sur le littoral changeraient la face du pays en général, de l'exploitation des mines en particulier. Les Espagnols, après avoir laissé les chaussées des incas se détruire, n'en établirent point de nouvelles ; mais du moins ces constructions des premiers maîtres de la contrée, dont les débris sont visibles en cent endroits et étonnent l'Européen, montrent ce qu'on pourrait faire. Pour les populations, c'est un souvenir, et pour les gouvernements un exemple qui restera comme un reproche accablant jusqu'à ce qu'il s'en présente un qui le mette à profit.

En partant des données fournies par M. de Humboldt et qui vont jusqu'à 1804, et en me servant, pour les compléter jusqu'à ce jour et les modifier (1) dans quelques parties, des indications fournies par M. Jacob, par M. Mac-Culloch, dans son *Dictionnaire du Commerce* (2), et par quelques voyageurs qui ont parcouru ces contrées, je trouve que la production en métaux précieux des Andes péru-

(1) Ces modifications concernent le Potosi ; on les verra plus bas.
(2) Édition de 1846, article *Precious metals*.

viennes, comprenant toutes les mines des deux ci-devant vice-royautés du Pérou et de Buenos-Ayres, ou des deux républiques modernes du Pérou et de la Bolivie, s'élevait en minimum, au 1er janvier 1810, à 2,403,888,000 piastres, dont 2,197,803,000 représentant 53,703,316 kilogrammes de métal en argent, et 206,085,000 piastres ou 304,800 kilogrammes en or, et, au 1er janvier 1846, à 2,608.700.000 piastres, dont 2,380,300,000 en argent et 228 en or, ou encore à 14,088 millions de francs, dont 12,925 en argent et 1,163 en or; ou enfin à 58,163,000 kilog. d'argent et 337.725 kilog. d'or. Ainsi les mines des Andes péruviennes ont rendu environ 1 milliard de moins que celles du Mexique.

La proportion des deux métaux est d'un kilogramme d'or contre 170 d'argent, et en valeur, au taux de la monnaie française, d'un franc en or contre 11 francs en argent (1).

Au début du XIXe siècle, le produit annuel des Andes péruviennes était de 251,242 kilogrammes d'argent, dont quatre septièmes provenaient de la vice-royauté du Pérou et trois septièmes des montagnes dépendant du gouvernement de Buenos-Ayres; et de 1,500 kilogrammes d'or, dont 900 environ doivent être attribués au Pérou, et 600 à l'autre division du pays métallifère. Actuellement le Pérou proprement dit produit, selon le témoignage du consul anglais M. Wilson, rapporté par M. Mac-Culloch, 5,210,000 piastres. En répartissant ce rendement entre les deux métaux, suivant le rapport qui paraît avoir été celui du commencement du siècle, c'est-à-dire d'une piastre d'or sur 9, on aura pour la production actuelle 4,631,000 piastres ou 113,158 kilog. d'argent, et 479,000 piastres d'or ou 708 kilog. (2).

VII. — LE POTOSI.

Parmi les mines péruviennes, celles du Potosi méritent une mention particulière.

Les mines du Potosi sont celles du monde entier qui ont donné le plus d'argent, et qui ont eu la plus grande part à la variation des prix des denrées en Europe. Découvertes en 1545, elles rendaient, onze ans après, en 1556, 89,050 kilog. d'argent fin, représentant 19,790,000 fr. de notre monnaie, et trente ans plus tard, suivant l'évaluation la plus réduite, 184,240 kilog. d'argent

(1) Que si, au lieu de la version donnée par le préfet du département de Potosi, on adoptait celle qui avait été communiquée à M. de Humboldt, il faudrait aux chiffres qui concernent l'argent ajouter 279 millions de piastres, ce qui porterait la production totale des Andes péruviennes à 2,887 millions de piastres, dont 2,659 en argent et 228 en or, ou en poids à 64.980,000 kilogrammes d'argent et 337,725 kilogrammes d'or, ou enfin à 15,603 millions de francs, dont 14,440 en argent et 1,163 en or. Dans ce cas, la supériorité resterait aux Andes péruviennes.

(2) La production en or paraît avoir été à certains moments, très-considérable au Pérou. Ainsi de 1754 à 1772 on a livré à l'hôtel des monnaies de Lima 6,102,139 marcs d'argent et 129,080 marcs d'or; ce qui a dû produire près d'une piastre d'or contre trois piastres d'argent. De 1772 à 1791, la production de l'or a été beaucoup moindre, mais cependant de plus d'une piastre d'or contre huit d'argent, sans compter la proportion relativement plus forte de l'or qui ne venait pas à la monnaie.

fin ou 40,941,000 fr., taux auquel elles se tinrent sans baisser de plus d'un tiers pendant un long laps de temps. Jamais mine d'argent n'avait autant donné et jamais pareille chose ne s'est vue depuis, et pourtant nous ne tenons pas compte ici de tout ce qui s'écoulait sans passer par l'hôtel des monnaies du Potosi, en contrebande, à l'état de lingots, afin d'éviter les droits établis au profit de la couronne ; ce que M. de Humboldt a porté pour l'ensemble de l'exploitation au quart du produit déclaré, et à l'époque dont nous parlons, c'était davantage. Ainsi la production du Potosi, évaluée au plus bas, se trouvait, vers l'an 1585, de plus de 50 millions. Pour en bien apprécier l'importance, il faut se reporter au temps où le Potosi vint étonner le monde. Alors les métaux précieux étaient extrêmement rares, par conséquent leur valeur relative était bien plus grande qu'aujourd'hui. D'après les prix comparés du blé, l'argent valait en Espagne plus qu'aujourd'hui dans le rapport de 62 à 10. Cette richesse de 50 millions de francs dut faire sur les imaginations espagnoles le même effet que produiraient aujourd'hui 300. Il n'y avait peut-être pas avant la découverte de l'Amérique, ni quarante ans après, en circulation dans toute la monarchie espagnole, une quantité d'espèces d'argent supérieure à ce que donna bientôt le Potosi en une seule année. Il eût fallu moins pour donner à toutes les Espagnes la passion des mines et accréditer la fable de l'Eldorado.

Tous les trésors retirés des mines du Potosi, qui montent à 6 ou 7 milliards, sont sortis des flancs d'une seule montagne, le *Hatun Potocchi* (le grand Potocchi), dont, par euphonie, on a fait le Potose. Cette montagne, située au milieu des montagnes du Pérou, à cent lieues environ à vol d'oiseau dans l'intérieur des terres, et haute de 4,865 mètres au-dessus de l'Océan, s'élève, isolée en pain de sucre, au milieu d'un vaste bassin, suspendu lui-même sur la croupe des Andes, à une telle hauteur au-dessus de la mer, que l'élévation apparente de la montagne est de 945 mètres seulement. On y exploite, à différents étages, trente-deux filons qui coupent la masse rocheuse, sans parler de moindres veines métalliques. Elle est entourée au loin d'un pays désert, horrible, sans végétation, sans culture. Il se passe peu de jours de l'année sans qu'au fond du bassin même on n'ait de la neige, de la grêle ou de la pluie. Un Indien, conducteur de lamas, Diego Hualca, qui avait travaillé aux mines de Porco, qu'on exploitait déjà du temps des incas, y découvrit le minerai d'argent en 1545. Dès le début, les profits furent tels que la population accourut de toutes parts dans ces tristes régions, et une ville de deux lieues de tour y fut construite comme par enchantement : c'est celle de Potosi, qui, dès la fin du XVIe siècle, était aussi vaste qu'on la voit aujourd'hui, et qui compta, dit-on, jusqu'à 160,000 habitants. Pendant les guerres civiles, elle était tombée à 7,000. Il y a quelques années déjà, après le rétablissement de la paix, elle s'était relevée à 13,000.

A l'origine, le minerai extrait se traitait, à la façon des Indiens, dans de petits fourneaux en terre glaise appelée *huayras,* où on le mêlait à de la galène ou minerai de plomb, et où le feu agissait excité par un courant d'air naturel. On perdait ainsi une grande quantité de métal, et on se procurait très-péniblement du combustible, on remplaçait le bois par des broussailles ; mais on ne s'attaquait qu'aux minerais les plus riches, qui, dans cette mine bien plus encore que dans les autres exploitations du Nouveau-Monde, étaient les plus voisins de la surface. Tout près du jour on trouvait des masses de minerai dont on retirait quelquefois, à ce qu'on assure, le tiers de leur poids en lingots. L'exploitation avait une activité extrême.

Le nombre des fourneaux qui, chaque soir, illuminaient les flancs de la montagne était d'au moins 6,000. C'était un spectacle inouï pour les nouveaux venus, auxquels tout semblait tenir de la féerie au Potosi, et les récits du temps en parlent avec enthousiasme. L'exploitation allait languir faute de combustible, lorsqu'un Espagnol importa au Pérou le procédé de l'amalgamation dont Medina avait enrichi la métallurgie mexicaine : c'était en 1571. Dès lors l'avidité des aventuriers, qui de la Péninsule se précipitaient sur le Nouveau-Monde, put amplement se satisfaire, et de puissants moyens furent employés pour organiser le travail sur une grande échelle. Par un rare bonheur, le sel nécessaire à l'amalgamation se rencontra dans le voisinage. On manquait d'eau motrice pour broyer le minerai et pour les lavages ; on leva cet obstacle par des constructions hardies : des barrages en pierre furent jetés au débouché des vallons creux de la Cordillère de manière à y retenir la fonte des neiges et les eaux pluviales qu'on lâchait ensuite selon les besoins. Dès 1578, le nombre de ces réservoirs était d'au moins dix-huit, et ils avaient coûté, au plus bas mot, 22 millions de francs. Cinquante ans plus tard, le nombre de ces gigantesques réservoirs était porté à trente-deux. Ils étaient échelonnés de manière à se vider l'un dans l'autre. Les orifices de mines dont la montagne était percée n'étaient pas moins de cinq mille. Quinze mille Indiens, arrachés par la *mita* au doux climat de la plaine, enlevaient les minerais des entrailles de la terre ; un nombre égal d'Indiens libres faisaient la besogne des ateliers. Le Potosi était célèbre dans les deux mondes, et aujourd'hui encore il est synonyme de la richesse par excellence.

Une fois passé le premier quart du XVIIe siècle, la production des mines du Potosi commença à décroître. Cependant, à la fin du XVIIe siècle, elle était encore de 78,920 kilogrammes, ou 17,500,000 fr. de notre monnaie. A cette époque, la teneur du minerai était diminuée dans une forte proportion, elle égalait à peine celle du minerai mexicain de nos jours; mais la matière minérale était toujours inépuisable, et c'était une compensation. La production baissa encore pendant la première moitié du XVIIIe siècle. En 1789, elle était remontée à 89,828 kilog., soit 20,000,000 de francs. Elle devint un peu plus forte pendant la dernière période décennale du XVIIIe siècle; mais elle était en baisse lors du soulèvement des colonies. Le Potosi conservait cependant le second rang parmi les mines d'argent de l'Amérique espagnole et du monde, et rendait près du double de toutes les mines de l'Europe réunies. Déjà, en 1799, l'extraction n'est légalement accusée qu'à 77,000 kilogrammes. Pendant la première période décennale du XIXe siècle, elle a été de 61,000 kilogrammes. Pendant la lutte de l'indépendance, elle fut un moment presque à rien. Depuis quinze ans, elle varie de 18 à 22,000 kilog. (1). C'est peu sans doute eu égard au passé de ces lieux si fameux, mais c'est encore près de la moitié de ce que rendaient toutes les mines de l'Europe au commencement du siècle présent.

Il s'en faut bien que les mines de Potosi soient près de l'épuisement, quoique un historien célèbre, Robertson, l'ait annoncé depuis longtemps. Le minerai du Potosi, de même que le minerai mexicain, est d'une faible teneur en argent, mais de même aussi il se présente en très-grande abondance. Ce qui en reste

(1) Dans le cours de ce paragraphe, je n'ai indiqué que les quantités officiellement déclarées pour la perception de l'impôt ; il faudrait, selon les époques, y ajouter un quart, un cinquième, un septième à cause de la contrebande.

dans le sein de la terre forme une masse presque infinie. Le préfet du département du Potosi, dans un rapport qu'il adressait au gouvernement bolivien, en 1832, estimait que le minerai extrait du sein de la terre était, en volume, de 1 milliard 394 millions de mètres cubes, et qu'il en restait à enlever à peu près autant (1 milliard 383 millions de mètres cubes). Il est vrai que le minerai du fond est bien moins riche au Potosi que celui qui est voisin des affleurements; mais est-ce que le minerai ne plonge pas au-dessous du plateau où le Potosi se dresse, et à partir duquel seulement la masse a été calculée? Ensuite il s'en faut bien qu'on ait tiré parti de tous les minerais extraits jusqu'à ce jour. Les producteurs d'argent aujourd'hui vivent presque uniquement sur les déblais que les anciens avaient abandonnés en amas immenses, comme de trop pauvre qualité. Ces rebuts, nommés *pallacos*, ne rendent que la moitié ou les trois quarts d'un millième d'argent. Ce n'est que la moitié de la teneur à laquelle le mineur mexicain s'arrête (1); mais, comme on n'a que la peine de les prendre, on s'en contente, on trouve du profit à les exploiter, quoique les méthodes de travail du Pérou soient bien plus imparfaites, je ne dis pas assez, bien plus grossières, bien plus indignes d'un peuple qui se donne pour civilisé que celles du Mexique. Les Mexicains, si peu avancés qu'ils soient, sont de grands mécaniciens et de savants mineurs auprès de la population du Potosi et des extracteurs péruviens en général. Tout ce qu'on peut imaginer de barbare, d'arriéré, de brut, donne à peine l'idée des procédés mécaniques en usage dans ces exploitations. Des mines où l'on ne peut se tenir debout, où la notion de la ligne droite n'a pas pénétré, où tous les transports se font à dos d'homme, où l'air manque et où les travailleurs suffoquent. Pas une charrette là où l'on aurait le plus de profit à en avoir; pas une descenderie le long des pentes où il serait le plus facile d'en ménager. Toujours et partout l'homme pour bête de somme. C'est à bras d'homme qu'on épuise l'eau des mines; au Mexique, du moins, on se sert de la force des chevaux. De même dans les ateliers d'amalgamation. Quoique ce soient des mineurs péruviens qui, les premiers, aient substitué des mulets aux hommes pour fouler les matières et renouveler les surfaces, cette innovation n'a pas encore pénétré au Potosi. Cette besogne y est aujourd'hui encore faite par des hommes payés à raison de 3 francs 40 centimes, et même à ce prix on en trouve à peine. La population fuit les mines, séjour malsain où le travail est horriblement pénible, et contre lequel elle nourrit une répugnance héréditaire à cause de la contrainte qu'on exerçait contre elle du temps de la domination espagnole. Elle n'a pas plus de goût pour les ateliers d'amalgamation, parce qu'il est reconnu qu'un travailleur qui s'emploie au bocard où l'on pulvérise la mine à sec (au lieu de la broyer sous l'eau avec les *arrastras* mexicaines) n'a pas plus de cinq années à vivre, et parce que ceux qui piétinent dans les boues de farine métallique et de mercure contractent de cruelles maladies. En adoptant des procédés plus conformes à l'avancement des arts et à l'humanité, on réduirait les frais dans une forte proportion, on surmonterait l'antipathie des populations pour l'industrie des mines; avec le même nombre de bras, on aurait une production triple ou quadruple. N'importe, les vieux procédés sont religieusement maintenus comme s'ils étaient écrits dans les com-

(1) Plus exactement 4 et demi à 7 dix-millièmes. Les minerais en petite quantité qu'on retire des filons sont moins pauvres. Ils rendent de 9 à 12 dix-millièmes, mais, à cause des frais d'extraction, ils ne donnent pas plus de profit que les *pallacos*.

mandements de Dieu. Les bonnes méthodes de travail souterrain, les précautions salutaires comme l'aérage des mines, les mécanismes les plus élémentaires, le tombereau, la brouette, la pelle, l'emploi des bêtes de somme et de menus mécanismes pour l'amalgamation, sont ignorés, sont réprouvés, sont frappés d'interdit. Et c'est d'une mine ainsi exploitée pourtant qu'on a extrait depuis 1545 une valeur de 6 milliards au moins.

Il paraît cependant que le gouvernement bolivien. plus éclairé que ses administrés, s'est déterminé récemment à faire venir d'Europe quelques ingénieurs habiles dont la présence ne peut manquer de faire sentir ses effets, pourvu que l'appui des autorités leur soit continué. Si je suis bien informé, une des améliorations les plus efficaces et les plus simples en même temps qu'on pourrait attendre du gouvernement bolivien serait de supprimer l'hôtel des monnaies de Potosi, qui absorbe une somme relativement énorme, plusieurs centaines de mille piastres, et qui n'est d'aucun service à l'état. Si ce que coûte cet inutile établissement était consacré avec intelligence aux voies de communication qui, dans toute la Bolivie, sont dans un état impossible à décrire, et sur lesquelles, pour une distance donnée, les frais de transport sont vingt-cinq ou trente fois plus grands que par notre roulage, après un délai de quinze à vingt ans, ce serait, pour le pays et surtout pour les mines, un bienfait inappréciable. On obtiendrait des résultats non moins heureux, si, en supprimant cette dépense de l'hôtel des monnaies, exorbitante pour le trésor de l'état, on en faisait servir une partie à créer à Paris une institution où vingt-cinq ou trente jeunes gens, choisis parmi l'élite de la jeunesse bolivienne, seraient élevés, aux frais de la république, de manière à importer dans leur patrie les connaissances sur lesquelles se fondent les arts les plus essentiels de la civilisation. 50,000 piastres par an suffiraient à l'entretien d'un établissement aussi profitable.

Il n'est pas possible de dégager d'une assez grande incertitude la production totale de la mine du Potosi depuis l'origine. Un seul point est parfaitement certain, à savoir qu'elle est immense. D'après les renseignements officiels qui avaient été envoyés à M. de Humboldt, de 1556 à 1789, elle aurait été de 788,258,500 piastres; il avait ajouté pour les onze premières années 127,500,000 piastres. Un fonctionnaire du Potosi, le tesorero don Lamberte Sierra, cité par M. de Humboldt, a évalué la production, de 1556 à 1800, à 823,950,508 piastres, ce qui, déduction faite des dix dernières années, serait un peu plus que l'estimation transmise à l'illustre auteur de l'*Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*. Les documents publiés par le préfet du département du Potosi, confirmés par un voyageur qui a pu consulter lui-même les livres de la monnaie, montreraient que, de 1556 au 1er janvier 1835, la production de la montagne du Potosi, indépendamment des autres mines qui approvisionnent la monnaie, a été de 734,205,903 piastres. En y joignant, pour les onze premières années de l'exploitation, 28,827,590 piastres, estimation déduite du témoignage de quelques-uns des écrivains anciens choisis parmi ceux qui sont le plus dignes de foi, et notamment de Herrera et du père Acosta, on a un total de 763,033,493 piastres. Jusqu'au 1er janvier 1846, ce serait, à raison de 788,011 piastres pour chacune des onze dernières années, 771,701,618 piastres, toujours sans compter ce qui est sorti en contrebande. Beaucoup d'argent a été dirigé ainsi vers le Brésil par les vallées qui, du sommet des Andes, descendent vers l'orient, c'est-à-dire vers cet empire. L'argent est attiré au Brésil par une cause analogue à celle

qui en fait tant expédier en Chine, beaucoup moins intense cependant : il y est rare, les mines ne donnant que de l'or. Autrefois, et surtout à l'époque de la grande splendeur du Potosi, la contrebande paraît avoir été fort considérable. Le père Acosta, qui écrivait à la fin du XVIe siècle (1), la dit d'un tiers. C'est ce qui a pu être de son temps; mais il ne paraît pas, d'après ce que m'ont rapporté des personnes qui ont été sur les lieux, qu'il faille ajouter, pour le présent, plus d'un septième au produit officiel (2). En moyenne, nous supposons avec M. de Humboldt que l'exportation clandestine a été d'un quart, parce que, par exception, la grande production du Potosi a eu lieu à l'époque où le contrôle de la métropole était le plus impuissant. On arrive ainsi à 965 millions de piastres; mais, en admettant que ces calculs soient irréprochables, nous ne sommes pas encore au terme des difficultés, car, dans ces comptes, ce n'est pas la même piastre qui a été usitée au commencement et à la fin. Actuellement la piastre dont il s'agit est de 8 et demi au marc castillan, la piastre de 8 réaux, la piastre enfin qui répond, poids pour poids, en argent fin, à 5 francs 43 centimes. De la découverte à une époque indéterminée comprise cependant entre 1580 et 1600, c'était la piastre de 13 réaux et demi. Par ce motif, il convient d'ajouter au produit précédemment calculé 134 millions de piastres, et ainsi on arrive au total définitif de 1,099 millions de piastres de 8 réaux ou de 5,968 millions de francs, ou encore de 26,854.055 kilogrammes. Le calcul de M. de Humboldt donnerait, pour l'exploitation arrêtée à 1803, 279 millions et demi de piastres de plus, ce qui porterait le total définitif à 1.378 millions de piastres, ou en francs à 7,483 millions, ou encore à 33,671.430 kilogrammes.

La Bolivie compte encore d'autres mines qui sont productives et qui même sont moins déchues que celles de Potosi : ce sont celles des provinces de Chayanta, de Porco, de Chichas et de Poopo. Le monnayage à Potosi a été moyennement, pendant chacune des cinq années comprises entre le 1er juillet 1829 et le 1er juillet 1834, de 1,912,922 piastres, sur quoi l'or forme une quantité variable de 500,000 francs à 1 million. La moyenne des quarante années terminées au 1er janvier 1810, déduction faite de Chicuito et de Puno, qui n'appartiennent plus à la Bolivie, mais qui, sous le régime colonial, ressortissaient à la monnaie de Potosi, était de 3 millions de piastres. Ce n'est guère que moitié en sus du monnayage d'il y a dix ans; mais, si l'ensemble n'a diminué que du tiers, le Potosi est réduit dans la proportion de 4 à 1.

Depuis 1834, la production est demeurée stationnaire. La moyenne de douze années, dont j'ai pu me procurer le chiffre, est de 19,518 kilogrammes pour le Potosi, de 26,021 kilogrammes pour les autres mines de la république; avec une addition d'un septième pour la contrebande, c'est :

(1) La date de son ouvrage sur l'*histoire naturelle et morale des Indes* est de 1591.

(2) Les mines du Potosi sont loin des côtes, dans une contrée où la difficulté des transports est inouïe; les droits de la couronne auraient été faciles à y maintenir, s'il s'était rencontré des autorités qui voulussent en prendre la peine et qui ne se missent pas de connivence avec les fraudeurs. L'absence de l'or dans les lingots du Potosi devait rendre la fraude moins tentante. La diminution du droit royal, qui du quint fut réduit à la dîme en 1736, ne put manquer de réduire l'exportation furtive. Il est vrai qu'alors la grande production du Potosi était passée.

Pour le Potosi.	22.306	kilogrammes de fin;
Pour les autres mines. . .	29,738	
Total. . .	52,044	

Au taux des monnaies françaises, c'est une somme de 11,565,000 francs.

La production de l'or est d'au moins 300,000 piastres, qui répondent à 444 kilogrammes de métal fin ou à 1,530,000 francs. La mine du Potosi n'en fournit pas.

VIII. — LE BRÉSIL.

Le Mexique et le Pérou représentaient au commencement du siècle et représentent aujourd'hui encore les deux tiers des métaux précieux retirés des mines du Nouveau-Monde. Après eux, cependant, d'autres états méritent d'être signalés ; tel est avant tout le Brésil, qui a fourni une quantité d'or comparativement énorme, et dont il est impossible que les gîtes aurifères ne recèlent pas encore bien des trésors. Tels sont la Nouvelle-Grenade, d'où l'on retire une assez grande quantité du même métal, les États-Unis, qui en présentent pareillement des gisements remarquables au moins par leur étendue, et le Chili, qu'on citait autrefois pour sa production en or, mais qui est plus important aujourd'hui par les mines d'argent.

Le vaste empire du Brésil offre, dans plusieurs de ses provinces, et notamment dans celle de Minas Geraës, des alluvions aurifères très-vastes d'où l'on a retiré aussi du diamant, et qui, connues depuis près de trois cents ans, ne donnent lieu à une exploitation suivie que depuis le commencement du XVIIIe siècle. Cinquante ans après, le Brésil rendait une quantité d'or supérieure à ce que fournissait le reste du nouveau continent; ce qui acquittait les droits varia pendant quelques années de 6,500 à 8,500 kilogrammes, d'où on a conclu, à cause de la contrebande, que la production approchait de 12,000 kilogrammes. A cette époque, on frappa au Brésil et en Portugal beaucoup de monnaie d'or, et en 1777 on estimait que la quantité d'or monnayé qui circulait en Portugal et au Brésil était égale à huit fois la monnaie d'argent. Peu à peu ce beau rendement diminua. D'après les renseignements détaillés et précis qu'a fournis M. d'Eschwege, directeur général des mines du Brésil, ce n'était plus, à la fin du XVIIIe siècle, que 3,700 kilogr. C'était tombé encore plus bas quelque temps après. Ainsi, de 1810 à 1821, le produit moyen enregistré était de 1,095 kilogrammes; c'est beaucoup que de porter à 2,000 kilogrammes le produit réel. En 1824, l'extraction paraît avoir été réduite à 584 kilogrammes. Plus récemment, M. Claussen a évalué l'extraction à 2,500 kilogrammes environ. Ainsi la contrée qui était le grand réservoir d'or où puisait le monde commercial il y a un siècle, n'a plus, sous ce rapport, qu'un rang subalterne. Il ne faut pas l'en plaindre, car il paraît que c'est pour le travail plus régulier et plus sûrement productif de la culture des terres que les lavages des sables aurifères ont été délaissés. Cependant l'introduction au Brésil de méthodes plus scientifiques, semblables à celles qu'on emploie dans la Russie d'Asie, rendrait l'industrie de l'or plus profitable et pourrait par conséquent l'exciter de nouveau.

Suivant les calculs de Raynal, qui sur ce point méritent confiance, l'or sorti du Brésil, en acquittant les droits, depuis l'origine jusqu'en 1755, monte à 480 millions de piastres (2.606,400,000 francs), soit 709,800 kilogrammes d'or fin. L'état du *quint* fourni par M. d'Eschwege accuse une production, de 1756 à 1777, de 138,000 kilogrammes et de 1778 à 1810, de 110,000 kilogrammes. C'est donc jusqu'en 1810 un total de 955,800 kilogrammes auquel il faut ajouter la contrebande qui a toujours été très-active au Brésil. Si on la suppose du tiers du produit déclaré, et c'est peut-être insuffisant, on arrive à 1,274,400 kilogrammes.

Depuis lors on peut évaluer la production à 60,000 kilogrammes; ainsi le total définitif serait, au minimum, de 1,334,400 kilogrammes, répondant à 4,596,260,736 francs.

Après le Mexique, le Pérou et le Brésil, il ne reste que des contrées dont la production totale, jusqu'au commencement de ce siècle, était évaluée par M. de Humboldt, contrebande comprise, à 414 millions de piastres, uniquement en or. C'est une grosse somme, sans doute, lorsqu'on l'envisage d'une manière absolue, mais, relativement à ce qu'on avait extrait alors de l'Amérique, c'est seulement un quatorzième. Passons rapidement en revue ces états, dans lesquels la production n'avait pas à beaucoup près dit son dernier mot, lorsque M. de Humboldt publiait ses savantes recherches.

IX. — RÉPUBLIQUE DE LA NOUVELLE-GRENADE.

L'ancienne vice-royauté de Grenade, devenue d'abord république de Colombie, puis, en 1830, sous-divisée en trois états indépendants, la Nouvelle-Grenade, Venezuela et l'Équateur (1), produisait, dès le XVIIe siècle, des métaux précieux, à peu près uniquement de l'or. C'est le sol de la république actuelle de la Nouvelle-Grenade qui seul en a fourni et continue d'en livrer au commerce. Jusqu'à ces derniers temps, on n'exploitait que les sables d'alluvion, qu'on soumettait au lavage, suivant la méthode élémentaire des orpailleurs de nos rivières; mais actuellement, et de plus en plus, on attaque les filons même qu'on a découverts en grand nombre. On a d'ailleurs introduit, dans le lavage même, des perfectionnements : on broie, au moyen d'appareils simples, avec avantage, les galets qui s'y trouvent en assez forte proportion. On traite ainsi particulièrement les monceaux de cailloux qui restent des anciens lavages.

Les principales exploitations en roche sont dans la province d'Antioquia, où depuis longtemps on exploite les alluvions. La Magdalena et le Cauca, son tributaire, puissants fleuves au long parcours, qui se déroulent du sud au nord parallèlement l'un à l'autre, enserrent une cordillère fort escarpée, où les filons sont nombreux et où l'on lave les sables aurifères, non-seulement dans la province d'Antioquia, mais aussi dans celles plus méridionales de Neyva, de Popayan. On a attaqué d'autres filons situés dans la cordillère, ramification de la précédente, et dirigée de même du midi au nord, qui est comprise entre le Cauca et l'Atrato; c'est à cette portion du pays qu'appartiennent les mines de la Vega de Supia, nommées aussi mines de Marmato, où l'or est accompagné d'argent. Le Bas-Choco,

(1) Une partie du territoire de l'Équateur, la province de Quito, provient du Pérou.

zone allongée et à peu près plate, entre l'Atrato et la mer du Sud, contient des filons aurifères bien reconnus aujourd'hui ; mais on s'y est attaché jusqu'à présent aux mines d'alluvion. On retire pareillement de l'or des sables de la province de Pamplona.

A la fin du dernier siècle et à l'ouverture de celui-ci, les deux hôtels des monnaies de Santa-Fé de Bogota et de Popayan donnaient annuellement ensemble 2,100,000 piastres en or. M. de Humboldt estime, pour cette époque, la production déclarée à 18,000 marcs, ou 4,140 kilogrammes d'or fin, et la production réelle à 4,714 kilogrammes. L'extraction alors allait toujours croissant. D'après des renseignements puisés aux sources officielles, dont je suis redevable à M. le colonel Acosta, le monnayage moyen des deux années 1806 et 1807, pour les deux hôtels réunis, est de 22,363 marcs d'or, ou de 3,041,502 piastres, ce qui suppose, d'après ce qui m'a été rapporté sur la contrebande de ce temps-là, une production de 3,300,000 piastres, soit de 4,880 kilogrammes. Pendant la lutte de l'indépendance, qui fut longue et acharnée dans la Colombie (c'est là que combattait le libérateur Bolivar), l'exploitation des mines souffrit beaucoup. Il y a lieu de croire, c'est l'estimation de M. Jacob, que l'extraction déclarée, du 1er janvier 1810 au 31 décembre 1829, fut moyennement de 1,678,214 piastres, dont au moins 1,600,000 en or. Ce serait en poids de métal fin : argent, 1,911 kilogrammes ; or, 2,366 kilogrammes.

A cause de la contrebande, alors devenue plus facile, il faudrait compter au moins 100,000 piastres, ou 2,443 kilogr. d'argent, et 2 millions de piastres, ou 2,958 kilogrammes d'or. Depuis lors la production s'est relevée. Les deux hôtels des monnaies de Bogota et de Popayan ont frappé, en 1843, 1,862,090 piastres en or, soit 2,754 kilogrammes, en 1844, 1,696,500 piastres, ou 2,509 kilogrammes. La moyenne des deux années est de 1,779,295 piastres, ou 2,631 kilogrammes d'or.

Mais il s'est fait, dans ces dernières années, une active contrebande. Le commerce extérieur étant devenu facile, les exploitants en ont profité pour éviter non-seulement les droits, mais aussi les formalités gênantes qui leur étaient imposées. Il fallait, l'an passé encore, payer une taxe de 19 pour 100, et l'on ne pouvait exporter qu'après le monnayage, de sorte que le mineur du Bas-Choco aurait été forcé d'envoyer sa poudre d'or, à travers un pays impraticable, jusqu'à Popayan, d'où on la lui aurait retournée en espèces. Dans ces circonstances, presque tout l'or que donnent les lavages du Bas-Choco était expédié au dehors clandestinement. L'hôtel des monnaies de Quito, dans la république de l'Équateur, où l'on fabrique par an 100,000 piastres au plus, s'alimente de l'or du Choco. L'or des lavages voisins, celui de Barbacoas particulièrement, prend cette voie. Il se monnaie aussi à Quito un peu d'argent, qui paraît venir du Pérou. Une autre partie de l'or de la Nouvelle-Grenade se rend à la Jamaïque et de là en Angleterre. Le gouvernement grenadin, qu'un bon esprit anime, et qui sent de quelle importance peut devenir pour le pays l'industrie de l'or, en faveur de laquelle les particuliers font des efforts intelligents, vient d'adopter des dispositions libérales pour le commerce de ce produit. L'exportation des lingots est permise désormais ; ils pourront sortir moyennant un droit environ moitié moindre de celui que supportaient les espèces. D'après une comparaison établie entre l'entrée et la sortie des marchandises, on doit présumer que l'exportation, tant en espèces qu'en lingots et en poudre d'or, représente actuellement 3,250,000 piastres.

Avec les mines d'or que nous avons nommées, la Nouvelle-Grenade en possède

d'autres dont l'exploitation remonte à la découverte même du continent américain par Christophe Colomb : ce sont celles de la province de Veragua dans l'isthme de Panama. Par un ménagement spécial pour les populations de l'isthme, le gouvernement de Bogota a conféré une immunité complète à l'extraction de l'or dans cette province. On en fait, à Panama, des ouvrages qui sont estimés partout. Une portion de l'or de la province d'Antioquia est de même mise en bijoux, et il faut y avoir égard. Il y a lieu ainsi de porter la production totale d'or de la république à 3,350,000 piastres, soit 4,954 kilogrammes de métal fin ou 17,064,000 francs. Il faut aussi tenir compte d'une production d'environ 200,000 piastres en argent provenant des mines de la province de Mariquita, qu'exploite une compagnie anglaise mal récompensée jusqu'à présent de ses efforts. C'est l'équivalent de 4,887 kilog. de métal fin ou de 1,086,000 francs. Ce ne sont pas les seules mines d'argent qu'il y aurait à exploiter dans la Nouvelle-Grenade.

La production de la Nouvelle-Grenade, depuis l'origine jusqu'à 1810, peut être évaluée à 295 millions de piastres en or; de 1810 jusqu'à ce jour, on peut estimer qu'il a été produit du même métal une valeur de 81 millions et demi de piastres : ce serait donc jusqu'à ce jour 376 millions et demi de piastres en or, répondant à 556,840 kilogr. de métal pur, ou à 1,918 millions de francs.

Quant à l'argent, on ne saurait guère l'évaluer qu'à 250,000 kilogr. ou 55 millions et demi de francs environ.

X. — LES ÉTATS-UNIS.

Depuis une vingtaine d'années, les États-Unis se sont mis à produire de l'or. Les premières recherches remontent à 1814, mais ce ne fut que dix ans après qu'il y eut un produit appréciable. On rencontre l'or au pied de la longue chaîne des Alleghanys, au bas de la crête la plus orientale connue sous le nom de Montagne-Bleue (*Blue-Ridge*), qui, en vertu de la configuration singulière par laquelle les Alleghanys se distinguent, court, ainsi que toutes les autres crêtes, dans le même sens que la chaîne et a la même étendue. Il est épars dans des sables d'alluvion ; on l'exploite aussi dans le roc même, où on l'a découvert dans des filons de quartz en quantité suffisante. On cite des exploitations d'or dans tous les états du littoral de l'Atlantique, au midi du Potomac jusqu'à celui d'Alabama, que baigne le golfe du Mexique. Les travaux sont ainsi dispersés sur une longueur en ligne droite d'un millier de kilomètres. Il y a lieu de croire que les gisements d'or reparaissent aussi au nord du Potomac, à la base du *Blue-Ridge;* mais, dans cette partie de l'Union américaine, il n'y a pas d'esclaves, et le travail humain, le travail libre, appliqué à la terre ou même aux manufactures, est trop productif pour qu'on s'y occupe de mines d'or. L'or n'est donc exploité que dans les états à esclaves, la Virgine, la Caroline du nord et la Caroline du sud, la Géorgie et l'Alabama, et il l'est languissamment, parce que ces gîtes, qu'à certain moment on avait beaucoup vantés, paraissent peu productifs. Le gouvernement fédéral, dans un excès de condescendance, avait créé un atelier monétaire dans les montagnes, afin d'offrir aux exploitants un débouché facile; mais jusqu'à ce jour, l'approvisionnement annuel que toutes ces mines réunies ont fourni aux hôtels des monnaies s'est élevé une seule fois un peu au delà de 1 million de dollars, c'est-à-dire de

1,509 kilogrammes. La production totale depuis 1824 jusqu'au 1er janvier 1845 ne représente que 13,594 kilogrammes. On peut admettre qu'aujourd'hui la monnaie reçoit des mines la valeur de 1 million de dollars. Si l'on y ajoute un cinquième, et c'est beaucoup, parce que le gouvernement américain, ne frappant l'or d'aucun impôt, n'en provoque point l'exportation clandestine en lingots, et même l'attire vers les hôtels des monnaies par le haut prix qu'il en donne, on aura une production annuelle de 1,800 kilogrammes. La production totale, depuis l'origine jusqu'au 1er janvier 1846, paraît être ainsi de 18,525 kilogrammes; c'est un peu moins de 1 mètre cube. En monnaie française, ce serait 63,810,000 francs.

XI. — LE CHILI.

Le Chili présente beaucoup de ressources métallurgiques ; on en extrait aujourd'hui une bonne partie du cuivre que consomment les arts européens; on y exploite même quelque peu de mercure, et il a produit, dès la découverte, des métaux précieux. Ce fut d'abord de l'or enlevé non des mains des naturels ou de leurs temples comme un butin, mais du sol où il gisait, car on n'y trouva que des peuplades sans culture. Ainsi qu'au Mexique et au Pérou, et dans plusieurs autres parties du globe au début de la civilisation, il existait au Chili, à la surface du sol, des gisements d'or d'une grande richesse, mais restreints, dont les premiers hommes un peu industrieux qui se présentèrent purent profiter. Le plus ordinairement les gîtes qui ont fourni aux hommes des quantités d'or relativement grandes ont été des alluvions superficielles, où il n'y avait qu'à ramasser l'or ou à le séparer des sables par des lavages. Au Chili, c'étaient plutôt des filons dans les affleurements desquels s'était ramassé tout l'or contenu, à l'état natif, dans la roche des filons mêmes que les siècles avaient désagrégée. L'or n'a pas cessé d'être exploité au Chili, et ce sont des filons qu'on y travaille; mais l'industrie de l'argent a éclipsé celle de l'or, et depuis 1830, grâce à l'ordre et à la sécurité que maintient dans le pays un gouvernement éclairé, elle est devenue très-intéressante. C'est dans la vallée de Copiapo qu'elle a son principal siége. Les mines les plus productives de toutes sont celles de Chañarcillo, exploitées depuis 1831. Les mines d'argent du Chili reproduisent à peu près les caractères les plus généraux qui distinguent celles du Mexique : ce sont des filons qui coupent des terrains, ici presque toujours stratifiés, c'est-à-dire en bancs réguliers, comme les terrains des environs de Paris, et qui datent sans doute d'une époque peu différente de celle d'un soulèvement dû à des porphyres ou des granits projetés, à l'état de fusion, du sein de la terre.

On y trouve des minerais riches. D'après un mémoire plein d'intérêt qu'a publié sur la géologie et la métallurgie de la république chilienne un savant professeur de Coquimbo, M. Domeyko, la teneur des minerais qu'on traite aux ateliers d'amalgamation de Chañarcillo, et en général des mines du Chili, dépasse presque toujours 5 pour 1,000. Dans une mine voisine de Chañarcillo, la *Colorada*, la richesse moyenne serait de 16 pour 1,000. M. Domeyko dit avoir vu un endroit où chaque longueur de vare (85 centimètres), dans une galerie horizontale d'environ 2 mètres et demi de largeur, donnait 230 kilogrammes de métal, ou 51,000 francs. On y a trouvé une fois un bloc d'environ 3,500 kilogrammes tout

entier d'argent natif ou d'argent combiné avec le chlore ou le brome; mais, si les minerais riches sont, au Chili, dans une proportion relativement forte, d'un autre côté, les filons ont moins de puissance et de régularité. Ce ne sont plus des masses indéfinies de minerai comme à Guanaxuato ou au Potosi, où l'on pourrait puiser, les yeux fermés, à peu près indistinctement sur tous les points. Les veines sont plus minces et moins constantes; les filons d'argent du Chili, par une circonstance qui est fréquente dans l'histoire des filons métalliques de toute nature, coupant successivement plusieurs séries de couches superposées, s'y présentent diversement, riches dans l'une, pauvres dans la suivante (1) ; mais ici la variation est extrême de l'abondance à la stérilité. Ainsi, dans la vallée de Copiapo, on observe au sommet des montagnes métallifères, sur le plateau qui les couronne, un premier massif de couches calcaires et marneuses appartenant à ce vaste ensemble de formations que les géologues appellent secondaires. Les mineurs du pays le désignent sous le nom de *manto* (couche) proprement dit. Dans cette première épaisseur. les filons contiennent de l'argent; la roche elle-même en est pénétrée par mille fentes. En dessous est une autre épaisseur assez considérable appelée *mesa piedra*, qui est réputée entièrement stérile; ce sont encore des couches marneuses et calcaires, mais d'un aspect différent. Sous la *mesa piedra*, on rencontre un autre étage, d'environ 120 mètres de haut, qui est le plus productif : c'est un calcaire très-argileux, compacte. L'étage inférieur à celui-ci offre des roches plus argileuses encore et plus dures; il est stérile, et paraît reposer sur une masse de porphyre mal reconnue encore, mais où l'on pense qu'il ne faut plus rien chercher. Si ce caractère se reproduisait partout au Chili, si les gîtes y étaient ainsi bornés, il faudrait en conclure que les mines d'argent de ce pays pourront avoir une heureuse influence sur la prospérité locale, mais qu'il ne leur sera pas donné d'exercer sur la masse d'argent en circulation dans le monde un effet qui ressemble en rien à celui des mines du Mexique et du Pérou.

Les filons d'argent les plus remarquables du Chili, ceux sur lesquels les efforts sont concentrés en ce moment, se rencontrent à la séparation des terrains déposés par les eaux et par conséquent stratifiés et des terrains granitiques qui, après que ceux-ci avaient été formés, ont percé la croûte de la planète, et, par leur soulèvement, ont donné naissance aux chaînes de montagnes, et porté à de grandes hauteurs des couches originairement submergées (2). C'est en suivant la ligne de contact des roches soulevantes et des roches soulevées qu'on observe les plus sûrs indices des gisements d'argent. En dessous de cette ligne de séparation, il existe dans les granits, qui de là vont jusqu'à la mer, des filons d'or et de cuivre; en dessus, c'est-à-dire en marchant vers la crête des Andes, on rencontre successivement des filons de cuivre arsenié et argentifère, et plus à l'est encore des filons de plomb. On est alors à une centaine de kilomètres de la crête des Andes ; mais, dans ce dernier intervalle, les vestiges des mines disparaissent.

(1) Dans plusieurs des mines mexicaines, on observe que les mêmes filons argentifères se comportent diversement, selon les roches qu'ils traversent; pourtant la variation n'y est pas extrême. A Tasco, la plus grande richesse est dans les schistes argileux; à Guadalupe y Calvo, au contraire, c'est la roche où le filon est le plus pauvre.

(2) On sait que l'existence des richesses minérales, au contact des terrains granitiques ou des autres roches de soulèvement avec les formations stratifiées, au lieu d'être un accident particulier au Chili, est au contraire une des lois les mieux constatées par la science géologique; mais ici la ligne de contact est plus apparente qu'ailleurs.

Malheureusement il n'est pas aisé de suivre la ligne de contact des terrains stratifiés et des terrains granitiques : non qu'elle soit difficile à découvrir, elle se signale par de grands escarpements d'un aspect particulier qu'on reconnaît de loin; mais tout le pays, à cette hauteur, est un horrible désert, dépourvu d'eau, et par conséquent de pâturages, de culture, d'habitations, des moindres ressources. Sur un intervalle de soixante lieues entre la vallée de Copiapo et celle de Huasco, on ne trouve que deux petites sources tellement pauvres, que le premier qui y arrive, avec une douzaine de bêtes seulement, n'y laisse plus une goutte d'eau pour qui viendra après. Il est donc périlleux de s'y aventurer pour faire des recherches et des explorations, et les *arrieros* ne consentent à les traverser qu'en allant tout droit devant soi sans perdre une minute.

Les mines d'argent du Chili se font remarquer aussi par la nature du minerai qui y domine. C'est le plus souvent une combinaison d'argent avec le chlore considérée jusque-là comme une exception, ou même avec le brome, ce qui était bien plus rare encore. Il y a assez régulièrement de l'argent natif inextricablement mêlé au chlorure ou au bromure. Ces mines coûtent fort cher à exploiter; les subsistances à Chañarcillo sont à des prix excessifs, les transports de même. Les arts mécaniques, au Chili, comme partout dans l'Amérique espagnole, restent dans l'enfance, et probablement on laisse dans les résidus une partie très-appréciable du métal. Le fait est que l'opinion courante dans le pays est qu'au-dessous d'une teneur de 50 marcs de métal par *caisson* chilien de 64 quintaux, ou de quatre pour 1,000, les minerais ne méritent pas d'être travaillés, ce qui causerait une extrême surprise aux mineurs de Zacatecas ou de Potosi, qui se contentent du quart ou du cinquième. Avec une route carrossable de la baie de Copiapo à Chañarcillo, dont le tracé est indiqué par des cours d'eau et qui n'aurait pas 150 kilom., et une autre route qui remonterait la vallée de Copiapo pour aller chercher des vivres dans la portion moyenne de la vallée, qui est d'une fertilité surprenante, particulièrement du côté de Potrero-Grande, on devrait beaucoup étendre le champ des minerais exploitables.

Les mines du Chili rendaient peu sous la domination espagnole, du moins celles d'argent. M. de Humboldt en portait la production, au commencement du siècle, à 6,827 kilogrammes d'argent et 2,807 kilogr. d'or. Actuellement l'extraction de l'or, en ne comptant à la vérité que ce qui est constaté officiellement, serait diminuée des deux tiers; mais celle de l'argent a quintuplé. D'après les renseignements annexés aux rapports annuels du ministre de l'intérieur de la république, le produit déclaré en moyenne pendant dix des dernières années est, pour l'argent, de 30,538 kilogr., pour l'or, de 892. La contrebande paraît faible (1); M. Domeyko l'évalue, pour l'argent, à 25 sur 1,000 seulement, et, avec ce qui sert à fabriquer de la vaisselle dans le pays, à 75 sur 778, soit le dixième. Pour l'or, d'après ce que nous avons dit déjà, elle doit être plus forte; nous l'avons portée au cinquième; ce qui donne une production annuelle, pour l'argent, de 33,592 kilogrammes, pour l'or, de 1,071 kilogrammes.

Ainsi l'extraction de l'or reste, au Chili, bien au-dessous de ce qu'elle était autrefois. C'est que l'exploitation des mines d'argent est devenue plus avantageuse, et qu'on a délaissé le premier des métaux précieux pour le second. Les mines de cuivre, sous ce rapport, ont exercé une influence au moins égale à celle

(1) Le droit prélevé par le gouvernement est de 9 pour 100 seulement.

des mines d'argent. Quelle que soit l'importance nouvellement acquise aux mines d'argent du Chili, je ne puis m'empêcher de reproduire ici une comparaison que je trouve dans une notice de M. Duflot de Mofras sur la république du Chili. Le cuivre, dont, il est vrai, le Chili possède des mines admirables, uniques, y donne un produit brut supérieur à celui de l'or et de l'argent réunis. Pendant l'intervalle de trois ans (du 1er janvier 1840 au 31 décembre 1842), où les mines de métaux précieux ont rendu beaucoup, elles ont donné une valeur de 32,588,000 francs, qu'on pourrait, à cause de la contrebande, porter à 37 ou 38. Dans le même délai, on a exporté 11,626,592 kilogrammes de cuivre métallique et 41,631,472 kilogrammes de minerai, valant ensemble 44 millions. Les progrès de l'extraction du cuivre depuis l'indépendance sont donc plus grands encore que ceux de la production de l'argent, et les mines de cuivre sont pour le pays une plus grande richesse que celles des deux métaux précieux ensemble. L'exemple du Chili montre aussi ce qu'on pourrait attendre des autres ci-devant colonies de l'Amérique espagnole, si les autorités y montraient l'intelligence et le zèle pour le bien public qui signalent le gouvernement chilien, et si les populations, ayant le sentiment véritable de l'indépendance qu'elles ont conquise, en profitaient pour étendre leurs conquêtes sur la nature féconde qui leur offre ses trésors pour prix de leurs labeurs.

La production du Chili peut être évaluée jusqu'en 1810 à 300,000 kilogrammes d'argent et à 217,000 kilogrammes d'or. De 1810 jusqu'à ce jour, on peut la porter à 672,991 kilogrammes d'argent et à 31,020 kilogrammes d'or. C'est ainsi, depuis l'origine, un total de 973,000 kilogrammes d'argent et 248,000 kilogrammes d'or, représentant ensemble, d'après le tarif de la monnaie française, 1,070 millions de francs, dont 216 en argent et 854 en or.

Pour montrer par un nouvel exemple quelle est l'instabilité de l'industrie des mines de métaux précieux dans les pays même où elle se développe et grandit, je citerai ici un extrait d'un mémoire de M. Domeyko.

« La découverte des mines de Chañarcillo ne date que de 1831. Un pauvre montagnard nommé Godoy, étant à chasser les guanacos, s'était reposé à l'ombre d'un énorme bloc de rocher qui sortait de l'affleurement du filon de la *Descubridora*. Frappé de la couleur et d'un certain aspect métallique de la partie saillante du rocher, il commença à la gratter avec son couteau, et, voyant qu'elle se laissait couper comme du fromage (suivant la manière dont il s'exprimait), il emporta un morceau de ce rocher à Copiapo, où il fut reconnu pour du *plata-plomo*, c'est-à-dire pour de l'argent corné (chlorure d'argent). Il offrit la moitié de sa mine, qui, depuis ce temps, prit le nom de la *Descubridora*, à don Miguel Gallo, un des plus vieux mineurs de cette province, à qui le sort n'avait jamais été prospère dans sa jeunesse. D'après l'arrangement qui eut lieu, Gallo devait fournir l'argent nécessaire pour l'exploitation, et le profit devait être partagé entre lui et Godoy. Le hasard voulut qu'on tombât sur la partie la plus riche du filon, et on commença, dès les premiers jours de l'exploitation, à extraire des valeurs considérables; mais Godoy, comme tous ceux qui découvrent les mines, n'eut pas la patience d'attendre. Séduit par l'espérance d'en découvrir d'autres meilleures, il vendit la moitié de la mine qui lui appartenait pour 14,000 piastres, dissipa son argent et mourut pauvre.

» La nouvelle de cette découverte attira bientôt à Chañarcillo une foule de mineurs de tous côtés. Les premiers auxquels le sort se montra aussi favorable

qu'à Godoy furent deux frères, nommés Peralta-Bolados, propriétaires d'un petit *rancho* (chaumière) dans la vallée de Copiapo, et d'un troupeau d'ânes qui leur servaient à porter du bois à la ville ou aux usines, avec quoi ils pourvoyaient à leurs premières nécessités. Les deux frères trouvèrent un fameux bloc (*bolon*) de 70 à 80 quintaux de minerai excessivement riche. L'extraction, le transport et le traitement de cette masse de minerai étaient tellement simples et faciles, que ces pauvres gens, quoique entièrement dépourvus de connaissances nécessaires et de capitaux, parvinrent, dans moins de deux ans, à en extraire pour plus de 700,000 piastres d'argent. Enflés de leur prospérité, ils ne pensèrent qu'à en jouir, et, pendant qu'ils dissipaient leur richesse à Copiapo, qui n'était à cette époque qu'un village pauvre et mal peuplé, leur mine se trouva tout d'un coup épuisée, et quelques mois après on a vu ces mêmes Peralta-Bolados plus pauvres qu'ils n'étaient avant leur découverte, ayant même perdu leurs ânes dont ils n'avaient plus cru avoir besoin (1). »

Les vicissitudes de fortune des Peralta-Bolados et du chasseur Godoy ne sont que la répétition, sur des proportions moindres et avec un résultat final moins consolant, des alternatives de prospérité et de détresse du fameux mineur mexicain Laborde dont nous avons parlé.

Nous avons maintenant passé en revue tous les pays de l'Amérique qui sont considérés comme producteurs de métaux précieux. Il se produit pourtant de l'or et de l'argent dans d'autres parties du Nouveau-Monde. Il est difficile de croire que les vastes espaces de Venezuela et même de l'Équateur soient absolument stériles. De même nous ignorons ce qui se passe dans l'intérieur du Paraguay. Les états qui composent l'Amérique centrale produisent certainement de l'or et de l'argent. La monnaie de Guatemala frappait dans chacune des années 1820 et 1821 une quantité d'argent correspondante à 9,046 kilogrammes de métal fin sans compter un peu d'or. En 1824, l'or frappé à cette même monnaie revenait à 106 kilogrammes de métal fin. M. Mac-Culloch attribue à la république actuelle de Buenos-Ayres une certaine production en argent. Nous n'exagérons rien en comptant pour les mines autres que celles que nous avons successivement examinées une quantité annuelle de 20,000 kilogrammes en argent et 500 kilogrammes en or.

XII. — DE LA PRODUCTION TOTALE DE L'AMÉRIQUE.

En réunissant les résultats auxquels nous sommes parvenus pour les différentes contrées de l'Amérique séparément, on trouve que la production actuelle est de 614,641 kilog. d'argent valant 136,476,000 fr., et de 14,934 kilogrammes d'or d'une valeur de 51,434,000 fr. Pour les deux métaux ensemble, la valeur est de 187,910,000 francs (2).

(1) Sur la *Constitution géologique du Chili. Annales des Mines*, quatrième série, t. IX, p. 453.

(2) Le tableau suivant indique, pour chaque contrée, la production actuelle par an :

Au commencement du siècle, c'était de 796,000 kilogrammes d'argent et 14,100 kilogrammes d'or. Ainsi la production de l'argent a baissé d'un quart environ, celle de l'or a légèrement augmenté.

La production totale de l'Amérique depuis la découverte peut être évaluée à 36 milliards 600 millions, dont 26 milliards 700 millions en argent et 9 milliards 900 millions en or. En poids, elle est de 120,169,000 kilogrammes d'argent, et de 2,874,700 kilogrammes d'or (1).

Je ne donne pas ces chiffres comme absolus ; ils ne sont qu'approximatifs, mais ils le sont assez pour qu'on en fasse la base d'un raisonnement.

Une valeur de 36 à 37 milliards en or et en argent, c'est beau, c'est extraordinaire.

Pourtant que l'on compare cette richesse sortie des mines de l'Amérique en trois cents ans à celle qu'il est permis de rapporter à l'exploitation des mines de charbon de la Grande-Bretagne, d'où un peuple éminemment industrieux tire la force motrice et le feu à l'aide desquels il transforme incessamment les matières premières, tant celles qu'il retire de son propre sol que celles qu'il fait venir de toutes les parties du monde. Tous ces trésors de l'Amérique paraissent alors bien modestes. Il ne faut qu'un tout petit nombre d'années à l'industrie anglaise, quatre ou cinq peut-être, pour créer une valeur égale à tout ce que l'Amérique a rendu d'or et d'argent avec le labeur de trois siècles.

Cette comparaison est propre à faire ressortir ce que valent pour un grand

	ARGENT.		OR.	
	Poids.	Valeur.	Poids.	Valeur.
États-Unis.	»	»	1,800 kilog.	6,199,000 fr.
Mexique.	390,960 kilog.	86,793,000 fr.	2,957	10,184,000
Nouvelle-Grenade . .	4,887	1,086,000	4,954	17,062,000
Pérou	113,158	25,146,000	708	2,439,000
Bolivie.	52,044	11,554,000	444	1,529,000
Brésil	»	»	2,500	8,610,000
Chili.	33,592	7,457,000	1,071	3,689,000
Divers	20,000	4,440,000	500	1,722,000
TOTAUX . . .	614,641 kilog.	136,476,000 fr.	14,934 kilog.	51,434,000 fr.

(1) Le tableau suivant récapitule la production totale des différentes contrées de l'Amérique depuis la découverte :

	ARGENT.		OR.		Total par pays en millions de fr.
	kilog.	millions de fr.	kilog.	millions de fr.	
États-Unis.	»	»	18,525	64	64
Mexique.	60,782,917	13,507	379,221	1,306	14,813
Nouvelle-Grenade.	250,000	55	556,840	1,918	1,973
Pérou. . . . . . . Bolivie.	58,163,062	12,925	337,725	1,163	14,088
Brésil	»	»	1,334,400	4,596	4,596
Chili	973,000	216	248,000	854	1,070
TOTAUX. . . .	120,168,979	26,703	2,874,711	9,901	36,604

La production des deux métaux est en poids d'un kilogramme d'or contre 42 en argent, et en valeur d'un franc en or contre 2 francs 70 centimes en argent.

pays de vastes bassins houillers, et combien ils sont préférables aux mines de métaux précieux les plus renommées. C'est qu'en bonnes mains les mines de charbon sont des mines de travail, d'un travail puissant, d'un travail sans limites, et le travail est la première des richesses, il est la richesse même.

D'un autre point de vue et sous une autre forme, on peut mesurer à quelle petite masse de matière se réduit cette production de métaux précieux qui a occupé et occupe tant de bras, qui a excité tant d'ambitions, assouvi tant de passions, fait commettre tant de cruautés, et provoqué tant de travaux.

Tout l'argent qui est sorti des mines du Nouveau-Monde formerait un volume de 11,477 mètres cubes : l'or n'en représente que 149.

En d'autres termes, tout l'argent qu'on a retiré de ces nombreux filons, de ces filons qu'à bon droit j'ai pu appeler géants, ferait une sphère dont le rayon n'aurait que quatorze mètres, et qui, placée à côté de la colonne Vendôme, n'atteindrait qu'aux deux tiers de la hauteur.

Quant à l'or, c'est une quantité singulièrement exiguë. On est presque confondu de trouver que tout cet or du Nouveau-Monde, sur l'abondance duquel on a fait tant de fables, dont on avait dit, par exemple, que la seule rançon de l'inca Atahualpa avait comblé un temple (1), ne remplirait pas à moitié le salon d'un bourgeois de Paris qui aurait cinq mètres d'élévation sur huit mètres de long et huit mètres de large. Ces quantités si faibles intrinsèquement ont cependant suffi pour produire dans le commerce une révolution dont les conséquences politiques et sociales ont été immenses.

MICHEL CHEVALIER.

(1) Celui de Caxamarca, dont les ruines se voient encore.

DE L'HISTOIRE

ET DE L'ÉTAT ACTUEL

DES ÉTUDES PHÉNICIENNES.

I.

Il me serait difficile, je crois, de trouver dans l'histoire des recherches paléographiques un chapitre plus curieux que celui qui concerne les monuments écrits de la langue des Phéniciens et des Carthaginois. Depuis deux siècles, tant d'efforts ont été tentés pour arriver à une interprétation satisfaisante de ces monuments, tant d'intelligence a été dépensée pour payer des résultats parfois si peu dignes d'estime, qu'il n'est pas inutile de raconter purement et simplement la marche qu'a suivie une étude qui, sans avoir toujours évité le ridicule, mérite encore cependant qu'on s'efforce un peu de la réhabiliter et de la remettre en honneur. Dire aujourd'hui qu'on s'occupe de déchiffrer les inscriptions phéniciennes et puniques, c'est à peu de chose près se mettre de gaieté de cœur sous le feu des railleries les plus piquantes, je le sais parfaitement; mais, comme les railleries ne m'effraient pas outre mesure, je me résigne tranquillement à les subir, et d'autant plus tranquillement, que je pense m'y exposer en fort bonne compagnie, avec les Barthélemy, les Swinton, les Bochart, les Sylvestre de Sacy, les Ackerblad, les Gesenius, les Étienne Quatremère, les Lanci, les de Luynes et tant d'autres. D'ailleurs il n'y a pas de moquerie qui puisse balancer un seul instant la satisfaction d'amour-propre infailliblement réservée à quiconque parvient à mettre en lumière un petit coin de l'immense tableau de l'histoire humaine.

De tous les peuples de l'antiquité, le plus illustre fut le peuple phénicien, car son berceau fut le berceau de toutes les sciences et de tous les arts, qu'il alla semant partout avec ses colonies. Les flottes phéniciennes couvraient les mers

bien longtemps avant qu'une autre nation songeât à leur disputer le monopole commercial, habilement constitué au profit de Tyr et de Sidon. Partout où ils soupçonnaient des richesses à exploiter, les Phéniciens s'empressaient de créer des comptoirs où leurs navires étaient assurés de trouver un refuge et des trésors. Aux comptoirs succédaient bientôt des bourgades, puis des villes, des cités florissantes, nobles et glorieux jalons de la civilisation. Sans doute le peuple qui sut concevoir et exécuter de si grands desseins eut une littérature et des archives historiques, où vinrent s'enregistrer pendant une longue suite de siècles tous les faits relatifs aux premiers âges de l'histoire du monde ; malheureusement ces faits, nous sommes condamnés à les ignorer toujours, parce que de la littérature et des archives phéniciennes il ne nous reste rien, absolument rien, que des lambeaux traditionnels recueillis de loin en loin par des écrivains étrangers. Quelques pauvres pierres écrites, quelques médailles ont seules été sauvées dans le naufrage immense de cette civilisation primitive, et il s'est trouvé des hommes qui, sans autre élément de succès qu'une ardente curiosité, ont essayé de déchiffrer ces médailles et ces pierres, soutenus par l'espoir de découvrir, pour prix du travail le plus rebutant parfois, le plus ardu toujours, la nature de la langue qui avait régné si longtemps en dominatrice sur toutes les plages du monde ancien. Il n'est permis à personne de contester l'intérêt qui s'attache à de pareils efforts. Dire ce qu'on a dépensé d'intelligence depuis le milieu du XVIe siècle pour résoudre le difficile problème soulevé par les monuments phéniciens et puniques, ce ne sera pas, nous le répétons, écrire un des moins curieux chapitres de l'histoire de l'érudition moderne ; mais, avant de parler de l'étude des monuments, voyons d'abord ce que l'antiquité nous avait légué de documents propres à servir de fil conducteur dans cette recherche si difficile d'une langue et d'une écriture perdues.

Il est un écrivain ancien dont les paroles ont un grand poids lorsqu'il s'agit de fixer la nature de la langue phénicienne ; c'est saint Augustin, dont l'autorité ne saurait être récusée, puisqu'il était d'origine punique, ainsi qu'il le dit lui-même, et puisqu'il vivait au milieu d'une population dont l'idiome usuel n'était autre chose que la langue punique. Voici quelques passages extraits de ses écrits : « Les deux langues (hébraïque et punique) ne diffèrent pas beaucoup entre elles. — Les Hébreux appellent le Christ *Messie,* et ce mot se retrouve dans la langue punique, *comme un très-grand nombre d'autres,* et même *presque tous les mots hébraïques.* — Tyr et Sidon étaient les principales cités du littoral de la Phénicie. Carthage fut une de leurs colonies. De là le nom *Pœni* de ses habitants, qui n'est presque que le nom *Phœni* corrompu. La langue dont ils font usage est en grande partie semblable à la langue hébraïque. » Un autre écrivain, Priscien, nous dit de même : « La langue punique, qui est tout à fait voisine des langues chaldéenne, hébraïque et syriaque, ne connaît pas le genre neutre. » Enfin saint Jérôme s'exprime ainsi : « Nous ne pouvons nous servir de la langue hébraïque ; mais nous devons employer la langue cananéenne, qui tient le milieu entre la langue égyptienne (1) et la langue hébraïque, et se confond en grande partie avec la langue hébraïque. »

(1) Probablement une erreur de copiste s'est glissée dans ce passage, et le mot égyptienne doit être remplacé par le mot araméenne, ainsi que l'a fait très-judicieusement observer Gesenius.

Ces témoignages sont, on en conviendra, bien suffisants pour que l'on puisse concevoir l'espérance d'arriver, à l'aide de l'hébreu, au déchiffrement des textes phéniciens et puniques. Quant à l'époque jusqu'à laquelle la langue punique fut employée en Afrique, des témoignages non moins explicites nous défendent de la faire remonter bien haut. Augustin, le saint évêque d'Hippone, nous apprend que, dans son diocèse, la plus grande partie des habitants de la campagne ne connaissait pas d'autre langue que le punique, et Procope affirme que, de son temps (c'est-à-dire dans le VIe siècle), les Maures qui habitaient la Libye jusqu'aux colonnes d'Hercule ne parlaient que la langue phénicienne (φοινίκων γλοσσην). On a souvent prétendu que des traces de l'idiome phénicien s'étaient conservées dans certaines contrées de l'Europe, mais ce sont là de ces opinions paradoxales qui ne peuvent supporter un examen sérieux ; ainsi, par exemple, les écrivains irlandais ont affirmé que leur langue n'était autre chose que du phénicien corrompu. Des Maltais ont revendiqué le même honneur pour leur patois arabe, qui n'a qu'un mérite, celui de constater les racines profondes jetées sur le sol maltais par l'idiome des dominateurs musulmans. J'ai pu moi-même, à mon passage à Malte, reconnaître que ce prétendu phénicien n'était que de l'arabe horriblement corrompu, mais assez facile à comprendre ; je me suis convaincu aussi que l'arabe vulgaire semblait parfaitement clair au premier paysan venu des nombreux *casali* parsemés dans l'île. Je ne prétends pas dire toutefois que, dans certains noms de localités maltaises, il n'existe plus le moindre vestige de la langue punique, car j'ai pu me convaincre du contraire : ainsi, près du *casale* Krendi, se trouve une colline élevée nommé Djebel-Khèm (montagne de Khèm), sur laquelle on a, depuis quelques années, découvert un sanctuaire phénicien digne en tout point de l'attention des archéologues, et qui porte le nom de Elhedjar-Khèm (les pierres de Khèm). Il serait difficile de méconnaître dans ce mot *Khèm* le nom, à peine défiguré par la chute de sa consonne finale, de Khamon, le Baal-Solaire, divinité suprême de la théogonie punique ; mais de la présence constatée d'un seul nom de divinité à la présence d'un idiome qui aurait survécu à l'influence des révolutions politiques les plus profondes, il y a bien loin. En ce qui concerne l'irlandais, langue dont l'origine celtique est incontestable, les opinions de Charles Vallancey, d'O'Connor et d'O'Brien, n'ont pu et ne pourront jamais faire naître la moindre conviction dans tout esprit qui saura se tenir en garde contre l'amour du merveilleux.

De tous les écrits antiques qui illustrèrent les littératures phénicienne et punique, pas un seul n'est parvenu jusqu'à nous ; nous ne les connaissons et ne les connaîtrons probablement jamais que par les mentions qu'en ont faites en passant quelques auteurs relativement modernes ; ainsi Sanchoniaton, qui vécut douze siècles avant l'ère chrétienne, et qui fut le plus illustre de tous les historiographes phéniciens, ne nous est aujourd'hui connu que par ce qu'en ont dit Porphyre, Eusèbe et Théodoret, qui nous apprennent que ses livres sur l'histoire des Phéniciens furent traduits en grec par Philon de Byblos. Trois autres auteurs qui écrivirent sur l'histoire phénicienne, Theodotus, Hypsicrates et Mochus, ont de même été cités par Tatien, Eusèbe, Clément d'Alexandrie, Athénée, Strabon et Josèphe ; malheureusement, à la notion, d'ailleurs assez vague, de leurs noms, se borne tout ce que nous savons de ces personnages. Quant à la littérature punique, il est notoire que les chefs de la nation carthaginoise, Magon, Hamilcar, Hannon, Himilcon, Hannibal et Hiempsal, roi de Numidie, furent des écrivains distingués, dont les ouvrages jouirent d'une certaine célébrité ; mais, de

tous ces ouvrages, nous ne connaissons que la traduction grecque du *Périple* d'Hannon : tous les textes originaux sont à jamais perdus.

Dans cette fâcheuse pénurie de documents authentiques, les philologues devaient tout naturellement se rejeter avec ardeur sur le plus mince lambeau de langage punique parvenu jusqu'à eux : c'est ce qu'ils n'ont pas manqué de faire.

Plaute, dans sa comédie intitulée *Pœnulus* (scène première du cinquième acte), a mis dans la bouche de l'un de ses personnages dix vers entiers composés en langue punique, mais écrits en lettres latines ; six autres vers qui suivent cette tirade reproduisent le même texte en langage un peu différent, et que Gesenius, d'accord en cela avec Bochart, regarde comme libyphénicien. Probablement ce double texte était donné pour que l'acteur, selon son goût, ou mieux selon le goût de son auditoire, pût choisir celui des deux textes qu'il était plus à propos de réciter. On formerait une bibliothèque assez ample avec tout ce que ce passage a fait naître de commentaires plus ou moins heureux. Les uns y ont vu de l'irlandais tout pur, d'autres, comme Joseph Scaliger et Samuel Petit, ont, en l'analysant, cru reconnaître une très-grande analogie entre la langue punique, dont ils avaient un échantillon sous les yeux, et la langue hébraïque ; mais que d'efforts il leur a fallu faire pour ramener à des formes hébraïques les amas de lettres que cent copistes à la file avaient transcrites sans s'inquiéter de la valeur de ces lettres et du sens qu'elles devaient comporter, parce que cette valeur et ce sens leur étaient absolument inconnus ! Qu'on juge des altérations profondes que toutes ces défectuosités successives, dues à la négligence des copistes, avaient fait subir au texte primitif, et l'on n'aura plus le droit de s'étonner de l'effrayante dissemblance des traductions qui ont surgi coup sur coup. De tous les savants qui se sont occupés en premier lieu du fameux passage du *Pœnulus,* Bochart est, sans contredit, celui qui a le plus approché du véritable sens. Jusqu'à lui, on avait mis à l'écart comme inutile ou plutôt comme gênante la traduction latine que Plaute lui-même s'était chargé de faire de la tirade punique qu'il avait introduite dans sa pièce. Bochart démontra que cette traduction était légitime, et, depuis lui, la première condition que se sont imposée tous ceux qui ont abordé le même sujet a été de rechercher avant tout le sens donné par Plaute. Il y a quelques années, Gesenius, après avoir recueilli toutes les variantes offertes par les manuscrits les plus anciens, a repris la traduction du passage punique du *Pœnulus,* et a fait faire quelques pas de plus à l'explication de ce curieux morceau ; mais le dernier mot n'est apparemment pas dit encore, car, depuis Gesenius, M. le docteur Judas a introduit quelques heureuses modifications dans les traductions proposées jusqu'à lui, et un très-habile orientaliste, M. Munck, prépare une nouvelle étude sur le même sujet. Espérons que ce dernier travail ne laissera plus rien à désirer.

Je viens d'énumérer les ressources que l'antiquité lettrée nous a léguées pour nous aider à retrouver la langue phénicienne : quelques assertions écrites en passant et un lambeau de dix vers horriblement estropiés par les copistes qui ne les comprenaient pas, voilà tout. C'était bien peu sans doute, et pourtant ce peu suffisait pour établir d'une manière satisfaisante qu'entre le phénicien et l'hébreu il devait avoir existé une très-grande affinité, affinité qu'on avait pu d'ailleurs s'attendre à rencontrer, puisque ces deux langues étaient parlées par deux nations de même origine et limitrophes. Disons maintenant ce que l'étude des monuments originaux échappés aux ravages du temps a fait naître successivement de théories et d'explications.

II.

Dès le milieu du XVIe siècle, le goût de la numismatique, qui s'était éveillé dans toute l'Europe, fit affluer dans les collections publiques et privées des monnaies antiques empreintes de légendes conçues en caractères inconnus. Il n'était guère possible d'attribuer ces caractères à une autre langue que la langue phénicienne, parce que les monnaies provenaient de l'Espagne et de la Sicile, où les colonies phéniciennes avaient été florissantes pendant une longue suite d'années. La vue de ces légendes excita naturellement la curiosité des philologues, et bon nombre de recueils numismatiques s'enrichirent des figures, peu soignées il faut le dire, de ces monuments épigraphiques, dont l'importance n'était douteuse pour personne, mais dont le sens échappait encore à tout le monde. Ces recueils, publiés par Goltzius, Paruta, Lastanosa, Vaillant, Beger, Arigoni, Frœlich, Pembrocke, Reland (je cite les plus habiles), donnèrent naissance à quelques alphabets phéniciens que des savants tels que Scaliger et Bochart s'efforcèrent de déduire en comparant ces légendes énigmatiques aux anciens manuscrits samaritains de la Bible et aux légendes des monnaies judaïques des Macchabées; mais ces alphabets étaient bien loin de fournir une saine lecture des légendes phéniciennes recueillies, et ce ne fut qu'en 1706 que Jacques Rhenferd parvint à expliquer avec assez de probabilité la légende des monnaies hispano-phéniciennes de Sexti. De son côté, notre illustre Bernard de Montfaucon comprit et lut le premier l'épigraphe des monnaies de Sidon, et de ce moment un premier jalon fut placé sur la voie qu'il s'agissait de parcourir après l'avoir ouverte.

Jusqu'en 1735, les philologues ne purent s'exercer que sur les monuments numismatiques; mais en cette année on connut, par une publication faite à Malte, deux candélabres votifs trouvés dans cette île, et qui étaient ornés d'une double inscription dont une partie était grecque et dont l'autre fut immédiatement reconnue pour phénicienne, parce que les caractères qui la composaient étaient bien les caractères que les médailles avaient présentés. Quand il s'agit d'arriver à la solution d'un problème de ce genre, la découverte d'un texte bilingue est une admirable bonne fortune. A l'apparition des inscriptions de Malte, deux hommes, l'un Anglais, Jean Swinton, et l'autre Français, Barthélemy, se mirent à étudier ce texte précieux avec une ardeur égale, stimulée vivement par l'annonce d'une série d'inscriptions certainement phéniciennes découvertes à Citium, en Chypre, par Pockoke. Le débat que nous devions voir s'élever quelques dizaines d'années plus tard entre Young et Champollion, à propos de la fameuse pierre de Rosette et de la lecture des écritures égyptiennes, se renouvela précisément entre Swinton et Barthélemy; chacun de son côté s'efforça de lire l'inscription phénicienne des candélabres de Malte; les résultats obtenus par les deux rivaux furent à peu près identiques, et il s'ensuivit une querelle fort vive pour constater de quel côté étaient réellement les droits de priorité à cette découverte importante. Hâtons-nous de dire que, comme dans la discussion scientifique dont nous avons été les contemporains, l'urbanité et la politesse restèrent du côté du savant français, tandis que Swinton n'hésita pas un seul instant à défendre sa cause à l'aide du plus pitoyable de tous les arguments, c'est-à-dire à grand renfort d'injures.

Gesenius, auquel il était réservé de prononcer plus tard un jugement respectable sur la valeur relative des travaux des deux émules, Gesenius a très-équitablement fait la part de chacun, et il n'a pas hésité à placer les résultats obtenus par Barthélemy bien au-dessus de ceux qu'a publiés Swinton. Quoi qu'il en soit, les efforts de ces deux savants fixèrent les valeurs des lettres phéniciennes d'une manière tellement plausible, que depuis lors ces valeurs n'ont guère reçu que des confirmations nombreuses et presque point de modifications.

Après Swinton et Barthélemy vinrent Louis Dutens et Perez Bayer, dont le premier fit paraître plusieurs excellents mémoires sur la numismatique phénicienne, et le second un travail intitulé : *De l'Alphabet et de la langue des Phéniciens et de leurs colonies,* travail dans lequel l'explication de l'épigraphe des candélabres de Malte fut reprise avec un soin extrême et un succès à peu près complet. A partir de ce moment, le champ de ces études ne fut plus abandonné, et le nombre des curieux qui s'efforçaient de parvenir au sens des épigraphes phéniciennes de toute espèce alla toujours croissant. Ainsi, pendant que Tychsen publiait, dans les *Mémoires* de la Société académique d'Upsal, une belle dissertation sur *l'Affinité mutuelle des langues phénicienne et hébraïque,* Ackerblad mettait au jour quelques mémoires sur des inscriptions récemment découvertes, et dans l'interprétation desquelles il apportait toute la sagacité qui avait déjà signalé ses *Essais sur l'écriture égyptienne démotique.* De son côté, Gesenius préludait au grand recueil qu'il devait publier quelques années plus tard par un mémoire sur la langue phénicienne et punique.

En 1819 parut à Manheim un livre écrit par Ulrich-Frédéric Kopp, livre dans lequel ce philologue, assez peu érudit d'ailleurs, eut du moins le mérite de poser des règles paléographiques pleines de sens et de justesse. Il ne cesse de répéter qu'avant tout il faut lire correctement ce que l'on veut traduire ; mais ce qu'il n'a pas le courage d'ajouter, c'est qu'il vaut mieux ensuite dire : Je ne comprends pas, que de traduire à tout prix, même en dépit du sens commun, ce dont on a obtenu la lecture matérielle. Ainsi Kopp, tout en relevant sévèrement les erreurs de ses devanciers, n'a pas toujours su les éviter pour son propre compte.

Vers cette époque, la terre d'Afrique, explorée pour la première fois avec ardeur par des hommes tels que Badia, Camille Borgia, Humbert, Falbe, Scheele et Temple, commençait à payer son tribut aux collections épigraphiques de l'Europe. Les inscriptions puniques exhumées du sol de Carthage même, de Bedj et d'El-Keff, venaient enrichir les musées de Londres, de Leyde, de Copenhague et de Naples. En 1821, Humbert faisait paraître à La Haye une notice sur quatre cippes sépulcraux qu'il avait recueillis pendant un séjour de quatorze années dans la régence de Tunis. Deux ans après, Hamaker, professeur de langues orientales à l'université de Leyde, entrait en lice à son tour, et partant, à ce qu'il paraît, d'un principe opposé à celui que Kopp avait si sagement établi, il prétendait tout expliquer d'abord, sauf à lire ensuite. On prévoit tout ce que cette méthode de déchiffrement et d'interprétation a dû procurer de découvertes étranges à Hamaker. Il est fâcheux, disons-le nettement, d'attacher son nom à des rêveries aussi malencontreuses que celles dont cet auteur a voulu doter le monde savant. D'un autre côté, l'abbé Arri donnait à Turin la traduction d'une inscription découverte en Sardaigne, et dans laquelle il avait le malheur de retrouver la première page de l'histoire punico-sarde : cette chance était beaucoup trop belle pour qu'elle fût réelle. Heureusement tout le monde ne marchait pas dans la même voie, et, pen-

dant que les uns tournaient bravement le dos à la vérité tout en croyant aller à sa rencontre, d'autres, n'écoutant que les conseils de la plus saine critique, s'efforçaient d'assurer leur marche en rejetant loin de leur route toutes les explications fantastiques dont on s'était plu à l'obstruer. Ainsi Étienne Quatremère à Paris, Lindberg à Copenhague, Gesenius à Leipzig, protestaient de toutes leurs forces contre la tendance à chercher toujours un sens merveilleux dans les inscriptions appliquées sur des monuments tellement humbles, que, rien qu'à les voir, il était tout naturel de conclure que la pauvreté des idées exprimées devait être en rapport, à peu de chose près, avec la pauvreté de la matière et de l'exécution.

En 1837 parut enfin le recueil de Gesenius intitulé *Tous les Monuments de l'écriture et de la langue phénicienne*, et l'on put croire, à l'annonce de ce livre curieux, que le dernier mot allait être dit sur l'épigraphie phénicienne et punique. Jusqu'alors, en effet, l'auteur avait joint à sa merveilleuse érudition philologique une grande sobriété d'hypothèses et une constante soumission aux conseils du bon sens, mais à son tour il ne sut pas s'affranchir de la velléité de chercher parfois des pensées extraordinaires dans les textes en apparence les plus vulgaires. Quant aux règles de lecture si bien fixées par Kopp quelques années auparavant, Gesenius, tout en les préconisant à chaque page, n'a pas craint de les perdre de vue assez souvent pour encourir le blâme qu'il avait si justement infligé à Hamaker. Disons-le donc sans réticence, Gesenius, avec toute sa science et toute sa critique, a quelquefois fait lui-même ce qu'il reprochait avec raison à ses devanciers. Il a cru deviner un sens d'abord, et alors il lui a bien fallu faire plier la lettre pour légitimer ce sens qu'il ne voulait plus abandonner. En un mot, pour s'épargner la mortification de ne pas tout expliquer, Gesenius a mieux aimé torturer la lettre que de dire : Je ne comprends pas.

Depuis l'apparition du livre de Gesenius, quelques excellents articles, publiés dans le *Journal des Savants* par M. Étienne Quatremère, ont ramené les études phéniciennes dans la bonne voie, dont aucun nouvel essai ne saurait plus les écarter, il faut bien l'espérer. Ainsi M. Quatremère a suffisamment établi que tous les efforts tentés et à tenter pour faire ressortir de la lecture des monuments les plus humbles des données historiques relatives à des personnages appartenant aux dynasties phéniciennes ou puniques demeureraient très-probablement toujours frappés de stérilité, qu'on devait se contenter d'y chercher de modestes épitaphes ou de simples offrandes adressées par des hommes obscurs à la Divinité, soit en actions de grâce, soit pour solliciter les faveurs du ciel ; qu'enfin il était toujours sage *à priori* de se méfier grandement de toutes les interprétations qui fournissaient des textes où le merveilleux s'alliait nécessairement au ridicule.

Dans les quatre dernières années, M. le docteur Judas a publié quelques mémoires intéressants sur l'épigraphie phénicienne et punique. M. Lindberg a fait paraître une charmante notice sur les monnaies de Lixsus. De toutes les publications de ce genre, la plus récente, comme la plus inattendue, est celle que vient de faire paraître M. le général Duvivier pour annoncer aux savants que, jusqu'à lui, tout le monde, sans exception, s'est trompé dans l'appréciation des épigraphes phéniciennes et puniques. Espérons que nous serons bientôt en possession de la clef mystérieuse qu'il a découverte, et qui peut seule donner accès aux explications que nous ne connaissons encore qu'en partie. Je ne verrai substituer qu'avec un très-grand regret, je l'avoue, ces interprétations quelque peu ambitieuses aux

humbles versions dans lesquelles j'ai eu foi jusqu'ici, et qui, je le crains bien, garderont toute ma prédilection.

Le travail complet que promet M. Duvivier n'est pas le seul qui se prépare en ce moment, et je ne crois pas commettre d'indiscrétion en disant que M. le docteur Judas s'occupe de refaire un recueil comme celui de Gesenius sur un nouveau plan, et en évitant les erreurs dans lesquelles ce savant est tombé. MM. Lindberg et Falbe rédigent en commun un immense travail descriptif et explicatif concernant tous les monuments numismatiques phéniciens et puniques. Enfin M. le duc de Luynes imprime un magnifique travail sur les monnaies à légendes phéniciennes des satrapes, travail qui sera suivi de recherches non moins importantes sur la belle et rare série numismatique que l'on avait jusqu'ici classée pêle-mêle sous le nom de *Médailles incertaines de la Cilicie.* Nous avons d'ailleurs tout lieu d'espérer que bientôt les monuments épigraphiques puniques seront si nombreux dans nos musées français, que de l'étude comparative de ces précieux débris naîtra forcément un corps de doctrine aussi complet qu'on peut le désirer. Ainsi, depuis quelques années, des inscriptions puniques ont été recueillies en assez grand nombre sur le sol français de l'Algérie. M. le chef d'escadron d'artillerie Delamare, dont ne ne saurait trop louer le zèle infatigable et l'amour ardent de l'archéologie, a doté le musée du Louvre d'une immense collection épigraphique dans laquelle rentre naturellement une assez riche série de pierres votives et d'épitaphes puniques, qu'il faudra bien classer un jour comme le méritent des monuments aussi précieux.

De toutes les découvertes récentes, la plus importante, sans aucun doute, est celle d'un document qui vient jeter une lumière inespérée sur la religion carthaginoise, la religion la plus mal connue de toutes celles de l'antiquité classique. L'été dernier, on trouva dans les fondations d'une maison de la vieille ville de Marseille, non loin de l'église de la Major, des fragments d'une dalle en pierre de Cassis (1), couverte de caractères tout à fait distincts des caractères grecs et latins. Un ouvrier maçon les recueillit et les offrit au directeur du musée de Marseille, qui en fit l'acquisition au prix modique de 10 francs. Ces deux fragments qui se rajustaient à merveille furent déposés au musée, où ils restèrent ignorés pendant quelques semaines. A son passage à Marseille, M. Texier, le courageux explorateur de l'Asie Mineure, visita le musée, et, à la première vue, il reconnut, dans les deux pierres en question, une inscription phénicienne dont il sentit d'instinct toute l'importance et toute la valeur. Il prit à la hâte un double calque de ce texte curieux ; l'un des deux fut envoyé à M. le ministre de l'instruction publique, l'autre fut emporté par M. Texier, qu'une mission scientifique appelait dans nos possessions d'Afrique. A Alger, il rencontra M. Nicoly Limbery, secrétaire-interprète attaché au parquet de la cour, et il lui fit part de sa découverte en lui communiquant le précieux calque qu'il avait recueilli. M. Limbery entreprit alors de traduire le texte qu'il avait sous les yeux, et, préoccupé sans doute de la possibilité d'y retrouver un monument de l'histoire de Marseille, il crut y voir un traité d'alliance entre les Marseillais et les Carthaginois. Chacune des vingt et

(1) La pierre de Cassis est un calcaire qui se trouve aux environs de Marseille, et dont le grain est presque aussi fin que celui de la pierre lithographique. La nature de la pierre employée démontre évidemment que l'inscription punique de Marseille est un monument national et gravé sur place.

une lignes de l'inscription, telle qu'elle existe aujourd'hui (elle a perdu plus d'un tiers de sa teneur primitive), lui parut complète, et il se mit à la recherche du traité qu'il espérait trouver. M. Limbery ayant négligé de donner la transcription lettre pour lettre du texte original, il est plus que difficile de deviner par quel effort d'analyse il est arrivé à la traduction qu'il propose, et dont voici un extrait :

Ligne 1. — « Avec le désir et la volonté du sénat et du peuple des Matsaloum (les Marseillais), fut proclamée par la voix de l'oracle, dans le sanctuaire du temple, l'injustice commise par le roi Balhanasar. A cet effet, on délibéra, et ce traité fut publié dans l'intention de se lier par les nœuds de l'amitié avec ceux qui adorent Belus, et de présenter au fils de Baal des offrandes pour en obtenir un heureux succès.

Ligne 2. — » Il est arrêté que les commandements en seront observés, et l'on s'engage à se laver les mains dans le sang du fils de Balhanasar (le nommé) Alam. Cette promesse sera suivie d'un serment solennel, serment qui constatera la foi des Cartahadouth (les Carthaginois) jurée aux Matsaloum.

Ligne 3. — » Et lorsque ce serment et ce traité auront vieilli, ils seront réglés de nouveau, et vous ne devrez (les Marseillais) ni trembler ni craindre, s'il reste éternellement devant vos yeux sur cette pierre qui constitue les impositions, les droits, les égards, que vous devrez maintenir envers les hommes distingués de notre nation, et la justice et la probité établies par ceux qui font le tour du monde, pour s'attirer l'amitié des nations, et cela par leur sagesse. »

Je ne me sens pas le courage d'aller plus loin et de reproduire *in extenso* la version proposée par M. Limbery, car, je l'avoue en toute humilité, quelque grands que soient les efforts que j'ai faits pour découvrir dans l'inscription de Marseille quelque chose d'analogue, je n'ai pu y réussir. J'ai cru dès lors devoir me résigner à n'y chercher que ce qui saute aux yeux. Peut-être devrais-je m'effrayer quelque peu de l'étrange différence des deux sens que M. Limbery et moi avons chacun de notre côté trouvés dans ce curieux document; j'aime mieux laisser aux juges compétents le soin de décider entre nous, en citant quelques passages de ma traduction, obtenue par l'application du système d'interprétation qui m'a paru s'accorder le mieux avec la logique et le bon sens.

Ligne 1. — « ..... (Khallas) bâal? le sufète (le juge), fils de Bedtanit, fils de Bed...

Ligne 2. — » Le sufète, fils de Bedachmoun, fils de Khallasbâal, et...

Ligne 3. — » Pour un bœuf, sacrifice prescrit ou d'action de grâces; ce sacrifice vaudra aux prêtres 10 sicles d'argent pour chacun. La victime sera payée en sus de cette redevance...

Ligne 4. — » Et selon les préceptes, elle (la chair) sera dépecée et brûlée; la peau, les intestins, les pieds et les restes de la chair reviendront au maître du sacrifice (c'est-à-dire à celui qui ordonnera le sacrifice).

Ligne 5. — » Pour un veau *auquel les cornes ne sont pas encore poussées, mais auquel elles pousseraient*? ou pour un cerf (ou une biche) sacrifice prescrit ou d'action de grâces; ce sacrifice vaudra aux prêtres 5 sicles d'argent pour chacun... La victime sera payée en sus

Ligne 6. — » de cette redevance; (on prendra) de la chair cent cinquante miscal (c'est un poids usuel); elle sera dépecée et brûlée; la peau, les intestins, les pieds et les restes de la chair reviendront au maître de la victime.

Ligne 7. — » Pour un bélier ou pour une chèvre, sacrifice prescrit ou d'action de grâces; ce sacrifice vaudra aux prêtres 1 sicle d'argent *étranger?* pour chacun..... et selon les préceptes elle sera dépecée

Ligne 8. — » et brûlée ; la peau, les intestins, les pieds et les restes de la chair reviendront au maître de la victime.

Ligne 9. — » Pour un agneau ou un chevreau, ou *en temps de calamité?* pour un bélier, sacrifice prescrit ou d'action de grâces; ce sacrifice vaudra aux prêtres trois quarts de sicle *étranger?* pour chacun..... La victime sera payée en sus...

Ligne 15. — » Pour tout sacrifice qu'offrira un pauvre, soit d'une bête de troupeau, soit d'un bouc (ou d'un oiseau), il n'y aura rien pour les prêtres. »

Tel est, je crois, le sens à très-peu près exact des premières lignes de l'inscription de Marseille. Si nous comparons le texte de ce lambeau de rituel punique avec le rituel judaïque, dont les éléments sont épars dans le *Lévitique* et dans le *Deutéronome,* nous reconnaîtrons que pour les prêtres du culte hébraïque il n'y avait d'autre droit assigné que celui d'un certain prélèvement sur les chairs des victimes de quelque nature qu'elles fussent, ou sur les oblations de farine et d'huile. Il n'est nullement question d'émoluments ou de droits de sacrifice à payer en argent aux sacrificateurs. Dans le rituel punique, au contraire, celui qui ordonne le sacrifice et qui fournit la victime a le droit de reprendre tout ce qui n'a pas été brûlé sur l'autel; mais il doit payer à chacun des prêtres qui prennent part à la cérémonie une redevance fixée pour chaque genre de sacrifice. Si enfin l'homme qui offre une victime est pauvre, les prêtres lui doivent gratuitement leur concours. Ainsi, bien que dans ces rituels les détails soient différents, la similitude des points sur lesquels portent les prescriptions démontre qu'il y avait entre les deux peuples une analogie de mœurs presque aussi grande que l'analogie de langage.

L'existence de cette curieuse inscription tracée sur une pierre du pays démontre encore et fort explicitement qu'il existait à Marseille, vers le ve siècle avant l'ère chrétienne, un comptoir phénicien ou carthaginois, dont les magistrats s'assemblèrent pour régler en commun le rituel religieux.

III.

On connaît maintenant l'histoire des études phéniciennes et puniques. Il nous reste une dernière question à traiter. Le déchiffrement des épigraphes numismatiques ou lapidaires appartenant à l'idiome des deux nations est-il, sinon facile, du moins possible? La marche qu'on a suivie pour y parvenir présente-t-elle des garanties suffisantes, ou doit-elle être condamnée comme arbitraire et hypothétique?

Un premier point, et le plus important de tous, était bien connu à l'avance, et il ne saurait être aujourd'hui plus que jadis sujet à contestation : entre l'idiome

phénicien et l'idiome hébraïque il y a une affinité très-étroite. D'ailleurs les témoignages de saint Augustin, de Priscien et de saint Jérôme, ne fussent pas venus jusqu'à nous pour nous en convaincre, qu'il serait nécessaire, je n'hésite pas à le dire, de conclure des faits matériels les plus probants que cette affinité doit exister. Une nation entourée sur toutes les limites de son territoire d'autres nations de même origine, avec lesquelles elle est liée par les liens du sang, ne peut pas parler une langue qui diffère essentiellement de celle que parlent ses voisins. C'est là précisément le cas de la nation phénicienne. Placée dans la zone maritime assez étroite à laquelle touchent de toutes parts des contrées habitées par les races évidemment sœurs qui parlèrent les idiomes hébraïque, syriaque, chaldéen et arabe, dialectes très-rapprochés d'une seule et même langue primitive, la race phénicienne devait infailliblement elle-même se servir d'une langue qui se rattachait à la même souche. Si une induction aussi rationnelle est constatée par des témoignages anciens dont l'autorité demeure irrécusable, il est clair que le fait qu'il s'agit de prouver acquiert le degré le plus désirable de certitude. C'est ce qui a lieu pour la Phénicie; nous pouvons donc affirmer dès lors qu'avant de tenter le déchiffrement des écritures phéniciennes, on savait parfaitement ce qu'il fallait s'attendre à trouver sous cette écriture mystérieuse : il devait y avoir identité entre entre les radicaux phéniciens et les radicaux hébreux; de plus, le mécanisme grammatical devait être à tout le moins très-voisin de celui que nous offre la langue hébraïque. Ceci posé, voyons comment l'on a pu et dû s'y prendre pour aborder les tentatives de déchiffrement.

Quand il s'agit de procéder à la recherche d'un problème de ce genre, l'étude des monuments bilingues peut seule donner des résultats assurés. Si donc ces monuments bilingues se présentent, c'est naturellement sur eux que l'on doit faire porter les premiers efforts. Supposons qu'une monnaie antique, par exemple, porte à la fois une légende grecque et phenicienne, et que de plus la légende grecque n'offre que le nom de la ville ou du peuple pour lequel cette monnaie a été fabriquée : il sera tout naturel d'admettre *à priori*, mais en se réservant de chercher plus tard la confirmation de cette hypothèse, que la légende phénicienne contient exactement la même chose, c'est-à-dire le nom de la même ville ou du même peuple. Dès lors, si l'on connaît ces noms tels qu'ils s'écrivaient dans la langue hébraïque, il y aura toute raison de s'assurer d'abord si l'arrangement des lettres et la longueur des légendes à déchiffrer s'accordent bien avec ce que l'on s'attend à trouver. Si, de plus, ces légendes phéniciennes présentent des lettres identiques placées précisément au point que leur assigne l'hypothèse toute simple et toute rationnelle de laquelle on part, il y a là déjà plus qu'une présomption en faveur de la légitimité de cette hypothèse. C'est précisément ce qui s'est rencontré dans l'étude des monnaies antiques de Tyr et de Sidon. Les noms de ces deux illustres cités nous étaient transmis par la Bible; il ne s'agissait donc plus que de reconnaître si l'arrangement orthographique des légendes phéniciennes, mises en regard sur ces monnaies avec des légendes grecques parfaitement explicites, fournissait précisément les noms hébraïques cherchés. Cela n'a pas manqué d'arriver. Il y avait donc un premier pas de fait; mais le terrain sur lequel ce premier pas avait été imprimé avait besoin encore d'être sondé avec précaution, parce que dans les recherches de ce genre il est toujours sage de se tenir en garde contre les succès trop séduisants au premier abord. Heureusement les confirmations ne se sont pas fait attendre. Les candélabres de Malte portaient

aussi une inscription bilingue; plusieurs épitaphes déterrées au Pirée étaient également conçues en phénicien et en grec; dès lors, on était en possession de plusieurs noms propres dont l'expression devait forcément fournir à l'analyse, opérée avec réserve, des éléments alphabétiques nombreux et indubitables. Ces éléments une fois déterminés, on a pu procéder à la transcription en caractères hébraïques des mots insérés dans les textes en question et autres que les noms propres. Le sens du contexte dans lequel ces mots se trouvaient compris était fixé à l'avance par le sens de la contre-partie grecque, et dès lors ceux des mots cherchés dont la transcription était complète pouvaient immédiatement être comparés aux radicaux fournis par les lexiques hébraïques. Comme le sens obtenu de cette façon a toujours, sans exception, coïncidé nettement avec le sens à trouver, ce seul fait est plus que suffisant pour démontrer que les valeurs alphabétiques déjà déterminées l'avaient été heureusement et ne comportaient pas d'erreurs de lecture. Il est bien clair aussi que, puisqu'il s'agissait d'une langue sémitique et dans laquelle par conséquent les radicaux étaient trilittères, si, dans un groupe de trois lettres dont la signification était à peu près connue à l'avance, une seule de ces lettres représentait une articulation encore inconnue, tandis que les deux autres l'étaient déjà, la comparaison avec le radical hébraïque ayant le même sens devait, par une présomption toute naturelle, faire trouver la valeur du caractère encore inconnu. C'est ainsi que de proche en proche on est parvenu à compléter l'alphabet phénicien, dont tous les signes ont été déterminés à l'aide de cent faits positifs, et non pas d'une seule coïncidence qui aurait pu provenir d'une pure illusion. En d'autres termes, l'alphabet phénicien a été contrôlé de tant de façons par les philologues, à l'aide de faits matériels contre lesquels il n'était pas possible de s'élever, que cet alphabet est aujourd'hui fixé et connu tout aussi nettement que les alphabets grec et latin. Il est donc maintenant possible, pour quiconque veut s'en donner la peine, de transcrire un texte phénicien quelconque. Il n'en est malheureusement plus de même lorsqu'il s'agit de l'interpréter : pour en venir là, il faut se servir des langues congénères dont les lexiques sont en notre possession, et particulièrement de la langue hébraïque, qui était naturellement la plus rapprochée de la langue phénicienne, puisque les races qui parlaient ces deux langues étaient les plus voisines de toutes celles qui se rattachent à la même souche sémitique. Or, chacun sait que l'hébreu ne nous est réellement connu qu'assez imparfaitement, que les dictionnaires n'ont été faits qu'à l'aide du dépouillement des textes sacrés opéré la plume à la main; il en résulte qu'il peut fort bien se rencontrer dans les textes phéniciens des expressions qu'il restera toujours impossible d'assimiler à des radicaux hébraïques, chaldéens, syriaques ou arabes, parce que ces langues ont pu ne pas faire usage d'un radical primitif dont le phénicien seul aura conservé la trace. Dès lors, espérer que l'on traduira d'une manière indubitable et facile tous les mots sans exception que pourra présenter un texte phénicien, ce sera toujours concevoir une espérance vaine et que la première tentative fera évanouir, si l'on cherche la vérité de bonne foi.

En résumé, un texte phénicien étant donné, on peut très-aisément et très-sûrement en transcrire tous les mots, lettre par lettre, en écriture hébraïque. On peut ensuite en traduire la plus grande partie à l'aide du lexique des langues congénères; mais dans ce travail il doit forcément rester des points sur lequels on ne peut s'exprimer qu'avec une réserve entière, si l'on veut ne pas s'écarter des lois de la saine critique.

Tout ce que je viens de dire des monuments de la langue phénicienne s'applique évidemment, sans la moindre restriction, à ceux de la langue punique, puisqu'il est certain que Phéniciens et Carthaginois n'étaient qu'un seul et même peuple. Toutefois je dois ajouter ici que les monuments épigraphiques puniques se partagent en deux classes bien distinctes. La première contient les inscriptions écrites avec l'alphabet phénicien pur; la seconde, les inscriptions écrites avec un alphabet un peu modifié dans la forme, mais qui dérive très-visiblement du phénicien ou punique primitif. Ce second alphabet, qui certainement était adopté en Afrique antérieurement au temps de Juba, roi de Mauritanie, n'a pas présenté plus de difficultés pour être retrouvé que l'alphabet primitif. Les mêmes éléments de certitude étaient entre les mains des investigateurs ; ainsi médailles et inscriptions bilingues, formules funéraires ou votives assez nombreuses pour pouvoir se contrôler l'une par l'autre, telles ont été les ressources plus que suffisantes qu'on a dû mettre en usage pour arriver d'une manière précise à la connaissance complète de cette seconde écriture, évidemment dérivée de la première. Pour achever de donner une idée nette et précise de la méthode de déchiffrement qui a servi à éclaircir le sens des monuments épigraphiques phéniciens et puniques, il me suffira de citer un seul exemple. Il s'agit d'un cippe funéraire fort modeste déterré au Pirée en 1832 et portant une légende grecque qui signifie :

IRÈNE DE BYZANCE,

et une légende phénicienne que tout le monde après Louis Anger a lue et traduite :

IRÈNE, CITOYENNE DE BYZANCE,

en se servant de l'alphabet adopté généralement, et contre la valeur duquel on ne pensait pas qu'il pût désormais s'élever aucune réclamation. N'est-il pas plus que probable qu'une pareille coïncidence ne peut être fortuite, et cette lecture ne fournit-elle pas la confirmation la plus palpable des valeurs alphabétiques qui l'ont donnée ?

Voici cependant que M. le général Duvivier, dans un écrit récemment publié, a proposé une nouvelle traduction de l'épigraphe d'Irène. Cette traduction est fort remarquable, ainsi qu'on va le voir. Je transcris :

« Inscription phénicienne du tombeau d'Irène de Byzance. On l'a traduite par : Irène, citoyen de Byzance, en torturant l'hébreu.

» Faire d'une femme un homme est une idée toute moderne. La véritable traduction est celle-ci : L'aigle prit son vol, fit retentir le bruit de ses ailes, se précipita, jeta la terreur dès le lever du soleil (c'est-à-dire dès sa jeunesse).

» N'est-ce pas là l'histoire fidèle de la jeunesse d'Irène de Byzance? »

A tout ceci il y a quelques objections à faire. La femme à laquelle fut élevé le modeste cippe funéraire dont il s'agit était native de Byzance, le texte grec nous l'apprend, mais il ne nous apprend rien de plus, si ce n'est par ses caractères paléographiques, qui prouvent irréfragablement que cette Irène fut à peu près contemporaine d'Alexandre-le-Grand.

A cette époque, il existait au Pirée, ainsi que le prouvent les monuments, une petite colonie phénicienne composée sans aucun doute de négociants obscurs qui

étaient venus se fixer sur ce point pour faire fortune, en procurant aux Athéniens les articles de commerce que leur fournissait leur pays natal. Les uns étaient de Citium et d'autres de Sidon, comme Irène était de Byzance. Quant à celle-ci, c'était très-probablement une marchande de parfums ou de tissus, d'une naissance douteuse, puisqu'on ne pouvait écrire sur sa tombe le nom de son père, ainsi que le voulait l'usage constamment suivi par les Phéniciens. Dès lors, demander si l'histoire fidèle de la jeunesse de cette femme n'est pas tout entière dans la phrase obtenue par M. Duvivier, c'est, je le crains, poser une question à laquelle il n'y a d'autre réponse à faire que celle-ci : Je n'en sais rien. Il y a bien eu, il est vrai, une Irène de Byzance à laquelle cette histoire en style biblique s'appliquerait tant bien que mal : c'est l'impératrice de ce nom, contemporaine de Charlemagne ; mais évidemment M. Duvivier n'a pu avoir en vue cette princesse, qui a vécu douze cents ans au moins plus tard que son homonyme, l'humble marchande du Pirée, et pour laquelle, dans tous les cas, on ne se fût pas avisé de graver à Athènes une épitaphe en langue phénicienne qui ne se parlait plus nulle part. Quant à la traduction adoptée par tous les devanciers de M. Duvivier, elle a été obtenue tout naturellement, en lisant de l'hébreu très-correct, et sans le torturer en quoi que ce fût, car tout le monde sans exception a traduit : Irène, citoyenne de Byzance, et personne, que je sache, n'a eu la malencontreuse idée de faire de cette femme un homme. Le mot hébreu *baal,* citoyen, fait tout naturellement au féminin *baalet,* citoyenne, et chacun a lu *baalet.* Ce qui peut-être a donné lieu à cette petite erreur de fait, c'est la vue de la traduction latine, *Erene, civis Byzantia,* donnée par Gesenius, et qui comporte tout aussi bien le sens citoyenne que le sens citoyen. Du reste, Gesenius est à l'abri du reproche qui lui est imputé d'avoir fait d'une femme un homme, car il dit fort explicitement : *Baalet, non domina est, sed civis* (*Bürgerin*), — Baalet ne veut pas dire dame, mais citoyenne (bourgeoise). — Je n'ajouterai plus qu'un mot. Le texte grec dit : Irène de Byzance, et rien de plus ; le texte phénicien, transcrit à l'aide de l'alphabet que rejette M. Duvivier, fournit les mots : Irène, citoyenne de Byzance. Si donc cet alphabet doit être mis au rebut, le hasard peut une fois de plus être accusé d'opérer des rapprochements bien extraordinaires.

Pour conclure, si les résultats obtenus jusqu'ici par l'étude de l'épigraphie phénicienne et punique ne répondent pas entièrement à l'impatience de quelques imaginations aventureuses, ils ne sont pas cependant sans importance. On est parvenu à déterminer d'une manière précise et indubitable la nature de l'écriture et la valeur des signes des deux alphabets distincts, mais de formation très-voisine, qui constituent cette écriture. On a également déterminé quelques-uns des signes numériques qui étaient usités pour représenter les dates et les nombres ; on a vérifié la justesse des remarques de saint Augustin, de saint Jérôme et de Priscien, sur l'extrême analogie des idiomes hébraïque et phénicien ; on a retrouvé dans la composition d'une foule de noms propres les noms des divinités primordiales dont le culte était adopté par la nation phénicienne ; on a reconnu les formules votives et funéraires employées par cette nation ; on a pu s'assurer que les formes extérieures du culte étaient en certains points identiques avec les formes du culte hébraïque. Enfin, de la présence des épigraphes phéniciennes ou puniques trouvées en certaines localités, il a été permis de conclure que la civilisation de la race la plus commerçante du monde antique avait été transportée en toutes ces différentes localités par des colonies plus ou moins importantes, chargées d'organiser

des comptoirs ou des établissements militaires et maritimes. Jusqu'ici des monuments historiques dans toute l'acception du mot n'ont pas encore été retrouvés ; mais il y a tout lieu d'espérer que tôt ou tard la terre restituera quelques-uns des trésors épigraphiques de ce genre qu'elle recèle encore dans son sein, et dont l'interprétation, garantie par la saine critique qui bannit le merveilleux, en se refusant toujours à faire plier les lectures matérielles aux exigences des versions préconçues, nous mettra quelque jour à même de restituer quelques-unes des pages d'une histoire que l'on a dû croire à jamais perdue. Telles sont les espérances légitimes que l'on doit conserver en se livrant à l'étude d'une série de monuments que l'activité et l'attention des érudits ne peuvent plus négliger.

F. DE SAULCY.

SCÈNES DE LA VIE ÉGYPTIENNE

MODERNE.

LA CANGE DU NIL.

I. — PRÉPARATIFS DE NAVIGATION.

La cange qui m'emportait vers Damiette contenait aussi tout le ménage que j'avais amassé au Caire pendant huit mois de séjour, savoir : — l'esclave au teint doré vendue par Abdel-Kérim ; le coffre vert qui renfermait les effets que ce dernier lui avait laissés; un autre coffre garni de ceux que j'y avais ajoutés moi-même; un autre encore contenant mes habits de Franc, — dernier *en cas* de mauvaise fortune, comme ce vêtement de pâtre qu'un empereur avait conservé pour se rappeler sa condition première ; — puis tous les ustensiles et objets mobiliers dont il avait fallu garnir mon domicile du quartier cophte, lesquels consistaient en gargoulettes et bardaques propres à rafraîchir l'eau, pipes et narghilé, matelas de coton et cages (*cafas*) en bâtons de palmier servant tour à tour de divan, de lit et de table, — et qui avaient de plus pour le voyage l'avantage de pouvoir contenir les volatiles divers de la basse-cour et du colombier.

Avant de partir, j'étais allé prendre congé de M[me] Bonhomme, cette blonde et charmante providence du voyageur. — Hélas ! disais-je, je ne verrai plus de longtemps que des visages de couleur ; je vais braver la peste qui règne dans le delta d'Égypte, les orages du golfe de Syrie qu'il faudra traverser sur de frêles barques ; — sa vue sera pour moi le dernier sourire de la patrie !

M[me] Bonhomme appartient à ce type de beauté blonde du midi, que Gozzi célébrait dans les Vénitiennes, et que Pétrarque a chanté à l'honneur des femmes de

notre Provence. Il semble que ces gracieuses anomalies doivent au voisinage des pays alpins *l'or crespelé* de leurs cheveux, et que leur œil noir se soit embrasé seul aux ardeurs des grèves de la Méditerranée. La carnation, fine et claire comme le satin rosé des Flamandes, se colore aux places que le soleil a touchées d'une vague teinte ambrée qui fait penser aux treilles d'automne, où le raisin blanc se voile à demi sous les pampres vermeils. O figures aimées de Titien et de Giorgione, est-ce aux bords du Nil que vous deviez me laisser encore un regret et un souvenir? Cependant j'avais près de moi une autre femme aux cheveux noirs comme l'ébène, au masque ferme qui semblait taillé dans le marbre portose, beauté sévère et grave comme les idoles dorées de l'antique Asie, et dont la grâce même, à la fois servile et sauvage, rappelait parfois, — si l'on peut unir ces deux mots, — la sérieuse gaieté de l'animal captif.

Mme Bonhomme m'avait conduit dans son magasin, encombré d'articles de voyage, et je l'écoutais, en l'admirant, détailler les mérites de tous ces charmants ustensiles qui, pour les Anglais, reproduisent au besoin, dans le désert, tout le confort de la vie fashionable. Elle m'expliquait avec son léger accent provençal comment on pouvait établir, au pied d'un palmier ou d'un obélisque, des appartements complets de maître et de domestiques, avec mobilier et cuisine, le tout transporté à dos de chameau ; donner des dîners européens où rien ne manque, ni les ragoûts ni les primeurs, grâce aux boîtes de conserves, — qui, il faut l'avouer, sont souvent de grande ressource.

— Hélas ! lui dis-je, je suis devenu tout à fait un Bédaouï (Arabe nomade) ; je mange très-bien du dourah cuit sur une plaque de tôle, des dattes fricassées dans le beurre, de la pâte d'abricot, des sauterelles fumées... et je sais un moyen d'obtenir une poule bouillie dans le désert, sans même se donner le soin de la plumer.

— J'ignorais ce raffinement, dit Mme Bonhomme.

— Voici, répondis-je, la recette qui m'a été donnée par un renégat très-industrieux, lequel l'a vu pratiquer dans l'Hedjaz. On prend une poule...

— Il faut une poule ? dit Mme Bonhomme.

— Absolument comme un lièvre pour le civet.

— Et ensuite ?

— Ensuite on allume du feu entre deux pierres ; on se procure de l'eau...

— Voilà déjà bien des choses !

— La nature les fournit. On n'aurait même que de l'eau de mer... ce serait la même chose, et cela épargnerait le sel.

— Et dans quoi mettrez-vous la poule?

— Ah ! voilà le plus ingénieux. Nous versons de l'eau dans le sable fin du désert... autre ingrédient donné par la nature. Cela produit une argile fine et propre, extrêmement utile à la préparation.

— Vous mangeriez une poule bouillie dans du sable?

— Je réclame une dernière minute d'attention. Nous formons une boule épaisse de cette argile en ayant soin d'y insérer cette même volaille ou toute autre.

— Ceci devient intéressant.

— Nous mettons la boule de terre sur le feu, et nous la retournons de temps en temps. Quand la croûte s'est suffisamment durcie et a pris partout une bonne couleur, il faut la retirer du feu, la volaille est cuite.

— Et c'est tout ?

— Pas encore ; on casse la boule passée à l'état de terre cuite, et les plumes de l'oiseau, prises dans l'argile, se détachent à mesure qu'on le débarrasse des fragments de cette marmite improvisée.

— Mais c'est un régal de sauvage !

— Non, c'est de la poule à l'étuvée simplement.

Mme Bonhomme vit bien qu'il n'y avait rien à faire avec un voyageur si consommé ; elle remit en place toutes les cuisines de fer-blanc et les tentes, coussins ou lits de caoutchouc estampillés de l'*improved patent* de *London*.

— Cependant, lui dis-je, je voudrais bien trouver chez vous quelque chose qui me soit utile.

— Tenez, dit Mme Bonhomme, je suis sûre que vous avez oublié d'acheter un drapeau. Il vous faut un drapeau.

— Mais je ne pars pas pour la guerre.

— Vous allez descendre le Nil... vous avez besoin d'un pavillon tricolore à l'arrière de votre barque pour vous faire respecter des fellahs.

Et elle me montrait, le long des murs du magasin, une série de pavillons de toutes les marines.

Je tirais déjà vers moi la hampe à pointe dorée d'où se déroulaient nos couleurs, lorsque Mme Bonhomme m'arrêta le bras.

— Vous pouvez choisir; on n'est pas obligé d'indiquer sa nation. Tous *ces messieurs* prennent ordinairement un pavillon anglais; de cette manière, on a plus de sécurité.

— Oh ! madame, lui dis-je, je ne suis pas de ces messieurs-là.

— Je l'avais bien pensé, me dit-elle avec un sourire.

J'aime à croire que ce ne seraient pas des gens du monde de Paris qui promèneraient les couleurs anglaises sur ce vieux Nil, où s'est reflété le drapeau de la république. Les légitimistes en pèlerinage vers Jérusalem choisissent, il est vrai, le pavillon de Sardaigne. Cela, par exemple, n'a pas d'inconvénient.

II. — UNE FÊTE DE FAMILLE.

Nous partons du port de Boulac ; le palais d'un bey mameluk, devenu aujourd'hui l'école polytechnique, la mosquée blanche qui l'avoisine, les étalages des potiers qui exposent sur la grève ces bardaques de terre poreuse fabriquées à Thèbes, qu'apporte la navigation du haut Nil, les chantiers de construction qui bordent encore assez loin la rive droite du fleuve, tout cela disparaît en quelques minutes. Nous courons une bordée vers une île d'alluvion située entre Boulac et Embabeh, dont la rive sablonneuse reçoit bientôt le choc de notre proue; les deux voiles latines de la cange frissonnent sans prendre le vent : — *Battal ! battal !* s'écrie le *reïs,* c'est-à-dire : Mauvais ! mauvais ! Il s'agissait probablement du vent. En effet, la vague rougeâtre, frisée par un souffle contraire, nous jetait au visage son écume, et le remous prenait des teintes ardoisées en peignant les reflets du ciel.

Les hommes descendent à terre pour dégager la cange et la retourner. Alors commence un de ces chants dont les matelots égyptiens accompagnent toutes leurs manœuvres et qui ont invariablement pour refrain *éleison !* Pendant que

cinq ou six gaillards, dépouillés en un instant de leur tunique bleue et qui semblent des statues de bronze florentin, s'évertuent à ce travail, les jambes plongées dans la vase, le *reïs,* assis comme un pacha sur l'avant, fume son narghilé d'un air indifférent. Un quart d'heure après, nous revenons vers Boulac, à demi penchés sur la lame avec la pointe des vergues trempant dans l'eau.

Nous avions gagné à peine deux cents pas sur le cours du fleuve : il fallut retourner la barque, prise cette fois dans les roseaux, pour aller toucher de nouveau à l'île de sable : *Battal! battal!* disait toujours le reïs de temps en temps.

Je reconnaissais à ma droite les jardins des villas riantes qui bordent l'allée de Choubrah ; les sycomores monstrueux qui la forment retentissaient de l'aigre caquetage des corneilles, qu'entrecoupait parfois le cri sinistre des milans.

Du reste, aucun lotus, aucun ibis, pas un trait de la couleur locale d'autrefois ; seulement çà et là de grands buffles plongés dans l'eau et des coqs de Pharaon, sortes de petits faisans aux plumes dorées, voltigeant au-dessus des bois d'orangers et de bananiers des jardins.

J'oubliais l'obélisque d'Héliopolis, qui marque de son doigt de pierre la limite voisine du désert de Syrie et que je regrettais de n'avoir encore vu que de loin. Ce monument ne devait pas quitter notre horizon de la journée, car la navigation de la cange continuait à s'opérer en zigzag.

Le soir était venu, le disque du soleil descendait derrière la ligne peu mouvementée des montagnes lybiques, et tout à coup la nature passait de l'ombre violette du crépuscule à l'obscurité bleuâtre de la nuit. J'aperçus de loin les lumières d'un café, nageant dans leurs flaques d'huile transparente; l'accord strident du *naz* et du *rebab* accompagnait cette mélodie égyptienne si connue : *Ya teyly!* (*O nuits!*)

D'autres voix formaient les *répons* du premier vers : « O nuits de joie! » On chantait le bonheur des amis qui se rassemblent, l'amour et le désir, flammes divines, émanations radieuses de la *clarté pure* qui n'est qu'au ciel ; — on invoquait *Ahmad,* l'élu, chef des apôtres, — et des voix d'enfants reprenaient en chœur l'antistrophe de cette délicieuse et sensuelle effusion qui appelle la bénédiction du Seigneur sur les joies nocturnes de la terre.

Je vis bien qu'il s'agissait d'une solennité de famille. L'étrange gloussement des femmes fellahs succédait au chœur des enfants, et cela pouvait célébrer une mort aussi bien qu'un mariage; car, dans toutes les cérémonies des Égyptiens, on reconnaît ce mélange d'une joie plaintive ou d'une plainte entrecoupée de transports joyeux qui déjà, dans le monde ancien, présidaient à tous les actes de leur vie.

Le reïs avait fait amarrer notre barque à un pieu planté dans le sable, et se préparait à descendre. Je lui demandai si nous ne faisions que nous arrêter dans le village qui était devant nous. Il répondit que nous devions y passer la nuit et y rester même le lendemain jusqu'à trois heures, moment où se lève le vent du sud-ouest (nous étions à l'époque des moussons). — J'avais cru, lui dis-je, qu'on ferait marcher la barque à la corde quand le vent ne serait pas bon. — Ceci n'est pas, répondit-il, sur notre traité.

En effet, avant de partir, nous avions fait un écrit devant le cadi ; mais ces gens y avaient mis évidemment tout ce qu'ils avaient voulu. Du reste, je ne suis jamais pressé d'arriver, et cette circonstance, qui aurait fait bondir d'indignation un voyageur anglais, me fournissait seulement l'occasion de mieux étudier

l'antique branche, si peu frayée, par où le Nil descend du Caire à Damiette.

Le reïs, qui s'attendait à des réclamations violentes, admira ma sérénité. Le halage des barques est relativement assez coûteux; — car, outre un nombre plus grand de matelots sur la barque, il exige l'assistance de quelques hommes de relais échelonnés de village en village.

Une cange contient deux chambres, élégamment peintes et dorées à l'intérieur, avec des fenêtres grillées donnant sur le fleuve, et encadrant agréablement le double paysage des rives; des corbeilles de fleurs, des arabesques compliquées, décorent les panneaux; deux coffres de bois bordent chaque chambre, et permettent le jour de s'asseoir les jambes croisées, la nuit de s'étendre sur des nattes ou des coussins. Ordinairement la première chambre sert de divan; la seconde de harem. Le tout se ferme et se cadenasse hermétiquement, sauf le privilége des rats du Nil, dont il faut, quoi qu'on fasse, accepter la société. Les moustiques et autres insectes sont des compagnons moins agréables encore; mais on évite la nuit leurs baisers perfides au moyen de vastes chemises dont on noue l'ouverture après y être entré comme dans un sac, et qui entourent la tête d'un double voile de gaze sous lequel on respire parfaitement.

Il semblait que nous dussions passer la nuit sur la barque, et je m'y préparais déjà, lorsque le reïs, qui était descendu à terre, vint me trouver avec cérémonie et m'invita à l'accompagner. J'avais quelque scrupule à laisser l'esclave dans la cabine; mais il me dit lui-même qu'il valait mieux l'emmener avec nous.

III. — LE MUTAHIL.

En descendant sur la berge, je m'aperçus que nous venions de débarquer simplement à Choubrah. Les jardins du pacha, avec les berceaux de myrte qui décorent l'entrée, étaient devant nous; un amas de pauvres maisons bâties en briques de terre crue s'étendait à notre gauche des deux côtés de l'avenue; le café que j'avais remarqué bordait le fleuve, et la maison voisine était celle du reïs, qui nous pria d'y entrer.

C'était bien la peine, me disais-je, de passer toute la journée sur le Nil; nous voilà seulement à une lieue du Caire! J'avais envie d'y retourner passer la soirée et lire les journaux chez Mme Bonhomme; mais le reïs nous avait déjà conduits devant sa maison, et il était clair qu'on y célébrait une fête où il convenait d'assister.

En effet, les chants que nous avions entendus partaient de là; une foule de gens basanés, mélangés de nègres purs, paraissait se livrer à la joie. Le reïs, dont je n'entendais qu'imparfaitement le dialecte franc assaisonné d'arabe, finit par me faire comprendre que c'était une fête de famille en l'honneur de la circoncision de son fils. — Je compris surtout alors pourquoi nous avions fait si peu de chemin.

La cérémonie avait eu lieu la veille à la mosquée, et nous étions seulement au second jour des réjouissances. Les fêtes de famille des plus pauvres Égyptiens sont des fêtes publiques, et l'avenue était pleine de monde : une trentaine d'enfants, camarades d'école du jeune circoncis (*mutahil*), remplissait une salle basse; les femmes, parentes ou amies de l'épouse du reïs, faisaient cercle dans la pièce du

fond, et nous nous arrêtâmes près de cette porte. Le reïs indiqua de loin une place près de sa femme à l'esclave qui me suivait, et celle-ci alla sans hésiter s'asseoir sur le tapis de la *khanoun* (dame), après avoir fait les salutations d'usage.

On se mit à distribuer du café et des pipes, et des Nubiennes commencèrent à danser au son des *tarabouks* (tambours de terre cuite), que plusieurs femmes soutenaient d'une main et frappaient de l'autre. — La famille du reïs était trop pauvre sans doute pour avoir des almées blanches; — mais les Nubiens dansent pour leur plaisir. Le *loti* ou coryphée faisait les bouffonneries habituelles en guidant les pas de quatre femmes qui se livraient à cette saltarelle éperdue que j'ai déjà décrite, et qui ne varie guère qu'en raison du plus ou moins de feu des exécutants.

Pendant un des intervalles de la musique et de la danse, le reïs m'avait fait prendre place près d'un vieillard qu'il me dit être son père. Ce bonhomme, en apprenant quel était mon pays, m'accueillit avec un juron essentiellement français, — que sa prononciation transformait d'une façon comique. C'était tout ce qu'il avait retenu de la langue des vainqueurs de 98. Je lui répondis en criant : « Napoléon ! » Il ne parut pas comprendre. Cela m'étonna; mais je songeai bientôt que ce nom datait seulement de l'empire. — Avez-vous connu Bonaparte? lui dis-je en arabe. Il pencha la tête en arrière avec une sorte de rêverie solennelle, et se mit à chanter à pleine gorge :

Ya salam, Bounabarteh!
Salut à toi, ô Bonaparte!

Je ne pus m'empêcher de fondre en larmes en écoutant ce vieillard répéter le vieux chant des Égyptiens en l'honneur de celui qu'ils appelaient le sultan Kébir. Je le pressai de le chanter tout entier; mais sa mémoire n'en avait retenu que peu de vers (1). Cependant le reïs, indifférent à ces souvenirs, était allé du côté des enfants, et l'on semblait préparer tout pour une cérémonie nouvelle.

En effet, les enfants ne tardèrent pas à se ranger sur deux lignes, et les autres personnes réunies dans la maison se levèrent ; car il s'agissait de promener dans le village l'enfant qui, la veille déjà, avait été promené au Caire. On amena un cheval richement harnaché, et le petit bonhomme, qui pouvait avoir sept ans, couvert d'habits et d'ornements de femme (le tout emprunté probablement), fut hissé sur la selle, où deux de ses parents le maintenaient de chaque côté. Il était fier comme un empereur, et tenait, selon l'usage, un mouchoir sur sa bouche. Je n'osai le regarder trop attentivement, sachant que les Orientaux craignent en ce cas le *mauvais œil;* mais je pris garde à tous les détails du cortége, que je n'avais jamais pu si bien distinguer au Caire, où ces processions des *mutahil* diffèrent à peine de celles des mariages.

Il n'y avait pas à celle-là de bouffons nus, simulant des combats avec des lances et des boucliers; mais quelques Nubiens, montés sur des échasses, se poursuivaient avec de longs bâtons : ceci était pour attirer la foule; ensuite les musiciens

(1) « Tu nous as fait soupirer par ton absence, ô général qui prends le café avec du sucre! ô général charmant dont les joues sont si agréables, toi dont le glaive a frappé les Turcs ! salut à toi!

» O toi dont la chevelure est si belle! depuis le jour où tu entras au Caire, cette ville a brillé d'une lueur semblable à celle d'une lampe de cristal; salut à toi! »

ouvrirent la marche; puis les enfants, vêtus de leurs plus beaux costumes et guidés par cinq ou six faquirs ou santons, qui chantaient des *moals* religieux ; puis l'enfant à cheval entouré de ses parents, et enfin les femmes de la famille, au milieu desquelles marchaient les danseuses non voilées, qui, à chaque halte, recommençaient leurs trépignements voluptueux. On n'avait oublié ni les porteurs de cassolettes parfumées, ni les enfants qui secouent les *kumkum,* flacons d'eau de rose dont on asperge les spectateurs; mais le personnage le plus important du cortége était sans nul doute le barbier, tenant en main l'instrument mystérieux — dont le pauvre enfant devait plus tard faire l'épreuve, — tandis que son aide agitait au bout d'une lance une sorte d'enseigne chargée des attributs de son métier. Devant le *mutahil* était un de ses camarades portant, attachée à son col, la *tablette à écrire,* décorée par le maître d'école de chefs-d'œuvre calligraphiques. Derrière le cheval, une femme jetait continuellement du sel pour conjurer les mauvais esprits. La marche était fermée par les femmes gagées, qui servent de pleureuses aux enterrements et qui accompagnent les cérémonies de mariage et de circoncision avec le même *oloulоulou!* dont la tradition se perd dans la plus haute antiquité.

Pendant que le cortége parcourait les rues peu nombreuses du petit village de Choubrah, j'étais resté avec le grand-père du mutahil, ayant eu toutes les peines du monde à empêcher l'esclave de suivre les autres femmes. Il avait fallu employer le *mafisch!* tout-puissant chez les Égyptiens pour lui interdire ce qu'elle regardait comme un devoir de politesse et de religion. Les nègres préparaient des tables et décoraient la salle de feuillages. — Pendant ce temps, je cherchais à tirer du vieillard quelques éclairs de souvenirs en faisant résonner à ses oreilles, avec le peu que je savais d'arabe, les noms glorieux de Kléber et de Menou. Il ne se souvenait que du colonel Barthélemy, l'ancien chef de la police du Caire, qui a laissé de grands souvenirs dans le peuple à cause de sa grande taille et du magnifique costume qu'il portait. — Barthélemy a inspiré des chants d'amour dont les femmes n'ont pas seules gardé la mémoire :

« Mon *bien-aimé* est coiffé d'un chapeau brodé; — des nœuds et des rosettes ornent sa ceinture.

» J'ai voulu l'embrasser, il m'a dit : *Aspetta* (attends)! Oh! qu'il est doux son langage italien! — Dieu garde celui dont les yeux sont des yeux de gazelle!

» Que tu es donc beau, Fart-el-Roumy (Barthélemy), quand tu proclames la paix publique avec un firman à la main! »

IV. — LE SIRAFEH.

A la rentrée du mutahil, tous les enfants vinrent s'asseoir quatre par quatre autour des tables rondes où le maître d'école, le barbier et les santons occupèrent les places d'honneur. Les autres grandes personnes attendirent la fin du repas pour y prendre part à leur tour. Les Nubiens s'assirent devant la porte et reçurent le reste des plats dont ils distribuèrent encore les derniers reliefs à de pauvres gens attirés par le bruit de la fête. Ce n'est qu'après avoir passé par deux ou trois séries d'invités inférieurs que les os parvenaient à un dernier cercle com-

posé de chiens errants attirés par l'odeur des viandes. Rien ne se perd dans ces festins de patriarche, où, si pauvre que soit l'amphitryon, toute créature vivante peut réclamer sa part de fête. — Il est vrai que les gens aisés ont l'usage de payer leur écot par de petits présents, ce qui adoucit un peu la charge que s'imposent, dans ces occasions, les familles du peuple.

Cependant arrivait, pour le mutahil, l'instant douloureux qui devait clore la fête. On fit lever de nouveau les enfants, et ils entrèrent seuls dans la salle où se tenaient les femmes. On chantait : « O toi, sa tante paternelle! ô toi, sa tante maternelle! viens préparer son *sirafeh!* » A partir de ce moment, les détails m'ont été donnés par l'esclave présente à la cérémonie du sirafeh.

Les femmes remirent aux enfants un châle dont quatre d'entre eux tinrent les coins. La tablette à écrire fut placée au milieu, et le principal élève de l'école (*arif*) se mit à psalmodier un chant dont chaque verset était ensuite répété en chœur par les enfants et par les femmes. On priait le Dieu qui sait tout, « qui connaît le pas de la fourmi noire et son travail dans les ténèbres, » d'accorder sa bénédiction à cet enfant qui déjà savait lire et pouvait comprendre le Coran. On remerciait en son nom le père, qui avait payé les leçons du maître, et la mère, qui dès le berceau lui avait enseigné la parole.

« Dieu m'accorde, disait l'enfant à sa mère, de te voir assise au paradis et saluée par Maryam (Marie), par Zeyneb, fille d'Ali, et par Fatime, fille du prophète! »

Le reste des versets était à la louange des faquirs et du maître d'école, comme ayant expliqué et fait apprendre à l'enfant les divers chapitres du Coran.

D'autres chants moins graves succédaient à ces litanies.

« O vous, jeunes filles, qui nous entourez, disait l'*arif,* je vous recommande aux soins de Dieu lorsque vous peignez vos yeux et que vous vous regardez au miroir!

» Et vous, femmes mariées ici rassemblées, par la vertu du chapitre 37 : *la fécondité,* soyez bénies! — Mais, s'il est ici des femmes qui aient vieilli dans le célibat, qu'elles soient à coups de savates chassées dehors! »

Pendant cette cérémonie, les garçons promenaient autour de la salle le *sirafeh,* et chaque femme déposait sur la tablette des cadeaux de petite monnaie, après quoi on versait les pièces dans un mouchoir dont les enfants devaient faire don aux faquirs.

En revenant dans la chambre des hommes, le mutahil fut placé sur un siége élevé. Le barbier et son aide se tinrent debout des deux côtés avec leurs instruments. On plaça devant l'enfant un bassin de cuivre où chacun dut venir déposer son offrande, — après quoi il fut emmené par le barbier dans une pièce séparée où l'opération s'accomplit sous les yeux de deux de ses parents, pendant que les cymbales résonnaient pour couvrir ses plaintes.

L'assemblée, sans se préoccuper davantage de cet incident, passa encore la plus grande partie de la nuit à boire des sorbets, du café, et une sorte de bière épaisse (*bouza*), boisson enivrante, dont les noirs principalement faisaient usage, et qui est sans doute la même qu'Hérodote désigne sous le nom de vin d'orge.

V. — LA FORÊT DE PIERRE.

Je ne savais trop que faire le lendemain matin pour attendre l'heure où le vent devait se lever. Le reïs et tout son monde se livraient au sommeil avec cette insouciance profonde du grand jour qu'ont peine à concevoir les gens du Nord. J'eus l'idée de cadenasser l'esclave dans la chambre de la cange, ce qui aurait passé pour très-naturel, et d'aller me promener vers Héliopolis, éloigné d'à peine une lieue.

Tout à coup je me souvins d'une promesse que j'avais faite à un brave commissaire de marine qui m'avait prêté sa cabine pendant la traversée de Syra à Alexandrie. « Je ne vous demande qu'une chose, m'avait-il dit, lorsqu'à l'arrivée je lui fis mes remercîments, c'est de ramasser pour moi quelques fragments de la forêt pétrifiée qui se trouve dans le désert, à peu de distance du Caire. Vous les remettrez, en passant à Smyrne, chez Mme Carton, rue des Roses. »

Ces sortes de commissions sont sacrées entre voyageurs ; la honte d'avoir oublié celle-là me fit résoudre immédiatement cette expédition facile. Du reste, je tenais aussi à voir cette forêt dont je ne m'expliquais pas la structure. Je réveillai l'esclave qui était de très-mauvaise humeur, et qui demanda à rester avec la femme du reïs. J'avais l'idée dès lors d'emmener le reïs ; une simple réflexion et l'expérience acquise des mœurs du pays me prouvèrent que, dans cette famille honorable, l'innocence de la pauvre Zeynëby ne courait aucun danger.

Ayant pris les dispositions nécessaires et averti le reïs qui me fit venir un ânier intelligent, je me dirigeai vers Héliopolis, laissant à gauche le canal d'Adrien, creusé jadis du Nil à la mer Rouge, et dont le lit desséché devait plus tard tracer notre route au milieu des dunes de sable.

Tous les environs de Choubrah sont admirablement cultivés. Après un bois de sycomores qui s'étend autour des haras, on laisse à gauche une foule de jardins où l'oranger se cultive dans l'intervalle des dattiers plantés en quinconces ; puis, en traversant une branche du *Kalisch* ou canal du Caire, on gagne en peu de temps la lisière du désert, qui commence sur la limite des inondations du Nil. Là s'arrête le damier fertile des plaines, si soigneusement arrosées par les rigoles qui coulent des *saquiès* ou puits à roues ; — là commence, avec l'impression de la tristesse et de la mort qui ont vaincu la nature elle-même, cet étrange faubourg de constructions sépulcrales qui ne s'arrête qu'au Mokatam, et qu'on appelle de ce côté la *Vallée des Califes*. C'est là que Teyloun et Bibars, Saladin et Malek-Adel, et mille autres héros de l'islam, reposent non dans de simples tombes, mais dans de vastes palais brillants encore d'arabesques et de dorures, entremêlés de vastes mosquées. Il semble que les spectres, habitants de ces vastes demeures, aient voulu encore des lieux de prière et d'assemblée — qui, si l'on en croit la tradition, se peuplent à certains jours d'une sorte de fantasmagorie historique.

En nous éloignant de cette triste cité dont l'aspect extérieur produit l'effet d'un brillant quartier du Caire, nous avions gagné la levée d'Héliopolis, construite jadis pour mettre cette ville à l'abri des plus hautes inondations. Toute la plaine qu'on aperçoit au delà est bosselée de petites collines formées d'amas de décombres. Ce sont principalement les ruines d'un village qui recouvrent là les restes

perdus des constructions primitives. Rien n'est resté debout; pas une pierre antique ne s'élève au-dessus du sol, excepté l'obélisque, autour duquel on a planté un vaste jardin.

L'obélisque forme le centre de quatre allées d'ébéniers qui divisent le jardin; des abeilles sauvages ont établi leurs alvéoles dans les anfractuosités de l'une des faces qui, comme on sait, est dégradée. Le jardinier, habitué aux visites des voyageurs, m'offrit des fleurs et des fruits. Je pus m'asseoir et songer un instant aux splendeurs décrites par Strabon, aux trois autres obélisques du temple du Soleil, dont deux sont à Rome et dont l'autre a été détruit; à ces avenues de sphinx en marbre jaune dont un seul se voyait encore au siècle dernier; — à cette ville enfin, berceau des sciences, où Hérodote et Platon vinrent se faire initier aux mystères. — Héliopolis a d'autres souvenirs encore au point de vue biblique. Ce fut là que Joseph donna ce bel exemple de chasteté que notre époque n'apprécie plus qu'avec un sourire ironique. Aux yeux des Arabes, cette légende a un tout autre caractère: *Joseph* et *Zuleïka* sont les types consacrés de l'amour pur, des sens vaincus par le devoir, et triomphants d'une double tentation; car le maître de Joseph était un des eunuques du roi. Dans la légende souvent traitée par les poëtes de l'Orient, la tendre Zuleïka n'est point sacrifiée comme dans celle que nous connaissons. Mal jugée d'abord par les femmes de Memphis, elle fut de toutes parts excusée dès que Joseph, sorti de sa prison, eut fait admirer à la cour de Pharaon tout le charme de sa beauté.

Le sentiment d'amour platonique dont les poëtes arabes supposent que Joseph fut animé pour Zuleïka, — et qui rend certes son sacrifice d'autant plus beau, — n'empêcha pas ce patriarche de s'unir plus tard à la fille d'un prêtre d'Héliopolis, nommée Azima. Ce fut un peu plus loin, vers le nord, qu'il établit sa famille à un endroit nommé Gessen, où l'on a cru retrouver les restes d'un temple juif bâti par Onias.

Je n'ai pas tenu à visiter ce berceau de la postérité de Jacob; mais je ne laisserai pas échapper l'occasion de laver tout un peuple, dont nous avons accepté les traditions patriarcales, d'un acte peu loyal que les philosophes lui ont durement reproché. — Je discutais un jour au Caire sur la fuite d'Égypte du peuple de Dieu avec un *humoriste* de Berlin, qui faisait partie comme savant de l'expédition de M. Lepsius:

« Croyez-vous donc, me dit-il, que tant d'honnêtes Hébreux auraient eu l'indélicatesse d'*emprunter* ainsi la vaisselle de gens qui, quoique Égyptiens, avaient été évidemment leurs voisins ou leurs amis?

— Cependant, observai-je, il faut croire cela ou nier l'Écriture.

— Il peut y avoir erreur dans la version ou interpolation dans le texte; mais faites attention à ce que je vais vous dire: les Hébreux ont eu de tout temps le génie de la banque et de l'escompte. Dans cette époque encore naïve, on ne devait guère prêter que sur gages... et persuadez-vous bien que telle était déjà leur industrie principale.

— Mais les historiens les peignent occupés à mouler des briques pour les pyramides (lesquelles, il est vrai, sont en pierre), et la rétribution de ces travaux se faisait en oignons et autres légumes?

— Eh bien! s'ils ont pu amasser quelques oignons, croyez fermement qu'ils ont su les faire valoir et que cela leur en a rapporté beaucoup d'autres.

— Que faudrait-il en conclure?

— Rien autre chose, sinon que l'argenterie qu'ils ont emportée représentait probablement le gage exact des prêts qu'ils avaient pu faire dans Memphis. L'Égyptien est négligent; il avait sans doute laissé s'accumuler les intérêts, et les frais, et la rente au taux légal...

— De sorte qu'il n'y avait pas même à réclamer un *boni?*

— J'en suis sûr. Les Hébreux n'ont emporté que ce qui leur était acquis selon toutes les lois de l'équité naturelle et commerciale. Par cet acte, assurément légitime, ils ont fondé dès lors les vrais principes du crédit. Du reste, le Talmud dit en termes précis : « Ils ont pris seulement ce qui était à eux. »

Je donne pour ce qu'il vaut ce paradoxe berlinois. — Il me tarde de retrouver à quelques pas d'Héliopolis des souvenirs plus grands de l'histoire biblique. Le jardinier qui veille à la conservation du dernier monument de cette cité illustre — appelée primitivement *Ainschems* ou l'OEil-du-Soleil, m'a donné un de ses fellahs pour me conduire à Matarée. Après quelques minutes de marche dans la poussière, j'ai retrouvé une oasis nouvelle, c'est-à-dire un bois tout entier de sycomores et d'orangers ; une source coule à l'entrée de l'enclos, et c'est, dit-on, la seule source d'eau douce que laisse filtrer le terrain nitreux de l'Égypte. Les habitants attribuent cette qualité à une bénédiction divine. Pendant le séjour que la sainte famille fit à Matarée, c'est là, dit-on, que la Vierge venait blanchir le linge de l'Enfant-Dieu. On suppose en outre que cette eau guérit de la lèpre. De pauvres femmes qui se tiennent près de la source vous en offrent une tasse moyennant un léger batchiz.

Il reste à voir encore dans le bois le sycomore touffu sous lequel se réfugia la sainte famille, poursuivie par la bande d'un brigand nommé Disma. Celui-ci qui, plus tard, devint le bon larron, finit par découvrir les fugitifs; mais tout à coup la foi toucha son cœur, au point qu'il offrit l'hospitalité à Joseph et à Marie dans une de ses maisons située sur l'emplacement du vieux Caire, qu'on appelait alors Babylone d'Égypte. Ce Disma, dont les occupations paraissaient lucratives, avait des propriétés partout. — On m'avait fait voir déjà, au vieux Caire, dans un couvent cophte, un vieux caveau, voûté en brique, qui passe pour être un reste de l'hospitalière maison de Disma et l'endroit même où couchait la sainte famille.

Ceci appartient à la tradition cophte, mais l'arbre merveilleux de Matarée reçoit les hommages de toutes les communions chrétiennes. Sans penser que ce sycomore remonte à la haute antiquité qu'on suppose, on peut admettre qu'il est le produit des rejetons de l'arbre ancien, et personne ne le visite depuis des siècles sans emporter un fragment du bois ou de l'écorce. Cependant il a toujours des dimensions énormes et semble un baobab de l'Inde; l'immense développement de ses branches et de ses surgeons disparaît sous les *ex-voto,* les chapelets, les légendes, les images saintes, qu'on y vient suspendre ou clouer de toutes parts.

En quittant Matarée, nous ne tardâmes pas à retrouver la trace du canal d'Adrien, qui sert de chemin quelque temps, et où les roues de fer des voitures de Suez laissent des ornières profondes. Le désert est beaucoup moins aride que l'on ne croit; des touffes de plantes balsamiques, des mousses, des lichens et des cactus revêtent presque partout le sol, et de grands rochers garnis de broussailles se dessinent à l'horizon.

La chaîne du Mokatam fuyait à droite vers le sud ; le défilé, en se resserrant, ne tarda pas à en masquer la vue, et mon guide m'indiqua du doigt la composition singulière des roches qui dominaient notre chemin : c'étaient des blocs

d'huîtres et de coquillages de toute sorte. La mer du déluge, ou peut-être seulement la Méditerranée qui, selon les savants, couvrait autrefois toute cette vallée du Nil, a laissé ces marques incontestables. Que faut-il supposer de plus étrange maintenant? La vallée s'ouvre; un immense horizon s'étend à perte de vue. Plus de traces, plus de chemin; le sol est rayé partout de longues colonnes rugueuses et grisâtres. O prodige! ceci est la forêt pétrifiée.

Quel est le souffle effrayant qui a couché à terre au même instant ces troncs de palmiers gigantesques? Pourquoi tous du même côté, avec leurs branches et leurs racines, et pourquoi la végétation s'est-elle glacée et durcie en laissant distincts les fibres du bois et les conduits de la séve? Chaque vertèbre s'est brisée par une sorte de décollement; mais toutes sont restées bout à bout comme les anneaux d'un reptile. Rien n'est plus étonnant au monde. Ce n'est pas une pétrification produite par l'action chimique de la terre; tout est couché à fleur de sol. C'est ainsi que tomba la vengeance des dieux sur les compagnons de Phinée. Serait-ce un terrain quitté par la mer? Mais rien de pareil ne signale l'action ordinaire des eaux. Est-ce un cataclysme subit, un courant des eaux du déluge? Mais comment, dans ce cas, les arbres n'auraient-ils pas surnagé? L'esprit s'y perd; il vaut mieux n'y plus songer!

J'ai quitté enfin cette vallée étrange, et j'ai regagné rapidement Choubrah. Je remarquais à peine les creux de rochers qu'habitent les hyènes et les ossements blanchis des dromadaires qu'a semés abondamment le passage des caravanes; — j'emportais dans ma pensée une impression plus grande encore que celle dont on est frappé au premier aspect des pyramides : leurs quarante siècles sont bien petits devant les témoins irrécusables d'un monde primitif soudainement détruit!

VI. — UN DÉJEUNER EN QUARANTAINE.

Nous voilà de nouveau sur le Nil. Jusqu'à Batn-el-Bakarah, le *ventre de la vache*, où commence l'angle inférieur du Delta, je ne faisais que retrouver des rives connues. Les pointes des trois pyramides, teintes de rose le matin et le soir, et que l'on admire si longtemps avant d'arriver au Caire, si longtemps encore après avoir quitté Boulac, disparurent enfin tout à fait de l'horizon. Nous voguions désormais sur la branche orientale du Nil, c'est-à-dire sur le véritable lit du fleuve; car la branche de Rosette, plus fréquentée des voyageurs d'Europe, n'est qu'une large saignée qui se perd à l'occident.

C'est de la branche de Damiette que partent les principaux canaux deltaïques; c'est elle aussi qui présente le paysage le plus riche et le plus varié. Ce n'est plus cette rive monotone, bordée de quelques palmiers grêles, avec des villages bâtis en briques crues, — et tout au plus çà et là des tombeaux de santons égayés de minarets, des colombiers ornés de renflements bizarres, minces silhouettes panoramiques toujours découpées sur un horizon qui n'a pas de second plan. — La branche, ou, si vous voulez, la *brame* de Damiette, baigne des villes considérables, et traverse partout des campagnes fécondes; les palmiers sont plus beaux et plus touffus; les figuiers, les grenadiers et les tamarins présentent partout des nuances infinies de verdure. Les bords du fleuve, aux affluents des nombreux canaux d'irrigation, sont revêtus d'une végétation toute primitive; du sein des

roseaux qui jadis fournissaient le papyrus et des nénuphars variés, parmi lesquels peut-être on retrouverait le lotus pourpré des anciens, on voit s'élancer des milliers d'oiseaux et d'insectes. Tout papillote, étincelle et bruit, sans tenir compte de l'homme, car il ne passe pas là dix Européens par année; ce qui veut dire que les coups de fusil viennent rarement troubler ces solitudes populeuses. Le cygne sauvage, le pélican, le flamant rose, le héron blanc et la sarcelle se jouent autour des djermes et des canges; mais des vols de colombes, plus facilement effrayées, s'égrènent çà et là en longs chapelets dans l'azur du ciel.

Nous avions laissé à droite Charakbanieh situé sur l'emplacement de l'antique *Cercasorum;* Dagoueh, vieille retraite des brigands du Nil qui suivaient, la nuit, les barques à la nage en cachant leur tête dans la cavité d'une courge creusée ; Atrib, qui couvre les ruines d'Atribis, et Methram, ville moderne fort peuplée, dont la mosquée, surmontée d'une tour carrée, fut, dit-on, une église chrétienne avant la conquête arabe.

Sur la rive gauche on retrouve l'emplacement de Busiris sous le nom de Bouzir, mais aucune ruine ne sort de terre; de l'autre côté du fleuve, Semenhoud, autrefois Sebennitus, fait jaillir du sein de la verdure ses dômes et ses minarets. — Les débris d'un temple immense, qui paraît être celui d'Isis, se rencontrent à deux lieues de là. Des têtes de femmes servaient de chapiteau à chaque colonne ; la plupart de ces dernières ont servi aux Arabes à fabriquer des meules de moulin.

Nous passâmes la nuit devant Mansourah, et je ne pus visiter les fours à poulets célèbres de cette ville, ni la maison de Ben-Lockman où vécut saint Louis prisonnier. Une mauvaise nouvelle m'attendait à mon réveil; le drapeau jaune de la peste était arboré sur Mansourah, et nous attendait encore à Damiette, de sorte qu'il était impossible de songer à faire des provisions autres que d'animaux vivants. C'était de quoi gâter assurément le plus beau paysage du monde; malheureusement aussi les rives devenaient moins fertiles; l'aspect des rizières inondées, l'odeur malsaine des marécages, dominaient décidément, au delà de Pharescour, l'impression des dernières beautés de la nature égyptienne. Il fallut attendre jusqu'au soir pour rencontrer enfin le magique spectacle du Nil élargi comme un golfe, — des bois de palmiers plus touffus que jamais, de Damiette, enfin, bordant les deux rives de ses maisons italiennes et de ses terrasses de verdure; spectacle qu'on ne peut comparer qu'à celui qu'offre l'entrée du grand canal de Venise, et où de plus les mille aiguilles des mosquées se découpaient dans la brume colorée du soir.

On amarra la cange au quai principal, devant un vaste bâtiment décoré du pavillon de France ; mais il fallait attendre le lendemain pour nous faire reconnaître et obtenir le droit de pénétrer avec notre belle santé dans le sein d'une ville malade. Le drapeau jaune flottait sinistrement sur le bâtiment de la marine, et la consigne était toute dans notre intérêt. Cependant nos provisions étaient épuisées, et cela ne nous annonçait qu'un triste déjeuner pour le lendemain.

Au point du jour toutefois, notre pavillon avait été signalé, — ce qui prouvait l'utilité du conseil de Mme Bonhomme, — et le janissaire du consulat français venait nous offrir ses services. J'avais une lettre pour le consul, et je demandai à lui être présenté. Après être allé l'avertir, le janissaire vint me prendre et me dit de faire grande attention, afin de ne toucher personne et de ne point être touché pendant la route. Il marchait devant moi avec sa canne à pomme d'argent, et faisait écarter les curieux. — Nous montons enfin dans un vaste bâtiment de pierre,

fermé de portes énormes, et qui avait la physionomie d'un *okel* ou caravansérail. C'était pourtant la demeure du consul ou plutôt de l'agent consulaire de France qui est en même temps l'un des plus riches négociants en riz de Damiette.

J'entre dans la chancellerie, le janissaire m'indique son maître, et j'allais bonnement lui remettre ma lettre dans la main. — *Aspetta!* me dit-il d'un air moins gracieux que celui du colonel Barthélemy quand on voulait l'embrasser, — et il m'écarte avec un bâton blanc qu'il tenait à la main. Je comprends l'intention, et je présente simplement la lettre. Le consul sort un instant sans rien dire, et revient tenant une paire de pincettes; il saisit ainsi la lettre, en met un coin sous son pied, déchire très-adroitement l'enveloppe avec le bout des pinces, et déploie ensuite la feuille, qu'il tient à distance devant ses yeux en s'aidant du même instrument.

Alors sa physionomie se déride un peu, il appelle son chancelier, qui seul parle français, et me fait inviter à déjeuner, mais en me prévenant que ce sera *en quarantaine*. Je ne savais trop ce que pouvait valoir une telle invitation, mais je pensai d'abord à mes compagnons de la cange, et je demandai ce que la ville pouvait leur fournir.

Le consul donna des ordres au janissaire, et je pus obtenir pour eux du pain, du vin et des poules, seuls objets de consommation qui soient supposés ne pouvoir transmettre la peste. La pauvre esclave se désolait dans la cabine; je l'en fis sortir pour la présenter au consul.

En me voyant revenir avec elle, ce dernier fronça le sourcil :

— Est-ce que vous voulez emmener cette femme en France? me dit le chancelier.

— Peut-être, si elle y consent et si je le puis; en attendant, nous partons pour Beyrouth.

— Vous savez qu'une fois en France elle est libre?

— Je la regarde comme libre dès à présent.

— Savez-vous aussi que si elle s'ennuie en France, vous serez obligé de la faire revenir en Égypte à vos frais?

— J'ignorais ce détail.

— Vous ferez bien d'y songer. Il vaudrait mieux la revendre ici.

— Dans une ville où est la peste? ce serait peu généreux!

— Enfin c'est votre affaire.

Il expliqua le tout au consul, qui finit par sourire et qui voulut présenter l'esclave à sa femme. En attendant, on nous fit passer dans la salle à manger, dont le centre était occupé par une grande table ronde. Ici commença une cérémonie nouvelle.

Le consul m'indiqua un bout de la table où je devais m'asseoir; il prit place à l'autre bout avec son chancelier et un petit garçon, son fils sans doute, qu'il alla chercher dans la chambre des femmes. Le janissaire se tenait debout à droite de la table pour bien marquer la séparation.

Je pensais qu'on inviterait aussi la pauvre Zeynëby, mais elle s'était assise, les jambes croisées, sur une natte, avec la plus parfaite indifférence, comme si elle se trouvait encore au bazar. Elle croyait peut-être au fond que je l'avais amenée là pour la revendre.

Le chancelier prit la parole et me dit que notre consul était un négociant catholique natif de Syrie, et que, l'usage n'étant pas, même chez les chrétiens, d'ad-

mettre les femmes à table, on allait faire paraître la *khanoun* (maîtresse de la maison), seulement pour me faire honneur.

En effet, la porte s'ouvrit; une femme d'une quarantaine d'années, et d'un embonpoint marqué, s'avança majestueusement dans la salle et prit place en face du janissaire sur une chaise haute avec escabeau, adossée au mur. Elle portait sur la tête une immense coiffure conique drapée d'un cachemire jaune avec des ornements d'or. Ses cheveux nattés et sa poitrine découverte étincelaient de diamants. Elle avait l'air d'une madone, et son teint de lis pâle faisait ressortir l'éclat sombre de ses yeux dont les paupières et les sourcils étaient peints selon la coutume.

Des domestiques, placés de chaque côté de la salle, nous servaient des mets pareils dans des plats différents, et l'on m'expliqua que ceux de mon côté n'étaient pas en quarantaine et qu'il n'y avait rien à craindre si par hasard ils touchaient mes vêtements. Je comprenais difficilement comment, dans une ville pestiférée, il y avait des gens tout à fait isolés de la contagion. J'étais cependant moi-même un exemple de cette singularité.

Le déjeuner fini, la khanoun, qui nous avait regardés silencieusement sans prendre place à notre table, avertie par son mari de la présence de l'esclave amenée par moi, lui adressa la parole, lui fit des questions et ordonna qu'on lui servît à manger. On apporta une petite table ronde pareille à celles du pays, et le service en quarantaine s'effectua pour elle comme pour moi.

Le chancelier voulut bien ensuite m'accompagner pour me faire voir la ville. La magnifique rangée des maisons qui bordent le Nil n'est pour ainsi dire qu'une décoration de théâtre; tout le reste est poudreux et triste; la fièvre et la peste semblent transpirer des murailles. Le janissaire marchait devant nous en faisant écarter une foule livide vêtue de haillons bleus. Je ne vis de remarquable que le tombeau d'un santon célèbre honoré par les marins turcs, une vieille église bâtie par les croisés dans le style byzantin et une colline aux portes de la ville entièrement formée, dit-on, des ossements de l'armée de saint Louis.

Je craignais d'être obligé de passer plusieurs jours dans cette ville désolée. Heureusement le janissaire m'apprit le soir même que la bombarde la *Santa-Barbara* allait appareiller au point du jour pour les côtes de Syrie. Le consul voulut bien y retenir mon passage et celui de l'esclave; — le soir même nous quittions Damiette pour aller rejoindre en mer ce bâtiment commandé par un capitaine grec.

GÉRARD DE NERVAL.

PHILOLOGIE FRANÇAISE.

I. — *Des Variations du Langage français*,
par M. F. Génin; — 1 vol. in-8°.

II. — *Remarques sur la Langue française au dix-neuvième siècle*,
par M. F. Wey; — 2 volumes in-8°. [1]

Si nous ne savons pas aujourd'hui notre langue, ce n'est pas faute de leçons, car nous avons des maîtres de toute sorte : jamais on n'a tant étudié la langue française. De grands écrivains n'ont pas dédaigné de se faire commentateurs, de restituer des passages, de discuter des textes, enfin de nous apprendre en détail cette langue du XVII[e] siècle, qu'ils nous enseignent mieux encore par leurs écrits, car les excellents modèles sont la meilleure de toutes les leçons. D'autres moins habiles, mais fidèles aux mêmes principes, exaltent Bossuet et Pascal dans un langage un peu mélangé, et recommandent le style du grand siècle dans un style qu'aucun siècle encore n'a connu ; mais tous, grands ou petits, semblent se réunir en ce point, que notre langue et partant notre littérature sont tombées dans une décadence dont elles se relèveront difficilement. Il y a toujours eu des gens qui ont employé leur vie à regretter le temps passé, et qui sont morts sans avoir pu se consoler d'un malheur, irréparable il est vrai, celui d'avoir vécu de leur temps ; gens chagrins et moroses, qui se seraient également lamentés s'ils étaient nés cent ou deux cents ans plus tôt, au milieu même de cet âge d'or, objet de leurs regrets. Voltaire a écrit quelque part : « Nous sommes comme les avares, qui disent toujours que le temps est dur. » Cette manie est de tous les siècles, mais jamais peut-être elle n'a été aussi commune qu'aujourd'hui. On ne s'est pas contenté de nous avertir que la poésie française était en proie à une effrayante corruption ; on ajoute, pour nous consoler, que cette décadence était inévitable, et que les choses devaient se passer ainsi. On a bâti là-dessus le plus triste système du monde, la doctrine du fatalisme a pénétré presque dans l'histoire litté-

(1) Librairie de Firmin Didot, rue Jacob.

raire, et, si l'on en croit quelques critiques, une langue n'a que trois périodes à parcourir : elle naît, elle vit, elle meurt, sans espérance de résurrection. Ah! combien est plus consolante l'opinion d'Horace, et plus riante la comparaison dont il se sert !

> Ut sylvæ foliis pronos mutantur in annos
> Prima cadunt, ita verborum vetus interit ætas...

Mais non ; pour nos Jérémies modernes, un idiome n'est point cet arbre qui, perdant ses feuilles au déclin de l'année, les verra renaître au printemps : c'est une plante chétive qui ne fleurit qu'une fois et qui meurt avec l'automne.

Cette doctrine est neuve sans doute, mais elle est désolante ; et ce qui semble parfois assez singulier, c'est de voir les gens qui la professent s'en affliger médiocrement. Ils aiment sans doute les lettres, quand ce ne serait que par reconnaissance, puisqu'ils leur doivent souvent tout ce qu'ils sont. Ce devrait être pour eux une affliction profonde de voir mourir une littérature, surtout celle de leur patrie; car la mort d'une littérature est ce qu'il y a de plus triste au monde après la mort d'une nation.

Chose plus bizarre encore! au-dessus de ces gens, dont le métier est de gémir perpétuellement, se trouvent des écrivains célèbres qui déplorent sérieusement notre décadence, et auxquels pourtant notre époque doit une partie de sa gloire littéraire ; ils ne cessent de défendre leur système dans un style qui le dément. Cela me rappelle qu'au moment où éclata la querelle des anciens et des modernes, tous les modernes illustres, Racine, Boileau, La Bruyère, Fénelon, La Fontaine lui-même, prirent parti pour les anciens. Admirable modestie de ces grands hommes! ils ne s'apercevaient pas que leurs œuvres étaient la meilleure réponse qu'on pût opposer à leur opinion. Il est vrai que La Motte et Perrault avaient trop de rancune, ou pas assez d'esprit pour employer un si bon argument.

Il faut pourtant convenir que cette prévention des gens d'esprit contre leurs contemporains est un sentiment assez naturel. Placé au milieu même d'une société, vous en voyez mieux toutes les misères; et comme en littérature, ainsi qu'en toute autre chose, le médiocre et le mauvais abondent, les œuvres misérables nous masquent les chefs-d'œuvre. En tout temps, les bons livres sont des raretés; les livres sans valeur sont le pain quotidien de la littérature, et l'on conçoit que les esprits délicats s'impatientent de trouver si rarement une nourriture à leur gré. Quand on juge un siècle à distance, l'effet n'est plus le même : le XVIIe siècle, par exemple, n'est plus pour nous qu'un groupe illustre de quelques grands hommes se détachant dans le lointain sur un fond de lumière et dominant leurs contemporains prosternés autour d'eux ; ce tableau nous enchante; peu à peu nous nous habituons à croire qu'à cette époque privilégiée tout le monde pensait et écrivait à peu près comme ces grands hommes, et nous répétons avec complaisance le mot de Courier: « La moindre femmelette de ce temps-là vaut mieux pour le langage que les Jean-Jacques, Diderot, d'Alembert, contemporains ou postérieurs. » Malheureusement cette douce illusion se dissipe lorsqu'on approche et qu'on étudie le grand siècle ailleurs que dans les chefs-d'œuvre. Descendez un peu plus bas que les grands hommes, non pas aux derniers rangs, mais seulement de quelques degrés au-dessous, et vous trouverez qu'alors le mauvais langage n'était guère plus rare qu'aujourd'hui ; que s'il paraissait moins

de détestables ouvrages, c'est uniquement parce qu'on écrivait beaucoup moins, et que les *femmelettes* qui auraient pu en remontrer à Jean-Jacques seraient des femmes rares dans tous les temps. Lisez les mémoires et les correspondances d'alors; vous verrez Mascaron, La Rue, Fléchier, faire fort bonne figure à côté de Bossuet, et beaucoup de poëtes infimes occuper la renommée au moins autant que Molière et La Fontaine. Alors, comme aujourd'hui, les bons et les mauvais auteurs étaient souvent confondus et placés sur le même rang. La postérité seule a fait le triage, les contemporains ne le faisaient pas. Quelques chefs-d'œuvre paraissaient de temps en temps, mais l'homme de goût était poursuivi chaque jour par la prose insipide et par les méchants vers, et, dans sa mauvaise humeur, il était souvent tenté de s'écrier, comme Alceste au plus beau moment du siècle, en 1666 :

Le méchant goût du siècle en cela me fait peur :
Nos pères tout grossiers l'avaient beaucoup meilleur,
Et je prise bien moins tout ce que l'on admire
Qu'une vieille chanson que je m'en vais vous dire.

« Si nos ancêtres ont mieux écrit que nous, dit La Bruyère, ou si nous l'emportons sur eux par le choix des mots, par le tour et l'expression, par la clarté et la brièveté du discours, c'est une question souvent agitée, toujours indécise : on ne la terminera point en comparant, comme l'on fait quelquefois, un froid écrivain de l'autre siècle au plus célèbre de celui-ci, ou les vers de Laurent, payé pour ne plus écrire, à ceux de Marot et de Desportes. Il faudrait, pour prononcer juste sur cette matière, opposer siècle à siècle et excellent ouvrage à excellent ouvrage, par exemple, les meilleurs rondeaux de Benserade ou de Voiture à ces deux-ci, qu'une tradition nous a conservés... » Et La Bruyère nous cite, comme Alceste, deux échantillons du temps passé, qui sont peut-être, il est vrai, de sa façon. Fénelon se prononçait plus nettement encore, et déclarait que *le vieux langage se faisoit regretter*. On voit qu'en toutes choses cet âge d'or, où tout fut pour le mieux, chacun le place toujours dans le passé, jamais dans le présent (1).

(1) Cette prévention est peut-être inévitable; cependant nous commettons aussi sur ce point quelques injustices volontaires dont il serait bon de se préserver. Non-seulement nous ne jugeons les siècles passés que sur leurs grands hommes, mais ces grands hommes mêmes, nous ne les jugeons que sur ce qu'ils ont fait d'excellent. Quand on nous parle de Corneille et de Molière, nul ne pense aux dix pièces illisibles de l'un, ni au *Don Garcie* de l'autre, et l'on a raison; mais un moderne n'en est pas quitte à si bon marché. Parlez à quelque critique mécontent de son siècle des *Méditations* et des *Harmonies :* — Très-bien, vous dira-t-il en hochant la tête; mais *la Chute d'un Ange*, mais les *Recueillements poétiques*..... — Et le même homme vous citera avec enthousiasme une vingtaine de strophes admirables, choisies çà et là dans Malherbe au milieu d'un déluge de strophes détestables, et qui suffisent pourtant à faire de Malherbe un poëte excellent, tandis que, pour M. de Lamartine, *le Lac, le Crucifix,* vingt autres pièces, ne suffisent point! Que voulez-vous? il a fait *la Chute d'un Ange* et les *Recueillements poétiques*. — On répondra peut-être qu'il faut savoir gré à Malherbe d'avoir écrit quelques belles choses à une époque où la langue n'était pas encore formée; mais il me semble que, pour ceux qui pensent que nous sommes en décadence, il n'y a guère moins de mérite à avoir fait *le Lac* dans un temps de corruption que les *Stances à Duperrier* à une époque de barbarie.

Ces réflexions devraient bien nous engager à ne pas lever si souvent les mains au ciel avec des transports de désespoir toutes les fois que nous sommes témoins d'un succès scandaleux ou d'une disgrâce imméritée, et à examiner un peu plus froidement si notre siècle est réellement aussi déshérité que quelques-uns le prétendent. Il est vrai que cet examen est tout à fait inutile pour ceux qui pensent qu'après les époques de perfection viennent fatalement des époques de décadence et d'incurable dépérissement.

A l'appui de ce système, on ne cite jamais qu'un exemple, le seul, en effet, qui puisse faire illusion, celui de la littérature romaine. Encore, pour que cet exemple fût concluant, faudrait-il que cette littérature se fût épuisée d'elle-même, sans intervention de causes extérieures. Or, l'avilissement de Rome sous les empereurs, le bouleversement du monde païen opéré par l'avénement du christianisme, les invasions des barbares, sont des faits qui reviennent rarement dans l'histoire du monde, et par conséquent dans l'histoire des littératures. Lors même que cet exemple aurait quelque valeur, oublie-t-on que la littérature grecque s'est renouvelée pendant dix siècles, en Ionie, à Athènes, à Alexandrie, partout enfin où vécut le génie de la Grèce? Oublie-t-on que la littérature italienne s'est relevée trois fois déjà? Et la littérature anglaise, que de transformations et de vicissitudes depuis Shakspeare jusqu'à Byron!

Sans doute il y a dans la vie des littératures, comme dans la vie des hommes, un âge d'innocence qui passe pour ne plus revenir : un peuple n'a pas deux fois son Homère; mais, quand l'innocence a quitté le cœur de l'homme, il y reste toujours une place pour la vertu; quand la poésie primitive a disparu, l'art vient la remplacer, et peut toujours rajeunir l'inspiration. Quelles sont, d'ailleurs, les littératures modernes qui ont eu cet âge d'innocence? L'art y apparaît dès le début; les poëtes les plus indépendants, même Dante et Milton, ont des ancêtres dont ils n'ont pas perdu le souvenir, et il n'est point d'écrivain moderne auquel ne puisse s'appliquer le profond axiome de Brid'oison : *On est toujours le fils de quelqu'un.* On n'est plus admis à nous dire aujourd'hui que le XVIIe siècle était la première floraison de l'esprit français, et que c'est là ce qui en rend le retour impossible. Est-ce que la poésie de Ronsard ne succédait pas au contraire à cinq siècles d'une fécondité prodigieuse, dont des fouilles récentes nous ont révélé tous les trésors? Cette poésie du moyen âge était-elle toujours aussi naïve qu'on a voulu le croire? N'avait-elle pas aussi ses raffinements? Il semblerait, à entendre certaines gens, que le XVIIe siècle, en arrivant, a trouvé la place nette, et qu'il n'a pas eu de déblaiement à faire. Je ne sais s'il est bien juste de dire que Villon *débrouilla l'art confus de nos vieux romanciers;* mais ce qui est certain, c'est que le XVIIe siècle trouva cet art fort embrouillé par Ronsard et par son école. Pêle-mêle gisaient sur le sol des décombres de toute espèce, des matériaux apportés de tout pays, gaulois, grecs, romains, italiens, et c'est au milieu de ce désordre, c'est en faisant un choix parmi tous ces débris, que le XVIIe siècle a bâti cet édifice d'une majesté si simple et d'un ensemble si régulier.

Ce n'est point de la barbarie, mais de la corruption qu'est né le siècle de Louis XIV. Eh bien! pour ceux même qui se désespèrent en voyant aujourd'hui notre langue encombrée de mots de toute espèce, de termes empruntés aux langues étrangères ou à la langue des sciences, notre époque n'est-elle pas exactement dans la même situation que le XVIIe siècle à son début? En considérant les écrivains illustres que nous possédons encore, il est permis de ne pas croire à

notre décadence. Cette décadence, d'ailleurs, fût-elle incontestable, l'histoire du temps passé peut nous faire espérer une renaissance. En attendant, étudions, comme on nous le conseille, cette langue dépositaire de tant de chefs-d'œuvre. Seulement ici nous pouvons être embarrassés. On s'accorde bien à nous déclarer fort malades, mais on dispute sur les remèdes à appliquer. Les uns (ce sont peut-être les plus sages) veulent qu'on étudie librement et sans prévention tous les monuments de notre littérature depuis trois siècles, et ils ont peine à comprendre qu'il se trouve des gens assez délicats pour ne pouvoir goûter le style de Rousseau après celui de Pascal et de Bossuet. D'autres veulent qu'on se renferme dans le XVIIe siècle; mais ici encore on ne s'entend guère. Les uns admettent le siècle tout entier, d'autres ne jurent que par Port-Royal : ce sont les littérateurs jansénistes, espèce curieuse à étudier; ces gens-là rêvent qu'hier ils sont allés visiter la mère Angélique et toucher familièrement la main à M. Nicole et à M. Arnauld. D'autres ne veulent que de la première moitié du siècle; Racine, Fénelon, La Bruyère, leur semblent déjà des corrupteurs. Le XVIe siècle a ses dévots, comme on sait. Enfin vous trouvez des littérateurs qui recommandent la chanson de Roland comme un remède souverain contre la contagion. Peut-être un jour se trouvera-t-il des gens qui remonteront plus haut encore et nous imposeront l'étude du celte et du kimry comme indispensable pour l'intelligence de Molière et de La Fontaine. Cela commence à être inquiétant. L'étude du français devient vraiment trop difficile, et il serait peut-être plus court et plus facile d'apprendre le chinois ou le sanscrit.

M. Génin n'attache-t-il pas une importance exagérée à cette étude du vieux français? Il cite dans sa préface cette phrase de Voltaire : « Songeons à conserver dans sa pureté la belle langue qu'on parlait dans le grand siècle de Louis XIV. » — « Cela vous plaît à dire, répond M. Génin; pour la conserver, il faut la comprendre; pour la comprendre, il faut connaître *ses* origines. » Il y sans aucun doute, dans Molière et dans La Fontaine, quelques expressions qui ont besoin d'être expliquées; mais ces expressions sont en petit nombre, et le XVIIe siècle n'est pas encore assez loin de nous pour que nous ayons tant de peine à comprendre Pascal et Bossuet : ce sont là des délicatesses d'érudits. D'ailleurs, remonter jusqu'au XIIe siècle pour comprendre le XVIIe est peut-être un détour un peu long; je crois même que, sauf de très-rares exceptions, la lecture de Marot, de Montaigne et de Rabelais suffit pour l'intelligence parfaite de La Fontaine et de Molière. Ce que M. Génin prouve beaucoup mieux par des citations habilement choisies, c'est que la littérature du moyen âge, si peu connue parmi nous, mérite d'être étudiée pour elle-même. Cette raison seule suffit pour recommander l'étude du vieux français; le premier mérite d'un idiome est de nous ouvrir l'accès d'une littérature et d'augmenter ainsi la somme de nos plaisirs.

L'idée qui domine dans le livre de M. Génin avait déjà été entrevue par quelques écrivains, mais elle n'avait pas encore été fécondée et développée avec cette habileté. L'auteur a pris pour épigraphe ces deux mots : *Vox populi;* il est resté fidèle à cette devise. Courier a dit dans la préface de sa traduction d'Hérodote : « La langue poétique partout, si ce n'est celle du peuple, en est tirée du moins. Malherbe, homme de cour, disait : *J'apprends tout mon français à la place Maubert,* et Platon, poëte s'il en fut, Platon, qui n'aimait pas le peuple, l'appelle son maître de langue. Demandez le chemin de la ville à un paysan de Varlungo ou de Pérétola, il ne vous dira pas un mot qui ne semble pris dans Pétrarque, tandis

qu'un cavalier de San-Stephano parle l'italien francisé (*infrancesato*, comme ils disent) des antichambres de Pitti. *Ariane, ma sœur, de quel amour blessée,* n'est pas une phrase de marquis ; mais nos laboureurs chantent : *Féru de ton amour, je ne dors nuit ni jour.* C'est la même expression. » Chacun a pu faire la même remarque. Qui n'a observé dans le peuple, surtout en province, une foule de locutions qui ne s'emploient plus aujourd'hui, mais qu'on retrouve dans les écrivains du XVII[e] siècle (1)? Cela se conçoit aisément. Le langage s'altère et se corrompt plus vite dans les hautes classes, parce qu'il y subit des variations continuelles et les fantaisies ridicules de la mode. A toute époque, sur ce fond qui ne varie guère, se dessinent les enjolivements et les broderies qu'y ajoute le beau monde. Nos plus grands écrivains n'échappent pas à la contagion, et l'on peut toujours distinguer chez eux, à côté du pur français, le jargon à la mode. Le langage des précieuses et des petits-maîtres n'a-t-il pas pénétré jusque dans *Polyeucte* et dans *Andromaque?* Et les *flammes,* et les *chaînes,* et toutes ces phrases ridicules inventées pour peindre l'amour, est-ce à Corneille et à Racine, ou à leurs contemporains du grand monde, qu'il est juste de les reprocher? Il est à croire même que toutes ces fadaises, qui nous font rire aujourd'hui, ne contribuaient pas médiocrement au succès de ces admirables tragédies. La chanson d'Alceste, *Si le roi m'avait donné....*, est dans le langage du peuple, et elle est d'un style excellent; mais voici comment s'exprimait la bonne société :

> Quelque ravage affreux qu'étale ici la peste,
> L'absence aux vrais amants est encor plus funeste;

ou bien :

> Sur mes pareils, Néarque, un bel œil est bien fort :
> Tel craint de le fâcher, qui ne craint pas la mort.

Ces phrases faites, ces locutions prétentieuses, deviennent bientôt communes; c'est la peste de la littérature. Le style littéraire est infesté de ces locutions qui sont devenues vulgaires, sans cesser pourtant d'être affectées. Usées et maniérées tout à la fois, elles inspirent le même dégoût que le costume porté d'ordinaire par messieurs les chevaliers d'industrie, habits à coupe prétentieuse, mais sales et râpés.

Le peuple, au contraire, se préserve aisément du jargon, qui passe au-dessus de lui. Il ne subit pas l'influence de l'hôtel de Rambouillet; il n'adopte pas le *persiflage* avec les roués de la régence, ou le *grasseyement* avec les incroyables du directoire : il garde le vieux langage et la vieille prononciation, telle qu'il l'a reçue, et reste fidèle à l'ancien usage pour les mots comme pour les habits.

Nous sourions de pitié quand nous entendons le peuple dire : *J'avons, j'étions.*

(1) *Tout à l'heure* se dit encore à Bourges, et *à cette heure* à Paris, pour signifier *dans ce moment, actuellement.* « *Il se fait payer tout à l'heure,* pour dire *sur-le-champ.* » (FURETIÈRE.) « *Je l'entends bien à cette heure.* » (FÉNELON, 2[e] Dialogue *sur l'Éloquence.*) *D'abord* s'emploie encore, à Bordeaux, dans le sens de *sur-le-champ.*

> Pour m'en éclaircir donc, j'en demande, et *d'abord*
> Un laquais effronté m'apporte un rouge-bord.
>
> (BOILEAU.)

On pourrait aisément multiplier ces rapprochements.

C'était là pourtant le langage dont on se servait à la cour toute littéraire de François Ier, d'ailleurs, ce singulier joint à un pluriel est-il plus bizarre que cette formule, employée partout, et notamment dans les préfaces : *Dans ce drame, nous nous sommes efforcé....;* ou que le *vous* avec un singulier, quand nous nous adressons à une seule personne : *Monsieur, vous êtes étonné?...* Comme le remarque très-bien M. Génin, c'est tout simplement le pronom que nous mettons au pluriel en laissant le verbe au singulier, tandis que le peuple fait tout le contraire : l'un n'est pas plus extraordinaire que l'autre. Le peuple dit *ostiné* au lieu d'*obstiné :* cette prononciation est déclarée obligatoire par Théodore de Bèze. Quant aux *t* et aux *s* que le peuple met devant les mots commençant par une voyelle, et qui préviennent les hiatus, cela prouve une délicatesse d'oreille plus rare, à ce qu'il paraît, dans les hautes classes que dans les classes inférieures. Les Grecs mettaient des lettres euphoniques pour prévenir le concours des voyelles; le peuple de France est athénien en ce point. Le beau monde n'a-t-il pas conservé une foule de ces *cuirs* sans s'en douter : *va-t-il, ne voilà-t-il pas,* etc.? Ce sont des exceptions pour vous; mais le peuple n'en fait pas, et se montre en cela plus fidèle que vous à l'analogie et à la tradition, car les consonnes ainsi intercalées se retrouvent dans la vieille langue : elles contribuaient à la rendre moins sourde et plus harmonieuse. A cet égard, le livre de M. Génin est excessivement curieux : c'est sans doute une idée excellente que de prouver à notre dédaigneuse société que la langue et la prononciation du peuple ne sont pas une altération du bon langage et de la bonne prononciation, mais simplement une suite d'archaïsmes curieux à étudier. Il y a là quelque chose de neuf et d'intéressant; c'est une idée dont on aurait dû peut-être tenir un peu plus de compte à M. Génin. Quand on s'engage ainsi dans un pays peu connu, il est sans doute fort naturel de s'égarer quelquefois, et je ne m'étonne nullement que ce malheur soit arrivé à M. Génin.

Il est superflu de répéter ici les critiques auxquelles ce livre a donné lieu; les reproduire sans y ajouter quelque chose de nouveau serait assez ridicule : on l'a fait ailleurs, je le sais; mais je n'ai aucun motif pour en faire autant, et l'on ne me pardonnerait pas sans doute des répétitions inutiles, que de pieuses rancunes peuvent seules excuser.

D'ailleurs, ce livre est aujourd'hui dans les mains des érudits. M. Génin y combat souvent les opinions de MM. Charles Nodier, Ampère, Guessard. Ce seraient donc les opinions, non-seulement de M. Génin, mais aussi celles de ses savants adversaires, qu'il me faudrait approuver ou combattre; on comprend que j'aime mieux ici avouer mon incompétence que de pécher par excès de présomption. Dans la critique savante et spirituelle que M. Guessard a faite de cet ouvrage, il prouve assez bien que les opinions de M. Génin sont trop absolues, et qu'il a voulu réduire la langue et la prononciation usitées au moyen âge, dans les diverses provinces, à une sorte de simplicité, d'unité, qui ne pouvait exister alors, puisqu'elle n'existe pas même aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, ce livre est un livre utile, puisqu'il a donné à une foule de personnes l'idée d'étudier une langue et une littérature qu'elles ne connaissaient pas. M. Guessard dit ingénieusement, en critiquant ce livre, que *l'esprit, si piquant qu'il soit,* n'est, *après tout, qu'un assaisonnement, et qu'on ne se nourrit pas de sel.* Sans doute, mais cet assaisonnement est fort nécessaire à une nourriture aussi difficile à digérer que la grammaire. C'est déjà beaucoup d'avoir pu se faire lire, et je sais plus d'un savant qui y serait

embarrassé. D'ailleurs, lors même que M. Guessard aurait toujours raison contre M. Génin, il resterait encore dans cet ouvrage assez de choses vraies et instructives pour tous ceux qui sont ignorants en cette matière, au nombre desquels je me hâte de me placer. Cependant, comme le critique pieux dont il était question tout à l'heure s'est cru le droit de censurer son savant adversaire, j'en conclus que l'ignorance n'est pas absolument une raison pour s'interdire ici toute critique, et, pour suivre un si bel exemple, je veux soumettre à M. Génin deux petites objections, fort légères sans doute et telles qu'en peut faire un ignorant.

Il y a dans ce livre passablement d'épigrammes contre M. Victor Hugo : en voici une, dont la justesse ne m'est pas démontrée.

On lit dans *Ruy-Blas :*

> Ce bois de Calembourg est exquis. . . . .
> Portez cette cassette en bois de Calembourg
> A mon père, monsieur l'électeur de Neubourg.

« *J'ai la douleur,* dit à ce propos M. Génin, de ne trouver le bois de Calembourg ni dans le dictionnaire de l'Académie ni dans le complément. Je ne puis croire que M. Hugo ait créé une nouvelle essence de bois, uniquement pour en fabriquer une cassette à l'électeur de Neubourg. » La charité m'ordonne ici de consoler la *douleur* de M. Génin. Non, ce bois n'est pas de l'invention de M. Hugo. Ouvrez un dictionnaire quelconque d'histoire naturelle, et vous y trouverez que le bois de Calembourg ou Cunambourg est un bois odoriférant, de couleur verdâtre, *qu'on emploie en ouvrages de tabletterie.* M. Génin dira peut-être qu'un poëte ne doit pas employer un mot qui ne se trouve pas dans le dictionnaire de l'Académie; mais Corneille et d'autres se sont permis quelques petites libertés de même nature, et M. Génin chercherait vainement le mot *alfanges* dans le dictionnaire de l'Académie, quoique Corneille l'ait employé dans un passage assez connu, dans le récit du Cid.

Ailleurs M. Génin disserte savamment sur l'étymologie d'un mot fort usité sous l'empire pour désigner ceux qui n'étaient pas militaires, *pékin* ou *péquin*. M. Ampère et M. Guessard font venir ce mot de *paganus;* M. Génin le fait dériver de cette locution latine : *Homo* PER QUEM *omnia fiunt*, un individu qui fait l'homme d'importance. Or, on a fait très-justement observer à M. Génin que, sous l'empire, ce n'était guère le bourgeois qui faisait l'homme d'importance, mais bien plutôt le militaire. D'ailleurs, ce mot ne se trouve nulle part, que je sache, avant la fin du siècle dernier; il faut donc aller chercher ailleurs une étymologie. En voici une, mais bien grossière, tellement que j'ai honte de la citer en un si grave sujet; mais enfin la voici telle qu'on me l'a communiquée.

Vers la fin de la révolution, beaucoup de militaires se trouvaient en congé et allaient montrer leurs uniformes dans les salons de Paris. Ils y rencontraient les *commissaires de canton,* notables personnages sans doute, mais qui, tout frais venus de leurs départements, faisaient assez triste figure à côté des militaires. « Qu'est-ce que ces *commissaires de canton?* disaient ceux-ci. D'où sortent ces *Chinois*-là? de Canton ou de Pékin ? » Il paraît que ce dernier mot fit fortune, et on continua pendant longtemps à l'appliquer, non plus seulement aux commissaires de canton, mais en général à tous les bourgeois.

Je m'empresse de déclarer que je tiens assez peu à cette étymologie. Toutefois

il serait assez piquant qu'elle fût la seule vraie. Ce serait un petit supplément à ajouter à l'histoire de la fameuse inscription : *Ici est le chemin des ânes.* Si quelque ancien militaire voulait recueillir ses plus lointains souvenirs, peut-être pourrait-il nous édifier sur ce point, et terminer, mieux que l'Académie elle-même, cette dispute de savants.

Venons maintenant à l'ouvrage de M. Francis Wey ; ici nous serons plus à notre aise. L'auteur s'occupe de la langue française actuelle; c'est un sujet sur lequel chacun peut se croire un peu plus compétent. Cet ouvrage se divise en deux parties. Trois cent dix-sept remarques détachées sur des locutions vicieuses occupent un volume et la moitié du suivant. Le reste du second volume est employé à des remarques sur le style et sur la composition littéraire. Disons d'abord, avant de faire nos restrictions, que le livre de M. Francis Wey est d'une lecture facile et attachante. Il a cela de commun avec le livre de M. Génin ; il en diffère beaucoup, d'ailleurs, et par les opinions et par le style.

Ce n'est pas M. Francis Wey qui irait, avec Malherbe et Paul-Louis Courier, chercher son français à la place Maubert. « L'idiome des Français est gentilhomme, nous dit-il, et il demeure tel parce que le goût national est porté par l'éducation et l'usage à cette gentilhommerie. » Cela n'est peut-être pas très-clair. On a souvent parlé du style *grand-seigneur* de Saint-Simon; il me semble que, quand ce duc et pair écrit bien, il ne s'exprime pas autrement que Molière, avec lequel il a plus d'un rapport, comme M. Sainte-Beuve l'a judicieusement remarqué. Ce qui le distingue de Molière, ce sont ses phrases inachevées, ses constructions pénibles, ses obscurités, défauts inévitables d'une plume trop rapide. Ce n'est sans doute pas là ce qui constitue le style *grand-seigneur;* mais, pour éclaircir ce point, ouvrons le livre de M. Wey. J'y trouve ce jugement sur *le Bourru bienfaisant* de Goldoni : « Comment s'amuser du *Bourru bienfaisant,* qui, durant trois grands actes, maltraite sa famille et l'assomme ; personnage tellement désagréable et saugrenu, que l'on romprait sans hésiter tout commerce avec une maison qui posséderait un crétin aussi fastidieux ? » Est-ce là *l'idiome* en question? Je n'en sais rien ; mais au moins n'est-ce pas là le langage populaire que Malherbe et Courier allaient chercher à la place Maubert. Il est vrai que M. Francis Wey goûte médiocrement le style de Courier : « *M. Cormenin, sec et déchiqueté comme Courier, son émule.* » Jugement un peu sévère peut-être en ce qui concerne Courier. Il y aurait aussi quelque chose à redire à cette phrase, attendu que, dans l'*idiome des Français*, un écrivain peut bien être le *modèle* et non l'*émule* de ceux qui sont venus après lui. — D'ailleurs, M. Francis Wey reste fidèle à cette *gentilhommerie* en nous signalant les formules dont on ne doit point se servir dans la bonne société. « *Aller en société* est un terme digne des commis voyageurs qui l'emploient. *Aller en soirée* est excellent dans la bouche des petits marchands et des officiers en garnison dans la province. » Ailleurs l'auteur discute la question de savoir s'il ne serait pas convenable de rendre aux ministres le titre d'*excellence.* Ce sujet mériterait sans doute d'être examiné ; mais il a un peu perdu de son intérêt depuis que les *excellences* elles-mêmes se sont prononcées sur cette question.

On ne s'étonnera point sans doute, après cela, que M. F. Wey n'aime pas les philosophes. Tout en discutant, comme Pic de la Mirandole, *de omni re scibili,* sur tout ce qu'il sait, *et de quibusdam aliis,* c'est-à-dire sur un certain nombre de choses qu'il paraît savoir moins bien, il lance de vives épigrammes contre la phi-

losophie et contre ceux qui la cultivent. Vous étudiez, avec Platon et Leibnitz, Dieu, l'homme, la nature, la société; vous voyez dans cette étude un digne emploi des facultés humaines. Peut-être même, tout en convenant que la société va mieux qu'autrefois, ou précisément parce qu'elle va beaucoup mieux, vous poussez la témérité jusqu'à croire qu'un jour elle pourra mieux aller encore; en un mot, vous croyez au progrès, à l'avenir de la raison, avec saint Augustin et Condorcet, avec les pères de l'église et les philosophes. Cependant voici M. Francis Wey, qui, tout en passant en revue ses substantifs et ses adverbes, s'interrompt pour vous envoyer quelque amère raillerie. Progrès, avenir ? mots vides de sens ; philosophes, humanitaires, socialistes ? rêveurs ou charlatans ! D'ailleurs, ne sait-on pas que les philosophes ne peuvent se mettre d'accord? Et là-dessus M. Francis Wey reprend et développe ce vieux thème, qui rajeunit merveilleusement entre les mains de certaines gens. « C'est à la faveur de ces ténèbres (*l'obscurité du langage*) que la philosophie en impose sur le vague et le mensonge de ses spéculations : fausse philosophie, puisque les vérités proclamées par elle sont renversées d'âge en âge, que les écoles se succèdent sans cesse, et que la vérité allemande est autre que la vérité écossaise, différente elle-même de la vérité française. Et comment énoncer la vérité française entre Spinoza, Descartes, Condillac, Kant, M. Jouffroy, M. Cousin, etc., qui se contredisent et se démentent mutuellement? » Je ne sais pas trop ce que Spinoza et Kant viennent faire ici, puisqu'il n'y est question que de la vérité française ; mais je voudrais bien savoir s'il y a une seule science au monde où, tout en s'accordant sur les points essentiels, les savants ne disputent pas sur une foule d'autres moins importants. L'amour-propre et partant la discorde se fourrent partout. Les sciences positives ne sont pas à l'abri de ces petits inconvénients. « Je croyais, dit Voltaire, y trouver le repos, que Newton appelle *rem prorsus substantialem ;* mais je vis que la racine carrée du cube des révolutions des planètes et les carrés de leurs distances faisaient encore des ennemis. J'ai osé mesurer toujours la force des corps en mouvement par M + V. Je m'aperçois que j'ai encouru l'indignation de quelques docteurs allemands. » Les philosophes se contredisent? mais il me semble que les grammairiens eux-mêmes ne s'en acquittent pas mal, à en juger par l'ouvrage de M. Francis Wey. L'auteur y traite parfois assez lestement des grammairiens qui ont le malheur de ne pas penser comme lui. S'ensuit-il que la grammaire soit une science vaine? S'ensuit-il que M. Wey n'ait pas souvent raison contre ses adversaires ? Non, assurément.

Voici un endroit où la philosophie aurait pu être utile à M. Wey. Il ne veut pas qu'on dise *restes mortels :* « c'est une niaiserie, vu qu'il n'est pas de *restes immortels,* et que par conséquent l'épithète est superflue. » Mais pardon, monsieur ; il y a toute une croyance dans cette épithète que vous déclarez superflue. Bien des gens croient, au contraire, qu'il *reste* après la mort quelque chose d'*immortel.* Les partisans de la *vérité française,* que vous avez cités plus haut, Descartes, Condillac, MM. Jouffroy et Cousin, sont ici d'accord ; ce n'est point là une de ces questions *sur lesquelles ils se contredisent et se démentent mutuellement.*

Il est fâcheux que M. F. Wey ait ces préventions contre la philosophie. Moins animé contre elle, il parlerait sans doute autrement de Jean-Jacques Rousseau, du *siècle dix-huitième* (*sic*), et des écrivains *politico-philosophiques par qui fut préparée la révolution ;* il en voudrait moins à la révolution elle-même, et se serait épargné la peine d'aller déterrer je ne sais où, dans le *Père Duchesne,* je sup-

pose, des mots comme *anthropophagier,* ou tout autre verbe aussi connu, dont la découverte est destinée à jeter un incurable ridicule sur la révolution, et à la ruiner pour toujours dans l'esprit des honnêtes gens. Sans doute la révolution et ses partisans ont créé quelques néologismes, grand tort assurément, qui peut pourtant être compensé par les services assez essentiels rendus par elle à la France et au monde ; mais c'est une chose dont M. Wey ne tient aucun compte. Un des hommes contre lesquels il s'acharne avec une persistance singulière, c'est Mirabeau. On n'a jamais songé à présenter les discours de Mirabeau comme des modèles de correction grammaticale ; ces harangues étaient des actions, non des œuvres littéraires ; elles appartiennent à l'histoire plus qu'à la philologie. Pourquoi se donner le facile plaisir d'y signaler des incorrections? Pourquoi les juger comme on jugerait un discours froidement composé dans le cabinet et récité à l'Académie? Eh! mon Dieu! quand il y aurait cent fois plus de barbarismes dans ces improvisations véhémentes, qu'importe, si elles ont fait une révolution? Quand les trompettes sonnèrent sept fois autour de Jéricho, peut-être s'est-il commis plus d'une note fausse ; mais, puisqu'au septième tour les vieilles murailles s'écroulèrent, le concert était excellent.

Les trompettes de nos députés n'ont pas heureusement à opérer de tels prodiges, et je conçois qu'on leur demande compte de leur musique. On peut se montrer plus rigoureux à leur égard, et M. Francis Wey a bien fait d'insister sur les incorrections de toute nature qui remplissent les discours de la tribune actuelle et passent de là dans la presse, et de la presse dans le langage commun. C'est un danger présent et réel ; il était bon de le signaler. M. Francis Wey a fait un spirituel article sur la locution fameuse : *cordiale entente.* Il trouve que cette alliance (de mots) est peu française, et il s'étonne que personne à la chambre n'ait relevé cette incorrection. Il critique plusieurs phrases employées par *M. le ministre des affaires étrangères* (1) ; fort bien : le nom et le talent de M. Guizot peuvent donner cours à ces barbarismes ; il est utile de prendre ses précautions. Passe encore pour ces deux mots, *agissements,* dont M. Billault est le père, et *subalternéité,* qui a pour inventeur M. de Lamartine : il y a peu d'apparence cependant que l'harmonie douteuse de ces mots invite beaucoup à les employer ; mais pourquoi attaquer, comme le fait M. Wey, les phrases de M. Muret de Bord ? A

(1) C'est ainsi que l'auteur désigne M. Guizot, désignation qui pourra un jour devenir obscure, car enfin le livre de M. F. Wey doit vivre plus longtemps que le ministère actuel. Quoique M. Wey attaque avec beaucoup de goût et d'esprit la manie des périphrases, il les emploie trop souvent. Il chérit également les initiales, c'est un demi-jour qui lui plaît ; mais souvent le mystère est bien superflu. M. Wey a-t-il, par exemple, à désigner un auteur fameux par ses anachronismes et qui fait dîner ensemble le XVII[e] et le XVIII[e] siècle, Marion Delorme et l'abbé d'Olivet, chacun nommerait aussitôt cet écrivain : M. Wey, plus réservé, le désigne par ces deux initiales : *J. J.* — Ailleurs il cite une page entière du *Rhin,* sur le mot *jordonner* et le mot *métail :* il ajoute que l'auteur qui a écrit cette page est un *novateur puissant,* un *génie que chacun admire,* etc. Ainsi pendant trois pages. Vous croyez qu'il va finir par le nommer? Pas du tout : il le désigne simplement par un *M.* suivi de trois étoiles : « *Jordonner,* comme l'explique M***. » Nous ne croyons pas manquer aux convenances en soulevant un peu plus encore ce voile mystérieux et en avertissant le lecteur qu'il s'agit probablement, dans tout ce passage, de M. V. H., auteur d'*Hernani.* La discrétion ne nous permet pas d'en dire davantage ; mais nous espérons que le lecteur devinera.

quoi bon ? Doit-on croire qu'elles sont d'un dangereux exemple, ou plutôt n'y aurait-il pas dans cette critique quelque ingénieuse flatterie, quelque compliment délicat pour l'honorable député ?

M. Wey n'est guère plus indulgent en général pour les morts que pour les vivants. On trouve dans son livre quelques jugements littéraires qu'il est difficile d'approuver. Racine est jugé fort sévèrement. L'auteur cite les strophes sur Port-Royal, et n'a pas de peine à en démontrer l'extrême faiblesse. Il était peut-être inutile de s'acharner ainsi sur des pièces de collége composées à dix-huit ans. M. Wey n'épargne guère plus les ouvrages que Racine composa dans la maturité de son talent : il cite, par exemple, la troisième scène de *Phèdre,* en la comparant avec la scène correspondante d'Euripide. Il va sans dire qu'il donne la préférence au poëte grec, c'est la mode aujourd'hui ; mais il aurait pu appuyer son opinion sur de meilleures raisons. Voici une de ses critiques :

« Dieux! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts!
Que ne puis-je, au travers d'une *noble poussière,*
Suivre de l'œil un char fuyant dans la carrière !

Les images du poëte français sont moins riches et moins complètes, il faut en faire l'aveu. Ce qu'il n'a pas senti, c'est que Phèdre, ayant rêvé à toutes ces campagnes, finit par invoquer, au fond de ces solitudes des monts, des bois et des plaines, Diane, la divinité chaste que l'on implore contre Vénus, circonstance qui donne à la dernière parole de la reine une intention marquée. Phèdre, brûlée par la passion, demande l'ombre, les prairies, une source d'eau pour se désaltérer. Ces préoccupations sont naturelles; mais elle ne songe ni à des lieux couverts de poussière, ni à parler d'*une noble poussière,* parce qu'elle ne trouve pas que la poussière des chemins soit *noble.* (Tome Ier, page 103.)

J'avoue que je n'ai pu lire ce passage sans étonnement. Ainsi donc, selon M. Francis Wey, la Phèdre de Racine veut simplement se promener sur les *chemins,* y voir passer les voitures, comme font nos Parisiennes à Longchamps. Je comprends parfaitement que ce passage de Racine paraisse fort puéril à M. Wey. Est-il besoin de rappeler que ce que Phèdre va chercher au fond des forêts, ce n'est pas la chaste Diane, mais le chasseur Hippolyte ? que ce qu'elle suit de l'œil dans la carrière, c'est encore Hippolyte, soulevant autour de son char la poussière du stade (1)? Que M. Francis Wey aille entendre Mlle Rachel dans ce rôle : qu'il la voie se soulevant avec effort, et suivant de son regard, de son bras étendu, de tout son corps, de toute son âme, ce char qui emporte tout ce qu'elle aime, et il reconnaîtra que le désir de Phèdre n'est pas d'aller se promener sur les grands chemins.

M. Wey est fort sévère encore pour quelques autres de nos grands écrivains :

« L'évêque de Meaux, le roi de l'antithèse, abuse parfois de la royauté; c'est un de ceux qui ont le plus sacrifié aux faux dieux de la phrase. » (Tome II, page 208.)

« Bernardin de Saint-Pierre ne posséda le talent de description qu'à un degré médiocre. » (Tome II, page 396.)

(1) Tantôt faire voler un *char* dans la carrière...
Mon arc, mes javelots, *mon char,* tout m'importune.

André Chénier, *arrière-vassal de Racine,* a eu tort de dire, en parlant d'Homère : *L'harmonieux vieillard.* « C'est comme si l'on disait à un vieil architecte : *Vieillard architectural.* » *Harmonieux* se dit plutôt des choses que des personnes; mais le poëte n'a-t-il pas été souvent comparé à un instrument harmonieux, à une chose ? Le poëte, *cette chose sacrée et ailée*, dit Platon. *Je suis chose légère,* dit encore La Fontaine.

M. Francis Wey est quelquefois trop difficile peut-être en fait de clarté. Dans *la Folle Journée,* Figaro dit, en parlant du feu d'artifice que l'on a placé sous les grands marronniers (ce qui dérange les projets du comte Almaviva) : « Je ne m'étonne plus s'il avait tant d'humeur sur ce feu. » *Sur ce feu* n'est peut-être pas très-correct; mais le lecteur apprendra, sans doute avec surprise, qu'en lisant ce passage, il a couru le risque de faire un bien grossier contre-sens. « *Qui ne croirait,* s'écrie M. Wey, *qu'on a fait rôtir le comte Almaviva, et que telle est la cause de cette humeur ?* » Mais pourquoi se méfier à ce point de la sagacité des lecteurs ? Pourquoi supposer le public si dépourvu d'intelligence ? Il est vrai que ce préjugé est excusable chez un journaliste.

Quelquefois les éloges sont aussi inattendus que les critiques : « Les descriptions de l'Odyssée sont des chefs-d'œuvre de convenance; le *métier* y est entendu à un degré prodigieux. » Nous profitons de cette occasion pour recommander aux feuilletonistes l'étude d'Homère ; cette lecture ne peut manquer de les perfectionner dans leur métier.

Pour expier toutes ces critiques, indiquons un curieux chapitre sur le *néologisme.* M. Francis Wey a dressé une liste d'un grand nombre d'expressions créées au dernier siècle, et y a joint le nom des inventeurs. La plupart de ces mots sont aujourd'hui fort inconnus. On voit, en parcourant cette liste, que nos ancêtres ont donné tout autant que nous dans ce travers, qu'on a si rudement reproché à notre siècle ; ce tableau est, à cet égard, une chose fort consolante. Quelques-uns même sont d'une telle bizarrerie, qu'on a peine à croire qu'ils aient eu un moment de vogue ; en voici quelques-uns :

Abéquiter, — s'enfuir à cheval (L. Verdure).

Absconder (Mercier).

Acertainer (Rétif).

Anguillonneux. — M. Francis Wey nous apprend que *c'est pour l'appliquer à ce pauvre M. de La Fayette qu'on a inventé ce mot.* Comment ce *pauvre M. de La Fayette* a-t-il mérité qu'on inventât pour lui ce barbarisme ? C'est ce qu'on ne nous dit pas.

Cette liste est fort amusante ; il serait assez curieux de dresser de même l'inventaire des néologismes les plus usités de notre temps. M. Francis Wey, comme tout le monde, y apporterait son petit contingent ; il y figurerait pour les mots suivants, que nous trouvons dans son ouvrage : *fixateur, dialogiste, philosopheur, dactyloïde, prêcherie, racontage,* etc. Ces mots ne semblent pas indispensables et sont un peu risqués. Comme d'ailleurs ils n'ont rien de ridicule, il est bon de s'en défier plus que des mots suivants, contre lesquels M. Francis Wey a soin de nous prémunir : « On fera bien de se défier de ces épithètes de *mirobolant,* de *supercoquentieux,* de *superlatif*, de *phénoménal,* d'*ébouriffant,* de *pyramidal,* de *fantasmatique,* etc. » Cet avertissement n'était peut-être pas absolument nécessaire.

Ces inadvertances empêchent-elles M. Francis Wey d'avoir fait un livre esti-

mable? Non, sans doute; mais l'auteur est si sévère pour les grammairiens ses prédécesseurs, il relève si curieusement les bévues échappées aux académiciens dans le pénible travail de leur dictionnaire, qu'il donne envie de rechercher si ces erreurs peuvent réellement être évitées dans une œuvre de longue haleine. La sagacité, l'érudition, compensent bien chez M. Francis Wey les petites erreurs qui ont pu lui échapper : toutes ces qualités ne l'ont pas empêché pourtant de se tromper quelquefois. Il y a là de quoi faire trembler ceux qui ne peuvent offrir au lecteur les mêmes dédommagements.

F. DE LAGENEVAIS.

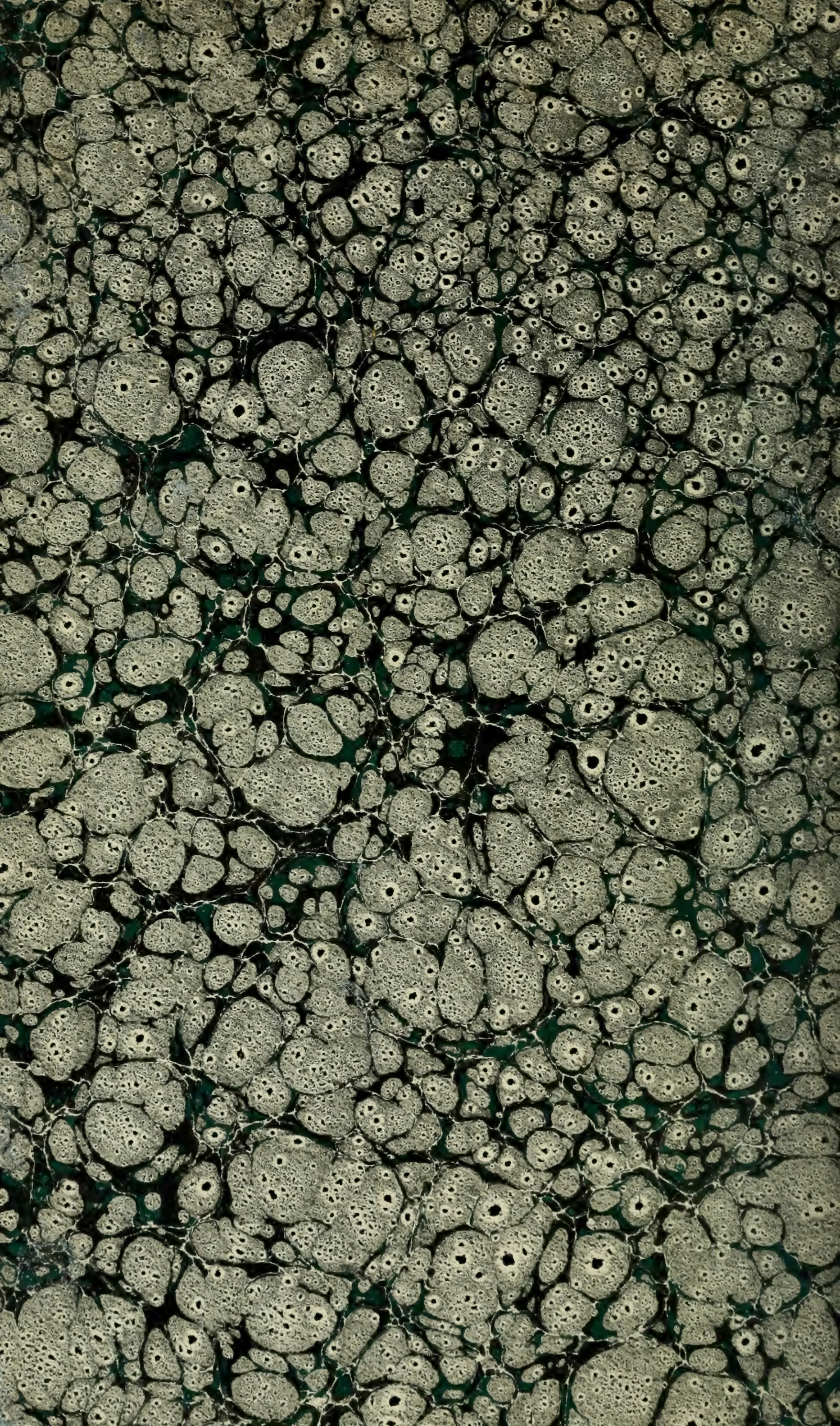
FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

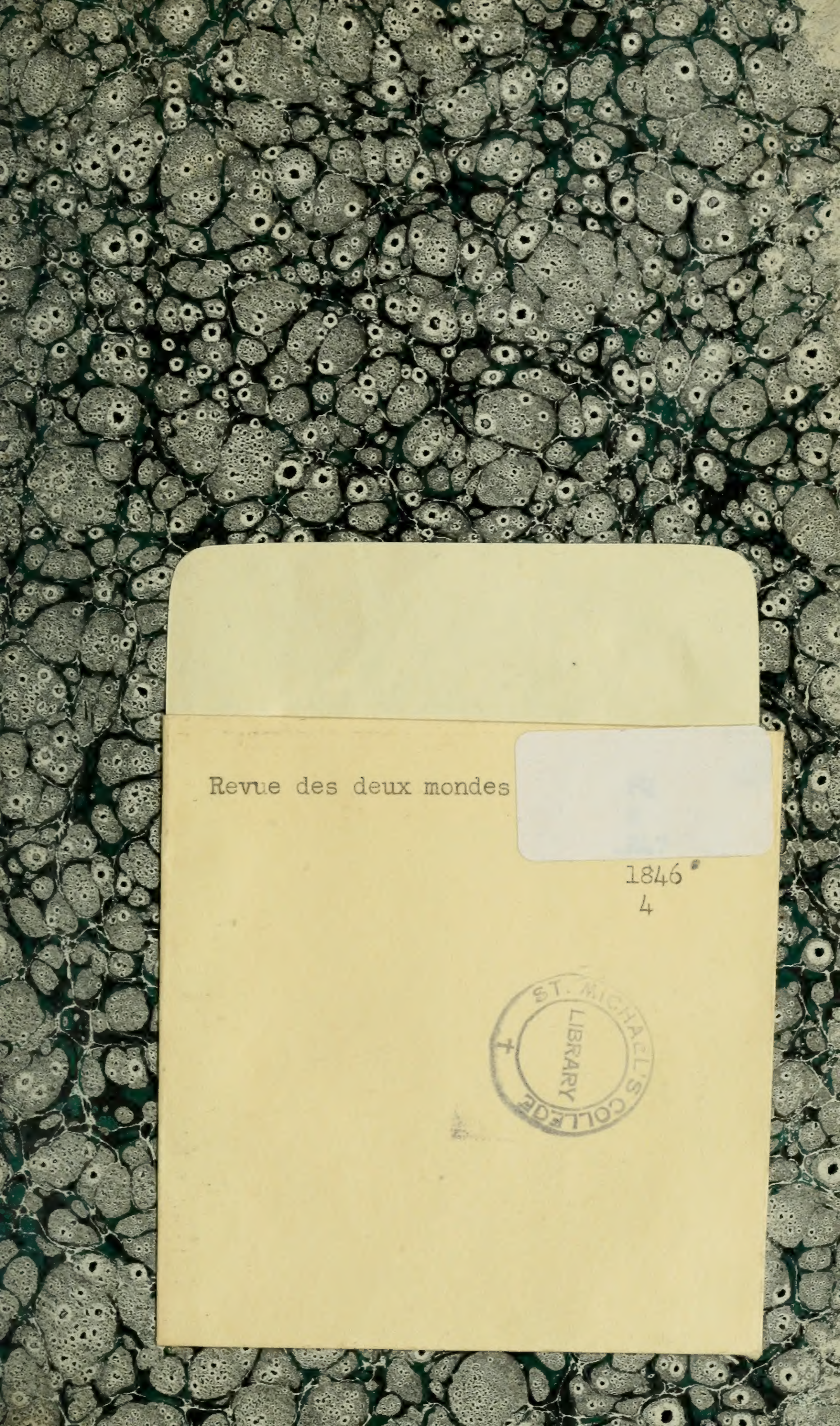
TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.






Revue des deux mondes
1846
4
ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

